K

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1926unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XXXV. — 1er SEPTEMBRE 1926.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XCVIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1926

THE GETTY CENTER
LIBRARY

MEMOIRES

DE LA

REINE HORTENSE

PUBLIÉS PAR LE PRINCE NAPOLÉON

V [1]

DE JOSÉPHINE A MARIE-LOUISE

LE DIVORCE

L'EMPEREUR arriva à Fontainebleau (2) et nous fit dire de nous y rendre. Ma mère éprouva, au lieu de joie, un serrement de cœur inexprimable. Cependant son époux la reçut assez bien. Pour moi, il me fit un accueil très froid. Je lui avais écrit de Plombières pour lui demander la permission de faire un petit voyage en Suisse. Il ne m'avait pas répondu. J'y avais donc renoncé. Il me dit en me voyant : « Vous avez été en Suisse sans ma permission? » J'eus beau lui répondre que non, il ne parut pas persuadé, et je ne pus attribuer ces faux rapports qu'au ministre de la Police, Fouché, persévérant dans le système qu'il avait adopté contre tout ce qui appartenait à l'Impératrice. Tourmentée de tous côtés, je serais retombée dans mon ancien découragement sans le besoin que ma mère avait de moi.

Le divorce était arrêté dans la tête de l'Empereur. Il ne balançait que sur la manière de l'exécuter. Plus de tendresse, plus d'égards pour ma mère. Il semblait y avoir renoncé. Il

Copyright by Plon-Nourrit et Cie, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er et 15 juillet, 1er août.

(2) Le 26 octobre 1809.

devenait injuste, tourmentant. Notre famille semblait lui être devenue à charge, et la sienne lui devenir plus nécessaire. Il s'y était jeté tout entier, comme s'il eût voulu faire désirer ce qu'il n'osait exiger encore. Ce qu'il n'avait jamais fait il l'essayait et allait se promener sans l'Impératrice, ne prenant dans sa calèche que la princesse Borghèse, chez laquelle il allait presque tous les soirs. On disait qu'une dame piémontaise de service était la cause de cette étrange assiduité (1). Je crois que cette conduite était plutôt un moyen de se distraire et de se fortifier contre la séparation qu'il projetait. Sa volonté étant ferme, son cœur hésitait encore. Il s'efforçait de l'occuper ailleurs; peut-être aussi cherchait-il par là à y préparer ma mère.

Ce fut donc à Fontainebleau que commencèrent les tourments de l'Impératrice. Rien ne jetait plus de doute dans les conjectures relatives au divorce que l'intrigue d'amour survenue ainsi au milieu de ces débats domestiques. Pour moi, je l'avoue, témoin des larmes continuelles de ma mère et des procédés qui les faisaient couler, je sentais mon cœur et ma fierté blessés se soulever également. J'appelais de mes vœux aussi cette séparation; l'existence de ma famille, l'avenir de mes enfants n'étaient plus rien auprès de cette attitude humiliante. « Mon frère et moi avons seuls à perdre, me disais-je. Lui doit renoncer à la couronne d'Italie, mes enfants à celle de France dont ils sont héritiers. Ce sacrifice est digne de nous, et ma mère sera plus heureuse. Sa carrière est finie. Que sa vie, au moins, ne soit pas abrégée! Que son cœur se détache de celui qui la fait souffrir! Oublions toutes ces grandeurs qui nous étaient promises pour ne songer qu'à la tranquillité de notre mère. »

Dans cet état des choses, nous retournâmes tous à Paris (2). Un matin, l'Empereur m'envoya chercher. J'étais sortie dans ce moment, et quand j'arrivai il était au Conseil. J'entrai chez ma mère que je trouvai toute en pleurs. Elle m'apprit que l'Empereur lui avait enfin signifié qu'il ne pouvait plus vivre ainsi, qu'il était décidé au divorce. « Eh bien! tant mieux, repris-je aussitôt. Nous partirons tous et tu seras plus tranquille.

(1) Il s'agit de Mme de Barral. — Constance-Zoé-Pauline Le Roy de Mondreville, qui avait vingt-huit ans en 1809, avait épousé en 1803 M. de Barral, plus tard chancelier du roi de Westphalie, fils d'un président à mortier du parlement de Grenoble. Devenue veuve en 1822, elle épousa en secondes noces M. Tourteau de Septeuil et mourut en 1851.

(2) 14 novembre 1809

— Mais vous, mes enfants, que deviendrez-vous? — Nous irons avec toi; mon frère pensera comme moi, et, pour la première fois de notre vie, loin du monde, en famille, nous connaîtrons le bonheur. » Cet air de résolution et tous les plans que je faisais sur l'avenir pour occuper son imagination, semblèrent lui donner du calme. Lorsque je la quittai, elle était résignée (1).

Le soir, à dîner, un page vint encore me chercher de la part de l'Empereur. J'y allai, déterminée comme le matin à tout faire plutôt que de montrer la moindre faiblesse. Une sorte de fierté semblait me soutenir. L'Empereur sortit de son cabinet, et, d'un air sec et ensuite animé, il me dit :

— Vous avez vu votre mère. Elle vous a parlé; mon parti est pris : il est irrévocable. La France entière veut le divorce; elle le demande hautement. Je ne puis résister à ses vœux. Ainsi rien ne me fera revenir, ni larmes ni prières.

— Vous êtes le maître de faire ce qu'il vous plaira, Sire, lui répondis-je d'un ton froid et calme. Vous ne serez contrarié par personne. Puisque votre bonheur l'exige, c'est assez; nous saurons nous y sacrifier. Ne soyez pas surpris des pleurs de ma mère. Vous devriez plutôt l'être si, après une union de quinze années, elle n'en versait pas. Mais elle se soumettra; nous nous en irons tous, emportant le souvenir de vos bontés.

Pendant que je parlais, sa figure et sa contenance avaient changé. J'achevais à peine que je vis des larmes abondantes couler de ses yeux, et, d'une voix entrecoupée de sanglots, il s'écria :

— Quoi, vous me quitterez tous! Vous m'abandonnerez! Vous ne m'aimerez donc plus? Si ce n'était que mon bonheur, je vous le sacrifierais, mais c'est celui de la France. Plaignez-moi plutôt d'être forcé de le faire en renonçant à mes plus chères affections.

A la vue de cette vive émotion qui n'était pas feinte, je fus touchée moi-même. Je ne le vis plus que malheureux. Ma fierté m'abandonna. Je pleurai aussi, et je ne pensai plus qu'à le consoler.

— Prenez du courage, Sire, lui dis-je. Il nous en faudra pour n'être plus vos enfants. Nous l'aurons, je vous le jure. Nous penserons, en nous éloignant, que nous ne sommes plus un obstacle à vos desseins et à vos espérances.

Il combattit longuement cette idée de le quitter, protesta de

(1) Cette scène et la suivante se déroulèrent le 30 novembre 1809.

nouveau que la politique seule le faisait agir; que notre mère serait toujours sa meilleure amie, qu'il ne cesserait pas de regarder mon frère comme son fils, mais que, n'étant pas de son sang, il ne pouvait en faire son successeur; que le seul moyen d'assurer la tranquillité à venir de la France était de laisser un fils de lui, qu'il le sentait depuis longtemps, et que sa tendresse seule pour sa femme l'avait arrêté jusqu'ici.

— Ne croyez pas, me dit-il, que des intrigues de Cour fussent capables de m'influencer. Au contraire, à l'époque du couronnement, quand j'ai cru m'apercevoir qu'il s'en élevait contre votre mère, non seulement je la fis couronner, mais je la fis sacrer, et j'espérais d'ailleurs que présenter mes neveux comme mes successeurs, ce serait satisfaire tous les vœux. Cependant, ces hommes que j'ai faits grands réclament la stabilité de nos institutions, et ce peuple, auquel je me dois, il sent bien qu'en moi seul résident toute sa puissance et son bonheur. Après moi, l'anarchie reparaîtrait et le prix de tant d'efforts serait perdu pour la France. Au lieu de cela, en laissant un fils élevé dans mes sentiments, un fils que la France se sera habituée à regarder comme mon successeur, elle jouira du bien que je lui ai fait, et elle profitera au moins du fruit de mes travaux. Le mal aura été pour moi; d'autres jouiront du bien. Quant à vous, l'intérêt de vos enfants, ce premier mobile d'une mère, doit vous retenir près de moi. Ainsi, ne me parlez plus de me quitter.

— Sire, je me dois à ma mère. Elle aura besoin de moi. Nous ne pouvons plus vivre auprès de vous. C'est un sacrifice à faire : nous le ferons.

Je retournai faire part à ma mère de cet entretien. Chaque jour, c'étaient de nouveaux combats. Je voulais lui persuader de nous laisser tout quitter et de nous permettre de la suivre, mais l'Empereur venait toujours détruire mon ouvrage. Souvent mon cœur était serré de douleur à la pensée de me séparer de mes enfants. J'espérais les conserver au moins jusqu'à sept ans, et mon imagination remplissait déjà l'intervalle de ces sept années de tous les dédommagements du sacrifice que nous allions faire. Je voyais une retraite paisible, loin de la Cour, une douce intimité de famille, ma mère rendue à un repos souhaité depuis si longtemps, moi-même exempte de regrets et consolée de tout par la conviction d'avoir payé ma part de ce

grand sacrifice. Le sort de mon frère m'affectait plus vivement. Sûre de son caractère, je devinais sa conduite. Mais sa femme, élevée près d'un trône, se résignerait-elle aussi facilement que lui à y renoncer? Ne serait-elle pas trop sensible à la douleur de se trouver déchue de ses hautes espérances?

L'Empereur fit dire à Eugène par le télégraphe de venir. C'était la première fois qu'il rentrait en France depuis le moment où, simple colonel de la Garde, il était parti avec son régiment. J'allai au-devant de lui pour lui apprendre le motif de son voyage. Nos voitures se rencontrèrent à Nemours (1). Il monta dans la mienne. Après nous être embrassés en pleurant de joie de nous revoir, il me dit : « Le sujet qui nous réunit est-il bon ou mauvais? » Je lui répondis : « Mauvais! » et il devina le reste. Son premier mot fut : « Ma mère a-t-elle du courage? — Oui. — Allons! nous nous en irons tous tranquillement finir notre vie plus doucement que nous ne l'avons commencée. Mais pourquoi me marier avec une princesse? Ma pauvre femme sera la seule à plaindre. Elle espérait des couronnes pour ses enfants; elle a été élevée à en faire cas; elle croit qu'on m'appelle pour me déclarer héritier de celle de France, mais elle aura du courage. Elle m'aime si tendrement et elle est si parfaite qu'elle doit savoir qu'en faisant bien on n'est jamais malheureux. » Pendant toute la route, je lui racontai tout ce qui pouvait l'intéresser de ce qui s'était passé depuis son départ de Paris. J'avais retrouvé un protecteur, un ami, et, oubliant un moment le triste motif de son voyage, je me livrais à la douceur de lui confier mes peines.

Il en savait beaucoup, mais je lui parus si changée qu'avant de m'avoir entendue, il devina ce que j'avais dû souffrir et m'avoua qu'il aurait eu peine à me reconnaître. Il me parla du charme répandu sur sa vie intérieure, de cette union inaltérable où il trouvait un adoucissement à tant de travaux et de veilles. Que nos destinées avaient été différentes! Il avait emporté la balance du bonheur toute de son côté, mais ce bonheur me devenait plus précieux. Il me semblait que j'y avais contribué pour quelque chose par mes souffrances. Loin de m'en plaindre, je priais le Ciel de m'envoyer encore toutes les peines et de les épargner à mon frère.

(1) 5 décembre 1809.

Nous arrivâmes aux Tuileries. Il monta aussitôt chez l'Empereur, et je me rendis auprès de l'Impératrice, qui était fort émue en pensant à son fils qu'elle n'avait pas vu depuis Munich où tout lui promettait un avenir si brillant. Elle n'avait jamais douté que lui ou mes enfants ne dussent succéder à l'Empereur, et cet espoir s'évanouissait en un instant. C'est pour nous qu'elle en souffrait, car, pour elle, son parti était déjà pris, et elle se représentait sans cesse tout ce qui pouvait l'y fortifier : la certitude de rester l'amie de l'homme qu'elle chérissait, d'habiter le même pays que lui, de voir sa vie se changer en de plus douces habitudes, et surtout de contribuer pour sa part aux destinées de la France et à celles de l'Empereur. Résolue de ne pas s'éloigner de lui, elle attendait avec anxiété l'opinion de mon frère qu'elle craignait de trouver semblable à la mienne.

L'Empereur descendit par l'intérieur avec Eugène. Cette réunion fut pénible. Tous les yeux étaient remplis de larmes. Celui même que j'avais vu inébranlable semblait prêt à révoquer une volonté si fortement prononcée. Mais, mon frère et moi nous lui disions qu'il n'était plus temps, que sa pensée nous était connue, que l'Impératrice ne pouvait être heureuse avec lui, que nous étions restés tranquilles aussi longtemps que nous avions pu croire à une intrigue de cour ou de famille, qu'il venait de s'expliquer, que c'était à nous à avoir la force de nous séparer de lui. L'Empereur répéta à mon frère ce qu'il m'avait dit. Tout devait, selon lui, se passer de bon accord. L'Impératrice ne perdrait rien de sa position ni des sentiments qu'il lui avait voués. Mon frère insistait pour la séparation entière. « Nous aurions une position fausse, disait-il. Ma mère finira peut-être par vous gêner. On se permettra d'attaquer notre famille que l'on croira rejetée. Les actions les plus simples passeront pour des plans concertés. Vos ennemis mêmes nous nuiront en affectant de se montrer nos amis et vous inspireront contre nous d'injustes défiances. Il vaut mieux tout quitter. Désignez-nous un endroit où nous puissions, loin de la Cour et des intrigues, aider notre mère à supporter son malheur. »

L'Empereur se récria sur la mauvaise opinion que nous avions de lui et dit avec l'accent ému et solennel d'une sensibilité profonde :

— Eugène, si j'ai pu vous être utile dans votre vie, si je vous ai tenu lieu de père, ne m'abandonnez pas. J'ai besoin

de vous. Votre sœur ne peut me quitter. Elle se doit à ses enfants, mes propres neveux. Votre mère ne le désire pas. Avec toutes vos idées exagérées, vous feriez son malheur. Je dirai plus : vous devez songer à la postérité. Restez si vous ne voulez pas qu'elle dise : l'Impératrice fut renvoyée, abandonnée : elle le méritait peut-être. Son rôle n'est-il pas assez beau d'être encore près de moi, de conserver son rang et ses dignités, de prouver que c'est là une séparation toute politique qu'elle a voulue et d'acquérir de nouveaux titres à l'estime, aux respects, à l'amour d'une nation pour laquelle elle se sacrifie?

A ce raisonnement, aussi juste qu'inattendu, nous demeurâmes interdits. Cette prévoyance attentive pour la réputation d'une épouse, au moment même de la quitter, nous persuada. La conduite du mari dictait celle des enfants. Ils eussent été coupables de ne pas l'imiter. Quoi qu'il pût nous en coûter, nous nous efforcions de ne plus arrêter notre pensée que sur l'avenir honorable réservé à notre mère. Loin de contredire sa volonté de ne pas s'éloigner, nous allions nous faire violence afin de la seconder, puisque cette volonté réunissait pour elle tous les avantages, de grandes habitudes si difficiles à perdre, une vie douce qu'elle aimait, des goûts particuliers qu'elle pourrait satisfaire, enfin un noble et grand souvenir inséparable de son nom. Notre intérêt se taisait devant le sien. Déjà même nous envisagions d'un regard ferme cette position nouvelle qui semblait nous confondre dans la foule de ceux que nous avions vus à nos pieds, et nous réduisait à n'être rien aux mêmes lieux où nous avions été tout. Notre résignation était entière.

Le sacrifice une fois résolu, il ne restait qu'à le consommer. La famille de l'Empereur se réunit. Leur joie perçait malgré eux. Touchés en apparence du sort de l'Impératrice, chaque fois qu'ils se retournaient vers nous, constants objets de leur jalousie, ils se trahissaient par un air de satisfaction et de triomphe.

J'étais sans cesse destinée à une complication de tourments. J'appris l'arrivée de mon mari. L'Empereur, sans doute dans la vue d'un rapprochement, m'avait engagé à lui écrire afin de décider quelque chose sur notre manière d'être. Je l'avais fait et, en réponse, je reçus de lui une longue récapitulation de tous les malheurs que je lui avais causés, terminée par le désir qu'il avait et qu'il me supposait aussi de nous séparer juridi-

quement. Enfin, à nos pressantes sollicitations, l'Empereur consentit à assembler un conseil de famille pour prononcer sur notre séparation. Il ne se présenta des deux côtés aucune cause capable de la motiver, et l'Empereur répéta plusieurs fois :

— Ce sont des enfants. Il n'y a pas une feuille de papier entre eux. Il faut qu'ils se raccommodent.

A cette époque, Paris fut dans les fêtes (1). C'était pour la paix avec l'Autriche. Le divorce n'était plus un secret pour personne, mais, fidèle à son système, l'Impératrice assista à toutes les assemblées avec la couronne sur la tête, quoique persuadée que bientôt elle passerait sur celle d'une autre. Pendant tout ce temps jusqu'au jour du divorce, les rois de Saxe, de Wurtemberg, de Bavière arrivèrent à Paris. L'Impératrice les reçut. Mon frère était allé au-devant du roi de Bavière pour lui annoncer la séparation. Il en fut au désespoir et contrarié de venir comme pour en être le témoin. Il voulait qu'on fît un sort au Vice-roi. L'Empereur était loin de s'y refuser, et proposa à mon frère de lui former un royaume des provinces illyriennes, du Tyrol ou de tout autre pays. Mon frère répondait à tout : « Je ne veux rien ; ne vous occupez pas de moi. » L'Impératrice insistait beaucoup aussi pour que l'avenir de son fils fût fixé, son titre de prince de Venise ne lui assurant pas la couronne d'Italie, qui appartiendrait de droit au second fils de l'Empereur. Mais le Vice-roi s'expliquait nettement et ne voulait ni couronne, ni avantages dont le malheur de ma mère parût être le prix.

Enfin le 15 décembre 1809 (2), jour du divorce, toute la famille se réunit dans le grand cabinet de l'Empereur, où il était seul avec l'Impératrice. Chacun prit place selon son rang. L'archi-chancelier et le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angely entrèrent et se tinrent debout tous les deux. L'Empereur prit un papier qu'il lut d'une voix haute et assurée ; mais, au moment où il dit ces mots : *Elle a embelli ma vie pendant quinze ans*, son émotion fut visible. L'Impératrice lut à son tour. Les larmes l'empêchèrent de continuer. Elle tendit le papier au comte Regnaud qui en acheva la lecture, lui-même

(1) Grande fête à la Malmaison le 1er décembre, *Te Deum* à Notre-Dame le 3 décembre, grande revue aux Tuileries et fête à l'Hôtel de ville le 4 et le 6, fête à Grosbois le 11, grand cercle à la Cour le 14.

(2) A neuf heures du soir.

tout en pleurs. Le procès-verbal dressé et signé par tout le monde, l'Empereur embrassa l'Impératrice, la prit par la main, et l'emmena dans son appartement. Quelque temps après, il vint me chercher pour me conduire près d'elle. Je la trouvai abattue et accablée de la contrainte qu'elle s'était imposée. Je sentis qu'il fallait soutenir son courage jusqu'à la fin. Je lui rappelai l'infortune de cette Reine qui l'avait précédée dans ce palais, et qui n'en était sortie que pour monter à l'échafaud. Je lui montrai la différence de son sort et les consolations qui lui restaient. Je parvins à remonter son courage. Mon frère était allé la veille au Sénat annoncer le divorce et déclarer notre libre consentement à cet acte (1).

Le lendemain matin de bonne heure, je me rendis près de ma mère. Son salon était rempli de toutes ses dames du palais qui pleuraient de ce départ. Je redoutais beaucoup pour elle ce moment d'attendrissement, car, selon moi, le plus pénible était passé. Quitter une Cour n'était pas quitter un lieu de bonheur, et je menai ma mère dans la voiture pendant que l'Empereur était au Conseil (2). Il lui avait dit adieu auparavant. Je n'avais pas été témoin de cette scène, mais j'imaginais tout ce qu'elle avait eu de déchirant. Notre route jusqu'à la Malmaison fut triste et silencieuse. En entrant dans ce lieu qu'elle aimait tant, son cœur était oppressé : « S'il est heureux, me dit-elle, je ne m'en repentirai pas », et ses yeux étaient constamment remplis de larmes.

Le lendemain de son départ des Tuileries, l'Empereur vint lui faire une visite. Cette cérémonie d'aller au-devant de celui qui, la veille encore, était son époux, causa une vive impression à tout le monde. Il lui prit la main avec amitié et se promena longtemps près du château, causant avec elle. Tous les jours il lui envoyait un page, porteur d'une lettre où il se plaignait aussi de son isolement et l'assurait qu'elle lui manquait beaucoup. Il alla à Trianon et nous engagea à venir lui faire une visite. J'y accompagnai ma mère : cette entrevue fut encore touchante (3). L'Empereur voulut garder ma

(1) La reine commet ici une légère confusion. C'est le 16 décembre, lendemain de la réunion du Conseil de famille dont il vient d'être parlé, qu'Eugène, à onze heures du matin, se rendit au Sénat.

(2) Joséphine quitta les Tuileries le 16 décembre à deux heures de l'après-midi.

(3) 25 décembre.

mère à dîner. Comme à l'ordinaire, il se trouva placé en face d'elle. Rien ne paraissait changé. La reine de Naples et moi y étions seules. Les pages et le préfet du palais y assistèrent comme toujours. Il régnait un profond silence. Ma mère ne pouvait rien prendre, et je la voyais prête à s'évanouir. L'Empereur essuya deux ou trois fois ses yeux sans rien dire, et nous partîmes immédiatement après le dîner.

Ma mère me rappela les larmes qu'elle avait aperçues dans les yeux de celui qui l'occupait encore si vivement et sembla jouir un moment de voir au moins ses regrets sincèrement partagés. Mais les jours se passaient. Les lettres devenaient plus rares, et elle était toujours à attendre. Elle avait un petit cabinet d'où elle voyait la grande route. Chaque fois qu'elle était prévenue d'une chasse dans la forêt de Saint-Germain, elle restait à la fenêtre jusqu'à ce qu'elle eût vu passer et repasser la voiture de l'Empereur. Je commençais à craindre que ce sacrifice ne lui coutât plus que je ne l'avais cru d'abord. Mon frère et moi réunissions nos efforts pour la distraire. Elle parut se résigner peu à peu, quoique longtemps encore la plus faible marque d'attention de l'Empereur fût seule capable de la satisfaire et de soutenir son courage. D'ailleurs, la Malmaison était sans cesse remplie de la foule des personnes qui s'empressaient toutes, depuis le plus petit marchand jusqu'aux ministres et aux maréchaux, de lui porter l'hommage de leurs respects et de leurs sentiments. Le froid devenu très vif, elle montra le désir de retourner à l'Élysée (1). L'Empereur y consentit et vint la voir une ou deux fois.

Je n'avais pas quitté ma mère un seul jour, lorsque je reçus de l'Empereur ma nomination comme Princesse protectrice des maisons des filles de la Légion d'honneur. De tout temps, il m'avait destiné cette place et elle devait me plaire, puisqu'elle mettait les jeunes filles des braves de la France sous ma surveillance et sous ma protection. J'allai un soir en témoigner ma reconnaissance à l'Empereur, qui me parut fâché de ce que je n'étais pas venue depuis longtemps. Il me crut de l'humeur et je n'avais que de la tristesse.

(1) Le sénatus-consulte du 16 décembre 1809, avait attribué l'Élysée à Joséphine comme résidence à Paris. Elle s'y installa en février 1810.

LE SECOND MARIAGE DE L'EMPEREUR

Ma mère était fort occupée de savoir quelle serait celle qui devait la remplacer. Elle s'informait avec soin de toutes les princesses de l'Europe à marier. Un jour, Mme de Metternich vint la voir, et lui parla beaucoup de l'archiduchesse Marie-Louise. Ma mère sembla la désigner comme le choix le plus digne de l'Empereur. Mme de Metternich écrivit à son mari cette conversation et reçut bientôt une réponse qu'elle m'apporta par suite de cette confiance que j'avais gagnée en l'accueillant quand tout le monde la délaissait. D'après cette lettre, son mari avait fait envisager à son souverain l'intérêt pour ses États et le bonheur pour sa fille de fixer le choix de l'empereur Napoléon. L'empereur d'Autriche avait paru très disposé à accorder l'archiduchesse si cela était demandé. L'Impératrice, sa femme, seule, avait fait quelques difficultés, mais un instant de conversation avec M. de Metternich avait suffi pour les lever. Cette lettre avait été montrée le matin à M. de Talleyrand et, sans doute, l'Empereur en fut instruit sur-le-champ, car je sus bientôt par mon frère qu'il était chargé, de la part de l'Empereur, d'aller officiellement chez le prince de Schwarzemberg, ambassadeur d'Autriche, faire la demande de l'archiduchesse Marie-Louise.

Quelques jours avant, il y avait eu un conseil pour savoir qui des deux princesses, russe (1) ou autrichienne, conviendrait davantage. Le conseil fut partagé d'opinion. Ceux qui, comme mon frère, préféraient cette dernière, donnaient pour raison que la Russie n'avait aucun point de contact avec la France; qu'il n'existait entre ces deux puissances aucune cause de rupture; qu'il était plus nécessaire de confondre par une alliance franche avec l'Autriche des intérêts dont le choc continuel troublait la paix depuis si longtemps. Cette dernière considération, soutenue du motif de la différence de religion, l'emporta, car il était décidé que la princesse russe ne changerait pas de religion, et il y avait trop de danger à introduire des prêtres grecs entre un mari et une femme. Il fut donc décidé que l'archiduchesse Marie-Louise serait Impératrice de France,

(1) La grande-duchesse Anna Pavlovna, sœur d'Alexandre Ier, dont Caulaincourt, à ce moment, tentait d'obtenir la main pour l'Empereur.

et que la reine de Naples irait la chercher jusqu'à la frontière d'Autriche. Le prince de Neuchâtel fut envoyé pour porter la procuration de l'Empereur à l'archiduc Charles, qui l'épousa au nom de l'Empereur des Français (1).

Pour lui, entièrement occupé de sa jeune épouse, il semblait que les détails n'étaient jamais assez nombreux. Lorsqu'un aide de camp ou un page revenait après avoir porté un présent ou une lettre, il était accablé de questions. Tous s'accordaient à dire qu'elle était bien faite, blonde, fraîche, un joli pied, mais personne n'osait dire qu'elle était jolie. M. de Talleyrand me répéta, un jour, un de ces comptes rendus faits devant lui à l'Empereur par un jeune aide de camp : « Voyons, parlez-moi franchement, dit l'Empereur. Comment avez-vous trouvé l'impératrice Marie-Louise? — Sire, très bien. — Très bien ne m'apprend rien. Voyons : quelle taille a-t-elle? — Sire, elle a la taille... (il hésita et ajouta :) à peu près celle de la reine de Hollande. — Ah! c'est bien : de quelle couleur sont ses cheveux? — Blonds, à peu près comme ceux de la reine de Hollande. — Bon. Et son teint? — Fort blanc. — Et ses couleurs? — Très fraîches, comme la reine de Hollande... — Elle ressemble donc à la reine de Hollande? — Non, Sire, et cependant, dans tout ce que vous m'avez demandé, je vous ai rapporté l'exacte vérité. » L'Empereur le congédia, branla la tête et dit : « J'ai de la peine à leur arracher quelques mots. Je vois que ma femme est laide, car tous ces diables de jeunes gens n'ont pu me prononcer qu'elle était jolie. Enfin, qu'elle soit bonne et me fasse de gros garçons, je l'aimerai comme la plus belle. »

Le choix de la dame d'honneur de la nouvelle Impératrice occupait tous les esprits de la Cour. Il fallait une femme d'une conduite irréprochable. Tout ce que la noblesse avait de plus ancien dans le faubourg Saint-Germain prétendait à cette place qui leur revenait de droit, disaient-ils. La nièce de l'infortunée reine de France ne pouvait avoir près d'elle que des familles attachées à sa tante. D'un autre côté, les militaires et les nobles du nouveau régime redoutaient cette ancienne Cour et les dédains dont elle semblait les menacer L'Empereur fit le choix le plus convenable. Personne n'y avait songé et tout le monde l'approuva. La duchesse de Monte-

(1) A Vienne, le 11 mars 1810.

bello (1), depuis la mort de son mari, vivait retirée, occupée uniquement de ses enfants. Estimée, jeune et belle encore, elle était la preuve que l'Empereur n'oubliait pas les braves morts pour leur pays, et qu'il ne voulait pas placer près de sa jeune femme des personnes dont les souvenirs auraient pu lui apprendre à ne pas aimer également tous les Français.

Jamais on n'avait déployé autant de luxe qu'il s'en préparait pour le mariage de l'Empereur. Rien ne lui semblait assez beau pour l'Impératrice et il se mêlait des plus petits détails qui la regardaient, comme s'ils eussent été son unique occupation.

Le roi et la reine de Westphalie, la reine d'Espagne, le roi et la reine de Naples, la duchesse de Toscane, le prince et la princesse de Bade, la princesse Pauline et mon mari se rassemblaient souvent le soir aux Tuileries. Je partageais mon temps entre ma mère et ces réunions assez embarrassantes pour moi à cause de mon mari. A l'une d'elles où je me trouvai, l'Empereur paraissait fort gai : « Il faut à présent, dit-il, que je devienne aimable. Mon air sérieux et sévère ne plairait pas à une jeune femme. Elle doit aimer les plaisirs de son âge. Voyons, Hortense, vous qui êtes notre Terpsichore, apprenez-moi à valser. » La proposition nous parut si extraordinaire de l'Empereur, qu'elle nous fit rire aux éclats. Il insista. Ce n'était pas une plaisanterie. Je lui donnai une leçon deux soirées. Il n'avait pas de grandes dispositions et riait lui-même de sa maladresse. Aussi s'en lassa-t-il bientôt en disant : « Laissons à chaque âge ce qui lui est propre. Je suis trop vieux. D'ailleurs, je vois que ce n'est pas par la danse que je dois briller. »

Mon frère était retourné en Italie, d'où il devait ramener sa femme pour assister au mariage. Je reçus de lui une lettre affligeante par laquelle il m'annonçait que le général de Broc, qui avait fait la campagne d'Allemagne sous ses ordres, était atteint à Milan d'une maladie dangereuse. Je ne pus cacher à mon amie une si pénible nouvelle. Elle partit sur-le-champ pour aller soigner son mari, et, à Chambéry, mon frère et ma belle-sœur qu'elle rencontra lui apprirent sa mort (2). Elle en fut au désespoir. Je partageai sa peine comme la mienne propre. Jamais je ne vis de douleur plus vive et plus longue,

(1) Née Louise-Antoinette-Scholastique de Guéhéneuc.

(2) Le général de Broc mourut à Milan, à l'auberge dite « Grande Auberge impériale », d'une fièvre maligne, le 11 mars 1810.

sans toutefois que sa santé, sa fraîcheur même en fussent altérées : heureux effet des larmes bienfaisantes qu'elle versait en abondance !

Je ne connaissais pas encore ma belle-sœur, et j'étais en relations continuelles avec elle. Le bonheur qu'elle faisait goûter à mon frère me la rendait chère. J'allai au-devant d'elle sur la route de Fontainebleau (1). Je la trouvai comme on me l'avait dépeinte, d'une beauté et d'une fraîcheur remarquables. Sa taille, quoique fort grande et fort mince, était prise dans de si justes proportions qu'elle ne paraissait pas extraordinaire. Ses manières étaient naturelles et pleines de bienveillance. En tout c'était une princesse parfaite, et je l'avais souvent entendu répéter à l'Empereur même. Nous nous liâmes sincèrement et autant qu'on peut être liées avec des intérêts communs, des sentiments semblables, mais sans la connaissance entière d'une vie toujours séparée, dont l'une, vouée au bonheur, n'aurait pu comprendre le malheur de l'autre.

L'impératrice Joséphine alla à Navarre (2) pour s'éloigner de la capitale pendant les fêtes du mariage. Suivant notre système de donner à cette union notre complète adhésion, nous devions y assister, mon frère et moi. A cet effet, nous nous rendîmes à Compiègne avec l'Empereur et toute sa famille. La Cour offrait alors un spectacle remarquable. Aucune autre de l'Europe ne l'emportait par la réunion d'autant de femmes remarquables et distinguées. Les militaires, qui s'étaient mariés en choisissant leur compagne indistinctement dans toutes les classes de la société, n'avaient recherché ni illustre alliance, ni fortune, mais seulement les agréments personnels, et alors l'Allemagne et l'Italie fournissaient à la Cour de France leur contingent de grâce, d'esprit et de beauté. Toutes les princesses placées sur les trônes étrangers avaient mis leur amour-propre à environner leur personne de ce qui pouvait le mieux en rehausser l'éclat. Rien de comparable, je crois, ne se rassemblera jamais pour former une plus brillante image de la jeunesse, du luxe, de tous les charmes et de tous les plaisirs.

L'Impératrice s'avançait vers Compiègne. Tous les jours

(1) Le Vice-roi et la Vice-reine arrivèrent à Paris le 20 mars 1810.

(2) Château près d'Évreux, aujourd'hui démoli, qui avait été érigé en duché au profit de Joséphine par lettres patentes du 11 mars 1810. Cette dernière s'y installa le 29 mars 1810.

l'Empereur recevait d'elle une lettre qui paraissait le satisfaire. Elle était accueillie sur son passage avec la plus grande joie et ce triomphe continuel devait flatter son amour-propre.

Pour moi, cédant à l'habitude de juger les autres d'après soi, je la plaignais. Je me rappelais mon mariage, mes idées de bonheur : je les reportais sur elle : je les lui supposais. Élevée à détester l'ennemi de sa famille, de son pays, pouvait-elle, me disais-je, espérer aimer l'Empereur ? Non. La politique seule disposait de son sort. Je me la figurais malheureuse, sacrifiée. Elle me devenait chère et je l'attendais comme une personne qui allait m'intéresser. Je ne songeai pas assez que, pour une princesse, l'ambition est en première ligne dans l'ordre des sentiments et que le trône le plus élevé est toujours celui auquel elle aspire avec le plus d'ardeur et où elle place le plus de félicité puisque son cœur ne doit jamais choisir.

Nous étions logés à Compiègne dans le même palais, mon mari et moi, et nous ne nous apercevions que le soir, dans le salon de l'Empereur, où toute la famille se réunissait. Il ne m'adressait pas la parole et, d'ailleurs, je paraissais assez étrangère à tout ce qui se disait. Un jour le Roi de Westphalie vint me prier à déjeuner pour le lendemain. J'y allai et je me trouvai seule avec mon mari, le Roi et la Reine. Je compris bien que c'était une chose arrangée. Toute sa conversation fut entièrement sur la nécessité de mon retour en Hollande et sur le droit qu'il avait de m'y contraindre.

J'eus ensuite à résister aux plus vives sollicitations de la famille de mon mari. Je répondais à chacun que je le croyais capable de tout pour me nuire, que, s'il n'était pas roi du pays, j'irais encore dans l'espoir qu'un juge suprême m'offrirait au moins une justice quelconque. Mais qu'attendre d'un homme qui me traiterait comme son ennemie ? J'écrivis à l'Empereur une lettre désespérée : il ne me répondit pas.

Mon frère, dont la tendresse s'inquiétait à la fin de ne plus m'entendre faire une objection, voulut lui-même régler les conditions. Il fut convenu que je logerais dans le même palais que le Roi, qu'il ne pourrait m'empêcher d'aller aux eaux pour soigner ma santé, que j'aurais la permission d'amener mes femmes de chambre, car aucune de mes dames françaises ne pouvait m'accompagner. J'obtins de laisser mon jeune fils à Paris à cause de sa santé trop délicate et je me disposai à partir

aussitôt après le mariage, avec mon fils aîné, Mme de Boubers et M. de Marmol.

Mes tristes affaires n'occupaient que moi. Toute la Cour s'entretenait des projets de fête et de la réception de l'Impératrice qui arrivait. Il s'éleva de nombreuses discussions entre les rois et les princes sur le cérémonial à observer pour aller au-devant d'elle; personne n'en était satisfait. Je souriais quelquefois de voir traiter avec tant de feu une chose qui me semblait de si peu d'importance. Le cœur qui souffre sait donner à tout ce qui est vanité sa juste valeur. Rien n'était encore décidé, lorsque l'Empereur mit tout le monde d'accord. Il partit un matin avec le roi de Naples dans une calèche pour aller seul au-devant de l'Impératrice (1). Il la rencontra près de Noyon, fit arrêter sa voiture, entra dans celle où elle était sans la prévenir et l'embrassa tendrement. La reine de Naples les accompagnait. A sept heures du soir, nous allâmes toutes au bas du grand escalier et en robe de cour la recevoir. Nous l'embrassâmes sans presque l'apercevoir. On traversa la galerie où toute la ville et la Cour étaient réunies, et nous ne la vîmes plus que le lendemain matin. Elle nous reçut bien. Son air était doux et bon, quoique un peu embarrassé. Nous en fûmes toutes satisfaites.

On se rendit à Saint-Cloud, où se fit le mariage civil le 1er avril. Un cortège pompeux partit pour les Tuileries (2). J'étais avec la reine d'Espagne et le grand duc de Wurtzbourg; nous précédions la voiture de l'Empereur. Je ne ferai pas la description. Les journaux du temps ont dû la faire.

Sous l'Empereur, les cérémonies furent toujours belles et imposantes. L'arc de triomphe de l'Étoile, déjà commencé, avait provisoirement été achevé en bois. Il était facile de juger du magnifique effet qu'il aurait produit par la suite (3). Sur notre route, le peuple me parut assez froid. Il ne témoignait pas de plaisir à voir une Autrichienne, mais la société de Paris, qui s'était réunie tout entière dans la galerie du Louvre, laissa éclater l'enthousiasme le plus vif, les uns par d'anciens et chers

(1) Le 27 mars 1810 à midi.

(2) Le 2 avril 1810.

(3) Si Hortense parle de l'effet que l'arc de triomphe « aurait produit », c'est que, au moment où elle écrivait ses Mémoires (1820), les travaux en étaient interrompus depuis 1815. Ils ne furent repris qu'en 1824.

souvenirs, les autres par l'espoir d'une paix solide, ou, enfin, par cette émotion que communique la vue de ce qui est puissant et brillant.

Avant d'aller à la chapelle provisoire, l'Empereur et l'Impératrice se reposèrent dans leurs appartements. Les manteaux impériaux furent apportés de Notre-Dame, où ils étaient conservés depuis le couronnement. Celui dont ma mère avait été revêtue fut mis à l'Impératrice, et nous le portâmes, la reine d'Espagne, la reine de Westphalie, la grande-duchesse de Toscane, la princesse Pauline et moi. La reine de Naples, la Vice-reine et la princesse de Bade marchaient en avant, tenant les cierges et les différents honneurs. Nos premiers officiers soutenaient nos manteaux. Nous traversâmes ainsi la galerie et arrivâmes à la pièce où se trouvait la chapelle (1). La Cour et le corps diplomatique étaient dans des tribunes construites tout autour. La cérémonie fut assez courte. Les regards se portaient souvent et s'arrêtaient sur mon frère et sur moi, pour démêler l'impression que nous pouvions éprouver. Ce mouvement de curiosité m'embarrassait, quoique je fusse assurée qu'aucune émotion ne viendrait altérer mes traits. Je croyais, en effet, ma mère plus heureuse dans sa douce solitude qu'environnée de tant d'éclat. Je ne pouvais regretter pour elle ce que je n'aimais pas pour moi.

Mon mari partit après le mariage (2) et me fit dire par Mme de Boubers qu'il me devançait et qu'il comptait sur ma promesse de le rejoindre en Hollande.

Ma mère était à Navarre. Je n'eus pas la force d'aller lui dire adieu. Je lui écrivis et j'ignore si elle vit dans ma lettre l'abandon total que je faisais de moi, mais elle fut inquiète et malheureuse du parti que je venais de prendre.

Je me rendis à Compiègne (3). L'Empereur était uniquement occupé de sa nouvelle épouse. Les princes et les princesses, livrés aux jeux, aux danses et au mouvement tumultueux de tant de plaisirs réunis, s'étudiaient à disputer de parure, de succès et de magnificence. La joie animait toute la Cour. Moi seule, j'étais triste, étrangère à tout ce qui m'environnait. Mon chagrin m'isolait au milieu de ces fêtes. Leurs bruyants éclats,

(1) Le salon carré au Louvre.
(2) 6 avril 1810.
(3) 9 avril 1810. — L'Empereur y était revenu le 5.

qui me forçaient de le concentrer, lui donnaient encore quelque chose de plus sombre. Les sœurs de l'Empereur, qui me voyaient enfin sur le point de partir, s'occupaient de moi avec plus de soin qu'à l'ordinaire. Elles n'auraient pas eu besoin de me dire : « Du courage ! » Leur air satisfait provoquait assez ma fierté pour que je ne laissasse rien paraître de mes chagrins. Mais, si l'une d'elles m'eût serré la main avec tendresse, je n'aurais pu y tenir : mes larmes auraient trahi les tourments de mon cœur.

RETOUR EN HOLLANDE

Enfin il fallut prendre congé de l'Empereur et de l'Impératrice, que j'embrassai en pleurant. L'Empereur parut touché de mes larmes : « Pourquoi partez-vous si tôt ? » me dit-il. Je ne répondis rien, et je courus à ma voiture sans voir personne. Mon fils (1) et Mme de Boubers étaient seuls avec moi. Je respirai plus librement en quittant Compiègne (2) Je n'avais plus à me contraindre, et c'était un bienfait, après toutes les contrariétés que je venais de m'imposer. Le voyage fut triste. Il semble que l'âme qui souffre ne prenne plaisir qu'à se retracer ses souffrances. Lorsque je vis la garde hollandaise qui m'attendait sur la frontière, je pensai à ce premier voyage où je me croyais si à plaindre ; rien ne paraissait changé, je retrouvais tout à la même place, mais, moi, j'avais encore mon fils ! Il n'existait plus, et dans quel état étais-je ! Les idées superstitieuses se mêlent toujours aux profondes impressions du malheur. Je croyais que j'allais mourir, et un enterrement que je rencontrai à l'entrée du premier village sembla m'en donner l'assurance.

J'arrive à Utrecht (3). On ne m'y attendait pas. Le Roi était à Amsterdam. Mme de Boubers va coucher mon fils. Mes autres voitures n'étaient pas arrivées. Je reste seule trois heures. Que de pénibles réflexions ! Une seule bougie, que le concierge avait apportée, s'était éteinte sur ma cheminée sans que je m'en aperçusse. Je reste un moment dans l'obscurité, et j'en éprouve de l'effroi. Le Roi arrive le lendemain. Il revoit son fils avec

(1) Le prince Napoléon-Louis. Le plus jeune des fils de la Reine (Napoléon III) restait à Paris.

(2) 11 avril 1810.

(3) 14 avril 1810.

joie. A peine semble-t-il faire attention à moi. Je reçois toute la ville, et ma pâleur est si grande, mon changement si surprenant, que chacun me regarde avec intérêt et pitié. J'arrive à Amsterdam (1). Tous les esprits étaient prévenus contre moi. On me croyait encore jeune et fraîche, jouissant des plaisirs de Paris et méprisant ceux du pays que mes enfants étaient appelés à gouverner. On me voit, et, en un instant, la prévention fait place à un intérêt marqué. Le peuple même s'écriait avec un geste expressif et un accent attendri : « Notre pauvre reine!... »

Je reçus toutes les autorités. Je me recommandais aux prières des ministres de chaque religion. Plusieurs, en me faisant leur discours, montrèrent une émotion qui m'étonna. J'en demandai l'explication plus tard à l'abbé Bertrand qui me dit que, quand ils arrivaient, ils étaient très prévenus contre moi, que ma vue les avait touchés, qu'ils s'étaient reproché leur injustice et proclamaient hautement qu'on les avait trompés.

Le palais d'Amsterdam, autrefois l'Hôtel de ville, était fort beau à l'extérieur. Le Roi y avait fait beaucoup d'embellissements, mais jamais demeure ne fut plus triste au dedans. Mon salon, qui servait autrefois au tribunal criminel, avait dans sa frise pour ornements des têtes de mort en marbre noir et blanc, et on n'avait pas voulu détruire ces sculptures fort estimées. Les galeries étaient sombres ; mon appartement donnait du côté d'une église ; l'odeur y était affreuse, et, lorsqu'on ouvrait les fenêtres, le canal n'envoyait qu'un air épais et une vapeur de soufre. Mes dames hollandaises me paraissaient fort bien, mais je les connaissais peu : elles étaient nouvelles la plupart. Je passais donc ma matinée seule, dans mon appartement, à lire. A peine si je voyais mon fils. On venait me prévenir que le Roi m'attendait pour dîner ; j'arrivais : à table, il ne proférait pas une parole. Après le dîner, le Roi promenait ses doigts sur un piano qui se trouvait ouvert. Il prenait son fils sur ses genoux, l'embrassait, le menait sur le balcon qui donnait sur la place. Le peuple, en les voyant, poussait quelques acclamations. Le Roi rentrait, revenait s'asseoir au piano, récitait quelques vers français ou fredonnait un air. J'étais sur un fauteuil, sans rien dire, à regarder ce qui se passait dans la chambre, et, lorsque quelques heures s'étaient écoulées ainsi, il sonnait, s'apercevait

(1) Après avoir passé la semaine sainte à Utrecht, la Reine arriva à Amsterdam le 24 avril 1810.

lui-même de cette position forcée, et faisait entrer le service hollandais ainsi que les dames. On apportait des tables de jeu. Je faisais quelquefois une partie de mon côté, et je retournais chez moi à neuf heures, après lui avoir adressé le bonsoir, seul mot que nous nous fussions dit. Voilà exactement toutes mes journées à Amsterdam.

Je n'avais de distractions que dans la lecture des romans les plus sinistres. Les productions d'Anne Radcliffe m'ont été bien utiles. Mon attention n'aurait pu se reposer sur rien de sérieux. Pour m'oublier un instant, il me fallait cet intérêt qui s'attache à d'épouvantables récits et à l'image de maux semblables aux nôtres.

Cependant l'air épais d'Amsterdam augmentait mon état de souffrance Je ne pouvais plus respirer qu'en faisant continuellement brûler du vinaigre dans ma chambre. Le médecin français de mon mari s'alarma de me voir si mal. « Madame, me dit-il, votre état est inquiétant. Si je dis la vérité, on ne me croira pas. Je vous en supplie : voyez le premier médecin hollandais. Il faut absolument que vous changiez d'air, et lui seul pourra le faire comprendre au Roi. » En effet, ce médecin me trouva, ainsi que l'autre, dans un état très alarmant. J'ignore s'il le dit au Roi, mais je n'entendis parler de rien.

Cependant mon état empirait chaque jour. Je sentais que si je n'avais le courage de demander à partir, je n'en aurais bientôt plus la force. La terreur que me causait mon mari était toujours si grande que j'osais à peine lui adresser une question. Je me hasarde enfin. Je lui parle de l'air d'Amsterdam qui me tue, de sa promesse de me laisser aller aux eaux et des médecins qui me l'ordonnent. Il me fait beaucoup d'objections et décide enfin que je puis me rendre au château du Loo, situé en Hollande, dans un air meilleur que celui que j'habite. Je me sépare de mon fils avec un profond serrement de cœur, mais tranquille sur lui : je le laissais aux soins de Mme de Boubers.

Le Loo fut pour moi comme Amsterdam. Je n'avais d'espoir de salut que dans ces bienheureuses montagnes qui avaient vu ma brillante jeunesse et dont l'air pur faisait toute mon envie. J'écris au Roi que je ne puis tarder plus longtemps à essayer de ce remède autrefois si salutaire. Il n'ose me le refuser et me répond une longue lettre sur le sort de mes

enfants en Hollande et sur notre commune obligation de leur conserver ce pays.

Je ne compris pas alors beaucoup ce qu'il voulait me dire, car j'ignorais que les discussions entre les deux frères en étaient arrivées au point que mon mari craignait pour l'indépendance de la Hollande.

A PLOMBIÈRES

Je partis avec une de mes dames hollandaises (1) et MM. de Renesse et de Marmol, deux de mes écuyers. A mesure que j'approchais de la France, je me sentais renaître à la vie. Tout était émotion pour moi. Les premiers douaniers qui parlent ma langue me font battre le cœur. La première montagne que j'aperçois me fait venir les larmes aux yeux. Cependant je craignais de ne pas arriver malgré mon courage. J'étais bien mal! Si j'avais pu m'abuser, l'effroi peint sur les visages de ceux qui m'entouraient, les paroles échappées au peuple qui venait me voir lorsqu'on changeait mes chevaux : « Ah! qu'elle a l'air malade!... Elle est mourante! » tout m'apprenait assez à quel état j'étais réduite. « Que je sois une fois à Plombières, me disais-je, et je suis sauvée. » J'atteignis enfin ce lieu si désiré, mais pour y voir ma maladie s'augmenter encore par une inflammation de poitrine et un crachement de sang. Mon médecin et Mlle Cochelet arrivèrent de Paris. De bons soins, ma jeunesse, plus de tranquillité d'esprit, me rappelèrent encore à la vie. Mme de Broc accourut aussi près de moi, mais si inconsolable de la perte de son mari, dont elle ne cessait de m'entretenir, que sa douleur, que je partageais trop vivement, augmentait ma fièvre lente. Mon médecin exigea qu'elle retournât à Paris pour ne plus retarder ma convalescence.

Le repos m'était indispensable et, sans cesse, quelque coup imprévu venait le troubler. On m'écrivit de Paris les détails affreux du feu qui avait eu lieu chez le prince de Schwarzemberg, pendant la fête qu'il donnait à l'impératrice Marie-Louise. Ma famille, mes amis y avaient couru de grands dangers, et le récit de cet effroyable malheur devint même un véritable péril pour moi par l'émotion qu'il me causa dans l'état de faiblesse où je me trouvais.

(1) 1er juin 1810.

L'ABDICATION DE LOUIS

J'appris aussi bientôt après, par un courrier, l'abdication du Roi au trône de Hollande et ma nomination comme Régente, conformément à la Constitution (1). Une inquiétude réelle sur le Roi fut mon premier sentiment. On ignorait où il s'était retiré (2). Je me le figurais en Amérique, seul, sans secours, sans consolations. Son nouveau sort réveillait tout mon intérêt. J'aurais pu croire même qu'il m'était cher depuis qu'il était malheureux. J'écrivis à l'Empereur pour calmer son ressentiment et réclamer son appui en faveur de celui contre lequel je le croyais irrité. J'en reçus plusieurs courriers par lesquels il m'annonçait son projet de réunir la Hollande à la France et m'envoyait les réponses à faire aux différents corps de l'État qui avait député vers moi le baron de Spaen pour m'informer de ma nomination à la régence.

A la première nouvelle, j'avais envoyé M. de Marmol chercher mon fils; mais l'Empereur me devança en expédiant M. de Lauriston, un de ses aides de camp, et le fit venir à Saint-Cloud près de lui, après ses huit jours de règne, car il avait déjà reçu les serments des différents corps de l'État lorsque la réunion à la France fut déclarée.

J'appris que mon mari était parti du palais de Haarlem dans le plus grand secret, avec le général de sa Garde qui, Français et officier dans son ancien régiment de dragons, lui devait sa fortune et lui avait sacrifié avec plaisir ses espérances (3). Le Roi avait bien vu que la ferme résolution de l'Empereur était de réunir la Hollande. Les troupes françaises en étaient maîtresses; il ne pouvait s'y opposer. Il prit donc le parti de se retirer. J'étais loin de blâmer une telle conduite. Au contraire, il y a toujours de la noblesse à renoncer au trône pour obéir à sa conscience.

(1) A la nouvelle de l'occupation imminente d'Amsterdam par les troupes françaises, Louis avait signé son abdication le 1er juillet 1810. La Reine l'apprit par une lettre de Mme de Boubers, datée de Haarlem, 3 juillet 1810, et une lettre du Roi.

(2) Louis avait quitté Haarlem dans la nuit du 2 au 3 juillet pour une destination qui resta quelques jours inconnue. Contournant Amsterdam, il s'était rendu aux eaux de Toeplitz (Bohême) par Osnabrück et Dresde.

(3) Le général Étienne-Jacques Travers (1765-1827).

A AIX ET EN SUISSE

Ma mère était aux eaux d'Aix-en-Savoie et m'engageait à venir la rejoindre. Elle ne pouvait me cacher sa joie de me voir enfin, par le départ de mon mari, libre et tranquille pour la première fois de ma vie. Mon médecin, qui commençait à craindre sérieusement pour ma poitrine, me défendait les eaux de Plombières et ne parlait que des eaux sulfureuses pour arrêter les progrès du mal que tant de secousses avaient redoublé.

La Suisse était un pays que je désirais connaître. D'après toutes les descriptions que j'en avais entendu faire, mon imagination me le représentait comme un lieu de repos et de bonheur. Ces mœurs simples, cette grande et belle nature, cet horizon toujours borné qui semble mettre une barrière entre nous et les maux inévitables du grand monde, tout m'aurait portée à fixer là une félicité idéale, à laquelle cependant j'avais renoncé depuis longtemps. En allant à Aix-en-Savoie, me trouvant presque à la frontière de ce beau pays, je ne pus résister au désir d'y entrer.

J'envoyai, par la route française qui traverse Genève, toutes mes voitures. La moitié de ma maison et moi, dans le plus grand incognito, pour n'être pas grondée de l'Empereur qui ne m'avait pas donné la permission de sortir de France, nous suivîmes la route de Besançon, Pontarlier et Lausanne. J'étais si faible que deux domestiques me portaient sur une petite chaise faite exprès, lorsque, dans les montagnes, la route devenait trop fatigante...

Je partis enfin pour rejoindre ma mère. J'avais passé le premier relais lorsque j'aperçus assez loin deux cavaliers accourant au grand galop. C'étaient M. de Flahaut (1) et M. de Pourtalès, écuyer de ma mère (2). Le premier était à Aix pour prendre les eaux à cause de sa santé, le second accompagnait ma mère ; elle les avait envoyés au-devant de moi et m'attendait à une lieue. Je fus bientôt dans ses bras. Qu'il est doux de passer de l'agitation au repos et d'un isolement affreux aux

(1) Le futur grand-chancelier de la Légion d'honneur et général de division.

(2) Jules-Henri-Charles-Frédéric de Pourtalès (1779-1861) passa en Prusse après la chute de l'Empire et devint grand-maître des cérémonies du roi de Prusse.

soins de la plus tendre affection! Mais, comme la douleur, le bonheur, pour être supporté, veut de la force, et je n'en avais plus. Un orage attaquait-il mes nerfs, je me créais mille chimères.

Mes yeux étaient sans cesse mouillés de larmes, malgré la tendre sollicitude de ma mère et les soins empressés de tout le monde. J'étais leur unique intérêt, leur occupation constante. Le premier mot de chacun était de s'informer de ma santé, de m'éviter une émotion, de me procurer un plaisir; enfin, ma vie devait m'être chère, puisqu'elle semblait l'être à tout ce qui m'entourait. Que me fallait-il de plus pour être satisfaite? Je me suis rappelé ce mois passé si doucement comme le temps le plus heureux de ma vie.

Le récit du danger que ma mère avait couru sur le lac du Bourget, la veille de mon arrivée, m'avait fait trembler d'effroi. Elle était partie d'Aix pour visiter l'abbaye d'Hautecombe. Elle avait eu le plus beau temps à son départ, mais, à son retour, l'orage l'avait surprise au milieu du lac. Ces guirlandes, ces toiles déployées et tous ces ornements du bateau, multipliés pour lui faire fête, avaient augmenté le danger en donnant plus de prise aux vents. Le naufrage semblait inévitable. M. de Flahaut et M. de Pourtalès la tenaient déjà par la main, prêts à la sauver. Tous les villages environnants, témoins du danger que courait l'Impératrice, s'étaient réunis sur le rivage, guettant la possibilité de la secourir. Le courage et le dévouement de ses matelots purent seuls triompher de cet affreux orage. Sa barque arriva enfin au port et la bonté du Ciel m'épargna l'horrible malheur dont je pouvais être frappée. Ma mère fit une petite course en Suisse. Je restai entièrement seule aux eaux d'Aix, excellentes pour la poitrine et si favorables à ma santé que, sans le besoin de revoir mes enfants, mon séjour s'y serait prolongé.

L'Empereur m'écrivit de venir à Paris rejoindre mes enfants. Ma mère, que je rejoignis à Genève, s'affligea beaucoup de mon départ. Elle craignait que l'Empereur ne voulût l'éloigner de la France, puisqu'il ne lui écrivait pas, et, quelque agréable que fût l'habitation, nommée Prégny, qu'elle avait achetée au bord du lac de Genève (1), rien n'aurait pu la dédommager de son pays et de sa chère Malmaison. Quelques lettres

(1) Joséphine venait d'acheter (le contrat ne fut passé que le 25 avril 1811) le domaine de Prégny-la-Tour, commune de Prégny.

de personnes qui veulent se mêler de tout lui conseillaient d'aller s'établir en Italie auprès de son fils. Elle me chargea de sonder l'Empereur sur son désir à cet égard. Pour la première fois, la pensée lui vint qu'elle pouvait être gênante et abandonnée, et son cœur en éprouva un déchirement difficile à exprimer.

A FONTAINEBLEAU

J'arrivai à Fontainebleau où toute la Cour était réunie ; mes enfants m'y attendaient. Le soir même, l'Empereur vint me voir avec l'Impératrice. Il me la montra d'un air satisfait :

— Voyez comme sa taille grossit, me dit-il. Si c'est une fille, ce sera une petite femme pour votre fils Napoléon, car elle ne doit sortir ni de la famille ni de la France, celle-là.

Il ne put être question de ma mère ce soir-là. Je demandai une audience pour le lendemain matin, et je devinai bien, en lui parlant, le plaisir qu'il aurait eu à ce que ma mère choisît elle-même son séjour près de son fils en Italie.

— Je dois penser au bonheur de ma femme, me dit-il. Les choses ne sont pas arrangées comme je l'espérais. Elle est effarouchée des agréments de votre mère et de l'empire qu'on lui connaît sur mon esprit. Je le sais à n'en pas douter. Dernièrement, je voulus aller me promener avec elle à la Malmaison. J'ignore si elle crut que votre mère s'y trouvait, mais elle se mit à pleurer et je fus obligé de changer de direction. Quoi qu'il en soit, jamais je ne contraindrai l'impératrice Joséphine en rien. Je me souviendrai toujours du sacrifice qu'elle m'a fait. Si elle veut s'établir à Rome, je l'en nommerai gouvernante. A Bruxelles, elle peut encore tenir une cour superbe et faire même du bien au pays. Près de son fils et de ses petits-enfants, elle serait mieux encore et plus convenablement. Mais écrivez-lui que, si elle préfère vivre à la Malmaison, je ne m'y opposerai pas.

J'assurai l'Empereur que c'était son seul vœu, et ma mère arriva quelque temps après. Je revins bientôt répéter de sa part à l'Empereur qu'ayant été sa femme et Impératrice des Français, elle n'ambitionnait plus d'autre gloire, qu'elle ne désirait que mourir dans sa patrie et au milieu de ses amis.

L'Empereur, depuis mon retour, affectait de me traiter avec distinction : « Venez le matin voir ma femme, me disait-il quelquefois. Dessinez avec elle. Faites de la musique. Vous lui

ferez plaisir. Elle n'oserait pas vous le demander. » Je connaissais trop le monde pour ne pas savoir que c'était à elle à en avoir le désir et à le témoigner. D'ailleurs il n'était ni naturel ni bienséant à ma position de vouloir pénétrer dans son intérieur. Aussi ai-je toujours été très bien avec elle, parce que je n'ai jamais recherché l'intimité. J'y allais le soir comme tout le monde, et cependant elle m'a toujours distinguée davantage que mes belles-sœurs. Elle me parlait même quelquefois avec confiance. Un jour, entre autres, elle me raconta qu'aussitôt que son mariage fut arrêté, M. de Metternich, d'après les intentions de l'empereur d'Autriche, voulant lui faire connaître les personnes avec lesquelles elle allait vivre, lui dit que la princesse Pauline était la plus jolie personne du monde, la reine de Naples la plus spirituelle, mais que la reine de Hollande était la seule avec qui elle pût se lier intimement. Je dus être flattée de cette distinction, surtout en l'apprenant d'elle-même. Je lui ai donné, dans toutes les circonstances, des marques d'attachement, et j'en ai constamment reçu des témoignages d'intérêt.

Mais elle ne fut liée intimement qu'avec sa dame d'honneur (1). C'était une espèce d'adoration difficile à comprendre pour beaucoup de monde, facile à expliquer pour celui qui sait lire dans les replis du cœur. Une princesse, dès sa naissance, est entourée d'hommages, de soins. C'est à qui la recherchera, étudiera ses goûts, préviendra ses moindres désirs. Elle s'habitue à tout voir du même œil ; chacun lui plaît et l'ennuie également, puisque chacun agit de même. Mais, si une personne placée près d'elle semble avoir d'autres plaisirs que les siens, semblable à ces coquettes qui, toujours sûres d'attirer, ne remarquent que les indifférents, une princesse, objet de toutes les adorations, s'étonne, s'afflige de cette nouveauté. Celle qui demande à s'éloigner ne lui laisse à redouter ni l'intrigue ni la flatterie. Le désir de la fixer, de la ramener l'occupe comme un sentiment ou même le fait naître réellement. Telle était la position de l'Impératrice et de la duchesse de Montebello.

Cette dernière n'aimait pas la vie de la Cour. Depuis la mort de son mari, l'éducation de ses enfants, la douce société de sa famille, de quelques amis, suffisaient à son bonheur, et, loin de cacher l'ennui que lui causait sa place, elle semblait se faire gloire

(1) La maréchale Lannes, duchesse de Montebello.

de le montrer. Aussi, lorsqu'elle s'éloignait un instant, l'Impératrice lui écrivait de petits billets. Elle ne pouvait s'en passer. Les amis de la duchesse étaient les seuls Français que l'Impératrice connût, quoiqu'elle ne les vît pas. Elle savait tout ce qui les concernait. Le jour de l'an, elle n'était occupée qu'à donner quelques jolis cadeaux aux enfants de la duchesse. Mme de Montesquiou, gouvernante du roi de Rome, en fut même souvent jalouse pour le Roi. Mais le plus extraordinaire fut la calomnie inventée dans le monde et qui n'a jamais eu le plus léger fondement. Le bruit courut que l'Empereur distinguait la duchesse. Au contraire, ni l'un ni l'autre ne se plurent jamais et il fallut toute la justice dont le caractère de l'Empereur était plein, pour ne pas trouver mauvais l'ascendant qu'une autre personne que lui pouvait prendre sur l'esprit de sa femme. Je l'ai entendu plusieurs fois dire à l'Impératrice : « Tu te trompes bien si tu crois que la duchesse a de l'affection pour toi. Elle n'aime qu'elle et ses enfants. Tu es une dupe de t'y attacher autant. » Cependant il la supporta toujours, la respecta et fit tout ce qui était en lui pour qu'elle fût respectée comme méritait de l'être une personne vertueuse et amie de sa femme.

Malgré toutes ses qualités, la duchesse de Montebello, il faut l'avouer, n'était pas faite pour la place de dame d'honneur, peut-être parce qu'elle ne voulait pas s'en donner la peine. Par exemple, elle ne s'informait jamais de l'état, de la position des personnes présentées, du bien à faire, des choses à éviter. Étrangère à tout ce qui l'entourait, l'Impératrice a souvent commis des erreurs bien naturelles, bien excusables, mais dont le monde ne fait jamais grâce à une Impératrice. Que de fois elle a demandé des nouvelles d'un mari à une femme qui venait de le perdre dans une bataille, et qui, les larmes aux yeux, était forcée d'annoncer elle-même un événement malheureux dont elle s'attendait à être consolée !

La famille de l'Empereur ne se vit pas sans étonnement éloigner de la nouvelle Impératrice. Ma mère avait toujours été visible pour eux et les avait toujours reçus avec amitié : c'était elle alors qu'on chargeait d'obtenir ou de dire mille choses qu'on n'osait demander directement à l'Empereur. Quel changement maintenant ! Plus d'intimité, beaucoup de cérémonie, et, jusqu'à Madame Mère, chacun sentait la différence.

La princesse Pauline était, par sa jolie figure, sa petite

mine, l'enfant gâtée de la famille : on lui passait tout. L'Empereur même, qui la grondait souvent, supportait en elle ce qu'il aurait vivement blâmé dans toute autre. On répétait sans cesse : *C'est une enfant*, et c'était une si jolie enfant ! Ce qu'elle disait semblait toujours sans conséquence, et je ne conçois pas comment j'ai pu m'affecter autant de la façon dont elle me parla à mon arrivée. Elle me reprocha avec beaucoup de vivacité d'être la cause de la perte de la Hollande pour mes enfants, de la vie errante de mon mari et de son malheur. Je fus vivement affligée à l'image des maux qui m'étaient imputés. La réflexion et ma conscience me disaient assez que j'étais innocente ; mais, trop faible pour repousser une fausse accusation, mes peines présentes s'aggravaient des souvenirs mêmes que j'invoquais pour me justifier. La princesse Pauline, qu'occupaient seulement les modes et les plaisirs, dut être étonnée et satisfaite peut-être de faire, pour la première fois de sa vie, quelque impression pour une chose sérieuse.

Au reste, tout le chagrin de la famille fut, je crois, de me voir encore revenir à la Cour. Je conçois la jalousie d'affection, je ne saurais comprendre celle des préséances, de quelques robes plus ou moins bien faites, de quelques succès plus ou moins marqués dans le monde. Leur joie, à mon départ pour la Hollande, me faisait juger de leur mécontentement de ce retour, dont surtout ils ne pouvaient plus me faire un crime, puisque le sort de mes enfants venait de nouveau de se fixer en France.

L'Empereur avait tout fait, sans dessein il est vrai, pour entretenir cette jalousie de sa famille contre la nôtre. Il m'avait traitée longtemps avec une distinction particulière, parce que, voulant adopter le fils, il voulait faire respecter la mère. Que de fois Caroline est-elle venue me dire : « Je reçois comme toi, j'agis en tout de la même manière, puisque je viens te consulter d'avance, et l'Empereur te montre toujours pour exemple, comme si toi seule savais bien faire. Il dit aussi sans cesse à Murat et à mes frères : « Voyez Eugène ! » Comment veut-il que l'union règne entre nous ? »

HORTENSE.

(*A suivre.*)

UNE PAGE DE L'OCCUPATION FRANÇAISE EN RHÉNANIE

LA BIENFAISANCE FRANÇAISE EN TERRITOIRE OCCUPÉ

L'occupation militaire des provinces rhénanes, telle qu'elle a été prévue par le traité de Versailles, s'est accompagnée, en ce qui concerne tout au moins la zone française, de la création et du développement d'un certain nombre d'œuvres intellectuelles et sociales; ces œuvres, dans l'esprit de leurs promoteurs, devaient servir à faire connaître aux Rhénans ce qu'était réellement la France; elles devaient préparer et faciliter un apaisement des esprits grandement désirable pour la consolidation et le maintien de la paix.

« Il est permis de penser, a écrit celui qui fut l'ardent et habile artisan de cette action, qu'en apportant aux populations rhénanes, comme cortège de l'occupation militaire, ces œuvres intellectuelles et sociales, nous avons contribué à leur faire comprendre la France, leur voisine, et à empêcher, par les moyens les plus simples et les plus loyaux, que les régions occupées ne soient gagnées par la contagion de l'esprit de revanche trop souvent entretenu et encouragé dans d'autres provinces de l'Allemagne... » (1). L'essentiel a déjà été dit en ce qui concerne ces œuvres. Il en est une, cependant, qui mérite, semble-t-il, une attention un peu spéciale. C'est celle qui organisa la bien-

(1) M. Tirard, *les Œuvres françaises intellectuelles et sociales en Rhénanie.* (Extrait des Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques.)

faisance en Rhénanie. Plus que d'autres, peut-être, elle porte le cachet du génie de notre race, le besoin de dévouement pour un idéal élevé.

Dès les débuts de l'occupation, l'autorité militaire française se préoccupa de soulager, dans la mesure du possible, la très réelle misère, suite de la guerre et du blocus, qui régnait dans certaines classes de la population rhénane. Le général Mangin posa les premiers jalons d'une action de bienfaisance qui, dans sa pensée, devait être génératrice d'apaisement. Son successeur, le général Degoutte, le suivit dans cette voie. Avec l'appui du Haut-Commissariat français créé à la suite de la signature du traité de paix, il fonda l'œuvre des « Soupes populaires ». Cette œuvre, qui fonctionna dans les principales villes de garnison de la zone française, avait pour but de faire distribuer par les militaires français des vivres et, dans certains cas, des vêtements et du combustible aux miséreux allemands. Son activité se poursuivit jusque vers la fin de 1924 et produisit les meilleurs résultats.

Il parut, cependant, à ceux qui observaient de près la situation, que cette action bienfaisante pouvait être, sinon améliorée, tout au moins développée; qu'on pouvait, notamment, atteindre des cercles plus étendus de la population. L'exactitude de cette impression ressortit clairement à la suite d'une expérience tentée par le Haut-Commissariat français. Son chef, fidèle à la ligne de conduite qu'il s'était tracée, désireux de multiplier les contacts avec la population rhénane, organisa, en 1921, une Exposition d'art français à Biebrich, petite ville nassovienne sise dans le voisinage immédiat de Wiesbaden. Ce fut à l'occasion de cette exposition et dans son cadre même, que l'on jeta les premières bases d'une nouvelle organisation de bienfaisance française.

L'Exposition d'Art français ouvrit ses portes au printemps de l'année 1921. Elle avait été conçue par un administrateur prudent et averti qui comprenait et aimait le beau; elle fut remarquablement organisée par des artistes d'une compétence, d'un métier et d'un goût hors de pair. Salon de peinture et exposition d'arts décoratifs, ce fut, dans son ensemble, une intéressante manifestation de beauté. Elle fut installée, pour la plus grande partie, dans le château qui fut celui des ducs de Nassau; bâtiment un peu massif et lourd, mais tout nimbé d'une jolie

teinte rose et baignant sa façade Louis XVI dans les flots du Rhin.

Dans un coin du parc qui environne le château, non loin du charmant pavillon où la ville de Paris abritait certains de ses trésors artistiques, une modeste baraque de bois attirait les regards. Elle était à l'enseigne de la « Maison des enfants ». De fait, à de certains jours, plusieurs centaines de petits Allemands s'y entassaient, sous la surveillance de dames françaises portant l'uniforme blanc et bleu des infirmières. Ils venaient y chercher des friandises qu'on leur distribuait avec un sourire; ils y admiraient des jouets qu'ils savaient devoir devenir bientôt leur propriété; ils y prenaient leurs ébats sous l'œil amusé des troupiers vêtus de bleu-horizon ou de kaki. Il avait paru, en effet, utile aux organisateurs de l'exposition de montrer aux populations allemandes que, si la France était riche en trésors d'art, elle ne le cédait à personne sur le terrain de la bienfaisance et de la charité: qu'elle n'oubliait pas que sa mission civilisatrice dans le monde s'était accomplie surtout par la douceur et par la bonté de son génie. Dans ce dessein, on avait décidé de faire appel au dévouement de la Croix-Rouge française. Comment la Croix-Rouge s'occupe de l'enfance déshéritée, faible ou malade, comment la Croix-Rouge instruit ses enfants; comment la Croix-Rouge soigne ses enfants; comment la Croix-Rouge amuse ses enfants, telles étaient quelques-unes des incriptions que l'on pouvait lire dans l'établissement charitable du parc de Biebrich.

Joignant l'action à la théorie, nos infirmières, pendant tout le temps que dura l'exposition, s'occupèrent, avec un succès grandissant de jour en jour, des enfants de la cité ouvrière du Nassau. Beaucoup de bien fut fait, de nombreuses misères furent soulagées. Attirés par les récits que leur faisaient les enfants de la bonté et de la grâce montrées par leurs nouvelles amies, les parents vinrent bientôt au contact. Ce fut d'abord la curiosité qui les poussa; bientôt, ce fut la sympathie. Des relations s'établirent : on invita les *französischen Schwestern*, les sœurs françaises, à venir dans les familles; elles y vinrent, furent bien accueillies, y retournèrent, et, bientôt, elles furent en passe d'acquérir une véritable popularité parmi les ouvriers chimistes de Kalle, parmi les cimentiers de Dyckerhof.

La « Maison des enfants » de Biebrich devait fermer ses

portes en même temps que l'Exposition d'art français, vers la fin d'octobre 1921. Il apparut tout de suite qu'il serait fâcheux de terminer aussi brusquement une expérience qui, dès l'abord, paraissait singulièrement intéressante. Bien accueillie par la population, elle avait, en outre, montré la supériorité des méthodes françaises sur les méthodes allemandes dans l'organisation des œuvres de bienfaisance.

Certes, la question du bien-être des classes ouvrières n'a pas été négligée en Allemagne. Depuis plus de cinquante ans, une législation sociale d'une remarquable prévoyance a été mise au point dans ce pays. Les risques causés par la maladie, les infirmités, le chômage, la vieillesse, se trouvent réduits au minimum; toutes sortes de caisses de secours, de prévoyance, ont pour but de soulager les formes les plus diverses de la misère. Mais il est des cas que l'on ne saurait prévoir et des infortunes qu'ont oubliées toutes les règlementations. Cela se voit surtout dans les périodes troublées; or, l'après-guerre devait déchaîner sur l'Allemagne des catastrophes économiques et sociales dont nul n'avait eu la notion. De plus, les classes possédantes étaient, par suite du bien-être excessif dont elles avaient joui après la guerre de 1870, tombées dans un matérialisme épais et béat qui n'était allé qu'en augmentant pendant les dernières années de l'Empire : elles avaient pris l'habitude de se désintéresser complètement de leurs devoirs de solidarité sociale. Le bourgeois allemand s'en remettait entièrement pour cela à l'administration de son pays. Du moment qu'il avait payé les impôts et les taxes dont il savait qu'une partie devait revenir aux pauvres, il estimait n'avoir rien de plus à faire. Il inscrivait sur sa porte : « *Mitglied des Armenvereins.* Membre du Bureau de bienfaisance. » Mais il ajoutait : « *Betteln und hausieren verboten.* Il est interdit aux mendiants de pénétrer dans cette maison ». Il ne songeait pas un instant qu'il pouvait et devait faire davantage : qu'il y avait des détresses morales aussi dures à supporter que les pires misères physiques.

Toutes différentes sont les méthodes appliquées dans nos œuvres charitables. Nous savons qu'il ne faut pas écraser l'humble par une pitié superbe, ni le rebuter par une sécheresse administrative. Nous savons qu'il faut, au contraire, lui donner, s'il ne l'a pas, la notion de sa dignité d'homme ; lui montrer que nous comprenons sa peine comme si elle était la

nôtre. Nous savons nous asseoir au foyer du déshérité, faire monter sur ses lèvres, closes pendant les trop longues heures du labeur écrasant ou de la désespérance desséchante, les confidences qui délassent, qui apaisent. Besogne féconde, mais combien difficile et parfois ingrate et qui nécessite, pour être menée à bien, des qualités de tact, de dévouement et d'abnégation que nous avons rarement rencontrées en Allemagne. C'est de ces principes que notre tentative de Biebrich s'était inspirée ; il n'y avait qu'à continuer dans ce sens.

Profiter de l'expérience que les dames-infirmières avaient acquise, de l'influence qu'elles avaient conquise ; mettre à leur disposition un champ d'action plus vaste, de plus grandes ressources, créer ainsi une œuvre où l'exécution serait souple, se pliant à toutes les conditions de lieux et de personnes, mais dont le but serait, avant tout, d'exercer une influence moralisatrice et apaisante en faisant asseoir l'image de la France bienfaisante et généreuse au foyer des déshérités, tel fut le but que le Haut-Commissariat français se fixa en cette fin de l'année 1921. Telle fut la conception qui lui fit créer les « Centres de bienfaisance ».

*
* *

Ces « Centres de bienfaisance » dont le nom seul indiquait la raison d'être et le fonctionnement, ne furent, à l'origine, ouverts que dans le district de Wiesbaden ; on les installa dans les trois centres industriels du district ; Höchst-sur-le-Main, Wiesbaden et Biebrich-sur-le-Rhin.

Höchst, ville de 18000 âmes, 30000 si l'on y comprend certains faubourgs, est un centre important d'industrie chimique ; sise aux portes de Francfort, elle assiste au développement tentaculaire de ces *farbwerke* qui eût halluciné Verhaeren. Ce ne sont partout que constructions multiformes en pierre, en brique, en ciment; ateliers, fours, réservoirs, machines de toute espèce et de toute nature, voies ferrées, ponts, etc..., s'étendent à perte de vue sur une campagne qui a complètement perdu son caractère paisible d'autrefois. Seuls, quelques coins des bords du Mein ont encore conservé leur calme et leur poésie d'antan. Telle cette jolie construction du XVIIIe siècle dont les terrasses descendent jusqu'aux bords de la rivière, en face des massifs sombres de la forêt de Gross-Gerau ; elle fut le

caprice d'un « nouveau riche » de l'époque; celui-ci fonda en ces lieux l'industrie céramique dont certaines belles pièces ornent encore aujourd'hui quelques musées d'Allemagne ou quelques collections particulières. Pour la commodité de son protecteur et ami, l'archevêque électeur de Mayence, cet homme de goût adjoignit au bâtiment principal deux pavillons construits et ornés dans un Louis XV rococo, désuet et charmant. Aujourd'hui, ces constructions sont le siège de l'administration municipale. Une inscription y rappelle que Napoléon, après le combat de Hanau, y passa la nuit du 1er au 2 novembre 1813, dernières heures de repos qu'il vécut sur le sol allemand. Quinze jours après, le Feldmarschall Blücher vint s'y installer avec son état-major et y prépara les plans de campagne qui devaient l'amener à passer le Rhin à Caub. Dans cette ville modernisée par l'industrie, aux maisons tassées, aux rues peu larges et mal pavées, se presse une population assez misérable d'ouvriers laborieux et calmes.

Wiesbaden, ville de 110 000 âmes, perle du Taunus, la reine des stations thermales du Nassau, s'étend sur les premiers contreforts du massif montagneux qui la protège des vents froids; elle étage ses maisons, ses villas, ses hôtels sur les pentes ondulées de vallées riantes; son horizon est limité par des hauteurs couvertes de la sombre vêture des sapins noirs; seuls l'égayent la tache blanche de la *Platte*, rendez-vous de chasse des anciens seigneurs du pays, et les coupoles dorées de la Chapelle grecque, tombeau d'une princesse russe morte dans la fleur de l'âge sur les bords du Rhin. Ville de luxe, ville d'art, ville de plaisirs, retraite dorée des Altesses et des Excellences, ville où les mœurs internationales des grands centres balnéaires se superposent aux souvenirs de l'ancienne dynastie ducale et à ceux, plus récents, d'un Empereur déchu qui aima l'endroit pour sa beauté et en fit une « résidence ». Mais à côté de ces aspects de fête, vit toute une population souffreteuse, habitant des taudis, et présentant trop souvent les tares de la sous-alimentation et de la misère.

Biebrich, enfin, la moins importante des trois localités, ne compte guère que 12 000 habitants; faubourg de Wiesbaden à qui elle finira par être rattachée, elle constitue, malgré tout, un centre industriel assez important comprenant des fabriques de produits chimiques, des établissements métallurgiques, des

fabriques de ciment. Tout cela entasse ses ateliers, ses hangars, ses cheminées noires de suie sur les bords du Rhin, et retire beaucoup de la poésie et du charme de ces rives que le duc Adolphe, chassé de ses États par la Prusse, aimait à venir contempler du pont de Mayence. Là aussi, vit une population ouvrière assez nombreuse, à qui les conditions d'après-guerre rendent l'existence peu aisée.

Les dames infirmières qui avaient dirigé la Maison des enfants de Biebrich ne pouvaient suffire à la nouvelle tâche qui allait leur être imposée. Certaines d'entre elles avaient, du reste, quitté la région. Seule, la directrice, Mlle Sallandrouze de Lamornaix, restait à pied d'œuvre, mais toute son activité était prise par les travaux préparatoires du nouveau centre de Biebrich ; travaux longs, car il fallut près de six mois avant que tout fût au point. Il était, de toute évidence, nécessaire de lui donner au moins une aide. D'autre part, en allait avoir à trouver du personnel pour Wiesbaden et pour Höchst ; ce personnel, il fallait lui faire comprendre ce qu'on attendait de lui, le pénétrer des directives adoptées pour notre action ; nouvelles venues, les dames infirmières destinées aux Centres créés en dernier lieu, n'auraient pas l'expérience de leur collègue de Biebrich. Il fallait trouver des personnes ayant de sérieuses qualités d'organisation et d'administration ; il fallait pouvoir exiger d'elles une connaissance presque parfaite de la langue, des mœurs et des habitudes allemandes, condition indispensable pour atteindre les individus et conquérir leur confiance ; il fallait pouvoir leur demander un dévouement inépuisable inspiré par la notion des fins patriotiques que l'on recherchait, et par le désir de soulager des misères humaines quelles qu'elles fussent. Toutes ces qualités se rencontrèrent chez la plupart des infirmières, tant est riche le fonds français. Ces dames furent choisies, grâce à l'intervention bienveillante et à l'appui de l'œuvre des « Cercles-cantines », belle et utile création d'une Française au grand cœur, à la charité inépuisable, la marquise de Chaponay.

Quant au matériel, locaux, baraquements, ustensiles divers, bancs, chaises, etc., il fut, soit fourni gratuitement par l'autorité militaire française ou même, dans certains cas, par les autorités allemandes, soit acheté sur les fonds mis à la disposition de l'œuvre par le Haut-Commissariat français. Malheureu-

sement, ces crédits furent toujours trop restreints; le Haut-Commissariat se heurta toujours à d'étroites limites financières qui, trop souvent, paralysèrent son action. Ce sera l'occasion d'une surprise amusée ou, peut-être, profondément attristée, selon le cas, pour l'historien de l'avenir que sa curiosité poussera à prendre connaissance des détails budgétaires de l'après-guerre française, quand il verra à quelles minimes proportions se réduisirent les fameux millions qu'une propagande haineuse a prétendu avoir été gaspillés par les services français de Rhénanie.

C'est à partir du milieu de mai 1922 que les trois Centres de bienfaisance commencèrent à fonctionner. Héritier des traditions et de l'expérience de la Maison des enfants, celui de Biebrich se développa très rapidement. Abandonnant le parc du château, nos dames s'installèrent dans une cour d'école mise gracieusement à leur disposition par l'autorité allemande locale; celle-ci leur laissa même l'usage d'une baraque. Dès la première quinzaine, 643 enfants venaient se faire inscrire; parmi eux, il y en avait 473 ayant pris part aux réunions de l'Exposition; 170 étaient des nouveaux venus. Très sagement, la directrice du Centre estimait qu'il ne fallait pas laisser ses jeunes protégés dans l'oisiveté; elle leur apprenait donc à travailler. Fournissant les matériaux nécessaires, elle employait les fillettes à coudre, à broder, à tricoter. Les ouvrages terminés étaient distribués aux enfants, soit pour leur usage personnel, soit pour celui de leurs parents. Des cours de langue française étaient aussi institués; les enfants s'y instruisaient en se jouant et en répétant nos vieilles chansons populaires. Quant aux jeunes garçons, moins nombreux que les filles, on employait leur activité à des jeux et à des exercices sportifs. Des prix en nature récompensaient les plus assidus, les plus vigoureux, les plus adroits. Enfin, plus tard, les représentations cinématographiques eurent le plus grand succès.

La population observait avec curiosité et avec sympathie ces efforts; les parents se massaient derrière les grilles de l'école pour voir jouer ou goûter leurs enfants. Ils se montraient reconnaissants de ce que la jeunesse abandonnée à elle-même l'après-midi par l'école allemande trouvait ainsi un abri. Petit à petit, la confiance naissait et les visites à domicile pouvaient commencer. Les dirigeants de l'œuvre attachaient une impor-

tance extrême à cette dernière forme de notre activité charitable; elle était, d'après eux, la plus propre à fournir des résultats vraiment féconds ; elle permettait, par l'échange intime et mutuel des pensées, d'amener la véritable confiance.

Partout nos visiteuses furent accueillies de façon parfaite par les pères et les mères appartenant aux milieux ouvriers ainsi qu'aux milieux agricoles. Tout faisait espérer que notre action se développerait les semaines suivantes. A Höchst, il en était de même : la directrice groupait autour d'elle des petits orphelins de guerre, clients assidus des distributions de soupes ; elle gagnait peu à peu le cœur de ces enfants. Elle étendait le rayon de ses visites, et commençait à acquérir une véritable popularité. « Dernièrement, écrivait le délégué local de la H. C. I. T. R., elle passait dans les rues de Z... ; des femmes qui étaient groupées et qui causaient entre elles, se mirent, dès qu'elles l'aperçurent, à l'applaudir en criant : « *Unsere Schwester, unsere Schwester* » (Notre Sœur, notre Sœur!) Partout, les enfants volent au-devant d'elle, réclament ses caresses. Les hommes, eux-mêmes, l'entourent d'un respect qu'on n'est pas accoutumé de trouver parmi ces populations... »

***

Cependant, les événements politiques et économiques qui marquèrent, en Rhénanie, la fin de 1922 et la plus grande partie de 1923, devaient élargir encore le champ d'action de nos dames-infirmières. Ce fut, en effet, le moment de l'inflation et de la résistance passive. Une véritable tourmente, telle que nul ne peut se rendre compte de son intensité, s'il n'en a pas été lui-même le témoin, s'abattit sur le pays. Les ouvriers, malgré les augmentations de salaires qui leur étaient consenties, ne parvenaient plus à vivre; les rentiers, les retraités, les fonctionnaires voyaient journellement fondre entre leurs doigts les modestes ressources dont ils disposaient; ceux-là mêmes qui jouissaient de revenus relativement importants, et qui, faisant confiance à leur pays, n'avaient pas voulu transformer leur avoir en devises étrangères, ceux-là se voyaient presque du jour au lendemain réduits à la misère la plus atroce. A Wiesbaden même, séjour calme et agréable où d'anciens officiers, des médecins, des architectes, des magistrats étaient venus se retirer pour vivre du produit de

leurs pensions ou de leurs économies, on vit des exemples vraiment lamentables et poignants. « Très chère madame, écrivait dans un français naïf un vieux médecin ruiné par l'inflation ; nous sommes deux personnes et nous avons reçu jusqu'à aujourd'hui une portion pour une personne. Vous étez (*sic*) priez (*sic*) de donner pour nous de future (*sic*) deux portionen du pain, café, sucre et du beurre et peut-être encore quelque chose ? Nous avons perdu tout notre d'argent, chaque autre valeur par la terrible guerre ! Nous ne pouvons pas acheter des chères carbonnes (*sic*) et quelque garde-robe ; il fait très froid et ma pauvre femme est malade ; nous n'avons pas du feu et toujours du faim... Agréez notre salutation et notre grâce perfectement (*sic*) pour votre grande bonté. O. O. et sa femme Anna. »

Ce qu'il y avait de plus atroce, c'est que l'inflation suivait une marche progressive et comme mathématique ; elle avait l'allure d'une catastrophe naturelle que rien ne pouvait arrêter. Les malheureux se voyaient acculés à mourir de froid, de faim, de maladie, sans rien pouvoir tenter pour échapper au fléau.

Dès le milieu de septembre 1922, les dames-infirmières signalaient cette recrudescence de misère. Elle devait aller en augmentant les mois suivants. La situation devenait véritablement critique : « La misère, écrivait un témoin, devient si grande avec l'approche de l'hiver, dans certains milieux allemands, que les forces de nos dames-infirmières ne suffisent plus au travail qui leur est demandé. » De fait, la directrice du centre de Wiesbaden allait bientôt interrompre son travail, épuisée de fatigue ; celle de Höchst, encore plus gravement touchée, serait bientôt forcée de renoncer à sa mission et, cela, malheureusement, de façon définitive. Grâce à de nombreux dévouements, l'œuvre pouvait, cependant, continuer son action. L'autorité militaire lui venait en aide et la mettait à même de procéder à des distributions de vêtements. On envoyait des secours à des œuvres de bienfaisance allemande, qu'elles fussent confessionnelles ou non. Celles des dames-infirmières qui pouvaient faire encore des visites à domicile, laissaient des vivres, un peu d'argent. On intensifiait l'action des Soupes populaires ; on organisait, dans la mesure du possible, des distributions de viande fraîche. Certains Allemands n'avaient pour vivre que ce que nous leur donnions. Détail significatif, et qui prouve combien la pitié bienfaisante

est naturelle aux Francais, les commandants de nos régiments avaient pris l'initiative de distribuer à la porte de leurs quartiers des soupes supplémentaires confectionnées avec les eaux grasses et les reliefs des ordinaires. Nos dames-infirmières s'efforçaient de découvrir et de secourir ces nouveaux-pauvres, ces pauvres honteux qui, plongés subitement dans une misère absolue, n'osaient, par une sorte de pudeur bien compréhensible et retenus par le souvenir de leur aisance passée, se mêler au flot des miséreux qui assiégeaient les portes de nos centres de distribution. « Il y a, peut-on lire dans une lettre écrite à cette époque, il y a dans ces milieux une misère que l'on ne soupçonne pas. Tout secours est reçu avec reconnaissance. » Le problème du chauffage se posait aussi avec une acuité redoutable au cours de ce rigoureux hiver 1922-1923. Les municipalités elles-mêmes étaient à bout de ressources. Celle de Wiesbaden déclarait être hors d'état de satisfaire à plus d'un tiers des demandes en combustible. Si les ouvriers pouvaient encore prélever sur leurs maigres salaires de quoi acheter quelque peu de charbon, il n'en était pas de même des bourgeois ruinés par l'inflation et que l'âge ou la maladie empêchait de travailler.

Là encore, les centres de bienfaisance s'efforçaient d'agir; par l'intermédiaire du Haut-Commissariat, on engageait des négociations avec les mines domaniales de la Sarre dans l'espoir de pouvoir se procurer à bon compte le combustible nécessaire. Tout cela n'allait pas sans un grand effort de la part des dames-infirmières. « On ne peut se douter, écrivait l'une d'elles, combien il est pénible de maintenir, dans un local exigu, 150 enfants hurlants et affamés... » Il fallait trouver des remplaçantes, les locaux devenaient trop petits; il fallait lutter et perdre un temps précieux pour obtenir ce dont on avait un besoin urgent. Malgré tous ces déboires, malgré tous ces contretemps, l'œuvre prospérait et causait une grande impression parmi les populations : « Nous pouvons faire beaucoup pour attirer les cœurs, lisait-on dans le rapport d'une dame-infirmière; que de fois m'a-t-on dit : « Les Allemands n'auraient pas fait ceci, les Allemands n'auraient pas fait cela. » M. le curé de Z... est, sur notre demande, venu voir notre Centre; il a adressé quelques mots aux enfants, leur disant la reconnaissance qu'ils devaient avoir, leur montrant combien, dans ces jours de misère,

les Français étaient bons pour eux; aussi bien lui que l'abbé H... nous ont dit combien ils étaient touchés de ce que nous faisions pour le peuple. Ils nous ont signalé les « pauvres honteux »; nous y sommes allées, et si nous avons été reçues tout d'abord avec quelque méfiance, finalement nous quittions des gens qui nous remerciaient les larmes aux yeux et nous faisaient promettre de revenir... »

Le mois de décembre voyait encore augmenter la misère des populations rhénanes. Le mécontentement croissait parmi elles; elles accusaient leur gouvernement de ne rien faire pour soulager leur infortune. Celui-ci se préoccupait cependant fort de cet état de choses; mais la déplorable situation financière au milieu de laquelle il se débattait, lui rendait la tâche bien difficile.

De leur côté, les municipalités faisaient ce qu'elles pouvaient. Le *Volksländischer Frauenverein* créait des restaurants populaires; le *Hilfskomitee der Freunde Wiesbaden*, la *Wiesbadener Künstler Vereinigung* faisaient preuve de beaucoup d'activité; les étrangers appartenant à des nations neutres, tels que Hollandais, Suédois et quelques Germano-Américains, organisaient des collectes. A Berlin même, on instituait une *Berliner Rheinlandhilfe*. Rien n'y faisait; la misère était trop grande; un détail fera mieux encore comprendre la situation : rien qu'à Wiesbaden, pendant le mois de décembre, le centre de bienfaisance secourut 1 400 familles nécessiteuses : or, il avait reçu plus de 4 000 demandes.

L'année 1923 commença pour les centres de bienfaisance avec la même activité et, aussi, avec les mêmes difficultés. Cependant, tous les efforts faits pendant l'année 1922 donnaient largement leur fruits et les résultats de notre action étaient encore plus tangibles que par le passé. L'organisation matérielle devenait aussi plus aisée; l'aide bienveillante de l'autorité militaire permettait de remédier à certaines imperfections constatées au cours de l'année précédente. La directrice du centre de Biebrich était enfin revenue; son état de santé nécessitant encore des ménagements, on avait dû lui donner une adjointe qui, sous sa direction, rendait les meilleurs services. Sous l'impulsion de ces deux dames, le centre reprenait son activité d'autrefois; on recommençait notamment les visites à domicile. Des organisations officielles allemandes comme l'Association

des *Kleinrentner*, des maisons de retraite, des fonctionnaires municipaux faisaient appel à notre concours et à notre aide ; les villes nous envoyaient des lettres de remerciement. Malgré nos faibles ressources, nous obtenions de meilleurs résultats que les administrations de bienfaisance allemandes; celles-ci, souvent, renvoyaient purement et simplement tous les solliciteurs, ce dont la population se montrait fort irritée. Nous augmentions aussi nos secours aux familles de l'aristocratie et de la bourgeoisie tombées dans la misère. « Une vingtaine de familles de l'aristocratie, dont une veuve de général, et de la bourgeoisie, écrivait une de nos infirmières, ont été secourues pendant le mois de mars. Toutes ont exprimé leur reconnaissance pour les égards dont elles sont l'objet; les secours leur sont généralement remis au cours des visites. De tous, beaucoup de remerciements et de bonne grâce dans la manière d'être... On entend fréquemment cette phrase : « La France est le seul pays qui nous ait fait quelque bien matériel; pourquoi ne l'aimerions-nous pas? »

*
* *

Mais, bientôt, de nouveaux malheurs fondaient sur l'œuvre. La directrice du centre de Höchst épuisée, gravement atteinte dans sa santé par suite des fatigues, des contaminations inévitables dans les milieux malsains qu'elle devait fréquenter, quittait définitivement les lieux où, pendant plus d'un an, elle avait fait le bien. Profondément regrettée de toute la population, elle laissait le centre désemparé. Beaucoup plus grave pour l'ensemble de l'œuvre, qu'elle faillit emporter dans une véritable tourmente, fut la nouvelle crise financière qui commença en Allemagne à ce moment.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer ce que fut le redressement financier de l'Allemagne par la création du *Rentenmark* d'abord, du *Goldmark*, ensuite. Qu'il soit, cependant, permis de rappeler que lorsque le gouvernement du Reich eut achevé de faire banqueroute, laissant par une inflation désordonnée sa monnaie nationale tomber à zéro, annihilant sa dette intérieure et ruinant ainsi en totalité tous les particuliers qui avaient fait confiance à l'État, il créa une nouvelle monnaie, le Rentenmark, gagée par une hypothèque générale sur tous les biens allemands. On assista alors à ce spectacle étonnant de tout un

peuple qui, après avoir subi une crise entassant plus de désastres économiques que ne l'avaient fait quatre années de guerre, reprit soudain confiance. A l'appel de ses gouvernants, il accepta de compter à la parité de l'or une monnaie qui ne reposait sur rien, car peut-on attacher de la valeur à une hypothèque que nul n'eût pu réaliser? Du jour au lendemain, la situation économique du pays, doté à nouveau pour les transactions intérieures, tout au moins, d'une monnaie saine et stable, fut complètement changée. Sans doute, la vie était chère, les salaires insuffisants; les rentiers et les retraités étaient ruinés, victimes de la période révolutionnaire que l'on venait de traverser, alors que les mercantis, les *Schieber*, les tripoteurs de toute espèce et de toute envergure, avaient su s'enrichir; mais, du moins, ceux à qui il restait encore assez de forces pour lutter, pouvaient compter sur un sol stable où asseoir leurs efforts et ne se sentaient plus enlisés dans le sable mouvant de l'inflation.

Ce premier travail fait, vinrent le plan Dawes et les apports d'or étranger; ceux-ci permirent la création du Goldmark, ainsi que toute la politique financière du docteur Schacht qui devait assurer la stabilisation définitive de la nouvelle devise. Aujourd'hui, le Reich, bien que souffrant gravement du choc en retour de la déflation, paraît avoir reconstitué sa monnaie et disposer d'un instrument qui lui permettra de nouveaux progrès dans le monde. Cette opération a été exécutée avec une rapidité et une maîtrise qui firent l'admiration des témoins. Elle ne fut possible que grâce à la confiance totale qu'accorda à ses dirigeants le peuple allemand.

Quoi qu'il en soit, la situation en ces jours de novembre 1923 se trouva modifiée du tout au tout pour les fonctionnaires civils et militaires français que leurs obligations professionnelles forçaient à rester en territoire occupé. Du jour au lendemain, la vie devint très difficile pour eux; elle devint angoissante pour les dirigeants des centres de bienfaisance qui se trouvèrent en face de redoutables difficultés. Quelques chiffres le feront mieux comprendre. Au mois de mai 1923, une paire de souliers pour fillettes achetées en Allemagne revenait à 5 fr.; au mois de novembre de la même année, elle en valait 25. Le pain blanc si apprécié par les ouvriers de Höchst, intoxiqués par les gaz et dont l'estomac débilité ne pouvait

plus se faire au pain noir national, ce pain blanc était monté de 0 fr. 28, à 2 fr. le kg. Tout était à l'avenant : vêtements, laine à tricoter, chaussures, riz, charbon, bois, jouets, etc. tout était devenu inabordable pour les bourses françaises. « *Das Pflaster ist für sie zu brennend geworden.* Le pavé est devenu trop brûlant pour eux », disaient les Allemands avec un sourire ironique, et c'était la vérité. Il fallut prendre des mesures sévères pour équilibrer les budgets ; on diminua le nombre des visites à domicile au cours desquelles on ne pouvait plus distribuer que des secours dérisoires ; les distributions de vêtements, de vivres, de combustibles, furent aussi réduites au minimum. Le résultat de ces mesures ne se fit pas attendre et l'on vit les effectifs de nos centres tomber d'un coup de 40 pour 100. Et, cependant, les temps étaient durs, et jamais peut-être, la misère n'avait été aussi grande pour les Allemands ; elle atteignait des familles qui, jusqu'à présent, s'étaient tirées d'affaire ; pressées par le besoin, elles venaient solliciter notre assistance.

C'est que, malgré tout, la confiance à notre égard avait crû dans des proportions considérables : « Tous les jours, écrivait une de nos infirmières, ce sont des femmes, des jeunes gens qui viennent demander du travail ; ce sont des personnes qui veulent un conseil dans les embarras de leur vie privée. » Il était pénible pour nous d'abandonner une œuvre aussi féconde. Aussi continuait-on à lutter. A Wiesbaden, une Française au grand cœur et à la grande intelligence apportait le concours de sa bonne volonté et de son expérience ; grâce à elle, les visites à domicile pouvaient être reprises dans ce centre important ; comme toujours, elles donnaient les meilleurs résultats. On préparait, avec des prodiges d'ingéniosité, un arbre de Noël pour les enfants pauvres. A Biebrich, la Maison des enfants se maintenait et, en somme, les résultats obtenus dans ce centre, au cours de l'année 1923, furent moins mauvais qu'on n'aurait pû le craindre : sur une population totale de moins de 20 000 âmes, 1 400 familles avaient été touchées ; 2 000 enfants avaient visité le *Kinderheim*. On avait distribué jusqu'à 900 goûters par semaine ; 500 fillettes avaient fréquenté l'ouvroir ; les séances groupaient souvent plus de 200 travailleuses. Plus de 800 ouvrages avaient été donnés. Enfin, 1 600 lots de vêtements, denrées alimentaires, etc.., avaient été distribués.

Le début de l'année 1924 vit la continuation de nos efforts, malgré les difficultés qui ne diminuaient pas. Mlle Sallandrouze de Lamornaix, personne d'expérience, douée d'un remarquable talent d'organisation et, par-dessus tout, ayant une noble conception de son devoir charitable et patriotique, s'était accrochée au terrain. Avec une intelligence, un coup d'œil, un sens des réalités qu'auraient pû lui envier bien des grands chefs, elle s'était adaptée aux circonstances : « A problèmes nouveaux, solutions nouvelles », s'était-elle dit. Telle fut sa devise; elle l'appliqua avec un succès qui ne se démentit ni en 1924, ni en 1925 et persista jusqu'à ce que la politique générale eût mis un point final à son activité. Ce fut elle qui, en ces temps dificiles, sut réorganiser l'œuvre.

La situation était, en effet, complètement renversée. Sans doute, les petits rentiers, ruinés et incapables de se tirer d'affaire par eux-mêmes, continuaient bien à venir solliciter notre aide et recevaient avec joie et reconnaissance ce que nous pouvions leur donner. Mais il n'en était pas de même des ouvriers. N'étant plus poussés par la nécessité, ils oubliaient d'envoyer leurs enfants aux goûters, même à l'ouvroir; alors que, quelques mois auparavant, on se bousculait dans les locaux de l'œuvre avec l'espoir d'être compris dans une distribution de vivres, nul, maintenant, ne se dérangeait pour recevoir des objets d'une valeur de 1 mark 50 à 2 marks. En revanche, si l'Allemand pouvait se procurer assez aisément le nécessaire, il était encore privé du superflu. Or, plus encore que le Français, il a besoin de distractions et de distractions renouvelées fréquemment, car il se lasse vite. Notre génie national, notre talent d'improvisation, notre souci du détail et du fini devaient nous permettre de l'intéresser et de maintenir ainsi ce lien qu'avait créé l'exercice de la charité pure pendant les années précédentes. Ce fut dans cette voie nouvelle que s'aiguilla l'activité du « Centre de bienfaisance » de Biebrich, sans que fût abandonnée, bien entendu, l'œuvre d'assistance aux malheureux, familles nombreuses, petits rentiers, vieillards et malades.

L'effort du mois de mai fut donc presque entièrement consacré à la préparation de représentations théâtrales qui eurent lieu les 23 et 24 mai. Les pièces représentées étaient courtes, mais animées et joyeuses, entrecoupées de danses et de chants. Chose curieuse et qui prouve combien notre activité avait suscité

de sympathie, les Allemands eux-mêmes aidèrent largement aux préparatifs de la fête ; ils prêtèrent des rideaux, des costumes, des ouvriers, des habilleuses ; une importante maison de la localité construisit gratuitement une scène offrant toute garantie de sécurité et la laissa à l'œuvre, à titre de prêt. On distribua 575 billets. Les parents des enfants et même des personnes étrangères, des commerçants importants de l'endroit et des environs avaient demandé à assister à la fête. Le Landrat (sous-préfet) vint à l'une des représentations ; il fut très frappé de voir une salle bondée et joyeuse. Ce fut un véritable succès qui nous montra que nous étions dans la bonne voie et qu'il n'y avait qu'à persévérer.

Aussi, dès le 30 juin, nous organisions une nouvelle fête, une kermesse. Une douzaine de comptoirs avaient été dressés sous de grands parapluies multicolores, sous des tentes ou sous des bosquets de glycines ; ils étaient tenus par vingt fillettes en costumes des bords du Rhin, Forêt-Noire, Palatinat, Nassau et Hesse. On y trouvait des quantités d'objets variés, venus pour la plupart de France, des rafraîchissements, des friandises. Une tombola fut tirée, des danses exécutées. Ce fut un grand succès : plus de 800 personnes, dont 675 enfants, assistèrent à la fête. Quantité de spectateurs qui n'avaient pu trouver de places, s'entassaient le long des grillages extérieurs, aux fenêtres des maisons voisines ; il avait fallu faire appel à l'aide d'un policier pour maintenir l'ordre, prévenir les bousculades et les accidents.

On peut dire que cette série de fêtes sauva et ressuscita l'œuvre qui, si on s'était abandonné à la routine des expériences antérieures, serait tombée à rien et aurait végété. Les travaux de l'ouvroir reprirent avec plus d'intensité ; il en fut de même des visites à domicile ; comme par le passé, nos visiteuses furent reçues avec une amabilité parfois déconcertante. Même les familles qui avaient eu à souffrir du temps de la résistance passive, et dont certains membres avaient été expulsés par les autorités françaises, se montraient pleines de bonhomie et de reconnaissance. En outre, l'œuvre s'efforçait de venir en aide aux cheminots, douaniers, etc., qui, ayant accepté de collaborer avec les autorités françaises, étaient impitoyablement boycottés par les administrations du Reich.

Les résultats obtenus au cours de l'année 1924 étaient vrai-

ment encourageants. Rien qu'à Biebrich, plus de 1 200 enfants étaient inscrits à la « Maison des enfants »; sur ce nombre, il y en avait 300 nouveaux; 1 320 familles avaient été touchées d'une façon ou d'une autre; 1 200 secours divers avaient été distribués; 440 jeunes filles et fillettes étaient inscrites à l'ouvroir où 700 ouvrages avaient été confectionnés; 200 ouvrières venaient régulièrement tous les jours, ce qui, en France, représente l'effectif de 5 à 6 grands ouvroirs. De plus en plus, l'action du Centre, et, plus particulièrement son action sur les enfants devenait, pour les familles de la région, une institution nécessaire; elle entrait dans les mœurs; on en appréciait, outre les biens palpables et gratuits qu'elle distribuait, les tendances et l'atmosphère morale. Même ceux qui avaient eu à souffrir des conflits politiques dont la Rhénanie avait été le théâtre l'année précédente, étaient mis en confiance par l'air de douceur qui se dégageait du centre de bienfaisance. Enfin, certaines autorités allemandes reconnaissaient elles-mêmes le bien fait par une œuvre qui « enseignait tant de bonnes choses aux petits enfants et les tenait à l'écart des dangers de la rue ».

Non moins heureux fut pour l'œuvre le début de 1925. La rentrée de janvier fut, à Biebrich notamment, des plus brillantes. De plus en plus, on ressentait l'attachement sincère d'un noyau important de la population. Les infirmières en avaient des exemples touchants et dont certains avaient comme un reflet de *Légende dorée*. Une dame de la bonne bourgeoisie tombée dans la misère était secourue par le centre de Biebrich; elle vint, un jour, apporter des fleurs à la directrice de l'œuvre; celle-ci remercia vivement et les accepta avec bonne grâce mais sans commentaires. Comme cette démarche se renouvelait les jours suivants, elle crut devoir faire quelques observations et inviter sa protégée à une plus stricte économie : « Mademoiselle, répondit celle-ci, laissez-moi continuer, je vous en prie! J'ai trouvé un emploi chez une fleuriste et j'ai obtenu qu'une partie de mon salaire me fût payée en fleurs; cela me permet de vous les offrir et j'en suis si heureuse! »

La Maison des enfants continuait à être régulièrement fréquentée. « Les promeneurs passant dans la Schulestrasse, écrivait un témoin oculaire, remarquent l'activité intense de la Maison des enfants, où, par ce beau temps, ce sont de vraies grappes

humaines qui prennent leurs ébats ou travaillent sous les ombrages de la cour. » De son côté, l'ouvroir donnait des résultats satisfaisants. Un petit fait rendit, à juste titre, ses directrices très fières; à la fin de chaque année scolaire, les écoles allemandes organisent dans un local de la ville une exposition où toutes les élèves doivent envoyer un ouvrage fait par elles. L'ouvrage le plus remarqué de la dernière exposition fut un dessus de table brodé, orné de dentelle tunisienne, fait à la Maison des enfants, par une élève dont la régularité avait toujours été exemplaire. Les 4, 5 et 6 juin furent consacrés à des représentations théâtrales qui eurent le plus grand succès. Quarante-trois enfants y interprétèrent des rôles variés; plus de mille cartes d'entrée furent demandées. Pour satisfaire à toutes les demandes, il fallut donner quatre représentations.

***

Peu après, grâce à un concours de circonstances favorables, on put adjoindre une dame auxiliaire aux deux infirmières de Biebrich. De ce fait, les promoteurs de l'œuvre purent espérer être bientôt à même de mettre à exécution un plan qui leur tenait à cœur depuis longtemps; les centres de Höchst et de Wiesbaden avaient certes donné de bons résultats; mais des difficultés d'ordre local avaient empêché d'y récolter autant qu'on aurait pu l'espérer. Les revivifier et leur infuser un sang nouveau en les mettant sous la direction unique de celle qui avait assuré le succès de l'œuvre de Biebrich, tel était le plan envisagé. Dès que l'on eut les moyens matériels suffisants, on se mit au travail. Comme toujours, les dames-infirmières firent preuve d'une bonne volonté et d'un dévouement admirables. Et, après quelques jours de préparatifs, la nouvelle organisation se trouva sur pied. On tint, avant tout, à lui donner la souplesse d'action qui, dans l'esprit de ses premiers fondateurs, devait être, ainsi qu'il a été dit plus haut, la principale caractéristique de l'œuvre. Le premier effort fut consacré à Wiesbaden. On y continua et on y développa l'action déjà commencée depuis plus de deux ans; les visites à domicile furent intensifiées et, bien que la misère fût moins grande que par le passé, elles furent partout bien accueillies.

Des vivres et des vêtements furent distribués à des familles plus particulièrement nécessiteuses. Dans les semaines qui

suivirent, l'effort porta sur Höchst. Nos dames visiteuses furent, là aussi, fort bien reçues. Les habitants avaient gardé un souvenir reconnaissant de ce qui avait été fait pour eux autrefois et exprimaient le regret d'avoir été, ces deux dernières années, privés de la visite des *Schwestern* françaises. La nouvelle organisation était conçue sur des bases très larges. Les fonds n'étaient plus, comme par le passé, répartis entre les trois Centres; gérés par une même personne, ils formaient une masse unique, dont on pouvait disposer selon les besoins; notre action en devint beaucoup plus élastique, partant, plus efficace. Les dames-infirmières, elles-mêmes, ayant un horizon, un champ d'action plus étendus, échappaient au danger de la routine; leurs conceptions devenaient plus hardies; elles voyaient de nouveaux problèmes et leur imagination devait travailler pour trouver de nouvelles solutions. Telle conception, tel genre d'action réussissait à Biebrich, mais ne pouvait fonctionner à Wiesbaden et donnait de piètres résultats à Höchst, ou inversement. Il fallait, sans cesse, inventer et trouver du nouveau. C'est ainsi que la directrice des Centres avait imaginé de donner du travail à exécuter à domicile dans les familles visitées. L'œuvre fournissait les matières premières, le travail était payé en vivres et les objets confectionnés distribués, en partie, aux familles des « ouvrières », en partie, à d'autres personnes dans le besoin; ces objets constituaient, de plus, le fond des distributions faites lors des grandes réjouissances traditionnelles, commencement des vacances, arbre de Noël, etc.

Cette méthode, excellente en soi, avait un grave inconvénient: celui de coûter fort cher à l'œuvre; il fallait songer à diminuer cette branche nouvelle de notre activité dès le début de 1926, afin de nous permettre de faire quelques économies. Mais, là encore, il fallait procéder avec beaucoup de doigté, ne rien vouloir brusquer, car les phénomènes de la déflation monétaire troublaient à nouveau la situation économique et, par suite, la situation sociale. On sentait un grand malaise dans la population ouvrière; l'inquiétude régnait, même chez les artisans bien établis; chômages, salaires insuffisants, coût désordonné de la vie, tout cela faisait que les familles acceptaient avec reconnaissance ce que nous pouvions leur donner. Les petits se pressaient à l'entrée du centre de Biebrich et nous connaissions telle famille d'ouvriers atteinte par le chômage où, le jeudi

soir, on ne mangeait que le cacao et les tartines de pain et de confitures rapportées par les enfants. La situation était tout aussi grave pour la bourgeoisie ruinée par l'inflation ; la veuve d'un colonel allemand était venue demander et recevait ouvrage et vivres. Un vieux professeur retraité de l'Université de Bonn, célèbre pour ses études de philosophie et de théologie, venait tous les jours chercher un pain.

Nos dames-infirmières avaient donc devant elles un beau champ d'activité pour 1926 ; la réorganisation matérielle de l'œuvre, qui venait d'avoir lieu, leur permettait d'espérer des résultats féconds ; leur influence ne cessait de croître parmi les populations. Mais, bientôt, se répandait une rumeur qui, maintes fois démentie, finissait par prendre corps et par devenir une nouvelle officielle. Les Français allaient s'en aller, quitter le district de Wiesbaden, le remettre aux Anglais. Peu après, la conclusion des accords de Locarno ne laissa plus aucun doute. En exécution des instructions des gouvernements alliés, le Haut-Commissariat français restreignait considérablement ses services ; ses délégués disparaissaient et, comme conséquence, les œuvres de bienfaisance qu'ils avaient soutenues allaient être supprimées. Ce fut une véritable consternation dans la population. Hélas ! il n'y avait rien à faire et, dans l'espace de quelques semaines, nos œuvres de bienfaisance durent supprimer leur activité.

***

Cet exposé de la bienfaisance française en Rhénanie serait incomplet si nous ne signalions les initiatives de personnes charitables qui, à Wiesbaden, tout en n'étant rattachées qu'indirectement au centre de bienfaisance, firent beaucoup de bien et produisirent une impression profonde dans les milieux allemands qui les virent à l'œuvre. Nous avons fait allusion plus haut aux efforts tentés par certains membres des colonies étrangères établies à Wiesbaden pour venir en aide à la misère allemande. Cette activité était, en général, conçue dans un sens nettement anti-français. Cependant, dès le mois de novembre 1923, certaines personnalités anglaises, émues de la misère dont elles avaient le spectacle journalier sous les yeux, fondaient un groupement de bienfaisance sous le nom de *Samaritan Society*. Ce groupement avait simplement pour but de donner

des fêtes, soirées et thés dansants, grâce auxquels on réunirait des fonds qui seraient remis à un médecin allemand ; celui-ci devait en assurer la distribution. Le Comité anglais, dirigé par des personnes de bonne éducation, fit place dans ses rangs à une dame française qui devait assurer la liaison avec les autorités et la colonie française.

A la même date, un groupe de femmes d'officiers de la garnison se formait sous le nom de : Dames-visiteuses françaises. Le nom qu'elles avaient choisi indiquait assez le but qu'elles voulaient atteindre. Sollicité par elles, le centre de bienfaisance de Wiesbaden leur accorda une subvention; mais, de plus, et grâce au sens diplomatique et au savoir-faire du membre français de la *Samaritan Society*, cette association décida de remettre à l'œuvre française la moitié de ses recettes. De ces nouvelles ressources une partie fut distribuée au cours des visites à domicile faites par les dames françaises, une autre fut confiée à une dame de la haute aristocratie allemande et à une infirmière libre de Wiesbaden, qui avaient désiré reconnaître par leur collaboration l'intérêt qu'elles portaient à l'action charitable des Français.

Ainsi furent secourus de la façon la plus intelligente et la plus dévouée un certain nombre de familles d'ouvriers et de ménages bourgeois tombés dans la misère. Chaque semaine, il était fait une distribution de vivres, les uns portés à domicile par les dames, les autres remis contre la présentation d'un bon, par les services du centre de bienfaisance. Pendant l'hiver, du combustible fut porté au domicile des malheureux ; à Noël, on ajouta aux rations ordinaires quelques friandises. Mais, ce qu'il y eut de meilleur, de plus efficace, ce fut, sans doute, l'ardente sympathie que portaient aux foyers des déshérités allemands ces dames françaises, dont beaucoup avaient, cependant, souffert cruellement de la guerre, soit dans leurs familles, soit dans leurs intérêts.

L'action franco-britannique dura pendant quelques mois ; puis, nos anciens alliés se lassèrent. Cotée au taux du mark-or, la vie devenait chère en Allemagne, même pour des porteurs de livres. Peu à peu, les membres de la colonie anglaise se dispersèrent aux quatre coins de l'horizon, allant chercher des cieux plus cléments ; ceux qui restèrent restreignirent peu à peu leurs libéralités, jugeant l'économie allemande

assez restaurée pour que les miséreux du pays pussent être secourus par leurs propres compatriotes. A partir de février 1924, les dames françaises de Wiesbaden furent seules à continuer l'action charitable entreprise de concert avec l'élément anglais. Aidées par le centre de bienfaisance, elles purent faire beaucoup de bien; leur action causa une profonde impression dans toutes les classes de la population et contribua à rehausser le prestige français. Des lettres de remerciement, des conversations tenues même dans des milieux nettement hostiles, des confidences faites à des tiers en ont été le témoignage éloquent.

L'œuvre subit une légère éclipse en septembre 1924; elle reprit au mois de novembre de la même année, mais se consacra surtout à secourir les pauvres honteux, les vieillards qui, au contraire des ouvriers dont les salaires avaient cru, ne pouvaient rétablir une situation définitivement ruinée par la crise de l'inflation. Elle ne cessa de fonctionner que lors de la suppression des services du Haut Commissariat français, en décembre 1925.

***

Nous avons tenu à exposer dans ses détails le fonctionnement des Centres de bienfaisance, racontant ce que fut leur activité au cours des quatre années et demie de leur existence ; nous avons cité maintes anecdotes prises sur le vif et rapportées par ceux qui en furent les témoins immédiats. Mieux que des raisonnements abstraits et de sèches énumérations, il nous a semblé que cette méthode pourrait montrer au lecteur ce que fut cette partie de l'œuvre pacifique de la France sur le Rhin et ce que furent les résultats de nos efforts. Nombre de ces Rhénans mis à notre contact étroit par les événements de l'après-guerre, nombre de ces Allemands qui ne savaient plus où se tourner dans le bouleversement général des choses et des faits subirent, dans une mesure assez grande, l'emprise de notre génie, et cela, grâce à l'activité de ces modestes femmes qui n'eurent d'autres armes que leur influence morale, le rayonnement de leurs qualités et leur dévouement. Par là même, nos collaboratrices servirent la cause de la paix que la France victorieuse avait voulu faire régner définitivement sur le Rhin. Elles accomplirent, par conséquent, aussi parfaitement

qu'il était humainement possible de le faire, le but qui avait été proposé à leur activité.

Action délicate, s'il en fut; il était indispensable, en effet, sous peine de courir au-devant d'un échec immédiat et définitif, que cette action parût ce qu'elle était réellement, c'est-à-dire totalement désintéressée. Il était indispensable que la politique en fût sévèrement bannie.

Nos dames-infirmières surent vaincre toutes les méfiances à force de prudence, de savoir-faire et, aussi, par l'exemple d'une charité, d'un amour du prochain, d'un respect du pauvre et du faible que n'aurait pu inspirer le simple désir d'une activité politique. Ce sont ces qualités et ces qualités seules qui permirent d'éviter tout malentendu; ce sont elles qui nous gagnèrent les cœurs, même dans certains milieux intellectuels qui, de prime abord, auraient dû nous être hostiles. « Ces joies et ces satisfactions que vous avez éprouvées, disait à une de nos dames le directeur d'un important lycée allemand des bords du Rhin, vous les avez éprouvées par la joie et la satisfaction que votre action a su développer tout autour de vous dans ces cœurs d'enfants. Des actions semblables devraient être partout répétées, tant de la part des Français vis-à-vis des Allemands, que de la part des Allemands vis-à-vis des Français! Sous de semblables influences, les deux peuples arriveraient à se comprendre et à s'apprécier. » Ce thème fut repris au lendemain même de la fermeture de nos centres, par un journal de Francfort, la *Rhein-Mainische Volkszeitung*, dans un article qui, traduit, fut reproduit par un grand journal de Paris.

Les résultats de l'activité de nos dames-infirmières furent même plus grands encore qu'on ne l'avait espéré de prime abord. En effet, la renommée de la bienfaisance française se répandit en dehors des territoires occupés, grâce à la propagande que firent certains de nos protégés, le plus souvent involontairement et en se bornant à raconter à des parents, à des amis habitant l'Allemagne non occupée, ce qu'ils voyaient se dérouler journellement sous leurs yeux. Pendant l'été, les écoles de Biebrich, suivant en cela un exemple général, envoyaient nombre de leurs élèves passer les mois les plus chauds des vacances en Thuringe, dans des familles de paysans; ces enfants racontaient naïvement à leurs hôtes ce qu'ils avaient

vu de la bonne entente régnant entre occupants et occupés ; ils étaient, eux-mêmes, stupéfaits et attristés de voir, dans ces pays, régner la légende de la terreur française, telle que l'avait astucieusement et impudemment répandue certaine presse allemande. Leurs récits ont certainement plus fait en faveur de la France que toutes les campagnes de presse que nous aurions pu entamer à ce sujet.

Nombreuses furent aussi les personnalités étrangères qui, témoins de notre bonne volonté et de nos efforts, nous rendirent justice. Dès 1921, le lieutenant-général, duc de Bourbon y Castelvi, parcourant les territoires occupés à la tête d'une mission militaire espagnole, visita l'œuvre de Biebrich et exprima hautement son admiration. Des Américains du Nord et du Sud furent, de même, frappés par notre activité charitable; ils demandèrent des renseignements détaillés afin d'éclairer la religion de leurs compatriotes. Nous citerons, entre autres, plusieurs personnes habitant New-York, Boston, un membre de l'Université de Princeton, un habitant de Santiago du Chili, le représentant près du Saint-Siège d'une république sud-américaine, etc. Eux-mêmes enfin, des ressortissants de nations qui furent nos ennemies, furent conquis par ce qu'il leur fut donné de voir. Tel, le docteur Sigmund Münz, journaliste autrichien et pacifiste bien connu, qui, après avoir visité le centre de Biebrich, envoya à la *Nacion* de Buenos-Ayres un article extrêmement élogieux. Cet article parut dans le numéro du 27 février 1925 du grand quotidien argentin.

Mais se représente-t-on ce que furent, pour nos dames infirmières, ces quatre années de véritable apostolat? Se représente-t-on la somme de fatigues de toutes sortes qu'elles eurent à surmonter? Plusieurs succombèrent à la tâche et, en quelque sorte, tombèrent au champ d'honneur. A cela, rien d'étonnant. Supporter le harassement des longues courses à pied à travers les rues étroites et mal pavées des quartiers populeux ; monter et descendre des escaliers sordides dans l'atmosphère méphitique des promiscuités malsaines ; pénétrer dans les taudis où la misère physique et morale se rencontre sous les aspects les plus répugnants ; risquer de graves dangers de contamination dans des milieux rongés de tuberculose ; recevoir dans des locaux trop étroits des centaines d'enfants sales, pouil-

leux, bruyants; leur apprendre la propreté, la bonne tenue, les surveiller, éviter les querelles, les bousculades, les accidents; organiser et présider de multiples distributions de vivres, de vêtements, de jouets; assurer, en plus, la marche administrative de l'œuvre; passer les marchés, gérer les fonds, tenir les comptes... on avouera que la besogne fut écrasante.

Il ne faut pas oublier, en outre, que cette action s'exerçait dans un pays où la vie matérielle était devenue très difficile, où nos collaboratrices ne disposaient trop souvent pour elles-mêmes que de ressources insuffisantes, ne leur permettant de vivre qu'au prix de la plus stricte économie. Enfin, non moins dur fut le côté moral de leurs épreuves; elles vivaient dans un pays étranger où, souvent, elles se trouvaient seules, isolées, sans distractions, sans foyer, sans intérieur, sans maison amie où chercher une consolation, un appui dans les mille petites difficultés de la vie quotidienne. Trop souvent même, elles ne furent pas à l'abri des critiques injustes, mais qui n'en étaient pas moins pénibles, prononcées par des compatriotes qui n'avaient rien compris au noble caractère de leur apostolat.

Comme elles avaient supporté les épreuves et les fatigues de leur vie en Allemagne, avec le même calme et la même dignité, nos dames infirmières rentrèrent en France, leur tâche terminée. Elles emportaient avec elles l'admiration, la reconnaissance de ceux qui les avaient vues à l'œuvre et la conscience du devoir bien rempli. C'était, évidemment, avec le témoignage de la très grande satisfaction de leurs chefs, l'essentiel pour ces âmes d'élite. Mais leur action ne recevra-t-elle pas quelque jour une récompense plus grande? Elles ont inlassablement semé le bon grain. N'y a-t-il pas là-bas, au pays de Nassau, et peut-être plus loin encore vers l'est, quelque coin de terre fertile où il germera? N'oublions pas que c'est pour les avoir vus à l'œuvre avec ses yeux d'enfant émerveillé que le poète allemand, Henri Heine, chanta plus tard, avec une piété souriante, « ces gentils petits Français qui miraient leurs pantalons bleus dans les eaux du Rhin ».

LILLERS.

JOSEPH MICHAUD

HISTORIEN DES CROISADES

Une condamnation à mort, un fauteuil à l'Académie française, un livre qui fait date, une réputation d'homme de courage, puis d'homme d'esprit, un de ces portraits de Sainte-Beuve qui assurent une existence posthume, tel est le bilan de la vie et de la mémoire de Joseph Michaud, l'historien des Croisades.

Pour la seconde fois, dans mes recherches littéraires, je me heurte à Sainte-Beuve avec l'avantage des armes, c'est-à-dire avec un arsenal de documents qu'il n'a pu connaître. La première, c'était au sujet de Mme de Charrière, la première amie ou le premier amour de Benjamin Constant, dont Philippe Godet venait d'écrire la biographie la plus charmante et la plus chargée d'érudition : or il n'y avait rien à reprendre à l'étude de Sainte-Beuve : il avait deviné tout ce qu'il n'avait pas su. Et voici, maintenant, Michaud. L'article de Sainte-Beuve est exquis, mais peut-être l'est-il précisément un peu trop, le critique se fiant surtout à lui-même du soin d'animer son personnage. Michaud, dit-il, était « de ces esprits dont l'accent ne se fixe pas tout à fait dans les ouvrages qu'ils composent et dont la parole a un agrément fin qui s'évapore ». Il a mis tout son art à empêcher cette fine parole de s'évaporer et peut-être n'a-t-il pas fait à l'historien la part suffisante, ni au voyageur qui, entre Chateaubriand et Lamartine, a visité l'Orient avec une inlassable et si vivante curiosité.

— Quel est donc ce Michaud, me demandait un jour Maurice Barrès comme il écrivait son *Enquête aux pays du Levant*, dont on nous lisait au réfectoire les récits quand j'étais au collège ?

J'aimais ces lectures qui, mieux que la musique et avec plus de fruit, suppriment les sottes conversations. Je dois à Michaud une part de mon goût pour les Croisés. N'était-il pas de chez vous ?

Il en est, certes, et je connais sa maison et sa famille. Son histoire et sa correspondance m'ont pareillement enchanté. Je l'estime beaucoup trop oublié aujourd'hui. Il fut, avant Augustin Thierry, un rénovateur et il rouvrit, le premier, les portes du moyen âge fermées depuis plusieurs siècles. Les critiques se flattent volontiers de découvrir les talents nouveaux. Mais il y a, dans le passé, d'heureuses découvertes à faire, et je crois bien que ce Michaud a, pour nous attirer, tout ce que nous préférons : une certaine audace, de l'humour, de l'indépendance, et une jeunesse qui ne l'abandonna qu'à la mort.

I. — LES ORIGINES

« Il était, dit Sainte-Beuve en terminant son portrait, ce qu'on aurait nommé autrefois un gentil esprit, narquois, un peu risqué et pourtant de très bonne compagnie, d'une élégance naturelle bien que très négligé sur sa personne ; il avait beau se couvrir de tabac et garder au doigt sa tache d'encre, on le sentait essentiellement distingué, fait pour plaire et ayant tout le meilleur goût de l'ancienne société. » C'est le vieillard intelligent et anecdotier que Sainte-Beuve a connu, adolescent, à Boulogne, puis jeune homme à Paris. Michaud, à la fin de sa vie, mettait en conversation sa jeunesse agitée et ses voyages. On l'allait voir pour cueillir des fleurs d'ancien régime qui avaient continué de pousser sous la Révolution et l'Empire. Mais ses livres n'ont porté leurs fruits que plus tard. Il n'est étranger ni au renouvellement de l'histoire attribué trop exclusivement à Augustin Thierry, ni à cette compréhension du moyen âge qui a inspiré ses *Légendes épiques* à un Bédier, son *Art religieux au XIIe et au XIIIe siècle* à un Émile Mâle, ni à ce goût de l'Orient qui, vers le milieu du dernier siècle, précipita en Syrie les archéologues et les écrivains.

Il était né le 19 juin 1767 à Albens en Savoie. En souvenir du plaisir que j'avais pris à sa *Correspondance d'Orient*, j'ai fait un pèlerinage à sa maison natale, bien qu'elle soit malaisée à retrouver. L'Académie de Savoie devrait y apposer une plaque.

Les recherches en seraient facilitées et ces inscriptions achèvent la vie des paysages mêlés à l'esprit des hommes. C'est au hameau d'Orly, à quinze cents mètres du chef-lieu, proche la route qui relie Chambéry à Annecy, à travers un vallon plantureux d'herbes grasses et de vergers, car il y a une Savoie aimable et veloutée auprès de l'âpre Savoie des sommets. Ce hameau domine un éperon boisé, pareil à un îlot dans cette plaine limitée. De là, le regard est vite arrêté au levant par les coteaux de Saint-Girod, au couchant par les pentes de la Chambotte et les coteaux de la Biolle. Mais la vue, dans la longueur, a de belles échappées au nord sur les campagnes d'Albens et de Saint-Félix, au sud sur la Dent du Chat et le Revard. Parmi les quelques vieilles maisons paysannes, qui se réunissent à demi cachées dans les arbres, pour composer un petit village, on a bientôt fait de remarquer la demeure des Michaud qui occupaient un rang de bonne bourgeoisie (1), car elle offre le type classique de la vieille maison savoyarde, rectangulaire, à grosses pierres de taille aux angles et à l'encadrement des fenêtres, toute simple, un peu massive, sans tourelle ni balcon, ni même trace d'ornementation, avec un haut toit à quatre pans, couvert de vieilles tuiles bossues aux teintes flétries par les saisons. Un vieux mur à moitié démoli et couvert de lierre entoure, avec elle, un petit enclos planté de trois platanes vénérables et fort anciens. Du côté de la façade, ce mur s'ouvre pour donner place à un arc en maçonnerie aménagé pour l'eau de la fontaine, en sorte qu'il y a deux terrasses, l'une à hauteur de la maison, et l'autre, plus basse, où l'on accède par un escalier de pierre, au niveau du bassin.

L'intérieur, sans aucune élégance, est bien aménagé en pièces grandes et confortables avec des plafonds à poutrelles. Malgré l'abandon, — car une partie des chambres est utilisée en dépôt de grains ou de récoltes, — le tout a bon air encore. Le temps n'a pas eu d'action contre ce fond de construction rude et solide. Il faudrait peu de réparations pour remettre en état l'immeuble qui désigne une race bien établie et bien assise.

« Bonne famille », se contente de mentionner Sainte-Beuve. « Ancienne famille militaire », avait écrit Poujoulat. Voici quelques précisions puisées dans les vieux papiers ou les mémoires

(1) Cette maison Michaud, après avoir appartenu à la famille Pillet de Chambéry, est aujourd'hui une maison paysanne, appartenant à Mme Viret.

des sociétés savantes de Savoie. Le grand-père de l'historien, Pierre Michaud, avait obtenu des patentes de bourgeois de Chambéry le 18 juillet 1721, et son père, Louis-Marie, notaire, bien qu'il eût quitté la Savoie peu après la naissance de l'enfant, — « à la suite d'un malheur causé par une imprudence généreuse », — pour s'installer en Bresse où il exerçait les fonctions de commissaire aux extentes du mandement de Richemont, continua toujours à prendre la qualité de bourgeois de Chambéry. La belle vieille maison d'Orly, Joseph Michaud ne l'habita pas. Il fut, dès sa première année, transplanté à Bourg. Mais, chez lui, il n'était question que de la Savoie. De la Savoie, et sans doute aussi de l'importance de sa famille.

Car les Michaud, divisés en plusieurs branches, l'une à Nice et les autres en Savoie, prétendaient descendre d'un Michaud baron de Corcelles, qui fut gouverneur d'Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Deux de ces branches furent plus tard anoblies, celle des comtes Michaud de Beauretour et celle du baron Pierre Michaud, pour services rendus aux armées. Les militaires illustres de la famille sont de la même génération que l'historien des *Croisades*. L'un, le baron Pierre, commença de se faire remarquer au service du roi de Sardaigne contre les armées révolutionnaires, puis il servit l'Empire, spécialement sous Junot, en Espagne où sa conduite à Béja lui valut la Légion d'honneur. Ses camarades l'appelaient le *nouveau Bayard*, et ses soldats *le capitaine passe-partout*. A Oporto il conquit l'admiration difficile de Soult. En 1810, blessé, il quitta l'Espagne et se retira. Il n'avait pas combattu sous les yeux de l'Empereur : de là des lenteurs d'avancement qui l'avaient découragé. Rappelé au service le 1er juillet 1813 devant la menace d'invasion, et nommé chef de bataillon à la Légion du Mont-Blanc, sous le général Dessaix, il prit part aux combats qui arrêtèrent les Autrichiens du côté de Genève, mais de nouveau blessé gravement (29 février 1814), il dut quitter le champ de bataille.

Après la chute de l'Empereur, il revint offrir ses services à la Maison de Savoie. A Asti, à Novare, il sut réprimer les insurrections. Gouverneur de Nice avec le titre de major-général de cavalerie, il reçut enfin, du roi Charles-Félix, en 1840, la grande médaille mauricienne en or instituée en faveur des officiers généraux en activité qui comptaient cinquante ans de services

effectifs. Anobli par Charles-Albert en 1846, il mourut en 1848 à Pancalieri en Piémont à l'âge de quatre-vingts ans. Il était le cousin germain de Joseph Michaud, l'auteur des *Croisades*.

L'autre général Michaud, Alexandre, comte de Beauretour, était un parent plus éloigné. Fils d'un colonel commandant l'école des cadets de Nice, il fut surtout un savant officier du génie. Après Marengo, où il combattait contre Bonaparte, il s'en alla avec son frère, ingénieur expérimenté comme lui, fortifier les Iles Ioniennes. De là, attirés par le comte Moncenigo, ministre du tzar, les deux frères passèrent en Russie. L'empereur Alexandre Ier se prit d'amitié pour Alexandre Michaud, en fit son aide de camp, et l'emmena plus tard aux congrès de Paris, de Vienne et de Vérone. Le fidèle savoyard y eut l'occasion de défendre les intérêts de la Maison de Savoie qui, reconnaissante, le chargea de titres et d'ordres. Nicolas à son tour lui marqua les plus grandes faveurs. Ce Michaud devait être ensemble plein d'agrément et d'intelligence, car tous les souverains cherchèrent à l'attirer.

Cet écartèlement de la famille Michaud, les uns au service de l'Empereur des Français et les autres au service de l'Empereur de Russie, mais tous prompts à revenir à leur Maison de Savoie jamais oubliée, est une image assez fidèle des divisions d'une époque où le devoir militaire et civil ne manquait pas d'être compliqué, l'ancienne société et la nouvelle se mêlant dans les bouleversements, les révolutions et les retours au passé. Mais quel temps pour un observateur amoureux d'histoire ! Notre Joseph Michaud commença par y jouer un rôle assez vif et qui mérite d'être raconté.

II. — LA JEUNESSE DE MICHAUD

Un rôle assez vif puisqu'il fut condamné à mort. Après d'excellentes études à Bourg-en-Bresse, ayant perdu son père, comme il lui faut gagner sa vie, il entre chez un libraire à Lyon. Sainte-Beuve raconte que sa vocation littéraire lui fut inspirée par une femme. Certes les femmes jouèrent un grand rôle dans sa vie, sauf la sienne toutefois. Lorsqu'il entreprit son grand voyage en Égypte et en Terre Sainte, comme on lui objectait, outre son âge, pour le retenir, qu'il était marié, il répliqua : « Si peu ! » — Le sourire d'une princesse lui

aurait fait abandonner la province pour Paris et la fantaisie d'une morte aurait été pour lui la révélation de l'Orient. Après tout, c'est peut-être exact. Mais son premier ouvrage fut écrit à vingt ans et consacré à la Savoie : *Un voyage littéraire au Mont-Blanc*. Le Mont-Blanc considéré longtemps comme un épouvantail était subitement devenu à la mode, depuis qu'un savant genevois, Horace de Saussure, y était monté, guidé par Jacques Balmat qui en avait trouvé le chemin. Le sourire de Fanny de Beauharnais qui, passant à Lyon en 1790, devait tant le séduire, ne lui fut accordé qu'après. La comtesse, indépendante et passionnée de littérature, amie de Dorat et de Cubières, fut célébrée au passage par tous les poètes lyonnais. Elle était peut-être plus connue par l'épigramme qui lui avait été décochée que par tous ses poèmes et ses romans réunis :

Églé, belle et poète, a deux petits travers :
Elle fait son visage et ne fait pas ses vers.

Églé, c'était elle. Mais un visage bien fait, pour une femme, n'est-ce pas le meilleur des poèmes ? Le jeune Michaud, encouragé par elle, n'y fut point trompé. Du coup il part pour Paris. A Paris, il s'agit bien de poésie : le jeune provincial y tombe en pleine Révolution. Quel parti va-t-il prendre ? Sainte-Beuve assure qu'il fut royaliste de sentiment, et non de conviction profonde. La mort du Roi et de la Reine l'aurait donné à la monarchie, comme la persécution religieuse à la religion. Certes, Joseph Michaud cultivait, après Jean-Jacques dont il chanta le tombeau à Ermenonville, le sens de la nature et des puissances naturelles, mais il devait à ses origines un goût inné pour l'ordre et la conservation sociale. L'anarchie révolutionnaire lui inspire une horreur sacrée, tandis que, plus tard, après avoir combattu le Premier Consul, et même fort injustement et sans deviner son génie, il se ralliera à l'Empire, uniquement par raison, pour la paix intérieure rétablie, sans plaisir et tout en gardant sa foi intime dans la supériorité monarchique. Dès qu'il verra l'Empire menacé, il appellera de tous ses vœux le retour du Roi.

Donc, à peine débarqué à Paris, le poète de Fanny de Beauharnais se mue en journaliste combattant. Il rédige la *Gazette universelle* avec Cerisier et le *Postillon de la guerre* avec Esménard. Vaillantes petites gazettes qui disparaissent le 10 août.

Après les massacres de septembre, errant dans Paris, toujours en marche parce qu'il est toujours menacé d'une arrestation, il fonde la *Quotidienne* pour attaquer Robespierre. Contraint à la fuite après la victoire de la Convention, il se cache aux environs de Chartres. Arrêté, amené à Paris en triste équipage, il est écroué aux Quatre-Nations. C'était le palais de l'Institut où il devait rentrer plus tard en meilleure posture. Dans sa prison, il se console en lisant les *Essais* de Montaigne. Mais il ne perd à aucun moment courage. Et même, sa jeunesse aidant, il compte bien se tirer de ce mauvais pas. A la fin de sa vie, il avait fait de cet épisode un savoureux récit qu'on le priait de développer au dessert, mais il ne l'a pas écrit. Heureusement le fidèle Poujoulat y a suppléé. En prison, Michaud essaie de s'entendre avec un autre accusé qui est révolutionnaire : « Écoutez, lui dit-il, récusez les jurés de mon opinion et je récuserai ceux de la vôtre. — Gardez-vous-en bien, lui répond son co-détenu ; prenez les miens et récusez les vôtres, car les vôtres, par peur, n'hésiteraient pas à vous condamner... » « Le conseil militaire chargé de le juger, raconte Poujoulat, siégeait au Théâtre-Français. En traversant le Carrousel pour se rendre au tribunal, son entrain et sa gaîté, soutenus par les efforts heureux de son ami Giguet, réussirent si bien auprès des gendarmes qui le conduisaient, qu'il se débarrassa d'eux à l'aide d'un déjeuner chez le traiteur. » Le conseil militaire le condamne à mort par contumace (27 octobre 1795) pour avoir travaillé au rétablissement de la royauté. Cet accusé qui grise les gendarmes et se sauve, ne voilà-t-il pas une histoire pour le Lenotre de *Vieilles maisons, vieux papiers* ? Notre condamné à mort se porte à merveille : il s'est mis à l'abri, pas bien loin et dans un abri peu sûr. Mais il est brave, et il reparaît sous le Directoire pour continuer sa campagne royaliste. C'est le Rivarol savoyard : même courage et, si l'esprit est moins brillant, il est d'aussi bonne qualité.

Joseph Michaud a même fait une recrue pour la cause monarchiste en la personne de son frère Louis-Gabriel, de cinq ans plus jeune que lui, officier dans les armées républicaines, et qui, en 1797, quitte le service avec le grade de capitaine, pour entrer à l'imprimerie Giguet qui va devenir l'imprimerie Giguet et Michaud et enfin l'imprimerie Michaud. Les deux frères rivalisent de zèle : tandis que l'aîné écrit *la Mort*

d'une grande dame, devinant le futur empereur sous le premier consul et décrivant d'avance les funérailles de la République en imaginant l'enterrement d'une femme célèbre, puis les *Adieux à Bonaparte* et les *Derniers adieux à Bonaparte victorieux*, pamphlets qui taillent de la besogne à la police consulaire et qui valent à l'auteur un emprisonnement au Temple avec Bourmont et Fiévée, le cadet est enfermé trois mois à l'Abbaye pour avoir imprimé un ouvrage que Royer-Collard lui a transmis au nom de Louis XVIII.

Pour en finir avec Michaud jeune, peu estimé de Sainte-Beuve qui lui prête gratuitement une bonne haine fraternelle, celui-ci continua d'être à Paris, sous l'Empire, l'imprimeur du Roi. En 1806, il publie la *Biographie moderne*, qui est saisie, puis, avec son frère, la *Biographie universelle*, dont le premier volume paraît en 1811. En avril 1814, c'est lui qui imprime les manifestes des souverains alliés et du gouvernement provisoire et, en 1815, il publie, malgré la police qu'il connaît bien, une proclamation de Louis XVIII deux jours avant la rentrée du Roi. Par une erreur de transmission, son frère aîné ayant été nommé en 1817 directeur de l'Imprimerie royale, il en reçoit le brevet, garde l'emploi et ne s'en dessaisit que contre une indemnité. Je crois bien que Sainte-Beuve, exactement renseigné, dut recueillir les échos de certaines mésententes entre les deux frères. Le plus jeune exploita l'aîné. Il le jalousa aussi, car ses livres à lui ne connurent jamais l'estime des lettrés : une méchante *Vie de Napoléon* et, plus tard, après la mort de son frère, une *Histoire du Saint-Simonisme et de la famille de Rothschild*, ou *Biographie de Saint-Simon et de Bazard, suivie de la biographie de Mayer Anselme Rothschild et de Nathan, son fils* (Paris, 1847). Sainte-Beuve a exagéré des sentiments bas qu'il avait flairés.

Cependant, Joseph Michaud, exilé dans le Jura, tire de la proscription le meilleur parti : il fait des vers. Non plus des poèmes contre *la Déclaration des droits de l'homme* ou pour *l'Immortalité de l'âme*, mais un poème en trois chants sur *le Printemps d'un proscrit :*

...Tandis que la discorde ensanglante la terre,
Je redis mes chagrins à l'écho solitaire.
Je te revois enfin, aimable et doux printemps !
Je chante tes bienfaits, inspire mes accents :

Pare-moi de tes fleurs nouvellement écloses;
Prête à mon doux penser la fraîcheur de tes roses,
Et qu'à ta voix la paix, l'espoir consolateur,
Ainsi que dans les champs renaissent dans mon cœur!

En vérité, la police consulaire ou impériale ne peut rien contre ce diable d'homme. Il n'a jamais été plus heureux qu'en exil. Loin des villes et des bureaux de rédaction, il découvre la campagne où il n'avait jamais eu le loisir de se promener. Mais il la découvre longuement. Cet homme de courage et d'esprit n'est ennuyeux qu'en vers. Voici qu'il est gracié et rappelé à Paris. Et l'on croit lui être agréable! Justement il était enchanté de la verte prison des champs. Sa grâce le met en fureur :

Adieu, vallons charmants! la fortune cruelle,
Loin de ces bords chéris, aux cités me rappelle.
Ce sénat, qui longtemps régna par ses forfaits,
Vient me persécuter jusque par ses bienfaits.
Oui, barbares, je hais jusqu'à votre justice :
Votre loi qui m'absout commence mon supplice.
Dans les champs, loin de vous, je vivais consolé;
Mais, en me rappelant, vous m'avez exilé...

Le dernier vers est, avec son antithèse, assez vigoureux. Joseph Michaud est un bon élève de l'abbé Delille qu'il ne cessa d'admirer. *Le Printemps d'un proscrit* est accompagné de quelques lettres adressées au maître sur son poème de *la Pitié* qui venait de paraître. Il pensa, plus tard, lui succéder à l'Académie. Or, il avait pour rival le poète Campenon, auteur oublié de la *Maison des champs*. C'était en 1813. Malgré la gravité de l'heure, on se battait dans les salons à coups d'épigrammes. Les salons ne se sont jamais mobilisés pour d'autres batailles. C'est une grande erreur de croire que, dans les périodes troublées, la vie de société et l'esprit perdent leurs droits : on s'arrangea toujours en France pour supporter en commun le malheur des temps et la gaieté est, en certaines occasions tragiques, une des plus jolies formes du courage. Campenon prit l'offensive et composa un distique où, abusant de la rime riche, il prétendait que Michaud, pour entrer sous la Coupole, aurait besoin de plus d'un *ami chaud*. Michaud répliqua par un autre distique qu'il laissa inachevé, mais personne ne s'en aperçut :

Au fauteuil de Delille on porte Campenon.
A-t-il assez d'esprit pour qu'on l'y campe?...

Michaud, cette fois, échoua et ne fut élu que l'année suivante à l'Académie, où il succéda à un auteur dramatique du nom de Cailhava, presque Caillavet. Les Alliés entraient dans Paris : il n'y eut pas de réception. Plus tard, c'est lui qui fit éditer chez son frère les œuvres complètes de l'auteur des *Jardins*. De la célébrité de cet abbé Delille nous n'avons plus aucune idée aujourd'hui. Il s'était juché sur le Parnasse avant les Parnassiens.

Revenu à Paris, Michaud abandonna, — heureusement, — la poésie, après, toutefois, un *Enlèvement de Proserpine* imité de Claudien. Il n'y reviendra qu'en 1812, pour faire comme tout le monde sa petite ode sur la naissance du roi de Rome. Car il s'est finalement, « par goût de la stabilité », rallié à cet Empire, qu'il avait tant combattu dans ses deux brochures contre Bonaparte et qu'il quittera dès la menace de chute. Il avait espéré que Bonaparte serait un autre Monk : « Songe, lui disait-il avant Marengo dans une page enflammée, que tu ne peux désormais t'élever qu'en descendant et qu'il y a pour toi une place plus belle que la première, *la seconde*. » Bonaparte ne l'avait pas écouté. Ces conquérants n'écoutent personne. Michaud allait-il persister à imiter l'abbé Delille, faute de pouvoir reprendre sa plume de journaliste dans une presse sans liberté? L'histoire qui depuis dix ans l'assaille à Paris de toutes parts s'empare enfin de lui. Il va s'y donner tout entier. « Il y a des hommes, écrit joliment Sainte-Beuve, qui n'ont pas assez de poésie pour l'exprimer par le talent et pour en faire preuve dans leur jeunesse : et, pourtant, cette poésie n'est pas entièrement perdue pour eux. Il en est comme d'un flacon d'essence qui se brise ; la goutte exhalée se répand sur l'ensemble de leur esprit et y laisse un petit parfum. Ils restent jeunes plus longtemps : on les retrouve frais et curieux, agréables et nullement chagrins dans leur vieillesse. » Sainte-Beuve, en développant ce thème, songeait-il à Michaud ou à lui-même? C'est nous qui lui faisons l'injure de penser à lui dont la prose fut toute imprégnée de ce délicat parfum, quand il espéra toujours demeurer dans la mémoire des hommes à titre de poète.

III. — LES CROISADES

L'histoire fut-elle la véritable vocation de Michaud ? Sainte-Beuve ne le croit pas. Elle fut son cher devoir, « l'ouvrage solide que tout écrivain qui se respecte doit faire une fois dans sa vie ». Mais ce que Michaud aimait par-dessus tout, c'était la bataille quotidienne du journalisme. « Le journal, c'était son plaisir, son second vin de Champagne, sa malice et sa gaieté. » Quand on y a goûté, on a bien du mal à se passer du papier imprimé au jour le jour. Mais l'Empire avait supprimé les journaux.

Michaud ne découvrit pas d'emblée le sujet qui devait l'enchanter et le retenir. Il se mit à une histoire de l'Empire de Mysore. Pourquoi chercher si loin ? J'imagine qu'ayant gardé par sa famille des liens avec la Savoie, il avait entendu parler d'un compatriote fabuleux qui revenait précisément des Indes avec des millions et l'auréole de vingt victoires, le général de Boigne. Tippoo-Saïb ne se fût pas imposé à lui sans ce rapprochement. Et peut-être rencontra-t-il à Paris le général qui venait de conclure à Londres le plus fâcheux mariage en épousant, à quarante-sept ans, une jeune fille de dix-sept ans, Mlle d'Osmond. Celle-ci devait plus tard tenir, avec les rentes de son mari, un salon brillant, orné, aux deux angles de la cheminée, du duc Pasquier et de Guizot. Il était, comme Michaud, d'opinion royaliste, et résista aux sollicitations de l'Empereur, avant d'aller s'ensevelir dans son château de Buisson-Rond aux portes de Chambéry, où il accepta de vieillir seul en multipliant les œuvres de bienfaisance. Le soleil des Indes, Michaud n'a pu le connaître que par lui.

Voici, enfin, l'occasion. L'auteur de *Malvina*, Mme Cottin, peu avant de mourir, a écrit un roman oriental, *Malek-Adel*. L'éditeur demande à Michaud de fournir dans une préface quelques éléments historiques, destinés à fixer l'esprit des lecteurs sur le temps des Croisades. Les Croisades, si parfaitement oubliées ! Pour Voltaire qui tire de l'histoire des tableaux généraux de la vie des peuples, elles n'étaient qu' « un misérable effet de l'ambition des papes ». Les historiens anglais Robertson, Hume, Gibbon les traitent négligemment, n'en ont retenu que les traits généraux. La politique a changé ; les

Valois se sont tournés vers l'Italie, et les Bourbons ont dû abaisser la maison d'Autriche. Mais Bonaparte, avec l'expédition d'Égypte, a désigné à nouveau l'Orient. Michaud, enfiévré, se précipite sur les sources. Elles sont incomplètes. Le recueil de Jacques Bongars, au début du XVIIe siècle, ne contient que vingt chroniques. La collection rassemblée par les Bénédictins ne figure pas dans leur recueil des Histoires de France. Michaud n'est pas chartiste, mais il a de bonnes méthodes d'érudit. Il travaille dans l'obscurité, puis la lumière peu à peu se fait. En 1808, avant la publication de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, il donne le premier volume de l'*Histoire des Croisades*. Il a trouvé sa voie, une voie royale où il ne cessera pas d'avancer jusqu'à la mort. Car il est désormais le prisonnier de l'Orient.

Le fidèle Poujoulat n'exagère pas quand il écrit de son maître : « L'*Histoire des Croisades* a ouvert au XIXe siècle une voie nouvelle. Michaud est le premier qui ait remis en honneur ce moyen âge jusque-là si méprisé. On peut avoir plus de verve et d'éloquence, on ne saurait avoir une plus belle conscience d'historien, une marche plus aisée et plus réglée, plus de goût, de bon sens et de clarté. L'*Histoire des Croisades* est à la fois une date et un monument... » Aujourd'hui, une date plutôt qu'un monument : j'en indiquerai tout à l'heure les raisons. Flourens, qui succéda à Michaud à l'Académie, le loue pareillement dans son discours de réception : « L'histoire, dit-il, a cessé d'être une censure des vieux âges. » Elle ne l'était que par ignorance. La France des XIIe et XIIIe siècles, la France des trois C (Croisades, Cathédrales, Chansons de geste), est aussi grande que la France de Louis XIV et de Napoléon, et peut-être plus féconde en œuvres durables. « M. Michaud, continue Flourens, en appliquant ses études à l'histoire des Croisades, est le premier qui ait fait aimer les âges héroïques et poétiques de notre patrie ; le premier qui ait ravivé, parmi nous, le goût des choses antiques, la vieille gloire, la chevalerie, le culte de tout ce qu'il y eut de beau, de tout ce qu'il y eut de grand dans l'esprit, dans les mœurs, dans la vie guerrière de nos ancêtres. » Mais Flourens est un savant qui ne sait en histoire que les lieux communs. C'est pourquoi il a l'air de s'étonner de la découverte de Michaud. Le *goût des choses antiques, la vieille gloire, la chevalerie* : beaux mots retentissants qui recouvrent de fortes réalités, une politique audacieuse et

intelligente, une civilisation raffinée. Flourens ignore ces réalités, il en est resté au Tasse et à l'Arioste, et au *génie aventureux de nos chevaliers*, quand la grande aventure fut une entreprise de bornage contre l'Islam conquérant qui en si peu de temps avait envahi le Nord de l'Afrique, débordé en Espagne et jusqu'au cœur de la France et qui devait plus tard battre les murs de Vienne. Elle fut encore un premier essai d'une union européenne, d'une pénétration des nations et des peuples. Flourens a mieux vu cet effet des croisades, et comment elles fortifièrent la nationalité française.

Mignet, qui répondit à Flourens, sut parler en historien. Après une brève défense de la Révolution attaquée par Michaud et qui, « semblable à toutes les autres, menait au bien à travers le mal et accumulait les ruines pour fonder un ordre meilleur, » il loue l'historien des *Croisades* d'avoir réhabilité le moyen âge et il ajoute : « Les Croisades furent la guerre des peuples chrétiens et septentrionaux qui avaient envahi l'Empire romain, contre les peuples orientaux et musulmans qui avaient envahi l'Empire grec. Elles conduisirent les Européens vers les possessions des Asiatiques, qui étaient venus les attaquer précédemment en Espagne, où ils étaient encore, en France, en Italie, en Sicile, d'où ils avaient été expulsés pour toujours. Elles eurent, dès lors, le caractère d'une incontestable nécessité et d'un évident à-propos. » L'ancien Empire romain avait civilisé et ordonné les Barbares, tandis que l'Islam, rebelle à l'influence grecque, menaçait Byzance et l'Europe d'une nouvelle barbarie. « L'Europe, continue Mignet, ne fut pas conduite à ce grand dessein par une pensée de prévoyance, ni même par le sentiment vague de sa sûreté future. Les hommes agissent rarement d'après de pareils et de si hauts motifs. Ils font les choses profondes avec ignorance. Dieu, dont ils sont les instruments, dépose moins souvent ses desseins dans leur esprit que dans leur situation. Il se sert de leurs passions pour les accomplir. Ainsi, tandis que les guerres religieuses devaient avoir les résultats les plus considérables et les plus éloignés, tandis qu'elles devaient empêcher, par une diversion prolongée, les nouveaux conquérants de l'Asie de se jeter sur l'Occident et de l'envahir ; tandis qu'elles devaient faciliter l'entière dépossession des Arabes en Espagne et en Portugal ; tandis qu'elles devaient porter le christianisme dans les pro-

vinces limitrophes de la Baltique qui restaient encore païennes, et servir à arrêter le débordement des hordes mongoles qui accouraient des extrémités de la Chine jusqu'aux rives de la Vistule, elles furent inspirées par le sentiment le plus simple et le moins réfléchi, par le sentiment religieux. » C'est là un tableau d'histoire un peu simpliste. Le sentiment religieux tient à des racines profondes. Il est la force des nations qui, sans lui, décroissent. Il s'unit aisément aux nécessités vitales. Le pape Urbain II et Godefroy de Bouillon ne lancèrent pas l'Occident vers l'Asie sans mûrir leur plan. On attribue à la voix de Pierre l'Ermite une trop grande importance. Il fut l'animateur populaire et non l'organisateur. Le pape avait un autre cerveau, et le duc de Bouillon un caractère et un esprit de chef. Ceux-ci virent plus loin. Ils discernèrent parfaitement l'action en bornage contre l'Islam toujours menaçant. Nous mesurons mieux aujourd'hui la lucidité de leurs conseils.

Le jugement de Sainte-Beuve vise plutôt le style et la méthode. « Cette histoire, dit-il des *Croisades*, est bonne et saine, bien qu'elle n'ait rien de très supérieur dans l'exécution. L'auteur a procédé dans son sujet graduellement, avec bon sens et bonne foi ; il n'a point de vue absolue, il cherche ce qu'il croit la vérité... C'est exact, suivi, grave ; mais il n'y a rien qui prenne vivement l'attention... Son style n'a pas la trempe. Il n'a jamais de ces mots qui font feu et illuminent. L'art de faire passer l'esprit des anciens chroniqueurs dans un récit moderne, ferme et neuf, n'était pas trouvé à cette date de 1811, à laquelle Michaud commençait de publier son travail ; l'honneur en appartient à M. Augustin Thierry. Mais à M. Michaud revient cet autre honneur solide d'avoir eu, le premier chez nous, l'instinct du document original en histoire, d'en avoir de plus en plus apprécié l'importance en écrivant, d'avoir eu l'idée de l'enquête historique faite sur des pièces non seulement nationales, mais contradictoires et de source étrangère. » Visiblement, Sainte-Beuve se contente d'une opinion littéraire. Il lui a manqué d'être allé en Orient pour s'intéresser à la portée des Croisades.

Michaud, dès qu'il en eut commencé l'histoire, y consacra sa vie. Il devait sur le tard entreprendre avec Poujoulat le voyage en Égypte, en Palestine et aux Échelles du Levant que je raconterai, pour vérifier ses sources et revivre sur place l'immense drame de plusieurs siècles.

Il refit sans cesse des éditions corrigées et complétées par la lecture de chroniqueurs nouveaux. Ainsi, dans le troisième volume (celui de la quatrième croisade), introduisit-il une relation du siège de Damiette par un Italien et le mémoire d'un ecclésiastique de Cologne sur l'aventure qui aboutit si curieusement à la conquête de l'Empire grec par une poignée de guerriers chrétiens, deux témoignages oculaires à quoi il ajoute le récit de l'historien arabe des patriarches d'Alexandrie. De toute évidence, il apporte une méthode nouvelle qui élargit le sujet. Dans le premier volume où il nous montre les pèlerins reliant par leurs récits l'Orient aux nations d'Europe, il pose tout de suite le problème de la rivalité de deux mondes, de deux civilisations, ou plutôt, comme l'expliquera plus tard Étienne Lamy dans sa *France du Levant*, de la civilisation sauvée par l'ordre romain et l'autorité de l'Église et menacée par l'anarchie asiatique. Et dans les deux derniers, après avoir retracé les dernières guerres ottomanes contre l'Europe chrétienne et l'abaissement de l'Empire turc sous les coups du prince Eugène, il résume à grands traits l'influence des Croisades et dessine un tableau précis et clair, sinon coloré, de l'Europe au moyen âge.

Enfin, il tenta de canaliser les sources. Là encore, il fut, au XIXe siècle, un novateur. Au commencement du XVIIe siècle, un érudit, Jacques Bongars, avait réuni les chroniques des Croisades sous ce titre général : *Gesta Dei per Francos* (1611). C'était un recueil d'une vingtaine de récits. Mais la curiosité ainsi éveillée découvrit une multitude de documents sur les Croisades. Les Bénédictins avaient projeté de les insérer dans leur collection des *Historiens de France*, puis décidèrent de les publier à part avec les chroniqueurs orientaux. Mais ils s'en tinrent à ce projet. Quand il eut achevé son *Histoire*, Michaud la compléta, avec l'aide de Poujoulat, par une *Bibliothèque des Croisades* en trois volumes (1829) à quoi il ajouta un volume des chroniques arabes traduites par Rainaud. Puis à leur retour d'Orient les deux collaborateurs publièrent encore une *Nouvelle collection des Mémoires pour servir à l'histoire de France* (1836-1838) en trente-deux volumes, moins importante d'ailleurs que celle de Petitot et Monmerqué. Nul doute que ces publications n'aient été le prélude du merveilleux *Recueil des Historiens des Croisades*, édité par les soins de l'Académie

des Inscriptions et Belles-lettres en huit volumes in-folio, de 1841 à 1875 et divisé en trois séries : historiens occidentaux, historiens byzantins, historiens orientaux. Une Commission de cinq membres en dressa le plan détaillé en 1840 et rédigea une courte préface où Michaud n'est pas cité. L'*Histoire des Croisades* était la cause incontestable de ce branle-bas d'érudits. Mais, enfermés dans leurs archives comme dans une tour d'ivoire, les érudits goûtent peu les auteurs qui se permettent de donner la vie aux documents et ils les traiteraient volontiers de vulgarisateurs ou d'amateurs. Michaud n'était pas un archiviste. Il est aujourd'hui dépassé. Mais il a été un précurseur. Le sens du moyen âge nous vient de lui. Il l'a communiqué au romantisme qui n'y comprit rien, et par delà les romantiques il a offert sa clé aux Guillaume Rey et aux Gaston Paris, aux Bédier et aux Mâle. La clé était rouillée, mais elle ouvrait.

IV. — LA CORRESPONDANCE D'ORIENT : JÉRUSALEM

Notre Michaud, si occupé qu'il fût des Croisades, avait trop aimé vivre dans les tempêtes pour rester étranger aux événements de 1814 et de 1815. Il refonde la *Quotidienne* en 1814, il combat Napoléon pendant les Cent-Jours et écrit cette *Histoire des quinze semaines ou le dernier séjour de Bonaparte* qui est un pamphlet peu digne de sa mémoire. Pas plus qu'il n'a deviné l'avènement de l'Empire, il n'a deviné sa chute. En 1811, il avait salué le petit roi de Rome, persuadé que le régime installé durerait et finissant par l'accepter dans son goût de l'ordre. Sous la Restauration, il est élu député de l'Ain, mais sa timidité dans les assemblées auxquelles il préférait les salons et la faiblesse de sa voix ne lui permettent pas de jouer un rôle à la Chambre. Nommé lecteur du Roi, il perd sa place sous le ministère Villèle pour avoir défendu la liberté de la presse dans son journal et à l'Académie. Sainte-Beuve cite, à propos de cette loi sur la presse, un entrefilet de Michaud dans la *Quotidienne* qui donne une idée assez exacte de la manière brusque et rapide du journaliste : « Combien faut-il de poudre, écrit Michaud, pour recharger une pièce de 24? — Deux livres. — Eh bien ! mettez-en quatre pour qu'elle fasse plus de bruit et plus d'effet. On en met quatre et bientôt la pièce éclate au milieu de ceux qui l'ont chargée, sans faire le moindre mal

à l'ennemi. L'histoire de ce canon chargé si imprudemment deviendra l'histoire du dernier projet de loi sur la presse. » Critique toujours juste des mesures exagérées qui provoquent presque infailliblement des réactions.

La perte de sa place n'affecta nullement l'écrivain. Il n'avait pas d'ambition, et l'indépendance du caractère est un trait du caractère savoyard. Son compatriote Ducis, le traducteur de Shakspeare, avait écarté pareillement la faveur de Bonaparte. Comme le premier Consul louait son talent et parlait de la nécessité de réunir toutes les gloires de la France autour d'un pouvoir réparateur, Ducis lui prit soudain le bras et lui dit : « Général, aimez-vous la chasse? » Bonaparte toisa son interlocuteur qui continua sans embarras : « Si vous aimez la chasse, vous avez dû chasser quelquefois aux canards sauvages : c'est une chasse difficile, une proie qu'on n'attrape guère et qui flaire de loin le fusil d'un chasseur. Eh bien ! je suis semblable au canard sauvage. » Et il laissa le vainqueur d'Arcole et de Rivoli fort étonné de cette incartade (1). Michaud, plus sociable, se gardait tout aussi bien et se comparait seulement à ces oiseaux qui sont assez apprivoisés pour se laisser approcher, pas assez pour se laisser prendre. Révoqué, il ne se découvrit pas plus libre, mais déjà il se détachait de la politique, pressentant les menaces qui allaient emporter la monarchie. Il se retira de plus en plus dans son *Histoire des Croisades* comme dans une forteresse que battent en vain les vagues des événements. Sa conversation éblouissante donnait des idées aux autres. « Il excitait à écrire », rapporte Sainte-Beuve qui ajoute : « Les plus éloquents avaient à profiter de ses aperçus, et l'on sortait d'auprès de lui plus aiguisé et plus fin. » Au mois de mai 1830, à l'heure même où la Chambre était dissoute par le ministère Polignac, deux mois avant les ordonnances de juillet, il s'embarquait pour l'Orient. Il avait alors 63 ans et sa santé avait toujours été précaire. Mais il réalisait le plus beau rêve de sa vie d'historien. Chateaubriand disait de lui qu'en se croisant à son tour il s'était mis dans son livre. Godefroy de Bouillon, Richard Cœur-de-Lion, saint Louis, avaient fini par l'entraîner.

Cependant il n'entreprenait pas seul un si lointain voyage. Deux ans auparavant, il avait pris pour secrétaire, puis, après

(1) Villemain.

l'avoir éprouvé, pour collaborateur Jean-Joseph Poujoulat qui, en 1830, avait vingt-deux ans et qui ne cessa plus de travailler avec lui. Ensemble ils visitèrent la Grèce, l'Archipel, Constantinople, Jérusalem. Là ils se séparèrent. Tandis que Poujoulat gagnait la Syrie, Michaud explorait l'Égypte et y recherchait le souvenir de saint Louis. L'échange de leurs lettres a composé cette *Correspondance d'Orient* en sept volumes qui se relit avec profit et même avec plaisir, tant elle est vivante et pittoresque, bourrée de souvenirs historiques, d'anecdotes, d'observations de de mœurs et écrite avec bonne humeur.

Au retour, Michaud remania son Histoire. Poujoulat rapportait en outre des projets personnels : un roman, *la Bédouine* (2 vol., 1835), une *Histoire de Jérusalem, tableau religieux et philosophique* (2 vol., 1840). N'abandonnons pas encore Poujoulat qui n'abandonna jamais son maître et lui emprunta jusqu'à son royalisme. Hostile au libéralisme de 1830, il fut nommé représentant des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée constituante, en remplacement de Lamartine qui avait opté pour la Seine. Réélu à l'Assemblée législative, il y siégea à l'extrême droite. Après le coup d'État du 2 décembre, il abandonna la politique directe, mais ne cessa pas de combattre l'Empire dans le journal l'*Union* qui avait remplacé la *Quotidienne*. Michaud n'était plus là pour l'encourager. Parmi ses autres œuvres, outre des études religieuses, il faut signaler une *Histoire de saint Augustin* (3 vol., 1844) et des *Études africaines* (2 vol., 1846) qui en font un précurseur de M. Louis Bertrand. Son frère cadet, Baptistin, fut lui aussi envoyé par Michaud en Orient en 1836 pour rechercher de nouveaux détails géographiques sur les Croisades et il en rapporta un *Voyage dans l'Asie Mineure, à Palmyre en Syrie, en Palestine et en Égypte* (2 vol., 1840-1841), qui fait suite à la *Correspondance d'Orient* et qui contient des détails pittoresques sur la Cappadoce et autres régions parcourues jusqu'alors par de rares voyageurs. Plus tard, bien plus tard, il devait écrire encore la *Vérité sur la Syrie* (Paris, 1863) après notre expédition dans le Liban. Ces Poujoulat sont de bons disciples, l'aîné surtout. Il leur manque l'envergure, l'esprit, la bonhomie de Michaud qui reste l'animateur, le maître.

Voici donc nos voyageurs à Jérusalem, ce but des Croisés qui est devenu le leur. Michaud monte sur un toit en terrasse pour mieux dévisager cette Jérusalem pour laquelle il a traversé

tant de pays et bravé tant de fatigues et qui, depuis des années, est si présente à son esprit à travers les chroniques des Croisades qu'elle est devenue pour lui comme une ville familière où il habiterait depuis longtemps. « C'était bien là, écrit-il avec émotion, cette cité si pâle, si triste, bâtie sur une terre montueuse, inculte et brûlée. En parcourant des yeux l'enceinte de Jérusalem, je remarquais au milieu de la ville le dôme élevé de l'église du Saint-Sépulcre; sur le côté oriental, la Mosquée d'Omar dont le croissant de plomb brillait sous le soleil. » L'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* lui sert de guide. Mais il *reconnaît* les lieux : « Chaque colline, chaque vallée, chaque coin de terre, nous rappelle un souvenir de notre éducation, un souvenir de ce que nous avons appris dans notre enfance. L'impression que fait d'abord sur nous le spectacle de toutes ces merveilles saintes nous ramène naturellement sous le toit paternel et nous reporte aux premiers jours et aux premières études de la vie; elle tempère ainsi, elle adoucit en quelque sorte ce que les images de cette Jésuralem désolée ont d'amer, de triste et de douloureux. »

En suivant la Voie Douloureuse, il confesse une émotion qu'il n'avait pas prévue : « Je ne suis, explique-t-il, ni un apôtre, ni un docteur, je ne suis pas même un disciple bien fervent; je suis venu à Jérusalem, je dois l'avouer, non pour réformer les erreurs de ma vie, mais *pour corriger les fautes d'un livre d'histoire*. L'objet de mon voyage lointain pourrait bien ne pas trouver grâce devant une piété sévère, et si j'avais la dévotion et les scrupules de nos vieux pèlerins, peut-être me faudrait-il revenir une deuxième fois aux Saints Lieux, et faire un nouveau pèlerinage pour expier ce qu'il y a de mondain et de profane dans celui que j'achève maintenant. Mais quels que soient les motifs qui m'ont conduit, je n'ai point traversé cette voie douloureuse sans éprouver une vive émotion et sans m'élever à de religieuses pensées. » Il le constate, mais il nous fait grâce de ses prières. Le Saint Sépulcre l'attire par le souvenir des Croisades tout autant que par celui du Christ : c'est à cause de ce « cabinet taillé dans le roc », de quatre pieds carrés à peine, que l'Occident s'est ébranlé et rue sur l'Orient. Les divisions des sectes religieuses qui se sont partagé les Lieux Saints l'agacent sans l'étonner, et il regrette surtout que les tombeaux de Godefroy de Bouillon et de Beaudoin,

les premiers rois de Jérusalem, aient été violés en 1808.

Michaud, ne pouvant tout voir par lui-même, envoie Poujoulat à Bethléem et à Béthanie. Les lettres de Poujoulat ont quelque chose de plus naïf, de plus ingénu. On y devine la jeunesse et l'éblouissement du voyage. Mais le maître a plus d'entrain, plus de réflexion, un don d'observer plus rapide. Je veux pourtant relever cette note de Poujoulat, constatant la popularité française à Bethléem et en découvrant la cause : « Il est impossible, écrit-il, de se faire une idée de l'effet merveilleux qu'a produit dans ce pays-ci la conquête d'Alger ; la Palestine est remplie de la terreur de nos armes, et je crois bien que nous aurions peu de peine à nous en emparer. On ne parle ici que de la France : dans l'esprit de ce peuple, la France est tout l'Occident. » Les nouvelles en Orient courent de bouche en bouche avec une rapidité qui défie la télégraphie sans fil. Nos succès ou nos revers du Maroc et de Syrie sont commentés aujourd'hui comme le fut jadis cette prise d'Alger. Une bonne politique doit veiller sur ces répercussions.

Comment vit-on en Judée ? se demande Michaud : les campagnes sont désolées et le commerce est nul. A cette question indiscrète on lui répond que chacun vit de sa croyance, l'Orient n'ayant point de sectes qui n'envoient des aumônes à Jérusalem. Les Juifs habitent le quartier le plus sale, proche la porte des Immondices : « Tristement rassemblés dans leurs synagogues, *ils mangent leur pain dans l'affliction et boivent leur eau dans la frayeur* (Isaïe) ; ils ne sont pas venus à Jérusalem pour vivre heureux, même pour y vivre, mais seulement dans l'intention d'y marquer leur place dans la funèbre vallée et d'être *tout portés*, comme dit le vulgaire, pour le dernier changement. » La population musulmane, turbulente, inquiète, tyrannique, ne peut supporter ni la contrainte pour elle, ni la liberté pour les autres.

Au cours de ses randonnées dans Jérusalem, Michaud se rend compte de l'importance d'un uniforme sur les populations. Qu'à cela ne tienne ! Il sortira de ses malles son costume d'académicien afin de produire aussi de l'effet. Mais écoutons-le narrer sa mésaventure : « J'ai voulu aller à l'église du Saint-Sépulcre et sur le mont Sion avec l'habit de l'Institut ; les palmes dont ce costume est orné et sa couleur verte, couleur privilégiée chez les musulmans, avaient beaucoup ébloui les

Turcs ; on a été jusqu'à me prendre pour un prince de l'Occident; lorsqu'on est venu m'annoncer tout cela, j'en ai été effrayé, car les Turcs parlaient déjà d'un backchich que je devais leur payer. J'ai prié le drogman de démentir tous les bruits qui s'accréditaient sur ma grandeur et surtout de faire entendre aux musulmans qu'il y avait bien loin de l'un des quarante à un prince qui donne de gros backchichs. » Quel académicien prodigue reprendra la tradition et s'en ira visiter le Saint-Sépulcre au risque de s'attirer le même désagrément?

Après ces promenades dans la ville, Michaud se met au travail. Il refait le siège de Jérusalem. L'armée des croisés heurta les portes le 7 juin 1099, mais n'investit la ville qu'à demi : Godefroy de Bouillon devant la porte de Damas au nord, Tancrède contre les murs du nord-ouest, Raymond de Toulouse devant la porte de Sion au midi, les vallées de Josaphat et de Siloé demeurant libres. Cette armée ne comptait guère que 12 000 combattants mais décidés à vaincre. Une première attaque échoua. Godefroy de Bouillon fit alors construire les machines de guerre pour aborder la place : c'étaient d'énormes tours de bois. Les Sarrasins surpris et épouvantés repoussèrent pourtant un premier assaut.

Mais le lendemain, dès l'aurore, Godefroy reprit l'attaque. La victoire demeura indécise jusqu'à l'heure de la journée où le Sauveur expira sur la croix; alors l'ardeur des croisés se ranima. La tour de Godefroy peut jeter son pont-levis, le duc de Lorraine force le passage avec les plus braves et ils vont de l'intérieur ouvrir la porte de Damas. Bientôt Jérusalem est prise. Les tours de bois, construites avec un art minutieux, attestent la préparation de l'expédition. Ce sont les chars d'assaut des Croisés. Dans toute guerre, il est rare que la victoire n'aille pas au plus inventif. Le courage ne suffit pas sans le cerveau du chef, — ce cerveau du chef dont une démocratie absurde tente en vain de diminuer l'importance. Michaud, qui sur place livre enfin sa bataille, exulte en relisant le récit d'un témoin, Raymond d'Agiles, et ne se lasse pas de se promener autour des remparts.

Le 18 février (1831), il se décide à quitter Jérusalem pour s'en aller chercher saint Louis en Égypte, tandis que Poujoulat le poursuivra à Saint-Jean d'Acre. Le pauvre Poujoulat, resté seul dans la ville où il pleut à torrents, se sent envahir par la mélancolie : « Je regarde et ne vous vois plus venir, écrit-il à

son maître, j'écoute et ne vous entends plus; avec vous j'ai perdu ma seule joie, j'ai perdu mon génie... Il vous paraîtra tout simple que je regrette vos causeries, moi qui étais accoutumé à vivre de vos paroles; votre conversation était pour mon esprit comme un banquet de tous les jours, de toutes les heures; vous étiez pour moi un livre vivant, un livre qui se renouvelait sans cesse avec des pensées, des impressions et des couleurs nouvelles, suivant les pays et les peuples que nous traversions. » Michaud n'est pas moins triste de quitter Jérusalem, mais sa tristesse prend un accent plus mâle : « J'ai lu dans les livres saints, répond-il à son disciple, que le lien des cœurs est plus puissant que la mort même, et je sens que l'amitié absente nous donne quelquefois du courage comme si elle était là. » Ce qui lui donne surtout du courage, c'est la curiosité. Elle empêche de vieillir. C'est à elle que tant de grands hommes durent leur jeunesse persistante. Le voilà qui constate que les montagnes de Judée étaient les véritables remparts de Jérusalem. La gloire d'un Galliéni est d'avoir discerné que la défense de Paris se fait à distance et, gouverneur de la ville, d'avoir donné à Joffre tous ses effectifs. Notre Michaud, sans études techniques, devine l'art militaire. Tandis que la pluie le retient à Ramla, il s'intéresse plus encore à une Parisienne qu'il y découvre qu'au siège de Jérusalem. Cette jeune femme, venue en Orient avec la femme d'un Consul et se trouvant abandonnée sans ressources, a consenti à épouser un Arabe, en stipulant toutefois qu'elle vivrait à la française. Le mari s'incline, mais la belle-mère ne peut admettre que sa bru mange avec une fourchette et se refuse aux gros travaux. De là une hostilité quotidienne et la pauvre épouse, jolie et cultivée, ne s'accoutume point à son sort et regrette Paris.

Poujoulat est jeune et le printemps le console de la solitude. Il lui consacre une belle description classique. Puis le voilà peignant les pèlerinages en aquarelles attentives et la cérémonie du feu, le samedi saint, en une belle fresque. La vallée de Josaphat, Jéricho, la Mer Morte lui inspirent des pages appliquées où il s'efforce visiblement de ne pas contredire Chateaubriand. « Cette mer, écrit-il, est véritablement une Mer Morte, car elle ne jette à la terre aucun bruit, elle est immobile et muette comme un sépulcre; on dirait un de ces lacs funèbres que l'antique poésie avait placés dans le royaume des morts. » Para-

phrase docile de l'*Itinéraire*. Il faudra l'ingénuité de Lamartine pour découvrir une Mer Morte éblouissante et l'oser dire. Je passe sur les impressions de Poujoulat pour revenir à Michaud en route pour l'Égypte.

V. — LA CORRESPONDANCE D'ORIENT : L'ÉGYPTE

Michaud s'est embarqué à Jaffa sur la *Trinité* qui le dépose à Alexandrie. Et dès sa visite de l'arsenal, il nous fait entrevoir ces abus du gouvernement égyptien de Méhémet-Ali qui appelleront l'intervention de l'Europe. Deux ou trois mille ouvriers y travaillent pour deux ou trois piastres par jour, mais les forçats ne reçoivent que du pain et de l'eau. Résultat de ce régime : « On condamne pour la moindre chose et quelquefois sans aucune forme judiciaire; nous y avons vu un des jeunes Égyptiens qu'on avait envoyés en France pour faire leurs études : son grand crime était de n'avoir rien appris. » Puis, comme les journaux français lui parviennent et qu'il y peut lire la condamnation des ministres de Charles X et la consolidation de la monarchie de juillet, le vieux combattant légitimiste, loin de s'indigner, déclare philosophiquement : « Lorsqu'on a combattu longtemps un ennemi qu'on ne peut ni vaincre, ni détruire, il faut faire la paix et s'arranger pour vivre avec lui. »

Michaud, en voyage, devait être un compagnon fort agréable. D'abord, un historien élargit sans cesse avec l'évocation du passé les impressions du moment. Puis, sa franchise et sa bonne humeur lui font éviter les exagérations et les plaintes. Il ne s'emballe jamais et déclare qu'il se faut méfier de l'enthousiasme lorsqu'on en a, *et surtout lorsqu'on n'en a pas*. Bonne recommandation à ceux qui se forcent à sentir plus qu'ils n'en ont les moyens. Il est gai, curieux, informé et plein de ce bon sens qui, parfois, manque à un Chateaubriand, souvent à un Lamartine, et presque toujours à un Flaubert. S'il a froid aux pieds et manque ainsi un beau lever de soleil, il le dit : « J'ai vu se lever le beau soleil d'Égypte et je n'ai point été frappé de ce magnifique spectacle : l'air était tellement refroidi par le vent du nord, que j'avais les pieds presque gelés et que j'ai été obligé de me couvrir de mon lourd caban. » Le voici à Rosette aux murailles de briques rouges dans une palmeraie. Il admire le Nil voisin et goûte l'animation du port, l'aménagement des jardins. Il y a

même le télégraphe qui a remplacé désavantageusement les colombes d'autrefois. Par ses colombes, le sultan d'Égypte savait chaque jour ce qui se passait dans son empire des confins du Yémen aux rives du Nil : « Les historiens des Croisades nous apprennent que la première victoire de saint Louis et sa défaite de Mansourah furent annoncées au Caire par des pigeons. » Il ne manque pas de s'intéresser à la pierre de Rosette qui, découverte par des soldats français, a *naturellement* pris le chemin du Musée britannique et dont les hiéroglyphes, — un décret des prêtres de Memphis, — ont permis de recomposer tout un dictionnaire et une grammaire. Déjà il prévoit les futures découvertes des Mariette et des Clermont-Ganneau.

A Rosette, il s'embarque sur une cange pour remonter le Nil, dont aucun voyageur ne célèbre mieux les eaux que cet historien : « Les Arabes, rappelle-t-il, disent que, si Mahomet en avait goûté, il aurait voulu rester dans ce monde pour en boire; le consul Maillet n'en parle pas avec moins d'exaltation et, parmi les eaux qui coulent sur la terre, l'eau du fleuve égyptien lui paraît tenir le même rang que le vin de champagne parmi les vins de France. » Il est vrai qu'il ajoute aussitôt : « J'ai bu à plusieurs reprises de cette eau tant célébrée et malgré ma disposition à la trouver excellente, je ne l'ai pas trouvée pour le goût au-dessus de l'eau du Rhin, de la Seine ou de la Loire... » Barrès eût préféré l'eau du Rhin, France celle de la Seine et Lemaître celle de la Loire. Mais ce fleuve merveilleux transforme ses inondations en bienfaits. Michaud, néanmoins, ne s'attarde pas aux tableaux d'ensemble; il sait que notre curiosité s'attache mieux aux scènes détachées, aux petites circonstances, et il sait aussi par le rappel du passé les élargir indéfiniment.

Voyez ces canges qui descendent le Nil et portent des ruches à miel rangées les unes sur les autres en forme pyramidale : « Il y a deux mois que ces ruches ont été envoyées de la Haute-Égypte, où les plaines semées de trèfles et de sainfoin fleurissent plus tôt que dans le Delta; ces abeilles voyageuses qui ont été ainsi au-devant du printemps séjournent pendant quelques semaines dans les campagnes de Thèbes;... puis elles redescendent le Nil et au mois de mars reviennent au Delta. »

Il s'intéresse à tout, aux nombreux oiseaux qui n'ont pas de chant, en sorte que la barque avance dans le silence des eaux, aux champs de fèves et de cannes à sucre qui firent les

délices des Croisés, aux villages misérables enfin qui lui inspirent cette réflexion : « Au milieu de tous les prodiges de la fécondité le fellah tient ses yeux baissés sur la terre, comme s'il vivait dans une région maudite; il y a en Égypte des milliers de laboureurs qui recueillent d'abondantes moissons et qui ne mangent que des herbes, du pain fait avec la graine de lin, des fèves cuites dans l'eau; le fameux Amrou comparait le peuple égyptien à l'abeille qui ne travaille que pour autrui; depuis le temps d'Amrou l'état des pauvres cultivateurs n'a pas changé. » Il n'a pas changé davantage depuis les dernières transformations de l'Égypte et le premier spectacle qui m'a frappé en remontant le Nil fut précisément la pauvreté lamentable des villages et la résignation mélancolique et sale de l'immuable fellah.

Michaud ne se contente pas de constater, il cherche les causes de cette misère et n'a pas de peine à la découvrir dans l'administration des terres. Les fautes viennent toujours d'en haut et gouverner est un art difficile que les tyrans et les démocraties ignorent pareillement. Le pacha s'est emparé en Égypte de tout ce qui est productif. De tout sans exception : « On se sert, pour le feu de l'âtre ou du four, de la fiente des bestiaux séchée au soleil; le pacha s'est réservé le monopole de ce combustible. » Les collecteurs d'impôts sont impitoyables et les fellahs ne se décident à sortir leurs piastres qu'après avoir été roués de coups. Mais dans la même prison se trouvent réunis les fellahs récalcitrants aux impôts et les agents du fisc soupçonnés de malversation. « La moitié de la population, conclut philosophiquement Michaud, paraît employée à surveiller et tourmenter l'autre. »

D'une ondulation du sol au-dessus du fleuve il aperçoit les déserts où se retiraient les anachorètes dans leur mépris du monde, de la richesse et de la gloire. L'ermite Macaire (dont le nom devait plus tard être déshonoré par le prénom de Robert) formait les postulants à la solitude en les envoyant au cimetière le plus proche injurier les morts. « Qu'ont-ils répondu? leur demandait-il au retour. — Rien. — Eh bien, retournez et chantez les louanges de tous ceux qui sont ensevelis... » Même question après la visite : « Qu'ont dit les morts? — Rien. — Profitez donc de la leçon : imitez leur indifférence pour les jugements des hommes et vous vivrez pour Jésus-Christ. »

Mais voici que le voyage devient monotone. « L'histoire nous

dit, avoue Michaud, que les anciens Égyptiens étaient d'un caractère mélancolique et avaient sans cesse besoin d'être distraits... Cette disposition me paraît fort naturelle, et je sens que l'ennui commence aussi à me gagner. » Il en est réduit à s'amuser des grimaces de son cuisinier et à redouter l'invasion des rats et des punaises, en attendant celle des moustiques. L'arrivée au Caire le distraira-t-elle, le Caire appelé par les Arabes *Délices de l'imagination* et *Mère du monde*? Pour rompre le silence du Nil, il court les bazars où se donnent rendez-vous tous les peuples de la terre, les cafés où se réunissent jongleurs et almées, les cimetières même qui deviennent des lieux de réjouissances pendant la fête religieuse du Beyram. Il se fait même initier aux statuts de la corporation des voleurs, laquelle, ajoute-t-il sans s'étonner, est déjà célébrée par Diodore de Sicile. On ne prend pas sans vert un historien : « La loi des Égyptiens (d'après Diodore de Sicile) ordonnait que ceux qui voulaient faire le métier de voleur se fissent inscrire chez un chef et qu'on portât chez lui tout ce qu'on déroberait ; ceux qui étaient volés devaient aller trouver cet homme pour lui signifier la qualité et le nombre des choses qu'on leur avait prises, en lui marquant le temps et le lieu où le vol s'était fait ; la chose perdue se retrouvait immanquablement par cette voie... » Nous ne sommes pas encore revenus à ce degré de civilisation.

Les Pyramides ne lui inspirent aucun accès de lyrisme. Il est vrai que son enthousiasme eût été calmé par la visite à l'intérieur. Dans ces passages étroits et tortueux il sue, il étouffe, il souffre : « Mille chauves-souris que nous avions troublées dans leurs demeures volaient autour de nous avec un bruit sourd ; elles avaient éteint un de nos flambeaux et nous étions menacés d'être ensevelis dans de profondes ténèbres ; j'étais resté seul avec mes deux *ciceroni* qui ne cessaient de me demander un backchich et qui le demandaient comme on demande la bourse ou la vie... » Il calcule aussi la longueur d'un mur que l'on pourrait construire avec les pierres de ces monuments : d'après Bonaparte, ce mur pouvait enfermer la France entière. Passant en revue les opinions de l'antiquité sur les Pyramides, il s'aperçoit qu'on n'y fit attention qu'à partir du XIVe siècle. Un pèlerin champenois, le seigneur d'Anglure, les prit pour de gigantesques greniers. Ce n'étaient que les greniers de la mort. Volney s'indigne contre *l'extravagance et la cruauté des despotes*

qui ont commandé ces barbares ouvrages, à quoi le bon Michaud réplique : « Ne voilà-t-il pas de bien grands mots pour nous dire ce que nous savions déjà, que les Pyramides n'ont pas été construites sous un gouvernement représentatif et que leur budget n'a point été voté par les Chambres !.. » Mais les gouvernements représentatifs ne construisent jamais rien, et pas même des œuvres d'utilité publique, parce qu'ils n'envisagent pas la durée.

Je ne m'excuse point de citer ce Michaud qui est d'ailleurs fort divertissant et savoureux : si l'on prétend tirer de l'ombre un écrivain oublié, il faut apporter ses preuves et mon client les distribue en prodigue. Remarquez le profit qu'il tire de son érudition. Il s'en sert, devançant les personnages d'Anatole France, pour meubler sa phrase et sa conversation, mais France n'a point sa bonhomie. Savez-vous, par exemple, que les premières fouilles de Sakara furent inspirées par le goût des Vénitiens au XVIe siècle pour les momies? Les Vénitiens les recherchaient plus que les plus riches marchandises de l'Inde transportées par l'Égypte, car on s'en servait pour composer une poudre merveilleuse qu'on appelait la *mumie* et qu'on vendait comme un élixir de longue vie. François Ier ne consentait pas à voyager sans que « ses sommeliers ne portassent avec eux de la mumie ainsi que de la rhubarbe ».

Voici notre Michaud dans la tombe, ou plutôt dans les tombes égyptiennes, car il y en a de diverses sortes et il n'en oublie aucune, avec force détails sur les façons d'ensevelir, et jusqu'aux animaux. L'homme ne consent à mourir qu'accompagné de tout ce qui a vécu avec lui, afin de retrouver ses habitudes au réveil. Nul peuple n'a été plus préoccupé de la mort : « La civilisation de la terre a commencé dans les nécropoles. » Mais il refuse d'admirer la sculpture égyptienne qui recherche la grandeur plus que la beauté. Les colosses de Memphis ne l'impressionnent pas : « Hérodote, note-t-il, nous dit que la Grèce avait emprunté presque tous ses dieux à l'Égypte, à l'exception des Trois Grâces, et cela seul nous explique en quoi le génie grec différait du génie égyptien dans la culture des arts. »

Mais plus que les monuments l'intéresse le grouillement de la vie. Il fréquente les écoles et il s'extasie sur le diplôme accordé aux ulémas qui ont cueilli dans les jardins d'El-Azhar *des fleurs*

qui feraient honte à la rose et au narcisse et qui se sont composé *un collier précieux avec les perles des bonnes leçons et des bons discours.* Que voilà, en effet, un aimable diplôme! Il suit les cours qui se donnent près des citernes, et même il est chargé par le pacha d'examiner les progrès des élèves en latin et en français à l'école de médecine d'Abourzabel. Au lieu de voir danser les almées ou de suivre d'intéressantes conversations sur les mœurs du pays, il lui faut repasser les chapitres de l'article, de l'adverbe, du pronom. Peine bien inutile, car le maître de français ne sait que l'italien. Si Michaud revenait aujourd'hui, il serait surpris d'entendre la langue française partout parlée en Égypte, et bien parlée.

S'il ne peut fréquenter les harems, il se fait renseigner sur le mariage et sur le divorce et il rapporte avec plaisir un potin du Caire sur une insurrection qui a éclaté parmi les femmes d'un grand personnage. L'émeute a le dessus et le maître est battu et mis à la porte : pour comble, s'étant plaint à Méhémet-Ali, celui-ci lui déclare qu'un homme est toujours fautif de ne pas savoir plaire aux femmes. Le harem devient dangereux si les femmes s'entendent entre elles. La plupart des Arabes n'ont qu'une femme à la fois, mais ils ne restent jamais longtemps avec la même.

Sur la poésie arabe il interroge avidement les lettrés et même il recueille une ballade toute fraîche, l'histoire d'Hassan de Galioub, enlevé à sa cabane, à son chadouf (machine dont on se sert pour tirer l'eau du Nil) et à la belle Fatma pour servir dans l'armée de Méhémet-Ali à la guerre du Hedjaz. Ni la Mecque, ni Médine, ni le bruit des armes ne peuvent lui faire oublier *le soleil de sa vie, sa chère Fatma à la peau douce, jeune et fraîche, aux yeux grands comme un fingeau.* Le fingeau est une petite tasse ovale dans laquelle on prend le café. Après trois ans d'absence la fièvre du chagrin dévore Hassan et il est conduit à l'hôpital, où d'affreux médecins lui font avaler des *drogues noires* qui n'adoucissent point son mal; mais un beau matin, — est-ce celui de sa mort ou de sa délivrance? — il entend sous sa fenêtre une voix qui l'appelle : *Hassan, ma vie, mes yeux.* C'est la voix de Fatma et le malade est guéri.

Enfin Michaud est encore le premier à prendre des *interviews.* Seulement il les appelle des *entrevues.* Ne pouvions-nous garder, en l'élargissant, le mot français? A tout seigneur tout

honneur : entrevue de Méhémet-Ali qui règne alors sur l'Égypte. Il note d'abord son rire. Le visage est grave habituellement, mais il se détend dans un rire singulier, presque sauvage. Avec quel mépris le pacha traite son faible souverain, le sultan Soliman ! « L'empire de Soliman, déclare-t-il à son interlocuteur d'un ton qui respire la menace, n'est plus qu'un géant étendu par terre : il tombera en poudre sitôt qu'on l'attaquera, et ceux qui le gouvernent maintenant ne le défendent pas mieux que les morts ne défendent leurs tombeaux... » L'année suivante, Ibrahim au nom de Méhémet-Ali envahissait la Syrie.

Après le maître, quelques grands chefs. Le trésorier Mohamed-Bey, grossier, cruel, brutal, a toujours près de lui un lion pour jouir de la terreur des visiteurs. Michaud qui a traversé la Révolution n'est pas incommodé de cette présence hétéroclite. Il ne peut joindre au vieux Caire ce bizarre colonel Sèves, sorte d'aventurier qui s'est fait musulman sous le nom de Soliman-Pacha et qui est, avec Ibrahim, le meilleur général egyptien. Quand à Ibrahim, il prend Michaud pour un médecin et ne l'entretient que de ses maux : « J'avais tant de choses à savoir pour mon instruction de voyageur, rapporte l'historien, et je n'ai rien appris, si ce n'est que Son Excellence faisait des graviers... »

Michaud, quittant l'Égypte, s'étonne du miracle égyptien, non peut-être réalisé sur place, mais les deux plus grands peuples de l'antiquité, le peuple juif et le peuple grec, en sont sortis : « Athènes et le Parthénon, Jérusalem et son temple furent l'ouvrage de deux nations qui avaient eu leur berceau dans la vieille Égypte, qui avaient vu l'une et l'autre le royaume de Sésostris, cette terre favorisée du ciel où fleurissaient les arts et la sagesse, où le génie de l'homme éleva tous ces grands monuments dont nous admirons aujourd'hui les ruines. » Et pourtant je regrette que, dans le partage avec Poujoulat, Michaud ne se soit pas attribué la Syrie. Il y eût relevé les traces des Croisés et mieux compris, aux dimensions de leurs châteaux, l'importance de leur établissement en Asie. L'historien des Croisades n'eût pas dû laisser à son disciple le soin de relever les traces de saint Louis à Saint-Jean d'Acre et celles des Templiers et des Hospitaliers au Markab et à Tartous.

VI. — LE CHARME D'UN VIEILLARD

« Il a l'air d'un sage de l'antiquité, a dit Poujoulat, et le génie de l'Orient semble être devenu le sien. » Un sage un peu agité, car il a pris sur le tard le goût des voyages, si l'on en juge par une seconde correspondance, sur l'Italie cette fois (*Toscane et Rome*), publiée en 1839. Mais, pour devenir un sage, il faut avoir beaucoup pratiqué la vie. Les dernières années de Michaud furent très entourées : malgré ses convictions légitimistes demeurées ardentes, il n'avait plus d'ennemis. Il exerçait une attraction spirituelle à quoi nul ne résistait, car son érudition était immense et servie par ses mots. « Ceux qui l'ont vu à Passy dans ses dernières années, écrit Saint-Beuve, savent combien il était resté aimable, indulgent, bon et malin, accueillant pour l'esprit, de quelque part qu'il vînt. Dès qu'il en reconnaissait dans quelqu'un, fût-ce d'un bord même opposé, l'épigramme cessait à l'instant sur ses lèvres : il avait de l'amitié pour l'esprit. » S'il avait de l'amitié pour l'esprit, c'est qu'il en avait lui-même à revendre. Et Sainte-Beuve de terminer son portrait : « Il mourut et s'éteignit le 30 septembre 1839, à l'âge de soixante-douze ans, ayant gagné beaucoup à la vieillesse et ayant fait de la santé la plus frêle et du souffle le plus mince un merveilleux usage pour la vie sociale et pour la pensée. »

Il faut croire que cet esprit de Michaud jouissait d'une sorte de célébrité comparable à celle dont jouirent Chamfort et Rivarol et, de nos jours, Alfred Capus. Car il est souligné par son successeur à l'Académie, Flourens, et par Mignet qui reçoit ce dernier sous la Coupole. Les deux discours académiques consacrent presque autant de pages aux mots de Michaud qu'à son *Histoire des Croisades*. Comment n'en pas relever quelques-uns que le temps n'a pas trop fanés? D'un auteur violent et incomplet il disait : « C'est un homme qui s'est échappé des mains de la nature sans lui laisser le temps de l'achever. » Admis à présenter au Roi le dernier volume de son *Histoire*, comme un de ses amis lui demande ce que le souverain lui a dit, Michaud sourit et répond : « Il m'a presque parlé. » Mais il se réservait et ne se livrait pas aux fâcheux : « Mon esprit, confessait-il gentiment, est comme mon amitié, je n'en ai pas pour tout le monde. » Mignet, de son côté, lui rend cet hommage:

« Il avait conservé les habitudes de ce temps où, selon l'expression d'un homme qui s'y connaissait bien, tout le monde perdait de l'esprit et personne n'en ramassait. Sous ce rapport, plus encore que sous tout autre, M. Michaud était resté fidèle à l'ancien régime. Il abondait en saillies; il avait le degré de malice qui rend la plaisanterie piquante sans la rendre blessante. Son esprit avait quelque lenteur, et ses à-propos un peu tardifs frappaient d'autant plus qu'ils semblaient se laisser attendre. »

Avec les femmes il était plein de grâce. On sait comment il se tira d'affaires chez Mme Suard dans une circonstance assez délicate. Celle-ci l'avait invité, sans le prévenir, avec Mme de Staël qu'il avait rudement attaquée, et sans pitié elle lui reprocha ses anciennes vivacités de plume. « La mêlée est toujours confuse, expliqua-t-il, et comme Diomède, j'ai eu le malheur de blesser dans la nuit une déesse... » Mme de Staël fut désarmée.

J'ai trouvé dans les *Souvenirs de Madame Jaubert* une autre anecdote. C'était à la fin de sa vie. Il aimait à dîner en ville et il y était fort recherché. Un soir qu'il était placé à côté d'une dame jeune, jolie et pétulante, celle-ci, par mégarde, posa son pied sur celui du vieillard et, comme elle remuait beaucoup, elle appuyait très fort en parlant. Michaud, qui avait les pieds sensibles et qui souffrait, se pencha vers sa voisine avec mystère et lui demanda : « Madame, m'aimez-vous ? — Moi, monsieur ? quelle idée !... — Alors, puisque vous ne m'aimez pas, soyez assez aimable pour retirer votre pied qui est sur le mien... »

Poujoulat cite le jugement de Laharpe : « C'est l'homme de Paris qui a le plus d'esprit. » Il s'agit du Michaud débutant, du Michaud condamné à mort qui grisait les gendarmes pour se sauver. Et c'était le temps de Rivarol. Flourens, dans son discours de réception, le compare à La Fontaine pour sa bonhomie. C'est le Michaud de la fin, qui a beaucoup vu et beaucoup retenu. Je me demande pourtant si l'esprit et le charme du jeune homme courageux et du vieillard bienveillant n'ont pas donné quelque peu le change sur la véritable valeur de Michaud. Augustin Thierry et Michelet ont beaucoup trop relégué dans l'ombre l'historien des *Croisades*, l'un par sa documentation plus rigoureuse, l'autre par les formules de son

style éblouissant pareilles à un jeu d'épées. Il est, avec Bonald et Joseph de Maistre, sur un autre plan, le mainteneur ou le restaurateur d'une tradition. « N'est-ce pas de l'*Histoire des Croisades*, a pu écrire son successeur à l'Académie, que datent, et cette réaction profonde qui a rendu à l'histoire toute sa vérité, et ces grands travaux historiques qui font la gloire du siècle? » L'histoire a été renouvelée en effet au XIXe siècle et l'on trouve Michaud à l'origine de ce renouvellement.

Il n'a pas seulement rouvert les portes verrouillées du magnifique et prodigieux moyen âge méconnu systématiquement, il a poussé encore, après Chateaubriand et avant Lamartine, les portes de l'Orient. « A quelque endroit que l'on frappe, a-t-il écrit de la terre de Palestine, on entend résonner un nom français. » Il a été le nouveau chevalier de ce *Nom français*. Sa joie est émouvante à recueillir quand il découvre les traces de ses prédécesseurs. Car il n'est pas de ces voyageurs qui prétendent faire table rase et tout inventer. Au contraire, son plaisir est de se subordonner, et son érudition historique ne lui sert qu'à montrer dans le présent l'humble suite d'un passé héroïque et intelligent tout ensemble. Le passage de Chateaubriand à Jérusalem, dira-t-il, est devenu *comme un des souvenirs de Terre Sainte*. Ainsi ajoute-t-il un homme de lettres à la liste fameuse des hommes d'action, guerriers et politiques. Lui-même doit figurer sur cette liste. Il a contribué à susciter sans aucun doute le grand mouvement des voyageurs français en Syrie. Il a précipité les missions des archéologues, des historiens, des écrivains. Par les Poujoulat son influence s'est exercée encore après lui, et jusqu'après l'expédition de 1860 dans le Liban. Le mettre enfin à sa place, au nombre des voyageurs d'Orient les plus utiles à l'influence française, c'est réparer un injuste oubli. Dans le réfectoire de collège où une voix qui mue lit tant bien que mal, et plutôt mal que bien, l'*Histoire des Croisades*, voici que la curiosité d'un enfant s'éveille et pour la première fois rêve de l'Orient, terre des miracles et des dieux, de l'Orient où l'on entend, *à quelque endroit que l'on frappe, résonner un nom français*, — un enfant, le futur auteur de l'*Enquête aux pays du Levant* et du *Jardin sur l'Oronte*, Maurice Barrès...

HENRY BORDEAUX.

LA FLÈCHE D'OR

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Au retour de cette expédition nous arrivâmes si tard dans le Vieux Port que Dominique et moi, mettant le cap sur le café tenu par Mme Léonore, nous le trouvâmes vide de consommateurs, à l'exception de deux individus d'assez sinistre apparence qui jouaient aux cartes sur un coin de table près de la porte. La première chose que fit Mme Léonore fut de mettre ses mains sur les épaules de Dominique et, à bout de bras, de regarder dans les yeux cet homme aux exploits audacieux et aux fantastiques stratagèmes qui lui souriait sous sa grosse moustache, défrisée cette fois. Nous n'étions guère soignés, la figure mal rasée, des traces d'embruns salés sur une peau cuisante et des yeux rougis par quarante-huit heures de veille. Il en était ainsi pour moi du moins, qui voyais à travers une sorte de brouillard. Mme Léonore vint bientôt s'asseoir auprès de nous, et, remarquant que j'avais l'air très fatigué, demanda à Dominique si je pourrais bien dormir cette nuit.

— Je ne sais pas, dit Dominique. Il est jeune. Et on a toujours la ressource de rêver.

— A quoi pouvez-vous bien rêver, vous autres hommes, dans vos barques ballottées sur la mer ?

— A rien, la plupart du temps, dit Dominique. Mais il m'est arrivé de rêver à de furieux combats.

Copyright by G. Jean-Aubry, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

— Et à de furieuses amours, aussi, sans doute, lui lança-t-elle d'une voix moqueuse.

— Non, cela c'est pour les heures de veille, répondit-il d'un ton traînant. Les heures de veille sont plus longues.

— Je suppose que vous parlez de vos amours quelquefois.

— Vous pouvez être sûre, Mme Léonore, m'écriai-je, qu'on parle beaucoup de vous à la mer.

— Pas si sûre maintenant! Il y a cette étrange dame du Prado que vous l'avez emmené voir, *signorino*. Elle lui a tourné la tête comme un verre de vin à un enfant. J'ai honte de l'avouer, l'autre matin j'ai prié une amie de surveiller le café pendant une heure ou deux, je me suis enveloppé la tête et je suis allée à pied, à l'autre bout de la ville... Regardez moi ces deux-là qui ouvrent les yeux. Et moi qui croyais qu'ils tombaient de sommeil et de fatigue, les pauvres!

Elle tint notre curiosité en suspens un moment.

— Eh! bien, j'ai vu votre merveille, Dominique, reprit-elle d'un ton calme. Elle sortait à cheval et passait la grille, et c'eût été tout ce que j'aurais vu d'elle, si elle ne s'était arrêtée dans l'allée principale pour attendre un beau cavalier. Il avait des moustaches comme ça, et ses dents étaient très blanches quand il lui souriait. Mais il a les yeux trop enfoncés dans la tête, pour mon goût. Ça ne m'a pas plu.

— C'est un Américain, dis-je.

— Ah! *Un Americano*. Cela m'est égal. C'était elle que j'étais allée voir.

— Quoi! Marcher jusqu'à l'autre bout de la ville pour voir doña Rita! fit à mi-voix et d'un ton de taquinerie Dominique. Vraiment, vous m'avez toujours dit que vous ne pourriez pas marcher plus loin que le bout du quai pour sauver votre vie, — ou même la mienne.

— C'est vrai, et je suis revenue à pied aussi et je vous prie de croire que je l'ai bien regardée... Une tête comme un bijou! reprit cette femme sortie de quelque bas quartier de Rome et qui avait été, pendant des années, le jeu d'on ne sait quels obscurs destins... Oui, Dominique. Je n'ai jamais été aussi hantée par un visage depuis... depuis l'âge de seize ans. C'était le visage d'un jeune cavalier dans la rue. Lui aussi était à cheval. Je ne l'ai jamais revu et je l'ai aimé pendant... pendant des jours et des jours. C'était à cause du genre de visage

qu'il avait. Et son visage à elle est du même genre... Ah ! certes j'ai pensé à elle. J'ai eu aussi cet âge-là, et moi aussi j'avais un visage bien à moi à montrer au monde, mais pas si magnifique. Et moi non plus, je ne savais pas pourquoi j'étais venue au monde, pas plus qu'elle ne le sait.

— Et maintenant vous le savez, grogna doucement Dominique, la tête toujours dans les mains.

Elle le regarda assez longtemps, entr'ouvrit les lèvres, mais ne fit que pousser un léger soupir.

— Et que savez-vous d'elle, vous qui l'avez assez regardée pour être hantée par son visage ? demandai-je.

— D'elle, répéta-t-elle à voix plus basse. A quoi bon parler d'une autre femme ? D'ailleurs c'est une grande dame.

Je ne pus réprimer un sourire qu'elle remarqua ausssitôt.

— Elle n'en est pas une ? Bien, non, peut-être qu'elle n'en est pas une. Mais vous pouvez être sûr de quelque chose, c'est qu'elle l'est, chair et ombre, autrement plus que toutes celles que j'ai pu voir. Rappelez-vous bien ceci. Elle n'est faite pour aucun homme. Elle fuirait entre leurs doigts comme de l'eau.

— Inconstante ? chuchotai-je.

— Je ne dis pas cela. Trop fière peut-être, trop entêtée, trop pleine de pitié. Signorino, vous ne connaissez pas beaucoup les femmes. Et vous pouvez encore en apprendre quelque chose, ou peut-être pas : mais ce que vous apprendrez d'elle, vous ne l'oublierez jamais.

Je leur souhaitai bonne nuit à tous deux et je sortis du café pour respirer l'air frais du dehors. Je laissai derrière moi l'extrémité de la Cannebière, vaste perspective de hautes maisons et de trottoirs éclairés qui allaient se perdre au loin. Je cherchai l'obscurité de rues paisibles éloignées du centre. Les vêtements que je portais étaient exactement ceux d'un marin débarqué de quelque caboteur, une épaisse chemise de laine bleue ou plutôt une sorte de chandail et un bonnet tricoté, en forme de béret, mis sur l'oreille, avec un pompon rouge au milieu. C'était même la raison qui m'avait fait m'attarder si longtemps dans ce café. Je ne voulais pas qu'on me reconnût par les rues dans ce costume, ni qu'on me vît entrer dans la maison de la rue des Consuls. Mais toutes les représentations avaient pris fin et tous les gens raisonnables étaient dans leur lit ; je n'hésitai pas à traverser la place de l'Opéra. Je m'attendais à trouver la rue

des Consuls vide comme toujours à cette heure de la nuit. Comme j'en tournais le coin, j'aperçus trois personnes qui devaient être du quartier. Deux jeunes filles en manteaux sombres précédaient un homme de haute taille, coiffé d'un chapeau haut de forme. Je ralentis le pas, ne voulant pas les dépasser, d'autant que la porte de la maison n'était plus qu'à quelques mètres. A mon extrême surprise, ces gens s'y arrêtèrent et l'homme ayant pris sa clef laissa passer ses deux compagnes, les suivit, et, refermant la porte avec violence, disparut.

Je demeurai là assez stupidement à méditer sur cette apparition avant de m'apercevoir que c'était bien la dernière chose à faire. J'attendis un peu, j'entrai à mon tour. On eût dit qu'on n'avait pas touché au petit bec de gaz depuis cette nuit lointaine où Mills et moi nous avions franchi le vestibule de marbre noir et blanc sur les talons du capitaine Blunt. Je grimpai rapidement l'escalier et arrivé au premier étage je me glissai dans mon salon dont la porte était ouverte... Je tirai le cordon et quelque part, en bas, une sonnette retentit. Je ne savais pas si Thérèse pouvait m'entendre. N'ayant pas d'allumettes sur moi, j'attendis quelque temps dans l'obscurité silencieuse. Soudain, sans qu'aucun bruit l'eût précédée, une lumière tomba dans la chambre et Thérèse apparut dans l'ouverture de la porte, un chandelier à la main. Elle était vêtue de sa jupe brune de paysanne. Le reste de la personne était caché par un châle noir qui lui couvrait la tête, les épaules, les bras et les coudes et lui tombait à la taille. La main qui tenait la bougie sortait de cette draperie que l'autre main invisible retenait sous le menton. Son visage avait l'air d'être sorti d'un tableau. Elle me dit aussitôt :

— Vous m'avez effrayée, mon jeune monsieur.

— C'était bien mon intention, dis-je, je suis très méchant.

— Les jeunes gens sont toujours drôles, fit-elle.

— Mais vous êtes vraiment très brave, dis-je pour la taquiner : ç'aurait pu être le diable qui tirait la sonnette.

— C'aurait pu être. Mais une pauvre fille comme moi n'a pas peur du diable. J'ai le cœur pur. Mais ç'aurait pu être aussi un assassin. Qui pourrait vous empêcher de me tuer maintenant et de ressortir libre comme l'air?

Tout en parlant, elle avait allumé le gaz et sur ces derniers mots elle franchit la porte de la chambre à coucher, me laissant stupéfait du caractère inattendu de ses pensées.

Je ne pouvais pas savoir qu'il y avait eu durant mon absence un meurtre atroce qui avait frappé l'imagination de toute la ville : et quoique Thérèse ne lût pas les journaux et qu'elle ne parlât probablement à personne, elle en avait certainement entendu parler. Elle reparut glissant hors de la chambre à coucher, et elle m'entretint de cette histoire d'assassinat sur un étrange ton d'indifférence :

— Voilà où conduit le péché de la chair, remarqua-t-elle avec sévérité ; le diable alors fournit l'occasion.

— Je ne puis imaginer le diable me poussant à vous assassiner, Thérèse, dis-je. J'admets que presque tous les locataires peuvent être des assassins, mais j'espérais être une exception.

Avec la bougie un peu au-dessous de son visage d'un seul ton et sans relief, elle avait plus que jamais l'air d'être sortie d'un vieux tableau craquelé et enfumé. Je m'installai sur un sofa, après avoir retiré mes chaussures.

— Eh bien ! lui dis-je, avez-vous beaucoup d'assassins dans la maison ?

— Oui, dit-elle, ça va bien. En haut et en bas, soupira-t-elle. Dieu y pourvoit.

— Mais, à propos, quel est donc cet assassin à cheveux grisonnants, en chapeau haut de forme, que j'ai vu escortant deux jeunes filles dans cette maison ?

Elle prit un air candide où l'on pouvait demêler un peu de sa malice paysanne.

— Ah ! Ce sont deux danseuses de l'Opéra, des sœurs, aussi différentes l'une de l'autre que moi de notre pauvre Rita. Mais l'une et l'autre sont vertueuses ; et ce monsieur, leur père, est très sévère avec elles. Très sévère en vérité, pauvres orphelines. Et ça a l'air d'être une occupation si coupable !

— Je parie que vous leur faites payer un bon loyer, Thérèse. Avec une occupation pareille...

Elle leva vers moi des yeux d'une invincible innocence et se glissa du côté de la porte, avec tant de douceur que c'est à peine si la flamme de la bougie trembla.

— Bonne nuit, murmura-t-elle.

— Bonne nuit, mademoiselle.

Puis, arrivée de l'autre côté de la porte, elle se retourna brusquement comme l'aurait fait une marionnette.

— Ah ! il faut que vous sachiez, mon cher jeune monsieur,

que M. Blunt, ce cher et bel homme, est arrivé de Navarre il y a trois ou quatre jours. Oh ! ajouta-t-elle avec un air de componction impayable, c'est un si charmant monsieur !

Et la porte se referma sur elle.

II

Cette nuit-là, je la passai à peu près tout entière les yeux grands ouverts et sans cesse entre la veille et le rêve. Les souffrances habituelles à un jeune homme amoureux n'y étaient pour rien. Je pouvais la quitter, m'éloigner d'elle, rester loin d'elle sans éprouver ce sentiment torturant de la distance, si aigu que souvent il finit par s'user lui-même en quelques jours. Être loin ou près était tout un pour moi, comme si l'on ne pouvait jamais être plus éloigné ni jamais plus rapproché non plus de son secret. Je n'avais aucune espérance, pas même un désir. C'était en moi exactement comme la vie était en moi, cette vie dont un dicton populaire affirme « qu'elle est douce ».

J'avais annoncé mon arrivée, bien entendu. J'avais écrit un mot. J'avais sonné. Thérèse était apparue dans son habit brun, plus monastique que jamais. Je lui avais dit :

— Faites porter cela tout de suite.

Elle avait regardé l'adresse sur l'enveloppe, et s'était décidée à prendre la lettre avec un effort de répugnance béate.

— Oh ! cette Rita ! cette Rita ! avait-elle murmuré. Pourquoi essayez-vous, vous aussi, comme les autres, de vous mettre entre elle et la miséricorde de Dieu ? A quoi bon tout ceci pour vous, qui êtes un si charmant jeune monsieur ? A irriter seulement tous les saints du paradis...

L'heure vint enfin, et je me trouvai devant cette porte qui s'ouvrit à l'appel de la sonnette, tout à fait comme d'habitude. Mais comme d'habitude, ce que j'aurais dû voir d'abord dans le hall, c'eût été le dos de cette femme de chambre toujours partout à la fois, affairée, silencieuse, et déjà loin. Pas du tout ! Elle attendit pour me laisser entrer. J'en fus si étonné que je lui adressai la parole pour la première fois de ma vie.

— Bonjour, Rose !

Elle abaissa ses paupières sombres sur ces yeux qui auraient dû être éclatants mais qui ne l'étaient pas, comme si l'on avait soufflé une buée sur eux dès le matin. C'était une fille qui ne

savait pas sourire. Elle referma la porte derrière moi, et murmura, sans y mettre aucune intention marquée :

— Le capitaine Blunt est avec madame.

Cela ne me surprit pas. Je le savais de retour : j'avais seulement à ce moment-là oublié son existence. Je regardai la femme de chambre également sans aucune intention. Mais, au mouvement que je fis pour entrer dans la salle à manger, elle m'arrêta :

— M. Georges.

Ce n'était pas mon nom ; mais il me servait alors comme il me servira au cours de ce récit. Dans toutes sortes d'endroits singuliers on faisait allusion à moi comme « à ce jeune homme qu'on appelle M. Georges », et je crois vraiment qu'à cette époque j'avais le sentiment que le nom de Georges m'appartenait réellement. J'attendis ce que cette fille avait à me dire.

— Eh bien ! fis-je à la fin, assez amusé par son hésitation.

— Madame n'est pas heureuse, dit-elle enfin.

Ce ne fut pas dit avec émotion, mais comme une sorte d'annonce officielle. Ce n'avait même pas le ton d'un avertissement. Une simple constatation. Et elle ouvrit aussitôt la porte de la salle à manger. Mais, au lieu de m'annoncer comme d'ordinaire, elle y entra et referma la porte derrière elle. Au bout de quelques secondes, la porte se rouvrit et Rose se rangea pour me laisser passer.

C'est alors que j'entendis quelque chose ; la voix de doña Rita s'élevait un peu avec un accent d'impatience qui lui était très rare et achevait sur les mots :

— ...Sans conséquence.

Mais la déclaration de la femme de chambre occupait ma pensée. « Madame n'est pas heureuse. » C'était d'une terrible précision. « Pas heureuse... » Je ne savais pas ce que j'allais voir : mais dans ce que je vis, il n'y eut rien de surprenant. Le capitaine Blunt était en train de se chauffer le dos à la plus éloignée des deux cheminées ; quant à doña Rita, il n'y avait d'extraordinaire dans son attitude que ses cheveux répandus sur ses épaules. Elle était assise les jambes croisées, roulée dans cette ample robe bleue comme un jeune chef sauvage dans une couverture. Et devant la fixité accoutumée de ses yeux énigmatiques, la fumée de la cigarette montait rituellement, droite, en une svelte spirale. Elle tapota le divan près d'elle d'une manière engageante ; mais j'allai m'asseoir dans un fauteuil qui

lui faisait presque face et que, j'imagine, Blunt venait de quitter.

— Eh bien? s'écria-t-elle.

— Succès complet.

— J'ai envie de vous embrasser.

Ses lèvres remuaient peu d'habitude, mais, en cette circonstance, le murmure intense de ces mots sembla se former dans mon cœur même, non comme un son parvenu jusqu'à moi, mais comme le don d'une émotion délicieuse et terriblement intime. Pourtant mon cœur n'en restait pas moins lourd.

— Oui, à cause de votre joie! fis-je à voix basse et d'un ton amer, à cause de votre joie royaliste et légitimiste.

Puis, avec cette sorte de politesse précise que j'avais dû emprunter à Blunt, j'ajoutai :

— Je ne me soucie pas d'être embrassé à cause du Roi.

Elle m'écoutait, impénétrable, immobile, les yeux à demi fermés, les lèvres closes, le teint coloré, rougissant, comme si son visage avait été sculpté, il y a six mille ans, pour fixer à jamais ce je ne sais quoi de secret et d'obscur qui vit dans toute femme.

Le capitaine Blunt, le coude appuyé au manteau de la cheminée, s'était un peu détourné de nous et son attitude exprimait d'admirable façon, le détachement d'un homme qui ne veut pas entendre. En fait, je ne suppose pas qu'il ait pu entendre. Il était trop loin, nos voix étaient trop contenues. Elle lui adressa soudain la parole.

— Comme je vous le disais, don Juan, j'ai la plus grande difficulté à me faire croire.

Il changea de pose comme à contre-cœur, pour lui répondre :

— C'est une difficulté que les femmes rencontrent ordinairement.

— J'ai toujours dit la vérité.

— Toutes les femmes disent la vérité, reprit Blunt.

— Où sont les hommes que j'ai trompés? s'écria-t-elle.

— Oui, où sont-ils? dit Blunt d'un air empressé, comme s'il était prêt à aller les chercher.

— Non, mais montrez-m'en un. Dites-moi où il est ?

Il abandonna une fois pour toutes son affectation de détachement, haussa légèrement, très légèrement les épaules, fit un

pas vers le divan, et la regarda avec une expression courtoise et amusée.

— Oh! moi je n'en sais rien. Probablement nulle part. Vous savez faire des merveilles sans qu'il vous en coûte beaucoup à vous-même.

— Sans qu'il m'en coûte beaucoup ? interrogea-t-elle.

— Je veux dire à votre personne.

— Oh! oui, murmura-t-elle. Et baissant les yeux comme pour se regarder, elle ajouta très bas : — Ce corps!

— Eh bien! c'est vous-même, riposta Blunt avec une irritation visiblement contenue. Vous ne l'avez pas emprunté... Il vous va trop bien, acheva-t-il entre ses dents.

— Vous prenez plaisir à vous tourmenter, fit-elle soudain apaisée, et je le regretterais si je ne savais que c'est simplement la révolte de votre orgueil. Vous satisfaites votre orgueil à mes dépens. Pour le reste, ma façon de vivre, d'agir, de faire des merveilles à peu de frais, cela m'a presque tuée moralement. Entendez-vous? Tuée.

— J'entends; mais vous n'êtes pas encore morte...

— Non, il me reste encore quelque sentiment, et si cela peut vous donner la moindre satisfaction de le savoir, vous pouvez être certain que j'aurai conscience même du dernier coup de poignard.

Il se tut un moment, puis, avec un sourire de politesse et un geste de la tête vers moi :

— Notre auditoire doit s'ennuyer.

— J'ai parfaitement conscience que M. Georges est ici et qu'il est accoutumé à respirer une atmosphère très différente de celle qu'on respire dans cette pièce. — Et se tournant vers moi : — Ne trouvez-vous pas qu'elle sent le renfermé?

La pièce était très grande, mais je me sentais oppressé. Cette mystérieuse querelle entre ces deux êtres, en me révélant dans leurs rapports quelque chose de plus intime que je ne l'avais soupçonné, me rendait si profondément malheureux que je n'essayai même pas de répondre. Elle reprit :

— Plus d'espace ! Plus d'air ! Donnez-moi de l'air, de l'air.

Elle saisit l'encolure brodée de sa robe bleue au-dessous de son cou blanc et fit le geste désespéré de l'arracher, de l'ouvrir sur sa poitrine. Nous ne fîmes pas un mouvement ni l'un ni l'autre. Ses mains retombèrent sans force à ses côtés.

Il se fit un court silence avant qu'on entendît la voix de M. Blunt reprendre avec une familiarité enjouée :

— Je me suis souvent demandé si vous n'étiez pas une personne fort ambitieuse, doña Rita.

— Et je me demande, moi, si vous avez le moindre cœur.

Elle le regardait bien en face, et il la gratifia de ce froid éclair habituel de ses dents avant de lui répondre :

— Vous vous demandez... Ce qui veut dire réellement que vous me le demandez. Mais pourquoi le faire aussi publiquement ? Pourquoi ne pas attendre qu'*il* soit retourné à ces régions d'espace et d'air, d'où *il* nous est venu ?

Cette façon particulière de parler d'une tierce personne comme d'un mannequin était exaspérante. Je ne savais comment me venger ; mais doña Rita ne m'en eût pas donné le temps. Sans un moment d'hésitation, elle s'écria :

— Je souhaiterais seulement qu'*il* pût m'emmener avec lui.

Un moment le visage de Blunt se figea comme un masque, puis, au lieu d'une expression de colère, prit un air d'indulgence. Quant à moi, j'eus la vision rapide du compagnon charmant, gai, aimable et résolu qu'elle aurait été.

— C'est cela : vous devriez venir avec nous faire un voyage. Vous verriez tant de choses par vous-même !

L'expression de M. Blunt se fit plus indulgente encore, si c'était possible. Il y avait décidément quelque chose d'indéracinablement ambigu chez cet homme.

— Vous êtes parfaitement insensée dans vos paroles, doña Rita ! fit-il. C'est devenu depuis peu une habitude chez vous...

— Tandis que chez vous, don Juan, la réserve est une seconde nature.

— Que dois-je penser ?... Auriez-vous préféré que je fusse autrement ?

Elle lui tendit la main d'un mouvement spontané.

— Pardonnez-moi ! Je suis injuste, et vous n'avez été que loyal. La fausseté n'est pas en nous. J'ai toujours été franche avec vous.

— Et moi obéissant, dit-il en s'inclinant. Il se retourna, s'arrêta pour me regarder un instant, me fit un salut correct de la tête et sortit avec cette parfaite aisance qu'un homme du monde conserve dans toutes les circonstances.

Doña Rita, la tête baissée, l'observa jusqu'à ce qu'il eût refermé la porte derrière lui :

— Ne me regardez pas ainsi, furent les premiers mots qu'elle prononça.

Je me levai tout prêt à m'éloigner même jusqu'à la fenêtre, quand elle ordonna :

— Ne me tournez pas le dos.

— Vous savez très bien que je ne pourrais le faire. Pas même si je le voulais. C'est trop tard à présent.

— Eh bien! alors asseyez-vous. Asseyez-vous sur ce divan.

Je me laissai tomber sur le divan. Elle jeta son bras autour de mon cou, posa sa tempe sur mon épaule et se mit à sangloter : mais je ne pouvais que le deviner d'après de légers mouvements convulsifs, parce que, dans nos positions respectives, je voyais seulement la masse de ses cheveux fauves rejetée en arrière avec toutefois un halo de cheveux fous qui, lorsque je penchai ma tête sur elle, affola mes lèvres. Comme instinctivement je cherchais à prendre son autre main, je sentis une larme tomber sur la mienne, une grosse larme lourde comme si elle fût tombée de très haut. C'en était trop pour moi. Je dus faire un geste nerveux. J'entendis aussitôt un murmure :

— Allez-vous en maintenant.

Je me retirai doucement de dessous le léger poids de sa tête, de cette indicible félicité et de cette inconcevable misère, et j'eus l'absurde impression de la laisser suspendue dans l'air. Puis je sortis sur la pointe des pieds. Dans le vestibule la femme de chambre apparut comme par enchantement devant moi tenant mon pardessus.

— Non, madame n'est pas heureuse, murmurai-je avec égarement.

Elle me laissa lui prendre mon chapeau et tandis que je le mettais sur ma tête je l'entendis murmurer :

— Madame devrait écouter son cœur.

Je réprimai un frisson, et sur le même ton je répliquai :

— Elle l'a déjà fait une fois de trop.

Rose se tenait très près de moi et je distinguai une note de mépris dans son indulgente compassion.

— Oh ça!... Madame est comme une enfant.

Il était impossible de saisir le sens profond de cette déclaration venant d'une fille, qui, comme doña Rita me l'avait dit

elle-même, était le plus taciturne des êtres, et en même temps de tous les êtres celui qui lui tenait de plus près. Je lui saisis la tête dans mes mains et lui relevant le visage je plongeai mes yeux dans ces yeux noirs qui auraient dû être lumineux. Mais, comme un miroir sur lequel on a soufflé, ils n'avaient ni lumière, ni profondeur, et sous mon regard ardent demeuraient ternes, embrumés, inconscients.

— Que monsieur veuille bien me laisser! Monsieur ne doit pas faire l'enfant, non plus. Madame pourrait avoir le monde à ses pieds; seulement, elle ne s'en soucie pas.

Pour une raison ou pour une autre, cette dernière affirmation de sa part me communiqua un immense réconfort. Elle continua :

— Mais à quoi bon vivre dans l'effroi et le tourment? — Et ouvrant la porte, elle ajouta : — Ceux qui ne daignent pas s'abaisser devraient au moins savoir se rendre heureux.

Je me retournai sur le seuil :

— Il y a quelque chose qui s'y oppose, suggérai-je.

— Assurément il y a quelque chose. Bonjour, monsieur.

III

— Une si charmante dame en robe de soie grise, et dont la main était aussi blanche que de la neige! Elle me regardait à travers de drôles de lunettes au bout d'un long manche. Une très grande dame? Mais sa voix était aussi douce que celle d'une sainte. Je n'ai jamais rien vu de pareil...

La voix qui prononçait ces paroles était celle de Thérèse et je la regardais du fond d'un lit lourdement garni de rideaux de soie brune dont la draperie fantastique tombait du plafond jusqu'au parquet. L'éclat de cette journée ensoleillée était si atténué par les persiennes que la chambre n'avait que la transparence d'un clair obscur. La silhouette de Thérèse y paraissait très sombre, sans détail, comme découpée dans du papier noir. Elle glissa vers la fenêtre et avec un cliquetis fit entrer à flots la lumière qui vint frapper péniblement mes yeux endoloris.

Je regardai Thérèse s'éloigner de la fenêtre, avec l'effroi insurmontable qu'un homme pieds et poings liés est excusable

de ressentir. Elle s'approcha du lit et, joignant les mains douce-reusement, leva les yeux au plafond.

— Si j'avais été sa fille, elle ne m'aurait pas parlé plus doucement, dit-elle.

Je fis un grand effort pour parler :

— Mademoiselle Thérèse, vous divaguez.

— Elle aussi m'a appelé « mademoiselle Thérèse »... si gentiment ! J'étais pleine de vénération pour ses cheveux blancs ; mais son visage, croyez-moi, mon cher jeune monsieur, a moins de rides que le mien.

Elle serra les lèvres en me jetant un regard de colère comme s'il eût dépendu de moi de l'aider à faire disparaître ses rides, puis elle soupira :

— C'est Dieu qui nous envoie des rides, mais qu'est-ce que notre visage ? déclara-t-elle d'un ton de profonde humilité. Nous aurons de glorieux visages au paradis. En attendant, Dieu m'a permis de conserver un cœur pur.

— Allez-vous continuer comme cela longtemps ? lui criai-je. De quoi parlez-vous ?

— Je parle de la charmante vieille dame qui est arrivée en voiture. Pas dans un fiacre. Dans une petite voiture fermée avec rien que du verre devant. Je suppose qu'elle est très riche. Je lui ai ouvert moi-même la portière. Elle est descendue lentement, comme une reine. J'en ai été stupéfaite.

Il était évident que Thérèse avait été impressionnée par un coupé, quoiqu'elle n'en sût pas le nom. Mais il me sembla que, pour une raison quelconque, elle exagérait son ravissement.

— Voulez-vous dire, lui demandai-je d'un air soupçonneuxt qu'une vieille dame a l'intention de louer un appartemen, ici ? J'espère que vous lui avez répondu qu'il n'y avait pas de place : l'endroit n'est pas ce qui convient à de vénérables dames.

— Ne me mettez pas en colère, mon cher monsieur. La maison n'est-elle pas assez bien installée pour n'importe qui ?

Thérèse, sans desserrer ses mains humblement jointes sur sa taille, avait réussi à maîtriser sa colère : elle me demanda, avec la plus insinuante douceur, si je ne la croyais pas assez honnête pour prendre soin d'une vieille dame qui appartenait à un monde accablé de péchés. Elle me rappela qu'elle avait tenu la maison de son oncle le curé, depuis le temps où elle n'était « pas plus haute que ça, » son oncle, un homme connu

pour sa sainteté dans un district qui s'étendait jusqu'au delà de Pampelune. Le caractère d'une maison dépend de la personne qui la dirige. Elle n'hésiterait assurément pas à y recevoir un évêque, s'il le fallait, puisque Rita et son pauvre cœur, misérable et mécréant, n'avait plus rien à faire avec cette maison.

— Vous croyez connaître le cœur de votre sœur? lui demandai-je.

Elle ferma les yeux à demi pour s'assurer si j'étais fâché. Et comme j'avais parlé avec calme et sans que ma figure se fût animé, elle reprit :

— Il est noir, mon cher jeune monsieur. Noir. Je l'ai toujours su. Notre oncle, pauvre saint homme, avait trop à faire avec ses propres pensées pour pouvoir écouter tout ce que j'avais à lui dire de l'effronterie de Rita. Elle était toujours prête à courir à moitié nue dans les collines...

— Oui. Après vos chèvres.

— Ah! vous avez entendu parler des chèvres. Mon cher jeune monsieur, pour un oui, pour un non, elle abandonnait sa prétendue douceur et vous tirait la langue. Vous a-t-elle parlé d'un garçon, le fils de parents pieux et riches, qu'elle a essayé d'entraîner dans des pensées aussi dévergondées que les siennes, jusqu'à ce que le pauvre cher enfant l'eût renvoyée parce qu'elle outrageait sa modestie? La grâce de Dieu l'a préservé et en a fait un vrai monsieur à Paris. Peut-être cela touchera-t-il le cœur de Rita, un de ces jours. Mais elle était terrible alors. Quand j'écoutais ses plaintes, elle me disait : « C'est bon, ma sœur, on me verra bientôt vêtue seulement de pluie et de vent! » Ah! mon cher jeune monsieur, vous ne savez pas quelle méchanceté renferme son cœur. Vous n'êtes pas assez méchant vous-même pour cela. Je ne crois pas que vous soyez méchant du tout dans votre innocent petit cœur. Je ne vous ai jamais entendu vous moquer des choses saintes.

Elle s'arrêta un instant, puis, les lèvres pincées, elle reprit :

— La maison est à moi, affirma-t-elle tranquillement. C'est ce que j'ai dit à cette grande dame en gris. Je lui ai dit que ma sœur me l'avait donnée, et que sûrement Dieu ne lui permettrait pas de me la reprendre.

— Vous avez dit cela à cette dame à cheveux gris, une étrangère! Vous n'avez ni bon sens, ni sentiment, mademoiselle Thérèse. Parlez-vous aussi de votre sœur au boucher et à l'épi-

cier ? Quel est votre but ? Qu'espérez-vous ? Vous imaginez-vous plaire à Dieu en médisant de votre sœur ? Que croyez-vous donc être ?

— Une pauvre fille solitaire parmi beaucoup de méchantes gens. Pensez-vous que je veuille continuer à vivre au milieu de ces abominations ? C'est cette pécheresse de Rita qui n'a pas voulu me laisser où j'étais, au service d'un saint homme, tout près d'une église, et assurée de ma part de paradis. Je n'ai fait qu'obéir à mon oncle. Il m'a conseillé de partir et d'essayer de sauver l'âme de Rita, de la ramener à une vie vertueuse. Mais comment faire ? Le mieux serait qu'elle donnât sa fortune mal acquise à ceux qui le méritent, et qu'elle consacrât le reste de sa vie au repentir.

Elle articula ces vertueuses réflexions sur un ton de conviction qui vous aurait donné la chair de poule.

— Mademoiselle Thérèse, lui dis-je, vous êtes tout bonnement un monstre !

Elle accueillit cette franche expression de mon opinion comme si c'eût été un bonbon d'une espèce particulièrement délicieuse. Il lui plaisait de recevoir des injures. Je lui en donnai tout son content. Je cessai à la fin, parce que je n'en pouvais plus : je l'aurais battue. J'ai une vague idée que cela même ne lui aurait pas déplu... Elle attendit un moment avant de relever les yeux.

— Vous êtes un cher et ignorant jeune monsieur, dit-elle. Personne ne peut savoir quel calvaire ma sœur est pour moi.

— Et la mystérieuse dame en gris ? suggérai-je sarcastiquement.

— Une personne de ce genre l'aurait deviné, répondit Thérèse très sérieusement, mais je ne lui ai rien dit, si ce n'est que cette maison m'a été donnée une fois pour toutes par Rita. Cela même, je ne le lui aurais pas dit, si elle ne m'avait, la première, parlé de ma sœur. Je ne saurais en informer trop de gens. On ne peut pas avoir confiance en Rita. Je sais qu'elle ne craint pas Dieu, mais le respect humain l'empêchera peut-être de me reprendre cette maison. Si elle ne veut pas que je parle aux gens, que ne me donne-t-elle un morceau de papier timbré ?

Tout cela fut dit rapidement, sans reprendre haleine.

— Mais enfin, cette dame, cette étrange dame, vous a parlé,

et vous a parlé la première, de votre sœur? m'écriai-je.

— La dame, au bout d'un moment, m'a demandé, si réellement cette maison appartenait à Mme de Lastaola. Je lui ai répondu que je ne savais quel nom la pauvre pécheresse se donnait dans son fol aveuglement; mais que cette maison m'avait, en effet, été bel et bien donnée par ma sœur. Je la vis relever les sourcils, et en même temps elle me regardait aimablement, comme pour me dire : « Ne croyez pas trop à tout cela, ma chère enfant. » Je ne pus me retenir de lui prendre la main, une main douce comme du duvet, et de la baiser. Elle la retira rapidement, sans avoir l'air offensé. Elle m'a dit seulement : « C'est très généreux de la part de votre sœur », d'une façon qui m'a fait froid dans le dos. Je suppose que tout le monde sait que Rita est une fille éhontée. C'est alors que la dame a tiré ces longues lunettes à long manche d'or, et elle m'a regardé si longtemps à travers que je m'en suis sentie toute confuse. « Il n'y a pas de quoi se tourmenter, m'a-t-elle dit. Mme de Lastaola est une très remarquable personne qui a fait bien des choses surprenantes. On ne doit pas la juger comme les autres et, autant que je sache, elle n'a jamais fait de tort à qui que ce soit... » Cela m'a redonné courage, je peux vous le dire, et la dame m'a dit de ne pas déranger son fils : qu'elle attendrait jusqu'à ce qu'il fût réveillé. Alors je l'ai menée dans l'atelier. Ils y sont en ce moment, et ils y auront leur déjeuner à midi.

— Pourquoi diable ne m'avez-vous pas dit tout de suite que cette dame était madame Blunt?

— Quoi! je ne vous l'ai pas dit? Je croyais vous l'avoir dit, répondit-elle innocemment.

A cet instant, j'éprouvai le désir soudain de sortir de cette maison.

Je regardai ma montre : il était dix heures. Thérèse était venue tard avec mon café. La cause du retard était évidemment l'arrivée inattendue de la mère de Blunt, venue peut-être à l'insu de son fils. L'existence de ces Blunt me causait une sorte de malaise, comme s'ils étaient les habitants d'une autre planète. Il me vint à l'esprit, tout en m'essuyant la figure et le cou, qu'en aucune circonstance de la vie je ne pourrais me trouver avec J. K. Blunt sur un pied d'égalité, si ce n'est peut-être les armes à la main. J'aurais souri de mon absurdité si

l'intolérable poids de mon amour pour Rita n'eût étouffé dans mon cœur le plus intime vestige de gaieté. Tout ce qui se rapportait à elle me hantait avec la même terrible intimité : ses poses familières, ses yeux, ses lèvres, l'éclat de ses dents, le nuage fauve de ses cheveux, son front poli, le parfum discret dont elle se servait, la forme même, la sensation, la chaleur de ses mules à hauts talons qui, parfois, dans l'ardeur de la discussion, tombaient sur le parquet avec un bruit sec et que moi, — toujours dans l'ardeur de la discussion, — je ramassais et rejetais sur le divan sans cesser de discuter. Quant à ses larmes, puisque je n'en avais pas été la cause, elles ne faisaient que susciter mon indignation. Mettre sa tête sur mon épaule, verser ces étranges larmes, n'était rien qu'un outrageant laisser-aller. Elle aurait tout aussi bien posé son front contre le manteau de ces grandes cheminées de granit rouge, pour y pleurer à son aise. Et puis, quand elle n'avait plus eu besoin d'aucun soutien, elle m'avait simplement dit de partir... Charmant!... Elle avait eu alors un accent pathétique; mais, ce n'était peut-être que le signe de la plus froide impudence. Avec elle, on ne savait jamais. Tristesse, indifférence, larmes, sourires, tout chez elle semblait avoir un sens secret.

Et maintenant que ma toilette était finie, je n'avais plus d'occupation. Je me sentis en proie à une immense détresse.

IV

J'entendis s'ouvrir la porte derrière moi. J'étais resté à la fenêtre sans vraiment savoir ce que je regardais dans la rue, — le désert du Sahara ou un mur de briques, un paysage de rivières et de forêts, ou seulement le Consulat du Paraguay. Mais j'avais apparemment pensé à M. Blunt avec une telle intensité que, lorsque je le vis entrer dans la chambre, je n'en fus pas surpris. Il s'avança vers moi, correct, souple, souriant, en dépit de ses yeux caves, dans toute l'élégance de sa sveltesse, affirmant, par toutes les traits de son visage et de son corps, la supériorité, l'inexprimable supériorité, la supériorité inconsciente, indescriptible et infaillible d'un homme du monde né et absolument accompli, sur un simple jeune homme. Il souriait, plein d'aisance, parfait de bonne grâce, — à tuer.

Il était venu me demander, — si je n'avais pas d'autre engagement, — de déjeuner avec sa mère et lui dans une heure environ. Il me fit cette invitation du ton le plus dégagé. Sa mère lui avait fait une surprise, la plus complète... Sa mère était délicieusement et tendrement absurde. Elle s'était mis dans la tête que sa santé à lui était en danger. Et quand elle se mettait quelque chose en tête... Peut-être pourrais-je trouver de quoi la rassurer. Sa mère avait eu deux longues conversations avec Mills, quand celui-ci avait traversé Paris, et elle avait entendu parler de moi. « Vous savez comment ce gros homme peut parler des gens, » me lança-t-il d'une façon ambiguë. Et sa mère, insatiablement curieuse de tout ce qui sortait de l'ordinaire, désirait vivement que je lui fusse présenté.

J'acceptai l'invitation d'autant plus aisément que je n'avais nulle conscience de ce que je faisais. Je me demandais seulement pourquoi cet homme prenait pour lui tout l'air de la pièce. Il me semblait qu'il n'en restait plus assez pour descendre dans ma gorge. Je ne lui dis pas que je viendrais avec plaisir ni que je serais ravi, mais je lui répondis que je viendrais. Il sembla avoir perdu sa langue, mit ses mains dans ses poches et arpenta la pièce :

— Je suis un peu nerveux ce matin, me dit-il, et il s'arrêta court en me regardant droit dans les yeux.

Les siens étaient caves et sombres. Je lui demandai :

— Comment va cette insomnie?

Il marmotta entre ses dents :

— Je ne dors plus !

Il se dirigea vers la fenêtre et y resta le dos tourné.

— Cette rue n'est-elle pas ridicule? s'écria-t-il tout à coup, et, traversant rapidement le salon, il me fit signe de la main : « A bientôt! » Et il disparut.

Ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre une mère qui vit d'expédients et un fils qui vit de son épée, mais leurs personnalités ambiguës avaient un fini qu'on ne rencontre pas deux fois dans sa vie. Je n'oublierai jamais cette robe grise, cette ample jupe et ce long corsage d'un style parfait, la beauté ancienne et presque fantomale des traits, la dentelle noire, la chevelure d'argent, les gestes harmonieux et mesurés de ces mains blanches et douces comme des mains de reine, — ou d'abbesse : et au milieu de l'effet général de fraîcheur qui se

dégageait de toute sa personne, ces yeux brillant comme deux étoiles avec une façon calme de se mouvoir comme si rien au monde n'avait le droit de se dissimuler devant leur beauté jadis souveraine. Le capitaine Blunt me présenta par mon nom, ajoutant, d'un ton moins cérémonieux :

— Le « Monsieur Georges » dont vous m'avez dit que la renommée est allée jusqu'à Paris.

L'accueil que me fit Mme Blunt, son regard, ses intonations, et toute l'attitude de sa personne furent des plus amicaux et sur la limite d'une demi-familiarité.

— J'ai entendu chuchoter ce nom, dit-elle, par de bien jolies lèvres dans plus d'un salon royaliste.

Je ne répondis rien.

— Vous permettez, n'est-ce pas, ajouta-t-elle, qu'une vieille femme vous appelle par ce nom.

— Certainement, madame.

— Vos services sont immensément appréciés, dit-elle avec l'importance amusante d'une grande dame du monde officiel. Immensément appréciés par des gens qui sont en situation de comprendre la grande signification du mouvement carliste...

Thérèse entra avec un plat et pendant le reste du déjeuner la conversation, qui avait si bien commencé, eut pour sujet les souvenirs de Mme Blunt dont la merveilleuse stupidité stupéfiait mon inexpérience. Je la regardais de temps en temps en pensant : « Elle a vu l'esclavage, elle a vu la Commune, elle a vu deux continents, elle a vu une guerre civile, la gloire du Second Empire, les horreurs de deux sièges : elle a été en contact avec des personnalités marquantes, avec de grands événements : et elle est là, avec son plumage lisse aussi luisant que jamais, incapable de vieillir : — une sorte de phénix ignorant la moindre trace de poussière ou de cendre. » Et je me demandais quelle sorte d'âme elle pouvait bien avoir.

Le dîner fini, le capitaine Blunt se leva brusquement.

— Ma mère ne peut supporter la fumée de tabac. Voulez-vous lui tenir compagnie, *mon cher*, pendant que je vais fumer un cigare dans ce ridicule jardin ? Le coupé de l'hôtel sera là dans un moment.

Il nous quitta et reparut presque aussitôt, visible de la tête aux pieds à travers le panneau vitré de l'atelier, se promenant dans l'allée principale de ce « ridicule » jardin. Mme Blunt

laissa retomber le face à main à travers lequel elle était restée à le contempler, et me dit :

— Vous pouvez comprendre mes transes quand il est en campagne avec le Roi.

— Je les comprends parfaitement, madame. Mais c'est là une existence si romantique!

— Des centaines de gens qui appartiennent à une certaine sphère en font autant; seulement leur cas est différent. Ils ont leur position, leur famille. Nous, nous sommes des exilés. Il n'a que moi et je n'ai que lui. Il faut que je pense à sa vie. Il dort très mal, n'est-ce pas?

Je murmurai quelque chose d'affirmatif d'un ton vague.

— M. Mills m'a parlé de vous, reprit-elle. Quel cœur d'or il a! Ses sympathies sont infinies.

Je pensai soudain à Mills me déclarant à propos de Mme Blunt : « Elle vit d'expédients ». Et je dis froidement :

— Je vous avoue, madame, que je connais peu votre fils.

— Oh! fit-elle, je sais que vous êtes beaucoup plus jeune, mais la communauté d'opinions, d'origines et peut-être, au fond, de caractère, de dévouement chevaleresque... vous devez pouvoir le comprendre dans une certaine mesure : il est extrêmement scrupuleux et témérairement brave.

— J'en suis convaincu, madame. J'ai beaucoup entendu parler de la bravoure de votre fils. C'est extrêmement naturel chez un homme qui, comme il le dit lui-même, « vit de son épée ».

Elle se départit tout à coup de sa perfection presque inhumaine; elle trahit « des nerfs », très légèrement ; mais cela en disait plus, chez elle, qu'un accès de fureur dans une enveloppe faite d'une argile inférieure.

— Quelle absurdité! Un Blunt ne se loue pas.

— Des familles princières ont été fondées par des hommes qui n'ont pas fait autre chose. Les grands condottières, n'est-ce pas?

Elle me fit remarquer que nous ne vivions pas au quinzième siècle. Elle me donna aussi à entendre avec quelque animation qu'il n'était pas ici question de fonder une famille. Son fils n'était pas à beaucoup près le premier du nom. Son importance venait plutôt du fait qu'il était le dernier d'une race qui avait totalement péri dans la guerre de Sécession.

Elle avait maîtrisé son irritation, mais je remarquai que

sous les magnifiques sourcils blancs ses yeux brûlaient encore d'une colère persistante.

J'eus une soudaine illumination. Je me dis que ces deux êtres s'étaient certainement querellés toute la matinée; je découvrais la raison pour laquelle j'avais été invité à ce déjeuner. Ils étaient tombés d'accord pour aller me chercher en haut, afin de créer une diversion.

— Tout cela est hors de la question, reprit-elle. Ce qui importe, c'est que mon fils, comme toutes les belles natures, est un être fait d'étranges contradictions. Les hommes sont beaucoup plus complexes que les femmes, beaucoup plus difficiles, aussi. Et vous, M. Georges, êtes-vous complexe? Éprouvez-vous des résistances et des difficultés inattendues dans *votre être intime*?

— Madame, lui dis-je, je n'ai jamais essayé de découvrir quel être je suis.

— Ah! comme vous avez tort! Mais peut-être êtes-vous encore trop jeune. Pour ce qui est de John, poursuivit-elle, en posant le coude sur la table et en appuyant sa tête sur un bras blanc d'une forme gracieuse, qui émergeait de dentelles anciennes, l'ennui vient de ce qu'il souffre d'un profond désaccord entre les réactions nécessaires de la vie ou les impulsions de la nature, et l'idéalisme élevé de ses sentiments : je peux même dire, de ses principes. Je vous assure qu'il n'écouterait même pas son cœur...

J'entendis longtemps Mme Blunt mère parler abondamment, et je saisissais bien les mots, mais, dans l'agitation de mes sentiments, je n'arrivais pas à en comprendre le sens. Elle parlait apparemment de la vie en général, des difficultés morales et physiques qu'elle présente, des tours surprenants qu'elle peut prendre, des rencontres inattendues. Mills était d'accord avec elle sur la valeur intime des personnalités et sur le cas particulier au sujet duquel elle lui avait ouvert son cœur. Mills avait un esprit universel. Sa sympathie était universelle, aussi. Mills avait beaucoup d'amitié pour moi; mais je lui inspirais quelques inquiétudes.

— C'est bien aimable à lui, remarquai-je.

Je me demandais vaguement pourquoi il était inquiet. Toutefois l'idée ne me vint pas de le demander à Mme Blunt. Au bout d'un instant, elle modifia sa pose et elle étendit son bras. Je ne disais toujours rien, dans ma misère profonde.

Elle attendit encore un peu, puis il me sembla qu'un fracas me tirait de mon sommeil.

— Je crois, dit-elle, que Mme de Lastaola vous reçoit sur un pied d'intimité, par égard pour vos communs efforts en faveur de la cause. Vous êtes très bons amis, n'est-ce pas?

— Vous voulez dire Rita, répondis-je sottement.

— Oh! Rita, répéta-t-elle avec une acidité inattendue, qui me donna le sentiment de m'être rendu coupable d'un incroyable manque de tact. Hum, Rita!... Oh! bien, disons Rita, pour le moment, bien que je ne comprenne pas pourquoi il faille la priver de son nom... A moins qu'une intimité très spéciale...

— Mais ce n'est pas son nom, repris-je d'un air maussade.

— C'est celui qu'elle a choisi. Il me semble que ce choix a plus de droit au respect que n'en a l'hérédité ou la loi. En outre, Mme de Lastaola est, — un ami comme vous ne saurait le nier, — absolument en dehors de la légalité. N'est-elle pas exceptionnelle ?

Je la regardai fixement, incapable de rien dire.

— Je vois que nous sommes d'accord... Je ne lui ai jamais parlé de ma vie et je ne l'ai jamais vue que deux fois, je crois. Mais je lui ai écrit. Elle est entrée, ou plutôt son image est entrée dans ma vie, dans cette part de ma vie où les arts et les lettres règnent sans conteste comme une sorte de religion de la beauté à laquelle je n'ai cessé de demeurer fidèle à travers toutes les vicissitudes de mon existence. Oui, je lui ai écrit et je me suis beaucoup préoccupée d'elle...

Et de nouveau, elle me parla de son fils. Élevé dans le collège le plus aristocratique de Paris; puis à dix-huit ans... le devoir... Avec le général Lee jusqu'à la dernière de ces cruelles minutes... Après la catastrophe, retour en France, — chez de vieux amis, amabilité extrême, — mais une existence creuse, sans occupation... Et elle, la mère, obligée de contempler ce gaspillage d'une nature si parfaitement exceptionnelle!

— Vous me comprenez bien, M. Georges. Une nature pareille! Quelle cruauté du sort! Je ne sais si j'ai plus souffert en temps de guerre qu'en temps de paix. Vous comprenez?

Je baissai la tête en silence. Ce que je n'arrivais pas à comprendre, c'est pourquoi il tardait tant à nous rejoindre! A moins qu'il n'en eût assez de sa mère! Je pensais, sans grand ressentiment d'ailleurs, que j'étais leur victime. Mais il me vint alors

à l'esprit que la cause de l'absence de Blunt était des plus simples. Selon son habitude, il avait dû aller se jeter sur son lit.

— Je l'admire énormément, disait Mme Blunt d'un ton qui n'avait rien de maternel. J'admire sa distinction, son raffinement, la chaude gravité de son cœur. Je n'aurais jamais osé lui soumettre mes vues sur les mérites extraordinaires et le sort incertain de la femme exquise dont nous parlons, si je n'avais été sûre que, — en partie par ma faute, je l'admets, — son attention avait été attirée sur elle... et son cœur retenu.

Ce fut comme si l'on m'avait versé un seau d'eau froide sur la tête. Cette aristocrate n'avait cessé de pousser son fils à s'annexer l'héritière d'Henry Allègre, — la femme et la fortune.

Mes yeux devaient refléter un mélange de surprise et d'incrédulité. Un moment ma langue se colla littéralement à mon palais. Je ne sais si ce fut une illusion, mais je crus voir Mme Blunt hocher la tête à deux reprises comme pour me dire : « Vous avez raison, c'est cela. »

— Son cœur retenu... comme deux cents autres, ou deux mille, autour d'elle, marmottai-je enfin.

— Tout à fait différent... Naturellement sa grande fortune la protège dans une certaine mesure.

— Vraiment? bégayai-je.

Son aspect avait entièrement changé à mes yeux. C'était une terrible vieille femme aux sourcils hérissés comme ceux d'un loup. Elle ajouta :

— La pauvre fille a besoin d'un guide.

Je m'étonnai de la scélératesse de mon intonation quand je me mis à parler, mais elle n'était qu'affectée.

— Je ne trouve pas qu'elle s'en soit si mal tirée, me forçai-je à dire. Vous savez qu'elle a débuté dans la vie en gardant les chèvres.

— Non, je ne savais pas. Ainsi elle vous a raconté son histoire. Alors, je pense que vous êtes vraiment bons amis. Une gardeuse de chèvres, en vérité? Dans les contes de fées, la fille qui épouse le prince est, si je ne me trompe, une gardeuse d'oies. Autant reprocher à n'importe laquelle d'être venue au monde toute nue. Elles le font toutes, voyez-vous. Puis elles deviennent des créatures futiles pour la plupart, sans aucun sens de la vérité ni de la beauté, des bêtes de somme ou des poupées ; en un mot, des êtres ordinaires. Combien y en a-t-il, continua-

t-elle, qui ont eu la bonne fortune, le loisir de développer leur intelligence et leur beauté comme l'a pu faire cette charmante femme? Une sur un million, une en un siècle.

— L'héritière d'Henry Allègre...

— Celle-là, oui. Mais John n'épouserait pas l'héritière d'Henry Allègre.

Je me sentis sur le point de m'évanouir de rage.

— Non! dis-je. Il épouserait Mme de Lastaola.

— Mme la comtesse de Lastoala dès qu'elle le voudra, une fois cette guerre victorieusement terminée.

— Vous croyez à la victoire?

— Et vous?

— Pas une minute.

Je fus surpris de lui voir un air de satisfaction.

— Mon cher M. Georges, dit-elle, le monde accepte tout, pardonne tout, oublie tout au bout de quelques jours. En somme, qui John épousera-t-il ? Une femme charmante, intelligente, riche et absolument extraordinaire. Qu'est-ce que le monde a entendu dire d'elle ? Rien. Et que peut-on dire? Qu'une fois abandonnée à elle-même par la mort d'Allègre, elle a eu... une erreur? Je pense qu'on peut passer une erreur à toutes les femmes. Mais on ajoutera qu'elle en a eu conscience, qu'elle s'est empressée de renvoyer un homme amoureux dès qu'elle a été désabusée de son amour, et qu'après l'avoir congédié, elle est restée généreusement fidèle à la cause de cet homme, et l'a servie de sa personne comme de sa fortune. C'est là, vous le reconnaîtrez, chose assez peu commune.

— Vous en faites un être vraiment magnifique, murmurai-je.

— N'est-ce pas la vérité? s'écria l'aristocratique Mme Blunt, avec une presque juvénile ingénuité. Je ne crois pas qu'il y ait un atome de vulgarité dans toute sa séduisante personne. Il n'y en a pas non plus dans mon fils.

— Assurément.

Je mettais tout mon courage à ne pas lui montrer ce qu'il pouvait y avoir d'humainement commun dans ma nature.

— Ils ne peuvent manquer de s'entendre, continua-t-elle... J'ai des raisons de penser, dit-elle avec un sourire vite réprimé, qu'il dispose d'un certain pouvoir sur les femmes. Mais j'aimerais à savoir...

— Madame! interrompis-je, pourquoi me dites vous tout cela?

— Parce que M. Mills pense que vous êtes beaucoup plus mûr qu'on ne pourrait croire. Et qu'en tout cas, vous avez deux bons yeux. Vous êtes continuellement là-bas. Vous avez donc pu voir jusqu'à quel point...

Je l'interrompis de nouveau et cette fois ce fut avec amertume, mais du ton le plus poli, que je lui demandai :

— Vous la croyez facile, madame?

Elle prit un air offensé.

— Je la crois extrêmement difficile. Mais c'est mon fils qui est en question ici.

Je compris alors qu'elle croyait son fils irrésistible. Je commençais précisément à penser qu'il me serait impossible d'attendre son retour. Deux fois Thérèse avait entr'ouvert la porte, avancé la tête et l'avait aussitôt retirée.

— John aussi est difficile, reprit Mme Blunt. Il faut le comprendre. Il ne peut demeurer en paix. Il est délicieusement absurde.

Je reconnus la phrase. La mère et le fils parlaient l'un de l'autre en termes identiques. Elle poursuivit :

— Nous avons eu une discussion des plus pénibles toute la matinée. Il est fâché contre moi, parce que je lui ai suggéré ce que tout son être désire. Il se torture d'un monde de scrupules.

— La fortune, sans doute?... Mais on peut la laisser.

— Y pensez-vous? Et le moyen? La fortune ne tient pas dans un sac qu'on peut jeter à la mer. En outre, est-ce sa faute à elle? Je m'étonne que vous ayez pu penser à cette vulgaire hypocrisie. Non, ce n'est pas la fortune qui retient mon fils : c'est quelque chose de beaucoup plus subtil. Il n'a aucun pouvoir sur elle : elle l'intimide. Il voudrait ne l'avoir jamais rencontrée. Une ou deux fois, ce matin, il m'a regardée comme s'il pouvait trouver dans son cœur de quoi haïr sa vieille mère. Il n'y a aucun doute... il l'aime, M. Georges. Il l'aime, lui, ce malheureux et parfait gentleman.

Le silence se prolongea un peu, puis j'entendis ces mots :

— Il y a là entre deux êtres aussi sensibles, aussi fiers une question des plus délicates et qu'il faut résoudre.

Je me trouvai soudainement debout et lui dis avec la plus grande politesse qu'il fallait m'excuser de la laisser seule mais que j'avais un rendez-vous. Elle me fit rasseoir.

— Je vous ai averti que j'avais une demande à vous faire, dit-elle. J'ai entendu M. Mills dire que vous êtes allé aux Antilles, que vous y avez des intérêts... Eh bien, pourquoi ne retournez-vous pas là-bas ? Je vous parle en toute simplicité...

— Oubliez-vous, madame, qu'avant tout je suis engagé dans cette affaire avec doña Rita ?

— Mais où cela vous mènera-t-il en fin de compte ? Vous avez toute la vie devant vous, vos projets d'avenir, votre ambition, vos rêves. Et vous sacrifieriez tout cela à qui ? au prétendant ? Le prétendant !... une figure pour la première page des journaux illustrés, rien de plus.

— Je n'ai jamais pensé à lui, fis-je brusquement ; je n'ai pensé qu'à doña Rita.

— La présence de doña Rita ici dans cette ville, son éloignement des complications possibles de sa vie à Paris, ont produit un excellent effet sur mon fils. Cela simplifie les difficultés morales aussi bien que matérielles. C'est tout à l'avantage de la dignité de doña Rita, de son avenir, de sa tranquillité d'esprit. Mais, naturellement, je songe surtout à mon fils. Il est très exigeant.

Je me sentis une douleur au cœur.

— Ainsi, je n'ai plus qu'à tout planter là et à disparaître, dis-je, en me levant de ma chaise.

Cette fois, Mme Blunt se leva aussi, et me toisant d'un air hautain :

— C'est cela même, dit-elle. Qu'avez-vous à faire ici, mon cher monsieur Georges ? Vous trouverez partout où vous irez des aventures aussi intéressantes et peut-être moins dangereuses.

Elle glissa sur le mot « dangereuses », mais je le relevai.

— Que savez-vous, madame, des dangers que comporte cette aventure, si je peux me permettre de vous le demander ?

Elle ne daigna pas entendre.

— Vous êtes chevaleresque, continua-t-elle, vous n'êtes pas absurde. Mon fils l'est. Il l'enfermerait dans un couvent pour quelque temps s'il le pouvait.

— Il n'est pas le seul, répliquai-je.

— Je vous accorde que cette femme doit être le centre de toutes sortes de passions. Mais en quoi tout ceci vous concerne-t-il ?

Elle attendit ma réponse.

— En effet, madame, je ne vois vraiment pas pourquoi je m'en préoccuperais.

— Si ce n'est, déclara-t-elle d'un air méprisant, que vous pouvez vous demander à quoi sert de tourmenter un homme doué de nobles sentiments, si absurdes qu'ils puissent être. Son sang du sud le rend parfois très violent. Je crains...

Alors, pour la première fois durant cette conversation, pour la première fois, je me mis à rire.

— Voulez-vous me donner à entendre, madame, que les gentlemen du sud font mouche à tout coup? J'ai appris cela... dans les romans.

Je lui parlai en la regardant droit dans les yeux. Je vis une légère rougeur colorer ses délicates vieilles joues, mais aucun muscle de son visage ne tressaillit. Je lui fis un salut très respectueux et je sortis de l'atelier.

V

A travers la grande fenêtre cintrée du vestibule j'aperçus le coupé de l'hôtel arrêté à la porte. En passant devant le salon (on y avait mis un lit pour Blunt), je donnai un coup de poing dans le panneau et je criai : « Je suis obligé de sortir. La voiture de votre mère est à la porte. » Je ne pensais pas un seul instant qu'il dormît. J'étais persuadé maintenant qu'il était parfaitement au courant du sujet de la conversation, et je ne voulais pas lui donner l'impression que je m'esquivais après cette entrevue. Je ne m'arrêtai pas, mais, ouvrant rapidement la porte de mon petit salon, je surpris une personne qui s'y trouvait, à demi cachée par le rideau de la fenêtre, en train de surveiller la rue. C'était une femme. Elle s'avança vers moi et à mots pressés :

— J'avais l'idée que monsieur était dans la maison.

Elle souleva son voile. C'était Rose. Je lui demandai anxieusement :

— Qu'est-il arrivé à madame ?

— Rien. Mais j'ai une lettre pour monsieur.

Je me hâtai de la lire :

Si vous avez déjà pris la mer, je ne vous pardonnerai pas de ne m'avoir pas envoyé le petit mot d'usage au dernier moment. Si vous n'êtes pas parti, pourquoi ne venez-vous pas?

Pourquoi m'avez-vous quittée hier ? Vous m'avez laissée en larmes, moi qui n'avais pas pleuré depuis des années. Et vous n'avez pas l'intelligence de revenir au bout d'une heure, au bout de vingt-quatre heures ! Cette conduite est absurde.

Et la grande signature des quatre lettres magiques.

— Il y a longtemps que vous êtes dans cette pièce ? demandai-je à Rose.

— Le temps m'a semblé long. J'espère que monsieur ne m'en veut pas de la liberté que j'ai prise. Je me suis assise un moment dans le vestibule, mais j'ai pensé qu'on pourrait me voir. La sœur de madame m'avait dit que monsieur était sorti.

— Et vous ne l'avez pas cru ?

— Non, monsieur. J'ai vécu près d'une semaine avec la sœur de madame quand elle est arrivée. Je me suis glissée ici. J'ai pensé que la sœur de madame croirait que j'en avais eu assez d'attendre et que j'étais partie.

— Et vous vous êtes amusée à regarder dans la rue pendant ce temps-là ?

— Le temps me semblait long, répéta-t-elle évasivement.

— Avez-vous laissé madame seule ?

— Dans cette ville, il n'y a absolument rien à craindre pour madame.

— N'en serait-il pas de même ailleurs ?

— A Paris, dans les chambres de l'hôtel, oui : mais dans le pavillon, je ne laisserais pas madame seule, une demi-heure.

— Pourquoi ?

— C'est une impression que j'ai... Monsieur va écrire la réponse ? demanda-t-elle après un silence.

— C'est inutile, je serai là-bas immédiatement après vous.

Quand je la revis, elle avait son bonnet, son petit tablier de soie noire et m'ouvrit la porte de la maison du Prado. Puis, après m'avoir pris mon chapeau et mon pardessus, elle m'annonça et disparut. Dès qu'elle m'aperçut, doña Rita, étendue au fond sur le divan, passa la main sur ses yeux, puis, me cria à travers la pièce :

— La saison sèche est venue.

— On le dirait, répliquai-je, en m'asseyant en face d'elle. Mais pour combien de temps ? je me le demande.

— Pour des années. On trouve si peu d'encouragement !... D'abord vous vous enfermez pour fuir mes larmes... Allons, il

faut vous asseoir un peu plus sur le bout de votre chaise, vous tenir très raide et donner mieux l'impression que vous ne savez que faire de vos mains.

Tout cela d'une voix charmante, avec un accent de badinage qui courait sur la surface plus grave de ses pensées. Comme je ne répondais pas, elle changea de ton.

— *Amigo*, dit-elle, je prends la peine de vous envoyer chercher, me voici devant vous, je vous parle, et vous ne dites rien.

— Que puis-je dire?

— Par exemple, que vous êtes désolé que j'aie pleuré.

— Que sais-je de vos larmes?

— Ces pauvres larmes que vous ne me pardonnez pas! Ah! ami, ne savez-vous pas qu'on ne pleure jamais que sur soi-même...

Elle laissa tomber son menton sur sa poitrine, et fixa sur moi ses yeux bleus, des yeux profonds et comme privés de pensée.

— Qu'avez-vous fait depuis que vous m'avez quittée hier?

— La première chose que je me rappelle, c'est d'avoir, ce matin, accablé d'injures votre sœur.

— Et comment a-t-elle pris cela?

— Comme une chaude averse au printemps. Elle l'a absorbée et a entr'ouvert ses pétales.

— Quelles expressions poétiques! Cette fille est plus pervertie qu'on ne croirait, étant donné ce qu'elle est et d'où elle vient.

— Elle est un peu folle. Elle a un faible pour moi. Je ne dis pas cela pour me vanter... Puis, après une matinée de rêveries délicieuses, je suis allé déjeuner avec une dame charmante et j'ai passé une partie de l'après-midi à causer avec elle.

Doña Rita releva la tête.

— Une dame ?... L'avez-vous accablée d'injures, elle aussi? Est-ce que, elle aussi, — comment avez-vous dit, — a entr'ouvert ses pétales?

— C'est une perfection dans son genre, et la conversation n'avait rien de banal.

Doña Rita avait maintenant une animation charmante. Dans ses yeux bleus comme des saphirs fondus, autour de ces lèvres rouges qui, presque sans bouger, pouvaient répandre des sons enchanteurs par le monde, jouait une onde mystérieuse de gaieté qui semblait toujours courir et frissonner légèrement sous sa peau, même lorsqu'elle était le plus grave :

— Quelle peut-être cette dame si parfaite? De quel genre est cette perfection?

— Son genre, si je puis dire, tient entre la soixantième et la soixante-dixième année : mais j'ai fait du chemin avec elle en tête-à-tête cet après-midi.

— Mon Dieu, murmura-t-elle, et pendant ce temps j'avais le fils auprès de moi! Il est arrivé cinq minutes après que Rose était partie avec cette lettre pour vous. A vrai dire, Rose l'avait vu de l'autre côté de la rue, mais elle a pensé qu'il valait mieux aller jusque chez vous.

— Je suis furieux contre moi de n'avoir pas deviné cela, répondis-je d'un ton amer. Rose aurait dû rebrousser chemin quand elle l'a vu venir distraire votre solitude. Cette fille est stupide.

— Laissons la pauvre Rose tranquille. Vous feriez mieux de me dire ce que vous avez entendu des lèvres de cette charmante vieille dame. Je ne l'ai jamais vue de ma vie. Elle m'a écrit à trois différentes reprises, et chaque fois je lui ai répondu comme si j'écrivais à une reine. Comment voudriez-vous qu'une chevrière, qui aurait pu être la maîtresse d'un roi, écrivît à une vieille reine d'un pays lointain, d'au delà des mers?

— Avez-vous l'intention de poursuivre cette correspondance?

— Qui sait? C'est la seule femme qui m'ait jamais écrit. Il peut encore survenir une occasion.

— Oh! s'il survient une occasion, dis-je, essayant de maîtriser ma colère, vous pourrez peut-être commencer votre lettre par les mots : « Chère maman! »

L'étui à cigarettes dont elle s'était emparée sans cesser de me regarder, vola à travers la pièce et répandit son contenu. Je me levai aussitôt et je me mis à ramasser les cigarettes soigneusement. Je l'entendis derrière moi qui disait sur un ton d'indifférence :

— Ne vous dérangez pas, je vais sonner Rose.

— Pas besoin, grommelai-je, sans détourner la tête. Je trouverai bien mon chapeau tout seul dans le vestibule, quand j'aurai fini de ramasser...

Je revins avec l'étui que je plaçai sur le divan près d'elle. Elle était assise les jambes croisées, et s'appuyait en arrière sur ses bras, dans l'éclat d'un bleu adouci de sa robe brodée et du halo fauve de sa chevelure en désordre. Elle leva vers moi un visage résigné.

— Georges, mon ami, dit-elle, pourquoi m'avez-vous parlé ainsi?

— Oh! pour rien, parce que j'ai le cœur qui déborde.

— Vous m'avez parlé ainsi pour vous donner la satisfaction d'avoir l'air terrible... Vous savez, vous n'êtes pas du tout terrible, vous êtes seulement amusant... Allez, continuez, soyez amusant jusqu'au bout! Dites-moi un peu quels propos sont sortis des lèvres de cette vieille dame aristocratique.

— A peine si je m'en souviens maintenant. Dans ce qu'elle m'a dit il y avait, je crois, une menace enveloppée, une inquiétude de ce qui pourrait arriver à ma juvénile insignifiance. Certaine allusion au « sang chaud du Sud » ne pouvait avoir que ce sens. J'en ai ri...

Doña Rita demeura sérieuse un instant.

— Écoutez-moi, *amigo*, dit-elle. Il y a quelque chose en moi qu'aucun prestige en ce monde n'éblouira, digne ou indigne. On m'a offert une fausse adulation; on m'a traitée avec une fausse réserve ou avec une fausse dévotion; on m'a flattée avec des intentions étonnamment sérieuses, je peux vous le dire. Ces derniers honneurs, mon cher, me sont venus sous la forme d'un très loyal et très scrupuleux gentleman. Car il est tout cela. En fait, j'en ai été touchée.

— Touchée aux larmes, complétai-je d'un ton provocant.

Elle secoua la tête négativement et poursuivit le cours des pensées qu'elle agitait à haute voix.

— C'était hier, dit-elle. Il était extrêmement correct et plein d'une haute opinion de soi qui s'exprimait par la délicatesse exagérée de ses paroles. Mais je connais la diversité de son humeur. Je l'ai même vu enjoué. Je ne l'écoutais pas. Je pensais à des choses qui n'étaient ni correctes ni enjouées et qu'il me fallait envisager sérieusement du mieux que je pouvais. Et c'est pourquoi, à la fin... j'ai pleuré... hier.

— Et j'ai eu la faiblesse d'en être ému.

— Si vous avez envie de me faire pleurer encore, je vous préviens que vous n'y réussirez pas.

— Non, je sais. Il est revenu aujourd'hui et maintenant c'est la saison sèche.

— Oui, il est revenu. Je ne l'attendais pas : c'était vous que j'attendais... Il est arrivé, de l'humeur la plus souriante. Je connais bien cette humeur-là. Une pareille maîtrise de soi n'est

pas sans beauté. Il était ému à sa manière qui est correcte et contrainte; et, à sa manière aussi, il essaya de m'émouvoir par quelque chose de très simple. Il me dit que depuis que nous étions devenus amis, tous les deux, il n'avait pas dormi une heure de suite, sauf peut-être quand il revenait exténué des avant-postes, et qu'il languissait d'y retourner, mais qu'il n'avait pas le courage de s'arracher d'ici. C'est un très galant homme, d'une probité absolue, même avec lui-même. Je lui ai dit : « L'ennui, don Juan, c'est que ce n'est pas l'amour, c'est la méfiance qui vous retient ici. » J'aurais pu dire la jalousie, mais je ne voulais pas employer ce mot-là. Il est jaloux. Il n'est pas jaloux de mon passé ou de mon avenir : mais il se méfie de *moi*, de ce que je suis, de mon âme même. C'est un très noble et très loyal gentilhomme, mais moi j'ai mon âme de paysanne basque, et je ne veux pas penser que chaque fois qu'il quitte sa place à mes pieds, — oui, mon cher, sur ce tapis : regardez-en les marques, — il s'en va avec la tentation d'en secouer moralement la poussière. Cela, jamais !

D'un brusque mouvement elle prit une cigarette dans l'étui, la tint un moment dans ses doigts, puis la laissa tomber inconsciemment.

— Et puis, je ne l'aime pas, murmura-t-elle lentement comme si elle se parlait à elle-même. Je ne l'ai jamais aimé. Au début, il m'a fascinée par son aspect fatal et l'ironie de son sourire. Mais il y a trop de dédain dans ces yeux-là. Pendant qu'il était là à essayer de m'expliquer les scrupules de son honneur affligé, je voyais bien ce qui se passait dans son cœur et j'en étais désolée. J'en étais désolée pour lui, au point que, s'il m'avait soudain prise par le cou et qu'il m'eût étranglée, lentement, avec délices, j'aurais pu lui pardonner. Mais son amertume contre moi perçait dans une phrase sur deux. A la fin j'ai levé la main et lui ai dit : « Assez ! » Je crois qu'il a été choqué de ma brusquerie plébéienne, mais il est trop correct pour en avoir rien manifesté. Je ne l'ai pas épargné. Je lui ai dit franchement que vouloir qu'une femme soit formée de corps et d'esprit, maîtresse d'elle-même, libre de son choix, indépendante dans ses pensées; l'aimer apparemment pour ce qu'elle est, et en même temps exiger d'elle une candeur qui ne serait qu'une effroyable hypocrisie; la connaître telle que la vie l'a faite et en même temps la mépriser secrètement pour la façon

dont la vie l'a façonnée ; que tout cela n'était ni généreux ni d'un esprit élevé. Ce fut positivement fou ! Il s'est levé et est allé s'accouder au manteau de la cheminée et il est resté là la tête dans sa main. Il y avait dans sa pose une distinction, un charme dont vous ne pouvez vous faire aucune idée. Je ne pouvais m'empêcher de l'admirer...

Sans cesser de fixer sur moi son regard énigmatique, elle se mit à rire de sa voix de contralto, d'un rire qui me remuait jusqu'au fond de mon être.

— J'ai toujours pensé, lui dis-je, que l'amour que vous inspirez pouvait faire des merveilles. Maintenant je le sais.

— Vous moquez-vous ? dit-elle tristement.

— Je trouve seulement très difficile d'être généreux.

— Moi aussi, dit-elle avec une sorte de singulière impétuosité. Je ne l'ai pas traité très généreusement. Mon admiration même ne me rendait que plus furieuse. C'est ridicule à dire d'un homme si bien habillé, mais il y avait dans son attitude une sorte de grâce funéraire telle qu'on aurait pu le reproduire sur un monument élevé à la mémoire d'une femme dans un de ces affreux Campo Santo.

— J'ai entendu une fois une femme, une femme du peuple... vous m'entendez, doña Rita ? dire qu'on ne devait jamais rire de l'amour, parce que, — cette femme était peut-être folle, — parce que, disait-elle, il y a de la mort dans la moquerie contre l'amour.

Doña Rita remua doucement ses belles épaules et poursuivit :

— Je suis heureuse, alors, de n'avoir pas ri. Comme il ne semblait pas vouloir bouger, j'étais vraiment désolée et je lui ai conseillé très gentiment de me chasser définitivement de son esprit. Il s'est alors avancé et m'a dit avec son sourire habituel que c'était là un excellent conseil, mais que malheureusement je n'étais pas une femme qu'on pût chasser à volonté. Et comme je hochais la tête, il m'a dit avec une insistance assez sombre : « Comprenez-le bien, doña Rita. C'est ainsi ! N'ayez là-dessus aucune illusion. » Il y avait dans ses paroles un tel accent de menace, que, dans ma surprise, je ne lui ai même pas rendu le salut qu'il m'a adressé en partant. Il m'a quittée pour toujours sans même baiser le bout de mes doigts. Il a dû avoir l'impression de s'être trahi en pure perte. C'est la faute de mon énorme fortune, et je souhaiterais de tout cœur pouvoir la lui donner...

Le crépuscule commençait à envahir la pièce. Elle prenait

un aspect étrange! A part la rotonde vitrée, ses longs murs, divisés en panneaux étroits que séparaient des pilastres, étaient décorés de femmes sveltes, allongées, avec des ailes de papillons et d'étranges jeunes gens avec de petites ailes d'oiseaux, le tout peint de couleurs vives sur un fond noir. Rita et moi nous étions souvent divertis de cette délirante fantaisie d'un boutiquier enrichi. A ce moment, ces figures me parurent inquiétantes, importunes, comme si elles s'animaient d'une vie singulière et que le pouvoir leur fût venu de voir et d'entendre.

Tranquille en apparence, doña Rita alluma une énorme cigarette du même modèle que celle que l'on fabriquait exprès pour le roi, *por el Rey*! Au bout d'un moment, elle me demanda d'un ton amical, presque tendre :

— A quoi pensez-vous, *amigo*?

— A votre immense générosité. Vous voulez donner une couronne à un homme, une fortune à l'autre. C'est très beau. Mais je suppose qu'il y a une limite à votre générosité.

— Ah! dit-elle, on aimerait pouvoir payer une rançon et être quitte de tout.

— C'est le sentiment d'une captive : comment penser que vous ayez pu être captive de qui que ce soit?

Pour toute réponse, elle m'attira auprès d'elle. Je m'assis sur le divan. Nous avions cessé de parler ; une sorte de torpeur s'empara de nous. Lentement, les femmes fantastiques aux ailes de papillons et les jeunes gens sveltes aux épaules ornées d'ailerons magnifiques s'évanouissaient sur le fond noir avec un effet de silencieuse discrétion, comme s'ils nous laissaient à nous-mêmes. Peu à peu j'éprouvai une sorte d'accablement. Je luttai quelque temps contre cette sensation, puis ma résistance céda, et je laissai ma tête tomber sur l'épaule de doña Rita. J'avais envie de pleurer, et mes yeux restaient secs. Mon bras entourait la taille de Rita, toujours immobile, lorsque j'entendis, à peine perceptible, mais assez pour me faire sursauter, le bruit d'une sonnette. Je demandai :

— Pourquoi avez-vous sonné, Rita?

Elle dit à voix basse :

— Pour qu'on allume.

— Vous n'aviez pas besoin de lumière.

— Il le fallait, J'avais besoin de lumière, murmura-t-elle dans en souffle.

Il y eut un bruit de porte. Je m'écartai d'elle, avec la sensation que le meilleur de moi-même m'était arraché, irrémédiablement perdu.

— Doña Rita, qu'avez-vous fait ?

La réponse fut un chuchotement précipité, nerveux ;

— Je vous dis qu'il le fallait. Je ne me sentais plus la force de vous repousser.

J'éprouvai une sorte de vertige. La porte s'ouvrit, la lumière parut et Rose entra, précédant un homme en tablier de serge verte que je n'avais jamais vu et qui portait sur un énorme plateau trois lampes Carcel montées sur des vases de forme pompéienne. Rose les plaça à différents endroits de la pièce. Dans ce flot de douce lumière les jeunes gens ailés et les femmes-papillons reparurent sur les panneaux, avec leurs couleurs vives et leur inconscience complète de ce qui s'était passé. Rose plaça une des lampes sur la cheminée la plus rapprochée, puis se retournant : « Monsieur dîne ? » demanda-t-elle.

— Impossible, dis-je. Je m'embarque cette nuit.

C'était la vérité, seulement je l'avais jusqu'à cette minute, complètement oublié. Elle ajouta :

— Il y a un homme qui attend monsieur dans l'antichambre, un marin.

Ce ne pouvait être que Dominique. Je me rappelai que depuis le soir de notre retour je n'étais allé voir ni lui ni le navire, ce qui était tout à fait contraire à mes habitudes.

Rose sortit de la pièce. Je m'attardai dans un monde imaginaire, dont je sortis brusquement au soupir désespéré que poussa doña Rita.

— Mon Dieu ! dit-elle, que va-t-il arriver maintenant ?

Elle se leva du divan et alla vers une fenêtre.

— Calmez-vous, répondis-je. Vous trouverez toujours une sonnette à portée de votre main.

Je la vis hausser d'impatience ses épaules découvertes. Elle avait posé son front contre le panneau sombre ; au-dessus de sa nuque d'un si beau dessin, la masse de sa chevelure fauve était retenue par la flèche d'or.

— Vous êtes sans pitié, dit-elle.

Nous étions tout près l'un de l'autre, ses longs yeux étaient aussi énigmatiques que jamais, mais ce visage qui, comme une conception d'art idéale, était incapable de tout mensonge et de

toute grimace, exprimait par de mystérieuses ressources une telle profondeur de patience que je me sentis profondément honteux de moi-même. Elle demanda :

— A quelle heure sortirez-vous du port?

— Entre minuit et le lever du jour. Les hommes seront peut-être en retard, mais nous serons partis avant l'aube.

— Je vous envie, fit-elle, d'un ton de voix singulier. La liberté, voilà quelque chose que je ne connaîtrai jamais.

— Croyez-vous que je l'aie davantage? Je suis l'esclave de ma parole. Il doit y avoir sur un certain point de la côte, une file de chariots et de mules, et une bande d'hommes à allure de brigands, des hommes, vous entendez, des hommes qui ont des femmes et des enfants, et des amies et qui, depuis le moment où ils se mettent en route, risquent de recevoir à tout instant une balle dans la tête, mais qui ont la conviction absolue que je ne leur ferai jamais faux bond. Voilà ma liberté. Que penseraient-ils s'ils connaissaient votre existence?

— Moi, dit-elle, je n'existe pas.

— C'est facile à dire. Je partirai comme si vous n'existiez pas, et pourtant seulement parce que vous existez. Vous existez en moi. Je ne sais où je finis et où vous commencez. Vous êtes entrée dans mon cœur, dans mes veines et dans mon sang.

— Arrachez cette pensée de votre cœur, écrasez tout cela dans la poussière, supplia-t-elle.

— Héroïquement...

— Eh bien ! oui, héroïquement!

Nous échangeâmes un faible sourire. Elle jeta ses bras autour de mon cou. Ils m'attiraient vers elle, et moi, par une sorte d'effort désespéré, je résistais. Cependant elle répétait :

— C'est vrai, n'est-ce pas? que vous partirez... pas à cause de ces gens, mais à cause de moi... Vous partirez parce que vous sentez que vous devez le faire.

Chacune de ses paroles m'engageait à partir; mais son étreinte se resserrait, et elle étreignait ma tête plus fort contre sa poitrine. Je me laissais faire, et je mis un long baiser dans le creux de sa gorge. Avec un cri de surprise étouffé, elle laissa retomber ses bras comme si une balle l'eût frappée... Je fus déconcerté. Une sorte de honte me paralysa. La pensée me revint de Dominique. Je murmurai que je devais le renvoyer. Elle ne répondit rien, ne fit aucun signe.

Dans le vestibule, Rose parut devant moi.

— Que faut-il faire pour madame? Elle va insister pour retourner à Paris.

— Vous le lui avez entendu dire?

— Elle ne prévient jamais plus de deux heures d'avance. Mais je sais comment ce sera. Je peux veiller sur madame jusqu'à un certain point. Il y a une personne qui ne cesse d'essayer de voir madame seule et dont je me méfie.

— Quelle sorte de personne voulez-vous dire?

— Un homme, parbleu!

Je saisis mon manteau et mon chapeau.

— N'y en a-t-il pas des douzaines?

— Mais celui-là est dangereux. Madame doit lui avoir donné prise d'une façon ou d'une autre. Je ne devrais pas parler comme cela au sujet de madame et je ne le ferais avec personne d'autre qu'avec monsieur. Je suis toujours sur le qui-vive, mais qu'est-ce qu'une pauvre fille peut faire?

J'entendais le grand bruit du vent dans les arbres, et la pluie qui fouettait les murs. Je fis un pas vers la porte.

— Qu'est-ce que monsieur veut que je fasse?

— Vous direz à madame que je suis parti... héroïquement...

Rose s'était rapprochée de moi. Elle fit de ses mains un geste de désespoir.

— Je vois bien maintenant que madame n'a pas d'amis, déclara-t-elle avec un accent d'amertume contenue.

Je répondis brusquement :

— Tout ce qui arrive est tel que madame l'a voulu.

Déjà, j'étais dans l'allée. Derrière moi j'entendis la voix désespérée de Rose qui répétait dans le vent et dans la pluie :

— Madame n'a pas d'amis. Pas un ami!

J. CONRAD.

Traduit de l'anglais par M. G. Jean-Aubry.

(La dernière partie au prochain numéro.)

SUR LES PAS
DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

III[1]

LES NIDS DANS LA MURAILLE

I. — LA MUSIQUE DES ANGES

On voit à Pise une fresque célèbre. Un maître inconnu y retrace dans un style rude et populaire les vies des Pères du désert. C'est une paroi caverneuse, un Liban de rocs et de crevasses où se déroule l'antique épopée des ascètes. Des figures incultes et farouches, vêtues de poil de chèvre ou ceintes de paillassons, habitent cette nature pétrée. Ce sont les colombes du Cantique nichées aux trous de la muraille. Là se retirent les fameux athlètes de la solitude : les aigles et les corbeaux les servent et les lions les ensevelissent en grattant le sable de leurs ongles. Zozime communie dans sa grotte Marie l'Égyptienne, tandis qu'Hilarion sur son âne chevauche à la rencontre du dragon d'Épidaure. Paphnuce s'abîme avec Onuphre en colloques sublimes, cependant que les frères tressent des corbeilles de roseaux et conduisent des panthères et des girafes domestiques, chargées de bois ou de barils comme des bêtes de somme. Des étrangères vêtues comme des pèlerins, et que dénonce le pied de poule qui passe sous leur robe, frappent à la porte des solitaires. Par les macérations, les exorcismes, les miracles,

Copyright by Louis Gillet, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

ceux-ci repoussent l'Ennemi. La montagne sainte frémit de ce duel mystérieux et admire en silence les travaux des anachorètes.

Je viens de vivre des jours rapides dans la montagne mystique. J'ai passé quelques heures dans la Thébaïde franciscaine. Cette vallée de Rieti, bien plus étroite que celle d'Assise, cette auge calcaire suspendue aux flancs de la Sabine, à trois cents mètres au-dessus de la plaine d'Ombrie, n'est tout entière qu'un reliquaire franciscain : avec ses ermitages accrochés comme des ex-votos, deux à l'ouest, Greccio et Fonte-Colombo, deux à l'est, la Foresta et Poggio-Bustone, on dirait un vaisseau, une châsse naturelle remplie par le souvenir du saint et de ses miracles. C'est le sanctuaire par excellence du pèlerin de saint François. On est ici dans un petit monde fermé, défendu par de hautes murailles; les tumultes du dehors ne franchissent pas cette barrière. Ce n'est déjà plus l'Ombrie, c'est le profond Latium. Le fond de la vallée aux temps anciens était un lac formé par le Velino qui, un peu plus au nord, tombe dans la Nera au saut célèbre de Terni : brusque dislocation, gradin de 180 mètres qui mesure la différence des niveaux, la chute qu'il faut faire pour se retrouver dans la prose. Ici nous sommes dans le bassin supérieur, dans de la poésie intacte. Ailleurs, à deux heures d'auto, c'est Rome avec sa vie nocturne, ses théâtres, ses palaces, sa vie cosmopolite; ici, la montagne sainte et ses antiques villages et ses mœurs éternelles et ses petits sanctuaires.

Il faut imaginer François comme un chevalier errant (et comme le fameux *hidalgo* de la Manche) toujours en doute s'il doit imiter ses modèles dans leurs prouesses ou leurs pénitences et dans leurs aventures plutôt que dans leurs retraites et leur vie de soupirs : « Serai-je Esplandian ou le Beau-Ténébreux? » En d'autres termes, que choisir de la vie agissante ou de la vie parfaite ? Toute l'histoire du Pauvre d'Assise se meut entre ces deux pôles qui sont, à vrai dire, les deux pôles de la vie spirituelle. Toujours la sainteté balance entre les sœurs de Lazare, entre Marthe la servante et Marie la pensive. Aux premiers pas de la carrière, le biographe nous montre François revenant de Rome avec les siens et passant quinze jours dans un désert aux environs d'Orte : endroit sauvage, dit Celano, presque de nul passage; les nouveaux chevaliers s'enivrent de leur liberté. C'était

l'été : ils vivaient de rien, sans doute dans les vieux sépulcres qui parsèment encore la colline de cette nécropole étrusque.

Ils manquaient de tout et ne faisaient que rire de leur misère : c'était l'épithalame, la lune de miel de la Pauvreté. Ils délibérèrent gravement s'ils ne passeraient pas là toute leur existence, ou s'ils retourneraient auprès des villes, parmi les hommes. Ils se trouvaient comme à l'embranchement de deux routes : le désert les appelait de ses enchantements. Finalement, le principe actif du caractère de François l'emporta ; il aimait trop les hommes pour pouvoir se passer d'eux. Il fit réflexion qu'il n'avait pas le droit de vivre pour lui seul. Raisonnement singulier ! Car enfin, aux yeux de la foi, la vie du reclus est de même poids que celle de l'apôtre. Elle a autant de puissance, selon la dynamique divine. Le fait est que François avait besoin du combat; il lui fallait la lutte, la parole, l'action, ce contact de l'homme qui est le premier instinct du meneur d'hommes. Ses conclusions, comme il arrive, ne faisaient que constater la loi de son tempérament : c'est son être intérieur dont il prend la réponse pour une expression de la volonté divine. Fort de cet oracle, il se décida, et les frères rentrèrent dans le val de Spolète.

Mais plus d'une fois la tentation le reprit de savoir s'il ne ferait pas mieux de revenir au désert. Plus d'une fois sans doute ses triomphes l'effrayèrent; il dut avoir scrupule de ses succès de larmes, s'inquiéter de l'amour qu'il soulevait sur ses pas. Il est bien difficile à ces charmeurs de foules d'échapper à une pointe subtile d'amour-propre, de regarder sans complaisance l'effet de leur parole. L'ouvrier de Dieu est tenté de s'applaudir lui-même. Il n'est pas sûr que ces grandes carrières d'enchanteurs puissent aller sans un peu de péché. Ce doute ne put manquer de troubler le Petit Pauvre. Son œuvre réussissait trop : il était impossible de n'en pas éprouver un peu de vaine gloire. J'en vois la preuve justement dans sa fureur d'humiliations, dans sa manie de se rabaisser, d'une manière quelquefois gênante, jusqu'à se faire injurier, marcher sur le corps par ses frères. Ces excès ne peuvent s'expliquer que s'ils servent d'antidote à des mouvements d'orgueil. Mais le vrai remède, n'était-ce pas de fuir, d'abdiquer, de laisser faire à d'autres? N'était-ce pas de se retirer de son œuvre, pour bien montrer qu'il n'était rien et que Dieu n'avait que faire de son inutile serviteur?

J'imagine que ce scrupule dut le tourmenter d'assez bonne heure. Le diable essayait de l' « avoir » par l'humilité, puisqu'il ne le pouvait par l'orgueil. Les *Fioretti* racontent que dans un de ces doutes, François eut recours à Claire. Elle répondit qu'il n'avait qu'à persévérer sans s'inquiéter de rien : tant pis pour lui, le salut des âmes avant tout! Légendaire ou non, je crois ce trait d'une vérité profonde. Souvent les lumières de la femme savent dissiper les troubles, les craintes de la route. Le bon sens féminin, l'intuition, le cœur voit clair où l'homme hésite et s'embarrasserait de monstres et de chimères. Même dans les vies de saints, la femme joue son rôle, ne fût-ce que celui de la sœur ou de la mère : c'est à deux que la nature trouve son équilibre, et souvent, dans le couple, c'est la plus faible qui est l'homme.

François se trouva ainsi remis par Claire sur le droit chemin. Mais il ne laissa pas de subir toujours, par intervalles, l'attrait de la solitude. Au milieu de son apostolat, de sa vie vagabonde, de ses harassantes campagnes de prédications (parfois le même jour dans quatre ou cinq villages), souvent il dut sentir le besoin d'une halte, d'un repos, le besoin de souffler, de vaquer à lui-même. L'éternel voyageur au milieu de ses courses devait se ménager des stations de silence. Il fallait échapper au public, se remettre en présence des choses éternelles. Cette alternance d'action et de contemplation devint bientôt comme une hygiène, un rythme de sa vie : elle en règle, pour ainsi dire, la respiration. C'était un bain de solitude, une cure où il s'alimentait, refaisait ses réserves. On ne peut pas se donner longtemps impunément. La foule insatiable aurait bientôt fait de vous tarir. « Qui a touché le bord de ma robe? Une vertu est sortie de moi. » Le Maître lui-même a donné l'exemple de ces retraites. Pour que la pluie arrose la plaine, il faut que le nuage s'amasse sur les hauteurs.

Tout le long de la vie de François, on trouve donc de ces ermitages, de ces retraites où il s'échappait et faisait oraison. A quelque distance de la route, de ses passants et de ses poussières, se voit encore ce chapelet de cachettes, où il aimait à se retirer et dont la piété franciscaine a fait des sanctuaires. Presque tous sont perchés là-haut dans l'Apennin; on pourrait aller de l'un à l'autre sans redescendre dans la vallée, de sorte que la vie de François se trouve, pour ainsi dire, écrite sur

deux lignes : en bas, c'est l'accompagnement, la basse continue qui donne à la page sa puissance, sa prise sur les cœurs; mais la ligne d'en haut, c'est la mélodie, c'est le chant, c'est l'alouette dans les nuages, et la vie séraphique.

A mesure qu'il avance, que se multiplient les épreuves, les besoins de retraite deviennent plus fréquents. Les dernières années, après le retour de Terre Sainte, se passent sur les sommets. Il aimait, comme dit le Psalmiste, à se nicher aux creux de la roche, aux crevasses de la muraille, *in caverna maceriæ habitatio ejus*. Même dans l'existence quotidienne, il savait se ménager un désert en lui-même. « Le corps, dit-il, est la cellule; l'âme, le solitaire qui l'habite. » Partout, en voyage, au couvent, dans la presse, il trouvait l'isolement : assis dans quelque coin obscur, le coude replié sur le genou, il se cache le visage sous sa manche et, à l'instant, le voilà hors du monde.

Du reste, pourquoi Rieti? Rien de plus simple. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour voir que d'Assise il n'y a que deux routes qui mènent à Rome : l'une par Orte (c'est celle qu'emprunte le chemin de fer), l'autre par Rieti et Tivoli, à travers la Sabine, et cette dernière est la plus courte (et, ce qui compte pour François, de beaucoup la plus belle). C'est le tracé de l'antique *Via Salaria* qui, de Rome, gagne Ancône et Rimini. Chaque fois que François se rendait à Rome ou en revenait, il y avait une chance pour qu'il passât par Rieti. Une nouvelle raison se chargea de multiplier ces chances. Rome était en pleine anarchie. Le Saint Père, depuis deux cents ans, n'y était plus tranquille; jamais il n'était sûr de mourir dans son lit. Les Romains, race factieuse et brutale, *seditiosum hominum genus et ferox*, dit Celano, à tout moment menaçaient le pape dans son Latran. A tout moment, le pape fuyait, se jetait aux places fortes de Viterbe ou d'Orvieto. Mais bientôt la voie Salaria, qui coupe à travers les montagnes, parut offrir la ligne de retraite la plus sûre. Une fois à Rieti, le pontife respirait. Les couloirs qui y conduisent sont faciles à défendre; en cas de malheur, il reste toujours une issue par le Nord. Ces avantages firent que les papes, au temps de saint François, vinrent plus d'une fois à Rieti. Honorius III y séjourna presque deux années entières, entre 1224 et 1226. C'est aussi le temps où François y demeura presque continuellement; il ne quitta plus guère la ville que pour mourir.

Aujourd'hui, la petite Avignon des papes du XIIIe siècle n'est qu'un chef-lieu de canton assez déchu de sa gloire et qui ne tire qu'une satisfastion platonique du fait d'être le milieu géométrique, le « cœur » de l'Italie :

Est locus Italiæ medio sub montibus altis (1),

écrit Virgile qui, lui aussi, est un guide d'Italie, un touriste, comme Péguy disait si drôlement de Dante. C'était le point où se rencontraient le Nord et le Midi, l'endroit rêvé par tous les protocoles de mariages impériaux : ici furent célébrées les noces d'Henri de Souabe et de Constance de Sicile, ici Charles d'Anjou fut couronné par le pape Nicolas IV. Bien entendu, le « cœur » de l'Italie conserve peu de chose de son ancienne importance. Et pourtant, ne vous y fiez pas! Je me souviendrai longtemps de mon arrivée à Rieti. Par une nuit de déluge, sur la place de la gare, une ridicule charrette attelée d'un rat d'ânon attendait, noyée de détresse, le problématique voyageur; je m'y juchai sous la bâche ruisselante auprès du *facchino* et le rat mélancolique s'enfonça dans la nuit. Je m'aperçus bientôt que cette ville sournoise me jouait le tour d'être pleine comme un œuf. C'était veille de foire, tous les lits étaient pris d'assaut. La *Croix Blanche* était comble, l'*Hôtel du Commerce* regorgeait, les auberges et jusqu'aux plus modestes *locande* refusaient du monde!

La ville occupe une situation charmante qui rappelle un peu celle du Peyrou de Montpellier, une plate-forme au centre d'un paysage; seulement ici le paysage est concave : une ceinture de montagnes, de prodigieuses arènes de Nîmes. La cathédrale a une vieille crypte et un porche pittoresque, une *Madone* divine d'Antoniazzo Romano et une délicieuse chapelle décorée par Bernin. Un vieux degré disloqué, fait pour les litières et les mules, monte au portique de l'évêché, le long duquel une rue sombre s'enfonce sous une arche. Aucun de ces éléments n'est bien rare : seul, l'amalgame leur prête ce caractère d'imprévu, ce charme italien qu'on n'oublie pas.

On montre en ville la maison de saint François et beaucoup d'autres souvenirs. Ils sont du XIVe siècle. En quinze ans, de 1201 à 1217, Rieti a brûlé trois fois. C'est alors qu'elle reçut par

(1) Virgile, *Æn.*, VII, 563.

miracle le corps de sainte Barbe, patronne de la nouvelle cathédrale, dont la dédicace eut lieu en 1225, par le pape Honorius III, en présence de saint François. Jamais sainte ne tomba du ciel plus à propos. Des gens étonnés, par exemple, ce furent ceux de Torcello, qui se croyaient depuis des siècles possesseurs des reliques de la vierge de Nicomédie. La sainte défendit, il est vrai, sa nouvelle patrie du feu, mais non du terrible tremblement de terre de 1298, où la ville s'abîma une quatrième fois, si bien que Boniface VIII, que les ruines ne trouvaient nullement intrépide, couchait en plein hiver au beau milieu du cloître des Frères-Prêcheurs. Si quelque reste du temps de saint François a échappé, il faut croire que c'est par prodige.

Mais le patriotisme des Réatins est touchant. Nous lui devons un petit écrit anonyme du XIVe siècle, qu'a publié M. le professeur Pennacchi, *Saint François dans la Vallée de Rieti* (1). C'est un Joanne anecdotique, un recueil des *Mirabilia* dévots de la contrée. On voit que dès ce temps-là ce pays était déjà un objet de pèlerinages franciscains. Le pape Nicolas IV, le premier pape cordelier, fit pieds nus, dès le XIIIe siècle, le voyage que je vais faire. L'anonyme recueille avec un soin pieux toutes les traditions éparses chez les biographes sur les séjours du saint à Rieti. Sa chronologie n'est pas sûre ; il lui arrive de brouiller les papes. Il sait pourtant que sa petite ville est la patrie de deux Césars, Vespasien et Titus : ces grandes ombres hantent encore l'imagination latine.

Poscia Vespasian col figlio vidi,
Il buono, il bello e non già il bello e rio (2).

Mais la gloire de Rieti, c'est d'avoir été honorée à différentes reprises par la demeure de saint François. C'est là que, se rendant à Rome dans l'été de 1209 pour y faire approuver sa règle, il opéra une de ses captures les plus célèbres. Aux portes de la ville, il rencontra un cavalier : « Messire Ange, lui dit-il comme s'il l'attendait, assez longtemps vous avez porté l'épée, le baudrier et les éperons militaires : il vous faut à présent pour ceinture une corde, pour épée une croix, pour éperons

(1) *Actus sancti Francisci in valle Reatina*, in-12, Foligno, 1911.

(2) « Je vis ensuite Vespasien escorté de son fils, le Bien et le Beau, cette fois et non plus un beau monstre. » Pétrarque, *Trionfo della Fama*.

chausser la boue et la poussière. Venez avec moi, beau sire, je vous adouberai vrai chevalier du Christ. » A ce discours, le cavalier saute à terre et suit sur-le-champ son étrange interlocuteur. C'était frère Ange de Rieti, le septième compagnon de François, mais le premier gentilhomme qui ait été des siens : et c'est ce qui donnait à cette prise, aux yeux de saint François, une importance particulière. Avec ses idées chevaleresques, une telle recrue avait une signification immense : elle relevait prodigieusement la nouvelle fraternité. Ce soldat fut toujours un de ses préférés : c'est le Bayard, le Tancrède de l'ordre franciscain. Comme François chérit frère Léon, la *pécore*, la douce petite bête à bon Dieu, à cause de sa simplicité, il aimait en frère Ange la vertu de courtoisie. Il le prend avec lui aux voyages de Rome et de l'Alverne. Le courtois chevalier suit son maître jusqu'au bout et il est enterré près de lui dans la basilique d'Assise, comme le lion que les vieux sculpteurs représentent sur les tombeaux, aux pieds des paladins.

L'anonyme raconte encore de bonnes histoires sur le curé de Saint-Fabien (La Foresta), chez qui François s'était retiré après le miracle de l'Alverne et qui se désespérait de voir sa vigne pillée par les curieux. On ne l'y prendrait plus, à héberger un saint! Il lui en coûtait, le malheureux! sa récolte de l'année. Tout s'arrangea par un miracle et le curé se réconcilia avec la sainteté. Un autre dont l'affaire se termina plus mal, ce fut un prêtre de la ville, le paillard Gédéon, lequel, devenu impotent, suppliait François de le guérir. Au moment de la cure, on entendit les os craquer comme du bois sec. Le misérable profita de la santé pour forniquer et périt écrasé sous les ruines de sa maison.

Je ne sais pourquoi l'auteur qui nous raconte ces histoires a omis la plus belle. Le récit s'en trouve dans Celano et c'est bien un des traits les plus exquis de saint François. C'était au début de son dernier séjour, lorsque, bien malgré lui, il logeait chez le Pape, qui habitait à l'évêché. Perclus, malade du foie, de l'estomac, de la rate, incapable de supporter presque aucune nourriture, il endurait encore par surcroît le martyre d'une cruelle ophtalmie rapportée de Syrie. Dans cet état pitoyable, il avait cédé à regret aux prières de son ami le cardinal Ugolin, et consenti à venir se mettre à Rieti entre les mains des praticiens.

Une nuit qu'il ne pouvait dormir, il appela un de ses frères

qui avait été dans le monde un habile joueur de guitare.

— Frère, lui dit-il, les enfants du siècle n'entendent rien aux intentions divines. Les violons sont faits pour la gloire de Dieu. Les musiciens sont trop portés à en faire uniquement la délectation des oreilles. Si tu pouvais, sans trop attirer l'attention, te faire prêter une guitare, tu me chanterais un beau cantique et la musique apporterait à mon frère le corps qui n'en peut plus une paix dont il a grand besoin.

— Y pensez-vous? répliqua le *frater* : qu'en dirait-on? Chanter en pleine nuit dans le palais du Pape, est-ce une distraction convenable à un religieux?

— N'en parlons plus, fit François : mieux vaut se passer des plaisirs permis que de scandaliser le prochain (1). Mais la nuit suivante, comme la douleur le tenait éveillé, voici qu'il entendit une guitare invisible qui répandait un air d'une mélodie surnaturelle. Le son tantôt plus proche et tantôt plus lointain permettait de suivre les allées et venues du mystérieux chanteur. Le saint ravi croyait ouïr les concerts du Paradis. Le lendemain il fait venir le frère timoré et lui raconte les merveilles de sa nuit :

— Mon frère, lui dit-il, m'a refusé sa musique, mais le Seigneur m'a envoyé la musique de ses anges.

Page divine! Rieti, l'un des points où l'homme s'est le plus approché du ciel! C'est là que François dans ses souffrances éclatait quelquefois en transports d'allégresse dans le parler de son adolescence, l'idiome des troubadours. Je l'ai vu, ajoute Celano, ramasser à terre deux bouts de bois, se faire de l'un un archet, de l'autre un violon et, les promenant l'un sur l'autre, chanter des cantiques en français sur cet instrument imaginaire. Qu'importe que la maison qu'on montre à Rieti soit ou non celle qu'habita réellement saint François? Autant chercher dans l'air la trace du vol de l'Ange. Non, cette musique que saint François se faisait à lui-même ne peut s'entendre que dans le secret, si nous fermons l'oreille aux bruits impurs du monde et si nous la penchons sur notre être intérieur : c'est la voix qu'une fois au moins, aux heures bénies de la vie, tout homme a entendue en rêve, la vraie musique du ciel, la musique du cœur.

(1) Traduction de M. Jérôme Tharaud : *Monsieur France, Bergeret et frère Léon*, Champion édit.

II. — FONTE-COLOMBO

Fonte-Colombo n'est guère à plus d'une heure de marche de Rieti. La promenade est délicieuse par cette matinée éclatante, sous ce bleu rafraîchi par les derniers orages. Sous le pont de bois à rez de l'eau, la rivière étincelle avec des bonds de joie. Les jeunes flancs des montagnes ruissellent d'adolescence. On reconnaît dans ce jardin la petite Arcadie, la Tempé d'Italie (la cathédrale a été un temple de Priape). Qu'il doit faire bon au mois de mai parcourir la vieille terre fleurie de Saturne et de Rhée, le Velino et ses champs de roses, *rosea rura Velini* (1)!

Pour ajouter à mon plaisir, toute la campagne est en route : procession des villages, des hameaux qui, riant au premier soleil de la saison, se rendent au marché. Je croise le défilé de tout le vieux peuple de la Sabine, qui menant son âne par la bride, qui le conduisant du bâton, qui montant en croupe derrière la charge de l'animal, d'autres enfin hissés sur cette charge elle-même, les pieds touchant à peine le cou de la bestiole qui semble disparaître sous l'imposante machine et dont on ne voit plus que les pattes délicates en train de tricoter la poudre de la route. Parfois une carriole qui tangue au trot d'une rosse cahote une famille tassée entre ses ridelles. La gaîté du voyage, c'est le flot des jeunes filles : presque toutes à pied, par bandes, leur manne sur la tête, avec ces mouchoirs qu'elles ont chez Léopold Robert, et beaucoup de cotonnades, d'indiennes de couleurs vives, cerise ou bouton d'or : une fête, un champ de fleurs qui marche. Un magnifique cavalier à masque rasé de Dolabella, superbe, pressé et négligent, un riche propriétaire des environs, sans doute, apparaît au-dessus de la foule des piétons et pousse au travers, au grand trot de chasse, son cheval de labour.

Au bout d'une lieue, je quitte la route. Un sentier file dans les collines, sous des hêtres et des groupes de chênes. Il enjambe bientôt parmi des éboulis de grès l'échine de la première colline et, derrière ce masque, la petite montagne de Fonte-Colombo apparaît. C'est une pyramide isolée, un éperon détaché d'un contrefort de l'Apennin, un de ces nids de faucons d'où les

(1) Virgile., *Æn.*, VII, 712.

barons pillards tenaient la montagne à la gorge, brimaient, rançonnaient à leur aise. Mais aujourd'hui, ce n'est qu'un bois, une forêt d'ormes, de pins, de châtaigniers, d'yeuses, une toison de verdures qui escaladent le vieux rocher et portent là-haut, presque invisible dans toute cette fourrure, la maison de prières : on aperçoit parmi les cimes des arbres la cloche du couvent immobile dans son petit campanile en forme d'étrier. Tout cela, ce matin, est un peu ivre de lumière. Le sentier s'élève en lacets le long du cône verdoyant. On croirait voir ces Paradis où une vierge se tient sur chaque degré de la montagne, jusqu'à la dernière, assise en haut, et qui est la divine Sagesse.

Chose curieuse ! Le touffu, le fourré, le fouillis sont toujours rares en Italie. Un déboisement impitoyable y a depuis des siècles dépouillé l'Apennin de ses dernières forêts et la pluie, arrachant les terres, consomme l'œuvre imprudente de la hache et de la cognée. Dans ce pays qui n'a guère respecté que l'arbre utile, la vigne et l'olivier, ou l'arbre décoratif, le pin et le cyprès, tout ce qui est taillis, ombrage, frondaison, chevelure, nuit aimable fixée au penchant du ravin, est presque neuf fois sur dix une réserve monastique. Demandez le chemin d'un des sanctuaires franciscains, on vous montrera une tache sombre, une sorte d'éponge ou de coussin de mousse sur un flanc de montagne pelée, et l'on vous nommera *il Bosco*. Parmi tant de sécheresses, c'est la note de fraîcheur. Peut-être devons-nous aux franciscains l'invention des jardins d'Italie, ou du moins les plus vieux et les plus beaux de ces jardins. Cela serait bien digne du saint qui, dans le potager de la Portiuncule, réservait un coin pour les fleurs et qui, s'il fallait abattre un arbre, voulait qu'on épargnât la souche afin de lui laisser l'espoir de reverdir.

Une dernière rampe entre des buis taillés conduit au parvis du couvent. Charmante vraiment cette esplanade, ce belvédère aérien à la hauteur des panaches des arbres : les murs du petit couvent, dans l'ombre, baignent dans une sorte de nacre mauve. La porte de l'église est ouverte : une nef sans style, toute nue, avec une charpente apparente, sans un seul ornement, excepté un panneau de chêne où un frère du XVIIe siècle a sculpté naïvement la scène de l'Alverne. Absence d'embarras, aimable bonhomie franciscaine ! On s'y éterniserait, sur ce petit parvis,

dans cette ombre ensoleillée où l'atmosphère est si légère. Qui nous presse ? Le *custode* tarde un peu à ouvrir ; mais je connais mes *Fioretti*, je me rappelle la leçon de l'ange à frère Élie : on laisse au moins au frère portier le loisir d'un *Pater*. La tiédeur de la matinée dégage des buis et du feutre mouillé des feuilles mortes une odeur d'aromates. Tout invite à la lenteur et à la rêverie. Que me veux-tu, battement tragique, pulsation impérieuse des premières mesures de la cinquième symphonie ? De la douceur, de la douceur ! La vie serait-elle cette bagarre si, au lieu d'enfoncer les portes, nous savions prendre patience et, suivant le conseil de l'ange, apprendre à *picchiare a guisa di frate* ?

J'entre enfin dans un petit cloître rustique du XVIIe siècle, un petit cloître qui n'a que deux côtés de galerie, avec son vieux puits au milieu, et cela suffit pourtant, avec du soleil et de l'ombre, pour faire, dans cette solitude, une minute d'enchantement. J'entends à l'intérieur des rires de novices qui s'amusent à clouer quelque chose au dortoir. Ah ! ce n'est plus ici cette splendeur de Sasso-Vivo, ce luxe bénédictin, ce chef-d'œuvre roman perdu en pleine montagne, avec ses fines arcades de marbre, ses colonnettes torses, son air de cloître du Latran suspendu au milieu des airs. Ce n'est plus cette dignité romaine, cette organisation, ce majestueux héritage des sénateurs et des patrices. La petite « laure » franciscaine, parfumée aux herbes sauvages, a pourtant sa noblesse aussi, l'indépendance et le sourire.

Le gardien du couvent, le R. P. Giovanni Trocli, que le portier a couru chercher de toute la vitesse de ses vieilles jambes, veut bien se faire mon guide dans les détours de sa pieuse montagne. Elle s'appelait jadis le mont Régnier, du nom de la famille qui en possédait le château ; une dame de cette famille en fit cadeau à saint François. C'est celui-ci qui, charmé de l'endroit, aurait changé le nom en celui de Fonte-Colombo, la fontaine des Colombes. Mais, pas de source aux environs, pas le moindre ramier dans les bois. Il faut croire que la dame s'appelait Colomba : ce nom n'est pas rare au pays de sainte Colombe de Rieti. On voit encore dans la cour du cloître un pan de mur de l'ancien château. Le couvent sert de noviciat à l'ordre dans la province.

Bien entendu, au temps de François, la bâtisse que je viens

de voir n'existait pas. Il ne devait y avoir que la ruine du château et les grottes de la montagne. C'est dans ce vieux repaire que se placent sans doute les jolies scènes que l'on nous rapporte de François et de son Hippocrate : la scène sublime du cautère, et le déjeuner improvisé dont la Providence se chargea de fournir le menu.

Mais c'est au dehors que se trouvent les vestiges les plus purs des premiers jours de ce « désert » : un tout petit oratoire dédié à sainte Madeleine, une miniature de chapelle encore plus petite que la Portioncule, bien primitive vraiment, si elle ne date pas tout à fait du temps de saint François, avec quelques fresques pâlies qui s'effacent sur les murs. L'une d'elles représente la bienheureuse Isabelle, fille de saint Louis, avec une dizaine d'hommes d'armes agenouillés à ses pieds, comme un pâté de mauviettes, les dix chevaliers que cette fille de France arma pour la croisade. (Une fille de saint Louis dans ce ravin de la Sabine!) Mais le sentier plonge brusquement par une pente assez rapide : la montagne, de ce côté, tombe à pic, comme le parement d'un donjon; les hêtres qui s'y accrochent aux interstices de la pierre s'y plantent on ne sait comment dans des équilibres un peu fous : on dirait une porte criblée de flèches, des javelots dans une cible.

Mon guide me fait descendre par une « cheminée » (il y a d'ailleurs une échelle comme à la coupée d'un navire) jusqu'à une sorte de feuillure, une exfoliation de la roche où je me glisse à sa suite, la tête dans les épaules et me gardant du coude aux saillies de la paroi. Me voici dans un corridor, comparable à un coup de hache, à l'étroite ouverture entre les feuillets d'un livre posé debout sur la tranche. Deux ou trois enfoncements y forment des poches, de petites caves toutes préparées pour la retraite des solitaires. Dans le coin le plus abrité, on a disposé une chapelle, juste la place d'une personne (et pas trop grande encore) à genoux derrière le célébrant. On sait que saint François, par extrême humilité, n'a jamais voulu être prêtre, et c'est pour cela qu'on le voit toujours flanqué du frère Léon, qui l'était, en même temps que son confesseur, et qui lui disait la messe tous les jours dans ses ermitages. Chapelle émouvante entre toutes, étroite, nue, cachée comme le secret du cœur, chapelle sans charpente et sans toit, dont l'artiste divin a fait seul tous les frais : rien qu'une lézarde, un sanglot du roc,

un pauvre autel de planches surmonté d'un châssis et derrière, un trou de lumière, un chas d'aiguille par où le regard enfile la vallée, plonge au gouffre des bois, des roches et du soleil. Il y avait là une toile de je ne sais quel frère représentant la vision dont je parlerai tout à l'heure. La toile a disparu. Ne regrettons rien : quel tableau d'autel vaut ce tableau de l'auteur de l'univers ?

C'est dans ces trous d'orfraie, *in foraminibus petræ*, que François aimait à s'abstraire du monde, à soupirer et à gémir. Je dirais, si j'osais, avec son merveilleux enfantillage de poète, c'est là qu'il aimait à échapper au terre-à-terre, à faire le Robinson. Il n'y a que l'enfant et le poète pour fuir ainsi la vie, lui préférer un *alibi*, l'aventure, le voyage en dehors du possible, dans la région des nues et de l'imaginaire. A douze ans, sur une branche d'arbre, dans le jardin de ses parents, qui de nous ne s'est cru bien loin du monde, tout au roman de la vie sauvage ? Mais cette faculté charmante, nous ne la possédions que peu d'heures à la fois ; bien vite notre force de rêve se trouvait à bout, et nous avons bientôt fini de la perdre tout à fait. Pour passer des semaines dans cette solitude, pour y vivre sans une distraction dans un invariable colloque avec soi-même, pour animer ce désert, pour y créer des thèmes, quel ressort d'imagination ! Pour voisins, rien que la roche, l'abîme, le nuage ; les heures voguent incertaines sur le cadran du ciel ; la nuit, l'aurore marquent seules les grandes divisions des jours. La messe le matin, le sacrifice offert aux premières lueurs de l'aube, les répons du Psautier, rien d'autre pour remplir les espaces flottants de la méditation ; une mouche, des feuilles agitées par le vent, un frôlement d'oiseau qui passe comme un trait, et en voilà pour la journée... Ce que nous n'obtenons plus, dans nos magiques cathédrales, qu'en multipliant les objets, les peintures, les vitraux, et le plus souvent encore en nous aidant d'un livre ou de quelque formule, sans parvenir toujours à exciter notre apathie, François le trouvait en lui-même, dans le flot intarissable de sa vie intérieure : il peuplait ce désert, y peignait et y déployait la tapisserie de ses images, et nous venons encore ramasser après lui l'aumône de ce Pauvre, ses restes et ses miettes, en cherchant aux parois de ces grottes et aux pointes de ces arbres les lambeaux de ses songes.

Et le pauvre Léon, la *pecorella di Dio*, que devenait-il pendant que son séraphique patron nageait dans l'infini? Il imite de son mieux son merveilleux modèle, avec les gestes un peu falots d'une ombre sur un mur, à peu près comme ce simple d'esprit qui, pensant se rendre bien parfait, copiait sur-le-champ chaque action de François, toussait et se mouchait quant et quant il le lui voyait faire et gagna ainsi le ciel à force de simplicité. Le fidèle écuyer, *frère Pecorella*, avait pourtant des somnolences pendant les visions du maître, comme il arriva, mon Dieu! au grand saint Pierre lui-même pendant la nuit de Gethsémani. Une de ces visions l'éveilla en sursaut. On voit encore dans sa grotte une petite cavité, une sorte de calotte ronde qui est l'empreinte de son crâne venant donner contre la roche dans la surprise du réveil. Et heureusement que la roche céda, car sans ce miracle, quel choc pour ta pauvre cervelle, *frate Pecorella!*

— *Pia tradizione*, ajoute mon guide en souriant.

Car il faut savoir que l'honneur de Fonte-Colombo est une certaine vision que saint François y aurait eue. C'est là que le saint Patriarche écrivit sa règle définitive, la Règle de 1223. Dans le cercle des sanctuaires franciscains qui font de cette partie de l'Italie comme une miniature de Terre Sainte, si Greccio est un peu la Bethléem franciscaine, Poggio-Bustone un Thabor et l'Alverne un Calvaire, Fonte-Colombo aurait la gloire d'être à son tour une manière de Sinaï.

Tout le monde sait que saint François a composé trois règles (sans parler de celle des Tertiaires et de celle des Pauvres Dames) : la première en 1209, lorsque l'ordre ne comptait que quelques compagnons, et dont le texte s'est perdu; la seconde en 1221, au retour de Syrie, lorsque l'ordre s'étendait déjà au monde entier. Cette nouvelle rédaction est assez longue et assez confuse : c'est une pièce très éloquente, la harangue d'un père qui voudrait embrasser tous ses fils inconnus et les tenir sur son cœur, coupée d'exhortations, de prières, d'élans qui permettent de saisir au vif les agitations de son âme, mais qui répondent assez mal à ce qu'on attend d'une constitution. C'est ce qui aura décidé François, sur les observations de ses principaux ministres, à donner de ce document une nouvelle édition, beaucoup plus courte cette fois, et réduite aux lignes essentielles.

Tout cela s'explique aisément par le fait que François, prodigieux entraîneur d'hommes, n'a pas naturellement la tête d'un organisateur. Il n'est pas l'homme du règlement, du *tout fait*, du *par cœur*. C'est bien lui qui, venant d'écrire le *Cantique du soleil*, le donne pour viatique à ses frères et les envoie à la conquête du monde avec une chanson. Mais ces règles successives, ce travail de retouches ont bientôt donné à penser. De bonne heure il y a eu, dans l'ordre, des divergences d'opinion au sujet de la règle de la sainte Pauvreté. Ces inquiétudes prirent plus de force quand on vit le saint fondateur, à la fin de 1223, abdiquer ses fonctions entre les mains d'Élie, pour traîner désormais de solitude en solitude les restes d'une vie blessée. Beaucoup ne manquèrent pas d'attribuer cette crise douloureuse à un vrai coup d'État d'Élie. Cet homme que les zélateurs (frère Léon, etc.) tiennent pour le mauvais génie de l'ordre, dont ils font leur bête noire, était en réalité une tête politique supérieure, une sorte de Richelieu. Personne n'a rendu plus de services à l'ordre. Il en a été payé par une cabale atroce, par la calomnie, par l'exil et par une injurieuse mémoire qui s'attache à son nom. C'est ce bizarre état d'esprit dont l'écho se retrouve dans la légende du petit Sinaï franciscain. La voici, telle que nous la donne l'anonyme de Rieti.

François, se préparant à promulguer sa nouvelle règle, se recueille dans la solitude pendant quarante jours à Fonte-Colombo. Cependant, à cette nouvelle, les frères et les provinciaux tiennent conseil, effrayés par la menace de nouvelles prescriptions plus sévères que les premières. « Qu'il légifère pour lui tout seul ! disent-ils, nous ne connaissons qu'une règle : c'est celle que nous avons acceptée en entrant : nous ne sommes pas tenus à en faire davantage. » Ils vont trouver Élie et le chargent de leurs doléances. Élie hésite : « Ne savez-vous pas qu'au premier mot il est capable de m'écraser d'un seul de ses regards? Allons le trouver tous ensemble, et je suis disposé à le supplier avec vous. »

Ainsi fut fait, mais en pure perte : François demeura inflexible. Élie fit semblant de se soumettre et emporta le document. Mais au bout de quelques jours, il reparaît en feignant de l'avoir égaré. « Qu'à cela ne tienne, dit François, reviens dans quarante jours. » Nouvelle retraite, nouvelle règle, semblable de tout point à la précédente. Et, comme Élie tremblant se

présentait au jour fixé pour la recevoir, voici que le Christ apparut au-dessus du Père Séraphique, un Christ au visage de courroux, prononçant ces paroles terribles : « Homme de rien ! dit-il en s'adressant à François, qui es-tu pour écrire, ordonner, agir ? Rien n'est à toi, tout m'appartient. Tu n'es que la plume dont je me sers quand je dicte mes volontés. Je veux qu'on les observe à la lettre ! à la lettre ! A la lettre, entends-tu ? et sans gloses ! » répéta-t-il trois fois avec force. Et il réitéra le même discours solennel avant de disparaître, laissant les frères atterrés.

Il saute aux yeux qu'on a ici un type de récit sectaire, un ton d'aigreur qui ne sent que trop l'esprit de parti. Sans doute, ces polémiques d'écoles et ces longues controverses au sujet de la Règle, ne manquent pas de noblesse : les uns soutenant avec un entêtement héroïque l'honneur de leur profession de dénuement, les autres prétendant qu'il fallait faire quelques concessions à la nature humaine et s'adapter aux conditions du progrès et de la vie. Cette querelle qui, pendant un siècle, a rempli de tempêtes l'histoire franciscaine, est une tragédie qui se renouvelle à toutes les époques dans tous les mouvements d'origine mystique. C'est ce qui, en un sens, prête encore tant d'intérêt à l'étude des petits groupes de l'extrême-gauche franciscaine. Plusieurs de ces fanatiques, au XIVe siècle, ne reculèrent pas devant le bûcher. Mais c'est aussi ce caractère qui nous empêche d'éprouver ici la même absence d'arrière-pensée, le même entraînement de l'âme dont nous jouissons ailleurs. Et c'est pourquoi le petit Sinaï franciscain n'occupe pas dans notre cœur la place que méritent vos beautés naturelles, gracieuse montagne, Fontaine des Colombes !

III. — LE MYSTÈRE DE LA SAINTE PAUVRETÉ

Et pourtant ! Cette historiette médiocre, c'est tout le drame de la Pauvreté.

Un jour, racontent les *Fioretti*, frère Massée, qui était taquin, se mit à éprouver le Père Séraphique et à lui répéter plusieurs fois : « Pourquoi toi ?... Oui, explique-moi pourquoi tu as le monde à tes trousses ? Tu n'es pas beau, tu ne sais rien, tu n'es pas noble : alors, dis-moi pourquoi ? Pourquoi ? » A ces mots, l'homme de Dieu se réjouit en son cœur et rendit grâces au ciel de lui avoir donné un ami.

Il semble qu'aujourd'hui encore on pourrait se poser la question de frère Massée : « Pourquoi lui, toujours lui ? Pourquoi cette popularité unique de saint François entre tout le peuple des saints ? Pourquoi lui plutôt qu'un saint Paul ou un saint Augustin, un saint Benoît, un saint Bernard, ou ce charmant saint Dominique ? » Peut-être n'aurait-on pas tort de répondre : à cause de sa poésie, que l'école romantique nous a appris à mieux saisir. Mais cela suffirait-il, si nous ne croyions trouver, à tort ou à raison, des rapports entre les mouvements sociaux qui agitent notre temps et les idées du Petit Pauvre ?

Dante l'a deviné dans cet incomparable chant XI du *Paradis*, où toute l'histoire de saint François se réduit à son roman d'amour, à sa sublime passion pour Celle « à qui, comme à la mort, nul n'a jamais ouvert la porte du sourire »,

Chè per tal donna giovinetto in guerra
Dal padre corse, a cui com' alla morte,
La porta del piacer nessun disserra (1).

A la vérité, il est malaisé de surprendre à quel moment précis le *Giovinetto* connut clairement l'objet qui allait être le but héroïque de sa vie. Nuances plus fuyantes que celles du cou de la tourterelle. Est-ce le jour où, à Assise, dans la boutique de son père, il se reproche d'avoir brusqué un pauvre qui lui demandait la charité ? Est-ce le jour où, à Rome, sur le parvis de Saint-Pierre, il lui prend fantaisie de changer d'habits avec un pauvre, de se faire mendiant pour un jour ? Que fait-il ? Il s'enrôle dans la grande armée des misérables. Il croit n'y prendre qu'un bain rapide. Imprudent ! Le gouffre le tient, le gouffre de l'amour.

Pourtant il n'en sait rien encore. Il mendiait depuis trois ans, qu'il continue à s'ignorer. C'est seulement par hasard (un de ces hasards qui n'arrivent qu'aux âmes préparées) qu'un matin d'hiver, le 24 février 1209, en la fête de saint Mathias, apôtre, dans l'église de la Portioncule à laquelle il « travaillait » alors et qui peut-être ce jour-là, était rendue au culte pour la première fois, il entendit le prêtre lire l'Évan-

(1) *Parad.*, XI, 58-60. « Tout jeune, pour l'amour d'une dame, le voilà qui part en guerre et qui s'évade de chez son père, — la Dame à qui, comme à la mort, nul n'a jamais ouvert la porte du sourire. »

gile célèbre : « Ne prenez ni or, ni argent, ni monnaie dans vos ceintures, ni sac pour le voyage, ni deux habits, ni souliers, ni bâton : car l'ouvrier mérite sa nourriture (1). » Ce fut pour lui un trait de lumière. C'est ce jour-là qu'il prend le froc, détache ses sandales, jette son bâton, remplace sa courroie par une corde et se met à marcher *sur la chrétienté*, comme disait le vieux langage de ceux qui vont pieds nus. Il avait vingt-sept ans. Cette révélation se trouva confirmée peu après d'une manière éclatante, le jour où, dans l'église de Saint-Nicolas, il consulta l'Évangile avec Bernard de Quintavalle. Le livre trois fois ouvert donna trois fois même réponse. « Si vous voulez être parfaits, allez, vendez vos biens et donnez-en le prix aux pauvres... (2). » A partir de ce moment, la famille franciscaine est née et la *gente poverella* s'élance vers le monde.

Il faut désespérer d'ailleurs, profanes que nous sommes, avec nos pauvres mots, notre incurable misère de cœur, de nous représenter vraiment ce chapitre inouï, cette merveille d'une vie sainte, le roman de François et de la Pauvreté. Nous y échouons déjà quand il s'agit d'amours quelque peu raffinées, de ces amours courtoises que la poésie provençale avait mises à la mode, comme celles d'un Dante ou d'un Pétrarque et de leurs maîtresses mortelles. Que sera-ce s'il s'agit d'un saint, et d'un saint de si brûlante ardeur, de passion toute-puissante, un roi de l'imagination?

De noces véritables, d'épousailles, de contrat, d'anneau échangé, comme cela se passe dans l'histoire de sainte Catherine, de sainte Gertrude, d'Henri Suso, les biographes n'en disent pas un mot : il n'y en eut jamais et il ne pouvait pas y en avoir. C'est encore un faux-sens de la fresque trop vantée de Giotto dans l'église inférieure d'Assise. J'ajoute à la décharge du peintre que la faute en incombe au clerc qui a dicté le programme : vers 1330, personne ne comprenait plus rien aux mœurs du XIIe siècle. Il ne faut jamais oublier que François est un élève de nos poètes. Pour lui, la question d'épouser ne se pose pas : la Pauvreté est la femme du Roi, l'épouse de Jésus. On n'épouse pas la Reine. Toute cette vieille poésie courtoise roule

(1) Math., X, 9-10.

(2) Math., XIX, 21. Les deux autres passages que donna la consultation, furent Luc, IX, 1-7, et Math., XIV, 24-27.

exclusivement sur l'amour de la Dame, de la femme qui par définition ne saurait vous appartenir.

Dans les amours de François, rien de matériel, de formel, mais rien d'artificiel non plus. Ce n'est pas une convention, une simple métaphore, mais une haute flamme qui éclaire toute la vie. Cet idéal objet n'a rien d'une maîtresse en l'air : c'est tout autre chose qu'une abstraction, une vaine allégorie : la Pauvreté, François l'aima comme une personne, comme une figure vivante. Lui prête-t-il un corps, un visage, les traits de quelque femme aperçue dans la vie ? Recherche presque impie ! Il l'aimait cependant, cette beauté inconnue : ce n'était pas un souffle, une irréelle image ; il transportait en elle les mouvements de son cœur. Il mit dans cette étrange passion autant de génie que d'autres en dépensèrent pour leur Laure ou pour leur Béatrice. Elle se faisait connaître, se rendait sensible à lui par les effets de cet amour ; il sentait, il souffrait par elle, il la créait de ses soupirs. Il l'aimait comme l'artiste aime son art, le musicien sa musique. Elle fut pour lui ce qu'est le grand amour, la révélation de tout ce qui est beau et ineffable dans la vie.

Mais tout cela ne peut que s'entrevoir ; nul ne nous a rien dit et nous ne saurons jamais rien. « Hé ! François, lui disait sa bande en le voyant rêveur, as-tu l'amour en tête ? Songes-tu à prendre femme? — Plus belle que vous ne pensez ! » se bornait-il à répondre, et il leur cachait son secret. La dernière année de sa vie, trois inconnues le saluèrent un soir sur la route de Sienne : « Bonsoir, dame Pauvreté ! » dirent-elles, et elles s'évanouirent. Voilà tout ce que sait l'histoire ; voilà les seules lueurs que nous ayons sur le roman du saint Trouvère. Entre ces deux scènes si mystérieuses, placées l'une à l'aurore, l'autre au soir de l'existence, il n'avait fait qu'un rêve : et qu'est-ce pour lui que la Pauvreté, si ce n'est un mythe, un *senhal*, comme disaient les poètes provençaux, un de ces noms qu'on prête au plus beau de nos songes, un radeau, comme dit Platon, pour traverser la vie.

Vraie planche de salut ! Le monde sauta dessus, comme dans un naufrage, voulut s'embarquer pour le ciel. Ce fut une évasion, une fuite, une sortie de bagne, du triste bagne de la nécessité. Et qui ne voudrait encore recommencer, s'il se pouvait, cette charmante folie ? Qui ne prendrait passage sur

cette nef sans chaînes et sans amarres et ne ferait voile volontiers quelque part vers des îles ou des étoiles où l'on ne saurait plus ce que c'est que la géhenne de l'or?

Je me médirai point de l'or. Il se peut que ce soit un serviteur utile et il pèse moins sur le pauvre monde que ne font d'autres formes primitives de la propriété : et pourtant, ne trouvez-vous pas qu'aujourd'hui la Finance, les Banques, l'agiotage, les changes, les affaires jouent tout de même dans le monde un rôle exagéré? Ne trouvez-vous pas qu'il est dur, ce siècle du Roi Dollar, cette loi d'airain, ce règne du deux et deux font quatre, mais où ce qui faisait quatre ne ferait plus que deux ou même zéro et où l'homme laborieux apprend tous les matins que la même somme de veilles, de travail et de sueurs ne lui procurera pas, pour nourrir sa nichée, la même bouchée de pain.

Qu'en eût-il dit, le Petit Pauvre, lui qui faisait de ses mains des nids aux hirondelles pour qu'elles obéissent aux lois du Créateur? Oui, qu'en eût dit notre bienheureux petit frère François? Il y a trente ans, au temps où nous étions des collégiens, nous le tenions ingénument pour un doux socialiste, un innocent incendiaire, qui se serait fort bien entendu avec les blonds terroristes russes, qui étaient à la mode dans notre tolstoïenne jeunesse, et que nous aurions très bien vu entre Jean Grave et Jules Guesde aux dimanches de la villa Saïd. C'est ce qui le rendait si populaire à cette époque lointaine dans les cafés de la rue des Écoles, aux temps où il nous semblait facile d'organiser le bonheur et que l'on n'attendait que nous pour commencer, aux temps dont parlent les frères Tharaud dans *Notre cher Péguy*, le temps de la « Crypte », de la « cour rose » et de la « turne Utopie ».

Cette idée d'une société de cigales, d'une société subsistant tout entière sans aucune forme de capital, absolument au jour le jour ; ce tableau d'un monde d'artisans, de petits ouvriers vivant heureux du travail de leurs mains, sans acheter ni vendre, sans rien de vénal ou de mercenaire, ces villages où la vie est celle d'une grande famille, où tout le commerce n'est qu'un échange de bons services, ce paradoxe n'était donc pas une chimère, puisqu'il avait été réalisé une fois!

A la vérité, je ne jurerais plus que ce tableau de la société franciscaine décrive l'état que saint François rêvait réellement

pour tout le troupeau des fidèles. Dans ses songes les plus ambitieux, il n'y a jamais pensé que pour le petit nombre : il n'a jamais entendu dire que tout le monde renoncerait au monde : il ne le voulait que pour son ordre, et même dans ces limites, un si audacieux défi aux lois de la pesanteur ne put se soutenir au delà de quelques années ; François vécut assez pour voir les petits pauvres devenir propriétaires.

Je me demande surtout si les idées sociales que nous prêtions à saint François ont eu jamais accès dans son esprit. Jamais il n'a prononcé un mot de politique. Pas davantage il n'a été mû par la pitié sociale et les idées humanitaires. Il n'a pas dit le mot de Jésus : « *Misereor super turbas.* » On se méprend entièrement en lui prêtant ces sentiments qu'il ne connaissait pas. « Un révolutionnaire, » disions-nous de lui autrefois. Un « *capovolgitore* » (un culbuteur, un redresseur), ajoute M. Giovanni Papini. « De la dynamite en papillotes, » dit plus spirituellement M. Bergeret... Eh bien ! je crois que nous n'y sommes pas ; il s'agit d'autre chose.

Dussé-je contrister nos frères les socialistes, s'ils se plaisent encore à voir en saint François un précurseur, il faut leur ôter cette illusion... Pas plus qu'il n'a songé à réformer l'Église, il n'a seulement conçu la refonte de la société. Il n'avait rien d'un niveleur. Il était bien trop fin, bien trop artiste pour cela. Il trouve fort bon qu'il y ait des riches : il faut de tout pour faire un monde. Et il aime que chacun demeure dans son ordre et fasse son métier, lépreux s'il est lépreux et pauvre s'il est pauvre. Et c'est en cela surtout qu'il diffère des socialistes tels que nous les connaissons. Le socialisme n'aime pas les pauvres : il a horreur de la pauvreté. Il n'a qu'une ambition, qui est de la supprimer pour y substituer l'universelle médiocrité, la platitude égalitaire. En un mot, le socialisme est un système de la quantité, fondé sur la somme de biens produits ou possédés. Le système chrétien, qui est celui de saint François, est un système de la valeur et de la qualité.

Dans ce système, il y a toujours des pauvres, mais c'est le pauvre qui forme la noblesse. Les riches peuvent en être, mais à la condition de se démettre de leurs richesses. Ce n'est pas une déchéance, c'est une promotion. Saint François ne touche pas à l'inégalité, mais l'inégalité, dans son monde, joue en faveur du pauvre. Quand un pauvre parle à un riche, c'est lui

qui est le supérieur. Pourquoi ? Parce qu'il a une fonction et une dignité, parce qu'il remplit un rôle qui ne saurait, à aucun degré, appartenir à l'homme comblé de la fortune. Le mendiant qui tend la main, le misérable qui demande l'aumône, apparaît revêtu d'une majesté impersonnelle : il ne supplie pas, il commande. Oh ! il n'a pas besoin pour cela d'élever la voix. Il est un personnage. Il parle au nom du souverain. Il « représente », comme dit Péguy. Il représente Dieu, et il le représente deux fois, en tant que figure du Christ qui a voulu naître sur la paille, et en tant que ministre du Créateur qui exige sa dîme de tout ce qu'il a donné. Après cela, le riche peut refuser : c'est son affaire. Lazare n'a rien à dire, mais Dieu aura le dernier mot. Il lavera l'injure faite à son Pauvre. « Je me suis réservé la vengeance, » dit le Seigneur. Cette conception sublime de la mission du Pauvre, cette pourpre royale, cette grandeur antique, ce rayon de Dieu visible sous le haillon valent peut-être le programme unifié avec son cinéma et son faux-col pour tous et son luxe de confection et de grands magasins.

Cet honneur du Pauvre, saint François s'en fait une telle idée qu'il lui arrive, tout *Poverello* qu'il est, de porter envie aux vrais pauvres. Il lui semble parfois que ce n'est pas assez d'acheter cet honneur, de toute sa fortune : ce n'est pas la même chose que d'être pauvre sans le faire exprès, de l'être autrement qu'en amateur et comme par plaisir. Il lui semble parfois qu'il empiète, qu'il usurpe. Il n'est pas un pauvre de race : même dans ses guenilles, il sent toujours son prince. Il lui reste une tache de son ancienne richesse. Ce n'est pas du sang de pauvre qui coule dans ses veines et de la chair de pauvre que couvrent ses haillons. Il n'est pas *né*.

Il y a là-dessus un trait fort curieux. Un jour qu'il venait de recevoir une robe neuve, il aperçoit un pauvre : « Rendons, dit-il au frère qui l'accompagnait, rendons le bien d'autrui : il ne sera pas dit qu'on me prenne pour un voleur. » Scrupule singulier ! En recevant l'aumône, il craint de déposséder un droit antérieur, d'opposer un droit feint à un titre authentique. C'est un sentiment qui se rapproche de celui qu'exprime la légende du tyran de Samos, qui croit désarmer la Némésis par un sacrifice spontané. Le malheur volontaire, comme la pauvreté volontaire, peuvent-ils jamais suppléer le malheur non cherché, le caractère de l'Élection divine ?... Mais ici nous sortons de la

zone de la pure noblesse pour entrer dans un autre plan, dans l'ordre du Sacré.

*
* *

Pour saisir la vraie nuance de la Pauvreté franciscaine, il faut encore une fois ouvrir les *Fioretti* et y relire cet épisode où François et Massée, voyageant de conserve, s'asseyent pour déjeuner au bord d'un beau torrent aux portes de la ville et disposent sur une pierre le produit de leur quête. Massée était bel homme et faisait toujours des recettes magnifiques : toutes les femmes lui donnaient. A cette vue, François laisse éclater sa joie et s'écrie : « Nous ne sommes pas dignes d'un si grand trésor. — Quoi ! repart l'autre, tu vois que nous manquons de tout : ni nappe, ni couteau, ni sièges, ni écuelles, ni table, ni maison, ni valets, ni servantes. Et c'est cela, mon Père, que vous appelez un trésor ? — J'appelle un grand trésor, mon fils, un festin où n'apparaît nul secours, nul artifice de l'industrie humaine : tout ici est le don de Dieu. Ce pain de l'aumône, cette belle pierre plate qui nous sert de table, ce clair torrent dont nous buvons, tout cela est uniquement le bienfait de la Providence. Rendons grâce, mon frère, de ce banquet de la sainte Pauvreté, servi par les mains de Dieu même, et pour le prix duquel ce n'est pas trop de tout notre amour. »

On voit par où l'idée franciscaine de la Nature se rattache au système franciscain de la Pauvreté, qui fait partie lui-même d'un système de Noblesse. Ces trois idées se rejoignent à la cime et plongent à la fois dans le sacré. Rien n'a plus fait depuis un siècle que ce sentiment de la nature pour la gloire de saint François. Pour la plupart d'entre nous, qu'est-il ? Le saint du sermon aux oiseaux. Il s'ensuit que ce trait est généralement mal compris, faute de voir comment il s'articule au reste de la pensée. Parlerait-on de rapports entre François et Çakya-Mouni, si l'on ne se contentait de la vue la plus superficielle ? La piété bouddhiste envers la créature découle d'un sentiment entièrement étranger à la religion franciscaine : l'immense désespoir de la douleur universelle, la pitié pour le mal de vivre. La sympathie de François dérive d'un sentiment tout opposé. Elle repose tout entière sur l'idée de la Providence : toutes les créatures ont le même Père, nous sommes tous des enfants de la même famille, une famille où il y a un

ordre, une hiérarchie, une belle échelle d'aînés, de cadets et de tout petits, les uns mieux doués, les autres moins, comme dans toutes les familles, mais tous ayant même origine et devant, chacun à sa place et selon ses moyens, depuis le soleil jusqu'au ciron, son hymne au Créateur.

François, même dans le monde, était déjà touché par la beauté de la nature; mais pendant fort longtemps après sa conversion, il se contente de la regarder avec les yeux du moyen âge. On prétend que la Renaissance a inventé le paysage. Il suffit de considérer le site des châteaux, des abbayes, des pèlerinages (le Mont-Michel ou le Puy, pour ne citer que ces deux-là) pour se convaincre du contraire. Justement, au temps de saint François, des artistes inconnus, aux bords de l'Oise et de la Seine, étaient en train de faire une chose étonnante : ils inventaient un frisson nouveau, ils sculptaient le printemps aux portes des cathédrales. La France descendait dans son jardin et y rencontrait la poésie. En 1217, lorsque frère Pacifique arriva à Paris, il put y voir dans sa fraîcheur le portail de Notre-Dame où nos vieux imagiers, en ciselant dans la pierre le plantain et le fraisier, ont immortalisé le jeune souffle d'avril et le frémissement des feuillages.

Mais le vrai sentiment du moyen-âge est assez différent de ce naturalisme. Le moyen-âge s'était fait une idée magnifique de l'univers : il n'y voyait que le Créateur. Toute réalité n'est qu'une ombre; tout ici-bas n'est que symbole, figure, allégorie, tout est allusion à quelque chose d'invisible : le monde n'est qu'un immense vitrail qui laisse entrevoir le ciel. Chaque créature cache un sens et n'est qu'un reflet de l'Idée. La nature est un alphabet dont chaque forme épèle le nom divin. Ainsi tout est mystère, tout est révélation. La création devient un hiéroglyphe, un rébus, une Bible, dont la contemplation déchiffre les secrets. Tout le XIIIe siècle a pensé que l'univers n'est qu'un songe de Dieu, et tout fait voir que saint François n'a pas eu d'autre pensée. Il chérit les agneaux en pensant à l'Agneau immolé pour les hommes. S'il ramasse le vermisseau et le porte avec précaution sur le bord de la route, c'est en ressouvenir du verset du Psalmiste « *Vermis sum et non homo.* » La fleur le fait songer à cette fleur sortie de la tige de Jessé. La pierre du chemin lui rappelle Celui qui se compare à une pierre de rebut. Il ne souffre pas qu'on éteigne une flamme, image de la flamme éternelle.

C'est seulement assez tard, au retour de la Terre Sainte, qu'il s'aperçut d'un don nouveau, d'un pouvoir, d'une sorte de charme qu'il exerçait sur la nature. Les créatures les plus timides ne le fuyaient plus, semblaient lui obéir. Il fit cette découverte un jour près de Bevagna. Apercevant un champ que couvrait une nuée d'oiseaux, il y court : il vit qu'ils ne s'envolaient pas. Charmé de leur confiance, l'idée lui vient de leur adresser la parole : « Mes frères les oiseaux, louez votre Père céleste qui vous a donné plumes et ailes et tout ce qu'il vous faut. Il vous a faits princes entre les créatures et vous assigne pour château la voûte de l'azur... » Et eux d'ouvrir le bec, de secouer leurs petites têtes, de ramager en leur latin et de battre des ailes avec des signes de joie en se caressant à sa robe ; enfin d'un signe de croix, il leur donne congé.

Depuis ce jour, la scène se renouvela souvent, en particulier dans cette Arcadie de la vallée de Rieti : c'est un lièvre à Greccio, c'est une poule d'eau, une tanche du lac, c'est un faisan à Sienne, à l'Alverne un faucon, à Alviano des hirondelles, une cigale à la Portioncule. Le Petit Pauvre nous apparaît ainsi comme un doux thaumaturge, dans une nature apprivoisée, rendue à l'état d'innocence. Et le mot qui nous reste de lui, c'est cet appel de fraternité qu'il adressait du fond du cœur à toutes les créatures : « Mes sœurs les hirondelles », ou « Ma sœur la cigale ».

Et cependant, on pourrait soutenir que sa légende loue ici en lui ce qu'il a de moins original. Rien de plus commun qu'un pareil trait, dans toute l'hagiographie. Le saint a toujours fait bon ménage avec l'animal. Pour en douter, il faut n'avoir pas lu une vieille légende, jamais jeté les yeux sur un porche de cathédrale : la mémoire populaire est encore pleine, dans chaque province, de ces couples familiers d'un saint et d'une bête, la pie de sainte Ode, l'oie de saint Martin ou de saint Rigobert, les geais de saint Fructueux, les grues de saint Agricol, saint Marcou et son lièvre, saint Calais et son buffle, saint Gilles et sa biche, le sanglier de saint Dié, le loup de saint Norbert, celui de saint Malo, qui lui porte son bois, celui de saint Hervé, qui remplace le chien de l'aveugle qu'il a mangé ; c'est l'ours de saint Waast, celui de saint Gall, celui de saint Aurige de Gap, qui reparaît chaque année au bout de l'an de l'évêque. Saint Cerboney entre chez le pape, suivi d'un troupeau d'oies, comme

François suivi d'un agneau. Saint Aldebrand fait taire les hirondelles de Fossombrone comme François celles d'Alviano. Tout le moyen âge a connu cet attrait de mansuétude, ce pouvoir de la bienveillance et de la pureté, qui désarme la méfiance, endort la guerre invétérée que l'homme et la nature se font depuis la chute. Parmi tant de misères (qui d'ailleurs n'étaient pas plus intolérables que les nôtres) le moyen âge a connu au moins ce rêve de la paix divine. Il savait que la cause de tout désordre est le péché, que l'égoïsme est l'unique obstacle qui nous sépare du monde, et qu'il suffit de l'ôter, de la rompre cette muraille, cette croûte de sécheresse et d'endurcissement, pour retrouver l'antique alliance, la bonne intelligence de l'enfant et de l'animal, la paix de l'aurore, le pacte d'innocence avec les choses de Dieu.

Il ne s'étonnait guère de ce qui nous émerveille. Il savait que la licorne, le furieux rhinocéros vient se prendre de lui-même dans le sein d'une vierge. Il connaissait l'histoire de la perdrix de saint Jean, l'histoire de saint Valéry, que les oiseaux couronnaient comme un arbre, se laissant caresser et ne s'envolant que bénis, l'histoire de saint Blaise, que ses bourreaux découvrirent au fond d'une forêt, au milieu d'un cercle d'animaux qui environnaient le nouvel Orphée, celle de saint Adjuteur de Vernon, dont la sépulture ignorée fut signalée aux fidèles par une nuée d'oiseaux qui chantaient sur sa tombe. Sainte Colette vit entourée d'alouettes, de tourterelles; un agneau la suit à l'église, et à l'élévation, s'agenouille. Notre Jeanne elle-même, une telle douceur émanait de sa personne, que les petits oiseaux, dans son enfance, venaient à elle. Toute cette vieille religion a un caractère rural, une saveur domestique que nous ne connaissons plus. L'Église d'autrefois n'est pas du tout bourgeoise : c'est une reine et une paysanne. C'est bien plus que la nôtre une religion de plein air. C'était un monde beaucoup moins compassé que notre triste monde administratif, plus proche de la nature et aussi de la féerie : l'étable n'est jamais loin, l'animal est de la maison. Tout cela, bêtes et gens, est un peu de la même famille. Cela sent à la fois la terre, le foin, l'arche de Noé et le parfum des champs.

Qu'avons-nous perdu, malheureux! en oubliant ce petit monde d'autrefois, ce Paradis de Pauvreté où nous conviait saint

François? Qu'avons-nous fait en méconnaissant une vue de l'univers si pure et si touchante? Par quoi l'avons-nous remplacée? Ce monde de la Pauvreté, c'était tout simplement le royaume de Dieu : c'était un monde de la valeur, un monde où chaque objet avait sa place exacte, où chaque chose était une personne et pourtant en représentait une autre: où tout le périssable se prolongeait dans l'éternel. Quel respect de la créature, quel ménagement, quel tact, dans l'usage des biens de la vie, inspire une telle doctrine! Quelle leçon de tenue résulte de ce sentiment du sacré! On marche dans l'existence comme dans une église, au milieu des choses saintes. On est reçu chez un seigneur très bon, très magnifique, que l'on aborde avec confiance, mais dans la maison de qui on aurait pudeur d'abuser. Et au fond, cet esprit de Pauvreté, n'est-ce pas le sentiment que la vie ne nous appartient pas, qu'elle n'est qu'un prêt qu'il faudra rendre comme nous l'avons reçu, et dont le véritable sens est un sens de Sainteté?

Là-bas, à l'autre bout de la vallée de Rieti, il y a un paysage célèbre : ce sont les chutes du Velino. Là se trouve ce déchaussement dont j'ai parlé plus haut, cette rupture du terrain, cette cassure brusque à l'endroit où les eaux des hautes vallées de la Sabine tombent dans la Nera, qui, à travers son étroite gorge, les roule et les emporte au Tibre. Le site était illustre, connu de tous les peintres et de tous les poètes. Qui ne se rappelle le petit Corot qui représente cette cascade, la haute crête rocheuse, usée au bord d'une sorte d'encoche, comme la corde du seau en fait à la margelle d'un puits, — et après, l'immense saut dans le vide, avec deux arrêts, deux étages : on aurait dit un arbre liquide avec toutes ses racines, une sorte d'hydre glissant de la roche en agitant ses gueules et ses crinières d'écumes. Childe-Harold consacre à cette chute quelques strophes de son poème :

A matchless cataract,
Horribly beautiful! (1)

René conduit ici Pauline de Beaumont expirante : elle demeura quelques moments silencieuse et gémit. « Il faut

(1) *Childe Harold's Pilgrimage*, chant IV, str. 71.

laisser tomber les flots ! » Peu de paysages donnaient une sensation comparable à celle de ce château d'eau : c'étaient les proportions, les formes de la perfection. Le fluide y prenait je ne sais quoi de sculptural. Lorsqu'élevé sur un tertre dans le tonnerre de la cascade et le voile d'embruns qui s'élevaient de la chute, l'œil plongeait dans le gouffre où se mêlaient les deux fleuves, on avait l'impression d'une lutte, d'embrassements, d'étreintes, d'une proie, d'une fuite, d'un rapt, de voiles déchirés, d'un groupe tumultueux de désirs et de cris : c'était Perséphone ravie par Pluton aux Enfers.

J'ai voulu revoir l'autre jour la cascade de Terni. Les faubourgs de la ville ressemblent à Aubervilliers. A Papigno, où la route s'engage dans la gorge de la Nera, d'énormes excoriations de la montagne, de grandes dartres livides, béantes dans le manteau des pins, annoncent des carrières de béton ; des détonations font sauter de nouveaux pans de la montagne dans des nuages de poussière. Le village archaïque est devenu une cité ouvrière. J'approche enfin de la cascade, reconnaissable à sa grande voix et à la légère vapeur d'eau suspendue au-dessus de son gouffre invisible. Mais je ne m'y reconnais plus. On m'a changé le paysage. Une file d'usines occupe le fond de la vallée. Le décor est troué par des lueurs de fournaise. La cascade n'est plus la même. Voilà bien toujours la haute colonne, la blanche glissade verticale, le saut vertigineux du Velino dans l'abîme ; mais le reste a disparu. On a escamoté la chute : sous cette trombe d'eau qui tombe, le lit du torrent est à sec, comme si tout se perdait subitement par un trou... Je remarque alors les barrages, les batteries de siphons qui conduisent aux turbines, les drains appliqués de tous côtés au flanc de la montagne, tous ces appareils, ces suçoirs qui boivent le chef-d'œuvre, l'absorbent, l'embouteillent pour que le beau dragon liquide, comme un chien dans un tournebroche, mette en mouvement des roues de machines et des cylindres de laminoirs.

Il n'y a plus de chutes de Terni. Si demain un furieux lacérait quelque *Fornarine* ou tentait de mutiler l'*Ariane* ou l'*Apollon*, il n'y aurait qu'un cri dans la presse mondiale pour protester contre cette barbarie. Le paysage de Terni valait bien plus que l'*Apollon*. On a pu déshonorer impunément un des plus beaux lieux du monde, parce qu'il s'agit cette fois d'une chose qui va sans dire et que tout le monde comprend, dans notre

siècle de progrès, c'est-à-dire de produire des canons de fusils, des plaques de blindage et surtout de faire de l'argent.

Terni était une beauté, une des parures de l'Italie. C'est maintenant un Creusot, un centre industriel, une richesse économique. Il y avait là une nymphe, une des plus belles formes sorties des mains du Créateur : ce n'est plus que de la houille blanche. Une des plus belles choses de la vieille Europe est détruite. Mais il faut bien que là-bas Rome ait des tramways et des ampoules électriques pour éclairer, dans les restaurants élégants, les dîneurs en smoking, les perles et les épaules des belles fumeuses de cigarettes.

Eh! oui, il s'agit de milliards : va-t-on laisser se perdre cette fortune? Je songe pourtant aux paroles du Petit Pauvre à frère Massée. Qui sait? C'est peut-être ici même qu'il s'était arrêté pour dîner d'une croûte, sur une table de pierre, au bord du torrent brillant de joie, dont le jaillissement, les jeux, les éternelles vapeurs lui parlaient de la fraîcheur, de la générosité de la *cortesia* divine et de l'inépuisable gratuité de la Création. Qui, de lui ou de nous, fait le meilleur usage du don de Dieu? Qui sait le mieux jouir du trésor de la vie? Qui enfin est le vrai riche, de l'homme qui « laisse tomber les flots » pour n'en boire qu'un gorgée et s'enchanter de poésie, ou du moderne qui ne sait que souiller un chef-d'œuvre? Mais nous ne sommes plus assez riches, avec tout l'or du monde, pour nous payer le luxe de la sainte Pauvreté.

LOUIS GILLET.

(A suivre.)

LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS

ET LES

« CONCESSIONS » AUX ÉTRANGERS

Dans la lettre datée du 28 octobre 1924, par laquelle M. Herriot notifia au gouvernement de l'U. R. S. S. sa reconnaissance *de jure* par le gouvernement de la République française, le président du Conseil français déclarait que le gouvernement de la République « entend réserver expressément les droits que les citoyens français tiennent des obligations contractées par la Russie ou ses ressortissants sous les régimes antérieurs, obligations dont le respect est garanti par les principes généraux du droit, qui reste pour nous la règle de la vie internationale. » La réponse du gouvernement des soviets, datée du 29 octobre 1924 et signée par Kalinine, Rykoff et Tchitchérine, ne faisait aucune allusion à cette déclaration de M. Herriot. En revanche, dans une interview accordée par M. Rykoff au représentant du *Petit Parisien*, le président du Conseil des commissaires du peuple expliqua que le gouvernement soviétique considérait ce passage de la lettre de M. Herriot comme « une déclaration unilatérale, émanant de la France seule... Notre point de départ, ajouta M. Rikoff, est tout différent. »

Et, en effet, la Conférence franco-soviétique, qui poursuit en ce moment ses travaux, semble avoir perdu de vue le principe de la continuité des obligations et de la reconnaissance des dettes. C'est une autre formule qui paraît être à la base des travaux de cette conférence. La formule de la reconnaissance des dettes et de la restitution des propriétés nationalisées est remplacée par celle des indemnités à allouer, sous certaines

conditions, aux porteurs de fonds russes et aux industriels dépossédés. Ces indemnités, le gouvernement de Moscou les conçoit avant tout sous forme de « concessions » à octroyer à des industriels et à des capitalistes étrangers, qui, en même temps, investiraient dans ces concessions de nouveaux capitaux.

Ainsi la question des concessions devient une des principales questions, — si ce n'est la principale, — qu'aura à examiner la conférence franco-soviétique.

Nous essaierons dans cette étude d'établir le bilan des concessions du gouvernement bolchévique et de répondre successivement aux trois questions suivantes :

1° Comment s'explique la politique, en apparence contradictoire, d'un gouvernement qui, d'un côté, travaille à susciter à l'étranger « la révolution mondiale contre le capital » et, d'autre part, recherche les sympathies de ce capital odieux en n'épargnant aucune promesse pour l'attirer en Russie ?

2° Quels sont les résultats donnés jusqu'à ce jour par les concessions octroyées aux étrangers dans l'U. R. S. S. ?

3° Les conditions juridiques, économiques et sociales créées par le régime soviétique permettent-elles l'emploi productif des capitaux étrangers dans les concessions octroyées par le gouvernement actuel ?

I. — POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DES SOVIETS ENVERS LE CAPITAL ÉTRANGER

La conférence franco-soviétique met une fois de plus en relief les deux politiques diamétralement opposées que le gouvernement bolchévique poursuit envers le capital étranger : l'une est appliquée aux capitaux que les étrangers ont investis en Russie avant 1918 ; l'autre se rapporte aux nouveaux capitaux que le gouvernement essaie d'attirer en Russie pour l'exploitation des richesses naturelles du pays et pour venir en aide à son industrie déficitaire.

En ce qui concerne les capitaux étrangers déjà investis en Russie, le gouvernement se montre catégorique : toutes les propriétés et autres biens appartenant aux étrangers sont nationalisés : c'est un fait accompli ; c'est une des conquêtes de la révolution d'octobre 1917, et il n'y a pas lieu d'y revenir. Si des conventions politiques et économiques favorables aux

soviets sont conclues avec eux, si, notamment, des crédits leur sont accordés, ils veulent bien consentir à octroyer une indemnité aux propriétaires étrangers dépossédés, sous forme de concessions.

Envers les capitaux étrangers nouveaux dont on sollicite le concours, la politique de Moscou est tout autre. Le gouvernement leur promet la sécurité et essaie de les attirer par des perspectives de gains importants.. A cet effet, il répand à l'étranger les informations les plus optimistes sur la situation économique de l'U.R.S.S. et sur les avantages que peut assurer au capital le travail dans la Russie soviétique.

Dans tous les domaines de son activité économique, le gouvernement éprouve le plus urgent besoin de capitaux : l'outillage industriel, le matériel ferroviaire, la flotte marchande, exigent des réparations et un renouvellement ; aucune extension de l'exploitation des richesses naturelles du pays n'est possible sans investissement de capitaux importants ; le stock d'or de la banque d'État exige un renforcement, etc. Or, le régime actuel ne peut pas compter sur les capitaux indigènes : ceux qui se trouvaient dans le pays avant 1918 et avaient été accumulés par le travail de nombreuses générations, ont été dépensés et dilapidés par lui et les sources créatrices de nouveaux capitaux ont été taries. Ceux qui recommencent, très lentement, à se former dans le pays, sont insuffisants ; ils se cachent, d'ailleurs, et se détournent des entreprises soviétiques.

C'est dans ces conditions que le gouvernement s'adresse au capital étranger. Il le fait d'autant plus volontiers qu'il considère ce capital, contrairement aux capitaux indigènes, comme un capital *apolitique*, c'est-à-dire qu'il ne craint, de la part des capitalistes étrangers, aucune velléité de modifier le régime politique actuel.

D'autre part, malgré toutes les déceptions, le communisme garde sa foi dans la révolution prolétarienne mondiale qui, en détruisant partout le régime capitaliste, ferait table rase de toutes les conventions signées actuellement avec les concessionnaires. Dès le début de la politique de concessions, les dirigeants soviétiques ne se gênaient pas pour le proclamer dans les journaux officiels. En 1919, l'*Economitcheskaya Jizn* (n° 51) écrivait : « Notre tactique doit consister à compter sur la révolution mondiale qui approche. Nous pouvons entrer en pour-

parlers et même en relations d'affaires avec les impérialistes, en escomptant le caractère passager de ces relations. La révolution qui éclatera dans toute l'Europe par la force même de l'évolution inévitable des événements, fera table rase de toutes ces conventions. »

Cette conception du sort réservé aux capitaux étrangers investis dans l'U.R.S.S. correspond entièrement aux paroles prononcées le 27 janvier 1925 à la Chambre des députés par M. Marcel Cachin, le leader communiste français : « Laissez les soviets se débrouiller avec les capitalistes. Ils ont étranglé les leurs. Ils étrangleront à leur tour les autres (c'est-à-dire les étrangers). » Et tout récemment, au mois de février 1926, Boukharine, l'un des dirigeants soviétiques les plus en vue, a fait la déclaration suivante au cours d'une conférence du parti communiste publiée dans *le Messager de Paris*, organe officiel des Soviets à Paris, le 18 février 1926 : « D'une part, nous admettons les éléments capitalistes, nous condescendons à collaborer avec eux ; et d'autre part notre but final est de les éliminer radicalement, de les vaincre, de les annuler, tant économiquement que socialement. C'est un type de collaboration qui présume une lutte acharnée, sans que toutefois nécessairement le sang soit versé. »

II. — LE BILAN DES CONCESSIONS

Données générales. — Les premières tentatives pour attirer des capitaux étrangers vers la Russie soviétique se rapportent à la première année du nouveau régime : c'est en 1918 que le gouvernement des Soviets entra en pourparlers avec le peintre Borissoff et le nouveau riche norvégien Hannevig au sujet de la concession ferroviaire de la « Grande voie septentrionale ». Toutefois, jusqu'à l'année 1920, le gouvernement n'eut aucune politique définie et n'établit aucun règlement général en matière de concessions. Le 23 novembre 1920 fut signé un décret du Conseil des commissaires du peuple « sur les conditions générales économiques et juridiques des concessions » ; quelque temps après, fut fondé le Comité supérieur des concessions, actuellement présidé par Trotzky.

D'après les dernières données officielles publiées par l'*Economitcheskaya Jizn* le 7 février 1926, le nombre des demandes

de concessions et le nombre des concessions accordées ont été les suivants :

Années	Nombre des concessions demandées.	Nombre des concessions accordées.
Jusqu'à 1922	338	18
— 1923	607	44
— 1924	311	25
— 1925 au 1er octobre . . .	199	23
	1 455	110

Sur les 110 concessions accordées, 22 ont été liquidées, dont 9 petites concessions commerciales de courte durée après échéance de leur terme et 13 en raison de la non-exécution par les concessionnaires des obligations assumées.

D'autre part, d'après les données citées par Trotzky, les concessions accordées se répartissaient comme suit (1) :

Concessions minières	13
— industrielles	17
— commerciales	23
— agricoles	13
— forestières.	6
— autres.	13

Parmi les concessions accordées, 22 l'ont été à des Allemands, 17 à des Anglais, 8 à des Américains et le reste se répartit entre des ressortissants de vingt nationalités.

Ces chiffres comportent les observations suivantes :

Le nombre des demandes diminue progressivement depuis 1923, témoignant ainsi du fléchissement de l'intérêt accordé par les étrangers aux concessions soviétiques, les treize concessionnaires qui ont rompu leurs contrats avec le gouvernement de Moscou sont pour la plupart des personnalités ou des sociétés industrielles et financières importantes. Celles-ci, par conséquent, n'auraient pas abandonné leurs tentatives sans raisons sérieuses. Or elles ont dû constater que des difficultés insurmontables s'opposent à la productivité des capitaux étrangers sur le territoire de l'U. R. S. S. Parmi les concessionnaires, dont les contrats furent rompus, figurent notamment : *Otto Wolff*, *Aschberg*, *Westinghouse*, *The International Harvester*

(1) *Economitcheskaya Jizn*, n° 171 de 1925.

Company, la *White Star Line*, la *Hamburg America Line*, le *Nord Deutscher Lloyd*, etc. (1).

Les résultats atteints, en ce qui concerne les concessions industrielles et agricoles, sont faibles. Les plus importantes, d'après les données citées par Trotzky, sont les concessions forestières qui fournissent 24 pour 100 de toute la quantité du bois exporté par l'U. R. S. S. Leurs opérations en 1923-1924 avaient été évaluées à 16 millions de roubles tchervonetz. Les opérations des concessions commerciales comportaient 6 pour 100 de l'ensemble des opérations du commerce extérieur de l'U. R. S. S. et se chiffraient par 20 millions de roubles tchervonetz.

Quant au capital investi dans l'ensemble des concessions, il ne dépasse pas, d'après le même rapport de Trotzky, 25 millions de roubles tchervonetz, contre 58 millions de roubles qui devaient être versés, d'après les contrats de concessions (80 millions, si l'on tient compte de la concession de *Lena Goldfields*).

L'étude sur les résultats obtenus par la politique de concessions publiée dans le n° du 7 février 1928 de l'*Economitcheskaya Jizn*, que nous avons déjà citée, résume en termes suivants ces résultats : « Comparativement à l'industrie de l'État et au commerce soviétique, les résultats pratiques des conventions de concessions avec les étrangers, sont encore absolument insignifiants. C'est ainsi, par exemple, que le revenu de l'ensemble des concessions en vigueur est évalué, pour l'année budgétaire 1925-1926, à 15 000 000 de roubles seulement. »

Pour mieux se rendre compte des résultats de la politique moscovite en matière de concessions, il faut étudier, parmi les principales concessions industrielles et agricoles, celles que le gouvernement a entourées de la réclame la plus bruyante et qui suscitaient chez lui les plus grands espoirs. Il faut considérer comme particulièrement significatif l'échec des concessions octroyées aux Allemands, parce que les Allemands connaissent mieux que les autres étrangers la Russie où ils ont de nombreuses relations et parce que le gouvernement soviétique, pour des raisons politiques, réservait aux concessionnaires allemands le maximum d'avantages.

(1) Voir le bulletin n° 130 de la Commission pour la reconstitution de l'industrie minière et métallurgique de la Russie méridionale.

Principales concessions industrielles et agricoles. — La société commerciale mixte germano-soviétique *Russ-Guetorg*, dont le participant du côté allemand était le Syndicat Otto Wolff, fut créée en octobre 1923. Le syndicat apporta 300 000 roubles-or. Au début, la société fonctionna et rapporta même quelques bénéfices, dont 65 à 75 pour 100 revenaient aux soviets. Mais l'absence de tout pouvoir d'achat des populations russes, le manque d'un appareil commercial normal, la cherté des transports et le niveau extrêmement élevé des dépenses générales, ont anéanti toute l'affaire. Le Syndicat Otto Wolff dut déclarer qu'il résiliait le contrat et il abandonna la société. Le capital investi par Otto Wolff fut entièrement perdu.

Une concession pour l'exploitation d'une énorme superficie boisée, dans la région du chemin de fer en construction, de Mga à Rybinsk, concession autour de laquelle le gouvernement de Moscou organisa une réclame bruyante, fut octroyée par les bolchéviks au chancelier allemand, le docteur Wirth. Une société spéciale (*Mologa-Aktiengesellschaft*) fut créée pour l'exploiter. Le concessionnaire obtint des privilèges extraordinaires qu'on ne rencontre pas dans les autres contrats, cette concession devant, dans l'esprit des bolchéviks, servir d'appât aux capitalistes étrangers. Toutefois, malgré ces privilèges spéciaux, l'exploitation ne progressa pas; son développement fut entravé par le manque de main-d'œuvre, de moyens de transport et en raison des conditions économiques et juridiques du régime soviétique.

Après la conclusion de la paix de Versailles, les usines Krupp furent transformées pour la fabrication des machines agricoles. L'administratien des usines décida d'organiser la production des machines agricoles en Russie et l'exploitation, au moyen de ces machines, de grands terrains agricoles. Les bénéfices de cette exploitation devaient couvrir, en partie, le prix de revient des machines. Pour réaliser ce projet, Krupp conclut, en juin 1920, une convention provisoire avec les Soviets en vertu de laquelle il obtenait le droit d'exploiter une superficie de 1 500 000 déciatines. En 1920, il signa la convention définitive qui réduisait la superficie à 25 000 déciatines, soit une réduction de 600 pour cent. Voici les résultats de la concession : en 1923, 600 déciatines seulement furent labourées; on importa 8 tracteurs, dont 2 seulement purent fonctionner.

D'après les données du journal allemand *Ostwirtschaft* du 1er février 1924, le nombre des ouvriers qui travaillaient dans la concession était de 5 allemands et 70 russes. Le troupeau d'animaux vivants comptait alors 20 porcs, tandis qu'à l'époque où le contrat avait été signé, on ne parlait de rien moins que du rétablissement de l'élevage russe. Une commission d'ingénieurs allemands visita la concession Krupp et arriva à la conclusion que le sol de la région du Don, où se trouve la concession, ne supporte pas le travail par machines agricoles. Il est évident que ceci n'était qu'un simple prétexte pour rompre un contrat qui, d'après les données indiquées ci-dessus, n'avait aucune chance de donner des résultats favorables.

D'autre part, le 5 décembre 1925, les *Izvestia* déclarèrent que les capitaux engagés par Krupp, ne dépassant pas 60 000 roubles, étaient insignifiants et que, jusqu'à ce jour, le concessionnaire n'avait retiré aucun bénéfice de sa concession.

Le docteur Nansen a obtenu des Soviets, à titre de concession, un terrain de 3 000 déciatines pour exploitation agricole. Au sujet de cette concession, l'ingénieur Seddergrem fit, au début de 1925, à Stockholm, un rapport, dans lequel il constatait un déficit d'exploitation. Il estimait que ce résultat provenait de la fixation des prix des céréales par le pouvoir soviétique, et de l'impossibilité d'obtenir une productivité normale du travailleur agricole, en raison de son indiscipline. Il notait, d'autre part, que ces difficultés se compliquent du fait de l'immixtion continuelle des pouvoirs locaux dans la direction de l'exploitation et de l'hostilité des paysans envers la concession. Ceux-ci, ayant perdu leurs chevaux et leur cheptel à la suite des expériences communistes, envisagent avec envie et malveillance les machines agricoles. L'ingénieur Seddergrem se plaint que les communistes utilisent ces sentiments pour exciter la xénophobie des paysans. En tout cas, l'avenir de cette concession est des plus précaires.

En septembre 1922, la Société *International Bernsdall* a obtenu dans la région de Bakou, à Balakhany, une concession pétrolière, ou plutôt s'est engagée à effectuer certains travaux techniques de puisage et de forage pendant une période de quinze ans. L'immixtion continuelle des autorités soviétiques et des unions professionnelles, qui soumettaient les concessionnaires à des exigences, pour la plupart inacceptables, con-

traignit la *Bernsdall Corporation* à cesser, en automne 1924, les travaux, et à rappeler son personnel, après avoir subi des pertes matérielles très importantes.

En 1918, les Soviets ont donné en concession à la Société américaine *Westinghouse* une usine à Iaroslavl, qui, avant la nationalisation, appartenait à un négociant, Stchetinine. La Société concessionnaire avait l'intention de se servir de l'usine pour la fabrication des freins automatiques. Après avoir outillé l'usine en conséquence et l'avoir exploitée pendant quelques années, elle dut cesser l'exploitation, ne pouvant « ni satisfaire à toutes les exigences des pouvoirs soviétiques, ni choisir librement ses ouvriers ».

Le *Glavmétal* ayant intenté une action auprès du tribunal de la province de Moscou, le tribunal déclara que la convention devait être annulée et que la Société Westinghouse avait à payer au Conseil suprême de l'économie nationale 236 978 roubles, intérêts en sus. L'outillage de l'usine fut mis en vente. Notons, en passant, que l'ancien propriétaire de l'usine Stchétinine, qui habite actuellement Londres, intenta une action à la Société Westinghouse, celle-ci ayant accepté la concession de l'usine avant la reconnaissance *de jure* du gouvernement des Soviets par l'Angleterre.

Le 7 janvier 1922, le gouvernement de la République d'Extrême-Orient conclut avec la *Sinclair's Prospecting Company* une convention de concession pour la recherche du pétrole dans l'île Sakhaline, convention qui fut approuvée par le Conseil des commissaires du peuple le 24 juin 1923.

Cette convention conférait au concessionnaire le droit de rechercher et d'exploiter des terrains pétrolifères dans la partie russe de l'île Sakhaline pendant trente-six ans, dont cinq années pour les recherches et trente et une années pour l'exploitation. La *Sinclair's Prospecting Company* versa, à titre de garantie, 200 000 roubles en espèces, et délivra, en outre, une lettre de garantie de 800 000 roubles. Lorsque les ingénieurs de la Compagnie arrivèrent dans l'île Sakhaline, le gouvernement japonais leur refusa l'autorisation de commencer les travaux. La *Sinclair's Prospecting Company* déclara aux Soviets qu'elle exigeait la prolongation des délais de recherches tant que ne seraient pas écartés les obstacles créés par les Japonais. Le Conseil suprême de l'économie nationale

refusa et il est intéressant de noter qu'il fit mention dans sa réponse du droit réservé par la convention au concessionnaire de dénoncer l'accord, au cas où le gouvernement des États-Unis ferait obstacle aux droits du concessionnaire.

Le conflit fut porté devant le tribunal provincial de Moscou, qui déclara la convention abolie. Tout en refusant au gouvernement des Soviets le droit de s'approprier les 200 000 roubles versés par le concessionnaire, à titre de garantie, il donna une compensation au gouvernement en décidant que le concessionnaire devait payer la même somme, à titre de frais de justice. Il y a, dans l'histoire de cette concession, un trait caractéristique : l'octroi de la concession devait servir de prétexte pour provoquer une intervention des États Unis au bénéfice du concessionnaire, en utilisant le conflit des intérêts du Japon et des États-Unis en Extrême-Orient. Intervention qui aurait certainement renforcé la situation politique des Soviets en Extrême-Orient. Comme le gouvernement des États-Unis ne répondit pas à cette invite, les Soviets ne se gênèrent nullement pour annuler la concession, tout en s'emparant, sous forme de taxes judiciaires, des sommes versées par le concessionnaire à titre de garantie.

Le 12 juin 1925, le gouvernement des Soviets a signé un contrat de concession avec la maison américaine Harriman et Cie pour l'exploitation des mines de manganèse de Tchiatouri (Caucase). Le contrat prévoit l'abandon à la maison Harriman et Cie, pour une durée de vingt ans, du droit exclusif de recherches, de prospection et d'exploitation des mines de manganèse (oxydes et peroxydes) qui proviennent des gisements de Tchiatouri, situés dans le district de Charopansk, gouvernement de Koutaïs, République de Géorgie. Le gouvernement soviétique se réserve sur la concession une quantité de 15 millions de tonnes de minerai qu'il pourra exploiter par ses propres moyens, afin de satisfaire aux besoins intérieurs de l'U.R.S.S. En outre, le concessionnaire doit lui livrer, au prix de revient, tout le manganèse dont pourrait avoir besoin son industrie. Pendant quatre à cinq ans, le concessionnaire n'a à payer aucun droit sur l'outillage importé et pour la durée du contrat il est libéré d'impôts. Il doit se soumettre aux lois soviétiques sur le travail. Il s'engage à dépenser pour les travaux de la construction d'usine et de l'embranchement de la voie ferrée et

de l'aménagement du port de Poti au moins 4 millions de dollars. Le concessionnaire s'engage à exporter pendant la durée de la concession au moins 15 000 000 de tonnes de minerai ou de peroxyde et à payer au gouvernement 3 dollars par tonne de manganèse produite pendant les trois premières années et 4 dollars par tonne pendant les années suivantes (respectivement 6 et 9 dollars par tonne de peroxyde). Il doit payer, en outre, une redevance de 2 roubles tchervonetz par hectare de propriété minière et 100 roubles par hectare bâti. Les différences d'interprétation sont soumises à l'arbitrage et le super-arbitre est choisi sur la liste de savants étrangers dressée par le gouvernement soviétique.

Il est trop tôt pour dresser un bilan quelconque de la concession Harriman, mais dès maintenant on peut affirmer que le concessionnaire a accepté des conditions fort onéreuses, probablement pour pouvoir lutter avec les propositions des anciens propriétaires allemands des mines de Tchiatouri, et qu'il peut un jour se trouver devant des difficultés insurmontables. En effet, les importantes redevances fixes qu'il aura à payer sur chaque tonne produite ne lui permettront pas d'adapter les prix de revient au prix du marché mondial, qui sont à l'heure actuelle très élevés, précisément en raison de l'insuffisance de la production de Tchiatouri. D'autre part, un élément très important du prix de revient, les salaires, sont fixés par les unions professionnelles et échappent, par conséquent, à la volonté du concessionnaire. Nous parlerons un peu plus loin du mode de fixation des salaires par les unions professionnelles. Mais ce qui est particulièrement grave, c'est que le contrat n'assure nullement au concessionnaire le monopole de la production du manganèse. Il existe notamment en Russie, à Nicopol (gouvernement d'Iékatérinoslav), un autre gisement très important qui produisait déjà avant la guerre trois cent mille tonnes par an et qui pourra constituer pour le concessionnaire de Tchiatouri une concurrence redoutable, puisque le gouvernement des Soviets, assuré de la couverture des besoins intérieurs par les gisements de Tchiatouri, pourra exporter le manganèse de Nicopol, en accordant à cette exportation différentes conditions de faveur.

La concession qui fut octroyée en 1925 à la Société *Léna Goldfields* constitue une opération de bourse de grande

envergure, dont la base est l'échange des actions des entreprises russes dont la valeur est nulle tant qu'on ne trouvera pas les énormes capitaux nécessaires à leur exploitation, contre les actions de la *Léna Goldfields* cotées à l'étranger. L'affaire fut savamment préparée par un groupe de personnes, qui, par des procédés que la presse française et russe a décrits au moment où la convention fut conclue, se trouvera en possession de paquets énormes d'actions *Léna Goldfields*. Après une certaine préparation de l'opinion publique, ces actions pourront être écoulées à des conditions avantageuses pour les vendeurs. Le concessionnaire avec lequel le gouvernement des Soviets a signé le contrat, ne possède pas les capitaux nécessaires à l'exploitation de la concession et il doit les rechercher ailleurs.

Voici l'objet et les conditions de la concession. Le concessionnaire, à partir de l'entrée en vigueur de la convention, obtient des terrains et des droits de recherche dans les régions suivantes : région de Léna-Vittim, pour l'exploitation de l'or; région Zyrianovskoé-Zmeinogorsk (Altaï) pour l'exploitation des minerais de cuivre, de zinc, de plomb et autres (à l'exception, comme dans les régions ouraliennes, du platine et d'autres métaux rares); région de Syssert et de Revda, pour l'exploitation de minerais de fer, de cuivre et autres. En outre, le concessionnaire obtient les gisements de houille et d'anthracite du bassin de Kousnetzk et de la région d'Egorchino, qui lui sont nécessaires pour alimenter ses entreprises de combustibles, ainsi que certains droits à l'exploitation des richesses forestières sur les territoires de la concession et à l'utilisation de l'énergie des rivières qui traversent les mêmes territoires. Ces droits lui sont octroyés dans les conditions fixées par la convention pour un délai de 30 ans dans la région de Léna Vitim et de 50 ans dans les autres régions. Au nom des firmes *Léna District C°*, *Syssert C° Ltd* et *Altaï District Mining C°*, le concessionnaire renonce à toute réclamation envers le gouvernement des Soviets, en raison de la nationalisation des entreprises qui appartenaient auparavant à des firmes industrielles, et prend à son compte toutes les réclamations que pourraient élever des tiers en raison des mêmes circonstances. Il s'engage de plus à construire dans l'Oural et dans l'Altaï de nouvelles fonderies de cuivre, de zinc, de plomb

et autres métaux et à outiller les mines, en engageant une dépense de plus de 10 millions de roubles. Il s'oblige, en outre, à dépenser, pour le développement de l'entreprise aurifère de Léna et surtout pour sa mécanisation, une somme de plus de 10 millions de roubles. La somme totale des dépenses obligatoires du concessionnaire pour les constructions et les recherches dans les trois régions est fixée à 22 millions de roubles au moins, mais les dépenses réelles dépasseront certainement cette somme.

La production pour l'ensemble de la concession devra être au minimum de 420 pouds pour l'or, de mille pouds pour l'argent, de 1 million de pouds pour le cuivre, de 600 000 pouds pour le zinc, de 180 000 pouds pour le plomb. Les prélèvements en faveur du gouvernement varient entre 7 pour 100 (pour l'or), 6 pour 100 (pour les métaux de couleur) et 4 1/2 pour 100 pour le reste. Les contestations entre le gouvernement et le concessionnaire, en ce qui concerne l'exécution de la convention, devront être portées devant un tribunal d'arbitrage spécial et le super-arbitre choisi parmi les cinq candidats que le gouvernement désigne parmi les professeurs suisses et suédois.

Malgré les assurances que le président de la *Léna Goldfields* a données aux actionnaires au cours de la récente Assemblée générale, le premier contact avec la réalité a déjà fait ressortir avec éclat les difficultés insurmontables, dues au régime soviétique, auxquelles se heurtera l'exploitation. La valeur des entreprises dont la majorité ou la totalité entrera dans le portefeuille de la *Léna Goldfields* est très relative. Les sociétés d'Altaï, de Syssert et de Revda sont des concessions vierges; on ne connaît même pas approximativement la richesse de leurs gisements et il faudrait investir dans ces affaires des capitaux énormes pour les recherches, les travaux de mines, la construction d'usines, etc.

Quant à la *Lenskoe*, son actif, représenté par des terrains aurifères dans le bassin de la Léna et de ses affluents, a subi une sérieuse diminution. Les recherches faites en 1917, par le géologue américain Purrington, montrent déjà que les gisements à riche teneur exploités à ce moment, ne pourraient suffire que pendant une année de travail normal, et que la Société était forcée de passer à l'exploitation des réserves dont la teneur est vingt-cinq fois moins grande et qui demandera,

par conséquent, un nouveau et puissant outillage de dragues et un nouvel investissement de capitaux.

Les difficultés qu'a déjà rencontrées le concessionnaire au cours de ces premières tentatives d'exploitation de la *Lenshoe* sont de deux ordres différents. Les premières ont un caractère politique, et proviennent du désir qu'éprouve la police politique russe de surveiller très attentivement tout ce qui se passe dans la concession ; les autres, d'ordre économique, sont imputables au régime soviétique.

Le travail sur la concession de la *Léna Goldfields*, dit le journal *la Renaissance* du 16 mars 1926, devient impossible pour les raisons suivantes. Au début de l'année, la Tchéka envoya d'Irkoutsk, dans les gisements de Léna, toute une équipe de policiers. Plus tard, sur l'ordre de Dzerjinsky, la police y envoya encore 125 agents et exigea de la direction de l'affaire que ces agents fussent compris dans le personnel comme employés et que, sous menace des peines les plus sévères, le Conseil d'administration de Londres n'en fût pas averti. Dès le mois de janvier, commencèrent des perquisitions et des arrestations parmi les membres du personnel technique et parmi les ouvriers. Il fallut se plier aux ordres de Dzerjinsky, et pour accepter ses agents, congédier une partie du personnel engagé en lui payant des indemnités.

Les difficultés d'ordre technique consistent avant tout dans la rareté et la cherté des matériaux et des marchandises nécessaires à l'exploitation et aux ouvriers. Tout, ou presque tout, doit être importé d'Angleterre. Le travail est rendu difficile par la désorganisation des transports. Les conflits avec les ouvriers sont toujours résolus par les autorités soviétiques au profit de ces derniers. Ainsi, tous les calculs du coût de production établis à Londres se sont trouvés inexacts. Les premiers frais nécessaires pour commencer à plein les travaux ont été prévus, pour l'année entière de 1926, à 400 000 livres sterling, et 300 000 livres ont été requises sur ce montant à la fin de 1925. Or, à la fin de février 1926, les 300 000 livres étaient dépensées, et Moscou demanda l'envoi d'une nouvelle somme de 300 000 livres. Le Conseil d'administration convoqué d'urgence à Londres décida, devant cette situation, de s'abstenir de tout nouvel envoi d'argent et d'arrêter les grands travaux. De son côté, le groupe américain déclara qu'il refusait de financer

tant que le gouvernement bolchévique ne lui garantirait pas la fin de la terreur, la liberté de la correspondance, ainsi que de sérieuses améliorations dans le domaine des transports et de la question ouvrière.

Pour compléter les renseignements que nous venons de donner sur les principales concessions accordées aux étrangers par le gouvernement moscovite, nous croyons intéressant de dire quelques mots encore sur la convention de concession signée en septembre 1922 par MM. Leslie Urquhart, président de la *Russo-Asiatic Consolidated Limited*, et Krassine, mais qui ne fut pas ratifiée par les institutions suprêmes de Moscou.

La convention stipulait la remise à la *Russo-Asiatic*, à titre de concession, des entreprises qui lui appartenaient avant d'avoir été nationalisées, ainsi que d'une somme de plus de 2 millions de livres représentant une partie de la valeur des capitaux liquides, minerais, métaux précieux confisqués par le gouvernement des Soviets au moment de la nationalisation.

A l'époque où cet accord fut rejeté par les dirigeants de Moscou, la presse soviétique déclara que la non-ratification de la convention s'expliquait par le désir du gouvernement, de ne pas remettre entre les mains des étrangers l'exploitation des énormes richesses naturelles que renfermait la concession. Et les journaux soviétiques ajoutaient que l'U. R. S. S. était en état de procéder à l'exploitation de ces richesses sans le concours des étrangers.

Or, nous apprenions par le discours que M. Urquhart prononça en décembre 1925, avant la quinzième assemblée générale de la *Russo-Asiatic*, que tous les efforts du gouvernement soviétique pour mettre en exploitation les mines et les usines qui faisaient l'objet de la convention non ratifiée, n'ont donné presque aucun résultat, et que la véritable raison de la non-ratification de 1922 fut l'opposition que rencontra, dans les milieux soviétiques dirigeants, la clause de la restitution d'une partie des capitaux liquides dont la valeur dépasse, comme nous venons de le dire, deux millions de livres sterlings. « Une pareille attitude, dit M. Urquhart, n'est pas destinée à rétablir la confiance envers le gouvernement de Moscou, confiance indispensable pour réunir à l'étranger les capitaux sans lesquels la mise en valeur de la concession n'est pas possible...

Si le gouvernement des Soviets, ajoute le président de la *Russo-Asiatic*, considère que la Révolution lui a donné le droit de confisquer tous les actifs sans aucune compensation et, en même temps, de répudier ses propres dettes, sans même invoquer des questions de droit international, il paraît évident qu'avec une pareille attitude le crédit russe ne sera jamais rétabli ni en Angleterre, ni dans aucun autre pays. »

M. Urquhart attire l'attention sur les dangers que présente avec un tel gouvernement toute convention ayant pour objet de reprendre l'affaire sous forme de concession. Ces conventions stipulent que la Société renonce pour toujours envers le gouvernement soviétique à toute réclamation motivée par un préjudice causé par la nationalisation. Par conséquent, si par suite de l'impossibilité de réunir les capitaux nécessaires, en raison du faible niveau du crédit de la Russie actuelle ou par suite de l'impossibilité de travailler dans les cadres du régime économique et juridique de l'U.R.S.S., la Société était forcée d'abandonner l'affaire, elle perdrait non seulement le fruit de ses nouveaux efforts et les nouveaux capitaux engagés, mais encore tout droit à une réclamation ultérieure.

III. — RAISONS DE L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE DE CONCESSIONS

L'analyse des principales concessions octroyées par le gouvernement des Soviets aux étrangers nous a montré qu'aucune des concessions soviétiques n'a abouti à des résultats positifs : les unes ont été dénoncées après un court essai, mais avec de lourdes pertes pour les concessionnaires, d'autres végètent et ne donnent que des résultats pitoyables; enfin, quelques-unes sont trop récentes pour qu'on puisse porter un jugement sur leur valeur, mais les conditions dans lesquelles elles ont été octroyées et le régime sous lequel elles doivent fonctionner ne permettent pas d'espérer d'elles des résultats satisfaisants.

Quelle est la raison de la stérilité de toutes ces expériences? Elle réside dans l'*ensemble des conditions faites aux exploitations étrangères par le régime soviétique*.

On est frappé de l'insignifiance des capitaux que les étrangers ont investis dans la Russie nouvelle. D'après Trotzky, comme nous l'avons vu, le montant global de ces capitaux ne dépasse pas 25 millions de roubles tchervonetz (une dizaine

de millions de roubles d'avant-guerre, si l'on tient compte de la baisse du pouvoir d'achat du tchervonetz), contre 58 millions de roubles qui auraient dû être versés en vertu des contrats de concessions (80 millions si l'on tient compte de la récente concession de *Lena Goldfields*. L'étude sur les concessions publiée en 1926 par l'*Économitcheskaya Jizn* et que nous avons déjà citée, avoue les hésitations des concessionnaires, qui hésitent à fournir aux concessions les capitaux nécessaires et essaient d'obtenir les délais les plus longs pour la période préparatoire précédant l'exploitation de l'entreprise, « parce qu'ils escomptent que le pouvoir soviétique s'écroulera avant qu'ils soient forcés, d'après les contrats, à engager dans les concessions tous les capitaux prévus par les contrats ».

L'absence de garanties juridiques élémentaires et l'insécurité des biens et des personnes sous le régime bolchévique qui rendent précaire toute exploitation étrangère dans la Russie nouvelle, ressortent clairement d'une analyse sommaire des codes civil et pénal soviétiques (1).

Code civil et code pénal. — Les deux traits les plus saillants du droit soviétique, aussi bien en matière civile qu'en matière pénale, sont les suivants : 1° la justice soviétique est une justice de classe ; 2° les codes octroient aux tribunaux des pouvoirs presque illimités dans l'interprétation et l'application des lois.

Les tribunaux soviétiques, desquels sont justiciables aussi bien les étrangers que les citoyens, sont des instruments de classe entre les mains de la dictature bolchévique. « Chez nous, déclare l'*ABC du communisme*, dont l'un des auteurs est Préobrajensky, membre de la délégation à la conférence franco-soviétique, les ouvriers seuls peuvent être juges ; les exploiteurs n'ont que le droit d'être jugés. » La loi prescrit aux juges de faire pencher toutes les interprétations en faveur des prolétaires, et les juges dépendent entièrement du gouvernement. Il n'existe pas de juges inamovibles ; obligés de solliciter une nouvelle nomination tous les douze mois, ils peuvent être déplacés ou révoqués à tout instant.

(1) Nous empruntons cette analyse aux études du sénateur Nossovitch (publiées dans le recueil *la Russie sous le régime communiste*, Paris 1926, et dans les Bulletins de la Commission pour la reconstitution de l'industrie minière et métallurgique de la Russie méridionale) et du Prof. Pilenko (*Soviet Russia*, Paris-Londres, 1926).

Ces juges de classe, tenus à interpréter les dispositions législatives dans l'intérêt d'une classe, appliquent des lois qui sont nettement des lois de classe. Derrière la façade des tribunaux et des lois règne en réalité l'arbitraire le plus cynique.

Les droits civils que dans tout pays est appelé à protéger le Code civil n'existent pas dans l'U.R.S.S. En effet, l'article premier du Code civil déclare : « les droits civils sont protégés par la loi, *sauf dans les cas où ils sont exercés contrairement à leur destination sociale, commerciale et économique.* » Ainsi, le tribunal soviétique est investi du droit, pour le moins étrange, de juger si le citoyen possède ou ne possède pas les droits civils et cela en interprétant comme bon lui semblera les dispositions de la loi rédigée exprès dans les termes les plus vagues. L'art. 4 du même code complète la notion de la capacité civile en proclamant qu'elle n'est octroyée *qu'en vue de développer les forces productives du pays.*

Il est évident qu'aucune convention n'est garantie par une législation pareille : l'intérêt de l'État, déterminé par de tels tribunaux, est placé au-dessus de la loi. Et, en effet, l'article 30 du Code civil déclare en toutes lettres que la *convention est nulle si elle est sciemment passée au détriment des intérêts de l'État.* Ainsi, le capitaliste ou l'entrepreneur qui passe une convention avec l'État soviétique ne doit pas seulement défendre ses propres intérêts; il doit en outre se préoccuper des intérêts de l'État et deviner d'avance ce que le tribunal soviétique jugera conforme à ces intérêts. Faut-il s'étonner que les capitalistes préfèrent s'abstenir plutôt que de souscrire à de pareilles conventions. Ces dispositions législatives s'appliquent également aux sociétés civiles qui ne peuvent être fondées qu'avec autorisation du gouvernement et qui peuvent être dissoutes par simple arrêté administratif *si leur activité penche dans un sens contraire aux intérêts de l'État.*

De nombreuses dispositions du Code civil autorisent l'État, dans certaines conditions, à s'emparer des biens des particuliers. Citons les articles 147 et 402, en vertu desquels chaque fois qu'un contrat entre deux particuliers est déclaré nul par les tribunaux comme contraire aux intérêts de l'État, l'objet du contrat et les sommes touchées sont confisqués par l'État. Par conséquent, si un étranger achète un objet quelconque, meuble ou immeuble, cet objet peut être confisqué sans com-

pensation par l'État, sur une simple décision des tribunaux.

Le Code pénal, pénétré du même esprit de classe et du même arbitraire, permet au juge d'appliquer des sanctions contre des *actes non prévus et non prohibés par la loi et notamment contre tout acte ou toute inaction socialement nuisible, même non prévu par un article du Code pénal.*

D'autre part, le code pénal soviétique (article 9) autorise le juge *à graduer les peines conformément à sa conscience de socialiste.* En fixant la peine, le juge n'est limité par aucun maximum, *même s'il en est indiqué un dans la loi.* Les peines prévues par le Code vont de la simple remontrance civique à la peine de mort, et le juge, même si la peine prononcée est minime, a le droit (art. 50) de décider subsidiairement la confiscation de tous les biens du condamné et d'infliger une amende dont le maximum n'est pas prévu par la loi.

Ces droits sans limites conférés aux juges soviétiques dans l'application des lois, aussi bien aux étrangers qu'aux citoyens soviétiques, sont particulièrement dangereux, étant donné le caractère de classe des tribunaux soviétiques et le fait que le Code pénal exagère férocement les peines pour les crimes contre les intérêts de l'État, tout en fixant des peines relativement minimes contre les autres méfaits. Par exemple, le code ne connaît pas le crime de parricide (la famille étant détruite par le régime communiste) et fixe une durée d'emprisonnement de 10 ans pour l'assassinat commis avec toutes les circonstances aggravantes. En revanche, est puni de la peine de mort (art. 130) la non-exécution par un particulier d'un contrat conclu avec l'État si cette non-exécution (même un simple refus d'exécution) a été précédée d'un accord avec les agents de l'État. Le faux en écriture commis avec le but de lucre est punissable d'un emprisonnement de 2 ans, mais la falsification des billets de chemins de fer (monopole d'État), accomplie avec un accord préalable de plusieurs personnes, entraîne la peine de mort (art. 85).

Certaines dispositions du code pénal présentent un danger particulier pour les étrangers.

Ainsi, l'art. 61 punit de mort ceux qui prennent part à une organisation qui aurait pour but d'aider la bourgeoisie à commettre les actes prévus par l'art. 57 et notamment : tout acte tendant à renverser, à discréditer ou à affaiblir le pouvoir sovié-

tique et tout acte *dirigé sciemment contre les conquêtes politiques et économiques de la révolution prolétarienne.* Dans ces conditions, tout étranger qui a collaboré à un journal non soviétique édité dans sa patrie ou qui, par exemple, a participé aux fournitures des armées blanches, est passible de la peine de mort s'il s'aventure sur le territoire russe.

L'art. 63 du Code pénal punit de la peine de mort les actes de la *contre-révolution économique* et notamment « les actes dirigés contre l'activité normale des organisations et des entreprises de l'État ou leur utilisation pour la destruction ou le sabotage de l'industrie, du commerce et des transports de l'État, et cela en vue de commettre les actes prévus par l'art. 57 ».

Parmi les actes de contre-révolution économique figure le crime d'un *espionnage économique.* Le rapport le plus innocent d'un directeur d'usine sur la situation de l'entreprise qui lui est confiée, adressé à sa Direction à l'étranger, peut coûter la vie à ce directeur, comme on pourrait en citer des exemples. Le professeur Clair, bien que citoyen de la République helvétique, fut condamné à 10 ans de prison pour espionnage économique.

Étant donné une pareille insuffisance des garanties juridiques, les rapports contractuels sont tout à fait précaires. Ceci serait déjà suffisant pour expliquer l'insuccès de la politique soviétique en matière de concessions. Mais d'autres raisons s'y ajoutent. Une entreprise du capitaliste étranger ne peut pas exister comme une oasis sur le territoire de l'U.R.S.S. Pour ses achats de matières premières et de combustible, pour ses ventes, pour ses transports, pour ses relations avec les administrations d'État et avec son propre personnel ouvrier, le concessionnaire est quotidiennement mis en contact avec les réalités soviétiques.

Obstacles constitués par le régime économique. — Sauf certaines quantités d'outillage que les conventions de concessions permettent ordinairement au concessionnaire d'importer de l'étranger, l'industriel qui voudra acquérir pour ses usines des matières premières et du combustible devra s'adresser aux syndicats commerciaux et aux trusts d'État. Les conditions dans lesquelles se font les achats de matières premières et de combustible aux syndicats commerciaux et aux trusts sont

extrêmement onéreuses, particulièrement quand il s'agit des ventes aux consommateurs autres que les entreprises d'État ou les coopératives, et l'approvisionnement très irrégulier. D'autre part, pour s'approvisionner en matières premières et en combustible, pour pouvoir écouler à l'intérieur leurs produits, les industriels doivent disposer de moyens de transport suffisants, réguliers et sûrs. Or, le réseau ferré russe, nationalisé depuis 1918, ruiné et désorganisé au cours de la période du communisme intégral, n'a pas subi depuis les réparations nécessaires : mal entretenu, il ne peut assurer des communications suffisantes, sûres et régulières, à des prix à peu près normaux. L'immixtion continue du gouvernement soviétique et des unions professionnelles dans les affaires du concessionnaire constitue un obstacle infranchissable pour la marche normale des entreprises. Les interventions des unions professionnelles sont naturellement en faveur des ouvriers. On lit dans l'*Economitcheskaya Jizn* du 27 janvier dernier : « Une longue grève à la concession *Wirth Mologaless* vient de se terminer ces jours-ci. Les ouvriers étaient fortement appuyés par le Conseil central des unions professionnelles à Moscou et naturellement ne reprirent le travail qu'après avoir reçu du concessionnaire pleine et entière satisfaction sur toutes leurs exigences. »

Au point de vue des relations avec ses ouvriers, l'industriel, pour assurer la bonne marche de son entreprise et retirer un profit de son exploitation, doit rester maître chez lui et pouvoir fixer le niveau des salaires à un certain pourcentage normal du prix de revient qui doit être pour ce niveau un facteur déterminant. Ces conditions sont irréalisables avec l'ingérence des syndicats professionnels contre laquelle s'est élevé autrefois, avec une telle vigueur et un tel retentissement, M. Urquhart. Toutes les conventions précisent que le concessionnaire doit se soumettre à la législation soviétique ouvrière. Ceci enlève à l'industriel toute liberté en matière de fixation des salaires, qui doivent être réglés par contrats collectifs conclus entre les entrepreneurs et les syndicats professionnels intéressés. Les procédés dont se servent les syndicats pour établir les salaires sont exposés dans l'*Economitcheskaya Jizn* du 5 juin 1925. Ce journal explique que lors du renouvellement, au cours des derniers mois, de 800 contrats collectifs, les salaires minima des manœuvres de première catégorie tra-

vaillant dans l'industrie privée ont été fixés à 60 pour 100 au dessus de ceux acceptés dans l'industrie d'État. En outre, l'industrie privée supporte un supplément de charge fixé par l'État ou par les Unions professionnelles, pour assurances, enseignement, entretien des comités des fabriques, etc., etc., dont le montant total est de 52 pour 100 des salaires. De pareils salaires, en augmentant d'autant le prix de revient, rendent fort difficile, si ce n'est impossible, toute concurrence à l'intérieur avec les entreprises d'État et grèvent lourdement l'exportation.

La loi soviétique punit très sévèrement toute enfreinte aux lois ouvrières et les entrepreneurs étrangers sont menacés des peines les plus sévères pour les délits de cette catégorie. La non observation des règles sur la protection du travail et sur les assurances est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende dont le maximum n'est pas fixé par la loi. « L'empêchement de l'activité normale des comités de fabrique » peut entraîner une peine de dix ans d'emprisonnement avec confiscation des biens.

***

Les conditions générales, économiques, juridiques et sociales, auxquelles doit se soumettre le capitaliste étranger et que nous venons d'esquisser brièvement, expliquent suffisamment l'insuccès de toutes les tentatives faites jusqu'à ce jour pour réaliser des concessions dans l'U.R.S.S. Ces conditions subsistent : elles sont inhérentes au régime même instauré par la dictature soviétique et elles vouent nécessairement à l'échec toute nouvelle tentative d'un travail rémunérateur du capital étranger dans l'U.R.S.S. A plus forte raison, le système de concession ne peut servir de base à la solution des problèmes des dettes russes et de l'indemnisation des Français dont les biens furent nationalisés par les décrets du gouvernement soviétique.

Des modifications profondes devraient être réalisées dans le régime sous lequel vit actuellement le peuple russe pour que de nouveau le capital étranger trouve en Russie un vaste champ pour un travail productif et rémunérateur. A la fin de 1922, après la Conférence de La Haye, un groupe de Russes patriotes et très au courant de la situation, indiqua les modifi-

cations qu'il serait nécessaire d'apporter au régime actuel pour créer des conditions normales et favorables à la reprise du travail du capital étranger en Russie. Plus de trois années se sont passées depuis que ces suggestions furent formulées, mais elles conservent encore aujourd'hui toute leur valeur.

« Pour que l'industriel et le capitaliste étranger puissent participer au relèvement de la vie économique russe et à la reprise d'un travail rémunérateur, disaient-elles, il est nécessaire que l'industriel et le capitaliste étranger puissent organiser librement l'approvisionnement de leurs usines et fabriques en outillage, matières premières, combustibles, objets de première nécessité pour les ouvriers, etc., qu'ils restent maîtres chez eux pour tout ce qui concerne l'engagement et le licenciement de leur personnel, la fixation des salaires; qu'ils soient libres d'organiser comme ils le voudront l'écoulement de leurs produits sur le marché extérieur et sur le marché intérieur, etc. »

Mais pour assurer à l'industriel étranger la réalisation de ces conditions, il faut apporter des modifications radicales dans tout le régime politique, juridique et économique sous lequel vit actuellement la Russie. Il faut rétablir la propriété privée; il faut renoncer au système des monopoles et du capitalisme d'État qui étouffe toutes les manifestations de la vie économique du pays; le commerce extérieur, aussi bien que le commerce intérieur, doit devenir le domaine exclusif de l'initiative privée; l'industrie et le transport nationalisés, — source permanente de déficits, — doivent être dénationalisés et rendus au capital et à l'initiative privée; les prix et les salaires, au lieu d'être arbitrairement et unilatéralement fixés par l'État et par les syndicats professionnels, doivent résulter du jeu libre de la concurrence; les impôts doivent être fixés en tenant compte de la situation économique du pays et de la capacité de paiement de l'industrie; des garanties juridiques suffisantes doivent être données en ce qui concerne la sécurité des personnes et des biens et l'exécution des contrats.

Les modifications que nous venons d'exposer, représentent le minimum de conditions élémentaires en dehors desquelles ne sont possibles ni le relèvement du travail productif en Russie, ni le passage de l'activité destructrice à l'activité créatrice. Les diverses commissions pour la recherche des conditions d'entente entre le pouvoir soviétique et les représen-

tants de la civilisation européenne et du capitalisme haïs par les Soviets, peuvent travailler tant qu'elles voudront : jamais elles n'arriveront à résoudre ce problème insoluble.

La perspective des avantages magnifiques que les représentants des Soviets font miroiter devant les capitalistes de France, d'Allemagne et d'Angleterre, les décidera-t-elles à poursuivre de pareilles chimères et à arroser de leur épargne les plaines desséchées du pays malheureux qui, récemment encore, était si prospère? On voit bien l'avantage que le gouvernement de Moscou retirerait d'une entente entre capitalistes et communistes qui lui créerait des possibilités d'obtenir des crédits de l'Europe. Quant aux capitalistes, ils n'obtiendraient, naturellement, pour ces crédits, aucune garantie réelle ; ils recevraient, en échange, l'assurance d'une lutte sans merci contre le capitalisme, jusqu'à la victoire complète, et à la complète destruction du capital, théorie qu'à la veille même de l'ouverture de la Conférence franco-soviétique, le camarade Boukharine n'a pas hésité à étaler cyniquement dans les colonnes de l'organe soviétique en France, *le Messager de Paris*.

Il n'est pas de notre compétence de décider si une pareille base peut servir à établir une entente et à renouer de nouvelles relations économiques destinées à remplacer celles qui furent détruites par les huit années de communisme militant. Nous ne pouvons pas, non plus, prévoir quelles seront les richesses naturelles de l'ancienne Russie que le gouvernement actuel proposera à la France pour sauvegarder les intérêts lésés de ses concitoyens et pour garantir de nouveaux crédits éventuels. Le but que nous avons visé par cette étude est plus modeste : nous avons voulu démontrer, simplement, que la politique de concessions du gouvernement des Soviets ne donne pas la solution d'un problème insoluble et ne possède pas le don miraculeux de résoudre la quadrature du cercle.

Comte W. Kokovtzoff.

LAMARTINE ET MICHELET

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE

C'est en 1834 que Michelet entra en relations avec Lamartine. Jusque là il avait vécu dans une solitude méditative et un peu farouche, travaillant sans répit, en tête-à-tête avec « sa grande maîtresse l'Histoire ». Il sortait peu et s'est vanté d'avoir été si absorbé en 1832 par la préparation des deux premiers volumes de son *Histoire de France* qu'il s'aperçut à peine du choléra. Il s'interdisait le monde et les salons littéraires que pouvait lui ouvrir aisément sa jeune renommée, et partageait son temps entre l'École normale et les Archives nationales.

Sainte-Beuve, qu'il connaissait depuis quelques années, aurait pu l'amener chez Victor Hugo, s'il y avait tenu, et il refusa de se laisser conduire à l'Abbaye-aux-Bois par Ballanche qui voulait le présenter à Chateaubriand. « Je sentais parfaitement, écrit-il, qu'un tel milieu, où tout était ménagement, convenance, m'aurait trop civilisé. Je n'avais qu'une seule force, ma virginité sauvage d'opinion et la libre allure d'un art à moi et bien nouveau (1). » C'était chez lui une décision ferme : il avait peur d'éparpiller ses forces, de distraire sa pensée, ne voulait pas se mêler à cette vie ardente et spirituelle des cénacles et des cercles romantiques. Auprès de tous ces gens de lettres, étincelants, épris de tirades et de paradoxes, il ne se sentait guère autre chose qu'un petit professeur, se trouvait timide et gauche, et à vrai dire, se débrouillait plus facilement dans l'enchevêtrement du moyen âge que dans les inévitables intrigues des milieux littéraires.

(1) Préface à l'*Histoire de France* (1869).

De plus, il semble bien n'avoir eu aucun goût pour les discussions esthétiques du temps. Ce n'était pas dans son tempérament de courir après une formule. Sa formule, il la créait et la vivait. Ses tableaux n'avaient pas besoin d'être signés. Sa frappe, il la plaçait tous les jours au bord de tel médaillon, au coin de telle effigie; et tout ce qu'il écrivait était marqué du sceau de sa personnalité véhémente. Sa conception de l'histoire, c'était lui.

Mais c'est pour cela aussi qu'il ne pouvait se cloîtrer indéfiniment au fond du passé. Pour lui tout se tenait déjà, indissolublement lié, dans l'histoire et dans le monde. La mission de la France, après la Révolution de 1830, c'était d'être le guide des nations dans le grand pèlerinage de l'humanité en marche vers la liberté et vers la lumière, et c'est afin de lui rendre conscience de cette mission qu'il ressuscitait sous ses yeux les siècles morts. Aussi bien, s'il néglige un peu les purs littérateurs, se sont-il plutôt attiré vers les philosophes, les publicistes, les orateurs, vers tous ceux qu'anime à cette époque un actif amour de la patrie et de la liberté. Peu lui importe au fond d'où ils viennent; il regarde où ils vont. Il n'entre dans aucun camp, il ne s'affilie à aucun groupement, ni à celui de l'*Avenir* et des catholiques libéraux, ni à celui du *Globe* et des saint-simoniens, ni à celui du *National*; mais il fréquente avec un intérêt et un plaisir croissants Lamennais, Montalembert, Sainte-Beuve, Edgar Quinet.

Il n'a donc aucune raison de décliner l'invitation que lui envoie Lamartine, député de Bergues, à son retour d'Orient, en 1834. Ne connaît-il point, par l'intermédiaire de leur ami commun Dargaud, la brochure du poète sur *la Politique rationnelle* et n'y retrouve-t-il pas ses propres idées? Il a, en effet, considéré lui aussi la Révolution de 1830 comme un signe des temps et il espère que la monarchie de Juillet dont il est le serviteur (n'oublions pas qu'il est professeur des princesses royales) ne décevra pas les espérances du libéralisme. Dans son manifeste de 1831, Lamartine définissait le nouveau régime une république mixte, « république à sa base, monarchie à son sommet » et proclamait sa foi dans un avenir de liberté. Il indiquait comme nécessaires des réformes que Michelet souhaitait de son côté : liberté de la presse, diffusion de l'enseignement, gratuité scolaire pour les pauvres, séparation de l'Église et de l'État, abolition de la peine de mort, etc.

D'autre part, l'*Introduction à l'Histoire universelle* (1831) avait attiré sur son auteur l'attention du poète. Celui-ci mentionne Michelet dans le premier entretien qu'il eut avec Dargaud, le 10 septembre 1831, à Saint-Point, le soir même où il lut à ses hôtes des fragments de sa *Politique rationnelle*. « Nous parlâmes de beaucoup de jeunes hommes de grande espérance, Michelet dont M. de Lamartine aimait la fantaisie, Quinet dont il avait salué avec intérêt la préface sur Herder (1). »

Dargaud est, à l'époque, le plus « avancé » de tous ces libéraux. Il forme le trait d'union entre Lamartine et Michelet et il mérite de retenir un instant notre attention.

I. — LES PREMIÈRES RELATIONS ET L'AMITIÉ DE DARGAUD

On connaît, grâce à M. Jean Des Cognets (2), cette curieuse figure d'historien philosophe et d'érudit révolutionnaire. Libre penseur farouche, infatigable dialecticien, apôtre souvent indiscret, que n'a-t-il pas tenté pour convertir Lamartine à ses idées? Le secrétaire du poète, Charles Alexandre, nous le décrit toujours en mouvement, causeur étonnant, séduisant et inquiétant à la fois : « la tête brune, fiévreuse, au front large, ombragé de cheveux noirs, aux yeux bruns, au nez ferme, aux lèvres fines et maîtresses de leur secret ». D'ailleurs malade et pauvre, poursuivi par la malchance, impuissant à se créer un nom à Paris, il partagea sa vie entre le Mâconnais et la capitale. C'est en vain qu'il lutta contre le sort, cherchant pendant des années un éditeur, une mission, une situation. Secouru par Michelet, hébergé par Lamartine, il fut entre le poète et l'historien l'intermédiaire le plus ingénieux, le plus éloquent et le plus actif.

Ce fut Edgar Quinet qui introduisit Dargaud chez Michelet en 1830 : « Michelet dont la table de famille était si hospitalière et où j'étais si bien avec lui, sa femme et sa fille, entre son père aux cheveux blancs et son fils aux cheveux dorés. » A cette

(1) J. Des Cognets, *la Vie intérieure de Lamartine d'après le manuscrit du journal de Dargaud*, 1913, p. 183.

(2) Je dois à l'extrême obligeance de M. Des Cognets qui possède le manuscrit de Dargaud les citations relatives à Michelet. Les lettres inédites de Lamartine, de Mme de Lamartine, d'Augustin Thierry et de Michelet se trouvent au Musée Carnavalet, ainsi que le Journal inédit de l'historien dont je donne des extraits. Je remercie M. Robiquet de m'en avoir aussi aimablement procuré l'accès.

époque, du reste, l'historien et ses amis « avaient bien encore des préventions contre Lamartine », car « le camp de la Minerve le rangeait avec Bonald, de Maistre, Lamennais et Chateaubriand dans le camp du Conservateur ». En 1832, Dargaud apporta à Michelet une sorte de longue méditation en prose intitulée *Solitude*, et celui-ci s'évertua à lui trouver un éditeur. Après la publication, il en fit un vif éloge dans *l'Europe littéraire* : « L'auteur, écrit-il, est l'un de ces jeunes gens qui crient : Vive la Charte ! sous le sabre des gendarmes de la Restauration, un camarade de Farcy, un des jeunes amis du général Foy. » Et il va jusqu'à le comparer, en un élan d'excessive générosité, « à Dante, dans son *Paradis* et sa *Vita Nuova* ».

Sur les instances de Dargaud, Michelet envoya à Lamartine la leçon d'ouverture qu'il fit à la Sorbonne, le 9 janvier 1834. Le poète fut touché de cet hommage et lui adressa la lettre que voici :

28 janvier 1834.

« J'ai bien reçu votre grand et poétique discours, et je vous remercie de me l'avoir envoyé. Vous savez combien j'ai saisi sur-le-champ le grand poète et le grand philosophe sous l'historien, à la première vue de votre *Introduction* (1). Maintenant tous sentent comme moi.

« On vous dira que le monde est vieux, qu'il pâlit, qu'il s'éclipse ! N'en croyez rien.

« Je suis de ceux qui n'en croient rien, mais, bien au contraire, que jamais l'âme active du monde ne se remue plus pour produire davantage, et vous êtes de ceux qui le prouvent.

« Mille remerciements. J'ai un sincère désir de joindre le mot d'ami au mot d'admirateur.

« LAMARTINE. »

Mais ce n'est pas tout. Lamartine invite Michelet à dîner chez lui. Celui-ci hésite, puis finit par accepter, et, à dire vrai, il ne s'en repent pas. Il est ravi de son premier contact avec le poète : « Mon cher Dargaud, écrit-il à son ami, le lendemain même (23 février 1834), j'ai vu M. de Lamartine. Ses invitations étaient si pressantes et si particulières, qu'il était impossible de refuser. J'ai été enchanté de la simplicité et de l'élégance de cet

(1) *Introduction à l'Histoire universelle* (1831).

homme. Il y a en lui quelque chose de singulièrement aimable : la surprise de ce contraste d'une personnalité très aristocratique et d'une facilité charmante. Nous avons bien parlé de vous. Il a dit qu'il vous croyait un grand avenir d'écrivain, et que vous étiez incomparable pour la conversation. Tocqueville, Sainte-Beuve et François de Corcelles y étaient. »

D'ailleurs, Michelet connaît à son tour la célébrité. Les deux premiers tomes de l'*Histoire de France* viennent de paraître et ils ont ému la critique par leur inquiétante originalité, leur étrange puissance de fascination. Ils sont discutés partout, dans la *Revue*, par Xavier Marmier (1) ; dans le *National*, par Nisard ; dans *le Correspondant*, par le baron d'Eckstein. S'ils frappent *l'Univers* et la presse catholique par leur élévation, leur noblesse de ton et leur pathétique, ils rallient également les suffrages des protestants et de leur organe *le Semeur*. L'ami de Lamartine, François de Corcelles, envoie à l'historien une lettre enthousiaste. De Paray-le-Monial, où il est retourné, Dargaud le félicite avec une ferveur exaltée, et il lui conseille de suivre son chemin et son idée, sans s'occuper des critiques effarés : « Ils ne savent pas, voyez-vous, qu'un livre, un vrai livre, c'est un homme. Votre histoire, c'est vous-même. Gardez-vous de vous corriger, je vous en supplie, c'est-à-dire de vous mutiler : je vous veux tout entier. Ne disent-ils pas à Chateaubriand d'être moins éblouissant, à Lamartine d'être moins monotone, à Quinet d'être moins oriental ? Il n'y a qu'une réponse à faire : « Je suis ce que je suis. » (15 février 1834.)

Lamartine passe à Paris tout ce printemps de 1834 et Michelet semble fréquenter assez régulièrement le salon de la rue de l'Université. Le poète se détache des milieux légitimistes et il s'entoure avec plaisir des libéraux les plus éminents. « Il s'entend à ménager à ses amis, dit Dargaud, des rencontres étincelantes ». A côté d'Alfred de Vigny, on trouve chez lui « Lamennais, Quinet, Michelet, Tocqueville et vingt autres ».

Revenu à Saint-Point, pendant l'été il reste absorbé par la politique. Au cours de ses promenades avec Quinet, avec Dargaud, ses voisins et souvent ses hôtes, on l'entend commenter ses discours de la Chambre. Il vient de réclamer l'abolition de la peine de mort, et le voici qui exige l'abolition de l'esclavage.

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1835.

Dans tous les domaines, quel est son mot d'ordre ? C'est celui de Michelet : Liberté.

Rien d'étonnant si, entre eux, l'échange de vues se fait plus fréquent. Ils se recherchent, discutent sur les questions sociales, sur la politique extérieure qui passionne alors les esprits. Le 12 janvier 1836, dans un discours prononcé à la Chambre, Lamartine s'était écrié : « En contrebalançant l'Angleterre, en équilibrant l'Europe sur la Méditerranée, la France deviendrait la modératrice du monde, et tiendrait le levier de sa fortune appuyé à son gré sur l'Angleterre ou la Russie ! » Michelet s'émeut à la lecture des journaux. Ne représente-t-on pas son ami comme un partisan de l'alliance avec la Russie ? Il est, certes, peu suspect de tendresse à l'égard de l'Angleterre, mais il déteste la Russie, persécutrice de la Pologne, symbole, à ses yeux, de la barbarie et du despotisme asiatiques. Aussi, s'inquiète-il et écrit-il à Lamartine pour souligner les déformations que la presse apporte à sa pensée. Le poète lui répond :

(Sans date.)

« Merci de votre intérêt pour des paroles que le jour emporte : il ne vaut pas la peine de les rectifier. Mais j'ai remarqué, comme vous, qu'on me fait penser des sottises. J'ai pensé et j'ai dit que l'alliance anglaise, pour la communauté de principes, était normale et nécessaire à nous comme à l'équilibre européen, mais qu'un jour viendrait où, si cette alliance était trop exigeante, nous pourrions appuyer le levier de notre diplomatie sur la Russie, et être les arbitres du monde, et compléter notre territoire en concédant en Orient ce que la fatalité concède.

« Adieu, mille amitiés, au revoir.

« LAMARTINE. »

Cependant le poète se détachait de plus en plus de l'orthodoxie catholique, en partie sous l'influence de Dargaud dont le prosélytisme acharné indisposait sa pieuse épouse. Le *Luther* de Michelet (1835) l'avait troublé. Il se sentait tour à tour effrayé et attiré par l'exemple de Lamennais. Pour être moins affirmée publiquement que son indépendance politique, son indépendance religieuse n'en était pas moins, secrètement, frémissante. Après l'apparition de son *Voyage en Orient* où les

catholiques comme Ozanam s'affligeaient de trouver une excessive apologie du Coran, il publia *Jocelyn* qui souleva des tempêtes et fut mis à l'index.

Il envoya son poème à Michelet avec la lettre suivante :

Samedi matin.

« Monsieur et illustre ami,

« Vous, poète éminent, tout philosophe et historien que vous êtes, vous qui avez le cœur d'une jeune fille avec l'âme d'un grand homme de l'antiquité, recevez mon *Jocelyn*. Ne le lisez pas à présent, mais en été, à l'ombre d'un arbre. Sa voix trop faible et trop intime serait étouffée par le bruit intérieur de Paris. Lisez-le surtout avec l'indulgence qu'il faut apporter pour avoir du plaisir à toute œuvre humaine, et avec un peu de cette amitié que l'auteur a pour vous et qu'il est fier de vous avoir inspirée.

« Au revoir, je suis mieux.

« LAMARTINE. »

Michelet répondit par l'envoi du troisième tome de l'*Histoire de France* que le poète emporta avec lui au château de Monceau :

18 juin 1837.

« Je pars après-demain et le seul livre que j'emporte, c'est celui que vous venez de m'adresser. On vient de me dire que vous vous êtes dépassé vous-même en profondeur de vues et en richesse poétique de tableaux; rien ne m'étonnera d'une pensée comme la vôtre, mais tout me charmera.

« Je regrette de partir sans vous voir. Mais je n'ai que deux jours remplis de préparatifs et de courses. Recevez donc mes adieux bien affectueux et mes remerciements et mes vœux pour qu'une vie si pleine de fortes et mâles études se remplisse aussi de paix, de lumière et de sérénité. A quoi sert le génie si ce n'est à rasséréner le cœur?

« Je serais bien heureux si quelques lignes de vous me prouvaient quelquefois que vous ne m'avez pas oublié.

« Je donnerai de vos nouvelles au pauvre Dargaud. Cherchez quelque chose qui lui convienne et écrivez-moi quand vous l'aurez trouvé.

« Tout à vous.

« LAMARTINE. »

Ainsi les relations deviennent de plus en plus amicales. Michelet ne paraît plus seulement aux soirées de Lamartine, mais il va le voir à l'improviste, sans cérémonie, avec sa femme ou ses enfants. Tous deux se reçoivent simplement. Mme de Lamartine n'éprouve pas à l'égard de Michelet les méfiances et les sourdes rancunes que lui inspire le radicalisme philosophique de Dargaud ; elle s'intéresse à ses travaux et correspond directement avec lui. Après son élection à l'Institut en 1838, l'historien lui envoie le discours qu'il a prononcé à l'Académie des Sciences morales sur l'*Éducation des femmes au moyen âge* et l'on trouve, dans la lettre de remerciements qu'elle lui adresse, une suggestion qui n'a pas été perdue pour l'auteur de *la Femme* :

« Je vous remercie mille fois, monsieur, de votre délicieux morceau sur les femmes au moyen âge. Je n'ai rien lu de plus admirable ; pourquoi est-il si court ? Ne reprendrez-vous pas un si beau sujet pour élever l'âme de vos contemporaines en leur montrant l'idéal de l'épouse et de la mère aux temps où nous vivons, comme but où elles doivent tendre sans cesse, également éloigné de la servilité et de l'émancipation ? Votre admirable et poétique éloquence donnerait à ces idées toutes banales une expression neuve et entraînante. Pardon, monsieur, ma confiance et mon admiration me mènent trop loin.

« Mais c'est un adieu que je vous fais, à moins que vous n'ayez un instant samedi soir, car nous partons lundi matin.

« M. de Lamartine a bien clos la session par la discussion d'hier dans laquelle il a parlé cinq fois. Les journaux n'ont pas pu rendre ses paroles, car la séance s'est terminée fort tard et, dans la confusion, le sténographe du *Moniteur* a perdu trois pages de sa réplique improvisée à M. Dupin. Ainsi tout cela est fort tronqué, même dans le *Moniteur*.

« Adieu, monsieur, veuillez agréer tous mes sentiments bien distingués.

« M. E. DE LAMARTINE. »

Entre Dupin, le politicien rusé et finaud qu'on a appelé « la coquette en souliers ferrés » et l'impulsif et généreux poète, il ne pouvait y avoir d'entente ni d'accord. On aura une idée de la hauteur à laquelle Lamartine porte le débat, en

lisant son émouvant discours sur les enfants trouvés et sa réplique à M. Dupin du 15 juillet 1839.

L'empirisme médiocre et la politique timorée du Gouvernement l'indisposent, mais d'autre part il a besoin de son appui pour plus d'un ami dans la gène, pour Dargaud en particulier qui n'arrive pas à se débrouiller. Ses interventions ne sont d'ailleurs pas toujours faciles ni toujours fructueuses. Son attitude, dictée par des principes et non point guidée par de souples considérations de personnes ou d'opportunité, manifeste une indépendance que d'aucuns prennent pour de la désinvolture ou de l'incohérence. Il n'est plus lié aux légitimistes, pas encore lié aux républicains, et ses intuitions prophétiques, ses courageuses affirmations ne s'accordent guère avec les expédients souvent mesquins et la politique à courte vue de la monarchie de Juillet. Il siégeait au plafond et, selon le mot de Thiers, le parti social, avec lui, prenait séance.

Pourtant il soutint le ministère Molé, ou plutôt il se dressa contre la coalition qui prétendit le renverser. De toutes ses forces et avec une magnifique éloquence, il combattit le pacte inattendu qui unissait contre le cabinet les légitimistes, le centre gauche et les républicains. Comment eût-il pu s'associer à une attaque menée à la fois par des hommes aussi différents que Berryer, Guizot, Thiers, Odilon Barrot et Garnier-Pagès? Ses principes lui interdisaient d'entrer dans une coalition qu'il jugeait immorale.

Il venait justement d'intervenir au ministère en faveur de Dargaud lorsque le cabinet Molé tomba. Voici ce qu'il écrit à Michelet à ce sujet :

12 mars 1839.

« Mon cher et illustre ami,

« J'aime Dargaud autant que vous. Je ferais tout pour lui, si j'étais en crédit. Mais le même courrier m'apporte votre billet et la démission des ministres. J'avais parlé à Salvandy déjà pour lui il y a trois mois. Tout cela est perdu. Je vous verrai en arrivant à Paris vers le 24. Qui sait ce qui sera alors au pouvoir? Notre gouvernement n'est qu'un spasme continuel; en tout cas, les hommes qui vont régner et qui ont pris le pouvoir en traîtres, n'y tiendront pas longtemps.

« Au revoir bientôt.

« LAMARTINE. »

Après un interrègne ministériel de deux mois, un cabinet Soult fut constitué. Heureusement, Lamartine y comptait un ami personnel, le ministre de l'Intérieur, Duchatel, et Dargaud obtint sa pension. Thiers revient au pouvoir en mars 1840 et Guizot lui succède à son tour. Michelet redoute alors que le Gouvernement ne retire à Dargaud ce léger secours. Mais Lamartine qui a refusé un portefeuille dans la nouvelle combinaison, y retrouve encore Duchatel et tranquillise Michelet. Dans le billet qu'il lui envoie pour apaiser ses appréhensions, il lui reproche de ne plus venir le voir aussi souvent qu'autrefois. C'est que son ami est surmené : il vient de publier le pathétique tome IV de l'*Histoire de France* et prépare sa *Jeanne d'Arc*.

10 novembre 1840.

« Cher et illustre ami,

« Je parlerai pour Dargaud, et je n'ai aucune inquiétude sur sa pension, tant que M. Duchatel sera là et moi tout près.

« Vous êtes aussi excellent ami qu'écrivain admirable. Serait-ce un fruit de la solitude où vous retenez votre vie ? Et le cœur y grandit-il comme la pensée ? On peut vous demander la raison de ces deux phénomènes, car vous les montrez en vous.

« LAMARTINE. »

Mais les choses ne s'arrangent pas pour Dargaud aussi facilement que le poète l'espérait. S'il a l'appui de Duchatel à l'Intérieur, il a des difficultés avec Villemain, ministre de l'Instruction publique, qu'il ne cesse de harceler d'autre part pour que l'on crée un collège à Mâcon. Il fait part à Michelet des obstacles qu'il rencontre :

23 août 1841.

« J'ai revu M. Villemain. J'ai une troisième fois sa parole. Je connaissais les difficultés et manques de fonds aux deux ministères. J'espère que M. Villemain fera des efforts surhumains pour combler ce déficit. Je ne néglige rien. J'irai voir et emmènerai Dargaud dans quelques jours à Saint-Point.

« Adieu, monsieur et excellent ami. Bon voyage dans ce pays d'histoire (1) que nul n'est plus digne de fouler que vous. Ramenez-en la santé, car la gloire vous y mène.

« LAMARTINE. »

(1) Michelet renonça au voyage en Suisse qu'il projetait alors de faire.

De son côté, Michelet intervient pour Dargaud. Il a déjà obtenu de son ancien maître Villemain la nomination de Quinet au Collège de France et c'est vers Duchatel qu'il se tourne cette fois. Il lui adresse la lettre suivante qui est un bel hommage à son ami.

5 juin 1842.

« Monsieur le ministre,

« Vous m'avez fait obligeamment dire que vous aimeriez à faire quelque chose qui me fût agréable. Permettez-moi de réclamer cette obligeance en faveur d'un de mes meilleurs amis, M. Dargaud, que vous-même, à une époque éloignée, vous aviez recommandé à Mme la comtesse Foy, pour l'éducation de ses fils.

« M. Dargaud, éloigné depuis longtemps par sa santé de toutes fonctions actives, a dû à cette circonstance un rare avantage que les maîtres du XVIIe siècle regardaient comme la vraie préparation des travaux littéraires, la solitude dans la société des grands écrivains, l'oisiveté laborieuse des études désintéressées. Ces études ont porté leurs fruits. M. Dargaud, après divers essais fort remarquables, vient de produire un livre que le public et la presse ont accueilli par d'unanimes suffrages et *qui restera*.

« Ce livre est un grand travail d'érudition et de littérature : traduction des *Psaumes*, du *Livre de Job* et du *Cantique des Cantiques*. Pour traduire la belle et obscure trilogie hébraïque, pour rapprocher de nous ces livres étranges et si peu connus, quoi qu'on pense, il fallait, non seulement beaucoup de science et de pénétration, mais une connaissance profonde des ressources de notre langue, un sens parfait de son génie, la mesure précise de ce qu'elle peut oser, une circonspection infinie dans l'audace. Une belle traduction, pour être fidèle, exigeait une grande invention de détail et de style.

« Pendant ce long travail, pendant les études qui l'ont préparé, M. Dargaud s'est oublié lui-même. Mais ses amis, mais le public, mais un gouvernement éclairé ne peuvent oublier un écrivain plein de talent qui vient, dans ce temps d'improvisation éphémère, de placer un livre parmi les livres durables.

« M. Dargaud a déjà quarante ans. Sa santé est faible. Il n'a ni position ni fortune. Il a une mère et une sœur. S'il est désintéressé pour lui, il n'a pas le droit de l'être pour elles.

« Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous demander pour M. Dargaud, une somme de 1 500 francs à titre de secours et de pension... »

Est-ce tout? Non, en mai 1842, au moment tragique où se meurt chez lui son amie Mme Dumesnil, Michelet cherche à procurer une mission historique à Dargaud; c'est à Villemain qu'il adresse sa requête. Il s'agissait de rechercher des documents sur l'Abbaye de Cluny, et comme Dargaud, ignorant à peu près tout de la question, hésite à rédiger sa demande, Michelet va jusqu'à la lui préparer. Avec son énergie inlassable, son dévouement, son ingénieuse bonté, il passe tout un dimanche, au chevet de sa malade, à étudier l'*Histoire de Cluny* par Lorain.

Dargaud obtient enfin sa mission et Lamartine peut lui écrire, le 9 août 1842 : « J'ai vu Villemain à votre sujet. Il m'a dit de vous dire : 1° Qu'il prolongerait la mission tant que l'année aurait de mois ; 2° que s'il quittait le cabinet, il ne le quitterait pas sans vous avoir fait une situation inaliénable. »

C'est ainsi que le poète et l'historien rivalisaient d'empressement pour assurer à leur malheureux ami, souvent atteint et découragé, les maigres subsides qui l'empêchaient tout juste de mourir de faim. L'intelligence et la gène de Dargaud les avaient rapprochés. Leur évolution morale allait fortifier ces liens que la vie et l'amitié avait noués entre eux.

II. — VERS L'ÉMANCIPATION POLITIQUE ET RELIGIEUSE

Au cours de l'hiver 1842-1843, leurs relations semblent en effet s'être resserrées. Tous deux paraissent unis par la crise qu'ils traversent, par l'effort d'émancipation qu'ils font, parallèlement, dans des domaines différents : l'un sur le terrain politique, l'autre sur le terrain religieux. Michelet rompt avec le moyen âge chrétien, Lamartine avec la monarchie de Juillet.

Le cours que l'historien professa au Collège de France sur l'esprit du moyen âge, dès la rentrée de novembre 1842, commençait à alarmer plus d'un catholique. On l'entendait parler, non sans mépris, de la sécheresse mécanique de la scolastique et l'une de ses leçons, plus ou moins bien analysée par le *Journal des étudiants*, provoqua un certain émoi. C'est sans doute le texte de cette conférence que Mme de Lamartine le pria de

lui communiquer. Toujours aux aguets, inquiète de l'influence de Dargaud, redoutant de voir son mari et ses amis briser ouvertement avec des traditions religieuses qu'elle s'appliquait à raffermir, elle écrit alors à Michelet une lettre curieuse et adroite, où elle feint de ne pas comprendre son intention profonde et cherche à le rattacher, malgré lui, à la vérité chrétienne.

Paris, jeudi soir.

« Merci mille fois, monsieur, de m'avoir permis de lire cette admirable leçon. J'en ai joui doublement par ce qu'elle a de si intéressant en elle-même et parce que j'ai pu me convaincre de ce que je savais déjà : c'est qu'on s'était trompé sur votre intention, qu'on ne vous avait pas compris. Est-ce vous qui auriez, devant votre jeune auditoire, attaqué ce qu'il y a de plus respectable parmi nous et ce qui fait notre vie ? Quoi qu'on pense de sa Divinité, encore faut-il reconnaître que, si le christianisme succombait, ce serait le suicide de l'Europe. Les sociétés se traînent encore après la mort de leur principe constitutif, mais elles n'ont plus d'âme. Pardonnez-moi, monsieur, d'oser vous parler de ce qui est si fort au-dessus de moi, à vous qui de si haut et de si loin savez discerner les lumières éparses dans le temps. Voyez dans cette expression libre de ma pensée toute la confiance que vous m'inspirez et veuillez agréez l'assurance de mon admiration et de mon sentiment affectueux.

« M. E. de Lamartine. »

« Croyez que je n'ai commis aucune indiscrétion et que vos précieuses notes sont restées sous clef. »

A peu près au même moment, Lamartine passait avec éclat dans l'opposition politique, par son fameux discours du 29 janvier 1843.

Cette évolution coïncide chez lui avec une accentuation, de plus en plus marquée, de la religion personnelle. Il n'est plus guère (Dargaud peut être content!) qu'un déiste sentimental, et sa foi n'est pas très différente de celle du Vicaire savoyard. La mort de son père et celle de Virieu avaient déjà distendu les liens fragiles qui le rattachaient au passé; les timidités de la monarchie de Juillet, l'apostolat libérateur de Dargaud, l'exemple de Quinet et de Michelet firent le reste. Aussi bien

commençait-il à écrire l'*Histoire des Girondins*. On connaît son mot célèbre : « La France est une nation qui s'ennuie! » Il allait la tirer de sa torpeur.

Quand il revint à Mâcon, le 24 mai 1843, il fut fêté par la population de sa ville natale et, le 4 juin, au cours d'un grand banquet organisé en son honneur, il prononça un discours retentissant qu'il envoya à Michelet. Celui-ci le salua comme un frère d'armes. Lui aussi venait d'engager la bataille. Depuis un mois, il avait commencé son cours sur *les Jésuites*. Et, à vrai dire, il éprouve le besoin de justifier, pour Mme de Lamartine surtout, son rapide changement de front, son brusque passage du moyen âge aux temps modernes. Il affirme que cette polémique est un « accident naturel » dans son enseignement et qu'il ne pouvait dire « ce qu'est la vie » sans dire aussi « ce qu'est la mort », il s'ingénie à prouver qu'il n'y a pas de cassure dans son cours du Collège de France, pas de saut dans son exposé. Comme si le XIIIe siècle l'amenait logiquement aux Jésuites! Voici sa lettre à Lamartine (1) :

10 juin 1843.

« C'est ma foi, cher et illustre ami, c'est notre évangile politique. Nous nous associons dès aujourd'hui à cette pensée, et la France entière le fera demain. Vous aurez été notre prophète, notre précurseur. Vous serez *celui* que nous attendons. Vous recevrez bientôt un volume où vous verrez comment cette polémique s'est trouvée un accident naturel de mon enseignement; je ne pouvais dire ce qu'est *la vie* et *l'organisme vivant*, sans dire ce qu'est la mort.

« Je me sens bien uni à vous dans l'amitié et l'espérance. Notre devise commune est, je pense, la belle devise du moyen âge : *Le temps viendra*, comme on la lit dans les caveaux de l'église souterraine de Bourges.

« J. Michelet. »

« *P. S.* — Quel beau jour que celui de ce discours pour Mme de Lamartine ! Permettez-moi de recommander à votre attention un livre de la plus haute importance, l'ouvrage des frères Allignol sur la situation des *Curés de campagne* (Paris, chez Debécourt, in-8). Ce livre, hautement approuvé du Pape,

(1) Cette lettre et celle de novembre 1847 ont été déjà publiées. Cf. *Lettres à Lamartine*, Calmann-Lévy, 1893, p. 199 et 241.

mais étouffé par les évêques, est un gémissement si profond, si douloureux, si sincère...! Voltaire lui-même en aurait pleuré. »

Il est curieux de rapprocher cette lettre de la préface à la première édition des *Jésuites*. On y retrouve la même préoccupation, presque les mêmes termes. En réalité Michelet veut entrer en lice à côté de Quinet; mais, vis-à-vis du public et de ses amis, il cherche une justification théorique à son orientation polémique. Le lien entre son cours du premier semestre et celui du second, voici qu'il le découvre dans l'idée d'éducation. Après avoir étudié l'éducation du moyen âge par l'Église et avant d'examiner l'éducation moderne, celle que nous ont donnée la Renaissance et la Révolution, il se croit obligé de dénoncer la fausse éducation chrétienne, imposée au monde par les Jésuites : « Par le progrès de mon travail et le plan même de mon cours, je venais à eux. Occupé jusqu'ici d'expliquer et d'analyser la vie, je devais naturellement mettre en face la fausse vie qui la contrefait; je devais placer en regard de l'organisation vivante le machinisme stérile. » Ainsi ce sont les raisons mêmes qu'il donne à Lamartine, et c'est persuadé de son assentiment qu'il commence « la sainte croisade pour Dieu et la Liberté ».

Il espère encore que le petit clergé le suivra et voilà pourquoi il recommande l'ouvrage de deux abbés, les frères Allignol, sur l'*État actuel du Clergé en France*. Lamartine lui promet de le lire :

(Sans date.)

« Tout mot de vous me semble un applaudissement de l'histoire elle-même. Merci donc mille fois de celui que vous me jetez du milieu de votre belle mêlée. Je vous y joindrai bientôt, car la question religieuse est le fond de toute politique réelle comme de toute histoire et de toute philosophie. Le reste n'est que l'échafaudage qu'on enlève, quand l'édifice est construit. Ouvriers tous deux du temple moderne où la Raison sera pieuse et la Piété raisonnable, passons-nous les pierres et le ciment de la main à la main... Vous voyez à quoi les vôtres me servent.

« Je lirai l'œuvre de ce bon curé (*sic*) : il veut ce que nous voulons. Mme de Lamartine, qui vous aime tant, vous remercie d'avoir pensé à elle à sa fenêtre d'où elle assistait au banquet.

« Dargaud a été un admirable ambassadeur. Un jour

nous le ferons quelque chose comme cela, si notre jour arrive.

Adieu, aimez-nous et pensez à nous qui vous aimons de cœur et d'intelligence.

« LAMARTINE. »

Ainsi tous deux marchent, du même pas précipité, à l'assaut de l'avenir. Ils se sentent très proches l'un de l'autre, comme des camarades de combat. Ils ont changé en même temps d'allure et ils s'en félicitent. Rien n'est plus caractéristique que cet aveu de Michelet dans son Journal inédit :

« 26 juillet 1843. — Des ailes par delà la mort! Marche, marche! Et quiconque s'arrête s'enfonce au sol et disparaît... Ils sont excusables, ceux qui, pour *aller* encore, *changent d'allure*, et ne pouvant plus marcher, se mettent à voler... Ballard a donc tort de me plaindre d'avoir modifié ma vie ; on a tort de reprocher la même chose à Lamartine. »

Ailleurs il admire le poète d'aller « de sa grande aile, oublieux et rapide. »

Quelques jours plus tard, le 3 août, il va le voir avec son fils Charles, sa fille Adèle et son gendre Alfred Dumesnil. Ils s'entretiennent cette fois de politique étrangère. La *Marseillaise de la paix* n'a pas été accueillie en Allemagne comme l'espérait Lamartine. « Les nobles fils de la grave Allemagne » l'ont bafoué; ils se sont moqués de « sa blanche élégie »; et peut-être le sait-il par Quinet qui en avait été indigné. Reprenant la formule de celui-ci, le poète parle de la Prusse avec colère : « C'est une épée russe dans le dos de l'Allemagne, » dit-il. Seulement Quinet était allé jusqu'au bout de sa pensée et avait écrit que la Prusse, « État slave », pousserait l'Allemage « par derrière, au meurtre du vieux royaume de France ». Ni Lamartine ni Michelet, — qui pourtant a fait un voyage en Bavière, l'été précédent, — n'osent envisager d'aussi redoutables perspectives, et leur générosité d'âme jette sur leur clairvoyance un voile de brume.

C'est sans aucun doute à cette époque que leurs rapports sont les plus affectueux. Le mot d'intimité ici n'est pas trop fort. Ils ne s'offrent pas uniquement des discours et des livres. Lamartine amène un jour de Saint-Point, pour Michelet, un de ses grands lévriers blancs dont il est si justement fier.

« Mon cher philosophe,

« Je suis homme de parole, au moins pour ceux que j'aime et ne puis oublier. Vous êtes du nombre et je vous apporte, pour avoir un souvenir vivant près de vous, un de mes plus beaux chiens blancs. Il sera heureux près de vous, j'en suis sûr, et vous le serez avec lui.

« LAMARTINE. »

En avril 1845, tous deux sont témoins au mariage de Dargaud. Mais déjà de légères divergences d'idées se dessinent entre eux. L'attitude âpre et violente de Michelet dans la question religieuse ne rallie pas complètement l'adhésion du poète : il eût aimé plus de nuance et de retenue. Il ne doit pas partager les sentiments de sa nièce, la comtesse de Pierreclos, qui a lu *le Prêtre* avec enthousiasme et écrit à Michelet, le 24 février 1845 : « Je fais des vœux pour que votre parole, ce sénevé de Dieu, lève et fructifie, qu'elle devienne un grand arbre sous lequel la pauvre humanité, si lasse, puisse s'asseoir et se reposer. » De plus, partisan de toutes les libertés, Lamartine défend la liberté des Congrégations, et Michelet qui assiste à la séance de la Chambre du 2 mai 1845, lui en veut un peu de son discours. Avec une courtoisie qui lui valut de Dargaud l'apostrophe : « Ne faites donc pas de coquetterie avec les Jésuites ! », le poète rappelle qu'il fut l'élève des Pères, mais il ajoute qu'il a respiré depuis l'air du siècle et qu'il sera le défenseur de toutes les libertés. C'est pour cela précisément qu'il réclame l'abolition du Concordat, la séparation de l'Église et de l'État, l'indépendance de tous les cultes et de toutes les associations.

Cette attitude libérale est saluée avec empressement par certains prêtres. Je ne parle pas seulement des rebelles, de ceux qui écrivent à Michelet pour lui demander d'entreprendre une campagne contre le célibat sacerdotal, mais aussi des âmes troublées et sincères qui ont été émues par *Jocelyn* ou qui partagent les inquiétudes sociales des frères Allignol. Dans l'entourage même du poète, Dargaud signale à Michelet un cas curieux d'émancipation religieuse. L'abbé Thyons, curé de Chasnes et membre de l'Académie de Mâcon, qui est le protégé de la comtesse de Pierreclos, traverse une crise profonde et

pathétique. Il finira d'ailleurs par abandonner l'Église pour être « philosophe », à la grande joie de Dargaud. « Le vicaire savoyard est ressuscité, s'écrie celui-ci avec exaltation, il faut le secourir! » Et il s'adresse à Michelet, à Quinet, à Lamennais pour lui obtenir des subsides, tandis que Lamartine rédige de sa main la lettre d'adieu du curé à ses paroissiens.

III. — LES *GIRONDINS* ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Le 1er février 1847, Dargaud écrit à Charles Alexandre, le secrétaire de Lamartine : « M. de Lamartine aura donné à la Révolution un cœur, une moralité et une langue dignes d'elle. Louis Blanc publie aussi un volume très académiquement montagnard et très faible sous sa rhétorique. Michelet imprime, à l'heure qu'il est, le premier volume de *l'Assemblée constituante*. Il aura son intérêt. (1) »

Voici donc Lamartine et Michelet attelés à la même tâche. Les voici presque concurrents. Libéraux tous les deux, grands admirateurs de la Révolution française, ils ne s'en font pourtant pas la même idée ; ils ont aussi une conception différente de l'histoire. Michelet est en désaccord avec le poète, comme avec leur ami commun Béranger, sur le caractère essentiel de la Révolution. Historien du peuple avant tout, il leur reproche de *personnifier* la Révolution dans les hommes : Rousseau, Mirabeau, Robespierre, au lieu de voir en elle l'expression des revendications populaires et le résultat des forces collectives. Pour lui, « les hommes » de la Révolution ne l'ont pas conduite, mais ils ont été conduits par elle. Il éteint les flambeaux, La Fayette, Robespierre, etc. « Voici mon livre, dit-il : les deux phares qui en éclairent les deux côtés, sont : 1° les Fédérations, 2° les Clubs, Jacobins et Cordeliers... Pour nous, joyeuse ou mélancolique, lumineuse ou obscure, la voie de l'histoire a été simple, directe ; nous suivions la voie royale (ce mot pour nous veut dire populaire) *sans nous laisser détourner aux sentiers tentateurs où vont les esprits subtils;* ne peuple, nous allions au peuple (2). »

Rien de surprenant s'il condamne l'apologie des grands révolutionnaires qu'il trouve dans l'*Histoire parlementaire de la*

(1) Charles Alexandre, *Souvenirs sur Lamartine*, 1885, p. 60.
(2) *Histoire de la Révolution*, t. II, Introduction.

Révolution de Buchez et Roux (1838), dans la *Révolution* de Louis Blanc, dans l'*Histoire des Montagnards* d'Esquirol (1847), dans les *Girondins* de Lamartine. Il n'aime pas qu'on fasse de Robespierre « un homme national » et n'admire pas le jacobinisme terroriste.

D'autre part, la Révolution lui apparaît comme le triomphe du droit populaire et de la liberté, non seulement sur le despotisme de la royauté, mais encore sur le despotisme de l'Église. Dans son *Introduction*, il oppose l'avènement de la justice au gouvernement de la grâce.

« Les derniers historiens, MM. Lamartine, Louis Blanc, Esquirol (que je ne prétends nullement juger, l'éloge me mènerait trop loin), sont, malgré leurs différences, d'accord avec M. Buchez sur deux points essentiels. En ces points, ils sont tous contraires à la tradition de l'esprit moderne, à celle de la France.

« 1° Le premier point, c'est leur indulgence pour le clergé. Contrairement à l'opinion générale, ils ne paraissent pas croire que la Révolution ait été amenée par les fautes des prêtres autant que par celle des rois. Les premiers n'apparaissent dans leurs livres que de profil et en seconde ligne. La tradition anti-ecclésiastique de la philosophie française leur inspire peu de sympathie ; dans Rabelais, Molière et Voltaire, ils ne voient que les organes d'un individualisme égoïste des classes bourgeoises. Nous, nous y voyons le peuple, la manifestation, vraie et forte, de l'esprit français, tel qu'on le trouve antérieurement dans les fabliaux, fables, contes, poésies populaires de tout âge, de toute forme et de toute espèce.

« 2° Il en est de même pour le second point. Les quatre écrivains dont je parle s'accordent dans leur admiration pour les hommes de la Terreur ; ils croient que le *Salut Public* a sauvé la France, ils révèrent les noms qui, à tort ou à raison, sont restés exécrables dans le souvenir du peuple, et, dans sa bouche, maudits. »

Mais l'amitié lui inspire un scrupule et il veut justifier son attitude à l'égard de Lamartine par une lettre préalable.

[Novembre 1847].

« Monsieur et illustre ami,

« La dernière fois que j'eus l'honneur de vous voir, vous donniez le troisième volume. Vous voulûtes bien me lire un portrait que je trouvai admirable. Une personne survint, qui ne me permit pas d'exprimer mon opinion sur vos premiers volumes.

« Cependant les huit ont paru, le succès a été immense, légitime, s'il en fût, au point de vue littéraire.

« Ce point de vue peut-il être le seul, à la veille des agitations sociales qui peut-être vont venir demain ? Croyez-vous qu'il soit sans inconvénient de confirmer l'Europe dans une idée qu'elle n'a que trop, malheureusement : *la France, c'est toujours Robespierre* ?

« Tel a été, monsieur et illustre ami, l'effet de votre livre. On a dit partout : *le premier homme de la France* actuelle avoue que Robespierre a été chez ce peuple l'homme vraiment national.

« Il m'était impossible, dans l'état actuel des esprits, de ne pas exprimer hautement mon dissentiment. Je l'ai fait, quoi qu'il ait pu coûter à mon amitié.

« D'autre part, j'ai pris parti ouvertement, vous le savez, contre l'Église actuelle pour l'Église de l'avenir que je vois poindre à l'horizon. Il m'était impossible de ne point combattre votre tolérance contre l'ancienne Église, la facilité avec laquelle vous passez sur la part directe qu'elle eut et aux *crimes de l'ancien régime* et aux *coupables résistances* qui ont empêché le nouveau de porter ses fruits.

« Mon cœur avait besoin de vous dire tout ceci, au moment où mon nouveau livre exprime notre opposition politique et religieuse dans les choses du passé. Et, en vous le disant, mon cœur saigne, car, ni en ce monde, ni en l'autre, je ne voudrais être séparé de vous.

« J. MICHELET. »

« Au tome III et aux suivants, j'exprimerai mon admiration sur une foule de grandes et belles choses que je trouve dans votre livre. »

Lamartine répondit :

Saint-Point, 23 novembre 1847.

« Cher et illustre ami,

« Merci de ce scrupule. L'amitié n'en a jamais de blessant. J'ai vu la scission. Elle n'est pas fondée, ni sur la Terreur que je condamne, ni sur Robespierre que je juge sans l'absoudre, ni sur le catholicisme que je montre comme l'opposé de la Révolution... Quand vous me lirez plus attentivement, après vos grands travaux, vous reconnaîtrez votre erreur. Je ne suis pas pressé. Votre justice est éternelle.

« Nous tenons le deuxième volume (1), et nous en sommes charmés. Cela me paraît supérieur encore au premier. Je ne vous suivrai plus dans cette course vers la vérité qu'à longue distance, dans deux ans. La carrière est longue et large et permet des prix différents. Je jouis qu'on me juge seulement digne d'y courir avec des rivaux comme vous.

« Dargaud vient de nous quitter. Je suis occupé à un travail purement littéraire en ce moment et fort distrait par l'agitation des banquets et des journaux, en attendant celle de la tribune. Aimons-nous, en nous contredisant quelquefois. Nous sommes des sculpteurs qui dessinent la Révolution posant devant eux, chacun à son point de vue, mais vous êtes le Maître.

« Adieu, admiration et attachement.

« LAMARTINE. »

Le poète se défend. Mais se juge-t-il lui-même avec clairvoyance ? S'il n'a pas donné l'absolution plénière à Robespierre, il lui a du moins accordé la plus large indulgence. Que reproche-t-il aux Girondins au fond, sinon « d'avoir voulu gouverner quand il fallait combattre » ? En face d'eux, il dessine avec une certaine complaisance le profil sec et implacable du dictateur : « Les partis s'arrêtaient. Lui ne s'arrêtait pas. La Révolution, décimée dans sa route, devait inévitablement se résumer un jour dans une dernière expression. Il voulait que ce fût lui. Il se l'était incorporée tout entière. » Cela, Michelet ne pouvait l'admettre. Quant à la Terreur, Lamartine semble bien ne la condamner que du bout des lèvres. « Quand vous me relirez plus attentivement, écrit-il à son ami, vous recon-

(1) Tome II de *la Révolution*, paru le 15 novembre 1847.

naîtrez votre erreur. » Or, c'est le contraire qui s'est produit, c'est lui-même qui, plus tard, fera des réserves sur son propre récit. Il reprendra la question en 1861 dans sa *Critique de l'Histoire des Girondins :* « On a trouvé, dira-t-il, que le pinceau de l'historien caressait trop les détails intimes de cette figure, et que ce soin même du pinceau accusait une certaine indulgence coupable ou malséante pour le modèle »; et tout en protestant contre cette interprétation, il avouera : « Je n'en avais pas moins eu tort comme historien de donner prétexte à ce reproche. C'est là une faute de conception et presque de moralité. J'en demande pardon comme artiste, mais certes pas comme homme politique. La fidélité du portrait n'est pas la complicité du peintre. »

Quoi qu'il en soit, la lettre de Lamartine à Michelet reflète bien ses tendances politiques du moment. Il est entraîné dans « l'agitation des banquets et des journaux », il s'avance à grands pas sur la route de la Révolution. Depuis l'apparition des *Girondins*, il y a de la poudre dans l'air. Le prodigieux succès de l'œuvre annonce et prépare dans une certaine mesure le soulèvement de 1848. Au banquet que la ville de Mâcon lui offrit, le 18 juillet 1847, en l'honneur des *Girondins*, le poète réclame « la souveraineté exercée par l'universalité des citoyens » et « la République des intelligences ». De son côté, dès la rentrée de novembre, Michelet donne au Collège de France le signal de l'offensive démocratique : « Qui grandit ?... L'enfant. — Qui soupire ?... La femme. — Qui aspire et montera ?... Le peuple. C'est là qu'il faut chercher l'avenir. »

IV. — LA RÉVOLUTION DE 1848

La campagne des banquets s'étendit rapidement dans toute la France. De parlementaire qu'elle était d'abord, l'agitation devint populaire. « Ici à la Chambre, disait Vitet, nos paroles sont perdues. Nous allons ouvrir les fenêtres. » A côté du centre gauche dirigé par Odilon Barrot, le parti radical entre en scène, avec Ledru-Rollin. A Strasbourg, à Colmar, à Saint-Quentin, on n'attaque encore que Guizot, mais à Lille on refuse de porter le toast au Roi et à Chalon-sur-Saône on boit « à la Convention ». Toutefois, ce n'est guère qu'en janvier 1848 que s'envenime le conflit avec le Gouvernement. Le 2 janvier,

M. de Salvandy, ministre de l'Instruction publique, suspend brutalement le cours de Michelet. Quelques semaines plus tard, Guizot interdit par deux fois le banquet du XIIe arrondissement et, le 21 février, les députés de l'opposition délibèrent sur l'attitude à prendre. Odilon Barrot et ses amis préconisent la soumission, Lamartine prêche la résistance. Malgré son succès personnel et par suite de complications du dernier moment, le banquet n'a pas lieu et le poète découragé écrit à Michelet :

« Cher maître,

« Vos pensées sont les miennes. J'ai proposé hier ce parti aux hommes qui ont les grades parlementaires. Mais je suis mal avec eux parce que j'ai voulu contre eux jusqu'au bout que la représentation fît son devoir et accomplît son acte de résistance en allant au banquet. Ils l'ont fait fermer à minuit par les commissaires eux-mêmes pour nous enlever le terrain où ils ne veulent pas nous suivre.

« Ce matin nous allons nous concerter cinq ou six pour ce que vous désirez. Mais je crois le mouvement étouffé où vous dites. J'ai eu cette nuit des détails sur ce sujet.

« Tout à vous de cœur et d'esprit.

« LAMARTINE. »

Les craintes du poète étaient vaines et, au contraire, les événements se précipitaient. A l'heure où, sans doute, il écrivait cette lettre qui exprime à la fois son désappointement et son impatience, l'émeute éclatait. Il y a, dans les papiers de Michelet, un brouillon illisible d'une lettre à Lamartine, daté du 23 février, qui commence ainsi : « Le sang coule et, vous le voyez, le Gouvernement est impuissant... etc. » Le lendemain le Roi s'enfuit et la Révolution victorieuse cherche un Gouvernement provisoire. Michelet faillit en faire partie. Le 25 février, son gendre Alfred Dumesnil écrit à son ami Eugène Noël : « Sur la première liste affichée dans notre quartier, M. Michelet était nommé du Gouvernement provisoire. Je l'ai conduit à l'Hôtel de ville : l'encombrement était si grand qu'il n'a pu parvenir jusqu'à la salle de réunion et savoir ce qu'il en était de sa nomination. Dans la liste officielle publiée ce

matin, il n'y était plus, n'ayant pas paru à l'Hôtel de ville. Au reste, il vaut mieux qu'il soit dans son cabinet (1). »

C'était au fond l'avis de Michelet lui-même qui n'a jamais eu d'ambition politique. Lamartine et Quinet insistèrent auprès de lui pour qu'il se présentât aux élections législatives du printemps. Il refusa. Et quand les électeurs des Ardennes vinrent lui offrir leurs suffrages, il leur demanda de les reporter sur la tête d'Alfred Dumesnil. Voici la proclamation qu'il leur adressa le 10 mars 1848 :

« A mes amis, connus et inconnus, qui m'offrent leurs suffrages. Je les accepte, vos suffrages, — non pour moi, voué en ce moment à un devoir sacré, l'histoire de la Patrie, — mais pour mon fils d'adoption, mon gendre, mon unique collaborateur depuis huit ans, P. Dumesnil-Michelet qui est moi-même.

« Il vaut mieux que vous, parce qu'il est jeune ! » me disait l'autre jour notre cher et immortel Béranger. Il faut des hommes jeunes, neufs et des forces entières. La nouvelle Assemblée doit représenter par l'âge le rajeunissement de la France.

» Mon gendre, après ses études de droit, s'est fermé la carrière du barreau. Le serment à la royauté a été pour lui un obstacle insurmontable.

« S'il n'est point connu encore parmi nos plus éminents écrivains, c'est qu'il a uniquement travaillé pour moi. Il s'est donné à moi. Je le donne à la France.

« Nous nous devons tout entiers et sans réserves à la Patrie. Ma vie déjà appartenait à son histoire. Je lui offre bien plus aujourd'hui : mon avenir, le fils de ma pensée.

« Salut fraternel.

« J. Michelet,
Professeur au Collège de France. »

De son côté, Lamartine encourageait Dumesnil à se présenter, par la lettre suivante :

18 mars 1848.

« Monsieur,

« La République a besoin d'hommes jeunes, courageux et purs. A tous ces titres, je vous espère à l'Assemblée nationale.

(1) E. Noël, *Michelet et ses enfants*, p. 215.

Vous offrez une double garantie à la république : votre propre patriotisme et ce lien d'adoption qui vous unit à Michelet, l'un des plus éloquents initiateurs de notre Révolution. Le peuple dont le génie est dans le cœur, sentira qu'en vous élisant il introduira dans l'Assemblée nationale trois choses dont il a besoin pour le défendre, l'honorer et le représenter dignement : le talent, la conscience et le dévouement.

« Mille amitiés et mille vœux.

« LAMARTINE. »

Le poète est, à cette époque, surmené, harassé. Ministre des Affaires étrangères, il doit, en outre, faire front, à l'intérieur, aux assauts des clubs et aux troubles du 17 mars, du 16 avril, du 15 mai. Il invite un soir Michelet et Quinet à dîner, « en famille » pour discuter la situation avec eux. « C'est le seul moment que la tribulation des affaires me laisse ». Il n'est d'ailleurs pas toujours d'accord avec Michelet. Le 3 avril, recevant une délégation de citoyens irlandais, il refuse de prendre publiquement parti pour l'Irlande contre l'Angleterre. C'est sans doute peu de temps après, à un moment où, devant les attaques d'une partie de l'Assemblée, il vient de donner sa démission, qu'il écrit à son ami la lettre suivante :

« Mon cher et illustre ami,

« J'ai su toutes vos impressions depuis la République. Vous n'êtes pas un historien seulement, ce qui est beau ; vous êtes un grand et vrai politique. Quand causerons-nous? En ce moment je suis à terre et je désire sincèrement y rester. Mais que votre amitié me reste ! J'en ferai ma gloire.

« Pour l'Irlande, nous pensons différemment. Mais il faut du dialogue dans l'opinion. Voltaire était de mon avis sur ce sujet.

« LAMARTINE. »

L'émeute du 23 juin met fin à la carrière politique du poète et elle brise toutes les espérances de l'historien. Cette journée sanglante les écrase. « *Excidat illa dies!* », tel est le cri de douleur qu'on trouve dans le journal de Michelet. Charles Alexandre nous le dépeint dans ses *Souvenirs* « pâle et ému des terribles combats autour du Panthéon, » racontant dans son

jardin « les scènes de la guerre civile » (1). Dargaud va le voir le 27 juin et il note dans son journal le changement qui l'a frappé; Michelet lui déclare : « Il ne s'agit plus de liberté; il faut avant tout être fort »; et « ses yeux ne sont plus humides comme autrefois lorsqu'il parlait du peuple, son regard fauve avait une lueur de courage et de défi ». Pendant ce temps, abandonné de tous les partis, Lamartine, à cheval, bravait la mort autour des barricades!

Ainsi s'éteignait dans le sang leur rêve de liberté et d'avenir fraternel!

Michelet retourna à l'histoire. Il acheva sa *Révolution*. « Il faut, écrit-il dans son *Journal*, dans ce moment où ma foi s'est ébranlée, que je reprenne force en touchant terre, je veux dire la ferme érudition, la recherche et le récit. » (18 juillet.) Il réussit à trouver dans le travail un relatif apaisement, et quand il publia son troisième et dernier volume de *la Révolution*, il eut le réconfort de recevoir cette lettre d'Augustin Thierry qui l'encourage et qui l'approuve dans sa défense de l'ordre et de la vraie liberté.

20 décembre 1848.

« Mon cher et illustre ami,

« Mon désir de vous serrer la main renfermait celui de vous exprimer tout le plaisir que m'a fait votre beau travail sur la Révolution. Cette faculté de pénétrer les points intimes de l'histoire qui vous a valu tant d'applaudissements, éclate ici en mille endroits de la façon la plus heureuse. Sans sortir de la grande tradition de jugements sur les hommes et les choses que nous a transmise la conscience de nos pères, vous avez l'art d'ouvrir de nouvelles perspectives, de nouvelles sources d'émotion et de réflexion. Que je vous remercie de prendre en main la cause des principes de 1789 contre les doctrines folles ou perverses qui prétendent se mettre à leur place pour le plus grand bien de l'humanité! Toutes ces tentatives pour nous ramener, à rebours de la civilisation, vers la vie de tribu sous une autre forme, ont été mon cauchemar depuis les événements de février. Grâce à Dieu, notre France reprend possession d'elle-même; mais, pour que cette possession ne soit plus

(1) Page 138.

ébranlée, il faut qu'elle se fonde énergiquement dans les esprits et vous y contribuerez. Vos admirables pages sur les apôtres de la fraternité par la violence et sur l'instinct social des paysans sont des victoires pour la cause de l'ordre et de la liberté.

« Je vous écris, plein de tristesse de la perte immense que nous venons de faire : le pauvre Letronne (1) enlevé si vite à la science et à tant d'amitiés! Celà donne le vertige et attache plus vivement aux amis qui restent.

« Tout à vous de cœur.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Lamartine pensait au fond comme Augustin Thierry. Il condamnait le socialisme de l'émeute et « les doctrines de la fraternité par la violence ». D'ailleurs, après l'élection du prince Président, l'ordre semblait assuré. Qu'allait devenir la liberté? Le poète semble avoir été moins inquiet sur son sort que ses amis républicains. Il faut dire qu'il était la proie de soucis plus directs et plus angoissants. Il était ruiné et, pour payer ses dettes, il rentra dans l'ombre et s'attela à ces travaux forcés de la littérature qui devaient écraser sa vieillesse.

V. — L'ÉLOIGNEMENT

« Que votre amitié me reste, écrivait Lamartine à Michelet. J'en ferai ma gloire! » Cette consolation ne lui fut pas donnée. Après le coup d'État, l'historien fut révoqué et quitta Paris. Le destin le séparait de son ami.

De plus, il s'en détachait peu à peu. Il lui reprochait tantôt ses productions historiques hâtives, l'insuffisance de sa documentation, l'absence de tout sens critique, tantôt le fléchissement de son libéralisme et de son esprit démocratique. Quand son gendre Dumesnil devient le secrétaire du poète, il lui avoue, le 15 février 1854 : « Je suis ravi de savoir que vous n'écrivez pas dans les œuvres du grand homme. Sa *Restauration* le dépopularise définitivement. Il passe *à droite*. Ce livre contre les bonapartistes, les orléanistes et la République, à qui profite-t-il, sinon à la branche aînée? Il y a littéralement des choses

(1) Le collègue de Michelet au Collège de France, mort le 14 décembre 1848.

admirables, mais l'homme est perdu. Son public désormais, c'est le faubourg Saint-Germain (1). »

Il n'a pas été possible de retrouver jusqu'à présent dans les papiers de Dumesnil les lettres de Lamartine. Le poète avait beaucoup d'estime et d'affection pour son collaborateur. Il avait trouvé « trop vague » son livre *la Foi nouvelle cherchée dans l'art* (1850), mais il avait lu, en 1851, à Saint-Point, « avec ravissement » sa touchante biographie de *Bernard Palissy* qui lui inspira un entretien de son *Cours familier de littérature*. Il appréciait tout autant son noble caractère que son ingénieux talent.

Quand se constitua, pour retarder la débâcle financière, la *Société propriétaire des œuvres de Lamartine*, Dargaud, pressenti, refusa d'en être le gérant et c'est sur son conseil que Lamartine confia à Dumesnil cette tâche délicate.

Mais le malheureux secrétaire ployait sous un labeur énorme. Lamartine avait d'innombrables correspondants. Comme entrée en matière, en 1853, dix mille lettres à envoyer ! Et puis Dumesnil, ébranlé par la mort de sa femme Adèle Michelet, était encore surmené par d'autres besognes. Outre les recherches qu'il faisait pour Lamartine, il revoyait presque toutes les épreuves que son beau-père lui envoyait par paquets et travaillait aussi pour Quinet. Tout cela d'ailleurs ne lui rapportait guère et Lamartine, harcelé par les échéances, menacé de saisies, n'arrivait pas à le payer. Au moment le plus tragique de ces années de détresse, au moment où les amis du poète songent à lancer une souscription nationale pour lui épargner la vente de Saint-Point, Dumesnil est lui-même sans ressources et sans forces. La situation est extrêmement embarrassante. Pourtant Michelet se décide à intervenir et avec d'infinis ménagements, il écrit à Mme de Lamartine pour obtenir que son gendre touche son dû. Voici la réponse qu'il reçut :

Paris, 3 avril 1858.

« Monsieur,

« J'ai communiqué à M. de Lamartine votre lettre. Nous sommes très touchés de votre confiance. M. de Lamartine n'était en retard avec notre pauvre ami que de 500 francs. Il les lui a

(1) *Lettres inédites de Michelet*, édition Sirven, 1924, p. 217.

envoyés il y a deux jours, lui assurant qu'il enverrait le trimestre qui vient de finir dans huit à dix jours, dès qu'il aura quelque argent, car dans ce moment il est dans une gêne extrême, comme vous l'avez peut-être appris. Il compatit bien à tous les malheurs de corps et d'esprit de cet excellent M. Dumesnil : il a été le voir il y a peu de jours et il en est revenu très attristé. M. Dumesnil va partir pour la campagne, M. de Lamartine lui laisse un repos absolu depuis longtemps. Nous désirons vivement que la campagne et la jeunesse raniment en lui les forces profondément atteintes par une fièvre à peu près constante depuis un an, malgré quelque amélioration l'été dernier par son séjour à la campagne.

« La santé de Mme Michelet, dont nous avons fréquemment des nouvelles par nos amis, nous préoccupe aussi beaucoup ; seulement tout en nous affligeant elle ne nous inquiète pas autant, parce que les maladies nerveuses sont des souffrances et non des dangers. Le ciel doit à tant de vertu et de talent la vie qu'elle vous consacre ; M. de Lamartine et moi, nous avons appris à l'admirer et à l'estimer davantage dans celui de vos derniers ouvrages où vous lui avez permis de marier tant de grâce à tant de force.

« M. de Lamartine est, en effet, monsieur, par suite d'une perte énorme, dans une situation qui le déracine, peut-être l'éloigne pour toujours de nos chers foyers. La France voudrait tendre à adoucir le coup, par une souscription nationale, mais les obstacles semés sous ses pas rendent la chose difficile, sinon impossible, et dans tous les cas pénible par le malentendu qu'on ne peut pas éclaircir pour le moment. M. de Lamartine souffre beaucoup par toutes les fibres de son cœur, nous ignorons complètement ce qui sortira de ces ténèbres ; en attendant mon mari fait comme vous, il se console et il se défend par le travail : c'est la Providence des cœurs généreux.

« Veuillez agréer, monsieur, l'expression de ma haute considération.

« M. E. DE LAMARTINE. »

Mme de Lamartine n'a d'ailleurs plus, pour l'auteur de l'*Amour* et de *la Femme* (1859), la sympathie qu'elle éprouvait naguère pour celui de *Jeanne d'Arc*. L'éloignement est réciproque et fatal. Les idées de Michelet lui déplaisent autant que

celles de Dargaud. Celui-ci vient de publier sa grande *Histoire de la liberté religieuse et de ses fondateurs*, qui lui vaut les applaudissements de Michelet et le prix Gobert (1859). Quant à Lamartine, il retourne lentement à la tradition de son enfance : « Selon la formule de votre père et du mien, lui dit Dargaud, vous redevenez blanc, alors que je reste bleu. »

Cette opposition ne fait que s'accuser entre l'historien de la Révolution et l'auteur du *Cours familier*. Michelet lit, un jour de l'été 1861, en arrivant en Normandie, l'entretien sur Jean-Jacques Rousseau. « La première chose qui m'a sauté aux yeux, écrit-il, c'est la diatribe de Lamartine contre Rousseau, c'est-à-dire contre la Révolution. Il ne voit pas que cet homme, souillé sans doute, sortait d'une société *bien plus souillée*, de celle que lui, Lamartine, aime et préconise dans un sentiment de noble et d'émigré. Il sombre lourdement et on en fait un instrument de bêtise et de réaction. »

Est-il besoin d'ajouter que les deux écrivains ont cessé de correspondre ? On trouve encore, à la date du 1er avril 1864, un billet fort courtois et assez insignifiant de Lamartine à l'adresse de Mme Michelet. On croit entendre le son d'une voix affaiblie qui vient du passé. C'est l'écho d'une époque lointaine, le rappel d'anciennes relations et d'affectueux échanges, le dernier frémissement d'une amitié qui meurt.

JEAN-MARIE CARRÉ.

POÉSIES

L'ÉTÉ QUI CHANTE

I

La Nuit soyeuse comme une aile
Couvre le Crépuscule et l'éteint peu à peu;
Au couchant flambe encor une ligne de feu,
Mais sur la plaine l'ombre à la clarté se mêle;
Et cette ombre odorante exalte les grillons...
Plus s'apaise le soir, plus chantent les sillons.
Au sommet d'un pin qui balance
L'éclat rose du jour mourant,
Vénus, parure du silence,
Vient d'éclore au ciel de safran.
Un souffle fait bruire un instant les ramures :
C'est l'adoration des arbres et du sol;
Puis tout se tait, cris des oiseaux, appels, murmures.
Et, seul, chante le rossignol.

II

Il a plu cette nuit, mais le soleil se lève...
Une brume d'argent monte vers le ciel bleu
Et, s'imprégnant d'azur en s'élevant, achève
De s'y confondre peu à peu.

Il a plu cette nuit... Les pétales légers
Mêlent aux gouttes d'eau qui s'écoulent des branches,
Ces vols feutrés de choses blanches
Qui font, en se posant, la neige des vergers.
Un pinson chante au bout d'un rameau qui s'incline.
Sur le ruisseau, luisant d'écume et de soleil,
Couché comme une faux au pied de la colline,
Ce chant, au bruit de l'eau pareil,
Glisse et se perd sur les prairies.
Ouvrant au matin bleu ses fenêtres fleuries
Le mas joyeux s'éveille à la double chanson
De l'onde et du pinson,
Tandis qu'une odorante brise,
Dans l'espace couleur de miel,
Pousse, en les confondant, éphémère méprise,
Les papillons et les pétales vers le ciel.

III

Le gravier brille au bord de la rivière blonde;
Les roseaux miroitants balancent du soleil,
Et la terre et le ciel et l'onde
Baignent dans un brouillard transparent et vermeil.
Le soleil, déjà haut et pesant dans l'espace,
Flambe couleur d'étain...
Un vol de libellules passe
Étincelles du clair matin.
Au murmure de l'eau qui fait des ronds d'écume
Répondent tous les bruits de la campagne en fleurs :
Attelages roulant sur le sol roux qui fume,
Bêlements de troupeaux regagnant les hauteurs,
Sons de cloches glissant sur l'air teinté de rose,
Voix des fermes et des hameaux,
Cris d'un couple d'oiseaux amoureux qui se pose
A l'ombre verte des rameaux,
Et là, tout près de moi, chant d'une lavandière,
Les bras nus dans le linge imprégné de savon,
Riant à son image, un instant prisonnière
Des bulles qui s'en vont.

IV

Les amandiers en fleurs sous le ciel sans nuages
Évaporent de la clarté;
Le jour paraît sortir de leurs chastes feuillages
Et se répandre dans l'espace illimité;
Il semble un reflet des pétales
De ces grands bouquets lumineux;
Transparent et veiné de nervures plus pâles,
Il resplendit comme eux.
On ne sait plus, dans l'air vibrant de couleurs blanches
Que nuancent parfois du rose et du safran,
Où commence le ciel, où finissent les branches
De ce paysage odorant;
Et rêvant sur l'allée, aux jours anciens suivie,
Je songeais, mon enfant, à ce matin pareil
Où ton rire mêlait, fusant dans le soleil,
Au printemps du verger le printemps de la vie.

V

Une rose invisible embaume le jardin;
Dans l'ombre claire un jet d'eau pleure;
Et cette plainte et ce parfum, d'un vol soudain,
Entrent dans ma demeure.
Je respire et j'entends par eux toute la nuit.
Je vois, sur la vallée,
S'allonger le brouillard que la lune bleuit,
Au bord des toits glisser la brume dentelée,
S'éteindre le hameau,
Et près du grand ormeau
Qui, dans un bruit léger de feuillages et d'ailes,
Berce les nids des tourterelles,
A l'horizon de mon bonheur
Je vois, en respirant ce parfum qui voyage,
Au fond de mon passé resplendir cette fleur :
La rose que fut ton visage.

VI

Comme un galet poli rejeté par le flot
La lune brille fauve et lisse :
A travers le feuillage éclatant d'un bouleau,
Sa lumière s'égoutte et glisse ;
Et tout ce que la nuit peut avoir de clarté,
Lui vient de l'arbre solitaire,
Et le silence de la terre
Par ses rameaux baignés de lune est argenté.
Le seau débordant qu'une fille
Tire du puits en se penchant;
Le fil courbé d'une faucille
Oubliée au milieu du champ;
L'eau qui sommeille au creux de l'abreuvoir de pierre;
La mare qu'en volant ride un martin-pêcheur;
La fenêtre où tu viens à l'heure coutumière
Accouder ta jeunesse en fleur,
S'avivent, tour à tour, à la double lumière
De l'astre voyageant
Et de l'arbre immobile au feuillage d'argent.

VII

Dans le verger fleuri la ruche est en rumeur:
Un vol pailleté d'étincelles
Tourne, s'agite et bat des ailes,
Rythme vivant de la chaleur.
Il se resserre ou se déploie,
Brillant et sombre tour à tour,
Avec des froissements de soie
Et des reflets épars, plus dorés que le jour.
C'est l'heure indécise où l'aurore
Se fond dans l'éclat du soleil,
Où l'air mouillé résonne encore
Des bruits de la terre au réveil;
Où midi rayonnant qui déjà se rapproche
Garde une fraîcheur d'aube en ses fauves rayons;
Où le son virginal et frêle d'une cloche
Chante avec l'alouette au-dessus des sillons...

L'essaim laborieux des abeilles vibrantes
Palpite au souffle du printemps,
Et sur les bouquets éclatants
Se disperse en brumes errantes;
Il plane un instant sur le sol,
Vers les tilleuls en fleurs précipite son vol,
Puis retombe accrochant aux pointes des broussailles
La trame souple de ses mailles;
Et jusqu'au soir, dans l'air léger,
Au milieu des pollens que l'on voit voltiger
Le flot lumineux et sonore
Coule, gronde, murmure et s'infiltre à travers
Le fin treillis des rameaux verts
Et l'enchevêtrement parfumé de la flore;
Puis quand l'ombre amassée au pied du coteau bleu
Éteint le jour fané qui remonte au feuillage,
Emprisonnant l'écho du musical sillage,
Le verger rose et blanc s'apaise, peu à peu,
Et bruit sous le ciel comme un grand coquillage.

JEAN RENOUARD.

REVUE LITTÉRAIRE

LE *LOUIS XVIII* DE M. DE LA GORCE (1)

I

Deux maîtres de l'histoire ont jadis défini en des termes très différents, l'art où ils excellèrent. L'un, Michelet, voulait qu'elle fût « une résurrection ». L'autre, Albert Sorel, lui donnait comme objet, « de comprendre et de faire comprendre ce qui a été ». En lisant la remarquable étude qu'un grand historien vivant, M. Pierre de la Gorce, vient de consacrer à Louis XVIII, ces deux formules me sont revenues à l'esprit. Ne les concilie-t-il pas, l'une et l'autre, par un procédé que l'on caractériserait, me semble-t-il, assez justement en le qualifiant de « résurrection par le dedans »? Je veux dire qu'il s'efforce de montrer l'époque dont il s'occupe, en action, mais sans tableaux dramatiques, par un dégagement des causes dans les vastes mouvements collectifs et des caractères dans les individus, avec un souci d'une stricte exactitude, non seulement quand il note un détail réel, mais aussi quand il suggère une hypothèse explicative.

Ce constant scrupule fait qu'il réduit les anecdotes à leur minimum. On devine qu'il les considère presque toutes comme si aisément faussées, et c'est trop juste. Qui ne reconnaît, en consultant sa propre expérience, que l'imagination se mêle à tous les souvenirs, pour les travailler et les modifier un peu ? C'est ce travail de déformation dont les mémorialistes nous apportent le résultat d'autant plus trompeur qu'ils sont de meilleure foi. Ce même scrupule rend M. de la Gorce très sobre de portraits. Quand on est, comme lui, épris, avant tout,

(1) 1 vol. chez Plon.

de vérité, on se défie de ces raccourcis à la Saint-Simon, si brillants soient-ils par la couleur et par le rehaut, qui prétendent ramasser en cent lignes la riche complexité d'un personnage. S'il en essaie un, c'est toujours à un moment donné et dans une attitude précise, mais avec quel relief alors et quelle justesse !

Ainsi Talleyrand au Congrès de Vienne, qu'il nous évoque « dégagé de toute haine, comme de tout remords, heureux de se retrouver dans son monde, oublieux de son passé au point d'inspirer aux autres des doutes sur leur propre mémoire, installé dans son rôle avec une nonchalance tranquille, effronté, mais d'une effronterie supérieure, à laquelle nul n'eût osé donner son vrai nom, planant fièrement au-dessus de ses trahisons, sans daigner les excuser, sans paraître même s'en souvenir, et proclamant la légitimité avec une brièveté froide et péremptoire, en homme rigide, qu'aucun soupçon n'a effleuré ». La voilà, cette résurrection par le dedans, dont je parlais tout à l'heure. Pas un détail pittoresque, pas une épithète de couleur, aucune allusion physique, et vous avez devant vous le visage flétri et glacé, méprisant et impérieux, du Prince, tel qu'Ary Scheffer en a fixé l'image dans son admirable toile du Musée Condé à Chantilly.

Autre exemple. De quelle touche pathétique M. de la Gorce nous peint encore le noble de Serre ! Il est à la tribune, défendant son projet de loi du Double Vote. La maladie dont il mourra le consume. Il vient de foudroyer La Fayette de ces mots terribles : « Le préopinant n'a-t-il pas senti, plus d'une fois, la mort dans l'âme et la douleur au front, qu'après avoir ébranlé les masses populaires, non seulement on ne peut plus les arrêter, quand elles vont au crime, mais on est souvent forcé de les suivre, et presque de les conduire ? » Maintenant il lui faut combattre ses amis, un Royer-Collard, un Camille Jordan, un duc de Broglie. Il est si ému que, par instants, sa voix baisse. « On lui criait : reposez-vous. Un moment il s'arrête, se couvrant le visage des deux mains. » Quel commentaire ne gâterait la signification de ce trait si simplement relevé par l'historien, — toute une tragédie d'esprit et de cœur dans un simple geste ?

Cette discipline de vérité retient également M. de la Gorce quand il est tenté par les idées générales. Elles risquent de substituer des vues de l'esprit à ce constat indiscutable que l'historien veut rédiger. Il s'agit, pour lui, de montrer et non de démontrer. Traditionaliste convaincu, il a certes sa doctrine et qui s'affirme nettement dans telle ou telle remarque, et plus encore dans le ton des jugements qu'il

porte sur un événement ou sur un homme, mais il ne la formule, cette remarque, il ne le porte, ce jugement, qu'après avoir reconstitué cet événement ou situé cet homme dans leur réalité tout objective. Je donnerai comme exemple la forte page consacrée aux acquéreurs de biens nationaux, dans le chapitre intitulé : *les Forces hostiles*. L'opinion de l'historien sur les profiteurs de la plus inique des dépossessions est très nette. Il se garde bien de la développer théoriquement. Il nous conduit dans un de ces domaines acquis ainsi par un d'eux, ancien régisseur, ancien fermier, bourgeois muni d'assignats. Ce propriétaire du « mauvais bien » est à sa terre. Il est content de ses gens, du bétail, de la récolte. « Cependant, dit M. de la Gorce, son regard se porte sur une croix, un emblème nobiliaire, un vestige d'écusson, et ce seul rappel met une ombre sur son front. » Cette impression de malaise s'aggrave en rentrant à la ville. Un rideau se soulève à la fenêtre d'une maison où l'usurpateur sait qu'habite un des spoliés, un rentrant de l'émigration, à qui la charte interdit de réclamer l'héritage dont il fut dépouillé. Le bénéficiaire devine, derrière ce rideau soudain rabaissé, un regard de dégoût, et sa conscience saigne. Il se sent à la fois toléré et méprisé dans le nouveau régime. Comment ne le détesterait-il pas? Et l'historien conclut, dénonçant et condamnant en ces mots, aussi décisifs que sobres, le résultat de l'injustice révolutionnaire : « Il y a des remords qui, en se dénaturant, deviennent des haines. L'histoire de la Restauration pourrait se résumer en ce mot fameux : qui a offensé ne pardonne pas. »

Des phrases, comme celles que je viens de citer, toutes chargées de sens dans leur brièveté voulue, abondent dans les livres de M. de la Gorce. Il a le style de sa pensée, précis, robuste, toujours vrai. Ne lui demandez pas l'élan lyrique, le morceau éclatant, la grande période cadencée. Autant de brillantes qualités littéraires, mais qui décèlent l'auteur, et celui-ci tient essentiellement à s'effacer devant l'objet, à n'être que le témoin, patiemment renseigné, qui vous ouvre son dossier. Les pièces en sont minutieusement rangées et contrôlées. Il se reprocherait d'ajouter à leur puissance de conviction par un appoint de rhétorique. Qui donc disait que la langue française a une probité attachée à son génie? Cette probité, aucun de nos écrivains ne la pratique avec plus de rigueur que M. de la Gorce. Le résultat est une prise singulièrement vigoureuse sur l'esprit. Que les choses se soient passées comme cette histoire les présente, nous sommes contraints de l'accepter, et j'imagine que pour beaucoup cette impression d'une

réalité indiscutable devra être, en fermant ce volume sur la Restauration et Louis XVIII, un déconcertement.

II

Le contraste est saisissant, en effet, entre le tableau qui nous est ainsi tracé de ce règne et l'opinion commune sur cette époque, déjà si lointaine, au sujet de laquelle pourtant les préjugés adverses ne se sont pas calmés.

Que ces préjugés aient pu se produire, le phénomène est d'autant plus frappant qu'un simple rapprochement entre la situation de la France en 1815, au lendemain du funeste retour de l'île d'Elbe, et l'état des affaires en 1824, à la mort de Louis XVIII, semble emporter une évidence : en 1815, sept cents millions de contribution de guerre à payer, d'énormes créances étrangères à régler, l'entretien, cinq années durant, d'un corps d'occupation de cent cinquante mille hommes, un déficit qui se chiffre par plus de cent cinquante millions dans les recettes du budget, le pays placé dans une humiliante vassalité par le Conseil des Quatre, comme on appelle la conférence des ambassadeurs de Russie, d'Angleterre, de Prusse et d'Autriche. N'ont-ils pas décidé, au nom de leurs gouvernements, d'exercer un contrôle sur les affaires extérieures et intérieures de la France? Dix ans ont passé : nous sommes donc en 1824. L'indemnité est payée, le territoire est libéré, les finances nationales sont restaurées, le cinq pour cent est au pair, et le Congrès de Vérone atteste que la France reprend son rang dans le concert des grandes puissances européennes. Les mutilations de frontières dont elle était menacée ont été empêchées par une volonté intransigeante de Louis XVIII : ne rien abandonner de ce que les rois de sa race ont possédé. Ajoutez que dans aucune période, sinon aux plus illustres moments de notre XVIIe siècle, la pensée française n'a été plus féconde et plus brillante. Lamartine, Alfred de Vigny, Victor Hugo inaugurent la grande épopée romantique. Mérimée, Sainte-Beuve et Balzac vont débuter. Alfred de Musset, Gautier, George Sand, grandissent dans l'atmosphère de ce renouveau national. Je n'ai parlé ni des artistes, ni des savants. La liste des noms serait trop longue. N'oublions pas la réfection par le maréchal Gouvion Saint-Cyr d'une armée, si solide qu'elle devait, plus tard, accomplir la conquête de notre Afrique du Nord. Ne devrait-on pas dire de ces dix années : Quel beau règne!

On ne le dit pas. M. de la Gorce a bien raison de déclarer, dans les

premières lignes de sa préface, qu'une revision des jugements portés sur cette époque est opportune. Il entend par là, j'imagine, qu'aux heures difficiles que traverse la France, il est utile de demander des leçons à un temps qui fut celui d'un si étonnant relèvement, et, tout de suite, l'historien dégage, avec sa lucidité ordinaire, la cause de la défaveur dont Louis XVIII et son œuvre furent et demeurent l'objet. Il montre la Restauration rendue inévitable par l'accumulation des fautes de l'Empereur, et ce même Empereur, après sa mort, devenu, par l'éclat grandissant de sa gloire posthume et le prestige légendaire de son génie, le dissolvant de la monarchie. Dès le début, cette double et contradictoire action se manifeste. Reportons-nous à 1814. Napoléon vient d'abdiquer. Que vont faire de la France les coalisés? Le tsar Alexandre songe à Bernadotte, au prince Eugène, à une république bien organisée. Les Autrichiens, liés à la dynastie napoléonienne par le mariage de Marie-Louise, rêvent d'une régence de leur archiduchesse. Ils hésitent. Les Prussiens pensent à prendre, sur le Rhin, leurs avantages, et de l'avenir de la nation vaincue ils ne se soucient qu'en fonction de leur propre agrandissement. Quant aux Anglais, ils sont si incertains, eux aussi, de la solution à donner au problème français, qu'à son arrivée à Toulouse, le 12 avril, Wellington proteste contre le cri de *Vive le Roi*. Qui donc pensait aux Bourbons? Un des hommes qui certes semblait devoir le plus craindre leur retour, l'ancien évêque d'Autun, le grand seigneur passé à la Révolution, puis fait prince de Bénévent par l'usurpateur, Talleyrand!

Ce perspicace observateur de l'Europe apercevait l'impossibilité d'une régence avec Marie-Louise. Les candidatures imaginées par Alexandre lui paraissaient chimériques. Napoléon était fini. La Révolution avait fait faillite sous le Directoire. Restait la famille royale. Et Talleyrand d'employer tout son génie de diplomate à convaincre le tsar que le principe de la légitimité pouvait seul, tout ensemble, assurer la paix intérieure par la défense de l'ordre et la paix extérieure par le retour à la politique traditionnelle, qui faisait de la France, contenue dans ses frontières naturelles, un pays modéré et comme l'étalon de la mesure en Europe. Les objections, aussitôt formulées par Alexandre, prouvent que ce retour des Bourbons lui paraissait servir plutôt l'intérêt de la nation vaincue, que celui des nations victorieuses. C'était vrai. L'intégrité de la patrie dans l'effroyable désastre ne serait préservée que par eux. Une fois le tsar persuadé et Talleyrand y réussit, — par quelles ruses! — il obtient du Sénat, puis du Corps législatif, ce rappel qu'il considérait

comme la garantie unique de l'indépendance nationale. Il n'était pas le seul à le croire. Quand, le 8 mai 1814, Louis XVIII fit son entrée à Paris, l'acclamation fut unanime. M. de la Gorce en donne les raisons dans une page qu'il faut encore citer : « Les commerçants se réjouissaient pour l'abolition du blocus continental, les gens des ports ne se sentaient pas d'aise à l'idée de la mer libre. Au fond de leurs demeures, les bourgeois rendaient grâces à Dieu de ce que leurs fils avaient échappé à la faveur funeste des brevets de gardes d'honneur ; et quant au peuple des campagnes, courbé sous l'intolérable fardeau de la conscription, il lui suffisait, pour être conquis, de lire l'avis que le gouvernement provisoire avait publié : *Les conscrits actuellement rassemblés sont libres de retourner chez eux...* » Ainsi se réalisait le pronostic, porté jadis par Napoléon sur lui-même : « Ce que l'on dira, quand je n'y serai plus ? On dira : Ouf... »

Rappelez-vous maintenant la phrase que nous avons tous lue et entendue, le plus souvent, quand il s'agissait de la Restauration, sur « les Bourbons, revenus dans les fourgons de l'étranger ». Pourquoi cette injustice, alors qu'ils nous ont, au contraire, défendus contre l'emprise de l'étranger? Nous voyons là fonctionner une loi de psychologie collective dont les Français de 1914 devraient bien se souvenir, et qui explique la rentrée triomphale de Napoléon dans ce même Paris, moins d'un an après celle de Louis XVIII : si atroces qu'aient été les épreuves de la guerre, un peuple qui a possédé l'hégémonie militaire, ne se console pas de l'avoir perdue. La Restauration est restée, pour l'imagination populaire, associée à cette perte. Ce fut là une des « forces hostiles », — M. de la Gorce, je l'ai déjà dit, a donné ce titre au plus important chapitre de son livre, — qui usèrent puis brisèrent la monarchie. Une autre de ces forces fut l'idéologie révolutionnaire, confondue, pour paradoxal que cela paraisse, avec la légende impériale, comme avec les intérêts matériels de ces acheteurs de biens nationaux, dont l'historien a si bien défini la mentalité. A la considérer dans sa vérité la plus profonde, la Révolution fut un immense transfert de propriété, au nom d'une philosophie tout arbitraire, issue elle-même du XVIIIe siècle, le plus spirituel des siècles et le moins intelligent, si l'on entend par le mot intelligence le sens exact du réel. Le regretté Augustin Cochin, dans ses études sur les *Sociétés de pensée*, a bien montré ce travail des élèves de l'Encyclopédie, absolument indifférents à l'observation des faits, sur l'esprit des hautes classes et celui du peuple. Le lucide Rivarol avait, dès la première heure, signalé l'erreur initiale de ces

prophètes d'une Salente humanitaire et internationaliste : « On ne jette pas, écrivait-il, un empire au moule. » Cet irréalisme foncier avait immédiatement abouti à la destruction systématique du séculaire édifice social. Les décombres en avaient été utilisés, en vue d'en édifier un autre, à travers quelles misères ! On avait abouti à une ébauche incohérente et trop imparfaite pour assurer la stabilité, cette condition nécessaire de la santé sociale. C'était, néanmoins, une construction assez établie déjà pour qu'elle protégeât de nombreux intérêts privés. D'autre part, le lien de conséquence entre l'anarchie et les « faux dogmes » de la Révolution, pour parler comme Le Play, n'apparaissait qu'à bien peu de personnes. Que 89 et 93 fussent deux dates inséparables, un Bonald le voyait, mais non pas la foule, ni même la plupart des hommes supérieurs d'alors. L'attache avec le XVIIIe siècle n'avait pas été brisée, malgré la Terreur. Tous avaient été contaminés par le virus, et il leur en demeurait plus ou moins quelque chose. Louis XVIII, entre autres, quand il n'était que le comte de Provence, n'avait-il pas voté, à l'Assemblée des notables, pour la double représentation du Tiers et refusé de signer la protestation des Princes contre la convocation des États généraux, si bien que ses tantes l'appelaient en riant : « notre neveu, le Jacobin » ? Il gardait de sa jeunesse voltairienne un scepticisme, en matière religieuse, qui ne s'est que trop manifesté quand, à la veille de finir, il interrogeait son médecin Portal : « Je n'ai vraiment pas l'espoir qu'on me trouve mort dans mon fauteuil ? » Et sur cette réponse : « Je n'y vois aucune apparence. » — « Il n'y aura donc pas moyen d'éviter les surplis de mon frère ! » s'écriait-il.

Et voilà de nouveau la rencontre de la Restauration et des « forces hostiles ». La monarchie, telle qu'elle existait en France jusqu'en 89, représentait un système social aménagé au rebours de celui qu'avaient improvisé ces vingt-cinq années de la Révolution et de l'Empire, et fondé sur des principes radicalement contraires. Sa chute s'était accompagnée de ruines encore trop récentes pour qu'un furieux désir de représailles n'animât pas la majorité de ses tenants d'autrefois. Ils reparaissent et réclament leurs droits perdus. Le sens de leurs intérêts va leur réapprendre la vérité politique. Les tenants de la nouvelle société se défendent. En 1814, et plus encore en 1815, deux Frances se sont donc dressées l'une contre l'autre. La pire des guerres civiles, celle des âmes, va commencer, si intense, et produite par de telles oppositions de pensée et de sensibilité que l'usure du temps ne les a pas réduites. Il suffit de rappeler la place

tenue dans la jeune intelligence française d'aujourd'hui par les maîtres de la contre-révolution, les Balzac, les Le Play, les Auguste Comte, les Taine et la violence avec laquelle les fidèles de cette Révolution défendent ce qu'ils appellent les conquêtes de la démocratie. La différence est qu'à l'heure actuelle, l'exaspération des intérêts matériels n'envenime pas encore ce conflit, comme à l'époque de la Charte. Peut-être n'en est-il que plus irréductible.

III

Ces réflexions que suggèrent toutes les pages du livre de M. de La Gorce rendent plus étonnante encore la réussite, si passagère ait-elle été, de l'œuvre de réparation entreprise par Louis XVIII. Lui mort, cette œuvre n'a pas duré. N'est-ce pas la preuve qu'elle lui était en partie personnelle, et qu'elle a tenu à des qualités dont l'ensemble ne s'est pas rencontré chez son successeur ? Une de ces qualités paraît avoir été un sens très avisé du possible et de ses conditions, uni à une foi profonde, absolue, invincible, en la valeur du principe dont il était le dépositaire. Examinons d'abord les caractères de cette foi. Une biographie, très minutieuse, publiée cette année même par M. Lucas-Dubreton (1), s'ajoute au livre de M. de la Gorce, pour nous en donner la clé.

Un premier trait surprend, qui donne l'impression d'une vanité quasi puérile et d'une parodie : la continuelle figuration. Monsieur, — Louis XVI vit encore, — s'est échappé de France dans des conditions d'extrême danger. Il arrive à Coblence, où le comte d'Artois l'a précédé. Quelle est sa première action ? De s'organiser une cour avec une étiquette aussi stricte que s'il habitait encore son appartement somptueux de Versailles. De Coblence, après le 21 janvier, il passe à Vérone, et c'est, de nouveau, un immédiat souci d'instituer un protocole. Il y a un lever, auquel assistent ses fidèles. On l'habille. On lui passe ses cordons d'honneur. C'est ainsi, paré, on serait tenté de dire déguisé en Régent de France, qu'il lit les gazettes et dicte des lettres. Nouvelle étape. Louis XVII est mort après Louis XVI. Monsieur est maintenant Louis XVIII. Chassé d'Italie, il arrive à Dillingen, une bicoque de la Forêt-Noire. « Un détachement de l'armée de Condé est là, » nous raconte M. Lucas-Dubreton. « De fugitif, il redevient roi et décide que les soldats seront admis à lui faire leur cour dans

(1) *Louis XVIII, le Prince Errant, le Roi*, 1 vol. chez Albin-Michel.

l'auberge. Tous, dans la *Stube* enfumée qui sert de salle du trône, attendent l'apparition du maître. Un gentilhomme, faisant fonction d'huissier, ouvre une porte basse dont il cherche vainement les deux battants, et crie, comme aux Tuileries : « Messieurs, le Roi ! »

Il entre, et aucun des assistants ne songe à sourire, tant ce gros homme, en uniforme gris de fer, avec des épaulettes d'or à couronne, porte, sur son visage et dans toute son attitude, une conviction de son rang qui s'impose. Cette parade devrait être ridicule. Elle est majestueuse. Nouvelle étape encore. Louis XVIII est maintenant l'hôte du duc de Brunswick, dans une petite maison de brasseur, à Blankenburg, au pied du Hartz. Les trois misérables chambres qu'il habite servent de théâtre à des scènes toujours protocolaires. A dix heures, déjeuner. A onze heures, messe. Ensuite, le Roi donne audience. A deux heures, promenade, dans une vieille voiture à deux chevaux, attelés avec des cordes. Il y siège avec la dignité d'un souverain. A quatre heures dîner, puis, jeu. Il admet à sa table de whist tantôt les dames qui se trouvent là, — elles sont deux, — tantôt ses neveux, les ducs d'Angoulême et de Berry.

Le cérémonial se continue en Russie, quand le tsar lui donne asile à Mitau. Regardez-le, au matin, les cheveux poudrés, son torse colossal pris dans son habit bleu à col rouge, des guêtres de velours noir serrant ses jambes enflées, qui gagne la chapelle entre deux rangs de gardes du corps. Accorde-t-il audience? Deux gentilshommes sont à la porte, l'épée nue. S'assied-il le soir, à la table de jeu? Son *partner* ne lui distribue les cartes que debout. Après l'exil à Mitau, c'est l'exil en Angleterre, au château d'Hartwell, et l'étiquette fonctionne toujours. Je parlais de figuration? Regardons-y de plus près. Nous comprendrons que le terme n'est pas exact. Si Louis XVIII exige cette tenue des choses et des gens autour de lui, c'est qu'il se veut, c'est qu'il se sent réellement le Roi de France, par un droit imprescriptible, j'allais dire consubstantiel à sa propre existence. Aucune force au monde ne peut le lui enlever, ce droit, qu'il tient de la longue et glorieuse lignée des Capétiens. Il est le Roi, comme il respire, comme il pense, comme il bouge. C'est l'affirmation continue, infatigable de ce fait primordial que ces rites extérieurs, si vains en apparence, renouvellent à chaque jour, à chaque minute. Le prince errant l'affirme encore, son droit, par une correspondance d'un détail infini, où il donne des ordres à des agents que l'on serait tenté d'appeler imaginaires, tant les circonstances les

paralysent. Certains de ces gestes épistolaires tiennent du fantastique : ainsi les lettres patentes envoyées à notre « amé et féal Paul, vicomte de Barras, » nommé « commissaire du Roi, à l'effet d'exécuter le rétablissement de la Monarchie ». Ainsi, en 1800, cette missive, expédiée au premier Consul, et qui l'incite à aider au retour du Roi, et à fixer lui-même ce qu'il désire, pour lui et pour ses amis. Bonaparte lui répond par un « je vous remercie, monsieur », dont il estimait que le ton seul réveillerait cet illuminé de sa chimère. Sur quoi celui-ci jette ce cri d'indignation : « Héritier de trente-trois rois, mon droit ou plutôt mon devoir est d'occuper ce trône sanglant. La couronne de France m'appartient. » L'avenir allait prouver qu'il avait raison.

Talleyrand y avait vu juste, lui aussi, quand il disait au tsar Alexandre que la monarchie légitime offrait seule une chance de remettre de l'ordre dans la France de 1814. Réfléchi et averti comme il l'était, nul doute qu'il ne fût renseigné sur celui que le public connaissait surtout sous son nom d'exil : le comte de Lille. Il savait que l' « héritier de trente-trois rois » apporterait avec lui cette autorité qui émane toujours d'un homme, identifié, dans le plus intime de sa personne, au principe qu'il représente. Il suffit en effet que Louis XVIII paraisse sur le quai du port, à Calais, pour que cette impression d'autorité s'impose au peuple qui l'acclame. Il est de plus en plus obèse, jusqu'à en être difforme. Ses cheveux poudrés et noués d'un ruban noir, et tout son costume lui donnent l'aspect de ce qu'il est, — un revenant. Mais c'est du fond de notre histoire qu'il revient. Son fier regard le proclame dans son puissant visage, paternel à la fois et dominateur. Il n'a qu'à se montrer, il a, comme en exil, pris son rang. Il le prend, avec la même simplicité souveraine, vis-à-vis des princes étrangers qui sont en France à la tête de leurs armées victorieuses ; mais, étant en France, ils sont chez lui, leur aîné, leur chef. L'empereur de Russie vient le voir à Compiègne. On annonce le dîner. Louis XVIII passe le premier. Ils s'assoient tous deux, lui dans un fauteuil, Alexandre sur une chaise. Le tsar n'est pas content, mais il cède, vaincu par le prestige de la vieille race, lui, un parvenu du trône pour le descendant de saint Louis ! Pareillement, les concessions qu'il lui faut bien faire à ce pays, où ses ancêtres commandaient en maîtres absolus, Louis XVIII les transformera en un acte tout spontané, pour lequel, dit M. de la Gorce, « le souci d'unir la vieille France à la nouvelle, suggère un nom très ancien, alors que la conception était toute moderne, et, en

mémoire des Chartes concédées jadis par les rois aux Communes, la constitution fut appelée *Charte constitutionnelle des Français* ».

Or, que lit-on dans ce document? Que « toutes les propriétés sont inviolables, sans exception de celles dites nationales, la loi ne mettant aucune différence entre elles. » Et encore : « Le même oubli est recommandé aux tribunaux et aux citoyens. » L'égalité devant la loi est consacrée, l'institution du jury maintenue, l'ordre de la Légion d'honneur conservé, les honneurs, pensions et grades actuellement existants maintenus, et Mounier peut écrire à Barante : « Nous allons avoir une charte nouvelle et une ancienne dynastie; ce sont deux avantages rarement réunis. » Le premier soin de Louis XVIII a donc été de revendiquer, au nom de sa naissance, l'autorité héréditaire, et le second, de l'adapter. Un autre trait de son caractère permettait de prévoir qu'il en serait ainsi. M. Lucas-Dubreton nous le montre, bien avant 89, installant, à côté de sa vie officielle et dans Versailles même, un coin où se livrer à un goût qui persévéra dans ses années d'exil, puis de règne, celui de la coterie, d'une intimité où tous les racontages lui étaient rapportés par des amies ou des amis sûrs : à Versailles, par Mme de Balbi, à Vérone, par d'Avaray, par Blacas ensuite, puis par Decazes, enfin par Mme du Cayla. De ces favoris, Decazes est le plus connu. J'emprunte encore à M. Lucas-Dubreton ces lignes sur les conversations de Louis XVIII avec lui, le soir, après l'ordre, et la famille royale une fois partie : « Decazes, qui avait gardé à la solde de la Restauration l'excellente police impériale, chose que les ultras ne lui pardonnaient pas, savait tout de la vie parisienne, racontait les scandales au grand plaisir du Roi... » Ce plaisir à écouter indéfiniment des ragots, détonne, semble-t-il, chez un personnage aussi chatouilleux sur sa dignité que Louis XVIII. Mais non. Il apprend dans ces entretiens à se corriger du défaut le plus redoutable pour les princes, si dangereusement isolés par cette étiquette qui lui est chère : l'ignorance des hommes. Il s'exerce à connaître la vérité des caractères. Il prend contact avec les dessous réels de la vie. A côté du sens intime de son droit héréditaire, un autre se développe, qui manquait à ses deux frères, celui de la réalité contemporaine. Il en donne la preuve dès sa rentrée. Toute son attitude prouve déjà qu'il ne partage pas les illusions de ses plus chauds partisans, quand ce ne serait que la rédaction de cette charte.

L'aventure des Cent Jours achève de l'éclairer. « Si j'ai embrassé, écrivait-il un jour à Decazes, le système de la modération, ce n'est pas par paresse ni par goût personnel, mais par raison. C'est parce

que je crois que, seul, il peut empêcher la France de se déchirer de ses propres mains. » Et il ne ment pas.

Considérez avec quel infaillible tact, il choisit, durant les années qui viennent et dans chaque circonstance, l'homme le plus qualifié pour mener à bien la besogne nécessaire, sans tenir compte de ses propres sentiments. Au retour de Gand, il a, le cœur déchiré, nommé Fouché ministre, un régicide! Il n'aime pas davantage Talleyrand, mais c'est le diplomate qui connaît le mieux les Affaires étrangères. Il l'y place; aux Finances le baron Louis. Celui-là est un ancien prêtre, un fonctionnaire de l'Empire, mais c'est un financier habile, très rude et férocement économe. Cela lui suffit. Quand il faudra réorganiser l'armée, c'est au maréchal Gouvion Saint-Cyr qu'il s'adressera, un homme de l'Empereur aussi, et le contraire d'un courtisan. Qui appelle-t-il, quand il s'agit de libérer le territoire? Le duc de Richelieu, qui a l'audience de l'empereur de Russie. Estime-t-il que la Chambre Introuvable compromet la monarchie par ses outrances? Il s'appuie contre elle sur le prudent Laîné. Il a peu de goût pour les doctrinaires, mais, à un moment, il juge leur concours utile, et il choisit le plus éloquent d'entre eux pour se l'attacher, de Serre. Plus tard, obligé d'accentuer sa politique de réaction, c'est au plus sage des membres de la droite, à Villèle, qu'il a recours. Telle est sa méthode. On en voit le magnifique résultat.

Après avoir, dans le dernier chapitre de son bel ouvrage, dressé le bilan de toutes ces sagesses, M. de la Gorce, fidèle à sa règle d'intransigeant objectivisme, laisse son lecteur conclure, et cette conclusion s'impose pour tout esprit de bonne foi : à l'heure la plus dangereuse peut-être de notre histoire, l'antique principe monarchique, judicieusement servi par Louis XVIII, a sauvé la France. Que faut-il de plus pour que ce prince mérite le titre, sinon d'un très grand Roi, du moins d'un très bon Roi?

PAUL BOURGET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis le 11 août les Chambres sont en vacances. Ne médisons pas d'elles ; sous l'aiguillon de la nécessité, elles ont fait preuve d'une docilité exemplaire et d'une ardeur méritoire au travail. N'empêche que leur absence laisse au président du Conseil et à ses collaborateurs le temps et la liberté d'esprit d'étudier à fond les difficultés qu'ils ont à résoudre. Car il s'en faut que la tâche du ministère d'union nationale soit achevée: les mesures préliminaires, et pour ainsi dire conservatoires, sont prises ; la maison ne s'écroulera pas ; mais l'œuvre de reconstruction reste à entreprendre. M. Poincaré a gagné le loisir d'en mûrir les plans, d'en creuser les fondations ; il n'édifiera qu'avec toutes chances de réussir.

Les allures du franc sont devenues plus calmes. Précipité par la vague de confiance qui accueillit M. Poincaré et la politique d'union nationale, le redressement, par sa rapidité même, menaçait l'économie nationale d'une crise dangereuse ; le Trésor saisit l'occasion de renouveler sa provision de livres et de dollars en vue des échéances prochaines et ses achats amenèrent une stabilisation relative et provisoire aux environs de 170. Grâce au paiement anticipé des impôts par de nombreux contribuables clairvoyants, grâce au retour général de la confiance, la Trésorerie a retrouvé quelque aisance ; les bilans de la Banque de France des 12 et 19 août sont les plus satisfaisants que l'on ait vus depuis longtemps. Les variations du change ne sont plus commandées par les bourses étrangères; elles viennent de la place de Paris, et c'est par une bonne politique financière nationale qu'il est possible d'agir sur elles.

En ajournant à la fin d'octobre la discussion, par les Chambres, des accords de Washington et de Londres pour les dettes interalliées, le gouvernement a choisi sa voie; il n'aura pas recours, pour

préparer la stabilisation du franc, à des crédits étrangers, du moins dans de larges proportions. Il faudra donc qu'il réussisse à faire rentrer les capitaux émigrés ou retenus au dehors. Les capitaux français, soit au dedans soit au dehors, sont assez abondants, la confiance aidant, pour permettre de commencer une opération de stabilisation, mais à la condition que soit revisée la législation qui prohibe l'exportation des capitaux; le moment est venu de leur rendre la liberté de mouvement indispensable à la régularisation du marché. Les capitaux étrangers s'offriront d'eux-mêmes quand nous aurons démontré que nous pourrions nous en passer. Ce sera le moment, après de nouvelles négociations, de décider s'il y a lieu de ratifier les accords avec les États-Unis et l'Angleterre. Nous persistons à penser qu'il faudra en venir à les ratifier, pourvu que toutes précautions soient prises pour que la pleine indépendance de la politique française soit assurée. Un discours tel que celui que M. Kellogg, secrétaire d'État américain aux affaires étrangères, vient de prononcer au sujet du désarmement, montre à quel genre de pression pourrait se trouver exposée la politique française.

L'œuvre de l'assainissement financier et de la stabilisation monétaire ne s'achèvera pas sans crédits extérieurs, mais à l'heure actuelle il n'est question que de la commencer. Nous pouvons déjà réaliser de petites opérations d'emprunts en devises appréciées, soit en Suisse, comme viennent de le faire les chemins de fer de l'État français pour 60 millions de francs-or, soit en Hollande, soit ailleurs encore. Nous devrions pouvoir compter sur une émission d'obligations des chemins de fer allemands qui, garanties par les principaux revenus d'États contrôlés, auraient une valeur supérieure à tout autre titre international et attireraient certainement les capitaux français et étrangers. Le *trustee* des obligations, M. Delacroix, a prévu une émission d'obligations des chemins de fer de deux milliards de marks-or et a spécifié que cette opération devrait être réalisée au moment où elle pourrait concourir à la stabilisation des monnaies européennes. Sur ces deux milliards de marks-or, 52 pour 100 reviendraient à la France. Il serait inique qu'elle fût privée de cette ressource au moment où elle en a besoin.

En même temps qu'une politique d'argent cher par l'élévation du taux de l'escompte de la Banque, le gouvernement a entamé énergiquement une campagne d'économies et de restrictions : ce sont les deux aspects d'un même problème. M. Robert Wolff rappelle, dans un excellent article qu'a publié la *Revue d'Économie politique*, la

lettre qu'écrivait le gouverneur de la Banque au président du Conseil le 5 février 1925 : « Le Conseil général ... reste convaincu qu'il n'y a à espérer d'arrêt dans l'augmentation de la circulation que si la hausse des prix et des salaires s'arrêtait elle-même, sous l'influence d'une politique de compression réellement rigoureuse de toutes les dépenses, de sécurité pour l'épargne et de la détente des changes qui serait la conséquence de cette politique. » Pénétré de cette vérité, le gouvernement de M. Poincaré inaugure une politique des prix. Les restrictions édictées le 20 août ne suffiraient évidemment pas, à elles seules, à modifier durablement la balance commerciale et à rétablir la situation financière, mais elles ont une valeur d'exemple et, pour ainsi dire, d'éducation. Elles avertissent les Français qui se croient plus riches parce qu'ils disposent d'une plus grande quantité de signes monétaires, qu'ils sont en réalité plus pauvres, et qu'en tout cas, dans l'intérêt général, ils doivent vivre comme s'ils étaient moins riches. Le ministre de l'Instruction publique, qui est actuellement M. Herriot, pourrait ici utilement intervenir. Il déclarait, le 16 août, à Lyon, « qu'il est temps de ne plus nourrir le peuple avec des phrases creuses ». Que ne généralise-t-on, surtout pour les petites filles, l'enseignement ménager? Acheter est un art ; c'est pitié, dans nos villes, de voir les femmes d'ouvriers ou d'employés acheter n'importe quoi à n'importe quel prix; c'est pitié aussi de voir notre peuple perdre ce goût d'une cuisine simple, économique et saine qui était, naguère encore, la marque de son affinement. Je sais tel petit livre : *150 recettes de cuisine*, jadis publié par Mme Jean Brunhes, qui a répandu plus de bien-être réel sur des milliers de familles que les notions de chimie ou de physique dont on farcit le cerveau des enfants. La résistance du consommateur est un élément indispensables pour modérer la hausse des prix ; ne comptez pas trop sur le patriotisme du commerçant, ni sur la notion de « son intérêt bien entendu ».

Le gouvernement indique la voie ; mais lui-même, évidemment, attribue surtout aux mesures de restriction et de contrôle une valeur d'exemple et, répétons le mot, d'éducation; l'opinion publique réclamait ces interventions, mais prenons garde que ces contrôles délicats vont rarement sans vexations ou tracasseries. Les mesures prises ne se justifient pleinement que si elles sont le prélude d'un ample programme de réorganisation administrative et surtout d'aménagement national de la production. La politique des prix est un élément à la fois matériel et moral de l'assainissement financier et économique ;

la stabilisation de la monnaie sera la résultante d'un ensemble de mesures tendant à une préalable revalorisation du franc. Mais, d'autre part, il n'est pas possible d'attendre, pour réaliser la stabilisation, que ces mesures aient épuisé toute leur efficacité : question de doigté, d'heure favorable à préparer et à saisir.

Quelles conséquences peut entraîner l'échec d'une tentative de stabilisation prématurée et artificielle, l'exemple de la Belgique nous l'apprend. Nous avons, le 1er avril, expliqué ce qui s'est passé. Ni la constitution d'un ministère de large union nationale que préside M. Jaspar, mais où le premier rôle appartient à un financier professionnel de grand renom, M. Francqui, ni le retour général de la confiance, ni les pleins pouvoirs accordés au Roi, c'est-à-dire, en fait, au ministère, ni le vote de nouveaux impôts, ni les restrictions et les économies, n'ont paru suffisants pour assainir la situation financière et arrêter la chute du franc belge; le gouvernement, en face de prochaines échéances, a pris la résolution grave de manquer aux engagements de l'État en consolidant les bons du Trésor à court terme. Les bons en circulation représentaient environ 5 milliards 600 millions de francs belges (le franc belge vaut actuellement environ 97 centimes français). L'État offre aux porteurs le choix entre deux alternatives. Ils peuvent échanger chaque bon contre une action des chemins de fer belges donnant un intérêt garanti de 6 pour 100, majoré, si l'exploitation du réseau donne des bénéfices suffisants, d'un superdividende pouvant aller jusqu'à 3 pour 100. On sait que les chemins de fer qui appartenaient à l'État belge ont été constitués en une Société nationale des chemins de fer, indépendante de l'État bien que contrôlée par lui, et fonctionnant comme une compagnie privée. (L'office autonome des tabacs que vient de créer le gouvernement français s'inspire de cet exemple.) Les détenteurs de bons qui n'acceptent pas cet échange, ceux qui, comme les banquiers, les industriels, ont besoin de disposer de leurs fonds de roulement, doivent faire estampiller leurs bons, c'est-à-dire accepter la transformation en un nouveau bon dont l'intérêt est réduit à 5 pour 100 et dont la date de remboursement n'est pas indiquée. Ces bons peuvent être escomptés ou faire l'objet d'avances sur titres si les porteurs justifient d'un besoin commercial. Cette réserve, indispensable pour sauvegarder la situation des banques, pouvait devenir dangereuse; si un grand nombre de porteurs avaient usé de la faculté qui leur était offerte, une émission de billets, c'est-à-dire précisément ce qu'il s'agissait d'éviter, serait devenue indispensable. Le délai

d'option n'a été que de quelques jours. Sur 5.628 millions de bons, 1.462 millions ont choisi l'estampillage; tous les autres ont accepté l'échange contre des actions des chemins de fer. L'opération a donc réussi. Mais le succès dépend en définitive de la bonne gestion des chemins de fer et de la prospérité générale du pays, c'est-à-dire qu'il est subordonné à une moindre ingérence des politiciens dans l'administration du réseau et dans l'aménagement de la vie économique. Il reste, quoi qu'il en soit, que l'État belge s'est trouvé acculé à manquer à ses engagements, ce qui constitue, au moins provisoirement, une atteinte à son crédit.

Il était naturel que l'Allemagne cherchât à profiter de la détresse financière de la Belgique, pour tirer, de sa victime de 1914, quelque avantage encore; il est moins naturel qu'il se soit trouvé des Belges pour prêter l'oreille à ces propositions impudentes. Il reste à la Belgique, malgré tous les déboires qui ont été, pour elle comme pour nous, la suite d'une victoire chèrement achetée, un signe visible du triomphe de sa juste cause, c'est le retour à la patrie des cantons wallons d'Eupen et de Malmédy où s'était préparée l'agression de 1914. Les populations, consultées, n'ont pas protesté contre l'annexion. La nouvelle frontière fixée par le traité de Versailles, confirmée par les accords de Locarno, n'appartient pas seulement à la Belgique; elle fait partie du droit public européen fondé sur les traités. Les Belges étaient libres, en 1919, de ne pas demander ces deux cantons; ils ne le sont plus, en 1926, de les vendre; ils sont engagés envers eux-mêmes, envers leurs alliés, envers les populations des cantons annexés. A plusieurs reprises, les financiers allemands qui ont pu, grâce à la partialité de Londres et de New-York, rétablir leur crédit après faillite faite, ont entamé des pourparlers avec certaines personnalités de la finance belge; ils offraient de rembourser à l'État belge, à des échéances échelonnées, les six milliards de marks que la Belgique a trouvés en circulation dans le pays quand les envahisseurs en furent chassés et qu'elle a pris à sa charge; la contre-partie aurait été la rétrocession d'Eupen et de Malmédy. L'Allemagne a cru l'affaire dans le sac et s'apprêtait à saluer avec enthousiasme cette première brèche aux frontières du traité de paix: elle n'aurait pas tardé à en tirer la preuve que la Belgique avouait avoir provoqué l'invasion allemande! A l'égard de la Belgique, comme de la France et de la Pologne, l'Allemagne, en ce moment, essaye une politique de crédits; l'intérêt général de l'Europe est le prétexte, l'intérêt très spécial de l'Allemagne est la raison; d'une entente de banquiers que

l'on espère, à Berlin, trouver moins délicats sur l'honneur et moins avertis sur les incidences politiques des tractations financières que les hommes d'État, on se flatte de faire sortir une révision des traités. La première tentative a échoué; le gouvernement du roi Albert, sur un rapport de M. Paul Hymans, a rejeté les prés nts d'Artaxerxès.

Il est scandaleux que l'Allemagne ait des ressources pour détruire les traités et n'en trouve pas quand il s'agit de les exécuter. Elle offrait à la Belgique de lui verser un milliard de marks-or pour Eupen et Malmédy, mais « l'agent des paiements », institué par le plan Dawes, continue à estimer que tout transfert d'espèces de sa caisse dans celle des créanciers de l'Allemagne est impraticable. En vérité, on se moque de nous! L'échec de l'escamotage de Malmédy a déçu et exaspéré l'opinion allemande. La note officieuse de l'agence Wolff mérite de devenir un monument historique. « L'esprit de Locarno », pour les Allemands, signifie retour à l'égalité par l'abolition de la défaite et du souvenir de l'agression. C'est cet esprit qui, à les en croire, exigeait le retour d'Eupen et Malmédy à l'Allemagne. « Il n'est pas besoin de démontrer, dit la note, qu'un règlement de cette question par la voie de concessions mutuelles et raisonnables contribuerait essentiellement à resserrer tous les rapports entre l'Allemagne et la Belgique. » Ou les Allemands sont naïfs ou ils nous prennent pour des niais : peut-être l'un et l'autre. C'est naturellement M. Poincaré qu'ils accusent d'avoir fait échouer leur ingénieuse combinaison et de ne pas entendre « l'esprit de Locarno ». Il est déconcertant de voir un journal sérieux comme la *Germania*, organe officieux du Centre, qui a fait campagne pour un rapprochement franco-allemand, injurier à ce propos M. Poincaré « cet homme néfaste, le grand destructeur de l'Europe ». Pour le *Berliner Tageblatt*, « M. Poincaré est aujourd'hui comme il était hier, fermé à toute idée européenne et adversaire de la paix véritable ». Il y a là de quoi faire réfléchir ceux qui, chez nous, ont, un peu trop vite, fait confiance à « l'esprit de Locarno » interprété par l'Allemagne.

Mais l'Allemagne ne se tient pas pour battue et prépare de nouvelles offensives. M. Stresemann poursuit, avec une adresse et une persévérance remarquables, la destruction des traités par une lente et constante érosion. A vrai dire, le chancelier Marx et son ministre des Affaires étrangères sont souvent gênés dans leur politique par l'intempérance des manifestations nationalistes; les vacances sont, pour les associations chauvines, l'occasion de voyages

dans les régions occupées où, tandis que la diplomatie du Reich insiste pour une réduction des effectifs français, ces maladroits s'offrent le plaisir de chanter, à la barbe de nos soldats, *L'Allemagne au-dessus de tout* ou *Nous devons vaincre la France*. Il est juste de reconnaître que la propagande républicaine, par exemple à l'occasion de l'anniversaire de la constitution de Weimar, a été conduite avec plus d'énergie et de conviction que par le passé; l'association « Bannière d'Empire » a même organisé, avec succès, une grande manifestation républicaine et pacifique. L'opinion allemande est divisée en deux grandes fractions à peu près égales en nombre. La question des indemnités que le gouvernement proposait d'accorder aux princes des nombreuses dynasties ayant régné en Allemagne a violemment agité l'opinion et mobilisé plus de 14 millions de signatures pour une protestation dont le caractère antimonarchique était très net. Pour la première fois, l'opinion publique s'est passionnée et une moitié de la nation allemande s'est prononcée avec résolution malgré ses chefs. Le docteur Wirth, ancien chancelier, chef de la fraction démocratique du Centre, l'un des hommes d'État les plus loyaux de l'Allemagne, mène campagne d'accord avec M. Loebe, social-démocrate et président du Reichstag, et M. Haas, démocrate, pour l'union de tous les partis républicains « de Constance à Kœnigsberg », et la constitution d'une nouvelle majorité de gouvernement; il affirmait, dans un article remarqué du *Berliner Tageblatt*, qu'il n'est plus permis de douter des sentiments républicains du Centre tout entier, et adjurait les socialistes de ne pas préparer, par leur intransigeance, les voies à une réaction nationaliste; il concluait que, dès la rentrée du Parlement, il faudrait enfin que l'Allemagne s'orientât soit vers la réaction, soit vers la République.

Au moment où le Reich s'apprête à entrer dans la Société des nations, le gouvernement suggère aux journaux d'appuyer sur le point essentiel : le Reich veut au moins se donner l'air de poser ses conditions. La presse laisse entendre que si la commission d'études, qui se réunit le 30 août, et le Conseil, qui ouvre sa session le 2 septembre, adoptaient un nouveau projet pour la réorganisation du Conseil, l'Allemagne se réserverait de différer encore son entrée dans la Société. Une fois de plus, par la faute de l'Angleterre, les Alliés ont donné du jeu à l'Allemagne; la presse et la diplomatie britanniques sont allées répétant que, cette fois, l'entrée de l'Allemagne est indispensable, sous peine de faillite du système de Locarno, et qu'elle se ferait coûte que coûte; les Allemands en ont profité pour exercer

une sorte de chantage : l'Allemagne veut entrer seule à Genève et non pas dans une fournée. La *Germania* souligne : « S'il fallait encore une preuve que la décision prise par l'Allemagne d'entrer dans la Société des nations est conforme à notre intérêt, on pourrait la trouver dans l'agitation nerveuse et l'activité fébrile qui se montrent dans toutes les chancelleries d'Europe dès que notre admission menace de devenir une réalité. » L'Allemagne entre dans la Société pour se réjouir du trouble qu'elle va y apporter. L'erreur des Alliés est de s'imaginer que ce qui importe, pour l'avenir de l'Europe et de la paix, c'est l'entrée de l'Allemagne dans l'organisme de Genève, alors que l'essentiel c'est l'esprit qu'elle y apporte. Il est encore temps de dire à l'Europe que l'Espagne et la Pologne sont fondées à réclamer un siège permanent; c'est une cause qu'il ne nous est pas permis d'abandonner, car il s'agit d'États qui sont les amis ou les alliés de la France. Nous ne chicanerons pas sur les modalités et les formes ; on peut admettre provisoirement, dans un intérêt de conciliation, que l'Espagne et la Pologne n'obtiennent qu'une permanence de fait par voie de réélections successives tous les trois ans, prévues d'avance dans une sorte « d'engagement de gentleman ». Il convient aussi de ménager au Brésil les possibilités d'un retour au bercail en lui réservant satisfaction dans les mêmes conditions. Ne laissons pas l'Allemagne entrer par la mauvaise porte : l'avenir de la Société des nations en dépend. Elle a vécu jusqu'ici sans l'Allemagne et rendu des services ; il vaudrait mieux qu'elle subsistât encore sans elle plutôt que de lui permettre d'y introduire l'intrigue et la zizanie.

Une série de traités particuliers organisent l'Europe en conformité avec les principes de la Société des nations et le Conseil est appelé à les entériner ; il n'en est pas moins vrai que ces conventions subsisteraient si demain la Société venait à disparaître. C'est le cas, par exemple, pour la convention d'amitié et de neutralité que l'Espagne vient de conclure avec l'Italie. La diplomatie du gouvernement italien, sous la haute direction de M. Mussolini, appuyé par ses amis nationalistes, et sous l'inspiration effective de M. Tittoni, a été très active en ces dernières semaines et c'est à cette activité que se rattache l'initiative du général Primo de Rivera qui rouvre la question de Tanger. L'accord italo-espagnol est en gestation depuis la visite du roi Alphonse XIII et du général Primo de Rivera à Rome en 1925; c'est d'abord un pacte de non-agression et d'arbitrage; c'est encore un traité d'amitié; il s'explique par des affinités de politique intérieure : M. Mussolini et le général Primo de Rivera ont, l'un et

l'autre, bien que dans des conditions différentes, rétabli l'ordre et la discipline dans leurs pays respectifs et ils se préoccupent de donner à leur action diplomatique, notamment dans la Méditerranée, plus d'intensité. La France n'en prend pas ombrage, bien qu'une partie de la presse italienne s'efforce d'y découvrir une pointe dirigée contre elle. Le ministre des Affaires étrangères d'Espagne, M. Yanguas, a, au contraire, déclaré : « le projet de traité d'arbitrage avec la France est analogue à celui que nous avons conclu avec l'Italie. Les pourparlers sont en bonne voie. » Il est naturel que l'Espagne, au moment où elle insiste pour obtenir un siège permanent au Conseil de la Société des nations, cherche des appuis et il est légitime qu'elle trouve celui de l'Italie et de la France. Mais le moment était-il bien choisi pour soulever la question si complexe de Tanger?

L'Italie, on le sait, n'a pas adhéré au statut de Tanger du 18 décembre 1923 qui, malgré son abstention, est entré en vigueur et fonctionne dans des conditions normales et bienfaisantes. La ville est maintenant dotée d'une bonne administration et d'une police sérieuse. L'Angleterre, il y a quelques semaines, a eu besoin du concours de l'Italie pour intimider le gouvernement d'Angora et aboutir, dans la question de Mossoul, à un accord satisfaisant pour elle; à Rapallo a eu lieu, entre sir Austen Chamberlain et M. Mussolini, une entrevue dont le mystère n'a pas été dévoilé, mais dont les conséquences sont visibles. L'Angleterre, en échange du concours éventuel de l'Italie, chercha pour le gouvernement de Rome des compensations et, selon une méthode qu'elle a souvent pratiquée, offrit ce qui ne lui appartenait pas : des avantages en Abyssinie et à Tanger. L'accord anglo-italien relatif à l'Abyssinie tendait à créer, dans cet État indépendant et membre de la Société des nations, des zones d'influence et oubliait l'existence de l'accord de 1906 où la France est partie avec l'Italie et l'Angleterre. La France se vit obligée de rappeler cet accord à ses anciens partenaires et le ras Taffari, de son côté, adressa une requête à la Société des nations. Le gouvernement britannique, mal engagé, fit donner des explications qui n'expliquaient rien mais qui équivalaient à un retrait de son enjeu; au surplus, la question de Mossoul était réglée à son avantage. A Tanger, l'Italie, avant d'adhérer à l'accord qui règle le statut de la ville et de la zone qui l'entoure, demande à participer à l'administration municipale et à la police internationale : c'est une satisfaction d'amour-propre à laquelle la France n'a pas d'objections pourvu que l'Italie ne prétende pas modifier le statut de Tanger et tant qu'il ne s'agit que de participer à des

avantages économiques et administratifs. C'est lorsqu'il a compris que les pourparlers ouverts par sir Austen Chamberlain pouvaient aboutir que le général Primo de Rivera a formulé la revendication espagnole.

Le gouvernement et l'opinion ont toujours souhaité, et demandent avec plus d'insistance depuis que, de concert avec la France, ont été réalisées victorieusement la pacification du Rif et la réoccupation de Chechaouen, que Tanger soit englobée dans la zone de protectorat espagnol. Le cabinet de Madrid invoque un argument de sécurité dont nous sommes loin de méconnaître la valeur. Le général Sanjurjo, résident supérieur d'Espagne au Maroc, pose en bons termes la question en déclarant à un journal : « Il est indispensable, quelle que soit la formule choisie, que nous ayons les garanties nécessaires afin que la zone tangeroise ne puisse plus devenir le foyer de la contrebande des armes et des munitions. » Mais de là à rattacher directement la zone de Tanger au protectoral espagnol, il y a loin. Il va de soi d'abord, que la souveraineté du Sultan reste intacte à Tanger aussi bien que dans les zones de protectorat français ou espagnol; elle y est représentée par un délégué nommé par le Sultan et assisté d'un directeur français des Affaires indigènes. Le Maroc est un, sous un seul sultan; il a un statut qu'il n'y a pas lieu de modifier. La Société des nations n'est donc nullement qualifiée pour intervenir dans la question de Tanger et pour attribuer un mandat à l'Espagne, comme le demande le cabinet de Madrid. Les questions de souveraineté sont depuis longtemps réglées. Le régime de Tanger ne peut pas plus être remis en question par l'Angleterre que celui de Port-Saïd par la France; par le traité de 1904, l'Angleterre a renoncé à s'ingérer dans la question de souveraineté au Maroc, comme la France en Égypte. De même l'Italie, par trois accords, en 1900, 1902 et 1912 s'est désintéressée du Maroc en échange de sa pleine liberté d'action en Tripolitaine. Donner et retenir ne vaut. Pourvu que soient sauvegardées les garanties stipulées pour la non fortification de Tanger et le libre passage du détroit, et que soit maintenue, pour les ressortissants étrangers, une administration internationale, le reste ne regarde que le Sultan, l'Espagne et la France.

L'influence française est actuellement, en droit et en fait, prépondérante à Tanger. Que cette prépondérance puisse faire l'objet de négociations et peut-être de transactions entre la France et l'Espagne, c'est affaire aux deux gouvernements et à eux seuls, et il n'en saurait résulter pour personne un droit à des compensations, puisque aucun

tiers ne se trouverait lésé. Nous comprenons tout le prix que l'Espagne attache à exercer à Tanger une influence prédominante; mais c'est un avantage dont nous connaissons toute la valeur et auquel nous ne pourrions renoncer qu'afin de consolider l'amitié et la solidarité si heureusement établies entre la France et l'Espagne et moyennant garanties et compensations. Le cabinet de Madrid, en liant la question de Tanger à celle du siège permanent qu'il revendique avec raison au Conseil de la Société des nations, a fait un pas de clerc. En plaçant la question sur le terrain international, l'Espagne oblige la France à opposer son *veto* à ses revendications ; sur ce plan, il n'y a pas de question de Tanger. La France n'a rien à payer parce que l'Angleterre et l'Allemagne s'opposent à ce que l'Espagne obtienne à Genève un siège permanent. S'il faut absolument lui trouver une compensation, il y a Gibraltar. Des négociations distinctes pourront, il faut l'espérer, régler, avec l'Espagne comme avec l'Italie, les difficultés pendantes et aboutir à un accord général méditerranéen : paix latine, entente méditerranéenne, collaboration franco-espagnole au Maroc, telle est la triple formule qui nous paraît correspondre à la situation générale et aux intérêts de tous.

Paix balkanique, faudrait-il ajouter. De nouvelles difficultés sont survenues entre la Bulgarie et la Serbie, entre la Bulgarie et la Roumanie. Exploits de comitadjis? Sans doute, mais peut-être grossis par une presse très intransigeante. Depuis plus d'un mois les journaux serbes, comme le constate le *Times*, mènent une campagne très vive contre le gouvernement bulgare qu'ils accusent de soutenir l'organisation révolutionnaire macédonienne dans sa résistance à l'administration yougoslave. Est-ce l'emprunt que la Société des nations se dispose à accorder au gouvernement bulgare pour l'établissement des réfugiés venus de Macédoine et de Thrace qui inquiète le gouvernement de Belgrade? Il lui appartient d'en contrôler l'emploi par l'intermédiaire de la Société des nations. Le gouvernement bulgare actuel de M. Liaptcheff a fait des efforts méritoires pour assurer la sécurité des frontières de ses voisins contre les menées de réfugiés qui sont pour lui-même une lourde charge. A une note collective remise le 11 août par les ministres de Yougoslavie, de Grèce et de Roumanie, le ministre des Affaires étrangères, M. Bouroff, ne demande qu'à répondre par de nouvelles assurances d'une bonne volonté qui ne reste pas inopérante. La presse bulgare allègue que, du côté roumain, les agissements suspects de bolchévistes subventionnés par Moscou ont été constatés et que, en Dobroudja, des paysans

bulgares ont été tués par des gendarmes roumains ; elle a remarqué aussi qu'il y a un an, la mission envoyée par la Société des nations a constaté, dans les graves incidents qui avaient éclaté sur la frontière, les responsabilités grecques. Quoi qu'il en soit, les grandes puissances sont intervenues pour apaiser le différend ; mais ces affaires, toujours embrouillées, toujours dangereuses, demandent à être surveillées de près. Dans les Balkans, il ne faut pas jouer avec le feu !

Un traité d'amitié et d'entente vient d'être signé entre la Grèce et la Yougoslavie. Il règle, dans les meilleures conditions, la question irritante du port de Salonique. Les Serbes auront le débouché commercial qui leur a été promis, mais ils renoncent, moyennant indemnité, à tout droit de souveraineté sur le chemin de fer de Guevguéli à Salonique. C'est une cause permanente de difficultés et d'inquiétudes qui disparaît. A peine le traité était-il signé, le 17 août, qu'une révolution nouvelle éclatait à Athènes (22 août). On ne les compte plus et nous avions même renoncé à en faire mention. On veut espérer que la chute du dictateur Pangalos, qui avait escamoté son élection à la présidence de la République, et le retour au pouvoir de l'amiral Coundouriotis, avec une coalition des partis venizelistes, fera enfin entrer la Grèce dans une ère plus calme et plus régulière.

La France et la Roumanie ont heureusement signé, le 10 juin, et viennent de rendre public un traité d'amitié et d'arbitrage qui précise une entente faite de sympathies anciennes, d'affinités de sentiments et d'intérêts. Cet accord prend sa place à côté des ententes de même nature conclues par la France avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, et en voie de négociation avec la Yougoslavie. Enfin, un traité d'amitié a été signé entre la Pologne et la Yougoslavie. Ainsi se trouve renforcé et étendu le système de la Petite-Entente qui, avec l'appui de la France, assure la paix et la sécurité dans le bassin du Danube et les régions avoisinantes. Qui sait si, un jour, ces garanties d'ordre par le maintien des traités ne se révéleront pas plus efficaces que celles que peut offrir l'organisme, déjà fatigué, de Genève ?

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LA
PROSCRIPTION DES GIRONDINS

Expulsés de la Convention nationale et décrétés d'arrestation, le 2 juin 1793, par un vote de la faction maratiste que mène la Commune de Paris, les députés girondins, au nombre d'une trentaine, se sont évadés et groupés à Caen. Soixante départements protestent contre le coup d'État qui les a spoliés de leur mandat; Lyon, Marseille, Bordeaux se soulèvent contre la tyrannie jacobine; les proscrits vont diriger ce mouvement, marcher sur la capitale et mettre à la raison les énergumènes qui ont usurpé le pouvoir. Ceux-ci ripostent en proclamant les Girondins *hors la loi* comme traîtres à la patrie et en menaçant d'impitoyables rigueurs villes et gens qui pactiseront avec eux. *Hors la loi*, c'est la mort sans jugement pour qui se déclarera leur partisan et leur donnera asile.

Caen prend peur et les congédie; les volontaires angevins ou bretons qui se sont armés pour leur cause se dispersent. Il faut fuir, gagner une région moins exposée aux représailles du parti montagnard. Le 29 juillet, les députés quittent Caen, déguisés en soldats, bien munis d'armes et de munitions, pourvus de congés réguliers les présentant comme étant des fédérés du Finistère regagnant Quimper, leur lieu d'origine. Là, ils pourront s'embarquer et atteindre le département de la Gironde où leurs amis sont légion. Dix-huit des proscrits se risquent à cette aventure, parmi lesquels il faut citer, pour l'intelligibilité de l'épisode qu'on va lire, *Buzot*, fin, élégant et mélancolique; bien

Copyright by G. Lenôtre, 1926.

que marié, il a conçu pour l'héroïne de la Gironde, Mme Roland, alors incarcérée à Paris, un de ces grands amours qui sillonnent une destinée; amour ardemment partagé et stoïquement pur dont le vieux Roland a reçu le désespérant aveu. Buzot, qui parvient à correspondre avec la captive, porte sur son cœur le portrait de son amie; il lui a envoyé le sien que, dans son cachot, « elle couvre de larmes brûlantes »; — *Pétion*, le beau Pétion, qui fut le maire adulé de Paris et l'idole du peuple; il a quitté à Caen sa femme et son fils âgé de onze ans; — le galant *Barbaroux*, l'Antinoüs de la Gironde, beau comme un marbre antique en dépit d'un embonpoint prématuré; — *Louvet*, fameux déjà par son roman de *Faublas* et que suit dans son exode sa maîtresse adorée Lodoïska; — *Salle*, de la Meurthe, médecin de campagne, paysan d'allure, gauche et négligé, mais esprit encyclopédique et laborieux infatigable; — *Guadet*, le seul qui soit vraiment Girondin puisqu'il est natif de Saint-Émilion; il a laissé à Paris, dans la misère, sa femme et ses trois enfants; il a hâte de gagner Bordeaux où il se sait aimé et estimé de toute la ville; — *Valady*, *Cussy*, *Bergoeing*, *Meillan*, le brave *Duchastel*, des Deux-Sèvres, et le spirituel *Girey-Dupré*, un journaliste volontairement associé au sort des proscrits. Tous jeunes, — la plupart étaient loin encore de la quarantaine, — tous résolus, confiants dans leur bon droit et certains de l'appui du pays.

Non sans obstacles ni dangers, ils parvinrent à Quimper où les attendaient des amis dévoués et des abris sûrs tant au faubourg de Loc-Maria que dans la ville même et aux environs. Le 20 août, Salle, Cussy, Bergoeing, Meillan, Duchastel et Girey-Dupré s'embarquaient et faisaient voile vers la Gironde. Un mois plus tard, Barbaroux, laissant à Douarnenez sa mère et sa maîtresse, — la mère de son fils, — qui sont venues l'y rejoindre, Louvet, abondonnant Lodoïska qui retourne à Paris, prennent passage, dans la rade de Brest, avec Buzot, Guadet, Pétion et Valady, sur le brick l'*Industrie* commandé par le capitaine Granger et affrété par des armateurs bons patriotes (1).

On les prend ici au matin du jour où, après deux mois de caches et d'aventures, ils posent enfin le pied sur la terre de Gironde dans l'espoir d'entreprendre la lutte contre la Terreur.

(1) Le récit de l'épique odyssée des Girondins proscrits paraîtra prochainement en volume dans la collection des *Récits d'autrefois* (librairie Hachette).

MADAME BOUQUEY

Sorti le 21 septembre 1793, vers midi, de la rade de Brest, l'*Industrie* entrait, le 23, à la tombée du jour, en Gironde, et, le lendemain, dès l'aube, le capitaine Granger conduisait lui-même à terre, dans un canot, les six proscrits qui débarquèrent au Bec d'Ambès.

Quelle joie pour eux, après tant et de si rudes traverses, de fouler enfin le sol de ce département fameux dont ils étaient, en quelque sorte, les filleuls ! Que de fois Guadet leur avait vanté les charmes opulents de la région bordelaise, et l'esprit indépendant et libéral de ses habitants ! Au Bec d'Ambès, Guadet se trouvait chez lui, car son beau-père, le citoyen Dupeyrat, y possédait une campagne. Il laissa Buzot, Pétion, Barbaroux, Louvet et Valady dans une auberge du petit village dont les toits de tuiles, dorées par les étés, font si bel effet parmi les oseraies et les peupliers de la rive, et il se dirigea vers la maison Dupeyrat. — Personne ; tous les volets clos. Dans les dépendances, un paysan, nommé Blanc, travaillait à des tonneaux ; Guadet l'aborda, disant qu'il était un parent du citoyen Dupeyrat : « Je ne te connais pas », fit l'autre. Guadet aurait voulu ne pas se nommer ; sa barbe, très longue et très noire, le rendait, en effet, méconnaissable ; mais il fallait brusquer les choses : « Allume-moi du feu, commanda-t-il, je suis Guadet, gendre du citoyen Dupeyrat ; je vais chercher des amis. » Blanc ouvrit la maison, tandis que Guadet retournait à l'auberge où l'attendaient ses compagnons.

Il les trouva consternés ; ils venaient d'apprendre par l'aubergiste, fougueux jacobin, que la Terreur régnait à Bordeaux ; les délégués de la Convention avaient réprimé l'insurrection naissante en prenant la ville par la famine ; la municipalité et tous les fonctionnaires d'opinion girondine, étaient en fuite ou incarcérés. « Impossible ! » protestait Guadet, terrifié à la pensée que si les choses étaient à ce point, il aurait attiré ses amis dans un piège. On lui précisa ce que l'on venait d'entendre, à savoir qu'un décret de la Convention déclarait traîtres à la Patrie et mettait hors la loi tous ceux des habitants de Bordeaux qui s'étaient rendus coupables de résistance au coup

d'État du 2 juin ; et la noble ville, domptée, s'était soumise.

Guadet se refusait à le croire ; il décida d'aller se rendre compte par lui-même de la situation. Ayant brillamment exercé à Bordeaux la profession d'avocat, et, par deux fois, obtenu, lors des élections à la Législative et à la Convention, les suffrages de ses concitoyens, il comptait dans la ville de nombreux amis et de chauds partisans ; il était sûr de ceux-là qui ne plieraient pas sous le joug des démagogues ; il partit donc, vers trois heures de l'après-midi, emmenant Pétion ; les autres restèrent à la maison Dupeyrat, confinés, déjà reclus sur cette terre promise dont ils avaient espéré, par leur seule présence, galvaniser la population.

On compte cinq lieues d'Ambès à Bordeaux par le chemin qui longe la rive droite de la Garonne ; Guadet et Pétion ne pouvaient être de retour avant le lendemain. Ils reparurent le 25 septembre, de bonne heure, « trop heureux d'avoir pu pénétrer dans la ville sans être arrêtés ». Hélas ! Tout ce que l'on avait dit n'approchait pas de la vérité : Bordeaux était au pouvoir des sans-culottes. On y emprisonnait les patriotes les plus purs, les plus éclairés, les plus courageux, et la Terreur y était si générale que, dans cette grande cité dont il avait été l'élu acclamé, Guadet ne trouva personne qui consentît à l'abriter pour la nuit avec son compagnon. C'est à peine si le plus brave de ses anciens amis avait eu le courage de marcher devant eux pour les guider par des rues sûres, jusqu'à ce qu'ils fussent sortis de la ville... Et la catastrophe datait de sept jours ; sept jours seulement ! Comme toujours, comme partout, les honnêtes gens succombaient victimes de leur faiblesse. L'ardente et valeureuse jeunesse de Bordeaux s'était proposée aux autorités pour désarmer la section Franklin, quartier général du jacobinisme. Les timides administrateurs avaient répondu que mieux valait s'abstenir, user de douceur et de modération, et, le lendemain, la section Franklin « culbutait Bordeaux » et livrait la ville aux proconsuls de la Convention.

De Salle, de Cussy, de Meillan, de Girey-Dupré et des autres camarades du voyage en Bretagne, Guadet n'apporte aucune nouvelle. Sont-ils parvenus à Bordeaux ? S'y cachent-ils ou ont-ils trouvé le moyen d'échapper à la fureur des anarchistes ? Car c'est surtout contre les députés fugitifs que sévit la Terreur ; s'ils sont pris, c'est la mort sans jugement, et tout citoyen qui

les rencontre a le droit de les tuer comme bêtes malfaisantes. A quoi donc vont se résoudre ceux qui sont là, dans la maison Dupeyrat, écoutant Guadet en larmes? Il se sent, en quelque sorte, responsable du terrible danger qui les menace; quoiqu'il risque plus que les autres puisqu'il est connu de tout le pays, il s'offre de nouveau à tenter de les sauver : il n'est pas possible que, dans toutes les âmes, la peur ait tué tout sentiment humain : il va partir pour Saint-Émilion, la petite ville d'où il est originaire et que, depuis un temps immémorial, habite sa famille. Là, certainement, il trouvera des cœurs pitoyables et des retraites sûres; il enverra aussitôt à ses amis un guide chargé de les lui amener par des chemins détournés. Infatigable, il part, en leur recommandant la prudence; car le cabaretier maratiste qui les a reçus lors de leur arrivée, a des soupçons; il s'est informé de ces étrangers débarqués dans le pays et qu'on ne revoit plus. Blanc, le tonnelier, a parlé; on sait maintenant que Guadet s'est fait ouvrir la maison Dupeyrat et qu'il y loge des suspects. De toute la journée du 26, Pétion et ses compagnons ne bougent pas : comment s'approvisionnent-ils sans éveiller les curiosités? A quoi occupent-ils ces longues heures? Quelles sont les réflexions, les combinaisons désespérées qu'ils échangent? Quel retour en leur esprit sur leur passé, leurs joies familiales, leurs ambitions avortées, leurs vains triomphes oratoires, et quelle harcelante convoitise de vengeance contre leurs indignes persécuteurs! C'est tout cela, perdu à jamais pour l'Histoire, que l'on souhaiterait connaître, et aussi comment supportaient leur injuste déchéance ces hommes qui, ayant remué tant d'idées et soulevé les foules, se voyaient réduits à supputer s'ils mangeraient le soir et si la mort n'était pas à la porte.

Le vendredi, 27, même attente morne, même oisiveté angoissée. Le soir tombe. L'émissaire de Guadet ne paraît pas. Il devient urgent d'aviser, pourtant, car le village est en rumeur : le cabaretier est allé à Bordeaux dans la journée et en est revenu escorté de « visages nouveaux ». Il y a dans son estaminet des conciliabules. Les cinq proscrits se barricadent et s'apprêtent à soutenir un siège : ils se distribuent leurs armes : quatorze pistolets, cinq sabres et l'espingole de Louvet, tromblon de brigand, cadeau de la bien-aimée Lodoïska. Louvet et Barbaroux montèrent la garde durant toute la nuit, qui fut paisible, et le soleil du 28 se leva sans qu'on eût reçu aucun message de

Guadet. Était-il arrêté ? N'entendrait-on plus parler de lui? Dans ce cas, que devenir? Encore d'interminables heures d'expectative et de pronostics déprimants. Enfin, sur le tard, se présenta « un particulier » arrivant de Saint-Émilion.

Les *Souvenirs* de Louvet, le seul narrateur de ces journées critiques, sont ici quelque peu en désaccord avec les documents d'archives. Il semblerait, d'après ceux-ci, que le « particulier » fût, non point Guadet lui-même, mais peut-être son frère, Saint-Brice Guadet : c'était « un homme de cinq pieds cinq à six pouces, joli de figure, bien fait du corps, assez mince, la jambe assez bien faite, habillé d'une lévite bleue, ayant une épée au côté ». Quel qu'il fût, l'avis qu'il apportait était désespérant : Guadet n'avait trouvé à Saint-Émilion, parmi sa famille et ses amis, qu'une seule personne assez téméraire pour donner asile aux fugitifs : encore ne pouvait-elle en recevoir que deux. Guadet gardait l'espoir d'en placer le jour suivant deux autres qu'il enverrait chercher à leur tour, et ainsi de suite jusqu'au dernier. Ce qu'entendant, Pétion, Buzot, Louvet, Valady et Barbaroux se regardèrent en silence. Allaient-ils donc être obligés de choisir parmi eux les deux élus, et ceux-ci, de leur côté, allaient-ils consentir à laisser les autres exposés au péril d'une arrestation imminente? Le village, dit-on, est plein de soldats et plusieurs brigades de gendarmerie en occupent les abords. « Partons tous, proposa Barbaroux; si Guadet connaissait notre position, il comprendrait que le plus pressant est de nous tirer d'ici. Il n'a d'asile que pour deux; eh bien, ne tiendrons-nous pas tous, pendant quatre ou cinq jours, dans la chambre où deux seulement sont attendus? Partons! » Les préparatifs ne furent pas longs, car les bagages, — une petite malle et trois porte-manteaux, — étaient sommaires. On s'esquiva de la maison Dupeyrat; on atteignit, après quelques détours, les bords de la Dordogne; la gabarre qui avait descendu de Libourne le messager de Guadet attendait là pour l'y ramener. Les cinq proscrits y prirent place avec lui et le batelier, nommé Grèze. L'heure était propice, la marée montait, et l'embarcation quittait à peine la rive que les sans-culottes d'Ambès, « sabres au poing et drapeaux flottants », se ruaient sur « le repaire d'où les rebelles venaient de fuir ».

Louvet est très excusable d'avoir confondu la Dordogne avec la Garonne; il faisait nuit, d'ailleurs, et les passagers du batelier

Grèze avaient d'autres préoccupations que de s'instruire de la topographie du pays. C'est pour cette raison sans doute que, le flot ne montant plus, lorsque la gabarre s'arrêta devant Saint-Pardon, un hameau à deux lieues de Libourne, quand il fallut poursuivre la route à pied vers Saint-Émilion, il était complètement désorienté. Au simple examen des lieux, on discerne que de Saint-Pardon les Girondins se dirigèrent vers Fronsac, afin de contourner Libourne sans y pénétrer. La rivière qu'ils passèrent en bac n'est point la Dordogne, mais l'Isle, et, ce dernier obstacle franchi sans difficulté, ils arrivèrent, le 29 au matin, à Saint-Émilion pour y apprendre que l'armée révolutionnaire marchait à leur poursuite. Guadet était terrassé, d'autant plus qu'il venait de retrouver Salle qui, depuis un mois, errait dans la région sans parvenir à s'assurer un asile : — un hôte de plus à recueillir. Pour la journée de ce dimanche, 29, les sept amis se réfugièrent dans une carrière, à quelque distance de Saint-Émilion, et, tapis dans les anfractuosités et les éboulements pierreux, ils attendirent tristement la nuit. Un homme était en course depuis le matin, en quête de refuge. Il arriva tard, n'ayant pas réussi : personne n'avait la témérité d'ouvrir sa porte aux hors-la-loi.

Que faire? Se diviser, d'abord. Louvet, las de cette vie errante, déclare qu'il retourne à Paris. Là est Lodoïska chez des amis d'un dévouement sans bornes et qui seront heureux de l'héberger lui-même. Barbaroux se décide à suivre Louvet; Valady les accompagnera jusqu'à Périgueux où il sera en sûreté. Salle et Guadet iront vers les Landes, essayant de gagner l'Espagne; Pétion et Buzot vont se diriger vers la Suisse... On s'embrasse, on se sépare... avec quels regards, quels longs serrements de mains, quel déchirement! Se reverra-t-on jamais? Déjà Louvet, qu'exalte cette pensée que chaque pas va le rapprocher de Lodoïska, entraîne Barbaroux et Valady vers le nord. Son imagination est fertile en combinaisons de roman; il distribue à chacun son rôle : Valady et lui joueront celui de négociants en quête de mines à exploiter; Barbaroux sera un professeur de minéralogie qui les accompagne pour étudier et sonder les terrains... Mais des négociants à pied, courant la nuit! Mais 140 lieues de pays hérissées de corps de garde, de comités révolutionnaires, d'espions, de soldats, de policiers, de municipalités soupçonneuses, de commissaires vétilleux... et

cela sans une carte, presque sans argent, sans bagages, et dans l'accoutrement où ils sont!... C'est « un dessein désespéré ».

Après quatre heures de marche, ils reconnaissent déjà, sans se l'avouer encore, la folie de leur entreprise. Ils ne savent où ils sont: Valady s'inquiète; Barbaroux n'en peut plus; Louvet se traîne : il s'est blessé en tombant dans un fossé profond et s'est luxé le genou. Un presbytère est à quelques pas : « Il faut y frapper, dit Barbaroux. — Oui, pour demander notre chemin, réplique Louvet. — Et si nous pouvions obtenir quelque chose de plus », soupire le Marseillais harassé. Ils entrent tous trois chez le prêtre, se présentent à lui comme des voyageurs égarés. L'ecclésiastique les examine : « Vous êtes, dit-il, des gens de bien persécutés; convenez-en, et, à ce titre, acceptez l'hospitalité pour vingt-quatre heures. » Touchés par cet accueil cordial, ils se nomment ; le digne curé, tout ému, les presse sur son cœur « en versant des larmes de joie ». Il les garde trois jours, durant lesquels il s'occupe à leur trouver un abri; puis il les loge chez un fermier qui les reçoit bien, mais dont la femme prend peur et oblige son mari à les chasser. Les voici dans la soupente d'une métairie, ensevelis dans le foin qui les recouvre entièrement, car le maître de la maison connaît seul leur présence et il emploie une quinzaine d'ouvriers qui circulent tout le jour et jusque dans le grenier où les proscrits sont enfouis. Le métayer leur apportait, chaque matin, la pitance; un jour elle manqua; le lendemain également. N'osant ni bouger, ni appeler, ni gémir, les malheureux étouffant de fièvre dans le foin en fermentation que surchauffe le toit de tuiles sur lequel darde un soleil brûlant, se regardent mourir de faim, de soif et de découragement. Valady avoue qu'il est en proie à des cauchemars paniques ; la hantise de sa mort prochaine le harcèle nuit et jour. Barbaroux et Louvet, résolus à se détruire, ont déjà armé leurs pistolets et, sans mot dire, d'une poignée de main éloquente, s'adressent un adieu réciproque. « Barbaroux ! Tu as une mère, gémit Valady, et toi, Louvet, Lodoïska t'attend! » Ces seuls mots arrêtent le geste des deux désespérés; ils « confondent leurs larmes » et se résignent à vivre.

A vivre en tremblant toujours : certaine nuit, un grand bruit de voix, une échelle brusquement appliquée à la trappe

du grenier, un commandement brutal : « Descendez, descendez donc ! — Comment, descendre ? Et pourquoi ? — Parce qu'il le faut ! » Cette fois ils sont pris. C'est la mort. Fausse alarme. On annonce pour le lendemain la visite d'un homme dont on se méfie : il faut que « ces messieurs » s'éloignent au plus vite de la métairie. Les voilà dehors. La pluie tombait à verse ; Louvet, dont le mal s'était enflammé, ne pouvait marcher que « sur une jambe et à l'aide d'un bâton » ; il glissait sur la terre mouillée ; on les conduisit tous les trois à un petit bois et on les laissa toute la nuit sous l'ondée. Puis ce fut le retour chez leur bon curé qui les reprit pour vingt-quatre heures et les logea, cette fois, dans son grenier. Une corde fixée à la lucarne assurerait leur fuite en cas d'alerte.

Là ils apprirent que Guadet et Salle avaient trouvé, à Saint-Émilion même, un refuge de toute sûreté chez une femme compatissante. Quelqu'un, — le charitable curé peut-être, — courut chez cet « ange du ciel » pour l'aviser de la situation où se débattaient Louvet, Barbaroux et Valady. « Qu'ils viennent tous trois », répondit-elle. Seulement, elle recommandait bien qu'ils n'arrivassent qu'à minuit et qu'ils fissent en sorte de n'être aperçus de personne.

Saint-Émilion, d'aspect extrêmement pittoresque, est bâti sur un mamelon percé d'immenses galeries souterraines, dédale de catacombes d'une antiquité nébuleuse. Jadis on circulait dans ces galeries, encore qu'il fût imprudent de s'y aventurer, car elles s'étendent, se replient, se nouent, s'entremêlent, se divisent en plusieurs étages, et leur configuration est incertaine. Nombre de propriétaires, pour s'isoler, avaient muré leur part de ces souterrains, et chaque maison de la ville disposait ainsi de vastes et profondes caves, creusées à même le roc. Or, la belle-sœur de Guadet, née Thérèse Dupeyrat, était mariée à un sieur Robert Bouquey, ci-devant procureur du roi à Saint-Émilion. En 1791, Guadet avait obtenu pour son beau-frère, privé de sa charge par la nouvelle législation, une place de régisseur dans les domaines nationaux, et depuis lors, Bouquey et sa femme résidaient au château de Fontainebleau. C'est là que parvint à Mme Bouquey une lettre de son père, le citoyen Dupeyrat, vieillard de soixante-dix-sept ans, contant le lamentable exode de son gendre Guadet et de ses compagnons. Jamais

la noble femme ne s'était mêlée de politique ; ses préférences n'allaient ni aux Girondins, ni aux Montagnards, attendu qu'elle était, comme bien d'autres, dans l'ignorance absolue des causes de leur rivalité. Mais elle apprenait que des hommes, odieusement persécutés, traqués comme des loups, roulaient sans asile et sans pain, risquant la mort à chacun de leurs pas ; elle prit la diligence, rentra seule à Saint-Émilion, rouvrit sa demeure fermée et parvint à prévenir discrètement son beau-frère Guadet et Salle qu'elle avait de la place dans sa maison de la rue du Chapitre et qu'ils pouvaient venir s'installer chez elle. Ils accoururent. Par eux, elle sut la situation désespérée de Louvet, de Barbaroux et de Valady ; elle ne les connaissait pas, mais cela importait peu : et, le lendemain, elle voyait, radieuse, arriver les trois vagabonds exténués, les habits en lambeaux, boueux, hâves, fiévreux, éclopés, repoussants. Apprenant que, depuis treize jours, Buzot et Pétion rôdaient dans le pays, terrés le jour dans les bois, marchant la nuit, sans but, et « réduits à la dernière extrémité », — « Qu'ils viennent donc aussi », dit-elle. Le 12 octobre, les sept fugitifs se retrouvaient réunis à sa table ; elle pleurait de joie en contemplant cette bande éplorée, « sa nichée d'enfants », qu'elle régala d'un copieux souper.

Elle existe encore cette maison Bouquey, telle qu'elle se comportait à l'automne de 1793 ; du moins était-elle intacte il y a peu d'années et on doit croire que les archéologues de Saint-Émilion, si soucieux du passé de leur cité, veillent pieusement à sa conservation. Tapie entre deux rues, au sommet de la colline où s'éparpille la ville, c'est une commode demeure provinciale, sans faste, mais combinée pour le bien-être. Sur la rue du Chapitre, — aujourd'hui rue de la République, — était l'entrée principale, porte très simple, donnant accès aux pressoirs et aux chais. La maison, enserrée dans ses dépendances, n'a de façade que sur un jardinet étroit, — deux carrés de légumes et une treille, — que dominent les pignons des immeubles voisins. Sur ce jardinet prennent jour toutes les pièces de l'habitation : un petit vestibule d'où part l'escalier rustique du premier étage ; à droite une large cuisine, une laverie et un bûcher ; à gauche une salle à manger, un salon de proportions confortables dont la cheminée en marbre blanc porte enlacées les lettres R. B. (Robert Bouquey). Rien n'est

modifié; les fenêtres ont gardé leurs anciennes vitres, les portes sont de chêne épais, les serrures ont leurs vieilles clefs, — les clefs qui pendaient en trousseau aux cordons du tablier de *Marinette*. Ainsi surnommait-on familièrement Mme Bouquey; c'était le temps des sobriquets et celui-là lui convenait. Elle était non point jolie, mais charmante; quelqu'un a dit : « elle avait une de ces figures qu'on voit sans surprise mais qu'on quitte avec regret. » Le seul portrait que l'on connaît d'elle, la montre avec de grands yeux noirs, le nez mince et régulier, la bouche souriante, au cou un ruban noir auquel se suspend une croix à la Jeannette; un grand échafaudage de cheveux est surmonté d'un petit chapeau de bergère. Elle avait, en 1793, trente et un ans; elle était franche et gaie comme une soubrette du répertoire.

Dans l'un des angles du petit jardin, contre la dernière fenêtre de la cuisine, est un puits carré, profond de 20 mètres. Une pierre qu'on y jette n'atteint l'eau qu'après une longue chute, avec un bruit sinistre et lointain. Dans la maçonnerie de deux des parois se faisant face, sont ménagés des trous, — de quoi poser les pieds, l'un à droite, l'autre à gauche, alternativement; on descend ainsi; en dessous les profondeurs attirantes du puits. Ces marches creuses suintent d'humidité; les pieds y glissent; les mains n'y peuvent rien saisir. En se risquant à cette effroyable gymnastique, on trouve, après 6 ou 7 mètres de descente, une baie ouvrant sur un souterrain égal en superficie au jardinet qui le recouvre; c'est la partie des catacombes afférente à la maison Bouquey; cela forme une salle irrégulière, mais spacieuse qui, elle-même, a sa cave, galerie plus profonde à laquelle on parvient en se laissant glisser dans un trou ordinairement fermé d'une planche, recouverte de gravier. C'est dans cette seconde fosse, à 30 pieds sous terre, que Mme Bouquey enfouit ses hôtes. Elle y descendit 2 matelas, 2 chaises, une table, du linge, des couvertures; le mobilier, sommaire d'abord, s'augmenta vite. Pour que ses proscrits se trouvassent bien, la brave femme aurait jeté dans leur trou toute sa maison ; elle leur envoya, à l'aide d'une longue tige de fer garnie d'un crochet, une lanterne, des livres, de l'argenterie, un moine pour chauffer les couchages; la grotte était humide et on ne pouvait y allumer du feu. En outre on n'y devait parler qu'à voix basse, car de perfides échos peuplent ces cavités sonores aux ramifications inconnues.

Quand on visite « la grotte des Girondins », deux choses apparaissent avec évidence : d'abord l'extrême difficulté d'y pénétrer par le puits; on n'imagine pas un homme de la corpulence de Barbaroux se livrant à cette périlleuse acrobatie que les puisatiers eux-mêmes ne risquent pas sans préliminaires précautions. Il est bien probable qu'aucun des Girondins n'est passé par là; Louvet, très laconique sur son séjour chez Mme Bouquey écrit, il est vrai : « l'entrée du souterrain, d'ailleurs fort dangereuse, était si bien masquée qu'on ne pouvait la découvrir » ; mais est-ce bien du puits qu'il entend parler? Il existait une autre descente dont l'ouverture était obstruée par de larges dalles; en les déplaçant, on découvrait un orifice du souterrain où l'on pénétrait ainsi, assez facilement, à l'aide d'une échelle (1). C'est là, certainement, le moyen qu'employaient les proscrits : la servante de Mme Bouquey, Anne Bérard, déclara avoir vu « *deux* des députés sortir de la grotte en soulevant les pierres d'un trou pratiqué pour recevoir les eaux de pluie », parfaitement d'accord avec Louvet, lorsqu'il dit : « Mme Bouquey logeait *deux* de nos amis à 30 pieds sous terre; » mais il ressort de son texte même qu'ils n'y demeurèrent pas longtemps.

La seconde constatation qui s'impose, en effet, est l'impossibilité de séjourner, de façon continue, dans ce souterrain où régnait une atmosphère méphitique, si glacial, d'ailleurs, et si humide que, pour le parcourir seulement durant quelques instants, — en plein été, il est vrai, — des hommes robustes en sortaient transis et sans voix. Mme Bouquey eût condamné à mort ses sept prisonniers en les laissant jour et nuit, durant un mois, dans ce sépulcre. Elle les y cachait à leur arrivée, en cas qu'ils eussent été suivis et qu'on les eût vus entrer chez elle ; mais au bout de quelques jours, assurée que nul ne soupçonnait leur présence dans sa maison, elle la mettait toute à leur disposition. Par surcroît de prudence, elle leur avait ménagé, dans le grenier, une seconde forteresse, plus saine, presque aussi sûre, presque aussi difficile à découvrir, et l'affreuse crypte les recevait seulement lorsqu'on annonçait, à Saint-Émilion, le passage de quelque corps de troupes ou quand on présageait l'imminence d'une visite domiciliaire.

(1) Un escalier de 23 marches établi à cet endroit permet aujourd'hui de descendre dans la « grotte des Girondins ».

Comment vivaient-ils? On était au temps de la grande pénurie et des restrictions obligatoires et Mme Bouquey n'avait droit, pour elle et pour sa servante, qu'à une livre de pain par jour. Comme on la croyait seule dans sa maison, c'eût été se dénoncer et risquer la mort que d'acheter à la boucherie une pièce de viande convenant à la nourriture de sept hommes.

Par chance, elle disposait d'une abondante provision de pommes de terre et de haricots; ses volailles fournissaient le régal des jours de gala. Elle institua un régime sévère, mais suffisant : « Pour ne pas déjeuner, on se levait à midi, rapporte Louvet. Une soupe aux légumes faisait tout le dîner; à l'entrée de la nuit nous quittions doucement nos demeures et nous nous assemblions autour d'*Elle* (il ne nomme jamais Mme Bouquey). Tantôt un morceau de bœuf à grand peine obtenu, tantôt une pièce de la basse-cour, vite épuisée, quelques œufs, quelques légumes, un peu de lait, composaient le souper dont elle s'obstinait à ne prendre qu'un peu pour nous en laisser davantage; elle était au milieu de nous comme une mère environnée de ses poussins... » Et plus loin, il cite de leur admirable hôtesse ce mot sublime : « Mon Dieu! Si on m'arrêtait, que deviendriez-vous? » Elle acceptait le danger pour elle-même et ne le redoutait que pour eux.

On se représente mal ce qu'étaient ces dîners en commun, présidés par cette jeune femme héroïque et simple, ayant autour d'elle Pétion, Louvet, Guadet, Valady, Salle, Buzot et Barbaroux, les maudits, les parias, buts et prétextes de l'effroyable ouragan qui déferlait sur la France. D'un bout à l'autre du pays les échafauds se dressaient, la guerre civile sévissait, les routes étaient gardées, les comités révolutionnaires alertés, d'innombrables policiers, espions, mouchards lancés à la chasse de ces sept hommes qui dînaient là, ensemble, bien tranquilles, grâce à leur providentiel « ange gardien », pour lequel, sans nul doute, ils se mettaient en frais d'esprit et de joyeux propos. Car elle les voulait contents et le plus sûr moyen de lui témoigner leur reconnaissance était de paraître oublier les périls auxquels elle avait su les soustraire. Tous, même Buzot, toujours grave et bourrelé d'angoisses à la pensée constante de la femme adorée qu'il savait en danger de mort, tous s'efforçaient d'imposer silence à leurs affres personnelles pour ne pas attrister leur chère bienfaitrice. Quoiqu'ils lussent avidement les journaux,

— le *Journal de Perlet* et l'*Abréviateur* entre autres, — et qu'ils fussent de la sorte au courant des événements politiques, ils n'en parlaient probablement guère devant elle, cherchant plutôt à la distraire, voire à l'amuser. Dans la journée, ils s'occupaient à écrire : Louvet commençait la rédaction du *Récit de ses périls*, dont les premières pages sont datées *des grottes de Saint-Émilion, aux premiers jours de novembre 1793*. Barbaroux continuait ses *Mémoires* commencés à Loc-Maria, et Pétion entreprenait également l'histoire de ses malheurs. La gaîté de Salle ne se démentait pas; dans son habit en loques, sa culotte tombant de vétusté, au point qu'il la recouvrait d'un mauvais pantalon de toile grise, il défiait le sort et la misère et composait des vers badins. La tournure encyclopédique de son esprit, son savoir quasi universel, son insatiable besoin de travail, le rendaient propre aux occupations les plus diverses, et il avait même commencé une tragédie sur *Charlotte Corday*, toute à la gloire de l'héroïne, et où il accumulait les tirades vengeresses contre les scélérats du parti montagnard. Peut-être que, le soir, après souper, l'un ou l'autre lisait ses élucubrations de la journée à ses compagnons et à Mme Bouquey, heureuse de les voir s'abstraire pendant quelques instants de leur sinistre situation.

Et pourtant que d'anxiétés, que de deuils! Pétion sait que sa belle-mère, Mme Lefebvre, a été guillotinée le 24 septembre; peu de jours après, le 7 octobre, a péri Gorsas, l'un des compagnons de Caen, le premier des hors-la-loi qui monte à l'échafaud; après avoir quitté à Fougères la petite phalange des députés fuyant vers la mer, il n'a pu résister au désir de rentrer à Paris: il fut pris et exécuté sans jugement. Le 3 octobre, a été décrété par la Convention l'emprisonnement des soixante-treize députés coupables d'avoir protesté, — oh! bien timidement et presque à huis clos, — contre le coup d'État du 2 juin. De ce nouvel attentat au droit parlementaire, « la Gironde » est définitivement abolie et nul dans l'assemblée n'osera élever la voix pour sa défense. Alors on a pu frapper les chefs, — ceux du moins qu'on tenait sous les verrous, — et, le 31 octobre, Brissot, Vergniaud, Gensonné, Ducos, Boyer-Fonfrède, Duprat, Mainvielle marchaient à la mort avec quatorze de leurs collègues, au nombre desquels Lauze-Deperret, tué par une lettre de Barbaroux que Charlotte Corday lui avait apportée de Caen, et le vaillant Duchastel, qu'on a vu s'embarquer à Quimper et qui, arrêté à

Bordeaux, fut transféré à Paris pour y figurer dans l'hécatombe de la Gironde.

Ce massacre des plus célèbres représentants du peuple, de ceux dont l'éloquence ou les écrits avaient le plus brillamment contribué à l'établissement de la république, produisit une stupeur profonde. La démagogie triomphait; puisque le couteau de Sanson avait frappé ces têtes inviolables, nulle autre n'était à l'abri de son tranchant et le règne de la Terreur sanglante s'inaugurait. L'émoi causé par cette tuerie se propagea jusqu'à la paisible maison de Saint-Émilion, où vivaient, sous l'aile de leur protectrice, les sept proscrits sauvés par elle de l'ignoble mort des traîtres. On juge de leur désespoir et de leur fureur lorsqu'ils apprirent, vers le 6 ou 7 novembre, l'inique condamnation de leurs amis. Mme Bouquey en sembla être plus éprouvée encore; vainement s'efforçait-elle de dissimuler sa peine : elle pleurait, elle se lamentait et avoua enfin qu'un des intimes amis de son mari et de Guadet était parvenu à liguer contre elle tous ses parents. On lui représentait qu'elle se perdait en hébergeant des hommes frappés d'anathème : elle entraînerait dans son désastre tous les siens; on n'ignorait plus à Saint-Émilion que sa maison recélait des proscrits et c'était un miracle qu'elle ne fût pas encore dénoncée. Bref, on lui faisait violence et on l'obligeait à ne plus s'exposer pour des pensionnaires si compromettants. « Les cruels! gémissait-elle. Je ne leur pardonnerai jamais, s'il faut que quelqu'un d'entre vous... » Elle n'acheva point; il lui semblait qu'elle livrait elle-même à l'échafaud ses chers parias.

C'était le 13 novembre. Ils la quittèrent à une heure du matin, la laissant en larmes, et gagnèrent la campagne en deux groupes. Barbaroux, Pétion et Buzot, en quête d'un asile incertain, s'en allaient, disaient-ils, « vers la mer ». Les quatre autres prirent la direction de Libourne. Guadet les conduisait à six lieues de là, vers le nord, chez une femme dont il était certain d'être bien accueilli, car elle avait gagné, naguère, grâce à lui, « un procès criminel où son honneur et celui de ses parents était compromis ». Elle lui devait plus que la vie et l'avait cent fois conjuré de mettre à l'épreuve sa reconnaissance. Valady se sépara de ses amis dès la sortie de la ville, se rendant « chez un parent sur l'humanité duquel il comptait ». Guadet,

Louvet et Salle entrèrent dans une grotte profonde afin d'y passer la fin de la nuit; ils y restèrent, parmi les immondices, toute la journée suivante, attendant un ami de Guadet qui devait les guider dans une traverse, leur épargnant un grand détour. L'ami ne vint pas et, à la nuit, les trois réprouvés durent se hasarder seuls sous la pluie qui tombait à flots.

Ils marchaient bon pas, certains d'être bien reçus ; ils s'égarèrent dans des chemins où « la boue leur montait à mi-jambes ». A quatre heures du matin, trempés et harassés, ils arrivèrent à la maison de la cliente de Guadet : celui-ci frappa à la porte qui, au bout d'une demi-heure d'attente, s'entr'ouvrit. Un domestique qui l'avait vu bien souvent, affecta de ne pas le reconnaître ; Guadet dit son nom. L'autre répondit qu'il allait prévenir madame. Une demi-heure encore se passe ; enfin la réponse de madame arrive ; elle refuse de recevoir. Guadet insiste, demande à être admis seul, à lui parler un moment. « Impossible ! » La porte se referme sur ce mot.

Guadet rejoint ses deux amis qui l'attendent à quelque distance. Louvet tremble de fièvre. Arrivé là en transpiration, et immobilisé depuis une heure sous un vent glacé, il s'évanouit. Il faut l'étendre par terre, pour mieux dire, « dans l'eau ». Salle l'assiste, tandis que Guadet retourne à la porte, y frappe à coups pressés ; elle ne s'ouvre plus : on lui permet seulement de parler « par le trou de la serrure ». Il réclame une chambre et du feu, pendant deux heures, — deux heures, sans plus, pour son compagnon qui se meurt. Même réponse que précédemment : « Impossible ! »

Maudissant le ciel et les hommes, invectivant la misérable dont l'indigne lâcheté le révolte, Guadet retrouve Louvet reprenant ses sens. Le jour va poindre ; il faut regagner au plus vite la grotte quittée la veille au soir. Mais Louvet proteste : son parti est pris : il a parcouru six lieues dans la direction de Paris, il ne reviendra pas en arrière. Puisqu'il faut mourir, il mourra du moins en allant vers Paris, le visage tourné vers Lodoïska. Et, ce disant, il se débarrasse de tout ce qui pourrait le gêner dans sa longue route, coiffe sa tête chauve d'une petite perruque à la jacobine qu'il garde depuis longtemps en réserve. Il partage avec Salle, dépourvu de tout, le peu d'assignats qui lui reste, ouvre ses bras à ses deux amis, les presse sur son

cœur, ne veut écouter ni leurs conseils ni leurs supplications et s'éloigne d'eux au plus vite pour ne pas céder à son attendrissement. Après une centaine de pas, il se retourne cependant, pour les voir encore une fois, la dernière fois... Eux aussi se sont retournés, prêts à s'élancer pour le retenir. Il leur fait un signe de la main, et disparaît. Plus tard il saura qu'ils l'ont suivi jusqu'à Montpont, espérant qu'il abandonnerait sa folle entreprise ; ils le virent entrer dans ce bourg... Comme le soleil se levait, ils craignirent d'être remarqués et s'enfoncèrent dans les bois.

Un mauvais passeport au nom de Carcher, agrémenté de visas fantaisistes, une forte dose d'opium cachée sous sa chemise, deux bons pistolets dans ses poches, sur le dos une vieille houppelande de garde national dissimulant la chère espingole « qui, de sa large embouchure, comme d'un canon chargé à mitraille, pouvait vomir quatre balles et quinze chevrotines à la fois et laissait ensuite échapper une puissante baïonnette », tel était l'attirail de Louvet entreprenant un voyage de 140 lieues à pied. En outre, une santé débilitée et une jambe percluse dont la lourdeur douloureuse le forçait à s'arrêter « toutes les cinq minutes ». Obligé vingt fois d'exhiber ses papiers, jouant à miracle son rôle de soldat libéré, pétrifiant les plus farouches municipaux par d'extravagantes fariboles, les grisant au besoin, affectant, — selon « les figures », — un sans-culottisme implacable ou laissant à moitié deviner sa qualité de persécuté, tour à tour braillard et réservé, sensible et brutal, joyeux ou mélancolique, il parvint à faire la majeure partie de la route sous la bâche d'un voiturier qui, en plus d'une cargaison de colis variés, trimballait une forte carrossée de femmes, de militaires, de paysans, tous jacobins forcenés, — ou cherchant à le paraître, — et qui, étourdis par l'exubérance révolutionnaire de ce patriote à tous crins, se reprochaient leur tiédeur et s'ingéniaient à le combler d'égards et d'attentions. A l'entrée des villes, passages dangereux, pendant la visite des passeports, il restait, avec la complicité de tous ses compagnons de voyage, enfoui dans la paille, au fond du chariot, sous un amas de hardes, de manteaux, de cartons, de paquets et si, plusieurs fois sur le point d'être pris, il appliqua sur sa figure le tromblon de son espingole, le destin le servit si bien, qu'il n'eut jamais l'occasion d'en presser la détente.

Enfin, le 6 décembre, le voiturier le débarquait à Paris, rue d'Enfer. Louvet se jeta dans un fiacre et courut chez Lodoïska : il la trouva réfugiée, depuis deux mois, chez les Brunet, des amis de vingt ans, qui leur avaient toujours témoigné à tous deux la plus touchante et la plus fraternelle affection, et dont il songeait même à adopter la fille, si Lodoïska n'avait pas le bonheur d'être mère. Quels transports ! Quels embrassements !... Il n'avait pas encore eu le temps d'ôter ses bottes, quand l'ami Brunet lui fit savoir qu'il devait déguerpir au plus vite ; on lui accordait une demi-heure pour quitter la maison et disparaître. C'est alors seulement que Louvet, écrasé de douleur et d'indignation, comprit ce que signifiait ce mot dont il n'avait jusqu'alors, malgré tant d'épreuves, jamais évalué l'épouvantable omnipotence : *la Terreur*.

Comment Lodoïska le sauva et le fit passer en Suisse où elle alla le rejoindre, c'est ce qu'il a conté dans ses étonnants *Mémoires*, retrouvant, pour narrer ces effarants épisodes, la plume des meilleurs chapitres de *Faublas*, et se plaisant d'autant plus à les retracer que, étant seul ici en cause, et ne citant aucun nom, il avait l'assurance que personne ne pourrait ni contrôler son récit, ni le démentir...

***

Après avoir perdu de vue Louvet à l'entrée du bourg de Montpont, Guadet et Salle, attristés, regagnèrent la puante caverne où ils avaient passé la nuit précédente. Le froid les saisit; Guadet, pris d'un malaise subit, perdit connaissance. Salle, effrayé, sort de la grotte, appelle à l'aide, résolu, dût-il ainsi se dénoncer lui-même, à implorer les secours du premier venu. Personne ne répond à ses cris, personne ne paraît. Il avise une plante dont les effets lui sont connus, en arrache quelques tiges qu'il écrase entre ses doigts, en introduit le suc dans les narines de Guadet, et rappelle ainsi son malheureux ami à la vie. Mais, usé par tant de misères et de privations, celui-ci n'est plus de force à mener cette vie de trappeur ; il lui faut des soins, un abri, et les voilà tous deux se dirigeant, la nuit venue, vers Saint-Émilion. Le père Guadet habite à la sortie de la ville une maison entourée de vignes ; on n'a pu, jusqu'ici, y trouver refuge, car elle est étroitement gardée ; depuis le 6 octobre, deux citoyens y sont nuit et jour en sur-

veillance ; mais il y a urgence. Salle et Guadet y arrivent à minuit ; ils s'approchent avec précaution : rien de suspect aux alentours. La maison ne comporte qu'un rez-de-chaussée surmonté de mansardes et Guadet frappe aux contrevents de la chambre qu'habite son père. La fenêtre s'ouvre, Guadet enjambe l'appui et se jette aux genoux du vieillard, le conjurant de le recevoir ; si sa prière est repoussée, il ne lui reste qu'à mourir ; il se poignardera sur le seuil de la maison paternelle. Guadet père, à soixante-dix ans, était un homme encore vigoureux, « au maintien grave, même sévère » ; ses fils lui témoignaient un profond respect et une soumission absolue. Son cœur se brisa en voyant à ses pieds le malheureux enfant dont il était si fier ; il l'accueillit, ainsi que Salle, leur donna son lit et passa le reste de la nuit sur une chaise.

De très grand matin, avant que la maison fût réveillée, ils s'occupèrent tous trois à pratiquer une cache : à côté de la chambre du père Guadet s'ouvrait un cabinet en appentis, plus bas que le reste de la maison et dont le plafond était fait de planches ; l'espace compris entre ces planches et les tuiles du toit formait « un grenier perdu » où personne, bien certainement, n'avait jamais pénétré, puisqu'il était sans issue. Salle, qui savait tous les métiers, ayant déplacé facilement deux des planches du plafond, pénétra dans ce réduit, haut d'un mètre dans sa partie la plus élevée et « ne recevant de jour et d'air que par les interstices des tuiles ; » lorsqu'il s'y fut accroupi, Guadet l'y rejoignit au moyen d'une échelle, et les planches furent replacées « si artistement qu'il était impossible de les reconnaître ». Tout fut exécuté avant le jour ; « la porte de la maison s'ouvrit à l'heure accoutumée ; le bonhomme Guadet reçut ses amis comme à l'ordinaire, et nul ne s'aperçut de rien. »

Cache provisoire, assurément, car il était impossible que deux hommes vécussent longtemps dans ce galetas sans feu, où ils ne pouvaient se tenir ni debout, ni même couchés, et qui ne contenait aucun meuble. Leur situation, il est vrai, s'améliora vite : le père Guadet n'avait, semble-t-il, perdu ni tout crédit ni toute audace, car, dès le lendemain du jour où les deux députés furent installés dans sa soupente, il sollicita la levée de la surveillance dont sa maison était l'objet depuis plus d'un mois. Il fit valoir que, vu la modicité de ses ressources, il

ne pouvait continuer à nourrir et à payer, — quatre livres par jour, — les deux volontaires qui montaient la garde chez lui. Tallien, missionnaire de la Convention à Bordeaux, considérant que Guadet père « n'avait avec son mauvais fils aucune correspondance », ordonna que la garde fût supprimée et, dès lors, le sort des deux reclus s'adoucit sensiblement. Tous les soirs, « ils descendaient de leur cellule pour souper avec la famille ». On pouvait donc présager qu'ils gagneraient en paix la fin des persécutions : le règne du parti montagnard ne durerait pas toujours et l'on apercevait déjà quelques indices d'un antagonisme prometteur entre Robespierre, le maître du jour, et les « exagérés » de la Commune de Paris, ses anciens alliés. Tallien, habile à flairer le vent, et d'ailleurs retenu par la femme exquise et tant aimée qu'il avait rencontrée à Bordeaux, Tallien savait que les députés proscrits se trouvaient à Saint-Émilion; « il s'y était rendu de sa personne dans le courant d'octobre, et n'avait rien fait pour les prendre ».

Buzot, Pétion et Barbaroux, errants depuis leur sortie de chez Mme Bouquey, profitaient également de cette accalmie. Non point qu'ils eussent découvert un asile assuré ; du moins trouvaient-ils parfois un citoyen courageux qui consentait à les laisser dormir dans sa grange ou dans son écurie. Il semble que les trois amis se soient un instant séparés, car, dans les premiers temps, tandis que Barbaroux couche « dans le bois de Figac », près de Libourne, Pétion vit « dans une armoire » à Castillon, gros bourg sur la Dordogne, à l'est de Saint-Émilion. Bientôt ils sont tous trois réunis à Castillon ; on a mention d'un citoyen Coste « qui les loge dans un grenier dépendant de l'ancien couvent des moines » ; le témoin auquel on doit ce renseignement ajoute « qu'ils s'y ennuyaient beaucoup », ce qui est vraisemblable. A Castillon encore, ils seraient restés cachés durant plusieurs jours « dans le foin de M. Pâris, architecte » ; puis ils auraient été reçus chez Penaud, cousin de Guadet, chez un certain Mouret ; mais ces indications sont vagues. Ce qui est plus certain c'est que, depuis deux mois qu'ils errent dans la région, ils commencent à y être connus. Bien des gens les ont aperçus, le soir, quand ils sortent des bois, cherchant où passer la nuit. Chose singulière et qui prouverait combien les paysans demeuraient ignorants des événements politiques, beaucoup les prennent pour « des émigrés » ou pour « des

étrangers »; ceux-là n'ont jamais entendu parler de la proscription des députés girondins ni du coup d'État du 2 juin.

Ainsi un vigneron raconte que, « vers la Saint-Michel, avant six heures du matin, il a rencontré cinq *étrangers*, ayant des chapeaux à haute forme, bonnets blancs par-dessous, vêtus chacun d'une *roupe* brune, collets et revers rouges, ayant une canne à sabre et chacun sous le bras un sac de nuit en toile... » Un autre déclare qu'il a croisé, sur les 8 heures du soir, « sept hommes qu'il ne connaissait pas, et que la peur lui a ôté l'envie de savoir comment ils étaient habillés »... Plus tard encore, un jeune garçon s'étant attardé, le 24 décembre, à fêter le ci-devant réveillon, ne pouvant pas, vu l'heure tardive, rentrer chez lui, « voulut coucher dans les écuries de M. Coste, à Castillon; mais, en montant dans le grenier, il sentit trois têtes et se sauva ». L'un de ses camarades lui dit : « Ne crie pas; ne parle pas : *ce sont les trois émigrés.* »

Ceux qui se souvenaient de les avoir vus s'accordaient sur ce point qu'ils avaient l'air bien fatigué et bien vieux : l'un d'eux avait « la barbe et les cheveux blancs »; c'était Pétion. Quant à Buzot, il était tellement « changé et abattu » que le citoyen Penaud, qui l'hébergea à Castillon, « lui aurait donné 50 ans ». Or, il en comptait 34 à peine!... Le plus méditatif de tous, il était aussi le plus affecté. On venait d'apprendre la mort de son amie, Mme Roland ; mais il n'y voulait pas croire : « Hélas! écrivait-il, nous ne sommes plus! Ou ce qui reste de nous est à la douleur. Ce qui nous rendait chère la vie nous a sans doute devancé dans la tombe; nous n'avons d'autre consolation que d'en douter encore... » Quand tout espoir s'évanouit, quand on sut par les journaux le tranquille héroïsme de la condamnée dont, sous le couteau, la dernière pensée, il en était sûr, avait été pour lui, « il entra dans un désespoir voisin de la folie », resta plusieurs jours sans recouvrer sa raison et adressa à son ami Letellier d'Évreux un billet déchirant : « Elle n'est plus! Elle n'est plus, mon ami! Les scélérats l'ont assassinée! Jugez s'il me reste quelque chose à regretter sur la terre... Quand vous apprendrez ma mort, vous brûlerez ses lettres... » Il avait, en effet, confié à Letellier, lors de son passage à Évreux, la correspondance de sa bien-aimée; mais il conservait sur lui comme un trésor les lettres reçues d'elle depuis qu'elle était détenue, ainsi que la miniature qu'elle lui

avait donnée. Il s'absorbait souvent dans sa contemplation et son âme était indiciblement triste.

Car, outre l'immense douleur de son amour brisé, il éprouvait encore le torturant regret de son œuvre avortée. Ne perce-t-il pas même presque des remords dans la confession qu'il commença d'écrire lors de son séjour dans le souterrain Bouquey? Il fallait que le malheur eût cruellement instruit cet ardent démocrate, ce grand ami du peuple, si acerbe, naguère, dans ses déclamations contre les « tyrans », pour qu'il traçât maintenant des lignes telles que celles-ci : « C'est une folie... de vouloir servir le peuple par des moyens honnêtes; la vérité n'est pas faite pour lui; il ne lui faut que vent et fumée; c'est là sa pâture; aussi les fripons de tout genre et de tous les temps ont bâti leur système d'élévation ou de fortune sur sa crédulité... » Et encore : « Si c'est par des moyens aussi infâmes que s'élèvent et se consolident les États républicains, il n'est pas de gouvernement plus affreux sur la terre, ni plus funeste au bonheur du genre humain. » Cette France, à laquelle, lui et ses amis ont promis l'âge d'or, bien persuadés, d'ailleurs, qu'ils le lui apportaient, cette France est, après tant d'illusions, « un désert affreux que la moitié de ses habitants abandonnerait sur l'heure pour se soustraire à la férocité de l'autre moitié »; elle a perdu, « pour de longs siècles, ses mœurs, son génie, ses ressources et sa gloire »; et tels apparaissent à Buzot les résultats de cette révolution qu'il a suscitée, applaudie, exaltée de toute l'ardeur de ses convictions abolies. Il s'avoue presque réduit, « à désirer le retour de l'ancien despotisme ».

Son orgueil est-il donc assez mort pour qu'il fasse son *Mea culpa*? Non, c'est son dépit de vaincu qui parle et Buzot n'a pas la contrition de ses erreurs; il s'aveugle étrangement sur ses responsabilités : n'écrit-il pas, en parlant de Louis XVI : «... Les scélérats qui ont égorgé ce monarque infortuné?... » Sa mémoire est-elle donc si courte? Oublie-t-il qu'il a voté la mort du Roi? Comme ses plus chers amis, comme Barbaroux, comme Louvet, comme Guadet, comme Pétion, il a prononcé le verdict fatal, avec la restriction du sursis et de l'appel au peuple, il est vrai; mais pourquoi, puisqu'ils désiraient sauver Louis XVI, ont-ils, par crainte de perdre leur popularité, grossi le nombre de ces « scélérats » dont la France et eux-mêmes expient, après un an, le crime? Il reconnaît maintenant que « la majorité du

peuple français voulait la royauté », et, plus inconscient encore, absorbé par son désastre, indigné d'être « hors la loi », il s'écrie : « Hors la loi ! Dans quelle nation sauvage ont-ils puisé l'exemple d'une si atroce férocité ? Chez quels peuples barbares ont-ils trouvé cette loi de sang ? » Cette loi, c'est lui-même qui en est l'auteur : il a proposé et obtenu contre les émigrés la mesure draconienne qui s'est retournée contre lui, et, sur les chemins de l'exil, à l'heure même où il écrit cette phrase, il y a, de son fait, des milliers et des milliers de malheureux proscrits comme lui et comme lui, s'ils tentent de reparaître, condamnés d'avance à mort, sur le seul énoncé de leurs noms...

Singulières symétries dont un Bossuet eût tiré « de grandes et terribles leçons ». Un plus pénétrant examen de conscience aurait fait comprendre à Buzot et à ses amis que ce seraient leurs misères, leur lente agonie qui vaudraient aux Girondins l'indulgence et la pitié de l'histoire; elle ferme les yeux sur leurs fautes, attendrie par leurs talents, leur jeunesse, leur sévère et tragique expiation, et surtout en raison de l'ignominie de leurs ennemis.

Les malheureux n'étaient pas au haut de leur Calvaire et de longs mois allaient s'écouler avant qu'ils en vissent le terme. Dans les premiers jours de janvier, les trois errants, Pétion, Buzot et Barbaroux, épuisés par les privations, revinrent à Saint-Émilion, espérant y bénéficier encore de la généreuse et réconfortante hospitalité de Mme Bouquey. On a vu que celle-ci avait dû se séparer d'eux à son corps défendant, sur les représentations de son entourage. Le nom de l'homme, « ami de Guadet », qui avait vaincu la résistance de la noble femme, n'a jamais été prononcé; mais il est fort surprenant que, de retour à Saint-Émilion, c'est chez « cet homme », que les trois Girondins trouvent asile. Mme Bouquey ne pouvait plus les recevoir ; son mari avait quitté Paris pour rentrer auprès d'elle et il lui interdisait de s'exposer davantage. On se demande si le versatile inconnu qui, assez influent pour décider Mme Bouquey à renvoyer ses chers protégés, consentait maintenant à les héberger, ne serait pas le curé de Saint-Émilion, un certain abbé Pàris, frère ou tout au moins parent de l'architecte de Castillon, Pâris, qui avait, quelques jours auparavant, caché les proscrits dans son grenier à foin. De la part d'un ecclésias-

tique une si singulière contradiction étonnerait moins ; on comprendrait que, par devoir, ou à l'instigation de la famille, il eût représenté à sa téméraire paroissienne le danger de sa conduite, mais que, personnellement, par charité chrétienne, il ne redoutât point d'affronter un péril contre lequel il mettait ses ouailles en garde. Quoi qu'il en soit, Buzot et ses deux inséparables séjournèrent chez cet anonyme durant quelques jours assez tranquilles, sauf une alerte qui les obligea à passer quatre heures, « tout nus », dans un trou recouvert d'une trappe qu'ils avaient creusée au milieu du jardin. Ils en sortirent perclus et à demi morts de froid.

M. et Mme Bouquey allaient parfois dîner avec eux et les tenaient en relations constantes avec Salle et Guadet, toujours nichés à l'étroit grenier du père Guadet. Dans ce galetas où la lumière du jour s'infiltrait parcimonieusement, Salle s'acharnait à sa tragédie de *Charlotte Corday* et, par l'entremise des Bouquey et de Saint-Brice Guadet, frère du député, communiquait à Pétion, à Buzot et à Barbaroux ses poétiques griffonnages que, par la même voie, ils lui retournaient avec leurs observations.

Cette existence relativement calme cessa subitement en janvier 1794. Le mystérieux anonyme qui donnait asile aux trois proscrits, menacé d'une visite domiciliaire, les invita à chercher un autre refuge. Mme Bouquey aurait bien voulu les reprendre chez elle ; mais son mari s'y opposa. Moins héroïque que sa femme, il exigea que ces malheureux « portassent ailleurs la contagion de leur infortune ». Elle ne se résigna point, pourtant, à les abandonner et décida son voisin Troquart, le perruquier-barbier de Saint-Émilion, à les recevoir chez lui. Troquart se fit prier ; enfin sur les instances de Mme Bouquey, de Bouquey lui-même et de Saint-Brice Guadet, ses clients habituels, il consentit à ouvrir aux trois fugitifs sa masure, moyennant 500 francs comptant, et pour quinze jours seulement. On lui cacha, du reste, leurs noms et leurs qualités ; il crut ou fit semblant de croire que ces particuliers étaient des amis de Guadet, en route pour la Suisse, où celui-ci, lui dit-on, était réfugié.

LA SUPRÊME ÉTAPE

La maison Troquart était isolée en plein milieu de la ville, à l'intersection des deux rues les plus fréquentées. La rue Guadet passe aujourd'hui sur son emplacement. Elle comportait un rez-de-chaussée où s'ouvrait à tout venant la boutique du barbier, et un premier étage, inhabité, composé d'une seule grande pièce où, depuis longtemps, personne ne pénétrait et qui servait de débarras. C'est dans cette pièce, un taudis, que Troquart logea Buzot, Pétion et Barbaroux ; un lit où couchaient les deux premiers, un matelas jeté sur le carreau pour Barbaroux, un vieux fauteuil : tel était le mobilier.

Troquart, célibataire, vivait seul, tenant lui-même son ménage : il partait de grand matin, courait les environs, rasait, taillait les barbes et les cheveux. Il organisa une espèce de « change en nature » ; d'un client il recevait des œufs ; un autre le payait en farine ; il apportait de ses tournées des légumes, du lard. De cette façon il évitait d'augmenter ses achats chez les fournisseurs habituels et il parvint ainsi à ne pas éveiller les soupçons. Mme Bouquey, d'ailleurs, n'oubliait pas ses Girondins : elle leur envoyait des vivres ; tantôt un quartier de mouton, ou des volailles ; elle leur fournissait du bois, du linge, se chargeait de leur lessive ; elle leur fit de ses mains « une paire de grandes culottes ». Quant Troquart était absent, sa boutique fermée, ses pensionnaires devaient garder le silence, ne pas allumer de feu, car la fumée aurait pu les trahir, ne pas bouger. A certains jours, au contraire, la boutique s'emplissait d'habitués et, tandis que tous les citoyens de Saint-Émilion se succédaient chez le coiffeur, les reclus, là-haut, n'osaient encore faire un pas, tout le monde étant persuadé que le premier étage demeurait vacant. La nuit venue, la rue déserte, on en prenait un peu plus à l'aise. Un soir, ils se risquèrent tous les trois à souper chez les Bouquey. Pétion y alla une fois seul, et ce fut, durant six mois, toutes leurs sorties. Car les « quinze jours » se prolongèrent et Troquart, défrayé de tout par Mme Bouquey, ne parlait pas de renvoyer ses hôtes dont il n'ignorait plus, cependant, la véritable personnalité.

Pour tuer les interminables heures de cette détention dépri-

mante, Barbaroux fit des vers : il adressa à Mme Bouquey un poème de sa façon, intitulé *Ma maison des champs* et dont le manuscrit a disparu. Buzot poursuivait ses *Mémoires* sous la forme d'un appel *Aux amis de la vérité*. Pétion ne faisait rien ; étendu dans le vieux fauteuil de Troquart, il songeait ; son indolence se satisfaisait de cette inaction ; ses rêveries ne manquaient pas de motifs et sa vie, si fertile en contrastes, lui en fournissait d'éloquents. Sans doute, sa vanité, survivant à ses succès, lui rappelait-elle ces heures de gloire où, élu par acclamation le premier président de la Convention nationale, il dut se croire destiné à succéder au roi détrôné. Il ne pouvait oublier non plus le jour où, délégué avec La Tour-Maubourg et Barnave pour ramener de Varennes Louis XVI captif et sa famille, il fut, tout le long du chemin, acclamé par les populations et, dans la joie du triomphe, il entrevoyait déjà que ce peuple idolâtre lui décernerait la régence. Ah ! il se montrait alors impitoyable pour ceux dont se détournait la faveur populaire, bien sûr qu'il ne serait jamais, qu'il ne pourrait être victime d'une telle versatilité ; avec ses compagnons de route, il ne se privait pas de parler du roi malheureux en termes décelant autant de satisfaction de soi-même que de mépris pour les grandeurs déchues : « chacun disait que ce gros cochon-là était fort embarrassant, » — « c'est une bête qui s'est laissé entraîner » ; et Pétion concluait que « ce pauvre homme devait être traité comme un imbécile, incapable d'occuper le trône ; il fallait lui donner un tuteur ». Maintenant à son tour, frappé par la foudre, disparu, anéanti, ce même Pétion pouvait méditer à loisir sur l'inconstance de la fortune et la fragilité des engouements populaires.

Les journaux l'en instruisaient mieux encore que ses réflexions personnelles, forcément teintées d'indulgence. Quel cimetière que cette brillante phalange des Girondins, naguère si orgueilleuse et si convoiteuse de domination ! Des vingt-deux compagnons de l'exode en Bretagne, cinq déjà étaient morts sur l'échafaud : Gorsas, Duchastel, Cussy, Valady, pris et guillotiné à Périgueux, le 5 décembre, et Girey-Dupré, le joyeux et insouciant camarade du voyage à travers le Finistère, qui, arrêté à Bordeaux et railleur jusqu'au bout, se présenta devant le sanglant tribunal de Paris dans « la toilette » d'un condamné, les cheveux coupés, le col de sa chemise abattu. Suivant une tradition difficile à vérifier, il marcha à la mort en chantant

l'hymne funèbre qu'il avait composé pour la circonstance et qui, depuis lors, est devenu le *Chant des Girondins* :

Mourir pour la Patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie (1).

Et quelle hécatombe ! Tout ce que l'on a pu saisir des amis de la Gironde a été massacré : Bailly, Kersaint, Noël, Lebrun l'ancien ministre, Masuyer, coupable d'avoir coopéré à la fuite de Pétion, Coustard, le Duc d'Orléans, Lacaze, Grangeneuve, Biroteau qui, en allant au supplice, hué par la canaille bordelaise, gémit au souvenir de ses illusions passées : « Quel peuple pour une république ! » Granger même, le capitaine du navire qui a porté les Girondins de la rade de Brest au Bec d'Ambès, est mis à mort pour ce crime, encore qu'ils se défendît d'avoir su quels étaient ses passagers. Roland, le vieux mari de l'Égérie de la Gironde, Clavière, Condorcet, Rebecqui se sont suicidés. Chambon, errant comme ses collègues, a été mis en pièces par des paysans et, réfugié chez un ami qui prit peur et alla le dénoncer, Lidon se fit sauter la tête en voyant entrer les gendarmes. C'est aussi à cause des Girondins que, à Lyon, on fusille, on guillotine hommes et femmes par milliers, que, sur toute la surface du pays, l'échafaud est dressé pour punir le crime de résistance à la Convention souveraine; leur vaine tentative de rébellion, si vite avortée, sert de prétexte aux jacobins pour « purger la Nation de tout vestige de l'impur fédéralisme ». Jargon de l'époque. Il est bien possible que, leurrés par les déclamations des proconsuls et des discoureurs de Comités, il y ait en France des simples qui se représentent ces « bêtes féroces » de Girondins, gorgés de l'or étranger, assoiffés de sang et écumant de rage, machinant, à l'instigation « du roi Buzot », d'horribles représailles. Quelle révélation s'ils voyaient les trois pauvres hères tapis chez Troquart, n'osant ni remuer ni entr'ouvrir les volets, parlant à voix basse, vivant dans l'engourdissement d'une oisiveté continue, et attendant

(1) Wallon, *Tribunal révolutionnaire*, II, 94. D'après Constant Pierre, *Hymnes et Chansons de la Révolution*, p. 277, le premier de ces deux vers est de Sedaine, le second, de Rouget de Lisle, qui l'introduisit dans son chant de guerre *Roland à Roncevaux*, composé en 1792. Dumas et Maquet se les approprièrent pour le *chant des Girondins* qu'ils firent entendre, en 1847, dans le drame *le Chevalier de Maison-Rouge*, sur de la musique de Varney. Il peut se faire que Girey-Dupré chantât l'hymne de Rouget de Lisle en allant à l'échafaud.

que le destin leur apporte toute servie la revanche qu'ils espèrent encore.

« C'est une chose que je ne puis comprendre, écrivait Buzot, que, parmi tant d'hommes égorgés ou menacés de l'être, il ne s'en trouve pas un qui, préférant un danger honorable et incertain au danger inévitable et honteux de périr condamné par ces brigands, ait tenté de venger son pays et l'humanité en les poignardant. » Et il ajoutait : « Pour nous, nous ne pouvons rien faire, parce que toute tentative nous est impossible. Si nous pouvions aborder Paris !... » Buzot s'abuse : si bien close que soit sa tanière, il a appris que Louvet est parvenu à « aborder Paris ». Ce que Louvet a fait pour rejoindre sa maîtresse, un autre peut l'entreprendre pour poignarder Robespierre. D'ailleurs, il n'est pas besoin d'aller si loin : à quelques lieues de Saint-Émilion, Buzot trouverait à immoler un autre criminel, plus haïssable encore. Bordeaux est, en effet, depuis le mois d'avril, sous la férule d'un proconsul-amateur de dix-neuf ans, Marc-Antoine Jullien, fils d'un conventionnel; son âge l'appellerait aux armées, mais il préfère servir sa patrie de façon moins périlleuse. Il s'est mis au service de Robespierre, qui, méfiant, l'emploie à espionner les représentants envoyés dans les départements par le Comité de salut public.

Il paraît certain que ceux de ces représentants qui ont passé par Bordeaux, Tallien et Ysabeau notamment, n'ont pas apporté grand zèle à poursuivre les Girondins cachés dans le département. Soit qu'il leur répugne de faire périr d'anciens collègues, soit qu'ils eussent compris que la population bordelaise réprouvait, en immense majorité, les mesures sanguinaires, ils n'avaient rien entrepris de décisif contre les proscrits. Jullien prétendit mettre ordre à ce coupable « modérantisme ». Il savait plaire à Robespierre, « son bon ami » en lui offrant les têtes de ces Girondins fameux dont l'*Incorruptible* aigri avait si haineusement jalousé l'éloquence et les succès mondains. Acoquiné à tout ce que Bordeaux comptait de gens tarés, de braillards de clubs, de lécheuses de guillotine, l'élégant Jullien, au nom de la « rigidité républicaine », pérorait dans les comités et y faisait acclamer des aphorismes dans le genre de ceux-ci : « La liberté n'a pour lit que des matelas de cadavres. » — « Le sang est, à la honte de l'humanité, le lait de la liberté naissante. »

— « La guillotine est le purgatif des aristocrates. » Ayant pour acolyte Lacombe, le président du tribunal criminel, un voleur avéré qui marchandait la mort à ceux qui pouvaient lui payer redevance et trafiquait ostensiblement de ses terribles fonctions, Marc-Antoine Jullien parvint à évincer le représentant Ysabeau et à prendre sa place : c'est alors qu'il résolut d'en finir avec les Pétion, les Buzot, les Guadet, dont le nom seul « faisait encore trembler Robespierre et la Montagne ».

Le 16 juin, à 9 heures du soir, Laye et Oré, commissaires de Jullien, se présentèrent chez le général Mergier qui commandait à Libourne le bataillon du Bec d'Ambès. Ils le requirent de leur fournir « 400 hommes pour une expédition secrète » et, le 17, à une heure du matin, cette troupe se dirigeait en deux colonnes vers Saint-Émilion. Avant le jour, la ville était cernée, et la maison Guadet, située hors des murs, à quelques pas de la Porte Bourgeoise, se trouva investie. Mergier, qui commandait l'expédition, frappa vigoureusement aux portes ; mais tout dormait et elles ne s'ouvrirent « qu'après une demi-heure de tapage ». On consigna tous les habitants ainsi que le personnel domestique et la fouille commença immédiatement. Elle se prolongea durant cinq heures, sans résultat. Déconfits, les émissaires de Jullien se retirèrent dans le petit cabinet voisin de la chambre du père Guadet, afin d'y rédiger leur procès-verbal. Pendant que Laye et Oré écrivent, le général Mergier lève les yeux vers le plafond et s'avise que certaines des planches dont il est formé semblent avoir été récemment déplacées. Questionné sur cette singularité, le père Guadet se trouble ; les commissaires envoient chercher un charpentier, montent avec celui-ci sur le toit de l'appentis, et, comme l'ouvrier commence à détacher les tuiles, on entend au-dessous « un bruit sourd, tel que celui d'un pistolet qui rate ». Presque aussitôt, une voix s'élève : « Ceux que vous cherchez sont ici ; ne poursuivez pas davantage : nous sommes disposés à nous rendre. »

Les commissaires revinrent au cabinet du bonhomme Guadet où « tout le monde » se trouva rassemblé. On vit s'ouvrir, dans un angle du plafond, une petite planche carrée où parut la tête de Salle : « Nous voilà, dit-il. Avons-nous rien à craindre ? Nous allons descendre pourvu qu'on ne nous fasse aucun mal. » L'échelle fut appliquée au bord de la trappe et Salle descendit le premier ; il était en chemise. Guadet vint

ensuite ; son sang-froid dédaigneux contrastait avec l'agitation de son collègue : celui-ci parlait fiévreusement, protestant « qu'on ne les aurait pas eus en vie si leurs pistolets les avaient secondés ». On le désarma d'un mauvais couteau sans pointe dont il venait de se frapper, disait-il, et, retroussant sa chemise, il montrait une éraflure rougeâtre sur le travers de son bas-ventre, à gauche. Aussitôt il interpelle Mergier : « Vous croyez avoir fait un bon coup ; mais vous vous trompez ; il reste même à savoir si vous avez bien ou mal fait. » Le général le somme de se taire, mais en vain : Salle le raille, espérant peut-être ameuter les soldats contre leur chef, qui menace de le bâillonner s'il ne se calme. Guadet intervient : « Pardonnez quelque chose à un malheureux qui n'a plus que quelques instants à vivre. » Et les deux proscrits se laissent docilement fouiller : à Guadet on prend son portefeuille, une bourse contenant quelques pièces d'or et d'argent, une montre en or avec sa chaîne. Salle n'avait rien, vu son costume ; mais on dénicha dans la cache « plusieurs papiers contre-révolutionnaires tant en vers qu'en prose », entre autres deux copies de la tragédie de *Charlotte Corday*, dont on fit un paquet, « pour être remis le tout au citoyen Jullien ».

Tandis que Mergier et les deux commissaires concentraient les recherches sur la maison Guadet, leurs hommes se livraient à la fouille des souterrains dont est percé le sous-sol de Saint-Émilion. On disait que Pétion, Buzot, Barbaroux et d'autres trouvaient en ces cavités d'impénétrables retraites, mais nul n'osait s'y hasarder, en raison de leur obscurité, et moins encore avec des flambeaux, cibles trop voyantes pour les reclus embusqués dans les profondeurs anfractueuses de ces catacombes. Le commissaire Laye était de Sainte-Foix-la-Grande, bourg important sur la Dordogne à neuf lieues de Saint-Émilion ; il y était allé chercher, pour l'assister dans la mission à lui confiée par Jullien, dix camarades résolus qu'il voulait associer à l'aubaine. De ce nombre était un certain boucher, nommé Marcon, connu de toute la contrée pour sa meute de chiens dressés au combat, dogues énormes et terribles « qui ne craignaient rien ». On venait de Libourne, et même de Bordeaux, pour « les faire battre ». L'un de ces molosses, qui n'avait que trois pattes, était nommé *Letors* : il passait pour « le plus redoutable ; on citait de lui des faits extraordinaires ».

Marcon amena ses chiens à Saint-Émilion ; on les lâcha dans les souterrains dont on gardait les issues, afin que ceux des proscrits que ces bêtes féroces n'auraient pas étranglés, ne pussent échapper... Cette chasse aux Girondins n'eut d'autre effet que de « révolter l'opinion publique » et restera comme un ineffaçable stigmate sur la mémoire de Jullien qui, s'il ne fut pas l'initiateur de cette ignominie, l'a, pour le moins, autorisée. « Une telle barbarie, a-t-on dit, laissa dans les populations une impression d'horreur qui s'est prolongée jusqu'à nos jours. »

Au vrai, Saint-Émilion vécut dans la consternation cette épouvantable journée. Sitôt pris, Salle et Guadet furent déposés, « chargés de fers », dans un cabaret en attendant que les commissaires eussent terminé leur besogne : apposition des scellés, mise sous séquestre de la maison Guadet, perquisitions dans d'autres habitations, dont celle des Bouquey où l'on découvrit, sous le toit, une cache « récemment fermée » et, dans l'armoire de Mme Bouquey, trois lettres « très suspectes ». Toutes ces allées et venues, les mouvements des troupes, les dogues, les commissaires et leur escorte de farouches sans-culottes, jetaient l'émoi dans la ville. Ce fut bien pis quand, dans l'après-midi, on vit descendre, par les rues étroites et déclives, les prisonniers qu'on emmenait à Bordeaux. Les gens, sur le pas de leur porte, — car on n'osait s'enfermer, crainte de paraître ne pas approuver, — regardaient passer, liés sur une charrette, Salle, le père Guadet, sa sœur Marie Guadet, son fils le député, Bouquey, sa femme et le père de celle-ci, le vieux Dupeyrat, âgé de soixante-dix-sept ans. La mise en marche fut dramatique : Guadet père était assis de côté ; son fils, debout auprès de lui, gémissait, sanglotant : « Oh ! mon père ! mon père ! Nous allons mourir et c'est moi qui vous conduis à l'échafaud ! » On entendit le vieillard répondre avec dignité : « Eh bien, mon ami, si nous mourons, ce sera pour la bonne cause. » La foule, bouleversée, se taisait : on vit des larmes sur plus d'un visage ; durant bien des années, Saint-Émilien devait garder le harcelant souvenir de cette charrette cahotant dans les ruelles tortueuses et de ce cri qu'on perçut longtemps : « Ah ! mon père ! mon père ! c'est moi qui vous tue !... »

Le convoi s'arrêta pour la nuit à Libourne et, le lendemain, 18 juin, il entrait dans Bordeaux. Salle, Guadet et leurs

complices furent déposés à la prison du Hâ. Les deux députés furent interrogés le soir même. Guadet demanda qu'on lui amenât sa femme et ses trois enfants qui, depuis plusieurs mois, avaient quitté Paris et s'étaient fixés à Bordeaux. Cette consolation lui fut refusée « par humanité », — « leur séparation serait trop cruelle ». Le 19, les deux conventionnels comparaissaient devant la commission Lacombe pour s'entendre condamner à mort. Salle, dont le nom, dans l'arrêt, était fautivement orthographié *Salles*, exigea qu'il fût rectifié : « Je m'honore, dit-il, de le porter et, plus encore, de la gloire qui y sera attachée aux yeux de la postérité, quand elle jugera entre vous et moi. » De Guadet on a recueilli cette apostrophe : « Bourreaux! Faites votre office ; allez, ma tête à la main, réclamer votre salaire aux tyrans de ma patrie. » Avant de mourir, Salle écrivit une touchante lettre d'adieu à sa femme, — sa chère Lolotte, — restée sans ressources, avec ses trois enfants, à Fougères, et dont, depuis un an, il n'avait jamais reçu de nouvelles. Le malheureux se désolait de laisser les siens dans la misère :

« Quelle douleur pour moi ! Quand on t'abandonnerait tout ce que je possède, tu n'aurais même pas de pain!... Travaille, mon amie, tu le peux : apprends à tes enfants à travailler quand ils seront en âge... Sois, s'il se peut, aussi fière que moi ; espère encore, espère en Celui qui peut tout. Il est ma consolation au dernier moment, et j'ai trop besoin de penser qu'il faut bien que l'ordre existe quelque part pour ne pas croire à l'immortalité de mon âme. Il est grand, juste et bon, ce Dieu au tribunal duquel je vais comparaître ; je lui porte un cœur, sinon exempt de faiblesse, au moins exempt de crime et pur d'intention, et comme le dit si bien Rousseau : « Qui s'endort dans le sein d'un père n'est pas en souci du réveil... » Adieu, adieu pour toujours. Ton bon ami, Salle. »

Quand la foule les vit paraître tous les deux, garrottés, parés pour la mort, leur contenance était si imposante que la horde, amassée pour les huer, garda le silence : il fallut que des « aboyeurs » patentés criassent : « Vive la république ! A bas les traîtres ! » pour réveiller un peu de sa torpeur l'ignoble assistance. Guadet, sur la fatale plate-forme, cria : « Regardez-nous bien ! Voilà les derniers de vos représentants fidèles ! » Et, contemplant la guillotine : « Telle est l'unique ressource des

tyrans ! ils étouffent la voix des hommes libres pour commettre leurs attentats ! » Un roulement de tambour couvrit sa voix. Quant à Salle, on rapporte qu'il conserva sa présence d'esprit au point que, l'instrument de mort étant faussé et l'exécuteur ne parvenant pas à le remettre en mouvement, le condamné qui, décidément, savait tout faire, examina la chose et expliqua au bourreau pourquoi sa machine ne fonctionnait pas... Deux minutes plus tard, sa tête tombait.

Le 2 thermidor, périrent leurs complices : ce fut un lamentable spectacle : le père Guadet, coupable d'avoir accueilli son fils et de ne l'avoir point dénoncé, s'attira du farouche Lacombe cette semonce : « Tu aurais dû le chasser, et te souvenir à cette heure-là de Brutus immolant son enfant ! » Le peuple battit des mains et le vieillard fut condamné à mort, ainsi que Marie Guadet, sa sœur, Dupeyrat, beau-père du conventionnel, Bouquey et sa femme qui, elle, ne put maîtriser sa fureur : « Monstres, criait-elle, si l'humanité est un crime, nous méritons la mort. » On avait fouillé sa maison de Saint-Émilion, et on y avait retiré des latrines une boîte en fer-blanc contenant les papiers des proscrits : lettres de Mme Roland, *Mémoires* de Pétion, de Buzot, et le petit portrait de femme que celui-ci avait longtemps porté sur son cœur. Le souterrain avait été également découvert, et les vestiges du séjour des hors-la-loi y demeuraient manifestes ; on y recueillit une épée, un sabre, une bêche, des livres, des couverts d'argent, une pince à sucre, un « moine » pour bassiner les couchages... Ces objets témoignaient contre Mme Bouquey et sa condamnation n'était pas douteuse. Après la lecture du verdict, elle s'élança « vers le président Lacombe qu'elle cherchait à saisir pour le déchirer ». On l'emporta, écumante. Lorsqu'on dut lui couper les cheveux, elle échappa aux aides de l'exécuteur ; une lutte s'engagea, « il fallut employer la violence pour contenir la condamnée ». Le père Guadet s'approcha d'elle, lui ouvrit les bras, la pressa sur sa poitrine ; alors, elle éclata en sanglots et « cet attendrissement ramena la paix dans son cœur ». Le bourreau raconta plus tard que, au pied de l'échafaud, Bouquey, la voyant s'avancer seule vers la guillotine, dit à l'un des commis de l'exécuteur : « Ah ! donnez donc la main à madame. » Mais elle, très calme, demanda expressément et obtint d'être exécutée la dernière pour épargner à son mari la douleur de voir répandre le sang de sa femme.

Saint-Brice Guadet, frère du représentant, monta sur l'échafaud le lendemain.

***

Tant qu'avait duré, le 17 juin, l'expédition des commissaires Laye et Oré, explorant, à l'aide des molosses du boucher Marcon, les carrières de Saint-Émilion, perquisitionnant dans toutes les maisons réputées suspectes, Buzot, Pétion et Barbaroux, muets d'angoisse, s'attendant à voir, d'un instant à l'autre, leur gîte envahi, étaient restés au premier étage de la maison Troquart située, comme on l'a dit, au milieu de la ville, à la rencontre des deux rues les plus passantes. Témoins invisibles, ils assistèrent à tout le drame : derrière leurs volets fermés, ils virent passer et repasser les délégués de Jullien, leur état-major de sans-culottes et leur escorte de dogues. L'un des commissaires, Oré, attacha même le licol de son cheval aux barreaux d'une des fenêtres de Troquart. Les malheureux reclus eurent la douleur d'assister au départ de la charrette emmenant leur bienfaitrice et leurs amies ; ils purent entendre les cris de désespoir de Guadet... Puis tout retomba dans le sinistre silence. Ils échappaient une fois de plus à la mort.

Mais Troquart avait eu grand peur Quand la nuit fut entièrement tombée et sa boutique close, il osa monter chez ses pensionnaires et ne leur dissimula pas qu'il avait assez de leur présence. Les congédia-t-il brutalement ou discernèrent-ils d'eux-mêmes que la situation était intenable ? On ne le sait pas. Le certain est qu'il se décidèrent sur-le-champ à quitter la place. La preuve en est dans le ton des billets qu'ils tracèrent à la hâte avant leur départ : on y sent la précipitation d'un extrême désarroi. Ces trois émouvant billets sont aujourd'hui exposés sous vitrine au musée des Archives nationales ; l'humidité de la cache où Troquart les enfouit a rongé le papier et rendu le texte presque indéchiffrable. Le voici, à peu près reconstitué d'après la version publiée au *Moniteur* du 12 juillet 1795.

Buzot écrivait à sa femme : « Je laisse entre les mains d'un homme qui m'a rendu les plus grands services, ces derniers souvenirs d'un mari qui t'aime. Il faut fuir un asile sûr, honnête, pour courir de nouveaux hasards. Une catastrophe terrible nous enlève notre dernière espérance... le temps presse, il faut

partir. Je te recommande surtout de récompenser, autant qu'il sera en toi, le généreux... qui te remettra ce billet. Il te racontera tous nos malheurs. Adieu, je t'attends au séjour des justes. BUZOT. »

Le billet de Pétion n'est plus lisible que par fragments :

« Chère amie, j'ai vécu pour toi, j'ai vécu pour mon... ma patrie des infâmes scélérats qui l'oppriment, pour... mes amis lâchement assassinés... mon honneur. Je me trouve dans la plus cruelle situation qu'il soit possible d'imaginer. Je me jette dans les bras de la Providence, je n'espère pas qu'elle m'en tire... Adieu mille fois, chère femme! Je t'embrasse, j'embrasse mon fils... mes derniers soupirs sont pour vous... Récompense le mieux qu'il te sera possible le brave homme qui te remettra cette lettre. Il a fait ce qu'il a pu pour m'être utile. PÉTION. »

C'est à sa mère, la personne qu'il avait le plus aimée, que Barbaroux adresse son adieu :

« O ma mère! ma bonne mère! Je n'ai pas le temps de t'en dire davantage. Je me livre à la Providence de Dieu pour chercher un asile. Ne désespère pas de mon sort et, si tu le peux, récompense le brave homme qui te remettra ou te fera passer mon billet. Adieu, bonne mère, ton fils t'embrasse. BARBAROUX. »

Il est remarquable que ces esprits forts qui, au temps de leur domination, se piquaient ostensiblement d'un scepticisme absolu et menèrent contre la religion une guerre sans merci, se souvinrent de la Providence lorsque, devenus humbles à force de vicissitudes, ils se sentirent abandonnés de toute la terre. Un historien qui les a longuement étudiés et grandement admirés, écrivait : « Beaucoup de ces fanfarons d'incrédulité qui invoquaient, au hasard, « la Nature » ou « les dieux », le néant stupide ou les éléments confus, moururent chrétiens. La mort reporta sur leurs lèvres ces douces prières qui avaient bercé leur enfance ; sous l'éclair du couteau, le repentir et la vision des destinées immortelles ramenèrent ces âmes vers le sein du Dieu juste qui allait les recevoir. »

Le soir du 17 juin, un peu avant minuit, Buzot, Pétion et Barbaroux s'en allèrent de la maison Troquart et gagnèrent la campagne. Chacun était armé d'un sabre et d'une paire de pistolets; Troquart les avait munis d'un pain renfermant un morceau de veau et des pois verts. Tous trois portaient la barbe longue; Pétion avait « les cheveux tressés »; il était, ainsi que

Buzot, coiffé d'un chapeau à cornes posé sur un mouchoir enserrant la tête; Barbaroux avait « une longue lévite et un pantalon de coutil ». Ils errèrent le reste de la nuit par Mondot, Saint-Laurent, Saint-Hippolyte et s'égarèrent dans les vignes du Fond-Morau où l'on devait peu après relever leurs traces. Ils allaient sans but, évidemment. On a dit qu'ils cherchaient à passer la Dordogne et que, n'osant le faire au pont de Castillon, probablement bien gardé, ils se dirigeaient vers le bac de Civrac. Mais ils n'avaient point de carte et aucun d'eux ne connaissait le pays. Privés, depuis cinq mois, de tout exercice, ils ne marchaient pas vite; au point du jour, ayant parcouru à peu près deux lieues, ils traversèrent la grand route de Bordeaux à Bergerac, non loin d'une métairie nommée German. Puis ils continuèrent dans des champs de blé.

Cette plaine de Castillon est magnifique et d'une opulence imposante. Ils s'arrêtèrent sous un vieux mûrier pour se reposer à l'ombre. D'après une tradition locale, un enfant grimpé sur l'arbre pour en récolter les feuilles, les vit s'asseoir et se disposer à déjeuner. Chacun d'eux étala un mouchoir en manière de serviette; un autre mouchoir figurait la nappe, et on a remarqué judicieusement que ce repas exclut l'idée d'un projet de suicide immédiat; puisqu'ils songeaient à réparer leurs forces, c'est qu'ils projetaient de continuer leur voyage.

Tandis qu'ils se partageaient le pain, le bruit d'un tambour se fit entendre du côté de la grande route : ce tambour précédait un peloton de volontaires se rendant de Castillon à Libourne; mais les fugitifs se crurent dépistés par les troupes de Mergier. Pétion et Buzot se dressèrent aussitôt et s'enfuirent vers un petit bois de sapins distant de quelque cent pas. Barbaroux, moins agile, ou plus fatigué, ou retenu par quelque cause ignorée, — une entorse, une blessure au pied? — Barbaroux se crut perdu : il prit son pistolet, en appliqua le canon derrière son oreille droite et fit feu. Une femme de la métairie, effrayée par la détonation, s'imagina qu'on tirait sur ses poules. Elle appela les volontaires qui passaient sur le grand chemin; ils accoururent et, ayant exploré les alentours, avisèrent au pied du mûrier un homme expirant, la face en sang, l'oreille droite emportée. A côté de lui étaient son pistolet, quatre mouchoirs étendus et trois morceaux de pain.

Tout de suite les curieux affluèrent. On faisait cercle autour

du moribond, mais nul n'osa l'approcher. C'était l'un de ces « hors-la-loi » que les commissaires de Jullien avaient manqués, la veille, à Saint-Émilion, et l'on savait qu'était puni de mort tout citoyen coupable de prêter assistance aux « conspirateurs ». Il pouvait être à ce moment huit heures du matin et, jusqu'à trois heures de l'après-midi, le malheureux agonisa sans qu'une âme charitable eût pour lui un mot, un geste de compassion. A trois heures arrivèrent les municipaux de Castillon; ils ordonnèrent le transport du blessé à la ferme voisine; mais les métayers de German refusèrent d'ouvrir leur porte à ce moribond maudit. On le déposa sur un peu de paille où l'on crut qu'il allait mourir, car il restait sans mouvement, sans voix; ses yeux seuls, des yeux magnifiques qui regardaient fixement, témoignaient d'un reste de vie.

On ne pouvait le laisser là; des citoyens de bonne volonté le reprirent donc et le portèrent jusqu'à la grande route où se trouvait une autre ferme appelée la Métairie du bout de l'allée. Là encore les gens refusèrent de le recevoir; sur l'invitation des autorités, ils consentirent seulement à prêter une chaise qu'on posa devant le portail de la maison et sur laquelle on assit le blessé. Il resta là, inanimé, la tête renversée en arrière : — une belle tête brune, avec des cheveux et une barbe très noirs; le sang paraissait beaucoup sur son pantalon de coutil. On lui parlait, il ne répondait pas; on le touchait, il ne bougeait pas; mais il tournait les yeux vers ceux qui se hasardaient à le questionner. On voulait pourtant savoir quel il était. Son linge étant marqué R. B., on lui demanda s'il était Buzot. Il répondit par un signe négatif. — Barbaroux? — signe affirmatif. D'ailleurs la marque R. B. était celle de Robert Bouquey et le linge provenait des libéralités de Mme Bouquey.

Il y avait foule autour du mourant. Tout Castillon était venu voir. Le pharmacien Graillon se donna l'importance de sonder la plaie : mais il ne rencontra point la balle. Le juge de paix Lavache se mêla d'interroger le proscrit. Point de réponse. Comme il insistait, Barbaroux riposta : « qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas; qu'il n'était pas de taille à le questionner. » On comprit alors que son silence obstiné n'était pas atonie, mais dédain. Du reste, personne n'eut le courage de l'assister; on n'essaya d'aucun pansement; nulle main ne lui tendit un verre d'eau. A l'heure où le soir descendait sur la plaine, on le

chargea, toujours inanimé, sur un fauteuil, sa tête d'Antinoüs ballottant, fracassée, sur le dossier. Deux hommes soulevèrent le siège et on se mit en route vers Castillon.

A ce moment, dans le silence du crépuscule, retentirent au loin, vers le hameau de Caffol, deux coups de feu presque simultanés. Mais personne ne s'en inquiéta...

Barbaroux séjourna six jours dans une chambre de la mairie, à Castillon; un chirurgien de l'endroit l'y pansa. Le 24 juin, comme Jullien réclamait le blessé, on étendit celui-ci sur un bateau où prirent place avec lui quatre gardes et un officier de santé. A neuf heures du soir, l'embarcation accostait les quais de Bordeaux et Barbaroux fut porté au Comité de surveillance révolutionnaire; il était très faible et articulait avec peine. Il répondit cependant, de façon suffisante, à la constatation de son identité. Jullien tenant à le guillotiner vivant, on ne transféra pas l'agonisant dans une prison, crainte qu'il trépassât durant le trajet. Il passa donc la nuit au Comité où, le lendemain, se transporta en corps la commission Lacombe, qui le condamna sur place et le livra de suite, avec les plus grandes précautions, à l'exécuteur des jugements criminels. C'était le 25 juin 1794.

Il y avait déjà huit jours que ses deux compagnons, Buzot et Pétion, ayant interrompu, comme on l'a dit, leur repas matinal, s'étaient enfuis vers un petit bois voisin du mûrier sous lequel, ne pouvant les suivre, Barbaroux avait tenté de se suicider. La garde nationale de Castillon battit soigneusement le bois, mais en vain. Depuis lors Pétion et Buzot avaient disparu. Certains supposaient qu'ils se cachaient dans les blés, hauts à cette saison; s'ils étaient pourvus de provisions suffisantes, ils pouvaient y vivre jusqu'à la moisson proche. D'autres pensaient que les fugitifs, marchant de nuit, se terrant de jour, avaient dû atteindre la Dordogne, passer le fleuve à la nage, et s'éloigner du côté des Landes, dans l'espoir de gagner la frontière d'Espagne.

Ce même 25 juin où Barbaroux mourait à Bordeaux, — il y avait un an, jour pour jour, que Pétion, heureusement évadé de Paris, arrivait à Bonnières se croyant sauvé, — les citoyens Vincendeau, du village de Saint-Magne, et Baraba, maire de Saint-Estèphe, suivaient, vers le soir, le chemin de culture qui mène du hameau de Caffol à la grande route de Bergerac;

non loin de la ferme de Pillebois, leur attention fut attirée par les aboiements de chiens qui se battaient dans un champ de seigle. Ils pénétrèrent dans le champ et restèrent saisis d'horreur en présence de deux cadavres d'hommes, couchés sur le dos, « à une dizaine de pas l'un de l'autre » et dans un répugnant état de décomposition. Vincendeau et Baraba ne s'arrêtèrent pas longtemps devant cet affreux spectacle et marchèrent vers Castillon afin d'avertir les autorités. Ils y parvinrent à la nuit close et réveillèrent le juge de paix qui, ayant convoqué deux notables, — Denois et Thibaud, — se rendit avec eux à l'endroit indiqué. La scène qui se passa là dut être singulièrement lugubre, car il était plus de minuit quand, à la lueur de quelque falot, on put procéder à certaines constatations indispensables. L'un des cadavres avait la figure absolument noire, la mâchoire inférieure et supérieure brisées, le bas du corps « entièrement rongé par les vers » et le ventre béant. C'était Buzot. Pétion, reconnaissable à quelques touffes de cheveux gris, avait été dévoré par les chiens; de sa tête et de son torse, il ne restait que les ossements... Autour d'eux, le seigle était « versé » sur un large espace, « comme si les deux hommes s'étaient longuement débattus ». On ramassa autour des corps sept pistolets, deux sabres, deux mouchoirs, deux chapeaux. L'un des pistolets, retiré de dessous le corps de Pétion, portait la marque *Bracon, à Caen*. Dans un chapeau à trois cornes, garni d'une grande cocarde nationale, était collée cette étiquette : *Au gagne petit, chez Andeville, à Caen*. C'étaient les objets dont, un an auparavant, le beau Pétion, alors plein d'illusions, s'était muni en prévision de la campagne qu'il comptait entreprendre.

Le juge de paix avisa de l'événement les commissaires de Jullien, en séjour à Saint-Émilion et, le lendemain, dès six heures du matin, on se réunissait autour des deux morts. Certaines vérifications eussent été nécessaires; mais un officier de santé qui se trouvait là, déclara qu'on n'y pouvait procéder sans danger de « pestilence » pour les assistants : au lieu donc de déshabiller les cadavres, on se contenta de déchirer leurs poches au moyen d'outils tranchants ; on en retira seulement « une montre en or, dans un goût tout moderne », et qui avait appartenu à Buzot, un mouchoir des Indes, bleu, blanc et rouge, marqué R. B. et, sur Pétion, rien qu'une paire de boucles en argent, une tabatière en écaille et un couteau à tire-bouchon.

Ni papiers, ni argent, ce qui étonne, car, en quittant la maison Troquart, Buzot portait sur lui 540 livres en or et Pétion une somme à peu près égale, qu'ils conservaient « précieusement, pour leurs plus extrêmes besoins ». Ils s'étaient en outre munis de passeports soigneusement fabriqués par eux-mêmes et couverts de cachets de cire... Quelqu'un de moins dégoûté que le juge de paix de Castillon avait-il donc avant lui fouillé les cadavres et délesté leurs poches ?

Du reste, on voulait en finir au plus vite ; tandis que des paysans creusaient deux profondes fosses, le juge de paix rédigeait les actes de décès, aussi précipitamment, — et aussi irrégulièrement, — que possible. Il indiquait ce jour du 26 juin, 8 messidor, comme étant celui du décès dont la date, manifestement, remontait à huit jours, et il attribuait à Buzot l'âge de cinquante-deux ans, — il en comptait trente-quatre, — et à Pétion, — qui en avait trente-huit, — celui de cinquante-six ans. Chapeaux, sabres, pistolets, objets divers, enveloppés dans un linge, furent adressés à Jullien et l'on poussa dans les fosses, à l'aide de bâtons et de fourches, les deux corps qu'on recouvrit aussitôt de terre. Leurs tombes, si proches l'une de l'autre qu'elles ne paraissaient en former qu'une, furent longtemps respectées : « autour d'elles, disait un paysan, la terre ne travailla pas. » Aujourd'hui on n'en connaît plus l'emplacement. Les gens du pays savent vaguement qu'il y a eu là un drame, mais ils en ignorent les péripéties. Barbaroux, Buzot, Pétion, Girondins, Montagnards, tout cela se confond : c'est si ancien ! et, depuis lors, on en a tant vu ! Seulement quelques vieilles gens ont entendu dire que quelque chose s'est passé là, « au temps du mauvais papier » et nomment encore le coin de terre, voisin de la ferme de Pillebois, *le champ des Émigrés*.

Il s'en fallut de peu qu'un monument commémoratif fût élevé sur ces deux tombes, car Jullien, dont la haine n'était pas encore satisfaite, proposait qu'une inscription infamante, érigée dans le lieu où Pétion et Buzot s'étaient tués, transmît à la postérité leur crime et leur mort. Il sollicitait aussi de Robespierre l'autorisation de faire raser les maisons de Saint-Émilion où s'étaient cachés les députés girondins. C'est à Robespierre également que, le 13 messidor, il adressait une caisse contenant

tous les papiers des proscrits, c'est-à-dire la tragédie de Salle, trouvée sur le grenier du père Guadet, ainsi que les manuscrits retirés de la fosse d'aisance de la maison Bouquey, *Mémoires* de Pétion, de Barbaroux, de Buzot et aussi les lettres amoureuses adressées à ce dernier par Mme Roland. Il semblera surprenant que ni Jullien, ni personne, ne sût discerner qu'elle était l'auteur de ces lettres, à la vérité non signées. On reconnut qu'elles émanaient « d'une personne de beaucoup d'esprit, » mais on n'en devina pas davantage. Ce qui étonne plus encore, c'est que le petit portrait de Mme Roland qu'avait si longtemps porté Buzot était joint à l'envoi de Jullien et que nul ne l'identifia. Il est vrai que ces pièces parvinrent à Paris dans les jours qui précédèrent le 9 thermidor; les comités, Robespierre lui-même, étaient occupés de soins plus urgents que celui d'examiner la dépouille d'ennemis disparus.

Les papiers furent oubliés dans la tourmente et l'amour de Buzot et de Mme Roland demeura ignoré de leurs contemporains : Letellier, d'Évreux, à qui Buzot avait confié d'autres lettres, tout aussi révélatrices sans doute, incarcéré et destiné à l'échafaud comme tous les amis des Girondins, s'était suicidé dans sa prison après avoir détruit le dépôt à lui confié. Chose remarquable, les survivants qui avaient été les confidents de ce grand amour, ni Louvet, ni Lodoïska, ni Mme Pétion, n'en parlèrent jamais et montrèrent, par respect pour la mémoire de leur héroïque amie, une discrétion sans défaillance. Son secret fut gardé pendant 70 ans.

On ne peut douter que ses lettres passèrent par beaucoup de mains, mais sans profit pour les historiens : ceux-ci apercevaient bien que la célèbre Girondine avait éprouvé une violente passion pour l'un des députés de son entourage, mais les plus perspicaces en faisaient honneur à Barbaroux, quand, dans les derniers jours de novembre 1863, un jeune homme se présenta chez le libraire France, dont la boutique était au quai Malaquais. « Il avait sous le bras une liasse de vieux papiers trouvés dans le fond d'une caisse où son père, grand amateur de bouquins, les avait laissés. France examine, hésite, refuse : ces papiers ont si peu d'intérêt! « Mais il y en a d'autres, dit le jeune homme; je reviendrai. » Il revint une fois, deux fois, avec d'autres liasses; on fit un bloc du tout, qui fut payé 50 francs. Au début de 1864, le libraire France publiait le *Catalogue d'un*

choix de livres et de documents manuscrits sur la Révolution française. Ce catalogue mentionnait cinq Lettres de Mme Roland à Buzot, — les cinq Lettres aujourd'hui fameuses, — les *Mémoires* inédits de Pétion, la tragédie de Salle... C'étaient les papiers du jeune homme. De qui les avait-il tenus? On n'en sut jamais rien.

Quelques mois auparavant, Charles Vatel, chercheur passionné, qui consacrait sa vie et sa fortune à recueillir des documents sur Charlotte Corday, son idole, et sur les Girondins, traversant un matin le marché des Batignolles, avisa « un petit portrait tout délabré, traînant à terre, pêle-mêle avec des légumes », devant l'éventaire d'un étalagiste. Autant qu'on en pouvait juger sous la crasse et les cassures, c'était l'image d'un personnage de l'époque révolutionnaire. Vatel le ramasse et l'obtient pour quelques sous. Rentré chez lui, il nettoie sa trouvaille et s'aperçoit que, derrière le portrait, dans le cadre désajusté, est glissé un papier roussi. Il le détache, le déplie avec précaution et lit : « *François-Nicolas Buzot... la nature l'a doué d'une âme aimante, d'un esprit fier et d'un caractère élevé... les chagrins du cœur ajoutèrent à la mélancolie vers laquelle il était enclin...* » L'écriture, Vatel la connaissait bien, c'était celle de Mme Roland ! Il tenait *this dear picture* qui si souvent, dans sa prison, avait reçu ses baisers et ses larmes, et à laquelle elle avait joint une notice de sa main « pour éviter qu'elle tombât un jour dans la boîte du brocanteur ! »

Ce médaillon est aujourd'hui à la bibliothèque de Versailles, et les Archives nationales conservent la petite miniature de Mme Roland que, pendant près d'un an, Buzot garda sur son cœur. Seulement, ce dernier portrait, pour n'avoir jamais, depuis Jullien jusqu'à nos jours, quitté la filière administrative, a subi plus d'épreuves que l'autre livré durant bien des années aux hasards des étalages en plein vent. L'image de Mme Roland était, en effet, dans l'origine, entourée de diamants, ou, tout au moins, de pierres précieuses, et les connaisseurs distinguent, sur le mince cercle d'or de son cadre, les traces d'une pesée qui, à une époque indéterminée, mais certainement très lointaine, l'a dépouillée de cette parure tentatrice.

G. Lenotre.

LA NOUVELLE ROUMANIE

I. — CHEZ LE PRINCE CAROL

Sur mon carnet de voyage, je relève d'abord ces lignes que l'événement est venu contredire si tôt et de façon si regrettable, en mettant comme un voile entre le présent et la scène qui y est évoquée.

« Tout de blanc vêtu, grand, mince, blond, le visage imberbe et frais, des yeux bleus qui rappellent les yeux maternels, le prince Carol a l'air d'un adolescent, échappé d'un collège anglais et qui préfère les sports à la philosophie. Tandis qu'il s'approche avec cette souplesse juvénile, on s'attend à l'écouter parler tennis, golf ou équitation. Mais non. C'est du peuple roumain qu'il nous entretiendra le long du déjeuner, servi avec une simplicité luxueuse et le minimum d'étiquette, en dépit du cadre sévère de cette salle à manger, où la blanche figure de la princesse Hélène apparaît plus fragile. En prenant le café, c'est encore de l'art populaire roumain qu'il s'agit, dans ce salon tendu de broderies de Bokhara, dont les roses ardentes au milieu de l'entrelacs des tiges et des feuillages, font place, ici et là, à quelque tableau signé d'un nom roumain.

« La princesse Hélène, en robe légère, de ce crêpe souple, tissé et ajouré par les femmes du pays, écoute, sourit en fumant des cigarettes, et quelquefois se passionne, elle aussi.

« Le peuple roumain est un artiste qui s'ignore. Il aime les beaux vêtements brodés, incrustés, pailletés, il a le sens des couleurs et des lignes. Tout naturellement il décore les moindres objets nécessaires à sa vie. Il encadre ses fenêtres de fleurs et d'arabesques peints sur le mur crépi en blanc. Il a des

traditions, des chansons, des danses qui sont bien à lui. Le prince Carol recueille ces traditions, collectionne les broderies, les tapis tissés, tous les objets qui révèlent un peu d'âme roumaine. Peut-être sa grand-tante, Carmen Sylva, la première reine de Roumanie, lui communiquait-elle ce goût, alors qu'il était un petit garçon, l'espoir de la dynastie? Et peut-être, le prince, né en Roumanie et dont les premiers mots balbutiés furent des mots roumains, se sent-il plus proche que son père de ce peuple au milieu duquel il a grandi...

« Toujours est-il qu'il le connaît bien, qu'il l'aime et qu'il en est aimé. Il s'intéresse à son éducation et voudrait multiplier les écoles. Son auto parcourt les campagnes, visite les villages les plus éloignés. Parfois, au seuil d'une des petites maisons blanches dont le toit, couvert de chaume ou de lattes, semble une coiffure trop grande, il s'arrête devant une paysanne éblouie qui croit revenu le temps des contes où les rois s'entretenaient volontiers avec les pauvres gens. « Notre prince... » Lui, il cause avec eux, et sourit à leurs petits enfants. Sa simplicité lui gagne tous les cœurs.

« Le prince en souriant nous conduit dans son cabinet de travail où il a réuni des toiles et des dessins de peintres du pays. Ceux qu'il préfère, après le grand Grigoresco qui révéla aux Roumains la grandeur émouvante de leurs horizons, ce sont les artistes de la jeune école. Ils ne suivent plus leurs aînés, les Verona, les Stériadi, formés en Occident, soumis aux influences cosmopolites. Ces jeunes gens, autour de Stephan Popesco, peignent le visage du sol natal avec une sorte de recueillement, avec une force, une sobriété voulue qui rend leur coloris un peu terne. Ils manifestent cette opiniâtreté mélancolique qui est un des caractères du peuple roumain. Ils sont bien de chez eux...

« Le prince Carol s'enthousiasme pour une entreprise qui lui est proposée : une exposition d'art populaire roumain qui s'ouvrirait à Genève, pendant les assises de la Société des nations. Ainsi les représentants des deux mondes, en contemplant le costume national, les étoffes tissées et brodées, les sculptures naïves, les poteries, constateront qu'un style roumain s'est maintenu, avec des variantes, d'un bout à l'autre du Royaume.

— Il faut, s'écrie le prince, organiser cette exposition!

« Mais le temps est court... trois mois... et la distance multiplie les difficultés. N'importe ! Il s'en occupera lui-même. Il enverra des pièces de ses collections. On peut compter sur lui. »

Le prince a tenu parole. L'exposition s'est ouverte en septembre.

Aujourd'hui loin du palais en bordure de la Chaussée, — ancienne maison de boyard qui garde sa bonhomie, — le prince Carol a pris la résolution d'abandonner pour toujours ce peuple qui comptait sur lui. Raisons mystérieuses, contradictoires, bruits divers, vérité qu'on connaîtra sans doute un jour. Résolution que les événements démentiront peut-être, car le prince est trop bien assorti à son peuple pour que la destinée n'essaie pas de lui rendre sa couronne... ce qui est certain, c'est que, le prince, errant exilé, connaîtra de cruelles nostalgies et ne pourra plus prononcer sans un serrement de cœur ce mot qu'il disait avec une si jolie inflexion de tendresse :

— Le peuple roumain...

II. — LA RÉFORME AGRAIRE

C'est encore le peuple roumain qui est l'objet de la conversation autour de cette table à thé, dressée sous les feuillages séculaires d'un parc seigneurial en plein Bucarest. Une fraîcheur inattendue vous délivre des brûlures d'un été trop hâtif. Des jeunes femmes en robes blanches se reposent dans l'ombre verte. Et ces enfants tout blancs qui jouent le long des allées, on les dirait placés là en vertu d'un souci de la décoration, pour achever le tableau.

On parle de la loi nouvelle qui dépouille les grands propriétaires au profit des paysans.

— Je suis l'un des plus expropriés du royaume, dit le prince Brancovan. Et je trouve que cela est juste.

Avec sa grâce souriante, il explique les conditions de cette réforme agraire, l'événement capital de ces dernières années, et dont l'Occident, peut-être, n'a pas saisi toute l'importance.

Personne mieux que lui n'en pouvait préciser les traits : président de la délégation roumaine au Congrès de l'Association internationale pour la défense des intérêts économiques, le

prince rédigea le rapport sur la question agraire en Roumanie.

Depuis un demi-siècle, cette question se posait. La presque totalité de la terre arable, dans ce pays agricole, était aux mains de cinq ou six mille grands propriétaires. Et les paysans, qui la travaillaient pour le compte de leur seigneur, aspiraient à posséder leur part. Très prolifiques, très attachés au sol, ils étaient conscients que le long travail héréditaire leur donnait certains droits : à force de vivre courbés sur la glèbe, à force de l'avoir remuée, ils pensaient qu'elle devait leur revenir.

Avant le XVIe siècle, elle appartenait à la commune et le paysan était libre. Ce fut à l'époque de Michel le Brave, pour faire face aux besoins de la défense du pays, que le laboureur, soumis à de lourdes contributions, laissa délimiter sa terre. Il ne reçut pour sa part qu'une bande si étroite qu'il ne pouvait la cultiver. Bientôt le boyard s'attribua le droit de le retenir sur ses domaines, afin, soi-disant, d'empêcher le vagabondage. Ainsi fut instaurée la servitude. En 1864 furent proclamées l'émancipation des paysans et la libération des Tziganes esclaves. Et il y eut une distribution de terre, très insuffisante d'ailleurs. C'était la première étape.

Après la guerre balkanique, le gouvernement libéral, ayant à sa tête M. Jean Bratiano, résolut de donner satisfaction aux agriculteurs. Les Chambres furent investies de pouvoirs exceptionnels, permettant de modifier la constitution afin de faire aboutir une réforme agraire. La guerre mondiale retarda les décisions. Ce fut en 1917, à Jassy, aux heures les plus sombres de son histoire, que la Roumanie, piétinée par l'envahisseur, tandis que son armée luttait désespérément, aux prises avec la famine, le typhus, le fléau bolchévique, affirma sa volonté de vivre et prépara l'avenir.

Les Chambres votèrent l'expropriation de toute la terre arable des domaines de l'État, des domaines de la Couronne, des biens de mainmorte et de deux millions d'hectares appartenant à la classe dirigeante. Ainsi la réforme agraire, dans des proportions beaucoup plus vastes qu'on ne l'avait prévu en 1913, était accomplie en principe grâce à la renonciation volontaire des possesseurs du sol. La loi fut promulguée en décembre 1918, et, dès le printemps, on commença de l'appliquer. Il fallut cinq années. Aujourd'hui 90 pour 100 de la terre arable appartient aux paysans.

Les anciens propriétaires dont les domaines ne peuvent plus désormais dépasser cent hectares, dans une certaine région, et dans d'autres moins peuplées, cinq cents, touchèrent une indemnité minime, que l'effondrement du lei rendait presque dérisoire. Un grand nombre d'entre eux ont accepté ce dur sacrifice en disant, comme le prince Brancovan : « Cela est juste. Ce peuple s'est si bien battu... il a fait preuve d'un tel dévouement, il méritait de posséder la terre. »

— Naturellement, dit notre hôte, le paysan, privé de la tutelle séculaire de l'ancien possesseur, ne peut encore faire rendre à ses champs ce qu'ils rendaient autrefois. Il n'a pas les machines agricoles nécessaires, ni les connaissances suffisantes. Les premières années, la production du blé a baissé, et cela d'autant plus que nos laboureurs se contentent de maïs pour leur alimentation. Il fallait s'y attendre. Ils doivent faire leurs expériences. D'ailleurs nous les aidons de notre mieux, en créant des coopératives agricoles. Déjà cette année, la production augmente. Nous regardons l'avenir avec confiance.

Et il continue d'expliquer comment doit être comprise une collaboration entre l'ancien propriétaire du sol et le nouveau ..

Je rêve en suivant du regard le joyeux chassé-croisé des enfants sous les profondeurs des feuillages.

Le prince Brancovan est le descendant d'une famille illustre dont l'histoire est mêlée à celle du pays passionnément défendu et servi. Dans nombre d'églises, on voit les figures de ses ancêtres agenouillés, et tenant, dans leurs mains tendues, l'église d'un monastère qu'ils offraient à quelque saint. Leurs fondations pieuses ne peuvent se compter. La famille des Brancovan entretient encore un hôpital à Bucarest. C'était une tradition chez les anciens boyards valaques et moldaves, de fonder des monastères. Aujourd'hui leurs descendants continuent d'être des donateurs. Seulement ce n'est plus une petite église que je vois dans leurs mains tendues. C'est de la terre... leur terre dorée de moissons qu'ils ont offerte.

L'histoire enseigne que les révolutions s'accomplissent toujours lorsque l'heure est passée. Les passions se déchaînent, s'affrontent. Il n'y a plus de loi, il n'y a que le droit du plus fort ; le sang coule : c'est la terreur ou la jacquerie. Grâce au

geste de ceux-ci, consenti à l'instant nécessaire, la révolution roumaine n'a pas cessé une heure d'être légale, n'a pas coûté une goutte de sang.

La vie économique de tout un pays est transformée : la Roumanie a passé d'un seul coup, sans heurt et sans troubles, d'un régime quasi féodal au régime moderne de la petite propriété. Fait unique dans l'histoire des peuples.

Cette révolution ouvre aux paysans une ère de prospérité inconnue jusqu'alors. Les statistiques démontrent qu'ils envoient déjà plus volontiers leurs enfants à l'école. La terre, qu'ils ont héroïquement défendue alors qu'elle ne leur appartenait pas, leur est devenue plus précieuse. Ils sont immunisés contre le poison bolchévique. Un bonheur discret plane sur les villages. Ces hommes et ces femmes, patiemment courbés parmi les sillons et qui peinent sous le soleil, petites silhouettes blanches égrenées le long de l'immense étendue, c'est pour eux et pour leurs enfants, désormais, qu'ils travaillent; ces moissons qui montent, ce sont leurs moissons.

Je pense à ce monument dressé dans les plaines de Transylvanie au milieu de la mer des blés, qui ondule jusqu'aux dernières marches bleues des Carpathes, une simple stèle au bord d'un champ, tout proche de la route, avec une inscription. Cette stèle commémore une date : c'est là que fut creusé le sillon initial dans la terre libérée, devenue la propriété du paysan, sous le règne de Ferdinand, premier souverain de la grande Roumanie. Ici, le geste obscur du laboureur, indéfiniment répété au cours des siècles, prend une valeur symbolique. Cette pierre dressée, perdue au sein de la plaine, consacre la renonciation de l'aristocratie roumaine à son droit séculaire : en abolissant à temps ses privilèges, elle a sauvé le pays.

III. — BUCAREST COMMENCE A CHANGER DE VISAGE

Sitôt qu'on met le pied sur le sol roumain, la profonde transformation économique devient sensible. La couleur de la terre n'a plus son unité d'autrefois, ce vert ou cet or pareil des blés étendu jusqu'à l'horizon : les volontés multiples des semeurs sont affirmées par ces verts différents qui découpent une série de rectangles nuancés.

Et Bucarest commence à changer de visage.

Aucune capitale ne se parait si visiblement du faste de son aristocratie. Étalée sur des milliers d'hectares, Bucarest a prodigué ses jardins sans souci d'allonger ses rues. Et ses maisons à un étage, orgueilleuses de leur solitude, se donnent des airs de palais, enfermées dans leurs feuillages et leurs fleurs, avec leurs ailes largement déployées, leurs façades chargées d'ornements de stuc, leur profusion de colonnes et de statues.

Rues démesurées entre ces jardins, pleines de silence et où cheminent des parfums, exaltés par le soleil. Elles conduisent sans hâte à de vastes édifices modernes, le bâtiment des postes, le palais de justice, l'Université. Nonchalamment, elles tournent autour des quatre collines couronnées d'églises ou de monastères. L'une dresse, en face de l'église métropolite ornée de fresques et peuplée d'icones, la Chambre des députés. L'autre est chargée des Archives d'État installées dans l'ancien couvent. La plus lointaine, celle de Cotroceni, a été élue par la reine Marie qui a fait transformer le vieux monastère en une résidence délicieuse où l'on accède par des rampes de fleurs et qu'elle préfère au maussade palais de la Calea Victoriei, celui qui offusqua si fort le prince Charles de Hohenzollern à son arrivée dans sa capitale, parce qu'un campement de Tziganes et un troupeau de porcs s'abritaient à l'ombre des murailles.

— Quel est ce bâtiment? demanda-t-il.

Et il fallut bien lui répondre :

— Sire... c'est le palais...

Aucune capitale ne donnait moins la sensation de la vie affairée et brutale que cette immense cité fleurie. Les habitants ne paraissaient point asservis à l'heure. Assis aux terrasses des cafés, dans les jardins des restaurants, le long des trottoirs, ils avaient l'air de goûter d'interminables flâneries.

Tout était ordonné en vue d'agrémenter leur facile existence, jusqu'aux fiacres qui ressemblaient à des équipages de parade. Dès la gare, le voyageur, surpris par cet alignement de chevaux magnifiques, se refusait à croire qu'il s'agissait là de simples voitures de louage. Les plus beaux, rangés sur la place du Théâtre, étaient ceux des Scoptzy, qui n'apparaissaient que vers le milieu du jour. Les Scoptzy, alors exilés de Russie, appartiennent à une secte étrange dont les adeptes se mutilent volontairement pour éviter la tentation de la chair. Ils avaient

à Bucarest et à Jassy leurs quartiers hermétiques. Le gouvernement roumain leur avait donné, en Dobroudja, le village de Duomai. Tous s'enorgueillissaient de leurs écuries. On eût dit que le soin de leurs chevaux les dédommageait de leur sacrifice. Leurs voitures étaient plus brillantes que des voitures de maître. Le harnachement étincelait au col des bêtes superbes au poil lustré, attelées par deux, et frémissantes.

Ces cochers mystiques, leur embonpoint à l'aise dans les robes de velours ceinturées d'écarlate, menaient à grande allure la société frivole. Ils étaient les auxiliaires de la vie mondaine ou galante, les préférés pour les promenades nocturnes, à la Chaussée, ces Champs Élysées de Bucarest, bordée de grands arbres et de palais, et qu'on devait, selon la coutume, monter au pas ou au trot et descendre au grand galop. Alors ils semblaient ivres. Ils jetaient des cris aigus, s'interpellaient, luttaient de vitesse. Et les chevaux accéléraient leurs galopades vertigineuses. Ces fantaisies plaisaient aux Roumains.

Aujourd'hui beaucoup de Scoptzy sont rentrés dans la Russie des Soviets, qui leur laisse pratiquer leur rite sanglant. Quelques-uns conduisent les longues automobiles grises, de marque allemande, qui font concurrence aux derniers équipages. Bientôt les Roumains ne pourront plus contenter leur goût pour les chevaux qu'en se rendant chaque dimanche au champ de courses, à l'extrémité de la Chaussée.

Les rues ont perdu leur aspect de nonchalance. Les passants ont l'air pressé. Ils vont quelque part à heure fixe. Les fils des boyards, depuis la réforme agraire, ne sont-ils pas entrés dans les administrations, la diplomatie, les banques? Et la période d'après la guerre n'a-t-elle pas demandé, à la Roumanie, comme à toute l'Europe, un effort inconnu jusqu'ici? Finies, les longues flâneries. Bucarest apprend le prix du temps et le prix du terrain. Elle cherche à se resserrer autour des vastes édifices de ses ministères. On parle d'abattre les petits palais aimables que leurs propriétaires ne peuvent plus entretenir. De nouveaux quartiers, plus compacts, s'élèvent sur les terrains vagues, aux abords de la Chaussée, dans les anciens jardins. Au lieu de continuer à imiter les villas françaises ou les palais mauresques, les maisons neuves essaient de ressusciter l'allure plus simple des anciennes demeures roumaines. Bucarest, qui comptait 350 000 habitants avant la

guerre, atteint aujourd'hui le chiffre de 800 000. Et les hauts cubes des immeubles de rapport ont déjà commencé d'obstruer les enfilades lumineuses. Déjà, du haut de ses collines, on voit s'altérer le profil de la cité qui offrait d'immenses perspectives de maisons basses installées au milieu des fleurs.

La banlieue, du moins, ne change pas... Sa bonhomie oppose à l'élégance de Bucarest le plus amusant des contrastes. La ville est comme ceinturée de villages tout pareils à ceux qu'on rencontre au fond des campagnes lointaines.

Bucarest, d'ailleurs, ne fut à l'origine qu'une réunion de villages autour de ce premier village des descendants du pâtre Bucur, qui, selon la tradition, bâtit une chapelle, non loin de la Dimbovitza, à l'endroit où s'éleva depuis lors le couvent de Radu-Voda. Si le village des boyards s'est transformé en une capitale somptueuse, ceux des pauvres gens, à la périphérie, sont demeurés tels qu'ils étaient au xve siècle.

Marchés en plein vent sur la place Mossilor, où s'alignent les voitures couvertes d'une bâche et les *carroutza* sans ressort; rues bariolées dont les échoppes se touchent, avec leur déballage de marchandises croulant à même le pavé et où des industries modestes s'étalent au bord du trottoir; chassé-croisé des types et des costumes, Roumains, Tziganes, commerçants juifs et grecs, vendeurs de fruits, et qui balancent leurs corbeilles suspendues à un arc de bois ajusté sur leurs épaules. Et tout près, rues somnolentes, où se poursuit paisiblement l'existence rurale.

Des laboureurs en blouse blanche dorment allongés sur le sol. Des femmes brodent ou filent, lavent du linge, allaitent un nourrisson, en surveillant une cuisine en plein air, au milieu d'un tournoiement d'enfants; toute la vie versée au dehors dans l'ombre étroite du clos planté d'acacias, ouvrant par derrière sur l'infini des champs. Des canards et des oies barbotent au milieu du fossé. Des porcs se vautrent, des génisses rôdent. Le dimanche, des « horas » se déroulent le long de la chaussée. Un Tzigane joue du violon devant une auberge qu'on dirait perdue au fond de la campagne. Ici, ce sont des jeunes gens en chapeaux de paille ornés de rubans, une botte d'oignons à la ceinture, qui luttent avec un homme masqué. Ils sont vainqueurs et se mettent à danser au son d'une musique aigrelette et monotone. Danse du printemps, disent les uns. Danse qui commémore l'enlèvement des Sabines, disent les autres. Qui le saura?

Banlieue de Bucarest, si colorée, si remplie d'imprévu, où les besognes obscures s'entremêlent de musique et de danses, où le paysan se sent chez lui... Un jour viendra, bientôt peut-être, où Bucarest voudra ordonner sa banlieue, la transformer en cet envers maussade qui enlaidit nos grandes cités. Le violon des Tziganes cessera de bercer le rêve des rouliers et des bergers errants avec leur troupeau. Il n'y aura plus de laboureurs endormis au bord de la route. Ce jour-là, Bucarest aura tué quelque chose qui lui vient du fond du passé. Elle aura renié ses plus lointaines origines. Et l'âme du pâtre Bucur ne viendra plus sur l'emplacement de la chapelle prier pour la prospérité de sa ville.

IV. — L'EFFORT DE LA ROUMANIE

C'est le ministre de l'Industrie et du Commerce qui parle :

— Les États qui sont dans une situation très difficile font un effort d'autant plus considérable, comme les enfants pauvres à l'école se donnent d'autant plus de peine qu'ils sont plus miséreux. Après la guerre, la Roumanie était comme ces enfants-là.

« En 1919, les Allemands en retraite la laissèrent ruinée, avec un budget complètement déficitaire. Ses ponts, y compris le grand pont du Danube, les gares, les voies, le matériel de chemin de fer, tout avait été détruit. Les Roumains ne disposaient plus que de 146 locomotives, là où plus d'un millier travaillaient auparavant. D'accord avec les Alliés, ils avaient incendié leurs puits de pétrole. Incendies gigantesques dont les flammes éclairèrent sinistrement la plaine valaque. Sous le régime allemand, la production de pétrole diminua de moitié. Aujourd'hui, elle dépasse les chiffres de 1912 qui atteignaient 1895000 tonnes. Elle monte à deux millions et 300000 tonnes. Mesurez l'effort qu'il fallut accomplir. La Roumanie a reconstruit ses ponts et ses lignes de chemins de fer, reconstitué un stock de locomotives et de wagons, 2100 locomotives et 50000 wagons. Il s'agit encore de relier, de ramener vers les centres roumains les lignes divergentes de Transylvanie et de Bukovine. Il s'agit d'augmenter la puissance du transport, afin que nos richesses voyagent avec plus d'économie. On projette l'électrification des chemins de fer, et tout d'abord dans les régions montagneuses. La Roumanie possède une quantité

de chutes d'eau. Elle a, en abondance, du charbon, du pétrole, du gaz méthane. Il nous reste à créer de grandes centrales d'énergie électrique. Elles sont déjà envisagées. Les hauts fourneaux de Rechitza fournissent 50 pour cent du fer nécessaire à la Roumanie. Indispensables à la défense du pays, ils appartiennent à une société qui s'est nationalisée par sa propre volonté. L'épargne roumaine, placée dans l'industrie, se chiffre à 21 milliards de leis depuis 1918. La réforme agraire n'est pas étrangère à cet essor considérable de notre industrie. Les grands propriétaires dépossédés cherchent de ce côté des ressources nouvelles.

« Quant au budget, conclut le ministre après cet optimiste exposé, depuis deux ans, nous avons consolidé notre dette, et notre budget se boucle avec un excédent de recettes. Les Roumains commencent à reconstituer leur couverture d'or. D'ici quinze ou vingt ans, sans doute, le lei reprendra une grande partie de sa valeur. »

Tous les dommages que les Roumains ont été contraints de se faire à eux-mêmes pendant la guerre ne sont pas réparables comme les puits de pétrole ou le pont du Danube.

Au musée national de Bucarest, les icones du XVIe siècle, somptueusement revêtues d'argent, et qui laissent percer, sous leur raideur byzantine, une humanité proche de la nôtre, et parmi elles, la plus émouvante, cette Vierge Marie au visage usé, entourant de son bras le corps nu de son fils avec une tendresse si désespérée, — ces icones font cercle autour d'une vitrine dépourvue, la vitrine qui contenait le trésor de Petroassa. Les reliures d'argent, les reliquaires prodigués d'un bout à l'autre de la salle et cette couronne de la Vierge, en or, incrustée de pierres précieuses, qui fut trouvée dans une église de village, témoignent à quel point de perfection étaient arrivés les ciseleurs valaques et moldaves des XVe, XVIe et XVIIe siècles. Ils suivaient une tradition immémoriale. Les Roumains considèrent le trésor de Petroassa comme l'œuvre d'art la plus ancienne, aussi bien que la plus splendide, découverte sur leur sol national. Des plats en or massif, des corbeilles d'or délicatement ajourées, de hautes et fines aiguières, des fibules empruntant leur forme à l'ibis et à l'épervier, des bracelets, des figurines : de quelle richesse d'imagination, de quel

sens de l'élégance n'ont-ils pas fait preuve, ces fondeurs et ces ciseleurs anonymes du IVe siècle? Aujourd'hui l'on ne peut plus contempler que des moulages et des photographies. Le trésor de Petroassa est à Moscou.

Ce fut un jour de désespoir et d'aberration. Bucarest, sur le point d'être envahie, redoutait le pillage et cherchait à mettre ses biens en lieu sûr. Docile aux conseils des Alliés, elle les remit aux Russes, et non seulement la couverture d'or de la banque d'État, les bijoux de la Couronne, et tous ceux que des femmes éperdues apportaient, mais encore le trésor de Petroassa. Le train, plus chargé de richesses que les caravanes de la reine de Saba, roula vers Moscou. Il n'est pas revenu. Les Roumains sont résignés à ne revoir jamais leur or, ni leurs bijoux. Mais ils ne peuvent accepter la perte de leur relique nationale. Et nous sommes de ceux qui ne peuvent l'accepter non plus et pensent qu'il est juste et nécessaire que le trésor de Petroassa réintègre sa demeure légitime, le musée de Bucarest.

***

La Dobroudja est le témoin le plus éloquent de l'effort d'après guerre. Cette longue plaine ondulée qui va du Danube à la mer Noire, les Russes l'avaient laissée pour compte à la Roumanie, lorsqu'en 1878, après la guerre russo-turque, ils lui enlevèrent la Bessarabie, oubliant que l'armée roumaine, qu'ils avaient appelée à l'aide à Plevna, leur avait donné la victoire. Le traité de Berlin consacra cette injustice. La Dobroudja était alors une terre sauvage qui abritait dans ses replis de pauvres villages tatars aux maisons de boue séchée et gâchée avec de la paille et qui semblaient posées au hasard sur le sol, et quelques bourgades turques endormies autour de leurs minarets. Les Roumains, tout en pleurant la Bessarabie perdue, se mirent en devoir de civiliser la Dobroudja. Et leurs fonctionnaires envoyés dans ces solitudes reprenaient à l'envi le thème des lamentations d'Ovide, exilé à Tomes, la Constantza actuelle : « Moi qui languis dans un pays affreux... L'œil ne découvre pas un arbre dans ces campagnes dépouillées. Qu'on regarde le Pont Euxin ou la terre ferme, on n'a jamais devant soi qu'une plaine immense, nue et ondulée... contrées dont le mortel heureux ne doit jamais s'approcher. »

Avant la guerre, si l'admirable paysage dobroudjien n'avait

pas changé, si les tentes noires des Tziganes se dressaient au sein des étendues où la lumière poursuit sans obstacle ses jeux infinis, Constantza était déjà devenue la villégiature préférée des Roumains et un port commerçant aménagé à grands frais.

Aujourd'hui, on ne la reconnaît plus. Les quartiers endommagés par le bombardement ont été reconstruits selon des perspectives nouvelles. Une grande ville aux larges artères s'est édifiée dont la préfecture, la mairie, les écoles, le lycée, tout battant neufs, se carrent avec un juvénile orgueil. Sûre de son lendemain, elle bâtit 500 maisons par an pour satisfaire aux besoins d'une population qui a passé de 32 000 à 80 000 habitants. L'ancien *mahala* tzigane, dont les bicoques invraisemblables s'entassaient sur la falaise, est devenu un quartier de villas bourgeoises entourées de jardins, ombragées d'acacias. Elles rejoindront bientôt les établissements balnéaires de Mamaïa, qui n'était jadis qu'un village perdu. Mais où sont les Tziganes? Disparus, évanouis devant la civilisation qui n'a point d'indulgence pour les hors-la-loi. Nous, qui les aimons, les avons cherchés en vain. Aux quelques-uns qui sont restés, on a donné des cabanes de torchis qui n'ont pas encore eu le temps de s'avachir. L'indifférence des Tziganes pour leur demeure est sans limite. Ces éternels errants seront toujours mal à l'aise entre quatre murailles, si sordides soient-elles...

Les villages des alentours, enfouis dans les blés, suivent de leur mieux l'exemple de Constantza. Des arbres, des bâtisses neuves, de longues façades officielles d'écoles, d'hôpitaux, de mairies, bouleversent les images que nous avions gardées : jusqu'aux minables maisons de terre des Tatars qui s'entourent d'un clos, élargissent leurs fenêtres, naguère grandes comme la main. Quant aux paysans turcs, ils semblent moins nombreux que naguère, comme si ce déploiement de civilisation occidentale eût précipité leur exode. Déjà en 1905, dans son beau livre si pénétrant, *la Roumanie contemporaine*, M. André Bellessort, admirant cette colonie de Dobroudja « qui n'est pas encore colonisée », posait cette question : « Comment acclimater et retenir dans un pays chrétien les Turcs qui sont peut-être les meilleurs colons, les plus probes, les plus actifs, mais que sollicite un éternel désir de quitter la terre des giaours? »

— Vous voulez dormir à Mangalia! s'exclamait le préfet de Constantza venu à notre rencontre dans le sud de la Dobroudja. Mais en deux heures d'auto nous pourrions être à Constantza! Dormir à Mangalia! A Tékir Ghiol, passe encore! ces bains, que vous avez connus déserts, sont devenus une station à la mode avec de bons hôtels. Mais Mangalia...

Et il avait le ton de commisération qu'on prend pour répondre aux enfants déraisonnables.

Mangalia, la bourgade toute blanche au bord de la mer, la place où les Turcs prenaient leur café le soir, en écoutant les déchirantes mélodies des Tziganes, la falaise déserte où le vieux Tatar venait dire sa prière, le cimetière autour de la mosquée, ombragé d'arbres, où il faisait si frais durant les heures brûlantes; on pouvait s'asseoir sur les pierres, écrire ou rêver, le dos appuyé à une stèle sculptée. Les hodjas passaient, souriaient sans rien dire... Tout autour, la plaine ardente, bosselée de *tumuli*, et les découpures bleues du lac. Quel souvenir!

Dès l'approche, le dernier survivant des vieux moulins à grandes ailes nous avertit : une lourde minoterie, dépare la glace claire du lac entre les roseaux. Nous ne retrouvons plus les blanches ruelles assoupies, ni la place, ni les cafés turcs : partout des villas, des maisons modernes, des magasins juifs, des restaurants occidentaux bruyants. Et la porte du cimetière fermée à clef... Nous nous sommes enfuis.

Mais on a beau chérir les aspects de la vie patriarcale, les bourgades somnolentes à l'écart de la civilisation, les vieux Turcs pacifiques et toute cette poésie du passé dont ils savent respecter les rythmes, on ne peut pas ne pas évaluer à son prix la somme d'énergie dont témoigne une transformation comme celle de la Dobroudja. On ne peut se défendre d'admirer, en refoulant un pauvre chagrin sentimental qui n'est plus de mise. On ne refuse pas de visiter les énormes silos alignés sur les quais de Constantza dominant les jetées en pierre de taille qui s'opposent aux frasques de la mer Noire, là même où, naguère, un caïque à la proue relevée venait de loin en loin embarquer quelques sacs de blé. Il y a de la beauté dans ce ruissellement du grain qui monte les étages, s'élargit en une nappe dorée, précipite sa course dans la descente et va s'engouffrer directement au fond de la cale des bateaux qui attendent... Et il a aussi de la beauté ce torrent lourd du pétrole, arrivant direc-

tement des lointaines montagnes de la Prahova, franchissant sous la terre des centaines de kilomètres avant de remplir les hautes citernes qui le rejettent dans les soutes des navires.

Double fleuve qui coule jour et nuit, sans arrêt, d'un bout de l'année à l'autre, richesse double de la Roumanie, le pétrole et le blé, et symbole vivant de son effort.

V. — LE RENOUVEAU NATIONAL

L'effort que poursuit la Roumanie n'est pas seulement un effort de reconstruction matérielle.

Elle améliore ses écoles et elle en crée un grand nombre de nouvelles (1). Et si, avec une libéralité qu'il faut reconnaître, elle laisse aux Hongrois de Transylvanie les leurs, où la presque totalité de l'enseignement est donné dans leur langue, elle s'applique à former, dans le vieux pays et dans la nouvelle partie du Royaume, des instituteurs et des institutrices qui soient dignes de leur mission.

Ainsi l'école de Valeni de Munte, sur les rampes des Carpathes, où l'historien Nicolas Jorga a sa demeure d'été, archaïque et bienveillante, à deux pas de l'école qui est aussi sa maison...

— École missionnaire de culture nationale et morale, ouverte depuis deux ans, nous dit-il en désignant le groupe souriant des élèves qui l'attendaient sur le perron.

Elles ont vingt ans. Elles portent l'ample blouse brodée et la *fota* moulant leurs hanches minces. Elles viennent de toutes les parties du royaume.

— Ces jeunes filles seront institutrices dans des villages très isolés, où elles auront à créer un foyer de culture nationale, dit M. Jorga. Elles resteront en relations étroites avec notre institution. Je leur enverrai des livres. Elles installeront des bibliothèques et apprendront aux petits enfants à aimer nos écrivains.

Il parle avec ardeur. Sa voix aux chaudes inflexions s'émeut. Lui, le grand historien, se plaît à s'asseoir au pupitre du maître, dans cette salle modeste et claire, où douze jeunes filles prennent leurs notes. Aucune de ses œuvres peut-être ne

(1) En 1914, l'ancien Royaume comptait 5 344 écoles primaires. En 1923 il en comptait 7 415. Dans l'ensemble du royaume, les écoles primaires qui étaient au nombre de 12 003 en 1921, atteignent en 1926 le chiffre de 23 057. En 1919, il y avait dans la Roumanie nouvelle 64 écoles normales. Il y en a 101 aujourd'hui.

lui tient plus au cœur. Il la visite constamment, en dépit de ses lourdes fonctions politiques. Il recrute pour elle des conférenciers. Ce n'est pas assez d'instruire les élèves. Il leur communique sa flamme.

Aujourd'hui, elles ont écouté une leçon, donnée en français, sur les origines préhistoriques des Roumains.

Depuis la guerre, la Roumanie a vu s'accomplir ses désirs les plus profonds : les terres peuplées de Roumains, la Transylvanie, la Bukovine, la Bessarabie sont redevenues siennes. Elle a recouvré des parcelles de sa chair et de son esprit. Elle a réalisé sa longue aspiration à l'unité. Après s'être sentie mutilée, elle prend conscience de ses forces vives.

— Nous sommes à un moment où le sort de l'âme roumaine se décide, nous dit un jeune poète roumain. Comme l'eau des rivières née sur de hauts plateaux, et qui hésite, incertaine de la direction à suivre... Si on la dévie près de sa source, de quelques centimètres, le cours de la rivière est modifié, dans le bas du pays, de plusieurs centaines de kilomètres.

« La littérature roumaine est soumise à des influences diverses et contradictoires. Au XVIIIe siècle, sous les princes du Phanar, on ne parla plus que le grec ; l'influence grecque faillit devenir prépondérante et il s'en est fallu de peu que nous ne perdions notre personnalité. Après la Révolution française, des émigrés apportèrent chez nous leur culture. Les Roumains apprirent le français. On traduisit Chateaubriand, Lamartine et Victor Hugo. Basile Alessandri, élevé en France, chantera la terre roumaine, en imitant, peut-être à son insu, les *Odes et Ballades*. Mihaïl Eminesco, notre plus grand écrivain, qui termina ses études à Vienne, traduira Kant et Schopenhauer et aura pour idéal le nirvana bouddhique. L'âme roumaine va et vient entre l'influence occidentale et l'influence orientale. L'influence occidentale, nous ne pouvons nous en passer. Et l'influence orientale, nous la sentons sourdre de partout... Nous sommes des Latins mêlés de Daces, mais nous avons des échappées sur l'âme slave ; et nous avons aussi tant d'ouvertures sur l'Asie !

« Nous devons, avant tout, être nous-mêmes. Si nous restons nous-mêmes, nous pouvons apporter à l'Europe notre alluvion. Notre apport doit être ceci : avec notre clarté et notre netteté

latines, nous devons saisir cette inquiétude des Slaves, ce mystère de l'Asie, et les rendre accessibles à la civilisation gréco-latine ; mais à condition que nous restions nous-mêmes.

Et il conclut doucement :

— N'avons-nous pas à portée un réservoir de poésie infini ? La Roumanie est un paysage innombrable : la montagne, la plaine, le delta du grand fleuve, les steppes, la forêt, la mer... un peuple attaché à son sol, conservant ses traditions, ses coutumes, ses costumes, et parlant, ô miracle, la même langue que les Roumains lettrés, d'un bout à l'autre du pays, car il n'y a point de patois chez nous : quelles perspectives pour le génie qui viendra un jour, qui grandit peut-être à cette heure, sur les bancs d'une école obscure dans la montagne ou dans la plaine...

***

Déjà à la veille de la guerre, il y avait un renouveau de poésie nationale : Georges Cosbuc, dont les Roumains savent par cœur le poème d'une hautaine violence, *Nous voulons la Terre*, Stefan Josif, qui mourut en 1913, tandis que la Roumanie mobilisait en chantant un de ses hymnes, se sont inspirés de la vie et des traditions de leur pays. Octavian Goga, le poète transylvain, célébrait les Carpathes et donnait une voix mélodieuse aux plaintes du laboureur plié sous le joug hongrois.

> Les cris inconsolés de nos cœurs douloureux...
> ...Et notre vieux pays n'a plus même un drapeau...

Il a exalté les espérances des Roumains qui prenaient les armes, en leur dédiant un recueil de poèmes intitulé : *la Terre nous appelle*.

Aujourd'hui, dans le groupe de leurs cadets, si quelques-uns se laissent influencer par Francis Jammes et Laforgue, si d'autres continuent la tendance philosophique d'Eminesco, le plus universel et le plus frémissant de tous les poètes de là-bas, la plupart des jeunes, et Pillat avec eux, cherchent leur inspiration dans la tradition roumaine et, suivant l'exemple d'Alessandri, reviennent à un classicisme large, à une vision sereine de la terre et de la vie des champs.

A quel point la littérature roumaine peut tirer de richesses de son propre fonds, ses conteurs sont là pour le démontrer. Tout paysan roumain naît conteur. Cet illettré garde dans

sa mémoire une provision d'histoires transmises de père en fils, et qui se racontent au long des veillées d'hiver, pendant que les femmes tirent l'aiguille ou font tourner le fuseau. Histoires souvent fantastiques où il est question de présages et de sortilèges, de fées et de dragons. Histoires des démêlés séculaires du paysan et de son boyard, empreintes de résignation, de fierté modeste, et quelquefois d'ironie, si le paysan est Moldave. « Les Moldaves sont des gens qui attrapent un lièvre avec leur char à bœufs », dit le proverbe. En dépit de leur lenteur de montagnards, ils ont une finesse déconcertante et le sens du comique. Ou bien il s'agit des malheurs de pauvres hères et l'on entend résonner en sourdine une profonde note humaine. Il y a toujours un pardon après les conflits les plus tragiques. Ces paysans connaissent trop la souffrance pour se montrer impitoyables. Ils envisagent la mort avec une sérénité qui fait penser qu'ils l'ont souvent contemplée, au cours de leurs rêveries le long des sillons. Histoires tissées des obscurs épisodes de leur existence. Ils ont su leur garder une fraîcheur délicieuse. Le paysan de là-bas n'est pas saturé, comme le nôtre, des faits divers des journaux et des clichés des discours politiques. Une demi-culture ne l'arrache pas à ses songes séculaires. Il conserve en lui le plus pur de la tradition roumaine.

Comment s'étonner si, parmi la nombreuse pléiade des prosateurs roumains, ce sont les conteurs qui apparaissent les plus originaux, et si ceux qui ont le mieux évoqué le paysan roumain, sont des fils de paysans dont l'enfance a été bercée de contes? Nicolas Gane l'a portraituré, mais il était fils de boyard, et il n'a pu l'observer que de l'extérieur. Jean Bratescu-Voinesti, un avocat, Émile Garléanu, un officier, ont décrit l'un ses clients, l'autre ses soldats, et ils ont rapporté des traits pleins de vérité. Michel Sadoveanu, quelque peu influencé par le roman russe et grand chasseur, a connu des paysans et les a mis en scène. Mais Jon Creanga, un Moldave à l'esprit satirique, était fils d'un laboureur, et le rude accent de ses contes populaires, c'est en lui-même qu'il l'a saisi. Barbo Delavrancea, mort en 1918, dont le père, un roulier, « était par les chemins pour le pain quotidien, » a dessiné dans une page suggestive la figure de sa grand mère qui lui disait des contes lorsqu'il était petit. Et si cet écrivain sans illusion éclaire ses personnages d'une lumière cruelle, il les baigne

parfois dans une atmosphère fantastique où l'on sent frémir les terreurs de son enfance. Jean Agarbiceanu, né dans une pauvre chaumière de Transylvanie et devenu prêtre, n'a cessé de vivre tout près des paysans; il les connaît jusque dans leurs plus intimes remords, jusqu'à leurs expressions les plus secrètes.

Creanga, Delavrancea, Agarbiceanu, ceux-là ont parlé du paysan comme de leur propre chair, l'ont évoqué d'un trait sûr, d'un cœur qui se souvient. Il y a dans leurs récits une naïveté, une vérité, une palpitation de vie profonde inimitables, quelque chose de l'accent de Charles-Louis Philippe parlant de Cérilly où son père était sabotier... Leur réalisme est plein d'imprévu, de tendres accords, de mystère, comme la vie. C'est dans l'œuvre de ces hommes-là qu'on reconnaît les accents les plus authentiques de l'âme roumaine, assez riche pour alimenter toute une littérature.

VI. — LA GRANDE ROUMANIE

Nous visitons près de Bucarest la maison des aliénés, toute neuve, installée de la façon la plus moderne, et dirigée avec un zèle d'apôtre par le docteur Obreja. Dans un dortoir une femme vint à nous, ses longs cheveux gris sur les épaules, coiffée d'un chapeau en papier de journal garni de grosses fleurs. Le feu de ses yeux restituait à son visage émacié une sorte de jeunesse ardente. Cette femme nous dit :

— Je suis la grande Roumanie.

Et elle attendit nos félicitations.

Au-dessus de son lit, on voyait des couronnes en papier, et une série de drapeaux tricolores confectionnés avec des fragments d'enveloppes de couleur patiemment recueillis. Elle nous montra ses broderies représentant une figure symbolique, toujours la même, une femme aux longs cheveux couronnée et souriante, la grande Roumanie.

Telle était la forme de sa maladie mentale : elle se croyait l'incarnation d'une Roumanie idéale, ayant reconquis les provinces perdues et recouvré son unité. L'aspiration profonde qui portait ce peuple vers ses frères séparés, l'image de ce désir séculaire avait à tel point envahi les cellules nerveuses de cette femme, que sa personnalité véritable s'était effacée.

Et elle vit, absorbée, dans son délire patriotique, sans savoir que la grande Roumanie est devenue une réalité.

Si un pays traversa des heures terribles au cours de la grande guerre, c'est bien celui-ci.

D'abord, que de luttes avant de se résoudre à l'intervention ! La crainte de voir la Russie victorieuse installée à Constantinople était telle, et d'ailleurs si légitime au point de vue roumain, que, le jour où le Conseil de la couronne décida de lancer la déclaration de guerre, l'ancien ministre Carp a pu dire au Roi :

— Sire, j'ai trois fils... Je vous les donne... (L'un d'eux, en effet fut tué.) Et je souhaite que nous soyons battus!

La Roumanie mobilisa, exaltée par l'espoir de récupérer la Transylvanie et la Bukovine. Puis, ce fut la catastrophe. Abandonnée par ses alliés russes qui ne pouvaient la secourir, écrasée à la bataille de Bucarest qu'elle dut soutenir toute seule, elle subit l'invasion de sa capitale. Ce n'était pas assez d'être piétinée par les armées allemandes, elle fut encore livrée aux déprédations des troupes russes en débandade qui traînaient avec elles la contagion de l'indiscipline, le typhus exanthématique, et redoublaient la misère. Elle perdit la moitié de ses effectifs, un dixième de sa population, soit 800 000 hommes. Les soldats roumains, affamés, s'accrochaient à leurs montagnes et suivaient l'exemple de leur Reine et de leur Roi qui n'ont pas désespéré.

Surprises du destin, renversement des choses... Ce qui fit le malheur de la Roumanie devint l'instrument de sa grandeur. Les circonstances tout à l'heure si cruelles semblèrent se conjurer pour la servir ; le bolchévisme, dont elle avait failli recevoir le coup de grâce, devint un instant son meilleur auxiliaire : la Russie, qui l'avait si mal soutenue, s'était effondrée avant la victoire. La France triomphait et Constantinople demeurait aux Turcs. Non seulement la Roumanie récupérait la Transylvanie et la Bukovine, mais encore la Bessarabie, qu'elle n'aurait jamais pu réclamer à son « alliée », la Bessarabie, libérée comme par enchantement, lui tendait les bras..

Or, la Bessarabie, peuplée de Moldaves, demeurait une plaie vive au cœur des Roumains. Elle avait fait partie

naguère de la principauté moldave qui avait conservé, sous le régime turc, une véritable autonomie : ses princes, sa religion, sa langue. Lorsque la Russie s'adjugea la Bessarabie en 1812, son premier soin fut de fermer les écoles, de supprimer les imprimeries et les séminaires, d'interdire la langue roumaine jusque dans les églises. Pendant tout le XIXe siècle, elle ne négligea aucun moyen de « russifier » sa conquête. Cependant cette autre Alsace-Lorraine résistait, conservant en secret la langue prohibée. Et l'écrivain russe Ciujbuisky a pu dire, dans ses *Esquisses sur le Dniester* parues en 1863 : « Je confesse ouvertement qu'avant d'avoir vu la Bessarabie, j'ignorais que la population locale, en dehors de quelques colonies et de 70 000 Russes dispersés dans la province, se compose de Moldaves qui ne savent pas du tout le russe, et auxquels la langue russe est imposée par le knout et le cassement des dents. »

Le traité de Paris restitua à la principauté moldave trois districts du sud bessarabien, ces trois districts que la Russie, en 1878, exigea de la Roumanie ulcérée. Mais à peine le Tsar fut-il détrôné, que la nation opprimée se redressa dans sa volonté intacte. Déjà en 1917, la Bessarabie organisait ses libertés. Et le 24 janvier 1918, le Conseil du pays proclamait à l'unanimité des votes l'indépendance de la République moldave. Deux mois plus tard, la jeune République demandait sa réunion à la Roumanie.

« Conscients qu'il y a cent six ans nous avons été arrachés de force au doux sein de notre mère-patrie, avec laquelle nous ne formions qu'un seul corps et une seule âme, dit l'assemblée du district de Baltzi, conscients que pendant ces temps durs, après que Dieu nous a délivrés de la tyrannie russe qui nous a opprimés, outragés et aveuglés si longtemps, nous étions menacés de périr dans le feu de l'anarchie bolchévique... Nous décidons, au nom de notre région de Baltzi, de nous unir de nouveau à notre chère mère-patrie, la Roumanie, désirant partager avec elle la prospérité ou les chagrins de notre vie future, comme au temps de la Moldavie d'Étienne le Grand. »

Cet engagement solennel a le son d'une liturgie de mariage...

La Bukovine, qui avait fait partie de la Moldavie jusqu'en 1775 et que l'Autriche annexa, réclamait au même moment,

dans une assemblée plébiscitaire, le retour à la Roumanie.

Quant à la Transylvanie, elle supportait avec impatience la domination de la Hongrie à laquelle elle fut rattachée contre son gré en 1865, et elle regrettait le joug plus doux de l'Autriche. L'écroulement des Empires centraux lui apportait la délivrance qu'elle n'espérait plus. Le 1er décembre 1918, une assemblée nationale convoquée à Alba Julia, l'ancienne capitale de ses princes, proclama sa décision de s'unir à la Roumanie et cette décision fut prise de telle façon que les Saxons, habitant la province, se rallièrent à l'acte d'union. « On eut le spectacle inattendu, dit M. Jorga, d'une nation qui, esclave depuis mille ans, se montrait en état, au moment favorable, de prendre un pouvoir qu'elle n'avait jamais exercé. »

Alba Julia, la ville blanche de Jules. Lorsqu'on descend d'Abrud on la voit de très loin, couchée au milieu de la plaine, enveloppée d'ondulations pâlies par la distance, et dressant deux hautes silhouettes d'églises. L'une est un fin campanile du xve siècle. Mais c'est l'autre, toute neuve, que le chauffeur désigne avec un sourire de fierté. C'est dans cette église, copie d'un ancien monastère, édifiée par le Roi selon la tradition, que fut couronné, en présence de son peuple accouru de partout, Ferdinand, premier souverain de la Grande Roumanie.

On peut dire que la Bukovine est le reliquaire de la Moldavie. Elle est la gardienne de ses plus grands souvenirs. C'est à Suceava que résidaient ses princes. C'est dans le monastère de Putna qu'Étienne le Grand a son tombeau. Ce monastère à l'entrée d'une vallée sauvage est comme enseveli sous les forêts. Les Autrichiens ont restauré l'église sans discrétion. Mais que de trésors recèle ce sanctuaire perdu dans les montagnes !

Dès le narthex, la figure d'Étienne le Grand vous accueille comme le seigneur de ces lieux. Le peintre naïf lui a prêté un visage de Christ, allongé par une barbe noire, tandis que les portraits classiques, d'après une miniature du temps, le représentent avec une face ronde et une courte moustache noire. Dans cette église qu'il a fondée, dotée, ornée de ces croix sculptées, de ces évangéliaires, de ces beaux ostensoirs en argent doré et où il voulut dormir son dernier sommeil, entouré des siens, de sa femme, de ses fils, cette figure d'Étienne

le Grand est sans cesse présente. Un vieux moine montre, dans un reliquaire, un doigt de l'ermite auprès de qui Étienne, dans sa jeunesse, s'était réfugié : le saint homme lui promit la victoire à condition qu'après chaque bataille, Étienne construirait une église. L'ermite tint sa parole. Et le prince aussi. Il livra près de quarante batailles qui presque toutes furent victorieuses. Et il construisit près de quarante églises... Il fit de sa Moldavie, menacée par les Hongrois, les Polonais et les Turcs, une terre indépendante. Il rêvait d'unir l'Occident chrétien dans une croisade contre les Musulmans. Mais les rois chrétiens, comme la République de Venise, ne cessèrent de le trahir. Et seul, à la tête de ses Moldaves, il vainquit Mahomet II.

A l'heure de mourir, comprenant qu'il s'était trompé en croyant tirer les rois ses voisins de leurs ambitions personnelles et de leurs rivalités mesquines, il eut le courage de renier sa politique. Il fit venir son fils Bogdan et lui prescrivit une alliance avec le Sultan. « Je me suis battu quarante ans contre les Turcs, lui dit-il, et je vous recommande de vous fier à ce peuple loyal. » Tel fut le testament du défenseur de la chrétienté, du fondateur de quarante églises....

Putna, qu'il édifia après avoir repoussé une invasion de Tartares en 1469 et conquis un immense butin, fut sans doute sa préférée, celle à laquelle il revenait toujours. Sa femme, ses filles, les dames de la cour n'ont cessé de travailler pour la parer et l'enrichir. Un vieux moine nous montre avec un tendre respect, dans le musée du monastère, ces voiles liturgiques, ces couvertures de tombeau, ces nappes d'autel où vivent les scènes des Évangiles brodées par des mains royales. Leur aiguille, souple comme un pinceau, a modelé les visages, animé les grands yeux, serti de perles le vêtement de la Vierge, évoqué les chairs cadavéreuses du Crucifié, semé de fleurs délicates cette ombre où se profile la croix. Dans les sourdes lueurs des ors divers, l'éclat discret d'une profusion de perles, les visages, d'un étonnant relief, sont animés d'une vie mystérieuse, comme si les princesses, à force d'amour et de piété, durant les heures où elles se courbaient, recueillies dans leur minutieux travail, leur eussent communiqué quelque chose de leur âme fervente.

* * *

Longues vallées de Bukovine, si pareilles à celles de l'ancien royaume avec leurs forêts dont les plis monotones retombent jusqu'au bord du Pruth ou de la Moldova qui coulent sans hâte entre les bouleaux, les hêtres, les sapins. Les villages égrènent autour de l'église à coupole des maisons identiques, au toit couvert de tavillons avançant sur l'entrée et soutenu par des poutres. Les paysans ressemblent à leurs frères de Moldavie et portent le même costume, le *cojok* ou la *fota* tissée, rouge et noire, la chemise blanche brodée de couleurs vives.

A partir de Dorna Vatra, bourgade aimable qui déroule le long de la Bistritza dorée ses jardins de station estivale, la route affronte la montagne, étage patiemment ses longues courbes et parvient enfin sur un étroit plateau très élevé d'où l'on voit se développer jusqu'à l'horizon les longues vagues des Carpathes. Une pointe toute blanche les domine, surgie de croupes plus abruptes qui sont comme un îlot sévère parmi la la douceur des montagnes boisées. La reine Marie projette de construire un chalet sur cette crête que nous suivons, où toutes les brises du ciel semblent s'être donné rendez-vous.

Nous descendons maintenant le versant de Transylvanie. Une large vallée plus découverte où les pâturages ont remplacé les forêts. Des villages s'espacent au bord de la rivière, et bientôt changent d'allure, se divisent, opposant la partie saxonne à la partie roumaine. Et c'est miracle que la maison roumaine n'ait pas été tentée d'imiter les fermes saxonnes, cossues, dont les importantes façades se carrent au bord de la route, et qui dissimulent entre de hautes murailles une cour spacieuse et de nombreuses et confortables dépendances. Non, elle est demeurée semblable à elle-même, à la maison valaque ou moldave du temps de Michel le Brave avec ses murs de pisé, son toit pointu, sa modeste crépissure, ses fenêtres exiguës encadrées de bleu. Elle ne vieillit pas. Quand elle s'écroule, on la relève à la même place et elle retrouve une figure identique : un peu de terre pétrie, un peu de chaux, un peu de paille ou quelques lattes, il lui faut si peu ! Petites maisons légères et éternelles, admirable persévérance de la tradition qui a maintenu la patrie spirituelle sur le sol asservi.

Mais dans ce pauvre intérieur il y a tout le luxe magnifique

de la fantaisie que les Saxons ne connaissent pas, entre leurs meubles riches tournés dans les grandes villes. Les paysannes roumaines de la Transylvanie, celles de la Bukovine et celles de la Bessarabie, ont tissé des tapis, des couvertures, brodé leur linge, enchanté leurs deux chambres d'une symphonie de couleurs. Comme leurs sœurs de l'ancien royaume, elles ont le sens inné du dessin et de la nuance. Et des différences de détail, leurs broderies et leurs tissages attestent une tradition pareille et des goûts qui se ressemblent.

Éblouissement des sorties de messe... En ce dimanche de Pentecôte, les Roumains ont revêtu leurs plus beaux costumes. Rien ne saurait rendre le brillant de ces processions d'hommes et de femmes vêtus d'étoffes blanches, brodées d'or, de rouge vif et de noir. Les jeunes filles sont coiffées de voiles qui scintillent et que le vent soulève autour de leur visage. Les bannières historiées palpitent au-dessus d'elles. Et le grand soleil rend presque insoutenable l'éclat des icones.

La vallée continue de descendre et de s'élargir. La Bistritza allonge dans les prairies ses paresseux détours. On aborde un vaste plateau entouré de montagnes qui font à Cluj comme un écrin d'azur. Cluj, dans ses antiques murailles, avec sa cathédrale un peu sévère qui se souvient d'avoir été protestante, sa promenade aux arbres presque trop beaux, trop touffus, et son jardin botanique sur le sommet de sa colline, est une petite ville sérieuse. On y respire l'atmosphère spéciale aux villes d'étude. Les Hongrois, par coquetterie, donnaient beaucoup de soins à cette université de Cluj. Les Roumains, soutenus par la France qui lui a envoyé une mission de professeurs distingués, la favorisent à leur tour. La petite ville transylvaine, avec sa chaire de littérature française, ses Facultés largement installées, ses spacieux laboratoires, ses collections, sa bibliothèque, ses musées et son Institut de Spéléologie unique en Europe, est en passe de devenir, dans son nœud de montagnes, un centre universitaire de premier ordre. Elle en est fière et travaille à mériter ses privilèges.

***

En sortant de Cluj, on monte doucement au flanc d'une de ces collines qui lui servent de toile de fond. L'auto quitte la route, cahote dans un chemin qui coupe les labours, s'arrête

enfin, à bout de souffle, et nous poursuivons à pied le pèlerinage à travers la vaste plaine nue, la plaine de Tourda, où Michel le Brave, prince de Valachie, au lendemain de sa dernière victoire, fut assassiné par les Wallons du traître Basta, à cette place même consacrée à sa mémoire.

On aperçoit de loin ce renflement de terre qui garde l'aspect d'un camp retranché. Au centre, protégé par une clôture rustique, s'élève un tertre si petit qu'on dirait une tombe encore fraîche au pied de cette grande croix byzantine en bois brut. Dressée au milieu des champs, avec sa parure de couronnes et de bouquets, cette croix est bien plus émouvante qu'un monument officiel. Elle sanctifie cette terre qui a vu le corps du héros abandonné sans sépulture pendant des jours et des jours, et livré aux insultes de la soldatesque de Basta. La tête de Michel le Brave fut enfin rapportée en Valachie par un de ses capitaines et ensevelie dans l'église du couvent de Dealu, sous une dalle dont l'inscription se termine ainsi : *... et son corps gît dans la plaine de Tourda où les Allemands l'ont tué le huitième jour du mois d'août 1601.*

Ainsi, un siècle après Étienne le Grand mourait le dernier champion roumain, qui lutta victorieusement contre les Turcs. Leurs destinées ont quelque ressemblance. Michel, comme Étienne, mal soutenu par l'empereur d'Autriche, se vit abandonné, trahi, et dut se défendre contre les Polonais et les Hongrois, qui lui enlevèrent le fruit de ses victoires. Lui aussi, après avoir conquis sur les Turcs l'indépendance de sa patrie, désespéra des souverains chrétiens, qui comprenaient si mal les grands intérêts de la chrétienté.

— On m'a bien dit de ne pas me fier aux Allemands, grondait Michel ulcéré. Je ferai connaître au monde entier comme on s'est joué de moi.

En 1916, les armées allemandes arrivèrent au monastère de Dealu. Mais la tête de Michel le Brave ne s'y trouvait plus : les Roumains, craignant que ne fût violée cette sépulture, avaient fait transporter à Odessa les restes sacrés.

Le retour, en 1919, fut triomphal. De Jassy à Dealu, à chaque station, le peuple accourait. Les troupes rendaient les honneurs royaux. Et le Roi déposa sur le cercueil la croix de l'ordre de Michel le Brave qu'il portait à son col.

Nous regardons les bouquets d'humbles fleurs, attestant le

culte que les Roumains de Transylvanie rendent au héros qui signait fièrement ses actes :

« Michel Voévode, par la grâce de Dieu prince de la Valachie, de la Transylvanie et de la Moldavie... »

N'est-il pas un précurseur, celui qui parvint à accomplir pour un instant l'union des trois provinces? Cet idéal qui fut le sien est, aujourd'hui, une réalité. Comme s'il eût pu lire dans l'avenir, Michel, « prince de Valachie, de Transylvanie et de Moldavie », prépara les assises de la Grande Roumanie.

VII. — LA SENTINELLE

Ainsi, sous le règne de Michel le Brave, comme sous celui d'Étienne le Grand, les principautés valaques et moldaves ne dépendaient plus de Constantinople. Elles représentaient, dit M. Jorga, « l'avant-garde, exposée aux plus grands dangers, de l'offensive chrétienne, entreprise de nouveau contre le monde ottoman ». Elles opposaient une muraille vivante à ses empiètements. Elles veillaient, sentinelle avancée, offerte au péril.

Ce rôle, la Roumanie nouvelle le joue encore une fois : le danger qui menace l'Europe a changé de nom simplement.

— Si l'on se figure qu'on peut avoir des accommodements avec le bolchévisme, on se trompe, nous disait un jour, au printemps dernier, le président du Conseil. Il n'est ni accommodement, ni compromis possible avec ceux dont le but avéré est de transformer la société européenne en une société soviétique. De même, aucun accommodement ne pouvait intervenir avec les musulmans qui rêvaient de conquérir le monde à la foi musulmane. Il fallait l'accepter ou se défendre. Le dilemme se pose dans les mêmes termes : se défendre ou accepter...

M. Bratiano redresse son énergique visage, si jeune sous les cheveux d'argent, que dément sa barbe noire.

— De tous les pays d'Europe, la Roumanie est le plus exposé, continue-t-il. Les bolchévistes ont essayé d'en faire une première marche vers l'Occident. Ils ont échoué. Mais ils ne cessent de s'occuper de nous. Leur propagande est très active. Ils emploient tous les moyens, se servent du moindre incident. Ils attisent tous les mécontentements. Ces internationalistes sans religion, on les trouve à l'origine de certains mouvements antisémistes. Les bolchévistes iront jusqu'à soutenir le grand

propriétaire contre les paysans, à l'insu du grand propriétaire, qui ne sait pas que leur argent paie ce genre de propagande...

Un vif sourire éclaire la face soucieuse du ministre.

— La réforme agraire est une de nos meilleures défenses, dit-il. Il nous reste à veiller...

Tandis que nous voyagions dans le Quadrilatère, nous avons vu paraître ce danger dont parlait le président du Conseil.

Nous avions abordé à Turtucaïa, une bourgade de pêcheurs étagée sur la rive dobroudjienne du Danube. Le préfet de Silistrie et le chef de la police, venus à notre rencontre, nous escortaient en automobile. Une plaine vallonnée s'étendait jusqu'à l'horizon, toute piquetée de points d'ombre, des arbres isolés au milieu des cultures. Les arbres qui servent d'abri aux travailleurs par les journées torrides, les verts différents de ces champs rapprochés indiquaient que le régime de la grande propriété était inconnu dans ce Quadrilatère, peuplé de Roumains, de Bulgares et de Turcs et qui n'appartient à la Roumanie que depuis 1914. De loin en loin, dans un repli de la terre, apparaissait un village, comme un îlot de verdure d'où l'on voyait émerger des toits de lattes, des clôtures tressées, où l'on reconnaissait, au bord du chemin, une longue fontaine turque.

Le pays devint plus sauvage. L'automobile franchissait des éminences boisées où fleurissaient des lys blancs et des asphodèles. Une forêt de taillis commença, très dense, véritable maquis, refuge inextricable, et elle était rasée le long de la route où patrouillaient des gendarmes le fusil au bras.

— La frontière n'est pas loin, expliqua le préfet. Nous avons souvent des gendarmes tués. Les paysans qui se hasardent le soir sur la route sont dépouillés...

Sous le couvert d'agitation bulgare nationaliste, ce sont encore les Soviets qui agissent. Ils entretiennent des bandes armées dans ces forêts. Les moyens de propagande de Moscou changent suivant les circonstances et les conditions ethniques.

Lors de l'attentat de Sofia, — la bombe lancée en pleine cathédrale et qui tua sept généraux et de nombreux notables, — le complot bolchéviste avait eu des ramifications jusque dans le Quadrilatère. Plusieurs semaines auparavant, les gendarmes roumains avaient arrêté des agitateurs communistes, trouvé des fusils, des munitions, des lettres. Un mouvement de vaste

envergure se préparait. Mais on ne pouvait se rendre compte de ce qui devait se passer. Un des comitadjis capturés fut tué par ses amis, qui craignaient qu'il ne parlât... Le gouvernement bulgare, averti, ne put empêcher l'attentat.

Nous approchions de Silistrie. Le Danube déroulait de nouveau ses courbes grises bordant sa plaine d'inondation. Des pêcheurs lipovans à la barbe couleur de pain brûlé montaient d'un village invisible tout au bord de l'eau. Et la petite ville apparut au pied de sa colline couverte des ruines d'une puissante forteresse turque qui n'a jamais été prise.

La maison du préfet nous accueillit. Et tandis qu'il faisait les honneurs d'un salon occidental, nous l'avons vu retirer de sa poche des revolvers et des grenades...

— Ma tête est mise à prix par les bolchévistes, expliqua-t-il paisiblement, ainsi que la tête du chef de la police... Alors... il faut bien prendre quelques précautions!

Et sa charmante femme ajouta :

— Je suis toujours inquiète. Je ne laisse jamais mes fils l'accompagner dans ses tournées.

Pendant deux jours, nous avons voyagé entre ces condamnés à mort.

Méandres des vallées qui enferment des collines basses, couronnées de rochers et où la forêt, sans une déchirure, moutonne jusqu'à l'horizon. Dans le mystère de ces profondeurs vertes, le Quadrilatère roumain se soude à la terre bulgare. La route dangereuse était gardée par des gendarmes, tournés vers le fourré d'où les coups de feu pouvaient partir. Les deux autos ne se perdaient pas de vue. Et lorsqu'un détour les séparait un moment, la première aussitôt attendait, prête à rebrousser chemin. Parfois elles s'arrêtaient ensemble. Et nous descendions pour contempler sous les arbres une tombe, entourée d'une palissade, avec une croix de bois portant un nom, une date et la mention : « Mort pour la patrie », — la tombe d'une sentinelle roumaine, foudroyée à cette place même par la balle d'un meurtrier invisible. Toute cette route, proche de la frontière, au bord de la forêt, est ainsi jalonnée de tombes.

Au sortir de ces défilés nous sommes allés à Ghiulerchioï (village des lacs) où nous avons bu du café turc sur la terrasse en terre battue d'un estaminet rustique. Autour d'un puits, des

femmes qui portaient le costume bulgare, le tablier de lourde étoffe brodée de laine, un mouchoir noir serrant leurs cheveux, remplissaient leurs cruches. Des enfants jouaient dans les cours clôturées de bois tressé. Un jeune homme silencieux nous apporta des roses parfumées, d'un rose ardent, ces roses, inconnues chez nous, dont les corolles étroites semblent distiller toute la poésie voluptueuse de l'Orient.

*
* *

En Bessarabie, à dix-sept kilomètres du Dniester, qui sépare la Roumanie nouvelle de la terre soviétique, Kishinau, la capitale, répand sur ses collines, entre des collines plus hautes qui dessinent autour d'elle une vaste coupe dénudée, ses maisons basses, ses églises à boules étincelantes, ses quartiers commerçants où les échoppes se touchent à la mode orientale, sa banlieue colorée qui n'en finit plus. Kishinau prolonge volontiers sa sieste accablée sous cette lumière que réfléchissent tout autour d'elle les rampes arides, comme un vaste miroir enveloppant la ville d'un soleil redoublé. Elle ne se ranime que vers la fin de l'après-midi, dans l'ombre oblique des acacias qui l'éventent, tandis qu'une soif soudaine pousse les passants le long des trottoirs, les attable sur les terrasses des cafés où ils écoutent de fades musiques occidentales.

Aucune arrière-pensée ne trouble leur insouciance. Le commandant du IIIe corps n'est-il pas là qui veille?

Dans sa belle résidence qu'entoure de silence un grand jardin à la française, le général ne dort plus.

— Trois fois par nuit, dit-il, je reçois les rapports de mes observateurs. En quelques minutes, je puis mettre mes troupes sur pied.

Il a un visage énergique, consumé par cette veille perpétuelle. Avec un geste de sa main nerveuse, il ajoute :

— En deux heures, la cavalerie bolchéviste pourrait déboucher aux portes de la ville...

Une nuit, elle a franchi le Dniester près de Cetatea Alba. Les contingents roumains avaient cent kilomètres à parcourir pour la rejoindre, et par quels chemins! Elle réussit à s'emparer d'un village et à couper les fils télégraphiques avant que le général, arrivant à toute allure, ne la prît entre deux feux et ne la mît en déroute.

Nous descendions le versant d'une colline. Le Dniester apparut tout à coup dans la profondeur, étirant ses courbes indolentes, d'un gris uni, entre des bois qu'elles divisent en deux moitiés irréconciliables, la forêt roumaine et la forêt soviétique. Au delà, remontant doucement jusqu'à l'horizon, les houles de la terre entrecroisaient leurs lignes plus nues encore, ne laissant voir aucune culture. Rien ne vivait dans ces espaces immenses, rien que la silhouette bleue d'une sentinelle roumaine, qui arpentait le sentier au bord du fleuve.

Derrière nous, adossé à la colline, un village, Vadul lui Voda, étageait des maisons pareilles aux maisons moldaves, avec leurs façades blanches, leur toit de roseaux, la terrasse en terre battue. Un tronc mort et fourchu marquait la place du puits. Un Christ sculpté s'abritait sous un auvent, entouré de saintes figures découpées dans le bois, à la mode russe.

Nous avons remonté le cours du Dniester. Des marécages fleuris d'iris jaunes et des taillis le séparent de la route, une route militaire interdite où l'on ne croise aucune charrette de paysans. Nos yeux s'attachent à cette rive bolchéviste, si proche qu'on en peut distinguer tous les détails, et plus inaccessible que si la terre entière nous eût séparés d'elle...

Ici, c'est une église dont les coupoles vertes émergent d'un îlot de feuillage. Les maisons sont ensevelies sous les arbres. Des femmes lavent du linge, entrées dans l'eau jusqu'aux genoux. Une barque de pêcheurs louvoie à quelque distance. Les hommes retirent les filets. Mais déjà ils ont aperçu l'automobile militaire et ils se rapprochent de la rive.

— Ils ne doivent pas dépasser le milieu du fleuve, dit le colonel qui nous escorte. C'est l'ordre.

Et il ajoute :

— Naturellement nous tirerions en l'air. Ces gens-là sont des nôtres... Des Moldaves, eux aussi.

Un peu plus loin, sur la rive soviétique, ce village, Pojrebü, juste en face du village roumain que nous venons de traverser, lui ressemble comme un frère. Mais l'église de Pojrebü est muette et fermée... elle ne prie plus, elle a cessé d'être vivante. Les habitants de ces deux villages identiques sont apparentés sans doute, liés par les mêmes traditions, les mêmes souvenirs. Ils peuvent s'appeler d'une rive à l'autre, se regarder de loin. Ils ne peuvent plus se rejoindre, car Pojrebü, moldave, appar-

tient à la République soviétique moldave, et ils sont séparés par l'abîme le plus profond qui puisse s'ouvrir entre les hommes : un évangile différent que les uns veulent à tout prix répandre, les autres, à tout prix repousser.

Il est là, devant nous, cet ennemi auquel on s'efforce d'interdire le passage. On peut empêcher ces pêcheurs de franchir le fleuve, on peut tirer des coups de fusil en l'air pour les effrayer. Les sentinelles roumaines, surprises un beau soir, peuvent donner leur vie. Mais comment le réduire à l'impuissance? Il est insaisissable. Il n'est nulle part, et il est partout. Il s'insinue avec la contrebande. Il se glisse comme une ombre. Il se tapit dans les forêts. Il guette sans relâche, habile à saisir l'occasion par les cheveux. La Roumanie se défend de toutes ses forces, mobilisant ses hommes et ses biens. Elle est, une fois de plus, au poste le plus exposé d'Europe, l'avant-garde résolue qui affronte l'invasion. Elle sait bien que la lutte, engagée à outrance, ne peut connaître ni armistice, ni traité de paix. Et elle n'ignore pas qu'en se défendant, elle protège les vieux pays occidentaux, — la chrétienté, comme naguère.

Je regarde la sentinelle bleue qui poursuit sa route le long du fleuve, et je songe aux tombes nombreuses jalonnant la route frontière de Dobrodja. Cette nuit, à Kishinau, le général se relèvera trois fois... Les uns veillent et les autres sont morts pour leur pays, — et aussi pour la civilisation de l'Europe menacée.

Cela, c'est la tragédie de notre temps. Dans le trouble de l'heure présente, harcelés de soucis et de menaces, nous ne l'apercevons peut-être qu'imparfaitement. Mais plus tard, à travers le recul des années, ceux qui nous suivront discerneront à coup sûr que cette lutte de la civilisation occidentale contre les forces de destruction, c'était, au sortir de la guerre, l'affaire essentielle de notre siècle. Ils reconnaîtront alors, en la Roumanie, la sentinelle à qui le sommeil est interdit. Ils donneront raison à ses inquiétudes. Ils admireront sa résistance. Et les soldats frappés en gardant la frontière leur apparaîtront comme les champions de la cause la plus nécessaire et la plus précieuse à nos cœurs d'Européens.

NOELLE ROGER.

SUR LES PAS
DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

IV [1]

LES NIDS DANS LA MURAILLE (*suite*)

IV. — LE JONGLEUR DE DIEU

Greccio est un des noms insignes de la géographie franciscaine. C'est là que se passe un des épisodes populaires de la vie du saint héros : c'est là qu'il célébra, trois ans avant de mourir, cette fameuse Noël, cette Nuit de Greccio plus connue encore dans le monde que la *Nuit* du Corrège. Jean de Parme, un des généraux de l'ordre au XIIIe siècle, y passa dans la retraite trente années de sa vie. Enfin, on conserve dans ce couvent un portrait de saint François, une peinture très vieille et très curieuse, dit-on, où le saint patriarche est représenté en larmes. Ce portrait, le souvenir du mystique exilé et celui de saint François lui-même, voilà plus qu'il n'en faut pour expliquer une visite à la Bethléem franciscaine.

Le tortillard de Rieti vous dépose à une halte en pleins champs, au pied de la montagne. Le sentier du couvent se met à grimper presque tout de suite en sortant de la gare, sans passer par le village. Le temps est couvert et menaçant. Le profil de la haute muraille a repris son air grave et son front sévère. On se trouve comme dans l'enfoncement d'une courtine, sur une pente argileuse formée de terres arrachées par les pluies aux parties hautes du paysage. Un hameau misérable

Copyright by Louis Gillet, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août et 1er septembre.

disperse sur cette pente, parmi des châtaigniers, ses bicoques et ses toits de chaume, comme une bande de poules qui cherchent leur vie entre les cailloux. Un ruisseau égoutte sa fontaine dans une cuve où trois paysannes sont en train de laver. C'est toute la place du village. On se croirait très loin dans le temps, ou bien très loin d'ici, dans notre Limousin.

Qui donc, en racontant la scène de Greccio, parle de la « procession des gens de Rieti »? Celano dit simplement que les gens des environs y vinrent avec des torches. Rieti est à trois bonnes lieues d'ici, et il faut n'avoir aucune idée de la grotte de Greccio pour se figurer qu'il ait pu y tenir une bien grande assistance. L'imagination grandit la scène, mais ce fut en réalité quelque chose de très humble, une veillée de paysans. On se représente très bien, au contraire, les familles du hameau en train de sortir de leurs masures pour aller au rendez-vous du saint, chacun portant son falot pour se diriger dans la nuit. Ces petites lueurs qui se cherchent, ces lucioles errantes, une poignée de chrétiens de cette pauvre paroisse, Simon, Pierre, Jean et Barthélemy ou Barnabé peut-être? se hêlant avec bonne humeur, ce chapelet de lanternes s'égrenant le long du raidillon, une fête de rustres, en somme, deux ou trois douzaines de vilains, pas davantage, un réveillon dans un trou de montagne : tout ce qu'il y a de plus « campagne », de plus exigu comme assistance, et c'est cette misère même, cette déconcertante humilité des choses qui fait la ressemblance avec la nuit des bergers de Juda.

Soudain le couvent tombe du ciel quand on ne s'y attendait plus, perché encore une fois là-haut, pendu à la montagne exactement comme un tableau et, ma foi! sans beaucoup plus d'épaisseur. Une arcade pleine, formée de deux arches d'aqueduc montant de fond le long de la paroi abrupte, supporte le léger décor, la petite terrasse en corniche et les maisonnettes disparates de cet ermitage aérien. Quelle chose planante, presque envolée, doit devenir l'existence pour les êtres qui font leur demeure dans cet asile des saints! Toujours ces oiseaux de muraille, ce peuple du ciel plutôt que de la terre, ces colombes et ces hirondelles que l'on voit quelquefois raser nos plaines et nos vallées, mais pour regagner bien vite leur nid au creux de la roche, à mi-chemin des nues! Sans doute, c'est le doux coup d'aile de leur vol qui parfois rafraîchit nos fronts et dont le

frisson parcourt nos âmes comme une brise qui évente et dissipe nos miasmes.

Les cent derniers mètres de l'ascension se font par un escalier en zigzags, bordé du côté du précipice par une haie d'ormes superbes. C'est seulement à ces hauteurs qu'on retrouve, — comme aux environs d'Albano et de l'Ariccia, chers à Corot, — nos végétations du Nord. Pour compléter l'impression, voilà que la pluie s'en mêle et achève de tout obscurcir. Il est temps d'arriver. Du petit vestibule où le frère portier m'accueille avec la cordialité franciscaine, il m'invite à monter tout droit à l'étage au-dessus. J'enfile un petit escalier dans un boyau assez noir, et me voilà dans l'église. Un jeune frère de beau visage osseux, un de ces visages à fier profil qui ont si grand air dans les fresques de Melozzo ou de Frà Diamante, fait le catéchisme à une douzaine de gamins et de gamines rangés sur deux bancs au milieu de la nef, les arrière-petits-enfants de la Noël de saint François. Ils ne savent pas très bien leur leçon, ces jeunes catéchumènes, mais ils ont du jarret ! A cette hauteur, on dirait le catéchisme dans le clocher. Il paraît que déjà leurs aïeux du temps du Petit Pauvre avaient la tête un peu dure.

La *chiesina* est moderne, ce semble, tout à fait sans style, de dimensions modestes, mais beaucoup plus spacieuse vraiment qu'on n'aurait pu l'attendre dans un pareil endroit. Le mur de gauche, qui fait partie des anciennes constructions, conserve deux vieilles fresques presque évanouies du XVe siècle, une *Vierge* et une *Trinité*, où Dieu le père présente aux hommes son fils crucifié, de ces vieilles peintures qui jouent un peu le rôle des images d'Épinal des vieux « *saints* », qu'on voyait jadis dans les chaumières attachées aux murs par un clou, — de ces peintures qui ne sont pas des chefs-d'œuvre, il s'en faut ! et qui ne seront jamais mentionnées dans les guides, mais qui plaisent justement parce qu'elles n'y songent pas.

Le portrait de saint François est placé assez haut dans le retable du maître autel. J'attends que le Révérend Père gardien vienne lever le voile. Faut-il dire que c'est une déception ? Cela, un ouvrage du début du XIIIe siècle, un portrait peint pour « frère Jacqueline » ! Je ne le connaissais encore que par une estampe et j'avais mis provisoirement mes doutes sur le compte du graveur : ou bien il pouvait se faire encore que l'original

eût été repeint. Mais non, c'est bel et bien un tableau des environs de l'an 1600, et c'est même pour cette raison qu'il est assez curieux.

Ce saint François en larmes, qui fait de la main droite un geste de pitié devant un objet invisible et se tamponne les yeux avec un mouchoir (un mouchoir au XIIIe siècle !) est le contemporain de Greco et d'Alonso Cano, des moines de Zurbaran qui nous poursuivent, à Tolède, à Valladolid, à Séville, de leurs regards extatiques et de leurs faces émaciées. C'est le saint François de la Contre-Réforme. Cette figure en deuil est l'image d'un siècle de pénitence, d'un siècle qui expie les illusions de la Renaissance, le paganisme de la raison et l'orgueil de la vie. La Renaissance en son âge d'or (Michel-Ange, Raphaël et le grand Titien lui-même) a peu de sympathie pour la figure du Petit Pauvre. Il a fallu, pour l'éclairer, de terribles déconvenues, vingt-cinq ans d'horreurs et de gâchis. Ce revenant qui reparaît alors avec sa corde et sa bure grise, ce va-nu-pieds à figure navrée signifie que c'est fini de croire à la joie de vivre. Il s'est produit alors, exactement comme à l'époque du *Génie du Christianisme*, un retour nostalgique aux idées et aux légendes du moyen-âge. C'est le début de cette grande enquête sur les origines chrétiennes à laquelle nous devons le monument des Bollandistes, l'histoire de Luc Wadding. Le saint François de cette époque est le plus « historique » qu'on ait peint depuis les portraits d'Assise et de Subiaco. Il se rapproche des documents. Voilà son capuchon, son habit rapiécé, son petit collier de barbe rare. La peinture elle-même affecte une certaine gaucherie, une vertueuse sécheresse; elle recherche l'expression de la spiritualité. Tout cela éclate dans cette petite figure assez mal peinte, dans ce masque cerné d'ombres dures, dans ces grands enchâssements, dans la ride amère qui sillonne la joue, dans ce dessin ingrat, dans cette cuisse mal emboîtée : une peinture d'enseigne, chef-d'œuvre de quelque douanier Rousseau de ce temps-là.

Ce qui intrigue, tout de même, c'est de savoir s'il y a eu vraiment alors, dans ces montagnes, un naïf, une espèce d'attardé ou de « primitif » du XVIIe siècle pour peindre ingénument de cette façon maladroite et forte, ou bien si l'on est en présence d'une pieuse rouerie, d'une habileté qui se camoufle en ignorance ? Et alors, était-ce de bonne foi, par conviction

et par archaïsme sincère (comme nous l'avons vu dans le cas des Préraphaélites), ou si la feinte n'est qu'une supercherie, un véritable *faux* fait par quelque roublard avec l'intention de tromper? Ce prétendu portrait serait-il quelque chose comme la tiare de Saïtaphernès, l'ouvrage d'un de ces Vrain-Lucas toujours attentifs à exploiter les *dadas* de la crédulité? Je serais tenté de le croire : et la preuve serait justement l'invention de ce *pedigree* et ce certificat d'origine, qui vient mêler ici le nom de Jacqueline de Settesoli (sans compter que le vrai tableau, qui a des chances d'avoir appartenu à cette dame, existe toujours à San Francesco a Ripa). Et c'est ici que le faussaire montre le bout de l'oreille.

La grande relique de Greccio, c'est bien entendu la grotte de Noël, la petite cave de Bethléem où François, le 25 décembre 1223, fit aux pauvres gens du pays le sermon de la messe de minuit, et où eut lieu la vision que rapporte Celano. C'est autour de cette grotte que les premiers disciples de saint François, Léon, Rufin et Ange de Rieti, à qui est attribuée la *Légende des Trois compagnons*, creusèrent d'assez bonne heure leurs étages de *sepolcreti*. Ce village de pieux Troglodytes, cette sorte de colombier mystique a été conservé religieusement par les siècles, comme on met sous verre, à Pompéi, les peintures des boutiques et du *thermopolium*. Le couvent s'applique sur ce mur comme un de ces masques qu'on emploie pour protéger un espalier. Certaines parties remontent à saint Bonaventure, d'autres au temps de saint Bernardin. Aux antiques boiseries le XVIIIe siècle a ajouté le tulle de ses ferronneries élégantes. Nul souci d'unité, aucune sorte de formalisme : l'ensemble a ce laisser aller, cette fantaisie franciscaine qui se tourne si aisément en poésie.

La grotte se trouve près de l'entrée, à peu près sous le chœur de l'église où j'étais tout à l'heure, sorte de poche naturelle, de soufflure de la roche, comme celle que produit une bulle d'air dans une fonte, étroite, obscure et prenant le jour par un soupirail sur le couloir. Cette grotte a sa légende, comme celles du mont Gargan et du mont Saint-Michel. Le peuple veut toujours des miracles. Il faut savoir que le pays appartenait à un chevalier de Greccio, appelé Jean de Velita; ce pieux seigneur donna la montagne à François pour y faire oraison. C'est le genre de cadeaux qui lui était le plus agréable.

On voit encore, tout au sommet, une chapelle, pareille à un refuge de montagnes, construite à l'endroit où il se plaisait à méditer. Le bon chevalier avait coutume de lui porter lui-même un peu de nourriture. Mais l'ascension était pénible et le chevalier un peu poussif. Il pria le Petit Frère de condescendre à se percher un peu moins haut.

« Volontiers, dit François, à la grâce de Dieu! » On fait venir du village un enfant avec un tison. « Où le tison tombera, dit le saint, c'est là que je fixerai mon nouvel oratoire. » Il pensait que ce serait l'affaire de quelques pas. A sa grande surprise, voilà le tison qui s'envole comme un trait de feu, franchit toute la vallée sur un espace de plus de deux milles, et vient frapper la roche au-dessus de la grotte; on voit encore distinctement la trace de sa chute, le charbonnage d'une chose brûlée ou le sillon d'un coup de foudre.

Je ne referai pas le récit de la nuit de Noël, que tout le monde a lu dans Celano ou dans la *Vie* de saint Bonaventure. Une vieille fresque du xve siècle, peinte au fond de la grotte, représente naïvement la scène à l'endroit même où elle s'est passée. On y voit le saint à genoux, avec un beau surplis de diacre, les mains jointes devant le *bambino* emmailloté jusqu'aux épaules, comme une petite momie posée dans sa mangeoire; le célébrant et l'assistance, où l'on reconnaît au premier plan le bon seigneur Jean de Velita, admirent le miracle. Sans doute, cela ne vaut pas Corrège : et cependant, à cette place, je ne changerais pas cette image rustique pour le divin chef-d'œuvre.

Dans le riche écrin de la liturgie, il est permis aux saints d'avoir leurs préférences. Chacun choisit dans ce trésor. Il y a des saints de Pâques et des saints de semaine sainte. Entre toutes les fêtes de l'année, saint François nourrissait une prédilection spéciale pour la fête de Noël. Il l'appelait la fête des fêtes. C'était pour lui la lueur d'espoir dans l'angoisse de l'année, l'aube d'un nouveau cycle et d'un nouveau printemps; c'était la fête de la concorde, la fête des familles; c'était le jour où le ciel a épousé la terre, où la divinité a voulu prendre notre chair et, suspendue au sein d'une femme, boire le lait de la tendresse humaine. C'était tout ce qu'il aimait : la plus grande noblesse dans la parfaite misère, toute la gloire, toute la Pauvreté, en un mot, tout l'amour. Ces idées le jetaient dans les transports

d'une joie qu'il aurait voulu partager avec les choses elles-mêmes. « Ce jour-là, disait-il une fois que Noël tombait un vendredi, je voudrais que les murs fissent gras, qu'on les graissât de viande, même à l'extérieur. » Il aurait voulu ce jour-là une liesse universelle : les riches régaleraient tous les pauvres, il n'y aurait pas un malheureux ; les animaux eux-mêmes auraient double ration. « Si j'étais l'Empereur, disait-il encore, je ferais prescrire de répandre du grain sur toutes les routes pour les petits oiseaux, spécialement, ajoutait-il, pour mes sœurs les alouettes. » Trait de gentillesse toute franciscaine : saint François est le saint qui, dans son rêve de bonheur, n'oubliait pas les alouettes.

En 1223, à l'époque où se place cette scène, il y avait trois ans qu'il était rentré de Palestine. Nous ne savons malheureusement presque rien de ce voyage ; il est même étonnant que Celano n'en ait appris aucun détail par les frères qui y étaient avec lui, tels que frère Illuminé et Césaire de Spire. Ah! que ce biographe était donc peu curieux ! Mais le souvenir des Lieux saints, qu'avait parcourus saint François, l'obsédait. Dans sa mémoire si vive, au fond de ses yeux brûlés du soleil de Syrie, il gardait ces images, ces vestiges de la vie et de la Passion de Jésus, dont l'empreinte, quelques mois plus tard, allait apparaître sur sa chair, au miracle de l'Alverne. Il était descendu dans cette cave où une pauvre jeune femme proche de son terme avait trouvé refuge près de l'étable des animaux, dans cette grotte étranglée où la terre gémissante, après de longs siècles de gestation, avait expiré son Sauveur. Peut-être le local, arrangé pieusement par les croisés, avec sa grotte de saint Jérôme et la tombe de Paule et d'Eustochie, était-il à peu près tel que nous le voyons dans le tableau d'Utrecht qui montre des pèlerins en prières près du berceau de Bethléem : on y voit l'autel de la crèche et le lavabo des sages-femmes et le bain de l'Enfant-Jésus. J'ai déjà parlé de ce sentiment qui portait alors le monde chrétien à se faire partout des *doubles*, une ombre des Lieux saints : sentiment de l'exilé qui se console de l'absence par des objets qui lui rappellent le souvenir de la patrie. Dans ces pensées, la grotte fut trouvée par François ou lui fut indiquée par quelque paysan dans ses courses aux environs de Rieti ; et l'idée lui vint d'y répéter la scène qui l'avait tant frappé dans la grotte de Bethléem.

Un des traits singuliers du caractère de François, c'est le don dramatique. Cet instinct de la pantomime, ce sens italien du geste, qui transforme là-bas le moindre récit en spectacle et qui, pendant la semaine sainte, exige pour le sermon une estrade où le prédicateur se démène comme un bateleur, saint François le possédait à un degré remarquable, dont ses biographes nous ont transmis une foule d'exemples. Avec son imagination puissante, sa manière si vive de se représenter les choses, sa fougue l'emportait, il ne se possédait plus. La passion l'agitait au point qu'on l'aurait pris pour un danseur. C'est ce qui rendait impossible de noter ses sermons ; l'impression restait profonde, mais on ne se souvenait plus d'un mot, ou bien les paroles semblaient avoir perdu leur sens. Il s'y jetait de toute sa personne ; pour reproduire ces discours, cette éloquence à corps perdu, il aurait fallu des instruments que nous ne possédons pas, un *film* du geste et de l'accent.

Mais ce n'est rien auprès d'une faculté plus rare, d'un pouvoir dont il ne se doutait guère ou du moins qu'il ne savait pas nommer encore, parce que rien de pareil n'existait de son temps : un prodigieux instinct du théâtre animait, sans qu'il le sût, sans que personne le lui eût appris, ce petit homme malingre et extraordinaire. Il avait le démon de l'action, ce que Voltaire, — qui serait bien étonné de se voir en cette affaire, — appelle le diable au corps. C'était une sorte de génie qui le poussait à chaque instant, par besoin de l'expression, à inventer des situations, des scènes hardies, neuves, piquantes, singulières, terribles qui secouaient l'assistance et la frappaient d'étonnement. On ne savait jamais ce qu'il allait faire, ce qui allait sortir de ce moine toujours imprévu. Rien de moins prémédité, d'ailleurs. C'est le moins automate des hommes, le plus immédiat, le plus soudain, l'homme le moins esclave de la convention, le plus affranchi des lois de la nécessité : personne n'a eu peut-être à ce point la merveilleuse puissance d'échapper à toute espèce de routine, d'improviser sa vie et de l'inventer à mesure. Son histoire est une succession de trouvailles, une source jaillissante d'actions originales, qui ne se répètent pas et surtout ne copient personne. Toutes nos existences se traînent dans d'assommantes redites ; la part du mécanique, de la paresse, du déjà vu y est immense ; nous ne faisons que ramper dans l'ornière d'un

chemin battu par des milliards d'êtres avant nous. Quand nous disons : « Je t'aime », ces syllabes qui nous émeuvent ont été usées sur les lèvres de millions d'amants. Seul le Petit Pauvre a l'air de vivre une existence qui n'a jamais servi.

Il avait le don d'organiser instantanément chaque idée, de la dramatiser, d'en faire un petit acte pathétique et de sens saisissant. Il n'était pas seulement l'homme qui monte sur la borne et soulève la foule : il savait l'intéresser par quelque chose de plus que des discours, par de petites saynètes, des bonheurs de dramaturge. Si j'osais me servir d'un mot qui implique un métier et des artifices qui lui étaient tout à fait inconnus, je dirais qu'il brûlait les planches. C'était un *shake-scene*, comme quelqu'un, par un mauvais jeu de mots, l'a dit de Shakspeare. Ses biographies sont pleines de ces épisodes, dont l'outrance ne laisse pas de choquer parfois notre goût : comme le jour où, déjà malade, ayant dû manger en carême un peu de poulet, il se fait traîner sur la place d'Assise, tout nu, la corde au cou : « Voyez le glouton, le tartuffe qui se crève de volaille en secret!... » La même scène se renouvelle à Poggio-Bustone pour un peu de cuisine au lard. Ces spectacles faisaient sur les foules une sensation profonde. Chaque jour, il inventait quelqu'une de ces scènes dont les objets familiers fournissent les éléments, scènes quelquefois muettes, comme le jour où, un frère lui demandant un livre, il donne de la cendre; et comme cet autre jour où, devant parler à Saint-Damien, il reste court, se fait apporter un plat de cendres, en répand sur sa tête, trace avec le reste un cercle autour de lui, se prosterne profondément et se retire sans dire un mot.

Cet instinct de la mise en scène donne lieu quelquefois à des scénarios plus développés : tel est, par exemple, l'épisode de la « famille de neige », ou encore cette scène, la première de toutes, et qui reste son chef-d'œuvre, la grande scène où, devant l'évêque, en présence de tous, tout nu, comme il est venu au monde, il renonce à son père : « Vous m'êtes témoins tous que j'étais le fils de Pierre Bernadone. A présent je n'ai plus de père que notre Père qui êtes aux Cieux! » Une de ces scènes, qui faisaient de sa vie une comédie toujours nouvelle, se place précisément dans le petit réfectoire du couvent de Greccio. C'était le jour de Pâques, probablement en 1225. Les frères avaient cru bien faire de préparer ce jour-là un extra. François

passe par hasard, voit du feu dans la chambre, sur la table une nappe et des verres : c'en était trop ! Il sort sans faire semblant de rien, trouve à la porte un mendiant, lui emprunte son bâton, enfonce son chapeau sur ses yeux et attend dans cet équipage la cloche du dîner : les frères avaient la consigne de ne jamais l'attendre à table. Comme ils commençaient leur repas, voilà que s'élève à la porte une voix pitoyable : « Ouvrez, mes frères ! Au nom de Dieu, la charité à ce pauve pèlerin infirme et misérable ! » La porte ouverte, on imagine l'effet du coup de théâtre. Mais le saint comédien ne se contenta pas de faire une belle entrée. On lui passe une écuelle et il va s'accroupir humblement dans les cendres, et on l'entendait murmurer avec satisfaction : « Comme cela, je suis un vrai mineur ! »

Cette puissance dramatique, François a dû la posséder de très bonne heure : il avait le *don*, et il l'eut tout de suite, et ce fut certainement un de ses charmes les plus sûrs, l'instinct du créateur, cette faculté singulière d'imaginer la vie, de la voir en beau et de la faire voir telle autour de lui, une imagination si forte qu'elle déborde sur ce qui l'entoure et oblige les autres à entrer, bon gré mal gré, dans cette création à demi rêvée et plus belle que la vie. Tout jeune, à la tête de sa bande, il était déjà tel. Sans lui point de chansons, point de plaisirs sans lui. Il avait déjà ce prestige incompréhensible, la magie qui fait le chef et tire de chacun des prodiges. Il distribuait des rôles comme l'auteur d'un drame ou d'un roman, et on se sentait tenu de ressembler à l'image qu'il se faisait de vous. On devenait acteur dans l'espèce de fiction héroïque et romanesque où il entraînait tout son monde. On acceptait de lui des tâches impossibles, parce qu'elles lui semblaient naturelles. Jusqu'au bout, il demeura le même : la misère, les privations, les injures, les avanies, tout semblait charmant et facile, puisqu'il le voulait. Il faisait la pluie et le beau temps. Généreux, attentif à tous, serviable, on l'adorait pour sa merveilleuse bonté. Mais sa vraie libéralité, c'est l'aumône qu'il faisait à tous par sa présence, le rayonnement de sa personne et cette illusion qu'on avait de valoir davantage, tant qu'on était dans sa lumière.

C'est ce qui donne à ces premiers jours de l'ordre franciscain cette allure d'escapade, cet air d'évasion, de vacances qu'on n'a plus guère revu au monde, et qui faisait que tous voulaient suivre les pas de l'enchanteur. Des villages entiers, hommes et femmes,

suppliaient qu'on les laissât abandonner leurs maisons, qu'on leur permît d'entrer en bloc dans la riante confrérie. Ce n'est pas pour rien que François appelait quelquefois ses frères des jongleurs : « Nous sommes les jongleurs de Dieu ! » Lorsque les premiers frères parvinrent en Angleterre, avec leur costume inconnu, leur corde, leur gaîté, on les prenait pour des bouffons ou pour des baladins et on leur fermait la porte au nez. Saint François, comme au temps où il étonnait Assise de ses fredaines et se faisait le chef d'orchestre des *gabs* de la jeunesse dorée, avait réussi à communiquer à tout son monde son extraordinaire flamme, l'espèce de délire actif qui le possédait, ce génie de spectacles, de représentations, cette turbulence comique ou tragique tour à tour, son art d'intéresser les foules et de les mettre de moitié dans tout ce qu'il faisait. Le divin histrion apportait ainsi dans la vie un élément scénique d'une force incalculable. Pour me servir d'un mot dont on fait quelquefois un usage indiscret, c'était ce qu'on appelle aujourd'hui un animateur. Et ce côté public, un peu forain de sa nature ou de son « art », ce côté d'humour qui sent (si l'on veut) son tréteau, ce grain de folie sans lequel on ne fait rien des hommes, expliquent le prodigieux attrait qu'il exerça, l'élan avec lequel le monde donna dans sa chimère, l'aspect d'étonnante gaîté, de farandole que prend par moments cette cohue de pénitents ou, comme dit Renan, ce « carnaval de sainteté ».

C'est ce trait qui fait l'importance de la scène de Greccio. Le jour où, d'accord avec le Pape (ce qui montre bien qu'il se méfiait un peu de son audace), François en régla le scénario, en ordonna la mise en scène, fit préparer la crèche, hisser jusqu'à la grotte le bœuf et l'âne, où il convoqua le public, s'habilla et lut l'Évangile, à minuit, devant les paysans, il savait bien qu'il faisait une chose nouvelle. Grotte de Bethléem ! Petite étoile dans la nuit ! Il faut imaginer les choses à peu près comme la veillée du *Médecin de campagne*, un récit dans une grange à la lumière d'un fanal : faible lueur au milieu de l'amas des ténèbres, de la menaçante opacité des monts et de la nuit. C'est bien ainsi que les représente la fresque anonyme de la grotte, bien plus vraie, beaucoup plus touchante à mon sens, que celle de Giotto à Assise. Parmi ces humbles, hommes terreux, ménagères sans idéal, race endurcie, faite aux rudes travaux dans la rude montagne, l' « acteur » se

lève, il parle : il parle comme il faut pour se faire entendre des pauvres gens ; il bêle ces syllabes étranges de Bethléem, d'une mélancolie chevrotante et plaintive de là-bas ; il conte la divine histoire de l'étable et la faible accouchée et les animaux charitables et la litière et le nouveau-né, fragile comme un enfant des hommes, qui entre dans le monde un sourire sur les lèvres, et en nommant ce nom de Jésus il se passe la langue sur la bouche comme s'il y léchait du miel. On ne s'étonne guère du miracle qui suivit, lorsqu'un des assistants (qui était Velita lui-même) vit, pendant ces paroles, un petit enfant rayonner sur la paille. A ces pauvres gens dans la nuit, le divin jongleur vient de mettre un dieu entre les bras.

On l'a dit, cette scène de Greccio fut en quelque manière une seconde naissance du christianisme ; et le mot sous cette forme n'est pas sans une certaine nuance d'exagération. Que fait-on, dans une pareille vue, des cathédrales françaises, de la fleur prodigieuse de Chartres et de Senlis? Il serait absurde de réduire le moyen-âge à saint François : sa part est assez belle et n'a nul besoin d'être grandie. Mais le cadeau qu'il faisait au monde, à Greccio, n'est pas loin de valoir celui des cathédrales. D'une religion, qui depuis longtemps était surtout un dogme, une magnifique construction intellectuelle, il dégageait une masse d'éléments dramatiques : il inventait une religion qui laissait là l'entendement pour ne plus s'adresser qu'à la sensibilité. Il découvrait, mettait à nu une source nouvelle, le pathétique du christianisme.

On conserve dans le couvent d'autres menus trésors venant de saint François : sa chapelle de missionnaire, ces joujoux de cuivre qui ont fait peut-être avec lui le voyage d'Égypte, l'ont accompagné devant le Soudan, qu'il a peut-être posés sur l'autel pour la messe là-bas, dans la grotte de la véritable Bethléem, et qui sans doute servirent encore pour la Noël miraculeuse, dans la nuit de Greccio ; et aussi son oreiller, ou plutôt ce fuseau de bois semblable à un rouleau de pâtissier, sur lequel il posait la nuque pour dormir et dont mal lui prit de vouloir le remplacer une fois par un oreiller de duvet, car le diable s'en mêla et se mit dans la plume, comme si ce fût un hérisson. Enfin, à l'autre bout du couloir du couvent, voici un petit observatoire, un balcon au-dessus de l'abîme, où l'on a l'impression d'être un peu suspendu comme dans la nacelle

d'un ballon : c'est ici que Jean de Parme, le général « limogé » en 1257, au chapitre de Lyon, passa dans la retraite et la contemplation les trente-deux dernières années de sa longue existence.

Cet homme, une des lumières de l'ordre, modèle de vertu et de vraie pauvreté, qu'on voyait, étant général, se rendre comme le dernier des frères à la corvée de légumes, avait eu l'imprudence d'écrire une introduction aux œuvres de Joachim de Flore, d'où il résultait que le nombre 1260 étant le chiffre de la Bête (qui n'était autre que l'empereur Frédéric), marquait à la fois la date de la fin du monde, la mort de l'Antéchrist et l'avènement de l'Esprit, le règne de l'Évangile éternel. Beaucoup de franciscains partageaient, on l'a vu, ces idées sombres et exaltées. Elles avaient le tort de toucher à la fois à l'Église et à la politique. Violemment pris à partie par l'Université de Paris et par le rude jouteur qu'était Guillaume de Saint-Amour, mal soutenu par Innocent IV, Jean de Parme fut sacrifié et désigna pour son successeur saint Bonaventure.

Salimbene, qui le connaissait bien et qui avait donné comme tant d'autres, dans les illusions joachimites, nous rapporte sur son séjour dans l'ermitage de Greccio des traits qui semblent des pages égarées des *Fioretti*. Un couple d'oies sauvages était venu faire son nid sous la grotte du solitaire, et les petits de ces créatures farouches recherchaient ses caresses. Un matin le clerc qui lui servait la messe se rendormit et arriva dans l'oratoire avec beaucoup de retard ; la messe s'achevait. « Quelle messe tu m'as servie ce matin, mon fils! lui dit l'ermite, quand sonna l'heure de rompre le silence ; il me semble que le Seigneur m'a comblé de délices. » A ces mots le clerc rougit et confessa sa négligence ; mais qui donc avait pris sa place ? Ce n'était pas un des frères, et il ne se trouvait nul étranger dans la maison. « Je l'ai pris pour toi, dit l'ermite avec simplicité. Qui que ce fût, béni soit-il, et béni soit Dieu dans tous les dons qu'il lui plaît de nous faire! »

Cela est beau. Comment ne pas songer, devant ce paysage, au vieillard qui n'en eut pas d'autre devant les yeux pendant trente ans et refusa d'y descendre? Quelles pouvaient être, sur son rocher, pendant l'espace d'une vie d'homme, les pensées du grand joachimite désabusé? Comment comptait-il les jours, après que l'année fatidique lui montra le néant de ses chimères et que le monde continuait encore? Transporta-t-il au delà de

l'horizon de la vie, dans la voûte du ciel, au-dessus du plan où se forment et se défont les nuages, ses rêves d'une Église plus parfaite et d'un Évangile éternel? A quoi songeait dans le vide des jours, sur son rocheux observatoire, dans une immobilité de fakir, cet héroïque descendant des stylites? Que disait-il dans le silence en caressant l'oiseau sauvage? De quel message le chargeait-il pour le monde ou pour le ciel? Vit-il se peindre au fond des nues une nouvelle forme de ses visions ou, regardant du côté de Rome par-dessus les montagnes, vers le lointain ermitage de Flore, vers Capoue où un duc d'Anjou avait succédé à l'Antéchrist, pour voir son royaume s'écrouler dans le sang des Vêpres siciliennes (car Jean vécut assez pour connaître ces nouvelles), apprit-il que la vie n'est que le songe d'une ombre?

Une grande majesté s'attache à ce dédaigneux silence, à cette retraite monumentale. Et cependant, que nous enseigne-t-elle? A l'admiration pour le noble vaincu de 1257 se joint le sentiment de l'insignifiance de sa querelle. L'écho d'une dispute de docteurs, d'une controverse sur le dogme et d'une polémique de théologiens, ne nous touche plus guère : vanité de la Science! Pas un mot de tout ce bruit n'a traversé les âges. Et le sermon de Greccio retentira dans les cœurs aussi longtemps qu'il y aura des hommes et une famille chrétienne, aussi longtemps que la tendre histoire de la naissance de Jésus continuera de toucher les âmes et que des petits enfants s'agenouilleront ravis autour des bonshommes en bois peint d'une crèche de Noël.

V. — UN VILLAGE DE MONTAGNES

L'auto de Cantalice, — un de ces autos qui commencent à transformer ces petits pays perdus d'Espagne et d'Italie, oubliés loin des grandes lignes par le chemin de fer, — continue à filer vers l'est à vive allure, et se met à ronfler en attaquant la côte, où j'écoute le bruit de son moteur aller et venir le long des lacets de la rampe, avec un bourdonnement de hanneton dans un bocal. Je demeure au carrefour, où manquent par malheur les maisons et les serviables poteaux indicateurs de nos bonnes routes françaises. Enfin, deux paysans endimanchés s'approchent avec des feutres à rubans comme en portent nos gars bretons.

Ils m'indiquent très poliment un village là-haut, très haut perché dans la montagne, dans la direction du nord, un village que j'ai peine à distinguer de si loin (à deux bonnes lieues d'ici), au milieu des roches incolores qui l'entourent, et qui ressemble lui-même à une roche un peu plus poreuse, ou plutôt à un nid de guèpes accroché à une cheminée.

— *Viene Lei per San Francesco?* ajoute en souriant celui des deux qui a pris la parole.

Et il tire gentiment de sa poche un paquet d'images de première communion, à franges ondulées, où l'on voit une chromo représentant la vision du saint, avec une prière au verso. Il y a tout de suite dans cet abord une nuance d'intimité qui charme. C'est toujours la *buona gente* du temps de saint François. Il semble que le saint est encore là tout près, comme quelqu'un du pays, et qu'il accueille ses amis et les amis de ses amis.

Des quatre ermitages de la vallée de Rieti, Poggio-Bustone est le moins accessible et le moins fréquenté. Il n'a pour lui ni la gloire d'une scène fameuse, ni celle d'une œuvre d'art célèbre. On n'en rapporte guère qu'un des épisodes les moins connus de la légende. Je tenais pourtant beaucoup à faire ce pèlerinage, tout simplement peut-être parce qu'il est un peu délaissé.

Poggio-Bustone se trouve au nord de la vallée, à l'est du cours du Velino, qui la partage en deux dans sa longueur, presque en face de Greccio et dans un enfoncement à peu près symétrique. Le village s'appuie au massif principal de l'Apennin, qui de ce côté est de la vraie montagne, avec des sommets qui dépassent deux mille mètres d'altitude dans la chaîne des monts Terminilli. La brume de la journée d'hier s'est dissipée. Aujourd'hui, la matinée est tout à fait brillante. Sur les cimes les plus hautes, les nuages de la veille ont laissé une neige éclatante. La vallée rit au soleil, avec ce bord étincelant, comme ces grès du Japon où l'émail onctueux déborde du col comme de la crème.

La route traverse des cultures, des champs, des labours, des coteaux heureux où l'on voit une ferme entre des arbres, et où s'enfoncent des chemins creux. Campagne aimable dans son noble cirque de montagnes, comme un tableau dans un beau cadre, une bucolique de Virgile.

Un groupe de maisons sans ordre, comme un troupeau à l'abreuvoir, c'est le hameau de Pié di Colle. Et alors une heure de grimpette par un sentier de chèvres, parmi les oliviers, une heure de grimpette à pic jusqu'au village qui nous surplombe, pendu aux cintres du décor, le village tassé et noir, dont on voit maintenant se préciser les formes, se dessiner les rangées de toits dans sa masse en chapeau de champignon, feuilletée comme un gâteau de bouse sèche. Étrange idée pour des humains d'aller se fourrer là, en dehors de toute espèce de route, de s'obliger à un voyage pour descendre dans la plaine, et à une ascension pour revenir chez soi !

Sur le petit parvis où l'église se perche comme un coq sur le dernier échelon du poulailler, je me retourne, je m'oriente : deux montagnes, le mont Rosato et le mont Ceresa, se soudent à ma gauche par un angle tourmenté et forment les flancs d'un grand ravin de pelure rousse et d'aspect sauvage. A l'issue de ce ravin, bien à l'abri des vents du Nord, s'adosse le village. Prix charmant des hauteurs! Toute la plaine se déroule suspendue dans un seul regard, comme des fruits offerts dans leur corbeille, sous une molle vapeur, le léger duvet de la prune : des lacs tendres, aux bords indécis, ces lacs dont j'entendais hier sans les voir le coassement nocturne en descendant de Greccio, restes du grand lac qui occupait le fond de la vallée, lacs aimés de François, lacs de la tanche et de la poule d'eau de la légende, avec leurs noms de lac *Lungo*, de *Ripa Sottile*, semblent de beaux regards dans un calme visage. Voici l'idylle, voici la paix, la moiteur des campagnes: Limagne agricole, riche Cérès, présent de la sainte pauvreté des montagnes.

La messe sonne : c'est Pâques fleuries ou, comme on dit ici, le Dimanche des Palmes. Tout le village y monte, hommes et femmes: de mon parapet au bord de la place, je les vois sortir à la queue-leu-leu comme d'un puits, les chapeaux bretons, les foulards d'indienne, les fichus, les mouchoirs. Et il en vient toujours! Tout cela s'entasse en ordre dans la petite église baroque et toute blanche, où le jour allume des ors : dans la nef, les fichus, les mouchoirs, les foulards font un champ de pavots ; les hommes se massent, groupe noir, faces terreuses et rasées, un genou en terre, dans le transept ; la marmaille se colle en avant, à la table de communion. Composition parfaite : cela s'ordonne comme dans les fresques, dans l'*Héliodore* ou la

Messe de Bolsène ; c'est le même équilibre, les mêmes modèles, les mêmes gestes. Le tableau est tout fait, le peintre n'a eu qu'à prendre. Et cela remue, et cela jacasse ! Avec la chaleur, le bruit augmente. Alors, quand on ne s'entend vraiment plus, il faut que le curé, dans ses habits pontificaux, plante là au beau milieu sa messe et son calice et, à la joie des enfants de chœur, exécute une charge sur la marmaille pour ramener un peu d'ordre en distribuant quelques taloches.

Excellent *parroco !* Qu'il me soit permis d'écrire ici votre nom avec un respect attendri, ô vénérable don Erminio Bove ! Vous ouvrîtes largement à l'inconnu de passage votre cœur et votre hospitalité : vous le reçûtes comme François l'eût fait dans l'ermitage franciscain. Sous votre rude écorce et votre vieille soutane, j'ai deviné l'âme si noble qui vous rend cher à votre troupeau. Un de vos amis m'a conté votre histoire, cher Jocelyn de l'antique Sabine : pardonnez-moi de vous trahir et de la répéter ici, car vous n'en saurez rien, et je n'en connais pas de plus vraiment franciscaine. Je sais qu'avant d'être pasteur du peuple de ces montagnes, vous gardâtes d'autres ouailles sur les collines des Volsques et au pays de Palestrina. Mais déjà vous brûliez de l'amour des hommes et vouliez paître les brebis de Dieu. Cependant, avant d'y songer, il fallut que l'orphelin payât les dettes paternelles : l'enfant ne voulut pas entrer dans la maison du Père en laissant derrière lui les dettes du foyer, ni apporter à Dieu une tache sur son nom humain.

A seize ans, le jeune pâtre put enfin réaliser son rêve et entrer comme frère lai chez les Prêtres de la mission. On le chargeait du catéchisme dans les paroisses pauvres. Un jour, il en vit une si pantelante, si croulante, si délabrée, si misérable, que son cœur s'émut de pitié ; il n'eut plus qu'un désir : être desservant de cette paroisse, y rallumer devant l'autel la flamme du sanctuaire. Ne vous avais-je pas dit que c'était une vie franciscaine ? Seulement, pour cela, il fallait être prêtre, et le séminaire coûte cher. Comment réunir les douze cents lires que représente la dépense ? L'ancien berger s'avise d'un stratagème romanesque. Quatre personnes de son village reçoivent le même jour quatre dépêches ainsi conçues : « Trouvez-vous à tel jour à la porte du couvent des Capucins de Paliano. » Les quatre amis méfiants (les dépêches étaient anonymes) redoutaient quel-

que farce. Ils conviennent cependant d'aller au rendez-vous sous un prudent déguisement. Scène plaisante ! Le jeune homme attendait avec l'impatience d'un amant. L'imbroglio s'explique sans peine, et si heureusement qu'au lieu de quatre souscripteurs, ce bon tour de l'ancien pâtre lui en valut une douzaine...

Après la messe, don Erminio vient me chercher dans l'église et, par un escargot de pierre, me fait entrer dans sa cuisine : une belle chambre à solives, toute blanchie à la chaux, comme passée à la neige, avec des carreaux, comme on dit, d'une netteté à manger par terre. La table est mise avec une nappe, quatre couverts d'étain et de gros verres à forme de gobelets ; le soleil de midi qui entre à flots par la croisée fait presque mal aux yeux, avec cette limpidité presque exagérée de la lumière des montagnes, où il semble rester des diamants et du cristal.

Le bon curé m'entretient de son village : pauvre, pauvre village, presque sans métiers, sans travail, sans ressources pour ses trois mille âmes ; la plupart s'échappent dès qu'ils peuvent, population flottante, peuple de *braccianti*, sans autre bien que leurs deux bras qu'ils s'en vont louer au loin, quelquefois jusqu'en Amérique. Beaucoup ne reviennent plus ; ils ont goûté de la ville, achètent une boutique, se fixent à Rome ou à Naples. D'autres cependant, de ces émigrants, ne rêvent qu'une chose qui est de revenir avec leurs quatre sous finir loin des affaires dans leur coin de montagnes. Ils conservent la nostalgie de leur vieux nid de guèpes, au bord de leur ravin, près de l'ermitage du *Santo*.

VI. — LE PÉCHÉ DE SAINT FRANÇOIS

Poggio-Bustone n'a guère dû changer depuis le temps de saint François. Son ermitage est le premier que le Bienheureux ait adopté dans la vallée de Rieti. Il le découvrit en 1209, dès le temps de sa première mission. Il y revint plusieurs fois, et c'est là qu'il a eu la curieuse vision qui va nous occuper.

Comme à Greccio, il y a ici un ermitage et un couvent. A dix minutes du village, en s'enfonçant vers le cul-de-sac du ravin, sur une sorte d'ergot, de saillie de la roche, — un *scoglio*, comme on dit ici, — qu'on prendrait pour la première pile de quelque pont écroulé, comme celui de Narni, le couvent de

Saint-Jacques est bâti au milieu du gouffre : j'incline à croire que le Bienheureux le fonda peu après son retour de Compostelle. L'ermitage se trouve sur la crête, qu'on gagne depuis le couvent en une demi-heure par un raidillon très rapide. La roche affleure de tous côtés ; la montagne n'a plus vraiment que la peau sur les os, et même la peau a plus d'un trou. Le grès, délité par les pluies, affecte des profils bizarres : ce sont des dents de scie, des crêtes de coq, des dessins de flammes. Une fantasmagorie étrange anime de son sabbat le désert de cette solitude que tourmente un vent éternel. Il n'est pas étonnant que la légende s'y soit plu. On montrait autrefois dans la pierre l'empreinte des coudes et des genoux d'un homme agenouillé : c'était le prie-Dieu de saint François. Tout près de là, une sorte de fantôme gigantesque était le spectre pétrifié du diable. Plus loin, le rocher présentait une espèce de pupitre formé de deux plans inclinés : c'était le bréviaire de saint François, et il offrait, dit-on, la dimension exacte du bréviaire original que l'on conserve à Saint-Damien. La piété populaire a fait disparaître ces singulières reliques, à force d'en emporter des miettes. Au temps d'Antonelli, qui décrit, en 1635, les curiosités de la vallée de Rieti, il n'en restait déjà plus trace. J'aime autant ce folk-lore que le pédantisme de plus d'un critique.

C'est là que se passa un épisode très mystérieux de la vie de François ; les faits remontent au printemps de l'année 1209, lorsque le Bienheureux, au début de sa carrière mystique, avant même de songer à écrire une règle, avait envoyé les premiers frères (ils n'étaient encore que six) pour convertir le monde. Il s'était réservé pour lui-même la vallée de Rieti. Voici cette scène singulière telle que la rapporte Celano.

« Le saint ne cessait de s'étonner des grâces dont le comblait la divine miséricorde, et suppliait le ciel en retour de lui faire connaître les moyens de s'en rendre digne. Un jour, retiré suivant sa coutume dans une solitude, prosterné en présence du maître de l'univers, il repassait en son esprit, avec grande amertume et grande angoisse, le temps perdu et le mauvais usage qu'il avait fait de sa jeunesse, ne cessant de répéter : « O Dieu ! ô Dieu ! ayez pitié de moi, pauvre pécheur. » Comme il redisait pour la centième fois ces paroles, voilà qu'il se sent tout à coup inondé de délices et d'une joie indicible. Ravi hors de lui-même, soulagé soudain du poids de détresse et de crainte qui

lui pesait sur le cœur, *il connut tout à coup, avec une certitude intime, que ses péchés étaient pardonnés.* Alors il respira : la confiance revint avec la grâce. Cette révélation fut suivie d'une extase où, absorbé dans un flot de lumière surnaturelle, et doué pour un moment d'une intelligence plus qu'humaine, son regard pénétra bien loin dans l'avenir. Revenu à lui, le saint ne se reconnaissait plus lui-même. »

On sent que nous entrons ici dans un domaine redoutable, au bord des abîmes. De quelle main, de quelle âme il faudrait, — si on l'osait seulement, — approcher ces secrets du cœur ! Qui sommes-nous, pour être si hardis que de toucher à l'Arche, profaner de nos curiosités, effleurer même du regard le mystère des saints ? Mais ces saints furent des hommes, ils ont pitié de nos faiblesses, puisqu'ils les ont connues, s'ils ne les ont partagées. Pardonne, ô Père, ce que je tremble d'écrire de toi, avec amour et avec piété.

Ces fautes de son passé, qui lui brisaient le cœur et dont il menait si grand deuil, ces crimes dont le souvenir l'accablait et qu'il expia jusqu'à la mort par une si âpre pénitence, était-ce donc de si grands crimes ?

M. Paul Sabatier, dans sa biographie classique, sans prendre au tragique les vagues insinuations de Celano, admet que François a été jeune et qu'il a commis les péchés des jeunes gens. Si cela était, il n'y aurait pas de quoi se voiler la face ; tout le monde sait que de grands saints ont été de grands pécheurs. L'immense dévotion de François pour sainte Madeleine pourrait, à la rigueur, souffrir cette interprétation. D'autre part, Barthélemy de Pise rapporte une tradition attribuée à frère Léon, lequel aurait eu une triple assurance de la virginité du saint : sa confidence personnelle, une vision et une voix ou un oracle céleste. Cette tradition, il faut l'avouer, offre peu de garanties. Le livre de Barthélemy, si précieux à tant d'égards, est écrit selon un système de parallèle avec l'Évangile et fourmille de fables qui ne soutiennent pas l'examen. J'ai bien peur que la vision de frère Léon ne soit de celles-là.

Et pourtant, si l'on ose formuler une opinion en ces sortes de choses, il me semble que, s'il y avait quelque part une *puella* quelconque, une *ragazza* dans la vie de François, cela se saurait ! Nous le savons pour tant d'autres, qui n'en sont pas de moins grands saints. Nous le saurions par lui-même : il n'au-

rait pas manqué cette occasion de se punir et de s'humilier. Je sens toute l'indécence d'insister, de remuer ces questions délicates. Croit-on cependant que les mœurs aient tant changé depuis sept siècles, qu'une intrigue fût chose facile à cacher, au temps de François, dans une petite ville d'Italie?

Au petit couvent de Saint-Jacques, on voit dans les lunettes du cloître une curieuse vie du saint, peinte par un artiste du XVIIe siècle. Ces scènes, presque toutes fabuleuses, montrent une décadence fâcheuse de la légende. Deux d'entre elles se rapportent aux tentations de la chair. L'une est le miracle des roses, le miracle de la Portioncule, qui n'est pas malheureusement d'une authenticité assurée : les premiers biographes n'en disent mot, et il est certain que ce trait se trouve dans la vie de saint Benoît. La seconde scène est tirée de Barthélemy de Pise, qui la rapporte en deux endroits, en la plaçant dans des circonstances différentes. Le vieux compilateur raconte donc comment le sultan (ou l'empereur Frédéric), voulant éprouver saint François, lui envoie une femme d'une grande beauté; l'homme de Dieu feint de céder avec empressement aux désirs de cette créature. « Viens, s'écrie-t-il, approche, mon amour, entrons ensemble dans mon lit. » A ces mots, il se déshabille et se jette dans le feu (qui ne lui fit aucun mal). La fille se convertit. Le peintre représente avec candeur cette Orientale en grand costume La Vallière, au moment où soulevant sa jupe, elle détache, sur une jambe ronde, une jarretière bleue, et aperçoit avec surprise son étrange partenaire assis sur des charbons ardents.

Cette historiette ridicule n'est pas seulement un conte : c'est un contre-sens, une faute de goût. Ces triomphes ostentatoires n'ont rien à voir avec saint François. Il dit bien quelque part que les femmes sont comme le feu : qui s'en approche, s'y brûle. C'est tout ce que cette anecdote contient de positif. Mais un tel récit hurle avec ce que nous savons de François. Les courtisanes, c'est un trait de la vie de saint Benoît (qui ne connaît, à Monte-Oliveto, la fresque charmante de Sodoma?), c'est aussi un trait de l'histoire de saint Dominique, ce n'est pas un trait de saint François. C'est une fausse note, une erreur de psychologie.

Sans doute, il a subi souvent des bourrasques des sens, de terribles tempêtes de la chair. Avec sa grande imagination, la

puissance plastique de son génie, ces rafales ne pouvaient manquer d'être cruelles. Cependant, même aux heures de simoun et de trouble délire, il conserve dans l'expression une pudeur, je ne sais quoi de chaste qui semble impliquer le respect de l'amour. Il arrive souvent à l'éloquence chrétienne de bafouer la chair, de passer en amertume et en violence de sarcasme les plus cyniques des peintres profanes. Sur ce point, François n'est pas moine. Jamais il n'humilie la femme : jamais il n'a pu prendre sur lui de la traiter en ennemie. Il ne lui échappe jamais pour ses misères un mot de mépris. Elle reste toujours la sœur. Dans cette grande épreuve qui le tourmente à Sartiano, de quoi rêve-t-il ? D'une famille. Lorsque, pour écarter les louanges, il voulait s'humilier : « Je pourrais encore avoir des enfants », disait-il. Un jour, tombant de fatigue auprès de Bevagna, il fut secouru par une dame de la ville et sa fille, qui s'empressèrent pour le ranimer. Il ne leva pas les yeux sur elles. « Pourquoi, lui dit son compagnon, n'as-tu pas daigné regarder cette sainte fille ? — Ah ! dit François, qui ne redouterait de jeter un regard sur une vierge du Seigneur ? » Il y a dans tous ces traits, qu'il serait aisé de multiplier, quelque chose de virginal, — la pureté de cygne de la « famille de neige ». Pour tout dire d'un mot, quelque chose de chevaleresque.

Cette chevalerie, où se peint-elle mieux que dans les rapports de saint François avec les femmes auxquelles il se permit de penser, les seules, disait-il, dont il connût le visage (et peut-être une autre encore, car il est étrange qu'il n'ait jamais parlé de sa mère), — « frère Jacqueline » et sainte Claire ? Sans doute, nous ignorerons toujours de quelle nature plus rare que le diamant furent les sentiments qui unirent ces cœurs incomparables : ce qu'en racontent les *Fioretti* peut être taxé de légendaire. Jamais François, en parlant à Claire, ne se permit de la nommer. Il ne faudrait pourtant pas croire que les âmes héroïques ne sont pas des âmes passionnées : leurs passions ne sont même pas faites d'une autre ardeur que les nôtres, mais les éléments qu'elles brûlent sont d'un encens plus pur, et le langage humain, qui est celui du vulgaire, n'a pas de mots pour le nommer.

Aujourd'hui, le couvent de Saint-Jacques est fermé. J'y rentre pour un nouvel adieu avec la clef que m'a confiée le curé. Du dehors, la masse du petit monument est intacte ; le mince

campanile domine toujours la gorge sauvage, avec sa petite cloche pareille à celle qui tinte au cou des vaches. Mais la cloche est muette, si le vent du ravin ne l'agite au passage. L'église est déserte; le retable croule; les stucs se détachent. Un buste de plâtre est posé sur un coin de l'autel, un autre a roulé à terre comme une tête coupée. Dans le cloître, les fresques de la vie du saint, l'Odalisque à jarretière bleue, le miracle des Roses, sont en train de s'effacer : des plafonds sont crevés, des planchers éventrés; des escaliers disloqués ne mènent plus nulle part. Dans le petit réfectoire, où les tables n'attendent plus personne, le Christ d'une *Cène* continue de rompre le pain en face du prieur absent. Je lis au mur un cartouche où sont écrites les promesses de Dieu à saint François : que l'ordre durerait jusqu'à la fin du monde, que nul méchant n'y demeurerait, qu'aucun persécuteur ne ferait de vieux os et que tout ami de saint François et de son ordre est assuré d'une bonne fin.

Qu'il est triste, sur son rocher, ce petit couvent à l'abandon! Cette ruine serre le cœur. Hélas! Aux Carceri, lorsque j'y allai il y a trente ans ans, ils étaient quatre frères : à présent, ils ne sont plus que deux. A Poggio-Bustone, plus personne. On les déserte de plus en plus, ces hautes formes de la vie. La chaleur s'en retire. Le vent de la vallée sonne seul à ce cloître veuf la messe de la solitude. Sommes-nous donc si sûrs du progrès, que nous n'ayons plus besoin quelquefois d'indulgence, de tendresse, de quelque chose qui ressemble au pardon de saint François? Notre monde est-il donc à ce point sans péché, que nous n'ayons plus jamais à gémir désormais : « Père, délivrez-nous du mal! »

LOUIS GILLET.

(A suivre.)

LA FLÈCHE D'OR

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le voyage fut heureux. Nous rentrâmes au port très paisiblement comme d'habitude, et je pris la direction de la rue des Consuls. Après les exclamations habituelles, Thérèse m'assura que tout, en haut, était prêt pour me recevoir, et offrit d'aller me chercher quelque chose à manger. J'acceptai. Une demi-heure plus tard, je la trouvai dans l'atelier près de la table servie. Elle commença par me dire (pauvre cher jeune monsieur !) qu'il n'y avait pas de lettres pour moi, pas la moindre. Puis elle me parla de Blunt, « le charmant et brave monsieur », qui se battait maintenant pour le Roi et la religion contre les libéraux impies. Il était parti le matin même du jour qui avait suivi mon départ, et il lui avait demandé si j'étais encore dans la maison. Il voulait probablement me dire au revoir, me serrer la main, ce cher monsieur si bien élevé. Je la laissai continuer. Blunt lui avait écrit une fois au sujet de quelques effets qu'il désirait qu'on lui envoyât à Paris à l'adresse de sa mère. Mais elle n'en ferait rien, et je découvris que c'était là un stratagème pour obliger le capitaine Blunt à revenir chez elle.

— Notre Rita aussi finira par revenir à sa sœur, ajouta-t-elle en poussant un profond soupir.

Ce nom que j'avais attendu me priva, sur le moment, de l'usage de la parole. Cette pauvre pécheresse folle avait couru

Copyright by G. Jean-Aubry, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er septembre.

à Paris pour accomplir quelque méfait. Étais-je au courant? J'avais à peine quitté la maison que Rita y était arrivée avec sa femme de chambre, et s'y était comportée comme si la maison lui appartenait encore. Et après lui avoir ordonné de ne laisser savoir à personne qu'elle était dans la maison, elle s'était précipitée et s'était enfermée dans ma chambre.

— Je montai frapper à votre porte et criai à Rita qu'elle n'avait pas le droit de s'enfermer à clef dans la chambre d'un de mes locataires. Elle ouvrit à la fin, et — imaginez-vous! — elle avait les cheveux sur les épaules. Elle s'est servie de vos brosses pour les remettre en ordre devant votre glace.

— Attendez un peu! fis-je.

Je montai précipitamment chez moi. L'espoir m'avait saisi de trouver une trace du passage de Rita. J'ouvris avec violence tous les tiroirs, pensant que peut-être elle y avait caché un bout de papier, une lettre. C'était fou. Thérèse y eût mis bon ordre. Je pris l'un après l'autre les objets qui se trouvaient sur la table de toilette. En posant mes mains sur les brosses, j'éprouvai une profonde émotion. Je ne vis rien et je descendis lentement.

— S'il vous manque quoi que ce soit en haut, mon cher jeune monsieur, dit Thérèse d'une voix insinuante, ne dites pas que c'est de ma faute. Vous ne savez pas comment est Rita.

— Plût à Dieu, lui dis-je, qu'elle eût emporté quelque chose!

— Elle si riche! poursuivit Thérèse. Même vous, avec votre cher petit cœur généreux, vous ne pouvez rien pour Rita. Aucun homme ne peut rien pour elle, — sauf un peut-être, mais elle est si mal disposée à son égard qu'elle ne voudrait même pas le voir si, dans l'indulgence de son cœur, il songeait à lui offrir sa main. Il l'aime plus que la vie, ce cher homme charitable.

— Vous voulez parler de je ne sais quel coquin à Paris, qui, je crois, persécute Rita. Si vous savez où il perche, donnez-lui le conseil de se tenir sur ses gardes. Je crois que, lui aussi, il est mêlé à l'intrigue carliste. Votre sœur peut le faire enfermer du jour au lendemain, ou le faire expulser par la police.

— Oh! soupira Thérèse, elle est terrible. Je lui ai dit : « Rita, as-tu vendu ton âme au Diable? » et elle s'est mise à crier comme une possédée : « En échange du bonheur! Ha! ha! ha! » Elle s'est laissée tomber sur le canapé dans votre chambre et s'est mise à rire, à rire, à rire, comme si je l'avais chatouillée, et elle tambourinait sur le plancher avec ses talons. Elle est

possédée. Ah! mon cher et innocent jeune homme, vous n'avez jamais rien vu de pareil...

— Ainsi, doña Rita est partie pour Paris? lui demandai-je.

— Oui, mon cher monsieur. Je crois qu'elle est allée directement d'ici à la gare.

Pendant les trois mois qui suivirent, je me jetai à corps perdu dans mon illégal trafic, avec une sorte de fureur obstinée et désespérée. Le métier devenait dangereux. Dans le Sud les bandes, mal organisées, agissaient sans plan déterminé, et commençaient à être pourchassées d'assez près. Le transport des ravitaillements n'était plus assuré; nos amis à terre commençaient à prendre peur; et ce n'était pas une plaisanterie, après une journée d'habiles manœuvres, que de découvrir qu'il n'y avait personne à l'endroit fixé pour le débarquement et d'avoir à prendre le large avec notre compromettante cargaison. Une fois nous tombâmes dans une embuscade dressée par un groupe de « ces coquins de carabiniers » (comme les appelait Dominique), qui s'était dissimulé parmi les rochers après avoir disposé un train de mulets, bien en vue sur le rivage. Par bonheur, Dominique flaira quelque chose de suspect. « Ça sent la trahison », déclara-t-il tout à coup en reprenant son aviron. Nous ramions seuls, lui et moi, dans un canot, en reconnaissance. Ce jour-là notre salut fut positivement miraculeux. Les fusils des carabiniers nous manquèrent de quelques mètres. J'avais l'impression que si le métier n'était pas complètement gâté, il avait du moins vu ses beaux jours. Mais cela m'était égal. Une volée de coups de fusil dans l'obscurité n'était pas après tout chose déplorable. Un moment seulement avant que nous ne l'eussions reçue, là, par cette calme nuit, au murmure de la mer caressée par la brise, je contemplais la ravissante forme d'une tête éclairée de sa propre clarté, d'une chevelure fauve semée d'étincelles ardentes, relevée sur une nuque blanche, et retenue par une flèche d'or empennée de brillants et ornée de rubis sur toute sa longueur. Ce bijou occupait dans ma mémoire une place excessive. Souvent je voyais dans mon rêve celle qui le portait; la blancheur de ses membres brillait faiblement dans l'obscurité, comme une nymphe dans le désordre du feuillage; elle levait la grâce parfaite de son bras pour prendre dans ses cheveux une flèche d'or et la lancer vers moi comme un dard

Le jour vint enfin où tout m'échappa des mains. La mer

engloutit le petit navire, brisé, anéanti comme l'unique jouet d'un enfant solitaire, et me jeta sur le rivage après un naufrage où avait sombré tout ce que je possédais de vie indépendante. Un soir, excédé, écœuré, hébété, le cœur en peine, je me retrouvai à Marseille. J'évitai les nombreuses lumières de la gare. Je n'avais pas un sou sur moi. Je n'étais ni rasé, ni lavé, et le cœur me manquait. Je me faufilai par les rues, grelottant de froid ; par les rues bruyantes où la folie était déchaînée. C'était le moment du Carnaval.

Il y a de petits objets qui ont le pouvoir de s'attacher à un homme d'une étonnante façon. J'avais perdu mon navire et une ceinture pleine d'or ; j'avais perdu mes compagnons ; je m'étais séparé de mon ami ; mon occupation, mon seul lien avec la vie, ma casquette et ma veste avaient disparu ; mais un petit canif et une clef ne m'avaient pas faussé compagnie. Avec la clef j'ouvris la porte du refuge. Le vestibule avait toujours son même aspect sourd-muet, son impassibilité noire et blanche. Le malingre bec de gaz luttait vaillamment contre l'adversité au bout du bras d'argent de la statuette qui conservait sa gracieuse position sur la pointe du pied gauche : et l'escalier se perdait dans les ténèbres. Et voici que Thérèse elle-même descendait l'escalier, effrayée mais courageuse. Peut-être pensait-elle qu'elle allait être assassinée pour de bon cette fois-ci. Elle tremblait de tous ses membres, mais quand elle m'eut reconnu, elle eut un tel choc qu'elle en tomba assise sur la dernière marche. Elle ne m'attendait pas avant une autre semaine :

— Et puis, ajouta-t-elle, en voyant dans quel état vous êtes, mon sang n'a fait qu'un tour.

Elle traversa la maison en courant pour aller préparer ma chambre, allumer le feu et le gaz, et elle me tira même par le bras pour m'aider à monter l'escalier.

Je m'enfonçai dans mon lit comme dans un nuage. Thérèse réapparut confusément avec quelque chose dans une tasse. Je crois que c'était du lait chaud. Puis elle disparut, et je dormis, comme une pierre, pendant dix-sept heures.

Dans le courant de la matinée, Thérèse m'annonça que l'appartement qu'occupait d'ordinaire M. Blunt était vacant ; elle ajouta mystérieusement qu'elle avait l'intention de le garder vacant pendant quelque temps, parce que telles étaient les instructions qu'elle avait reçues. Elle me dit aussi que la maison

n'avait pas de locataires, sauf moi, les deux danseuses et leur père. Je sortis de bonne heure. Il était convenable que je fisse connaître à l'agent carliste qui campait dans la Villa du Prado la brusque fin de mes occupations.

Cet agent, un honnête courtier en munitions, jouissait d'une grande réputation d'habileté. Sa charge importante le retenait en France, mais sa jeune femme, dont la beauté et la dévotion à son roi étaient bien connues, le représentait dignement au quartier général où ses propres apparitions étaient extrêmement rares. Le loyalisme différent mais conjugué de ces deux personnes avait été récompensé par un titre de baron et le ruban d'un ordre quelconque. Les commérages des cercles légitimistes appréciaient ces faveurs avec une souriante indulgence.

Il dut avoir un saisissement quand je me fis annoncer, car personne ne m'attendait. Il traversa la pièce à pas feutrés. Son nez saillant, son crâne plat et ses vêtements noirs lui donnaient l'aspect d'un corbeau obèse. Quand je l'eus mis au courant du désastre, il manifesta son étonnement et son trouble par un petit sifflement très significatif.

— Je suppose, lui dis-je, que vous prendrez sur vous d'avertir doña Rita qui est grandement intéressée dans cette affaire.

— Volontiers, mais j'ai entendu dire que Mme de Lastaola avait dû quitter Paris hier ou ce matin.

— Pour Tolosa?

Il me sembla que son nez s'allongeait sensiblement.

— C'est là, señor, où il faut que cette nouvelle parvienne sans retard, assura-t-il d'un ton inquiet. Je pourrais télégraphier à notre agent de Bayonne qui trouverait un messager. Mais les alphonsistes ont des agents, eux aussi, qui sont pendus au télégraphe. Il est inutile que l'ennemi soit renseigné.

Il était manifestement fort embarrassé.

— Asseyez-vous, don Georges, asseyez-vous, dit-il. Je suis extrêmement désolé. Elle, — je veux dire doña Rita, — est indubitablement en route pour Tolosa. C'est effroyable!

Je dois dire pourtant que cet homme avait un certain sentiment du devoir. Après quelque réflexion, il murmura :

— Il y a un autre moyen de faire passer la nouvelle au quartier général. Écrivez-moi une lettre, relatant les faits. Nous avons un de nos agents, une personne que j'ai employée à l'achat de fournitures, un parfait honnête homme, qui

arrive du Nord par le train de dix heures et m'apporte des papiers de nature confidentielle. Il n'est pas très intelligent. Consentiriez-vous, don Georges, à aller le chercher et à vous occuper de lui jusqu'à demain?... L'idée de le laisser seul ne me plaît pas du tout. Demain, nous l'enverrions à Tolosa par la côte, avec votre lettre, et il verrait doña Rita.

Je pensai : « Pourquoi pas? Pourquoi n'écrirais-je pas moi aussi une lettre à doña Rita où je lui dirais que maintenant rien ne s'opposait plus à mon départ d'Europe. » L'idée du « jamais plus » avait pris complètement possession de mon esprit.

— Je suis complètement libre, répondis-je. J'irai chercher votre homme à son arrivée. Comment est-il fait?

— Moustache et favoris noirs, menton rasé. Un très honnête garçon. Il s'appelle Jose Ortega.

D'un pas feutré, il me reconduisit jusqu'à la porte. Il me serra la main avec un sourire mélancolique.

— C'est une effroyable situation. Ma pauvre femme va être complètement affolée. Elle est si patriote! Merci, don Georges. Vous me soulagez... Cet homme est assez stupide et assez difficile. Un individu bizarre, mais très honnête! oh! très honnête!

II

C'était le dernier soir du Carnaval. Les mêmes masques, les mêmes cris, les mêmes ruées folles, la même humanité démente et déguisée se répandait par les rues, où s'engouffrait un mistral qui semblait les faire danser comme des feuilles mortes sur une terre où toute joie est épiée par la mort. Douze mois exactement s'étaient écoulés depuis cet autre soir de carnaval où je m'étais senti un peu las et solitaire, mais en paix avec le genre humain. Je gagnai la gare. Le retard du train ne m'irrita pas le moins du monde. J'avais résolu d'écrire une lettre à doña Rita. Cet « honnête garçon » que j'attendais irait la lui porter. Il n'aurait aucune difficulté à trouver à Tolosa Mme de Lastaola. J'espérais qu'en portant ma lettre, il ne se laisserait pas prendre par quelque *guerilla* d'alphonsistes. Je m'étais bien tiré d'une entreprise beaucoup plus dangereuse que de passer la frontière sous la conduite d'un guide de confiance. Je me représentais l'homme escaladant péniblement des pentes rocailleuses et dégringolant le long de ravins

déserts avec ma lettre à doña Rita dans sa poche. Ce serait une lettre d'adieu comme jamais amant n'en avait écrite, comme jamais femme au monde n'en avait lue depuis le commencement de l'amour sur la terre. La lettre serait digne de la femme. Elle y verrait sa propre image comme en un miroir; et peut-être alors comprendrait-elle ce à quoi je disais adieu, au seuil même de ma vie.

Un bruit confus de pas, un flot soudain de voyageurs qui gagnaient les issues du quai me tira de ma torpeur. Je reconnus sur-le-champ les favoris de mon homme. Ils étaient noirs, taillés en nageoires de requin, et si fins que le moindre souffle les agitait d'une sorte de mouvement badin. L'homme avait la tête dans les épaules, et quand il se fut dégagé de la foule des voyageurs, il me fit l'effet d'un être malheureux et inquiet. Évidemment il ne s'attendait pas à ce qu'on vînt à sa rencontre, car, lorsque je lui eus murmuré « Señor Ortega », dans l'oreille, il s'écarta de moi et faillit laisser choir un petit sac qu'il portait à la main. Il avait le teint uniformément pâle, la bouche rouge, mais peu engageante. Son état social n'était pas bien défini. Il portait un pardessus bleu de coupe ordinaire; rien en lui n'annonçait une distinction particulière. Toutefois ces favoris mouvants près de cette bouche rouge, et l'expression soupçonneuse de ses yeux noirs, le faisaient remarquer. Je poussai mon homme dans un fiacre. Il était en route depuis le matin et il m'avoua qu'il avait faim et froid. Ses lèvres tremblaient et je remarquai dans son regard une curiosité rusée et cynique quand ses yeux se tournaient vers moi. Je me demandais ce que je pourrais bien faire de lui, et j'arrivai à la conclusion que le mieux serait de l'installer dans l'atelier. Comme nous traversions des carrefours où le mistral était furieusement déchaîné, je le sentis qui frissonnait à mon côté. « Je meurs de faim », dit-il avec aigreur, et j'en éprouvai un peu de remords. Nous étions à ce moment à la Cannebière. Je fis avancer le fiacre jusqu'à la Maison Dorée, où, dans la confusion des visages de circonstance, il passerait inaperçu.

Pour ce dernier soir de Carnaval, cette grande maison avait tous ses balcons décorés de guirlandes de lanternes en papier de couleur jusqu'au toit. Je me dirigeai vers le grand salon, car les cabinets particuliers avaient tous été retenus. Il y avait là une foule de gens costumés, et personne ne prêta la moindre atten-

tion à notre présence. Le señor Ortega marchait sur mes talons. Après s'être assis en face de moi, il jeta un regard de mauvaise humeur sur cette scène joyeuse. Il pouvait bien être alors dix heures et demie. Deux verres de vin qu'il but coup sur coup n'améliorèrent pas ses dispositions. Il cessa seulement de frissonner. Quand il eut commencé à manger, il s'efforça de prendre des manières polies. Sa bouche, cependant, trahissait une amertume persistante. Elle était trop rouge ; mais tout était ainsi en lui : les favoris trop noirs, le front trop blanc, les yeux trop mobiles. Il vous observait avec une avidité qui vous mettait mal à l'aise. Tout à coup il me demanda si je savais pourquoi on l'avait arraché à ses occupations (il était en train d'acheter des fournitures à des paysans quelque part dans le centre de la France). Je lui répondis qu'on avait l'intention de l'envoyer porter un message au quartier royal de Tolosa.

— Et pourquoi êtes-vous venu ainsi à ma rencontre ?

Je lui expliquai que c'était sur le désir du baron, pour lui épargner tout ennui possible avec la police.

— Quelle stupidité ! dit-il.

Depuis plusieurs années il était employé chez Hernandez frères à Paris, une maison d'importation, et il voyageait pour leurs affaires, ainsi qu'il pouvait le prouver. Il se versa encore du vin et me pria de lui dire qui j'étais.

— C'est bien le moins que je le sache, ajouta-t-il.

Le plus simple était de me présenter : j'étais ce « M. Georges » dont il avait probablement entendu parler. Il se pencha à travers la table, à s'en plier la poitrine contre le rebord comme si ses yeux eussent été des poignards et qu'il eût voulu me les enfoncer dans le cerveau. Ce n'est que beaucoup plus tard que je compris combien près de la mort j'avais été à ce moment-là. Un bizarre, sournois, et insinuant sourire se dessina sur ses lèvres rouges. « Pour sûr qu'il en avait entendu parler, de moi ! Le chef de la grande organisation de contrebande d'armes ! »

— Oh ! dis-je, c'est me donner trop d'importance. Le chef de toute cette affaire était, comme il le savait sans doute, une certaine noble et loyale dame.

— Je suis aussi noble qu'elle, me lança-t-il d'un ton bourru qui, du coup, me le fit tenir pour un dangereux animal. Et quant à être loyale, qu'est-ce que ça veut dire ? Être sincère ? Être fidèle ? Je sais à quoi m'en tenir à son sujet !

— Vous êtes Basque? lui dis-je.

Il en convint et reprit d'un air assez dédaigneux.

— Je suis un homme qui a reçu de l'instruction, ajouta-t-il; mais je connais toute sa famille, ce sont des paysans. Il y a une sœur, un oncle, un prêtre, paysan lui aussi, tout à fait dénué d'instruction. On ne peut attendre grand chose d'un prêtre (je suis libre penseur, cela va sans dire); mais il est réellement trop méchant, une espèce de brute. Quant à tous les siens, — morts pour la plupart maintenant, — ils avaient bien un petit lopin de terre, mais ils allaient toujours travailler dans les fermes des autres, — une bande de va-nu-pieds, de crève-la-faim. J'en sais quelque chose, car nous sommes quelque peu parents. Oui, je suis parent de cette très loyale dame. Et qu'est-elle donc, sinon une parisienne aux innombrables amants, à ce qu'on dit?

— Ce qu'on dit n'est peut-être pas vrai, insinuai-je en affectant de bâiller légèrement. Il faut se méfier des racontars.

Mais le répugnant animal était plongé dans de sombres réflexions. J'avais maintenant abandonné l'idée d'écrire une lettre à Rita. Soudain il se remit à parler :

— Les femmes sont la cause de tous les maux. Elles n'ont pas d'honneur. Pas d'honneur! répéta-t-il en se frappant la poitrine d'un poing dont les articulations étaient toutes blanches. J'ai quitté mon village il y a bien des années; je suis très content de ma situation et je ne vois pas pourquoi j'irais me mettre martel en tête pour cette loyale dame. Je suppose que c'est ainsi que les femmes se poussent dans le monde.

Il avait assez mangé. Il vida dans son verre le reste de la bouteille et accepta le cigare que je lui offris. Pendant qu'il l'allumait, j'eus une sorte d'impression confuse qu'il ne m'était pas aussi étranger que je l'avais cru, et pourtant j'étais absolument sûr de ne l'avoir jamais vu auparavant. L'instant d'après je pensai que je l'eusse volontiers assommé, n'eût été son air si misérable, quand il me posa cette question :

— Señor, avez-vous été amoureux quand vous étiez jeune?

— Que voulez-vous dire? Quel âge me croyez-vous donc?

— C'est vrai, dit-il, avec le regard que doivent avoir les damnés qui, du fond de leur chaudron de poix brûlante, regardent passer sur le lieu du supplice une âme saine et sauve. C'est vrai, vous avez l'air de ne vous soucier de rien.

D'un air détaché, le bras sur le dossier de sa chaise, il reprit:

— Entre nous, cette merveilleuse célébrité, — quel nom se donne-t-elle?... Combien de temps a-t-elle été votre maîtresse?

Je réfléchis que si je le renversais d'un brusque coup d'épaule lui et sa chaise, cela pourrait nous amener des complications, à commencer par une visite au commissariat de police, — et Dieu sait quel scandale! A ce moment-là, je compris que j'avais en face de moi l'homme qui inspirait à doña Rita et à Rose un pareil effroi. Il me fallait donc le surveiller pendant cette nuit et m'entendre avec le baron pour le faire partir, dès le lendemain, n'importe où, mais pas à Tolosa. Je lui proposai le plus calmement du monde de nous rendre là où il pourrait trouver un repos dont il avait vraiment bien besoin.

— Nous serons obligés d'aller à pied, lui dis-je.

— Oh! oui, marchons, répondit-il, sinon je mourrai de froid.

Nous fîmes route ensemble, à pas pressés. Ma pensée lucide était, pour ainsi dire, enveloppée par le brouhaha de cette gaieté d'usage à l'époque du Carnaval. J'ai entendu, depuis lors, bien des bruits; mais jamais je n'ai eu aussi vivement l'impression des instincts de sauvagerie qui se dissimulent au cœur de l'homme. Ces hurlements de gaieté suggéraient la terreur, la fureur du meurtre, la férocité du désir et l'irrémédiable tristesse de la condition humaine : et pourtant ils étaient poussés par des gens convaincus qu'ils s'amusaient extrêmement. Notre aspect, la réserve de notre tenue nous faisaient remarquer. Une ou deux fois, des masques nous entourèrent et se mirent à danser une ronde autour de nous en poussant des cris discordants. Il n'y avait qu'à laisser passer la bourrasque. Le señor Ortega, toutefois, tapait du pied avec rage et j'avoue que je regrettai de ne pas nous être munis de deux masques.

Nous avions gagné maintenant un quartier de la ville plus paisible. Je regardai mon compagnon à la dérobée. J'étais le plus grand des deux : à la lumière d'un réverbère, je croisai le regard furtif qu'il dirigeait lui-même vers moi avec une expression navrante, une expression qui me fit penser que je pouvais voir, jusqu'au fond de l'âme, cet homme se tordre dans son corps comme un ver empalé. Ma pitié allait non pas à lui, mais à doña Rita. C'était à cause d'elle que j'étais navré : je la plaignais d'avoir cette âme damnée à ses trousses. Je la plaignais avec tendresse et indignation, comme si cela avait été à la fois un danger et un déshonneur.

— Nous voilà rendus, lui dis-je.

Le pauvre diable était extraordinairement frileux. J'entendais ses dents claquer. Énervé, je ne pouvais parvenir à trouver ma poche, ni la clef. Il attendait patiemment, son sac à la main.

— Vous habitez cette maison, n'est-ce pas? me dit-il.

— Non, lui répondis-je, sans la moindre hésitation.

Je ne savais comment cet homme se comporterait s'il s'avisait que je demeurais sous le même toit. Il devait être à moitié fou. Qui sait s'il ne lui prendrait pas fantaisie de vouloir causer toute la nuit. Puis je n'étais pas sûr de rester là. J'avais l'intention de ressortir et d'arpenter la rue des Consuls jusqu'à l'aube Je repris :

— La maison a été mise à ma disposition par un ami pendant son absence... J'en ai eu la clef ce matin... Ah! la voici!

Je le fis entrer le premier. Le malingre bec de gaz était là en sentinelle, attendant que la fin du monde vînt l'éteindre. Je crois que le vestibule blanc et noir ne fut pas sans étonner Ortega. J'avais refermé sans bruit la porte de la rue : je demeurai un moment l'oreille aux aguets pendant qu'il regardait autour de lui. Je le pris par la main et le conduisis comme un enfant. Je ne sais pas exactement pourquoi j'avançai sur la pointe du pied. Il imita mon exemple. La lumière et la chaleur de l'atelier l'impressionnèrent favorablement : il déposa son sac, se frotta les mains et laissa paraître un sourire de satisfaction. Je le priai de se mettre à son aise et je lui dis que j'allais chercher la personne qui lui dresserait un lit sur le grand divan.

— Qu'est-ce que c'est que cette pièce, demanda-t-il?

— Cela appartenait à un peintre, grommelai-je.

— Ah! votre ami absent, dit-il, en crispant sa bouche. Je déteste tous ces artistes, et tous ces écrivains, et tous ces politiciens qui sont des voleurs ; et j'irai plus loin : je mandis tous ces vauriens qui aiment les femmes. Vous croyez peut-être que je suis royaliste? Allons donc! S'il y avait au ciel ou en enfer quelqu'un qu'on pût prier, je prierais pour qu'on eût une bonne révolution, une révolution rouge partout.

— Vous m'étonnez! fis-je, pour dire quelque chose.

— Non! Mais il y a une demi-douzaine de gens au monde avec qui j'aimerais à régler des comptes. On les tirerait comme des perdrix. Voilà ce que signifierait la révolution pour moi.

— C'est là une vue magnifiquement simple, lui dis-je.

J'imagine que vous n'êtes pas le seul à l'avoir. Mais je dois veiller à votre confort. N'oubliez pas que nous devons aller voir le baron H... de bonne heure demain matin.

Et je sortis dans le corridor, en me demandant dans quelle partie de la maison Thérèse avait décidé de dormir cette nuit-là. J'atteignais le pied de l'escalier, quand je la vis qui descendait des régions supérieures, en chemise de nuit, comme une somnambule. Elle ne l'était pas pourtant, car, avant que je me fusse récrié, elle avait disparu. Je ne l'appelai point. J'étais bien sûr qu'elle allait revenir. Je montai lentement au premier et je la rencontrai, présentable et portant cette fois une bougie allumée.

— Oh! mon cher jeune monsieur, vous m'avez fait une peur!

— Moi aussi, fis-je, j'ai failli m'évanouir. Vous aviez l'air si épouvantable. Êtes-vous malade?

Elle avait allumé le gaz sur le palier et je dois dire que je ne l'avais jamais encore vue ainsi. Elle se trémoussait, le regard fuyant. J'attribuai cette gène à sa modestie offensée, et je lui déclarai qu'il y avait en bas un carliste qu'il fallait héberger pour la nuit. Elle laissa paraître une consternation qui m'étonna.

— Installez-le dans l'atelier où il est à présent, lui dis-je. Il y fait chaud. Et rappelez-vous bien! Je vous ordonne de ne pas lui laisser savoir que je couche ici. D'ailleurs, je ne sais si j'y coucherai. J'ai des affaires dont il faut que je m'occupe cette nuit même. Vous lui servirez son café demain matin.

Elle me demanda :

— Le cher monsieur est votre ami, je suppose?

— Je sais seulement qu'il est espagnol et carliste, dis-je : cela doit vous suffire.

Elle murmura : « Mon Dieu! mon Dieu! » et remonta pour réunir quelques couvertures et oreillers. Je descendis tranquillement vers l'atelier.

En mon absence, le señor Ortega avait retiré sa veste et je le trouvai assis en bras de chemise sur une chaise qu'il avait pris la peine de placer au beau milieu de la pièce. Il avait les mains étendues sur les genoux et l'air parfaitement insensible. Il leva vers moi le regard soupçonneux de ses yeux noirs et le baissa presque aussitôt. Je demeurai juste le temps de lui dire que la femme allait lui descendre de la literie.

Il répondit simplement : — Merci.

Dans le coin le plus obscur de ce long corridor, je croisai Thérèse les bras chargés d'oreillers et de couvertures.

III

J'entendis derrière moi la porte de l'atelier se refermer avec un fracas inattendu. Je franchis le corridor à pas de loup. Je me demandais sérieusement ce que j'allais bien pouvoir faire du señor Ortega. En dépit de ma persuasion d'avoir renoncé à Rita, en dépit de toutes les agonies que j'avais traversées, je n'avais jamais perdu mon espoir en elle. Il restait vivant, secret, entier, invincible. Devant le danger de la situation, il surgissait, plus vivant que jamais, armé de pied en cap, immortel enfant de l'immortel amour.

Je réfléchissais qu'il n'y avait aucun moyen de faire prévenir doña Rita à Tolosa. Et d'ailleurs à quoi servirait de l'avertir dans ce cas particulier? Comment aurais-je pu communiquer à quelqu'un d'autre la certitude que j'avais, d'autant plus absolue que je ne pouvais en fournir de preuves? La dernière expression de la détresse de Rose résonnait encore à mon oreille : « Madame n'a pas d'ami! Pas un ami! » et j'imaginais le complet isolement de doña Rita en butte à toutes sortes d'hypocrisies, entourée de pièges. Il me fallait avant tout arrêter ce misérable. Je fus saisi d'une extrême défiance à l'égard de Thérèse. Je ne voulais pas qu'elle me retrouvât dans le vestibule, mais je ne pouvais me décider à remonter dans ma chambre : je m'y trouverais trop à l'écart. Alors je m'avisai que l'ancienne chambre de Blunt serait un excellent poste d'observation. Je connaissais cette pièce. Lorsqu'Henry Allègre avait donné cette maison à Rita, — bien avant qu'il ne fît son testament, — il avait eu l'intention de la modifier complètement : cette chambre devait être le salon. Les meubles en étaient tendus d'une fort belle étoffe, d'un or mat, et ornée d'une arabesque bleu pâle, avec un médaillon ovale encadrant le monogramme de Rita, répété sur le dos des chaises et des canapés, et sur les hauts rideaux qui tombaient du plafond jusqu'au plancher. Les portes d'ébène et de bronze étaient de la même époque, ainsi que la statuette d'argent au pied de l'escalier, et la rampe en fer forgé qui, jusqu'au haut de l'escalier de marbre, répétait au milieu

de son entrelacs le monogramme décoratif. L'ouvrage avait été ensuite interrompu et la maison laissée à l'abandon. Lorsque Rita la mit à la disposition de la cause carliste, on avait disposé un lit dans ce salon.

Je n'avais qu'à étendre le bras pour atteindre la magnifique poignée de bronze de la porte d'ébène. Je ne voulais pas être surpris par Thérèse : je fis un pas, j'étendis le bras. La porte s'ouvrit sous ma poussée. La pièce m'apparut éblouissante de clarté. En me retournant pour refermer sans bruit la porte derrière moi, j'aperçus une robe de femme jetée sur une chaise, et d'autres objets d'habillement éparpillés tout autour. Une paire de bas noirs étaient jetés en évidence sur un tabouret à musique. Le silence était profond. On eût dit un lieu enchanté. La très légère bouffée d'un parfum familier me fit tourner la tête; et soudain une voix se mit à parler, claire, précise, infiniment touchante par son ton de lassitude :

— Ne m'as-tu pas assez tourmentée aujourd'hui? disait-elle.

Je ne fis pas un geste. Mon cœur se mit à battre avec violence.

— Ne peux-tu donc pas me laisser tranquille cette nuit? reprit la voix avec un accent de dédain charitable.

L'accent de cette voix, que je n'avais pas entendue depuis tant et tant de jours, me remplit les yeux de larmes. Je devinai sans peine que cet appel s'adressait à l'atroce Thérèse. Celle qui parlait m'était cachée par le dossier du canapé, mais son appréhension était parfaitement justifiée. N'était-ce pas moi, en effet, qui avais détourné Thérèse, la pieuse, l'insatiable Thérèse, au moment où, en chemise de nuit, elle descendait tourmenter encore sa sœur? L'étonnement de trouver doña Rita dans la maison suffisait à me paralyser. Mais je fus en même temps envahi par une immense sensation de soulagement, par la certitude de sa sécurité et de la mienne. Je ne me demandai même pas comment elle était venue là. Il me suffisait qu'elle ne fût pas à Tolosa. J'aurais même pu sourire à la pensée que ce que j'avais à faire maintenant, c'était de hâter le départ de cet abominable imbécile pour le quartier général, si la présence du señor Ortega sous le même toit que doña Rita ne m'avait répugné. L'intensité de mon émotion me scellait les lèvres. Et avec une joie craintive je contournai le canapé, sans rien dire.

Dans la large cheminée, sur un tas de cendres blanches, les bûches luisaient d'un rouge sombre; tournée vers le feu,

appuyée sur le côté, doña Rita, enveloppée de peaux de bêtes, avait l'air d'un jeune chef sauvage devant un feu de campement. Elle ne leva pas les yeux, si bien que je pus contempler en silence cette tête infiniment suave dans son ferme dessin, presque enfantine par la fraîcheur des détails, ravissante par la netteté de son modelé. Cette précieuse tête reposait dans la paume de sa main. Le visage était légèrement coloré, par la colère peut-être. Ses yeux étaient obstinément fixés sur les pages d'un livre qu'elle tenait de l'autre main.

La parfaite immobilité et le silence que je gardais lui firent enfin lever les yeux à contre-cœur, avec une expression dure et défensive que je ne lui avais jamais vue auparavant. Le regard s'adressait à Thérèse. Il persista un moment, puis fit place à un regard fixe comme pétrifié, que je ne lui avais jamais vu non plus. Elle n'avait jamais autant désiré qu'on la laissât en paix. Probablement aussi jamais de sa vie n'eut-elle pareille surprise. Elle était arrivée par l'express du soir deux heures seulement avant le señor Ortega : elle s'était fait conduire à la maison et après s'être un peu restaurée, elle était, pendant le reste de la soirée, devenue la proie sans défense de sa sœur qui l'avait flattée, querellée, cajolée et menacée outrageusement. Elle n'avait pas eu le courage de se coucher. Sur le canapé devant le feu elle essayait de se calmer en lisant. Elle n'avait pas entendu le moindre bruit jusqu'au moment où j'avais doucement fermé la porte. L'héritière exténuée des millions d'Allègre pensa tout naturellement que c'était sa sœur qui revenait pour recommencer la scène. A la fin, effrayée de ce long silence, elle leva les yeux. Je lui produisis l'effet d'une apparition. Le premier mot que je lui entendis prononcer, ce fut un « non », dit d'un ton profondément apeuré.

Je me décidai à parler :

— Si, lui dis-je, c'est bien moi que vous voyez.

Elle ne fit d'autre geste que de porter la main aux bords de son manteau de fourrure et de les tenir étroitement serrés sur sa poitrine. Je m'assis sur la chaise la plus proche. Le livre qu'elle était en train de lire, glissa sur le tapis.

— Comment se peut-il que vous soyez ici? murmura-t-elle.

— Je suis réellement ici, dis-je ; voulez-vous toucher ma main ?

Elle ne fit aucun mouvement.

— Que s'est-il passé ?

— Une longue histoire. Sachez seulement que tout est fini. Le lien qui nous unissait est rompu. Je ne pense pas qu'il ait jamais été très étroit. C'était une chose tout extérieure. Le malheur est que je n'ai jamais cessé de vous voir.

Elle se souleva sur le coude et, me regardant attentivement :

— Tout est fini ? dit-elle.

— Oui, nous avons dû couler le navire. Je me fais l'effet d'un assassin. Mais il *fallait* le tuer.

— Pourquoi ?

— Parce que je l'aimais trop. Ne savez-vous pas que l'amour et la mort vont de pair ?

— Je me sentirais presque heureuse que tout fût fini, si vous n'y aviez perdu votre amour.

— Oui, lui dis-je, c'était un fidèle petit bâtiment. Il nous aurait tous tirés de tout danger. Mais ç'a été une trahison. Qu'importe ! La question est de savoir ce que l'on va faire maintenant. La vie semble n'être qu'une succession de trahisons. Il y en a de toutes sortes. On peut trahir la confiance, et l'espoir... le désir et le plus sacré...

— Mais que faites-vous ici ? interrompit-elle.

— Et pourquoi y êtes-vous, vous-même ? lui demandai-je à brûle-pourpoint, avec une aigreur qu'elle ne releva pas.

Elle n'en répondit pas moins à ma question, sans aucune hésitation. Elle avait dû quitter Paris précipitamment après avoir donné à Rose la permission d'aller voir ses vieux parents pendant deux jours. Cette fille se montrait depuis quelque temps si agitée et si préoccupée que Rita lui avait offert une somme qui lui permettrait de se consacrer entièrement à eux. Et savez-vous ce que cette fille extraordinaire avait dit ? « Que madame ne me croie pas trop fière pour accepter jamais quoi que ce soit d'elle : mais je ne peux songer à quitter madame. Je crois que madame n'a pas d'amis. » Si bien qu'au lieu de lui donner une certaine somme d'argent, Rita l'avait embrassée. Et comme on la tourmentait pour la faire aller à Tolosa, elle s'était enfuie jusqu'à Marseille.

— Oui, continua-t-elle avec feu, je suis venue ici me cacher !

Puis, avec une ardeur qui ne faisait qu'ajouter au plaisir que j'avais eu à contempler ses jeux de physionomie, elle ajouta :

— Pourquoi êtes-vous entré dans cette chambre ?

Elle m'enchantait. Les ardentes modulations du son de sa voix, le jeu de ses lèvres magnifiques, la tranquille et profonde lueur de saphir de ses longs yeux hérités de l'aurore des âges, qui semblaient toujours prêts à considérer des choses inimaginables, ce léger accent de gaieté qui se jouait à travers ses diverses dispositions d'esprit, comme un don de la pitié des dieux pour cette mortelle solitaire : tout cela, entre ces quatre murs, et pour moi seul, me causait une joie presque intolérable.

— Je suis entré ici pour plusieurs raisons, lui dis-je, dont l'une est que je ne savais pas que vous y étiez.

— Thérèse ne vous l'avait pas dit ?

— Non. Et, lui demandai-je à mon tour, vous a-t-elle dit que j'étais ici ?

— Non.

— Il est évident qu'elle ne tenait pas à notre rencontre.

— Moi non plus, mon cher.

— Mon cher !... Est-ce que je vous suis cher? Ou quelqu'un d'autre?... ou tout le monde?...

Elle était restée assez longtemps appuyée sur le bras; elle s'abandonna et sa tête retomba sur le canapé ;

— Pourquoi cherchez-vous à me blesser? demanda-t-elle

— Pour la même raison qui vous fait m'appeler « mon cher... » Quels sont les motifs de vos paroles? les mobiles de vos actions? De votre propre aveu, votre vie ressemble à une fuite perpétuelle. Vous venez de vous enfuir de Paris. Où fuirez-vous demain ? Qu'est-ce que vous fuyez ainsi éternellement, ou, après quoi courez-vous ? Un homme, un fantôme, une sensation ?

Décontenancé par son silence, hors de moi, je repris :

— Pourquoi n'êtes-vous pas à Tolosa? Vous devriez être à Tolosa? Tolosa n'est-il pas un champ propre à vos mérites, à vos sympathies, à vos prodigalités, à votre générosité, — le roi sans couronne, l'homme sans fortune ! Ici rien n'est digne de vos talents. Il n'y a même plus ce ridicule M. Georges. Je pense que sur toute la côte, d'ici à Cette, on ne fait que répéter que M. Georges est noyé. Ma foi, je crois qu'il l'est. Et c'est bien fait pour lui. Il y a Thérèse, mais je ne pense pas que votre amour pour votre sœur...

— Au nom du ciel ne la laissez pas entrer et vous trouver ici.

Ces mots me firent revenir à moi, la seule vertu enchanteresse de cette voix exorcisa l'esprit malin.

— Eh bien! dis-je, si vous prétendez que je quitte cette pièce, je vous avouerai que je puis très bien le faire encore. Mais si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je fermerai à clef chacune de ces deux portes.

— Faites ce que vous voudrez, mais tenez-la dehors. Vous deux à la fois, ce serait trop pour moi, cette nuit.

Je me sentais absolument calme et maître de moi. Je tournai les clefs l'une après l'autre, si doucement que je ne les entendis pas moi-même jouer dans les serrures. Puis je traversai la chambre lentement, les yeux baissés, je m'approchai du canapé, je tombai à genoux et j'appuyai mon front sur le rebord de ce siège. Je ne perçus ni un son ni un geste de sa part. Un pan de la fourrure me caressait doucement la joue, mais aucune main clémente ne vint se poser sur mon front courbé. Je respirais profondément ce faible parfum de violette, qui me pénétrait, m'enveloppait plus que le plus étroit embrassement. Je n'avais, depuis des mois, connu semblable quiétude, et je découvrais en moi une immense lassitude, un désir de demeurer là sans changer de position jusqu'à la fin des temps.

La réflexion que c'était chose impossible me fit à la fin me lever avec un soupir de tristesse profonde. Je demeurai longtemps appuyé sur mon bras, à regarder le feu et à sentir distinctement entre les quatre murs de cette pièce le flux du temps irrésistible s'écouler loin de nos deux êtres échoués.

Soudain elle parla. Elle parla de cette voix si profondément touchante.

— A quoi pensez-vous, *amiyo*?

Je me retournai. Elle était étendue sur le côté, tranquille sur le flot régulier du temps, étroitement enveloppée dans sa fourrure, la tête sur le coussin vieil-or qui portait les lettres entrelacées de son monogramme, le visage un peu pâle maintenant, avec le lobe rouge d'une oreille sous le nuage fauve de ses cheveux dénoués, les lèvres entr'ouvertes, et le regard assombri par la fatigue.

— A quoi puis-je penser si ce n'est à vous? murmurai-je en prenant un siège au pied du canapé. Ou plutôt je ne pense pas, j'ai conscience de votre constante présence en moi. Je vous regarde étendue sur ce canapé, mais vous n'êtes que l'insensible fantôme de ce « vous » véritable qui vit dans mon âme. Depuis que je suis entré dans cette pièce vous n'avez rien fait

pour détruire cette conviction qu'en dehors de moi vous n'êtes qu'une apparence. Vous ne m'avez pas donné votre main à toucher. Est-ce parce que vous avez peur de n'être, hors de moi, qu'un simple fantôme?

L'une de ses mains était cachée par la fourrure, l'autre soutenait sa joue. Elle ne prononça pas un seul mot. Elle ne tourna pas même les yeux, mais lorsque j'eus ajouté :

— Vous n'êtes qu'une froide illusion !

Elle sourit mystérieusement, droit vers le feu; et ce fut tout.

— Je vais vous dire ce qu'il en est, fis-je. Quand vous êtes en ma présence, tout mon être s'élance vers vous au point que je ne puis vous voir distinctement. Il en a été ainsi dès le début. Je ne vous ai jamais vue distinctement jusqu'au moment où nous nous sommes quittés, et où j'ai cru vous avoir perdue. Alors vous avez pris corps dans mon imagination et mon esprit s'est emparé d'une forme définie pour lui vouer toutes ses adorations, — toutes ses profanations aussi...

— Ne parlez pas ainsi, dit-elle. C'est trop pour moi. Et nous avons toute une longue nuit devant nous.

Elle continuait de regarder fixement les charbons ardents; et de ses lèvres qui remuaient à peine tomba comme le plus paisible murmure :

— Rien ne serait plus facile que de mourir pour vous.

— Vraiment! m'écriai-je. Et vous vous attendez peut-être après cela que j'aille vous baiser les pieds dans un transport de gratitude. Comment osez-vous me montrer un pareil charlatanisme de passion? Seriez-vous même sincère, — vous m'entendez, — eh bien, je ne vous le pardonnerais jamais. Je visiterais chaque jour votre tombe pour vous maudire comme un mal.

— Un mal? fit-elle doucement comme un écho.

— Préféreriez-vous n'être qu'une fiction, qu'on oublie?

— Vous ne m'oublierez jamais, dit-elle du même ton, les yeux toujours tournés vers le foyer. Mais, mon cher, je ne me sens ni un mal ni une fiction. Il me faut être ce que je suis, et cela, *amigo*, n'est pas si facile.

— Vous êtes à la fois toutes les femmes de ce monde! lui dis-je en me penchant vers elle.

Elle continua de regarder les flammes :

— Si j'étais cela, je dirais : « Que Dieu les garde alors! » Mais ce serait plutôt le genre de Thérèse. J'ai trop de respect en

moi pour invoquer le nom d'un Dieu à qui des hommes habiles m'ont ravie il y a bien longtemps. Je n'y pouvais rien. Les propos étaient habiles et... j'avais ma tête. Et puis, comme dit Thérèse, je suis pécheresse par nature. Oui, mon cher, je puis être naturellement méchante, mais je ne suis pas le mal, et je pourrais mourir pour vous.

— Vous! dis-je. Vous avez peur de mourir!

— Oui. Mais pas pour vous.

Tout l'édifice des bûches consumées s'effondra, dégageant une petite tourmente de cendres blanches et d'étincelles. Ce bruit sembla l'éveiller tout à fait. Elle me regarda :

— C'est une chose bien extraordinaire que de nous rencontrer ainsi tous deux, dit-elle. Vous êtes entré sans savoir que j'étais là, puis vous m'avez dit ne pas pouvoir quitter la chambre : c'est singulier... Pourquoi souriez-vous?

— D'une idée... Maintenant, vous êtes en sûreté. Mais je dois vous prier de ne pas sortir de cette chambre avant que je vous dise que c'est possible.

— Vous voulez dire : ne pas sortir de la maison?

— Non, de cette chambre.

— Qu'y a-t-il donc dans la maison? Avez-vous peur aussi pour vous-même?

— Je ne saurais vous donner une idée de la peur que j'ai eue. J'en ai moins maintenant. Mais vous savez, doña Rita, que je ne porte jamais aucune espèce d'armes sur moi.

Doña Rita se dressa sur ses pieds.

— Don Georges, dit-elle avec une animation charmante, j'insiste pour savoir ce qu'il y a dans ma maison.

— Vous insistez!... Mais Thérèse dit que c'est *sa* maison.

S'il se fût trouvé à ce moment quelque chose à sa portée, comme un étui à cigarettes, par exemple, il eût volé en l'air en éparpillant son contenu. Toute rose, joues, col, épaules, elle semblait éclairée de l'intérieur comme par une magnifique transparence. Mais elle n'éleva pas la voix.

— Vous et Thérèse avez juré ma perte. Si vous ne me dites pas ce que vous pensez, je m'en vais crier dans l'escalier pour la faire descendre. Nous ne sommes que nous trois dans la maison.

— Oui, nous trois, sans compter mon Jacobin. Il y a un Jacobin dans la maison.

— Un Jacobin! Oh! Georges, est-ce le moment de plaisanter? commença-t-elle, lorsqu'un bruit faible l'arrêta.

Instantanément, elle reprit une complète immobilité. Mais je fis un mouvement involontaire, avant de demeurer à mon tour immobile comme un mort. Nous tendîmes l'oreille. Ce singulier cliquetis avait été si léger et le silence était si complet qu'il y avait de quoi douter de nos sens. Doña Rita m'interrogea du regard. Je lui fis un signe de tête. Nous restâmes les yeux dans les yeux jusqu'à ce que le silence fût devenu insoutenable.

— Avez-vous entendu? murmura-t-elle posément.

— Je me le demande.

— Ne rusez pas avec moi. C'était un grattement.

— Quelque chose sera tombé.

— Quelque chose! Quelle chose? Quelles sont les choses qui tombent toutes seules? Il y a un homme ici?

— Aucun doute à ce sujet. C'est moi-même qui l'ai amené.

— Pour quoi faire?

— Pourquoi n'aurais-je pas un Jacobin à moi? N'en avez-vous pas un aussi? Mais le mien est d'un genre très différent de ce farceur à cheveux blancs qu'est le vôtre. Il a des comptes à régler avec une demi-douzaine de personnes, dit-il, et il réclame à grands cris des révolutions pour lui donner une chance

— Mais pourquoi l'avoir amené ici?

— Je ne sais... par affection soudaine.

Tout cela se passait à voix si basse que nous ne semblions entendre nos paroles qu'en regardant nos lèvres. Je ne faisais guère attention à ce que je disais. Je ne pensais qu'à une chose : c'était qu'elle était adorable. Elle résumait toute vie, toute joie, toute poésie. Je suis certain que je n'étais pas tout à fait dans mon bon sens et, qu'à ce moment-là, des quatre personnnes qui se trouvaient dans la maison, elle était, sans conteste, la plus sensée. Elle scrutait mon visage.

— Georges, revenez à vous, m'ordonna-t-elle.

Sa douceur eut l'effet de la lumière du soir. J'en fus apaisé.

— Non, ce ne fut pas par affection pour lui, murmurai-je, c'est par amour pour vous que je l'ai amené. L'imbécile de H... allait l'envoyer à Tolosa.

— Ce Jacobin! dit-elle résignée à l'incompréhensible, mais qu'avez-vous fait de lui?

— Je l'ai fait coucher dans l'atelier.

— Et alors ? demanda-t-elle.

— Alors je suis entré ici pour envisager tranquillement la nécessité de me débarrasser de cette existence humaine.

L'horreur assombrit la merveilleuse splendeur de sa figure qui pâlissait sous le violent effort qu'elle faisait pour comprendre. Un silence absolu régnait dans la maison. Soudain elle leva un doigt en signe d'avertissement. Je n'avais rien entendu et je hochai la tête en signe de dénégation, mais elle fit « oui » de la tête et murmura :

— Si, si, dans la salle d'armes, comme avant.

— Impossible ! La porte est fermée et Thérèse en a la clef.

Elle me demanda alors avec circonspection :

— Vous avez vu Thérèse ce soir?

— Oui. Je l'ai laissée en train de faire le lit de mon homme.

— Le lit du Jacobin ?

— Je ferais mieux de vous dire qu'il est Espagnol... qu'il semble vous connaître... Il s'appelle Ortega.

Je m'attendais à ce que ce nom lui fît quelque effet, mais pas à ce qui se produisit. Avec l'agilité soudaine, libre, spontanée, d'un jeune animal, elle sauta du canapé, et laissant ses pantoufles derrière elle, elle gagna d'un bond le milieu de la pièce. La vigueur, la précision instinctive de ce bond avaient quelque chose de surprenant. Elle retomba légèrement sur son pied nu, et reprit aussitôt son immobilité. Puis elle se mit à tournoyer éperdument, et se précipita vers la première porte qu'elle aperçut. Je n'eus que le temps de la prendre à bras le corps et de la ramener au milieu de la pièce. Elle répétait : « Non, non ! » sur un ton qui aurait pu me faire venir les larmes aux yeux, mais qui me fit vraiment regretter de n'avoir pas tué d'emblée l'honnête Ortega. Tout à coup elle se secoua et, saisissant à deux mains ses cheveux défaits, elle se mit à les nouer devant un des somptueux miroirs. D'un geste brusque, elle transperça cette masse d'étincelles et d'éclairs fauves avec la flèche d'or qu'elle aperçut devant elle, sur la console de marbre. Puis d'un bond, elle s'écarta de la glace :

— Dehors ! dehors ! murmura-t-elle fiévreusement.

Je lui barrai le chemin.

— Vous resterez ici, lui dis-je.

Elle sembla me reconnaître et, subitement apaisée, laissa retomber ses bras ; et du fond d'un abîme de désolation, elle dit :

— O Georges ! Non ! non ! Pas Ortega !

J'avais repris complètement possession de moi-même. Le bruit que nous avions perçu venait de la salle d'armes dont la porte qui communiquait avec l'atelier était fermée. Thérèse en avait la clef. Je vis, aussi clairement qu'un tableau sur un mur, Thérèse pressant avec ferveur cette clef dans la paume de son prestigieux et vertueux cousin, afin qu'il allât offrir à doña Rita le don de sa personne. Elle avait déchaîné d'un air dévot ce destin furieux. Mais pourquoi ce bruit, cette espèce de cliquetis? Je connaissais la pièce. Depuis le départ de Blunt, il n'y était pas resté sur la console ni ailleurs le moindre objet qu'on pût renverser. Une baignoire était bien encastrée dans le plancher; mais si l'homme l'avait heurtée, le bruit eût été autrement fort. Brusquement je me rappelai que le mur de la salle était décoré d'armes blanches de toutes sortes, civilisées et sauvages, sagaies disposées en faisceaux, soleils de haches, de sabres et de poignards. Ortega n'avait eu qu'à faire son choix. Il avait dû grimper sur la banquette et, tâtonnant parmi ces armes, en laisser tomber une qui dans sa chute avait produit ce cliquetis. J'avais maintenant la conviction qu'il était armé.

Il n'avait rien pu entendre de nos chuchotements, la pièce était trop grande et la porte trop épaisse. Mais je n'avais pas la même confiance dans la serrure. Je pressai doña Rita de retourner sur le canapé. Elle ne me répondit pas. Elle avait pris racine sur ce tapis d'Aubusson. Je regardai son visage, aussi immobile que celui d'une statue. J'aurais voulu savoir comment m'y prendre avec ce mystère incarné, pour l'influencer, le diriger. Oh ! combien j'aurais souhaité avoir le don d'autorité ! A ce moment j'entendis le mot « Chérie ! » se former comme de soi-même dans l'air silencieux de la chambre, faible, distinct et pitoyable. Je murmurai à l'oreille de doña Rita : « Silence absolu ! » Elle me répondit dans un souffle :

— Faites-moi sortir de cette maison !

Un autre « Chérie ! » plus fort, plus navré si possible, pénétra dans la chambre et, — oui ! — m'entra dans le cœur. Ce fut suivi sans transition d'un « Parle, bête maudite ! » positivement beuglé, qui fit tressaillir doña Rita, comme une commotion électrique. La poignée de la porte fut rudement secouée.

— Faites-moi sortir avant qu'il ne parle, murmura-t-elle.

— Restez tranquille ! lui dis-je tout bas. Il se fatiguera vite.

— Vous ne le connaissez pas!

— Oh! si. J'ai été avec lui pendant deux heures.

A ces mots, d'un geste passionné elle se couvrit la figure de ses deux mains. Quand elle les retira, elle avait l'aspect d'une personne moralement anéantie.

— Que vous a-t-il dit?

— Des extravagances!

— Erreur : tout est vrai!

— Sans doute. Mais que m'importe?

De l'autre côté de la porte la voix s'éleva comme une prière passionnée, réclamant un peu de pitié, rien qu'un peu, quelques mots, deux mots, un seul mot, — un malheureux petit mot. Elle s'arrêta, puis elle reprit :

— Dis que tu es là, Rita. Dis un mot, un seul mot. Dis « oui ». Allons! seulement un petit : « oui! »

Nous aurions pu avoir un moment l'illusion qu'il s'était écarté furtivement, à pas de loup, sur les nattes épaisses. Mais la voix, raffermie soudain, éclata avec de graves et rauques accents, volubile, hautaine parfois, parfois abjecte. Quand elle eut cessé, nous nous regardâmes l'un l'autre.

— C'est presque comique, fis-je tout-bas.

— Oui, il y a de quoi rire, fit-elle avec une sorte de conviction sinistre. Que de fois ne me suis-je pas moquée de lui!

L'homme cria tout d'un coup : « Quoi? » comme s'il avait cru entendre quelque chose. Il attendit et reprit à tue-tête :

— Parle donc, reine des chèvres, avec tes tours de chèvre...

Tout demeura un moment silencieux, puis un grand coup retentit dans la porte. Il avait dû reculer d'un pas pour se jeter de tout son corps contre le panneau. La maison en trembla.

— Emmenez-moi, chuchota fiévreusement doña Rita; emmenez-moi de cette maison avant qu'il ne soit trop tard.

L'homme reprenait de plus belle :

— Crois-tu qu'on puisse oublier tes tours, démon? Ne m'as-tu pas vu tourner et retourner sans cesse pour t'apercevoir au milieu de ces jolis messieurs, à cheval comme une princesse? Je me demande comment je ne t'ai pas jeté des pierres, comment je n'ai pas couru après toi pour crier toute l'histoire! Mais ils en savaient autant que moi. Plus même.

Pendant que l'homme faisait ce tapage, doña Rita s'était bouché les oreilles; puis elle changea d'idée et ce fut sur mes

propres oreilles qu'elle appliqua ses mains. Instinctivement je dégageai ma tête, mais elle persista. Nous luttâmes un peu sans bouger de place; j'eus soudain la tête libre : le silence était complet. Mais doña Rita arracha ses mains à mon étreinte, et, se débarrassant entièrement de sa fourrure, s'empara d'un de ses effets posés sur une chaise avec l'intention de s'habiller, j'imagine, et de s'enfuir. Je la saisis par le bras. J'y mis le moins de force possible, et elle réussit à me donner une poussée inattendue. Je renversai le guéridon qui supportait le candélabre à six branches. Il heurta le plancher, rebondit avec un bruit sourd sur le tapis et pendant ce temps toutes les bougies s'éteignirent. De l'autre côté de la porte, l'homme poussa un cri de triomphe, un cri sauvage :

— Ah! ah! je suis parvenu à t'éveiller!

Il n'y avait plus dans la pièce d'autre lumière que la sombre lueur des cendres. A peine parmi les ombres des meubles, pouvais-je distinguer doña Rita tombée à genoux, dans une attitude pénitente et désespérée. Et Ortega continuait :

— Oh! tu sais comment torturer un homme, toi!

Il articula d'un ton déchirant :

— Tu sais bien, Rita, que je ne puis vivre sans toi. Je n'ai pas vécu, je ne vis pas maintenant. Tu ne peux vraiment pas m'arracher l'âme! Je te pardonnerai si seulement tu ouvres la porte! Rappelle-toi que tu as juré, à maintes reprises, d'être ma femme. Tu serais mieux là femme de Satan, mais ça m'est égal. Tu seras *ma* femme! Tu ne m'échapperas pas, je t'aurai...

Et tout à coup il fut à l'autre porte, comme s'il avait cru que sa proie lui échappait. Le coup qu'il y lança fut terrible.

— Il faudra bien que tu sois ma femme! hurlait-il. Je n'ai aucune honte. Tu as juré de l'être; tu le seras.

Des sons étouffés me firent me pencher vers la forme agenouillée, blanche dans la lueur rouge du foyer.

— Au nom du ciel, je vous en prie, lui dis-je tout bas.

Elle luttait contre le rire, mais quand j'essayai de mettre ma main sur ses lèvres, je sentis son visage inondé de larmes. Elle agita la tête pour éviter ma main, avec de petits gémissements sourdement réprimés. Je perdis toute prudence et lui dis : « Taisez-vous! » assez brusquement.

La voix d'Ortega dans le vestibule demanda distinctement : « Qu'est-ce que c'est? » Mais il dut croire que ses oreilles

l'avaient trompé. Il se fatiguait. Bientôt il poussa un profond soupir, puis d'un ton d'âpre mélancolie, il repartit :

— Mon amour, mon âme, ma vie, parle-moi. Que suis-je donc pour que tu prennes tant de peine à vouloir faire croire que tu n'es pas là ? Je t'en conjure, parle-moi !

Et nous entendîmes distinctement ces mots : « Que faire maintenant ? » comme s'il se fût parlé à lui-même.

Je frémis lorsqu'une voix monta, à côté de moi, sur un ton vibrant, méprisant :

— Que faire ? Eh bien ! va te cacher en regardant par-dessus ton épaule, comme tu faisais jadis quand j'en avais assez de toi.

— Rita ! murmurai-je épouvanté.

— Ah ! s'écria-t-il, tu as donc retrouvé ta langue à la fin, misérable ! Ne te rappelles-tu pas comment...

Doña Rita bondit sur ses pieds avec un grand cri :

— Non, Georges, non !

Je fus désorienté. La soudaineté et la force de ce cri rendirent le silence qui suivit, des deux côtés de la porte, parfaitement effrayant.

— Thérèse, Thérèse, hurlait Ortega. Il y a un homme là-dedans !

Il courut vers le pied de l'escalier et cria de nouveau :

— Thérèse, Thérèse ! Il y a un homme avec elle ! Un homme ! Descends, misérable paysanne que tu es, descends !

Il se précipita sur la porte de la chambre et se mit à la secouer violemment. C'était une très haute porte à doubles battants, dont les ferrures, les applications de cuivre, les verrous devaient branler, car elle se mit à résonner, à cliqueter : cela fit un bruit de tonnerre qui roula dans le grand vestibule vide.

Derrière moi, Rita riait doucement. Je l'interpellai :

— Conservez votre sang-froid, je vous prie !

Elle me répondit d'une voix claire :

— Oh ! mon cher ! consentirez-vous jamais à me parler après tout ceci ? Mais ne demandez pas l'impossible ! Il est né pour qu'on se moque de lui !

Je ne sais si Ortega nous entendit, il déployait à ce moment-là les dernières forces de ses poumons... Et il entama un nouvel intermède contre la porte, si prolongé et si violent que je pensai qu'il allait tomber mort dans un instant.

Il s'arrêta, lança quelques imprécations et sembla épuisé.

Il cria encore : « Je vais vous tuer tous. » Mais il était à bout de forces et de souffle. Il se tut. Comme je commençais à m'en étonner, je l'entendis se frapper le front :

— Je comprends ! cria-t-il. Cette misérable paysanne hypocrite là-haut a tout arrangé. Qu'elle meure d'abord !

Il se précipita, et tout à coup il gémit comme s'il eût été à la torture : « J'ai mal, j'ai mal ! j'ai mal ! » Je n'eus qu'un moment d'hésitation, une demi-seconde tout au plus; mais avant d'avoir ouvert la porte, j'entendis dans le vestibule le bruit d'une chute.

Ortega était couché sur le dos au pied de l'escalier. Une de ses jambes était repliée, l'autre allongée, et son pied touchait presque le piédestal de la statuette d'argent qui supportait cette faible et tenace lumière qui rendait si lourdes les ombres du vestibule. Un de ses bras était placé en travers de sa poitrine. L'autre était étendu sur le carrelage blanc et noir, la paume en dehors, les doigts raides. L'ombre de la dernière marche lui traversait de biais le visage, mais l'on pouvait distinguer un de ses favoris et une partie de son menton. Il ne faisait aucun mouvement. Il était en bras de chemise. Je ressentis un dégoût extrême à ce spectacle.

Un bruit de chaîne, un léger grincement résonnèrent dans le silence du vestibule, et une voix se mit à jurer en italien. Ces sons surprenants furent les bienvenus. Quelqu'un essayait d'entrer. J'allai à la porte et dis : « Attendez un peu, la chaîne est mise. » Une voix grave de l'autre côté me répondit : « Quelle chose extraordinaire ! » C'étaient le vieil Italien et ses filles qui revenaient du bal. Je dis : « Patience ». Mes mains ne parvenaient pas à décrocher la chaîne. L'Italien replet, vénérable, se confondait en remerciements. Ses deux filles en jupes courtes, bas blancs et petits souliers, têtes poudrées et boucles d'oreilles étincelantes, se pressaient derrière leur père, étroitement serrées dans leurs légers manteaux; l'une avait gardé son loup noir sur la figure, l'autre le tenait à la main.

— Il y a un mort dans le vestibule, lui dis-je à voix basse.

Il m'écarta, se pencha en avant pour jeter un coup d'œil.

— Vos filles ! murmurai-je.

— *Va bene!* dit-il doucement. Puis s'adressant à elles :

— Entrez, petites.

Rien de tel que d'avoir affaire à un homme qui a un long passé d'expériences singulières. Les jeunes filles n'eurent que le

temps de jeter un regard effarouché par dessus leurs épaules. Il les poussa devant lui, les mit en sûreté dans la partie de la maison qu'ils habitaient; puis, il retraversa le vestibule. Quand il fut arrivé près du señor Ortega, il s'arrêta court.

— Eh quoi, du sang! dit-il.

Et choisissant sa place, il s'agenouilla près du corps, le chapeau haut de forme sur la tête.

— Mais cet homme n'est pas mort! s'écria-t-il en me regardant. Il a réussi à se faire une énorme entaille dans le côté, remarqua-t-il paisiblement. Et quelle arme! s'écria-t-il.

C'était un produit d'Abyssinie ou de Nubie d'une forme bizarre : cela tenait à la fois de la faucille et du couperet, avec un seul tranchant et un bout pointu. Le vieillard la laissa tomber avec un dédain amusé.

— Mieux vaut que vous le preniez par les jambes, décida-t-il.

Dans l'atelier, la lampe brûlait; le lit était fait sur le divan. Nous y déposâmes notre fardeau. Mon respectable ami arracha aussitôt le drap du dessus et se mit à en faire des bandes.

— Vous pouvez me le laisser, me dit ce sage expérimenté; mais, si vous ne tenez pas à ce que cette affaire s'ébruite, il faudra trouver un docteur discret.

Je ne perdis pas de temps. Je filai nu-tête par cette dernière nuit de carnaval. Je disposais du docteur qu'il me fallait. Par de froides et sombres rues désertes, il accourut à pas pressés et pesants qui retentissaient dans l'air vif de la nuit. Tous deux, nous travaillâmes en silence pendant près d'une heure, et ce fut alors seulement, qu'en se lavant les mains dans la salle d'armes, il me demanda :

— Que faisait donc cet imbécile?

— Oh! il examinait cette curiosité! dis-je.

— Ah! oui, et elle lui aura échappé accidentellement des mains, dit le docteur en regardant dédaigneusement le couteau nubien que j'avais jeté sur la table. Je parierais bien qu'il y a une femme là-dessous : mais naturellement cela n'affecte en rien la nature de la plaie. Cette saignée lui fera du bien.

— Rien ne lui fera aucun bien, dis-je.

— Singulière maison, poursuivit le docteur. Elle appartient à une singulière femme aussi. Je l'ai aperçue une ou deux fois. Je ne serais pas surpris que la trace de ses jolis pieds soulevât derrière elle bien de l'agitation. Je crois que vous la connaissez.

— Oui.

— Singulières gens dans cette maison aussi. Il y avait ici un officier carliste, un grand homme brun, maigre, qui ne pouvait pas dormir. Il est venu me consulter une fois. Savez-vous ce qu'il est devenu?

— Non.

Le docteur, ses mains essuyées, jeta la serviette au loin.

— Un énorme surmenage nerveux. Il paraissait avoir un cerveau sans repos. Pas bon cela. Pour le reste un parfait gentleman. Et cet Espagnol-là, vous le connaissez?

— Assez pour ne pas me soucier de ce qui peut lui arriver, dis-je, sauf si la police venait à s'emparer de cette affaire.

— Bon; alors, il subira son sort dans la retraite où vous l'avez mis. Je vous trouverai quelqu'un de sûr pour le garder.

V

Dès que j'eus refermé la porte sur le docteur, je me mis à crier à Thérèse : « Descendez immédiatement, misérable hypocrite! » Je hurlais au pied de l'escalier comme si j'avais été un second Ortega. Mes paroles n'eurent aucun écho : mais, tout à coup, je vis trembloter une petite lumière dans les ténèbres supérieures, et Thérèse apparut sur le palier du premier étage, portant une bougie allumée devant un visage livide, dur, fermé à tout remords, comme à toute compassion. Je me reculai et lui désignai du doigt l'obscurité du corridor qui menait à l'atelier. Elle passa à deux pas de moi, ses yeux pâles fixés droit devant elle, le visage figé par le désappointement et la fureur. J'attendis un moment, puis, furtivement, j'ouvris la porte de ce que j'ai appelé : la chambre du capitaine Blunt.

Les cendres du foyer étaient tout à fait éteintes. Il faisait noir et froid dans cette pièce : avant de refermer la porte, à la faible lueur qui venait du vestibule, j'aperçus doña Rita à la place même où je l'avais laissée. Je ramassai le candélabre, et je tâtonnai sur le tapis pour y découvrir une des bougies que j'allumai. Pendant tout ce temps, doña Rita ne fit pas un geste. Elle était mortellement pâle, et, par contraste, le bleu tendre de saphir de ses yeux paraissait noir comme du charbon. Elle les tourna vers moi, comme s'ils ne me reconnaissaient que lentement. Puis elle leva les mains et s'y cacha le visage.

— Regardez-moi !

Elle laissa retomber ses mains comme résignée à l'inévitable.

— M'entendez-vous? lui dis-je à voix basse.

Du bout du doigt, je touchai son épaule nue. N'eût été son élasticité, elle aurait pu être de glace.

— Il faut vous coucher, murmurai-je, j'entasserai sur vous toutes les couvertures que je puis trouver ici.

Pas même aux jours lointains où, aiguë comme une cigale et mince comme une allumette, elle courait par la brume froide des montagnes, elle ne s'était sentie si glacée, si misérable, si désolée. Ellle parvint à me répondre :

— Pas dans cette chambre! Pas après tout cela! C'est plein de corruption et de laideur partout et en moi aussi. Vous pouvez me quitter ici. Mais, où que vous alliez, rappelez-vous que je ne suis pas le mal.

— Je n'ai pas la moindre intention de vous quitter; et je pense, moi aussi, que vous ne pouvez rester dans cette chambre.

— Cela n'a plus d'importance. Il m'a tuée.

Je la pris par le bras et je la conduisis vers la porte.

— Il m'a tuée, répéta-t-elle dans un soupir.

— Il a tenté de se tuer lui-même, répondis-je.

Elle recula comme un enfant effrayé.

— Je ne peux pas traverser le vestibule. Je ne peux pas.

— Eh bien! dis-je, on vous portera.

Je la soulevai de terre si brusquement qu'elle ne put s'empêcher de me prendre par le cou comme l'eût fait un enfant.

Ma chambre était plongée dans la plus complète obscurité. Je la conduisis tout droit au sopha, où elle se laissa tomber. Je m'empressai d'allumer le gaz et de faire du feu. Lorsque je me retournai, je la vis qui se tenait assise, droite, toute raide, les pieds posés hiératiquement sur le tapis, et la tête émergeant de l'ample col de fourrure comme une fleur de perle au bord d'un vase sombre. Elle ne fit pas d'autre signe qu'un vague sourire pensif. Le plus naturellement du monde, je retirai la flèche de ses cheveux et je la posai sur la table de milieu. La masse fauve se déroula sur ses épaules et lui donna un aspect plus désolé encore qu'auparavant. Mais il y avait dans son cœur un insurmontable besoin de gaieté. Et elle me dit plaisamment en regardant la flèche qui étincelait à la lueur du gaz :

— Ce pauvre ornement!

Un écho de nos premiers jours passa dans son intonation : et, tous deux, comme saisis d'un regret poignant, nous nous regardâmes l'un l'autre avec des yeux étincelants.

— Oui, dis-je, tout cela est loin! Et vous n'auriez pas même laissé cet objet derrière vous la dernière fois que vous êtes venue ici! Peut-être est-ce pour cela qu'il m'a hanté, la nuit surtout...

Je m'occupai d'arranger des oreillers sur le divan.

— Reposez cette tête lasse qui a rêvé même d'une couronne, mais pas pour elle.

Elle s'étendit tranquillement. Je la couvris, je la regardai une fois dans les yeux, et je me sentis si agité que j'eus envie de sortir, de marcher droit devant moi, d'errer, jusqu'à en tomber de fatigue. Le son de sa voix me tira de mes pensées.

— Non, pas même dans cette chambre, je ne puis fermer l'œil. Impossible, j'ai horreur de moi. Tout est vrai!

Elle s'était relevée, deux masses de cheveux fauves tombaient de chaque côté de son visage tendu. J'écartai les oreillers et je m'assis derrière elle sur le divan.

— Comme ceci, peut-être? lui proposai-je, en attirant doucement sa tête sur ma poitrine.

Elle ne résista pas. Ce fut moi qui l'installai après avoir adopté une position que je pensais pouvoir garder pendant des heures,... des siècles. Et le sommeil finit par descendre sur elle.

Soudain il me sembla que mon cœur se rompait dans ma poitrine; et le souffle me manqua. Ce fut un tumultueux réveil. Le jour était venu. Doña Rita avait ouvert les yeux, s'était vue dans mes bras, et s'en était arrachée, d'un brusque effort.

— Il fait jour, dit-elle à voix basse. Ne me regardez pas, Georges! Je ne puis affronter la lumière du jour. Non, pas avec vous. Non, non, pas au grand jour, jamais.

— Tout cela veut dire, m'écriai-je, que vous allez m'abandonner de nouveau? Vous partez donc?

Elle baissa la tête lentement.

— Alors, partez vite, lui dis-je. Vous avez peur de vivre en chair et en os. Après quoi courez-vous? Que vous ai-je fait?

Je saisis la flèche d'or sur la table et je la lui lançai.

— N'oubliez pas cet objet! criai-je. Vous ne vous pardonneriez jamais de l'avoir laissé derrière vous.

La flèche vint frapper le dos du manteau de fourrure et

tomba à terre. Rita ne se retourna même pas. Elle s'avança vers la porte, l'ouvrit sans hâte. Sur le palier, dans la lumière qui filtrait par la lucarne de verre dépoli, apparut, rigide comme un destin obscur et implacable, Thérèse qui attendait sa sœur.

Les deux femmes s'affrontèrent quelques instants en silence. Thérèse parla la première. Son intonation n'avait rien d'austère. Sa voix était comme toujours opiniâtre, et légèrement plaintive.

— Je suis restée ici devant cette porte toute la nuit, dit-elle. Cent fois, j'ai cru mourir de honte. Ainsi, voilà comment tu passes ton temps? Tu es pire qu'éhontée. Mais Dieu peut encore te pardonner. Tu as une âme. Je ne t'abandonnerai jamais...

— Qu'est-ce que tu n'abandonneras jamais, s'écria Rita avec vivacité, mon âme ou cette maison?

— Sors et courbe la tête en signe d'humiliation. Je suis ta sœur et je t'aiderai à prier Dieu. Éloigne-toi de ce pauvre jeune homme qui, comme tous les autres, ne peut avoir pour toi que honte et que dégoût. Viens et frappe-toi la poitrine : viens, et laisse-moi t'embrasser, car tu es ma sœur!

Pendant que Thérèse parlait, doña Rita s'était reculée d'un pas, et comme l'autre s'avançait, étendant sa main charitable : « Abominable fille! » cria-t-elle, et elle lui ferma la porte au nez. Puis elle se retourna et vint vers moi. Elle s'arrêta en chemin pour ramasser la flèche d'or.

— Vous croyiez que je ne vous la donnerais pas. *Amigo*, je ne désirais rien tant que de vous la donner. La prendrez-vous ?

— Pas sans la femme elle-même, répondis-je sourdement.

— Prenez cette flèche, dit-elle.

Mais en me voyant ouvrir la bouche, elle s'écria :

— Pas de mots d'amour, Georges! Pas encore! Pas dans cette maison de malheur et de mensonge! Pas à moins de cent lieues de cette maison où ces mots ont été profanés par la bouche de cet homme. Ne les avez-vous pas entendus? Quelles horreurs!

Elle m'implorait en étendant les mains. Je lui répondis :

— Mais, Rita, comment puis-je m'empêcher de vous dire des mots d'amour? Ils viennent d'eux-mêmes à mes lèvres.

— Ils viennent! Ah! eh bien! je fermerai vos lèvres avec la chose même, dit-elle. Comme ceci...

*
* *

Le récit de notre homme se poursuit encore pendant quelque six mois, depuis ce jour, le dernier du Carnaval, jusqu'à la saison des roses et au delà. Cette période fut plutôt une période de profonde et joyeuse tendresse qu'une période de passion. Toute la violence de leur passion semblait s'être consumée au cours de leurs luttes entre eux et contre eux-mêmes. Ils se montrèrent tous deux étonnamment ingénus. Je crois que ceux qui connaissent les femmes ne seront pas surpris de m'entendre dire que doña Rita était aussi novice en amour que lui. Un coin des Alpes-Maritimes leur offrit une retraite dans une petite maison de pierres sèches couvertes de roses. Ils y eurent moins l'air de deux amoureux en liberté que de deux compagnons bien accordés ensemble.

Que devenait pendant ce temps-là la fortune d'Henry Allègre? La part de cette fortune que représentaient les fabuleuses collections était toujours sous l'œil de la police. Quant au reste, l'ancien homme d'affaires d'Henry Allègre ne fut pas sans goûter quelques loisirs. Il avait reçu une lettre de doña Rita qui lui disait qu'elle s'était éloignée du monde et qu'elle ne lui envoyait pas son adresse. « Qu'il vous suffise, écrivait-elle, de savoir que je suis en vie. » Plus tard, à des intervalles irréguliers, il lui parvint des lettres timbrées de différents bureaux de poste et qui contenaient la simple mention: « Je suis toujours en vie » signée d'un énorme R orné de fioritures.

Lui, de son côté, — appelons-le jusqu'au bout M. Georges, — partageait avec doña Rita ce parfait détachement des affaires terrestres : mais il dut faire deux brèves visites à Marseille. La première lui fut dictée par sa fidèle affection pour Dominique. Il tenait à savoir ce qu'il était devenu et il n'y parvint pas. Mme Léonore se préparait à céder son café avant d'aller le rejoindre, mais elle ne voulut pas dire où.

La seconde occasion fut des plus prosaïques. Il fallait payer le loyer de la cabane, et Rose ne pouvait aller faire le marché sans argent. Comme il avait brusquement et complètement disparu pendant quelque temps aux yeux de l'humanité, il était nécessaire qu'il se montrât en personne pour signer quelques papiers : l'affaire se régla chez son banquier. Avant de reprendre le train, il céda à la tentation de savoir ce qu'était

devenue la maison de la rue des Consuls, après que doña Rita et lui s'en étaient échappés comme deux enfants meurtris et cependant joyeux. Il y trouva une grosse femme étrange, une sorte de virago, qui, selon toute apparence, y avait été placée par l'homme d'affaires. La personne qui y était avant elle s'était, paraît-il, enfuie avec un Espagnol qui était resté dans la maison pendant plus de six semaines, malade de la fièvre. Mais elle n'avait jamais vu cette personne, ni l'Espagnol non plus. Et la grosse femme, impatiente de se débarrasser de Monsieur Georges, le poussa vers la porte. Il remarqua dans le vestibule la faible flamme du bec de gaz qui attendait toujours le moment où on viendrait l'éteindre dans la ruine du monde.

Il entra alors au restaurant de la gare où il se croyait à peu près sûr de ne rencontrer aucun de ses amis. Il sentit bientôt une main se poser sur son épaule, et, levant les yeux, il vit un membre du club royaliste, un jeune homme d'humeur enjouée qui le regardait avec une expression grave.

— Voilà quelque temps qu'on ne vous a vu, dit-il. Peut-être étiez-vous dans un endroit où les nouvelles du monde ne pouvaient vous atteindre? Mme de Lastaola, elle aussi, a disparu d'un monde qui s'intéressait à elle. Des amis de Paris ont couru tout le Midi et n'ont point éclairci le mystère. Vous n'avez pas idée où elle peut bien être?

M. Georges déclara d'un air bourru qu'il n'en savait rien.

— De toutes les personnes mêlées à l'affaire carliste, vous êtes la seule qui ayez disparu avant l'effondrement final, reprit-il doucement. Et vous deviez vous trouver bien profondément enterré quelque part pour n'avoir pas donné signe de vie aux provocations d'un certain capitaine Blunt que vous connaissez.

Son ami apprit alors à M. Georges que ce capitaine Blunt avait publiquement exprimé le regret que Mme de Lastaola fût devenue la proie d'un jeune aventurier qui l'exploitait honteusement.

— Je pense, ajouta-t-il plus bas, que vous désirez lui faire savoir que vous êtes ici.

— Oui, dit M. Georges, et j'espère que vous consentirez à être mon témoin. Voulez-vous lui télégraphier que je l'attends? Cela suffira pour le faire venir, je vous assure.

M. Georges reprit son train, promettant d'être de retour le

quatrième jour et laissant à son ami le soin de tout régler. Il se flatta de rester impénétrable devant doña Rita. Elle dut pourtant avoir l'intuition de quelque chose, car le soir même du jour où il la quitta sous un prétexte quelconque, elle était déjà cachée dans la maison de la rue des Consuls, tandis que la fidèle Rose battait la ville pour se renseigner.

Les conditions de la rencontre, qui eut lieu dans un jardin entouré de murs, furent des plus correctes. Nous mentionnerons seulement un aparté qui passa inaperçu des témoins. M. Georges s'approcha de son adversaire, et lui dit :

— Capitaine Blunt, dit-il, il se peut que cette rencontre tourne contre moi. En ce cas, vous voudrez bien reconnaître publiquement que vous vous êtes trompé. Car vous vous trompez et vous le savez. Puis-je me fier à votre honneur?

Le capitaine Blunt ne desserra pas les dents, mais s'inclina légèrement. M. Georges tira au commandement et toucha le capitaine Blunt à la partie supérieure du bras qui tenait le pistolet. Le bras retomba inerte. Mais Blunt ne lâcha pas son arme. Il prit le pistolet de la main gauche et, visant soigneusement, il atteignit M. Georges au côté gauche. On imagine la consternation des quatre témoins et l'affairement des deux médecins. On se trouvait à quelque distance de la ville et tandis qu'on y ramenait au pas M. Georges, un petit coupé, venant en sens inverse, s'arrêta. Une tête de femme recouverte d'une voilette épaisse regarda par la portière, se rendit compte de la situation et cria d'une voix ferme : « Suivez ma voiture! » Le coupé fit demi-tour et prit la tête. L'intérêt que M. Georges prit à ce qui l'entourait conserva pendant une longue suite de jours le caractère brumeux d'un cauchemar. Il avait de temps à autre l'impression de visions décevantes dans une chambre qui lui était étrangement familière. Il essayait de parler à doña Rita comme si rien ne s'était passé; mais elle lui mettait toujours la main sur les lèvres, et sa voix ressemblait parfois à celle de Rose. Il crut voir aussi une ou deux figures d'hommes qu'il lui semblait connaître, bien qu'il ne pût se rappeler leurs noms. Puis un temps vint où les images de doña Rita et de Rose disparurent. Il n'essayait pas d'envisager l'avenir et il demeurait indifférent à tout.

Lorsqu'il se réveilla au bout d'une heure, d'un jour, ou d'un mois, il faisait noir, mais il reconnut parfaitement sa chambre

dans la maison qui appartenait à doña Rita. La sensation de vivre l'envahissait délicieusement. Il distingua vaguement une forme humaine : c'était celle d'un homme. Il murmura, mais avec l'impression qu'il criait :

— Qui est là?

Mills s'avança près du lit. Doña Rita lui avait télégraphié le jour même du duel et cet ami des livres, abandonnant sa retraite, était arrivé aussi vite que possible. Comme il le dit plus tard à M. Georges, il avait pris conscience de sa responsabilité dans cette affaire. La première question de M. Georges fut :

— Combien y a-t-il de temps que je ne vous ai vu?

— Quelque chose comme dix mois, répondit Mills.

— Ah ! Thérèse est-elle derrière la porte ? Elle y reste toute la nuit, vous savez.

— Oui, on me l'a dit. Mais elle est maintenant très loin.

— Alors demandez à Rita d'entrer.

— Je ne puis le faire, mon garçon, dit Mills avec une affectueuse douceur. Il hésita un moment : — Doña Rita est partie hier.

— Partie? Pourquoi? demanda M. Georges.

— Parce que, — je suis heureux de vous le dire, — votre vie n'est plus en danger. Et je vous ai dit qu'elle était partie, parce que, — si étrange que cela puisse paraître, — vous supporterez mieux cette nouvelle maintenant que plus tard quand vous aurez repris des forces.

Il faut croire que Mills avait raison. M. Georges s'endormit avant d'avoir pu ressentir, à cette nouvelle, aucune souffrance. Il éprouvait dans son esprit une sorte de surprise confuse, rien de plus; puis ses yeux se fermèrent. Le réveil fut une autre affaire. Mais Mills l'avait prévu. Pendant des jours, il demeura près du lit, écoutant patiemment le jeune homme.

— Ne vous a-t-elle jamais parlé à cœur ouvert? lui demanda Georges.

— Si fait; elle m'a dit, entre autres choses, qu'avant de vous avoir rencontré elle ne connaissait rien de l'amour. Vous avez été pour elle une complète révélation.

— Et elle est partie. Elle a fui loin de cette révélation, dit amèrement M. Georges.

— Ne soyez pas fâché, reprit Mills. Avant de quitter la maison, elle m'a donné cette flèche qu'elle portait dans les cheveux, et m'a prié de vous la remettre comme souvenir et

aussi, m'a-t-elle dit, pour vous empêcher de rêver d'elle. C'est là un message assez mystérieux.

— Je comprends, dit M. Georges, ne me la donnez pas maintenant. Mettez-la quelque part où je puisse la trouver un jour où je serai seul. Mais quand vous lui écrirez, vous pourrez lui dire que maintenant enfin, — plus sûrement que la balle de Blunt, — la flèche a atteint son but. Je ne rêverai plus.

— Je ne sais même pas où elle se trouve, murmura Mills.

— Mais son homme d'affaires le sait... Dites-moi, Mills, que va-t-elle devenir?

— Elle gâchera sa vie, dit Mills tristement. C'est un être bien malheureux. La pauvreté même ne pourrait pas la sauver maintenant. Elle ne peut plus retourner à ses chèvres. Et pourtant, qui sait? Peut-être trouvera-t-elle quelque chose dans la vie. Ce ne sera pas l'amour. Elle a sacrifié cette chance à l'intégrité de votre vie, héroïquement. Vous rappelez-vous lui avoir dit un jour que vous vouliez vivre votre vie intégralement, jeune pédant que vous êtes? Eh bien! elle est partie. Soyez sûr que ce qu'elle pourra trouver dans la vie, ce ne sera pas la paix. Vous me comprenez? Pas même dans un couvent.

— Elle était adorable, dit le blessé.

— Et décevante, déclara Mills à voix basse. Pour vous, vous aurez toujours votre autre amour, enthousiaste de la mer!

— Ah! que j'y retourne! s'écria M. Georges. Que j'y retourne!

Il y retourna et n'entendit jamais plus parler d'elle. Les échos mêmes de la vente de la grande collection Allègre lui échappèrent. Cet événement dut pourtant faire quelque bruit dans le monde. Quelques années plus tard, il perdit jusqu'à la flèche elle-même. Il la perdit au cours d'un naufrage : et il raconta que le lendemain, lorsqu'il se trouva sur un rivage rocheux battu par les vents et la rage des flots, il pensa que tout était pour le mieux. Comme le vieux roi de Thulé le fit de la coupe d'or de sa maîtresse, il lui aurait fallu la jeter à la mer avant de mourir. Et il se mit à sourire à cette idée romantique.

J. Conrad.

Traduction de M. G. Jean-Aubry.

L'ESPRIT DE MACHIAVEL

ET

LES MÉTHODES POLITIQUES[1]

I

Depuis quatre siècles, que de choses n'a-t-on pas fait tenir dans les mots, — verbe, substantif et adjectifs, — tirés, à bon droit ou non, et moins souvent à raison qu'à tort, du nom de Machiavel : *machiavélique*, *machiavéliste*, *machiavélisme* et *machiavéliser* ! Ainsi la place, pourtant si considérable, que le chef de la Seconde Chancellerie florentine, secrétaire des Dix de Liberté et de Paix, par abréviation « le Secrétaire florentin », occupait légitimement dans le domaine de l'esprit, s'est encore élargie. Le rôle qu'on lui a assigné dans le développement même des faits est devenu immense.

Au dire de quelques-uns, — et l'on va voir que ce ne sont pas les premiers venus, — l'histoire universelle se réduirait à deux époques : avant et après le traité du 28 juin 1919, ou, si l'on veut, avant l'armistice du 11 novembre 1918. La première de ces deux époques serait l'époque machiavélique ou machiavéliste et elle remonterait très haut, car on ne conteste pas qu'il y ait eu en suspension, dans l'air que les générations précédentes avaient respiré, une certaine dose de machiavélisme avant l'apparition de Machiavel. Elle descendrait jusqu'à nos jours, car le nationa-

(1) Cette étude est la conclusion du cours professé, dans l'été de 1925, à l'Académie de droit international de La Haye.

lisme (voir le dernier chapitre du *Prince*), le militarisme (voir *les Sept livres de l'art de la guerre*), l'impérialisme (voir le *Prince* et les *Discours sur Tite-Live*), ne seraient que des pseudonymes du machiavélisme. Ce germe empoisonné d'où serait né tout le mal, on l'a dénoncé à la fois autour de la table des Congrès internationaux et dans les chaires des Universités. « A notre époque éclairée, la diplomatie doit se débarrasser du machiavélisme », a affirmé le prince Tokugawa, président de la Délégation japonaise à la Conférence de Washington. Et M. Charles Seignobos, professeur à la Sorbonne, en a longuement exposé les raisons. « La méthode *traditionnelle* de la diplomatie prend pour principe la souveraineté de l'État investi d'un pouvoir absolu, pour guide l'intérêt de l'État interprété par le gouvernement; elle ne se propose d'autre but que de régler un état de fait entre des puissances, ne reconnaît d'autre règle que la volonté des gouvernants, d'autre limite que leur puissance. C'est la méthode de la force et de l'intérêt, celle de Machiavel et de Bismarck, — en effet, toutes réserves faites sur les nuances, Bismarck peut être regardé comme appartenant ou apparenté au type machiavélique. »

A cette méthode traditionnelle, réaliste, machiavéliste, tend à se substituer « la nouvelle méthode *juridique* », qui « se fonde sur les traités conclus entre les États et devenus, par une convention expresse, la loi des parties contractantes »; qui « prend pour règle l'obligation de tenir les engagements contractés et se propose pour but de faire régner le droit entre les nations. Elle reconnaît donc un devoir supérieur à la volonté des gouvernants au point d'imposer une limite à leur action : le devoir pour chaque État de respecter ses engagements. Elle réclame, au cas où un État aurait violé un contrat, le droit pour les autres États d'en exiger la réparation. C'est la méthode du droit international contractuel, ébauchée par les conventions de 1899 et de 1907 à La Haye, elle aboutit à la Société des nations ».

Puis, le parallèle se poursuit : « La méthode *diplomatique* a pour elle la tradition, qui est une grande force dans la politique internationale; elle est fondée sur les précédents de tous les traités de paix, car elle est la seule qui ait été suivie par les gouvernements. Elle répond au sentiment des chefs militaires exprimé par la formule *Væ victis;* aux préférences des diplomates dont

elle respecte les habitudes et facilite le travail en le réduisant à un calcul de force et d'intérêts; à l'ambition des gouvernants jaloux de leur souveraineté; à l'instinct même des peuples, naturellement porté vers « l'égoïsme sacré », forme moderne du machiavélisme. Mais la parole apocryphe attribuée à un guerrier barbare il y a plus de deux mille ans doit-elle rester la règle de la morale internationale? Faut-il sacrifier à la commodité des diplomates, à l'ambition des gouvernants, à l'instinct irréfléchi des foules, la perspective d'alléger les charges des peuples et d'améliorer leurs relations? »

Par opposition, « la méthode *juridique* a contre elle sa nouveauté, qui la rend suspecte aux praticiens habitués à se guider sur les précédents; ses formules générales et abstraites, qui la font mépriser par les hommes d'expérience. Elle choque les chefs militaires, en réclamant le respect des vaincus; mécontente les diplomates, en leur mettant des entraves juridiques; inquiète les gouvernements, en imposant des limites à leur souveraineté; irrite l'opinion, en exigeant l'abandon de certains rêves de grandeur. L'appel au droit l'expose au reproche redoutable d'idéologie : la protestation contre la violation des engagements et la mauvaise foi dans les relations entre États lui donne l'apparence d'une utopie ignorante des réalités de la vie pratique; la tendance indéniable vers une paix perpétuelle, garantie par la « Société des nations », la fait accuser de sacrifier l'intérêt national à la chimère du pacifisme.

« Mais ces inconvénients indiscutables ne sont-ils pas compensés par des avantages supérieurs? Le respect des engagements, s'il limite la souveraineté d'un État, le protège contre les étrangers ; s'il exige parfois d'une nation le sacrifice d'un avantage contraire au droit, il la préserve des dommages injustes. Dans tout contrat, il y a un renoncement des contractants à la liberté absolue, mais en même temps une garantie de leur liberté et la sécurité de l'avenir. Le marché est certainement avantageux, puisqu'une grande partie de l'activité humaine repose sur des contrats. En l'état présent de l'humanité, puisque la paix armée et l'équilibre des forces ont prouvé leur impuissance à empêcher la guerre, un droit international, fondé sur le respect des traités et la limitation réciproque de la souveraineté des États, paraît le seul procédé pour faire cesser en Europe l'insécurité nationale, sans imposer aux peuples

des charges qu'ils n'auront plus ni la force ni la volonté de supporter (1). »

Il va de soi qu'on peut ne pas souscrire à toutes ces propositions, et qu'on ne doit pas accepter toutes ces assertions les yeux clos. Mais il fallait quand même les rapporter tout au long, afin que la question fût posée dans toute son ampleur.

Ceux qui ont fréquenté les ouvrages, un peu délaissés, de Bluntschli, retrouveront peut-être ici quelque chose de sa manière, la forme même de l'analyse, ces arguments rangés sur deux colonnes et se faisant face comme deux armées en bataille. Il n'entre point dans notre plan de discuter sur la valeur comparée des deux méthodes, diplomatique et juridique, encore moins de nous prononcer sur la valeur propre de la seconde. Mais que la première se soit inspirée et nourrie du machiavélisme assez pour s'être confondue avec lui et pouvoir être appelée machiavélique, c'est ce qu'il y a lieu de vérifier.

Un juriste qui fut un des maîtres du droit international, Holtzendorff, a écrit : « Le siècle de la Réforme avait été témoin non seulement de la Renaissance des lettres et des arts, mais aussi de celle des notions politiques. L'étude des classiques, des philosophes grecs et des historiens romains, plus spécialement de Tite-Live, la connaissance des maximes politiques des Papes pratiquées sous couleur spirituelle, l'impression que l'avènement de l'État national en Espagne et en France avait produite sur les patriotes italiens, enfantèrent les doctrines que Machiavel expose dans son livre du *Prince*. Le but primordial de ces doctrines était, il est vrai, de porter remède à la division extrême de l'Italie, dont les États minuscules étaient tour à tour le jouet de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et du Pape, sans compter leur mise en coupe réglée par des dynasties municipales. Mais les maximes de Machiavel dépassent ce but de beaucoup. Dans l'Europe entière, on comprit la portée des arguments que cet homme d'État florentin invoque en faveur de l'exploitation du pouvoir suprême, et cela d'autant plus vite qu'ils étaient d'accord avec les germes d'absolutisme déposés dans la définition juridique de la souveraineté.

« C'est Machiavel qui a reconnu le premier qu'à son époque

(1) *Travaux du Comité d'études*, t. I. *L'Alsace-Lorraine et la frontière du Nord-Est*, Paris, Imprimerie nationale, 1918. — Séance de clôture, p. 447-449. Cf. discussion, *ibid.*, p. 151.

les grands États ne pouvaient naître que de l'unité du pouvoir monarchique. Le soi-disant machiavélisme n'est donc autre chose que le recueil des maximes qui avaient eu cours, des siècles durant, dans les rapports des États italiens entre eux et avec le Saint-Siège, sans qu'on eût éprouvé le besoin de les transformer en un programme de la diplomatie dérivé de faits historiques. Les leçons que Machiavel, ce politique sans rival aux XVIe et XVIIe siècles, donne aux princes et aux hommes d'État, ne sont autre chose qu'un opportunisme dépouillé de tout idéal dogmatique, pontifical ou impérial, un opportunisme indépendant des formules religieuses et juridiques, et purement réaliste, dont (*d'où*) l'auteur a éliminé l'application des devoirs religieux ou des préceptes de la morale privée.

« Cette manière de voir était, pour la forme du moins, insuffisante, au double point de vue du droit public et de la morale. Cela ne l'empêcha pas de faire autorité dans tous les pays de l'Europe. Sauf les Pays-Bas, émancipés de l'Espagne et l'Angleterre, où le Parlement sut défendre ses droits, la politique des grandes monarchies prit pour ligne de conduite les principes de Machiavel, qui passèrent à l'état de profession de foi chez les détenteurs du pouvoir. L'indifférence religieuse de cette manière de voir se manifesta dans le fait qu'on remplaça, partout où l'intérêt des gouvernants l'exigeait, l'idée de l'empire universel du moyen âge par celle de l'équilibre politique, qu'on conclut sans scrupule alliance avec les Osmanlis et admit les Infidèles dans le concert européen.

« Plus on cherchait à excuser, sur l'autorité de Machiavel, la rupture des traités, plus on chercha à remplacer la bonne foi par des garanties réelles, dans les relations internationales. Machiavel a donc contribué indirectement à consolider le droit des gens, en répandant la notion des proportions exactes entre le but et les moyens (1). »

Là-dessus aussi, il y aurait à faire plus d'une observation. *Le Prince* n'est ni le seul livre de Machiavel, ni le plus important. Dans le même genre, les *Discorsi*, les *Discours sur Tite-Live*, lui sont, à mon avis, supérieurs. Si, d'autre part, on peut dire avec vérité que les doctrines de Machiavel avaient pour but primordial de porter remède à l'extrême division de

(1) Franz de Holtzendorff et Alphonse Rivier, *Introduction au droit des gens*; Paris, Fischbacher, 1889, p. 342-343.

l'Italie, encore y a-t-il peut-être quelque exagération à parler de « doctrines ». On serait fort embarrassé de recueillir et d'enseigner les doctrines machiavéliques, une doctrine machiavélique. Tout au plus trouve-t-on, çà et là, des maximes, des formules, en bien moins grand nombre qu'on ne s'y attendait, et dont on aurait grand peine à faire un recueil de quelque épaisseur. Mais, de ce jugement, ne retenons que la conclusion : « Machiavel a contribué indirectement à consolider le droit des gens en répandant la notion des proportions exactes entre le but et les moyens. » Là où Holtzendorff n'avait vu, en juriste, qu'une influence indirecte, et même *a contrario*, négative, M. Seignobos a vu, en historien, une influence directe, positive, immédiate, et il l'a vue énorme, écrasante. Voilà le problème énoncé. Mais, quoiqu'il soit évidemment plus simple d'en tenir les données pour acquises, ce qui est presque le supposer résolu, il y reste une inconnue. C'est elle qu'il faut dégager tout d'abord. Qu'est-ce, au juste, que « les idées de Machiavel ? » Qu'est-ce qui est de lui, qu'est-ce qui n'est pas de lui ? Dans ce qu'on s'est accoutumé à appeler « le machiavélisme », et qui s'étend chaque jour depuis quatre siècles, qu'est-ce qui est vraiment « machiavélique » ?

II

J'ai moi-même autrefois résumé en trente lignes les trente, exactement les vingt-six chapitres du *Prince* : « L'Homme fort, selon Machiavel, tient le monde pour ce qu'il est et les hommes pour ce qu'ils sont ; il ne s'enquiert pas de ce qui devrait se faire, mais de ce qui se fait. Parmi tant de rivaux qui ne sont pas bons, il a appris à pouvoir n'être pas bon. Il sait que, la misère de notre nature ne permettant à personne d'avoir toutes les qualités, l'homme d'État doit s'arranger pour n'avoir que des défauts qui ne puissent lui faire perdre l'État. Il est lent à croire et à se mouvoir, ne s'effraie pas d'un rien, n'a pas peur de son ombre, ne pousse pas la confiance jusqu'à être imprudent, ni la défiance jusqu'à se rendre insupportable. Dans le fond de son cœur, il s'est demandé s'il valait mieux être aimé que craint, ou mieux être craint qu'aimé ; et il s'est répondu que sans doute il vaudrait mieux être l'un et l'autre ; mais que, comme il est difficile d'être les deux ensemble, le plus sûr est

donc d'être craint, s'il faut renoncer à l'un des deux, car les hommes n'aiment qu'à leur gré, mais ils craignent au gré du Prince; et la sagesse commande de se fonder sur ce qui dépend de soi, plutôt que sur ce qui dépend d'autrui. Il ne méconnaît pas que ce soit pour le Prince un honneur que de garder la foi jurée, mais il n'en a vu que trop qui ne se sont pas fait un scrupule de la violer, et qui, par là, l'ont emporté sur ceux que leur parole enchaînait. Si les hommes étaient tous bons, une pareille morale ne serait pas bonne; mais, comme ils sont mauvais et ne se gêneraient pas envers toi, toi non plus, tu n'as pas à te gêner envers eux; exerce ton âme, dresse-la à ne point se départir du bien si c'est possible, mais à se résoudre au mal quand tu t'y trouves obligé. Paraître avoir certaines vertus est d'une tout autre importance que de les avoir réellement, puisque de les avoir et de les pratiquer peut nuire, tandis que de paraître simplement les avoir ne peut être qu'avantageux. Le tout est de maintenir et d'augmenter l'État; pourvu que l'on y arrive, il n'est pas de moyens qui ne soient à considérer comme honorables, car le vulgaire ne voit que la surface des choses, et le monde n'est composé que de vulgaire (1). »

Condensons, concentrons davantage encore; résumons en quelque sorte ce résumé même, et, pour ainsi dire, distillons-le, afin d'extraire la quintessence du machiavélisme. En quelques mots, — un mot par maxime, — « réalisme, égoïsme, calcul, indifférence au bien et au mal, à la vérité et au mensonge, à la parole donnée et au parjure; *virtù*, c'est-à-dire énergie, résolution et ressort; culte et culture de soi, gymnastique de la volonté, discipline de la pensée, du sentiment, des nerfs, de la chair, de tout l'être; création continuelle dans l'homme, par l'homme même, d'un surhomme artificiel, du héros, du Prince, qui, sans se soucier de la qualité (morale) des moyens, trouve moyen de réussir, et qui n'ait, avec le souci d'être grand, que le seul souci d'être beau. En cette indifférence, en cette insouciance, en cette totale amoralité, peut se cacher le germe de tous les vices, peut-être de tous les crimes: la cupidité, la rapacité, le dol, le vol, le libertinage, la débauche, la fourberie, la perfidie, la trahison, l'assassinat; et, dès lors que les moyens sont indifférents, le poignard et le poison sont des moyens. Machia-

(1) Charles Benoist, *Le Machiavélisme*. Première partie : *Avant Machiavel*, Paris, Plon, 1907, p. 9, 10, 11.

vel ne le dit pas, mais il ne le nie pas ; il n'approuve ni ne désapprouve, il constate (1). »

Et j'imaginais en ces termes le discours qu'en conséquence il eût pu adresser à son Prince : « Ne regarde pas à la qualité *morale* des moyens ; ne t'en fais pas une question de conscience, n'épilogue pas pour savoir si tel ou tel les emploierait, ni si, toi-même, tu n'en préférerais pas d'autres : si le succès est au bout, ils sont bons, et ils ne valent rien s'ils ne réussissent pas. Ce n'est point qu'il y ait deux morales, mais c'est qu'en politique il n'y a point de morale, ou plutôt que la politique est une chose, et la morale une autre chose. Tu veux aller là, en voici le plus court et le plus sûr chemin. Maintenant, ton âme en souffrira-t-elle? Ce n'est pas affaire à moi, ton conseiller, mais affaire à ton confesseur. Et si tu sais ce qu'est la politique, si tu es sage, si tu es le Prince, tu feras appeler ton conseiller avant, et tu ne feras appeler ton confesseur qu'après (2). »

Avertissons toutefois que résumer ainsi la pensée de Machiavel, la résumer encore, et finalement lui prêter ce langage, c'est interpréter, commenter, c'est un peu inventer. Au bout du compte, il n'est pas certain qu'il eût dit ce qu'on lui fait dire, et qu'il n'a pas dit. Ou bien il a dit cela, mais il a dit encore autre chose, qu'on ne le laisse pas dire.

Et maintenant, reprenons.

D'abord, est-il vrai que le machiavélisme et l'ancienne méthode politique ou diplomatique soient une seule et même chose, au point que toute la période de l'histoire antérieure à nos jours puisse être qualifiée par l'adjectif formé d'après le nom de Machiavel? En d'autres termes, à peine différents, la méthode traditionnelle de la diplomatie était-elle si imprégnée de machiavélisme qu'il transpirait dans tous les actes et dans tous les écrits? Oui et non. Oui, en ce qu'elle aurait pris pour principe la souveraineté de l'État, et qu'en effet le machiavélisme a toujours, devant les yeux et devant l'esprit, l'État souverain. Oui, en ce qu'elle se serait assigné pour but l'intérêt de l'État. « Interprété par le Gouvernement », ajoute-t-on. Par qui, autrement, le serait-il? On dit encore, et on le lui reproche, qu'elle ne se proposait que de régler un état de fait

(1) *Ibid.*, p. 11 et 12.

(2) Charles Benoist, *Le prince de Bismarck : Psychologie de l'Homme fort*, Paris, Perrin, 1900, p. 78-80.

entre des puissances. Mais qu'aurait-elle pu se proposer d'autre, et comment concevoir un « état de droit » qui n'aurait pas pour support ou pour aboutissement un état de fait? C'est un jeu d'antithèse puéril que d'opposer en tous les cas l'état de fait à l'état de droit. Il n'est pas impossible qu'ils coïncident, et l'art consiste justement à les rapprocher.

Mais, sous l'influence du machiavélisme, cette méthode ancienne, condamnable en tout ce qu'elle a produit, n'aurait reconnu d'autre règle que la volonté des gouvernants, d'autre limite que leur puissance. Quant à la volonté, elle trouvait au moins une borne dans la possibilité; et quant à la puissance, Machiavel n'a jamais dit ni qu'elle fût illimitée, ni qu'on dût aller jusqu'à la limite. Il a même dit le contraire et mis le vainqueur en garde contre l'abus de la victoire.

C'est, continue-t-on, la méthode de la force et de l'intérêt. Il faut s'entendre. De la force, soit. De l'intérêt, oui. Mais l'intérêt du Prince doit être, dans ses relations avec les autres États, absorbé et confondu dans l'intérêt général et permanent de l'État. Ce n'est pas pour lui-même qu'il conquiert, ce n'est pas lui qu'il agrandit, c'est l'État.

Pour caractériser et comme personnaliser cette méthode, on cite, l'un dans la doctrine, l'autre dans la pratique, Machiavel et Bismarck. Méthode de Machiavel; oui, sous les réserves que nous venons de faire. De Bismarck; en effet, Bismarck, nous l'avons constaté, fut du type machiavélique. Mais il n'est pas au surplus seul à en avoir été. S'il a été choisi entre plusieurs autres, c'est sans doute qu'il reste comme l'un des plus grands et que, jusqu'ici, il est venu le dernier.

Examinant ensuite en elle-même la méthode diplomatique, on remarque qu'elle a pour elle la tradition, grande force dans les relations internationales. Mais il faut définir la tradition, et établir qu'elle dérive en droite ligne et sans déviation du machiavélisme? Les diplomates sont les premiers à ne pas croire à cette généalogie et ne revendiquent point une succession aussi chargée. On la présente comme fondée sur les précédents de tous les traités de paix (sur quoi le serait-elle?) comme la seule qui ait été suivie jusqu'ici (1918) par tous les gouvernements. Elle répondrait au sentiment des chefs militaires exprimé par la formule : *Væ victis*. Mais le « chef militaire » qui s'est servi de cette formule, M. Seignobos lui-même l'a fait

observer avec à-propos, est mort il y a plus de deux mille ans. La méthode répondrait encore aux préférences des diplomates dont elle faciliterait le travail en le réduisant à un calcul de forces et d'intérêts; comme si un tel calcul était déjà si simple! — A l'ambition des gouvernants jaloux de leur souveraineté; non, mais, pour peu qu'ils soient dignes de leur titre et de leur fonction, de la souveraineté de l'État; et, s'ils n'en étaient pas jaloux, ils manqueraient à leur premier devoir. — A l'instinct même des peuples, naturellement porté vers « l'égoïsme sacré, » forme moderne du machiavélisme. Si c'est l'amour de la patrie, la volonté de la sauver et de la conserver, c'est en effet un « égoïsme sacré » et il faut veiller, c'est aussi un devoir du gouvernement, à ce que l'instinct ne s'affaiblisse pas dans le peuple.

Pour les questions qui suivent ces affirmations : « Le *Væ victis* doit-il être la règle de la morale internationale? » De la morale, il ne l'a jamais été. Rarement même il a été la règle absolue de la politique; pas même de la politique selon Machiavel; non par commisération, et encore moins attendrissement, mais par prudence. Machiavel n'oubliait pas qu'il reste les armes aux gens que l'on a dépouillés, que, s'il n'en reste pas, la fureur leur en prête (1), et que le plus pauvre a toujours le moyen d'acheler ou de se procurer un couteau.

Seconde question : Faut-il sacrifier à la commodité des diplomates, à l'ambition des gouvernants, à l'instinct irréfléchi des foules, la perspective d'alléger les charges des peuples et d'améliorer leurs relations? Il ne faut à rien de cela sacrifier rien du tout. Qu'on ne s'inquiète pas des diplomates. Si l'on se fait d'eux cette piètre idée qu'ils ne pensent qu'à leurs aises, on doit prévoir qu'ils s'installeront dans une commodité nouvelle, et leur vie ne sera pas plus désagréable quand on aura supprimé, — mais qu'on le supprime! — le conflit des forces et des intérêts. Ils y seront d'autant plus confortablement que ce seront alors les experts, juristes et autres, qui prendront sur eux tout le souci et feront tout le travail. En ce qui concerne l'ambition des gouvernements, on ne peut pas dire de tous les gouvernements d'aujourd'hui qu'ils en soient dévorés : il y a des gouvernements qui ne sont pas très ambitieux. Et, en ce

(1) *Spoliatis arma supersunt... Furor arma ministrat.*

qui touche les foules, qui ne sont que les peuples sous un autre nom, qui ne chercherait pas à alléger leurs charges dont chaque homme porte sa part, qui ne rêve pas d'améliorer leurs relations?

Mais si M. Seignobos a raison, et si le machiavélisme a été réellement tout ce qu'on veut qu'il ait été, l'influence de Machiavel a dépassé de beaucoup cette « influence indirecte » que lui attribue Holtzendorff, dont il devient inutile de discuter la notice dans ses détails. Toutefois, n'avons-nous pas rappelé que le machiavélisme a existé bien longtemps avant Machiavel, depuis qu'il y a une histoire, et sans doute depuis qu'il y a une humanité? Est-ce que, par hasard, le Secrétaire florentin aurait inventé tous ces durs et, d'après nos idées à nous, affreux et criminels moyens de gouvernement, les exécutions capitales des vaincus prisonniers, la réduction de leurs femmes et de leurs enfants en esclavage, les représailles, les spoliations et les confiscations, la déportation ou l'expulsion des populations hors de leur pays conquis, l'établissement sur leurs territoires annexés de colonies militaires ou civiles, l'occupation onéreuse et brutale? Holtzendorff lui-même en cite des exemples édifiants ou plutôt scandaleux dans l'antiquité la plus reculée, chez les Égyptiens et les Assyriens (1). Ils abondent chez des nations qui nous touchent de plus près, et si précisément Machiavel, observateur avant tout, les a retenus et en a parlé, pour les condamner d'ailleurs l'un ou l'autre, et se féliciter de l'adoucissement des mœurs, c'est qu'il en avait vu au moins ce qui en subsistait autour de lui. De même quand, à l'intérieur des États, il en a dépeint le tyran et décrit la tyrannie. Si, malgré la faveur dont jouissaient dans l'Italie de la Renaissance les Brutus et les Cassius, il n'a pas exhorté au tyrannicide, ni encouragé les conjurations, c'est qu'il craignait le pis au lieu du mal, et qu'il avait ses raisons de savoir que les conspirateurs échouent plus souvent qu'ils ne réussissent : ainsi ni la chance ni le succès même ne compensaient le risque.

Personne n'a jamais songé à lui faire grief d'avoir inventé la guerre, pas même la guerre préventive, puisque, là encore, il s'appuie sur l'histoire ancienne; et personne non plus ne

(1) Holtzendorff et Rivier, *Introduction à l'étude du droit des gens*, troisième partie, p. 158 et suiv. — Cf. Th. Funck-Brentano et Albert Sorel, *Précis du droit des gens*.

songe à lui faire honneur d'avoir réduit la guerre juste au seul cas de la guerre nécessaire, avec trop d'indulgence au demeurant pour des guerres d'ambition ou d'agrandissement qui n'étaient ni nécessaires ni justes, puisque, cette formule aussi, il l'emprunte à un historien antique. Qu'est-ce donc qui est proprement de Machiavel? Qu'est-ce qui est à lui? Quelle est sa place légitime dans la formation de la science politique, dans l'évolution de l'art politique? Quelle a été son action efficace sur le développement de la doctrine et de la pratique du droit des gens? Le machiavélisme va-t-il toujours à contre-fil du droit, et la méthode juridique, par conséquent, doit-elle toujours en prendre le contre-pied?

III

Bluntschli loue Machiavel d'avoir « versé dans ses ouvrages la riche et pénible expérience d'un profond connaisseur du cœur humain ». C'est très bien vu, très finement et très justement. Nous aurons à y revenir. Le même Bluntschli constate ensuite que, lorsque l'État italien de la Renaissance eut fait son apparition à Florence sous Cosme de Médicis et Laurent le Magnifique, le premier antérieur à Machiavel, le second encore son contemporain, la notion et la théorie anciennes de l'État s'en trouvèrent renouvelées, et qu'on le reconnaît à ces signes : 1° « La tentative reprise par de hardis penseurs de fonder et d'expliquer humainement l'origine des États et l'essence de l'autorité, et de combattre les opinions théocratiques; 2° une politique froidement calculatrice des voies et du but, qui tend à régler le gouvernement et la domination des hommes, et qui l'emporte enfin dans la pratique et dans la théorie; à cette politique, Machiavel donne son expression la plus forte et la plus exacte; 3° le rétablissement de l'*imperium* et de la *souveraineté* de l'État, pouvoir unique devant lequel tout doit s'incliner. » Mais ce pouvoir exorbitant, cet absolutisme du prince qui rappelle celui des Césars romains et qui marche à une tyrannie illimitée, réveille en même temps que le souvenir de César celui de Brutus; le meurtre du tyran redevient vertu républicaine, et le tyran appelle le tyrannicide comme l'abîme appelle l'abîme. Seulement, suivant Bluntschli, ce retour des idées et des tendances antiques ne passe pas les

bornes d'un cercle relativement étroit d'esprits cultivés; les masses ne les comprennent ni ne les sentent. L'influence de la Renaissance sur l'État ne fut que partielle, et bientôt elle s'évanouit. Elle aida à la dissolution du monde féodal et à la préparation du monde moderne, elle ne fonda aucune forme nouvelle d'État (1). »

La conception politique de la Renaissance représentée par Machiavel, et en partie aussi, dit Bluntschli, par Grotius, se rattache à la notion antique de l'État, tout en commençant à la transformer. « Machiavel célèbre l'État comme la plus magnifique création de l'homme, comme la plus élevée des existences. — Il y a bien là-dedans un peu de paraphrase, si ce n'est de phrase tout court. — Machiavel aime l'État avec passion, et lui sacrifie tout, religion (ce n'est pas vrai) et vertu même (il ne parle guère que de la *virtù* qui n'est nullement « la vertu », sauf au chapitre des cinq qualités, ou de leurs apparences nécessaires au Prince). Son État n'est plus l'État de droit, l'État constitutionnel des anciens Romains (en effet, il se soucie peu des constitutions, tout dépend pour lui de la valeur de l'homme). Son idéal est exclusivement rempli par l'idée politique. Son État n'est ni un être moral, ni un être juridique, mais un être politique seulement. Aussi la seule règle des actes de l'État, c'est leur conformité avec le but. L'homme d'État n'a pas à se demander si l'acte viole la loi morale ou des droits quelconques; il l'accomplit, s'il le croit utile à l'État, l'évite, s'il le croit nuisible. Machiavel a le mérite d'avoir rendu la science de l'État complètement indépendante de la théologie, et d'avoir montré la différence du droit public et de la politique. Mais il flatte une politique sans scrupule et sans frein, met ses prudents conseils à la disposition des despotes et contribue ainsi à corrompre les pratiques gouvernementales des siècles derniers. »

La ligne de séparation entre la politique ressuscitée des ruines de la grandeur romaine et le droit public naissant est là, que si, comme les anciens, Grotius fonde l'État sur la nature humaine, c'est moins en songeant à l'humanité et à la nation qu'à l'individu. Il renverse la hiérarchie et ne déifie plus l'État en lui sacrifiant l'individu ; mais l'individu existe par

(1) Bluntschli, *Théorie générale de l'État*, trad. française par Armand de Riedmatten, p. 6, 41 et suiv. Cf. du même auteur, *Le droit international codifié.*

lui-même et l'État est créé pour l'individu. « L'auteur hollandais se distingue encore par deux autres caractères modernes : distinction nette de la communauté religieuse et de la communauté temporelle et politique (amorcée par Machiavel et la Renaissance italienne, écrivains ou hommes d'État). Pour lui, pour Grotius, l'État est « une société parfaite d'hommes libres, unis en vue de la jouissance du droit et de l'utilité commune » (1). Il n'ignore pas que l'État est une personne, mais ce principe ne domine pas son système et, en indiquant le consentement des individus comme la source principale du droit public, il ouvre la voie à la théorie postérieure du contrat. Pour ne prendre qu'un exemple, Grotius, quand il parle de l'aliénation d'une partie du territoire, se fondant sur le droit naturel, exige, outre le *consentement* de l'État qui aliène, celui des habitants de la partie aliénée (1). Nous sommes, du coup, portés très loin de Machiavel, que nous avons vu dispenser sans remords son Prince de ce consentement. Bluntschli aurait eu le droit de le lui reprocher, comme Macaulay a eu celui de blâmer Machiavel d'avoir méconnu que « les sociétés et les lois ne subsistent que pour augmenter la somme du bonheur privé ». C'est un point de vue d'où Machiavel n'a jamais considéré l'État; c'est l'image retournée du monde tel qu'il se l'est représenté.

Bluntschli est moins heureux lorsqu'il ajoute que, « postérieur à Louis XI, Machiavel instruisit Louis XIV et Napoléon III ». Il y a, en effet, ou du moins il y eut des personnages machiavéliques, mais ceux-là, comme exemples, ne sont pas bien choisis. Louis XIV a tout l'air d'être amené ici par un ressouvenir du pamphlet allemand, le *Machiavellus gallicus*, et Napoléon III par le *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*, l'amusant pastiche de Maurice Joly. On pouvait trouver mieux : je veux dire plus ressemblant; et de très grands personnages aussi : Richelieu, Frédéric II, Napoléon Ier, Bismarck. Mais, dès qu'il rencontre Frédéric le Grand, le bon Bluntschli, Suisse de naissance, mais Allemand d'adoption, est fort embarrassé. Après avoir répété une fois de plus que « Machiavel est le premier qui ait séparé la politique de la morale pour l'en déclarer complètement indépendante et faire du succès la règle unique de l'homme d'État », ce qui lui a

(1) Pourtant Machiavel a dit aussi : « *Quel dominio è solo durabile, che è volontario.* » *V. La mente di un uomo di stato*, Opere, édition de 1813, t. VIII, p. 246.

valu de « donner son nom à cette politique prudente et utilitaire qui ne connaît aucun frein moral », « Frédéric le Grand, remarque-t-il, était encore prince héritier quand il combattit ce système dans son *Anti-Machiavel*. Devenu roi, il sut aussi distinguer la politique de la morale, et fit du bien public la règle suprême de ses actes. Mais il demeura toujours convaincu qu'elles ont d'intimes liaisons et qu'il est dangereux de les séparer. (Soyons charitables, n'insistons pas, ne troublons point l'enchaînement laborieux de ces euphémismes.) Bluntschli est mieux à son aise dans les abstractions. Il s'empresse d'y revenir.

« La distinction de la politique et de la morale, dit-il, constitue un réel progrès, et permet seule à la politique de devenir elle-même une science : l'une part de l'État ; l'autre de l'ordre moral, du principe du bien et du mal. Mais Machiavel va plus loin. Il les sépare sans scrupule et absolument, ébranlant ainsi les droits du bien, ouvrant la voie à l'ambition sans bornes du prince, corrompant la politique pratique. La politique n'a qu'une indépendance relative ; elle ne peut ni ne doit se mettre en contradiction avec la loi morale. » D'où il conclut : « Les *buts* politiques *peuvent être moralement indifférents, ils ne doivent pas être immoraux*. Pour les *moyens*, même règle. Le moraliste permet les moyens moralement indifférents, mais repousse tout moyen *impur* ; et le sentiment et la raison semblent à la fois l'approuver. La loi morale ne s'arrête pas aux buts politiques. *Elle s'applique à la vie entière, à tous les actes de l'État*. Mais... les règles morales qui s'imposent à la politique diffèrent, par la nature et par l'objet, de celles que la religion marque à l'individu... Le prêtre dit au fidèle *ce qu'il doit être ;* l'homme d'État envisage les hommes *tels qu'ils sont* (1). » Machiavel n'a pas fait autre chose.

Du reste, il est des accommodements, et la distinction théorique une fois faite, la pratique rapproche les deux tronçons. « Il peut, concède Bluntschli, être permis à l'homme d'État de *profiter du fait coupable d'autrui*, quand il le rencontre simplement comme accident. Mais, *s'il l'encourage, il s'en rend le complice*. » Au temps de Pascal, ces subtilités de juriste se seraient peut-être appelées d'un autre nom. Loin de Machiavel toute hypocrisie ! Tout se reflète à découvert dans son miroir

(1) *La Politique*, trad. française d'Armand de Riedmatten, p. 5.

d'acier poli. Veut-il dire qu'il y a deux morales, ou, ce qui revient au même, que la morale est une chose, et que la politique est une autre chose, il le dit une bonne fois, et jamais plus, les ayant distinguées, il ne les réassocie et ne les réaccouple. Aussi bien est-on, comme lui, obligé de le dire, même quand on se croit tenu de prendre des précautions oratoires. « La morale privée et la morale d'État ont la même base générale : ce sont deux branches d'une même souche. Et cependant l'instinct des peuples a su dès longtemps les distinguer. Un même acte paraît bien différent suivant qu'il est l'œuvre du patriotisme ou d'une basse cupidité. Machiavel outre une pensée vraie en disant que « le bien public excuse tous les crimes de l'homme d'État » (mais est-ce exactement ce qu'il dit ?). *La raison d'État* n'est pas un vain mot, et le jugement de l'histoire approuve souvent son influence sur la moralité des actes.

« Sans admettre en principe que la fin justifie les moyens, elle reconnaît une exception possible. Elle absout, quand le meurtre affranchit un pays d'une tyrannie contre laquelle il n'était pas d'autre remède (Machiavel : les armes sont pieuses pour qui ne peut espérer qu'en elles), — quand on peut dire avec Spinosa : « C'est un chien enragé, tuez-le (1) ! » Jugement et propos souvent téméraires, ou qui peuvent l'être, et qui prononcera? Avec la même témérité, et le même danger social, jusque dans la morale privée, Alexandre Dumas fils a osé écrire : « C'est la femelle de Caïn, tue-la ! »

Pour le cas du tyran et du tyrannicide, ne pourrait-on le faire rentrer dans la règle de la légitime défense : « Mieux vaut le lui faire qu'il ne nous le fasse » ? Mais le tyrannicide n'est pas machiavélique. Spinosa est allé plus loin que Machiavel, qui ne dit pas du tyran : « Tue-le ! » mais au contraire : « Supporte-le ! » Patiente, parce qu'il n'est pas certain, et il n'est pas fréquent, que les conjurations réussissent ; parce qu'aussi, l'on peut changer le mauvais pour le pire. Et au fait, n'y a-t-il pas, dans ce conseil de s'abstenir, une explication de la haine que les Gentillet, les Boucher, les Languet, et autres auteurs de *Vindiciæ contra tyrannos* ont vouée au grand Florentin ?

Plutôt que de distinguer entre deux morales, Machiavel a éliminé la morale pour ne s'attacher qu'à la politique. Il a été

(1) *La Politique*, ch. II.

ainsi conduit à éliminer de la politique tout autre élément que le fait, et, après avoir dit : « Il n'y a en politique que la politique », à dire : « Il n'y a de politique que du réel. » Mais Bluntschli, comme il a essayé de réconcilier la politique et la morale, essaie, par contre-coup, de concilier la politique réaliste avec une politique idéaliste. « *La politique doit être réaliste ; la politique doit être idéaliste :* deux principes vrais lorsqu'ils se complètent l'un l'autre ; faux, séparés. La *politique purement réaliste* est brutale. La force grossière ou l'argent corrupteur en sont les moyens favoris. L'idée élevée lui manque, elle est sans âme. Elle est basse, immorale, inhumaine. Telle est souvent la politique dite machiavélique. Cependant Machiavel lui-même avait un but idéal, l'affranchissement de l'Italie. (Sans doute, et c'était son « âme » qui valait mieux que la plupart des âmes de son temps.) Mais *la politique purement idéaliste* est plus fausse encore, car elle n'aboutit à rien. Ignorante du terrain qui la porte et des forces en lutte, elle butte à chaque pas, et se fait battre partout. Elle poursuit les yeux en l'air des rêves inaccessibles et se jette dans un puits (1). »

Ainsi la politique d'imagination, la politique de sentiment, la politique romantique. On a dit qu'on ne saurait jamais combien les philanthropes ont fait de mal aux hommes. De même il est difficile de mesurer le mal que pourraient leur faire, soustraits aux contraintes du réel et livrés à leurs fantaisies, les idéologues, professionnels ou amateurs, ces astrologues de la politique.

IV

La plus grande des affaires humaines ; — il semble que Grotius en ait eu le pressentiment, bien que le titre de son traité fût purement technique et ne couvrît pas d'arrière-pensées, — c'est la question de la guerre et de la paix. Elle fait le tourment de l'humanité, depuis qu'il y a des hommes, et l'a fait avant même qu'ils se fussent constitués en nations. Elle fait aujourd'hui plus que jamais notre angoisse. Elle doit être au centre de nos préoccupations. Sir Henry Sumner Maine lui a consacré, il y a déjà une quarantaine d'années, tout un livre,

(1) *La Politique*, p. 20

recueil de douze leçons professées sur la demande du Dr Whewell, le même à qui l'on doit la première traduction de Grotius allégée du bagage encombrant de ses citations. Sir Henry Maine était un historien des institutions bien plus qu'un spécialiste du droit des gens; c'est précisément ce qui, pour nous, donne à ses études sur la guerre un si haut prix. Il part d'une observation de Grotius : « La guerre n'est pas un art, » qui n'est que la répétition d'une remarque de Machiavel : « La guerre n'est pas un métier. » Répétition littérale, car, dans Grotius, le mot « art » lui-même a exactement le sens de « métier, » comme on dit : les arts et métiers, pléonasme. La guerre est l'état naturel, primitif, antique, des sociétés humaines, et non pas la paix. Tant que l'humanité a été divisée en petits groupes, de quelque nom qu'on les appelle, elle n'a pas connu de repos. La paix n'était qu'une série de trêves, imposées par la lassitude et achetées par le sang. Ce sont, d'après Sumner Maine, les grands Empires qui, d'une manière trop précaire encore, ont assuré la paix du monde.

Notons au passage que cette idée est bien dans le courant de la pensée de Machiavel, s'il ne l'a pas exprimée en forme catégorique. Ce qu'on y pourrait objecter, à la lumière d'événements plus récents (les dix années de guerre de l'Empire napoléonien), tombe devant la simple réflexion que cet Empire ne fut qu'un régime, ou même qu'un règne, seulement quelques années, et qu'il faut prendre ici les empires au sens large, au sens de Bossuet : l'Empire égyptien, l'assyrien, le perse, le romain. Rome surtout. Sir Henry Maine relève qu' « une bonne part du droit international n'est que du droit romain, » et c'est ce qui explique que Machiavel, si pénétré de l'esprit de l'ancienne Rome, ait pu, quoique son but et sa marche fussent tout différents, le côtoyer pourtant en quelques points, et sur plusieurs, en dépit du parallèle de M. Seignobos, ne pas se mettre en une opposition plus violente avec lui.

Néanmoins Sumner Maine, parlant où il parlait, et dans la circonstance où la parole lui était donnée, fait, avec un auteur américain, dont le livre eut dans son pays un succès prodigieux (1), le chancelier Kent, et après Wolff et Vattel, la dis-

(1) *Commentaires sur le droit américain*, 13e édition. Cités par sir H. Sumner Maine, *La Guerre*, p. 48. — Cf. Sir Travers Twiss, *Le Droit des gens ou des nations considérées comme communautés politiques indépendantes. Des droits et des devoirs*

tinction entre « le droit des gens naturel et le droit des gens positif ». En vertu du premier, dit Kent, « chaque État, dans ses relations avec les autres États, est tenu de conformer sa conduite à la justice, à la bonne foi, à la bienveillance... Nous devons éviter de séparer la science du droit public de la science morale, et ne pas encourager l'idée dangereuse que les gouvernements sont tenus moins strictement des devoirs de vérité, de justice et d'humanité, dans leurs rapports avec les autres puissances, qu'ils ne le sont dans la poursuite de leurs propres intérêts locaux. Les États, ou corps politiques, doivent être considérés comme autant de personnes morales ayant une volonté publique, capables et libres de faire le bien ou de commettre le mal, en tant qu'ils représentent des agrégations d'individus dont chacun demeure, au service de la communauté, sous les mêmes lois impératives de morale ou de religion qui devraient régler sa conduite privée. » Cette page va directement contre la thèse des deux morales (morale privée, morale d'État), et donc contre le principe machiavélique, que la politique est une géométrie, indifférente à la morale et indépendante de ses prescriptions.

Encore force-t-on un peu la pensée de Machiavel en lui faisant dire que la politique est une géométrie : il s'est contenté de la traiter à part comme la politique et de n'y point mêler la morale. Au contraire, Grotius, ses disciples et ses émules, — ces derniers surtout, — y ont réintroduit un élément moral et religieux. John Austin, examinant en critique les tendances de la doctrine dans le droit international, déclarait que « le droit international ressemblait plus à la morale qu'à une loi, » et Sumner Maine lui-même a confessé les répugnances de l'esprit britannique à une pareille conception.

Dans la pratique, le mouvement se traduit en général, avec de longs arrêts et incidemment quelques régressions, par un adoucissement des coutumes de la guerre. Sauvages aux premières époques de l'histoire, elles ont poussé parfois, dans des temps relativement proches de nous, pendant les guerres de religion, par exemple, comme un regain de férocité. En plein XVIIe siècle, on aurait vu, au siège de Magdebourg par Tilly, la population de la ville réduite de 25 ou 30 000 âmes

des nations en temps de paix. Des droits et des devoirs des nations en temps de guerre, 2 vol. in-8°. Paris, Pedone-Lauriel, 1887-1889.

à 2700. Tous les stratagèmes, toutes les roueries de la mauvaise foi étaient permis pour engager les garnisons à se rendre, et, lorsqu'elles s'étaient rendues, on ne faisait point de quartier. (La vie de Catherine Sforza offre en petit deux ou trois illustrations du fait.) Il fallait que l'on redoutât un retour offensif de cette barbarie, car Grotius accumule les exemples répartis en deux séries : les bons et les mauvais; une campagne de propagande, on devrait peut-être dire une croisade, commence où l'Allemand Puffendorff et le Hollandais Rijnkershoek montrent à peine moins de mansuétude que le Suisse Vattel.

La guerre peu à peu, du même pas lourd et incertain que l'humanité allait se civilisant et comme s'humanisant, alla s'humanisant et se civilisant, dans une certaine mesure, elle aussi. Autrefois, dans les temps anciens, on massacrait les hommes chez les vaincus et l'on réduisait en esclavage les femmes et les enfants. L'esclavage lui-même avait été, du reste, à son heure, un adoucissement, substitué à la mise à mort. Par un choc en retour, son déclin et son abolition ramenèrent d'abord, entre autres conséquences, une plus grande effusion de sang. Mais, toujours en général et sauf exceptions accidentelles, les moyens de la guerre entre gens dits civilisés et d'une humanité relative continuèrent à perdre de leur cruauté. On renonça à empoisonner l'eau, les aliments et les armes. On s'abstint d'infliger à l'ennemi des souffrances inutiles. En revanche, il demeura permis d'affamer les villes assiégées, en détournant les vivres par la saisie des convois. C'est la tactique que Machiavel recommanda à Florence contre les Pisans. L'assassinat fut interdit comme contraire aux usages de la guerre, — celui de Guillaume le Taciturne causa une impression profonde, — ainsi que le meurtre par trahison, notamment par la félonie d'ennemis introduits sous un déguisement. Plus tard, on fit plus que de l'interdire, on en dénonça le projet : dès que Fox eut reçu la proposition d'assassiner Napoléon, il avertit immédiatement Paris.

Ce ne sont pas seulement les effets qu'on voulut empêcher; on fit un choix parmi les instruments, à la vérité, un peu par peur des inventions nouvelles qui pouvaient mettre en état d'infériorité : Machiavel s'est bien gardé de négliger les répercussions possibles de leur subite apparition dans la bataille. L'arbalète, puis l'arquebuse passèrent, la première fois qu'on

les vit, pour des engins diaboliques. Contre l'arbalète, le concile de Latran, en 1139, porta un anathème solennel, maudissant *artem illam mortiferam et Deo odibilem*, « cet art meurtrier et haï de Dieu ». Par horreur de l'arquebuse, Bayard faisait exécuter sans phrases tout arquebusier qui lui tombait sous la main, et d'ailleurs, en chevalier habitué aux beaux coups d'épée et belles apertises d'armes, il détestait et méprisait toute arme à feu comme vile et déloyale. Montluc, à la fin du XVIe siècle, n'épargnait aucun mousquetaire, mais sans doute n'était-il guère enclin à épargner personne. Plus près de nous, la brigade anglaise de carabiniers était habillée d'un uniforme vert, afin qu'ils fussent moins visibles parmi le feuillage des oliviers d'Espagne et d'Italie, parce que, pris, ils étaient exécutés. La baïonnette ne fut employée que très longtemps après être connue ; ce fut Frédéric le Grand qui en répandit l'usage. Le boulet rouge fit un stage avant d'être admis. La torpille ou « tortue d'Amérique » — ou, de son deuxième nom — *catamaran*, — apparut sous sa première forme pendant la guerre de l'Indépendance américaine ; on travailla ensuite, en Angleterre, à la perfectionner en vue de la défense des côtes contre les entreprises de Napoléon. Lorsque l'emploi en fut adopté, on posa en règle : « Un commandant animé de sentiments humains veillera, autant que possible, à ce que l'explosion d'une mine ou d'une torpille ne s'étende pas au-delà des combattants. » Aussi, lorsqu'en 1880, Skobeleff, en attaquant la forteresse des Akhal Tekkés, en pays barbare, vers l'Afghanistan, fit tout sauter, murs et hommes, souleva-t-il, tous les échos de Londres en retentirent, une vive réprobation.

Et puis, n'y avait-il pas la possibilité de torpiller par erreur un navire neutre? Quelle indignation cet accident ne provoquerait-il point! La grande guerre nous réservait la douleur d'en voir bien d'autres! Assurément l'abus, s'il en est fait, du pavillon hospitalier est « un manque de foi grave et un sérieux outrage contre les lois de la guerre ». Certainement aussi, il faut se défendre contre les ruses de guerre, et c'est un débat non encore tranché de savoir si la ruse est licite ; s'il est plus moral ou plus immoral de réussir par ruse ou par force ; si le renard est plus coupable ou moins excusable que le lion. Lord Wolseley a répondu : « L'honnêteté est la meilleure des politiques. La vérité finit toujours par l'emporter. » Pensées d'album. Mais l'homme qui voudrait agir en conséquence « fera bien de rengaîner son

épée une fois pour toutes. » Sur la plus basse de ces ruses, l'espionnage, avis unanime : les *Principes généraux de la guerre appliqués à la tactique et à la discipline de l'armée prussienne* (janvier 1753) et les *Instructions sur l'espionnage*, de Frédéric II, (novembre 1790) ont fixé la conduite à ce sujet. D'ailleurs, au-dessus de toutes ces règles, il y en a une autre vers laquelle elles doivent converger : éviter de faire à l'ennemi plus de mal que ne l'exige le strict nécessaire pour le réduire à merci. Le machiavélisme n'est pas ici en contradiction, mais en accord avec le droit des gens.

Mais de quoi se compose l'ennemi ? De forces en armes et de la population sans armes. Par suite, il y a lieu de distinguer. On a le droit de tuer l'homme sous les armes, mais seulement tant qu'il résiste. Dès qu'il s'est soumis, il a le droit, lui, d'être traité comme un prisonnier de guerre, et c'est une vilaine et répréhensible action que de maltraiter ou même d'humilier des prisonniers. Pour la population sans armes, sir Henry Maine rappelle comme de fâcheux exemples l'attitude d'Édouard III vis-à-vis des bourgeois de Calais, celle de Henry V d'Angleterre vis-à-vis des bourgeois de Rouen, de Montereau, de Meaux. L'état de prisonnier de guerre descend historiquement de l'état d'esclave. A part la régression provoquée un instant par la suppression de l'esclavage imposé aux vaincus, la dureté de cet état s'atténua par des adoucissements successifs à mesure que l'esclavage vint à tomber en discrédit. L'usage de la rançon, établi au moyen âge, d'abord en quelque sorte comme privilège noble, rachat du « chevalier à cotte de mailles », fut une de ces atténuations. Puis lui-même se relâcha. A la bataille de Poitiers, il y eut tant de chevaliers pris qu'on dut les renvoyer, « en les inscrivant débiteurs de leur rançon dont on n'exigea point le paiement immédiat, et le surplus des captifs, en nombre vraiment énorme, fut simplement échangé ».

Le traitement appliqué en général à la population du pays ennemi tendit parallèlement à se rapprocher du principe : ne faire que le mal nécessaire, aussi machiavélique que juridique. Les représailles, — autrement dit la vengeance pratiquée dans l'ordre militaire : un acte commis d'un côté, un acte similaire de l'autre; tant de prisonniers fusillés par l'ennemi, autant de prisonniers ennemis fusillés; œil pour œil, dent pour dent, sans que le talion cessât d'être regardé comme l'un des droits

extrêmes de la guerre, — devinrent de moins en moins strictes. L'occupation, ou plutôt la forme dans laquelle elle s'exerça, tendit aussi à être contenue en une certaine mesure : cependant Frédéric II, lorsqu'il avait envahi un pays, obligeait encore la population à lui fournir des revenus. La conquête, sauf de très rares exceptions, — sir Henry Maine n'en cite qu'un cas récent, et d'une province extra-européenne, — ne fut plus l'incorporation sans cession par traité ou même pour refus de cession. On vit fléchir la loi d'airain qui faisait un titre absolu à l'acquisition d'un territoire de l'entière soumission de fait, et naturellement l'entière destruction, — « la ruine » machiavélique, — de l'État auquel ce territoire appartenait. Il y fallut la consécration d'un traité, même si le consentement donné ne fut pas toujours absolument libre ; il ne l'est jamais tout à fait pour un peuple vaincu, puisque le traité même est le résultat et le signe de son infériorité. Dans la guerre même, on apprit à blâmer comme des excès inutiles la mutilation de monuments et les incendies de villes.

Mais déjà depuis le XVIIe siècle, et déjà bien avant, Érasme et Grotius avant l'abbé de Saint-Pierre, on avait fait un plus beau rêve, celui non seulement d'adoucir la guerre, mais de l'abolir. Existe-t-il, demande Sumner Maine, quelque moyen d'abolir la guerre ? Et il répond : probablement aucun. On venait de lancer l'idée d'une « Ligue des neutres, » mais elle se heurtait à cette objection que, pour remplir l'objet qu'on lui proposait, il faudrait que cette Ligue fût forte, et même la plus forte. Pour être forte, il faudrait qu'elle fût armée. Étant armée, on retombait dans l'ancien système machiavélique : *être fort, s'armer*. Sir Henry Maine doutait que l'homme, armé de pied en cap, se résignât à vivre en paix dans sa maison, et que seulement de se sentir fort et armé, ne le rendît pas d'humeur querelleuse. Ne voulant pas pourtant désespérer, et pour déférer au vœu de l'excellent docteur Whewell, il se raccrochait à une vague « amphictyonie » dont il voyait le germe dans l'alliance des trois Empereurs ! « C'était, disait-il, un précédent déjà vieux de dix ans », et il lui plaisait d'enfermer dans ces dix ans un avenir de paix sans fin. Qu'on ne lui objectât pas « le sentiment des chefs militaires » : il réfutait, par avance, cet argument de M. Seignobos : « Quiconque a eu l'heureuse fortune de fréquenter les soldats célèbres sera de

mon avis, si je déclare qu'il n'est pas de classe au monde plus humaine ou qui se distingue par une antipathie, une haine plus profonde de la guerre, — encore qu'ils tiennent la guerre pour inévitable. » Une telle observation, chacun de nous a pu la faire, et l'on pourrait mettre sous ce portrait des noms illustres, qui surprendraient.

Cependant la conclusion du professeur restait molle, son dessin gris et flou. Il était trop historien, ce qui signifie, dans la plénitude du terme : il avait trop, avec la connaissance de l'histoire, le sens des forces qui jouent en histoire, pour n'être pas modeste et ne pas ramener ses espérances à la mesure des possibilités réalisables. Il terminait donc, non sans une nuance de mélancolie : « Il est prouvé qu'un nombre déterminé d'États, en isolant un nombre déterminé de questions et en s'engageant à faire de leur mieux, — même au besoin par la force, — pour empêcher ces questions d'allumer le feu de la belligérance, peuvent sauvegarder la paix. »

V

Qui ne souscrirait à une conclusion aussi prudente? Machiavel lui-même eût été le premier à la signer. Tout le monde, évidemment, désire qu'un règlement juridique des conflits internationaux se substitue au mode sanglant et ruineux de règlement par la force des armes. Oui, certes, mais est-ce possible, sans une révolution psychologique qui se serait accomplie au préalable? Est-ce possible tant que les hommes sont ce qu'ils sont et qu'il les faudra prendre comme ils sont? Dans le fait qu'ils sont ce qu'ils sont, n'y a-t-il pas une difficulté qui s'oppose à ce que les choses soient autrement? Ce simple fait, qui est un fait, s'oppose de même à d'autres constructions de l'esprit, auxquelles on ne refuse pas d'ailleurs une espèce de beauté. Peut-être la société des hommes serait-elle meilleure ainsi, mais, pour instituer cette société, il faudrait commencer par créer d'autres hommes, un autre homme au sens absolu, pour la part qui, en chacun de nous du fond des siècles, reste jusqu'ici d'immobile et immuable humanité. Il serait chimérique d'attendre des seuls progrès de la raison ce bouleversement de l'être de tous les êtres. Il ne dépend pas seulement d'une sorte d'avancement des esprits. Car la raison et l'esprit n'y sont pas

seuls intéressés. L'homme n'est point seulement raison et esprit. Il est passion, passion plus encore que raison et esprit. On le dit le maître de l'univers, mais il est le sujet de la nécessité.

Veut-on que la guerre soit déchaînée par un mouvement, par une impulsion des puissances inférieures qui sont en nous? Parfois, pas toujours; mais, même alors, ces puissances sont des puissances. Comment les réduire au joug de l'esprit et de la raison? Tout ce que l'on peut dire, c'est que, quant à présent, il n'est pas d'effort qui n'y ait échoué. Cette constance des passions humaines démontre la vérité et assure la perpétuité du machiavélisme.

A l'analyse, le machiavélisme se révèle, en effet, composé de deux parties. L'une, en quelque manière extérieure, est périssable. C'est celle qui lui vient de l'observation des mœurs du temps, parce que les mœurs changent avec les temps. Encore, le temps et le milieu ayant changé, se transformera-t-il dans ses procédés, pour s'adapter aux temps et aux milieux nouveaux, plutôt qu'il ne disparaîtra. Dans l'Italie du XVIe siècle, le poignard et le poison étaient des moyens. Ils n'en sont plus de nos jours, dans les affaires d'État. Mais nous en avons d'autres, plus subtils, aussi funestes. La calomnie, cette calomnie que Machiavel prescrivait comme pernicieuse aux Républiques, a remplacé le poignard, et l'encre d'imprimerie vaut bien l'*acqua tofana*. Si, par exemple, il se fonde quelque part une école où l'on enseigne que la corruption et le mensonge sont des moyens de gouvernement, et qu'il est non seulement permis, mais louable de les employer pour une fin d'État, c'est le mauvais, le pire machiavélisme qui y montera dans les chaires.

Mais il y a l'autre, il y a la partie éternelle du machiavélisme. On appelle « éternel », à la mesure des choses humaines, ce qui a existé dès l'origine de l'histoire et qui, selon les vraisemblances, persistera autant que l'humanité. C'est la partie intérieure, disons l'âme de ce que pour une fois, nous consentons à nommer « la doctrine » de Machiavel, sa partie supérieure, sa partie noble, caractérisée par l'acceptation des lois de la vie nationale, par la subordination des intérêts et des buts particuliers à l'intérêt commun et aux fins souveraines de l'État, par le culte de la patrie. Celle-là, cette haute et noble partie du machiavélisme, peut parfai-

tement s'accommoder avec les progrès nécessaires du droit. Elle le peut, et il le faut. A tout le moins, nous pensons, comme Bluntschli, qu'il importe de ne pas laisser vider l'idéal du réel, et, s'il en est chassé, de l'y réintégrer. L'écueil sur lequel a été longtemps menacée de venir se briser la barque, encore fragile, qui nous apporte peut-être plus de paix, sinon la paix, c'est l'idéologie. Malgré sa désastreuse et cruelle faillite de 1914, l'organisation pratique du droit des gens a fait depuis vingt ans plus de chemin qu'elle n'en eût fait jamais auparavant, parce qu'au cours de ces vingt années, les institutions et les formes juridiques sont passées au premier plan. On est redescendu des nuages, où « bombine » la Chimère, sur la terre habitée par les hommes. Les apôtres de la paix, dont il ne faut point médire, et aux intentions de qui, au contraire, c'est un devoir de rendre hommage, ont cédé la place à des juges. Il manque encore le gendarme, puisque toute société humaine est ainsi faite qu'elle ne peut sans inconvénient se passer de ce serviteur de la justice.

Précisément, le machiavélisme épuré, concentré dans ses meilleures maximes, amputé de ses formules périmées, protégera, par la sauvegarde du réel, l'idéal lui-même contre l'envahissement de l'idéologie. C'est le grain de sel qui le conservera. Si beaucoup d'hommes et quelques nations hésitent encore à s'engager dans les voies nouvelles, c'est qu'à une certaine distance ils ne voient plus le terrain solide, et que l'horizon se voile de brume. Mettez-leur dans les mains une lampe et un bâton. Ils suivront la marche, et la caravane, en route pour la terre promise, ne laissera plus de traînards derrière elle. Pas très loin d'ici, dans un village du grand-duché de Luxembourg, est célébrée, chaque année, une cérémonie, qui a nom, s'il m'en souvient bien, la procession des saints dansants. Elle se déroule lentement, chacun de ceux qui y prennent part faisant, après deux pas en avant, un pas en arrière. Vivant symbole. Ainsi marche l'humanité vers ses futurs destins. Faisons toujours nos deux pas en avant. Ce sera peut-être pour elle un pas de gagné.

CHARLES BENOIST.

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT

V [1]

L'INDE ET L'OCCIDENT

L'agitation politique, qui soulève les peuples de l'Inde contre le gouvernement des Anglais, n'est qu'un aspect de la résistance que les Indiens opposent, en bloc, à tous les effets, à tous les progrès de la civilisation occidentale. Le conflit redoutable, tragique, c'est celui qui met aux prises deux conceptions du monde et de la vie : l'une fondée sur l'immobilité, l'autre sur le progrès ; la première, contemplative et essentiellement spirituelle, la seconde, active, utilitaire et, en un certain sens, matérialiste. Aux formes économiques, sociales, intellectuelles que l'Occident lui apporte et s'efforce de lui faire adopter, l'Inde oppose avec une ardeur désespérée des formes toutes différentes, qui sont une création de son génie, qui ont jadis assuré sa grandeur, et dont elle attend encore aujourd'hui son salut.

Ce qu'il m'importait de connaître sur ce point, plus encore que l'opinion des savants ou la thèse des *leaders* nationalistes, c'était le sentiment des hommes pour qui les problèmes économiques et sociaux se posent dans leur réalité concrète, en dehors tout système politique ou philosophique. Ceux-là, je m'empresse de le dire, ne se répandaient point en malédictions ou en anathèmes; ils n'évoquaient ni Dieu, ni Satan. Mais plusieurs d'entre eux constataient, sans orgueil et sans haine, une

Copyright by Maurice Pernot, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er et 15 juillet, 15 août.

incompatibilité irrémédiable entre l'esprit traditionnel de l'Inde et les formes de la vie occidentale. « Pourquoi, me disaient-ils, parler d'infériorité et de supériorité? Votre civilisation est pour vous la meilleure ; gardez-la, mais ne nous l'imposez pas ; souffrez que nous préférions la nôtre. » J'observais que pourtant, dans l'ordre pratique, au point de vue du progrès matériel, l'Inde avait tiré quelque profit de l'expérience et de l'aide occidentales : les famines étaient devenues moins fréquentes et les épidémies moins meurtrières ; le sol, plus habilement travaillé, nourrissait mieux ses habitants ; n'était-ce pas l'effort occidental qui avait organisé la production, rendu les communications plus nombreuses et plus rapides, établi et maintenu l'ordre, la sécurité, la justice, dans un pays jadis livré à l'anarchie et à la violence?

Voici à peu près ce qu'on me répondait : « Nous aurions volontiers puisé dans l'expérience de l'Occident des exemples et des leçons d'organisation politique, que notre histoire et le génie de notre race sont incapables de nous fournir. Mais nous ne pouvons considérer comme un bienfait le bouleversement de notre état social et économique. Une aide qui s'impose est rarement bienfaisante. Qu'est-ce que l'Occident a fait de l'Inde? un pays riche ; et des Indiens? un peuple pauvre. Ces richesses qu'on nous oblige à tirer de notre sol, quelle part nous en laisse-t-on ? presque rien. Sous prétexte de progrès, on a ébranlé du même coup les bases naturelles de notre économie et celles de notre système social. De paysans, d'artisans, on a fait des ouvriers d'usine. A mesure que croissaient les villes géantes, les villages, force de l'Inde, s'étiolaient et mouraient par centaines. De l'industrialisation brutalement imposée à l'Inde, d'autres ont les profits, nous avons les misères et les hontes. L'idée dont s'est inspirée ici l'activité occidentale, le but qu'elle poursuit n'ont vraiment rien à voir avec l'esprit d'humanité : ils ne relèvent que de l'esprit commercial. L'Inde n'est pas gouvernée, elle est exploitée. En voulez-vous la preuve? voyez Calcutta. »

MISÈRES DE CALCUTTA

J'ai vu Calcutta : je n'ai rien vu de plus monstrueux.

Cette ville gigantesque ne possède ni la majesté d'une capitale, ni l'allure puissante d'une grande cité industrielle, ni l'attrait pittoresque d'un grand port. Des amoncellements, tantôt somp-

fueux, tantôt sordides, de ciment, de plâtre et de brique rouge. Toute préoccupation d'harmonie, d'ordre et de beauté semble avoir été écartée par système, comme inutile et frivole. Les ponts ont l'air d'avoir été jetés sur la rivière en trois jours par des équipes du génie; les statues poussées au hasard sur les pelouses se demandent ce qu'elles y font. Parmi les tours et les clochetons des édifices publics émergent deux coupoles : l'hôtel des Postes et le *Kalighat*, temple de la déesse sanglante dont Calcutta porte le nom. La flèche de Saint-Paul, fausse cathédrale gothique, et celle du temple jaïn dressent vers le ciel des lignes prétentieuses et discordantes. L'œil ne trouve quelque repos que dans les verdures magnifiques du Maïdan, ou, vers le soir, sur les eaux boueuses de la rivière, que dorent et rougissent les derniers reflets du soleil.

Ici, comme partout aux Indes, deux villes sont juxtaposées : la ville européenne, groupée autour du Maïdan et de *Government House*, et la ville indigène. Mais l'ardeur du trafic les confond, et la population coule de l'une à l'autre. Les Rolls-Royce se glissent à travers les chars à buffles, des vaches circulent sur les trottoirs, et, dans les bassins de marbre des jardins, des Hindous nus procèdent tranquillement à leurs ablutions. A mesure qu'on remonte vers le nord, les rues deviennent plus étroites, et le mouvement plus intense. *Canning street*, *Clive street* alignent leurs magasins et leurs comptoirs ; les bazars étendent à perte de vue leurs allées rectilignes et découvertes : tout cela sue la richesse et la saleté.

Mais ce n'est rien encore : il faut passer le *Howrah Bridge*, encombré de charrettes et de camions, entrer dans le faubourg où se succèdent, presque sans intervalle, les tanneries et les usines de jute ; il faut pousser encore plus loin, jusqu'aux banlieues où s'entasse la population ouvrière. Calcutta qui, en 1850, comptait à peine 400 000 habitants, en a maintenant 1 400 000, dont 450 000 vivent dans les faubourgs. Comment vivent-ils ?

Ni la banlieue de Paris, ni celle de Londres ne peuvent donner une idée de l'affreuse et répugnante misère qui s'étend autour de la première ville de l'Inde. Dans les ruelles étroites, où circulent jour et nuit piétons, animaux et charrettes, on foule aux pieds une sorte de fumier infect, que la chaleur a durci. Les cours qui, de loin en loin, s'ouvrent sur la rue, sont encombrées d'ordures. Pas de fosses, pas d'égouts. Des vaches

se baignent et s'abreuvent dans les mares croupissantes, et c'est au puits voisin que les femmes vont chercher l'eau pour boire. Hommes et bêtes sont entassés pêle-mêle dans des cabanes sans air et sans lumière. Des enfants crient, des malades gémissent; à côté d'eux gisent, dans une immobilité de cadavre, des êtres humains que l'alcool ou l'opium ont anéantis. La maladie, le vice et le crime s'épanouissent librement dans ces quartiers immondes, où ni l'hygiène, ni la police, n'ont pour ainsi dire jamais pénétré.

Ce n'est pas que le gouvernement se désintéresse d'une situation aussi lamentable. Il a fait quelques efforts pour attirer les ouvriers hors de la ville, où les attendent des logements aussi sordides, mais plus espacés que ceux des faubourgs. A l'heure où l'on sort des usines, les gares, surtout celle de Howrah, s'emplissent tout à coup d'une foule grouillante, que les trains de banlieue déposent, pour la nuit, à quelques kilomètres. Ceux-là sont les privilégiés. Les autres, la grande masse, regagnent leurs taudis tout près de l'usine, ou s'étendent par terre, dans la rue, pour y dormir jusqu'au lendemain. A voir leurs membres grêles et leurs mines exténuées, on se demande quel travail ces ouvriers peuvent bien fournir.

C'est à peine si huit Hindous font la besogne d'un Européen. Ils manquent à la fois de force et d'accoutumance. Les trois quarts des ouvriers d'usine sont des paysans qui s'embauchent pour peu de temps et n'aspirent qu'à retourner à leurs villages. Pour mettre de côté quelques roupies, ils se nourrissent mal et renoncent à se loger. La crise des logements sévit à Calcutta, comme dans les grandes villes d'Europe, surtout depuis la guerre. Les salaires, il est vrai, ont à peu près doublé dans les dix dernières années : mais ils partaient de si bas, qu'ils sont encore loin d'atteindre le taux nécessaire à l'entretien d'une famille ; et les Indiens font beaucoup d'enfants. Comme l'ouvrier est faible, l'entrepreneur se rattrape en le faisant travailler longtemps.

Ici encore, le gouvernement est intervenu : théoriquement, la loi de huit heures est applicable aux Indes ; le travail des femmes et des enfants y est réglementé ; pour l'emploi des enfants dans les usines, une limite d'âge a été introduite. Enfin tout atelier où travaillent plus de vingt personnes est, depuis peu, assimilé à une usine et soumis aux mêmes règles, à la

même surveillance. Mais ces mesures sont bien loin d'assurer à l'ouvrier une protection analogue à celle dont l'entourent les législations européennes. La diversité des races, des mœurs, des religions rend presque impossible l'application de règlements uniformes. On se heurte ici à des difficultés qui n'existent pas ailleurs ; mais on se soucie très médiocrement de les résoudre.

De tous ces paysans qui affluent vers l'usine, combien l'usine en rend-elle au village ? Les fatigues, les privations, les épidémies, l'alcoolisme font de terribles ravages dans une population débile et sans résistance. Mais l'Inde est un réservoir inépuisable : la mort, chaque année, y fauche les hommes par millions ; mais la vie travaille encore plus vite que la mort. De 1901 à 1911, la population indienne s'est accrue de 21 millions d'âmes ; si, dans les dix années suivantes, l'accroissement a été moins considérable, c'est qu'en 1918-19, une épidémie d'influenza fit douze millions et demi de victimes. Ces chiffres sont effrayants ; mais ils expliquent, sans l'excuser, un mépris de la vie humaine que je n'ai vu nulle part ailleurs s'afficher avec un cynisme aussi révoltant. Aucun travail ne paraît trop dur ou trop malsain. L'ouvrier meurt ? on le remplace : l'offre dépasse tellement la demande ! La loi, l'ouvrier l'ignore ; la grève, il y a quelquefois recours ; mais quel bénéfice peut-il en attendre ? L'organisation syndicale est pratiquement inexistante. Seules, les coopératives ont donné quelques résultats ; en vingt ans, elles sont parvenues à grouper plus de deux millions de membres et à réunir un capital de 3 500 *lakhs* de roupies (1). Mais, en dehors des paysans, le mouvement coopératif n'atteint guère encore que les employés des administrations publiques et les professionnels des métiers les plus relevés. D'une manière générale, la protection de l'ouvrier d'usine, homme, femme ou enfant, est inefficace, et l'entreprise est dominée par un souci unique, exclusif : augmenter la production.

Un soir, je m'étais attardé au bord de la rivière Hugli, devant les travaux du nouveau port. Le port actuel de Calcutta est énorme, mais il devient insuffisant. Un large chenal, perpendiculaire à la rivière, donne accès à d'immenses bassins, qui doubleront à peu près la capacité du port. Des ouvriers étaient en train de faire descendre dans le chenal un bloc de

(1) Le *lakh* vaut cent mille roupies.

béton. Quand le bloc toucha, quatre jets de boue jaillirent des cheminées qui y étaient ménagées, inondant les travailleurs, éclaboussant aussi quelques curieux. L'épaisseur des boues et des vases accumulées au fond de cette lagune est si profonde, qu'on ne peut songer à les extraire par un dragage. A mesure que le bloc s'enfonce dans le terrain mouvant, les boues liquides montent dans les cheminées, qu'on bouche, lorsque le béton, arrivé à une certaine profondeur, repose, comme sur une assise, sur les boues solidifiées.

Le soleil disparaissait lentement derrière les bâtiments de la gare; sur le pont, deux courants se précipitaient en sens inverse : d'un côté, les chars à bœufs amenant dans Calcutta ou vers le port des marchandises de toute sorte, de l'autre le flot humain sortant de la grande ville et se hâtant vers les trains du soir. Un vent brûlant faisait tourbillonner autour de ce grouillement une poussière dorée. Tout le long du quai, une procession interminable de camions roulait avec fracas; des tôles ondulées, qu'on déchargeait, rebondissaient sur le pavé dans un vacarme effroyable. La terre et l'eau vibraient d'une même agitation, retentissaient d'un même tintamarre Et je me demandais, avec une sorte d'angoisse, si la nuit ne viendrait pas bientôt imposer au bruit et au travail des hommes sa trève et son silence. « Peut-on savoir ce que vous attendez? » interrogea poliment, en m'abordant, un jeune homme vêtu à l'européenne, mais coiffé à la mode du pays. Je reconnus M. X., qu'on m'avait présenté récemment. La déclaration de guerre l'ayant trouvé en France, où il était venu achever ses études, ce jeune Hindou s'était engagé dans notre armée, et avait bravement fait campagne contre les Allemands. Rentré dans son pays après l'armistice, il avait refusé d'accomplir les rites répugnants de la purification, que la loi religieuse impose à ceux qui ont vécu quelque temps en dehors de ses prescriptions (1). Sa famille l'avait renié, ses amis ne le connaissaient plus : il était devenu « hors caste », et n'avait plus qu'un espoir : revenir en France et y trouver le moyen de vivre selon ses aptitudes et sa condition.

Un mot de ce jeune homme m'avait frappé. « Chez vous, m'avait-il dit, les gens sont bons. Ici la solidarité n'existe

(1) Une de ces « pénitences » consiste à ingurgiter un certain nombre de bananes, farcies avec de la bouse de vache.

qu'à l'intérieur de la caste : il n'y a pas de bonté. Nous n'avons même pas un mot pour dire : merci ! » Celui-là, du moins, reconnaissait à l'Occident le mérite d'une vertu. M. X. m'arracha sans peine à ma contemplation, pour m'emmener dîner avec lui dans un petit restaurant du quartier chinois. Après avoir bu du thé pâle dans des tasses microscopiques et agité des baguettes incommodes dans des écuelles peu appétissantes, nous fîmes ensemble le tour du quartier. Les rues, peuplées et bruyantes comme en plein jour, étaient surveillées par des policiers armés de lances, portant ceinture et turban rouges. Des lanternes de papier éclairaient les boutiques ; partout des enseignes lumineuses, en chinois ou en anglais. Celle-ci revenait souvent : « *Church and Club* « (église et cercle), le même toit sordide abritant sans doute les deux entreprises. Tout était minuscule, rues et échoppes, choses et gens ; des bruits singuliers, des odeurs nouvelles, un dépaysement complet.

Puis la rue s'élargit sous une lumière plus vive ; nous retrouvons les autos, les charrettes et les vaches baladeuses : le long du trottoir, des marchands de fleurs tressent des guirlandes ; les acheteurs se pressent autour de leurs quinquets à acétylène. Aux balcons des maisons, d'autres lampes brillent, illuminant un étrange étalage de femmes et de poupées, vêtues des mêmes oripeaux, semblablement parées de bijoux grossiers et éclatants. Dans ce quartier, comme dans les autres, les enfants grouillent, mêlés au va-et-vient des amateurs, qui leur jettent en passant une piécette ou une fleur. Parmi tout ce vacarme, des gens étendus, qui dorment, vaincus par la fatigue, ou par l'alcool...

La nuit est fort avancée quand je rentre à l'hôtel ; mais l'heure du repos n'a pas encore sonné. Un bateau d'Américains s'est déversé sur Calcutta ; l'orchestre du paquebot, débarqué avec les touristes, s'est installé dans le hall de l'hôtel pour les faire danser. Les flonflons, entrecoupés de hurlements et de bravos frénétiques, feront trembler les vitres jusqu'à quatre heures du matin. On ne s'est pas encore avisé d'ouvrir à Calcutta un hôtel muni de ce *comfort* suprême : la tranquillité. Pour dormir ici, quand on n'est pas ivre, il faut loger au *Club* ; malheureusement, les *clubs*, réservés aux Anglais, ne s'ouvrent guère aux voyageurs étrangers.

« L'EXPLOITATION DE L'INDE. — LA PORTE FERMÉE »

Une machine à faire de l'argent, gigantesque, prodigieuse, admirablement montée, telle apparaît l'Inde, vue de Calcutta. Les capitaux sont européens, comme est européenne la direction technique de cette énorme entreprise; le travail est fourni par les Indiens. Entre le capital et le travail, les bénéfices sont inégalement répartis : l'Inde enrichit ceux qui l'exploitent, et reste pauvre. Après avoir fait à Calcutta la tournée des usines, j'ai voulu faire celle des banques. Une autre face du problème allait s'éclairer pour moi. Un peu partout, et surtout en Égypte, où j'avais admiré l'esprit très large et très libéral avec lequel les Anglais appliquaient le principe de la « porte ouverte », les gens d'affaires m'avaient décrit l'Inde comme un marché réservé, une « chasse gardée » de l'Angleterre. Et voici qu'à Calcutta, dans le quartier des banques, à côté du groupe imposant des maisons britanniques, je trouvais les échantillons les plus variés de la finance mondiale. La Hollande est représentée par deux puissants établissements : la *Netherlands India Commercial Bank*, et la *Netherlands Trading Society*; l'Amérique par l'*International Banking Corporation*, le Japon par la *Taïvan Bank Ltd* et la *Yokohama Specie Bank*; l'Inde elle-même, ou plutôt les Indiens, par la *Calcutta Industrial Bank*. Cette variété d'enseignes, dans la capitale marchande, ne témoignait-elle point de l'éclectisme le plus large? n'était-ce pas la preuve qu'ici, comme en Égypte, les Anglais laissent travailler librement l'argent du monde entier?

Un homme d'affaires hollandais, fixé depuis longtemps à Calcutta, dissipa sur ce point mon illusion.

— Quiconque veut entrer ici, me dit-il à peu près, entrer et demeurer, doit travailler avec les Anglais, et même, dans une certaine mesure, pour eux. Nulle concurrence n'est admise, il n'y a place que pour des participations. Les banques japonaises marchent en complet accord avec le groupe britannique et refusent tout concours aux commerçants d'autres pays. On peut en dire autant de la grande banque américaine. Quant à nos maisons, qui jouissent de la faveur du gouvernement, elles sont d'abord à la disposition de l'industrie et du commerce britanniques; subsidiairement, elles commanditent les affaires allemandes et quelques affaires italiennes.

— C'est donc qu'il y ici des affaires allemandes? Je croyais que les Allemands n'avaient pas encore le droit de rentrer aux Indes?

— Ils ont du moins la faculté de s'y faire représenter, répliqua en souriant mon interlocuteur. Avant la guerre, le monopole du commerce des peaux appartenait aux grandes maisons de Brème et de Hambourg. Depuis lors, on a bien essayé de le leur enlever. Mais les tentatives se sont toujours heurtées, d'une part, au mauvais vouloir des producteurs indiens, qui ont l'habitude de travailler avec les Allemands, de l'autre à l'opposition formelle des banquiers juifs de la Cité, qui, dès qu'ils l'ont pu, ont fait rouvrir le marché à leurs anciens clients. Le consul général d'Allemagne à Calcutta vous dira que ses compatriotes, non seulement ont repris ici leurs positions d'avant la guerre, mais les ont même légèrement améliorées.

— Et les Français?

— Ce n'est pas moi qui vous apprendrai, répondit le Hollandais, que la France est bien loin d'occuper sur le marché indien la place qu'elle mérite. Je ne prétends pas que les Anglais vous aideraient à la conquérir; mais je ne crois pas non plus qu'ils décourageraient systématiquement certains efforts. Il me semble que la faiblesse de votre action économique est due, pour une part, au fait que vos commerçants ne disposent, dans cette partie du pays, ni d'une banque française, ni d'une compagnie française de transports; et, pour une autre part, à l'habitude que vos maisons ont prise de passer par l'entremise des exportateurs anglais. Combien de produits, d'une provenance française incontestable, sont expédiés par des maisons étrangères, transportés par des bateaux étrangers, et enfin distribués par des agents anglais ou anglo-indiens! Dans ces conditions, le producteur voit son bénéfice s'éparpiller aux mains de multiples intermédiaires, dont les intérêts ne concordent pas toujours avec le sien, et il préfère s'abstenir. Voyez pourtant les résultats obtenus ici par votre Michelin : il a soigneusement étudié le marché, il a réservé sa représentation à une équipe de voyageurs français, jeunes, actifs et intelligents; la moitié de l'Inde roule sur ses pneus. Il est vrai que cet exemple est unique.

« La grande force du groupe anglais qui a entrepris l'exploitation économique de l'Inde réside, non seulement dans la pro-

tection et dans la faveur du gouvernement, mais dans une organisation qui réunit et retient sous son contrôle unique les transports, le commerce, l'industrie, les travaux publics. Voulez-vous comprendre l'histoire de la vieille Compagnie anglaise des Indes? étudiez celle du groupe de lord Inchcape; vous y verrez revivre l'esprit, les traditions, la politique des grands marchands qui ont fondé l'empire des Indes, et dont le gouvernement de Sa Majesté devait un jour confisquer, au profit de la nation tout entière, le magnifique héritage.

— Et que reste-t-il aux Indiens?

— Pas grand chose, avoua le Hollandais. Quelques-uns d'entre eux semblent avoir compris que l'indépendance politique, ici comme ailleurs, a pour condition nécessaire et préalable l'indépendance économique. Mais les efforts qu'ils ont tentés en vue de préparer cette dernière n'ont pas donné, du moins dans cette partie du pays, des résultats très appréciables. Les obstacles sont toujours les mêmes : incapacité générale d'organisation, vénalité des chefs politiques, enfin concurrence anglaise d'autant plus redoutable qu'elle a derrière elle un gouvernement tout-puissant. La *Calcutta Industrial Bank*, société à capitaux indiens, se voit bientôt en butte à un boycottage systématique et doit fermer ses guichets. Les paysans, qui ont le sens de l'épargne, font vivre à peu près deux banques agricoles : la *Dinaspur Bank* et la *Jalpaïjewri Bank*. Mais les méthodes de culture sont si arriérées, et se modifient si lentement, qu'on ne voit pas bien comment l'exploitation agricole pourrait fournir les bases d'une économie vraiment nationale. Quant à la création et au développement d'une industrie indienne, capable de lutter contre l'industrie britannique, les Indiens les plus optimistes déclarent qu'il y faudrait un siècle, ou deux. Moi, je n'ai pas d'opinion...

Un gouvernement reprenant à son compte l'entreprise d'une compagnie de marchands, et la poursuivant dans le même esprit délibérément commercial : un immense pays transformé en usine, toutes ses ressources matérielles, toutes ses forces humaines captées au profit de l'entreprise, employées, réparties en fonction de ses besoins : était-ce vraiment cela, l'Inde, et n'était-ce que cela? Les terribles formules de l'homme d'affaires hollandais se combinaient dans ma tête avec les tristes images du faubourg, avec le monstrueux vacarme de la ville et du port.

Obsession peu réjouissante, qui me poursuivit jusque sous les ombrages paisibles du Maïdan, et dont les élégances pseudo-européennes de Chowringhee ne parvenaient point à me distraire. J'avais donné rendez-vous pour dîner chez Firpo, qui est à Calcutta le restaurant à la mode, à quelques amis français et indiens; parmi eux devait se trouver le professeur K. N, ami et collaborateur de R. Tagore à l'Université de Santiniketan. La grande terrasse du premier étage était comble : femmes en toilette du soir, chargées de bijoux plus ou moins précieux, *gentlemen* en smoking ou en veston blanc; rien que des Européens. Un brouillard mêlé de poussière montait de l'avenue, répandant cette humidité chaude et pénétrante qui ne se dissipe qu'avec la nuit. Le parfum des cocktails et l'odeur âcre du whisky flottaient dans l'air immobile et lourd. Autour des petites lampes électriques posées sur les tables, des myriades d'insectes voltigeaient, et les consommateurs, dès qu'ils avaient bu, se hâtaient de recouvrir leur verre d'une soucoupe protectrice.

Aux premiers appels du jazz, les tables de la terrasse se vidèrent : dans deux grands salons contigus, le dîner et le bal commençaient en même temps. Je restai presque seul, mes convives n'arrivaient pas. Voici ce qui se passait. Le professeur N... vêtu à l'indienne d'une robe et d'un manteau de kaddar, s'était vu refuser l'entrée du restaurant par le portier, un indigène, bien entendu. « Vous savez bien, disait cet homme, que les Anglais ne veulent pas de cela! » Il ne fallut rien de moins que l'intervention énergique d'un de nos amis français, pour que le professeur N..., historien très connu en Europe et en Amérique, gradué des universités de France et de Grande-Bretagne, eût licence de franchir le seuil d'un restaurant de Calcutta. Lorsque nous prîmes place pour dîner, quelques grognements se firent entendre aux tables voisines, et ce fut tout.

Entre la salle à manger et la salle de bal, ouvertes largement l'une sur l'autre, c'était le flux et le reflux. Au début de chaque danse, on éteignait les lustres, et les couples glissaient dans l'obscurité moite, caressés par le souffle égal des ventilateurs. Comme on était à la pleine lune de mars, qui équivaut pour les Hindous à notre carnaval, une jeune femme à moitié nue avait jugé de bon goût d'attacher à sa ceinture un sac plein de cette poudre rouge (*phalgu*) dont les Indiens, durant la fête reli-

gieuse, font à peu près le même usage que nous faisons des *confetti ;* elle en avait répandu une partie sur ses cheveux et sur sa poitrine, et lançait le reste à pleine main sur les dîneurs. Le spectacle n'était ni aimable, ni révoltant : il était simplement vulgaire. De toutes les bouches, mâles et femelles, on entendait sortir le même mot : roupie, roupie...

Mes yeux ne quittaient pas les danseurs; mon esprit était loin, à Londres, dans le *studio* tranquille de sir Valentine Chirol, que j'entendais me dire : « Quelques dames indiennes vivent aujourd'hui à l'occidentale et tiennent salon ; c'est plutôt rare. Mais même celles-là ont un mépris intime et profond pour les dames anglaises, qui se décollettent et qui dansent ; elles croient malaisément à leur honnêteté. » Puis je me rappelai une visite faite la veille chez un musulman de Calcutta, bon historien de l'Islam. Il avait épousé à Oxford, où il étudiait, une jeune Anglaise de fort bonne famille. A Calcutta, toutes les maisons anglaises s'étaient impitoyablement fermées devant cette jeune femme, qui vivait désormais en marge de deux mondes, le sien, qui l'avait rejetée, celui de son mari, qui hésitait à l'accueillir. De la rigueur européenne ou de la réserve asiatique, quel sentiment était le plus humain ? Cependant, à côté de moi, mes amis continuaient d'agiter l'éternel problème, et j'entendais le professeur N... murmurer doucement, en hochant la tête : « Le progrès social ? il est incompatible avec le régime actuel. Ceux qui nous gouvernent se préoccupent, non pas du progrès, mais du rendement. L'Inde n'est pas administrée, elle est exploitée par les héritiers et successeurs de l'*East India Merchant Company.* »

BOMBAY : RICHESSE INDIENNE

Quelques mois plus tard, je devais entendre à Bombay un son de cloche assez différent. Dans cette ville, qui compte aujourd'hui 1 300 000 habitants, on ne trouve guère plus de 10 000 Européens. Commerce, industrie, fortune, tout est aux mains des indigènes. Ceux-ci allaient-ils nier les avantages d'un régime, à l'ombre duquel ils prospéraient, grâce auquel ils réalisaient, avec un succès extraordinairement rapide, la mise en valeur des ressources de leur pays ? Comment les Indiens de Bombay se risqueraient-ils, après une expérience aussi

concluante, à faire le procès de l'Occident, de son esprit et de ses méthodes ?

Des célèbres jardins suspendus de Malabar Hill, l'île de Bombay apparaît tout entière, largement épanouie vers le nord, s'étirant vers le sud en une étroite langue de terre, que termine la pointe de Colaba. La courbe harmonieuse de la baie fait penser au golfe de Naples. Une énorme masse grise, d'où émergent, entre mille cheminées, les dômes et les tours de quelques vieilles églises portugaises : c'est la ville indigène, que bordent à l'est les vastes bâtiments du port. Des parcs et des avenues marquent l'emplacement du « Fort », où sont groupés les édifices officiels. Les montagnes boisées de Salsette bornent l'horizon du seul côté de la terre ferme ; partout ailleurs, la ligne d'argent pâle qui sépare le ciel de l'Océan indien.

Je retrouve ici, aux premiers jours de juin, la féerie de verdure et de fleurs qui m'avait accueilli en février à Ceylan : bougainvilliers et flamboyants mêlent leurs grappes violettes et écarlates; haies de jasmins et buissons de roses conjuguent leurs parfums. Des enfants joueurs, des dames en sarri blanc bordé de rouge ou brodé d'or vont et viennent dans les allées sablées de jaune, entre les plates-bandes fleuries. Malabar Hill est le domaine des Parsis, et ces jardins luxueux forment une fraîche et riante ceinture autour des funèbres édifices qu'on nomme les Tours du Silence. Il y en a cinq, serrées l'une contre l'autre, basses, carrées, presque difformes. Chacune est munie d'une étroite fenêtre, qu'entourent des plaques de marbre noir. Les corps des Parsis sont amenés au pied des tours après le coucher du soleil, dont ils ne doivent point souiller la lumière ; on les introduit par la fenêtre ; les vautours s'empressent et font leur besogne. Les voilà, gras et repus, tranquillement alignés au sommet de la tour encore vide, tandis qu'en bas, sur le gazon tondu de frais, un paon poursuit sans émoi sa promenade majestueuse.

La route qui descend de Malabar Hill tourne autour de la colline entre deux rangées de villas élégantes, longe, au-dessus de l'Océan, les récifs noirs entre lesquels se dresse une vieille batterie portugaise, pour retomber ensuite sur la baie. Le fond de cette baie est un lieu sacré pour les Hindous : c'est là qu'aboutissent les grandes processions ; portées sur des plateaux, les idoles s'avancent jusque dans la mer ; autour d'elles

sont disposées les offrandes rituelles, riz, fleurs, parfums. Les porteurs, plongés dans l'eau jusqu'aux épaules, attendent qu'une vague entraîne leur charge sacrée. C'est encore ici que les nouvelles mariées et les femmes sans enfants viennent, souvent de fort loin, demander aux dieux la grâce d'être fécondes. Les hommes les accompagnent en hurlant et en faisant résonner les tam-tams. Au milieu de tout ce vacarme, on voit parfois les malheureuses s'écrouler sur la plage sainte, épuisées de fatigue et d'émotion. De leur côté, les Parsis vénèrent au même lieu un de leurs trente-trois anges, à qui ils viennent offrir, à certains jours, du riz et des noix de coco. Enfin, c'est sur la plage de Chowpatty que se tiennent, depuis quelques années, les grands *meetings* politiques : sentiment national et zèle religieux sont ici confondus.

Une large avenue plantée d'arbres suit la courbe de la baie : c'est la promenade à la mode, le *Corso* de Bombay. Entre deux beaux jardins, derrière un mur lépreux, on voit monter des flammes. On entre : sur des bûchers bien alignés, des cadavres se consument : c'est le champ crématoire des Hindous. Les Anglais appellent cela, irrévérencieusement, le *Grill Room*. N'empêche que, dans le plus beau quartier de cette grande ville, à peu de distance les uns des autres, Parsis et Hindous accomplissent librement des rites funèbres qui, à tort ou à raison, nous paraissent assez répugnants.

En rentrant dans la ville par le bord de l'eau, on voit tout à coup le quai s'élargir, comme s'il voulait gagner du terrain sur la mer. D'énormes blocs de béton aspirent à se joindre, pour former l'assise continue sur laquelle se dresseront demain des *buildings* grandioses et confortables. Rêve orgueilleux, conçu par sir George Lloyd, alors gouverneur de Bombay, à un moment où la prospérité croissante de la ville semblait autoriser des espoirs sans mesure. Survinrent les vaches maigres : baisse de la roupie, baisse du prix des terrains et des maisons, faillites, grèves, chômage. Une crise, si l'on veut; mais plus exactement un brusque retour aux conditions normales d'autrefois. Les grands travaux sont suspendus, et une commission d'enquête, nommée par le gouvernement de Londres, essaie en ce moment (août 1926) de déterminer sur place les responsabilités de l'entreprise.

Après la fièvre d'activité et de spéculation qui, pendant deux

ans (1918-1919), l'avait possédé, Bombay connut la dépression et le marasme. Cette grande place industrielle et commerciale n'avait pas encore retrouvé son équilibre, à l'époque où je m'y arrêtai quelques semaines (juin 1925), pour essayer d'apercevoir l'économie de l'Inde sous un angle moins dur et moins ingrat que celui où elle m'était apparue au Bengale. On s'expliquera ainsi la mauvaise humeur que trahissent certains propos : irritation passagère, courte déception d'où naissent de nouveaux espoirs. A vrai dire, pour croire au malaise et à la crise, j'eus besoin qu'on me les fît découvrir ; je ne les aurais jamais devinés tout seul, ni à la Bourse, ni dans le port, ni dans ce prodigieux bazar, où les matières les plus rares et les plus précieuses, au lieu de s'étaler au grand jour, se cachent dans des coins obscurs et sordides, comme pour passer inaperçues. Qu'est-ce que les colliers de *Regent street* et de la rue de la Paix, auprès des écheveaux de perles qui dorment à Bombay, entre des rubis et des émeraudes, dans quelque échoppe du Bazar?

La politique, ils y pensaient sans doute, ces marchands, ces banquiers, ces industriels, aussi ardents patriotes, aussi soucieux de l'avenir de leur pays que les avocats du Bengale. Mais ils la concevaient, pour ainsi dire, en fonction de l'économie. Réaliser, ou tout au moins préparer une Inde capable de vivre et de faire vivre les Indiens, c'était la tâche essentielle ; après cela, on verrait. Un grand commerçant, qui me guidait à travers le Bazar, me fit observer les rares passants coiffés du petit bonnet blanc que Gandhi a rendu célèbre.

— Si vous étiez venu ici il y a deux ans, me dit-il, vous auriez vu ce bonnet sur toutes les têtes. Cette folie a passé, tant mieux! A quoi cela rimait-il? De même la mode du kaddar (1) n'a pas fait grand tort aux tissus anglais. Comment les métiers à la main pourraient-ils lutter contre l'outillage moderne? On est héroïque pendant trois jours, et puis on revient au bon sens. Ce n'est pas le kaddar qui sauvera l'Inde.

Avant tout, je voulais savoir comment ces grands hommes d'affaires indiens envisageaient le problème des relations avec l'Occident. L'Inde pouvait-elle, pourrait-elle un jour se suffire à elle-même et se libérer du joug étranger? Au premier étage d'un grand *building* de la Cité, je trouvai, assis devant son

(1) Étoffe de coton assez grossière, filée et tissée à la main, que Gandhi s'est efforcé de remettre en honneur chez les gens de toutes classes.

bureau, entre un ventilateur et un téléphone, M. W., propriétaire d'une des plus importantes filatures de Bombay. Ses gros yeux s'écarquillèrent derrière les lunettes, et ses jambes s'agitèrent d'un mouvement nerveux, lorsqu'il m'entendit lui demander tranquillement dans quelle mesure le peuple indien pouvait prétendre à l'indépendance économique, et ce qu'il faisait pour la préparer.

— Et voilà tout? fit-il en riant. La question n'est pas mince. J'essaierai pourtant d'y répondre, d'abord en vous parlant de ce que je connais le mieux : le coton.

Ce ton décidé, cette parole nette et précise n'avaient plus rien d'oriental.

— En ce moment, continua M. W., nous traversons une crise, dont les causes sont multiples : la concurrence anglaise, qui est une cause permanente ; la concurrence japonaise, qui devient redoutable. Naguère encore, la Chine et le Japon offraient au coton indien les débouchés les plus avantageux. C'est fini. Le taux élevé de la roupie gêne notre exportation. Et quand les Japonais restent acheteurs de matière première, ils nous renvoient des objets fabriqués pour une valeur deux fois supérieure à leurs achats. La main-d'œuvre est moins chère au Japon qu'aux Indes. Le gouvernement de l'Inde a adhéré à la convention des huit heures, celui du Japon s'en est bien gardé. Là-bas, les usines travaillent vingt-deux heures par jour, en deux équipes. Un même sentiment national anime industriels et ouvriers, tandis qu'ici l'individualisme domine les uns et les autres. Le résultat, le voici.

Et M. W. me montre des statistiques très éloquentes.

— Autre raison : la politique fiscale. La production est frappée d'un impôt de 3 1/2 pour 100. Quand vous payez un vêtement cent roupies, le prix de la matière première en représente déjà cinquante. Il faut que cet impôt disparaisse, et il faudrait aussi que nos produits fussent protégés contre la concurrence étrangère par un droit, que nous demandons, mais qu'on ne nous accorde pas. Tant que ces obstacles n'auront pas été écartés, il n'y a pas grand espoir de progrès.

— Filatures et tissages sont-ils réunis dans les mêmes mains?

— Oui.

— Et la culture du coton?

— Elle est tout à fait indépendante.

— Les nouvelles irrigations n'entraîneront-elles pas un développement considérable des fabriques?

— Le barrage de Sekkur et les travaux entrepris dans la vallée de l'Indus donneront à la culture du coton trois millions d'acres nouveaux. Mais les usines existantes suffiront largement à traiter ce surplus.

— La surface cultivable augmente-t-elle aussi rapidement que la population?

— Certainement non. Et maintenant passons, si vous voulez bien, à l'industrie du charbon. Aux causes générales de malaise, qui sont les mêmes que pour le coton, vient s'ajouter une raison particulière : le coût du transport. A Bombay, nous payons le charbon indien, qui arrive du Bengale par chemin de fer, plus cher que celui du Natal, qui vient par bateau. L'industrie métallurgique? elle est en pleine crise, pour les mêmes motifs; cette année, Tata et Cie ne distribueront pas de dividende. Nos industries électriques dépendent entièrement, pour l'outillage, de la fabrication américaine, à moins que vous ne preniez enfin le parti de lui faire concurrence...

— Et pour le personnel?

— Nous avons tout le personnel indien nécessaire. Je n'emploie dans mes usines que sept Européens. Dans les autres industries, la proportion d'étrangers n'est pas sensiblement plus forte.

— Et pour les capitaux?

— Le développement de nos industries est si considérable que le capital indien disponible n'y suffirait pas; nous faisons travailler aussi des capitaux anglais.

— Enfin, d'une manière générale, la production industrielle de l'Inde suffit-elle à couvrir ses besoins?

— Non. Actuellement, elle en couvre à peine un tiers. Mais si l'on nous libérait de certaines entraves, nous ferions mieux.

Un autre filateur, M. P., estimait que la production actuelle ne couvrait pas plus de 25 pour 100 des besoins nationaux; et il ajoutait : « Nous avons des techniciens en nombre suffisant, mais nous manquons d'argent. » M. Tata (*Iron and Steel Works Company*) ne demandait pas plus de cinquante ans, pour assurer à l'Inde une indépendance économique complète. Mais tous ces grands industriels étaient d'accord, soit pour critiquer la politique fiscale et douanière du gouvernement, soit pour déplorer l'insuffisance du capital indien actif et disponible.

LA QUESTION DE L'OR

Et les richesses cachées, enfouies dans les profondeurs inaccessibles de cette Inde mystérieuse ? était-ce légende, ou réalité ? A Londres, un banquier de grande expérience avait attiré mon attention sur cette question de l'or accumulé aux Indes : il la jugeait assez grave pour exercer une influence sur les conditions de l'économie mondiale. Je ne décrirai pas, après tant de voyageurs, les caves somptueuses où les maharadjahs abritent leurs trésors : coffres remplis de pierres précieuses, barres d'or et d'argent, longues comme des rails de chemin de fer, fixées aux murailles par d'énormes crampons métalliques, etc., etc... Mais je dirai ce que j'ai vu à la Bourse de Bombay.

Tous les jours, après le marché des valeurs, s'ouvre un marché spécial, le *Bullion*. On y échange, selon les cours, de l'or contre de l'argent, du métal monnayé contre du métal en lingot, ou inversement. Les grands courtiers n'assistent pas seuls à la séance : on voit se presser autour d'eux des gens de toute classe, bourgeois, artisans, paysans. Et tout ce monde vend et achète, qui des souverains, qui une petite barre d'or, qui une plaque. Ce marché m'a paru tout aussi animé que celui du coton. J'ai demandé quelques explications à M. R., qui dirige avec tant de talent, et tant de succès, la succursale de notre Comptoir d'escompte à Bombay, et voici ce qu'il m'a dit :

— L'Indien est naturellement joueur, il a le goût de la spéculation. Toute valeur à lots est ici recherchée, et vous ne sauriez croire avec quelle facilité nous avons placé dans ce pays, en quantité importante, les titres des derniers emprunts français, lorsqu'ils comportaient ce mode de remboursement. De même, la spéculation sur les changes européens a été effrénée ; on a joué ferme sur la livre et sur le franc français ; aussitôt après l'armistice, on a joué et perdu sur le mark allemand. Mais ce que l'Indien aime par-dessus tout, c'est le métal précieux, l'or et l'argent. Le platine est moins demandé, peut-être parce qu'il manque d'éclat. Que font les Indiens de l'or et de l'argent ? Des bijoux pour eux et pour leurs femmes, sans doute, mais aussi, et même surtout, des réserves en monnaie et en lingots. Voici une des opérations courantes de notre Banque, et des plus lucratives. Le client achète de l'or à Londres. Nous effectuons

le paiement sur cette place le jour de l'embarquement, et le client nous rembourse quinze jours après l'arrivée de l'or à Bombay. La Banque retient son courtage, l'intérêt de la somme avancée, et le bénéfice du change.

« Mais, depuis quelque temps, le marché de Londres ne suffit plus à la demande des Indiens. Non seulement ils achètent l'or raffiné à New-York, mais ils font venir l'or brut du Transvaal. A la fin de février dernier, les milieux financiers de Londres se sont émus d'un chargement expédié en droiture du Sud-Africain à Bombay, et dont l'importance dépassait un million de livres. Mais de pareils faits se renouvellent fréquemment. Des chiffres? ceux qu'on donne sont approximatifs. On admet une importation annuelle de 450 à 500 millions de roupies. Mais il faudrait aussi tenir compte de l'or introduit clandestinement par Pondichéry et par Goa, en dépit de la surveillance des autorités françaises et portugaises, de celui que certaines colonies indiennes, celles de Madagascar, par exemple, confient chaque année à quelques-uns des leurs, pour qu'ils le rapportent au pays natal.

« Tout cela va s'enfouir dans les caves, dans les cachettes, à la ville ou aux champs. Y a-t-il à cette accumulation un but politique, national? on n'en sait rien. Ce qui est clair, c'est que l'or qui entre ici n'en sort plus.

— Ceux qui achètent, demandai-je, ne sont-ils pas quelquefois contraints de vendre?

— Il faut pour cela, répondit M. R., des circonstances tout à fait exceptionnelles. Pour ma part, je n'ai vu l'or sortir des cachettes indiennes qu'une seule fois. C'était à la fin de 1920. Le cours était monté très haut, au-dessus de 24; la famine avait rendu nécessaires de gros achats à l'étranger : l'Inde s'est résignée à vendre de l'or. Ajoutez à cela que le gouvernement lui-même ne se soucie point de faire circuler l'or dans le pays. S'il lui fallait, à chaque mouvement séditieux, à chaque panique, rembourser les billets, il n'y arriverait pas. Aussi la Banque impériale a-t-elle adopté le système des billets régionaux, que vous retrouverez en Perse, où il a été introduit également par les Anglais. Mais si la question de l'or vous intéresse, revenez cet après-midi : je vous ferai rencontrer avec un spécialiste indien, le directeur du *Stock Exchange* : il vous dira... ce qu'il voudra bien vous dire.

Le directeur du *Stock Exchange* est exact au rendez-vous. Il appartient à la secte des Jaïns, qui sont en quelque sorte les puritains de l'hindouisme. Son vêtement blanc est d'une fraîcheur immaculée : il en change tous les jours. Le mouchoir de soie blanche qu'il tient à la main et porte souvent à ses lèvres le protège de tout contact impur et du terrible danger d'avaler par mégarde un moucheron, être vivant. Cet homme, qui possède des millions de roupies, n'a besoin, chaque jour, que d'une poignée de riz et d'un peu d'eau. Mais il entretient des jardins, qui comptent à Bombay parmi les plus magnifiques.

Il m'explique longuement l'organisation du *Stock Exchange*, copiée sur celle des établissements analogues de Londres et de New-York. Les membres de la société élisent le président ; il n'y a pas d'agents de change privilégiés. Puis il se plaint de la crise et déplore les mauvaises conditions du marché. Enfin il aborde le fameux problème, décrit les opérations des grands courtiers, le commerce des marchands, les conditions de la vente au détail. Puis il s'arrête. Que devient le métal aux mains du dernier acheteur? mystère. Il disparaît, il échappe aux calculs, il s'évade du marché.

J'observe que depuis le temps que l'Inde thésaurise, la quantité de métal ainsi retirée de la circulation doit être formidable. N'est-il pas à craindre que l'étalon d'or, sur quoi se fondent les systèmes monétaires de plusieurs nations d'Occident, ne devienne bientôt une base fort incertaine et dangereusement arbitraire? L'Indien me signifie, par un geste, que cette conséquence le laisse parfaitement indifférent.

— Si vous allez longtemps de ce train, insistai-je, achetant, par millions de roupies, l'or raffiné à Londres et à New-York, l'or brut au Transvaal, l'or monnayé un peu partout, un jour viendra où l'Orient, l'Inde en particulier, possédera tout le métal, et où l'Occident n'aura plus que du papier...

— Oh! réplique-t-il en souriant, vous oubliez l'Amérique.

Et comme s'il lui déplaisait de s'étendre sur ce sujet, il me demanda brusquement mon avis sur la stabilisation de la roupie. C'est la question du jour à Bombay, comme partout aux Indes ; mais je n'ai pas d'avis. Lui non plus, du moins s'il faut l'en croire. Il reconnut qu'en maintenant très haut, par des moyens artificiels, le cours de la devise indienne, et en réduisant du même coup la circulation du papier-monnaie, le gouvernement

anglais avait porté un coup assez dur à la production indigène. Aussi les producteurs et les exportateurs réclamaient-ils la stabilisation de la roupie au-dessous du cours actuel, à un shelling 4, tandis qu'en général les financiers et les agents d'importation la voulaient à 1 sh. 6. On avait décidé de nommer une commission pour étudier le problème. Mais il était fort à craindre que le gouvernement n'y fît entrer une majorité d'experts britanniques. L'industrie anglaise perdait du terrain aux Indes; les importations de l'Angleterre, pour 1924, avaient atteint péniblement 52 pour 100 du total. On essaierait sans doute d'enrayer ce mouvement de régression par une politique monétaire appropriée (1).

J'admirais tout ensemble la clairvoyance et l'optimisme de ces Indiens de Bombay. Contre une politique gênante ou des mesures incommodes, ceux-là ne récriminaient point : ils constataient, faisaient leurs calculs et allaient de l'avant. Le progrès de l'Inde, ils pensaient l'assurer par la mise en œuvre de ses ressources et le développement de sa production, bien mieux que par un retour aux mœurs et aux institutions d'époques disparues. Et pourtant tous ces grands hommes d'affaires, Parsis ou Jaïns, hindous ou musulmans, n'en demeuraient pas moins fidèles à leurs traditions nationales et religieuses. S'ils empruntaient à l'Occident sa technique, son outillage, ses méthodes économiques, armes indispensables pour la lutte où ils étaient engagés, ils ne se souciaient nullement de copier leur genre de vie sur le nôtre, ils gardaient avec soin et avec orgueil leurs mœurs, leurs sentiments, leurs croyances d'Orientaux.

En simplifiant jusqu'à l'extrême mon expérience de quelques mois, je voyais dans ce pays, d'une part des théologiens, des philosophes, des spéculatifs, dont les regards, fixés sur le passé, dédaignaient d'apercevoir les réalités dont le présent était fait; de l'autre, des industriels, des commerçants, des hommes d'action, respectueux du passé, mais à qui les nécessités présentes s'imposaient avec assez de force, pour leur faire accepter les conditions de la vie moderne; enfin, entre les deux, des politiciens de couleur indécise, intransigeants en paroles, opportunistes en action, habiles à critiquer et à combattre le régime

(1) Après bien des incidents, une commission royale fut nommée. Elle a déposé son rapport, ou plus exactement sa *recommandation*, le 3 août 1926. Ses conclusions sont en faveur d'une stabilisation de la roupie indienne à 1 sh. 6.

existant, incapables de concevoir, ou tout au moins de définir clairement celui qu'ils voudraient instaurer. Pour les premiers, l'Occident est « satanique » et tout ce qui en vient doit être rejeté : étant donné leurs prémisses, cette conclusion paraît irréfutable. Les derniers professent à l'égard de la civilisation occidentale le même mépris et la même horreur : mais on ne voit pas bien sur quoi ces sentiments se fondent, sinon sur les besoins quotidiens et concrets de la polémique. C'est moins respectable, et surtout moins solide. Restent les seconds, ceux qui se préoccupent d'agir et de réaliser. Les conditions de la vie orientale ne leur suffisent point; est-ce à dire qu'ils tiennent la civilisation d'Occident pour supérieure, ou simplement pour satisfaisante? Cela reste fort douteux. Mais, prenant de l'Occident ce qu'il peut leur offrir d'utile, gardant de l'Orient ce qu'ils ne sauraient perdre sans renier les traditions de leur race et les croyances de leur religion, sans compromettre, avec un certain ordre social auquel ils sont résolument attachés, l'équilibre d'une vie intérieure dont ils sont seuls juges, peut-être travaillent-ils plus efficacement que tous les autres à rapprocher deux mondes, qui ne se confondront jamais, mais qui ne sont point pour autant forcés de se combattre et ont tout de même mieux à faire que de se mépriser mutuellement, faute d'aspirer à se connaître.

LES OPINIONS DE CHAUKAT ALI

J'en étais à ce point de mes réflexions, et croyais être parvenu à mettre un peu d'ordre logique et de clarté dans cet amas d'aperçus grouillants, fuyants, contradictoires, que sont les impressions d'un voyageur, lorsque je me rappelai que j'avais promis à Mohammed Ali d'aller voir son frère à Bombay. Voilà que j'allais retomber dans la politique! Combien de jugements sommaires me faudrait-il encore reviser? Et pourtant qui, mieux que Chaukat Ali, pourrait m'éclairer sur les nouveaux différends qui venaient d'éclater entre le gouvernement et les musulmans de l'Inde au sujet du pèlerinage à la Mecque, et aussi m'expliquer les raisons d'une certaine propagande antifrançaise, dont la presse locale m'apportait chaque jour les échos?

Le *Comité du Califat* occupe, au plus haut étage d'un

immeuble de médiocre apparence, un appartement fort misérable. L'escalier, le couloir et une sorte de cuisine, qui tient lieu d'antichambre, sont encombrés de clients. La porte du cabinet est ouverte, on m'invite à franchir le seuil, et je suis devant Chaukat Ali. Un géant vêtu de blanc, à la mode indienne, les pieds nus dans des sandales. Ses cheveux noirs sont aussi fins et crépus que ceux de son frère sont raides et lisses. Même voix sonore, même accueil majestueux et cordial. Comme il tient ses lunettes d'or à la main, je puis admirer tout à mon aise des yeux splendides.

Tout en regardant Chaukat Ali, je me sens observé par un personnage vêtu à l'européenne et coiffé du kalpak anatolien. Je reconnais Tewfik pacha, que le gouvernement d'Angora a envoyé aux Indes pour intéresser les musulmans au sort des réfugiés de Thrace, récemment transportés sur les côtes d'Asie-Mineure. Tewfik pacha n'a pas obtenu les résultats qu'il espérait : quelques maharadjahs se sont montrés généreux, la masse musulmane est restée indifférente ; d'ailleurs elle est si pauvre ! Chaukat Ali m'ayant invité à m'asseoir, le Turc prit congé discrètement, non sans m'avoir prié de venir le soir même causer avec lui, car il quittait Bombay le lendemain.

— Angora nous a envoyé une mission, commença Chaukat Ali, et nous avons envoyé une mission à Angora. Il faut que les Turcs connaissent notre façon de penser, et que nous soyons fixés nous-mêmes sur la leur. Quand notre délégué, le docteur Ansari, sera revenu et nous aura fait son rapport, nous prendrons franchement parti dans la question du Califat. Je souhaite qu'on élise un Calife, et qu'il réside à la Mecque : je voudrais qu'il eût des fonctions purement spirituelles et qu'il fût capable d'assurer à l'Islam, non pas une politique extérieure commune, dont nous n'avons que faire, mais l'unité religieuse dont nous avons besoin. De quelque façon que soit résolu ce problème, nous nous garderons bien d'incriminer les Turcs et nous n'oublierons jamais ce qu'ils ont fait pour la communauté musulmane

— Ils se sont en effet révélés capables des plus durs sacrifices.

— Mais nous aussi, répliqua vivement Chaukat Ali, nous sommes capables de grands sacrifices. Vous voyez comme je suis vêtu, comme je suis logé. Je dépense cinq roupies par mois pour ma nourriture : je ne consomme ni beurre, ni viande,

ni poisson, ni glace. Nous inaugurons en ce moment un jour de jeûne par semaine, le lundi...

— Combien de gens suivront votre exemple?

— Cela ne fait que commencer; vingt ici, là quarante, d'autres suivront et fourniront ainsi à la cause les moyens qui assureront son triomphe. Mais vous aviez, m'a-t-on dit, quelque chose à me demander?

— Voici, répondis-je. Depuis quatre mois que je voyage aux Indes, j'ai souvent remarqué la violence des critiques et des attaques que vos journaux dirigent contre la France. Vous faites d'Abd-el-Krim un héros; à vous entendre, les Tunisiens sont des esclaves, et les Syriens des martyrs. A quoi tend cette campagne, quels en sont les inspirateurs?

Chaukat Ali parut réfléchir un instant, puis il dit :

— Ma réponse sera franche, comme votre question. Nous faisons une grande différence, nous musulmans, entre la politique de l'Angleterre et celle de la France à l'égard de l'Islam. L'Anglais opprime, le Français protège. Cependant la France s'est aliéné bien des sympathies musulmanes en occupant la Syrie. Il faut entrer ici dans nos sentiments. L'Afrique du nord, en somme, nous touche assez peu. Mais la Syrie, la première conquête du prophète, la Syrie, que vous avez arbitrairement détachée de l'Arabie, pourquoi? Oui, je sais bien, c'était une question d'équilibre; l'Angleterre avait commencé, vous avez suivi. Au lieu d'aider des peuples qui avaient confiance en vous à conquérir leur indépendance, vous vous êtes faits les complices d'une politique injuste et dangereuse. L'Allemagne reste votre ennemie, et la Russie est l'ennemie de l'Angleterre. Craignez qu'Allemands et Russes ne se retournent un jour contre vous et vos alliés anglais. Ils n'attendent qu'une occasion pour intervenir en Asie.

— C'est déjà fait, observai-je, et leur intervention, vous en conviendrez, a revêtu les formes les plus brutales et les moins désintéressées. Les Soviets ont repris à leur compte en Asie la politique des Tsars. Expliquez-moi donc enfin cette préférence de vos amis pour une domination russo-allemande en Asie.

— Cette préférence n'existe pas, protesta Chaukat Ali. Nous sommes hostiles à toute intervention européenne en Orient. Ce que je veux dire, c'est que nous serons vos amis dans la mesure

où vous serez les nôtres. Si vous tenez à la sympathie des musulmans, ne vous exposez pas à la perdre.

— Une politique d'amitié à l'égard de l'Islam, tout nous y incline, notre caractère et nos traditions, aussi bien que nos intérêts. Mais des campagnes comme celles que font vos journaux me semblent, à ce point de vue, désastreuses. Quel est le sentiment qui vous anime? est-ce l'amour de la liberté, est-ce la haine de l'Occident?

— Nous voulons être libres, mais nous ne haïssons personne, s'écria Chaukat Ali. Ce qui nous rapproche de nos frères, ce qui nous pousse à soutenir leur cause, parfois peut-être avec trop de ferveur, c'est le sentiment de l'oppression commune, de la commune souffrance. Le jour où tous les peuples musulmans seront libres, soyez certain qu'ils emploieront leurs forces, non pas à lutter contre l'Europe, mais à travailler pour eux. Toutefois, je le répète, nous aimons qui nous aime et nous nous détournons de ceux qui trahissent notre amitié. Vous savez comme, aux Indes, nous avions fait confiance aux Anglais, de quel cœur nous les avons aidés pendant la grande guerre. Pour toute récompense, ils nous ont serré un peu plus étroitement la chaîne autour du cou. Maintenant, c'est fini. Si demain l'Angleterre était engagée dans un nouveau conflit, les musulmans de l'Inde ne lui donneraient pas un homme, pas un sou.

A ce moment, on apporta à Chaukat Ali une liasse de télégrammes, qu'il lut avidement. Les deux bateaux qui emmenaient vers la Mecque les pèlerins de l'Inde étaient retenus, l'un à Port-Soudan, l'autre à Karachi, en raison des troubles qui venaient d'éclater au Hedjaz. L'agitateur musulman eut un geste de colère.

— Et voilà la liberté! Pense-t-on que nos bateaux de pèlerins vont aller bombarder les ports de la mer Rouge? Nos devoirs religieux les plus sacrés, nous n'avons pas le droit de les accomplir. Et l'on me retourne, non expédiés, les télégrammes que j'adressais à nos journaux. Allons, s'ils veulent la guerre, nous la ferons!

« Voilà ma vie. Huit heures de sommeil, troublées par mille soucis. Et les seize heures de travail, occupées à déjouer les embûches tendues par nos maîtres! La chaîne au cou, je vous le dis, la chaîne au cou! Quand vous repasserez par Bombay, ne manquez pas de venir me voir. Si vous ne me trouvez pas

ici, c'est que je serai là » ; — et, par la fenêtre ouverte, son bras tendu me montrait le toit de la prison : — Entre mes deux logis, la distance est courte, et fort aisée à franchir.

C'est sur cette plaisanterie amère et furieuse que Chaukat Ali me donna congé.

UN APOTRE DE L'UNION : M. NATARAJAN

Sous une forme imprécise, oratoire et violente, qui révélait à merveille les qualités et les défauts de son tempérament, le *leader* musulman avait pourtant exprimé le ressentiment profond, essentiel, des Orientaux envers nous. Entre ce qu'ils attendaient de nous et ce que nous leur avions apporté, la différence était grande. Ils voulaient être aidés, et non pas asservis. Au lieu de la collaboration honorable et féconde qu'ils espéraient, une sujétion dégradante et, pour eux, stérile. Cette déception, ce mécompte, si cruellement ressentis, ils nous l'imputaient à injure et à trahison.

Le reproche que Chaukat Ali avait élevé contre l'Europe et sa politique en termes véhéments et peu mesurés, j'allais le retrouver, formulé avec plus de finesse et de sereine objectivité, dans la bouche d'un des plus grands sociologues de l'Inde contemporaine, M. Natarajan. Plus encore qu'une étude approfondie des problèmes religieux, philosophiques et moraux, toute une vie consacrée aux œuvres sociales et à la charité donne à l'éditeur de l'*Indian Social Reformer* une autorité singulière, qu'il n'a jamais compromise dans les luttes de parti.

— Vous me demandez mon avis, me dit M. Natarajan ; je vous le donnerai en toute franchise. Il me semble que l'Europe actuelle vit en parasite sur les ressources de l'Afrique et de l'Asie. Verrons-nous demain une Europe plus sage et plus généreuse venir à nous, non plus pour nous exploiter, mais pour nous secourir ? je le souhaite de toute mon âme.

« Pour cela, il faut d'abord que les Européens cessent de se déchirer entre eux, qu'ils s'unissent au moyen d'un pacte mutuel de garantie. Il ne s'agit pas, bien entendu, de supprimer la concurrence économique entre les États, mais seulement de la régler, de la maintenir sur le terrain des échanges nécessaires, sans permettre qu'elle dégénère en compétition politique. Nous reconnaissons, — nous Indiens, et je pourrais dire : nous

Orientaux, — tout ce que nous devons à l'Europe. Pour ne parler que de l'Inde, vous savez qu'elle fut d'abord en butte aux invasions venues du nord, dont elle a cruellement souffert. Cette triste période se prolongea jusqu'à la domination des Sikhs. Puis elle connut les invasions par l'Ouest, qui, au contraire, lui furent bienfaisantes. Tour à tour, les Portugais, les Français, les Anglais, sont venus travailler chez nous; et nous avons, en quelque mesure, profité de leur travail. En particulier, l'éducation anglaise a été fort utile aux Indiens : elle leur a permis de mieux connaître leurs origines, leur histoire et les a aidés à prendre pleine conscience d'eux-mêmes. De cela, nous sommes et serons toujours reconnaissants aux Anglais.

« Mais ce n'est pas assez; il faut que dans cette voie, qui est la bonne, l'Occident aille encore plus loin. Il y eut un temps où l'Europe et l'Asie vivaient sur un pied d'égalité parfaite : c'est à cet état qu'il faut revenir. Rappelez-vous l'œuvre accomplie par le christianisme. L'Europe était divisée entre deux civilisations, l'hellénique et la romaine. Entre ces deux éléments, le christianisme sut opérer une fusion harmonieuse et féconde. De même, deux civilisations rivales se partagent l'Asie : à l'ouest, la musulmane; à l'est, l'hindoue, qui s'est étendue jusqu'à l'Extrême-Orient. Ne serait-ce pas une magnifique entreprise, et digne de tenter le génie de l'Europe chrétienne, que de travailler à rapprocher ces deux éléments, à établir entre eux l'équilibre et la bonne entente? L'œuvre ne serait pas très difficile aux Indes où la plupart des musulmans sont, à l'origine, des hindous convertis, et où les deux civilisations se sont mêlées étroitement l'une à l'autre. Bien entendu, il ne s'agirait pas pour l'Europe de convertir au christianisme des hindous et des musulmans, mais d'amener les uns et les autres à une conception de haute tolérance et de collaboration pour le bien.

« Car nous reconnaissons tous dans l'Europe une grande maîtresse politique, un puissant génie d'organisation. Il est juste que l'Europe, qui jadis a reçu de nous ses religions, ses philosophies, les principes de sa science, nous fasse profiter aujourd'hui des bénéfices qu'elle a su tirer de tous ces trésors.

— Mais, fis-je observer à M. Natarajan, l'Europe ne vous a-t-elle pas déjà fait cette restitution ? Vous reconnaissez sa maîtrise en politique : n'estimez-vous pas également l'œuvre

sociale qu'elle a accomplie? Quand vous avez vous-mêmes entrepris des réformes sociales, n'est-ce pas à l'Europe que vous avez emprunté des idées et des méthodes?

— Cela est vrai, répondit le savant Hindou : nous devons beaucoup, dans cet ordre d'idées, à l'Europe et au christianisme. Je ne dirai pas qu'ils nous ont tout donné; mais ils nous ont fait retrouver, dans notre propre fonds, des richesses qui y étaient enfouies depuis longtemps, et que nous avions fini par oublier. Tenez, lisez ceci.

Prenant un livre sur sa table, M. Natarajan l'ouvrit et me le tendit : c'était la traduction anglaise d'un commentaire des Védas, bien antérieur à l'ère chrétienne. Le texte indiqué proclamait la parfaite égalité de l'époux et de l'épouse dans le mariage. En quelques mots, le savant illustra ce passage et prit soin d'observer :

— Il y a pourtant cette différence entre la conception chrétienne et la nôtre : chez vous, la femme a sa valeur en tant qu'épouse; chez nous, elle ne la prend qu'en tant que mère. Tous nos efforts tendent à rendre à la femme, dans notre société moderne, l'influence et la dignité dont elle jouissait au temps de notre ancienne civilisation. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous y travaillons. Le grand initiateur des réformes sociales aux Indes, c'est Rammohun Roy. Il voguait vers l'Angleterre, lorsqu'éclata en Europe la révolution de 1830; et, lorsqu'il en eut la première nouvelle, il offrit à tous les passagers un banquet en l'honneur de la liberté.

« Voici dans quel ordre il estimait que les réformes devaient être entreprises : depuis bientôt cent ans, nous ne faisons que suivre la voie qu'il a tracée. Émancipation de la femme; réforme du mariage, qu'on s'applique à rendre moins précoce; purification de la religion hindoue, qu'il faut débarrasser de certaines pratiques grossières et inhumaines; accord entre les deux grandes religions de l'Inde : l'hindouisme et l'Islam; enfin, développement de l'instruction populaire et amélioration des conditions matérielles et morales dans lesquelles vit une partie du peuple indien. C'est à cet article du programme que se rapportent la campagne contre l'*intouchabilité*, et aussi l'effort entrepris en vue d'atténuer la rigueur des séparations entre castes.

— Un grand apôtre comme Gandhi, observai-je, ne tient-il

pas le régime des castes pour intangible et nécessaire à l'ordre social ?

— Cela est vrai, répondit le savant ; mais il y introduit pourtant un changement essentiel. Tandis que, dans la conception traditionnelle, c'est la caste où il est né qui impose à l'Hindou son genre de vie et sa profession, dans l'idée de Gandhi, c'est l'aptitude de l'individu à telle profession, à tel genre de vie, qui lui donne le droit de rester dans une caste, ou d'y entrer. Ainsi, sans bouleverser les vieux cadres, Gandhi y introduit un élément d'action et de progrès. Je ne me permets pas de juger le rôle politique de Gandhi ; mais ce que j'admire en lui sans réserve, c'est le réformateur social, l'homme d'œuvres et de charité.

« En peu de temps, Gandhi a accompli de grandes choses : il en reste beaucoup à accomplir. Vous nous avez aidés, vous, les chrétiens d'Occcident, à voir clair en nous-mêmes et à retrouver des principes moraux et sociaux, qui ont germé sur notre sol et que nous avions perdus. Aidez-nous encore à rendre au peuple indien, à tous les peuples d'Orient, la dignité dans l'indépendance, ce que vous nommez si bien la liberté. »

La conversation fut interrompue par l'arrivée de M. Dharmananda Kosambi, savant bouddhiste, ancien professeur à l'Université Harvard. On passa de l'Europe à l'Amérique. De l'avis des deux hommes, l'Orient, ses religions, ses philosophies, ses civilisations laissaient l'Europe trop indifférente, tandis que l'Amérique, plus curieuse et d'esprit plus neuf, s'appliquait davantage à les connaître. Comme je prenais congé,

— Votre visite est de bon augure; me dit avec courtoisie M. Natarajan. Vous savez maintenant que tout notre espoir est dans l'union confiante et loyale entre l'Europe et l'Asie. Avec nous, vous et vos amis travaillerez à l'établir.

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

LE ROMAN DE LA ROSE

ET

LA PENSÉE FRANÇAISE AU XIIIe SIÈCLE

Le *Roman de la Rose* a la faveur de la critique; et, prenant argument de ce que cette œuvre au titre célèbre était en elle-même peu connue, on en a, plusieurs fois déjà, entretenu le public. Mais qui enseigne peut avoir aussi à s'instruire. Les érudits eux-mêmes ont découvert, en ces derniers temps, quelques bonnes raisons de modifier leur jugement sur un poème qui pourtant leur était familier. Ils les ont trouvées dans les études d'ensemble auxquelles a donné lieu, depuis une trentaine d'années, l'histoire du genre romanesque, des mœurs courtoises et des idées philosophiques pendant le moyen âge; ils les ont trouvées aussi dans les beaux travaux qu'un excellent connaisseur de notre ancienne littérature, récemment ravi par la mort, Ernest Langlois, a spécialement consacrés à notre roman : recherches sur ses sources et ses origines, recherches sur les quelque deux cents manuscrits qui nous l'ont conservé, enfin une magnifique édition, dont la Société des Anciens Textes français vient d'achever l'impression. Jamais peut-être aucun lecteur n'a été mieux renseigné sur cette œuvre que nous le sommes aujourd'hui, et l'occasion peut paraître bonne d'en préciser, selon notre information nouvelle, l'esprit et la portée.

Deux auteurs ont attaché leur nom au *Roman de la Rose*, deux auteurs indépendants, d'aucune façon des collaborateurs, dont l'un, Guillaume de Lorris, a composé la première partie vers 1230, et l'autre, Jean de Meung, a achevé la seconde entre

1275 et 1280. Le plus illustre est Jean de Meung et, sinon le meilleur poète, du moins celui qui excite le plus vivement la curiosité. Mais on ne saurait saisir son originalité qu'on n'ait d'abord lié connaissance avec Guillaume de Lorris.

Guillaume appartient, comme Renaud de Beaujeu et quelques autres écrivains du XIIe et du XIIIe siècle, à cette classe de romanciers mondains qui ont rimé dans le dessein de plaire à leur dame. Il le dit en commençant : son poème s'adresse à celle qu'il aime et qu'il appelle la Rose ; c'est pour elle, animé par l'espoir d'en faire la conquête, qu'il a entrepris son conte, dont la matière lui a été fournie, dit-il, par un songe.

Et voici le sujet de ce songe. Par une belle journée de printemps, longeant une rivière aux eaux pures et musant à travers prés, Guillaume arrive devant une haute muraille, ornée de portraits effrayants, comme ceux de Haine, de Convoitise, de Tristesse, de Pauvreté, mais derrière laquelle, au gazouillement éperdu des oiseaux, on devine un verger. Poussé par le désir d'y pénétrer, il frappe à une porte. Une jeune fille, nommée Oiseuse, délicieusement parée, l'introduit auprès du maître de ces lieux, blond et frais damoiseau nommé Déduit, qui est occupé en brillante compagnie à danser une carole, et autour de qui se pressent, liées main à main pour la ronde, Liesse aux yeux toujours rieurs, et Beauté, et Richesse, et Largesse, et Jeunesse. Aimablement convié, le visiteur se mêle aux jeux de cette cour ; puis, la danse terminée, errant dans le verger enchanteur, il arrive auprès d'une onde claire, où deux blocs de cristal reflètent le jardin entier. Par imprudence, et négligeant l'avis d'une inscription qui disait que là jadis, pour s'y être miré, s'était noyé Narcisse, il y regarde, découvre l'image d'un bouton de rose, et se sent subitement saisi du désir de le cueillir : car le Dieu d'Amour, qui le suivait depuis qu'il avait quitté la carole, vient de lui décocher les cinq flèches de son carquois qui font aimer. Dès cet instant, le poète, vaincu, est à la merci de ce maître et reçoit de lui dix commandements : il apprend tout ce qu'il devra dépenser de soins pour être courtois, tout ce qu'il devra souffrir de langueurs, d'impatiences et d'angoisses, avec pourtant, parfois, le réconfort de quelques amitiés et les entretiens consolateurs d'Espérance, de Doux-Penser, de Doux-Parler et de Doux-Regard.

Laissé seul par son nouveau seigneur, le poète, devenu

l'Amant, n'a plus en tête que d'approcher la Rose, quand se présente à lui un jeune homme de bonne mine, Bel-Accueil, fils de Courtoisie, qui le conduit au clos où sont gardées les fleurs. Mais, comme il vient d'obtenir le don d'une feuille verte cueillie près de la Rose, et qu'il s'enhardit à exprimer son vœu d'obtenir la Rose elle-même, le guide se récrie, et le gardien du clos, un monstre horrible, nommé Danger, accourt, accable Bel-Accueil de reproches pour son imprudence, et chasse l'Amant.

L'Amant se désespère. Raison, qui survient, lui remontre le tort qu'il a eu de suivre Oiseuse et combien le service d'Amour est mauvais pour l'homme ; mais il reçoit mal cette sévère conseillère et, se rappelant l'un des propos du dieu, il va trouver Ami, qui relève, en effet, son courage et le pousse à faire sa paix avec Danger. Il revient donc au clos, réussit à adoucir le redoutable gardien par des paroles de soumission, et reçoit son pardon.

Toutefois, ses larmes, tandis qu'il contemple la Rose de loin, ne toucheraient pas le cœur du monstre, si Franchise et Pitié n'obtenaient pour leur protégé de renouer au moins conversation avec Bel-Accueil. Guidé par celui-ci, il approche de nouveau la Rose, maintenant à demi épanouie, plus désirable que jamais ; et grâce à l'aide de Vénus, il se fait accorder par Bel-Accueil la permission de donner un baiser à l'objet de tous ses rêves.

Il le donne ; mais aussitôt Male-Bouche, qui l'a aperçu, répand la nouvelle en tous lieux, alertant Jalousie ; et celle-ci décide d'enclore les roses dans une forteresse, au milieu de laquelle on élèvera une tour pour emprisonner Bel-Accueil. Le château s'élève. Les roses y sont enfermées ; Bel-Accueil est jeté dans la tour, étroitement surveillé par une Vieille ; Danger, Honte, Peur et Male-Bouche gardent les quatre portes de la cité et, la nuit, Male-Bouche guette aux créneaux.

Il ne reste plus à l'Amant qu'à exhaler une longue plainte...

Nul récit ne se prête moins à l'analyse que celui de Guillaume de Lorris et il serait injuste de juger sur un simple résumé un roman dont l'un des plus grands mérites consiste, non dans l'intérêt de la donnée narrative, mais dans la virtuosité de l'exécution. Oublions le caractère artificiel de l'allégorie, et faisons taire notre regret qu'une finesse psychologique très réelle s'encombre de tant d'abstractions personnifiées :

nous reconnaîtrons une œuvre exquise, où tout respire la séduction et la grâce.

Il est vrai qu'en apparence l'originalité lui fait défaut. On y cherche vainement un élément qui ne se retrouve chez quelque auteur de son temps ou chez quelque maître ancien; et partout ce poète montre un esprit moins attentif à faire autrement que les autres, qu'à faire mieux que les autres en faisant comme eux. Formé par les leçons de l'école, nourri de la lecture des écrivains mondains de son siècle, il abonde en connaissances variées, et il se plaît à le laisser paraître. Son texte fourmille de réminiscences et éveille à chaque instant le souvenir d'une page connue. Il écrit une œuvre qui, par certains côtés, est un Art d'aimer : ainsi avaient fait avant lui Ovide, André le Chapelain, Jacques d'Amiens, Richard de Fournival. Il feint, pour rendre son allégorie naturelle, qu'elle est le récit d'un songe : on connaissait déjà le *Songe de Scipion*, la *Vision* de Wettin, les poèmes du *Songe d'enfer* et du *Songe de paradis*. Il prend plaisir à décrire le paradis d'Amour : déjà s'y étaient essayé Tibulle et les auteurs anonymes de *Phillis et Flora* et du *Fablel du dieu d'Amour*. Il anime des entités psychologiques : l'exemple lui en avait été donné par Martianus Capella, par Raoul de Houdenc, par Huon de Méry. Quant à son style, il révèle la pratique assidue de ces artifices subtils enseignés par la *Rhétorique à Herennius*, au maniement desquels on s'exerçait laborieusement sur les bancs de l'école et qui, depuis Chrétien de Troyes, faisaient fureur jusque chez les écrivains en langue vulgaire.

Mais, avec toute son érudition, Guillaume de Lorris sait éviter le pédantisme, et il apporte à ses imitations la dextérité d'un artiste, le brillant d'une aisance aimable et conquérante. Si traçant, par exemple, le portrait du Temps, il se ressouvient de la théorie platonicienne du perpétuel devenir, l'influence de ses lectures ne gâte point la fraîcheur de ses impressions; — si, décrivant son dieu d'Amour, il se ressouvient d'Ovide, il sait, tout en pillant le poète latin, renouveler la physionomie de ce dieu, lui composer le visage d'un ange de cathédrale, inventer pour lui la robe de fleurs délicate dont il le drape et les battements d'ailes d'oiseaux dont il l'enveloppe; — si, peignant le verger d'Amour, il se ressouvient des exemples illustres que lui fournissaient Bernard Silvestre et Mathieu de Ven-

dôme, il réussit pourtant à brosser un tableau riant, où s'imprime la marque d'un talent très personnel. Tout ce que lui fournissait d'éléments la mode littéraire de son temps est fondu au souffle d'une inspiration ingénue, que soutient partout le bon goût : ces gentillesses de l'amour courtois, ces flèches qui frappent le cœur en passant par l'œil, ces cœurs enfermés à clé, ces cœurs qui quittent une poitrine pour s'en aller habiter dans une autre, toutes ces fictions qui, chez leurs inventeurs mêmes, affectaient un air guindé, sont amenées chez lui avec une élégante simplicité; et cet ouvrier de style, qui compte parmi les plus industrieux, émerveille par son art de multiplier les habiletés sans verser dans le maniérisme. Sa culture, très soignée, a été poussée jusqu'à ce point, mais seulement jusqu'à ce point, où elle est du raffinement sans être encore de la préciosité : si riche qu'elle soit, elle ne lui pèse point et elle laisse subsister, jaillissante et pure, la sincérité d'une âme pleine de délicatesse.

*
* *

Sous la forme où nous l'avons, le poème de Guillaume de Lorris est-il achevé? On n'y lit point que l'Amant ait réussi à cueillir la Rose : ne serait-ce point que l'auteur comptait pousser son récit plus loin? Assurément, on n'imagine pas un roman ordinaire finissant de cette façon abrupte, et un Art d'aimer, comme ce roman veut par certains côtés en être un, se doit de conduire le soupirant au succès. Mais il ne faut pas perdre de vue le propos particulier de Guillaume : cet Art d'aimer n'était pas un traité qu'il voulût répandre pour l'instruction du vulgaire. Il écrivait pour plaire à sa dame, dans l'espoir de mériter quelque jour ses faveurs, et il n'avait d'autre intention que de retracer, en une confidence voilée par l'allégorie, les épreuves que l'amour lui avait imposées comme à tous les amants. Quel dessein plus acceptable? Mais quelle indiscrétion plus choquante que le récit d'une victoire? Le succès eût-il été obtenu, qu'il était peu séant de le proclamer; et annoncer la conquête avant qu'elle fût assurée eût été, pour le moins, une erreur de tactique. Les convenances de toute sorte, littéraires et morales, commandaient d'en rester sur l'hommage d'un cœur qui s'offre et se désespère; et beaucoup sans doute estimeront que Guillaume de Lorris avait délibérément mis son point final après les plaintes de l'Amant.

Tel n'a point été, à son dire, l'avis de Jean de Meung, et, quelque quarante années après la mort de Guillaume de Lorris, il s'avisa, considérant le roman de ce poète comme interrompu, de lui donner une conclusion. A supposer qu'on ait justement défini le sentiment de Guillaume en lui prêtant une réserve discrète, le seul projet de Jean de Meung suffit à juger son auteur : qu'il ait commis une méprise naïve ou qu'il ait feint, par calcul, de tenir pour inachevée une œuvre qu'il savait terminée, il apparaît, dès la première rencontre, comme un esprit d'une autre espèce que Guillaume, ou moins délicat, ou plus roué.

Quoi qu'il en soit de son attitude, qu'il se soit réellement mépris ou qu'il se soit seulement donné l'air de s'être trompé, le fait est qu'il a mis son projet à exécution et qu'aux quelque quatre mille vers de Guillaume, à ce corps d'œuvre artistement mesuré, il a appliqué, sous prétexte de l'achever, une queue monstrueuse de dix-huit mille vers. Est-ce donc que ce nouveau conteur possédait un don supérieur de la narration? Est-ce donc qu'il était taillé pour faire oublier par ses séductions de romancier les défauts de proportions de son plan? Non point. L'intrigue du roman ne l'intéresse pas. Elle l'intéresse si peu, qu'il ne fait pour ainsi dire aucun frais d'invention et que, sans se soucier des redites, il emprunte tout bonnement à son prédécesseur la matière de la plupart de ses épisodes. C'est ainsi que d'abord, devant l'Amant éploré, on voit réapparaître Raison, qui tient avec lui un deuxième et interminable colloque. Puis, l'Amant, las d'être sermonné, va pour la seconde fois trouver Ami, dont les conseils lui ramènent Doux-Penser et Doux-Parler, mais n'empêchent pas que Richesse, hostile à sa cause, lui interdise l'accès du clos. Amour alors revient, qui décide de mettre le siège avec lui devant la tour où Bel-Accueil est prisonnier. Et ces diverses péripéties étaient déjà dans Guillaume de Lorris, ou à peu près.

Le récit du siège, qui occupe les dix mille derniers vers du roman environ, constitue la partie proprement nouvelle de l'intrigue. Mais, ici encore, Jean de Meung ne s'est pas fait scrupule de reprendre à Guillaume l'idée de scènes entières. Amour ayant convoqué ses barons et réparti entre eux les missions, on attaque. Se présentant comme des pèlerins, Faux-Semblant, vêtu en jacobin, et Abstinence-Contrainte, vêtue en béguine, étranglent Male-Bouche; puis gagnent la Vieille qui garde Bel-

Accueil. Mais comme l'Amant, poussant ce premier avantage, essaie de cueillir aussitôt la Rose, il voit, en une scène répétée de la première partie du roman, surgir Danger et ses alliés. Une grande bataille s'engage, qui sans doute tournerait mal, si Amour, inquiet du tour pris par les événements, ne faisait quérir du secours auprès de Vénus. Vénus répond à son appel; elle arrive, et avec elle Génius, le chapelain de Nature, dont les paroles relèvent le moral des troupes. L'armée s'élance; l'ennemi prend la fuite; et Bel-Accueil accorde à l'Amant la permission de cueillir la Rose.

En fait d'invention romanesque, si l'on met à part les combats divers que se livrent plusieurs entités personnifiées, déjà créées d'ailleurs par Guillaume de Lorris, c'est là toute l'œuvre de Jean.

Cet étrange continuateur, si peu doué pour conter, a-t-il su du moins entrer exactement dans l'esprit du premier romancier et pousser, en interprète fidèle, ses idées au clair? Pas davantage; et l'on ne saurait imaginer contraste plus cru entre deux formes de pensée, particulièrement en ce qui concerne la façon de comprendre l'amour.

Guillaume était le plus dévot officiant du culte chevaleresque voué à la femme, le plus fervent adepte de la doctrine courtoise, le cœur le plus épris de cette morale précieuse qui s'était développée d'abord dans l'aristocratie de France et de Champagne, et qui fleurit dans l'œuvre des grands poètes lyriques. Qu'ordonne Amour, selon lui, en ses dix commandements? De rechercher en tout la distinction et de fuir tout ce qui peut passer pour le fait d'un vilain; d'être élégant, de porter des vêtements bien taillés et des chapeaux de roses; de se rendre agréable par ses talents, de monter joliment à cheval, de tirer aux armes, de savoir chanter, vieller, flûter, danser; de se montrer large et généreux; de raffiner sur la politesse; d'honorer les dames en prenant pour modèle le beau chevalier Gauvain; de ne penser qu'à l'amour et de s'y donner avec tout son cœur. Et quelles sont les personnes dont le dieu d'Amour aime à s'entourer? C'est Oiseuse, qui va se contemplant sans cesse dans son miroir; c'est Déduit, qui vit pour le plaisir; c'est Richesse, c'est Largesse, c'est Franchise. Parmi ses ennemis, il en est un plus affreux que tous : c'est Male-Bouche, qui, lorsqu'elle veille aux créneaux du château où la Rose est recluse, s'égaie à chanter contre les femmes et à publier dans sa trompe de guetteur

Qu'onques ne trouva femme juste :
Il n'est nulle qui ne se rie
S'elle ot parler de lecherie :
Ceste est pute, ceste se farde,
Et ceste folement regarde ;
Ceste est vilaine, ceste est fole,
Et ceste si a trop parole.

Or, Jean de Meung succède à Guillaume ; et le voilà qui, justement, prendra bientôt à son compte les propos sacrilèges de Male-Bouche.

Dans le roman de Guillaume, Raison, voulant détourner l'Amant du service d'Amour, s'applique à lui remontrer combien, à aimer, il y a peu de joie pour tant de peines. Mais qu'est-ce là, sinon l'expression de ces retours sans conséquence dont les amants sont coutumiers, quand, aux instants de dépit, ils se reprochent à eux-mêmes, et sans grande conviction, la faiblesse de leur volonté ? Vaine escrime, assaut pour rire. Dans le roman de Jean, Raison fait une nouvelle entrée et un nouveau discours : et alors, quel changement de ton ! « Aimez, dit-elle maintenant ; mais fuyez cet amour insensé où s'égare la rêverie, fuyez ce pays de convention que vous peuplez de chimères, où la femme est idole, où la volupté multiplie ses raffinements corrupteurs. Aimez ; mais aimez comme il faut aimer : en cédant, sans le compliquer, à l'instinct qui doit assurer la perpétuité des espèces. » Voilà qui n'est plus d'une pâle conseillère. Cette Raison, qui parle, n'est pas une vague sagesse ; elle est la sectatrice d'une philosophie déterminée, qui professe un réalisme systématique et très particulier. Au surplus, elle mêle à ce qu'elle dit de l'amour tant d'autres choses si justes par elles-mêmes que, de toute évidence, l'auteur a voulu lui donner le beau rôle et que la foi qu'elle exprime répond, on le devine, aux convictions profondes de Jean de Meung. Au premier discours de Raison, l'Amant avait fermé l'oreille : tant mieux et il fait bien, jugeait secrètement Guillaume de Lorris ; au deuxième discours, l'Amant fait de même : tant pis, laisse entendre clairement Jean de Meung, et il ne cache pas que c'est folie.

Qu'on est loin du mysticisme courtois ! Et qu'on s'en éloigne encore quand, après Raison, on prête attention aux propos d'Ami ! La première tenait l'amour pour un égarement :

le second s'esclaffe à l'idée qu'on puisse mettre son idéal en une femme. Depuis sa rencontre avec l'Amant, telle que l'avait contée Guillaume, le personnage d'Ami s'est singulièrement modifié. Au poète éploré il conseillait doucement alors d'user de soumission pour apaiser Danger et tâcher d'approcher à nouveau la Rose : maintenant, chez Jean de Meung, ses recettes sont d'une autre sorte. Voulez-vous retrouver la Rose? Prenez le chemin ordinaire de la conquête : engagez-vous par la voie de Trop-Donner, qu'a construite Folle-Largesse, route sûre et qui n'a qu'un inconvénient : non pas celui de prêter à la femme des sentiments trop bas (l'idée n'en effleure pas un instant l'esprit du cynique conseiller), mais celui de faire tomber les amants au pouvoir de Pauvreté quand ils n'ont pas pour eux les faveurs de Richesse. Et Ami, dont le rôle avait pour utilité initiale de ramener l'Amant à la Rose, oublie si bien et si vite son emploi, qu'il glisse aussitôt à un développement inattendu, d'un réalisme durement ironique, sur la vie de ménage, les scènes de jalousie, la lassitude des maris succédant à la ferveur des premiers serments, surtout la coquetterie des femmes, leurs ruses inépuisables et leurs trahisons, qui finissent toujours par enrôler leur seigneur dans la « confrérie de saint Ernoul ».

Le tableau est détaillé avec complaisance, tout à fait hors de propos si l'on a égard à l'intrigue, et par là même fort instructif sur le sentiment de l'auteur. Veut-on le justifier par l'idée qu'il prépare les conseils de prosaïque astuce qui suivent sur les moyens de déjouer la perfidie féminine? Il faut avouer pourtant que ces conseils sont bien prématurés pour un amant qui n'en est même pas encore à l'espérance ; et il faut avouer aussi qu'ils sont d'étrange inspiration, si tant est qu'ils visent tous à enseigner comment on peut tromper les femmes sans être trompé d'elles.

La suite des événements est faite pour donner raison à l'impertinente philosophie d'Ami. L'Amant n'a pas Richesse pour lui : elle lui barre la route de Trop-Donner, qu'il a essayé de prendre; plus tard, elle refuse de répondre à l'appel d'Amour, quand il convoque ses barons pour le siège du château. Mais, à défaut de Richesse, l'Amant a obtenu l'aide de Faux-Semblant, le fils de Tromperie et de Mensonge : et c'est Faux-Semblant qui, entré le premier dans la place, se signale

par un grand exploit, en tranchant la langue à Male-Bouche. Quel défi, dans ce seul arrangement des rôles, à la morale courtoise! Quelle insolente glorification des flatteurs perfides, de ces « traîtres » et « losengiers » honnis d'enthousiasme par les chants et les romans unanimes de cent poètes!

Ainsi éclate la misogynie de Jean de Meung. C'est une belle occasion que lui offre, pour l'étaler, le personnage de la Vieille à laquelle Guillaume de Lorris avait confié la surveillance de Bel-Accueil dans la tour. Jean n'a eu garde de la laisser passer : il a laissé à cette Vieille un large rôle et lui a prêté un discours de trois mille vers. Il n'y a pas à se demander si, dans la tirade, les femmes paraissent à leur avantage : on n'en remontre point à cette proxénète, qui repasse avec amour les souvenirs de sa trouble jeunesse, et qui, forte d'une expérience diabolique, incite les jeunes au plaisir facile, les adjure de fuir une fidélité ruineuse, leur dicte l'art de mater les hommes, et n'éprouve d'autre joie que de semer la corruption autour d'elle. Et c'est grâce à cette séductrice que l'Amant réussit à revoir Bel-Accueil.

Il faut, pour le succès complet, un effort de plus. A la fin de son roman, Guillaume de Lorris avait ménagé une entrée discrète à Vénus, et celle-ci avait permis à l'Amant de donner un baiser à la Rose. Vénus revient aussi dans le roman de Jean comme une alliée de l'Amant, mais autrement décidée et forte en paroles : « Que la mort m'étrangle, s'écrie-t-elle, si jamais je laisse Chasteté s'installer auprès de femme vivante! » Et Génius, que lui dépêche Nature, fait que son serment n'est pas vain : la Rose est cueillie.

Le sens du récit est clair et la pensée de Jean de Meung n'est pas douteuse. Ce moraliste d'une nouvelle sorte est un démolisseur; il s'attaque à l'édifice sentimental dont la première pierre avait été posée sur le sol de France par Éléonore d'Aquitaine. Les grâces, la mondanité, la gentillesse sont des notions étrangères à son esprit ; sa conception plate et positive des choses de l'amour, corsée d'une outrance affectée, combat l'idée courtoise. S'il a repris l'œuvre de Guillaume de Lorris, ce n'est pas en continuateur ingénu : il en a écrit la palinodie, il a écrit un anti-Guillaume. Il s'est introduit dans le poème de son prédécesseur avec l'intention malicieuse de ruiner sa philosophie au profit de la sienne propre; la façon dont il s'est

emparé d'un roman déjà fait par un autre, pour le transformer en véhicule de son système personnel, ressemble à une expropriation; et si l'on peut risquer cette comparaison, qui n'eût pas été pour choquer son goût, il fait penser, par son procédé désinvolte, à un Bernard l'Hermite se logeant dans une coquille de buccin.

***

Ce n'est pas seulement par ses opinions sur l'amour que Jean de Meung a fait violence à l'œuvre de Guillaume de Lorris : il en a disloqué le cadre en y introduisant toute sorte d'idées sur les sujets les plus divers; il lui a donné un air d'encyclopédie et, pour parler aussi du côté étrange de l'entreprise, il en a fait un monstre.

C'est un jeu divertissant et plein d'imprévu de suivre les marches et démarches de cet esprit qui cherche à prendre ses aises et qui déchire, à chacun de ses mouvements, la tunique dont il s'est facétieusement affublé. Où va-t-il? Que veut-il? Il veut opposer à l'Art d'aimer de Guillaume un Art d'aimer d'un autre style; mais cette préoccupation n'est pour lui qu'une préoccupation entre d'autres. Il a repris l'intrigue de Guillaume pour l'arranger à sa guise, il a repris ses personnages pour remanier leur caractère à sa convenance; mais il ne s'en est pas tenu à ce dessein, trop simple pour sa pensée fougueuse. Même remaniée dans le sens qui lui plaisait, la donnée romanesque restait pour lui une contrainte; son inspiration indisciplinée, rebelle aux conseils de l'art, sans souci des proportions, indifférente même à la logique du développement, procède par jets capricieux, s'égare, revient, repart, et aboutit enfin à une œuvre touffue, encombrée, chargée de verrues et de bouffissures.

Raison veut consoler l'Amant. L'amour, lui explique-t-elle, ne doit pas être compliqué; que les précieux raffinent : aimer, c'est simplement pourvoir aux besoins de l'espèce. Mais il y a bien autre chose dans son discours : l'amour l'amène à parler de l'amitié; l'amitié l'amène à parler des riches que leur richesse prive des affections sincères; et, par une suite de glissements successifs, elle en vient à disserter de la charité et de la justice, puis de la déesse Fortune, puis de la pruderie qui fait redouter l'emploi des termes propres. — Ami succède à Raison : il n'enseigne pas seulement à l'Amant que, pour

mener pendre ou noyer son ennemi, il faut savoir, à l'occasion, user de paroles douces et de caresses; que, pour obtenir l'amour, il faut savoir feindre les larmes; que les femmes sont d'étranges créatures et qu'il faut savoir les duper sans en être dupe : il trouve moyen de placer une tirade sur l'âge d'or, le bonheur des temps primitifs, et l'origine de la propriété et des gouvernements. — Faux-Semblant prend rang dans les troupes d'Amour. Mais qui est-il? Il n'est pas seulement le symbole des feintes amoureuses et des roueries que fait inventer le désir : on reconnaît aussi en lui un faux dévot, et la confession qu'il étale est, durant plus de mille vers, une âpre satire des ordres mendiants. — Nature s'apprête à secourir l'Amant : il est dans les exigences du sujet de dire qui elle est et que sa fonction essentielle est de lutter sans trêve pour réparer les brèches ouvertes par la mort dans le troupeau des vivants. Mais voici un développement sur la puissance de la nature comparée à celle de l'art; puis un autre sur l'alchimie et la transmutation des corps; puis un autre où s'esquisse une reconstruction intégrale de l'univers.

Ainsi vague cette pensée, qui ne peut s'astreindre à tenir sa route. Elle va, part sur une idée, l'examine pour elle-même, en fait pour un instant le centre de son étude, puis subitement, en cours de développement, s'arrête à un nouvel objet que l'occasion lui présente, muse et s'attarde à le tourner et à le retourner, jusqu'à ce que sa curiosité soit sollicitée d'autre part, parfois selon l'appel d'une association assez naturelle, parfois aussi au gré d'une fantaisie arbitraire et capricante.

* * *

Or cette œuvre difforme, qu'on ne sait de quel nom appeler, roman ou encyclopédie, traité ou pamphlet, s'est lue avec une incontestable faveur. Pourquoi? C'est qu'elle a beau n'être, du point de vue de l'art, que fatras et pot-pourri, elle n'en est pas moins le produit d'une verve agile, et qui surprend non seulement par la vigueur d'un style énergique jusqu'à l'âpreté, roulant avec impétuosité sur un fond rocailleux des formules dures comme des blocs, mais aussi, quand on tient compte des temps, par la hardiesse inattendue des idées. Surtout, malgré le décousu du développement, malgré l'aspect inorganique du roman, il y a dans ce chaos une incontestable unité

d'inspiration. Rien ne fait aussi peu penser à un système, et pourtant rien ne se tient mieux. Cet homme qui parle de tout à propos de tout, grisé par l'érudition ou emporté par la fougue satirique, a l'air de ne pas très bien savoir où il va; mais, s'il s'écarte du plan que semblait lui imposer son sujet, il ne s'écarte jamais de son dessein ; toutes ses idées, pour mal rangées qu'elles soient, vont dans le même sens ; toutes portent l'empreinte de la même doctrine. Qu'on regroupe les éléments épars dans le roman : on reconstitue cette doctrine comme un tout parfaitement cohérent, où s'unissent en un faisceau homogène les principes d'un naturalisme intégral.

Sans doute la philosophie de Jean de Meung n'exclut-elle pas l'existence d'une force spirituelle d'ordre supérieur, conçue de la façon la plus noble comme intelligence et comme volonté : il croit en un Dieu artisan de l'univers, qui de toute éternité porte en sa pensée les idées essentielles des choses, créateur de la matière, ordonnateur du chaos primitif, qu'il a discipliné par les nombres et les figures.

Mais cet être transcendant, ce sont les lumières de la foi qui l'éclairent : il est l'étude des théologiens. Au-dessous de la divinité s'offre à l'observation des hommes une réalité saisissable par le seul moyen des sens et de l'intellect : c'est l'univers créé, au jeu duquel préside, non plus Dieu en personne, mais la Nature, vicaire de Dieu. Voilà le spectacle qui, plus que la théologie, attire Jean de Meung : ce qu'il se plaît à examiner, ce sont les questions d'optique, d'astronomie, de météorologie, d'alchimie, et il apporte à les discuter un esprit affranchi de toute superstition, uniquement attaché à la recherche des causes naturelles.

Ce qu'il se plaît aussi à considérer, c'est l'homme, c'est la vie sociale. Il applique à cet objet la même méthode rationaliste qu'aux phénomènes de l'univers; et ses conclusions sont pour montrer, à la lumière de la loi naturelle, la vanité des illusions humaines et des créations artificielles de la société. Vanité du savoir : car qu'est-ce que l'art des hommes auprès de la nature, sinon une contrefaçon simiesque et qui tend, comme à son but suprême, vers une chétive ressemblance? Vanité des superfétations dont s'embarrasse l'amour courtois : car à quoi tend l'amour, selon la nature, sinon, et rien de plus, à assurer la survivance des espèces ? Vanité des richesses : car

où la nature a-t-elle placé le véritable bien de l'homme, sinon dans la simple innocence qui fut celle de l'âge d'or, au temps où régnaient la modestie et la concorde? Vanité de la gloire du monde : car qui fut le premier seigneur, sinon quelque grand paysan, plus « ossu » et plus « corsu » que les autres, élu pour rétablir la paix parmi d'avides concurrents ? et qui furent les premiers barons, sinon les gens dont ce vilain s'aida pour accomplir sa besogne et faire tête aux voleurs devenus trop nombreux? et qui sont aujourd'hui encore ces rois et ces princes, sinon de faibles hommes, dont la garde d'honneur n'est qu'une garde de peur, dont la force personnelle ne compte pour rien contre celle d'un ribaud, et qui, le jour où leurs sujets leur refuseront le service, ne pourront que demeurer seuls et impuissants?

Quand on en vient au terme de cet examen et que, pièce à pièce, on a vu se préciser une doctrine fermement orientée, on ne peut s'empêcher de reconnaître à l'œuvre une certaine force et même une sorte de beauté inattendue. Cette conception des choses qu'on a pu, non sans raison, qualifier parfois de matérialiste, se couronne par instants de poésie. L'écrivain est inégal, lourd par endroits, heurté, raboteux, poussant sa phrase à force; mais, quand il en vient à des idées qui lui sont chères, et spécialement quand il touche au principe de la Nature toute-puissante et bienfaisante, son style se hausse jusqu'à l'éloquence. C'est alors la parole d'un inspiré, d'un apôtre. L'homme, tel qu'il le représente, fait fière figure dans l'univers. L'ironie de Jean de Meung n'est pas d'un sceptique; il a une foi, et, jusqu'au milieu de ses inventions les plus profanes, qui côtoient souvent l'impiété, il montre une sorte de religion étrange. S'il est dur aux rois, aux grands, aux femmes, aux ordres mendiants, si le respect n'est pas son fort, il a du moins de la nature humaine une idée haute et noble. Il n'a pas négligé de démontrer que la prescience divine n'était pas un obstacle au libre arbitre et que l'homme jouissait pleinement du périlleux honneur de commander à ses actions. Il a contesté, contre des philosophes nombreux et illustres, que sa destinée fût déterminée par l'influence des planètes. C'est avec un enthousiasme de prophète qu'il le rappelle de ses égarements pour lui remettre en mémoire la volonté de la nature. Et cette attitude a sa grandeur.

La critique moderne ne pouvait être insensible à de tels

mérites. Avec une admiration parfois mêlée d'un peu d'inquiétude, elle a rendu généralement hommage au génie de Jean de Meung. Elle a salué en cet homme un grand esprit, un grand novateur, le chef d'une longue lignée de philosophes célèbres. « Il fut, dit Ampère, un devancier puissant des érudits païens et matérialistes du XVIIIe siècle. Il y a en lui le germe de Rabelais et même, à quelques égards, de d'Holbach et de Lamettrie. » Et M. Gustave Lanson : « Par sa philosophie, qui consiste essentiellement dans l'identité et la souveraineté de Nature et de Raison, Jean de Meung inaugure la littérature rationaliste ; il est le premier anneau de la chaîne qui relie Rabelais, Montaigne, Molière, à laquelle aussi Voltaire se rattache... »

En fait, de Jean de Meung à ceux qu'on lui donne pour héritiers, notamment à ceux des siècles les plus proches, il y a mieux qu'un simple rapport de ressemblance : il y a une filiation réelle, saisissable comme fait certain. Le *Roman de la Rose* a exercé pendant longtemps une influence profonde. Il a été, au XVe siècle, le sujet d'une querelle fameuse qui mit aux prises, d'une part Gerson et Christine de Pisan, de l'autre Jean de Montreuil, les frères Col et quelques amateurs lettrés. Christine s'indignait de trouver chez Jean de Meung un parti pris violent contre les femmes, aussi arbitraire que le culte courtois de la dame, contre lequel l'auteur prétendait réagir ; Gerson accusait Jean d'avoir indignement mêlé le sacré au profane, d'avoir confondu et « entouillé » les « vilaines choses » parmi les « paroles divines », comme s'il eût jeté « le précieux corps de Notre Seigneur entre les pieds des pourceaux ». A quoi les partisans du poète étaient assez en peine pour répondre directement, sans rien abandonner pourtant de leur sympathie. Gautier Col écrivait de Jean qu'il était « son vrai maître enseigneur familier, vrai catholique, solennel maître et docteur en théologie, philosophe très profond, excellent, sachant tout ce qui à entendement humain est scible, duquel la gloire et renommée vit et vivra ès âges à venir ». Clément Marot admirait le *Roman de la Rose*, livre « confit en bons incidens », « pour les bonnes sentences, propos et dits naturels et moraux qui dedans sont mis et insérés ». Ronsard et Baïf partageaient son sentiment. Et Estienne Pasquier, unissant Guillaume de Lorris et Jean de Meung dans un même éloge, écrivait

éloquemment : « Recherchez-vous la philosophie naturelle ou morale ? Elle ne leur défaut au besoin. Voulez-vous quelques sages traits ? Les voulez-vous de folie ? Vous y en trouverez à suffisance : traits de folie toutefois dont pourrez vous faire sages. Il n'est pas que, quand il faut repasser sur la théologie, ils se montrent n'y être apprentis. Et tel depuis eux a été en grande vogue, lequel s'est enrichi de leurs plumes, sans en faire semblant. Aussi ont-il conservé et leur œuvre et leur mémoire jusques à huy, au milieu d'une infinité d'autres, qui ont été ensevelis avec les ans dans le cercueil des ténèbres. »

***

Une philosophie de tendances très nettes, une influence certaine et lointaine, ce sont des mérites qu'il faut incontestablement inscrire à l'actif de Jean de Meung. Mais les travaux dont son œuvre a été l'objet, ne sont qu'un épisode dans la vaste enquête à laquelle a donné lieu depuis cent ans l'ensemble de la littérature médiévale. De mieux en mieux informés sur son époque, nous réussissons aujourd'hui avec plus de certitude à le replacer dans son milieu, à définir la tradition d'où il dépend, à déterminer son véritable rôle non seulement auprès de la postérité, mais dans le siècle même où il a vécu. Et quand on est au bout de cette tâche, on s'aperçoit qu'il y a lieu de modifier sensiblement le jugement si favorable qu'il est devenu d'usage de porter sur son génie et sur le rang qu'il a tenu parmi les penseurs de son temps.

Nulle œuvre plus que la sienne, ne prête aux rapprochements avec des textes antérieurs ; et son roman ne s'alimente, en son cours, que des eaux empruntées aux sources les plus diverses.

Il a, sur l'origine des gouvernements, une théorie qui ne les flatte point. Il déclare tout crûment que le pouvoir et la vertu ne vont jamais ensemble. Il ne craint pas d'avertir les grands, rois et prélats, que le juge suprême les citera un jour à son tribunal et tirera d'eux un châtiment exemplaire. — Mais de ces vues audacieuses était-il le premier auteur ? Lucrèce avait-il expliqué d'autre façon que lui l'établissement des royautés ?

Condere cœperunt urbes arcemque locare
Præsidium reges ipsi sibi perfugiumque ;
Et pecus atque agros divisere atque dedere

Pro facie cujusque et viribus ingenioque :
Nam facies multum valuit viresque vigebant...

N'était-ce pas Lucain qui avait écrit :

Virtus et summa potestas
Non coeunt ?...

Et quant à penser que les hardies remontrances de Jean aux puissants pouvaient avoir leur origine directe dans un retour, alors nouveau, au libre esprit des anciens, ne serait-ce pas oublier ces traités politiques, ces « bibles », ces « états du monde », où s'exerce une critique si vive et, disons-le en passant, si propre à déconcerter ceux qui considèrent les siècles de Louis VII et de saint Louis comme un âge d'écrasante servitude ? Dès le temps de Grégoire VII, le moine Manegold enseignait tout crûment que le roi était l'élu du peuple pour contenir les méchants et protéger les bons et que, lorsqu'il manquait à ce devoir, rompant le pacte qui l'avait élevé au trône, il devait être destitué, sans plus de façon qu'on chasse un mauvais porcher. C'est encore cent années avant Jean de Meung que l'évêque Étienne de Fougères forgeait ses vers vigoureux contre les rois qui dépouillent les pauvres gens pour enrichir des vauriens, qui ne savent rendre bonne justice, qui passent leur temps à courir le cerf au lieu de défendre leurs sujets, et qui ne font que répandre le mauvais exemple autour d'eux : vers d'autant plus audacieux que plusieurs visaient, à n'en pas douter, le plus terrible des rois vivants, l'impitoyable Henri II d'Angleterre. Quand on a lu la satire cinglante de tant d'écrivains, depuis le *Livre des Manières* d'Étienne, jusqu'à la *Somme* de frère Lorenz, la *Bible* de Guyot et la *Bible* du seigneur de Berzé, le *Besant de Dieu* de Guillaume le Normand et le *Roman de Charité* du Renclus de Molliens, on n'éprouve plus aucune surprise à voir Jean de Meung exercer son style sur les mêmes thèmes.

Jean se montre sévère à ces seigneurs qui vendent leurs jugements et faussent les usages, taillent à merci les faibles, et mériteraient mieux la potence que le larron qu'ils y envoient. — Mais que d'autres s'étaient indignés avant lui contre les chevaliers traîtres à leur mission, qui ne pensent qu'à « baller, bobancier et tournoyer », barons dégénérés, félons, vilains et pingres, qui ignorent la pitié et se consument de convoitise !

Vaines, dit-il, sont les richesses ; et le ribaud qui porte des sacs de charbon sur la place de Grève sent dans son cœur autant d'allégresse que le plus puissant monarque. — Mais Étienne de Fougères ne se demandait pas avec moins de force ce que valait l'agitation d'un prince ambitieux, son avidité insatiable à conquérir par milliers les arpents d'une terre dont une seule toise lui suffirait un jour, à lui comme au pauvre, pour étendre ses os :

S'il n'a terre, por quoi l'en poise?
A son jor en avra sa toise :
Plus n'en avra povre ne riche...

Que vaut noblesse ? se demande Jean de Meung, et il répond que nul n'est noble que par ses mérites, que la naissance n'est rien là où la vertu n'est pas. — Mais déjà Marius, selon Salluste, l'avait proclamé devant le peuple romain ; mais Juvénal l'avait écrit ; mais les moralistes du moyen âge le répétaient à l'envi, brodant avec fantaisie sur ce distique :

Virtus nobilitat hominem ; virtute relicta
Migrat in exilium nobilitatis honor.

Jean de Meung mène contre les ordres religieux d'impétueuses attaques. — Mais va-t-il plus loin que tant d'autres censeurs ? Guyot ne se gênait pas pour dire que les bons abbés d'autrefois avaient épousé trois vierges pures : Charité, Vérité et Droiture, tandis que ceux de son temps les avaient remplacées par trois sorcières infâmes : Trahison, Hypocrisie et Simonie ; et il faut voir de quelle façon il traite moines blancs et moines noirs, Chartreux et Grandmontains, Prémontrés et Hospitaliers. Qui dira que, sur ce point, Jean de Meung ait dépassé en hardiesse ou le jongleur Rutebeuf, ou le docteur Guillaume de Saint-Amour, ou le malicieux auteur du *Couronnement de Renard* ?

La misogynie de Jean ne lui est pas non plus particulière. La collection des textes où les femmes ont été prises à partie, pendant le XIIe et le XIIIe siècle, formerait des volumes, et l'on y trouve toutes les formes d'inspiration, satire générale et attaques personnelles, censure pesante et raillerie facétieuse, aigreur et jovialité, esprit et mauvais goût. Dans ce genre de littérature, parmi tant de poèmes moraux, de sermons, de fabliaux, d'exercices d'école, il est difficile de prétendre que

Jean de Meung ait apporté du nouveau. M. Ernest Langlois, parlant du personnage de la Vieille, dont il remarque que la première esquisse était chez Ovide, se risque à louer notre auteur d'en avoir fait un type bien supérieur au modèle, et il vante la peinture « vigoureuse, exacte et entièrement originale » de la passion que la ribaude décrépite a éprouvée en sa jeunesse pour un affreux vaurien. Mais, sur ce terrain spécial, Jean n'avait pas seulement Ovide pour prédécesseur : le personnage de la vieille entremetteuse avait été représenté bien des fois dans la littérature du moyen âge, et tous en connaissaient certains avatars célèbres sous les noms de Thessala, de Lusca, de Baucis, de Béroé, d'Hersent, et de bien d'autres. Et pour ce qui est du thème particulier de la femme qui préfère le ribaud qui la bat au beau « bacheler » courtois, il est bien vrai que Jean de Meung en a tiré un effet assez énergique ; mais, ici encore, on notera que c'était un lieu commun, qui se rencontre chez les moralistes, par exemple chez Guillaume le Normand, et qui a été traité avec vigueur dans le « dit » de *Chastie-Musart*.

C'est ainsi que, page à page, on retrouve dans le roman de Jean de Meung le souvenir de quelque lecture : une à une, à mesure qu'on avance et qu'on rattache à un texte connu cette idée, cette scène, cette invective, s'évanouissent les raisons de croire à l'originalité de l'auteur. Restera-t-il du moins, pour être sienne, l'idée centrale et dominante de son poème, cette conviction naturaliste et rationaliste qu'on s'accorde à reconnaître comme l'âme et la force essentielle de l'œuvre ? Au moment où Ampère, dans son analyse du roman, est arrivé à ce groupe de quelque cinq mille vers dont l'entrée en scène de Nature marque le commencement, il n'hésite pas à saluer comme une création entièrement personnelle cette sorte de traité où se développe « un système de philosophie matérialiste d'une hardiesse souvent incroyable ». Défalquons tout ce qui, dans ce passage de l'œuvre, n'est qu'apport secondaire, vues sur l'astronomie, la physique, la chimie, qui ne sont d'aucune façon des découvertes du poète : il reste, en effet, cette idée et ce mythe de la Nature toute-puissante, principe de la vie et source de la loi morale, qui est, — tout le monde en convient, — une conception de grande portée. Mais cette idée et ce mythe, Jean de Meung en est-il l'inventeur ?

Le naturalisme dont il s'est fait l'apôtre était, lorsqu'il

écrivait, très vieille chose en France. Les premiers germes s'en trouvent dans la philosophie de Jean Scot, qui vivait à l'époque de Charles le Chauve, et qui, travaillant sous l'influence des écrits du pseudo-Denys l'Aréopagite, avait reçu de l'écrivain grec et transmis à notre moyen âge l'esprit du néo-platonisme. Son livre des *Divisions de la nature* a été le premier effort tenté en Occident pour constituer une philosophie des choses indépendante de la théologie chrétienne, et, malgré les soupçons d'hérésie qu'il s'attirait, malgré son panthéisme latent, malgré une interprétation hardie et quelque peu cavalière des Écritures, il s'est imposé à toute la pensée médiévale avec l'autorité du génie : sa théorie des Idées essentielles, prototype de tous les êtres créés, constitue le noyau du système philosophique qui fut, au début du XIIe siècle, celui de toute l'école chartraine, celui de Bernard, le maître, celui de Guillaume de Conches, de Gilbert de la Porrée, de Thierry, de Jean de Salisbury, ses disciples plus ou moins fidèles ; et l'indépendance que, dans ce système, la raison conservait à l'égard de la foi, préparait à l'étude scientifique de la nature un terrain des plus fertiles.

Parmi de nombreux essais, inspirés par cette doctrine, pour reconstruire le monde, il en est un dont l'auteur, usant d'une large faculté poétique, a représenté les principes actifs de la création sous la forme d'êtres personnifiés : c'est le livre de l'*Univers*, composé par le tourangeau Bernard Silvestre, tableau pittoresque, où une imagination élégante a ranimé la pensée de Platon et d'Aristote et décrit brillamment la grande œuvre de la Nature travaillant sous l'autorité suprême de Dieu. L'ouvrage a obtenu un vif succès. Les conceptions abstraites des métaphysiciens, sous la forme mythique qu'elles y revêtaient, se sont répandues jusque chez les chansonniers et les romanciers, pour qui la notion de la Nature créatrice est devenue un lieu commun et qui, lorsqu'ils décrivent un être digne d'admiration, ne manquent point de noter que la Nature s'est surpassée en le formant ou que, cette fois-là, Dieu en personne, se substituant miraculeusement à elle, lui a voulu donner une leçon.

Jusque là l'idée, avec tout ce qu'elle contenait de hasardeux et de fragile, n'intéressait que la cosmologie et la métaphysique. Mais deux écrits, qui parurent presque simultanément aux environs de 1184, devaient lui conférer bientôt une puissance

active en la faisant passer du domaine de la spéculation théorique à celui de l'éthique.

Le premier, œuvre d'Alain de Lille et intitulé les *Plaintes de la Nature*, est le récit d'une vision. L'auteur, plongé dans une longue méditation sur les égarements des sodomites, voit apparaître à ses regards une femme majestueuse, dont le diadème reproduit les merveilles de la voûte céleste, le cercle de l'écliptique et les signes du zodiaque, les constellations et les planètes, dont la robe éblouissante porte brodée la représentation de tous les êtres créés, habitants de l'air, de l'onde et de la terre, au milieu d'une profusion de fleurs, et dont l'approche fait courir sur tout l'univers un frisson d'allégresse et de fête. C'est la Nature. Devant cette miraculeuse apparition l'auteur s'évanouit. Mais l'auguste personne le soutient de ses bras : « C'est moi ta créatrice », lui dit-elle, et elle daigne lui révéler selon quelles harmonies savantes elle a organisé l'être humain. Alors Alain, revenu de sa stupeur, sent son cœur s'emplir de gratitude et il adresse à la Nature un hymne de vénération. Puis, s'enhardissant à la mieux considérer, il découvre sur son beau visage les marques de la tristesse et de l'affliction. Il l'interroge, et elle lui apprend les raisons de son chagrin : c'est l'homme qui en est la cause, l'homme, son chef-d'œuvre, et qui pourtant, seul de ses créatures, se dérobe à ses lois et se plonge dans la corruption. Comment pourrait-elle supporter sans un noir chagrin la frénésie des Léda, des Pasiphaé, des Médée, des Narcisse, des Orphée, — les défaillances de Vénus, qu'elle avait chargée d'assurer la continuité des espèces, — l'ivresse, où l'on va chercher une volupté rendue plus rare par le mélange des roses et de l'hysope, — la bonne chère, qui égare les prélats eux-mêmes, et leur fait soumettre au martyre de préparations culinaires raffinées les saumons et les brochets, — l'avarice, devant laquelle toute vaillance, toute vertu s'efface, — et l'arrogance, et la jalousie, et l'adulation. Contre tant de vices l'auteur associe sa plainte à celle de la Nature. Or, pendant ce temps, les Vertus qui devraient servir de guides aux hommes, l'Hyménée, la Chasteté, la Tempérance, la Largesse et l'Humilité, se lamentent aussi de tous les affronts qui leur sont faits. La Nature ne peut plus résister à leur douleur. Elle convoque Génius, son chapelain, pour lancer un anathème impitoyable contre tous les manquements à sa loi.

Ainsi s'achève ce récit, où la marche des événements prête à plus d'une critique, mais où les développements philosophiques et moraux que relie l'intrigue, assez faible par elle-même, sont de très haute signification. Cette composition présente des ressemblances certaines avec la *Consolation* de Boèce, qui l'a inspirée en partie : le cadre, le jeu des entités personnifiées, une foi dans les idées qui va s'exaltant à large rythme et qui s'élève, par intervalles, comme emportée, de la forme prosaïque à la forme versifiée. Mais la différence est grande entre les deux œuvres, si l'on songe que là où l'enthousiasme du patrice romain se portait vers une sagesse directement émanée de Dieu, c'est la nature, qui, chez Alain de Lille, devient l'objet de l'adoration et le principe du bien. C'est à la nature que s'adresse, chez lui, tel hymne d'une piété égale à ceux qui célébraient la Vierge; c'est à elle qu'il voue l'ardente vénération que tant d'autres auteurs réservaient à la puissance et aux bienfaits du Christ. Bref, il substitue, en morale, la loi naturelle à la loi divine.

Le deuxième ouvrage où l'idée de Nature a pris un tour analogue est l'*Archithrenius* de Jean de Hanville. Il raconte les tribulations d'un jeune homme zélé, qui, fatigué du spectacle de la dépravation universelle, se met à quêter la sagesse à travers le monde, et qui, après avoir visité les terres diverses où règnent les divers abus, — terre de Vénus, terre de l'ambition, terre de la gloutonnerie, — arrive d'abord à Thulé, séjour des sages, puis à la cour de la Nature, conseillère suprême, qui lui donne pour épouse la Modération. Il y a des raisons de croire que ce poème a été composé en partie sous l'influence des *Plaintes de la Nature* d'Alain de Lille; et c'est pourquoi il n'y a pas lieu d'insister sur les idées qu'il renferme. Mais il est une nouveauté du moins par laquelle il se distingue : c'est d'avoir fait de Thulé l'antichambre de la vérité suprême, Thulé où réside le chœur des philosophes illustres et où Archithrenius recueille l'impérissable leçon de leurs vies et de leurs sentences : en sorte que trois livres du poème, sur neuf dont il se compose, constituent un véritable traité de morale sur les richesses et sur le mépris du monde, sur le luxe et sur l'importunité des grandeurs, sur la démence et sur la recherche de la gloire, sur tous les motifs de conduite des hommes, sans que cet enseignement prenne d'autre base que l'autorité respectée des Socrate et des Platon, des Démocrite et des Pythagore, des Cicéron et

des Sénèque, de tous ceux qui représentent à des degrés divers la raison et la sagesse antiques.

Jean de Meung connaissait les *Plaintes de la Nature* et l'*Archithrenius*. Au premier de ces ouvrages il doit cette théorie de la Nature dont Ampère le tenait pour le créateur. De l'autre, et de quelques écrits analogues, il tient cette habitude d'invoquer à chaque instant les propos ou l'exemple des anciens, où l'on a cru pouvoir reconnaître la marque d'un humanisme naissant. Et ainsi, que devient cette originalité d'attitude sur laquelle se fonde la gloire du poète ? Qu'on s'attache au détail ou à l'ensemble, l'œuvre de Jean apparaît comme le miroir, moins d'un génie individuel, que du génie d'une époque entière. De cette machine curieuse il n'a créé aucun ressort ; et spécialement le naturalisme, qui confère à son roman le plus certain de son intérêt, n'est pas sa découverte.

*
* *

Ce sont là d'importantes réserves sur les mérites de Jean de Meung ; et de fait, son grand succès auprès des lecteurs du xve et du xvie siècle a été, en partie, pour lui, un coup de chance. La curiosité passionnée qui s'est attachée à son œuvre s'explique non seulement par les éléments profonds de son génie, mais aussi par des circonstances fortuites et, qui mieux est, par quelques-uns de ses défauts eux-mêmes : un sans-gêne effronté et la rudesse de son goût. Si la délicate Christine de Pisan s'est indignée de ses médisances contre les femmes, et si elle a prêté plus d'attention aux siennes qu'à vingt autres pamphlets, ce n'était point qu'elles eussent plus de poids, mais seulement parce qu'elles se greffaient monstrueusement sur le joli roman de Guillaume de Lorris et qu'elles prenaient ainsi le caractère d'une insolente et provocante intrusion. Si plusieurs grands esprits ont adopté le roman de Jean de Meung, c'est précisément pour ces éléments dont il s'était invraisemblablement gonflé et boursouflé, pour ces « faits, dits et sentences » de toute espèce dont il foisonnait et qu'ils aimaient, mais dont Gerson n'avait pas eu tort de dire qu'ils faisaient de l'œuvre un « chaos », une « tour de Babel », un « brouet à l'allemande ».

On conçoit que le xvie siècle ait fait bon marché des défauts d'un poème dès l'instant qu'il découvrait en l'auteur un humaniste et un philosophe. Mais c'est ici même que peut paraître

l'excès d'un engouement dont Jean de Meung a bénéficié au détriment de ses prédécesseurs. De ses idées, on l'a vu, il n'en est guère qu'il n'ait dues à ses devanciers ; et son ardeur à dépouiller les auteurs de l'antiquité, où quelques-uns ont voulu voir le signe annonciateur de l'humanisme, comment la tenir pour autre chose qu'une érudition alors banale, déjà commune au XIIe siècle, et dont il ne s'est abreuvé qu'après tant d'autres? Ce qu'il a été, en somme, c'est, par la plupart de ses travaux, un traducteur : traducteur de Boèce, traducteur de Végèce, traducteur de Giraud de Barri, traducteur d'Aelred, traducteur des Lettres d'Héloïse et d'Abélard. Du *Roman de la Rose* lui-même on pourrait dire aussi qu'il est d'un traducteur, au sens étroit du mot en ce qui concerne beaucoup de ses parties, dans un sens plus large si l'on considère l'ensemble, en entendant par là qu'il a été, pour la postérité, le truchement de son siècle. Et quand les critiques de la Renaissance considérèrent comme seul digne de survivre au passé un poète qui n'avait été que l'un des représentants les plus typiques de son temps, ils ne purent le faire que par un mépris *a priori* de toute la littérature médiévale, qu'à vrai dire ils ne connaissaient plus.

La remarque ne vaut pas seulement pour Jean de Meung : elle s'applique à tout son siècle.

On se plaît d'ordinaire à admirer dans la littérature en langue française du XIIIe siècle une liberté d'allures que n'avait pas le siècle précédent : moins de délicatesse poétique, mais plus d'idées; moins d'imagination, mais plus de critique; une humeur frondeuse qui n'épargne personne, l'ardeur indiscrète d'un caractère raisonneur, la solidité, en même temps que la démarche un peu lourde, du bon sens bourgeois. Les intelligences se mettent alors à fermenter, curieuses, anxieuses de savoir ; elles s'attachent à l'étude des phénomènes naturels, dissertent sur le prince, jugent les prélats et les moines, apprennent à désapprouver, à s'inquiéter, à douter, à rêver d'un ordre de choses meilleur. Or, vers le même temps, la pensée qui s'exprime en latin est loin de manifester une aussi féconde activité : pliée à une discipline rigoureuse, enfermée dans les limites d'une jalouse orthodoxie, abandonnant les hautes spéculations et les questions vivantes pour les exercices d'une froide et stérile dialectique, elle cherche le vrai dans la fixité des doc-

trines et non plus dans le mouvement continu des forces spirituelles. Et quand on s'en tient à considérer cette époque en elle-même, on croit voir se dessiner l'image d'un peuple qui, donnant essor à sa raison naturelle et à ses facultés spontanées, tente d'échapper à l'étreinte d'une philosophie étroite et tyrannique.

Pourtant, cette idée d'une découverte des grandes lumières par le génie populaire doit être abandonnée. Il n'est pas une des notions, pas un des principes dont s'est nourrie la littérature française du XIIIe siècle, qui n'ait eu son origine dans la littérature latine du XIIe. Certes, il est exact que la littérature en français du XIIIe siècle est à la fois plus vivante que la littérature latine du même temps et plus affranchie que la littérature française du siècle précédent. Mais la comparaison ne doit pas être limitée à ces termes : il faut aussi juger la littérature française du XIIIe siècle par rapport à la littérature du XIIe en langue latine ; et l'on s'aperçoit aussitôt qu'en sa substance la plus riche, elle n'en est que le prolongement, la copie, et parfois la déformation. Littérature d'imagination, elle répète le XIIe siècle français, ses épopées, ses romans, ses chansons; littérature d'idées, par ses encyclopédies, ses pamphlets, ses traités, elle ne fait que traduire le XIIe siècle latin. Le grand siècle est le XIIe. Il domine tout le moyen âge de sa pensée jeune et créatrice. C'est à cette époque que les sept arts prennent leur plein épanouissement. Un souffle de renouveau passe sur les lettres et les sciences. Le culte rétabli de l'antiquité enflamme de zèle les poètes et les penseurs, et Pierre de Blois s'écrie, en parlant des maîtres d'autrefois : « Nous sommes comme des nains hissés sur les épaules de ces géants. » Une grande école d'écrivains, à qui d'ailleurs ne manque pas l'originalité, met son idéal à retrouver quelque chose du génie romain. L'étude des auteurs classiques, l'application à en saisir l'esprit ne sont pas le propre de Jean de Meung : quand il vénère les grands Anciens, il ne fait qu'embrasser une religion vieille d'un siècle et n'apporte comme élément nouveau qu'un pédantisme dont le souci d'art de ses prédécesseurs, mieux pénétrés de l'enseignement profond des modèles, eût rougi. On a vu en lui un précurseur de l'humanisme : les vrais humanistes du moyen âge, et les plus proches de ceux de la Renaissance, appartiennent au XIIe siècle ; il n'en est, lui, que le modeste héritier.

Leur poésie, si curieusement teintée de paganisme, où un métier un peu compliqué ne nuit pourtant pas à la vigueur, ne lui a pas paru indigne de son imitation ; et quant aux idées proprement philosophiques, ils les lui ont fournies d'une main libérale.

Qu'il s'agisse des sciences exactes ou des sciences de la nature, de dogmatisme ou d'ascétisme, de métaphysique ou de morale, le XIIe siècle abonde en grands noms. Largement ouvert aux influences rénovatrices des écoles grecque et arabe, il étonne par sa hardiesse. Un Adélard de Bath, un Gérard de Crémone, un Bernard Silvestre, un Abélard ont une information, une fantaisie, un sens critique qui ne reconnaissent d'autre loi que celle de leur curiosité. Un Guillaume de Conches explique la formation de l'univers avec une indifférence à l'égard des dogmes qui scandalisait en 1808 les rédacteurs de l'*Histoire littéraire de la France*. Et tous aussi indépendants dans l'ordre des choses morales que dans celui de la connaissance : un Jean de Salisbury, dans son *Polycraticus*, touche aux questions les plus délicates sans en réserver aucune : politique de l'Église, mœurs du temps, devoirs des classes dirigeantes; et qui veut mesurer jusqu'à quel degré de liberté peut être poussée la satire, n'a qu'à lire les poèmes de Gautier Map. Jean de Meung n'a pas dépassé la franchise audacieuse de ces grands esprits.

***

Les travaux de l'érudition moderne aboutiront-ils donc à ce résultat de précipiter de son socle une réputation glorieuse?

Ce n'est pas le cas.

Il ne peut, d'abord, venir à l'esprit de personne de refuser à Jean de Meung de rares dons d'écrivain. Le plus ardent de ses ennemis, Gerson, a reconnu qu'il n'avait pas son égal pour écrire le français; et il est certain que, si sa phrase manque de dessin, son expression surprend par la vigueur du relief et l'intensité de la couleur. Il a, pour servir ses idées et répondre aux besoins d'une conviction impétueuse, les ressources d'une riche et chaude imagination. On en doit convenir, ce médiocre artiste avait l'étoffe d'un grand poète. Cet iconoclaste des idoles courtoises a eu ses dieux à lui. Les grâces, les jeux, les ris ont excité son ironie sarcastique; mais son positivisme et son attachement aux réalités épaisses n'excluent pas une forme de poésie nouvelle : sa trivialité, avec des airs de défi, prend un

vol hardi qui n'est pas sans beauté, et il n'est pas le seul à qui une inspiration réaliste ait ouvert les régions du sublime.

Il n'a pas été un novateur et il ne faut pas oublier ce qu'il doit à ses devanciers. Mais la seule orientation de ses préférences intellectuelles, si nettes et si fermes, est une originalité. Il a pillé de droite et de gauche, sans discrétion, en apparence au hasard, en réalité avec un sentiment très sûr des parentés d'idées. Entre tant de livres qui s'offraient à son attention, il a opéré un choix qui, à lui seul, est déjà une œuvre. Il est allé tout droit à Ovide, à Boèce, à Abélard, à Jean de Salisbury, à Alain de Lille, à Gautier Map, c'est-à-dire aux auteurs qui, d'une façon ou de l'autre, s'étaient signalés par leur hardiesse; et en chacun d'eux il n'a pas manqué de recueillir tout justement les passages les plus piquants. N'aurait-il que réuni en faisceau les idées d'autrui, qu'il aurait largement contribué pour sa part à en accroître la puissance : de flammes éparses il a allumé un puissant foyer.

Mais il est, par surcroît, digne de remarque que chacun de ses emprunts particuliers s'est fait de manière à hausser d'un degré l'audace de ses modèles. Ovide ne pousse pas son impertinence à l'égard des femmes au delà du simple libertinage : Jean de Meung érige la misogynie en doctrine. Alain de Lille défend les droits de la nature contre les abus de la perversité individuelle : au nom de la nature, c'est toute une société, c'est toute la civilisation courtoise, que Jean de Meung bat en brèche. Guillaume de Saint-Amour attaque les ordres mendiants en raison de leurs progrès envahissants au sein de l'université parisienne : Jean de Meung, en reprenant la même cause, darde ses traits contre l'institution même des ordres religieux et spécialement contre le célibat monacal. Ainsi sa critique vise toujours plus loin que celle de ses devanciers, plus agressive, plus acérée, plus irritante. Est-ce maladresse d'un partisan excessif, chez qui ses inspirateurs n'eussent plus reconnu leurs idées et qu'ils eussent désavoué? Non pas; mais malice préméditée, qui exploite, en les forçant au besoin, les idées des grands auteurs au profit d'une morale déterminée, avec la même ingéniosité astucieuse qu'elle avait retourné le roman de Guillaume de Lorris. Admettons que Jean de Meung n'ait été qu'un vulgarisateur : vulgariser comme il l'a fait, était d'une audace presque révolutionnaire.

Et sans doute aussi se peut-il que ses convictions mêmes ne lui aient pas été personnelles, que son tour d'esprit soit le même qui s'épanouit dans une grande partie de la poésie en langue vulgaire du XIIIe siècle : il n'en est pas moins vrai que beaucoup de ses contemporains ont eu plaisir à retrouver leur façon de penser dans son livre comme dans un miroir fidèle, et le grand nombre des manuscrits de ce livre copiés, pendant le XIIIe et le XIVe siècle, suffit à en faire foi. Il a été historiquement le représentant le plus expressif de l'état d'esprit de cette bourgeoisie qui, après la décadence des grandes notions de chevalerie, de courtoisie et d'ascétisme religieux, sur lesquelles avait reposé la civilisation du XIIe siècle, essayait de mettre en équilibre, pour son usage, des principes nouveaux de foi et de conduite, et que la politique matérialiste de Philippe le Bel, succédant presque sans transition à l'idéalisme de saint Louis, invitait à pratiquer une morale en rapport avec celle de ses maîtres. Jean de Meung a été en relations avec Philippe le Bel ; il lui a dédié sa traduction de Boèce.

D'après une tradition d'ailleurs difficile à contrôler, il légua, quand il mourut, vers 1300, aux Jacobins dont il avait tant médit, à charge pour eux d'ensevelir son corps dans leur église, un lourd coffret, qu'on croyait plein de pièces de monnaie, et qui ne se trouva contenir que des feuillets d'ardoise : le trait, s'il est authentique, ne dut pas déplaire au roi. Si l'anecdote est apocryphe, il reste toujours le *Roman de la Rose*, que l'auteur avait écrit pour qu'on y trouvât « profit et délectation », et dont les enseignements ne furent pas perdus.

Le mouvement de pensée auquel il se rattachait eut beau être interrompu par l'effroyable crise de la guerre de Cent ans, le poème de Jean de Meung, qui avait été la première grande œuvre en langue française à porter vraiment des idées, a transmis aux hommes de la Renaissance la somme d'un effort de pensée qui ne résume pas tout le moyen âge, mais où s'aperçoit l'un des côtés les plus vivants de son génie. C'est un titre suffisant à la gloire.

EDMOND FARAL.

PAGES DE GLOIRE AU MAROC

III [1]

L'AFFAIRE DE TALEGHZA

Avec ses péripéties multiples et le bel exemple d'endurance qu'elle donne, l'affaire de Taleghza (2) restera célèbre dans l'histoire des postes encerclés.

Entre l'oued Amzez et l'oued Aoulaï, tous deux parallèles et affluents rive droite de l'Ouergha, se trouve un puissant massif montagneux, d'accès difficile. De l'est vers l'ouest, ses crêtes étaient tenues par les postes de Taleghza, de Bab-Cheraga et de l'Aoulaï. Importants à cause de leur situation, ces postes avaient des vues sur une grande partie du pays des Beni-Zeroual.

Plus élevé que ses voisins, — 600 mètres environ d'altitude, — le petit fort de Taleghza dominait un des passages fréquentés donnant accès vers Fez. C'est la raison qui le faisait spécialement convoiter par l'ennemi.

La position de Taleghza se composait d'un poste principal et de quatre blockhaus numérotés de 1 à 4, s'égrenant le long des pentes. Ces blockhaus couvraient la piste vers l'arrière (3).

Le poste principal était sous les ordres du capitaine Ancelot. Dans le blockhaus numéro 1 se trouvait le lieutenant Valli avec quatorze tirailleurs; le blockhaus numéro 4, un peu isolé de l'ensemble des autres ouvrages, était commandé par le sous-lieutenant Albet, avec trois caporaux et dix tirailleurs, tous

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juillet.

(2) Prononcer : *Talerza*.

(3) La position entière était tenue par la 11e compagnie du 13e tirailleur algérien, commandée par le lieutenant-colonel Michelin.

indigènes. Les deux autres blockhaus étaient tenus par des sous-officiers.

Telle était la situation quand, vers le 14 avril, le capitaine Ancelot remarque, dans les douars environnants, un va-et-vient inaccoutumé. D'abord, il croit à une effervescence passagère et qui s'apaisera de soi-même ; mais, bientôt, il lui faut se rendre compte que la menace est sérieuse.

Depuis le début des hostilités, un petit groupe d'indigènes avait l'habitude, chaque matin, de placer devant Taleghza une trentaine des siens qui montaient la garde durant la journée. Or, le 17, les indigènes ne peuvent parvenir jusqu'au poste. Le premier de tous nos fortins du front nord, Taleghza est encerclé. Des tranchées creusées pendant la nuit précédente par les Rifains le cernent de toutes parts et l'emplacement de ces tranchées a été si judicieusement choisi que leurs occupants empêchent les assiégés de tenter aucune sortie de ravitaillement.

« Nous ne possédions qu'une petite réserve d'eau, remarque le capitaine Ancelot, et je jugeai prudent de la rationner immédiatement. A chaque homme, il ne fut plus distribué que deux litres pour trois jours. » Peu de temps auparavant, le poste avait reçu un convoi de trente bœufs. La pénurie d'eau ne permit pas de les abreuver. L'une après l'autre, les bêtes moururent. Vite corrompues, ces nombreuses et encombrantes charognes dégageaient une odeur atroce, formaient un foyer de pestilence. Une nuit, on parvient à les pousser hors du poste : on les tire aussi loin que possible. Elles sont encore trop près ; leur infection continue d'emplir l'air.

En dépit des attaques incessantes, la position de Taleghza résiste avec vigueur. On n'a à déplorer que la perte du blockhaus numéro 3 qui tombe aux mains de l'ennemi ; mais ses défenseurs ont pu se replier sur le blockhaus numéro 2 ; ils emmènent leur chef qui a été blessé et emportent les mitrailleuses.

Cependant, chaque jour, la situation va s'aggravant. Sur les crêtes voisines, les postes d'Aïn-Leuh, d'Oued-Amzez, de Bab-Cheraga, d'Aoulaï, de Bibane, à leur tour sont encerclés. « Avec mes jumelles, écrit le capitaine Ancelot, je voyais les villages flamber loin derrière nous ; je me sentais complètement isolé. »

Plus de communications téléphoniques entre le poste principal et les blockhaus. Dès le premier jour, les Rifains ont coupé les lignes. Heureusement, la distance des blockhaus à l'ouvrage

principal n'excède pas huit cents mètres. Quand le capitaine a un ordre à donner, il vient au bord du mur d'enceinte et élève fortement la voix. D'un blockhaus à l'autre, « on fait passer... »

« Que dire de notre vie, pendant cette période? note le sous-lieutenant Albet. Elle fut celle de tous nos camarades encerclés. Nous avons connu la faim, la soif, l'excessive chaleur d'un soleil implacable, le manque de sommeil, l'angoisse, l'énervement d'attaques continuelles. »

Gonflés de leurs premiers succès, les Rifains venaient en clamer la nouvelle aux assiégés. Le blockhaus de l'Aou-laï était entre leurs mains; Bab-Cheraga était pris; bientôt, ce serait le tour de Taleghza. Les tirailleurs recevraient du « flouss », beaucoup de « flouss », du tabac, des vivres; ils seraient renvoyés dans leur pays, à condition de livrer leurs chefs, les roumis. La résistance serait punie d'affreuses représailles...

Promesses et menaces laissaient également insensibles ceux à qui elles s'adressaient. Jamais ces cœurs simples n'ont failli à leur devoir.

Un soir, le 11 mai, la garnison qui tient Taleghza est pleine d'allégresse. Dans la vallée crépusculaire de l'Ouergha, des points lumineux, révèlant le camp d'un groupe mobile, s'allument du côté d'Aïn-Aïcha. Nos soldats sont loin encore, à plus de 15 kilomètres, mais ils viennent. C'est la fin de la longue agonie, c'est la délivrance!... Hélas! le groupe mobile qui combat vaillamment et a déjà dégagé et ravitaillé les postes environnants doit renoncer à monter jusqu'à Taleghza. Trop de vies humaines seraient exposées dans la rude et périlleuse escalade de la montagne. Les assiégés devront agir par eux-mêmes.

Dans la nuit du 12 au 13 mai, un message optique lancé par le groupe mobile du colonel Freydenberg parvient au capitaine Ancelot : « Ravitaillons demain poste Oued-Amzez; profitez présence G. M. pour vous replier sur lui après avoir détruit munitions et matériel. »

Cet ordre, le capitaine le transmet aux blockhaus par la voix d'abord, puis par l'intermédiaire d'un sergent et d'un tirailleur volontaires qui parviennent à tromper la surveillance de l'adversaire. L'ordre communiqué disait :

« Rendez-vous, cette nuit, à une heure, à la source du blockhaus 4 pour regagner G. M. »

Le message optique lancé par le colonel Freydenberg au capitaine Ancelot fut-il intercepté par les Rifains ? Le capitaine ne le pense pas. Cependant des ennemis viennent sous les murs du poste le défier insolemment :

« Nous savons que tu dois sortir cette nuit; tu ne sortiras pas. »

Puisque ses projets sont éventés, le capitaine Ancelot en remet l'exécution. A la voix, il avertit les défenseurs des blockhaus. Le vent est violent. Ses paroles ne portent pas ou sont mal comprises. La nuit même, les commandants des blockhaus opèrent leur sortie.

A peine le lieutenant Valli a-t-il fait deux cents mètres qu'il est « accroché » par des partisans rifains. Ceux-ci essayent d'approcher la petite troupe, d'en venir au corps-à-corps. Le combat est acharné. Les Rifains sont nombreux. Parmi les nôtres, deux tirailleurs sont tués, trois sont blessés. Le lieutenant Valli est atteint d'une balle à la main droite et d'un éclat de grenade au genou gauche. « Nous avions des grenades et des V. B., dit-il ; nous pûmes nous dégager et continuer dans la bonne direction. »

L'ennemi ne lâche pas sa proie : « Il en sortait de partout. Criant et courant vers nous, ils voulaient nous empêcher de descendre vers l'oued Amzez. »

De profonds ravins creusent la montagne. Valli et ses hommes se jettent dans l'un d'eux. Là, ils connaissent quelques instants de répit et en profitent pour se panser. L'oued n'est plus qu'à cent mètres : parviendront-ils à le gagner ? Ils avancent entre les deux murailles rocheuses qui les abritent ; ils arrivent au débouché. Les partisans qui ont deviné leur manœuvre les attendent en nombre aux abords de la rivière. Un nouveau et bref combat s'engage. Les nôtres n'ont plus de munitions. Épuisés par 27 jours de privations et par leurs blessures, ils tombent entre les mains de l'ennemi (1).

(1) D'une lettre du lieutenant Valli, nous extrayons les passages suivants : « A peine étais-je entre les mains des partisans qu'ils me dépouillèrent de mes vêtements, m'arrachèrent mes chaussures; j'étais presque nu. Deux d'entre eux me frappaient avec leurs matraques et la crosse de leur fusil. Pendant deux jours, on nous laissa sans manger. La fièvre, la fatigue m'avaient complètement abattu, je refusai de marcher. Quelques instants plus tard, un convoi de mulets chargés d'obus qui nous avaient été enlevés vint à passer. Un de nos gardiens réquisitionna un mulet pour moi et pour mon fourrier Ferrat, qui avait le bras cassé par une

Pendant ce temps, le sous-lieutenant Albet a quitté le blockhaus numéro 4. Il guide ses tirailleurs vers le lieu du rendez-vous. D'invisibles guetteurs le poursuivent de balles heureusement mal ajustées. Il arrive à la source. Surprise cruelle. Elle est gardée. C'est une fusillade violente qui l'accueille. Deux tirailleurs sont tués net. Khéiani, l'ordonnance du lieutenant, est blessé au bras et à la cuisse.

En se dissimulant derrière les rochers, le petit détachement tente de se replier, non sans riposter, toutefois, au feu des Rifains : « Mes ordres criés en français sont entendus par nos adversaires, raconte le lieutenant Albet. Ils redoublent d'efforts. Un officier est là ; il faut s'en emparer. »

La poursuite commence. Les nôtres courent d'arbre en arbre, de rocher en rocher; quand ils sont à l'abri, une seconde ils s'arrêtent et tirent au jugé sur les noires silhouettes qu'ils devinent dans la pénombre ou sur le point d'où a jailli la lueur d'un coup de fusil.

Comme lieu de rassemblement, Albet a donné à ses tirailleurs, le blockhaus numéro 3. Son intention était de s'y réfugier, d'y attendre le capitaine Ancelot dont le détachement devait forcément passer là. Péniblement, la petite troupe arrive au blockhaus. Elle se croit sauvée. Une nouvelle et rude déception l'attend. Depuis quelques jours, le blockhaus a été anéanti. Albet l'ignorait.

Que faire? ses hommes sont épuisés. Pour leur donner le temps de souffler, Albet les rassemble, les dissimule dans le fond d'un oued desséché. Silencieusement, il les compte. Seuls, les deux morts manquent. Le croissant de la lune, à ce moment, disparaît derrière les nuages. Trompés par l'écho de leurs propres

balle. (Il est décédé le 23 mai 1925, des suites de sa blessure.) Après sept jours de marche d'ouest en est, nous sommes arrivés à Ajdir; notre état était pitoyable. Pour toute nourriture, nous avions reçu une kessera par jour (environ 300 grammes). Le soir même, je fus conduit à Abd-el-Krim, auquel je me plaignis des mauvais traitements que j'avais subis. Brusquement, il me répondit : « Je vous logerai avec les officiers espagnols et non avec vos « Algériens ». Les Roumis à part ». Dans la Kasbah où je me suis alors trouvé avec 27 officiers espagnols, j'ai cruellement souffert pendant des mois de la faim et de la soif. L'espace où nous étions enfermés était si restreint que l'on y suffoquait. C'était une souffrance de tous les instants. Plus tard, d'autres officiers français arrivèrent, on me mit avec eux; ce fut, pour moi, un grand réconfort moral. Mais jusqu'à l'arrivée de M. Parent, — en avril 1926, — qui nous apporta des vivres et des effets, l'on peut dire que nous avons manqué de tout. »

coups de feu, les partisans s'éloignent vers la gauche. Il en faut profiter. Les tirailleurs s'ébranlent. Le projet de leur chef était alors de gagner Bou-Touméï où il espérait trouver un poste français. En se dissimulant, les hommes suivent le creux d'un petit ravin.

Tout à coup, des hauteurs voisines, des voix à l'accent rauque les interpellent. Les ennemis les tiennent sous le feu de leurs fusils. Ils sont nombreux et dévalent les pentes. Un seul parti s'offre : fuir, fuir à toutes jambes. Albet en donne l'ordre. Lui-même exécute le mouvement et soutient ses hommes en tirant contre les Rifains. N'en pouvant plus, des tirailleurs tombent; d'autres sont mortellement frappés. Quand le lieutenant arrive aux bords de l'oued Beni-Zid, il n'a plus avec lui que deux des siens : Fortas et Khéiani, l'ordonnance blessé. Albet recharge son revolver. Longeant le lit desséché du ruisseau, les survivants essayent de distancer ceux qui les poursuivent. Ils voudraient courir, mais il sont exténués; ils trébuchent; le souffle leur manque et leur gorge est aride.

Le jour commence à poindre, le jour qui favorisera leur capture. Sur les crêtes s'étendent des bois d'orangers. Albet et ses hommes pensent s'y cacher. Ils gravissent les pentes. A la limite d'un champ de blé croît une haie épaisse. Comme des bêtes forcées, ils s'y jettent. Il était temps. Les ennemis sont proches. Leurs cris de forcenés se répercutent. La présence d'un officier, l'espoir de s'en emparer les surexcitent.

Les habitants du douar près duquel sont cachés les malheureux commencent de vaquer à leurs occupations. Un sentier longe le buisson où ils sont blottis. « A travers les branches, nous distinguions les indigènes qui fouillaient les bois voisins. Tantôt ils se rapprochaient, tantôt ils s'éloignaient. Un vieillard qui s'était assis tout près de nous, sur une pierre, semblait diriger leurs recherches. »

Matinée d'angoisse où, à chaque minute, les malheureux croient qu'ils vont être pris. Vers midi, les indigènes découragés rentrent au douar. Tout danger immédiat est éloigné.

Albet peut s'occuper de son ordonnance Khéiani. La culotte collée à la plaie de la cuisse a arrêté l'hémorragie; mais le bras blessé est pendant; on le met en écharpe à l'aide d'une bande molletière. Un peu soulagé, Khéiani s'endort. Fortas et le lieutenant veillent. Les mitrailleuses des postes de Bou-Touméï et de

Bou-Hadi font entendre leur tac-tac. Albet en conclut que ces postes sont encerclés. Il faut renoncer à joindre l'un d'eux. Sur les crêtes, on aperçoit des guetteurs ennemis. Ils sont armés d'un fusil; les relèves ont lieu à intervalles réguliers. Albet se sent pris comme dans un filet dont les mailles peuvent à tout moment se refermer sur lui. Va-t-il s'abandonner à un découragement qu'expliqueraient et excuseraient son excessive lassitude et les déprimantes émotions qu'il a subies? Ce serait mal connaître l'âme d'un chef français. Admirons, dans celle-ci, la mâle énergie et la ténacité.

Le jeune homme décide d'attendre la nuit. Alors, profitant de l'obscurité, il tentera de gagner Kelaa-des-Sless. L'après-midi commence : « Que ses heures nous ont paru longues! La chaleur est intolérable. Il nous faut garder une immobilité absolue. La soif nous dévore. » Les indigènes ont repris leurs allées et venues le long du sentier; des troupeaux viennent paître; dressées sur leurs pattes de derrière comme sur deux piquets, quelques chèvres arrachent une brindille au buisson et de leurs longs yeux d'or regardent ceux qui sont tapis là. Deux avions passent dans le ciel; au bruit du moteur, bêtes et gens se cachent épouvantés. Nos hommes connaissent quelques instants de répit.

Lente à venir, la nuit monte enfin vers les hauteurs. Toutes les crêtes sont garnies de sentinelles. Comment tromper leur vigilance? Albet s'attache son revolver au poignet. Fortas arme son mousqueton. On éveille le blessé. Silencieusement, les trois hommes quittent leur abri; ils rampent, essayant de se rapprocher des guetteurs, de passer inaperçus entre leurs lignes. Vaine tentative. Leur mouvement a été vu. Un cri d'alarme est poussé; mais au lieu des coups de fusil qu'il s'attend à recevoir, Albet a la stupeur infinie de voir les sentinelles courir vers le douar. Sans doute, ont-elles cru à une attaque du village; elles se réunissent afin de le défendre : « Miraculeusement, une fois de plus, nous étions sauvés; le passage était libre. » Rapidement, nos hommes franchissent la crête et s'éloignent. Comme point de direction, le jeune chef a pris le djebel Messaoud dont on distingue la masse sombre dans le lointain; derrière se trouve Kelaa-des-Sless. Pour ne pas faire de bruit, tous trois se déchaussent; les ronces, les pierres déchirent leurs pieds, mais ils ont une chance de plus de se sauver.

Courageusement, ils marchent. Depuis près de trente-six heures, ils n'ont rien bu, rien mangé. Afin de tromper la faim, ils mâchent quelques grains de blé arrachés au passage. Mais Khéiani, que ses blessures épuisent, refuse d'aller plus loin. Il faut le soutenir, le traîner. Lui supplie qu'on l'abandonne. « Mon âme était pleine de pitié, dira Albet; pourtant, à plusieurs reprises, je dus le menacer de mon revolver pour le forcer à nous suivre. A tout prix, je voulais le sauver. »

Que d'anxiétés au cours de cette marche! Parfois, les fugitifs arrivaient près d'un douar. Aussitôt, les chiens aboyaient. Cruels comme des lions dont ils ont la fauve couleur, maigres d'une faim jamais assouvie, les chiens berbères sont les gardiens redoutables des villages indigènes. Pour leur donner le temps de s'apaiser, les trois hommes restaient un moment immobiles; puis, prudemment, ils rebroussaient chemin. Que de longs détours pour éviter les pistes, les sentiers! Pour ne point traverser les clairières sur lesquelles rayonne la lune, pour s'éloigner d'une sentinelle, soudain nettement profilée, « nous allions les yeux et les oreilles constamment attentifs; nous n'avancions que lentement, inquiets d'une surprise toujours possible ».

A plusieurs reprises, Albet croit qu'il a perdu la bonne direction. Un mouvement de terrain cache le Messaoud. Quand le poste de Taleghza s'est trouvé encerclé, le jeune sous-lieutenant ne faisait que d'y arriver; il a contre lui de mal connaître la région.

Il était environ trois heures du matin, lorsque dans la plaine, brillantes sous la clarté lunaire, les eaux de l'Ouergha découvrent leur large ruban. Nos hommes descendent vers lui. Leur désir serait de passer la rivière avant l'aube; mais les gués sont gardés. Au bord de la berge, les guetteurs sont groupés par couples: à toute minute, on entend le cri par lequel, mutuellement, ils s'excitent à la vigilance. Un trou s'offre recouvert de broussailles : soûls de fatigue, les trois hommes s'y laissent tomber. On se tromperait fort en pensant qu'ils sont au bout de leur aventure. Le hasard, une fois encore, les a fait échouer près d'un douar. Durant la journée c'est un défilé incessant de bêtes et d'indigènes. Les petits bergers sont si près qu'on entend nettement leurs voix puériles et parfois rieuses. Les gens du village vont puiser l'eau à l'Ouergha. Aucune confusion. Ils marchent en colonnes. Des ordres, évidemment, ont été donnés

et sont suivis rigoureusement. Jusqu'où s'étend la dissidence? Kelaa-des-Sless n'est-il pas lui aussi encerclé?

A mesure que le soleil monte, les souffrances des malheureux vont croissant. La faim et plus encore l'horrible soif les torturent. La fièvre qui brûle Khéiani emplit son cerveau de visions. Le moindre bruit, le moindre mouvement peuvent le trahir, lui et ses compagnons; sans cesse, il parle, il s'agite!

A dix heures du soir seulement, Albet et les tirailleurs sortent de leur cachette. Ils marchent la faim au ventre et la soif dans la gorge. Au cours de la journée, le lieutenant a pu se rendre compte des points où sont les guetteurs. La rivière, il va tenter de la franchir entre deux gués assez éloignés l'un de l'autre et qu'il a soigneusement repérés. La descente jusqu'à l'oued est pénible. Il faut aller pieds nus et en se défilant.

Les fugitifs qui utilisent le lit d'un torrent desséché n'avancent qu'avec une extrême lenteur; de gros rochers leur barrent le passage, les contraignent à d'épuisants détours. Khéiani se traîne. L'Ouergha devant eux roule ses flots. L'eau! L'eau fraîche! L'eau abondante!

Les trois hommes boivent à longs traits.

Cependant la traversée de la rivière préoccupe grandement le lieutenant. Les deux tirailleurs ne savent pas nager. Il leur recommande de le laisser avancer le premier, de ne le suivre qu'avec prudence. La chance les favorise. A l'endroit le plus profond, l'eau ne leur monte qu'à hauteur d'épaule. Ils abordent sur l'autre rive, et à travers de grands champs de blé dont les tiges les dissimulent, ils parviennent au pied du Messaoud.

Une piste, celle d'Ouled-Ali-Kelaa-des-Sless, contourne la montagne; mais elle est certainement gardée. Il faut entreprendre l'ascension du Djebel. Rude tâche, et qui semble insensée pour des hommes dont les forces sont à bout. Que ne peut la volonté? La pente est abrupte et hérissée; cependant Albet et ses hommes arrivent près du sommet. Des bruits de pas les font se retourner. On ne distingue pas ceux qui viennent, mais comment se tromper sur leur race au claquement bien caractéristique du talon des babouches retombant sur le sol? Les fugitifs ont été entendus. « C'était inévitable, dit Albet. Des cailloux, à tout instant, roulaient sous nos pieds. »

Les trois hommes se hâtent. Ceux qui les ont éventés s'attachent à leurs pas : « J'avais résolu, raconte Albet, de m'arrêter

au sommet et d'observer, pendant la journée, les abords de Kelaa-des-Sless, afin de les gagner dès le crépuscule ; je ne le pouvais plus. Sans doute, nous aurions pu attendre les indigènes qui nous poursuivaient, mais le bruit de la lutte aurait attiré d'autres combattants. Cela nous aurait perdus. »

Une dure nécessité s'impose : retourner en arrière. Les dévalements gravis au prix de tant d'efforts, il les faut redescendre. L'obscurité contribue à rendre l'entreprise périlleuse. Les malheureux glissent, tombent, se relèvent, tombent à nouveau. Khéiani gémit douloureusement. Sur la crête, les indigènes se sont arrêtés. Quelle que soit leur hardiesse, ils n'osent pas tenter une descente à pic, et ils hésitent à tirer, ne sachant pas à qui ils ont à faire.

Meurtris, mais non découragés, les infortunés arrivent au bas du massif montagneux. Le jour n'est pas encore venu ; cependant ils s'arrêtent dans un champ de blé. Ils sont exténués. Près d'eux, un douar dort paisible ; à l'est, d'autres villages sont la proie du feu ; dans l'obscurité on distingue l'éclat rouge des flammes. Que se passe-t-il ? Trempés par les eaux du fleuve, glacés par le brouillard nocturne, les trois hommes grelottent. Le jour naît. « Je ne voyais rien, dit Albet, à cause de la brume ; je ne pouvais distinguer Kelaa-des-Sless ; pourtant, nous ne devions pas en être loin. Allions-nous échouer près du but ? » Les nerfs à vif, il guette. Soudain, — il était à peu près huit heures du matin, — une sonnerie de clairon retentit ; elle vient de l'ouest. Les deux tirailleurs se sont levés. Ils veulent courir vers leurs camarades. Non sans peine, leur chef les retient, leur explique qu'à cause du brouillard, ils risquent de donner dans un gros de Rifains, de rencontrer des sentinelles. Il faut attendre.

Le soleil boit la brume. Fous de joie, les trois hommes aperçoivent les troupes du groupe Colombat qui descendent les pentes de l'Ourtzagh ; elles franchissent l'Ouergha : elles se dirigent vers Kelaa-des-Sless.

Toute fatigue est soudain oubliée : « Nous courons à travers les champs de blé ; nous arrivons ainsi sans être vus, non loin d'une section du 61e régiment de tirailleurs marocains placée en flanc-garde. Nous nous faisons reconnaître. Quelques minutes après, nous étions au milieu des nôtres (1) ».

(1) Khéiani, soigné immédiatement, a pu guérir. Six mois plus tard, il était de

Retournons au poste de Taleghza où commande le capitaine Ancelot.

Le colonel Freydenberg ignore que le capitaine n'a pu exécuter l'ordre d'évacuation qu'il lui a donné. Au matin du 13 mai, des avions qui accompagnent le groupe mobile survolent Taleghza et, le croyant occupé par l'ennemi, laissent tomber leurs bombes. La nécessité de partir s'impose. Ce qui n'a pu être fait la nuit précédente, avec le secours de l'obscurité, il faut le tenter à l'éclatante lumière du jour.

Le rassemblement a lieu sans tarder. Au moment où la compagnie opère sa sortie, l'artillerie française, par bonheur, déclenche un tir sur les tranchées ennemies. Les indigènes se terrent ; le mouvement des nôtres n'est point aperçu. Sans être inquiétés, ils peuvent faire un demi-kilomètre ; mais le tir de l'artillerie cesse ; aussitôt la petite troupe est repérée. Les Rifains se lancent à sa poursuite.

L'oued est à plus de trois kilomètres. Pourra-t-on l'atteindre? Le terrain est mauvais ; il faut dévaler des pentes, en monter d'autres. Les blessés suivent difficilement. L'un d'eux, un Breton, Lair, est particulièrement atteint. Deux heures avant l'évacuation, une balle lui a traversé le bras. Affaibli par la perte de sang et par la souffrance, il s'affaisse à tout moment. Aidé d'un tirailleur, le capitaine Ancelot relève le blessé, le soutient, l'aide à repartir sous le feu des poursuivants.

L'ennemi gagne du terrain. Les balles crépitent. Nous avons des tués, des blessés. Les survivants continuent d'avancer. L'oued, maintenant, est proche. Les nôtres se croient sauvés. Faux espoir. Ils se heurtent à une bande de Rifains. Traqués de tous côtés, visés de toutes parts, les tirailleurs font front. Passer l'oued, ils ne l'espèrent plus; mais, quand tout est perdu, il reste à défendre chèrement sa vie.

Cependant, l'acharnée résistance de nos « Algériens » a ébranlé l'ennemi ; il fléchit. Le capitaine Ancelot en profite. Brusquement, il entraîne ses hommes dans les fourrés qui bordent l'oued Amzez. La manœuvre réussit. Déconcertés par

retour au bataillon et recommençait à se battre. A plus d'un an d'intervalle, le hasard a ramené à Taleghza le lieutenant Albet: « Je suis retourné, écrit-il, y faire un pèlerinage. Je n'y ai trouvé que des ruines... Nos adversaires d'hier nous regardaient, indifférents en apparence, Certains m'ayant reconnu vinrent vite m'affirmer qu'ils étaient innocents... »

l'extrême promptitude du mouvement, les Rifains hésitent un instant; c'est à notre tour de gagner du terrain. Les « mangeurs de kesseras » s'en rendent comptent et, pleins de rage, s'avisent d'un moyen dont la barbarie reporte l'esprit à l'époque de Jugurtha; ils déchaînent leurs chiens. Ivres de sang, les bêtes s'élancent en rafales avec de grands abois d'une furie tragique.

Pour ne pas être mis en pièces, les nôtres se jettent dans l'oued. De la rive, des coups de fusil sonnent et l'eau se met à jaillir sous les balles. Chaque tête est une cible facile. Bien des hommes sont atteints et partent à la dérive. De la voix, du geste, le capitaine Ancelot encourage les autres. Quelques-uns seulement atteignent la berge opposée. Son escarpement couleur d'ocre jaune s'élève à pic. Il le faut gravir sous le claquement des balles. Lair, le blessé, n'y pourrait parvenir, mais son capitaine le soutient, le porte, le traîne. Cependant, à cause de son képi, Ancelot est spécialement visé; il reçoit une balle dans sa coiffure, une autre lui arrache une patte d'épaule, une troisième fait sauter le talon de son soulier. Avec son revolver et chargé du blessé, il ne cesse de riposter.

Parvenue au sommet, la petite troupe aperçoit les soldats du groupe mobile : « Nous reprenons courage pour un dernier effort; nos poursuivants, voyant qu'ils se rapprochent des lignes françaises, n'osent plus avancer; nous nous sentons enfin hors de danger. »

Ils le sont en effet. Mais que de pertes à déplorer ! Le lieutenant Valli est prisonnier. Le sous-lieutenant Albet n'a survécu qu'avec deux de ses hommes; du détachement qui tenait le poste principal, il ne reste que le capitaine Ancelot et huit tirailleurs dont plusieurs sont grièvement blessés.

HENRIETTE CELARIÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Espagne commit une erreur, nous l'avons montré dans la précédente chronique, en associant ses revendications sur Tanger et sa candidature à un siège permanent au Conseil de la Société des nations. La question de Tanger n'est pas internationale; proposer la réunion d'une conférence qui aurait précédé l'assemblée de Genève (qui s'est ouverte le 6 septembre), c'était la porter sur le terrain international et il fallait s'attendre à l'opposition formelle de la France. Par une série d'accords, la France s'est entendue avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne pour affranchir le Maroc de toute hypothèque étrangère; elle en a évincé l'Allemagne par le traité de Versailles; il se peut que certaines puissances croient avoir intérêt à réintroduire l'élément international au Maroc par la porte de Tanger; mais la France ne s'y prêtera pas, le statut de Tanger étant réglé par ses conventions avec le Maroc, l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre. L'acte d'Algésiras n'intervient ici en rien.

Le gouvernement du roi Alphonse XIII s'est rendu compte qu'il faisait fausse route. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères du 30 août s'efforçait de remettre les choses au point : « l'Espagne, maintenait-il, considère que la solution définitive du problème de Tanger serait l'incorporation de la dite ville et de sa zone extérieure à la zone espagnole de protectorat au Maroc, à laquelle elle se trouve étroitement liée et sans laquelle il lui manque des éléments de vie propre »; mais il déclarait : « A aucun moment le gouvernement espagnol n'a suggéré qu'un mandat lui fût confié par la Société des nations qu'il estime étrangère au problème. » Voilà un point acquis. Mais la note de M. Yanguas parle aussi du cas où « l'incorporation serait agréée par les nations signataires qui ont adhéré ou qui sont invitées à adhérer au statut de Tanger ». C'est une autre façon, et non moins pernicieuse, de revenir à une

procédure internationale. Le règlement de 1923, auquel ont adhéré plusieurs puissances et auquel d'autres sont invitées à adhérer (l'Italie par exemple), ne concerne nullement la question de la souveraineté à Tanger ou du protectorat, mais seulement l'administration intérieure de la zone. Il n'appartient donc ni aux puissances qui l'ont accepté, ni encore moins à celles qui l'ont rejeté, de reviser le statut juridique de Tanger; s'il doit être modifié, ce ne peut être que d'un commun accord entre le Maroc, la France, l'Espagne, l'Angleterre; et encore cette dernière n'a-t-elle son mot à dire que dans la mesure où elle est intéressée à la démilitarisation de Tanger et de sa banlieue.

Les réponses du Quai d'Orsay et du Foreign Office à la note espagnole ont été remises à Saint-Sébastien le même jour ; elles sont conçues dans le même esprit ; elles refusent de remettre en question le statut de Tanger; elles rejettent l'idée d'une conférence, sans exclure la possibilité de donner plus tard des satisfactions à l'Espagne (1). Nous espérons que M. Briand n'a pas laissé passer l'occasion de faire comprendre au gouvernement espagnol combien peu amical fut son procédé à notre égard. Nos lecteurs se souviennent avec quelle satisfaction nous avons salué le renouveau d'amitié franco-espagnole qu'une étroite collaboration et une héroïque fraternité d'armes faisaient fleurir; nous avons approuvé que, dans l'accord de Paris, qui suivit la capitulation d'Abd-el-Krim, la France ait accédé à peu près à tous les désirs de Madrid. Comment aurait-on pu imaginer que, quelques jours après avoir quitté Paris, le général Primo de Rivera soulèverait, sans prévenir le gouvernement français, la question de Tanger, dont il n'avait pas dit un mot durant son séjour? Comment aurait-on cru que le ministre des Affaires étrangères poserait le problème sur le terrain le plus manifestement défavorable à son pays et dans des conditions qui rendaient son succès impossible? M. Yanguas a ajouté à ses fautes la vague menace, si Tanger n'était pas incorporé à la zone espagnole de protectorat, d'abandonner le Maroc. Libre au gouvernement espagnol de faire après la victoire ce qu'il n'a pas fait avant, mais la France ne tolérera pas que se reforme dans la zone rifaine un Maroc insoumis et elle n'hésiterait pas, si l'Espagne s'en allait, à prendre sa place. Une telle opération, si elle devenait nécessaire, ne rouvrirait pas la question marocaine, car les accords de 1902, 1904, 1912, avec l'Angleterre et l'Italie, sont valables pour tous les

(1) Les insuccès diplomatiques du gouvernement espagnol ne paraissent avoir qu'un lien indirect avec les troubles politiques sur lesquels nous reviendrons.

cas, aussi bien au Maroc qu'en Égypte et en Tripolitaine. Nous espérons que, tout cela, M. Briand l'a dit avec force. Le jour où l'Espagne voudra sérieusement obtenir des avantages nouveaux à Tanger, c'est avec la France qu'elle devra négocier, l'Angleterre étant tenue au courant, et il s'agira d'un marché, car il est prouvé une fois de plus qu'en diplomatie amitié n'est que duperie.

Tanger, en face de Gibraltar et des côtes d'Espagne, à la porte de la Méditerranée, enclavé dans la zone espagnole d'un Maroc où les intérêts français sont prépondérants, est un brandon de discorde. Qui donc a cru avoir intérêt à l'agiter? Qui a inspiré cette subite résolution du gouvernement espagnol? Une grande partie de la presse anglaise n'hésite pas à mettre en cause M. Mussolini. La coïncidence du brûlot de Tanger et du traité d'amitié italo-espagnol du 7 août est en effet troublante. La diplomatie italienne cherche depuis longtemps à se réintroduire dans les affaires marocaines, bien qu'elle y ait par trois fois renoncé et la proposition d'une conférence internationale pourrait provenir de son initiative. D'autre part, M. Mussolini ne passe pas pour très favorable à la Société des nations et l'idée machiavélique d'acculer l'Espagne à faire sécession en l'incitant à lier les satisfactions qu'elle demande à Tanger avec la question du siège permanent qu'elle postule, pourrait être d'invention italienne. Toute la presse libérale et socialisante de Grande-Bretagne, toujours malveillante à l'égard de M. Mussolini, le proclame; elle discerne dans l'accord du 7 août la formation d'une alliance méditerranéenne contre la France; l'Italie et l'Espagne chercheraient à agrandir à nos dépens leurs domaines dans l'Afrique du Nord et à dominer d'un commun accord dans la Méditerranée. Le *Daily Telegraph*, qui prend souvent ses inspirations au Foreign Office, se réjouit et rapproche l'accord italo-espagnol de l'accord anglo-italien relatif à l'Abyssinie. Le *Times*, faisant allusion aux « frictions » qui peuvent survenir entre la France et l'Italie dans l'Afrique du Nord, insinue que l'appui de l'Espagne serait utile à la diplomatie italienne et déclare: « Il existe aujourd'hui une situation nouvelle dans la Méditerranée. »

Retenons cette parole. A qui fera-t-on croire que, s'il existe « une situation nouvelle dans la Méditerranée », l'Amirauté ait toléré que le gouvernement britannique s'en désintéressât ou qu'elle ne fût pas à l'avantage de l'Angleterre? Voyons les faits. La disparition d'Abd-el-Krim, l'entente cordiale des armées et des gouvernements français et espagnol au Maroc pouvaient créer, dans la Méditerranée occidentale, un état de choses nouveau; l'Angleterre, qui voit de loin, s'est émue

et a pris ses précautions ; elle a manœuvré pour prévenir l'entente latine. L'Empire français de l'Afrique du Nord alarme les Anglais; ils ne seraient pas fâchés qu'une partie passât aux mains plus faibles de l'Espagne et une autre à celles de l'Italie. M. T. Layton le laisse entendre dans l'*Economist*. Telles sont les conclusions que mon excellent confrère M. Jacques Bardoux donnait le 1er septembre dans *le Temps* et ce sont aussi les nôtres. L'Angleterre a promis son appui à l'Espagne pour Tanger, à l'Italie pour l'Abyssinie. Tout découle de l'entretien de Rapallo.

Mais si tout cela est vrai, — et il nous plairait d'être démenti, — comment juger la politique du Foreign Office? Si l'Angleterre estime que l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne n'ont pas assez de colonies, n'en a-t-elle pas, elle-même, beaucoup plus que nous à leur offrir? Que dire même de l'habileté de cette politique qui met aujourd'hui sir Austen Chamberlain dans l'obligation de rejeter la demande espagnole que peut-être il a encouragée? Que penser encore des manœuvres de Rome et de Madrid, qui se font les instruments de la politique de Londres? Et quelle est cette nouvelle diplomatie qui paraît ignorer les traités et les droits acquis? L'esprit de Locarno nous conduit-il à je ne sais quel égalitarisme international où les États plus forts devraient se dépouiller au profit des plus faibles, les victorieux au profit des vaincus, sous le contrôle de l'Empire britannique intact et dominateur? M. Briand, dans un esprit de paix et d'entente, a fait beaucoup de concessions; il peut voir où elles le conduisent. S'il veut sauver l'entente cordiale, il est temps qu'il parle à Londres le langage qui sera entendu. S'il veut sauver l'entente latine, il est temps qu'il fasse entendre à qui de droit que nos colonies ne sont pas à vendre, ni nos droits à prendre. Si, enfin, il veut préparer un rapprochement avec l'Allemagne, il est temps qu'il s'avise qu'il n'y parviendra jamais par le chemin des abdications. Nous redoutons, pour M. Briand, la trompeuse cordialité des entretiens de Genève. Que de fautes auraient été évitées si les ministres restaient dans leur cabinet et chargeaient les diplomates de négocier !

L'Allemagne est admise dans la Société des nations et reçoit un siège permanent au conseil. Elle bénéficie seule de ce privilège, parce qu'elle s'est opposée à ce que l'Espagne, le Brésil et la Pologne en profitassent également. Elle a posé ses conditions et les autres les ont subies; elle n'a pas voulu arriver à Genève dans une fournée, mais seule, comme les triomphateurs. Autant nous étions à l'aise tout à l'heure pour critiquer la politique espagnole à Tanger,

autant nous reconnaissons qu'à Genève la demande de l'Espagne était fondée; elle a rendu à la Société des nations, depuis les origines, les plus signalés services, notamment par l'esprit de conciliation et les initiatives heureuses de M. Quiñones de Leon. Elle avait reçu de sir Austen Chamberlain de formelles promesses, que le vent qui souffle de Berlin a emportées. Peut-être même devrait-on chercher dans les regrets du chef du Foreign Office l'une des origines de l'affaire de Tanger. Pour n'avoir pas soutenu jusqu'au bout les candidatures de l'Espagne et de la Pologne, M. Briand n'a qu'une excuse, qui n'en est pas une, c'est qu'il se serait trouvé seul. Du moins a-t-il cherché et réussi à trouver et à faire accepter une formule compliquée, mais qui a le mérite d'assurer à la Pologne un siège semi-permanent par voie de réélection triennale. Le Brésil s'était mis lui-même hors de cause. Mais l'Espagne est restée intransigeante, malgré les pressantes instances des gouvernements britannique et français. Au Conseil, dont la session s'est ouverte le 2, on a couvert l'Espagne de fleurs, mais c'est l'Allemagne qui encaisse les profits.

Avant même que M. Stresemann fût admis à siéger, la presse allemande esquissait une manœuvre et donnait un coup de sonde pour savoir jusqu'où irait le renoncement des grandes puissances. La *Tægliche Rundschau*, organe de M. Stresemann, écrivait, le 1er septembre, que l'Allemagne, une fois entrée dans la Société des nations, aurait les mains complètement libres et que, par conséquent, « il est encore prématuré de dire que la Pologne fera partie, dans tous les cas, des États dont la rééligibilité sera décidée à la prochaine réunion de l'Assemblée ». Or l'Allemagne a pris à ce sujet, tant au cours des entretiens de M. Gauss, jurisconsulte de la Wilhelmstrasse, avec sir Cecil Hurst et M. Fromageot, que dans les conférences de la « commission des sièges » réunie le 31 août à Genève, où le même M. Gauss la représentait, des engagements formels ; il est significatif qu'elle cherche déjà à s'en dégager. Le même journal, qui reflète les idées du ministre des Affaires étrangères, publiait quelques jours plus tôt un article qui a été très remarqué et qui le mérite à plus d'un titre. L'Allemagne se plaint : « les espérances que nous avons cultivées après Locarno ont été déçues à plusieurs égards. On n'a souvent pas tenu les promesses qui nous avaient été faites, en prétextant qu'elles ne pourraient être réalisées qu'après notre entrée à Genève... De notre entrée dans la Société des nations il résultera des obligations morales, non seulement pour nous, mais aussi pour les autres puissances. Nous ne pouvons pas concevoir, par exemple,

que l'Angleterre considère comme conforme à son honneur de ne pas exécuter les promesses qui nous ont été faites au sujet de l'occupation rhénane. La France également, après avoir reçu, par le traité de Locarno et notre entrée dans la Société des nations, les sûretés auxquelles M. Briand aspirait, ne pourra faire croire à aucune puissance du monde que le maintien de l'occupation est nécessaire à sa sécurité. »

Il faut tirer au clair, une fois pour toutes, ces « promesses » que M. Briand et sir Austen Chamberlain auraient faites à MM. Luther et Stresemann. S'ils n'en ont fait aucune, qu'ils le disent. S'ils en ont fait, qu'ils l'avouent et battent leur coulpe. La France n'a pas à connaître les promesses que ses élus n'ont pas ratifiées ; les engagements, plus ou moins précis, que M. Briand aurait pu prendre ne regardent que lui et n'engagent nullement le gouvernement. Il a été entendu, et de longues négociations avec l'Angleterre ont abouti à des déclarations formelles à ce sujet, que le traité de Locarno confirmait, renforçait, mais n'affaiblissait ni ne modifiait sur aucun point le traité de Versailles. A plus forte raison, des promesses orales de M. Briand, à supposer qu'elles soient authentiques, ne sauraient modifier le texte des traités. « L'esprit de Locarno », dont on abuse étrangement, ne modifie, lui non plus, ni les textes, ni le droit; il signifie simplement que les traités pourront être appliqués avec bienveillance, avec une réciproque volonté d'accord, et, en cas de dissentiment, par l'arbitrage. Voilà tout. L'occupation de tout ou partie de la rive gauche du Rhin est une garantie non seulement de sécurité, mais aussi d'exécution de tous les articles du traité de paix, notamment des réparations. Si l'article de la *Tægliche Rundschau* décèle l'esprit du gouvernement du Reich au moment où il entre dans la Société des nations, il s'y prépare quelques déboires, et il ménage à l'institution elle-même des séances agitées. Les beaux jours de Genève sont finis. Dans son discours au Congrès catholique de Breslau, le chancelier Marx disait : « L'entente franco-allemande est une des conditions nécessaires à une pacification durable de l'Europe. » Nous en demeurons d'accord, mais une telle entente n'est possible que dans le respect absolu et la complète exécution des traités. Il est nécessaire que la France et ses anciens alliés, — et, s'il le faut, la France toute seule, — en donne à l'Allemagne le sentiment très précis. « L'esprit de Locarno » n'empêche pas que toute la jeunesse allemande est élevée dans le culte de la revanche et la haine de la France. Toute politique de faiblesse de notre part va contre son but et renforce le nationalisme germanique.

Le grave incident du *Lotus* nous montre à quel point cette vérité d'expérience s'applique à l'égard de la Turquie. De concessions en abdications, nous en arrivons à ne plus même obtenir que la liberté de nos nationaux soit respectée. Le paquebot *Lotus* ayant, par accident et sans qu'il y ait aucune faute professionnelle, coulé, hors des eaux territoriales turques, un bateau turc, et des sujets turcs ayant péri dans l'accident, les autorités ottomanes ont attiré, sous prétexte de renseignements, l'officier qui commandait au moment de l'accident, l'ont arrêté, le retiennent depuis plus d'un mois en prison, une prison turque! et, contrairement à tous les principes du droit des gens, prétendent le juger. Si le gouvernement d'Angora avait voulu prouver que les Alliés ont commis une imprudence en renonçant sans garanties aux anciennes Capitulations, il n'aurait pu mieux réussir. Nous voilà revenus aux temps lointains où négociants, marins et missionnaires étaient l'objet des avanies, c'est le sens propre et originel du mot, des sujets du Grand Seigneur et où il fallut, pour leur assurer des garanties, obtenir, tant par force que par amitié, des Capitulations. Si la Turquie veut être traitée comme un État civilisé, il faut qu'elle se soumette aux règles de droit admises par tous les États civilisés; la nouvelle législation turque ne saurait prévaloir contre des règles universellement admises, ou bien la Turquie se mettra d'elle-même au ban des nations et toutes relations avec elle seront impossibles. On pend beaucoup, dans la Turquie nouvelle, on pend trop ; on pend pour des chapeaux, on pend des adversaires politiques pour des complots dont la preuve ne paraît pas très bien établie. Ainsi viennent de disparaître les derniers chefs du parti Union et Progrès, parmi eux l'ancien ministre des finances, Djavid bey, et le docteur Nazim, qui fut le théoricien du nationalisme turc. Ces hommes firent partie du gouvernement ou du parti qui jeta la Turquie dans la grande guerre, et il ne nous appartient pas de nous immiscer dans les affaires intérieures de l'État turc. Mais, dès qu'il s'agit d'un citoyen français innocent de tout crime, et détenu contre tout droit, la faiblesse serait coupable et dangereuse. On est d'accord, paraît-il, pour soumettre le cas à un arbitrage, mais, en attendant, malgré les pressantes démarches du gouvernement français, le lieutenant Desmons est toujours en prison, et c'est inadmissible. On ne respecte que les nations qui savent se faire respecter.

Depuis quelques mois, derrière le voile qui nous cache à demi les convulsions intérieures de la Russie, une lutte politique très serrée,

très âpre, se poursuit ; l'avenir de l'évolution de la Russie et des partis révolutionnaires en Europe en dépend. Il s'agit d'un retour offensif, jusqu'ici infructueux, de l'esprit de violence révolutionnaire le plus intransigeant ; c'est, toutes différences gardées, une sorte de 18 Fructidor. Il est difficile aux étrangers d'en comprendre les phases, tant les institutions et les idées sont éloignées de celles de l'Occident : essayons cependant, en nous référant à la chronique du 1er février.

Un régime soviétique n'est pas forcément un régime communiste. Le mot soviet, en lui-même, n'a rien de révolutionnaire ni de socialiste, puisqu'il signifie : assemblée. Le gouvernement soviétique est une hiérarchie d'assemblées qui représentent l'organe législatif et qui n'exercent d'ailleurs qu'une ombre de pouvoir. Le gouvernement de la Russie pourrait cesser d'être communiste et même socialiste, tout en restant soviétique. L'esprit et les hommes de la IIIe Internationale remplissent le gouvernement de l'U. R. S. S. (Union des républiques socialistes soviétiques). Le jour où s'accomplirait le divorce entre l'U. R. S. S. et la IIIe Internationale, une grande phase historique de la Révolution russe serait close. Entre ces deux organismes, la conjonction s'opère par le Bureau politique ou comité directeur du parti communiste russe. Ce *Politbureau* exerce une autorité pratiquement absolue sur les destinées de l'U. R. S. S. et sur l'action extérieure de l'Internationale communiste ; il dispose donc d'un pouvoir formidable ; il met les ressources de la Russie au service de la conquête communiste au dehors, et réciproquement il met la propagande communiste au service des intérêts russes ; il est le centre moteur, le cerveau.

Depuis la mort de Lénine qui, lui, centralisait en sa personne la direction de la IIIe internationale et celle du gouvernement de l'U. R. S. S., un même personnage n'a plus cumulé les deux fonctions qui ont été dévolues, la première à Zinovief, la seconde à Staline. Ces deux hommes représentent deux tendances nettement distinctes et qui, de plus en plus, s'opposent. Les uns, développant les principes de la N. E. P. (nouvelle politique économique), inaugurée par Lénine lui-même, reviennent peu à peu à une sorte de capitalisme d'État et même à la libre initiative des capitaux privés. Les autres ne peuvent se résigner à l'enrichissement des paysans et des commerçants ; ils voient en tout homme qui gagne de l'argent et qui en épargne un exploiteur, un ennemi de cette « classe ouvrière », entendue au sens le plus étroit, à qui seule sont réservés l'exercice et les profits du pouvoir. Staline, Boukharine et leurs partisans entendent appuyer

le gouvernement de l'U. R. S. S. sur les paysans, fût-ce sur cette classe de paysans enrichis que l'on appelle les *Koulaki*; Zinovief, Kamenef et les autres « camarades » voudraient renouveler contre cette bourgeoisie en formation le coup de force de 1917 et les proscriptions. Le communisme se meurt, le capitalisme renaît et triomphe : tel est le thème général de la minorité agissante qui constitue l'opposition à la faction qui détient actuellement le pouvoir. L'un de ces minoritaires, Piatakof, vice-président du Conseil supérieur économique, proposait, dans un rapport présenté au congrès du parti communiste, en juillet, de vendre très cher aux paysans les objets manufacturés par les usines russes afin de les obliger à sortir toutes leurs économies et à ne pas laisser se former un capital nouveau. Même en Russie, la terreur communiste n'a pas réussi à tuer l'esprit d'épargne du paysan. « Six cents millions de roubles, déplorait-il, ont été capitalisés par la masse depuis un an. C'est intolérable ; il faut que l'État fasse rendre gorge aux paysans. » Et il déplorait qu'il subsistât des industries de luxe, « par exemple l'industrie électrique ». Ce groupe d'opposition ne se contente pas de parler, il agit. Il a fait une précieuse recrue, Trotzky, qui, traqué il y a quelques mois par Zinovief et consorts, est devenu leur allié ; redoutable chef d'opposition, conspirateur expérimenté, dangereux par son influence sur une partie de l'Armée rouge, il paraît avoir, avec ses camarades, préparé et inspiré les troubles récents sur l'importance desquels nous n'avons que des renseignements incomplets et incertains.

Aux plaintes de Piatakof, le 20 juillet, une voix vibrante s'éleva pour répondre, celle de Dzerjinski. De pareils revirements, l'histoire des révolutions est remplie. Dzerjinski, l'ancien chef de la *Tcheka*, le plus atroce peut-être et le plus souillé de sang innocent des terroristes russes, faisait entendre les paroles d'un tardif mais vigoureux bon sens : « Il faut mettre fin à une démagogie stupide, destructive, stérilisante... Que m'importe que des gens s'enrichissent si ces gens sont utiles, s'ils contribuent par leur activité au bien-être des masses... ! Parce que cent millions de paysans ont économisé 600 millions de roubles, nous allons peut-être lancer des expéditions militaires au fond des campagnes. Vous qui prétendez faire le bonheur des masses, vous osez vous lamenter parce qu'un paysan s'est permis d'économiser six roubles dans son année de travail !... J'aime mieux que des commerçants gagnent de l'argent et que les prix soient plus bas. » Puis, faisant le procès du monopole du commerce

des céréales par l'État, il montrait le prix du blé plus élevé que partout ailleurs, l'ouvrier plus malheureux et il concluait : « Vous êtes, avec vos principes, les artisans de la misère, de la vie chère, de l'effroyable pénurie de toutes les marchandises. Assez de démagogie ! Au travail. » Deux heures après cette dramatique séance, Dzerjinski tombait mort, terrassé par une angine de poitrine. Mais le gouvernement, soutenu par la majorité, agissait avec vigueur, coupait court aux tentatives d'insurrection, rétablissait l'ordre et, s'attaquant aux chefs, destituait Zinovief du *Politbureau*. Ainsi s'accentuait la scission entre le gouvernement de l'U. R. S. S. et la IIIe Internationale. Au Bureau politique, dont nous avons dit l'importance, à l'exception de Trotzky, il ne restait plus que des partisans résolus de la majorité gouvernementale. Le chef de la IIIe Internationale cessait d'en faire partie ; ses amis ont été éloignés des postes où ils pouvaient être dangereux, Lachevitch de l'armée, un autre de la marine.

Les deux factions ne sont pas séparées seulement par des nuances. Zinovief, comme Trotzky, est un juif ; homme d'argent, jouisseur, débauché, il est méprisé même de ses camarades bolchévistes ; il est le type de ces révolutionnaires cosmopolites, profiteurs, pour qui le pays qu'ils ont adopté n'est qu'un instrument pour leur fortune, un champ d'expérience pour leur millénarisme social. Staline, Boukharine, Rykof et leurs amis sont au contraire des Russes ou des Géorgiens préoccupés des destinées de la Russie et de la misère des Russes ; la tendance qui l'emporte avec eux est moins internationale, plus russe. Leur force vient du sentiment de la masse russe ; il est par trop contre nature que 500 000 communistes gouvernent, terrorisent et ruinent 130 millions d'individus, que seuls, sous le prétexte souvent faux qu'ils sont ouvriers, ils aient des droits, le reste n'ayant que le devoir d'obéissance. Les élections aux Soviets ruraux qui ont eu lieu l'hiver dernier et qui furent un peu plus libres que les précédentes, portaient sur 51 500 conseils ; la proportion des élus « sans parti » a été de 90, 1 pour 100, contre seulement 9,9 pour 100 de communistes. L'étiquette de « sans parti » est la seule qu'il soit loisible à l'opposition d'adopter, les partis autres que le parti communiste n'ayant pas droit à l'existence. *Le Temps*, qui nous donne ces précisions, en souligne avec raison la signification et la portée. Dès qu'une ombre de liberté a été laissée au peuple russe, il en a profité pour manifester son aversion pour un régime de sang et de ruine. La chute de Zinovief est la conséquence, le signe d'une profonde transformation intérieure. La

« vieille garde » bolchéviste, celle qui a « milité » sous le Tsar et pris part à la révolution de 1917, ne compte plus que 8500 membres; les autres sont des ralliés du succès. Le petit état-major fidèle à la pure doctrine communiste marxiste peut encore tramer des complots, il ne réussira plus dans son audacieuse tentative pour identifier le peuple russe avec la révolution bolchéviste. La disgrâce de Zinovief, l'échec de la tentative révolutionnaire ourdie par sa faction, la condamnation de sa politique par la conférence plénière du Comité central du parti communiste à la suite de l'attaque de Dzerjinski, ne sont pas seulement des épisodes dramatiques; ils marquent la fin de ce que l'on a appelé le communisme militaire; quant au communisme économique, son absurdité foncière, son caractère antinaturel et antiscientifique, ne lui permettront pas de survivre longtemps à l'emploi de la force et de la terreur.

La crise intérieure d'un parti qui prétend représenter toute la Russie laborieuse et qui la gouverne despotiquement depuis neuf ans ne peut manquer d'avoir des conséquences considérables non seulement pour l'U. R. S. S. mais pour l'Europe entière, car c'est en Russie que la IIIe Internationale a trouvé son foyer d'élection et ses moyens de propagande. Qu'il s'agisse d'agitation dans les Balkans ou de grève en Angleterre, du succès des troupes de Canton sur les forces d'Ou-Peï-fou ou de la longue résistance d'Abd-el-Krim, dans tout ce qui trouble la paix et l'ordre en Europe on trouve la trace des intrigues et de l'or de l'Internationale de Moscou qui, elle-même, serait presque inoffensive si elle ne disposait des ressources et des forces de la Russie. Les partis communistes de tous les pays reçoivent de la IIIe Internationale le mot d'ordre et les subsides nécessaires à leur propagande; le divorce définitif de la Russie et du communisme, ou tout au moins la transformation interne du communisme, les priverait de leur solide appui et de leurs ressources. On ne peut pas affirmer que ce divorce soit désormais un fait accompli, il y faudra le concours du temps; mais un schisme irrémédiable parmi les dirigeants de l'Internationale de Moscou divise et affaiblit l'offensive communiste contre les sociétés capitalistes : pour les cinq parties du monde, c'est un gage de paix sociale et de paix internationale.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

MÉMOIRES

DE LA

REINE HORTENSE

PUBLIÉS PAR LE PRINCE NAPOLÉON

VI [1]

LE ROI DE ROME

VIE NOUVELLE

Le voyage de Fontainebleau était fini (2). Ma mère était de retour à la Malmaison, et moi établie dans mon hôtel à Paris et pour la première fois maîtresse d'arranger ma vie selon mes goûts. Ma maison venait d'être formée de nouveau et montée avec toute la grandeur de ma position. L'Empereur l'ordonnait ainsi et, avec raison, il voulait que les revenus des princes fussent employés tout entiers et qu'ils retournassent au peuple comme à la source d'où ils provenaient. Mme la comtesse de Caulaincourt, mère du duc de Vicence, était ma dame d'honneur. Elle m'avait vu naître et m'était sincèrement attachée. J'avais conservé la dame hollandaise qui m'avait suivie (3) et mes anciennes dames et officiers français. M. de Marmol fut attaché à mes enfants, et l'abbé Bertrand à ma chapelle. Mme de Broc était venue demeurer avec moi : son vif chagrin avait fait place à une douce mélancolie, sa tendresse

Copyright by Plon-Nourrit et Cie, 1926.

(1) Voir la *Revue* du 16 juin 1926 et les numéros suivants.

(2) La Cour revint aux Tuileries le 16 novembre 1810.

(3) Mme de Lesné Harel de Kessel, née de Bosset.

pour moi semblait remplir son cœur, et moi, également occupée de mon amie, je ne pensais qu'à retrouver un homme aussi digne d'elle que celui qu'elle avait perdu. Mes yeux se portèrent sur M. de P... (1) que j'avais fait nommer écuyer auprès de ma mère, dont la fortune était immense et dont le caractère m'avait paru charmant. Mais il fallait du temps et surtout la précaution de cacher mes idées à Adèle.

La vie sédentaire aurait seule convenu à ma santé toujours mauvaise, et j'étais forcée d'aller quelquefois le soir chez l'Empereur et tous les dimanches au dîner de famille qu'il donnait. Je n'étais pas moins fatiguée de mes fréquents voyages à la Malmaison et de cette foule d'indifférents que j'y rencontrais, pour lesquels je n'avais plus la force de faire aucun frais. Aussi tout mon plaisir était de rester chez moi. J'évitais les cercles, les concerts, le spectacle, et j'avais formé une société dont on parla bientôt. Toutes les personnes en étaient distinguées par leur grâce, leur esprit et leur bonne réputation. J'avais fait une liste fort limitée qui m'attira quelques ennemis. Tout ce qui était reçu à la Cour avait la prétention d'y être porté et cela m'eût été difficile, à moi qui ne voulais que repos et douce conversation.

Le matin, personne n'était admis chez moi. Je dessinais avec Adèle ; je dînais seule ou quelquefois avec elle, et le soir, entourée de mes enfants, je recevais à huit heures les personnes inscrites sur ma liste. On faisait de la musique, on jouait au billard : une grande table ronde au milieu du salon (2) procurait à chacun l'occupation qui lui convenait. Les dames travaillaient ou causaient ; on prenait du thé à dix heures, et bien souvent minuit ou une heure du matin venait arrêter une discussion animée qui se serait prolongée fort avant dans la nuit sans la faible santé de la maîtresse de la maison. J'avais eu beaucoup de peine à persuader à mes officiers de ne pas rester debout comme sous les armes, et de prendre part aux agréments de la société. Je voulais que mon intérieur ressemblât à une

(1) M. de Pourtalès. — Il épousa en novembre 1811 Mlle de Castellane-Norante.

(2) Je fus la première en France qui établit dans son salon une table ronde pour pouvoir travailler ou s'occuper le soir comme on le fait à la campagne. Les maîtresses de maison françaises étaient autrefois placées auprès de la cheminée ; toutes les dames étaient en cercle, les hommes debout au milieu d'elles, et une conversation où chacun faisait briller son esprit était la seule occupation de la soirée. (*Note de la reine Hortense.*)

réunion de famille où le bon ton règne toujours, et où une gaieté paisible n'exclut pas le respect dû à celle qui la préside.

J'étais si bien parvenue à composer un salon comme je l'entendais et comme il n'en existait plus beaucoup, qu'il eut une réputation que j'étais loin de désirer. Malgré mes grands cercles et mes bals, l'ambition de chacun était de venir à mes petites soirées. Mes belles-sœurs me critiquèrent beaucoup de recevoir les hommes en frac. Je craignis même le mécontentement de l'Empereur, s'il en était instruit. Il me dit simplement un jour : « On assure que vous avez un bureau d'esprit chez vous. — Comme il faut qu'on parle toujours de nous, lui répondis-je, j'aime autant cette réputation-là qu'une autre », et il ne fut plus question de rien. Cette société devait me plaire sous plus d'un rapport. Je me disais avec satisfaction : « Aujourd'hui, ce sont des connaissances; dans dix ans, ce seront des amis; la calomnie ne m'atteindra plus; j'aurai au moins des défenseurs. On peut m'approcher à présent, me juger, et si je procure quelque agrément, j'aurai en retour de l'affection. Que me faut-il davantage ? »

L'EMPEREUR ET SA COUR

Quant à la Cour de l'Empereur, elle était sérieuse et grave; elle manquait même de cette délicatesse de manières, de cette urbanité qui est le premier degré de la galanterie française. Un jeune homme osait peu s'approcher d'une femme : il aurait craint de se faire remarquer par la plus petite prévenance, et il aurait pu lui nuire en effet. La Cour se composait de tant de partis différents que la plus grande réserve y était nécessaire. Les femmes, en général, y avaient une tenue remarquable, de la noblesse, de la dignité, même un peu de roideur, de la timidité sans gaucherie. Jamais un éclat de voix, et si l'on n'y trouvait pas l'aisance, l'esprit et les grâces des Sévigné, des La Fayette, les agréments du temps où le désir de plaire était la principale affaire de chacun, on y voyait des vertus solides, l'assiduité de l'amour maternel et tous les devoirs qu'il impose, le sacrifice facile des plaisirs aux soins les plus sérieux et, pour les affaires d'intérêt, une surveillance non moins habile que celle des maris occupés dans les camps, enfin tous les talents, la musique, la peinture, la danse, le chant, portés au plus haut

degré de perfection. Mais on se serait moqué d'une femme qui aurait fait des vers ou bien se serait mêlée de politique. Cela convenait à l'Empereur qui trouvait misérable ce temps où des femmes avaient quelque influence sur les gouvernements. Que de fois a-t-il répété à ma mère et à moi, sur une simple réflexion ou sur la demande d'une place pour quelque protégé : « Allons, nous allons tomber en quenouille, et moi je ferai de la tapisserie ! »

L'Empereur était si sévère pour les mœurs qu'il renvoya souvent à l'armée des jeunes gens pour des attentions trop marquées auprès de quelque dame, dont le ménage aurait pu en être troublé. Il était surtout fort jaloux de la réputation des dames de sa Cour et des femmes de ses généraux, mais il y nuisait souvent en voulant la protéger, car on parlait ouvertement de la cause de ces départs précipités, et la méchanceté alla jusqu'à lui supposer un intérêt personnel, ce qui n'a jamais été vrai. Il était seulement bien aise d'effrayer celle qui aurait pu s'oublier un instant. Il me dit une fois : « Je suis sûr que les jeunes gens n'osent jamais vous approcher. Ils ont peur de moi. » Et cette idée lui plaisait.

C'était avec intention qu'il voulait que sa Cour fût sévère plutôt qu'agréable. Un jour que la reine de Naples racontait à l'Impératrice ma mère une soirée passée au bal masqué et les choses spirituelles qu'elle y avait dites, l'Empereur l'interrompit avec impatience : « Autrefois, tout cela pouvait être charmant. A présent cela n'est plus convenable. Une princesse doit donner l'exemple et marcher avec son siècle. Nous ne sommes plus au temps des choses aimables et frivoles. Il ne faut que du grave et du sérieux. »

Cependant, dans son intérieur, il était quelquefois fort gai, surtout du temps de ma mère. Il lui disait mille folies à l'oreille, et, s'il croyait que j'avais pu les entendre et que j'en étais embarrassée, il éclatait de rire à en avoir les larmes aux yeux. Dans un de ces moments où il parlait de ses anciens succès près des dames, il me dit devant ma mère : « Je n'ai jamais rencontré de cruelles. — C'est que vous ne vous êtes jamais adressé qu'à celles qui ne l'étaient pas », lui répondis-je. Il se mit à rire, me tira l'oreille à me faire crier et dit à ma mère : « Entends-tu ta fille comme elle me traite? Elle croit que j'ai toujours été vieux. »

Je l'ai toujours vu plus grave avec sa nouvelle épouse, mais plus doux et plus complaisant. Il l'engageait souvent à jouir des plaisirs de son âge. « Si tu aimes à danser, disait-il, fais venir de la musique. Va voir passer les masques, va visiter des manufactures, des établissements publics. — Non, répliquait l'Impératrice, à moins que tu ne viennes avec moi. — Mais je n'ai pas le temps, répondait l'Empereur. Va avec Hortense, ta présence fera plaisir aux Parisiens. — Non, je préfère rester. » Et tout finissait là. Si elle se faisait attendre pour le dîner, il la recevait en disant : « Ah ! je vois, c'est que vous vous êtes faite belle », et, souvent, pour une chose aussi indifférente que d'attendre quelques minutes, il avait montré beaucoup d'humeur à ma mère.

Un jour de grand cercle où nous étions toutes couvertes de diamants, après nous avoir fait compliment de notre parure, il se regarda dans la glace avec son petit habit de la Garde, et dit en se retournant : « Il faut avoir bien de l'amour-propre pour être mis aussi simplement. »

Il enchantait tout ce qui l'entourait lorsqu'il se laissait aller à sa bonhomie. Jamais on ne se serait douté, à le voir ainsi, que c'était le même homme qui faisait trembler l'Europe et celui dont la grandeur naturelle nous imposait tant à nous-mêmes ainsi qu'à toute sa Cour. Il ne montrait jamais dans le monde qu'un visage sérieux. On l'imitait, car, où il se trouvait, il attirait tous les regards et absorbait toutes les attentions. Chacun attendait un mot de lui, et j'ai vu des hommes, aux soirées de l'Impératrice, refuser de s'asseoir à une table de jeu avec de jeunes dames aimables et jolies, dans l'espoir que l'Empereur, qui aimait quelquefois à causer avec ceux qui restaient inoccupés dans le salon, pourrait leur adresser la parole, et ils préféraient rester debout à l'attendre.

Quand l'Empereur était disposé à la conversation, il n'était pas de question importante sur laquelle il ne jetât un nouveau jour. Il ne reculait devant l'expression d'aucune idée politique. Il dit un jour en présence de personnes de la Cour groupées autour de lui : « Je n'ai jamais pensé à ramener les Bourbons. Ils n'auraient pu faire le bonheur de la France pour deux raisons : la nation leur avait fait trop de mal pour avoir confiance en eux, et jamais il n'aurait été en leur pouvoir de contenter les prétentions de ceux qu'ils auraient ramenés à leur

suite. Il fallait un homme nouveau, assez étranger aux excès de la Révolution pour réunir tous les partis, et assez fort pour en conserver tous les avantages. »

Je crois qu'il n'y eut pas de Cour où les mœurs furent aussi pures qu'à celle de l'Empereur, et cependant peu de Cours furent aussi calomniées, ce qui peut s'expliquer facilement. Quelques républicains, fâchés de l'élévation brillante de beaucoup des leurs, cherchaient par le sarcasme à flétrir les rangs élevés qu'ils avaient dédaignés. L'ancienne noblesse, charmée de retrouver tous les usages attachés à une Cour, conservait cependant un peu de dédain pour la noblesse nouvelle et un peu de jalousie de tant de gloire. Comme il fallait se faire pardonner le plaisir qu'elle prenait à l'éclat et à la magnificence de la représentation, de retour chez les vieux parents restés fidèles, elle critiquait, plaisantait, comme pour s'excuser par quelque raillerie de la faiblesse de partager tant de brillants honneurs. Que de démarches faites pour être placé et que l'on expliquait par ces mots : *J'ai été forcé*, ce qui a fait dire à M. de Talleyrand : « J'ai une liste de gens qui demandent à être forcés. »

La police du duc de Rovigo a nui beaucoup aussi aux dames de la Cour. Son prédécesseur, Fouché, ne nuisait qu'à l'Empereur en lui faisant exiler quelques personnes du faubourg Saint-Germain loin de Paris. Lorsqu'on venait se plaindre à lui, il semblait tout ignorer, se rejetait sur la vivacité de l'Empereur, sur l'existence de mille autres polices dont il ne pouvait répondre, et promettait de trouver un moment favorable pour faire cesser l'exil. Plus tard, en effet, et selon qu'il lui convenait, il priait l'Empereur de rétracter l'ordre que lui-même avait sollicité, se donnant toute la gloire et laissant tout l'odieux à son souverain. Il se faisait ainsi des créatures, mais il ne s'inquiétait nullement des bruits de salon ou des petites intrigues de société.

Le duc de Rovigo, au contraire, ne semblait occupé qu'à recueillir les moindres détails de la vie de chacun. Il faisait sa police lui-même, voulait être le confident de toutes les dames, les brouillait entre elles, racontait des histoires vraies ou fausses, faisait des visites toute la matinée et si, dans une promenade au bois de Boulogne, une femme environnée de ses enfants, de ses amis, parlait à un homme et qu'elle aperçût le duc de Rovigo, elle se croyait perdue. Toutes nos jeunes dames

le fuyaient et prétendaient qu'il les compromettait par calcul, pour faire oublier celle qui lui tenait de près et que le monde attaquait vivement (1).

Le duc de Rovigo pouvait avoir de l'esprit, de la bravoure, du dévouement à son souverain et d'autres qualités, mais une vertu solide est seule capable de préserver de la corruption au milieu de ce gouffre de la police. Quel droit ne s'arroge-t-on pas, quand on se croit le droit d'épier le secret des autres, et que respectera-t-on, lorsqu'on ne respecte pas l'intérieur des familles? Si la tranquillité des États autorise ces violations jusqu'à un certain point, que la pureté de l'homme rassure au moins sur la nature de ses actes, que son caractère soit une garantie pour la société que le pouvoir lui livre! Aussi l'Empereur, en donnant à M. Lavalette la direction des Postes, lui avait-il dit : « Je vous confie cette place comme au plus honnête homme que je connaisse », et jamais M. Lavalette n'inspira d'inquiétude.

Savary, estimé comme aide de camp de l'Empereur, ne le fut pas comme ministre. Que l'Empereur désirât connaître ce qui se passait à sa Cour et surtout dans sa famille, rien de plus simple, mais son ministre n'avait pas le droit de faire part à d'autres de ses soupçons ou de ses certitudes. Je n'ai pas eu lieu de me plaindre de lui. Je n'en ai reçu au contraire que des marques de considération et d'estime. Mais il n'aimait pas les sœurs de l'Empereur, et il a dû leur faire grand tort en racontant sur leur intérieur mille histoires vraies ou fausses dont personne n'avait pu être témoin, et que chacun répétait d'après lui.

Je persiste donc à dire, malgré tous les libelles, que jamais Cour ne fut plus pure et même plus sévère que celle de l'Empereur. Tout s'y passait en réceptions. Malgré les grands cercles dans les grands appartements, il y avait deux fois par semaine, chez l'Impératrice, spectacle ou concert sur un petit théâtre. La réunion des premiers talents n'en ôtait pas le froid et le cérémonieux. Les plaisirs étaient si gênés qu'ils en devenaient tristes. Chez ma mère, au contraire, dans sa retraite de la Malmaison, tout était gracieux et bienveillant. La dignité n'empêchait pas l'aisance ; les jeunes personnes remplies de talents dont elle s'était entourée, outre ses dames du Palais,

(1) Allusion à la liaison de Savary avec Mme Du Cayla.

répandaient sur les soirées du charme, de la gaieté. On y accourait encore malgré l'éloignement et quoiqu'il n'y eût plus de grâces à obtenir.

Le ton qui distinguait les hommes à cette époque, sans être aussi galant, aussi complimenteur qu'on nous le peint dans les siècles passés, s'était sans doute perfectionné depuis l'établissement de l'Empire, puisqu'il était sans prétentions, franc et poli. J'avais vu, au commencement du Consulat, tous ces jeunes républicains à la tête haute, avec l'air de ne pas vouloir de supérieurs. J'avais vu depuis de jeunes nobles aux manières méprisantes, avec l'air de ne pas vouloir d'égaux. Tous s'étaient formés aux usages du temps, et tous y avaient gagné. A entendre les critiques de la ville, il semble que la Cour ne puisse se passer de courtisans et de flatteurs. C'est la mode de prodiguer ces épithètes aux personnes qui y sont appelées. Je conçois que, sous un roi faible, chacun aspire au titre de favori et puisse y arriver par quelque bassesse. Je conçois encore que, même sous un roi fort, l'homme qui parvient à la confiance du prince soit poursuivi du nom de courtisan, si l'intérêt lui fait préférer la louange à la vérité. Mais un palais qui réunit les personnes les mieux élevées n'est pas différent d'une maison de bonne compagnie, excepté que, dans l'un, c'est la tradition des convenances qui fait la loi, et, dans l'autre, c'est le bon goût de la maîtresse de la maison. Combien de jeunes gens qui, par la crainte du ridicule attaché au nom de courtisan, prennent un ton dégagé, un air d'insolence et de mépris pour les autres ! S'ils ont de l'esprit, ce travers n'est pas de longue durée. Ils s'aperçoivent eux-mêmes du contraste et de leur désavantage, reviennent à ce qu'ils semblaient fuir et se font courtisans à leur tour, puisqu'on attache à ce mot l'idée de ce qu'on appelle le bon ton et la politesse.

Il faut être juste : ce respect pour les femmes, cette bienveillance pour tous, cette galanterie remplie de délicatesse, ces relations toujours polies, ces apparences toujours décentes et surtout ces dehors d'une estime si facile à montrer et si flatteuse à recevoir, voilà tout ce qui séduit dans un monde distingué. Le vice peut être là-dessous, je le sais, mais, au moins, vaut-il mieux de trouver à chaque pas même l'apparence des vertus, et n'est-ce pas lui rendre hommage, à cette vertu, que de chercher à s'en parer pour plaire? Pourquoi le fond ne

répond-il pas toujours à ces formes brillantes ? C'est qu'elles servent trop souvent à l'intérêt pour cacher ses manœuvres. Quant à la flatterie, chose tant attribuée aux courtisans, personne n'a de reproches à se faire. Qui flatte plus qu'un roi ? Que de fois il dit, sans y croire : « Je compte sur votre dévouement. Je me repose sur votre honneur » ! S'il entend la louange, ne la prodigue-t-il pas? Sans conséquence, il est vrai, de part et d'autre, c'est une monnaie de convention qui ne trompe personne.

Si je défends ainsi le ton qui distingue les Cours, je trouve cependant qu'il est bien permis de désirer qu'une noble franchise puisse devenir la vertu de toutes les conditions.

LES MAISONS IMPÉRIALES NAPOLÉON

Vers cette époque, je fis mon entrée à Écouen comme princesse protectrice (1). Cet établissement devait son origine à un beau mouvement d'enthousiasme de l'Empereur. Le lendemain de la bataille d'Austerlitz, touché de la perte de tant de braves dont la mort venait d'affermir sa gloire, il décréta, sur le champ de bataille même, qu'il adopterait les enfants de ceux qui avaient payé de leur vie cette fameuse journée. A son retour, indécis encore s'il exécuterait son décret à cause de l'opinion où il était que l'éducation des filles appartenait à leurs mères, il fit venir Mme Campan, la consulta et finit par lui dire :

— Je ne me bornerai pas à faire élever un petit nombre de filles. Je n'aime pas les petites choses; elles ne servent à rien. Saint-Cyr n'était qu'une guirlande de fleurs offerte à Mme de Maintenon par l'amour de Louis XIV. Deux cent cinquante filles nobles n'étaient rien pour huit mille familles de pauvres gentilshommes. J'élèverai quatre à cinq cents filles ou point, et je réformerai les mœurs.

L'exécution de ce projet fut ajournée, mais, le lendemain de la bataille de Friedland, il écrivit de sa propre main et envoya un règlement très étendu qui, depuis, a été constamment suivi dans la maison (2). Ma réception à Écouen fut touchante; j'étais heureuse chaque fois que j'allais dans ce lieu

(1) Elle avait été nommée princesse protectrice des « Maisons impériales Napoléon » le 16 décembre 1809.

(2) C'est un mois après Friedland, le 13 mai 1807, que Napoléon rédigea et signa l'instruction datée de Finkenstein, qui devint le « règlement général de l'Institut des maisons impériales Napoléon ».

où tant de jeunes cœurs étaient élevés à me chérir, où je retrouvais les émotions de mon enfance et cette vivacité, cette confiance de sentiments que cet âge seul éprouve et que le monde vient trop vite altérer.

Cette institution s'élève bien au-dessus de celle de Saint-Cyr; il est vrai que Mme Campan la secondait de toute la supériorité de ses talents. J'avais fait faire une route de Saint-Leu à Écouen pour pouvoir m'y rendre aussi souvent que ma santé me le permettait. La maison de Saint-Denis s'organisait aussi, et de plus six maisons de jeunes orphelines d'où les talents d'agrément étaient exclus et où l'on n'apprenait que les choses utiles. J'avais tous ces établissements sous ma protection. J'étais comme la mère de toutes les jeunes filles de la France. Dans leurs prières, mon nom seul et celui de l'Empereur étaient prononcés. De toutes mes grandeurs, voilà celle dont mon cœur fut le plus satisfait. Aussi me l'a-t-on enviée, et a-t-on répété souvent à l'Impératrice que cette place devait lui appartenir. On alla jusqu'à lui en inspirer le désir, mais l'Empereur me la conserva toujours. Il fit organiser pour elle la Société maternelle dont elle fut présidente, et Madame Mère fut mise à la tête de toutes les sœurs de la Charité. Ainsi, c'est à sa famille que l'Empereur avait donné le soin de la jeunesse et de l'infortune.

C'EST UN FILS!

Les couches de l'Impératrice approchaient. Mon frère fut mandé pour y assister. Le grand-duc de Wurtzbourg était à Paris. Un page vint un soir me chercher parce que l'Impératrice ressentait les premières douleurs. Je me rendis aux Tuileries. Toute la Cour devait s'y trouver réunie. Dans la chambre de l'accouchée étaient l'Empereur, Madame Mère, Mme la comtesse de Montesquiou, gouvernante, Mme de Montebello, dame d'honneur, Mme de Luçay, dame d'atours, Mme de Boubers, que j'avais cédée à l'Empereur pour être sous-gouvernante de ses enfants, et Mme de Mesgrigny, avec le même titre, toutes les femmes, les médecins et accoucheurs. Deux jeunes dames d'annonce prises à Écouen se tenaient toujours dans le petit cabinet qui séparait la chambre de l'Impératrice du salon où nous étions, mon frère, le grand-duc de Wurtzbourg, la prin-

cesse Pauline, la reine d'Espagne et moi. Tous les autres salons étaient remplis par la Cour et les autorités. L'Empereur venait de temps en temps nous donner des nouvelles. Selon que les souffrances étaient plus ou moins vives, il paraissait plus ou moins agité. Il s'inquiétait de ces longues douleurs, nous demandait s'il pouvait en résulter pour la mère ou l'enfant des conséquences fâcheuses. Il n'osait pas se livrer à l'espoir d'avoir un fils. On voyait qu'il cherchait à prendre son parti dans le cas contraire. Cependant, il s'informait avec soin si quelques indices pouvaient marquer d'avance le sexe de l'enfant et trahissait par ses questions toute son anxiété.

J'étais si fatiguée que, vers quatre heures du matin, j'acceptai la chambre d'une des dames d'annonce. Je m'y jetai tout habillée sur son lit et je lui dis de venir m'appeler si elle entendait l'Impératrice crier. Pendant mon sommeil, ses douleurs s'étaient calmées. On crut que l'accouchement n'aurait pas lieu si tôt et l'on engagea tout le monde à aller prendre du repos. Vers sept heures, les douleurs revinrent. L'enfant se présenta mal. L'accoucheur en perdait presque la tête, lorsque l'Empereur lui dit avec beaucoup de sang-froid d'agir comme il ferait près de la femme de la plus basse classe, et, avant tout, de sauver la mère. L'Impératrice fut donc accouchée avec des fers. L'Empereur ne la quitta pas un instant. Il la tenait dans ses bras, cherchait à lui donner du courage, mais lui-même avait été si complètement ébranlé par le spectacle des douleurs de sa femme qu'il garda pendant toute la journée comme une espèce d'agitation nerveuse.

Vers huit heures du matin, ma dame d'annonce entra tout à coup dans la chambre où je reposais et me dit toute en larmes : « L'Impératrice pousse des cris affreux. » Je m'empressai de descendre et je trouvai l'Empereur sortant de la chambre de sa femme, pâle, respirant à peine. « C'est fini ! me dit-il. Elle est sauvée. » Son air était si malheureux que je lui demandai avec crainte : « Est-ce un garçon ? — Oui », me dit-il, tout oppressé. A ce mot, je l'embrassai, mais il était tellement oppressé qu'il me repoussa : « Ah ! je ne puis sentir tout ce bonheur-là, me dit-il, la pauvre femme a tant souffert ! » Et il me quitta pour donner l'ordre de tirer les cent coups de canon (1).

(1) 20 mars 1811, 9 heures du matin.

J'entrai dans la chambre de l'Impératrice. Elle était encore sur son lit de souffrances et l'accoucheur auprès d'elle. Je m'avançai vers la sage-femme qui tenait l'enfant. Il me parut fort et bien portant. Je m'approchai ensuite de l'Impératrice et je la félicitai. Il y avait tant de monde dans sa chambre que j'en sortis. Je retrouvai l'Empereur tellement frappé encore par l'inquiétude qu'il venait d'éprouver sur le sort de sa femme que, pour se rendre maître de son émotion pénible, il ne montrait qu'un air sérieux au lieu de laisser éclater sa joie. Cette apparence d'immobilité formait un contraste frappant avec l'enthousiasme qui se manifestait sur tous les visages. On était surpris de ne pas apercevoir sur le sien cette douce sérénité que donne le bonheur, et surtout au moment où la fortune comblait ses vœux. Plus elle avait paru inépuisable dans ses dons, plus on attendait de lui de la reconnaissance. Il fut jugé sévèrement; on le crut insensible, tandis que, justement, c'est une des occasions où je lui ai vu le plus de véritable sensibilité. Oublier toutes ses idées de grandeur, d'ambition, d'avenir, n'être qu'époux tendre, lorsqu'il devenait père heureux, je laisse à penser si le cœur n'a pas plus de part à ces impressions que tout le reste.

Pour moi, je l'avouerai, j'étais embarrassée des regards qui se fixaient sur moi avec une sorte d'intérêt et de curiosité.

J'avais été émue de l'émotion de l'Empereur, sans penser que cette naissance éloignait mes fils du trône. Je lui souhaitais ce qu'il désirait, comme un enfant le souhaite à son père et à son bienfaiteur. Il ne m'était pas venu à l'idée que mes enfants pussent avoir la couronne de France. Du moins, je ne l'avais jamais ambitionnée pour eux, et, si c'eût été un sacrifice, il devait être fait le jour du divorce. Je partageais donc franchement le bonheur de l'Empereur. Mais que l'on devient gauche et gênée lorsqu'on s'aperçoit que le monde veut toujours vous juger d'après lui!

LE BAPTÊME DU ROI DE ROME.

L'Empereur donna à son fils le titre de roi de Rome; il fut ondoyé le soir même à la chapelle. J'y assistai et, deux mois après, son baptême eut lieu à Notre-Dame (1). L'empereur

(1) 9 juin 1811.

d'Autriche était parrain ainsi que le roi d'Espagne; Madame était marraine ainsi que la reine de Naples. Le grand-duc de Wurtzbourg représentait l'empereur d'Autriche, et moi j'avais la procuration de la reine de Naples. Lorsque le grand-maréchal Duroc vint m'annoncer cette nouvelle, je refusai : je trouvais que la reine de Naples pouvait se faire remplacer par d'autres, et je ne me décidai pas à assister à cette cérémonie dans la même église où était déposé le corps de mon fils (1).

Mon refus donna de l'humeur à l'Empereur, auquel je n'avais pas rendu compte des motifs de ma répugnance. Il trouva fort extraordinaire que je ne voulusse pas tenir son fils. Il crut que je regardais au-dessous de ma dignité de le tenir par procuration. On en discuta au Conseil. On rappela que ce n'était pas le premier exemple d'une princesse qui en remplaçait une autre dans une circonstance semblable, qu'elle ne pouvait s'en dispenser, et il fut décidé qu'on n'accepterait pas mon refus. La veille au soir, je me rendis chez l'Empereur au moment où il se retirait. Je m'avançai pour le supplier de ne pas exiger ma présence à cette cérémonie, alléguant que j'étais trop malade. Il s'éloigna brusquement et me dit qu'il n'avait pas cru m'humilier en me faisant l'honneur de tenir son fils. Je rentrai chez moi, le cœur oppressé et ne sachant que résoudre.

Depuis la mort de mon fils, je n'avais pas eu la force d'aller à l'église Notre-Dame, où son corps avait été enseveli. Il fallait donc me retrouver dans ce même endroit et au milieu d'une cour brillante, couverte de diamants et de fleurs, avec tous les signes de la joie, fouler aux pieds peut-être ces restes chers et sacrés! Je ne m'en sentais pas le courage. « Je ne serai pas maîtresse de mon émotion, disais-je à Adèle. Ne dois-je pas éviter une scène publique? » Elle me faisait envisager le mécontentement de l'Empereur, qui m'accuserait sans me comprendre. Enfin, pour tout arranger, je me décidai à me rendre à l'instant même à Notre-Dame, afin de me livrer dans la solitude à ces premières impressions et de prendre plus de force sur moi-même pour les vaincre le lendemain. Adèle combattit mon projet. Elle redoutait une émotion trop vive pour ma faible santé. « Au moins, je serai seule avec toi, m'écriai-je. Personne

(1) Jusqu'à ce que Saint-Denis fût achevé, le corps de mon fils avait été provisoirement déposé à Notre-Dame. (*Note de la reine Hortense.*)

ne troublera mes tristes impressions, et demain j'aurai la force de les renfermer. » Il était minuit.

Dans une simple voiture, sans livrée, j'arrivai seule avec Adèle à la porte de Notre-Dame. L'église était fermée. Je me rendis à l'archevêché, d'où, après quelques sollicitations, le portier nous conduisit sous cette grande voûte, imposante par tant de souvenirs, monument de douleur pour une mère qui le voit s'élever au-dessus du cercueil de son fils. Tout y était prêt pour la fête du baptême. Quelques ouvriers dans le fond de l'église travaillaient encore. Le peu de lumière que jetaient leurs faibles lampes, les coups de marteau qui venaient rompre par intervalles un silence si semblable à celui de la mort, surtout quand c'est la mort qu'on vient chercher, tout remplit mon cœur d'effroi et de douleur. Le passé se retraça avec tout ce qu'il avait de cruel et d'amer. J'étais accablée. Je ne pouvais me soutenir. Je tombai à genoux au pied de l'autel et je versai un torrent de larmes. Le vieux portier, une lampe à la main, me regardait avec étonnement. Il aida Adèle à m'arracher de ce lieu. Le lendemain, j'y rentrai en cérémonie. Le clergé vint au-devant de nous à la grande porte. Debout à côté de l'Impératrice qu'il haranguait, je me rappelai qu'à cette même place, quelques années avant, il était venu recevoir le corps de mon pauvre enfant. Mon courage fut près de m'abandonner, mais la visite de la veille le soutint, et personne ne s'aperçut de la violence que je me faisais.

Les fêtes du baptême furent magnifiques. J'assistai à celle de l'Hôtel de Ville et à celle de Saint-Cloud. Enfin, incapable de supporter plus longtemps tant de cérémonies, je partis pour les eaux d'Aix-en-Savoie. L'Empereur avait permis à mes enfants d'habiter pendant mon absence le pavillon d'Italie (1). Depuis la naissance du roi de Rome, ils n'avaient pas cessé d'aller comme auparavant au déjeuner de leur oncle. Il les recevait toujours avec bonté, les faisait asseoir à sa table, où il y avait à peine de la place, car son déjeuner lui était servi à la hâte sur un petit guéridon. C'était aussi l'heure à laquelle il recevait les personnes qui n'avaient pas leurs entrées à la Cour : les artistes distingués, ses architectes avec lesquels il s'entretenait des embellissements de Paris, et quelquefois

(1) Auparavant pavillon de Breteuil, dans le parc de Saint-Cloud.

Talma, ce qui a fait tenir ce ridicule propos qu'il prenait des leçons de lui.

L'impératrice Joséphine désirait vivement voir le roi de Rome. Mme de Montesquiou le mena un jour à Bagatelle où elle se rendit. Elle le caressa beaucoup, ne put s'empêcher de pleurer en l'embrassant, et de s'écrier : « Ah! cher enfant! tu sauras peut-être un jour combien tu m'as coûté! » L'Empereur fit à ma mère une visite dont l'impératrice Marie-Louise éprouva de la peine. Il croyait cependant avoir pris ses précautions pour qu'elle l'ignorât. De peur de lui causer une nouvelle inquiétude, il n'y retourna plus.

Les eaux d'Aix me firent du bien. Mon frère vint m'y voir à son retour en Italie et m'engagea à profiter de la proximité pour faire connaissance avec sa jeune famille. Le rendez-vous était sur le Lac Majeur. Je voulus me mettre en route vers la fin de la saison et je tombai malade. Des illuminations, des joûtes m'attendaient sur le Lac Majeur. Mon frère traversa le Simplon, inquiet de mon état, et je fus forcée de retourner en France sans avoir réalisé un si agréable projet.

L'Empereur, pendant ce temps, avait fait avec l'Impératrice le voyage de la Hollande (1). Ils y virent mes appartements, y apprenant des détails sur mon intérieur et en revinrent avec un intérêt plus marqué pour moi.

Je désirais donner un gouverneur à mes enfants : MM. de Las Cases et de Sainte-Aulaire se présentèrent. J'en parlai à l'Empereur qui me dit : « La France verrait avec peine l'éducation de mes neveux confiée à un noble. C'est un brave de mon armée qui doit élever ces princes français. » Le choix me parut si difficile qu'il fut ajourné.

LE ROI ET LA REINE DE NAPLES

La reine de Naples, à qui quatre cents lieues ne coûtaient rien à faire, arriva à Paris inopinément et sans qu'on eût même appris son départ. Quelques différends s'étaient élevés entre l'Empereur et son mari, qui, créé, par l'Empereur, roi de Naples, aspirait aussi à l'indépendance. Elle arrivait dans l'espoir de les concilier. Murat avait affecté fort longtemps le

(1) 19 septembre — 11 novembre 1811.

plus tendre attachement pour l'Empereur. Il ne pouvait s'en séparer un jour, aurait refusé toutes les couronnes du monde pour vivre auprès de lui, et n'avait d'autre ambition, disait-il, que celle de le servir. Caroline répétait sans cesse : « L'Empereur est un dieu pour mon mari. Je devrais en être jalouse, de cette adoration ! » Et l'Empereur lui-même, quoiqu'il dît souvent qu'un souverain doit être craint pendant sa vie (1), qu'il est aimé seulement après sa mort, s'était laissé séduire par les démonstrations de Murat qu'il croyait d'un dévouement à toute épreuve.

Murat était bon. Il avait une bravoure brillante et des talents militaires, un grand désir de plaire et d'être distingué. Il cherchait à avoir de bonnes formes et les outrait : on voyait par sa mise exagérée, par ses soins auprès des dames, qu'il voulait ressembler aux Villarceaux, aux Sévigné du temps de Louis XIV. C'étaient les modèles qu'il avait pris; mais le guerrier républicain se retrouvait malgré lui, et le mélange de ces deux êtres si opposés aurait prêté au ridicule, si le brave militaire ne se fût montré pour arrêter la critique. Aussi était-il, malgré sa beauté mâle et guerrière, beaucoup moins dangereux qu'il ne l'espérait. Son cœur était excellent, son esprit médiocre et sa fortune avait été trop belle pour qu'il n'en eût pas la tête un peu tournée. L'ambition, sans les qualités qui la soutiennent, n'est qu'un défaut misérable et il n'appartient qu'aux grands hommes de l'élever quelquefois jusqu'à la hauteur de la vertu. L'ambition de Murat naquit de sa fortune, et, d'un général distingué, il devint un souverain peu marquant.

Il me fit sourire, un jour, lorsque, n'étant encore que grand-duc de Berg, il se plaignait vivement de l'Empereur qui voulait réunir la ville de Wesel à la France. « L'Empereur n'a pas le droit de me prendre cette place, me disait-il. Elle ne me vient pas de lui. C'est un traité avec le roi de Prusse qui me l'a donnée. » Et qui avait fait ce traité? Qui avait donné le duché, la place et tout? Une autre fois que l'Empereur lui reprochait de tirer trop d'argent de son duché de Berg : « Comment,

(1) J'entendis l'Empereur souvent répéter cette assertion. Un jour, entre autres, il me dit : « Qu'est-ce qu'un souverain doit désirer le plus? — C'est d'être aimé, lui répondis-je vivement. — Vous n'y entendez rien, ma fille, me dit-il en me pinçant l'oreille. Si un souverain a fait le bien, on le sait après sa mort, et c'est alors qu'on l'aime. Mais pour être obéi pendant sa vie, il faut qu'il paraisse méchant pour être craint. » (*Note de la reine Hortense.*)

Sire, dit-il avec son accent un peu gascon, j'y mets du mien. »

La reine de Naples savait toujours défendre les intérêts de son mari vis-à-vis de l'Empereur ; mais lorsqu'elle était seule avec lui, un désir égal de gouverner amenait entre eux une mésintelligence continuelle. « Je suis plus malheureuse que toi, me dit-elle un jour. Louis ne peut avoir plus de jalousie et de mauvais procédés que Murat. Il est tout simple que je désire connaître la première ce qui se passe dans mon royaume. Mon valet de chambre de confiance sort mystérieusement. Il a rendez-vous sur le port avec celui du ministre des Relations extérieures ou du ministre de la Police. S'il arrive une nouvelle, on me l'envoie aussitôt et la crainte que le Roi inspire est si grande que le ministre, lorsqu'il me revoit, est pâle et tremblant et me demande avec empressement si j'ai brûlé le papier qui peut le perdre. Dis-moi s'il est permis d'être traitée ainsi. » Loin d'obtenir ma compassion, elle me prouvait par son récit que le Roi n'avait pas tort de redouter une Reine à qui je voyais tous les ministres vendus et je trouvais autant de différence dans notre sort que dans nos caractères.

Nulle autre ne posséda comme elle l'art d'attirer et de charmer par une grâce qui avait quelque chose de la noblesse asiatique et séduisante des odalisques. Il est vrai qu'une petite griffe se faisait quelquefois sentir sous sa main caressante, mais l'abandon le mieux étudié et le soin le plus gracieux venaient bientôt guérir la blessure et enchaîner de nouveau. Fière, courageuse, persévérante, passionnée, inconséquente, ce même attrait qui captivait en elle ne pouvait cacher l'ambition de tous les pouvoirs et la jalousie de tous les succès. Telle était la reine de Naples. Le bon accord avait assez longtemps régné entre nous ; une petite rivalité nous brouilla.

RIVALITÉ DE QUADRILLES

L'Empereur décida qu'il y aurait deux beaux bals à la Cour, l'un paré, l'autre masqué, et qu'on inviterait les princesses à faire deux quadrilles. Caroline, logée aux Tuileries, le sut la première, et, au lieu de se consulter avec moi, se pressa de faire la liste des plus jolies femmes de la Cour, des hommes les plus agréables, et de les engager pour son quadrille. J'étais, le soir, chez moi avec mes dames et mes officiers et quelques jeunes

gens de ma société, lorsque le grand-maréchal du Palais vint me faire part du désir de l'Empereur dont la reine de Naples était chargée de me prévenir la veille. Je craignais beaucoup de fatigue pour ma faible santé, je voulais refuser; mais chacun se récria contre cette détermination. Ce n'était pas à la reine de Naples, disait-on, qu'il appartenait de faire les honneurs de la Cour de France; je ne devais pas céder comme cela mon rang et surtout résister à un désir de l'Empereur. On ajouta que la danse, loin de me fatiguer, me ferait plutôt du bien, et qu'on m'éviterait tous les embarras, qu'on m'empêcherait surtout de parler pour ménager ma poitrine en exécutant à l'instant tous mes ordres. Je me laissai convaincre et j'acceptai les jeunes gens qui étaient là, tels que MM. de Sainte-Aulaire, Germain, de Flahaut, de Canouville et plusieurs autres qui me prièrent de les prendre de mon côté et d'envoyer sur-le-champ prévenir ceux qui me conviendraient, bien sûrs, me disaient-ils, qu'ils donneraient la préférence à mon quadrille sur celui de la reine de Naples. J'envoyai en effet mon chambellan qui arriva en même temps que les billets d'invitation de la Reine. Les invitations écrites furent toutes refusées et les miennes acceptées. La Reine fut vivement piquée, et se plaignit à l'Empereur qui n'y fit aucune attention. La Cour était assez nombreuse pour que les deux quadrilles fussent composés de jolies femmes, mais dans le mien étaient les meilleurs danseurs, et il y avait sujet de les regretter.

La reine de Naples, jointe à la princesse Pauline, avait imaginé de représenter une allégorie sur la réunion de Rome à la France. Elles avaient choisi le jour du bal paré ; à ma grande satisfaction, on m'avait laissé celui du bal masqué qui devait avoir lieu quelques jours après (1).

La rivalité qui s'établit entre ces deux quadrilles était réellement plaisante. Les hommes, même les moins futiles, traitaient la chose sérieusement. On venait avec un chagrin marqué m'annoncer qu'on avait découvert que le quadrille opposé était rempli d'allusions fines et spirituelles sur la gloire de l'Empereur, sur celle de la France, etc. On me conjurait de tout faire pour ne pas rester au-dessous et de prendre aussi quelque sujet allégorique. J'avais besoin de toute mon éloquence

(1) Le bal paré eut lieu le 6 février, le bal masqué le 11 février 1812.

pour les persuader, et je fatiguais ma faible voix à répéter que nous n'étions pas engagés à danser pour faire des compliments à l'Empereur, que je le connaissais assez pour être assurée que cela ne lui plairait pas, que d'ailleurs, selon moi, des personnes de la société ne dansaient jamais avec assez de perfection pour s'exposer à figurer dans un pas seules, que cela ne convenait qu'à des artistes habitués à compter sur leur talent, qu'une allégorie représentée à visage découvert peut prêter parfois au ridicule et que l'effet d'un quadrille de société devait reposer uniquement sur l'éclat et sur l'élégance des costumes, l'harmonie des couleurs, le bon goût des danses et la perfection de l'ensemble.

Une autre fois, on venait me tourmenter pour obtenir que je surchargeasse le costume de nouveaux ornements, et chacun voulait sacrifier l'effet général à sa propre convenance, mais, comme je donnais les costumes, je maintins mon opinion avec autorité. J'avais quelquefois envie de rire en apprenant le découragement et le chagrin que causait ma décision, surtout lorsque quelques curieux étaient parvenus à découvrir toutes les perfections que promettait le quadrille opposé.

Le jour où fut donnée la fête, on avait transformé le théâtre des Tuileries, où elle eut lieu, en salle de bal. L'Empereur était placé sur une estrade, entre l'Impératrice et moi. Toute la Cour et les étrangers de marque remplissaient la salle et les loges étaient données aux habitants de Paris.

Les deux princesses étaient éclatantes de beauté et de pierreries. L'une représentait Rome et l'autre la France. Leurs charmantes figures, leurs petits casques, leurs boucliers couverts de diamants et de pierres de couleur jetaient un brillant éclat. Les autres femmes, en naïades du Tibre, en Heures, en Iris, étaient toutes belles et gracieuses, mais ces visages de chambellans et d'écuyers qu'on reconnaissait en étoiles, en zéphirs, en Apollon, excitèrent la gaieté. La pantomime ne parut pas non plus appropriée à la dignité des personnes et au lieu de la représentation.

Après le quadrille, l'Impératrice et moi nous ouvrîmes le bal par une contredanse française. Ensuite, toutes les danses continuèrent. L'Empereur, pendant ce temps, allait parler à tout le monde. Il ne dit pas un mot de l'allégorie, mais, le lendemain au soir, lorsque j'arrivai chez lui et que la

reine de Naples y fût aussi, il lui dit avec assez d'humeur :

— Où avez-vous été chercher le sujet de votre quadrille ? Il n'a pas le sens commun. Rome est soumise à la France, mais elle n'est pas contente. Comment avez-vous pu avoir l'idée de la représenter heureuse et satisfaite de sa dépendance ? C'est là une flatterie ridicule. Je sais bien que vous ne vouliez qu'être jolie et qu'avoir un beau costume, mais vous pouviez bien trouver d'autres sujets sans mettre de la politique en danse. — Alors, en se retournant vers moi :

— Et vous ? Avez-vous aussi préparé quelque fadaise ? Je n'aime pas les compliments, je vous en avertis.

Je m'empressai de lui dire que mon quadrille n'avait aucune allusion à la politique ni à lui. « A la bonne heure », dit-il, puis, s'apercevant de la supériorité qu'il me donnait dans ce moment sur sa sœur qui, dans le fond, avait voulu lui être agréable, ou soit qu'il fût en train de gronder et qu'il se rappelât alors les sujets qu'il pouvait en avoir, il se promena de long en large dans le salon et continua à dire :

— Ah ! ces jeunes femmes, c'est plus difficile à mener qu'un régiment. Je ne suis cependant pas un ours. On peut m'aborder, me consulter sur ce qu'on désire faire. Mais non ! Ces dames ne doutent de rien, et pourtant, dans notre position, rien n'est indifférent.

Puis, s'adressant à moi :

— Et vous ? Qui vous a inspiré l'idée d'habiller votre fils en lancier polonais ? Savez-vous pour cela que je puis avoir la guerre par votre faute ? Déjà Kourakin (1) s'en est plaint ; déjà on dit que je veux faire votre fils roi de Pologne. Et de quel droit aussi lui faites-vous porter une épaulette de capitaine ? Il faut s'être battu pour l'avoir. Je lui avais fait quitter ses ordres de Hollande, vous le savez, parce que je ne veux pas qu'un enfant, en France, ait aucune distinction avant de l'avoir méritée. Ma famille doit tout gagner comme moi à la pointe de son épée. Enfin, dit-il en se radoucissant, si, pour faire votre fils beau, il vous faut un habit militaire, eh bien ! donnez-lui l'uniforme de lancier rouge de la Garde hollandaise, et je suis bien bon encore de vous permettre l'épaulette de sous-lieutenant que votre fils gagnera, je l'espère, plus tard.

(1) Le prince Alexandre Kourakin était ambassadeur de Russie en France depuis 1808. Il quitta ce poste en 1812 et mourut en 1818.

Je n'avais rien répondu pendant tout le temps que parlait l'Empereur, car c'était ma mère qui, pour le jour de l'an, avait fait faire l'uniforme polonais. Le tailleur y avait posé une épaulette et le fait est que je n'y avais fait aucune attention, ni personne non plus.

Je retournai chez moi, très contente pourtant d'avoir eu assez de fermeté pour régler mon quadrille selon mes idées, puisque je voyais qu'elles étaient semblables à celles de l'Empereur. Le costume que j'avais choisi était éblouissant. Vingt-quatre dames étaient mises en prêtresses du soleil, tout en or; douze dames et douze messieurs en Péruviens et Péruviennes, étoffes d'or et plumes rouges, couverts de diamants et de rubis; moi, en grande-prêtresse et mise tout en argent, diamants blancs et plumes blanches, et entourée de huit dames mises aussi en argent et plumes blanches et des parures de diamants et de turquoises. Tout ce quadrille avait des petits masques noirs et formait des danses autour du soleil que portaient les prêtresses. Gardel (1) avait été le compositeur de ce ballet qui eut tant de succès que l'étiquette même ne put empêcher d'éclatantes manifestations d'approbation et que l'Empereur dit à la reine de Naples, au souper : « Ah! c'est mieux, beaucoup mieux que vous. »

Après la danse, comme j'étais masquée, je fus accablée de compliments que mon déguisement autorisait à me faire. Il n'y avait ni estrade, ni trône. Tout le monde dans la salle était confondu et masqué. Un domino que je reconnus me dit :

— Que vous êtes brillante! on ne peut vous regarder.

— Je serais de bonne prise, n'est-ce pas, ainsi couverte de diamants?

— Vous savez très bien, répondit-il, que le plus beau diamant, le diamant sans prix, c'est celui qui est caché sous tous ceux-là.

Ce masque était l'Empereur et ses compliments étaient trop rares pour que celui-là ne dût pas me flatter beaucoup.

La reine de Naples, la princesse Pauline ne me pardonnèrent pas un succès si général, même pour un sujet si peu important.

L'Empereur se plaisait au bal masqué. Il y allait à peu près

(1) Pierre-Gabriel Gardel fut maître des ballets à l'Opéra de 1787 à 1816.

une ou deux fois par an, chez l'archichancelier et chez le prince de Neuchâtel. On aurait eu de la peine à deviner l'attrait qu'il y trouvait, car il ne disait pas un mot. Je le comprenais bien, moi ; j'éprouvais la même impression et je n'étais pas plus aimable : voir du monde sans être regardée ni suivie est, pour les personnes toujours remarquées, une nouveauté qui a du charme et, lorsque le cérémonial vous entoure toujours, se trouver confondu dans la foule est quelquefois un plaisir. Aussitôt qu'il arrivait à l'un de ces bals, il faisait appeler la reine de Naples ou moi, croyant être moins reconnu s'il donnait le bras à une femme. Nous nous promenions sans rien dire. Il me demandait quelquefois : « Quelle est cette personne-là ? » Je n'en savais rien et je cherchais à la découvrir : « Bonjour, beau masque, comment vous portez-vous? » ou bien : « Comment vous nommez-vous ? » étaient les seuls mots qui me vinssent à l'idée et j'en restais à cet effort d'esprit. Si on nous avait deviné, on se rangeait en nous faisant une profonde révérence. Sinon, on nous tournait le dos en s'écriant : « Qu'ils sont bêtes ! » ce qui amusait autant l'Empereur que moi. Après une heure ou deux de promenade aussi intéressante et employée souvent à chercher l'Impératrice qui jouait le même jeu avec la duchesse de Montebello, nous allions souper avec l'Empereur, l'Impératrice et les personnes marquantes qui se trouvaient là, et chacun racontait ses hauts faits du bal. Le seul plaisir de l'Empereur avait été de n'être pas reconnu ou du moins de le croire, et lorsqu'on a dit qu'il était charmant au bal, qu'il y intriguait tout le monde, c'était sans doute une plaisanterie.

PENDANT LA CAMPAGNE DE RUSSIE

Jamais le carnaval n'avait été aussi brillant que le fut celui de l'hiver de 1812. Les bals et les fêtes se succédaient et semblaient couvrir par leur bruit l'expédition la plus formidable qu'on eût encore vue, et qui se préparait en silence. Les départs devinrent si fréquents que l'attention se fixa tout entière sur le Nord.

La France était heureuse. Toutes les ambitions étaient satisfaites, tous les désirs comblés. Un murmure général s'éleva tout à coup. L'Empereur ne pouvait l'ignorer, instruit de l'opinion par ses différentes polices et par la correspondance de plu-

sieurs personnes de tous les partis. Il lisait seul ces lettres secrètes (1) et les brûlait aussitôt après. Il ne faisait jamais ni réponse ni reproche et s'éclairait ainsi sur la vérité. S'il cédait quelquefois à la justesse de quelques avis, son génie entreprenant rejetait les conseils qui semblaient l'éloigner de son but constant : l'abaissement de l'Angleterre et la grandeur de la France. Son plan était arrêté ; il le présentait avec tant d'art et tant de force de raisonnement que, dans le Conseil, il ramenait tous les suffrages, mais la France entière, qui ne pouvait l'entendre, demeura mécontente d'une guerre qu'elle ne voulait pas. L'Empereur persistait à la regarder comme le dernier effort pour arriver au repos. Il croyait tout possible à la valeur française et rien ne l'arrêta.

Mon frère fut mandé à Paris et ne déguisa point l'opinion publique et l'exaspération des pays tant de fois parcourus. L'Empereur ne répondit pas un mot. Au Conseil seulement il permettait qu'on s'expliquât. Eugène m'en parla avec chagrin, ainsi que du sujet qui l'avait appelé. L'Empereur voulait le laisser régent en France pendant son absence. En le lui apprenant, il le regarda fixement. Il ne pouvait douter de lui, mais il lui confiait beaucoup. Eugène répondit qu'il préférait le commandement de son corps d'armée, mais, comme un peuple qui murmure cherche de nouveaux objets d'affection et que l'idée de garder Eugène avait causé trop de joie, il n'en fut plus question.

Mon frère était le seul homme que l'Empereur dût laisser en France. Les craintes que je viens d'expliquer et l'intrigue qui les exagéra l'en détournèrent. Il plaça l'archichancelier à la tête des affaires et se rendit en Russie (2). L'Impératrice l'accompagna jusqu'à Dresde où il y eut une réunion des souverains d'Autriche et de Prusse. Je vis partir mon frère et mon

(1) Un dimanche que nous dînions en famille aux Tuileries, l'Empereur me dit : « Lisez-nous ce petit conte que je reçois. » Je jetai les yeux sur le papier qu'il me présentait et je reconnus l'écriture de Mme de Genlis. Pendant qu'on s'asseyait en cercle autour de moi pour pouvoir entendre la lecture que je me disposais à faire, je parcourus des yeux ce que j'allais lire et je vis, au lieu de conte, un récit de l'effet produit par une mesure que le gouvernement venait de prendre. Pourtant je commençais à lire, lorsque l'Empereur se jeta vivement sur les feuilles de papier qu'il m'avait données en s'écriant : « Ah! je me suis trompé, » et il courut chercher dans son cabinet une autre feuille de la même écriture qui contenait une petite nouvelle que je lus à haute voix. (*Note de la reine Hortense.*)

(2) L'Empereur quitta Saint-Cloud avec Marie-Louise le 9 mai 1812.

cœur en fut navré. Nous redoutions jusqu'aux victoires qui allaient frapper encore quelques familles de plus, et, après tant de gloire, nous n'aspirions plus qu'au bonheur de la paix.

Les soins que nécessitait le jeune âge de mes enfants étaient la seule distraction à ces tristes pensées. Je ne pus m'en séparer et je les emmenai avec moi aux eaux d'Aix-la-Chapelle. Mon fils aîné y eut une fièvre scarlatine. Mes veilles, mes inquiétudes affaiblirent le bon effet des eaux. Celles de Spa me remirent un peu. Ma mère était allée à Milan auprès de ma belle-sœur qui y accoucha d'une fille (1).

La reine de Naples gouvernait son royaume pendant l'absence du Roi, alors avec l'Empereur. Les autres princesses étaient à différentes eaux. Il me fallut revenir auprès de l'impératrice Marie-Louise qu'on trouvait trop seule (2). Elle venait quelquefois me voir à Saint-Leu et s'y plaisait toujours beaucoup. Elle recevait souvent des nouvelles de l'Empereur et m'en donnait habituellement. Sa tendresse, ses inquiétudes me paraissaient sincères et je lui savais gré de partager nos anxiétés.

La vie de toutes les femmes était vraiment alors digne de pitié. La France semblait toute entière en Russie. Les vœux, les craintes, les espérances, tout était là. Jamais la nation ne s'était vue si séparée de ses défenseurs, et l'éloignement de la guerre en redoublait l'effroi. Que de plaintes contre celui qui l'avait transportée dans des régions si lointaines! Il dut les pardonner. La douleur est mauvais juge des grands desseins, et pourtant elle n'en était encore qu'aux premiers murmures; mais que sommes-nous tous devenus lorsque la fortune, lasse enfin d'être avec nous, sembla nous abandonner tout à coup, se plut à confondre cruellement le génie et le courage, et souleva jusqu'aux éléments contre notre armée!... Quel renversement de notre grandeur!... Quel abaissement de notre orgueil!... Alors, cet empire du Nord, qui avait d'abord reculé devant nous, ne renvoya plus à la France que les débris de son naufrage, mutilés, dispersés, mais, quoique fugitifs, vainqueurs encore.

(1) La princesse Amélie-Auguste-Eugénie, née le 31 juillet 1812, plus tard impératrice du Brésil.

(2) La Reine avait quitté Saint-Leu à la fin de mai 1812 et y était de retour vers le 29 août.

Rien n'égala nos désastres que notre douleur à en gémir. Tout se couvrit de deuil. Aussi désolée que surprise d'éprouver un revers, depuis longtemps confiante et soumise aux volontés d'un seul homme, la France se redressa enfin et parut prête à vouloir se mêler de ses propres destinées.

Pour lui, dont le cœur était brisé, mais dont l'habileté avait besoin de calculer et d'arrêter les effets de cette grande infortune, il arriva à Paris aussitôt que la nouvelle (1). Sa présence subite, son attitude ferme continrent les esprits. Les murmures ne s'échappèrent plus. On se sentait trop humilié pour se plaindre, et l'orgueil national n'osa plus regarder aux sacrifices.

Aussitôt que j'appris le retour de l'Empereur, je me rendis aux Tuileries. Il me parut fatigué, préoccupé, mais non pas abattu. Je l'ai vu souvent montrer de la vivacité pour des niaiseries, une porte ouverte ou fermée, une salle plus ou moins bien éclairée. Jamais il n'était plus maître de lui que dans les moments malheureux ou difficiles.

Je m'informai avec anxiété si les désastres de l'armée avaient été aussi cruels qu'il l'annonçait dans son bulletin (2). Il me répondit avec un sentiment de douleur contenue :

— J'ai dit toute la vérité !

— Mais, m'écriai-je, nous n'avons pas été seuls à souffrir et nos ennemis ont dû aussi éprouver de grandes pertes ?

— Sans doute, me répliqua-t-il, mais cela ne me console pas.

Je lui demandai ensuite des nouvelles de mon frère ; il m'en donna assez froidement : j'en devinai la cause.

Le duc de Vicence, qui, seul, avait accompagné l'Empereur de Wilna à Paris, vint me voir le lendemain de son arrivée. Je lui parlai de mon frère, de mon extrême inquiétude de le savoir resté seul sous les ordres du roi de Naples. Il me donna de grands détails sur nos malheurs, me dit qu'Eugène et le maréchal Ney s'étaient particulièrement distingués, surtout par leur présence d'esprit, lorsque tout le monde en manquait. « Mais, ajouta-t-il, il ne faut parler que du maréchal Ney et n'occuper personne de votre frère, croyez-moi. » Il n'en dit pas davantage.

Ma belle-sœur exprima aussi avec vivacité dans une lettre

(1) 18 décembre 1812.

(2) Allusion au 29e bulletin de la Grande armée, inséré au *Moniteur* du 16 décembre 1812.

à l'Empereur son chagrin de savoir son mari sous les ordres du roi de Naples. L'Empereur me dit à propos de cette lettre : « Les jeunes femmes, si on les écoutait, perdraient leurs maris. »

Je ne doutai plus, après tous ces détails, que l'Empereur, abusé par quelque faux rapport, n'oubliât le cœur, la loyauté d'Eugène, et ne conçût des idées indignes de tous les deux et qu'il n'était pas en mon pouvoir de détruire. Mais j'étais bien sûre qu'elles ne devaient être que passagères. En effet, lorsque Murat abandonna subitement l'armée pour retourner à Naples, et que le découragement était à son comble, l'Empereur se confia à Eugène, qui, par ses soins infatigables, parvint à rallier les débris de tant de corps et à former de ces soldats blessés, désarmés, découragés, une masse capable encore d'en imposer également aux ennemis qui la poursuivaient et à ceux qui se déclaraient à chaque pas. Jamais général ne s'était trouvé dans une position plus difficile et plus critique. Eugène s'y dévoua tout entier, sans espérance de gloire, soutenu par la seule conviction de bien faire. L'Empereur fut forcé de reconnaître qu'il lui avait une grande obligation, mais il ne le témoigna pas.

LUTZEN

Cependant, les immenses préparatifs pour réparer nos pertes se poursuivaient avec activité, et ceux qui demandaient ce que l'Empereur était venu faire à Paris l'apprirent bientôt dans les champs de Lutzen et de Bautzen.

Le carnaval fut assez sérieux, malgré les bals inévitables dans une grande capitale.

La position de mon frère nous causait, à ma mère et à moi, de continuelles alarmes. Il s'était retiré à Magdebourg où il réorganisait l'armée. Toute la cavalerie française avait été anéantie par l'hiver de Russie. Mon frère était obligé de se mettre lui-même à la tête de son état-major pour faire de simples reconnaissances, afin d'en imposer à l'ennemi, et il s'exposait comme le dernier des soldats. Un colonel polonais, nommé Klicki (1), poursuivi par des cosaques, au moment où il allait être leur victime, lui fut redevable de la vie, mon frère ayant

(1) Le colonel Klicki, après avoir été major du 1er lanciers polonais, avait été nommé colonel le 14 août 1809, et attaché à l'état-major du 4e corps d'armée le 5 mai 1812.

tué le cosaque d'un coup de pistolet. Il est toujours délicat de recommander la prudence à un militaire. Pour me faire écouter, je composais des romances de circonstance, et j'envoyais à Eugène ma morale en chansons.

L'Empereur alla passer quelques jours à Trianon. Il y fit une chute de cheval qui nous effraya beaucoup et le força de se coucher. Il fit entrer l'Impératrice et moi dans sa chambre pour dîner près de son lit. « Eh bien! Hortense, me dit-il en me voyant, ma mort eût été une grande nouvelle aujourd'hui pour les Anglais! » Je fus étonnée d'entendre parler des Anglais : depuis longtemps, je les avais oubliés, mais toute la question était là, et l'Empereur n'envisageait qu'eux dans la grande affaire qui l'occupait.

Habituée par caractère à m'observer et m'étant toujours plu à deviner le but des actions de l'Empereur, j'étais si convaincue qu'une seule victoire nous assurait la paix, qu'une chambre nouvelle et élégante, dont je faisais le plan depuis longtemps, fut définitivement commandée le jour même où j'appris la victoire de Lutzen. Aussi ai-je été bien vraie dans une conversation que j'eus à Paris avec le prince de Schwarzenberg après le retour de l'Empereur.

Nous ne recevions jamais les ambassadeurs que dans nos grands cercles, et toujours avec étiquette. L'Empereur n'eût souffert aucune intimité avec eux. Je fus donc bien étonnée lorsqu'un soir, étant seule avec mes dames, mon valet de chambre m'annonça le prince de Schwarzenberg et le comte de Bubna (1). Ce dernier venait d'être envoyé de Vienne auprès de l'Empereur. Mes domestiques, je ne sais comment, les avaient laissés monter. Ils attendaient à la porte de mon salon. Je ne pouvais les renvoyer, et je les reçus sans avoir l'air de m'apercevoir de la manière peu usitée dont ils me faisaient cette visite. Je m'aperçus bientôt qu'ils avaient à me parler. Après quelques phrases insignifiantes, le prince s'approcha de moi et me dit tout bas :

— Madame, vous qui connaissez le caractère de l'Empereur, croyez-vous franchement qu'on puisse espérer la paix de lui?

(1) Le prince de Schwarzenberg était ambassadeur d'Autriche à Paris, où il avait remplacé M. de Metternich depuis 1809. Le général de Bubna de Littitz (1768-1825) avait été envoyé à Paris muni d'instructions en date du 20 décembre 1812. Il eut sa première audience de l'Empereur le 31 décembre.

Nous la voulons. L'Europe est fatiguée; mais l'Empereur, s'il obtient un succès, ne voudra-t-il pas reprendre tous ses avantages?

Je lui répondis que j'étais convaincue qu'une victoire lui était nécessaire pour relever la confiance en ses armes et effacer nos derniers désastres, et j'ajoutai que je ne doutais pas qu'il n'existât en lui ce besoin de repos ressenti par toute l'Europe, qu'il était aussi grand administrateur que grand général, et que s'occuper du bien-être du peuple était une occupation digne de lui et qu'il savait apprécier; que toute sa force n'ayant consisté jusqu'alors qu'à satisfaire les besoins et les désirs de la France, maintenant qu'elle se déclarait pour la paix, il ne s'écarterait pas de cette volonté.

— N'auriez-vous pas assez d'empire sur lui pour bien le convaincre de cette nécessité? me dit le prince.

— Il n'obéit qu'à la volonté générale qui devient la sienne, répondis-je, et mon âge et ma qualité de fille obéissante m'ont toujours empêchée d'oser lui exprimer un avis.

— Eh bien! reprit-il, que le prince Eugène qui gouverne un grand pays, qui connaît le sentiment des peuples, parle avec fermeté à l'Empereur, qu'il lui dise toute la vérité!

— Mon frère, plus que personne, comprend cette nécessité de repos. Je vais lui écrire. Il en parlera, soyez-en sûr, mais, je vous le répète, l'Empereur voit trop juste pour avoir besoin de conseils. Une victoire encore, et il ne s'occupera plus que des améliorations qui peuvent amener la prospérité à donner aux peuples qu'il gouverne.

M. de Bubna me répéta à peu près les mêmes choses que le prince de Schwarzenberg. Je lui répondis de la même manière, et je les congédiai, fermement convaincue que la paix dépendait de l'empereur Napoléon, et qu'il la ferait. Après ses victoires, il la voulut en effet, mais il balança sans doute à faire de trop grands sacrifices, et peut-être l'exigence augmentait-elle à mesure que nous nous affaiblissions et que les forces ennemies s'accroissaient par la défection.

Les troupes placées sous le commandement de mon frère se concentrèrent, celles de l'Empereur s'avancèrent et se réunirent à Lutzen, où cette fameuse bataille répara si noblement nos revers (1). Ce fut au même endroit où Gustave-Adolphe avait

(1) 2 mai 1813.

été tué et près du monument élevé à sa mémoire qu'Eugène rejoignit l'Empereur qui descendit de cheval et l'embrassa près du monument même. Mon frère, par le gain d'une bataille à laquelle son corps d'armée avait si puissamment contribué et par les témoignages de l'estime générale, recueillit le plus beau fruit de toutes ses peines.

J'allai prendre les eaux à Aix, en Savoie (1). Ma santé, que de continuelles alarmes sur ce qui nous était cher altérait toujours davantage, exigeait des soins assidus. Après tant de malheurs, je n'existais que par l'usage de ces eaux bienfaisantes qui, chaque été, me rendaient un peu de force et m'aidaient aussi à supporter de nouveaux coups.

J'appris la mort du maréchal Duroc (2), et j'en fus vivement affligée. J'estimais son caractère ferme, loyal, franc jusqu'à la rudesse. Il était esclave de ses devoirs et probe jusqu'au scrupule. Réunissant au dévouement le plus entier le courage de dire la vérité toute nue, il connaissait trop le cœur de celui qu'il servait pour ne pas en apprécier souvent les ordres à leur juste valeur et quelquefois même se permettre de les enfreindre quand il les croyait dictés par un premier mouvement de vivacité. Un souverain serait mieux jugé, s'il n'avait auprès de lui que de tels serviteurs. C'est à ceux-là qu'on doit donner le nom d'amis. Aussi l'Empereur voulut-il adoucir par sa présence ses derniers moments, et le regretta-t-il sincèrement. Sa femme joignait aux qualités solides de son mari le naturel le plus aimable. Son bon esprit, son jugement sain la firent toujours distinguer parmi les jeunes femmes de la Cour qui jouissaient de la meilleure réputation.

MORT DE MADAME DE BROC

Mais celle qui faisait l'ornement du monde par ses agréments comme par ses vertus devait en disparaître bientôt et, par sa perte, me porter un des coups les plus funestes de ma vie.

Depuis la mort de son mari et mon retour de la Hollande, Adèle ne me quittait plus. Sa vie se partageait entre l'amitié et l'infortune. Elle était toute remplie par les soins, les consolations qu'elle me prodiguait, et par les œuvres de charité sans

(1) Hortense partit à la fin de mai, laissant ses fils à Malmaison.
(2) 22 mai 1813.

nombre qu'elle prodiguait à tous les genres de malheur. Souvent je l'ai vue quitter la robe de cour la plus brillante, les plaisirs les plus enviés, pour porter des secours à l'indigence jusque dans les réduits les plus obscurs. Elle m'accompagna à Aix. Nous allâmes ensemble voir une cascade. Je passai la première sur une planche mal assurée. Je me retourne : grand Dieu ! Quel spectacle !... Mon amie, entraînée par les flots, disparaît à mes yeux... Je ne retrouve que son corps inanimé !... Mes officiers, mes domestiques veulent m'arracher de ce lieu de douleur. Je ne puis consentir à m'en éloigner. Je m'obstine à espérer, mais vainement ! Elle n'existait plus ! Quel désespoir !... Me voilà encore plus isolée que jamais sur cette terre et sans l'amie qui m'aidait à supporter toutes mes souffrances. L'avenir m'effrayait ; je n'allais plus avoir sa raison pour soutenir la mienne, le calme de ses doux sentiments pour tempérer la vivacité des miens. J'accusais la Providence d'injustice. Je m'accusais moi-même d'avoir tant occupé de mes malheurs celle que je perdais et de ne pas lui avoir dit assez à quel point je l'aimais, à quel point elle m'était nécessaire. Je me trouvais coupable d'avoir osé tant me plaindre autrefois, puisque je l'avais encore.

A cette nouvelle, ma mère voulut accourir près de moi. Elle devinait tout mon chagrin, et m'envoya son chambellan, le comte de Turpin, pour s'assurer de mon état. L'impératrice Marie-Louise m'écrivit aussi avec intérêt sur ce douloureux sujet, et tout le monde prit part à mon malheur, parce que tout le monde aimait celle dont la perte le causait. Pour moi, qu'est-ce qui pouvait me consoler ?...

Je fondai à Aix un hôpital avec des Sœurs de Charité. J'envoyai le corps de ma pauvre amie dans une chapelle à Saint-Leu. C'était l'avoir encore près de moi. Je ne pouvais me distraire de cette perte affreuse ; mais je cherchais à faire du bien pour alléger ma peine : il me semblait que c'était m'occuper d'elle que de l'imiter.

HORTENSE.

(*A suivre.*)

LE BOUQUET ROUGE

I. — LA LECTURE D'UN FAIT DIVERS

Comment je fus amené à raconter à mes camarades de chasse cet épisode bien oublié de ma jeunesse où la plus étrange figure de jeune fille apparaît, ce fut le hasard d'un jour de mauvais temps.

De la fenêtre de notre refuge, — qui était censée donner sur le petit lac Lovitel, — nous regardions les brouillards qui remplissaient la combe et, parfois, montaient jusqu'à nous pour nous ensevelir quelques instants, nous dégager tout à coup et reprendre leur course sous l'action du vent. Parfois un sommet apparaissait dans un trou de nuage, mais bien vite il était recouvert. Les chamois pouvaient se promener en troupeaux sur les névés et même sur les hauts pâturages : ils ne seraient pas dérangés.

Mes compagnons de cellule, Louis de Vimines et Pierre Laval, tournaient en rond et fumaient leur pipe avec cette dignité majestueuse et indifférente qui vient de la soumission au destin. Comme je ne fume pas, ils me prirent en pitié. L'un d'eux me désigna du doigt la bibliothèque. La bibliothèque de Lovitel se compose de peu de livres. On ne lit guère dans la rude vie de montagne et il faut aux livres, comme au vin, un certain degré d'alcool pour supporter l'altitude. Un Rabelais et le *Jocelyn* de Lamartine occupaient à peu près seuls la planchette, avec *la Chasse alpestre*, de cet Alpinus qui est bien connu en Dauphiné, et *la Chasse au chamois*, ce chef-d'œuvre vieille France du marquis de Saint-Séverin. Je m'emparai d'Alpinus, qui est un auteur plein d'humour et le créateur de Gavet. Connaissez-vous Gavet ? Gavet est un type d'alpiniste

Copyright by Henry Bordeaux, 1926.

entraîné, passionné et cachottier, à peu près tout le contraire de Tartarin sur les Alpes, dissimulant savamment ses ascensions au lieu de s'en vanter, mais expert à multiplier les tours pour écarter de ses chères montagnes les funiculaires et les touristes également importuns. Il y a aussi l'histoire d'un nommé Givel, qui exerçait au pays plat l'emploi de musicien. Chaque samedi, il disparaissait sans rien dire à personne. L'Alpe était sa maîtresse hebdomadaire. Un jour, un dénicheur de croches, trompé par la caisse à violon que ce Givel promenait dans Grenoble, vint proposer à sa signature les statuts d'une association musicale : « C'est, lui dit-il, dans le dessein de nous réunir chaque dimanche pour nous divertir à faire de la musique. — Mon ami, répondit froidement Givel, avez-vous vu quelquefois les cordonniers se réunir le dimanche avec le projet avoué de se divertir en faisant des souliers? » Ainsi fut sauvegardée par Givel la liberté de ses dimanches.

Alpinus, par surcroît, est délicieusement gourmand. Sa recette pour la marinade et la cuisson du chamois ressemble à une ode et se termine par un anathème jeté sur tous ceux qui ne l'apprécieraient pas : « Pareils trésors de sérieuse gastronomie et de haute venaison ne sont point pour vos estomacs de papier mâché. Retournez à votre blanquette de veau. »

J'en étais là de ma lecture et l'eau me venait à la bouche en évoquant ce cuissot moelleusement étendu sur un lit de serpolet et de lavande, lorsque Louis de Vimines qui s'était emparé d'un journal, déjà vieux de quelques jours d'ailleurs, laissa échapper cette exclamation :

— Encore un accident de montagne!

Elle ne fut pas relevée. Les accidents de montagne, c'est la chance de chacun, chasseur ou alpiniste, ou sa maladresse. Mais il ajouta, pour vaincre notre indifférence :

— Une femme que j'avais rencontrée pendant la guerre habillée en homme.

— Où ça? m'informai-je avec condescendance.

— A l'Hartmann.

— Que diable faisait-elle par là? Un amant?

— Non, son mari qui commandait un bataillon du 152e. J'étais au repos, dans la vallée de Saint-Amarin, avec mon escadron de cuirassiers à pied. Je l'avais quelquefois vue dans le monde à Paris, mais je ne l'ai pas reconnue tout de suite. Elle

s'est même amusée à m'intriguer, car elle faisait un joli chasseur dont le béret avait bien de la peine à contenir les cheveux blonds. Elle avait rendez-vous à Thann et poussa l'audace jusqu'à me demander son chemin en m'appelant par mon nom prononcé à voix basse. Alors je l'identifiai. Elle avait besoin d'un chariot afin d'éviter la fatigue et comptait sur moi pour lui faciliter son compromettant voyage. Me méfiant d'elle tout de même à cause de ses origines étrangères, ou plutôt, — car c'était un prétexte, — attiré par elle, je résolus de l'accompagner.

— Ses origines étrangères?

— Oh! anglaises. Une Anglaise très cosmopolite, élevée pour une part en France, et très sportive, comme les Françaises d'avant-guerre ne l'étaient point. Et c'était même en parlant de quelques ascensions célèbres et de son compatriote Whymper, le vainqueur du Cervin, que nous avions fraternisé dans son salon ou dans quelques salons amis. Elle était d'une audace folle, pour elle et pour les autres. Plus encore pour les autres que pour elle, comme ce Gesril dont parle Chateaubriand et qui imposait à ses camarades des exercices périlleux dont il se privait.

Pierre Laval, qui s'occupe d'histoire, précisa :

— Oui, mais Gesril est mort à Quiberon. En une fois, il a prouvé que son héroïsme dépassait celui de ses compagnons de jeux. Un chef n'a pas besoin de s'exposer inutilement.

— Attendez, reprit Vimines avec feu, comme s'il se passionnait pour sa mystérieuse rencontre d'un jour de guerre. Mon Anglaise vient de se tuer à la Blümlisalp.

— A la Blümlisalp? répétai-je, car je connais bien ce massif de l'Oberland bernois dont les glaciers éblouissants sont loin d'être inabordables.

— Oui, à la Weisse Frau qui n'est pas bien difficile, mais, d'après le journal, elle avait voulu braver le mauvais temps et partir, malgré l'avis de son frère. Une avalanche les a roulés. On ne les a retrouvés que quelques jours plus tard. Qui sait? peut-être cherchait-elle la mort.

— Pourquoi donc? me récriai-je sans me douter de l'intérêt que j'allais prendre à cette inconnue. Dans tous les cas, elle l'eût cherchée seule, non avec son frère.

— Oh! les femmes! Elles aiment être accompagnées jusque sur l'autre rive.

— Vous oubliez son mari.

— Son mari? Précisément il fut tué à l'attaque du 21 décembre sur l'Hartmann, peu après la visite de Thann. Je n'étais plus là. On m'a raconté qu'il était tombé dans la neige, après avoir dépassé la crête, vainqueur.

— Et pas d'enfants?

— Pas d'enfants.

— Un bon ménage?

— Excellent, comme tous ceux où le mari est complètement asservi à la femme.

Puis Louis de Vimines compléta sa pensée avec une sorte de mélancolie assez rare chez ce grand chasseur toujours maître de lui et indifférent, dans sa majesté, aux choses de l'amour :

— Comment ne l'aurait-il pas été? Celle-ci exerçait une fascination très particulière.

— Définissez.

— Je ne sais pas définir. Et d'ailleurs, à quoi bon?

Qu'il gardât ce silence sur une femme qui n'avait joué aucun rôle dans sa vie, et qu'il admît, lui tout imbu de l'orgueil masculin et de la supériorité de son sexe, que cette femme eût sans conteste le droit de régner chez elle, c'était bien anormal. Nous le raillâmes si fort sur sa prudence et sa discrétion qu'il fut contraint de s'en départir :

— Eh bien! mais, imaginez une grande femme admirablement proportionnée, à qui la vigueur et la vie de plein air n'ont pas réussi à ôter cette grâce venue de la façon de poser la jambe et de porter le buste.

— C'est banal et ne compose pas un portrait.

— Attendez. La tête petite, portée par un cou assez long, le visage d'un teint éblouissant comme la neige à l'aurore.

— Oh! oh! du lyrisme!

— Si vous m'interrompez, je m'arrête. La neige, il faut bien se servir de la neige, car elle appelait la comparaison. Je n'ai jamais vu, un soir de bal qu'elle était décolletée, des épaules si blanches ni si purement modelées.

— Vous en fûtes amoureux.

— Mais non. Ou peut-être un jour. Ce jour où je l'accompagnai à Thann.

— Elle était habillée en homme. Ce n'étaient pas ses épaules.

— Il y avait autre chose qui n'appartenait qu'à elle. Blonde,

elle aurait dû avoir des yeux bleus. Or ses yeux étaient d'un fauve sombre, comme la fourrure du chevreuil à l'automne. Son regard avait une expression à part, volontaire, impérieuse, voluptueuse, cruelle même. Je pensais toujours, en la voyant, à ces soirs de chasse où de belles dames assistent à la curée du cerf sous les flambeaux. Il en est qui se détournent. Il en est qui suivent le spectacle avec avidité. Elle devait être de celles-ci. Elle aurait ri devant les batailles de chiens se disputant les entrailles de la bête. Cela est rare chez une femme tout de même, chez une honnête femme, car le monde ne disait rien d'elle. Elle attirait et faisait peur ensemble. Il fallait être un homme courageux pour l'avoir épousée. Son mari était un homme courageux. Devant moi, car je les aidai à se retrouver, elle le railla sur sa villégiature au flanc de l'Hartmann : « Bon terrain pour le ski, disait-elle, s'il n'y avait pas tant de sapins. A votre place, j'aimerais passer de l'autre côté, pour voir ce qu'il y a... » L'autre côté, c'étaient les pentes allemandes, et le sommet de l'Hartmann n'était pas à nous. L'éclatement des obus l'amusait. Et la voilà roulée dans la neige des Alpes, comme son mari dans celle des Vosges.

Nous n'allions pas nous apitoyer sur cette mort tragique. Les nuages, chassés par le vent, s'enfuyaient maintenant comme des chamois le long des pentes, et les eaux bleues du lac s'agitaient de mille frissons d'or.

— Oh ! s'exclama Louis de Vimines, oubliant la vision qu'il avait évoquée pour nous distraire, le temps s'élève. Nous pouvons encore chasser.

Il appela le garde Chavert et son adjoint Michel Gallice pour organiser la battue. Nous bouclâmes nos sacs et sautâmes sur nos carabines. Au moment de franchir le seuil de la cabane, j'eus l'imprudence de demander :

— Vous ne nous avez pas dit le nom de la victime.

— Quelle victime ?

Il l'avait déjà précipitée dans le passé !

— Mais celle de la Blümlisalp.

— La femme du commandant ? C'est la comtesse de Satigny.

— Ah ! par exemple ! m'écriai-je. Au fait, j'aurais dû la reconnaître à votre portrait. Un instant, je fus sur le point de vous la nommer. Puis, j'estimai la rencontre impossible.

— Vous la connaissez donc ?

— Si je la connais ? Ou plutôt je n'ai pas connu la comtesse de Satigny, si c'est elle, mais j'ai connu, et beaucoup, miss Mabel Word, lady Mabel Word, car elle était fière de son titre.

— C'est bien cela, confirma Louis de Vimines. Son frère Dick Word est cité avec elle dans le journal. Lisez. Ils ont trouvé la mort ensemble. On a ramené les corps à Kandersteg. Je pensais bien qu'elle devait porter malheur : son mari, son frère, tout son entourage, elle-même...

Tranquillement, j'acquiesçai :

— Bien plus encore que vous ne le croyez. Quand je l'ai connue, elle a causé la mort de deux hommes.

— Un duel ?

— Presque. Un pugilat plutôt. En ce temps-là, j'étais jeune et je passais pour assez audacieux. Elle m'a effrayé et je me suis sauvé.

Mes compagnons me considérèrent avec étonnement. Nous n'échangions guère de confidences et je livre peu mes affaires intimes. Un instant, ils hésitèrent; mais Louis de Vimines fut bientôt repris par sa passion :

— Écoutez, Charlieu, me dit-il : nous avons juste le loisir de gagner nos postes avant que nos hommes commencent le traque. Mais ce soir, après la chasse, vous nous débrouillerez cette histoire.

— A quoi bon ? tentai-je d'objecter. Laissons dormir les morts, surtout ceux qui sont tombés dans la neige et à ce titre sont nos amis.

— Non, non, nous voulons le secret de la comtesse de Satigny.

— Pas celui de la comtesse de Satigny, mais de lady Mabel Word.

— C'est cela.

Et nous voilà partis dans la montagne.

II. — LA PLUS VIEILLE VALLÉE DU MONDE

Force me fut donc, le soir, de raconter ce que je savais de la morte. Mes camarades songèrent d'autant moins à me faire grâce de mon récit que notre chasse avait été infructueuse, les chamois s'étant dérobés à la faveur des brouillards revenus. Ils avaient besoin d'une diversion et j'étais chargé de la leur fournir

après le repas qui n'avait pas été gai comme d'habitude.

Donc, en ce temps-là je prenais souvent la Suisse pour le centre de mes excursions annuelles dans les Alpes. Le change ne dressait pas alors son mur de Chine autour de notre pays. J'y fuyais mon cabinet de la rue Croix d'Or à Chambéry et j'avais l'avantage de n'y point rencontrer de ces têtes de clients, qui servent d'épouvantail aux vacances en nous rappelant nos occupations professionnelles. Puis les refuges y étaient plus confortables et je n'ai jamais été insensible dans mes courses à un bon lit et à une nourriture saine et abondante. Vous en êtes témoins.

— Certes, convint Louis de Vimines qui, du coup, réclama une bouteille rafraîchie dans la neige voisine.

— Enfin, repris-je, en Suisse, il y a le petit déjeuner du matin.

— Oui, me coupa encore mon hôte, sur toute la Suisse est répandue une bonne odeur de café au lait.

— Café au lait, beurre, miel, confitures, croissants et petits pains chauds. N'y aurait-il en Suisse que le petit déjeuner du matin, elle attirerait encore les voyageurs. Cette année-là, j'avais remonté la vallée du Rhône et, de Louèche, par le col de la Gemmi, j'avais passé dans la vallée de la Kander. Kandersteg est un joli petit village de l'Oberland bernois bien assis parmi les pins et les forêts, avec une ouverture sur le lac d'Œschinen dont les eaux reflètent le cirque de la Blümlisalp. C'est, en petit, quelque chose comme le massif de la Jungfrau, ou celui de Zermatt, ou celui de l'Engadine. A l'hôtel, je fis, en lisant ma carte et préparant mes randonnées aux alentours, la connaissance d'un jeune Anglais, ouvert et gai comme un étudiant d'Oxford ou de Cambridge, qui cherchait des buts de promenade. Je lui montrai mon projet : franchir la Lötschenpass pour tomber dans le val de la Lonza, ce Lötschental inconnu qui est fermé au reste du monde, et revenir par le glacier d'Aletsch. Cela devait me servir d'entraînement avant d'entreprendre des ascensions plus délicates, celle du Doldenhorn et celle des pics les plus hauts de la chaîne de la Blümlisalp. Il faut vous dire que le fameux chemin de fer du Lötschberg avec son tunnel presque aussi long que celui du Simplon, qui relie Berne directement à l'Italie, n'était pas construit encore, en sorte que ce Lötschental que je convoitais était véritablement

isolé comme un monastère, sans autre voie de communication qu'un mauvais sentier muletier qui le reliait à la vallée du Rhône. Il passait pour la plus vieille vallée du monde, ou du moins les mœurs ne s'y modifiaient point, les habitants se suffisant à eux-mêmes et faisant eux-mêmes leurs habits, leurs chapeaux, leurs souliers, ne tirant rien d'autrui, ni le pain, rare pourtant, ni la viande, ni les légumes, et remplaçant le vin par une mauvaise boisson fermentée. Mon Anglais, — vous ai-je dit qu'il s'appelait Dick Word? — riait aux éclats en entendant ces détails, tant il lui paraissait plaisant qu'une vallée des Alpes fût pareille à une île, comme si d'ailleurs les îles ne commerçaient pas avec le continent par le moyen des bateaux!

— J'aimerais visiter, me déclara-t-il.

— Eh bien! accompagnez-moi.

— J'ai une sœur.

— Emmenons mademoiselle votre sœur.

— Elle me commande.

Et il devint grave. Ce grand garçon désinvolte était sous la dépendance d'une jupe. Ce fut mon tour de rire :

— Ah! lui dis-je, c'est différent. Présentez-moi : je lui parlerai.

— Elle est charmante, mais terrible, m'expliqua-t-il sérieusement.

— C'est parfait.

Ainsi fus-je présenté à lady Mabel Word après le dîner. Elle parlait le plus pur français, ayant passé un an ou deux dans une institution à Paris.

Les femmes ne portaient pas en ces temps anciens de ces robes dont le décolletage et la brièveté s'entendent pour supprimer le mystère favorable à l'illusion. Du moins ne sommes-nous plus exposés à nous tromper sur leur plastique. Ce que je pus voir des épaules et de la gorge de la jeune Anglaise, — peu de chose, — m'explique l'impression qu'en reçut plus tard Louis de Vimines mieux informé et plus favorisé que moi par la mode : un marbre vivant, ou de la neige échauffée, cette blancheur très rare et comme nacrée, dont tous les pores semblent contenir un grain de lumière.

— C'est bien cela, approuva mon compagnon de chasse, comme s'il revoyait sa vision.

— Se servait-elle de pâtes savantes? Dans tous les cas, il n'y

avait pas de contraste brusque et choquant entre le visage et la partie des bras exposée aux morsures de l'air et du soleil et ce qui, dans le jour, était caché. Elle soignait ses mains et son teint. Les mains n'étaient pas fines, les pieds non plus. Mais les doigts étaient longs et bien dessinés. Quant au teint, éblouissant, il m'expliquait les tableaux des peintres anglais, les Lawrence, les Gainsborough et les Romney, dont les portraits ont une fraîcheur de matin d'été. De cet ensemble, n'est-ce pas? auraient dû naître le désir et la joie. Or, le plaisir qu'elle distribuait en apparaissant était aussitôt remplacé par une sorte d'inquiétude, de malaise venu de son regard. Ce regard vous glaçait. Ce n'était pas un regard de jeune fille, — quel âge pouvait-elle avoir? vingt-quatre ou vingt-cinq ans, son aisance ne permettait guère de lui attribuer moins, — mais de méchante fée qui jette des sorts. Je ne l'ai pas compris tout de suite. Il y avait dans ses yeux de la moquerie, — bien naturelle et fréquente dans la jeunesse, — de l'ironie déjà plus rare, de la cruauté. La cruauté, évidemment, je ne m'en suis pas rendu compte immédiatement. Je m'en suis rendu compte au cours d'une conversation sur les Indes où s'était passée son enfance. Son père, qu'elle avait perdu, y avait rempli des fonctions importantes. Elle y avait assisté à des combats de rhinocéros et d'éléphants, et décrivait avec un rire féroce la mise en pièces d'un éléphantador acculé et écrasé par le formidable animal en fureur. Ce rire qui découvrait ses dents un peu longues et pointues, — les dents, c'est le danger futur pour les Anglaises qu'elles défigurent...

— Pas toujours, protesta Louis de Vimines.

Ce rire, dès lors, aurait dû m'écarter d'elle. Mais j'étais déjà pris. Au contraire, il y avait là quelque chose de particulier chez une jeune fille qui m'attirait. J'étais à l'âge où l'on recherche le risque. Donc, pour plaire à son frère, et plus encore à moi-même, je lui expliquai mon projet et lui vantai ce Lötschental inconnu et secret. Elle faisait la petite bouche :

— Oh! des hommes primitifs, j'en ai assez vu. Ils sont bornés et sales. Et puis, dans tout ce que vous nous proposez, il n'y a pas de difficultés. Rien que des cols à passer. J'aimerais voir un accident. Montrez-moi un accident, avec un mort qu'on ramène dans un sac.

J'objectai qu'un accident ne se commande pas et j'eus la

lâcheté de lui abandonner les maladroits qui vont chaque année se tuer dans les Alpes. Je trouvai même ses propos spirituels et différents de la banalité courante. Du moins avais-je découvert à Kandersteg une jeune fille extraordinaire qui me promettait pour mes vacances un flirt amusant et mouvementé.

La petite expédition fut néanmoins décidée et nous partîmes tous les trois, remontant le cours de la bondissante Kander. Elle portait un costume d'homme.

— Déjà ! s'écria Vimines.

— Vous voyez que vous n'en avez pas eu la primeur. Et ce costume d'homme m'amusait et me plaisait fort, car en Savoie, les femmes alpinistes n'osaient pas encore le porter. Il lui seyait à merveille. Elle était grande, avec les jambes longues et une jolie façon de marcher qui lui cambrait les reins. Les paysans la prenaient pour un garçon. Quand nous arrivâmes dans le Lötschental, une paysanne la dévisagea, reconnut son sexe et se signa. Mais nous n'y arrivâmes que fort tard. Elle ne se contenta pas du col qui est une dépression entre le Balmhorn et le Schilthorn, elle voulut monter sur le Schilthorn pour voir du sommet l'assemblée des Mischabel, du Weisshorn et du Mont-Rose. Je lui énumérai ces pics dont la plupart m'étaient familiers, puis je lui montrai au nord les murailles du Doldenhorn et de la Blümlisalp qui s'escaladent de Kandersteg.

— De Kandersteg? Au retour, nous irons. Quel est le plus difficile?

— Le Doldenhorn, je crois.

— Je veux monter au Doldenhorn avec vous et mon frère Dick.

— Et un guide. Je n'en sais pas le chemin.

— Non, sans guide : ce sera plus amusant.

— C'est entendu.

J'avais fait des ascensions plus compliquées et pouvais m'engager sans crainte. Sur cette promesse, nous redescendîmes par des névés et des éboulis, puis par des pâturages plus doux aux pieds et des forêts de mélèzes sur Ferden et de là sur Kippel où nous devions trouver bon souper et bon gîte chez le curé. Il n'y avait pas alors d'auberge. Le curé, ou plutôt le recteur, nous offrit une chambre à deux lits dont un très grand, car il avait pris, lui aussi, notre compagnon pour un garçon. « Vous vous en accommoderez bien à vous trois, » nous dit-il. Miss Mabel, ne se

pressant point de le détromper, esquissa un sourire équivoque en me regardant, puis elle posa son sac tyrolien sur un des lits comme si elle acceptait la situation. Je dus rectifier moi-même et réclamer pour elle une chambre à part. Et le recteur ingénu de rire à gorge déployée de sa méprise.

III. — LA VEILLÉE CHEZ VÉRÈNE

Le lendemain devait être jour de repos. Le Lötschental vaut bien une visite. Il n'est guère de vallée plus personnelle. A la vérité, elle n'est pas si inconnue que les guides le donnent à entendre pour y attirer les touristes. Dès les âges reculés les chercheurs d'or et d'argent y sont venus, et la mine de Goppenstein y fut successivement exploitée par des Anglais, des Français, des Belges et des Allemands avec des fortunes diverses, habillant les uns, dit la chronique, de soie et de velours, et dévêtant les autres jusqu'à la chemise. Mais la nature la défend, et aussi les avalanches qui y sont fréquentes, ce qui explique l'agglomération des villages où les maisons sont serrées les unes contre les autres comme les écailles d'une carapace de tortue. Quand nous y allâmes, des équipes d'ouvriers italiens travaillaient au tunnel du Lötschberg, et pendant l'hiver précédent une avalanche surprenant quelques-uns de leurs camarades à l'heure de la soupe en avait écrasé une douzaine.

Nous commençâmes la tournée des curiosités locales par la petite église pareille à un pigeon blanc dans une troupe de corbeaux posés. Car les chalets de la vallée sont construits avec un bois de mélèze que foncent les années et qui prend des tons de rouge sombre, presque d'ébène. Ces chalets ont des balcons ouvragés, des fenêtres nombreuses dont les volets se rabattent et qui portent des pots de géraniums. Autour de l'église, les tombes sont rangées, toutes pareilles, démocratiquement : petits parterres dorés, car des soucis jaunes y fleurissent.

— J'ai horreur de l'égalité, me déclara Mabel Word.

— Elle n'existe précisément que dans la mort, lui objectai-je.

— Pas plus dans la mort que dans la vie. Il y a de belles morts, violentes, héroïques ou tragiques. Il y en a de banales : dans son lit, entouré de parents, avec des fioles de remèdes sur sa table de nuit : pouah ! Il y en a d'affreuses après de longues

maladies horribles à voir. J'aimerais mourir dans la neige : c'est propre.

— On meurt comme on peut.

— Pas du tout. Nous forçons les événements en les appelant à nous.

Elle croyait à ses puissances de volonté. A quoi bon la contrarier? Elle avait le temps de perdre ses illusions. Puis le recteur, soucieux de nous faire les honneurs de sa paroisse, nous conduisit à l'intérieur de l'un de ces chalets que nous avions admirés du dehors pour leurs beaux tons, leurs sculptures et aussi leurs inscriptions, toutes soumises à la bénédiction divine. Ainsi fûmes-nous introduits chez deux vieilles fileuses au rouet C'étaient les deux sœurs, également petites, usées, parcheminées, penchées déjà sur la tombe, mais dont les yeux clairs, d'un bleu décoloré, livraient une égale paix intime, et comme la douceur de s'acheminer ensemble vers la fin de leur journée commune. Elles composaient, à elles deux, dans cette chambre où les meubles sculptés et les images pieuses n'avaient pas d'âge, un de ces tableaux qu'on voit aux musées flamands, peints par Van Eyck ou par Memling.

— Leurs journées se ressemblent comme leurs visages, nous expliqua le prêtre. Le matin, elles vont à la première messe, puis elles traient leurs brebis et leurs chèvres, puis elles filent le chanvre et le lin en coupant leur travail, de temps à autre, de quelques dizaines de chapelet.

— Quel ennui! murmura la jeune Anglaise.

— Vous voulez dire : quelle tranquillité! rectifia le curé de Kippel.

— C'est la même chose.

— La paix, mademoiselle, n'est-ce pas le bonheur?

— Ah! non, c'en est le contraire. Le bonheur, c'est l'effort, la lutte, c'est la guerre. Tout le reste est fade et écœurant.

Notre hôte considéra d'un œil effaré cette jeune fille habillée en homme qui tenait des propos aussi subversifs, et dès lors il nous crut en compagnie du diable. Les deux vieilles filles qui ne nous comprenaient pas, — car elles ne parlaient que leur patois allemand, — devaient partager cette opinion; elles s'interrogaient l'une l'autre d'un pauvre regard suppliant sur notre équivoque compagnon et n'auguraient rien de bon de son costume masculin et de son visage de femme. Pour ne pas les

troubler plus longtemps, je donnai le signal du départ. Leur vie monotone et quasi immobile ne pouvait s'accommoder de nos agitations.

Cependant le village était en rumeur. Des enfants portaient des planches que les charpentiers montaient comme des tréteaux de théâtre. « C'est en effet un théâtre, nous expliqua le curé, où les habitants représenteront prochainement un drame, *la Mort de la garde suisse à Paris*. Chaque année, le traditionnel Lötschental joue une pièce patriotique. Autrefois, c'étaient des mystères. »

— Vous comprenez, ajouta-t-il, notre vallée doit se suffire à elle-même. Vous parliez d'ennui, mademoiselle. On ne s'ennuie jamais ici. Tout l'hiver, on travaille aux répétitions de notre pièce. Les femmes cousent les costumes. Des peintres barbouillent les toiles de fond. C'est une récréation générale. Et puis, il y a les fêtes de l'église. L'Église catholique a toujours veillé à distraire les fidèles.

Il la catéchisait en la surveillant, comme s'il redoutait ses incartades, Nous dûmes, le soir, à cette surveillance, pendant la veillée, toute une série d'histoires où passèrent les démons de la montagne sous la forme de chamois ailés, de boucs noirs, de dragons, de génies et de nains. Le recteur de Kippel était un prêtre fort instruit, né dans le pays, et qui sans doute avait demandé à y revenir, et qui, dans les intervalles de son ministère, rassemblait les chansons du folk-lore et les légendes du glacier. A sa voix le monde des neiges s'animait. La Dame Blanche fermait la vallée à la Lötschenlucke avec des blocs de glace. Les âmes en peine erraient sur les bords des lacs gelés. Comme pour confirmer ses paroles, nous entendîmes une détonation suivie d'une rumeur qui se prolongea quelques secondes. Les fenêtres du presbytère étaient grandes ouvertes sur la nuit étoilée.

— Une avalanche, dit simplement le recteur. Il est tombé, ce printemps, beaucoup de neige. Elle a dû partir des flancs du Bietshorn. On connait leur parcours habituel. Elles ne nous effraient plus. Mais il faut prendre garde, quand on est étranger. Cet hiver, trois jeunes gens ont été roulés à la Lötschenlucke. On ne les a pas retrouvés. Il ne faut pas plus jouer avec la neige qu'avec le feu. La neige, c'est ici le Sorcier Blanc dont les envoûtements sont mortels. Connaissez-vous, au pied du Breithorn, l'endroit qu'on appelle *Wunderspiel* (le chant merveil-

leux)? En se penchant sur le gouffre, on croit entendre un chant de violon.

Et il nous conta l'histoire des trois pâtres de la Blümlisalp (1). Sur les trois, il y en avait deux qui souvent passaient la montagne pour s'en aller à la veillée de Gugginen. Çà et là, dans la montagne, les jeunes gens se rassemblent dans quelque chalet à l'écart où une jolie fille les attire. Le troisième qui était sage restait chez lui avec son violon qu'il préférait à toutes les filles du monde. Mais précisément les filles de Gugginen avaient entendu parler de son violon. « Amenez-le avec vous, réclamaient-elles aux deux autres. Nous voulons qu'il nous fasse danser. » Les deux autres finissent par convaincre leur innocent compagnon. A Gugginen ils trouvent joyeuse compagnie. Des jeunes filles des alpages environnants ont été invitées et sur des plats d'étain s'élèvent des pyramides de gâteaux. Le plus appétissant et le plus gros sera la récompense du meilleur danseur. Voilà que le violon se met à chanter. Telle une voix céleste, il parle de bonté, de beauté, d'honneur, de foi, de fidélité. Son chant se fait si pur, si doux, si pénétrant que des larmes roulent sur les tabliers blancs des danseuses. Et tout au fond des cœurs une voix répète : Fidélité! fidélité! « Le musicien mérite le prix! » s'écrient tous les auditeurs, lorsque la musique s'est tue. Et la maîtresse du logis ajoute : « Que le Seigneur accompagne tout le monde à la maison! » La compagnie se retire, et le violoneux le premier, car il se doute du sort qui l'attend. En effet, ses deux camarades envieux ont juré de se débarrasser du vainqueur. Ils le poursuivent à travers les névés et les éboulis, ils l'atteignent au bord d'un ravin et l'y précipitent. Puis ils se disputent à leur tour et en viennent aux mains. La chasse humaine monte jusqu'au glacier et ils se battent sur les abîmes. Le Sorcier Blanc a connu leur crime, et la neige les recouvre et les étouffe. Quant au violoneux, il vit depuis lors dans le ravin où les êtres de la montagne le ravitaillent, et c'est pourquoi celui qui passe entend son chant merveilleux.

— J'aimerais jouer avec la neige, conclut miss Mabel.

Le recteur parut l'évaluer du regard et peser son destin :

— Oui, dit-il, vous lui donnerez peut-être un jour ce que vous avez de plus précieux.

(1) Voir *les Légendes du glacier*, recueillies dans le Lötschental par Joh. Siegen, rév. prieur de Kippel (Lausanne, éditions Spes).

— Ce que j'ai de plus précieux, c'est moi-même.

— C'est bien ce que j'ai voulu dire.

Parlait-il sérieusement ou n'était-ce qu'un jeu d'humour? Il nous entretenait de légendes et de sorcelleries et, puisque nous étions dans ce domaine, les paroles prononcées ne pouvaient l'engager. Elles se mêlaient à tout le cortège des chamois ailés, des dragons, des génies et des nains, et nous le comprîmes ainsi. Pas un instant il ne vint à l'un de nous l'idée que le recteur pût prédire l'avenir, et cependant c'est bien l'avenir qu'il prédisait sans même le savoir. Tout au plus voulait-il par cette menace ramener à la prudence la jeune fille trop téméraire dans ses propos.

— Prenez garde, ajouta-t-il paternellement. Vous me paraissez avoir le caractère indomptable de Vérène.

— Qui est Vérène?

— Vous ne connaissez pas Vérène? Vérène était une belle jeune fille indépendante qui ne voulait écouter personne, et pas même son père et sa mère.

— Je n'ai plus ni père ni mère, monsieur le recteur.

— Les auriez-vous écoutés?

Mabel Word éclata de rire. Certainement non, elle ne les eût pas écoutés. Et ce rire scandalisa le jeune Dick qui admirait et redoutait sa sœur à la fois.

— Qu'est-il arrivé à votre Vérène? questionna étourdiment la jeune fille.

— Le pire châtiment. Ses parents étaient les plus riches habitants du Lötschen. Ils possédaient en propre une alpe, nommée Heimalp, dont les pâturages étaient renommés. Tout l'été, c'était Vérène, leur fille aînée, qui régnait sur l'alpe, troupeaux et bergers. Elle ne voulait d'aucune aide, ni d'aucune surveillance. Grande et forte comme un homme, bien qu'elle n'en portât pas les habits, elle gouvernait et commandait et le soir, dans son chalet, qui était le plus vaste et le plus beau, elle réunissait les filles et les pâtres d'alentour et l'on dansait et buvait jusqu'au matin. Cependant, de mauvais bruits étaient descendus dans la vallée, et la mère de Vérène, inquiète et tourmentée, résolut d'aller voir elle-même ce qui se passait dans la montagne. Elle emmena son dernier né qu'elle nourrissait et la voilà sur les mauvais sentiers. Arrivée au bord du petit lac de Gugginen, elle aperçoit dans la nuit une lumière qui brille. Nul

doute, c'est le chalet de Vérène. Il en sort un grand tapage de musique et de danse. La pauvre femme, bouleversée, achève sa course. La voici qui regarde à travers les vitres : horreur ! Satan lui-même conduit le bal, anime danseurs et danseuses. Elle ouvre la porte et présente au démon son petit enfant : un innocent a le pouvoir de le mettre en fuite. Mais Vérène daigne à peine reconnaître sa mère : tandis qu'elle régale ses invités d'eau-de-vie et de vin chaud, elle lui tend une tasse de petit lait à partager avec l'enfant. Devant une telle ingratitude, la malheureuse s'enfuit dans la nuit en versant des larmes. Voici que ses larmes se changent en glaçons. L'alpage d'autrefois est aujourd'hui un glacier. Si vous montez à Heimalp la nuit, peut-être rencontrerez-vous des pâtres et des jeunes filles en costumes démodés, et si vous leur demandez où ils vont, ils vous répondront : « A la veillée chez Vérène... »

Le recteur ayant achevé son histoire, nous prîmes congé de lui. Le lendemain, de très bonne heure, nous devions repartir pour la Lötschenlucke et traverser le glacier afin d'atteindre la cabane de la Concordia. Comme nous nous retirions, Mabel Word se pencha vers moi :

— Viendriez-vous avec moi, me demanda-t-elle en manière de jeu, à la veillée chez Vérène?

— Sans doute, lui répondis-je.

N'étais-je pas envoûté?

IV. — LA CABANE

Rien ne lie des jeunes gens, vous le savez, comme ces petites expéditions en commun à travers les montagnes. On porte soi-même ses bagages, — sac et piolet, — on se sent libre comme l'air, on se livre au naturel. Le naturel de Mabel ne laissait pas d'être inquiétant. Du moins n'y discernais-je point de pose ni d'affectation. Elle exigeait de la vie des sensations violentes. Or, j'étais rebelle au vertige et parfaitement disposé à partager ses goûts.

La fin de notre voyage fut gâtée par un petit accident stupide. A la descente, Dick qui marchait devant, me laissant le soin d'accompagner sa dangereuse sœur, se tordit le pied et se fit une entorse. Nous eûmes du mal à le ramener jusqu'à un village où nous trouvâmes un véhicule.

— Voilà qui est fort ennuyeux, me déclara Mabel, quand nous fûmes tous trois de retour à Kandersteg.

Je l'appelais Mabel, car nous avions décidé d'un commun accord de nous donner nos prénoms.

— Que dit le médecin?

— Oh! c'est une affaire de trois ou quatre semaines. Pour ce pauvre Dick, la saison est finie.

— Il aura une bonne garde-malade.

— Une garde-malade? Vous me prenez pour une garde-malade? Mais je vais monter avec vous au Doldenhorn et à la Blümlisalp.

— Volontiers. Nous choisirons un guide. On m'a parlé de Schmid ou de Minnig.

— Je ne veux pas de guide. Rien que nous deux.

— C'est une bien grande responsabilité, objectai-je en riant.

— Je vous libère de toute responsabilité. Chacun pour soi.

— Pas quand on est cordé. Car nous serons obligés de nous corder.

— Eh bien! nous ne ferons qu'un avec la corde.

Elle adorait me lancer de ces phrases à double sens où l'homme le plus prudent est pris comme un cheval au lazzo, et je n'étais pas alors un homme prudent. Ainsi acceptai-je de m'en aller avec une jeune fille explorer un massif inconnu de moi. Cela représentait des nuits dans les refuges, et des jours de solitude sur les glaciers ou les névés, des repas en commun où l'on boit dans le même verre, où l'on mange dans la même assiette, une intimité de tous les instants, surexcitée par l'effort, la fatigue, le danger. On a beau ne pas être sujet au vertige, cette perspective était assez vertigineuse. Se rendait-elle exactement compte de la vie que nous allions mener? Loyalement, il la fallait avertir. Je lui en fis un tableau assez précis qu'elle parut goûter beaucoup.

— Ce sera très drôle, conclut-elle.

Drôle? Quelle singulière épithète! Mais non, ce ne serait point drôle. Ou bien employait-elle cet adjectif pour éviter d'en employer d'autres, plus exacts et plus directs. Je ne crois pas avoir jamais été fat, comme le sont, vous en conviendrez, la plupart des hommes qui croient intéresser toutes les femmes à leur portée. Maintenant que je puis déjà regarder en arrière et

découvrir un long chemin parcouru, j'entrevois même des occasions perdues où peut-être un peu d'audace et de clairvoyance m'eussent valu de meilleures fortunes. Mais je ne pouvais alors me méprendre à l'attrait que j'exerçais sur mon étrange compagne. De cet attrait, pourtant, je ne m'expliquais pas le caractère. De toute évidence, la question du mariage ne se posait pas entre nous. Lady Mabel Word, fille d'un haut fonctionnaire des Indes, bien qu'elle fût devenue cosmopolite par son éducation et ses voyages, était trop fière de son titre de noblesse, de ses relations dans le monde diplomatique anglais, de sa fortune pour envisager un seul instant l'idée de changer d'existence et de se fixer sur le continent en épousant un Français. Moi-même, je tenais trop à mon indépendance pour accepter de l'aliéner; et puis, chez moi, les préjugés de race, de religion, de communauté d'idées et de croyances sont toujours restés intacts à travers les hasards et les aventures et dès ma jeunesse m'eussent écarté, pour la longue vie en commun, d'une étrangère, fût-elle la plus séduisante. Séduisante, celle-ci l'était plus que toute autre, mais d'une séduction qui excluait la paix du ménage et la douceur du foyer, qui exigeait des crevasses et des précipices. Désirait-elle se contenter de cette camaraderie qui est admise entre gens de sport, qui a son charme de loyauté, de franchise, de concurrence même, et dont une femme émancipée goûte la nouveauté? Nous ne l'avions jamais acceptée véritablement entre nous. Elle cherchait à m'étonner, mais aussi à me plaire. Je subissais son prestige, sa fascination : elle ne pouvait s'y méprendre et ne s'y méprenait pas. Sans cesse, elle prenait l'offensive et me contraignait à ces luttes galantes où, sous les phrases, les esprits et aussi les corps s'affrontent. Elle savait qu'elle excitait mon désir et s'y complaisait. Coquetterie ou tentative amoureuse, il n'y avait guère d'autre alternative, et la coquetterie n'est pas un vice anglais. Elle jouait avec la neige, elle se penchait sur l'abîme. Nous verrions bien qui de nous, le premier, serait pris de vertige et roulerait sur la pente. Elle me défiait au plus dangereux de tous les jeux : comment ne relèverais-je pas le défi?

— Oui, répétai-je, ce sera très drôle.

Nous décidâmes de commencer par le Doldenhorn. C'est, peut-être, de Kandersteg l'ascension la plus dure : une paroi de roc et de glace. On coupe le travail en deux en allant coucher

à la cabane du Club Alpin, qui est assise sur le Biberg supérieur à deux mille mètres d'altitude à peine, de sorte que le second jour l'effort est grand. Ce serait notre première nuit.

— La veillée chez Vérène, me dit Mabel. Le diable mènera la danse.

Mais nous n'avions pas prévu le mauvais temps qui vint s'installer dans la vallée de la Kander comme chez lui. Plus de Doldenhorn ni de Blümlisalp : les brumes supprimaient les sommets, descendaient jusqu'aux parcs des hôtels. Mabel le supporta assez bien le premier jour. Elle s'exaltait dans la fièvre de notre projet. Tous les quarts d'heure, ou presque, elle allait ausculter le baromètre et nous venait assurer qu'il montait, dans la chambre de Dick où nous nous tenions rassemblés pour distraire le malade. Ignorait-elle donc que les baromètres des hôtels, dans toutes les stations balnéaires du monde, proviennent d'un modèle spécial et unique où les aiguilles marquent infailliblement le beau fixe dont elles ne sont autorisées à s'écarter que de quelques insignifiants centièmes de degré?

Mais le second jour, comme il tombait de la pluie mêlée à quelques flocons de neige, car la température, en cette fin de juillet, s'était subitement refroidie, elle pensa devenir enragée.

— Partons-nous quand même ?

— Mabel, vous êtes folle.

— Nous partirons cet après-midi. Puisque le baromètre monte ! Il faut deux heures et demie pour gagner la cabane. Le temps s'élèvera dans la soirée, et demain nous achèverons l'ascension au soleil.

En vain l'exhortâmes-nous à la patience, moi plutôt, Dick n'osant guère affronter sa terrible sœur. Dans l'après-midi, il y eut une éclaircie. Elle n'y tint plus :

— Cette fois, nous partons.

— Demain, Mabel, demain : je vous le promets.

Énervée, furieuse comme une enfant gâtée à qui les éléments eux-mêmes doivent se soumettre, elle me regarda bien en face et me jeta :

— Oui, vous avez peur de la veillée chez Vérène.

— Moi ? lui dis-je. Mais je ne cherche que Vérène.

— Eh bien ! partons. C'est assez attendre.

Dick, avant le départ, me fit de sa chaise longue toute sorte de recommandations. Il me confiait sa sœur qu'il savait

imprudente. Dans sa simplicité il me la confiait comme à son fiancé. Je lui promis que, moi vivant, il ne lui arriverait rien de fâcheux.

Nous nous mîmes en route vers cinq heures du soir. Le chemin est tout d'abord celui du petit lac d'Œschinen, au pied de la Blümlisalp, puis on prend un sentier qui mord dans le rocher, passe sous une cascade, atteint la forêt de Biberg, grimpe en lacets pour s'appuyer à l'énorme muraille qui porte les premières assises du Doldenhorn. De là, il n'y a plus qu'un petit effort pour gagner la cabane. C'est une promenade en temps ordinaire. Presque dès le départ, elle nous fut gâtée par une véritable tempête de neige glaciale, coupée de pluie diluvienne avec des bouffées de chaleur. Pour nous garer de ce déluge, nous avions mis nos pèlerines sur nos chandails, de sorte qu'avec le poids des sacs nous étouffions à la montée.

Devant le redoublement des bourrasques, je crus que ma compagne renoncerait et ordonnerait la retraite. Mais elle marchait la première, ne donnait aucun signe de lassitude et ne se retournait que pour me rire au nez, comme pour me souligner la drôlerie de l'expédition, tout en me montrant son joli visage trempé de sueur sous le capuchon. Nous irions jusqu'au but. Ce but n'était pas bien éloigné. Songeant à la cabane qui nous attendait, où nous allumerions un grand feu pour nous sécher, où nous boirions et mangerions ensemble, seuls dans la montagne, car il n'y aurait sûrement pas d'autres touristes, où nous passerions la nuit ensemble, peut-être enveloppés dans les mêmes couvertures, je me sentais un courage invincible.

Il fallait bien cette perspective prochaine pour me distraire de la marche. Car le paysage, autour de nous, avait disparu. Les brouillards nous cachaient non seulement les sommets, mais les pentes. La neige était tombée, la veille, très bas, de sorte que nous pataugions dans cette neige molle. Des mélèzes, de plus en plus chétifs à mesure que nous prenions de la hauteur, nous escortaient. Le regard ne trouvait rien où se reposer, quand Mabel poussa un cri de joie. Qu'avait-elle découvert dans cette brume qui supprimait les objets à peu de distance ?

— Oh ! me cria-t-elle, voyez comme c'est beau !

Sceptique, je la rejoignis : elle me montra le plus joli spectacle du monde en effet, des touffes de rhododendrons dont les

fleurs rouges perçaient la neige et brillaient comme des taches de sang.

— J'en veux cueillir, déclara-t-elle, pour la veillée chez Vérène.

Elle pensait aussi au refuge, au feu clair, au repas, à la paix nocturne, à notre solitude. Et nous voilà, sous l'averse, à ramasser des fleurs. A quels exercices peut nous conduire la complaisance amoureuse !

Enfin nous aperçûmes la cabane, à peine estompée au-dessus d'un névé. Nous ne serions tout de même pas fâchés d'arriver au port.

— Écoutez, Mabel, lui dis-je avec l'autorité d'un frère aîné, vous avez très chaud : nous étions trop couverts pour cette marche. Dick vous a confiée à moi. Il faut me premettre, dès l'arrivée, de mettre du linge sec. Vous en avez dans votre sac.

— En effet, mon ami, convint-elle en riant, ma chemise est trempée.

Or une cruelle déconvenue nous attendait au gîte. La cabane du Club Alpin, à demi démolie par une avalanche l'hiver précédent, était en reconstruction, ouverte à tous les vents, sans portes ni fenêtres, les planchers disjoints, inhospitalière, inhabitable. Des ouvriers, venus d'en bas, y travaillaient, sciaient et ajustaient des planches : un vieux à barbe grise et deux jeunes gens. Le vieux qui, de loin, nous avait repérés, nous accueillit avec bienveillance. Je tâtai le terrain en mauvais allemand ; il me répondit en français, étant du Valais.

— Vous n'avez donc pas lu l'affiche ? nous demanda-t-il.

— Quelle affiche ?

— Une affiche qui est dans le village et qui dit comme ça que la cabane est fermée.

Non, certes, nous n'avions pas lu l'affiche. Personne ne nous avait prévenus, car nous n'avions mis personne au courant de nos projets. J'interrogeai le chef d'équipe :

— Impossible de loger ici ?

— Impossible.

— Mais vous autres ?

— Nous dormons dans le fond, serrés les uns contre les autres et nous n'avons pas trop de nos couvertures.

Ils ne nous en céderaient pas.

— Et pas de feu ?

— On peut vous en faire, mais le bois est mouillé. Il faudra du temps.

— Vous n'avez rien à boire ni à manger?

— Si, nous avons du vin, du pain et du fromage.

— Eh bien! voulez-vous nous en donner? Cela nous fera du bien.

Je me tournai vers ma compagne qui n'avait pris aucune part au dialogue et que je devinais agacée et vexée de ce contre-temps imprévu.

— La veillée chez Vérène est manquée, Mabel. Il nous faut retourner ce soir même à Kandersteg, et au plus vite, avant la nuit. Puisqu'ils ont quelques provisions, profitons-en avant de partir.

C'était le seul parti à prendre.

— Bien, approuva-t-elle d'une voix maussade. Mais auparavant je veux mettre du linge sec, comme vous me l'avez recommandé, pour vous obéir et pour ne pas prendre froid. Il neige et il fait chaud ensemble.

Toujours elle avait eu grand soin de sa personne et, dans ses pires extravagances, surveillait sa précieuse santé. Je cherchai dans le refuge éventré quelque pièce à peu près close, mais rien n'était fermé. Déjà elle avait rabattu le capuchon, quitté la pèlerine et ôté son chapeau de feutre. Le patron s'était éclipsé à la recherche de notre goûter. Les deux ouvriers travaillaient au-dessus de nous et ne paraissaient pas nous prêter la moindre attention. Se dévêtirait-elle néanmoins devant eux et devant moi?

— Vous allez, m'ordonna-t-elle, moitié sérieuse, moitié moqueuse, me promettre de ne pas vous retourner pendant l'opération. Est-ce promis?

Elle me regardait si franchement, les yeux dans les yeux, que je donnai ma parole. Je la donnai instantanément, sans réfléchir, sous l'empire d'un réflexe. Si j'avais réfléchi une seconde, je l'eusse refusée. J'étais à l'âge où l'on s'imagine encore que les femmes ne veulent pas que nous leur désobéissions, quand elles nous commandent le respect. Tout de suite, je pensai me reprendre et discuter :

— Mais, oui, Mabel. Mais eux?

Et je désignai les deux jeunes gens. Pour toute réponse, elle eut un geste dont je vois encore le signe méprisant. Ils ne

comptaient pas plus à ses yeux que les fellahs d'Égypte ou les plus basses classes de l'Inde. Ce n'étaient point là des hommes, mais des êtres inférieurs assimilables aux animaux. Au-dessous même des animaux que Mabel, en bonne Anglaise, choyait et gâtait. Déjà elle arrachait son chandail et force me fut de me détourner pour exécuter ma promesse.

Je tins cette promesse rigoureusement, trop rigoureusement, et cependant je puis dire que j'ai vu la beauté des épaules et de la gorge de Mabel. Je l'ai vue, comme on voit le soleil couchant se refléter sur la neige des montagnes qui lui font face et qu'il embrase, ou comme on voit le retour de lumière sur les Alpes après que le soleil est couché. Ainsi ai-je vu distinctement cette splendeur dans les yeux des deux ouvriers qui étaient assis sur une poutre juste au-dessus de moi et qui, d'un commun accord, avaient suspendu leur travail. Je lus dans leur regard l'amusement grivois tout d'abord, puis le désir, la convoitise, puis l'admiration, puis cette sorte d'effroi qui nous vient de ce qui nous dépasse, de la menace mystérieuse et inexplicable de l'amour comme du spectacle tragique d'une avalanche. Il n'y avait qu'une chair de neige qui pût provoquer une ardeur aussi passionnée. C'était si extraordinaire et frappant que je m'accrochai pour ainsi dire à ces deux visages, comme si je pouvais leur arracher leur expression d'extase désespérée et l'emporter avec moi. Je sus par eux que Mabel avait achevé de se rhabiller sans qu'elle eût besoin de m'avertir. L'astre avait disparu derrière l'horizon et l'ombre avait gravi la montagne.

— Vous avez deviné, dit-elle. Je suis prête.

— Je l'ai su, répondis-je, sans qu'elle prît garde à la singularité de ma réponse.

Le patron, revenu de sa cachette, disposa devant nous un quignon de pain et un de ces fromages de chèvre qui sont durs et savoureux, et nous versa un peu de vin rouge dans des tasses.

— Une aurait suffi, murmura Mabel, comme si elle ne renonçait pas encore à la soirée chez Vérène.

Elle toucha à peine à la sienne, car le vin était glacé et pas assez alcoolisé pour supporter cette température. Dès qu'elle fut un peu restaurée, elle me proposa d'elle-même le départ. Le temps ne s'arrangeait pas : il s'était mis à neiger et nous risquions de perdre notre sentier, si nous nous attardions davan-

tage. Décidément, nous étions vaincus et il nous fallait abandonner le Doldenhorn dès la première étape. J'indemnisai le patron de sa dépense, nous reprimes nos sacs et nous voilà sur le chemin du retour, elle devant, moi derrière. Elle ne pouvait se douter de la soudaine transformation qui s'était faite en moi brusquement pour avoir surpris sur d'autres visages le reflet de sa chair nue. Mon orageuse amitié pour elle s'était muée en une frénésie de jalousie et de possession. La soirée chez Vérène, avec le démon pour conduire le bal, je la voulais désormais. Et je suivais Mabel, la tête basse, comme un chien courant le nez sur une voie saignante.

Après une centaine de pas, elle s'arrêta :

— J'ai oublié quelque chose, me dit-elle.

Et se mettant à rire :

— Quelque chose d'important : mon bouquet et ma chemise mouillée.

Je restai grave et silencieux, au lieu de m'amuser avec elle de son oubli, et je retournai en hâte au refuge. Comme j'étais loin de m'attendre à la scène que j'allais surprendre! La neige avait amorti le bruit de mes souliers ferrés, en sorte que je surgis comme un fantôme sur le seuil ouvert. L'un des deux jeunes charpentiers tenait d'une main la tasse que la bouche de Mabel avait touchée et de l'autre le bouquet de rhododendrons; lentement il acheva de boire, comme s'il savourait la trace des lèvres. Mais l'autre serrait, comme on serre un oiseau pour l'étouffer, la chemise trempée de sueur et semblait pénétrer jusqu'à la peau d'où cette sueur s'était répandue dans le linge. Tous d'eux échangeaient un regard chargé de haine, de toute cette haine fraternelle qui précipite, l'un contre l'autre, les fils d'Œdipe, Étéocle et Polynice. Ils se défiaient, chacun ayant sa dépouille et s'en glorifiant. Dans leur existence solitaire, loin de tout village et de toute société humaine, l'apparition d'une femme, — et de quelle femme! — qui devant eux n'avait pas craint de se dévêtir, avait été un de ces événements qui déclenchent la tragédie. Je les prenais en flagrant délit de passion, sans qu'ils eussent prononcé une parole, sans que leur patron soupçonnât même ce qui se passait dans cette cabane qu'il reconstruisait.

— Nous avions oublié, dis-je en pénétrant à l'intérieur.

Ils furent tous deux secoués comme si j'étais un fantôme.

Sans protester ils me remirent l'un le bouquet, l'autre la fine chemise brodée, comme des voleurs contraints à une restitution. Je les remerciai et reçus d'eux, en échange, une de ces œillades farouches qui équivalent à une volonté d'assassinat. Quand je rejoignis Mabel, je ne pus me tenir de l'informer :

— Vous avez laissé derrière vous la douleur et la rage.

Et je lui peignis les deux figures que j'avais vues face à face. Elle ne prêta pas d'intérêt à mon histoire et ne l'accueillit qu'avec un geste d'indifférence et même de dédain. Puis elle me toisa presque insolemment :

— Pourquoi ne vous êtes-vous pas retourné?

Interloqué, abasourdi, je ne sus que répondre.

Mais peut-être l'image eût-elle été pour moi moins émouvante que n'avait été son reflet.

Déjà elle reprenait :

— Vos hommes ont gardé la moitié de mon bouquet. Vous ne vous en êtes pas aperçu?

Je ne m'en étais pas aperçu. Qui des deux, là-haut, s'était approprié les rhododendrons?

Le retour fut sinistre, presque sans conversation, en tout cas sans gaîté ni intimité. J'étais bouleversé et mécontent et je désirais une revanche, une soirée chez Vérène. Comme nous arrivions, je lui proposai la Dame blanche, la Weisse Frau. Pour y aller, il fallait aussi coucher dans une cabane. Le refuge de la Blümlisalp était en bon état.

— Demain, Mabel, voulez-vous?

Mais cette fois elle n'était plus pressée de s'engager :

— Quand il fera beau temps.

Et il fut convenu que nous attendrions le soleil.

V. — LE BOUQUET DE MABEL

Le lendemain était un samedi. Je vous cite le jour parce qu'il a son importance. Nous ne pûmes faire aucun projet, cette méchante pluie mêlée de neige continuant de brouiller l'horizon. Au lieu de rechercher la présence de Mabel, je l'évitais. Le singulière vision indirecte de sa chair nue dans le miroir des yeux m'obsédait. J'aurais eu besoin d'isolement pour reprendre mes esprits et cette domination de moi-même dont j'étais si fier. Au contraire, elle me recherchait pour me jeter au

passage des allusions à la soirée chez Vérène et pour exciter mon désir. Elle jouait avec le feu comme avec la neige. Mais le surlendemain, qui était donc un dimanche, le jour se leva radieux, dans cette gloire pure qui suit ou précède le mauvais temps et qui donne aux choses de la montagne un éclat non pareil.

— Cette fois, me dit-elle, nous montons à la Weisse Frau.

Et nous allâmes achever nos préparatifs. Le pauvre Dick serait abandonné à sa chaise longue.

Il fut convenu que nous déjeunerions au chalet-restaurant qui est au bord du lac d'Œschinen; puis, dans l'après-midi, sans nous presser, nous gagnerions le cabane de la Blümlisalp qui est beaucoup plus élevée que celle du Doldenhorn, à près de trois mille mètres d'altitude, et qui réclame, de Kandersteg, près de cinq heures de marche.

Ce petit lac d'Œschinen, — bijou des Alpes serti d'une forêt de mélèzes et dont les eaux doublent le cirque étincelant et dentelé des glaciers et des pics, — est, le dimanche, un but de promenade facile pour les gens de la vallée. Nous y trouvâmes une foule, des orphéons, des pensionnats de jeunes filles, des paysannes de divers villages en costumes nationaux, sans compter les touristes. Le retour du soleil était une fête dont chacun voulait sa part.

— Fuyons, me dit Mabel, nous déjeunerons plus haut, au bord des cascades.

Or, cette foule était en rumeur. Au lieu de chanter, de rire, de boire et de manger, elle s'agitait sous le coup de quelque événement. La paisible lunette qui sert à montrer des hardes de chamois au bord des névés passait de main en main avec des exclamations émues qui impliquaient autre chose que de la simple curiosité.

— Vous qui savez un peu d'allemand, me proposa ma compagne, informez-vous.

Je m'informai et voici ce que j'appris. Un petit drame domestique venait de se passer dans la matinée au chalet même. Une jeune fille de Frütigen, qui était encore là, toute bouleversée et recueillie par des amies, avait rendez-vous au lac avec son frère et son fiancé qui travaillaient ensemble dans les environs. Les deux jeunes gens s'étaient querellés à propos d'un bouquet ou d'on ne savait quoi, et querellés si violem-

ment qu'ils en étaient venus aux mains. L'un était plus fort, et l'autre plus agile. Ce dernier, devant la fureur de son camarade que la jeune fille n'avait pu contenir, elle-même ayant été menacée, s'était sauvé au delà du lac. On avait suivi la poursuite avec la lunette. D'autres jeunes gens et des gardes forestiers prévenus y avaient pris part. Elle se prolongeait encore sur les pentes qui séparent le Doldenhorn de la Blümlisalp. Et puis on avait fini par la perdre de vue.

— Attendons la fin, conclut Mabel en déjeunant.

Pourquoi s'intéressait-elle à ce fait-divers? Le rapprochement qui s'était opéré subitement dans mon esprit se présentait-il pareillement au sien? J'avais imaginé que les deux jeunes gens divisés étaient les ouvriers de la cabane du Doldenhorn, que le bouquet, objet du litige, était le reste de nos rhododendrons et que Mabel enfin avait déchaîné la tragédie. Au dessert, je ne pus me tenir de lui faire part de ma découverte.

— Vous avez de l'invention, m'assura-t-elle.

Mais il me parut qu'elle rougissait de plaisir. Elle tenait un rôle qui lui convenait.

— Vous y avez pensé vous-même, ajoutai-je.

— Sans doute.

Ainsi m'avait-elle devancé sur la piste imaginaire. Les femmes nous devancent toujours, quand il s'agit de songes amoureux. Avant de repartir, je fus encore aux nouvelles. Mais la lunette n'avait pu recueillir aucune trace des fuyards.

— Oh! dit Mabel dépitée, je suis sûre que les frères ennemis se reposent ensemble au bord d'une source. Les drames de Shakspeare finissent ainsi en bouffonneries.

Elle le regrettait: qu'aurait-elle donc souhaité de plus? Si je l'avais poussée davantage, elle me l'eût confié, mais je n'osai pas.

Cependant la fiancée, abandonnée et recueillie par des jeunes filles de son village, s'était remise elle aussi de ses émotions et prenait part à un chœur patriotique.

— Savez-vous, repris-je, à quoi ils me font penser? A la légende du *Chant merveilleux* que nous a contée le recteur de Kippel. Les deux bergers se battent dans la montagne jusqu'à la mort, et au fond de son ravin capitonné le violoneux joue du violon.

— Ils se sont battus jusqu'à la mort, répéta Mabel. Ce n'est sûrement pas le cas.

— Le voudriez-vous?

— Oh! je ne veux rien. Je constate.

— Si nous repartions?

— Partons.

J'avais hâte d'atteindre avec elle le refuge de la Blümlisalp. N'était-ce pas notre soirée chez Vérène? Le sentier, pour y aller, contourne le lac, parvient à un cirque où bondissent des cascades, puis monte la paroi à travers des névés. Peu à peu nous y fûmes seuls. Les derniers promeneurs n'avaient pas dépassé les cascades. La persistance du mauvais temps, ces derniers jours, avait écarté les amateurs d'ascensions. Il y avait bien des chances pour que la cabane nous appartînt. Là, je saurais le secret de Mabel et si elle m'attirait par jeu ou partageait mon désir.

Nous y parvînmes au soir tombant. Le tenancier nous accueillit, la mine fleurie, comme si nous lui ramenions la chance. Le costume masculin de mon compagnon ne l'égara point. Sans désemparer, il proposa à Mabel une chambre, l'unique chambre avec un bon lit. Il n'y en avait qu'un, malheureusement, expliquait-il en se tournant de mon côté. Mais dans le dortoir commun, les lits de camp étaient parfaits, avec de chaudes couvertures. Tandis que je l'envoyais au diable, il me sembla que Mabel esquissait un sourire pointu. Bah! sa porte n'était pas loin. Mais déjà elle s'était enfermée pour sa toilette. Un peu plus tard, je frappai. Elle me répondit par un éclat de rire. Devrais-je me contenter de la vision indirecte que j'avais surprise dans le miroir des yeux à la cabane du Doldenhorn?

Le dîner fut sans entrain. Ma passion me paralysait, m'abêtissait, comme il nous arrive souvent, à nous autres hommes, tandis qu'elle affine et surexcite les femmes et leur communique même une apparence de génie. La jeune fille, en vain, me lançait des pointes.

— J'ai beaucoup d'amitié pour vous, Mabel, finis-je par lui dire assez sottement.

— Et moi donc, mon ami!

— Plus que de l'amitié, Mabel.

— Moi aussi.

— Presque de l'amour.

— Pourquoi presque ?

— On n'est jamais sûr. L'amour, ça engage trop.

Je pataugeais. Ce que je voulais donner à entendre par un besoin de loyauté qui s'est toujours imposé à moi et qui, d'habitude, ne se mêle pas à nos désirs plus instinctifs et spontanés, c'était que notre rencontre, si passionnée qu'elle pût être, ne serait jamais que passagère et n'impliquerait aucune obligation, aucune responsabilité, comme si les femmes raisonnaient comme nous sur cet article!

— Oui, répéta-t-elle gravement, l'amour engage jusqu'au sang, jusqu'à la mort. Autrement, ce n'est pas l'amour, et vous ne m'aimez pas.

— Je ne sais pas si je vous aime. En tout cas, je vous...

Qu'allais-je dire ? Je vous désire, ou je vous veux ? Rapproché d'elle sur la banquette, devant la table non desservie encore où nous avions bu dans le même verre, l'autre laissé intact, sa main abandonnée dans la mienne, et joue contre joue, dans l'infini silence nocturne de la montagne où l'on n'entend que la voix de l'eau en travail, pouvais-je douter qu'elle se promettait, qu'elle s'offrait à moi dans la plénitude de sa volonté ? Elle-même avait souhaité ce tête-à-tête, fixé ce rendez-vous, exigé cette solitude. Mes vœux n'étaient-ils pas les siens, et mon désir son désir ?

Ce fut à ce moment, où se jouaient peut-être avec notre nuit nos destinées, que la porte du refuge s'ouvrit, et tout fut remis en cause. Mabel regarda à peine celui qui en franchit le seuil et qu'elle ne pouvait reconnaître, ne l'ayant pour ainsi dire jamais vu, mais moi, je le dévorai des yeux. Lui, au contraire, ne m'aperçut pas, ou ne m'aperçut pas tout de suite, et resta immobile, comme cloué, quand il eut dévisagé ma compagne. Nous avions devant nous l'un des deux charpentiers qui travaillaient à la cabane du Doldenhorn, quand nous y fûmes l'avant-veille, et ce jeune garçon athlétique, avec sa figure d'enfant grandi trop vite, était par surcroît un criminel. Il venait de tuer son camarade sans nul doute, le frère de cette petite jeune fille de Frütigen qui, là-dessous, au bord du lac, chantait des chœurs avec ses amies. Comment le pouvais-je deviner avec cette certitude qui n'attend aucune preuve, aucun témoignage pour s'imposer? A un détail, à un simple petit détail qui s'ajoutait à l'expression hagarde du visage et l'expliquait : il tenait encore dans sa main crispée deux ou trois touffes de rhododendrons,

non pas des rhododendrons fraîchement cueillis, mais des fleurs fanées, celles-là que Mabel avait ramassées dans la neige et dont il n'avait restitué qu'une part. Il s'était battu, il avait tué pour ce bouquet.

Je m'étais levé, plein d'horreur. Ma compagne, surprise, comprit-elle instantanément l'effroyable roman que je bâtissais avec si peu de matériaux? Elle-même donna des signes d'inquiétude. Déjà le maître du refuge s'adressait d'un ton rogue au nouveau venu en raison de sa mauvaise tournure :

— Qui êtes-vous, et que voulez-vous?

L'autre, à cause de nous dont il n'avait pas prévu la présence, se troublait et ne trouvait rien à répondre quand il venait, à bout de forces, chercher du repos et un toit, par cet instinct qui pousse le criminel à se fuir soi-même et à trouver de la compagnie, même au risque de se compromettre.

Mabel, qui ne savait pas l'allemand, mais qui avait compris, se pencha vers moi et, de son ton le plus autoritaire, elle m'ordonna :

— Dites qu'il est avec nous.

Lâchement je lui obéis et libérai le misérable. Elle lui fit apporter du pain, du vin et du fromage, notre goûter de la cabane. Après quoi, elle alla chercher dans la chambre qui lui était réservée ses vêtements de laine, choisit dans le dortoir commun un lit de camp à côté du mien et déclara qu'elle y dormirait entre lui et moi.

— Vous n'y songez pas, lui dis-je à voix basse, comme si l'étrange compagnon qu'elle nous donnait pouvait surprendre notre dialogue.

— Pourquoi donc?

— Vous ne dormirez pas à côté d'un assassin.

Et je lui développai les raisons de ma certitude. Elle éclata de rire :

— Vous plaisantez, mon ami. Ce garçon est fatigué d'avoir couru la montagne. Mais puisqu'il a gardé mes fleurs, il faut bien que je fasse quelque chose pour lui.

Pour lui, elle abolissait, tout simplement, les promesses de notre passion. Je la regardai avec stupeur :

— Quel dommage! ajouta-t-elle.

Et je crus qu'elle exprimait un regret, mais elle compléta sa pensée, et ce fut horrible :

— Oui, quel dommage que tout cela ne soit pas vrai!

— Tout cela?

— Mais oui, que ce pauvre diable ne soit pas un assassin. Parce que ce ne serait tout de même pas banal d'être couchée à côté de lui.

Elle jouait avec le sang, comme avec le feu et la neige. Mais ce nouveau jeu me dégoûta d'elle par son âcreté. Elle m'inspira une sorte de gêne qui touchait à la répulsion, et qui pourtant ne suffisait pas à briser mon désir, qui peut-être risquait même de le surexciter encore. N'y a-t-il pas en nous tout un fond ténébreux où mieux vaut ne pas descendre?

Nous passâmes ainsi la nuit, elle entre nous deux, comme elle l'avait ordonné. Seule, elle dormit tranquillement, paisiblement. Un souffle égal filtrait entre ses lèvres closes, comme un rayon de lumière à travers des volets fermés. C'était une nuit de lune, et les persiennes insuffisantes de notre dortoir laissaient pénétrer un jour pâle qui, rencontrant ses mains allongées sur la couverture et son visage, y déposait une lueur presque surnaturelle. Nous étions deux à épier son sommeil. Me soulevant un peu, je pus voir le misérable ou le malheureux qui, les yeux grands ouverts, la fixait éperdument et, dans ces yeux grands ouverts, je lus, au lieu du remords, l'extase.

Mais pourquoi le déclarer coupable sans rien savoir de lui? N'était-il pas naturel qu'il eût profité de son dimanche, comme tout le monde, pour se promener au-dessus du lac d'Oeschinen et que, s'étant peut-être égaré, il fût venu au refuge? Je l'avais accusé au hasard. Mabel avait senti mon injustice qu'elle avait pensé réparer. C'était sans doute cette injustice qui l'avait éloignée de moi. Ainsi me disposais-je au repentir, quand la jeune fille s'éveilla et me sourit. Oh! ce sourire qui rachetait toutes ses fausses promesses! Puis elle se tourna vers l'autre et le considéra longuement, comme si elle l'interrogeait.

Nous nous levâmes tous les trois et Mabel, me prenant pour interprète, me livra sans retard les résultats de son enquête :

— Dites-lui qu'il aille à la mairie de Kandersteg se constituer prisonnier.

Le garçon m'écouta et, sans rien objecter, sans même paraître étonné, il inclina la tête. Ainsi donc, j'avais eu raison de l'ac-

cuser sans preuves, et du premier coup il avouait son crime. La présence de Mabel écartait de lui le mensonge.

— Dites-lui encore, reprit-elle, qu'il peut garder mes rhododendrons.

J'hésitai à transmettre un tel message. Elle le répéta avec insistance. Cette fois, il esquissa un geste de remerciement. Puis, d'un grand élan, il franchit la porte et se jeta dans le sentier.

Le temps était au beau, malgré quelques nuages. Cependant je proposai à Mabel le retour immédiat à Kandersteg et elle ne fit aucune difficulté pour y consentir. Notre idylle était déjà terminée. Un abîme s'était creusé entre elle et moi, un abîme au fond duquel il y avait un cadavre.

Au fond duquel il y eut deux cadavres. Car nous apprîmes le soir même, au village où les gens de loi étaient montés et où revenaient les caravanes qui avaient battu la montagne, que les deux charpentiers de la cabane du Doldenhorn, presque les deux beaux-frères, puisque l'un des deux était fiancé à la sœur de l'autre, avaient trouvé la mort au même endroit, au pied d'une paroi de rocher, proche le glacier de l'Oeschinenhorn. La mort, pour l'un des deux, remontait à la veille, tandis que l'autre avait dû lui survivre jusqu'au matin. Nous savions, nous, où l'assassin avait passé la nuit. Il s'était fait justice soi-même, au lieu de s'aller livrer aux gendarmes, comme le lui avait commandé Mabel. Il était retourné au lieu de son crime pour se précipiter à son tour du haut de la même paroi.

Quelques autres détails nous furent donnés sur la dispute qui avait éclaté au lac d'Oeschinen, détails à peu près inintelligibles au public, et pour nous trop clairs. La jeune fille avait réclamé en riant, de son fiancé, des fleurs qu'il portait sur lui, et, sans qu'on sût pourquoi, il les avait refusées. Son camarade, alors, l'avait raillé, le menaçant de raconter l'histoire du bouquet. Et tout de suite, le drame s'était précipité avec une violence inouïe : Bertha, la fiancée, ne s'était pas expliqué la colère des deux jeunes gens. Elle se reprochait son rire, son innocente demande : elle perdait à la fois les deux êtres auxquels elle était le plus attachée, ses deux protecteurs. La pauvre fille, entraînée dans une aventure épouvantable et incompréhensible, faisait peine à voir.

Mabel recueillit tous ces bruits sans manifester le moindre

émoi, comme si elle fût demeurée étrangère à l'action. Stupéfait de cette indifférence, je lui demandai si elle n'avait pas de remords.

— Des remords? Pourquoi? Vous ne voudriez pas que je m'intéresse à ces gens-là?

Elle avait tout de même dormi à côté du coupable. Et de quelle voix méprisante elle avait prononcé l'arrêt qui écartait d'elle *ces gens-là!* J'aurais clos la conversation, ne trouvant rien à ajouter, si le souvenir de *Werther* ne m'avait traversé la mémoire :

— Oui, dis-je, quand une épidémie de suicides suivit en Allemagne la publication de *Werther*, quelqu'un demanda à Gœthe s'il ne se sentait pas responsable : « Oh! répliqua-t-il, pour une douzaine d'imbéciles dont j'aurais purgé la terre, vous ne voudriez pas que je me fasse du souci. »

— Gœthe, approuva Mabel, était digne d'être Anglais.

Le lendemain, malgré les supplications de Dick Word, je quittai Kandersteg. Je n'ai jamais revu Mabel. J'ai su par les journaux son mariage. Et voici qu'elle est revenue mourir presque au lieu même où elle avait causé la mort de deux jeunes gens. Elle avait joué avec la neige de ses splendides épaules que je n'ai jamais vues et, comme dans la veillée chez Vérène, la neige l'a recouverte...

VI. — CHI LO SA?

J'avais achevé mon histoire dans cette cabane de Lovitel qui entendit tant d'aventures de chasse et de sang. Louis de Vimines qui m'avait prêté une attention sympathique me complimenta :

— Ah! me déclara-t-il, vous m'avez aidé à connaître cette énigmatique comtesse de Satigny dont les yeux fauves m'avaient toujours donné le frisson. Vous rappelez-vous les paroles qu'elle avait dites à son mari, lors de leur rendez-vous à Thann : « A votre place, j'irais voir ce qu'il y a de l'autre côté. » De l'autre côté de l'Hartmann, le commandant a trouvé la mort. C'était une sorcière.

— Oh! oh! protesta Pierre Laval qui s'était réservé pendant tout le récit, comme vous vous emballez vite tous les deux! Il n'y a rien là que d'ordinaire. Et je donnerais volontiers pour épigraphe à la biographie de miss Mabel Word la réplique de

Sylvia dans *la Double inconstance* de Marivaux : « A quoi rêvez-vous, belle Sylvia? — Je rêve à moi et je n'y entends rien. » Les jeunes filles ne se connaissent pas elles-mêmes et vous prétendez les connaître ! Leur cruauté présumée n'est que l'ignorance de la vie. Hermione, épouse et mère, finira par ressembler à Andromaque. Votre miss Mabel est tout à fait innocente du sang que vous voulez faire retomber sur elle pour un bouquet rouge qui lui fut volé. Une inconséquence de costume ne saurait l'engager. Elle s'est montrée pitoyable envers ce malheureux que sa beauté avait affolé.

— A moins qu'elle n'ait achevé de le détraquer.

— Et Louis de Vimines, acheva notre camarade, nous la montre cornélienne, quand elle exalte son mari pour le pousser à la victoire. Réconcilions-nous avec la comtesse de Satigny, et buvons un dernier verre de ce vin glacé pareil à un sorbet à la neige.

— Vous n'avez pas vu ses épaules, objecta Louis de Vimines.

Et mélancoliquement j'ajoutai :

— Vous n'avez pas vu ses yeux.

Quand on n'a pas vu, on ne peut savoir. Mais quand on a vu, est-on jamais sûr de ce qui se passe sous la chair et au fond des yeux, dans les cœurs et au fond des âmes ?...

HENRY BORDEAUX.

L'ITALIE

ET

L'AGONIE DE LA PAIX EN 1914

Ayant conclu avec le gouvernement italien, en 1902, un accord secret par lequel l'Italie garantissait sa neutralité à la France en cas d'agression non provoquée de l'Allemagne contre notre pays, M. Camille Barrère, ambassadeur de France à Rome, ne perdait pas une occasion de rappeler cet accord aux ministres du roi Victor-Emmanuel et, en s'assurant que rien de contraire à leur engagement envers nous n'avait été stipulé par eux, de provoquer de leur part des déclarations qui en fortifiaient l'efficacité. Ainsi fit-il lors du dernier renouvellement de la Triple-Alliance. Dans une conversation qu'il eut le 14 février 1914 avec le marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, et qu'il compléta le 18, il se fit dire ce qui suit :

« On m'a assuré (c'est M. de San Giuliano qui parle) que, sur la connaissance de documents secrets, on aurait été induit, à Paris, à se demander si les clauses du traité de la Triple-Alliance n'auraient pas été modifiées dans un sens offensif contre la France et si l'Italie n'avait pas conclu d'autres conventions avec le même objet. S'il existe des documents de ce genre, je ne peux que déclarer qu'ils sont faux. Le traité de la Triple-Alliance a été renouvelé, comme je vous l'ai dit, sans y modifier un point ni une virgule. En outre, aucune convention n'a été conclue, en dehors du traité, visant la France, entre l'Italie et ses alliées, ni avant, ni après le renouvellement de la Triplice. Cela, je l'affirme sur mon honneur. Il n'existe non plus

aucun protocole militaire entre les alliés en ce qui vous concerne. Que l'État-major italien ait envisagé, dans ses dispositions, toutes les éventualités militaires où le pays pourrait être engagé, cela est naturel ; et il doit en être de même dans tous les États-majors étrangers, y compris le vôtre. Mais nous n'avons rien fait qui soit dirigé contre vous. Quant aux accords de 1902, ils sont liés à la durée de nos alliances et ils ont pour nous la même portée et la même valeur que lorsqu'ils furent conclus. La Triple-Alliance a un caractère défensif, de même que les arrangements franco-italiens. C'est dire que, si vous étiez attaqués dans les conditions spécifiées entre nous, nous observerions loyalement la stricte neutralité à laquelle nous sommes tenus. M. Prinetti a signé ces accords parce qu'ils n'étaient pas en contradiction avec nos engagements internationaux : je tiens à vous répéter que nous les considérons comme étant en vigueur et, si j'étais interpellé à la Chambre à ce sujet, je n'hésiterais pas à répondre dans ce sens. »

M. Barrère demanda au marquis de San Giuliano s'il pouvait faire état de ces déclarations auprès du gouvernement français. Son interlocuteur l'y autorisa, à condition que leur conversation restât confidentielle. En la rapportant à Paris, notre ambassadeur ajoutait : « Quoi que nous puissions penser de ces déclarations, mon sentiment est qu'il y aurait lieu d'en prendre acte, comme émanant du ministre responsable du gouvernement royal. Plus ce dernier s'engagera, et à notre égard et devant l'opinion, plus sa responsabilité serait éventuellement en cause. »

Au début de mars, le marquis de San Giuliano annonça à M. Barrère l'intention de se faire questionner à la Chambre sur le renouvellement de la Triplice et de répondre dans le sens où il lui avait parlé moins de quinze jours auparavant. Puis, le cabinet Giolitti cédant la place à un ministère Salandra, M. de San Giuliano songea à rendre publique sa conversation sur ce sujet avec M. Barrère. Finalement, ayant conservé le portefeuille des Affaires étrangères dans le cabinet Salandra, il n'éprouva plus le besoin d'engager sur ce point la politique de son pays, alors que la direction en demeurait entre ses mains, et la question de publication en resta là.

Dans le courant du même mois, l'empereur Guillaume II eut, à Venise, une entrevue avec le roi Victor-Emmanuel. Les

entrevues de Guillaume II en 1914 sont nombreuses et significatives. A celle qu'il eut avec le roi d'Italie à Venise firent suite une visite à l'empereur François-Joseph à Vienne (24 mars), une rencontre avec l'archiduc François-Ferdinand à Miramar (28 mars), une dernière avec le même prince à Konopicht (12 juin) : à celle-ci, l'empereur d'Allemagne avait amené avec lui le général de Moltke et l'amiral de Tirpitz. On le savait attendu à Vienne et à Miramar quand il se rendit à Venise. C'était assez pour faire dresser l'oreille. Dès le retour à Rome du marquis de San Giuliano, qui avait accompagné son souverain, M. Barrère s'enquit auprès de lui de ce qui s'était fait. M. de San Giuliano lui répondit que « le Roi avait eu à Venise une longue conversation avec l'empereur d'Allemagne et que les souverains n'avaient parlé que des affaires courantes. D'après le ministre des Affaires étrangères, qui n'aurait pas eu de conversation particulière avec Guillaume II, l'Empereur se serait montré très optimiste. Il aurait déclaré que les polémiques russo-allemandes étaient dues à des journalistes irresponsables et que les relations entre Berlin et Pétersbourg étaient toujours aussi amicales. Il aurait ajouté qu'il ne voyait pas de raison pour que les affaires encore pendantes en Orient ne reçussent pas une solution pacifique ».

Ces « affaires encore pendantes en Orient », ces « affaires courantes », dont les souverains d'Allemagne et d'Italie s'étaient entretenus, consistaient principalement dans les questions d'Albanie et d'Épire, formant alors le solde de la liquidation des récentes guerres balkaniques. Elles étaient moins anodines qu'elles n'en avaient l'air, en ce qu'elles fournissaient l'occasion de se manifester à un antagonisme italo-autrichien, accru par la traditionnelle antipathie des deux pays. La politique autrichienne, depuis 1908, inquiétait le gouvernement italien, non seulement par rapport à ses propres intérêts dans les Balkans, mais par rapport à l'éventualité d'une guerre européenne, qu'elle risquait de déchaîner, qu'elle avait même l'air de chercher, et en vue de laquelle elle essayait de s'assurer le concours actif de l'Italie. Les relations d'alliance entre l'Autriche et l'Italie apparaissaient de plus en plus comme l'unique moyen que ces deux puissances eussent trouvé pour ne pas être en état d'hostilités. Il y avait là une situation qui méritait toute l'attention du gouvernement français, soit que l'opposition

d'intérêts s'accrût entre Vienne et Rome, soit que le désir de l'atténuer inspirât l'idée de quelque marché. M. Barrère avait les yeux fixés sur ce problème de vie domestique.

En avril, le marquis de San Giuliano s'en alla rencontrer à Abbazia le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie. Au retour du ministre italien, M. Barrère apprit de lui « que les entretiens d'Abbazia avaient eu pour unique objet d'arriver à une entente sur les questions d'Albanie et d'Épire ». Une intervention austro-italienne avait été envisagée. « Il m'a paru, écrivait notre ambassadeur, que les modalités de cette intervention avaient été discutées en détail, bien que, à ce que m'affirme M. de San Giuliano, ni l'Autriche-Hongrie, ni l'Italie ne la souhaitent. Quant à une modification quelconque dans les accords réglant l'équilibre de la Méditerranée, le ministre des Affaires étrangères a assuré à l'ambassadeur de Russie et à moi qu'il n'y en avait eu aucune. »

Intervenir ensemble où que ce fût était chose d'ores et déjà très peu facile à l'Italie et à l'Autriche-Hongrie, tant leurs rapports manquaient de confiance. Ils se refroidirent encore plus. Peu après l'entrevue d'Abbazia, des troubles universitaires à Trieste, qui excitèrent les passions de part et d'autre, mirent de nouveau en relief l'animosité réciproque. « Il m'a semblé, notait M. Barrère le 8 mai, que le marquis de San Giuliano était, dans son entretien, plus réservé que d'habitude sur la coopération de l'Italie et de l'Autriche, et il n'a fait aucune allusion à une intervention éventuelle au cas où les choses ne s'arrangeraient pas en Épire. L'émotion publique et parlementaire, provoquée par les événements de Trieste, est toujours considérable et donne lieu dans tous les partis à de graves critiques contre la politique extérieure du gouvernement. »

Ce refroidissement des rapports austro-italiens s'accrut encore pendant le mois de mai. A Rome, on voyait la main de l'Autriche dans tout ce qui survenait en Albanie de contraire aux vœux de l'Italie : et sans doute ne se trompait-on pas. Ainsi en fut-il quand Essad Pacha s'empara du pouvoir. « D'après mes renseignements, écrivait M. Barrère, on a la certitude à la Consulta que toute l'affaire d'Essad a été montée par l'Autriche. » A la fin de mai, M. de San Giuliano en était réduit à défendre, devant la Chambre, la politique de son gouvernement contre le reproche, d'ailleurs immérité, d'abdiquer devant

Vienne. Un député socialiste et patriote, M. Bissolatti, publiait dans le *Messagero* un article de sévère critique. Cet article, au jugement de M. Barrère, reflétait « une opinion générale, qui grandit tous les jours, sous l'effet des événements de Durazzo. Jamais l'antagonisme entre l'Italie et l'Autriche ne s'est manifesté plus ouvertement qu'aujourd'hui. »

L'Allemagne mesurait-elle exactement la puissance de l'antipathie qui allait s'aggravant entre ses alliés italiens et autrichiens? On en peut douter. Probablement s'alarmait-elle moins que de raison d'une incompatibilité d'humeur et de sentiments, qui, si elle était sujette à des hauts et à des bas, avait un caractère chronique, rendu moins pénible par l'habitude, et constituait une plaie, avec laquelle la Triple-Alliance avait néanmoins pris naissance et vécu. Il semble qu'on crût, à Berlin, pouvoir faire durer le ménage à trois, dans les querelleuses conditions où il se maintenait uni, alors surtout que les conjoints venaient à peine de renouveler le contrat de leur mariage à terme. Toujours est-il que, préparant leur jeu et brouillant les cartes d'autrui en vue d'une partie qu'ils voulaient prochaine, Allemands et Autrichiens se préoccupaient moins d'amadouer l'Italie, que de s'assurer le concours d'autres pays. Ils excitaient la Bulgarie contre la Serbie et nouaient déjà à Sofia les liens de leur accord avec le tsar Ferdinand. Fort actifs à Constantinople, ils complétaient leur mainmise sur la Turquie. « Mon collègue russe, écrivait M. Barrère, me dit que l'Autriche aurait demandé au gouvernement italien d'appuyer ses efforts à Bucarest pour ramener la Roumanie dans le giron de la Triplice. »

Pour ce qui est de l'Italie, l'essentiel, aux yeux de ses alliés, des Allemands surtout, était qu'elle ne se rapprochât pas trop de la France. Tout arrangement franco-italien, même spécial, même technique, leur déplaisait et les alarmait. « Le gouvernement allemand, rapportait à Paris notre ambassadeur, a manifesté à Rome son mécontentement de l'accord tuniso-tripolitain. (Il s'agit là d'une convention sur la situation respective des Tunisiens en Tripolitaine et des Tripolitains en Tunisie.) Il reproche aux négociateurs italiens d'avoir renoncé, à l'égard de la France, aux avantages que devait assurer à l'Italie sa souveraineté en Libye. »

Cette information, ajoutait M. Barrère, est très intéressante

en elle-même. Elle l'est encore plus si on la rapproche de cette autre, d'après laquelle M. Zimmermann, en octobre dernier, « déconseillait à l'Italie tout accord avec la France, mais ne voyait pas d'objection à ce qu'elle en contractât avec l'Angleterre et même avec la Russie ». A condition qu'elle n'évoluât pas du côté français, les Allemands, — leurs diplomates tout au moins, — fondaient espoir sur la fidélité de l'Italie à l'alliance, quelle que fût l'aventure où l'alliance la menât. Envers elle, leur tactique paraît avoir été d'endormir sa vigilance, en la tenant dans l'ignorance de leurs plans et en affectant l'optimisme dont Guillaume II avait fait étalage à Venise, puis de la mettre un beau jour en présence du fait accompli, c'est-à-dire d'une guerre européenne à la veille d'éclater. Qu'ils en aient eu l'intention ou ne l'aient pas eue, c'est en tout cas ce qu'ils firent ; et cela ne leur réussit pas.

C'était apprécier extrêmement mal, et la force du sentiment populaire que le gouvernement italien aurait à surmonter pour associer son pays à une guerre en commun avec l'Autriche, et les dispositions mêmes de ce gouvernement. Tout triplicien qu'il fût, celui-ci ne concevait pas qu'une guerre générale pût être pour lui la carte forcée. Bien plus, il ne concevait même pas que la Triple-Alliance fût nécessairement l'alpha et l'oméga de la politique nationale et qu'à condition de se tenir prêt à en exécuter les obligations, il n'eût qu'à se croiser les bras. Il se considérait en droit de vivre en paix avec les puissances de la Triple-Entente, pourvu qu'elles-mêmes ne troublassent pas la paix, et de mettre ses intérêts en harmonie avec les leurs. Le 27 juin 1914, le marquis de San Giuliano parla à M. Barrère d'un projet d'accord méditerranéen entre l'Angleterre, la France et l'Italie, auquel pût adhérer l'Espagne. Ce projet était, dit-il, sorti d'un échange d'idées entre sir Edward Grey et le marquis Imperiali à Londres. L'impression de M. Barrère fut que l'initiative en appartenait à M. de San Giuliano. Il était d'avis de « voir venir » et d'examiner avec soin la formule de l'accord, de manière à ce qu'elle ne fît pas passer la France au second plan, derrière l'Angleterre, dans les ententes avec l'Italie. La suite des événements d'où sortit la guerre coupa court à cette négociation.

* * *

Le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg tombent victimes de l'attentat de Serajevo. Pendant les trois semaines qui suivent, l'Italie n'est pas mieux traitée par l'Autriche et l'Allemagne que leurs futures adversaires, quant à la confidence de leurs intentions et projets. Ses ambassadeurs à Vienne et à Rome, le duc d'Avarna et M. Bollatti, en sont réduits, comme leurs collègues de France, d'Angleterre et de Russie, à des impressions, des informations de seconde ou troisième main, des déductions, pour percer quelque chose du mystère de ce qui se prépare. La remise, le 23 juillet, de la note autrichienne à la Serbie est pour le gouvernement italien une surprise, sinon quant au fait, au moins quant à la teneur du document. C'est avec une complète véracité que, plus tard, le successeur de M. de San Giuliano pourra écrire, dans une déclaration signifiée au gouvernement de Vienne : « L'Autriche-Hongrie, dans l'été de 1914, sans prendre aucun accord avec l'Italie, sans même lui faire parvenir le moindre avertissement, et ne faisant aucun cas des conseils de modération qui lui étaient adressés par le gouvernement royal, notifia à la Serbie l'ultimatum du 23 juillet, qui fut la cause et le point de départ de la présente conflagration européenne. »

Le marquis de San Giuliano était tranquillement en train de faire sa saison d'eaux à Fiuggi, le Vittel italien, à quelque deux heures de Rome en automobile. Il n'en revint pas tout de suite, soit qu'il ne considérât pas immédiatement la situation comme désespérée, soit qu'il crût pouvoir diriger son département ministériel par le téléphone. Ni lui, ni ses collègues du cabinet ne se dissimulaient toutefois les dispositions belliqueuses de l'Autriche ; car cette puissance avait, un an auparavant, manifesté le désir d'agir contre la Serbie, sans en avoir alors le moindre prétexte, et invoqué auprès de l'Italie le *casus fœderis*. Le parti pris autrichien d'en finir avec les Serbes ne pouvait donc faire aucun doute pour un ministre italien au courant de ce qui s'était passé l'année précédente.

Le 26 juillet, M. de San Giuliano étant encore retenu par sa cure à Fiuggi, M. Barrère alla voir le président du Conseil, M. Salandra. Il emporta de sa conversation avec lui l'impression qu'en cas de conflit le gouvernement italien se tiendrait en

dehors, dans une attitude d'observation. « Il faudrait être fou, lui dit M. Salandra, pour vouloir faire la guerre, étant Italien ; et c'est bien le sentiment qui est présent dans l'opinion publique. Elle changerait si elle se trouvait en présence d'une menace ou d'un danger. Aussi ferons-nous les plus grands efforts pour empêcher la paix d'être rompue. Notre situation est un peu analogue à celle de l'Angleterre, qui ne paraît pas vouloir s'engager dans des aventures. » M. Salandra confirma à M. Barrère que la note autrichienne à la Serbie n'avait été communiquée à Rome qu'à la toute dernière heure. Il ajouta qu'à son avis l'Autriche aurait dû faire part de ses intentions à son alliée italienne et qu'en s'abstenant de le faire, elle avait dégagé celle-ci de ses obligations d'alliée. Le président du Conseil, juriste réputé, s'était donc formé de prime abord, sur le droit qu'avait l'Italie de ne pas faire cause commune avec les Empires centraux, une opinion bien arrêtée, qu'il fondait sur un argument juridiquement et moralement très fort.

Le lendemain (27 juillet), M. Barrère vit M. Ferdinando Martini, ministre des Colonies. Très Latin de culture, esprit orné, écrivain de grand talent, le premier prosateur de son pays, parlementaire influent sans être, certes, un coureur de portefeuilles ni un homme de groupes, M. Martini occupait, comme ministre des Colonies, le troisième rang dans le cabinet, selon l'usage italien d'alors. Mais plutôt que la hiérarchie ministérielle, son intelligence et le tour spirituel, caustique, qu'il excellait à donner à des idées justes et à des sentiments élevés, lui assuraient une autorité personnelle. « Nous devons faire et ferons, dit-il à M. Barrère, tout ce que nous pourrons pour éviter la rupture de la paix. Nous nous y sommes déjà mis. *Se sono rose, fioriranno* », poursuivit-il en citant un proverbe italien qui n'exprime pas l'excès d'espoir. Puis il conclut : « En tout cas, je ne vois pas la possibilité que l'Italie marche aux côtés de l'Autriche. Tout s'y oppose : le sentiment public avant tout. Mainte raison nous détourne de courir l'aventure où les Impériaux paraissent vouloir se lancer, et ce n'est certes pas moi qui y pousserai. »

M. de San Giuliano rentra à Rome ce jour-là. M. Barrère fut aussitôt chez lui. Le ministre des Affaires étrangères se livra à une sévère critique de la note autrichienne, assurant formellement n'en avoir eu aucune connaissance préalable. Que cette

note dût avoir un caractère rigoureux et énergique, il s'en était bien douté : mais pas qu'elle dût prendre une pareille forme. M. Barrère lui demanda s'il était vrai que, selon une rumeur répandue par les représentants des Empires centraux, il eût fait exprimer à Vienne son approbation de l'attitude autrichienne et l'assurance que l'Italie remplirait ses devoirs d'alliée. « En aucune façon, protesta le marquis de San Giuliano. Nous n'avons pas été consultés, on ne nous a rien dit. Nous n'avons donc eu à faire aucune communication de ce genre à Vienne. » Il émit ensuite quelques considérations sur ce que devrait être, pour embarrasser l'Autriche, l'attitude de la Serbie ; exprima l'avis que l'Autriche ne retirerait aucune de ses exigences et que l'Allemagne n'était nullement disposée à se prêter à une action pacifique à Vienne ; observa que cependant le gouvernement allemand tenait encore grand compte de ses rapports avec Londres et conclut à la nécessité de tout faire pour préserver la paix. M. Barrère n'emporta pas une mauvaise impression de sa conversation avec un ministre qu'il n'avait pas abordé sans perplexité, M. de San Giuliano passant pour fort entiché de triplicisme.

Le retard des Anglais à se déclarer donna ensuite quelque inquiétude à notre ambassadeur par rapport à l'Italie. L'ambassadeur d'Angleterre, sir Rennell Rodd, lui disait ne rien savoir des intentions de son gouvernement, au cas où la guerre ne pourrait être conjurée. Au cours d'une conversation, il observait : « La question pourrait se poser de savoir si l'Italie ne garderait pas la neutralité sous la condition que l'Angleterre en fît autant. » Une telle condition n'eût pas du tout fait notre affaire. Or, sir Rennell Rodd, ayant causé avec le marquis de San Giuliano la veille du jour où il s'exprimait ainsi, M. Barrère craignait que l'idée ne fût une suggestion du ministre italien. Aussi insistait-il à Paris sur la nécessité que l'Angleterre ne donnât pas à l'Italie l'impression de « ne pas être à nos côtés », de « faire bande à part ». Il souhaitait que le gouvernement britannique, prenant franchement parti sans plus tergiverser, pût prescrire à son ambassadeur à Rome de se joindre au représentant de la France pour agir sur le gouvernement italien. La relative lenteur avec laquelle l'Angleterre évolua vers la participation à la guerre ne devait pas permettre que ce vœu fût réalisé.

*
* *

Le poids qu'à cette heure tragique M. Barrère portait sans fléchir, il le portait seul. L'ambassadeur de Russie, M. Anatole Kroupensky, excellent homme, était sans autorité ni influence aucune. C'était certes mieux que d'avoir un mauvais collègue ou un brouillon; car M. Kroupensky, très bon et loyal allié, non seulement ne faisait pas de mal, mais ne cherchait pas à se mettre en avant. Mais comme secours, il y en avait peu à attendre de lui. Quant à l'Anglais, sir Rennell Rodd, très fin, charmant de physique et de manières, infiniment plus cultivé que ne le sont en général les diplomates, helléniste, italianisant et italophile, rempli de talent et de moyens, sympathique à la société et au monde politique, il ne pouvait pas anticiper sur les décisions de Londres. Le pays qu'il représentait n'était encore pour nous qu'une alliée « en puissance ».

Isolé, M. Barrère avait à tenir tête aux efforts désespérés des Allemands et des Autrichiens et à leurs intrigues. Leurs ambassadeurs n'étaient pas, à la vérité, des mieux partagés en valeur professionnelle. Ni M. de Flotow, l'Allemand, ni M. de Mérey, l'Autrichien, n'étaient hommes supérieurs ni diplomates de premier ordre. L'un et l'autre devaient d'ailleurs, après la déclaration de neutralité de l'Italie, être remplacés dans leur emploi pour la seconde manche de la partie, celle qui se joua autour de l'intervention italienne dans la guerre. Mais M. de Flotow, du moins, était diligent et tous deux enfin représentaient à Rome des pays dont les moyens d'action en Italie étaient multiples et variés.

Tout impopulaire qu'elle fût dans le peuple, l'Autriche-Hongrie avait des partisans dans la société ; mainte famille de l'aristocratie italienne était alliée à de nobles maisons hongroises ou autrichiennes. Le gouvernement de Vienne, détenteur des territoires *irredenti* qui attiraient sur lui la haine des Italiens, disposait par cela même de la monnaie d'échange dont leur concours pouvait s'acheter. L'Allemagne avait mis son emprise sur le mécanisme financier et économique du jeune Royaume. Elle faisait, grâce à cela, jouer en sa faveur toute sorte de ressorts. Elle avait son prestige militaire, non moins puissant parmi les civils que dans l'armée, son prestige monarchique et social, efficace auprès des esprits traditionalistes. Ses

agents se multipliaient. M. de Flotow se dépensait auprès de M. de San Giuliano, dont il s'évertuait à ranimer le zèle tripliciste. Son attaché militaire s'enquérait auprès du général Cadorna, tout nouvellement installé dans les fonctions de chef d'état-major général, si les dispositions étaient prises pour exécuter la convention militaire italo-allemande, cette convention dont le ministre des Affaires étrangères avait nié l'existence à M. Barrère six mois auparavant. Un aide de camp de Guillaume II venait remettre au Roi une lettre autographe de l'Empereur, et lui demander de faire honneur à ses obligations d'allié.

Pour contrebattre ce travail, M. Barrère possédait, outre l'avantage d'une bonne et juste cause, — beaucoup moins négligeable qu'on ne le croit dans les relations internationales, — le bénéfice de l'œuvre qu'il avait accomplie depuis seize ans et celui de sa propre personnalité. Son œuvre, c'était le rapprochement franco-italien par la mise en harmonie des intérêts, d'abord économiques, ensuite politiques, des deux pays ; depuis ce rapprochement, effectué entre 1898 et 1902, la pratique d'une politique de contact et souvent de coopération diplomatique ; un accord écrit visant précisément le cas qui se présentait maintenant et codifiant, pour ainsi dire, les obligations de l'Italie envers nous, le jour où nous serions attaqués par l'Allemagne sans provocation de notre part. Le changement essentiel qu'il avait, en quatre ans, réussi à opérer dans les relations franco-italiennes, et dont il avait su ensuite nous conserver le profit pendant les douze années suivantes, lui avait procuré un prestige qui éclipsait celui de n'importe quel rival qu'on pût lui opposer.

Le dépit même que les Allemands avaient éprouvé de ses succès, et dont il leur était arrivé de ne pas se cacher, avait été un hommage rendu à son mérite et avait contribué à le rehausser. Il était donc en légitime possession d'une réputation de grand ambassadeur, qu'il devait aux fruits de sa mission, avant même que s'y fussent ajoutés la neutralité, puis l'intervention italienne. De tout ce qu'il avait accompli à Rome, il avait eu l'intention avant d'y venir. Son œuvre était la réalisation d'un projet qu'il avait formé, étant ambassadeur en Suisse, et dans lequel M. Delcassé était entré avec empressement en arrivant au pouvoir : exactement comme M. Paul Cambon avait

conçu l'idée de l'Entente cordiale, étant ambassadeur à Constantinople, et avait été transféré à Londres pour la mettre à exécution. Successivement, plusieurs grands ministres n'avaient pas dédaigné de collaborer avec les ambassadeurs et d'arrêter, de concert avec eux, les lignes directrices d'une politique à longue portée. Mais, si une conception juste, rationnelle, est la première condition du succès en diplomatie, avoir conçu n'est pourtant rien, si l'on échoue à réaliser, dans ce domaine essentiellement pratique où seuls comptent les résultats. Les procédés par lesquels M. Barrère avait fait de son dessein une réalité étaient les plus classiques, les plus traditionnels qui fussent : la clairvoyante observation de ce qu'il avait sous les yeux, des courants d'opinion, des aspirations nationales, des tendances individuelles ; la recherche des intérêts concrets pouvant servir de base à une entente et celle des occasions de s'entr'aider ; la vigilance à monter la garde autour des résultats acquis, à n'en rien laisser prescrire ni détruire ; la liquidation des incidents et dissentiments, venant à troubler l'atmosphère ; la négociation en toute bonne foi et sincérité ; l'action diplomatique, dans le sens le plus normal du mot, c'est-à-dire l'entretien avec ceux qui, à des titres divers, participent à la vie publique, en premier lieu avec les hommes ayant la charge du pouvoir.

Se représenter M. Barrère comme un personnage méphistophélique, ayant recours à des procédés machiavéliques ou ténébreux, c'est se faire de lui une image complètement fausse. Son action ne sortait jamais des voies régulières. La totalité de ses « fonds secrets » n'eût pas suffi à faire vivre trente jours un journal imprimé sur une feuille simple. Mais son terrain, qu'il connaissait mieux que quiconque, était remarquablement préparé et ce qu'il s'agissait d'y récolter, c'était ce qu'il y avait semé et cultivé sans se lasser. La neutralité italienne, alors en cause, était le but dernier de ses efforts de toujours : mettons, si l'on préfère, le but avant-dernier, pour ne pas faire tort à l'intervention italienne de notre côté, intervention dans laquelle il n'avait jamais cessé de voir la conséquence logique de la neutralité.

Les Italiens le connaissaient de longue date et, si tous n'étaient pas partisans de sa politique, aucun ne pouvait lui faire grief de la suivre, ni même attendre de lui qu'il en suivît

une autre. Au surplus, tous savaient, alors même que tous n'en convenaient pas, que, s'il servait les intérêts de son propre pays, ce n'était jamais aux dépens des intérêts du leur. Plusieurs de leurs hommes d'État, avec qui il avait travaillé, étaient morts : Rudini, Visconti-Venosta, Prinetti, Ratazzi, Zanardelli. Mais plusieurs restaient : Luzzatti, Giolitti, San Giuliano, Salandra, Sonnino, Martini, Boselli, Orlando, Tittoni. Il n'en était pas qui ne prît souci de son opinion, quitte à ne pas la partager. En dehors du groupe des « personnages consulaires », il avait des relations dans tous les partis, n'ayant jamais attendu que les gens devinssent ministres pour leur trouver du mérite. Il ne se jetait point à leur tête, ni ne leur faisait courir après, mais ne les tenait pas non plus à distance. Nul ne pouvait se flatter de lui en faire accroire et, cependant, point n'était besoin de chevrons ministériels ou administratifs pour attirer son attention. La valeur individuelle y suffisait, que ce fût le talent de parole et de plume d'un Salvatore Barzilai, la verve incisive d'un Morello ou d'un Corradini, la force oratoire d'un Orazio Raimondo, en qui il se plaisait à reconnaître quelque chose du type physique de Gambetta, ou les capacités professionnelles d'un Contarini, alors simple chef de cabinet du sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le prince di Scalea. Il ne négligeait pas les gens de cour et ne manquait pas de rendre, plusieurs fois l'an, ses devoirs au Roi, à qui il portait affection, ayant débuté à Rome sous le précédent règne et l'ayant donc vu monter sur le trône. Tels étaient le diplomate, ses cartes et sa manière de jouer.

***

Le 30 juillet, ne conservant plus l'ombre d'un espoir que la paix fût préservée, M. Barrère n'était pas encore pleinement rassuré sur l'attitude de l'Italie. Il l'était même moins que deux jours plus tôt, parce qu'il craignait que le gouvernement italien fléchît sous l'assaut des Allemands, des Autrichiens et de leurs partisans. Comme chaque fois qu'une campagne acharnée va son train, mille bruits tendancieux étaient mis en circulation. Selon les uns, le ministre des Affaires étrangères, intimidé par les objurgations des alliés de son pays, inclinait à y faire droit. Selon les autres, les états-majors de l'armée et de la marine prenaient les mesures préliminaires à une mobilisation

contre la France. Selon d'autres encore, le président du Conseil désirait que l'Angleterre tînt compagnie à l'Italie dans la neutralité et faisait agir dans ce sens à Londres. Bien entendu, la décision de l'Angleterre pouvant avoir de l'influence sur celle de l'Italie : nos adversaires se disaient sûrs de la neutralité britannique.

Le véritable chef de la majorité parlementaire, M. Giolitti, étant alors absent de Rome, son absence privait notre ambassadeur, qui avait d'excellents rapports avec lui, de recourir à son influence auprès des ministres, notamment de M. de San Giuliano, son ancien collaborateur. On ne sut que plus tard qu'il avait télégraphié de Paris au ministre des Affaires étrangères, pour dire qu'à son avis les Empires centraux assumaient le rôle d'agresseurs et que, par suite, la neutralité s'imposait à l'Italie. En revanche, c'est tout de suite qu'on entendit murmurer que M. Sonnino, lui aussi éloigné du pouvoir à cette époque, se prononçait pour la guerre dans le camp de Berlin et de Vienne. « L'attitude de l'Italie en cas de conflagration reste incertaine, écrivait M. Barrère, bien que l'opinion publique soit toujours très anti-autrichienne. »

Dans ces conditions, M. Barrère, quoique sans instructions à cet égard, prit le parti de poser nettement la question au gouvernement italien : ce qu'il fit dès le lendemain, 31 juillet, dans une conversation dont il rendit compte de la manière suivante :

« Je sors de chez le marquis de San Giuliano. Je lui ai dit que, dans l'état des choses et bien que je n'eusse pas d'instructions de votre part à ce sujet, il m'intéresserait particulièrement de savoir quelle attitude prendrait l'Italie en cas de conflit. Je lui ai d'ailleurs rappelé, dans le courant de la conversation qui s'en est suivie, les accords qui portaient sur nos relations générales en cas de guerre. Il m'a répondu qu'il était prêt à s'en expliquer avec moi, mais qu'il tenait à avoir l'assurance certaine que le secret le plus complet serait gardé par le gouvernement français sur ce qu'il avait à me dire, attendu que toute indiscrétion commise serait de nature à l'entraver gravement et peut-être à mettre l'Italie dans l'impossibilité de donner suite à ses desseins. Je lui ai donné ma parole d'honneur et ma garantie que ce secret serait gardé. Le marquis de San Giuliano m'a dit alors que le gouvernement italien était porté

à considérer l'attaque de l'Autriche contre la Serbie comme un acte d'agression de nature à l'exonérer d'une action en sa faveur. Il croyait en outre que les clauses de la Triple-Alliance, qui d'ailleurs étaient en harmonie avec nos accords de 1902, étaient telles qu'elles permettaient à l'Italie, sans manquer à la loyauté qu'elle doit à ses alliés, de s'abstenir de participer à tout conflit. Il a ajouté que cette action de l'Italie devrait être subordonnée à la sagesse dont on ferait preuve du côté français et du côté russe. Il a insisté beaucoup à ce propos sur la nécessité de ne rien dire, du côté français, dans la presse, qui puisse froisser le sentiment italien ni donner l'impression qu'on fait contre l'Italie des préparatifs militaires. »

En ce qui touchait la Russie, M. de San Giuliano recommandait qu'elle ne commît pas d'imprudence, ne perdît pas non plus son temps à demander aux Autrichiens de modifier leur note à Belgrade ; mais il admettait qu'elle leur demandât l'engagement de ne pas anéantir, ni démembrer la Serbie. Car cet engagement, le duc d'Avarna venait de le réclamer à Vienne du comte Berchtold, qui, tout en protestant de la pureté de ses intentions, avait catégoriquement refusé de s'engager.

Après cette conversation, M. Barrère, soulagé des doutes qui l'avaient oppressé les deux jours précédents, eut le sentiment que, sauf faute lourde de notre part, l'affaire était « dans le sac ».

Dans la journée du 31, furent appris à Rome les ultimatums allemands à la Russie et à la France et les mesures militaires prises par l'Allemagne. Le lendemain matin, 1er août, à 8 h. 30, M. Barrère est de nouveau chez M. de San Giuliano « pour connaître de lui d'une façon précise quelle devait être l'attitude de l'Italie en présence des actes provocateurs de l'Allemagne et des suites qu'ils pouvaient avoir ». Le ministre lui répondit qu'il avait reçu, la veille au soir, la visite de l'ambassadeur d'Allemagne. M. de Flotow l'avait informé de la question posée par son gouvernement aux gouvernements russe et français, s'ils avaient l'intention de conserver la neutralité, en donnant un délai de dix-huit heures à la France et de douze heures à la Russie pour répondre. Ensuite, M. de Flotow s'était enquis des intentions du gouvernement italien. M. de San Giuliano avait répondu à l'ambassadeur d'Allemagne « que la guerre entreprise par l'Autriche et les conséquences qui pouvaient en résulter ayant une portée agressive et étant en contradiction avec le

caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne pouvait participer à la guerre ».

C'était un grand point acquis que, depuis le 31 juillet au soir, le ministre italien des Affaires étrangères, officiellement interrogé par l'ambassadeur d'Allemagne, lui eût déclaré que les Empires centraux n'avaient pas à compter sur le concours armé de l'Italie. Désormais, il n'y avait plus de risque que ces dispositions vinssent à changer, à moins de circonstances échappant à l'humaine prévision.

Mais, loin de nous nuire, les circonstances nous servaient. Depuis qu'une guerre franco-allemande était une question d'heures, des alarmes naissaient au sujet de la Belgique. Alliée de l'Allemagne pendant trente ans, l'Italie n'était pas sans se douter que le plan de campagne de l'armée allemande comportait la violation de la neutralité de ce petit pays. Car, bien qu'elle eût toujours été traitée par les Allemands avec défiance, elle avait eu avec eux des contacts d'état-major et ses attachés militaires à Berlin avaient recueilli quelques bribes des projets qui s'élaboraient dans l'officine militaire du Reich. Il était peu alléchant pour elle, tenue à l'écart du complot tramé entre Berlin et Vienne depuis le 28 juin, de s'associer, les armes à la main, à deux Empires dont l'un se jetait sur la petite Serbie et dont l'autre était, d'ores et déjà, fortement soupçonné de vouloir s'ouvrir un passage à travers la faible et neutre Belgique. Ces deux manifestations peu honorables de la fureur teutonne, l'une accomplie, l'autre entrevue, n'étaient pas faites pour sourire à un gouvernement qui conservait, comme celui de Rome, la faculté de raisonner sainement et d'apprécier l'effet moral des actes internationaux.

Les communications faites par M. de San Giuliano aux ambassadeurs de France et d'Allemagne ne l'avaient pas été sans concert préalable, non seulement avec M. Salandra, avec qui il se tenait en contact permanent, mais avec les autres membres du cabinet. Dans la nuit du 1er au 2 août, le Conseil des ministres se réunit de nouveau. M. de San Giuliano fit l'exposé de la situation, concluant au droit et au devoir pour l'Italie de rester neutre. Quand il se fut tu, M. Ferdinando Martini, en guise de conclusion supplémentaire, observa : « Le pacte de la Triple-Alliance est dissous » (*è sciolto*). M. de San Giuliano, qui, tout en étant partisan et artisan de la neutra-

lité, avait été triplicien convaincu et loyal, eut un haut-le-corps au mot « dissous », *sciolto*. Alors, M. Martini, bonhomme, reprit : « S'il n'est pas dissous, il est délié. » (*Se non è sciolto, è slegato*). Un sourire passa sur les visages des ministres. Il n'y avait rien à répliquer. L'exposé objectif de M. de San Giuliano entraînait bien cette conclusion que la conduite des Empires centraux avait délié l'Italie de ses obligations d'alliée. La neutralité même le constatait. « La Triple-Alliance, disait M. Martini au sortir de cette séance du Conseil, est la première victime, le premier cadavre de cette guerre. » Le Conseil avait confirmé d'une façon nette et définitive la neutralité de l'Italie.

***

Le 2 août au matin, M. Barrère fut de nouveau voir M. de San Giuliano, qui lui annonça la décision de la nuit. Notre ambassadeur lui donna à entendre « qu'il serait nécessaire que le gouvernement italien fît une profession publique de neutralité ». Le ministre en convint. « J'ai tenu à lui faire observer, ajoutait M. Barrère en rendant compte à Paris, que les clauses de nos accords de 1902, prévoyant la neutralité de l'Italie en cas d'agression directe ou indirecte ou de provocation, trouvaient leur application exacte dans l'attitude du Gouvernement royal, en présence de l'action agressive de l'Allemagne contre nous. Il l'a reconnu, en ajoutant que ces clauses étaient d'ailleurs en harmonie avec celles de la Triple-Alliance, qui déterminaient la neutralité de l'Italie. »

Le même jour, M. Barrère se rendit chez M. Salandra. « Il m'a fait part, rapportait l'ambassadeur en sortant de chez le président du Conseil, de son intention de proclamer immédiatement, par un acte public, la neutralité de l'Italie, et m'a dit qu'il avait convoqué ce soir le Conseil des ministres à cet effet. J'ai saisi cette occasion de lui dire combien l'on était sensible en France à l'interprétation si loyale par le gouvernement Italien de ses engagements internationaux. « J'y ai pensé pendant plusieurs nuits, m'a-t-il dit, et c'est dans la plénitude de ma conscience que j'ai pris la grave responsabilité de maintenir la neutralité de mon pays. » Puis, après avoir expliqué à M. Barrère, les motifs du rappel d'une ou deux classes, M. Salandra conclut : « Il ne peut y avoir de doute aujourd'hui sur le point de savoir qui sont les agresseurs. »

Dans la soirée du 2, le Conseil des ministres, dont M. Salandra avait annoncé la convocation à M. Barrère, approuva que la neutralité italienne fût publiquement proclamée. Le 3 août parut la déclaration officielle, communiquée à la presse par l'Agence Stefani. Ce même jour, M. de Flotow, sur les instructions de son gouvernement, vint dire à M. de San Giuliano que, bien que la France et l'Allemagne ne fussent pas encore en état de guerre, la France s'était livrée à une série de violations de la frontière allemande, violations dont il lui remit une liste ! Il était, en conséquence, chargé de déclarer à Rome que le *casus fœderis* était créé par cette prétendue agression de la France et de réclamer de nouveau le concours armé de l'Italie. Cette tentative de débauchage, à l'aide de mensonges et de faux, échoua platement. M. de San Giuliano répondit à M. de Flotow qu'il était d'un avis contraire au sien, que le *casus fœderis* n'était pas établi, que l'Italie venait d'ailleurs de proclamer sa neutralité et qu'elle avait la ferme intention de la maintenir.

M. Barrère apprit, le lendemain, du marquis de San Giuliano, le refus que ce ministre avait opposé au suprême effort des Allemands pour extorquer à l'Italie une assistance militaire. En rentrant dans son cabinet du palais Farnèse, la première chose qu'il aperçut, étalée sur une table en marqueterie de marbre, fut une grande carte d'Europe, achetée pour lui permettre de suivre, sur les deux fronts russe et français, les opérations de la guerre qui s'engageait. La frontière sur laquelle, machinalement, son regard tomba d'abord fut celle des Alpes : de ce côté-là, la France n'avait pas de front à garnir.

* * *

SUR LES PAS
DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

V [1]

L'ALVERNE. — LE DON DES LARMES

I. — CHÂTEAUX DE L'AME

Au mois de mai 1213, saint François, qui venait de débarquer d'Esclavonie, apprit à Sainte-Marie des Anges le désastre des Maures à la bataille de Tolosa et se mit aussitôt en route pour le Maroc. Arrivé en Romagne, l'apôtre des Gentils trouva au château de Montefeltre grande assemblée de barons et de dames illustres qui, par des joutes et des bals, fêtaient les éperons d'un fils du suzerain. Ces fêtes firent battre le cœur de François : le vieil homme n'était pas mort. « Allons, dit-il à son compagnon, et avec l'aide de Dieu nous ferons belle moisson d'âmes. » Il monte sur un petit mur dans les lices du château et vous commence un beau sermon sur deux vers d'une chanson en vogue, une chanson de troubadour. Car il savait qu'aux belles dames on ne doit parler que d'amour.

Parmi ses auditeurs se trouvait un seigneur toscan, le comte Orlando Cattani de Chiusi ; ce jeune homme fut si charmé de saint François qu'il résolut de faire quelque chose pour le salut de son âme. « J'ai, lui dit-il, une belle montagne très propre à la méditation et à la vie contemplative. La veux-tu? Je te la

Copyright by Louis Gillet, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre.

donne avec tout ce qu'elle contient, ses forêts, ses landes, ses rochers, du faîte à la racine. Et comme mon château n'est qu'à un mille de là, tu me feras plaisir de te servir de mes gens et tu m'obligeras d'accepter ce qu'ils te porteront, afin que le souci des choses matérielles ne te détourne pas du soin des choses divines. » François accepta avec joie : le Petit Pauvre s'entendait avec les gens de guerre. Il ne s'arrêta pas, pressé par son voyage. Mais il dépêcha deux frères pour explorer la montagne et y préparer un ermitage. Le comte prêta cinquante hommes pour abattre du bois et construire quelques cabanes. L'ouvrage fut bientôt fait. C'est ainsi que naquit le couvent de l'Alverne.

Saint François l'étrenna à son retour d'Espagne, probablement en 1214, et il y revint quatre fois avant le dernier voyage qui devait illustrer à jamais ce séjour. Ce fut, avec son quartier général de Sainte-Marie des Anges, sa demeure de prédilection.

Entre les Alpes de Pratomagno et la chaîne générale de l'Apennin, orientée au sud-est, la montagne de l'Alverne est le sommet d'un massif boisé qui forme au centre de l'Italie une île forestière. Cette forêt du Casentin est le grand réservoir des eaux de la Toscane et de l'Ombrie. Dante, avec son génie topographique, l'a écrit dans un de ces vers qui résument un paysage :

Nel crudo sasso intra Tevere ed Arno...

Là, en effet, prennent leur source les deux fleuves de Rome et de Florence : on peut dire d'une telle montagne qu'elle est la mère de l'Italie. Cette région secrète, difficile, montueuse, où d'étroites gorges s'enfoncent comme des fissures dans le marbre, couverte de la nuit éternelle des pins, a été de tout temps une région religieuse. C'est là que se trouvent les chartreuses des Camaldules et de Vallombreuse. Le couvent franciscain complète ce triangle mystique. Quant au nom de l'Alverne ou de La Verna, comme l'appelle la langue du pays, il faut recourir, comme toujours, à l'augure, au devin, au mage d'Italie. *Hernica saxa*, dit Virgile, et Servius nous apprend que dans le vieux dialecte sabin, *herna* veut dire pierre. La tribu étrusque qui habitait cette contrée portait le nom des Herniques. Le mot se retrouve dans notre Auvergne.

De Bibbiena, où me dépose la ligne de Stià, trois petites lieues seulement me séparent de l'Alverne. Une limousine ronfle

devant l'auberge de la signora Amorosi. Un voyageur doit faire la course avec moi, c'est un jeune médecin de Naples qui s'installe au hameau de la Beccia. A quinze cents mètres de Bibbiena, on quitte la vallée de l'Arno, qui prend sa source à six lieues d'ici au mont Falterona. La voiture tourne à l'est et s'engage dans une gorge où court, entre des peupliers, un méchant petit torrent appelé le Corsalone. Le paysage rappelle la vallée de Chevreuse. La piste serpente à travers champs, au-dessous du lit du torrent qui s'exhausse en roulant ses pierres; par endroits, la voiture plonge jusqu'au moyeu dans une fondrière, et c'est une affaire dans ces chemins étroits que la rencontre d'un chariot à bœufs.

Aux Campi, hameau de quatre maisons, on traverse le torrent sur une passerelle et l'assaut de l'Alverne commence. Dans les cinq derniers kilomètres, la route s'élève de neuf cents mètres. La route! Un sentier de mules plutôt, où il ne faut pas moins que les vingt chevaux de ma *Fiat* pour se tirer d'affaire. On a l'impression de décoller comme en avion, de laisser le paysage vous tomber des épaules; on ne voit plus le trou de ruisseau d'où nous sortons; d'autres montagnes surgissent derrière les collines aplaties : le cercle s'élargit, l'horizon tourbillonne à chaque virage comme une roue, et toujours de nouvelles crêtes plus lointaines apparaissent, déferlent comme les vagues d'un océan de montagnes. Tout se simplifie en même temps, s'organise : on découvre à perte de vue un plateau, une sorte de meule posée à plat, avec une succession de rides concentriques se poursuivant là-bas dans des nuances lilas jusqu'au bord du ciel nuageux, — le grand nœud montagneux d'Italie, où la vallée de l'Arno grave nettement son sillon comme sur une carte en relief. Le ciel, à peine pommelé au départ, se couvre à mesure que nous approchons de la région des nuages; la bise nous fouette le visage de froides gouttes de pluie et ajoute l'inquiétude du ciel au tournoiement du paysage. Cependant vers le sud, parmi des prairies de miniature, les villages des vallées se chauffent au soleil.

La désolation augmente et le caractère de stupeur. On traverse le hameau déguenillé des Case Nuove au milieu d'une panique de volaille et d'une débandade de moutons. Un peu plus loin, nous voici dans la zone des chênes. On entre enfin sur le dernier palier avant le sommet, une région de pâturages flétris

en cette saison comme un champ de copeaux. Le ciel est devenu tout à fait gris. La *nebbia* court sur cette haute vallée, où la forme d'un col se devine vaguement. Le docteur napolitain grelotte. Il est dur, le premier contact, pour cet enfant de Chiaja! Ce groupe de masures grises parmi des châtaigniers, et là-bas, cette caserne de palace exposée en plein courant d'air, c'est donc la Beccia, le village de l'Alverne, où ce disciple d'Esculape a choisi de faire ses débuts? La voiture ne va pas plus loin. Bonne chance, ami médecin! Nous reverrons-nous dans la vie? On n'est pas à plaindre après tout, quand on a passé au milieu des humbles en faisant le bien : vous serez béni d'eux et de notre père saint François.

Le reste du chemin se fait à pied. Mais, ô l'étrange paysage! La *nebbia* se soulève comme un rideau de théâtre, et j'aperçois le fond du décor: te voilà, grand château de l'âme! suivant l'expression enchanteresse de l'Espagnole Thérèse. J'avais beau le connaître par les photographies : c'est un saisissement. C'est bien lui, le *crudo sasso*, le caillou de l'Alverne : un énorme socle rocheux, une falaise, un bloc monstrueux jailli brusquement de la prairie, poussé comme un grand cri des entrailles de la terre. Les arbres, la légère assemblée des bouleaux au pied de l'escarpement, les hêtres immenses qui le couronnent font l'effet de touffes de pariétaires. Des crevasses verticales sculptent cette masse grise en pilastres, en tours qui lui prêtent un aspect vaguement architectural; les érosions, les gelées, l'effritement, l'usure, les pierres éclatées donnent à cette paroi je ne sais quoi de dramatique, l'aspect d'un Piranèse souffrant. Parmi cette Italie de hauteurs modérées, où les sommets ne dépassent guère les altitudes du Jura, on se trouve tout à coup devant un fragment de grande montagne : on assiste au travail, aux spasmes de la croûte terrestre, à cette gésine de la nature, à laquelle ces roches tourmentées échappent comme un gémissement.

Par là-dessus, elle court toujours, la rapide *nebbia*, poussée légèrement par l'haleine du nord, secouant des gouttes crispées comme celles qui tombent de la toison d'une brebis qui sort d'un gué; ce crêpe enveloppe les choses et voile les lointains que j'apercevais tout à l'heure, couvrant et découvrant tour à tour, au sommet de la roche, des toits de maisonnettes et des cônes de sapins qui paraissent et disparaissent au milieu des vapeurs : c'est le couvent dont j'aperçois là-haut les demeures

mystiques perdues sur ce socle géant, dans ce monde sanglotant de brumes, tout pareil aujourd'hui, vraiment, dans cette grisaille anxieuse, à ces lavis à l'encre où les vieux maîtres de la Chine excellent à rendre l'impalpable, et où nous apparaissent sur des roches impossibles, parmi les torrents et le brouillard, tant d'oratoires, d'ermitages et de petites trappes taoïstes.

On arrive au couvent par un chemin qui rappelle tout à fait celui de Greccio. Mais le couvent est bien différent : cette maison de l'Alverne, — la maison du grand miracle franciscain, ce miracle des stigmates qui a passé longtemps pour le prodige du moyen âge, — a toujours eu dans l'ordre une importance particulière. Aucune des maisons franciscaines ne conserve de plus grands souvenirs. Sous Martin V, ici eurent lieu de véritables combats de Douaumont entre les Spirituels et les Conventuels. Finalement, les premiers l'emportèrent et le Pape confia le couvent à la garde de la police florentine et aux riches marchands de l'*Arte della lana* : c'est pourquoi l'écusson de la puissante compagnie, — l'Agneau de saint Jean portant la croix banderolée, — se voit sous le porche du couvent, près du lys rouge de la Seigneurie.

Aujourd'hui, le couvent de l'Alverne conserve toujours, bien entendu, quelque chose de cette fantaisie qui s'attache partout aux créations franciscaines : mais enfin, avec ses cinq cloîtres, ses trois hôtelleries, sa quinzaine d'églises ou de chapelles, nous voilà loin des petits sanctuaires de la vallée de Rieti. On voit que l'endroit est depuis toujours l'objet d'un culte spécial : *mons pinguis*, pour dire comme le Psaume, la plus sainte montagne de l'univers, comme le proclame l'inscription gravée au-dessus de la porte. Toujours les dons ont afflué, en particulier ceux des riches drapiers de Florence : la laine, au xve siècle, c'est la vraie Toison d'or. Et saint François n'était-il pas un enfant de la balle? On s'explique que les Crésus, la noblesse du drap aient couvert de leurs aumônes la demeure du Petit Pauvre; de là un certain luxe qui ne se retrouve plus dans des maisons moins favorisées.

Des premières cabanes, de l'Alverne de bois du temps de saint François, il va sans dire qu'il ne reste plus trace depuis longtemps. Quelques cellules et deux ou trois fenêtres gothiques de la chapelle des stigmates remontent encore au temps de saint Bonaventure. Tout le reste a brûlé en 1472. Cette année-là, un

prince de la sainte Église romaine, le cardinal François Piccolomini, ayant voulu faire ses dévotions au sanctuaire de son saint patron, ses gens y firent un tel feu, pour épargner à l'Éminence l'inconvénient d'un rhume, que toute la maison flamba. Aujourd'hui, le couvent, reconstruit au petit bonheur, suivant le cours irrégulier de l'argent qu'on avait, consiste en deux groupes de monuments alignés en bordure de la plate-forme qui surmonte le rocher : à l'est, le groupe principal, avec les hôtelleries, le puits, la chapelle d'Orlando et la *chiesina* précédée d'un portique, aveuglé en cette saison par des volets de planches qui en disent long sur les rigueurs de l'hiver à l'Alverne. A l'ouest au contraire, à quelque distance du couvent proprement dit, se trouve le second groupe, construit sur le précipice même, comprenant la cellule de saint Bonaventure et la chapelle des stigmates. Cette disposition est sûrement originale : nous savons que saint François, pour mener la vie solitaire, s'écartait de ses frères; il avait gagné au prix de mille dangers une certaine caverne à laquelle on ne parvenait qu'en franchissant l'abîme par une passerelle formée de deux troncs d'arbre, qu'il avait établie lui-même, à grand ahan de ses bras d'enfant, avec l'aide de frère Léon ; et frère Léon lui-même avait reçu l'ordre formel de ne paraître qu'une fois par jour à l'heure de matines et de se tenir le reste du temps hors de portée de la voix.

C'est là que se produisirent l'apparition du Séraphin et le miracle des stigmates. Personne n'en vit rien, et François lui-même s'expliqua peu sur cette scène mystérieuse. Sans doute, il ne sut jamais très bien ce qui s'était passé dans le ravissement. Ces circonstances singulières ont fait naître de bonne heure des soupçons et des doutes. Le miracle ne fut divulgué qu'après la mort de François, et les ennemis de l'ordre ne manquèrent pas d'insinuer que c'était une supercherie d'Élie. La critique moderne se fait de grandes illusions en se figurant qu'on l'a attendue pour se méfier du miracle. Les esprits forts sont de tous les temps. En fait, il n'y a aucune raison pour douter des stigmates. Les cas de stigmatisation sont même assez communs. En ce mercredi saint, où je suis à songer dans la brume sur la plate-forme de l'Alverne, les journaux ne parlent que des nouvelles d'Elena Ajello, la petite sainte de Cosenza, chez qui apparaissent les sueurs de sang, les transes, le martyre de la couronne d'épines.

Voici ce que nous savons des faits. En 1224, le bienheureux étant monté à l'ermitage de l'Alverne aux environs du 15 août pour y faire, à son ordinaire, le carême de la saint Michel, dont la fête tombe le 29 septembre, il se retira, comme on l'a vu, dans une profonde solitude. Les phénomènes extatiques, les visions, les rapts se multiplièrent dans ces quelques jours d'une manière inaccoutumée. Le 17 septembre au matin, le bienheureux, perdu dans sa contemplation, vit venir à lui un Séraphin resplendissant de six ailes flamboyantes; le météore s'approchait d'un vol rapide, et François y discernait distinctement la forme d'un crucifié : il avait une paire d'ailes dressées au-dessus de la tête, une paire pour voler, la troisième lui couvrait le corps. Le bienheureux eut grand peur; mais il éprouvait en même temps grande joie et grande admiration. Il est impossible de dire le temps que dura cette vision. Les gens des vallées aperçurent le sommet de la montagne embrasé l'espace d'une heure comme d'une clarté d'incendie. La lueur fut aperçue, dit-on, jusqu'en Romagne; les coqs chantèrent et les âniers, croyant que c'était le jour, se mirent à bâter leurs bêtes. En route, la lumière mystérieuse éteinte, ils reconnurent leur erreur et virent le soleil véritable se lever à l'orient. Le bienheureux, sortant de cette vision, s'aperçut qu'il avait les pieds et les mains transpercés par des espèces de clous de chair cornée, semblables à des clous de girofle, et au flanc une plaie saignante de la grandeur d'une rose.

Pour célébrer ce miracle, les frères du couvent se rendent deux fois par jour, la nuit à l'heure de matines, dans la journée à l'heure de vêpres, en chantant et en portant la croix, du chœur à la chapelle des stigmates, où se conserve, sous une grille, la pierre sur laquelle gisait le Père séraphique au moment du prodige. Là, rangés dans les stalles, ils récitent l'antienne *Cœlorum candor*, tandis que deux novices agenouillés désignent du doigt la pierre, en étendant l'autre bras vers le crucifix de l'autel, et disent ces paroles : « *Signasti, Domine, hic servum tuum Franciscum.* » La procession parcourt environ deux cents mètres. Depuis l'origine, dit-on, la cérémonie ne manqua qu'une fois. Une nuit d'hiver, la tempête empêcha les moines de sortir. Le lendemain, on vit dans la neige les empreintes de pieds d'oiseaux, de biches, de daims, de lièvres, de renards, qui se dirigeaient vers la chapelle : toutes les bêtes

de la forêt avaient célébré, à la place des religieux, l'office de leur petit frère. Aujourd'hui, la procession se fait à couvert. Une galerie de la Renaissance, dont on a fermé les arcades, ornée d'une vie du saint par un frère du XVIIe siècle, frère Emmanuel de Côme, réunit les deux parties du couvent.

La *chiesina* ne serait pas grande pour une église de village; elle le paraît pour une église d'ermitage franciscain. Très calme, avec une seule nef où s'alignent des autels, un transept peu saillant, elle présente ce caractère de secrète élégance qui s'attache aux pures œuvres de la Renaissance florentine. Deux petits baldaquins de cette pierre grise que l'on appelle ici la *pietra serena*, dans les bras du transept, font un effet de reposoirs. La plus belle pièce du mobilier est un buffet d'orgue doré, du temps de Sixte-Quint, ouvrage du fameux Zeffirini de Cortone, le Stradivarius du genre. Aujourd'hui, on se sert d'un orgue électrique qui est un des plus beaux du monde. L'école d'organistes de l'Alverne est célèbre. Le R. P. Vigilio Guidi continue cette grande tradition musicale. Concerts sur la cîme des monts, prières qui montez vers le ciel, mêlées aux souffles de l'espace et au murmure des vents dans la harpe des forêts! C'est ici qu'un ange apparut à François tenant un violon : l'ange ne toucha qu'une fois les cordes de son archet. « Si la note s'était prolongée une minute, confia François à frère Léon, je mourais de délices. » La musique ne s'est pas éteinte sur la montagne lyrique. Ce matin, l'orgue est muet, le P. Vigilio est en course dans la vallée. Je me console de son absence en me souvenant de la légende et en me répétant le mot du visionnaire de Flore : « Le véritable moine n'a d'autre bien que sa cithare. »

Le trésor de l'Alverne, c'est la douzaine de retables des della Robbia. Ce couvent est le plus beau musée du monde en ce genre d'ouvrages de terre cuite émaillée que notre Palissy appelle rustiques figulines. Art de potiers, de paysans, et en même temps de tradition immémoriale, bien plus antique que l'antiquité gréco-romaine dont se réclamait le « grand art » (témoin le grand Apollon de Véïes). Quelques-uns de ces retables où la palette se complique, sont de la décadence. Les plus anciens sont les plus beaux. Presque tous sont de la main d'Andre della Robbia. C'était un homme pieux, une âme noble et sincère : on conserve à Paris au Cabinet des manuscrits son exemplaire de Jacopone da Todi, un exemplaire qu'il a signé

trois fois de son écriture, mais où les taches de glaise, les traces d'une main terreuse, sont bien plus éloquentes. La merveille de l'Alverne est le bas-relief de l'*Annonciation*. La Vierge assise, sans mouvement, toute blanche sur le bleu chaste qui est la nuance d'azur laiteux propre aux della Robbia, a ce pâle petit visage sans joie, ce visage d'*ancilla Domini*, beau seulement à force de désarmante humilité, qui est celui de Madeleine Taccia, la mère de Vasari, dans le bel autel que cet artiste donna aux Carmes d'Arezzo. Dieu le Père apparaît au-dessus de la scène et envoie le Saint-Esprit dans le sein de la jeune fille. Rien ne peut rendre l'expression de son geste de pitié, et cette admiration de Dieu pour la souffrance humaine.

Mais à l'Alverne les monuments ne sont rien. Ces légères superstructures ne doivent pas nous faire oublier le sérieux, la dure roche où elles sont bâties. La pierre où saint François reçut le sceau suprême est invisible sous sa grille. Mais les antres, les fractures du vaste entablement, les bouches caverneuses où le saint anachorète aimait à faire sa demeure ont été respectées. L'ermitage s'agrafe au sommet comme un décor, tout à fait comme le petit pont jeté par François sur l'abîme. L'abîme subsiste avec ses pendantes parois, ses grottes, ses roches fracassées, et ce sont là les monuments de saint François.

Le frère qui me guide ouvre une grille au bout de la galerie et nous voici dehors. Par des degrés taillés à même la roche, on plonge dans une espèce de cave située en talus sous le bord de la forêt, et où le jour n'arrive que glissant, glauque, oblique, défaillant, comme un souvenir décoloré du monde des vivants. Les racines, perçant en tous sens la couche de terre végétale, se tordent au-dessus de nos têtes avec des gestes douloureux. Est-ce à cause de la journée déjà froide et nébuleuse par elle-même? Tout prend, dans cette étroite fosse, un aspect convulsif, je ne sais quoi de pantelant. L'eau suinte de toutes parts à petit bruit de fontaine. Là se trouve dans un enfoncement une sorte de banc naturel, le lit de saint François. Son lit! Ce n'était pas une couche de roses. Que venons-nous faire ici, profanes, devant ces secrets d'austérité dont nous devrions respecter la pudeur? Le bienheureux père s'irritait contre ceux de ses frères qui, cherchant leurs aises dans la retraite, faisaient des ermitages une sentine de voluptés. Que dirait-il de nous qui

venons nous attendrir devant ces reliques d'une existence que nous ne comprenons plus? N'y cherchons-nous pas au fond un contraste et un excitant, un sujet de triompher de ces simples d'autrefois et de leurs étranges pratiques de mortification? Sachons reconnaître au moins dans ces mœurs incompréhensibles les mouvements d'une grande âme, les gestes héroïques par où elle s'entraîne à saisir le divin.

La faille où nous sommes descendus continue sous la galerie par un coude en équerre, qui dessinerait en plan la forme d'un A majuscule. On descend encore des degrés, peut-être une cinquantaine, et l'on se trouve, à bout de jour solaire exténué, mourant, dans un site tragique et extraordinaire : un puits, une profonde citerne, une sorte de gouffre obscur, étranglé par le haut entre des roches vives qui bouchent à peu près l'orifice supérieur, si bien que l'on n'y peut descendre que par cette étroite échelle qui s'y insinue par une fente latérale. Pour achever l'impression de ce lieu d'agonie, une roche gigantesque, d'un poids incalculable de millions de kilogrammes, pend on ne sait comment, détachée aux trois quarts, comme le claveau central d'une voûte désarticulée et demeure là en l'air, arrêtée à trois mètres du sol, faisant peser sur cette grotte la terreur de son effroyable marteau-pilon. C'est le *Sasso spicco*. Il paraît que le 12 janvier 1867, à l'heure où le commissaire du nouveau royaume d'Italie venait prendre possession du couvent et consommait le sacrilège d'en expulser les religieux, le bloc monstrueux glissa tout à coup et se fixa dans cette position menaçante. On ne peut rendre, au fond de cette cave, le malaise pénible, l'angoisse, dans le demi-jour sépulcral, de cette sensation d'écrasement. Une grande croix de bois, appuyée à nu sur la roche, rappelle le sujet des méditations de François au fond de ce tombeau.

Ici François, pendant le carême des Saints Anges qui précéda le prodige, eut une révélation capitale : un ange lui apprit que ces déchirures, ces pathétiques traumatismes des montagnes *étaient contemporaines de la Passion du Sauveur*. Ces blessures, ces clameurs, ces vastes effrois géologiques, ces contractions des grands enfantements de la terre, lui semblaient le cri du drame de la Création, le soupir de la nature s'échappant par toutes ces crevasses avec le dernier soupir du Créateur : c'était le Calvaire de la terre et le craquement de ses os, c'était

l'unique histoire du monde écrite par Dieu même, comme par les vieux rois d'Assyrie, au livre de la pierre ; c'était l'angoisse de l'univers en travail du salut et l'éternel Vendredi saint, comme il est dit au texte sacré : « *Lapides scissæ sunt.* »

A cet endroit nous touchons le roc : voilà des documents! Ces pierres, ces rochers ont quelque chose à nous dire. Nous voilà loin de *Parsifal* et de la cantilène douceâtre du *Charfreitags-Zauber !* Qu'on nous parle un peu moins du faucon de l'Alverne et de ces misérables rengaines sentimentales, sur lesquelles se pâment jusqu'aux libres-penseurs ; pour Dieu! qu'on nous fasse grâce des capucinades de M. Homais. Pierres, rochers farouches, durs, incorruptibles témoins qui ne savez pas mentir, parlez-nous de François : je ne veux croire ici que vous.

II. — L'ÉVANGILE DES CREVASSES.

Arvède Barine, cette femme d'un si beau talent, a écrit un jour : « Je doute qu'il y ait eu un autre saint ayant joui autant que saint François de la création... C'est pourquoi, entre tous les couvents, il aima celui de l'Alverne. » Qui ne sent que ce mot de jouir est déplacé et que ce n'est pas ainsi qu'on rend compte des motifs et des idées de saint François ?

D'autre part, Jacob Burckhardt, dans son livre classique sur *la Renaissance en Italie*, a un chapitre fameux sur la découverte des montagnes. Il veut que le premier alpiniste soit Pétrarque, et la première ascension celle qu'il fit du Ventoux. On croit rêver : et Subiaco ? et le Mont-Cassin, la Grande Chartreuse ? Et le vers proverbial :

Bernardus valles, montes Benedictus amabat?

Et saint François, qui ne peut voir une montagne sans y grimper et qui, en dix années d'une existence fort occupée, a trouvé le moyen de faire six fois l'ascension de l'Alverne ?

Jamais nous n'arriverons à comprendre saint François, si nous ne cessons de nous substituer à lui. Sa Pauvreté ne ressemble pas à notre socialisme ; la nature, qu'il sentait si vivement, il en avait un sentiment tout différent du nôtre. Pour ce qui est des stigmates, il est clair que c'est le point où nous sommes peut-être le plus éloignés de lui. Non seulement ce

n'est plus à nos yeux un miracle, mais le prodige rentre dans une catégorie d'observations cliniques où il est plutôt humiliant de voir ranger cette grande âme, avec une fiche de malade. Pour restituer aux faits leur véritable dignité, il faut absolument sortir de l'atmosphère moderne et tâcher de pénétrer dans l'âme de saint François, de reconstruire son monde intime, de rentrer dans la poésie qui, avec lui, est toujours la plus profonde vérité.

Je ne me dissimule pas les risques de l'entreprise. Il y aura toujours un élément irréductible ; toujours le plus précieux, la partie la plus spirituelle, nous fuira entre les doigts. Nos analyses sont comme ce crible dont parle le prêtre qui notait les confidences d'Angèle de Foligno : il laisse échapper la fleur, ne retient que le son. Saisir le mystère d'une âme ! Pourtant il est permis de fixer quelques groupes de faits, qui peuvent guider le rêve et laissent deviner le reste.

Reprenons ces faits un à un. En 1224, au moment de l'Alverne, il y a déjà trois ans que François n'est plus général. En 1220, au retour de Syrie, il a donné sa démission, fait nommer Pierre Cattaneo, à qui, au bout de six mois, succède frère Élie. Que s'est-il passé alors ? Il est probable que nous ne le saurons jamais bien. Sans doute a-t-il voulu s'effacer par humilité, par esprit de pénitence et de renoncement. Peut-être aussi comprenait-il que l'ordre, par son accroissement, avait changé de nature, qu'il n'était plus l'homme qu'il fallait pour ce gouvernement, qu'on avait besoin de ressources, de facultés qui lui manquaient. Enfin, sa santé était en ruine. A quarante ans, il était vieux, vieux de fatigues, de campagnes, d'excès, de surmenage. Il devenait aveugle ; les organes se délabraient, la machine ne fonctionnait plus. Il s'était donc retiré, avec beaucoup de courage. Il n'était plus que « le Frère », ne conservant dans l'ordre que certaines fonctions honoraires difficiles à déterminer, et son autorité morale. Il est très curieux que les deux règles de 1221 et de 1223 soient l'œuvre d'un homme qui n'avait plus de titre officiel et qui avait abdiqué le pouvoir.

Cette contradiction singulière, tranchons le mot, cette situation assez fausse se retrouve dans les sentiments de François. Quelles qu'en soient les raisons, la décision qu'il avait prise est de celles qui coûtent à l'amour-propre. C'est une des plus rudes

violences qu'on puisse se faire, que de mourir vivant, de n'être plus rien, quand on était tout. Ces abdications de Charles-Quint ne vont pas sans des retours passionnés, de puissantes nostalgies du pouvoir. On se fait une pauvre idée des saints, si l'on se figure qu'ils sont d'une autre argile que nous. Chez un chef-né comme François, chez un prodigieux meneur, qu'on imagine quel arrachement! Se dépouiller de l'autorité, retourner dans le rang quand on a commandé en chef, n'être que le premier grenadier de France, avec l'honneur d'un maréchal, il y a dans cette situation, même acceptée de très bonne foi, quelque chose de paradoxal dont tout le monde devait souffrir, à commencer par saint François. On ne peut pourtant pas exiger que son sacrifice se fît sans combats. Sa mauvaise santé n'était pas pour les rendre plus faciles. Les jours où ses maux lui donnaient du relâche, où les nerfs prenaient le dessus, il devait regretter un moment de faiblesse. Depuis qu'il ne dirigeait plus, il voyait bien que tout allait de mal en pis. Son œuvre lui échappait. Il devait être tenté de faire un effort désespéré pour la ressaisir. Pour tout dire, il était entré dans la grande amertume : c'était la fin, la grande misère, l'épreuve suprême de la vie.

Délices des premiers jours, charme des fiançailles, douceur de la jeune espérance, enchantement des départs ! Beaux matins de la Portioncule, qu'êtes-vous devenus? « Votre nom, dit le Cantique, est comme un parfum répandu, et c'est pour cela que les jeunes filles vous ont aimé. » Les jeunes filles, c'est-à-dire (explique M. Henri Bremond), les puissances primitives de l'âme, les puissances affectives, le cortège des émotions. A l'Alverne, c'est autre chose. L'horizon devient plus sévère. On monte, mais le chemin se fait rude. On sort des pentes de fleurs, on arrive aux sommets et aux escarpements.

Il en est ainsi naturellement dans toute espèce de vie, et on ne voit pas pourquoi les saints feraient exception. Comme dit le peuple, on mange son pain blanc le premier. La suite, quand ce serait le triomphe et même l'apothéose, a perdu son attrait : la vie n'a plus d'illusions, partant plus de sourires. François lui-même, avec sa nature de poète, l'avait bien prévu dès le début. Aux commencements de l'ordre, il disait à ses frères effrayés de leur petit nombre : « Courage, les camarades arrivent ! La France accourt, l'Espagne se hâte, les Allemagnes s'ébranlent... » D'autres fois, pour les consoler de leurs peines

présentes, il leur faisait voir que jamais ils ne seraient plus heureux : « Les premiers fruits seront délicieux, les suivants médiocres ; à la fin, il ne s'en trouvera plus que d'amers... » A cette heure, il arrivait à ces fruits de dégoût. Je ne veux pas revenir sur cette querelle de la Règle, qui déjà minait l'ordre, le menaçait de schismes et d'éternelles discordes. Mais il est certain que, dès cette époque, les premières fissures s'étaient produites. L'unité était compromise. Déjà la pensée s'altérait. Les traces de ces tristesses apparaissent très visibles même chez un écrivain aussi juste-milieu que Celano. Parfois le malade se soulève sur son lit de douleurs et s'écrie : « Mon ordre !... Qui sont les loups qui me l'ont arraché ?... Mais vienne le chapitre, ajoutait-il d'une voix sombre, je leur ferai bien voir que je suis encore là ! » Mon ordre ! Cri tragique d'énergie indomptable, révolte du chef dépossédé ! D'autres fois, il se résignait, disait qu'il lui était égal de vivre ou de mourir. Il avait encore des mots de colère : « Qu'ils vivent à leur guise ! » grondait-il d'un ton farouche, en pensant à ces frères qui ne lui obéissaient plus, et qui pourtant auraient bien voulu un mot de lui pour approuver leur manière de vivre. Ou bien il murmurait avec abattement : « Élie, Élie ! Tu as multiplié notre monde, mais tu n'as pas multiplié la joie. »

Telles sont à peu près ses pensées au moment du dernier voyage de l'Alverne. En somme, il est en train de gravir son calvaire. Jamais la lutte n'avait été plus dure. Loin de diminuer, les tentations redoublent. Ce surnaturel noir, sur lequel les biographes modernes se montrent si discrets, l'enveloppe de ses ombres ; l'orage le secoue de plus belle. Les vieux auteurs, heureusement, n'ont pas cette pudeur. Ils aiment voir saint François aux prises avec le diable. Ils ne croient pas diminuer les saints en les montrant dans la tempête.

Cela avait commencé en route, et c'est le deuxième groupe de faits. C'était le second soir du voyage, dans une église abandonnée : à peine le bienheureux s'est-il mis en prières pour la nuit, que voilà les démons qui arrivent de partout avec des ricanements, des murmures, des bruits de frottements : ils le tiraillent, le houspillent, le travaillent, l'accablent de menaces et de reproches, et lui cependant de leur crier : « Courage ! Tourmentez, bourreaux, faites le pis que vous pourrez : brisez, rompez ce corps, je n'ai pas de plus

grand ennemi! » Il sortit de là si démoli, qu'au matin il faisait pitié; les frères durent emprunter un âne pour le porter. Les assauts reprirent sur l'Alverne plus violents que jamais. Il y a là, au-dessous de la chapelle des Stigmates, une corniche de la roche, une sorte de chemin de ronde séparé de l'abîme par une rampe de fer; de là, on surplombe le vide de la hauteur des tours de Notre-Dame; sous ce balcon est un retrait, de quoi loger un cercueil, comme dans la cavité d'un sarcophage; les aigles nichent dans ce trou. Une nuit, le bienheureux voulut se couler là en se glissant le long de la corniche, au risque de se casser le cou. Qu'arriva-t-il? Le vertige le prit ou le pied lui manqua, ou encore une de ces sueurs qui parfois énervent les plus braves : brusquement, il sentit le diable pendu à ses épaules, qui le secouait de toutes ses forces pour le précipiter. Jamais il ne sut ce qu'avait duré cette bataille infernale, ce corps à corps au bord du gouffre, ni comment il en était sorti.

Dans ces occasions, qui d'ailleurs présageaient à l'ordinaire de grandes grâces, il avait (troisième groupe de faits) un allié céleste. Si la lutte était rude, le secours était puissant : ce n'était rien moins que l'archange des combats, le grand baron saint Michel. Comment peut-on concevoir une vie de saint François où le premier soldat du monde ne joue pas un rôle essentiel? C'est comme si l'on essayait d'écrire la vie de Jeanne d'Arc dont le radieux archange ne serait pas le personnage capital; il y compte certes beaucoup plus que les falots bonshommes de l'histoire, les Baudricourt, les Charles VII et les sages politiques qui gouvernaient si bien et si prudemment le royaume. Et quel plaisir de trouver que François et Jeanne d'Arc ont le même patron au ciel et le même général!

Ce sont des choses qui étonnent dans notre siècle d'énergumènes, où un démagogue se vantait d'éteindre les étoiles. Nous ne croyons plus guère aux démons : hélas! nous y perdons beaucoup, car nous avons perdu nos anges. Nous n'y pensons même plus. Nous ne nous doutons plus du degré d'intimité, de familiarité avec lequel le moyen âge pensait aux choses divines : que n'était pas pour nos pères cette amitié du ciel? Jacques de Voragine, dans la *Légende dorée*, a un mot surprenant : les anges, il les appelle nos concitoyens. Ils forment les cadres d'une armée dont nous sommes la réserve ou la territoriale.

Sans métaphore : c'est la pure doctrine du christianisme. Qu'on lise l'hymne splendide d'Adam de Saint-Victor :

O quam miræ caritatis
Est supernæ civitatis
Ter terna distinctio :
Quæ nos amat et tuetur,
Ut ex nobis restauretur
Eorum diminutio... (1)

« C'est aux hommes de parfaire leurs rangs éclaircis : c'est à nous de combler les vides de l'effectif et de remplir les files creuses depuis la chute des mauvais anges. » Littéralement, nous sommes de la graine d'anges, comme on a pu dire de chaque troupier qu'il a dans sa giberne son bâton de maréchal. Veut-on une preuve significative ? Voyez dans Celano, ou aux fresques d'Assise, la vision de frère Pacifique : il aperçoit dans le ciel une série de trônes inoccupés, et il lui est révélé que le plus beau et le plus brillant est réservé à saint François, qui était encore en vie, et que c'était le trône de Lucifer.

Que savait saint François sur le monde des anges ? Il n'avait pas besoin d'être grand clerc pour être aussi savant que tous les autres chrétiens de son temps. Il ne pouvait pas ignorer que les premières définitions du concile du Latran, tenu en 1215 (celui qui a condamné les erreurs de Joachim de Flore), portent sur l'ordre de la Création et la nature des anges. Deux des œuvres les plus extraordinaires d'Italie, ce sont les coupoles des baptistères de Parme et de Florence. La zone supérieure de ces coupoles est occupée par de grandes figures flamboyantes qui représentent les neuf chœurs de la hiérarchie céleste : rien de plus magnifique que ce cercle de jeunes guerriers ailés, cette garde de génies du ciel, chacun avec ses armes, son uniforme, son équipement, les couleurs de sa troupe et de son régiment. Saint François a vu certainement la coupole de Parme, dont les fresques sont du XIIe siècle : et ce n'est pas pour rien que la plus ancienne représentation du miracle de l'Alverne se trouve au baptistère de Parme.

Entre tous les anges (on sait que l'Écriture n'en désigne que trois par leur nom), saint François avait un culte spécial pour

(1) O spectacle d'amour, ô triple et trois fois triple harmonie de la cité céleste, cité qui nous chérit et nous protège, cité dont notre honneur et notre vocation est de combler les vides...

le prince de la milice céleste, l'archange saint Michel. Il n'y a guère un de ses ermitages où l'on ne trouve une chapelle dédiée à saint Michel. Tous les ans, il avait coutume de faire le carême de la Saint-Michel. Dans presque toutes les églises franciscaines, à la basilique d'Assise, à Florence, Naples, Arezzo, on rencontre à une place d'honneur l'histoire de saint Michel. Il y a en Italie un pèlerinage célèbre, c'est celui du mont Gargan, au fond des Pouilles, non loin de l'antique Siponto, où l'archange était apparu pour la première fois dans une grotte et avait signalé sa présence par des miracles ; on y allait de Bari, ou plutôt sur le chemin de Bari, qui était le grand port du sud de l'Adriatique, le point d'embarquement pour le voyage des Lieux saints. Il est presque hors de doute que François s'est embarqué à Bari pour l'Égypte : c'était l'itinéraire classique, et ce n'est pas s'aventurer beaucoup que d'en conclure qu'il aura fait en route le pèlerinage du mont Gargan. C'est là que l'évêque d'Assise, le jour de la mort de François, connut cette mort par une vision. On sait que notre mont Saint-Michel, celui de la chanson de Roland,

A Sainct Michiel de la mer del perilz

est une réplique du sanctuaire italien, réplique fort ancienne, puisqu'elle existait déjà au VIe siècle. En 1228, deux ans après la mort de François, et l'année de sa canonisation, on sculptait dans le cloître le portrait du nouveau saint : ce n'est pas non plus une rencontre fortuite si la première image française de saint François est celle du mont Saint-Michel.

Voilà des faits qui permettent d'entrer dans l'âme de saint François, de nous peindre son atmosphère, de nous représenter son monde intérieur. On ne saurait s'exagérer l'importance de ces faits ou, si l'on préfère, de ces images. Chacun de ces anges a son rôle et sa fonction spéciale, et ce n'est pas saint François qui s'y serait trompé. Saint François ne confond pas les Chérubins avec les Séraphins, et ceci va plus loin qu'on ne pense. Les Séraphins, ces êtres de feu qui se tiennent devant la face de l'Éternel comme des porteurs de *flabellum*, ont des attributions extrêmement particulières. L'Écriture ne les mentionne qu'une fois dans un passage d'Isaïe : un de ces êtres enflammés prend un charbon ardent sur l'autel avec des pincettes et en purifie les lèvres du prophète. N'est-il pas singulier que ce soit cette

créature extraordinaire qui se présente à François dans la nuit de l'Alverne, exactement pareille à la description d'Isaïe, et précisément pour lui imprimer comme avec un fer rouge les brûlures et les cicatrices de la Crucifixion?

Quelles sont les fonctions de saint Michel? Ouvrons encore une fois Jacques de Voragine. On voit d'abord que saint Michel est l'archange des montagnes. Toutes les hauteurs, tous les clochers sont dédiés à saint Michel. Toutes ses apparitions, celle du mont Gargan comme celle du mont Tombe (c'est l'ancien nom de l'île normande, qui se conserve encore dans sa voisine de Tombelaine) se font sur des sommets; la dernière aura lieu à la cime du Calvaire. A Rome, il apparaît sur la plate-forme supérieure du mausolée d'Hadrien, devenu pour cette raison le château Saint-Ange. A l'Alverne, saint François devait retrouver saint Michel : à deux lieues de là est Caprese, le village de Michel-Ange.

Personne n'ignore que l'archange monseigneur saint Michel est le grand adversaire du diable et qu'avant le commencement des siècles, lorsque l'ange favori du Très-Haut leva le drapeau de la révolte et tenta d'entraîner ses frères, c'est lui qui prit le parti de Dieu et précipita le rebelle orgueilleux dans l'abîme. Mais ce que nous ne savons plus, c'est la conséquence de cette défaite. Les esprits infernaux ne peuvent plus habiter le ciel. Ils ne peuvent vivre sur la terre, qui est le séjour des chrétiens, à moins de réussir à entrer dans le corps d'un homme ou d'une bête. C'est pourquoi ils font leur demeure des vagues espaces de l'air, que leurs légions infestent en nombre incalculable, en nuées plus pressées que les mouches, mieux encore, « aussi innombrables que ces poussières qu'on voit danser dans un rais de soleil » :

Suggestor sceleris
Pulsus a superis
Per hujus aëris
Oberrat spatia (1),

chante Adam de Saint-Victor. Là ils créent les orages, fomentent les troubles de l'atmosphère, cherchent par ruse un cœur, des regards, une bouche où s'insinuer; surtout ils guettent au passage

(1) Le conseiller du crime, précipité des cieux, parcourt sans se lasser les campagnes de l'air que nous respirons.

les âmes expirées et tentent de les intercepter dans leur voyage au ciel. Alors l'archange qui voit tout se précipite à la rescousse et ce sont, autour de la pauvre âme effrayée, des luttes comme celle dont parle l'Épître de saint Jude, lorsque saint Michel, sur la tombe de Moïse, se battait avec Lucifer.

Cette présence des démons dans les campagnes de l'air fait le danger des hauteurs, et voilà pourquoi saint Michel fait bonne garde sur les montagnes. On s'explique pourquoi saint François, qui passait sa vie sur les cimes, avait si grand besoin de l'Archange. Avec tout son courage, peut-être ne s'y fût-il pas risqué, s'il n'eût été assuré d'un tel compagnon d'armes. Mais ce rôle de protecteur céleste, s'il est la plus populaire des fonctions de l'Archange, n'est pourtant pas la seule, ni la plus importante.

Archange des montagnes, saint Michel parmi les nuages, c'est votre société sublime que saint François trouvait d'abord sur les rochers de l'Alverne et dans l'horreur de la vieille falaise des Herniques. Vous étiez l'habitant de ce grand château dans les brumes. De là, il suivait vos combats dans le drame des orages, le tonnerre de vos armes, l'éclair de votre épée. Son esprit devançant les temps assistait, dans le cataclysme de la nature, à la péripétie qui terminera l'histoire, lorsqu'au dernier des jours les morts sortiront du tombeau à la diane de l'ange, et que vous paraîtrez ensuite à la droite du Juge, portant dans vos mains, sur des linges, les instruments du salut et du jugement des hommes, les reliques de l'Évangile et celles de la croisade, ô prince des paladins! — la croix, les clous, la lance et la couronne d'épines.

Telles sont quelques-unes des pensées qui occupaient François dans ces grottes, ces ténèbres et ce chaos du *crudo sasso*, le jour où il connut que ces grands bouleversements de la Genèse étaient la trace de la Semaine Sainte, et où l'Archange qui imprime la passion dans les cœurs lui révéla la muette énigme, l'Évangile des crevasses.

III. — LE MYSTÈRE DE JÉSUS

Cette leçon étonnante n'étonna pas François : il savait, comme tout le monde savait au moyen âge, que tout a un sens dans la nature, que tout est là pour servir, instruire, éclairer

l'homme. Il savait que la roche du Pas de Roncevaux conserve dans sa fente gigantesque l'impression du tranchant de la grande Durandal :

Rollant ferit en une pierre bise...
L'espee cruist, ne fruisset ne ne brise...

Il savait que tout a un secret, une histoire, un mystère. La révélation de l'archange ne pouvait le surprendre. Mais elle cristallisa puissamment ses méditations.

Résumons la situation. Dans l'été de 1224, à cette heure de son sixième voyage sur l'Alverne, François, à quarante-deux ans, est un homme fini, archi-usé, malade, un général démissionnaire et assez mal résigné à l'être, souffrant de sa retraite et de son impuissance, souffrant du tour nouveau qu'il voit donner à sa pensée, essayant vainement de la consolider par des règlements aussitôt enfreints et par des cadres aussitôt débordés Il est à cette heure redoutable qui arrive dans la vie de tous les grands initiateurs, l'heure du *Sic vos non vobis*, où l'on voit que l'on n'a pas travaillé pour soi-même, que l'enfant qu'on a mis au monde se rit de vous, qu'on n'a été qu'un instrument, un outil écarté après avoir servi. C'est l'immense trahison de la vie et sa fatale ingratitude : c'est le jardin de Gethsémani. Il ne reste plus qu'à mourir. Voilà le prologue du mystère.

C'est dans ces pensées, dans ces doutes, ces tentations d'abattement que commence sur l'Alverne le carême de la Saint-Michel. Sur cette montagne, où un aimant secret l'attire depuis tant d'années, François attend, à ce voyage, une consolation singulière. Il pressent un événement. Il le sent à la force des attaques du démon ; il va se passer quelque chose. François se voit parvenu aux portes d'on ne sait quoi d'inconnu. A ce moment, comme à l'heure la plus solennelle de son histoire, à cette heure où quinze ans plus tôt, avec Bernard de Quintavalle, il s'est agi de faire un choix et de décider de sa vie, il s'en remet au ciel, il consulte l'oracle. Il ouvre trois fois de suite le livre des Évangiles. Le livre s'ouvre trois fois sur le récit de la Passion. Alors il connut ce qui l'attendait et que c'était son heure de souffrir à son tour. Il se retire dans la profondeur de la grotte du *Sasso spicco*. Il se fait semblable pour quarante jours au pélican de la solitude, semblable à l'oiseau de nuit dans le trou des ruines, *sicut nycticorax in domicilio*. C'est alors que l'ange

lui révèle le sens de ces ruines et le mystère des crevasses.

« Dans les cavernes de ses blessures, je me cacherai, vivrai blotti : inutile de me chercher ailleurs, impossible de m'y dénicher... Je m'y ferai trois tabernacles, l'un dans ses mains, l'autre dans ses pieds, le troisième et le plus cher dans la plaie de son côté : là, je veux reposer, dormir; là sera ma seule nourriture, là toute ma lecture et toute mon oraison. » Ainsi parle l'auteur inconnu du *Stimulus amoris*, traité franciscain du XIIIe siècle, et c'est presque dans les mêmes termes que Celano dit de saint François : « Il recherchait avec une affection spéciale les déserts et les solitudes et là il faisait sa demeure dans les plaies du Sauveur, *in vulneribus Salvatoris diutius residebat.* » Sourions, si nous voulons, de ces idées de l'autre monde; prenons en pitié du haut de notre science d'hier ces conceptions ingénues qui rapportaient tout à un seul objet, ne voyaient que lui dans la nature; du moins, cet objet était grand. Ils n'avaient, ces pauvres enfants, qu'une mesure de toutes choses, mais cette mesure était Dieu. Tout était plein de lui. Il n'était arrivé qu'un seul événement depuis la création, c'était le drame du Calvaire. Le monde n'était pas un univers insensible, et les pierres elles-mêmes pleuraient.

On voit à la Portioncule, du côté de l'abside, une fresque singulière; singulière par le sujet, car l'exécution est très faible. Cela représente un Calvaire, mais un Calvaire où le crucifié compte à peine; le véritable sujet est à terre, au pied de la croix, dans la douleur des assistants, parmi lesquels se trouve saint François. On reconnaît aussitôt le thème, une vieille question de Barthélemy de Pise, agitant le point de savoir qui a le plus souffert de la passion de Jésus, qui a mérité le prix dans cet étrange concours, de la Mère, du Disciple bien-aimé ou de saint François d'Assise. L'auteur donne gravement le troisième rang à celui-ci, tout de suite après la Sainte Vierge et saint Jean, comme s'étant approché le plus près de la douleur divine. Je m'étonne qu'il n'ait rien dit de Madeleine ; François ne l'aurait pas oubliée.

Ce qui est certain, c'est que l'objet de la prière de François, dans son carême de l'Alverne, ce fut de supplier le Christ de lui permettre de s'identifier à lui, d'éprouver dans sa chair aussi fidèlement qu'il se pourrait les douleurs de sa sainte Passion. A cette époque de la Saint-Michel, il y avait environ neuf mois

depuis la Noël de Greccio, c'est-à-dire environ le temps qui sépare, dans l'année liturgique, le 25 mars du 25 décembre, l'Annonciation de la Nativité. Tout le monde sait que les offices de l'Église forment un cycle, un poème d'une symbolique délicate, dont le cours représente la vie de Notre-Seigneur. On dirait qu'à Greccio commence pour saint François un de ces cycles, ou du moins que le bienheureux se propose dès lors une méditation plus ardente de cet éternel sujet. Les fêtes de l'Église, pendant ce carême de la Saint-Michel, l'y invitaient d'elles-mêmes : la fête de la Nativité de la Vierge (8 septembre), Notre-Dame des Sept-Douleurs (troisième dimanche de septembre), l'Exaltation de la Sainte-Croix (14 septembre). C'étaient autant d'étapes, de stations du chemin, autant de clous qui enfonçaient, retournaient la même idée fixe.

Cette soif de douleurs, que François cherchait, dans ces montagnes, à irriter encore, nous paraît bien déraisonnable. Pourquoi te frapper, cruel? D'où te vient cette rage de souffrir? Pourquoi cette passion insensée, cette fièvre, ce délire de larmes? Tout cela renverse nos idées. Un tel artiste, un homme si délicat, si fin, si épris des belles choses, avoir en même temps ce goût horrible des épines, comment comprendre ce mystère? Il est vrai que François était gai. Frère grognon n'était pas son homme. Il n'y a pas de saint morose. Il se méfiait des fronts soucieux et des airs taciturnes. Il ne voulait voir autour de lui que visages riants et gracieux. Bouder, faire grise mine à la vie, lui semblait de petit courage. Le péché de mauvaise humeur, il l'appelait le mal de Babylone : il distille ce poison subtil, qu'on s'y complaît et qu'on empoisonne le voisin. Dieu nous garde du péché de tristesse! Mieux vaudrait quelque grosse faute. Chez moine gai, le diable perd sa peine. Bataille où l'on ne va de bon cœur est bataille à moitié perdue.

François donnait l'exemple. Au milieu de ses carêmes, de ses pénitences impossibles, de ses prouesses d'austérités, il avait le secret d'une miraculeuse allégresse. Il pouvait s'affliger sans mesure et ne pas perdre pour cela le principe de la joie la plus vive : il ne s'affligeait pas pour lui-même. C'est sur un autre qu'il pleurait. Oserai-je un aveu ? Dans la grotte du *Sasso spicco*, il m'est arrivé de songer à ce héros de roman, mis au secret par un méchant prince tout en haut de la tour de Parme : à la surprise du jeune homme, jamais il ne s'était senti aussi

heureux que dans sa prison. Sa passion l'occupait. Pour un cœur passionné, le bonheur, le malheur n'ont peut-être aucun sens : transports, tourments, refus, rigueurs, caprices, désespoirs et même la peine la plus grande, l'absence, tout est plaisir, puisque tout l'agite, tout l'occupe de ce qu'il aime. On cesse d'exister pour soi, on est déchargé du fardeau de la vie.

La prière franciscaine!... Il semble qu'elle puisse se ramener à deux types principaux. Le premier, dont il nous reste quelques exemples dans les écrits du saint, est du genre de l'*Hosannah* ou de l'action de grâces : le mouvement le plus ordinaire est une sorte d'exaltation et de rebondissement, une série d'exclamations ou de strophes qui se succèdent comme des vagues, où l'esprit s'empare d'une idée et la reprend avec fougue dans un délire de *crescendo* : c'est le thème des Psaumes, celui du *Magnificat*, celui de la Préface du canon de la messe, et qui devient, chez François, le poème appelé la *Laude*, dont le plus bel exemple est le *Cantique des créatures*. Et c'est en dire assez sur ce genre retentissant, que d'y désigner la forme la plus noble du lyrisme.

La seconde forme est plus intime, plus tendre, plus secrète : ce n'est plus l'élan qui transporte, c'est une effusion intérieure, une contemplation attentive, ce qu'on appelle la méditation. Ici, force est de tâtonner, de deviner un peu, car les précisions manquent et l'on ne peut plus procéder que par à peu près et par analogies. Cependant, il est permis d'entrevoir quelques lueurs.

Toute la vie de François, je l'ai dit, n'est qu'une croisade. Depuis le crucifix qui lui parlait à Saint-Damien, jusqu'à la scène de l'Alverne, sa pensée n'est qu'une obsession continuelle du Calvaire, une plainte de cette agonie, de ce sang répandu en vain, de l'immense abandon de Dieu.

Cette compassion fit la croisade. François n'y put tenir, l'Italie lui brûlait les pieds : il fallut qu'il partît. Revenu de là-bas, ayant contemplé les Lieux saints, mis ses pas dans les pas du Sauveur, ayant assisté à l'échec de l'armée chrétienne, vu de près sa faiblesse, deviné le fatal naufrage, il vivait comme un corps sans âme, plus ému que jamais de cette détresse sans secours, de cette solitude, de cette divine misère.

Avec des fragments de psaumes, avec ces lamentations de la poésie juive, ces vieux cris frénétiques qui nous troublent

encore et que les enfants d'Israël répètent depuis des siècles dans la sainte Jérusalem au pied du Mur des Pleurs, il avait composé un office de la Passion, qui est une de ses œuvres les plus originales, le premier office de ce genre qu'il y ait eu dans l'Église. Le sentiment propre de l'Église, héritage de la tradition grecque, est une nuance de joie délicate, d'une qualité toute hellénique; l'Église a hésité longtemps avant d'admettre les émotions douloureuses; elle enveloppe la mort de pudeur, elle ne veut voir dans le sang que la rose des martyrs. Dans cette joie surnaturelle, d'une lumière platonicienne, l'office franciscain de la Passion éclate avec un accent tout nouveau :

« O vous qui passez sur le chemin, arrêtez et voyez s'il est une douleur égale à ma douleur...

Ils ont percé mes mains et mes pieds, et ils ont compté tous mes os.

Mon sang a coulé comme l'eau, mes ossements ont été dissipés.

Mon cœur s'est fondu comme une cire au sein de mes entrailles.

Ma force s'est desséchée comme un tesson, ma langue s'est collée à ma gorge.

Ils m'ont donné du fiel à manger ; j'avais soif et ils m'ont donné à boire du vinaigre. »

Par de telles images, François, dans sa grotte de l'Alverne, s'entraîne à la douleur. Rien qui puisse le distraire, pas même le mouvement du jour : il est là dans un trou d'où l'on n'aperçoit pas le ciel. Une seule fois toutes les vingt-quatre heures, il entend la voix de frère Léon, au bout de la passerelle, disant : « *Domine, labia mea aperies* ». François répond : « *Et cor meum lætabitur in te* », et Léon lui apporte du pain et un peu d'eau. S'il ne vient pas de réponse, Léon laisse là la pitance et s'en va. Dans cette solitude parfaite, entre des roches nues, rien ne fait concurrence à la vie intérieure : le rêve devient réalité, et il n'existe plus que le monde des songes.

Oui, il s'est mené là, entre ces quatre roches abruptes, dans ce décor cubiste, plus aride qu'aucune cellule, une prodigieuse existence imaginaire ; il s'est dépensé là, sur un sujet unique, autant de génie qu'il en a fallu pour animer les fresques de la *Divine Comédie* et pour créer l'océan d'hommes de Shakspeare. M. Henry Bordeaux, dans son livre sur le grand saint de son pays, cite une page de son auteur sur l'amour :

point d'amour, dit saint François de Sales, sans un peu d'imagination. La page est délicieuse, mais saint François de Sales savait bien où il l'avait prise : dans le sermon sur les *Stigmates de saint François d'Assise* de Jacques de Voragine. Tous les deux donnent la même preuve de la puissance des images : les brebis de Jacob, frappées par la vue de baguettes à demi écorcées, mirent au monde des agneaux tachetés. Ubertin de Casal dit à peu près de même : « Ce qu'on imagine fortement finit par se produire : le corps se modèle sur l'âme. » Et l'amie d'Ubertin, Angèle de Foligno : « Voir, c'est aimer. *Sicut videmus, ita amamus.* » L'amour est visionnaire.

Cette psychologie de l'imagination, très ancienne dans l'Église, a été perfectionnée sans cesse jusqu'à saint Ignace, « prince des psychologues », dit Barrès, dans ces *Exercices spirituels* qui sont une véritable gymnastique de l'âme, un manuel, une mécanique de l'enthousiasme. François possédait-il une discipline si savante? A-t-il une méthode, une technique? A-t-il laissé quelques formules? Son procédé, ce semble, a quelque chose de plus instinctif : c'est l'allure du génie, d'un maître qui invente et qui laisse à d'autres le soin de formuler la grammaire et les règles. Mais si nous prenons le livre classique issu de son école, les *Méditations de la vie de Jésus-Christ*, attribuées longtemps à saint Bonaventure, nous y trouverons déjà en usage tous les principes dont on fait honneur à saint Ignace, composition de lieu, construction minutieuse du décor et de la scène, multiplicité des traits sensibles, pittoresques, qui rendent les choses présentes et donnent la sensation de la réalité : tout cela fourmille de détails concrets, familiers, terre à terre, de détails de ménage qui donnent au récit de l'Évangile une physionomie toute nouvelle. Et quand on sait ce que les peintres et les auteurs de *Mystères* ont emprunté au livre des *Méditations*, on est émerveillé de ce qui a pris naissance entre ces quatre murs et de la puissance créatrice qui, dans cette prison, a eu assez de rêves pour en fournir l'Europe pendant quatre cents ans.

Entre tous les sujets de la vie de Jésus, il en est un qui de tout temps avait été cher à François, et qui forme le thème spécial des méditations de l'Alverne : c'est la croix. *La Dévotion à la croix*, ce titre du drame de Calderon pourrait servir aussi bien à une vie de saint François. Jacopone da Todi a écrit une

pièce sur les sept croix de saint François : celle de Saint-Damien, la croix de feu que Pacifique lui vit sur la poitrine, la croix d'or que frère Gilles lui vit sortir de la bouche, la scène du chapitre d'Arles où le Père séraphique apparut en l'air, les bras en croix. En route il ne manquait jamais de saluer dévotement les croix de grands chemins. Cette piété demeure populaire dans l'ordre des mineurs. Les églises franciscaines s'appellent *Santa-Croce* aussi souvent que *San-Francesco.* Dans beaucoup d'entre elles, à Arezzo, à Florence, à Volterre, on trouve représentée la légende de la Croix. C'est un des plus beaux rêves que l'homme ait inventés. Emporté par le premier homme dans sa fuite du Paradis terrestre, Adam fait planter sur sa tombe un rameau de l'Arbre de science ; cet arbre devient dans le déluge la maîtresse poutre de la quille de l'arche ; cette poutre, inutilisée dans la construction du Temple, est jetée sur le Cédron et sert de pont au cortège de la reine de Saba : c'est par là que les Gentils entrent dans le plan de la Rédemption. Elle flottait à Jérusalem sur la piscine miraculeuse, lorsqu'elle en fut retirée pour devenir la Croix. Ce bois était l'axe du monde.

Le sentiment de l'Église à l'égard de la croix a été lent à se déclarer. La première croix qu'elle ait osée, la grande croix d'or gemmée qu'éleva Constantin dans la basilique du Calvaire (on la voit reproduite à Rome dans la belle mosaïque de Sainte-Pudentienne), est une enseigne de triomphe : « *Vexilla regis prodeunt.* » Il a fallu du temps pour avouer le gibet. Au temps de saint François, le plus célèbre des crucifix, connu par une charmante légende de troubadours, était le *Santo Volto* de Lucques, que nous appelions le saint Voût, ouvrage oriental qui passait pour l'œuvre de Nicodème ; le saint Voût représente un Christ couronné, la tête droite, les yeux ouverts, vêtu d'une longue robe de pourpre et chaussé de souliers garnis de pierreries, ces souliers dont il jeta l'un au pauvre ménestrel pour le payer de sa musique. Aucune trace de souffrance. Le Christ de Saint-Damien, celui qui parla à saint François et que l'on conserve dans la sacristie de Sainte-Claire, a encore les yeux ouverts et une jupe autour des reins. Que l'on compare ce Christ impassible avec l'énorme « pendu » que l'on voit dans le chœur de la même église, avec ces terribles crucifix disloqués, grimaçants, qui commencent à paraître aux environs de 1240 dans l'école de Margaritone et Giunta de Pise, on sentira la différence : on

mesure la nouveauté de ce qu'apportait saint François. La secousse qu'en reçut le monde est immense : aucune trace ne subsiste du pouvoir qui l'émit. La seule mesure que nous en ayons est dans les faits qui l'enregistrent. On ne pouvait noter la parole de François; comment écrire ses rêves?

Nous avons conservé l'écho d'un de ces sermons fous où, ayant envoyé Pacifique tout nu en plein marché d'Assise, il le rejoint bientôt dans le même costume, et se met à prêcher sur la croix de telle sorte que tous fondent en larmes : et jamais, dit le vieil auteur, on n'avait mené dans la ville tel deuil de la Passion de Jésus. Aux premiers jours de sa pénitence, lorsqu'il n'était qu'un pauvre ermite travaillant aux églises, on l'entendait pleurer parce que le Christ était mort. Il avait la folie de la croix.

On voit à la Portioncule un vieux portrait de saint François peint sur une planche de bois, et tenant une petite croix avec cette inscription : « *Hic mihi lectus*, voici mon lit. » On a cru que ces mots se rapportent à la planche, qui serait un morceau de la couchette de saint François; ils se rapportent à la croix. « La croix, dit Angèle de Foligno, c'est ta planche de salut, c'est ton lit, c'est ta joie. » C'est apparemment du même lit que parle l'inscription.

Ce qu'on ne peut guère se figurer, par exemple, que de la manière la plus vague, c'est la puissance d'analyse et d'objectivation, la force incroyable de détail, d'insistance, de réalité que prennent ces images dans la caverne du songeur dramatique de l'Alverne : il les construit dans ce caveau avec autant de vigueur que plus tard son voisin Michel-Ange en mettra à sculpter le groupe de la *Pietà*; ses représentations obtiennent le relief et l'indépendance de l'hallucination. L'attention travaille ensuite sur chaque détail, sur le sang, sur les plaies, et sur chaque espèce de plaies, celles des épines, celles des verges et des fouets, les ecchymoses, l'épaule mâchée par le poids de la croix, les genoux couronnés dans les chutes, le gravier qui colle aux écorchures. On croirait voir déjà un de ces Christs espagnols, vrais musées de blessures, collections savantes de toutes les manières de souffrir, ou ces crucifix torturés qui émeuvent dans les vieilles églises de Toscane et d'Ombrie. Jamais l'imagination humaine n'avait inventé de spectacles plus déchirants que celui de cette douleur qui occupe François

dans ce puits de l'Alverne, ce puits de l'agonie de la semaine sainte.

C'est encore chez la grande tertiaire de Foligno que se rencontre sans doute ce qui approche le plus, avant sainte Catherine de Sienne, du pouvoir visionnaire de saint François d'Assise. C'est là que nous pouvons apprendre ce que c'est que de « mourir de Dieu ». Je ne crois pas qu'on ait jamais observé chez François les désordres et les convulsions dont la bienheureuse se fait gloire et qui accusent chez elle un certain détraquement; la vue d'un crucifix lui donne des attaques de nerfs. L'élève a des côtés de malade qu'on ne trouve pas chez le maître. Cela dit, les visions de la grande « Lella » peuvent donner une idée de celles qui, voilà sept cents ans, ont ému les ombres de la grotte du *Sasso spicco*.

On se rappelle le trait de Pascal dans le *Mystère de Jésus*. « J'ai versé telle goutte de sang pour toi. » Chaque goutte s'anime et nous reproche notre tiédeur. Ce n'est rien auprès des cruelles visions d'Angèle : le Christ lui apparaît supplicié des pieds à la tête; il lui montre les poils de sa barbe arrachés, les sourcils, les cheveux coagulés; il compte les coups de fouet de la flagellation en détaillant chaque coup. Un autre jour, le Christ « me commanda, dit-elle, de coller ma bouche sur la plaie de son côté. Et je crus boire quelque chose qui avait le goût et la tiédeur du sang ». Ailleurs, elle voit le Christ au tombeau, lui baise la bouche, appuie sa joue contre sa joue, et la main du cadavre répond par une caresse. L'endroit le plus singulier est celui où la pensée d'Angèle se fixe sur les clous de la croix : « C'étaient des clous très gros, carrés et mal battus qui présentaient sur leurs arêtes beaucoup d'aspérités; la chair en fut meurtrie, hachée, et il en résulta un supplice effroyable. » Alors elle pense au trou que ces clous firent dans la chair et elle veut voir au moins cette parcelle de chair que ces horribles clous avaient enfoncée dans le bois. « Cette souffrance, ajoute-t-elle, fut tellement inouïe, que je m'écroulai la face contre terre. »

Cette puissance d'imagination physique, commune à beaucoup de visionnaires, semble être une nouveauté au temps de saint François. Avant lui, la pensée chrétienne l'ignore; perdue dans ses harmonieux symboles, dans une architecture mystique aussi noble que les songes de Pythagore, elle ne voyait partout

que figures et idées. Saint François est d'un autre temps. Ce petit homme émacié, de passions étonnantes, cette machine nerveuse de sensibilité folle, avec son génie de dramaturge, son immense voilure d'imagination, n'entendait rien au christianisme des docteurs. Ce n'était pas son affaire, il ne s'en mêlait pas. C'était un poète, un artiste qui ne s'en doutait guère, un homme né pour pétrir et associer des images, un homme de douleur et de joie, un musicien qui n'a pas écrit sa musique, un créateur qui se contente de vivre son roman et d'y faire entrer tout à la ronde, car on mène les hommes par l'amour et l'imagination. C'est ainsi qu'il lui est arrivé de rendre à l'Évangile une vie qu'il n'avait plus. Comme dans la grotte de Greccio il avait inventé la tendresse chrétienne, ici, dans la tombe de l'Alverne, il invente les larmes et les délices des larmes : « Pleurs de joie », comme parle encore le *Mystère de Jésus*. Il invente le crève-cœur, le *corrotto* de Jacopone :

O corrocto mio corrocto
O corrocto pien di locto
O corrocto o mai adocto
Che sia nel foco sotterrata... (1)

Cependant la fête de l'Archange approchait. Les visions se multipliaient, devenaient continues ; elles avaient remplacé sur l'écran intérieur toute autre réalité. Léon n'entendait plus de réponse quand il venait à l'aurore apporter au reclus le morceau de pain et la cruche. Quelquefois, lorsqu'il s'approchait en tremblant, il apercevait son maître en extase à deux brasses du sol et il ne pouvait résister au désir de lui baiser les pieds tout doucement, pour ne pas le tirer de ses songes : d'autres fois, il crut le voir flotter à la hauteur de la cime des arbres, ou plongé à perte de vue dans le soleil.

Le 14 septembre arriva ; c'était la fête de l'Exaltation de la Croix. François sans doute revoyait sa vie, et son unique amour depuis la voix de Saint-Damien ; il pensait aux croix des armures dans ses visions de chevalerie, à l'ange du mont Gargan qui préside là-bas aux départs des vaisseaux qui voguent vers la Terre sainte ; il recommençait le voyage avec tristesse et avec honte, car à l'aventure d'outre-mer l'Italie donnait peu ;

(1) O crève-cœur, mon crève-cœur, ô crève-cœur plein de douleur, ô crève-cœur, où m'as-tu conduite, dit mon âme, que me voici plongée dans le feu?...

il écoutait la voix de la veuve, la voix de Jérusalem qui murmurait sa plainte :

O vous qui passez par la voie,
Arrêtez-vous, et chacun voie
S'il est douleur comme la moie;... (1)

de nouveau seul, pieds nus, sous le soleil accablant, dans ces pierrailles de Judée, parmi les maigres sycomores, il refaisait le pèlerinage, parcourait en pensée pour la millième fois ces lieux de douleur infinie, le Calvaire, la croix émiettée aujourd'hui en parcelles dans tous les sanctuaires de la chrétienté, jusque dans la garde des grandes épées Joyeuse et Durandal; il revoyait ce supplice et cette agonie de Dieu et l'immense injustice, la dureté des hommes, la dérision du prétoire et les cris de : « Barabbas ! » et tout le détail impitoyable de la tragédie unique, jusqu'aux clous et au coup de lance et l'éponge de fiel et ce sang inutile. Et alors ce qu'il imaginait si fortement arriva. L'amour transforme en ce qu'il aime. Si ce fut un miracle, ce fut un miracle d'amour. Trois jours après la fête de l'Exaltation, il vit avec terreur le Séraphin fondre comme la foudre, dans une gloire, sur ses six ailes, les bras en croix. Quand il s'approcha à l'aurore, Léon le trouva demi mort, les pieds et les mains transpercés et la côté ouvert.

C'est ainsi que François se croisa.

IV. — L'ADIEU A L'ALVERNE

Sur le petit balcon en corniche au bord de l'abîme, au-dessus du *sepolcreto* où François eut un si étrange combat avec le diable, sur ce rocher peuplé jadis d'une vie surnaturelle et fréquenté des démons et des anges, je cherche des yeux le paysage que j'apercevais tout à l'heure, cet horizon célèbre que les touristes, en été, accourent admirer de bien loin; je voudrais poser mes regards une dernière fois sur cette terre qu'embrassait le regard de saint François.

Mais la *nebbia* obstinée continue de tout obscurcir, d'embrumer la terre et le ciel; derrière moi la cime de la forêt est noyée de vapeurs. Tout a plus que jamais son aspect de gri-

(1) Rutebeuf, *Complainte d'Outre-Mer* (*la moie* : la mienne)

saille, de léger lavis japonais, de suie délayée sur la soie. Par moments, on dirait que le brouillard s'étire et quelque chose d'indécis s'estompe, s'approche furtivement comme un visage qui veut sourire à travers des voiles trop épais; puis l'apparition découragée s'efface et l'on ne voit plus de nouveau que le gris, le grand banc blanchâtre qui passe interminablement sur le mont assembleur de nuages. Et de nouveau je suis tenté de remercier le ciel qui, en me cachant le paysage, m'a contraint de ne voir ici que le dedans, l'invisible, les songes de l'âme.

On conserve au couvent une pièce transcrite par une main du XVIe siècle, qui semble la copie d'un original disparu. Cette pièce de date incertaine est donnée par Amoni à la suite de son édition des *Fioretti*. Frère Massée raconte comment le Bienheureux, le 30 septembre 1224, au lendemain de la Saint-Michel, en la fête de Saint-Jérôme, se disposa à reprendre le chemin de Sainte-Marie des Anges; on avait fait venir un âne pour le porter, parce qu'il ne tenait plus debout sur ses pauvres pieds blessés. Après la messe, il réunit ses frères, Ange de Rieti, Massée, qui servait d'intendant, Sylvestre et frère Léon, la petite pécore du bon Dieu, leur recommanda le couvent et leur fit ses adieux.

« Je pars, vous ne me reverrez plus ici. Adieu, adieu, vous tous! Adieu, montagne; adieu, rochers de l'Alverne; adieu, grotte des Anges; adieu, objets chéris, bien tendrement adieu. Adieu, frère faucon, cher réveille-matin qui m'as si bien servi. Adieu, antre, *sasso spicco*, je pars, je ne reviendrai plus jamais. » Il continua encore quelque temps et ajouta : « Adieu, montagne divine, montagne sainte, Alverne, sois béni ! La paix soit avec toi, nous ne nous reverrons plus. »

Hélas ! Déjà partir ! Quelques heures, une course rapide dans ces lieux pleins de rêves, est-ce assez pour les épuiser ? Toucher un moment cette cime et déjà redescendre... Adieu donc, beau séjour de l'âme, grand château dans la nue ! J'emporte du moins ton image, tes vastes écroulements de tours, les noires crevasses de ta falaise où se passa un des plus hauts mystères du monde : je t'emporte dans mon cœur, rocher de poésie, cime où l'humanité reçut le don des larmes.

Qui fera pour nous le même miracle ? François, notre frère, trouvère de Dieu, nous t'aimons parce que tu gardas la sainte enfance du cœur et que tu prêchais aux petits oiseaux: com-

bien plus admirable d'avoir chéri les hommes et de t'être senti leur frère, quand ils n'étaient que des loups qui se déchiraient entre eux ! O divin bienfaiteur, tu leur as apporté avec le dégoût des faux biens, des richesses mensongères, le merveilleux trésor de la sainte Pauvreté : tu leur as appris à goûter le bonheur qui ne s'épuise pas, le seul qui ne coûte rien, la joie de l'amour, la tendresse, le divin charme de la vie.

Écoute, et vois notre misère : plus que jamais le monde est la proie de l'éternel Ennemi. Écoute-le gémir, écrasé sous la loi d'airain. Quand vit-on plus odieuse tyrannie de la matière ? Qu'a-t-on fait de tes pauvres, de ceux que tu aimais, de ce menu peuple de Dieu auquel tu ouvris jadis les portes de ton Paradis ? On les a jetés aux bras des hommes de haine : ils s'imaginent, les pauvres enfants, que tout sera dit quand sera réglé le partage des richesses. Ils ne voient pas, ces cœurs irrités, que le mal comme le bien est en nous, et que le seul remède est la vieille fraternité chrétienne, le royaume de Dieu, l'amour.

La légende rapporte que le jour de ton suprême voyage sur l'Alverne, sur ces landes brûlées par le dévorant midi d'août, l'homme qui te menait mourait de soif et refusait d'aller plus loin. Tu fis jaillir une source ; il but, reprit courage et continua sa route. J'ai passé par cette lande : la source d'une heure est tarie. Nulle onde, nul filet d'eau ne rafraîchit ce désert. Pourtant elle est là, sous la roche, cette source invisible : elle gît quelque part inconnue dans les poitrines humaines. Oh ! qui touchera ce dur rocher, qui en fera jaillir les larmes ? Qui fera pour nous ce que fit notre père François en créant le monde intérieur, le monde du sentiment ? Qui nous arrachera ce cœur de pierre et à la place, comme lui, fera battre un cœur vivant ?

LOUIS GILLET.

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT

VI [1]

PASSÉ ET AVENIR DE L'INDE

PÈLERINAGES

Dans un paysage tranquille, où seuls quelques arbres géants rompent, avec les ruines, la monotonie de la plaine, on montre la place où Bouddha, après son illumination, révéla pour la première fois sa doctrine au monde. Non loin de là, quelques pierres marquent l'endroit où le saint toucha l'âme du roi de Bénarès, en sauvant de la mort un cerf que poursuivait ce farouche seigneur. Des grands monastères qui s'étaient établis sur l'ancien « Parc aux Gazelles » et dont les pèlerins chinois du VIIe siècle ont décrit la splendeur, presque rien ne subsiste. Mais deux énormes *stoupas* étendent encore aujourd'hui sur ce lieu sacré leur ombre protectrice.

L'un, le *Dhamek Stoupa*, remonte au début du VIIe siècle; les ornements géométriques et les guirlandes de fleurs qui se déroulent avec tant de grâce autour de ses huit faces évoquent l'art indien le plus pur, celui qui régnait avec la dynastie des Gouptas. L'autre, que couronne une tour, fut élevé par l'empereur Akbar, en commémoration d'une visite que son père, Humayun, fit aux sanctuaires fameux. Une magnifique inscription en caractères arabes surmonte le portail d'entrée : « Parce que Humayun, souverain des Sept Climats, présen-

Copyright by Maurice Pernot, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er et 15 juillet, 15 août et 15 septembre 1926.

tement au Paradis, daigna un jour venir ici et s'y asseoir, accroissant d'autant la splendeur du soleil, Akbar, son fils et humble serviteur, résolut de bâtir en ce lieu une tour superbe, qui s'élève jusqu'au ciel bleu. »

Un peu plus loin, les débris d'un grand autel quadrangulaire, dont les substructions remontent peut-être à quatre siècles avant Jésus-Christ. Une « colonne d'Asoka », portant gravé sur ses flancs le fameux édit qui condamne, au nom de Bouddha, les moines et les nonnes hérétiques. Un temple Jaïn tout flambant neuf. Enfin, plus neuf encore, mais moins prétentieux, le petit musée où le Service britannique des Antiquités a soigneusement recueilli les morceaux les plus délicats exhumés au cours des fouilles, depuis le merveilleux Bouddha prêchant dans le Parc aux Gazelles, jusqu'à ce Chapiteau des Lions, qu'on croirait détaché d'une colonne de Persépolis.

Voilà ce qu'on peut voir à Sarnath, à six kilomètres de Bénarès, dans une plaine où toutes les histoires, toutes les religions, tous les arts de l'Asie semblent s'être donné rendez-vous. Comment essayer de comprendre? Comment se mettre à l'échelle de ce pays, pour lequel les temps modernes commencent à la conquête d'Alexandre, et qui compte par millénaires les époques de sa vie? Sir John Marshall ne vient-il pas de retrouver, dans le Pandjab et dans le Sind, des villes dont le plan et la structure attestent l'existence d'une civilisation complexe et raffinée dans cette partie de l'Inde trois mille ans avant Jésus-Christ? Les notions occidentales de durée et de progrès s'estompent, s'abolissent au contact de cette éternité, de ce renouvellement indéfini, que symbolise avec tant de simplicité et de grandeur la Roue mystique, suspendue, entre deux gazelles, au socle du Bouddha de Sarnath...

Au coucher du soleil, je remonte en voiture pour rentrer à Bénarès. Sur le petit pont qui traverse la rivière Barna, une troupe bizarre est assemblée : deux ou trois douzaines d'hommes, coiffés d'une couronne de papier doré, que surmontent des plumes de paon ; chacun d'eux tient à la main une baguette blanche; et tous les regards sont fixés sur un même point du ciel, où bientôt se dessine un mince croissant de lune. Des gesticulations et des hurlements saluent la nouvelle naissance de l'astre, les baguettes blanches tracent dans la pénombre des signes mystérieux. Et tandis que s'époumone et s'évertue

l'étrange confrérie, des hommes, des femmes passent leur chemin, sans tourner la tête.

De tous côtés, des feux rouges s'allument, des cloches tintent, des tam-tams résonnent. Au moment où s'endort la ville ouvrière, la ville sainte s'éveille, pour célébrer les mystères de la nuit. J'ai déjà fait la tournée des temples, depuis l'étal de *Dourga*, encombré de singes gambadants et de chèvres pantelantes, jusqu'à l'autel d'*Annapurna*, autour duquel tournent pêle-mêle, interminablement, vaches sacrées, pèlerins et mendiants; depuis l'austère et magnifique mosquée d'Aurengzeb, jusqu'à ces sanctuaires dorés et sordides, où des prêtresses nues, insoucieuses des regards, dansent pour le dieu seul, dans un air alourdi par l'encens, les fleurs, la sueur et l'huile de coco.

Cette nuit, je descendrai, puis remonterai le fleuve sur un de ces bateaux couverts, dont le toit, à peine recourbé, sert d'observatoire. Pour arriver à l'une des quarante-sept portes d'eau (*ghats*) qui s'ouvrent sur le Gange, il faut suivre, sur les pas du guide, un dédale de ruelles étroites et peuplées comme en plein jour. Je trébuche sur la première marche d'un escalier gigantesque : voici le *Dasasamedh Ghat*, où les bateaux sont amarrés. Des myriades d'étoiles brillent très haut dans le ciel sans lune ; sur l'eau noire du Gange, où dansent çà et là des reflets de feu, le bateau glisse silencieusement sans jamais s'éloigner du bord.

Les hautes flammes des bûchers, où des corps hindous se consument, éclairent par intervalles une scène fantastique, qui, de la rive du fleuve sacré, monte, de marche en marche, d'étage en étage, jusqu'aux portiques ouverts des maisons, jusqu'aux terrasses des pagodes, jusqu'aux faisceaux de clochetons dorés qui surmontent les temples. A travers tout cela, un grouillement continu d'hommes et de bêtes fantômes : dévots sortant des sanctuaires ou se pressant vers les portes, qui s'ouvrent comme des trous de feu dans les ténèbres; longues files de pèlerins descendant pour le bain ou remontant vers la ville; procession de vaches, de singes et de grandes chèvres longeant les murailles, parmi le vacarme ininterrompu des cloches et des tambourins.

L'extravagant spectacle se déroule, tout le long de la rive, jusqu'à l'*Assi Ghat*, où le fleuve tourne et où commencent les jardins. Bruits et lueurs s'éteignent, la nuit retombe noire et

calme sur l'eau silencieuse; un sommeil lourd et sans rêve après la fièvre d'un cauchemar...

Nulle fraîcheur n'a marqué la naissance du jour. Le ciel et l'eau ont pâli presque en même temps, pendant que des brumes traînantes, un instant suspendues, retombaient lentement sur les rives et sur le fleuve. Bénarès apparut grandiose et recueillie, inclinant vers le Gange ses colonnades branlantes et ses palais délabrés. Au-dessus des clochers puérils et des coupoles tourmentées, la fière mosquée d'Aurengzeb dressait dans le ciel ses deux minarets nus. En remontant le fleuve, notre bateau frôlait parfois un de ces pontons étroits et fragiles où, sous de larges parasols de paille, des sages méditent, des malades et des vieillards attendent la mort, dans la même attitude d'indifférence suprême et de sérénité. Sur la rive des bûchers, quelques cadavres brûlaient encore, d'autres attendaient leur tour, longs sacs blancs ficelés entre deux planches; d'énormes bateaux s'approchaient, chargés de bois. Il en est de toutes les qualités et de tous les prix : car l'Hindou doit être brûlé selon sa caste, et l'égalité dans la mort ne commence qu'au moment où la cendre des bûchers est balayée et jetée au fleuve.

Plus de hurlements, plus de tam-tams. Mais le va-et-vient des pèlerins continue. Quelques dévots se livrent à des gymnastiques étranges. Entre les colonnes d'un portique, j'aperçois le manège d'un homme nu, effrayant de maigreur. Les mains et les pieds fixés au sol, jambes et bras tendus comme des ressorts, il frappe la même dalle alternativement avec son front et avec son ventre : le mouvement automatique et régulier d'une machine-outil dans une usine. Sur les marches du grand escalier aux dalles zigzagantes, des baigneurs quittent leurs vêtements ou les reprennent; d'autres, debout dans le fleuve, accomplissent les rites du bain sacré. Tantôt l'eau s'écoule entre les doigts écartés; tantôt, retenue dans le creux des deux mains, elle retombe en baptême sur le front, sur les joues, sur les épaules; quelques baigneurs la puisent dans un petit vase de bronze, pour la répandre ensuite sur leur tête; beaucoup la boivent. On reconnaît les gens de haute caste à la cordelette qui ceint leurs reins et à la précision hiératique de leurs gestes. Devant le bain des femmes, à Manikarnika, une jeune Hindoue, belle comme une statue grecque, rajuste sur sa robe rose un manteau vert-clair, et le mouvement la fait apparaître tour à

tour verte et rose. En bas du Ram Ghat, sont dressées deux grandes tentes, l'une rouge et l'autre blanche; des lanciers, l'arme au poing, font sentinelle : c'est le bain d'un « prince régnant ».

J'ai mis pied à terre; après l'ascension de l'escalier brûlant, j'ai retrouvé l'ombre des petites ruelles enchevêtrées et grouillantes. Encore et toujours des pèlerins : il en passe à Bénarès un million chaque année. Ceux-ci ont le visage enduit de cendre; sur cette couche grise, ils ont tracé en rouge les signes sacrés; chacun porte un vase couronné de fleurs jaunes. Des femmes voilées, revenant du marché, jettent sans s'arrêter quelques grains de riz dans la robe tendue d'un mendiant. Une petite vache aux cornes dorées allonge son museau vers le pot de terre où quelque pieux marchand a préparé pour elle une pâtée choisie. Voici le bazar des herbes, puis celui des cuivres, et je me retrouve sur la route qui mène de la ville indigène au *Cantonment*. Les cochers attendent, debout sur leurs sièges, criant des noms d'hôtels.

On croit sortir d'un rêve, d'un rêve somptueux, prodigieusement riche, mais déconcertant. Le beau et le laid, le grand et le mesquin, la sagesse et la folie ne se heurtent point, mais se confondent, on dirait presque s'harmonisent. *Gyan Bapi*, la Source de la Sagesse, n'étale-t-elle point ici son clair miroir, qu'enferme le cadre odorant des fleurs apportées chaque jour en offrande? Comme aux siècles passés la solitude prochaine de Sarnath, Bénarès n'est-il pas aujourd'hui le centre des grandes écoles de sagesse? Tout ce recueillement, parmi tout ce tumulte. La méditation suprême des mourants bercée par les tam-tams et les grelots. Les flots sacrés du Gange roulant pêle-mêle les déchets de l'atelier, les immondices du bazar et les cendres des croyants. Les siècles peuvent couler, et les millénaires. Et l'on en vient à penser que rien, sans doute, ne ressemble à l'Inde d'autrefois, comme l'Inde d'aujourd'hui.

VISIONS FÉODALES

Une visite aux États rajpoutes n'est assurément pas faite pour contredire cette impression. Indore, Bhopal, Gwalior, Jeypour, Odeypour : les images qu'évoquent ces noms prestigieux semblent détachées d'un roman de chevalerie, si ce n'est d'un conte de fées. Palais de marbre blanc et de granit rose.

mirant leurs façades dans des lacs rafraîchissants, jardins merveilleux, belles écuries peuplées d'éléphants et de chevaux de prix, ménageries et volières installées avec un luxe royal, caveaux secrets où s'amoncellent métaux précieux et pierreries, hospitalité somptueuse des maharadjahs, fêtes brillantes, danses de bayadères, chasses au tigre dans les forêts de silence, majestueux cortège des retours de chasse, à l'heure où le soleil rougit de ses derniers rayons le calme miroir du lac d'Odeypour...

Les premiers souverains de ces royaumes de légende descendaient probablement des envahisseurs venus du nord; mais, convertis à l'hindouisme et bientôt admis, pour leur vaillance, aux castes supérieures, ils firent remonter leur origine tantôt au soleil et tantôt à la lune. Bien qu'au cours des siècles les changements de dynastie aient été nombreux, les successeurs des princes rajpoutes ont généralement adopté leur glorieuse généalogie. Après avoir, aux temps héroïques, guerroyé contre le musulman, ils deviennent, sous Akbar, les plus fermes piliers du trône mogol; le fanatisme d'Aurengzeb les retourna contre l'Empire. Le gouvernement britannique s'en est fait des alliés précieux. A la Chambre des Princes, les souverains rajpoutes forment une majorité imposante et docile. Chacun d'eux, dans son État, est maître absolu, sous la seule réserve d'un contrôle anglais, qui ferme les yeux sur bien des abus, et ne se montre sévère que pour rappeler au monarque « indépendant » ses devoirs de vassal.

Tout un monde moyen-âgeux et féodal continue de vivre dans la citadelle de Gwalior et à l'ombre de ses murailles gigantesques. La ville, dit-on, fut fondée par un chef Kachwaha, du nom de Suraj Sen. Il était lépreux. S'étant aventuré en chassant jusqu'au sommet du mont, où s'élève aujourd'hui la forteresse, il demanda à boire à l'ermite Gwalipa. Le breuvage offert par le saint homme étancha sa soif et guérit son mal. « Tu t'appelleras désormais Suhan Pal, dit l'ermite au chasseur, et tes descendants régneront sur ce pays aussi longtemps qu'ils porteront ce nom. » La dynastie de Suhan conserva le pouvoir durant treize générations; à la quatorzième, Tej Karn rejeta le nom de Pal et perdit le royaume.

Une large rampe pavée, la Route des Éléphants, grimpe en lacets jusqu'à la porte monumentale qui donne accès à la Citadelle. Dans cette enceinte fortifiée, qui mesure à peu près un

kilomètre sur trois, les palais et les temples hindous voisinent avec des baraquements et des ouvrages militaires d'un style fâcheusement anglais. Mais la plate-forme est si vaste, qu'on a pu laisser les plus beaux édifices dans un isolement respectueux. Vichnou règne ici en maître : les deux temples de Sasbahu, qui dressent leurs piliers massifs sur une plinthe richement ornée, présentent partout son image ; et c'est encore à « Vichnou aux quatre bras » (*Chaturbuij*) qu'est dédié le petit sanctuaire taillé dans le roc, qui flanque la porte nord de la Citadelle. On en compte sept, de ces hautes portes en ogive, qui couronnent la muraille comme des arcs de triomphe ; chacune a son nom, et devant chacune s'ouvre une vue différente, sur la vieille cité, sur la nouvelle ville, sur la vallée et les montagnes.

On « débarque » au palais de Man Singh par un balcon-terrasse, à hauteur d'éléphant. L'architecture massive est celle d'un château-fort ; mais une jolie décoration de faïence et de mosaïque, guirlandes de fleurs et de fruits, processions d'animaux, égaie l'austérité des murs et des tours. Le même ornement se retrouve dans les deux cours intérieures, sur lesquelles s'ouvrent des appartements grandioses et délabrés, dont les chauves-souris ont fait leurs asiles. A côté du palais de Man Singh, son fils édifia cet élégant Chit Mahal, qui fit l'admiration de l'empereur Baber.

Les deux jeunes fonctionnaires anglais que j'ai pour compagnons me paraissent beaucoup moins sensibles que n'était ce conquérant aux beautés de l'architecture et aux recherches de l'art décoratif. Ils toisent d'un œil distrait les palais et les temples : ce qui les intéresse bien davantage, c'est de retrouver sur le mur d'enceinte les traces des fameux sièges de 1779 et de 1803, et c'est de découvrir la poterne par laquelle, le matin du 20 juin 1858, les lieutenants Rose et Waller pénétrèrent dans la forteresse, que les rebelles ne rendirent qu'après un furieux combat. Cette curiosité satisfaite, les deux Anglais regardent leur montre et reprennent, au pas de course, le chemin de la ville, où quelque bureau les attend. Je reste seul, sur mon éléphant, qui me ramène docilement au *Teli-Mandir*, encore un temple bâti en l'honneur de Vichnou, mais où, trois siècles plus tard, Siva s'est installé. Sanctuaire, portiques, pavillons, bassins sacrés, tout cet ensemble évoque l'Inde

méridionale et ses pagodes. Les histoires divines sculptées le long des murs et autour des piliers, je les ai contemplées à Madoura et à Tandjore.

Me voici arrivé à la porte qui surplombe le ravin d'Urvahi. L'éléphant qui m'a promené dans la Citadelle salue deux fois de la trompe : c'est sa façon de me donner congé. Le sentier où je vais m'engager n'est pas fait à sa taille, mais c'est la seule voie qui mène au pied des vingt-deux figures colossales, que les radjahs de la dynastie Tomar firent tailler dans le roc. La plus grande représente Adinath, le premier pontife Jaïn ; une roue symbolique gît à ses pieds; mâle ou femelle, assis ou debout, chaque colosse est accompagné du symbole qui le faisait reconnaître aux fidèles : un taureau, un cheval ou un lion, une fleur de lotus, une roue ou un croissant. Plusieurs de ces figures portent les traces de la mutilation ordonnée par Baber. Les Jaïns ont réparé de leurs mieux l'injure faite à leurs « idoles » par le fanatisme musulman.

La nuit commence à tomber, lorsque je traverse Lashkar, la ville neuve. D'uniformes maisons blanches bordent une grande place au milieu de laquelle trône la statue d'un maharadjah. La place, à cette heure, est fort animée. Des *sarafs* (changeurs), assis au bord des trottoirs, font couler d'une main dans l'autre des cascades de monnaies qui tintent comme pour attirer le client. De longues poupées, des chevaux et des paons en carton peint s'étalent aux devantures des boutiques, jouets d'enfants ou symboles religieux ? J'en ai vu ce matin de semblables, juchés sur les toits de quelques maisons. Les hommes portent sur la tête un bonnet de forme singulière, analogue à celui dont est coiffé le maharadjah de pierre.

Les bazars sont pleins de lumière et de bruit; acheteurs et marchands s'agitent. Mais tout ce monde est courtois, relativement propre, et l'on ne voit pas de mendiants. Le type est agréable : une taille bien prise, des traits fins, de beaux yeux, un air de nonchalance et de douceur qui peut-être traduit quelque abrutissement. On sort de la ville, et bientôt la route s'engage bonnement dans les jardins du Nouveau Palais, longe un beau lac encadré de marbre blanc, se faufile entre des pavillons et des bosquets. On rentre dans la féerie et dans le rêve, que la vision triviale de Lashkar n'a interrompus que pour un instant.

Jeypour, la ville rose, est tracée au cordeau : toutes les rues

s'y touchent à angle droit; les plus larges ont en leur milieu, en guise de trottoir, un chemin pavé ou dallé. N'étaient les hauts murs crénelés qui l'enferment et les portes en chicane qui y donnent accès, on pourrait prendre Jeypour la Rose pour une ville américaine. Elle possède des industries florissantes, des banques actives et les plus riches bazars du Rajpoutana ; elle est éclairée au gaz, si ce n'est pas à l'électricité. Le pittoresque pourtant n'y manque pas. D'abord, la couleur des maisons : toutes celles des particuliers sont peintes en rose, le jaune étant réservé à celles du Maharadjah. De nombreuses facades sont décorées de figures grotesques, dont on ne sait si elles servent d'enseigne ou d'ornement. Des cavaliers galopant sous des ombrelles, des chameaux et des éléphants animent du matin au soir ces belles chaussées larges et droites, inondées de soleil, ce qui n'empêche pas les pigeons et les paons de s'y promener pour leur compte, aussi tranquillement que sur les pelouses d'un parc. Cette grande baie grillée, qu'on voit s'ouvrir au bout d'une rue en impasse, c'est la Cage aux Tigres, installée en pleine ville. Et les crocodiles logent de l'autre côté de ce grand jardin, dans un lac creusé exprès pour eux.

Le *Palais du Vent* n'est que bizarre, et le château du Maharadjah, grande bâtisse moderne, vaut à peine une visite. Et pourtant le souverain qui y réside appartient à l'une des plus illustres et des plus antiques dynasties de l'Inde : celle des Kachwaha. C'est que Jeypour est une capitale récente : il n'y a pas encore deux siècles qu'elle fut bâtie. Avant sa fondation, la résidence souveraine était le château d'Amber.

On sort de la ville par la porte de Zorawar, et bientôt les ruines commencent d'apparaître : des singes les habitent, plus sauvages, moins humains que ceux de Ceylan. D'un côté, la montagne, que couronnent des pans de muraille et des débris de forteresse; de l'autre, un lac, au milieu duquel un vieux château à tourelles achève de se noyer. Le lac se nomme Man Sagar, il est infesté de crocodiles ; le château noyé n'a plus de nom. Un grand temple hindou, sans caractère, le Kala Maladeo. Une porte s'ouvre dans le rocher, et l'on découvre Amber. Mais, pour y atteindre, il faut descendre autant qu'on a monté, et passer une seconde porte, où l'on met pied à terre.

Le spectacle est délicieux. Entre les ramures des arbres apparaît un lac clair, où se mirent les ruines d'une porte fortifiée et

la coupole basse d'un tombeau. Un peu plus haut, sur la colline, se dressent les murs gris et roses du château d'Amber. Ce site charmant fut élu pour demeure dès le milieu du xe siècle, par une dynastie de conquérants. Cent ans plus tard, les princes Rajpoutes s'en emparèrent et en firent la capitale d'un royaume. Une longue rampe pavée, des portes solennelles, et voici la cour d'honneur, que bordent deux charmants pavillons de marbre blanc. Sur le fond blanc se détache, un peu en relief, une mosaïque de fleurs et de papillons. La même décoration se retrouve à l'intérieur du palais, dans les galeries, dans les salons, dans l'appartement des femmes. Entre les murs vêtus de marbre et les plafonds de bois peint ou doré, des corniches en corbeille, faites de petits miroirs enchâssés dans un ornement de stuc. Les portes sont en bois de santal incrusté d'ivoire et de nacre. La lumière pénètre, tantôt par de petits vitraux de façon musulmane, tantôt à travers les minces plaques d'un marbre aussi transparent que l'albâtre. Le bain des femmes, tout de marbre blanc, sans fenêtres, reçoit le jour par quelques dalles transparentes du pavement.

C'est ce qu'on appelle le Nouveau Palais, qui fut achevé au début du xviiie siècle. Le Vieux Palais, commencé par Man Singh en l'an 1600, offre à peu près le même plan, avec une décoration plus sobre et moins de recherche dans l'aménagement. Un escalier tournant et obscur mène jusqu'au toit qu'entoure une balustrade, taillée dans le même marbre que les dalles. La gorge étroite, que ferme le château, apparaît d'enfilade; des murs à créneaux chevauchent la colline; çà et là, les ruines d'un petit temple ou d'un fortin mettent une tache blanche dans la verdure. Le lit d'un torrent se devine sous un enchevêtrement de lianes et d'arbustes fleuris. Une fraîcheur exquise, un silence de paradis, qu'osent seuls interrompre les merles, les aigrettes et les perruches vertes, hôtes sautillants et gracieux de ce château de fées. Sur l'autre flanc, le lac baigne de ses eaux claires le pied de la muraille grise et rose.

Le vallon de Galta, qui s'ouvre derrière un pan de rocher, un peu à l'est de Jeypour, réserve une nouvelle surprise. Par un sentier en lacets, on monte jusqu'au temple hindou de Suraj-Deora. On franchit le col, entre deux rocs, et voici qu'apparaît un décor fantastique d'eaux jaillissantes, de jardins, de temples et de palais. Au premier plan, deux bassins sacrés,

qui s'écoulent l'un dans l'autre par une large cascade ; un portique au toit recourbé les sépare. Et le torrent poursuit sa course, d'abord prisonnier entre deux murs qui le guident jusqu'en bas du vallon, puis libre et débordant à travers les prairies et les vergers. Sur les deux rives, de grands pavillons déserts étalent leurs escaliers disjoints, leurs colonnades branlantes et leurs terrasses effondrées ; des coupoles grises, des clochetons d'or éteint surmontent des tombeaux, car plusieurs princes ont choisi ce charmant vallon pour y dormir le grand sommeil.

Monuments funéraires, temples, châteaux et kiosques, fondus dans un même ton, unis par un même style, semblent avoir perdu depuis longtemps leur figure distincte et leur réalité : ce ne sont plus que des fabriques de fantaisie dans un grand parc abandonné. Toutes ces demeures vides et mortes sont respectées des vivants ; seules quelques vaches sont assez hardies pour en franchir le seuil. Mais des paysans, qui cultivent ces jardins bien arrosés, ont appuyé leurs cabanes de paille et de boue aux murs les plus résistants. Une fillette m'aborde, me salue et commence un discours où je ne comprends rien : elle montre les grands arbres, puis la place où nous sommes, puis le haillon multicolore qui lui sert de vêtement. Je lui jette deux *annas* pour la faire taire. Elle court à sa cabane et revient, tenant un pan de sa robe relevé dans ses deux mains. Elle s'arrête, pousse un petit cri, lâche sa robe : des grains de maïs se répandent ; des singes dégringolent des arbres, des paons sauvages s'abattent lourdement sur le sol, et j'assiste à la plus comique des batailles. La petite éparpille le grain, soucieuse de faire à chacun sa part. C'est l'affaire d'une minute ; le maïs, les paons, les singes ont disparu. L'enfant s'éloigne, et le jardin enchanté, qu'elle a réveillé d'un cri, redevient l'asile du silence et de la mort.

LA VILLE ET LE TOMBEAU

De Baber à Aurengzeb, l'Inde connut, pendant deux siècles, une fièvre de progrès, une plénitude de vie comparables à celles qui marquèrent en Italie l'époque de la Renaissance, le règne d'Élisabeth en Angleterre, en France, celui de Louis XIV. Conquêtes militaires, réformes administratives, grands travaux

publics, créations merveilleuses d'un art qui peut-être ne fut jamais dépassé. La cour des « Grands-Mogols » étonne les voyageurs européens par sa somptuosité et son raffinement; les souverains y attirent et y retiennent des artistes de tous les pays : Arabes, Persans et Chinois, Français et Italiens. Poètes, philosophes, théologiens, jurisconsultes, groupés autour d'un trône glorieux, tiennent rang de conseillers et de favoris. Le plus grand des six empereurs, Akbar, va jusqu'à entreprendre un effort magnifique contre la barbarie de certaines coutumes, les préjugés de caste, les rivalités religieuses : comme il les a unies dans la politique et dans l'art, il veut fondre dans une foi commune toutes les traditions, toutes les forces des peuples qu'il a soumis à sa loi. C'en est trop, le vieux génie de l'Inde se réveille; l'intolérance, la division, l'anarchie, contenues pour un temps, éclatent, débordent; et, quand meurt Aurengzeb (1707), l'Inde est déjà toute prête à subir des invasions nouvelles et de nouveaux esclavages.

Agra, Lahore, Delhi furent tour à tour les capitales du prodigieux empire, et toutes trois conservent de leur gloire passée des marques grandioses et des souvenirs émouvants. Palais et jardins, mosquées et tombeaux, attestent dans ces trois villes et autour d'elles, la puissance et le génie des souverains qui en conçurent l'idée et présidèrent à leur création. Il y a cependant une vision qui résume toutes les autres, et les dépasse ; un témoignage, un « monument », — si l'on veut donner à ce mot son vrai sens, — qui exprime à lui tout seul la grandeur du rêve mogol et sa fragilité : c'est Fathepour Sikri. A quelques lieues d'Agra, à Sikri, où son grand père, Baber le Lion, avait brisé la résistance des princes rajpoutes, Akbar, au retour d'une expédition victorieuse, rencontre le saint homme Selim Chisti, qui lui prédit la naissance d'un héritier. L'enfant vient au monde ; l'empereur lui impose le nom de Sélim, et donne au village où l'heureuse nouvelle lui fut annoncée, celui de Fathepour, ville de la Victoire. Après quoi, il bâtit la ville et y transporte sa résidence. Le grand empereur mort, la ville fut abandonnée.

Une voie royale, toute droite, ombragée d'arbres séculaires, mène d'Agra à Fathepour. Ce qu'on aperçoit de très loin, au bout de l'avenue, est-ce une ville, est-ce une forêt? Le mur d'enceinte est couronné, débordé par une futaie si épaisse et si

haute, qu'à peine voit-on poindre le sommet de quelques édifices. Ainsi dut apparaître aux yeux du prince des contes de fées, le château de la Belle au bois dormant. On approche, on passe une large porte fortifiée, puis une autre, et l'illusion continue. Quelle baguette magique a soudainement endormi cette impériale résidence, et pour combien de temps? Rien n'a bougé, tout est à sa place : un Grand Mogol pourrait venir s'installer demain à Fathepour, avec ses ministres, sa cour, ses femmes, ses chevaux, ses éléphants. Les siècles n'ont rien pu contre la souveraine volonté d'Akbar.

Voici la grande salle des audiences, avec le trône de l'Empereur. Dans cette demeure magnifique vivait l'épouse hindoue, une princesse rajpoute, mère de l'héritier; une véranda toute décorée de stucs délicats, entoure la maison de la sultane turque; et ce charmant pavillon, que des artistes persans ornèrent de peintures inspirées par Firdousi, était habité par la chrétienne Bibi Miriam, une des femmes les plus aimées de l'éclectique souverain. Chaque maison a ses appartements de réception, ses chambres à coucher, ses services, ses bains. Architecture et décoration sont appropriées aux destinataires, et le bain des docteurs ne ressemble point au bain de la sultane.

Une imposante série de bâtiments, disposés autour de deux cours intérieures, compose le palais d'Akbar. Ce palais, c'est l'image de l'homme étonnant qui l'ordonna, l'expression de son génie, et comme un raccourci de son histoire. Des artistes musulmans, hindous, peut-être chinois ont orné les salles d'apparat, où se mêlent aux arabesques des paysages et des représentations bouddhiques. Un portique élégant précède le *Daftar Khana*, la Maison du Concile, où l'Empereur, entre deux campagnes, se plaisait à discuter philosophie et religion avec les docteurs de sa cour, musulmans et hindous, chrétiens et disciples de Zoroastre; la voûte est soutenue par une forte colonne, qui figure le tronc de l'arbre de vie; les quatre branches maîtresses qui se détachent de son chapiteau, forment quatre ponts praticables, dont les arceaux s'appuient d'une part à la colonne centrale, de l'autre aux quatre consoles des piliers d'angle. C'est là qu'Abdul Fazl, le savant musulman, développa les raisons qui devaient induire Akbar à se proclamer infaillible en matière de foi; là aussi que Rajà Birbal, le docteur hindou, élabora, d'accord avec le souverain, les principes de la religion nouvelle,

qui devait unir dans une même croyance tous les peuples de l'Inde. Enfin, sur le toit, s'élève un petit pavillon curieusement décoré : c'est le *Khwabgah*, la Maison des Rêves ; l'Empereur s'y retirait pour méditer et pour dormir.

Autour de ces palais courent des jardins, dont le dessin est encore visible, tantôt régulier, tantôt capricieux ; des bassins d'eau courante en entretenaient la fraîcheur. Akbar avait même fait creuser un lac, pour reposer les yeux de ses femmes ; mais le lac se dessécha.

Les cours de marbre se succèdent ; pas une dalle ne manque au pavement. Tous ces édifices de grès rouge, nets, intacts, ont leur nom : les Archives, la Monnaie, le Trésor, l'Observatoire, avec la haute terrasse où Akbar se faisait expliquer les mystères du ciel par ses astrologues hindous (*Yoghis*) ; les écuries, diversement construites, selon qu'elles abritaient des chevaux, des éléphants ou des chameaux. On sort de l'enceinte par la Porte des Éléphants ; la campagne est semée de ruines : des ouvrages militaires, un caravansérail, un château d'eau ; et l'on arrive au pied d'une autre muraille crénelée et flanquée de tours : c'est l'enceinte de la Mosquée.

Akbar commença de la construire en 1571, pour recevoir la dépouille et honorer la mémoire de Selim Chisti. Il voulut que tout y fût simple et grand. La décoration de l'édifice principal est purement musulmane, tandis que les bâtiments accessoires offrent maint détail de style hindou. Le mausolée du saint est ciselé comme une pièce d'orfèvrerie : dentelle de marbre blanc, sur laquelle se détache une porte d'ébène. Musulmans et hindous entourent ce tombeau d'une même vénération. Des portiques, des pavillons de repos, des écoles, des kiosques sont disposés autour de la cour monumentale. Enfin, après ses dernières conquêtes, Akbar voulut rendre la Djama Masjid encore plus grandiose et plus belle, et il érigea sur un des côtés de l'enceinte *le Baland Darwaza*, la Haute Porte, ou Porte du Triomphe. Un large escalier y accède ; trois étages de tours en ornent la façade, que couronnent trois grandes coupoles séparées par de petits kiosques blancs et roses. Au deux extrémités de l'arc triomphal, Akbar le victorieux fit graver deux inscriptions ; celle de gauche rappelle ses conquêtes et son passage à Fathepour ; celle de droite est ainsi libellée : « Isa (Jésus), — que la paix soit sur lui ! — dit : le monde est un pont ; traverse-le, mais ne bâtis

pas sur lui. Le monde ne dure qu'une heure, consacre cette heure à la dévotion. »

Sur la fin de son règne, — il avait pris le pouvoir à treize ans! — Akbar revint à Agra. Les eaux de Fathepour, dit-on, s'étaient taries, et les vastes espoirs de l'Empereur s'étaient tournés en déceptions. Les deux robustes bases sur lesquelles reposait son œuvre, c'était, d'une part, la foi musulmane, de l'autre, le système hindou des castes. Et voici que, pour faire mieux et plus grand, il avait ébranlé l'une et l'autre. Lorsqu'ils virent le souverain emprunter aux Zoroastriens leurs prières, aux Hindous quelques-uns de leurs rites, les croyants de l'Islam se détournèrent de lui. Les Brahmanes ne lui pardonnèrent point d'avoir atténué, par ses lois, la rigueur du système des castes, d'avoir supprimé la taxe sur les pèlerins, interdit le mariage des enfants et l'immolation des veuves. Le génie d'Akbar se heurta à la résistance de l'Inde, et se brisa contre elle. Le fanatisme d'Aurengzeb précipita une réaction fatale. Moins de cent ans après la mort du grand Empereur, non seulement il ne restait plus rien de son œuvre, mais les luttes de race et de religion déchiraient l'empire mogol, plus acharnées et plus sanglantes qu'elles n'avaient jamais été. Les Persans en profitèrent, puis les Marathes, en attendant les envahisseurs venus d'Occident.

Si, malgré tant de chimères, l'énergie et l'action triomphent dans Akbar, le règne de Chah Jehan, son petit-fils, marque la toute-puissance du rêve et de la beauté. Est-ce dans son exil, sur les rives charmantes du lac d'Odeypour, où la colère paternelle l'avait relégué, que ce prince intelligent et raffiné prit, avec l'horreur du bruit et des armes, le goût de la mélancolie et de la grâce? Devenu maître à son tour, il semble avoir pour premier soin de libérer l'art de la politique. Finis, les alliages et les compromis où se complut la sagesse d'Akbar. Les formes musulmanes, simples et pures, telles qu'elles sont revenues de Perse, ne s'alourdiront plus de complications hindoues. S'il faut rehausser de quelque ornement leur noblesse austère et nue, l'incrustation de pierre dure y suffira, et Chah Jehan chargera de cette sobre décoration les meilleurs artistes italiens. Les dix premières années de son règne marquent l'apogée de l'art mogol, et l'une des époques les plus glorieuses de l'art musulman.

Mosquées, tombeaux, jardins, Chah Jehan a posé sur toutes ses œuvres le cachet de sa grâce. Les plus pures merveilles du palais d'Agra lui appartiennent ; mais on le trouve aussi près de Lahore, dans ce jardin de Chalamar, dont les trois terrasses en escalier prolongent à l'infini une perspective délicieuse; et je l'ai reconnu jusqu'en Afghanistan : car les grands cyprès de Nimla, alternant leurs rangées sombres avec les rubans argentés des cascades, ne peuvent avoir été plantés que par Chah Jehan. Des deux mosquées célèbres dont il enrichit la ville et le palais d'Agra, l'une, la *Moti Masjid* (la Perle), offre tout ensemble une perfection de lignes et une harmonie de couleurs qui ne furent jamais dépassées; l'autre, la *Jama Masjid*, élevée par l'Empereur à la mémoire de sa fille, devait plus tard servir de modèle pour la grande mosquée de Delhi.

Quand ce n'est pas le regret d'un être aimé qui inspire Chah Jehan, c'est le désir de lui plaire. Que n'imagine-t-il point pour l'agrément de son harem ? Voyez ces bains exquis, ce Jardin des Raisins, tout animé de bassins et de fontaines, cette *loggia* de marbre, d'où les femmes du Palais pouvaient admirer et marchander, sans sortir de chez elles et sans être vues, les richesses étalées dans la cour du Mina Bazar. Le délicieux pavillon octogone qui fait saillie sur le mur d'enceinte et qu'on nomme la *Tour du Jasmin* avait été construit par Jehanghir pour sa favorite; plus tard, Chah Jehan devait le destiner à la femme bien aimée, Mumtaz-i-Mahal, et s'installer lui-même dans un pavillon tout pareil, dont les terrasses ont vue sur le fleuve. La bien-aimée meurt la première ; Chah Jehan consacre dix-huit ans, — plus de la moitié de son règne, — à lui élever un tombeau. Il en a choisi la place de telle sorte que chaque porte, chaque fenêtre du pavillon qu'il habite lui offre l'image du mausolée. Et c'est dans une salle de ce pavillon qu'il meurt, les yeux fixés sur le *Taj-Mahal*, le tombeau de la bien-aimée.

Entre tant de chefs-d'œuvre, celui-là est le monument unique, l'aboutissement parfait, presque miraculeux, d'une longue série de méditations et d'efforts, tendant à dégager de toute surcharge et de tout vain ornement la ligne la plus pure, l'alliance de couleurs la plus harmonieuse. Un architecte persan, aidé peut-être de quelques artistes italiens et français, sut donner à la pensée du souverain cette expression pleine et dépouillée, vraiment classique.

Une enceinte de grès rouge, percée d'une porte monumentale, borne de trois côtés un grand jardin rectangulaire, que divisent des files de cyprès et des canaux; le quatrième côté du rectangle, qui touche au fleuve, n'est fermé qu'en partie par la terrasse sur laquelle s'élève l'édifice principal. Jusqu'aux limites de l'horizon, l'œil n'aperçoit rien que cette harmonie blanche, sur l'azur pâle du ciel.

La matière est un marbre blanc très pur, légèrement veiné de bleu. Le plan est des plus simples : sur un haut socle carré, que flanquent quatre minarets, le monument dessine un carré plus petit, avec des pans coupés. La porte en ogive occupe toute la hauteur de la façade; à droite et à gauche, deux fenêtres superposées répètent en plus petit l'ogive de la porte. La coupole centrale semble le résultat d'une combinaison heureuse entre la forme arabe et la forme persane, plus élancée que la première, moins bulbeuse que la seconde. Quatre coupoles plus petites lui font couronne, posées sur des pavillons octogones. On tourne autour de l'édifice comme autour d'une belle statue : sur toutes ses faces, il offre à l'œil l'harmonieuse plénitude d'un ensemble parfait.

Sur ce fond blanc, une décoration de couleur, sobre et exquise. Une inscription de marbre noir encadre la porte. L'espace qui sépare la ligne courbe de l'ogive des lignes droites du rectangle où elle s'inscrit, est rempli par un ornement en *pietra dura,* où le rouge, le vert et le jaune se marient, isolés du blanc par un filet d'or. La plate-forme de marbre sur laquelle est posé le monument présente une ligne continue, qu'aucun escalier apparent ne vient rompre : on y accède par une double rampe ménagée dans la construction et parfaitement invisible. L'édifice en apparaît plus simple et plus majestueux. Le long miroir d'eau qui s'étend du pied de la terrasse jusqu'à la porte d'entrée du jardin est exactement assez large pour que le monument s'y reflète tout entier. Des bassins, des canaux, des rideaux de verdure et des parterres de fleurs prolongent en perspective les lignes maîtresses de l'architecture.

Lorsqu'on pénètre à l'intérieur, une première surprise : la lumière. Par quel miracle est-elle si égale et si douce? Des plaques très minces, découpées dans le même marbre que les blocs de la muraille, tiennent lieu de vitraux. La clarté est tout juste assez vive, pour faire apparaître, le long des panneaux, ces

admirables bouquets d'œillets et de roses, cueillis sur le mur de faïence de quelque mosquée persane. A mesure qu'on s'approche du centre, la décoration se fait plus somptueuse. Un chancel de marbre blanc, orné d'incrustations en pierre dure, entoure les tombeaux; la frise qui le couronne est une dentelle, et les portes sont ciselées comme des joyaux. Au milieu de l'enceinte, le sarcophage de la bien-aimée; à sa gauche, celui de Chah Jchan. Les deux tombeaux sont taillés dans la même pierre et décorés de même sorte.

La lumière s'est faite plus rare sous la coupole pleine de silence; un gardien allume, pour la nuit, les deux lampes de mosquée suspendues au-dessus de la porte, puis m'invite discrètement à sortir. Peu à peu, le jardin se vide; une procession d'Indiens vêtus de blanc s'allonge sur le chemin dallé qui borde le canal; parfois l'un d'eux se penche pour boire, ou s'assied pour tremper ses pieds dans l'eau, puis reprend sa marche, cette marche élastique et rapide, qui est aussi celle des fellahs d'Égypte. Les dernières chansons s'éloignent; l'ombre descend lentement sur le jardin. Assis sur la passerelle de marbre qui unit les deux bords du canal, j'attendrai que la lune se lève.

En silence, les grands oiseaux passent par bandes au-dessus de ma tête, traversant du nord au sud. Un peu plus tard, les grenouilles s'appellent; la plate-forme blanche où je suis asssis doit être pour elles un lieu de rassemblement, étape entre les bassins et la prairie. Quand elles sont assez nombreuses, toutes s'élancent vers l'herbe, et disparaissent. Alors la chanson des grillons commence à s'élever dans la nuit.

La lune, presque pleine, monte avec lenteur au-dessus du fleuve. Ses rayons frappent d'abord une face de la grande coupole, qui brille comme un miroir. Puis la coupole tout entière s'illumine; peu à peu, la façade sort de l'ombre, se précise, s'éclaire; enfin l'édifice apparaît dans toute la beauté de sa forme simple et parfaite, presque bleu, parmi ce bain de lumière blanche. Coupoles et minarets lancent à l'unisson vers le ciel leur accent suave et divin, tandis que les lignes basses du monument, prolongées par les arêtes du socle, vibrent d'un accord majestueux et grave. Dans l'ombre de la grande porte brillent deux petites étoiles : les lampes gardiennes des deux tombeaux.

Si la dynastie fondée par Baber n'avait laissé sur le sol indien d'autre trace de son passage que le Taj-Mahal, ce serait

assez pour sa gloire. Une invasion furieuse, cent années de guerres terribles et de révolutions, vingt royaumes conquis, des traditions et des religions bouleversées, un immense empire laborieusement construit : à quoi tout cela vient-il aboutir? quel témoignage plus durable et plus parfait fixera pour toujours dans la mémoire des hommes le souvenir d'un grand effort tenté, sinon d'une grande œuvre accomplie? L'empire est bientôt déchiré, les royaumes ressuscitent, les formes sociales et les traditions religieuses se redressent, après l'orage qui les a courbées. La grande pensée d'Akbar sombre dans l'oubli. Il reste le tombeau qu'un prince mélancolique, épris d'art et de grâce, éleva dans la plaine, au bord du fleuve, en face du palais d'Agra, afin de garder près de lui, presque sous ses yeux, la dépouille d'une femme aimée.

LA FORCE DE L'INDE : LE SYSTÈME DES CASTES, LE ROLE DES BRAHMANES

La force de résistance de l'Inde, la puissance d'inhibition du génie indien, voilà, ce me semble, le fait qui domine l'histoire de ce peuple dans le passé, et qui l'éclaire encore dans le présent. Incapables de créer une forme permanente d'unité et d'organisation politique, les Aryens Hindous ont, en revanche, réussi à construire, sur des bases solides, un système social compliqué, mais viable (1). Ce système une fois établi, ils l'ont dressé comme une barrière formidable devant tous ceux qui prétendaient leur imposer des lois nouvelles et un ordre nouveau, devant les réformateurs comme devant les conquérants. Si rigide et strict qu'il nous apparaisse, l'hindouisme se révéla pourtant assez large et assez souple pour réunir en une même organisation des peuples de races, de croyances et de mœurs très différentes, tout en réservant aux Aryens une suprématie que le nombre ne leur eût point garantie.

Des doctrines religieuses et sociales, que nous pouvons juger supérieures, se répandent à travers les Indes, et, pour quelque temps, y semblent triompher. Le bouddhisme est accepté et protégé par des monarques puissants. Presque à la même époque, le jaïnisme commence à faire des adeptes. Mais bouddhisme et jaïnisme s'inspirent d'un esprit de réaction et de révolte contre

(1) Cf. Valentine Chirol, *India old and new*, p. 42 et suiv.

l'hégémonie des brahmanes et le régime tyrannique des castes; tous deux proclament l'égalité de l'homme et de la femme. C'en est assez pour que l'Inde repousse l'une et l'autre réforme. Avant la conquête musulmane, le bouddhisme était déjà relégué, vers le sud, à Ceylan, au nord dans les montagnes de l'Himalaya. Quant au jaïnisme, son importance ne put jamais dépasser celle d'une secte digne de respect, mais dépourvue d'influence.

L'Islam, malgré la force de son organisation militaire et le génie de quelques-uns de ses chefs, ne fait accepter sa loi qu'à une minorité. Les missionnaires chrétiens, pour trouver une clientèle, doivent descendre aux castes les plus basses, ou borner leur ambition à convertir des fétichistes. Les Hindous reprochent volontiers aux propagandistes musulmans ou chrétiens d'exploiter la misère et le ressentiment des classes opprimées, afin de les gagner à l'Islam ou à l'Évangile. Cela est possible. Mais voici la revanche de l'hindouïsme : le système des castes a pénétré, aux Indes, non seulement dans certaines communautés musulmanes, mais dans la communauté juive, et jusque chez les chrétiens. A travers les réformes et les conquêtes, les changements de dynastie et les révolutions, une seule institution demeure intacte, attestant la permanence, la ténacité victorieuse du génie indien : c'est l'institution sociale, c'est le régime des castes.

Dès lors, on comprend mieux l'attitude résolument conservatrice d'un Gandhi, ascète épris de justice et de progrès, mais chef national et patriote soucieux de maintenir au-dessus de toute discussion théorique le système fondamental, la seule force qui tienne encore l'Inde debout et lui permette de défier, ou de décourager ceux qui prétendent l'asservir. Nous éprouvons quelque étonnement à trouver sous la plume de Gandhi des formules comme celle-ci : « Je ne tuerais pas un être humain pour protéger une vache ; mais je ne tuerais pas une vache pour protéger la plus précieuse des vies humaines (1) » ; ou encore : « Je crois à la protection de la vache et j'admets l'adoration des idoles (2). »

Certes, Gandhi voudrait purger l'hindouïsme de certaines pratiques cruelles et grossières; certes il mène contre l'*intouchabilité* une campagne énergique et courageuse. Mais son premier souci est de ne point ébranler la base religieuse et

(1) *La Jeune Inde*, article du 1er juin 1921.
(2) *Ibid.*, article du 6 octobre 1921.

sociale sur laquelle l'Inde repose depuis tant de siècles, et sans laquelle l'Inde cesserait d'exister. Se fait-il lui-même de grandes illusions sur le succès de ses campagnes réformatrices? il ne le semble pas. Un jour qu'il avait prêché à Calcutta contre les rigueurs excessives de l'esprit de caste, recueillant des applaudissements enthousiastes, il vit, aussitôt après son discours, ses auditeurs se réunir par petits groupes, chaque groupe cherchant à s'isoler des autres : c'était l'heure du repas, et l'Hindou ne doit manger qu'avec ceux de sa caste. Se tournant alors vers un de ses amis, de qui je tiens le propos, Gandhi s'écria : « Voilà le beau résultat de mes efforts : ils applaudissent mes paroles, et ils agissent comme s'ils ne les avaient pas entendues. »

L'éducation de la jeunesse hindoue selon les méthodes occidentales est tout aussi impuissante. Nous avons cinq cuisines, me disait le Père D., supérieur d'un grand collège catholique à Bombay, et nous ne pouvons mettre le pied dans aucune d'elles. Seuls y pénètrent les élèves désignés par leurs camarades de même caste, pour préparer des repas, qu'ils ne prennent qu'entre eux. Sir Valentine Chirol me déclarait de son côté :

— La vie de collège, qui, pour l'enfant anglais, continue la vie de famille, se présente à l'enfant hindou comme une nouveauté déconcertante, saugrenue, et parfois odieuse. Les indigènes fréquentent nos écoles, nos universités, parce qu'ils sont ambitieux et savent qu'ils ne peuvent parvenir autrement aux fonctions publiques. Ceux qui n'y arrivent point, — ce sont les plus nombreux, — font des déclassés et des mécontents. Tous reviennent, dès qu'ils le peuvent, à leurs habitudes et à leurs préjugés. Mais nos ennemis les plus féroces sont les Indiens qui ont fait leurs études en Angleterre : ceux-là ne nous ont mieux connus que pour nous détester davantage. C'est dans leurs rangs que se recrutent ces politiciens extrémistes, ces rédacteurs de journaux, qui écrivent en anglais, mais pensent en Indiens, et entretiennent contre nous la défiance et la haine de leurs compatriotes.

Dans ces conditions, n'est-ce pas à l'intérieur même de l'hindouïsme, dans les cadres solides et immuables que ce peuple a donnés à son organisation sociale, qu'il faudrait chercher les éléments d'ordre et de progrès, des garanties pour le présent et des espérances pour l'avenir? On m'avait représenté la ville de Pouna, l'ancienne capitale des Marathes, comme une forteresse

de l'esprit national et religieux, un centre hindou d'étude et d'action, en un mot comme l'un des points où m'apparaîtrait le mieux cette vie intérieure de l'Inde moderne, qu'un Occidental a tant de peine à atteindre. Je me rendis à Pouna.

J'avais des lettres pour le docteur P..., naguère un des plus brillants élèves de Sylvain Lévi au Collège de France, aujourd'hui professeur de sanscrit au *Fergusson College*. J'eus quelque peine à trouver sa maison, et j'hésitais à pénétrer dans celle qu'on m'avait désignée, lorsqu'un jeune homme vêtu à l'indienne, assis par terre, sous l'auvent, au milieu d'enfants presque nus, se leva, s'avança vers moi et me salua dans un français excellent. Il sourit d'un embarras que j'avais mal dissimulé et, m'invitant courtoisement à entrer chez lui, me dit : « Il faut nous prendre comme nous sommes, pauvres, misérables, insoucieux du confort qui vous est indispensable... » Puis il envoya chercher deux chaises. Les enfants avaient cessé leurs jeux et regardaient, étonnés. « Il ne sont pas tous à moi, expliqua le professeur. On célèbre aujourd'hui un mariage dans la maison : d'où le désordre, que vous excuserez. »

Je me confondis moi-même en excuses, mais j'arrivais mal à comprendre comment ce jeune homme, d'esprit cultivé et même raffiné, qui tout récemment vivait à Paris de notre vie, avait pu reprendre si tôt, et apparemment sans aucune gêne, des habitudes toutes différentes. Il poursuivit :

— Vous comprenez déjà pourquoi nous avons si peu de relations avec les Européens : notre genre de vie s'y oppose. Ils viendraient chez nous, que nous n'aurions même pas un siège à leur offrir. Aussi n'allons-nous pas chez eux. Voilà le terrible problème. Tous les degrés de la civilisation existent dans l'Inde, en même temps : vous trouverez chez nous des hommes de la plus haute culture, et des nomades, des gens de tribus, qui vivent encore à l'état sauvage. Pour les commodités de leur politique, les Anglais nous ont unifiés par en bas. A leurs yeux, nous sommes tous des hommes du dernier degré. Et les étrangers, dociles et ignorants, ont adopté le point de vue des Anglais.

« Le peuple marathe, dont vous êtes ici l'hôte, a été riche et glorieux. Aujourd'hui il est pauvre. Mais sa misère ne l'empêche, ni de conserver jalousement ses traditions nationales, ni d'entretenir, sans la moindre subvention du gouvernement, des écoles, des collèges, des instituts de haute culture

et de recherches scientifiques. Presque tout cela est l'œuvre des brahmanes. Vous avez entendu dire, j'en suis sûr, beaucoup de mal des brahmanes. Parbleu! c'est qu'ils représentent chez nous le meilleur élément de défense et de conservation sociale. Sans les brahmanes, les Anglais auraient beau jeu : l'Inde ne serait plus l'Inde.

Il y avait dans ces paroles du docteur P. une ardeur et une conviction qui me frappèrent. Elles me rappelaient les lignes fameuses dans lesquelles un écrivain hindou exposait naguère le rôle national du brahmanisme : « Si la mère Inde, quoique réduite à l'état de squelette par des gouvernants étrangers, garde, à travers les siècles, une vitalité prodigieuse, c'est parce que les brahmanes ne se sont jamais relâchés de leur dévotion envers elle. Elle a été témoin et victime des pires révolutions sociales et politiques. La famine et la peste l'ont dépouillée de sa splendeur. Mais les brahmanes l'ont défendue, à travers toutes les vicissitudes de sa fortune. C'est eux qui jadis l'ont portée au pinacle de la gloire, et c'est encore eux dont les bons offices soutiennent aujourd'hui les esprits languissants de ses enfants (1). »

Je savais qu'il existait dans l'Inde quatorze millions de brahmanes, et que, si beaucoup d'entre eux, poussés par la nécessité, avaient dû s'adonner aux travaux inférieurs de l'agriculture et du commerce, l'élite, qu'ils ne cessaient point de constituer, se glorifiait de détenir, comme un monopole, les plus hautes fonctions publiques et l'exercice des professions libérales les plus élevées. On m'avait raconté comme, en certaines régions, sur la côte de Malabar, par exemple, le brahmane faisait respecter son privilège, en maintenant les autres mortels à une distance variable et strictement mesurée, selon la caste de chacun; et j'avais vu moi-même les pauvres intouchables, employés à l'entretien des routes, se jeter dans les fossés, pour ne point souiller de leur contact l'ombre du brahmane qui passait sans les voir. On rend la justice : cet homme de basse caste ne peut approcher du magistrat, qui le condamne sans l'avoir entendu. Je traversais un village : voici l'école. On entend à travers les baies ouvertes la voix du maître et le gai ramage des gamins; et, sous la véranda, l'on

(1) Cité par V. Chirol, dans *India old and new.*

voit d'autres enfants, les uns étendus et dormant, les autres en train de se battre. Ce sont les petits parias, qui n'ont pas le droit de franchir le seuil de l'école. Ils apprendront comme ils pourront; mais ils n'infligeront pas aux enfants de caste l'injure de leur présence : ainsi l'exige la dure loi qui régit les peuples de l'Inde.

Enfin, dans le gouvernement de Madras, on m'avait signalé l'intolérance des brahmanes et leurs préjugés aristocratiques comme un des plus graves obstacles au progrès social. Malgré moi, et tout en reconnaissant ce que cette vision avait de sommaire, je me représentais l'Inde, avec ses deux mille castes et sous-castes numérotées, sous la forme d'une de ces pyramides qui flanquent la Grande Pagode de Madoura; au sommet, les brahmanes, respirant librement l'air le plus pur et jouissant en paix des privilèges de leur sainteté; à la base, écrasés par le poids monstrueux de toutes les castes superposées, les cinquante millions de *panchamas*, d'intouchables, voués aux besognes répugnantes, à la souffrance et au mépris. De l'horrible misère de ceux d'en bas, je rendais responsable l'impitoyable égoïsme de ceux d'en haut.

Et voici qu'on me montrait dans cette caste privilégiée et orgueilleuse, non seulement l'armature essentielle, invincible de la société indienne, mais encore le principal instrument des réformes et du progrès social. Pouna me révélait le patriotisme, l'activité bienfaisante, la charité des brahmanes.

LA MAISON DES VEUVES

Le professeur P... voulut que ma première visite fût pour *Mahilashram*. Cette institution, exclusivement consacrée aux femmes hindoues, réunit des écoles, un collège, et une maison où sont accueillies les veuves. Initiative nouvelle et hardie : car si les veuves hindoues ne sont plus guère brûlées sur le bûcher de leurs maris, elles demeurent, pour la famille dont elles sortent et surtout pour celle où elles sont entrées, un objet de mépris et d'exécration. La veuve est tenue responsable de la mort de son époux; elle perd sa caste et n'a plus le droit de tracer sur son front le signe de Vichnou ou de Siva; elle est reléguée au dernier rang de la famille, plus bas même que les domestiques. Or beaucoup de ces veuves n'ont jamais été des

épouses. Il suffit que les parents d'une fille l'aient promise à ceux d'un jeune garçon, pour que la mort de celui-ci fasse de la fiancée une veuve. Jamais la fillette ne pourra « se remarier » ; nul ne daignera s'occuper de son sort ; elle est désormais exclue de la société hindoue.

C'est contre cette coutume barbare que les fondateurs de Mahilasham, — des brahmanes, — ont voulu réagir. La « Maison des Veuves », créée en 1895, fut d'abord isolée des écoles et du collège de filles : il ne fallait pas heurter trop ouvertement le préjugé. Aujourd'hui, elle y est complètement réunie, et les veuves suivent les leçons de grammaire, d'histoire et de couture, participent aux jeux et même aux prières de leurs compagnes, jeunes filles ou femmes mariées. Il faut avoir au moins dix ans, vingt-cinq ans au plus, pour être admise dans la maison. Les veuves pauvres sont reçues gratuitement.

— Notre but, m'explique mon guide, est de permettre à ces enfants, soit de se remarier, — nous y parvenons quelquefois, mais c'est encore très difficile, — soit d'apprendre un métier, grâce auquel elles pourront vivre honorablement. Tout l'enseignement est donné en langue marathe, sauf celui de l'anglais. La question la plus délicate est celle de l'instruction religieuse : voici comment nous l'avons réglée. Les étudiantes qui connaissent le sanscrit, — celles de haute caste, — entendent l'explication du *Shrimad Bhagvadgita* ; on lit aux autres des épisodes édifiants, tirés de la vie des saints marathes. Pour le culte divin, nous avons résolu le problème par l'unification : mais nous unifions par en haut. Toutes nos élèves prient comme des brahmanes, bien que chacune d'elles puisse se livrer en outre à ses dévotions particulières.

Là-dessus, on me montre, par une fenêtre, la chapelle de l'établissement ; puis on me promène dans les salles de classe ; on m'introduit enfin dans le pensionnat. Des cellules uniformes s'ouvrent sur le portique carré d'un cloître : chacune est occupée par trois ou quatre enfants. Mon impression est d'une tristesse indicible. Quelques-unes de ces fillettes, arrivées récemment, portent encore sur leur maigre visage et dans leurs yeux craintifs, la trace des traitements humiliants et cruels auxquels on vient de les soustraire. Des chuchotements, des voiles qui tombent ; je ne vois pas un sourire.

Pour compléter la visite, on me mène aux salles de bain,

puis à la cuisine. Au moment où, sans penser à mal, j'allais franchir le seuil de ce dernier asile, un geste de mes compagnons prévient, juste à temps, le sacrilège irréparable. Tout est propre, aéré, bien tenu, élégant même. Mais quelle mélancolie plane sur cette « Maison des Veuves », que ses pensionnaires regardent sans doute comme un paradis !

— Ce n'est pas seulement la condition des veuves, me dit encore mon guide, c'est la condition des femmes en général que nous entendons réformer et ennoblir. Peut-être n'existe-t-il aucune femme au monde, dont le sort soit aussi misérable que celui de la femme hindoue, sauf de trop rares exceptions. Le régime du *purdah* (1) est, pour le moins, aussi barbare, aussi ignominieux que celui du *harem*. Le mariage précoce est une autre source d'infirmités et de souffrances. Et ne croyez pas que les Indiens qui ont vécu en Europe et affectent un certain détachement à l'égard de nos usages, témoignent, dans le gouvernement de leur famille, d'un esprit plus éclairé et plus libéral. Ils se montrent parfois plus intransigeants que les autres.

« Comme Gandhi, nous estimons que tout homme doit baisser la tête, tant qu'il sera permis de ne voir dans la femme qu'un instrument de plaisir; comme lui, nous souhaitons pour la femme une égalité parfaite avec l'homme. C'est pour la préparer à cette nouvelle condition que nous nous efforçons de l'instruire, aussi bien dans les choses de l'esprit que dans celles du ménage. Ici à Pouna, une cinquantaine de jeunes filles suivent, dans les collèges, avec les garçons, les cours de lettres et de sciences : quelques bancs sont réservés aux étudiantes. Elles ont leurs clubs, leurs jeux, leurs terrains de sport, qui réunissent des hindoues, des parsis et des musulmanes. Vous avez vu à Bombay une haute école de jeunes filles; nous en avons deux autres, à Satara et à Belgaun ; et l'Inde possède désormais son *Université de la Femme*. Il faut qu'on sache en Europe que, si nous voulons passionnément rester Indiens, nous ne désirons pas avec moins d'ardeur donner, ou plutôt rendre à l'Inde une civilisation, un état moral et social dignes de sa grandeur passée et capables d'assurer sa grandeur à venir. L'éducation des femmes est la première condition de cette renaissance, à laquelle nous aspirons.

(1) Rideau derrière lequel, dans les maisons hindoues, est dissimulé l'appartement des femmes.

LES « SERVITEURS DE L'INDE »

Le *Fergusson College* est déjà en vacances, — nous sommes au mois de juin, — et le professeur P... ne peut me montrer qu'une maison vide, d'ailleurs fort bien installée. Tout autour du collège, des maisons d'étudiants et d'étudiantes, des hospices, des clubs : bâtiments très simples, qu'entourent de beaux jardins. « Dire que l'Inde a créé plusieurs architectures magnifiques, observe le professeur, et que les Anglais, qui n'en ont pas une, nous ont imposé leur façon de bâtir ! »

Nous passons une barrière rustique ; la voiture monte à travers des vergers, tourne et s'arrête sous un vaste portique de briques rouges. La maison semble presque neuve ; au premier étage, une galerie couverte fait, comme le portique, tout le tour du bâtiment. De grands stores de paille tombent devant chaque porte et chaque fenêtre. Le bruit de l'auto n'a pas mis une tête dehors. Je demande à mon guide : « Est-ce que nous entrons dans un couvent ? — Pas tout à fait, répond-il en souriant, mais à peu près. Cette maison abrite les *Servants of India*, les Serviteurs de l'Inde. » A ce moment apparaît sur le seuil un homme de haute taille, vêtu à l'indienne, coiffé d'un bonnet blanc, et mon compagnon me présente au docteur Z...

— Soyez le bienvenu dans cette demeure, me dit notre hôte, comme aurait dit un moine. Hors une bibliothèque assez intéressante, nous n'avons pas grand chose à vous montrer. Mais, tout en faisant avec vous le tour de la maison, je vous expliquerai ce que nous sommes, et l'œuvre à laquelle nous avons consacré notre vie. La société des *Servants of India* a été fondée en 1905 par M. Gokhale, qui lui a donné sa règle. Elle comprend, outre le président, quinze membres ordinaires, huit postulants ou novices (*under training*) et un petit nombre d'assistants ou d'attachés. Chaque membre, avant d'être admis, se soumet à un noviciat, qui dure cinq ans.

Au moment de son admission, il prononce sept vœux que voici :

Le pays tiendra la première place dans ses pensées, et il lui consacrera le meilleur de lui-même ; — en servant le pays, il ne cherchera pour lui-même aucun avantage ; — il regardera tous les Indiens comme des frères, et s'emploiera au progrès de tous, sans distinction de caste ou de croyance ; — il se contentera, pour lui et pour sa

famille, s'il en a une, de l'allocation que la Société pourra lui fournir. Il ne consacrera aucune partie de ses forces à gagner de l'argent pour lui-même; — il vivra purement; — il ne s'engagera dans aucune querelle personnelle avec qui que ce soit; — il tiendra présent à son esprit les buts de la Société, veillera sur ses intérêts avec tout le zèle dont il est capable et fera tout son possible pour assurer le progrès de son œuvre. Il ne fera jamais rien qui soit en contradiction avec l'objet que la Société poursuit.

— Mais, dis-je, ce sont des vœux monastiques que vous prononcez. Les serviteurs de l'Inde formeraient-ils une communauté religieuse?

— Non, répondit le docteur Z... La Société ne relève d'aucune confession et admet chez ses membres toutes les croyances. La vie en commun n'est point imposée en permanence : elle est simplement ouverte à ceux qui en éprouvent le besoin. Les membres qui vivent ici se plient à la règle; nourriture végétale, repas pris en commun, etc. Mais c'est surtout au dehors que doit s'exercer leur activité. La Société agit moins par elle-même que par chacun de ses membres en particulier. Car voici l'originalité de cette création : chaque *Servant* choisit son domaine et son rôle, suivant sa compétence, la profession qu'il a exercée, l'expérience qu'il a acquise avant son admission. Celui-ci est spécialisé dans les questions d'éducation, celui-là dans celles de législation; cet autre s'occupe de la condition des femmes; notre président actuel, M. Srinivasa Sastri, s'est consacré tout entier aux problèmes sociaux et au sort des ouvriers. Après avoir été en 1921 l'un des délégués de l'Inde à la Société des Nations, il la représente aujourd'hui à Genève dans le Bureau international du Travail.

« Les fonctions publiques ne sont pas incompatibles avec notre profession. Plusieurs des nôtres font partie de l'assemblée législative et des conseils provinciaux; d'autres acceptent du gouvernement des missions dont l'objet, politique ou social, se rapporte aux buts poursuivis par la Société. Ils font des conférences, écrivent dans les journaux de l'Inde et de l'étranger, enfin, ne négligent aucun moyen pour parvenir aux résultats que la Société attend de leur action. Nous avons nous-mêmes un journal hebdomadaire : *The Servant of India*, qui nous permet l'échange avec les revues sociales du monde entier. Voulez-vous voir la bibliothèque?

Le docteur Z... m'introduit dans une vaste salle, réservée aux travailleurs; dans les pièces voisines sont alignés en bon ordre des ouvrages de philosophie, d'histoire, d'économie politique et de sociologie; puis tout ce qui concerne l'Inde, ses peuples, ses mœurs et ses religions; enfin, la salle des journaux, où s'entassent les collections des périodiques spécialement consacrés aux études sociales, coloniales et ouvrières. De la bibliothèque, nous descendons aux cellules des *Servants*. Le docteur Z... me montre la sienne : la pièce, fort étroite, est divisée en deux par un rideau; d'un côté, la chambre à coucher, de l'autre, le *studio*. Sur le mur blanc, entre deux images hindoues, pend un petit crucifix... Nous traversons une cour, et voici l' « hôtellerie », où les personnes étrangères à la Société peuvent recevoir une hospitalité de quelques jours. Suis-je encore aux Indes, ou dans quelque Chartreuse, dans quelque Trappe de nos pays chrétiens? Même propreté nue, même silence, même accueil affable et réservé. « La Société, quand elle le juge nécessaire, peut relever un membre de ses vœux. » C'est notre hôte qui parle, et ces mots inattendus achèvent l'illusion.

— Ce que ne vous a pas dit le docteur Z..., me confie mon guide après que nous avons pris congé, c'est l'œuvre admirable que ses confrères et lui accomplissent chaque jour dans le domaine de la charité. Le dévouement des *Servants of India*, pendant la guerre, n'a pas connu de borne. Après la guerre, on les a trouvés partout où il y avait des misères à secourir, organisant les distributions de vivres pendant les famines, les services sanitaires en temps d'épidémie. Les progrès rapides du mouvement coopératif aux Indes sont dus pour beaucoup à leur action.

— Et quelle est l'attitude politique des *Servants*?

— M. Sastri, comme autrefois M. Gokhale, appartient au parti modéré. Il réprouve, et s'efforce de prévenir les excès des extrémistes. Le gouvernement traite la Société avec égard. Les hauts fonctionnaires lui marquent de la sympathie ou de la défiance, suivant leur humeur. Mais aucun ne se permettrait de passer par Pouna, sans rendre visite aux *Servants of India*.

LE CONCERT INDIEN

Le professeur P... voulut encore me conduire à l'*Institut oriental de recherches*, dont la bibliothèque renferme quelques

milliers de manuscrits, parmi lesquels il en est de très rares et très précieux. Cinq ou six travailleurs, assis à de petites tables de bois blanc, collationnent les textes d'un poème national marathe, dont l'institut prépare une édition critique. Leurs méthodes, qu'on m'explique, sont les mêtres, et l'institut de Pouna est justement fier de la publication d'une série déjà longue d'ouvrages importants, la plupart rédigés en sanscrit ou dans l'un des dialectes pracrit.

Nous achevons cette curieuse journée au musée historique, où vient de se clore une exposition de miniatures persanes et indiennes. Déjà les feuilles précieuses ont été extraites des vitrines et réintégrées dans les écrins et les coffres. Avec une parfaite obligeance, le directeur ouvre pour moi coffres et écrins, et je puis à loisir contempler des merveilles. Voici les portraits des grands princes de Delhi, de leurs vizirs, et même celui d'un comédien italien, qui exerça sans doute à leur cour. Quelques pièces magnifiques illustrent l'histoire des Grands Mogols : le vœu de Baber, sa mort, la dispute d'Akbar et des théologiens. Ici des dames indiennes, montées sur des chevaux à col de cygne, jouent au polo entre les murs clos d'un beau jardin : l'Angleterre aurait-elle emprunté à l'Inde ce sport national ? Mes yeux s'attardent sur un paysage dont j'admire le ciel nuageux, mais où quelques détails m'embarrassent. Je demande une explication.

— C'est, dit le directeur, la traduction en peinture d'une mélodie indienne bien connue, qui s'intitule : *Chanson d'un jour de pluie.*

— Vous avez bien dit : la traduction d'une mélodie en peinture ?

— Oui. En quoi cela vous surprend-il ? Le cas n'est pas unique. Voici une autre miniature qui traduit *Chanson de bataille.*

Je croyais bien, en entrant au musée, avoir aperçu dans l'encognure d'une porte, quelque chose qui ressemblait à un instrument de musique. Une idée me traversa l'esprit. Je demandai :

— Ces mélodies, dont les miniatures sont des traductions, les connaissez-vous ?

— Tous les Indiens les connaissent.

— Sont-elles écrites ?

— Non, elles se transmettent de mémoire à mémoire, à travers les siècles.

— Pouvez-vous les chanter?

Alors je vis cet homme délicieux aller droit au coin que je savais, et revenir avec un *tar*, longue et étroite cithare à quatre cordes, l'instrument national de l'Inde. L'instant d'après, il préludait.

— Je ne joue pas mal, disait-il tout en pinçant les cordes; malheureusement, ma voix n'est pas exercée. Cela vous donnera tout de même une idée de notre musique.

Il tirait de son tar des effets admirables, et sa voix, sans être précisément agréable, possédait la justesse et l'expression.

La basse était alternativement fournie par deux accords, tonique et dominante. Sur ces accords simples et monotones, la mélodie développait, tantôt une arabesque onduleuse et finement modulée, tantôt une ligne brisée, anguleuse et âpre, dont chaque reprise semblait un sanglot douloureux. Mon oreille retrouvait peu à peu l'habitude de ces intervalles ténus, que nous ne savons pas écrire, mais qui nous charment dès que nous arrivons à les saisir. Je revoyais vaguement, sous une tente, vers Diarbékir, mes gendarmes Kurdes, s'appliquant à bien chanter, pour que je pusse les noter exactement, les belles chansons de leur pays. D'où venaient-elles? et d'où venaient celles-ci? Les rythmes étaient si différents! Bientôt enivré par les sons, le musicien jouait, chantait sans trève, une mélodie, puis deux, puis beaucoup d'autres. Apparente monotonie, riche et subtile variété de lignes et de couleurs.

Par ce chant et par cet instrument, l'âme de l'Inde exhalait tantôt sa plainte, tantôt sa langueur, jamais sa joie. A deux ou trois reprises, j'eus, brièvement, l'illusion de la deviner bien mieux à travers cette musique, que par toutes les choses vues, toutes les phrases entendues en quatre mois de voyage.

Le chanteur s'était tu, mais ses doigts continuaient à courir sur les cordes frémissantes. Les yeux fermés, il s'écoutait jouer. Un dernier accord, et comme adieu, ces mots : « L'Inde vivra! »

— Elle vit, répondis-je.

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

UN CARACTÈRE DE LA BRUYÈRE

L'AMATEUR D'OISEAUX

HERVIEUX DE CHANTELOUP

I. — UN ÉLÈVE DE SANTEUL

Je voudrais tracer un portrait de *Diphile*. Dans les *Caractères*, *Diphile* est cet amateur d'oiseaux que La Bruyère a campé, au chapitre de *la Mode*, à côté de *Démocède*, l'amateur d'estampes, l'homme « qui a tout Callot », de *Diognète* le numismate, enfin de ces maniaques singuliers dont l'un est occupé à classer des médailles, tandis que cet autre rassemble des coquilles et que celui-là voue son temps à cultiver « un jardin dans un faubourg ».

Pour ce dernier, on sait que La Bruyère le peignit d'original en écoutant parler Descôteaux, le joueur de flûte. En ce qui concerne l'amateur de fruits, l'on a dit que c'était l'avocat Merlet; le conchyologue était soi-disant Boucot, un bourgeois résidant dans la rue Hautefeuille, et qui s'ingéniait à grouper sous de belles vitrines toutes les espèces de valves que l'Océan renferme dans son riche écrin. Mais *Diphile*, le garçon qui a sa maison remplie d'oiseaux, qui a transformé son cabinet en volière et donne pension à un homme pour « siffler des serins au flageolet et faire couver des canaris »? Longtemps l'on put croire que ce fût Santeul.

La Bruyère avait eu l'occasion de rencontrer Santeul à Paris

et à Chantilly, et l'on sait que l'auteur des *Caractères* a consacré à ce poète aimé des Muses, sous le nom de *Théodas*, un portrait immortel. Tous deux, La Bruyère et Santeul, étaient familiers de la maison de Condé; tous deux étaient philosophes, inclinés vers les lettres; tous deux servaient les mêmes maîtres; il leur advint bien des fois de dîner côte à côte, à la même table, auprès de M. le Prince. Enfin La Bruyère, à plusieurs reprises, de la chambre qu'il occupait rue de Vaugirard à l'hôtel de Condé vis-à-vis le Luxembourg, dut se rendre, pour ainsi dire en voisin, à l'abbaye de Saint-Victor où logeait le religieux.

C'est là, — dans cette abbaye, — que l'observateur sagace des mérites et des travers humains, devenu précepteur de M. le Duc petit-fils de M. le Prince, fut mis à même d'admirer cet « enfant en cheveux gris » qu'était Santeul, — *Santolius Victorinus*, — d'écouter ses distiques et ses inscriptions toutes du tour le plus ingénieux, de rire à ses saillies, enfin de l'entendre avec une grande chaleur et l'éloquence la plus persuasive parler des oiseaux.

Ceux dont s'entourait Santeul à l'abbaye de Saint-Victor étaient de préférence des canaris. Le religieux victorin en avait rassemblé de toutes les sortes : des gris, des jaunes, des agates, des isabelles, mais surtout des jonquilles. Il disait, de ceux-là, qu'ils étaient des plus propres à soutenir un concert, accompagner sur la flûte ou danser au flageolet. A l'effet de les nourrir, soit de mouron, soit de plantain bien mûr, il n'y avait pas de longues courses que Santeul n'entreprît dans la campagne au delà du faubourg Saint-Marcel, ou dans la vallée de la Bièvre; pour les grains et les échaudés, il s'en trouvait d'excellents à *la Bonne-foi-du-bon-jardinier*, chez le sieur Reynier, quai de la Mégisserie. C'était là que notre victorin allait en quérir, des meilleurs et des plus propres; mais cette provende n'était pas la seule que notre latiniste réservât à ses petits amis; et il n'y avait pas de disputes que Santeul n'eût avec le cellérier au sujet des œufs durs qu'il allait à tout moment demander à ce frère pour nourrir ses oiseaux.

La vérité est que ceux-ci étaient ses compagnons. C'est à eux qu'il chantait ses *Hymnes* ou lisait ses vers; à eux qu'il confiait ses mésaventures. Il en est qui l'écoutaient bien sagement en lustrant leur plumage ou picorant leur grain; d'autres

étaient moins patients. Témoin ce petit bonhomme de serin qui s'envola tout de bon une fois dans le jardin du couvent et que le chantre des eaux et des fontaines se mit à poursuivre, armé d'une échelle, à travers les préaux et les espaliers. M. de La Bruyère survint tout à l'impromptu dans le même moment; et comme il aperçut le chanoine, juché sur les barreaux, adjurant le transfuge de réintégrer sa cage, c'est-à-dire la cellule où logeait Santeul, il ne put conserver son sérieux; il s'en divertit même si bruyamment que notre religieux, entendant rire au bas de l'échelle, se retourna, courroucé. Mais il vit que c'était La Bruyère; alors sa colère tomba.

Sainte-Beuve écrit, de l'auteur des *Hymnes*, qu'il était difficile à former; bien des fois, il arriva même à La Bruyère, soit à Chantilly, soit à Paris à l'hôtel de Condé, d'être mis dans l'obligation, après quelque algarade entre les commensaux du duc de Bourbon et de la duchesse du Maine, de prendre Santeul à part et de le chapitrer « dans l'embrasure » d'une fenêtre, mais cela sans aigreur et toujours gaiement. Ce jour-là précisément où La Bruyère trouva Santeul sacrant et pestant, mais dans le latin le plus pur, contre un fuyard ailé, fut l'un de ceux où les deux compères parlèrent le plus volontiers des oiseaux.

Il existe un ouvrage bien curieux de Cyrano de Bergerac. C'est ce fameux *Voyage* où l'on voit un homme projeté dans la lune et qui parvient, après bien des péripéties, « dans un pays si plein d'oiseaux que leur nombre égalait presque celui des feuilles qui les couvraient ». Et là étaient une pie, des aigles, des geais et des étourneaux, des hirondelles, des perdrix, voire des corbeaux, des colombes, enfin le plus cocasse royaume qu'on pût voir. Les oiseaux, dans cette sorte de contrée aérienne, passaient le temps le plus agréablement du monde, c'est-à-dire à roucouler, picorer et surtout chanter. Le plus admirable est que, dans ce royaume de féerie, ces oiseaux organisaient entre eux de petits concerts. Ces concerts étaient toujours à la louange des arbres; et ce conte, dont La Bruyère empruntait l'essentiel à Cyrano, était tout poétique. Santeul, qui demeurait bouche bée, l'écouta longtemps; puis il y répondit; et ce fut un bel éloge de tous les volatiles, mais plus particulièrement de ceux de Canarie, qu'entreprit le poète.

Commencé entre sexte et none, l'entretien du chanoine et du moraliste dura jusqu'au soir ; la cloche de Saint-Victor sonna l'angélus qu'il n'était pas achevé. Je laisse à penser le feu qu'y mettait Santeul. Le P. Dinouard, de l'ordre de Saint-Benoît, s'appliquant à tracer le portrait du poète, a montré ce qu'était ce dernier dans ces instants-là ; avec beaucoup de relief, il l'a représenté « les joues creuses, un menton relevé, un nez épaté, des narines ouvertes, les yeux gros, les cheveux et le poil noirs », enfin toute la figure de l'un de ces tritons sculptés dans les bas-reliefs des fontaines et que l'on voit, aux pieds d'Amphitrite, barbotant parmi les roseaux.

A vrai dire, jamais ce triton ébouriffé qu'était notre chanoine ne se montrait plus plaisant qu'au moment où s'animait son visage, où son nez palpitait, où ses yeux jetaient des flammes, où sa voix, à nommer ses chers serins, prenait l'accent du plain-chant et du miserere. De la sorte, il fallait admirer Santeul, tandis, — selon le mot de l'abbé de Fénelon, — qu'il « enflait ses chalumeaux », se débattant, gesticulant, dans un monde ailé à peu près autant que le personnage du *Voyage dans la lune* montré par Cyrano.

Surpris, La Bruyère le contemple. Avec attention, il suit les mouvements du plaisant religieux, il l'observe, il le guette, et ce n'est pas pour lui un médiocre plaisir que de voir Santeul, penché à sa fenêtre de Saint-Victor, relevant la manche de sa robe et, tout en croquant des pommes à son habitude, désignant d'un geste large « la cour, la salle, l'escalier, le vestibule, les chambres, le cabinet », enfin les jardins de ce couvent où, — selon lui, — « tout est volière ». A la faveur de cette agitation, de cette frénésie, voire de cette parade volatile où le latiniste, en vrai Scaramouche, joue tous les personnages, non seulement le sien, mais ceux des oiseaux, La Bruyère réprime un sourire narquois, arrête sa surprise et fait taire son souffle. C'est que ce n'était plus tout à fait le jovial Santeul que, par suite d'un don de peintre et de visionnaire qui était en lui, l'auteur des *Caractères* apercevait se démenant ainsi sous ses yeux, mordant une pomme aigre et sifflant des canaris, mais plus volontiers c'était *Diphile*, le curieux d'oiseaux.

De ce curieux d'oiseaux, ne se plaisant qu'au vacarme des volières, que n'a-t-on pas écrit ? Qu'il était tout entier le victo-

rin. Mais, s'arrêtant à ce passage dans lequel le moraliste avance que l'argent que *Diphile* dépense d'un côté à élever des oiseaux, il « l'épargne de l'autre » en laissant ses enfants « sans maîtres et sans éducation », Édouard Fournier vient, — dans sa *Comédie de Jean de La Bruyère*, — détruire cette prétention de ne voir, dans le portrait du curieux, que le seul Santeul.

Un *curieux*, pour La Bruyère (puisque aussi bien c'est de *curieux* qu'il s'agit), ce n'était ni tout à fait un homme ni tout à fait un autre; mais, de même que le statuaire antique parvenait à la perfection en empruntant ici une main, ici un bras, ailleurs le port d'une tête ou le tour d'un torse, notre peintre de caractères allait un peu partout demandant à celui-ci le détail d'un mot, à divers le mouvement et la saillie, à presque tous enfin les éléments dont il arrivait, avec un grand art, à recomposer les figures de ses originaux. « Quand j'appelle cela des portraits, dit Sainte-Beuve, qui s'est arrêté, pour la définir, à cette manière du nouveau Théophraste, il y a toutefois à dire qu'ils ne sont jamais fondus d'un jet ni rassemblés dans l'éclair d'une physionomie. » Ces portraits représentent « une somme d'additions patientes et ingénieuses » (1); enfin, ce n'est qu'après y avoir réfléchi longuement, dans le silence du cabinet, que ce patient philosophe, cet observateur attentif des hommes parvient à ébaucher à loisir », mais avec délices », mais « avec lenteur », le portrait final où revit son *curieux*.

De la sorte, il en va pour *Diphile* autant que pour les autres maniaques du chapitre de *la Mode*; et quand M. Servois, qui connaît La Bruyère et le peignit si bien, nous dit, après avoir nommé Santeul, que, dans ce personnage, il y a « d'autres amateurs d'oiseaux », il nous fait penser à un autre religieux, ce frère Raphaël, procureur des Capucins du Marais, dont Hervieux de Chanteloup a dit, dans son *Traité des Serins de Canarie*, qu'il était un grand maître à musique de ces petits chanteurs; et pour Hervieux de Chanteloup lui-même, il a passé longtemps pour être un modèle de *Diphile*.

Dans cette « vraie pelote d'aiguilles très fines » (*Sainte-Beuve*) que sont les conjectures d'Édouard Fournier relati-

(1) Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, tome Ier.

vement aux modèles des *Caractères*, on peut dire qu'il n'y en a pas de plus ingénieuse ni de plus piquante à la fois que celle-ci. Hervieux de Chanteloup a composé un grand *Traité* à la gloire des oiseaux de Canarie ; pour lui comme pour *Diphile*, le fait d'élever et de nourrir des serins, a été un « agréable amusement », une « affaire laborieuse » à laquelle il consacra un très gros livre enrichi de conseils pour l'éducation, de recettes pour les maladies, même de notations et d'airs d'opéra à l'effet d'enseigner les oiseaux. Enfin, en s'intitulant « gouverneur des serins de Mme la princesse de Condé », Hervieux ne manqua pas, par la suite, d'ajouter à tous ses mérites d'oiseleur un éclat et un lustre de plus.

Depuis le roi Louis XIII, surtout depuis l'élévation de M. de Luynes, il n'y avait pas de dignités auxquelles ne pussent prétendre ceux qui exerçaient ces sortes d'emplois. D'après le médecin Héroard, le dauphin, fils de Henri IV, avait eu pendant longtemps un *siffleur* d'oiseaux attaché à sa personne ; un grade de capitaine de la grande volière du Roi aux Tuileries avait été créé ; et, c'est un fait, qu'il y eut longtemps, au palais de Fontainebleau, un gouverneur des cormorans.

Gouverneur des serins de Mme la Princesse, Hervieux de Chanteloup n'a pas démérité de cette lignée. Quand on ouvre son livre, on est tout surpris de voir avec quel à-propos lui-même parle, à bien des passages, du *curieux* d'oiseaux. « Chaque *curieux*, dit-il, disserte différemment sur les variétés de canaris » ; ou bien : « Les *curieux* qui ont beaucoup de serins doivent toujours avoir une infirmerie où leur donner des soins en cas de maladie. » C'est donc que ce mot de *curieux* était connu du gouverneur, et *Diphile*, en manière d'ironie, l'a-t-il redemandé à La Bruyère ?

Hervieux, cependant, n'avait pas treize ans (né en 1683), que La Bruyère en avait déjà plus de cinquante ; il était à la veille de mourir et, sans doute Santeul, ce dernier n'ayant survécu qu'un an à La Bruyère. Mais voilà bien le tableau que j'imagine : le futur « gouverneur » n'est encore qu'un petit grimaud ; par un midi d'avril, il s'est échappé du collège ; il a gagné la cellule de Santeul. Entre deux ou trois conseils sur Horace, le victorin a montré à ce jeune garçon ses jolis pensionnaires ; puis, comme il fait beau, que le ciel est pur au-

dessus du couvent, enfin que les premiers rayons d'un soleil joyeux invitent à la distraction, tous deux, le religieux et l'écolier, quittent l'antique abbaye et se dirigent vers la rue Saint-Jacques. Un instant, ils s'attardent aux vitrines des libraires, chez Mme Cramoisi ou chez Mme Chardon ; ils s'arrêtent devant la Sorbonne, gagnent les Fossés-Monsieur-le-Prince, enfin les bâtiments de l'hôtel de Condé. C'est là, comme eût dit Mme de Sévigné, que « les jardins sont propres, la vue belle » et que l'on entend un bruit d'oiseaux « qui commencent déjà d'annoncer le printemps ».

Dans ce printemps, dans ce soleil, dans ce concert des oiseaux, les deux visiteurs, le chanoine et l'enfant, passent la haute grille ; au milieu de l'allée qui contourne un parterre de tulipes, ils aperçoivent M. de La Bruyère allant de long en large, accompagné de son élève, le jeune duc de Bourbon, petit-fils de M. le Prince. Et c'est ainsi que, pour la première fois, timide et tremblant, Hervieux de Chanteloup entra dans la maison de Condé.

II. — DANS LES JARDINS DE L'HÔTEL DE CONDÉ

Comment nous représenter Hervieux de Chanteloup à dix ou douze années de là, dans le temps qu'Anne de Bavière, belle-fille du vainqueur de Rocroi, épouse d'Henry-Jules nouveau prince de Condé, venait d'attribuer à notre personnage ce titre si pompeux de gouverneur de ses canaris? Pas autrement sans doute que Saint-Simon se représentera Lanjamet, le familier de MM. de Vendôme, c'est-à-dire un « fort petit homme » d'aspect vieillot « avec un grand nez de perroquet étrangement élevé et recourbé qui lui tenait tout le visage ».

L'on connaît les toucans, ces oiseaux originaires de l'Amérique tropicale et qui montrent, eux aussi, un nez proéminent, vermillon ou orange, emmanché sur un tout petit corps. Hervieux de Chanteloup possédait un nez de cette façon, et, bien que son corps ne fût pas aussi réduit que celui de Lanjamet, il n'en portait pas moins, sur son chapeau de castor orné d'une aigrette, dans le duvet de sa cravate et jusque dans les ailes de son habit à basques, les divers attributs de sa profession. Celle de gouverneur des canaris de Son Altesse Sérénissime n'était

pas la seule qu'il exerçât avec mérite et talent ; mais encore, à la plus grande satisfaction de ses goûts rustiques, Hervieux de Chanteloup était commissaire inspecteur des bois à bâtir ; c'est-à-dire que rien ne se construisait, dans la ville de Paris, dont il n'eût vérifié auparavant les matériaux. Ces fonctions l'apparentaient un peu à La Fontaine qui ne se contentait pas, dans ses *Fables*, de faire parler les oiseaux, mais encore, dans sa duché de Château-Thierry, inspectait les forêts. Le Champenois a peint au reste, non sans raillerie à l'égard de Furetière, un homme de cette sorte qui se vantait de savoir, lorsqu'on le frappait à déchirer son manteau, si le bâton dont on le houspillait était de

bois de grume
Ou bien de bois marmenteau ?

Réservé à l'embellissement des promenades, le *bois marmenteau* est celui qui n'est pas destiné à la coupe ; et l'on peut dire que s'il était au monde un endroit où le bois de cette espèce se trouvât être le plus volontiers l'objet de l'attention, c'était justement dans ces jardins de l'hôtel de Condé si magnifiques, dus à l'art de Le Nôtre, et qui existaient alors, entre la rue de Condé et celle des Fossés-Monsieur-le-Prince, en bordure de la rue de Vaugirard.

Des parterres en broderie de fleurs dessinés avec agrément, des rotondes et des allées bordées de caisses d'orangers et d'ifs, un bassin central avec un jet d'eau, des cabinets de treillage disposés pour la sieste ou la collation, mais surtout un petit bois touffu, naguère arrangé par les soins de La Saussaye, le jardinier de M. le Prince, en un boudoir de verdure propre à rêver seul ou deviser avec des amis, tels étaient ces jardins où Hervieux de Chanteloup avait aimé se promener, soit avec Santeul, soit avec La Bruyère.

Mais pour la haute fenêtre à laquelle M. de La Bruyère s'était penché tant de fois pour considérer et étudier les gens qui allaient et venaient en discourant et gesticulant sous les ombrages, elle demeurait, hélas ! obstinément close ; et pour la cellule du couvent de Saint-Victor où le bon Santeul avait jadis avec tant d'effusion reçu le futur *Diphile*, où ç'avait été aussi la joie de *Théodas* d'enseigner, tout en croquant des pommes, le petit grimaud sur les canaris, elle n'était plus accessible au

commissaire des bois. La mort a de ces cruautés qui séparent les amis. Le gouverneur des serins de Mme la Princesse l'éprouvait désormais; et ce n'était pas sans soupirer un peu que le cher homme, soit le tantôt, soit au crépuscule, se promenait dans les belles allées où ses deux bons maîtres avaient accoutumé jadis de venir discourir en sa présence, le premier sur les caractères et les travers des hommes, le second sur ceux des oiseaux. Non pas que ces jardins fussent à présent déserts et que personne n'y vînt jamais faire appel à ses talents de musicien des oiseaux. Aucun précepteur des canaris n'avait autant que celui-là, bien au contraire, joui de la faveur; aucun non plus ne s'en montrait plus digne.

Entre autres instruments curieux, Hervieux de Chanteloup se faisait fort surtout d'avoir inventé, à l'effet de charmer ses amis ailés, un « petit flageolet organisé composé de deux octaves au moins et qui est du ton des flageolets dont on a coutume de se servir ». Cet instrument, par la diversité et l'harmonie de ses sons, rappelait la serinette de Lorraine; les airs auxquels il était propre, tant préludes que tambourins et marches, voire la marche des *Gardes du corps*, avaient quelque chose de sautillant, de dansant, qui divertissait; les personnes autant que les oiseaux y prenaient un très grand plaisir. La belle Mlle de Nantes, la même que Nattier peignit en déesse et que l'on maria à M. le Duc, Marie-Thérèse de Bourbon, sœur de ce dernier, celle qui épousa l'un des Conti, la duchesse du Maine, mais surtout la mère de ces princesses, Anne de Bavière, dite Mme la Princesse, aimaient fort à se donner entre elles le spectacle de ce petit théâtre.

A cette intention, et comme Hervieux lui-même avait dit que c'était « dans un bois bien touffu », situé à l'écart du bruit, que ce flageolet produit tout son effet, et que son harmonie peut le plus volontiers inciter les canaris au chant et à la danse, les concerts auxquels présidaient ces Muses princières se donnaient de préférence dans un bois de cette sorte, c'est-à-dire, si l'on s'en rapporte au dessin de Pérelle, dans l'un des bosquets disposés par Le Nôtre à la gauche des bâtiments.

D'abord, en présence des dames, des valets apportaient dans de belles cages formées de barreaux de buis et toutes ornées de petites boules d'argent et d'ambre, les canaris de Son Altesse. Après quoi, le « gouverneur », les ayant sifflés pour attirer leur

attention, commençait à préluder sur son instrument. Il fallait voir alors tous ces charmants oiseaux s'appliquer à tourner la tête, regarder du côté de leur maître à musique, enfin pousser de petits cris brefs, comme s'ils eussent cherché le *la* et se fussent mis en peine de s'accorder avec le flageolet. Ce prélude achevé, le « gouverneur » apportait, tantôt à jouer une gavotte, tantôt un menuet, une disposition plus vive et plus entraînante. C'est alors que les serins de toutes les variétés qui étaient dans les cages, les jaunes dorés, les panachés, les agates, les isabelles et même les jonquilles, se mettaient à faire entendre leurs vocalises. Tantôt, selon que les serviteurs éloignaient les cages et n'en laissaient qu'une en présence des dames, tantôt si celles-ci voulaient que toutes les cages fussent rassemblées, l'on entendait soit un solo, soit un véritable chœur. Rien n'était plus joli que ce ramage. Et cela était si enchanteur que tous les autres petits oiseaux d'alentour, c'est-à-dire des fauvettes, des chardonnerets, des pinsons, des tarins, au besoin de simples moineaux répandus dans les jardins de l'hôtel de Condé, et jusqu'à ceux qui venaient du Luxembourg par-dessus les clôtures, donnaient qui du bec et qui du gosier dans ce grand orchestre.

L'on voit d'ici le bruit que cela faisait et l'amusement que c'était pour les dames de considérer le « gouverneur » debout devant elles, perché sur ses jambes menues, agitant les ailes de son habit à basques et soufflant avec tant d'ardeur sur son flageolet que son grand nez de toucan ou de cacatoès ne semblait plus faire qu'un avec son instrument. Mais, surtout, ce qui causait bien du plaisir aux princières spectatrices, tant à la jolie duchesse de Bourbon qu'à la moqueuse Mme du Maine, c'était quand les canaris dansaient, non seulement la gigue ou la ferlane, ce qui eût été assez commun, mais encore ces danses et ces contredanses beaucoup plus compliquées qu'étaient les tricotets, la derviche, ou la furstenberg. Mme la Princesse disait que, depuis ce fameux ballet de la *Chasse aux merles*, auquel elle avait pris part une fois à Versailles, rien ne lui était apparu plus divertissant que ces menus quadrilles et figures d'oiseaux, ces savantes petites bêtes dansant sur leurs petites pattes, tout en s'accompagnant du bruit de leur gosier.

L'on sait que M. le Prince, alors qu'il n'était encore que

duc d'Enghien, et tandis que son père le grand Condé vivait toujours, avait écrit une fois, à sa fidèle correspondante la reine de Pologne, qu'il n'y avait rien qu'il ne fût prêt à entreprendre pour divertir sa femme, ce qui était assez facile, rien au monde n'étant plus simple que cette Princesse.

Celle-ci, de même que sa sœur, la princesse Bénédicte de Bavière, avait été élevée à la vieille mode, dans une cour allemande où tout se passait bourgeoisement; si bien que les fastes de Versailles et de Chantilly avaient de quoi l'effrayer; mais, soit qu'elle fît retraite à Maubuisson chez les religieuses, soit qu'elle se plût, en compagnie de ses filles ou de sa meilleure amie Mme de Crussol, à voir gambader ou folâtrer devant elle un couple de jolis petits nains venus de son pays d'Allemagne, elle en arrivait assez aisément à se consoler de toutes les parades et représentations à quoi l'obligeaient ses dignités et prérogatives.

Par-dessus tout cependant, il n'y avait rien qui lui convînt autant que d'assister au concert et au bal des oiseaux. Assise entre ses enfants et Mlle de Nantes (devenue duchesse de Bourbon), et telle qu'elle apparaît dans le portrait anonyme du château de Versailles, c'est-à-dire accoudée sur un beau fond d'arbres, tournée un peu de côté, de façon à montrer le collier et les pierreries si magnifiques dont sa chère reine de Pologne Marie de Gonzague lui avait fait don, elle apparaissait cette *Astrée* à laquelle tant de fois et si joliment l'avait comparée Santeul. « C'était, a écrit une fois Saint-Simon en nommant le défunt chanoine, de toute la maison de Condé à qui l'aimait le mieux. » De la sorte, il n'y avait jamais un concert de canaris, dirigé par Hervieux de Chanteloup en présence des Princesses, sans que le nom de Santeul y fût prononcé. Tantôt c'était par Anne de Bavière ou par l'une de ses filles, la duchesse du Maine ou Marie-Thérèse; mais ce que la duchesse du Maine, elle que Santeul célébra tant de fois sous le nom vif et pétulant de *Salpétria* dans ses pièces latines, aimait le plus à entendre, de la bouche même du « gouverneur » des canaris, c'était l'anecdote plaisante, connue de toute la cour, et dans laquelle on voit la pudeur le disputer galamment, chez l'auteur des *Hymnes*, à l'amour des oiseaux.

Diphile, c'est-à-dire Hervieux de Chanteloup, contait cela très bien. C'était à propos de la reine d'Angleterre, Marie

d'Este, seconde femme de Jacques II. Ces souverains, chassés de leur pays, avaient reçu de Louis XIV une hospitalité vraiment royale, et c'est durant ce séjour que la pauvre reine, qui désirait tant connaître la société française, était venue, accompagnée d'une dame de sa maison, rendre visite à Santeul au couvent de Saint-Victor. Lorsque Marie d'Este et sa suivante fidèle eurent pénétré dans la cellule du bon chanoine, elles trouvèrent celui-ci occupé précisément à lire à ses canaris sa fameuse pièce latine consacrée à Pomone et dédiée à M. Le Nôtre. L'un de ces petits oiseaux, plus curieux que les autres sans doute de belles-lettres, était venu sur la table se camper devant son maître, et se trouvait pour ainsi dire à portée de la main. C'est bien ce que vit la dame anglaise, qui était fort belle et suivait la reine. Cette dame n'eut pas plus tôt aperçu ce joli canari qu'elle le convoita, fort prestement se jeta sur lui et fut assez heureuse pour s'en emparer. A la vue de ce rapt, Santeul, qui tenait à ses oiseaux, se leva pour mettre obstacle à une telle action ; mais la dame, qui voulait à tout prix emporter ce souvenir des messieurs de Saint-Victor, opposa une résistance assez vive. Mieux même, voyant que le poète se fâchait et grondait un peu, elle ouvrit vivement son corsage et glissa l'oiseau, palpitant d'émotion, dans la cachette où l'on dit que le roi Louis XIII, armé de pincettes d'argent, vint chercher une fois un billet que lui dérobait Mlle de Hautefort. Cependant le victorin était plus que tout au monde attaché à son canari, et rien ne put faire qu'il hésitât à glisser la main dans ce chaste asile et se saisir de la proie qu'on lui dérobait. Si bien que la reine moqueuse et la dame assez courroucée de l'aventure quittèrent non sans dépit la cellule de Santeul.

N'est-ce pas Saint-Simon qui a dit, de la duchesse de Bourbon, dans le temps où elle était encore Mlle de Nantes, que ses traits semblaient formés par « les plus tendres amours », les amours les plus tendres et les plus rougissantes ? Il faut bien le supposer, car, dans le temps que *Diphile* achevait ce récit d'un tour assez hardi, les teintes dont était revêtu le visage de la jeune duchesse semblaient plus vives encore que celles dont Nattier se servit à l'effet de les peindre. Aussi Mme la Princesse eut-elle l'esprit de conclure que de tous temps, — mais surtout depuis le roi Louis XIII, —

l'amour des oiseaux n'avait pas laissé, chez beaucoup de belles personnes, d'être poussé à la folie. « C'est ainsi, dit-elle, que j'ai ouï dire autrefois que Mme la duchesse Mazarin, née Hortense Mancini, ne prenait jamais le thé autrement qu'avec son perroquet, et toujours sur son lit. » Mme de Mazarin possédait également un serin, qui se nommait *Filis*. Quand *Filis* mourut, la nièce du Cardinal le pleura beaucoup. « C'est, ajouta de son côté Mme du Maine, qu'il n'y a rien de si émouvant que la mort de ces petits oiseaux. Ils se gonflent, font les frileux, refusent de manger, penchent la tête de côté et laissent la vie s'en aller d'eux sans la moindre plainte. »

Mme de Crussol, à qui toutes ces histoires d'oiseaux étaient familières et qui en eût, là-dessus, remontré à *Diphile*, rapporta que ce qu'elle connaissait de plus surprenant dans ce genre était le trépas de ces deux rossignols qui, ayant ouï jadis chanter à merveille Mlle Paulet, la belle « lionne » de l'hôtel de Rambouillet, se laissèrent mourir de jalousie au bord d'une fontaine. Aussitôt que *Diphile* eut entendu cette histoire, il en poussa bien des soupirs, car il n'était rien à quoi il fût sensible autant qu'aux malheurs des oiseaux. L'on dit même que c'est pour mieux conjurer les maux et les dangers dont ces petits animaux sont menacés, enfin pour apprendre aux *curieux* la manière la plus appropriée d'élever les serins, tant ceux de Canarie que ceux du Portugal ou du Tyrol, enfin d'indiquer les secrets de les guérir, par les onguents et par les plantes, que Chanteloup publia son fameux *Traité*.

III. — LE TRAITÉ DES SERINS DE CANARIE. LA VIEILLESSE DE *DIPHILE*

Cette maison de *Diphile* était-elle vraiment celle que La Bruyère, nommant le *curieux* d'oiseaux, avait décrite au chapitre de *la Mode*, c'est-à-dire moins une maison qu'une volière? Il faut bien le penser, puisque cette habitation était aménagée apparemment moins pour la commodité des personnes que pour celle des canaris. Là, dans cette demeure d'une destination si particulière, pas une fenêtre qui ne fût grillée, pas une allée dans le jardin qui ne fût plantée de chénevis, de seneçon, de laitue et d'argentine; pas un grenier où l'on ne mit à sécher du plantain ou conservât des échaudés. Pour la chambre de musique, elle était admirable de propreté et d'ordre. C'était là

que le « gouverneur » enseignait ses élèves; si bien que cette chambre était ornée de cagettes où *Diphile* enfermait les novices qui n'en étaient qu'à l'apprentissage; parmi les serinettes, et tout un arsenal de flûtes et de chalumeaux, il fallait voir ces petits chanteurs s'essayer à la fois dans un gazouillis confus et étourdissant. « Ce n'est plus un ramage, c'est un vacarme », avait écrit La Bruyère, tout en pensant sans doute aux oiseaux de Santeul. Mais, chez Hervieux de Chanteloup, il en était de même que chez le religieux : on ne s'entendait « pas plus parler les uns les autres que dans ces chambres où il faut attendre, pour faire le compliment d'entrée, que les petits chiens aient aboyé ».

Au milieu de tout cela, de ce tumulte et de ce bruit, *Diphile* s'agite. Il commande, dirige, et comme il a écrit qu' « il s'en faut de beaucoup que tous les serins soient d'un même naturel », qu'il « en est de mélancoliques et de gais, de sauvages et de familiers, de rudes et de doux », enfin que certains apprennent plus facilement et retiennent mieux les airs », il va de l'un à l'autre, mettant tous ses soins à se faire comprendre de ses petits élèves; mais parmi ces oiseaux, il est un favori. C'est un canari plus éveillé que les autres; non seulement il chante à la perfection, mais, — dit encore *Diphile*, qui ne peut se passer de lui, tant il le trouve coquet et intelligent, — il accomplit, tout en voletant, « mille petites singeries, comme de baiser et becqueter son maître qui l'appelle, et de voler aussi en plein vol, même la fenêtre ouverte, en revenant toujours à la seule voix de celui qu'il connaît ».

Ainsi flanqué de ce joli serin qui tantôt se perche sur son épaule, tantôt sur son chapeau, un flageolet à la main, un autre dépassant de la poche de son habit, enfin de son nez proéminent, — tel un chef d'orchestre, — semblant commander aux uns et aux autres, apparaît *Diphile;* mais où l'on peut dire qu'il est le plus cocasse et donne à rire aux personnes, c'est au moment où il accorde audience en qualité de commissaire des bois. Là, tous ceux qui projettent quelque construction ou sont en état d'élever un édifice viennent le consulter. Et ce ne sont que conversations et propos sylvestres, d'abord sur le bois *éhoupé*, ensuite sur le bois *charmé* et le bois *chablis*. Mais de ces *curieux*-là, il faut dire que Chanteloup n'a que faire; seuls parmi ceux qu'il préfère entendre, lui importent les *curieux* d'oiseaux.

D'abord, c'est M. de Montendre, organiste, qui n'a pas son pareil pour la construction des flûtes et des flageolets; puis c'est le sieur Plegmeau, maître oiselier, demeurant quai de la Mégisserie, à *l'Image Saint-Michel*. Ce Plegmeau, homme habile en sa profession, possède la confiance de *Diphile*. On a vu le « gouverneur » lui confier plus d'une mission, non seulement en son nom propre, mais en celui de Mme la Princesse. A l'effet de trouver de nouveaux et jolis sujets, Plegmeau se transporte, au faubourg Saint-Antoine, à l'hôtellerie de la *Boule blanche*. C'est en cet endroit que se donnent rendez-vous, non seulement les marchands de serins qui viennent du royaume d'Espagne, mais aussi les colporteurs arrivés d'Insprück, ville capitale du comté de Tyrol.

Ces colporteurs ont franchi les montagnes de Suisse en portant sur leur dos, en forme de balles et dans des filets, des milliers de petits oiseaux de tous les plumages et de tous les ramages. Aussi est-ce dès leur arrivée que le sieur Plegmeau entend exercer son choix. S'il est des canaris houppés, présentant un petit panache sur la tête, il les prend d'abord, puis les serins jonquilles. Ce sont ceux que préfère Mme la Princesse; mais Hervieux de Chanteloup, en ce qui le concerne, accorde son suffrage aux gris, aux blancs, surtout aux panachés; même s'il est des *mulets*, c'est-à-dire des bâtards de serines et de chardonnerets qui soient propres et qui chantent bien, le sieur Plegmeau, sur son ordre, en fait l'acquisition.

Il faut dire que tout cela ne va pas sans criailleries, non seulement des oiseaux, mais aussi des marchands et des chalands, le moindre serin gris atteignant cinquante sols, voire quatre francs, s'il a du duvet et la queue blanche; et même l'on voit des panachés atteindre à cent sols, des serins jaunes faire une pistole, enfin des jonquilles monter à vingt-cinq livres; mais pour Son Altesse sérénissime en est-il de trop chers?

Car c'est pour elle, pour Anne de Bavière, son illustre et respectée princesse, qu'Hervieux de Chanteloup s'efforce à découvrir des serins de l'espèce la plus rare ou la plus plaisante; c'est à son intention qu'il enseigne l'harmonie à ces oiseaux; enfin, c'est en son honneur qu'il se livre « au doux et innocent plaisir » de composer ce *Traité des serins de Canarie* qui porta jusqu'à nous son renom et sa mémoire.

Tout ce qu'un homme peut rassembler d'observations ori-

ginales et de faits curieux en ce qui touche aux serins des îles d'Afrique et d'Europe, le « gouverneur » le rassembla dans ce grand ouvrage qui fait songer, tant il est vaste et aménagé dans l'ordre le plus clair, à cette grande volière de Versailles dans laquelle le Roi avait voulu que l'on réunît tout ce qui vole et pépie au monde : des pigeons, des perroquets, des cygnes, des demoiselles de Numidie, voire, — écrit La Fontaine dans sa *Psyché*, — « certains oiseaux pêcheurs qui ont un bec extrêmement long, avec une peau au-dessous qui leur sert de poche » ; ce qui est furieusement là le portrait de *Diphile*.

Mais, pour ce dernier, tandis qu'il en était à composer cet ouvrage mémorable, il n'entendait pas raillerie et, tout aussi vertement que son maître Santeul, il savait répondre avec avantage aux moqueries et saillies des gens. « D'abord, disait-il, cela ne nuit pas, comme on l'insinue, à mes fonctions de commissaire des bois. J'ai composé ce *Traité* durant mes vacances ; n'est-ce pas le temps où il est permis de se récréer à quelque chose de réjouissant et qui délasse l'esprit ? Et puis, que me vient-on reprocher ? Oublie-t-on Santeul et le P. Raphaël ? M. Santeul surtout « des *Hymnes* duquel nos saints temples retentissent toujours » ? M. le curé d'Hénouville n'a-t-il pas, à sa satisfaction, composé le *Traité des arbres et pépinières* ? Un feuillant ne nous a-t-il pas donné un autre *Traité* sur la connaissance des bons melons ? »

Diphile avait raison. Aussi mit-il toute sa science, apporta-t-il tous ses soins à rédiger cet ouvrage ailé et gazouillant dont un autre religieux, qui n'était, celui-là, ni feuillant ni victorin, mais le P. Marquer de la Compagnie de Jésus, docteur en philosophie aux collèges d'Amiens, Vannes, La Flèche, enfin l'un des collaborateurs du *Journal de Trévoux*, proclama, dès 1713, le charme tout innocent, l'érudition et la finesse. « M. Hervieux, dit le P. Marquer fort joliment, s'est proportionné à son sujet : il a écrit d'un style léger, amusant et enjoué, et, dans son livre, il fait aimer les serins. » Cet amour tout particulier, cet attachement si délicat et si fidèle du « gouverneur » pour ses petits élèves éclate, en effet, à tous les chapitres de ce livre où, non seulement ce qui touche au dressage et à l'élevage, mais aussi au mariage des serins de Canarie est étudié.

Une fort belle dédicace, adressée à l'Illustrissime Anne de Bavière, mère des deux princesses du Maine et de Conti, précède, — cela va de soi, — un *Traité* aussi important, tant par son objet que par son format. L'on sait tout le luxe typographique dont un Thierry, un Barbin, voire un Michallet, — éditeur des *Caractères*, — entouraient, au XVIIe siècle, ces hommages des auteurs. Tout ce que l'imprimeur du *Nouveau traité des serins de Canarie* possédait de papier choisi, d'ornements appropriés, de caractères irréprochables, il s'empressa de le mettre, lors d'une circonstance aussi solennelle, à la disposition de l'excellent Chanteloup.

Au cours de ses *Mélanges d'histoire et de littérature*, Vigneul-Marville raconte qu'il connut, dans la rue Saint-Antoine à Paris, « un oyselier qui prenait la qualité de *Gouverneur, précepteur et régent des oiseaux, perroquets, singes, guenons et guenuches de Sa Majesté* ». C'étaient là des titres fort pompeux et dont s'ébaudissaient à qui mieux mieux les flâneurs et les marmousets qui passaient dans cet endroit et s'amusaient à en déchiffrer l'énumération au-dessus de la porte du marchand. Il est probable que le sieur Plegmeau, en se rendant, dans le même faubourg, à l'hôtellerie de la *Boule blanche*, là où se fait le trafic des oiseaux de Canarie, eut occasion de montrer plus d'une fois cette enseigne à notre *curieux*. Aussi retrouve-t-on le beau titre, les hautes lettres peintes et la disposition vraiment rare de cet écriteau dans l'économie et dans l'arrangement de la belle dédicace dont le « gouverneur » adressa l'offrande à Son Altesse Sérénissime.

« *Madame*, écrivait Hervieux dans cette page liminaire éloquente, *je prends la liberté d'offrir à Votre Altesse ce petit ouvrage qui vous appartient déjà, puisque ce n'est qu'en faveur des serins de Votre Altesse que je l'ai entrepris.* » Un développement fantasque, quelque peu ampoulé et naïf, suivait ces considérations et laissait bien voir, par son allusion à l'un des Apôtres, que *Diphile* n'était pas en vain le disciple de Santeul. « *Le plaisir innocent que peut prendre Votre Altesse*, disait Hervieux de Chanteloup, *n'est point indigne du haut rang qu'Elle tient ni de l'élévation d'esprit qui la fait briller partout, puisque saint Jean, quoique grand saint, et tout occupé qu'il était à méditer continuellement sur les choses célestes, ne laissait pas de se récréer quelquefois avec sa perdrix.* »

Il faut dire que cette perdrix, qui arrivait bien un peu étourdiment, en battant de l'aile, au mitan de cette dédicace si magnifique, éveilla la malice tant de la duchesse du Maine et de la princesse de Conti que de la duchesse de Bourbon (Mlle de Nantes). Ces trois jolies et moqueuses personnes se trouvaient, comme à l'habitude, auprès de Mme la princesse de Condé au moment où *Diphile* vint soumettre son livre à l'agrément de cette protectrice si vénérable. A peine Mme de Crussol eut-elle annoncé le « gouverneur », qu'Hervieux de Chanteloup s'avança cérémonieusement, engoncé dans le duvet de sa collerette, son chapeau à aigrette d'une main, et, de l'autre, tenant ce *Traité* tout gazouillant et sorti des presses.

Mme la Princesse qui commençait, dans ce temps-là déjà, d'être fort impotente, entourée de sirops, d'opiats et de toute sorte de remèdes utiles à combattre les vapeurs, accueillit le mieux du monde son cocasse ami. Les princesses, curieuses et badines, faisaient cercle à ce moment autour de leur mère. Et ce fut en s'exclamant qu'elles entr'ouvrirent, du bout de leurs doigts roses, ce beau livre tout neuf et si bien imprimé. Mais Mme du Maine ne put résister à la joie que lui causa cette comparaison un peu bouffonne de saint Jean avec la Princesse. Elle qui, justement, à sa cour de Sceaux, se nommait tantôt *l'Abeille*, tantôt *la Fauvette* et se faisait gloire, avec sa grande amie, Mme d'Artagnan, d'appartenir à la *Société des Oiseaux*, éclata d'un beau rire à l'idée de cette perdrix. « Et d'abord, ma mère, s'écria-t-elle, je vous dirai, n'en déplaise à M. Hervieux, que la perdrix de même que la caille jabote, le pinson babille, le merle siffle, la pie jacasse, l'alouette grisolle, la fauvette fait entendre un petit cri allègre, vos serins gazouillent, mais la perdrix ! La perdrix est une paysanne, elle vole à terre, et l'apôtre saint Jean n'était pas bien avisé de se faire suivre partout de cette volatile ! ».

Il va de soi que le trait, dans une si jolie bouche, fut trouvé plaisant. Le « gouverneur » ne fut pas le dernier à en rire, et, de même, la princesse de Conti et Mme la Duchesse. Pour Mme de Crussol, elle avait ordonné aux valets d'apporter les cages qui renfermaient les canaris de Son Altesse ; si bien que ce fut au bruit du plus assourdissant des concerts que le « gouverneur » recommença, d'une voix tout émue, à lire sa dédicace.

De la sorte, le brave Chanteloup connut l'apothéose. Sa renommée, ce jour-là, remplit non seulement l'hôtel de Condé, mais encore elle se répandit dans la cour et la ville. L'on peut dire qu'il ne fut pas, de ce moment, de personnage plus célèbre en son art ni plus recherché de ceux qui se prétendent, ainsi que dans les *Caractères*, des *curieux* d'oiseaux. Cette popularité, non moins que l'éclat des titres qui rehaussaient sa fonction, et toutes les prérogatives qui en résultaient, assuraient la fortune et la gloire à *Diphile*. Mais, hélas! celle des oiseleurs n'est ni moins passagère ni moins fragile que celle des poètes et des conquérants. Hervieux de Chanteloup l'éprouva en 1723, au moment où celle qui avait été sa protectrice bien-aimée, veuve elle-même de M. le Prince depuis 1709, vint à succomber à ses maux et à ses vapeurs. Ne vivant plus, dès lors, que sur le souvenir d'un passé tout de grandeur et de faste, rejeté dans cette obscurité d'où la faveur l'avait tiré, le « gouverneur » des serins et commissaire des bois à bâtir connut l'isolement et vieillit dans l'oubli.

Jusqu'à 1747, époque de sa mort, l'on n'entendit plus guère parler de lui. Durant ces années dernières, Hervieux de Chanteloup vécut pour ainsi dire confiné dans son jardin du faubourg, occupé de siffler ses serins à la linotte et donnant, à ceux de ses amis qui le visitaient encore, M. de Montendre et le sieur Plegmeau, toutes les apparences d'un esprit dérangé. La vérité est qu'à force de ne vivre qu'au milieu des oiseaux, de parler leur langage et de ne s'intéresser qu'à leurs habitudes et à leurs mœurs, *Diphile* se croyait devenu un oiseau lui-même. Son grand nez de toucan, le duvet huppé de sa perruque, et jusqu'à ses manières ailées et sautillantes, à chaque fois qu'il se considérait dans un miroir, l'incitaient à s'enfoncer dans cette illusion.

Celle-ci était même devenue si forte qu'à la fin de sa vie Hervieux perchait plus qu'il ne dormait, et gazouillait plus qu'il ne parlait. Enfin, il en était arrivé fermement à croire qu'il est fort possible à un homme qui meurt de ressusciter en oiseau. Il disait que feu Santeul, son maître, lui en avait donné la preuve. Il était advenu en effet que le chanoine de Saint-Victor s'était renfermé une fois dans sa cellule à l'intention de composer dans le recueillement l'épitaphe du regretté Lulli. A ce moment, l'un des serins du bon religieux, et son familier,

vint se poser sur le front du poète et se mit à chanter d'une manière si agréable « qu'il semblait, dit Santeul, que l'âme du célèbre musicien fût passée dans ce charmant oiseau ».

Quoi qu'il en fût de ces fables, toutes jolies et ingénieuses à souhait, le « gouverneur » des serins de Mme la princesse ne tarda pas à décliner au point de ressembler lui-même à ces vieux canaris à peu près déplumés, et dont il a dit, dans son grand *Traité*, qu'ils finissent par perdre la voix, les griffes, enfin à se montrer tourmentés de la goutte. La mort, qui vint le délivrer de ses maux, le surprit dans cette chambre des oiseaux dont *Diphile* avait toujours été si fier, et dans laquelle il avait, jusqu'au dernier jour, continué de donner audience aux derniers de ses amis. Enfin M. de Montendre et le sieur Plegmeau, le premier organiste, le second maître oiselier veillèrent sur ses funérailles. Par leurs soins, la tombe de *Diphile* se trouva semée de seneçon et de plantain ; un sculpteur voulut bien tailler dans la pierre les attributs et le blason du *curieux* : et c'étaient, sur un fond de plumage, parmi des tiges emmêlées de chénevis et d'œillette, une serinette et un flageolet.

EDMOND PILON.

LETTRES
SUR LA RETRAITE DU MEXIQUE
1867

I. — L'AMIRAL, SA CARRIÈRE ET SA CORRESPONDANCE

Un nom gravé sur la plaque des présidents de la Société de géographie; une niche vide dans la galerie du Louvre, promise à une statue qui ne viendra sans doute jamais : voilà tout ce qui reste du vice-amiral baron de La Roncière Le Noury. La marine française, si prodigue envers des gloires qui n'ont rien de maritime, n'a pas trouvé le tableau d'arrière d'une chaloupe pour commémorer le souvenir de celui qui a donné dans notre temps la synthèse la plus complète du marin : hardi navigateur, explorateur intrépide, organisateur savant et combattant sans reproche, portant haut l'honneur du drapeau au milieu des plus tristes défaillances. La ville de Paris, qui inscrit avec une légitime fierté dans ses annales la défense de 1870, n'a pas jugé qu'une de ses rues fût digne de porter le nom du chef des marins dont la vaillance contribua tant à cette longue résistance. Record d'ingratitude que seule pouvait battre la petite patrie d'Évreux qui n'a voulu répondre à sa constante sollicitude qu'en l'ensevelissant dans l'oubli.

Est-ce bien oubli qu'il faut dire ? Non. L'ostracisme d'outre-tombe dont est victime l'amiral de La Roncière est parfaitement volontaire. Il s'inspire d'un de ces préjugés mesquins qui grandissent ceux qui en sont victimes. N'est-ce pas un honneur que de payer un tribut, même posthume, à la fidélité au malheur?

Le défenseur de Paris n'a pas voulu oublier que la partie la plus féconde de sa carrière s'était déroulée sous un régime auquel le rattachaient, plus encore peut-être que d'illustres amitiés, les

souvenirs de son père, le général comte de La Roncière, glorieux mutilé d'Ekmuhl, et de son père adoptif, le frère de sa mère, le général baron Le Noury, autre héros de la grande épopée.

Comme ils le connaissaient mal, ceux qui ont prétendu rabaisser ces sentiments généreux au niveau de misérables passions de politicien ! La Roncière était un de ces hommes tout d'une pièce, soldat et patriote, chez qui le service de la France passe avant toute autre question. Il a servi la France sous Louis-Philippe comme sous l'Empire et sous le gouvernement de la Défense nationale. Une république soucieuse des grands intérêts du pays n'avait pas à douter de son loyalisme. Il l'a écrit lui-même. Droit comme son épée, passionné seulement du mot d'ordre de « servir », ce dernier rejeton d'un Clément, chef de soldats suisses venus servir la France au XVIe siècle, incarnait dignement une race et une tradition.

Une telle figure ne méritait-elle pas d'être tirée de l'oubli ? Les hommes vraiment grands laissent toujours derrière eux une semence dont la germination peut être lente, mais vient à son heure. L'amiral de La Roncière n'a pas failli à cette règle. Mêlé, selon un mot qui revient souvent sous sa plume, à de grandes choses, il aurait pu, avec les dons tout à fait remarquables qui se dégagent de tous ses écrits, laisser des mémoires d'un intérêt saisissant. Il en a été empêché par le désir de ne rien dérober à la chose publique d'une inlassable activité, interrompue seulement par une mort prématurée. A défaut de souvenirs, l'amiral de La Roncière a laissé une correspondance très abondante. Pieusement recueillies par sa veuve et sa fille, ses lettres ont été transmises à la mort de Mlle Marguerite de La Roncière à une vieille et fidèle amitié. M. Joseph l'Hopital a pensé que ce dépôt venait fort à propos pour permettre de sortir de l'ombre du passé la figure du défenseur de Paris. L'occasion n'était-elle pas particulièrement propice, au lendemain d'une guerre qui, en effaçant l'humiliation de la défaite, a purifié la mémoire de ceux dont les sacrifices ne connurent pas de lauriers, au lendemain des combats de géants, où les marins de l'Yser et de Dixmude ont vengé ceux qui leur avaient transmis le flambeau des ancêtres. Pour mener à bien cette tâche difficile, M. l'Hopital a accepté le concours de M. Louis de Saint-Victor de Saint-Blancard, cousin de l'Amiral, attaché à sa famille par l'intimité de plusieurs générations de marins.

Ainsi se prépare la publication des parties les plus intéressantes de la correspondance de l'amiral de La Roncière. On ne peut songer à la publication intégrale de documents dont on comprendra l'importance tout au moins matérielle, quand nous aurons dit que pendant plus de vingt-cinq années d'une carrière de marin, de diplomate, d'homme politique et d'homme du monde, La Roncière écrivait chaque jour à sa femme, née Clémentine Clément de Ris, petite-fille du sénateur dont la fameuse aventure a inspiré à Balzac sa *Ténébreuse affaire*. Dans cette correspondance revient comme un refrain le bilan de la besogne quotidienne : trente ou quarante lettres. Il fallait choisir entre cette masse de documents, et il n'y avait que l'embarras du choix.

***

La guerre de Crimée a été le tournant décisif de cette vie. Adalbert Clément de La Roncière avait alors juste quarante ans, étant né le 13 octobre 1813, sur les marches du palais royal de Turin. Son père l'avait reçu dans un manteau de cuirassier, premier lange digne d'un futur soldat. Il était le premier des deux enfants nés du second mariage du général comte de la Roncière et d'Adélaïde-Victoire, fille de Louis Le Noury, sieur de La Grignardière, et de Marie-Françoise-Henriette de Bence de Cracouville. Par cette ascendance, le dernier rejeton des routiers suisses se rattachait à une des plus anciennes familles de Normandie, et se trouvait appelé à recueillir le tortil ramassé par le frère de sa mère à la pointe de l'épée.

Poussé vers la marine par une vocation réfléchie, il débutait sur l'*Orion* dont le second était un de ses cousins, le commandant de La Rochassière. Puis, à une époque où le pavillon tricolore ne craignait pas de rivaliser avec l'Union Jack, il fut le disciple favori d'un autre de ses cousins, l'amiral baron de La Susse, qui a laissé dans la marine un juste renom de manœuvrier.

Vingt années de navigation presque continue, voilà l'apprentissage que ne connaissent plus, hélas! nos états-majors. Cette activité incessante ne paralysait d'ailleurs pas la préparation intellectuelle du chef. Un ouvrage publié en 1843 sur les marines à voile et à vapeur de l'Angleterre et de la France, désignait à l'amiral de Mackau, ministre de la Marine au début de 1845, l'officier le mieux qualifié pour une importante mission

à Portsmouth. Plus tard, un commandement de choix, celui du stationnaire de Constantinople la *Vedette* (1847-1849), fournissait à La Roncière l'occasion de deux études sur la marine ottomane et la marine russe de la Mer Noire. Un article retentissant publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1849 apportait, sous la forme d'une étude comparée des principales flottes, une éclatante justification des efforts accomplis et un tableau clairvoyant des réformes nécessaires. L'amiral Romain Desfossés ne pouvait mieux faire que d'appeler à l'action celui qui avait tracé le plan. C'est ainsi qu'un simple lieutenant de vaisseau devenait rapporteur de la commission chargée de reviser l'ordonnance de 1825 sur le service à la mer et le principal inspirateur du décret du 15 août 1851. Les galons de capitaine de frégate n'arrivaient que comme le couronnement normal d'une carrière chargée de plus de mérites que d'honneur.

Mais la guerre de Crimée arrive et la situation change du tout au tout. Commandant de l'aviso le *Roland*, La Roncière est au premier rang. Il éclaire la flotte, découvre le gué qui permet à la division Bosquet de déterminer la victoire de l'Alma, impose à force d'instances le mouillage de Kamiesh, sans lequel aurait été impossible l'hivernage qui seul permit l'achèvement laborieux du siège de Sébastopol. Un événement plus imprévu va donner à sa carrière une impulsion plus décisive qu'un grade enlevé sur le champ de bataille.

En mars 1854, le *Roland* a été chargé de conduire en Crimée le prince Napoléon. Ce n'est pas aux lecteurs de la *Revue* qu'il est besoin de présenter le fils du roi Jérôme dont ils viennent d'avoir le portrait le plus véridique « peint par lui-même » ; étrange figure, faite d'une violente opposition de reliefs et d'ombres. Une intelligence remarquable, de graves erreurs de jugement, des tendances ultra-démocratiques, en conflit constant avec un tempérament impétueux ; un esprit à la fois primesautier et indécis, la passion du paradoxe, la fidélité aux amitiés, même les plus mal placées. De cette fidélité il est difficile de trouver un exemple plus frappant que l'intimité du prince Napoléon et de La Roncière. Tout séparait ces deux hommes : le rang social, la tournure d'esprit, les conceptions politiques, les principes religieux ; deux traits les ont rapprochés : l'indépendance d'esprit et la passion de la mer.

Le commandant du *Roland* fut étonné, puis charmé, d'avoir

à son bord une Altesse impériale qui s'intéressait à la marine; et l'Altesse, qui s'entendait à faire la conquête de qui lui plaisait, le séduisit par l'étendue de ses connaissances, la finesse de ses critiques, l'imprévu et parfois l'éclat lumineux de ses idées. De là naquit entre les deux hommes une amitié qui résista à tous les événements et fut plus forte que les désaccords. Elle suscita beaucoup d'envieux au futur amiral, mais ne facilita pas toujours sa carrière. Pour louvoyer entre la petite cour du Palais-Royal et la cour des Tuileries, il fallait plus d'adresse encore que pour naviguer dans les glaces de Jean Mayen, dans les chenaux de Terre-Neuve et les passes de Bretagne. Vingt fois La Roncière aurait pu payer de son avenir le prix d'une disgrâce ou la rançon d'une réconciliation, si le prince Napoléon n'avait apprécié la franchise de ses conseils, que d'ailleurs il ne suivait guère, et si Napoléon III n'avait été incapable de faire retomber sur les amis de son cousin l'irritation que lui causaient ses écarts.

En 1855, La Roncière appelé au Conseil d'amirauté retrouve le prince Napoléon qui s'est jeté dans la préparation de l'Exposition universelle pour chercher une diversion aux déboires de la Crimée. Il collabore avec lui à cette œuvre. Le prince abandonne la direction de l'Exposition et songe à organiser une campagne d'exploration polaire avec la collaboration des savants dont il aimait à s'entourer. La Roncière dirige l'expédition de la *Reine Hortense* en Islande et au Groënland. L'habitude de la manœuvre, jointe à une connaissance approfondie des milieux maritimes anglais, n'était-ce pas exactement ce qu'il fallait pour ranimer nos pêcheries de Terre-Neuve tombées dans un complet marasme et mettre fin aux empiétements des colons de Terre-Neuve qui supprimaient des droits ayant survécu aux pires désastres? En six mois de croisière La Roncière trouva le moyen de montrer son pavillon dans tous les fjords du Labrador et de Terre-Neuve où aucun grand bâtiment n'avait jamais pénétré et de préparer avec l'autorité britannique un règlement qui a assuré la continuation de notre meilleure école de marins.

Le commandant de La Roncière se trouve ensuite étroitement associé à la préparation diplomatique de la guerre d'Italie. En deux missions secrètes à Saint-Pétersbourg il négocie le projet de traité qui assure la neutralité de la Russie. Cette heureuse collaboration méritait bien un poste au premier rang quand l'heure du canon arrive. La Roncière est appelé à la tête de la

division des canonnières de l'Adriatique qui doit combiner l'attaque par mer avec des opérations de terre. Le coup de théâtre de l'armistice de Villafranca au lendemain de Solférino arrête les opérations.

L'amour-propre du marin reçoit en compensation le commandement de la division du Levant réservé d'ordinaire à un officier général. La Roncière va trouver là une nouvelle occasion de se distinguer. Des troubles graves éclatent en Syrie en 1860. Les Chrétiens sont menacés au Liban et à Damas. Tous nos établissements risquent d'être balayés. Seule l'énergie du chef peut compenser la pauvreté des moyens. Avec une poignée d'hommes et quelques bateaux il faut arrêter le déchaînement du fanatisme, encouragé par des intrigues étrangères, imposer le respect des établissements de la côte en attendant l'intervention du corps expéditionnaire. Pas une victime n'est tombée partout où notre marine pouvait agir. Voilà qui mérite bien les étoiles.

L'heure est tout à fait importante pour la marine française. Dupuy de Lôme construit les premiers cuirassés. Un ministre réformateur, le marquis de Chasseloup-Laubat, arrive à la rue Royale. Étudier le matériel nouveau, adapter les anciennes tactiques, reviser les méthodes de recrutement : c'est un grand effort de réorganisation qui s'impose au moment même où l'expédition du Mexique et la conquête de la Cochinchine sollicitent une activité incessante.

Une simple constatation dira l'efficacité de l'impulsion donnée pendant cinq ans à la marine française. Ce fut une des rares époques où la France arriva à devancer sur les mers l'Angleterre elle-même. Il n'est que juste d'attribuer une bonne part du mérite de ces résultats à celui que M. de Chasseloup avait choisi comme chef d'état-major et directeur des mouvements de la flotte armée, au véritable vice-ministre.

Celui qui a créé est mieux qualifié que quiconque pour expérimenter. Ainsi le contre-amiral de La Roncière, après cinq années laborieuses à la rue Royale, se trouve tout qualifié pour prendre le commandement de la première division de cuirassés qui ait encore manœuvré. Quel entraînement il lui donne de 1865 à 1867, la conduisant jusqu'au Mexique pour surveiller le rapatriement pénible du corps expéditionnaire et bravant les récifs des passes les plus difficiles de Bretagne jusqu'à lui mériter le surnom d'escadre des roches !

Un vice-amiral trop jeune pour prendre un commandement actif serait condamné à échouer dans une préfecture, si la rue Royale n'avait pas été près des Tuileries et du Palais-Royal. Membre du Conseil de l'amirauté, associé aux travaux du comité de perfectionnement de l'École polytechnique et du bureau des Longitudes, le marin clairvoyant assiste au déclin de l'Empire et voit venir la guerre dont il pressent toutes les catastrophes.

Cette fois, il va être au premier rang. Au lendemain de la déclaration de guerre de 1870, il est désigné pour le commandement de la flotte des transports dans la période brève des illusions où l'on rêve de prendre la Prusse à revers par la Baltique. Il doit arborer son pavillon sur la *Victoire* ; hélas ! la Victoire ne vient pas. Bientôt la réalité est là. C'est à Paris même que la marine va jouer son rôle dans le grand drame. Le 8 août, La Roncière reçoit le commandement des principaux secteurs des forts de défense. Puis le bataillon des fusiliers marins devient le noyau d'une troupe qui grossira jusqu'à l'effectif d'un corps d'armée qui se distingue au Bourget, à Drancy et surtout dans la brillante affaire d'Épinay, méritant à son chef la seule grande croix de la Légion d'honneur décernée pendant la guerre.

Durant toute la lutte, le soldat a résisté obstinément aux sollicitations politiques qui venaient au-devant de lui. Après l'armistice, une nouvelle bataille va s'engager. L'épée brisée, les navires à l'ancre pour longtemps, le devoir de l'heure est de panser les blessures de la défaite et de préparer le relèvement national. Il ne faut rien moins que l'appel pressant de ce devoir pour lancer dans l'arène parlementaire un homme qui a su toujours distinguer entre l'autorité nécessaire et l'arbitraire dangereux, mais qui est habitué à agir beaucoup plus qu'à parler. L'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux. La Roncière, qui n'a voulu accepter de mandat que de sa petite patrie de l'Eure, doit être là encore au premier rang. Mais il n'entend pas faire le jeu des politiciens. Dès son arrivée à Bordeaux, il est désigné pour faire partie de la commission des Quinze qui a la pénible mission d'assister M. Thiers dans la discussion des préliminaires de paix. Sa clairvoyance a rapidement discerné les tendances de l'Assemblée et de ses dirigeants. Dès lors il prévoit la division et l'impuissance des éléments conservateurs. Résolument il se tient en dehors des manœuvres et des intrigues, uniquement préoccupé du salut du pays. Il soutient M. Thiers, dont nul n'a

mieux reconnu que lui les faiblesses, notamment au moment de la Commune, aussi longtemps que le libérateur du territoire ne s'est pas pris lui-même au piège de ses équivoques. Il soutient Mac Mahon, parce qu'il voit en lui la résistance contre le glissement à gauche; mais il ne croit pas à l'efficacité du frein. Il lui tarde de se dégager de la politique et de remonter sur le pont d'un navire. Le commandement de l'escadre a toujours été la suprême ambition des hommes de mer. Ce couronnement de carrière ne pouvait être refusé ni à son ancienneté, ni à ses états de service. En mai 1875 son pavillon est de nouveau hissé sur le *Magenta*. Joie impatiemment attendue qui n'est que le prélude de la plus cruelle des déceptions. Un incident futile, la publication indiscrète d'une lettre privée qui n'était d'ailleurs que l'affirmation d'une fidélité politique dont il n'avait jamais fait mystère, provoquait une sanction brutale d'un gouvernement timoré. Relevé de son commandement sans même avoir été entendu, l'amiral de La Roncière ne put même pas prendre congé des équipages qui avaient mis en lui toute leur confiance.

Il n'était pas homme à se confiner dans la retraite, malgré les premiers avertissements d'un mal qui devait bientôt l'emporter. La vice-présidence du Conseil de l'amirauté, la présidence de la Société de géographie, ne suffisaient pas à son activité. Quelle que fût sa répugnance pour la politique, il acceptait un siège au Sénat en 1877 pour servir encore la marine et la France jusqu'au jour où la mort est venue, non le surprendre, car il la voyait venir, mais devancer son attente le 14 mai 1881.

Cette brève esquisse ne peut prétendre qu'à rappeler les étapes essentielles d'une existence trop oubliée. Elle aura rempli tout son but si elle prouve l'intérêt d'une nouvelle contribution à l'histoire d'une époque encore bien près et déjà si loin de nous. La correspondance de l'amiral de La Roncière, du moins dans les éléments qui ont été conservés, a un caractère intime. La plupart des lettres sont adressées à sa femme, à sa fille, à des amis. D'où une liberté d'expression qui ne fait que souligner la netteté des jugements, la hardiesse des portraits et la causticité des traits de mœurs. On jugera de l'intérêt de cette correspondance par les quelques lettres que nous donnons ici, relatives à la fin de l'expédition du Mexique et aux dernières années de l'Empire.

J.-H. — S. B.

II. — LETTRES

Le 21 décembre 1866, l'amiral de La Roncière reçoit l'ordre de partir d'urgence avec la division des cuirassés pour la Vera-Cruz. L'évacuation du Mexique est décidée. Liquidation pénible d'une malheureuse affaire que l'on pouvait entrevoir depuis plusieurs mois. Les Américains, libérés des soucis de la guerre de Sécession, avaient rappelé, dès la fin de 1865, la doctrine de Monroe avec une raideur frisant l'insolence. La situation militaire était intenable, la caisse vide et l'horizon européen fortement assombri. Il n'y avait plus à hésiter.

Au mois de septembre 1855, le général de Castelnau, aide de camp de l'Empereur, était envoyé auprès du maréchal Bazaine pour dresser le bilan définitif de la campagne et préparer le départ. Il restait à assurer la retraite d'un corps dépassant une trentaine de mille hommes, avec un matériel considérable. Opération toujours difficile, et particulièrement délicate avec un chef dont ni l'autorité, ni le caractère ne pouvaient inspirer confiance. Pour diriger l'opération, il fallait un homme capable d'en imposer au maréchal, de tenir les Mexicains en respect, d'organiser et diriger avec autorité et décision. Ni le capitaine de vaisseau Cloué, qui commandait la petite marine du corps expéditionnaire, ni le contre-amiral baron Didelot, chef de la division navale des Antilles, marin très distingué, n'avaient les moyens d'action nécessaires. C'est pour ces raisons que Napoléon III décida d'envoyer au Mexique la division des cuirassés et l'amiral de La Roncière qui connaissait admirablement les affaires mexicaines pour avoir dirigé, à l'amirauté, toute la préparation de l'expédition. L'événement a prouvé que le choix était bon.

La Roncière arrive à la Vera-Cruz au début de la seconde quinzaine de février, au milieu du gâchis le plus invraisemblable. En cinq semaines, tout est terminé. Pas un un coup de canon n'a été tiré. Pas un homme n'a été abandonné. Le corps expéditionnaire quittait ces tristes rivages dans des conditions au moins honorables. Les lettres de l'amiral laissent entrevoir les difficultés sans nombre qu'il a dû surmonter pour arriver à ses fins.

A la baronne de La Roncière Le Noury

Vera-Cruz, *Magenta*, 21 février 1867.

Chère enfant,

Me voici à la Vera-Cruz, au point le plus éloigné de mon voyage. J'ai trouvé les choses ici en bon train. Mais quel

spectacle! les haines, les jalousies, le désarroi, la cupidité, etc...

Donc vous n'avez ici pas d'autres intérêts
Que d'emplir votre poche et vous enfuir après!
Soyez maudits!...

Cela dépeint la situation.

Ce qui me contrarie vivement, c'est que Castelnau est parti, il y a huit jours. Il était sérieusement malade, perclus de rhumatismes, il a fallu le porter à bord. De plus, il avait le moral frappé. Il est très regretté. On savait qu'il était ici pour accélérer l'évacuation; tandis qu'on sait que le maréchal Bazaine, ou plutôt Mme Bazaine, n'est aucunement pressée de quitter sa chère patrie. Quelle patrie, grand Dieu!... En sorte que, dans l'armée, ils craignent que l'évacuation ne soit retardée. Mon arrivée a rendu quelque confiance. Il y a déjà six mille hommes de partis.

Tu n'as pas idée comme on se plaint de toutes parts du maréchal Bazaine, et il y a du juste là dedans. Il a tout fait manquer ici, et il est la principale cause de notre échec mexicain. Tu sais que c'était toujours ma pensée. Je crains que l'Empereur ne paie bien cher sa longanimité pour lui. Comme il est servi ici, ce pauvre Empereur!

Ce qui est terrible à Vera-Cruz, ce sont les coups de vent du nord, et il y en a encore pas mal dans cette saison-ci. Il y en a un qui s'annonce actuellement; mais ils sont déjà moins violents qu'en décembre et janvier. Un de mes transports, *la Gironde*, s'est perdu assez maladroitement sur la Jamaïque. Tout l'équipage est sauvé. Il y en a déjà quatorze sur trente d'arrivés.

On me dit que le maréchal Bazaine veut me faire venir à Orizaba, où il est. Je refuserai carrément : et je vais te donner la mesure de la confiance que j'ai dans ces gens-là. Il ne voudra pas me donner une escorte suffisante, et il pourrait me laisser prendre par les dissidents. Peut-être même, vois ma confiance, arrangerait-il les choses exprès pour jouer quelque mauvais tour à la marine. Pas si bête! C'est que ce serait une forte affaire pour celui qui me prendrait! Je vaux bien, au prix des choses actuellement, cent mille piastres fortes. Je ne bougerai donc pas de la Vera-Cruz, où d'ailleurs le service me retient absolument.

Maximilien vient de se mettre à la tête de son armée qui est

de six mille hommes et de marcher contre Juarez. Il est bien temps qu'il aille au feu! il aurait dû commencer par cela au lieu de faire arroser les rues de chlore, lorsqu'il est arrivé la première fois à Vera-Cruz le 28 juin 1863. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il ne peut réussir et qu'il serait bien possible qu'il n'eût même pas la vie sauve. Quelque chef de bande peut bien le prendre et le faire fusiller séance tenante. Il ne faut pas qu'il compte sur son armée qui l'abandonnera au premier moment. Ah! Bazaine, Bazaine! tout le mal vient de lui.

J'espère partir d'ici vers le 10 mars. Je serai le 15 à La Havane. J'en partirai le 25 et serai dans les premiers jours d'avril sur les côtes des États-Unis.

A la même

Vera-Cruz, *Magenta*, 24 février 1867.

Chère enfant,

Les choses marchent ici leur train. Les embarquements ont été suspendus pendant trois jours, ce qui a fait pousser des cris de paon. Ils recommencent demain. Le maréchal m'a écrit pour m'expliquer le pourquoi de cette suspension d'envoi de troupes : je n'y ai rien compris, ce qui m'est égal. Je ne peux pas le forcer à faire avancer les soldats. Néanmoins, par ce qu'il m'écrit, je vois qu'il est lancé. J'estime que le 1er mars il ne restera guère plus que 8000 hommes à embarquer. Il est vrai que ce sera le plus difficile.

On va très peu à terre à la Vera-Cruz. On y va sur l'îlot de Sacrificios, près duquel nous sommes mouillés. Il a un peu de ressemblance avec une plage près de laquelle mouillait anciennement l'escadre dans le Levant, près des Dardanelles, et qu'on avait appelé Charognopolis. C'est là que sont toutes mes bêtes, entre autres ma brebis et son agneau. J'envoie à la pêche tous les jours. Mais je n'ai pas un seul bon pêcheur. Bahem prend beaucoup de poissons, lui, et il m'en envoie tous les jours. Il y a assez de vivres frais à la Vera-Cruz, mais à des prix impossibles. Le blanchissage coûte vingt-six sous, un pantalon et une chemise. Les habitants jouissent de leur reste, les pauvres diables.

On prétend que Maximilien, étant sorti de la capitale avec son armée, n'y pourra pas rentrer : c'est assez probable. Le

commandant de la corvette autrichienne, qui est ici à sa disposition, vient de me dire qu'il était à traiter avec Juarez pour garantir la sécurité des personnes qui s'étaient compromises pour lui.

A Mademoiselle de La Roncière Le Noury

Vera-Cruz, *Magenta*, 3 mars 1867.

Ma chère petite fille,

Je voudrais bien pouvoir t'écrire un journal intéressant; mais cela m'est bien difficile. Je pourrais te faire des discours en trois points sur les observations que je fais ici sur le moral ou plutôt la moralité d'une armée en retraite; le moral est encore assez bon, mais il ne faut pas que cela dure encore longtemps. Tu n'auras jamais occasion, je l'espère, de voir de pareilles choses. Cela rend très philosophe.

Je passe mon temps ici très rapidement. J'ai chargé Cloué, qui est sur le *Magellan*, mouillé à Saint-Jean d'Ulloa, c'est-à-dire à huit cents mètres du quai de la Vera-Cruz, de faire tous les détails de l'embarquement. Je lui envoie successivement les bâtiments, il les charge et ils partent. J'ai envoyé Vigne, il y a cinq jours, au-devant du maréchal, à Cordova, à vingt-cinq lieues d'ici. Je lui ai fait donner de fortes escortes, et il est arrivé sans encombre. Il est revenu hier matin avec le maréchal. Il a fait un voyage fatigant, mais très agréable.

Comme je voulais absolument connaître aussi moi-même l'intérieur du pays, je suis allé avec une douzaine de ces messieurs en chemin de fer jusqu'à la Soledad, à douze lieues d'ici, là où a été signé le fameux traité entre Jurien, Prim et les Mexicains, qui a valu la disgrâce momentanée de Jurien. J'ai pris un train de chemin de fer remontant pour aller chercher des troupes. J'ai emmené quatre matelots seulement et on m'a donné une escorte de vingt Égyptiens. Mais en sortant de la Vera-Cruz, on est resté stoppé quelque temps, les Égyptiens sont descendus du train et puis nous sommes repartis sans eux. Comme j'avais improvisé cette partie, les Mexicains ne pouvaient être informés à temps pour nous empoigner.

La Soledad est gardée par ce qu'on appelle la contre-guerilla. Ce sont nos bachi-bouzouks. La contre-guerilla est momentanément commandée par Galiffet, qui nous a reçus au

débarcadère avec deux de ses officiers, Clary et Saint-Sauveur. Nous avons fait un excellent déjeuner; nous nous sommes promenés dans les environs, qui sont assez pittoresques, quoique en pleine terre chaude, et nous sommes revenus à la Vera-Cruz, dans un train qui ramenait 600 zouaves. Nous étions donc bien gardés.

Sur toute la route, on ne voit que bagages, chevaux, etc. On vend les chevaux pour rien. D'Espeuilles a vendu les 225 chevaux de ses deux escadrons 3000 piastres en bloc, c'est-à-dire 15000 francs. On a autorisé les soldats de cavalerie à vendre leurs chevaux eux-mêmes comme ils l'entendaient. Ils les ont vendus en moyenne 20 francs chacun, tout sellés et bridés; et ils allaient immédiatement en manger l'argent dans les cabarets. J'ai demandé au maréchal de m'en faire réserver 200, que je veux envoyer à la Martinique et à la Guadeloupe qui en manquent. Mais j'aurai bien de la peine à arranger cela.

A la baronne de La Roncière Le Noury

Vera-Cruz, *Magenta*, 3 mars 1867.

Chère enfant,

C'est une affreuse débandade, qu'il ne faut pas songer à arrêter. Il faut seulement y mettre le plus d'ordre possible, et, en ce qui concerne la marine, cela va bien. Ce qui nous retardera, c'est le chemin de fer. Il est dans le plus piteux état, il n'y a plus que deux locomotives qui puissent marcher, et il y a encore aujourd'hui 7000 hommes à ramener de l'intérieur.

Le maréchal Bazaine est arrivé hier avec sa femme, une petite boulotte, qui a un joli haut de figure mais une vilaine bouche et un vilain son de voix. Elle s'habille négligemment. Elle est enceinte de quatre mois. Elle a un bébé de neuf mois qui est très gentil. Le pauvre maréchal est ridicule au dernier point avec sa femme, et la risée de toute l'armée. J'ai passé une partie de la journée avec eux hier. Il hésite sur le bâtiment sur lequel il partira, à cause de sa femme qui n'était jamais sortie de Mexico et qui se débat pour ne pas quitter son cher Mexique. Toute la clé des affaires du Mexique est là. Notre pauvre Empereur, comme on le sert! S'il ne s'agissait que de détails! Mais ce sont les grosses affaires politiques...

Presque tous les bâtiments sont arrivés. Il en manque encore cinq ; mais quatre sont partis il y a douze ou quatorze jours de la Martinique. Ils arriveront certainement demain ou après-demain. Il n'en reste qu'un, le vaisseau *le Bayard*, qui était parti de Cherbourg une première fois le 4 janvier, qui y était rentré le 8 et qui a dû se réparer. J'estime qu'il en sera reparti le 20 au plus tard. Il est donc possible qu'il arrive ici quand tout sera fini ; mais je peux très bien me passer de lui.

Je me porte parfaitement bien. J'ai une activité qui surprend tout le monde. On n'y est pas habitué dans ces pays-ci où on dort souvent, surtout lorsqu'on y est depuis quelque temps. Peut-être que si j'y étais depuis un an, je serais aussi paresseux. J'espère que s'il n'y a pas d'incidents imprévus, je serai parti d'ici le 10.

Nous ne savons absolument rien de l'intérieur. Toutes les communications sont coupées à mesure que nous nous retirons. Nous remettons les places que nous quittons aux autorités de Maximilien. Mais comme ces autorités n'ont aucune troupe, les dissidents s'en emparent immédiatement. Il semble y avoir d'ailleurs un accord tacite entre ces derniers et nous pour nous laisser nous en aller tranquillement. On ne nous inquiète nulle part. L'armée a beaucoup de déserteurs qui s'engagent, dit-on, dans l'armée de l'empereur Maximilien.

Quant à celui-ci, on ne sait pas où il est. Il paraît qu'il a quitté Mexico à la tête de son armée. Les uns disent qu'il a remporté une victoire, les autres, qu'il a été battu. En somme, on n'en sait rien, et, en vérité, personne ne s'occupe plus ici de ces sortes d'affaires : on ne pense qu'à s'en aller avec le plus d'argent possible. Il y a ici, et partout où les troupes passent, des maisons de jeux qui sont toujours pleines et où on étrille fortement les officiers. Tout est hors de prix.

A la même

Vera Cruz, *Magenta*, 5 mars 1867.

Chère enfant,

Le maréchal Bazaine, que j'ai beaucoup vu ces deux jours-ci, voulait laisser ici quatre cents hommes à terre après son départ, parce que des officiers supérieurs devaient s'embarquer sur le

paquebot qui part le 15. Ces quatre cents hommes seraient restés sous mes ordres. J'ai refusé carrément, en lui faisant connaître que, dès qu'il serait parti, j'embarquerais ces officiers supérieurs sur un de nos bâtiments et les quatre cents hommes en même temps; que mes ordres formels me prescrivaient après son départ de tirer la planche ; tant pis s'il a laissé ces officiers supérieurs refuser les passages que je leur donnais sur les bâtiments de l'État. Ils veulent tous aller par les paquebots. Sur mes observations, il a changé d'avis hier soir.

Je compte ainsi partir le 11. Je tiens à rester ici deux ou trois jours après le maréchal. Je ne veux pas avoir l'air de fuir, quoique ce soit bien réellement en apparence une fuite, à voir la débandade. Et cependant, personne ne nous poursuit, ne nous attaque; on nous laisse paisiblement nous rembarquer. On n'a pas tiré un seul coup de fusil depuis le commencement de l'évacuation, si ce n'est il y a trois jours, à l'extrémité du chemin de fer, à Paso del Macho, au moment où on évacuait. Les dissidents nous croyaient partis depuis quelque temps; ils se sont présentés ; on a tiré sur eux ; ils ont envoyé alors un parlementaire pour demander pardon, et dire qu'ils s'étaient trompés.

Chaque ville, chaque village, dès que nous les évacuons, est officiellement remis à l'alcade, qui est théoriquement l'agent de l'empereur Maximilien. A peine sommes-nous à une lieue de la ville, qu'il y a un pronunciamiento contre l'Empereur. Je suis convaincu que, le soir même de mon départ de Vera-Cruz, les dissidents s'empareront de la ville, sans coup férir; ils seront accueillis par la population. C'est un drôle de pays que celui-ci, et il a été si singulièrement mené depuis trois ans! Hier soir, le maréchal m'a défilé tout son chapelet contre les uns et les autres. Les uns et les autres m'avaient déjà défilé le leur contre lui, et puis les uns contre les autres, et puis les autres contre les uns. Tu comprends que moi qui suis le dernier arrivé, qui suis sans précédent, en apparence, car je sais mieux le Mexique par ce que j'en ai fait au Ministère que bien des gens qui y sont, tout le monde vient à moi me raconter ses griefs. Si j'avais le temps d'écrire tout cela, quel drôle de roman on ferait!

De tout ce que j'entends, il résulte évidemment pour moi que c'est au fond le maréchal qui est le plus coupable ; et à un bien plus haut degré que tous les autres. Ce qui n'empêchera

pas que l'Empereur le recevra superbement, le traitera magnifiquement et fera pour lui toutes les avances possibles, tandis que, quand le maréchal Pélissier est revenu de Crimée, *venant de prendre Sébastopol*, l'Empereur, qui était alors à Plombières, ne l'a même pas invité à aller le voir. C'est comme cela qu'ils sont aux Tuileries : plus mal on sert, mieux on est accueilli et récompensé. J'ai vu cela à chaque instant. Je t'assure que je suis enchanté que ma carrière soit à peu près finie, quoi que tu en dises. Dans cinq mois, j'aurai mes conditions; on ne peut rien faire de moi à cette époque-là. On me fera vice-amiral dans deux ans, et tout jeune que je suis relativement, je ne peux pas ambitionner de commander l'escadre, ce qui est l'ambition de tous les amiraux et ce qui n'est pas la mienne. Après deux ans de grade, j'aurai une Préfecture. Là, on est tranquille si on veut, surtout à Lorient. Je ne verrai pas tant de choses extraordinaires que j'en vois depuis que je suis dans les grandes affaires, ou au moins je les verrai de beaucoup plus loin, et avec indifférence.

Je pense bien que les événements n'empêcheront pas le prince d'aller voyager, quand les premiers effets des fameux décrets seront passés. Dans ces décrets, j'approuve la suppression de l'adresse, j'approuve de faire juger les journaux par les tribunaux correctionnels. J'approuve le droit d'interpellation, mais je n'eusse pas voulu qu'on l'entourât de tant de difficultés. C'est donner aux questions une trop grande importance. J'aurais dit : « Le droit d'interpellation existe. On devra prévenir la veille et dix membres au moins devront signer la demande d'interpellation. » Je n'approuve pas le rétablissement d'une tribune à la Chambre. C'est encore donner trop d'importance aux harangueurs, et en retirer aux hommes d'affaires qui parleraient bien de leur place mais qui hésiteront à monter à la tribune. J'approuve aussi les ministres allant à la Chambre, si c'est nécessaire. Mais sois sûre qu'on sera entraîné à les y faire aller toujours. Quoi que l'Empereur fasse d'ailleurs, à l'heure qu'il est, on trouvera toujours mal ce qu'il fera. Le peuple français est fait comme cela, et le peuple parisien donc !

Mon cuisinier est déplorable ; ce n'est même pas un gargotier. La première fois que j'aurai un dîner à donner, je le mettrai aux fers, et je prendrai, pour me faire mon dîner, le cuisinier de Baëhm ou celui de Périgot.

Philippe de Massa est ici, officier d'ordonnance du maréchal. Il a fait une jolie carrière militaire : il a 35 ans et il est lieutenant. J'ai dîné hier à terre avec Galiffet, d'Espeuilles, un inspecteur général des Finances, nommé de Maintenant, charmant homme, et trois ou quatre autres dont Lebris et Vigne. Ils m'ont donné un superbe dîner.

Après dîner, nous avons été voir jouer à la roulette. Il y a des maisons de jeux dans tous les hôtels. Je n'avais jamais vu cela, c'est assez curieux. Nous avons ensuite été nous promener sur la *Plazza Major*, et puis le maréchal, sachant que j'étais là, m'a envoyé chercher, quoique je fusse en redingote blanche. Je suis resté avec lui jusqu'à onze heures, ce qui ne s'était jamais vu ; j'étais à bord à minuit et demi. A deux heures, le coup de vent s'est déclaré. Adieu, chère enfant. Je vous embrasse. Je vais très bien.

A mademoiselle de La Roncière Le Noury

La Havane, 27 mars 1867.

Ma chère petite fille,

Nous sommes partis de la Vera-Cruz le 17, à midi, en bon ordre, quatorze bâtiments à la fois, malgré un assez fort vent contraire. Nous avons quitté ainsi avec une certaine dignité les eaux mexicaines. La ville de la Vera-Cruz était déjà assiégée par les dissidents, dont nous voyions les troupes campées à terre très près de nous. Nous les voyions arrêter tous les paysans qui portaient des vivres au marché de la ville, s'emparer de ces vivres, sans payer bien entendu, et faire rebrousser chemin à ces pauvres paysans. La ville tirait de temps en temps des coups de canon sur eux, mais ils étaient à des distances inatteignables.

J'étais d'autant plus pressé de partir que je craignais que la ville ne me demandât de la défendre, ce que j'aurais refusé, bien que cela m'eût donné l'occasion de tirer quelques coups de canon ; mais je suis plus sage que cela. Le 14, j'avais fait officiellement la remise du fort de Saint-Jean d'Ulloa, notre dernière possession, aux autorités mexicaines ; il m'était alors très désagréable d'être obligé de rester là. Mais le *norte* me forçait de rester.

J'aurais voulu arriver à la Havane après que le maréchal qui

devait y toucher avec le *Souverain*, et qui était parti le 12, en fût parti. Je m'arrêtai donc en route près d'un récif nommé les Alacranes, où nous mouillâmes la nuit ; et le lendemain, avec une canonnière, nous fûmes explorer les îlots, et nous entrâmes dans un petit port rempli de requins. Les jeunes se tiennent tout près de terre jusque par 4 ou 5 pouces d'eau. On les tuait à coups de fusil. Ils sont étonnamment abondants. Ces ilots sont inhabités. Il y a des cabanes de pêcheurs qui n'y viennent que dans une certaine saison, de la côte du Yucatan, qui en est à soixante lieues. J'ai permis de tuer trois ou quatre oiseaux seulement. Ils y sont en grande abondance. En même temps, on envoyait les équipages pêcher sur les récifs. Les gens du *Magenta* n'ont rien pris comme d'habitude, tandis que ceux de la *Flandre*, comme d'habitude aussi, ont pris beaucoup de poissons dont nous avons eu notre part.

Nous sommes restés mouillés là quinze heures, et nous serions restés plus longtemps, si le temps n'était devenu douteux. Après une traversée monotone, nous sommes arrivés ici le 23, au matin. Les visites, les saluts, etc... ont alors commencé sans désemparer. J'enrageais. Je ne tiens pas du tout aux honneurs. Le *Souverain*, avec le maréchal, n'était arrivé que la veille. Le maréchal s'était installé à l'hôtel avec son monde. Le premier jour, le 23, visites ; le soir, étant très fatigué, ayant passé une partie de la nuit précédente, je me suis couché de bonne heure. Le 24, dimanche, revisites, à recevoir principalement. Le soir, je vais au spectacle avec le consul général et sa femme et La Tour-du-Pin. On jouait *la Traviata*, que je déteste. Je suis allé causer avec le capitaine général et un instant voir le maréchal qui était avec sa femme dans une loge grillée, ce qui a paru de fort mauvais goût ici.

Le capitaine général, dont la position est ici la plus puissante que puisse avoir un sujet après un roi, avait invité le maréchal à dîner et comptait donner un véritable banquet à l'armée et à la marine ; il a attendu vingt-quatre heures la réponse du maréchal qui a fini par dire non, sous prétexte qu'il partait, ce qui était inexact ; d'autant plus que, hier soir, c'est-à-dire deux jours après, il dînait chez un des aides de camp du capitaine général, mis à sa disposition. Tout cela a fait très mauvais effet ici. Les Espagnols sont de véritables grands seigneurs, très susceptibles, de vrais hidalgos, dans la

bonne acception du mot, surtout ici où ils sont très riches.

L'amiral commandant en chef ici nous a donné avant-hier un superbe banquet, où j'ai prononcé quelques paroles bien senties en espagnol, après avoir parlé pendant tout le dîner, anglais avec l'amiral espagnol et allemand avec mon voisin de droite, consul général de Prusse. Tout était parfaitement réussi dans ce banquet. Cet amiral espagnol demeure à terre dans un hôtel près duquel nos préfectures maritimes ne sont que des baraques.

Aussitôt pris, aussitôt pendu! hier, j'ai rendu le dîner aux Espagnols. Il y avait toutes les autorités, sauf le capitaine général auquel la loi interdit formellement de mettre le pied sur un bâtiment étranger. C'est une vieille loi qui a eu pour origine l'enlèvement d'un capitaine général aux Philippines par les Anglais sans déclaration de guerre. La petite fête n'a pas mal été, fort cordiale, et nous passant très bien du maréchal.

Celui-ci, du reste, a toujours été des moins empressés pour moi, quoique je l'aie été beaucoup pour lui, et que je me sois mis en quatre pour lui être agréable. Mais ce n'est plus un homme, c'est un enfant. Sa femme est une bonne personne, mais enfant gâtée au delà de toute expression. Philippe de Massa est un de ses aides de camp; il a été très bien. Toutes mes relations officielles avec le maréchal, et j'en ai eu beaucoup, n'ont eu lieu que par écrit, et je n'ai pas eu à m'en repentir. Je savais qu'il n'était pas franc du collier, qu'on ne pouvait pas se fier à sa parole. Étant averti, cela ne m'embarrassait pas. Et je dois dire qu'il s'est toujours rendu à la moindre de mes observations, faite par écrit. Si je n'avais pas écrit, il m'aurait bien souvent mis dans l'embarras, comme il l'a fait ici pour son ami Didelot et pour le consul général. Il part aujourd'hui, je vais aller lui présenter mes respects à bord du *Souverain*.

Après ma petite fête hier soir, une fois les Espagnols partis, nous nous sommes mis en veste blanche et j'ai emmené mes invités prendre des glaces, à un café très renommé. Le matin, j'avais eu à déjeuner le consul général de France, le marquis de Forbin-Janson et sa femme, ainsi qu'un aide de camp du capitaine général et sa femme. Mme de Forbin-Janson est une Italienne qui a dû être très jolie, mais qui a quarante ans.

Après déjeuner, je suis allé visiter les fabriques de cigares, et faire mes emplettes de cet objet dégoûtant. J'ai dû en fumer plus de douze. Quelle abomination! j'étais avec sept ou huit de mes officiers. Dans ces sortes de visites, le principal personnage n'est jamais son maître ; il faut qu'il se sacrifie pour faire des politesses ; c'est pour cela que je me suis vu forcé de tant m'entabaquer hier. J'ai encore les sens olfactifs tout pleins de cette affreuse odeur.

Je suis allé me faire couper les cheveux par un Figaro fort habile, mais très bavard, qui, voyant bien que j'étais Français, me tourmentait de questions sur l'escadre et sur ma situation. J'ai fini par lui faire entendre que j'étais le commis aux vivres du *Magenta*.

Je partirai cet après-midi, si rien ne survient d'ici là. J'attends que le maréchal soit parti.

*
* *

Donnons maintenant quelques lettres où se manifeste avec éclat la perspicacité avec laquelle l'amiral prévoit l'avenir du régime et celui du pays : celle-ci d'abord, qui éclaire d'un jour saisissant la figure souvent si méconnue de l'Impératrice Eugénie :

A la baronne de La Roncière Le Noury

Compiègne, le 27 novembre 1866.

Chère enfant,

Hier, grand déjeuner de maréchaux, amiraux, généraux, etc. J'ai vu le prince, qui m'a demandé mes commissions pour toi. Il a assez causé avec l'Impératrice, à la droite de laquelle il était. De son autre côté était Mme Haussmann, et moi ensuite. Sa conversation avec cette dernière n'a pas été émaillée de beaucoup de paillettes.

J'aurais voulu revoir le prince après la seconde séance du Conseil après déjeuner. Mais j'ai été désigné pour aller promener à pied avec l'Impératrice, avec une demi-douzaine d'autres personnes. Nous avons fait une lieue et demie à pied ; et puis, au moment où nous allions rentrer, l'Empereur est venu au-devant de l'Impératrice et nous avons rebroussé chemin, et recommencé la même promenade. J'étais éreinté. Demain, il va y avoir à déjeuner des ministres. Ensuite, il y aura revue de la garnison, et puis une sorte de petite guerre. Le soir, on doit jouer une charade que l'on prépare à grand peine.

Je reprends ma lettre avant de me coucher. J'ai causé assez longtemps avec l'Empereur, affaires de marine. Il s'est retiré ensuite, et puis j'ai eu avec l'Impératrice une conversation qui a duré juste une heure un quart! Elle a roulé d'abord sur des choses insignifiantes relativement, puis sur son voyage de Rome, puis, enfin, sur le prince! Elle s'est entièrement ouverte, et c'est vraiment un grand cœur et un grand esprit. Nous avons analysé le prince, et elle a été conduite à prévoir la mort de l'Empereur et ce qui se passerait alors. Cette terrible éventualité la préoccupe excessivement, on le voit. Elle se rend compte du fardeau qui lui incomberait, elle ne se dissimule aucune difficulté, elle les prévoit, elle y pare. Mais le prince! c'est là qu'est l'énigme pour elle. Je voyais les larmes lui monter aux yeux. Elle était sur une simple petite chaise et, moi-même, sur un canapé, tout près d'elle. Je voulais changer la conversation; mais elle s'est levée, disant qu'il faisait trop chaud, ce qui était vrai, et elle est passée un instant dans ses appartements. Elle est revenue ensuite, a causé avec Ch. Duperré, et, un quart d'heure après, il était minuit juste, elle s'est retirée. Je n'étais pas moi-même sans émotion, que j'ai, d'ailleurs, dissimulée. Je te raconterai tous les détails de cette conversation. Adieu, chère enfant, je t'embrasse. A bientôt.

Nous sommes en 1867, en plein feu d'artifice de l'Exposition universelle. Les esprits clairvoyants entrevoient pourtant la catastrophe qui approche. Dès ce moment, l'opinion de La Roncière est faite. Il est convaincu que la chute du régime est certaine et ne tardera pas. Il est également convaincu que cette chute sera provoquée par une guerre avec la Prusse. Des pressentiments reviennent constamment sous sa plume. L'attentat avorté contre le tsar Alexandre, hôte de Napoléon III, lui inspire des prévisions saisissantes :

A la baronne de La Roncière Le Noury

Cherbourg, *Magenta*, 7 juin 1867.

Chère enfant,

J'ai reçu hier soir, à dix heures, une dépêche chiffrée du ministre, qui me prescrit de pavoiser aujourd'hui, de tirer une salve de vingt et un coups de canon et de faire une adresse de félicitations à l'Empereur. Hier, à quatre heures et demie, j'avais expédié au ministre un télégramme ainsi conçu : « La

division cuirassée est indignée de l'odieux attentat commis sur le noble hôte de la France et sur l'empereur des Français. »

C'est évidemment après avoir reçu cette dépêche que le ministre, ne voulant pas que je sois le seul à envoyer une adresse, que l'Empereur, qui lit tous les télégrammes, a lue, a prescrit à tout le monde d'en envoyer. Je lui en envoie une nouvelle. Je trouve absurde de faire des fêtes et de se féliciter. Il me semble que le 6 juin est plutôt un jour de deuil, surtout à cause des grandes conséquences que cela peut avoir. Mais ce sont toujours les courtisans. Quelle race !

Que vont dire les populations russes, les populations allemandes? et quel thème à exploiter par les ennemis! C'est excessivement grave. Il paraît qu'à côté de cela le roi de Prusse et Bismarck sont reçus avec beaucoup d'anthousiasme : c'est au moins aussi grave, car cet enthousiasme est une démonstration contre le gouvernement français. Et puis si, avec cela, Maximilien est fusillé... En somme, la boutique ne va pas du tout.

A la même

Cherbourg, *Magenta*, 14 juin 1867.

Chère enfant,

L'insertion au *Moniteur* du *Te Deum* du *Solférino* est la réponse à mon premier télégramme sur l'attentat. Je n'ai pas fait de *Te Deum* pour trois raisons. D'abord, lorsqu'on m'a télégraphié de Paris l'ordre de faire une adresse, de pavoiser et de saluer de vingt et un coups de canon, on n'a pas parlé de *Te Deum*. Ensuite, je ne voulais me réjouir que par ordre, et non pas spontanément; je trouvais qu'il n'y avait pas à se réjouir, loin de là. Troisièmement, les autorités à terre n'ayant rien fait, je ne pouvais rien faire; c'eût été un mauvais procédé pour le préfet. Gueydon était au golfe Jouan devant Cannes, et non, comme moi, dans un port de guerre. J'ai illuminé le soir parce que la ville l'a fait, mais contre mon sentiment.

Il paraît du reste qu'il faut ne s'occuper dans les adresses que de l'empereur Alexandre, et secondairement du nôtre. J'ai fait tout le contraire. Il fallait le dire. On nous télégraphie de faire une adresse de félicitations. Je félicite mon Empereur. Mais je m'en soucie peu. Au fond, ces courtisaneries sont stupides. C'est avec cela qu'on tue les monarchies. Et elles sont diable-

ment malades aujourd'hui. L'Exposition avance leur fin de beaucoup d'années.

A la même

Cherbourg, *Magenta*, 24 juin 1867.

Chère enfant,

Toutes ces visites de souverains, princes, princesses, vice-rois, sont certainement très intéressantes pour toi, mais ce qui m'ennuie, c'est qu'elles te fatiguent. Tu ne me dis pas quand cesse ton service. Il faudrait que ce fût quand je reviendrai de Paris. Nous enverrons alors, jusqu'à la fin de mon commandement, promener messieurs les rois et compagnie! Ils s'en vont d'ailleurs, comme je te le disais hier.

Quelle drôle d'idée de faire jouer *Hernani*, pièce justement peu honorable pour le Roi! Il ne manquerait plus que l'on jouât *le Roi s'amuse*. Et puis, quelle idée de reprendre du Victor Hugo! Le public a dû applaudir à outrance, justement à cause de Victor Hugo; et, naturellement, le Prince ne pouvait manquer d'aller là.

A la même

Cherbourg, *Magenta*, 16 juillet 1867.

Chère enfant,

Voilà l'Empereur qui donne des décorations en diamant! C'est le système turc; le sultan sans doute en donne la mode. Certainement, M. Rouher mérite cette récompense. Mais qu'il prenne garde d'être le Guizot de la situation! Un rapprochement à faire est celui-ci : le 9 mai 1847, il y a eu, comme le 19 janvier 1867, une journée des dupes, quatre ministres ont été changés; et ce sont justement les titulaires des mêmes portefeuilles qui ont été changés le 9 mai et le 19 janvier. MM. Dumon, Cunin-Gridaine, Saint-Yon et de Mackau, et MM. Béhic, Fouldt, Randon et de Chasseloup. On a beau se débattre contre : nous sommes en plein parlementarisme, et, il ne faut pas s'y laisser prendre, la majorité d'aujourd'hui est la même que celle de février 48. Elle n'est pas compacte, et l'opposition est au moins aussi violente. Cette situation me donne la conviction plus profonde encore que nous aurons la guerre

l'année prochaine avec la Prusse, non pas au point de vue de la Prusse, mais au point de vue de notre intérieur.

A la même

Paris, 11 août 1868.

Chère enfant,

J'ai vu le Prince tout à l'heure ; il est cinq heures et demie. Je voulais le prendre au moment où il partait pour Meudon, pour qu'il puisse te donner de mes nouvelles ; mais il n'y va pas. Je l'ai accompagné à pied jusqu'au ministère de la Marine. Il croit à la guerre et la considère comme la perte de la dynastie. En somme, il voit très en noir, et cette fois-ci il raisonne.

Tu verras dans les journaux l'incident de la distribution des prix du concours général. Quelle sotte idée de mener là le prince impérial ! Comme de lui faire donner le prix d'un collège où il n'a jamais été ! C'est puéril. Comment l'Empereur permet-il cela ? Il paraît que le petit prince, voyant tout le monde applaudir le jeune Cavaignac, a applaudi aussi. Frossard l'a arrêté. Il eût mieux valu le laisser faire et que tout le monde applaudît. Voilà une jeunesse des écoles qui promet !

Tout cela me fait croire à la guerre, et dans très peu de temps peut-être. Mais en fait, nous ne sommes pas assez forts, pas tant que les Prussiens.

* * *

La période de commandement de la division de cuirassés de la Manche touche à sa fin. Avant de passer sa succession à l'amiral de Dompierre d'Hornoy, La Roncière fait une dernière croisière sur les côtes bretonnes. Là cet homme, qui se pique de faire ce que tout le monde ne fait pas, a l'idée de traduire par un geste éclatant la dévotion que ses équipages, en grande partie bretons, éprouvent pour la grande patronne des marins, sainte Anne d'Auray.

L'initiative est tout à fait caractéristique de la mentalité d'un homme qui n'était pas particulièrement dévot, mais qui considérait que la religion est un des fondements indispensables de la société. N'est-ce pas aussi la marque d'un régime que l'autorisation accordée à un pèlerinage officiel ? C'est à sa fille que l'amiral de La Roncière adresse le récit vivant de cette journée qui a laissé en Bretagne des souvenirs durables.

A Mademoiselle de La Roncière Le Noury

Quiberon, *Magenta*, le 9 août 1867.

Ma chère petite fille,

Je meurs de fatigue, mais je ne veux pas me reposer, avant de t'avoir raconté l'émouvante cérémonie dont la division cuirassée a été aujourd'hui l'objet. Ta maman t'a sans doute mandé que j'avais l'intention d'aller, avec une partie des équipages, faire le pèlerinage à Sainte-Anne d'Auray. Je désirais que cette cérémonie eût lieu dimanche 11. Mais, à cause d'arrangements antérieurs de confirmation pris par l'évêque, j'ai dû l'avancer de deux jours, afin que Sa Grandeur puisse officier; et elle a eu lieu aujourd'hui.

J'avais pu, en quarante-huit heures, régler toutes choses, et ce matin, à quatre heures et demie, cinq cents hommes armés et six canons de campagne sont partis de l'escadre dans douze canots remorqués par le *Corse* et le *Pélican*. Le temps était douteux, et il y avait un brouillard, qui, par moments, ressemblait beaucoup à de la pluie. Vers huit heures, ce brouillard avait tout à fait cessé. A sept heures, nous arrivions dans la rivière d'Auray au point, que tu te rappelles sans doute, où stationnait habituellement le *Pélican*, l'année dernière, point que les bâtiments d'un certain tirant d'eau ne peuvent dépasser. Les embarcations ont été alors prises à la remorque par les trois canots à vapeur, formant trois groupes, et suivant mon canot dans lequel j'étais avec tout l'état-major général, et vigoureusement ramé par mes canotiers. A huit heures précises, heure réglée d'avance, nous sommes arrivés au quai d'Auray qu'une population compacte encombrait. Le bruit de mon projet de pèlerinage s'était en effet répandu très rapidement dans les populations voisines, et cet événement aussi insolite qu'attrayant pour elles les avait appelées en masse à Auray et à Sainte-Anne.

Le corps de débarquement a été alors mis à terre et s'est dirigé, musique en tête, sur Sainte-Anne, escorté par la foule. J'étais parti d'avance avec tous les états-majors et nous formions un convoi de douze voitures; il y avait près de soixante officiers et aspirants en grande tenue; nous étions à neuf heures et demie à Sainte-Anne.

Après avoir pris divers arrangements, particulièrement avec

l'évêque, qui était venu coucher au séminaire, je suis allé avec tous les officiers me mettre à la tête du corps de débarquement à l'entrée du village. Là la procession, où étaient la châsse de sainte Anne et plusieurs bannières, portées par des matelots, est venue au-devant de nous. Nous nous sommes dirigés à sa suite vers l'église. Arrivés à quelques pas du premier portail appelé la *Scala santa*, que tu connais, nous nous sommes arrêtés. La procession, la châsse et les bannières sont rentrées, et une autre procession de cent prêtres environ, que suivait l'évêque, s'est dirigée vers nous.

Monseigneur étant arrivé près de moi, je me suis avancé, ayant à ma droite la princesse Bacciochi, qui avait voulu assister à la cérémonie, et je lui ai adressé une courte allocution à laquelle il a répondu. A ce moment, le temps resté nuageux s'est tout à coup éclairci et le soleil a brillé, comme pour éclairer l'apparition de l'évêque. Le spectacle était alors imposant. Cette longue file de prêtres accourus de toutes les paroisses voisines s'étendant le long des compagnies de matelots qui présentaient les armes, pendant que les tambours battaient aux champs et que les cloches sonnaient à toute volée ; une foule immense des deux côtés, à genoux ; tous mes officiers dans l'attitude d'un profond recueillement, puis un grand silence pendant que je parlais à l'évêque et qu'il me répondait, et le soleil venant tout à coup briller sur cette scène, il y avait de quoi remuer le cœur des plus sceptiques; et si je n'avais été là que simple spectateur, je ne doute pas que les larmes ne me fussent venues aux yeux. J'avais alors à me recueillir et j'ai heureusement pu dominer mon émotion.

Dès dix heures, j'avais fait interdire l'accès de l'église, au mécontentement du public. Mais j'en avais pris la responsabilité, voulant que tous les matelots pussent trouver place ; et il avait fallu mettre partout des factionnaires. Rien n'est indiscipliné comme une foule dévote. Tous les bancs, sauf ceux nécessaires au clergé et aux officiers, avaient été retirés, ce qui donnait une place suffisante. Nous sommes entrés à l'église à la suite de l'évêque ; puis, quand les matelots ont été rangés, on a laissé pénétrer le public. Les chapelles latérales, les tribunes, l'orgue, étaient réservés aux personnes invitées et à toutes les familles qui tenaient aux officiers présents. Dans le chœur extrêmement petit, il n'y avait d'un côté que le trône

épiscopal, et de l'autre, la princesse, Mme de Piré, mon aumônier en chef et moi.

L'évêque a officié pontificalement, le corps entier de débarquement rendant les honneurs militaires. La musique, placée dans la tribune au-dessus du chœur, s'est vraiment distinguée, sauf un trombone, qui, sans doute pour nous faire honneur, s'acharnait à diriger sur la princesse et sur moi le pavillon de son instrument. C'était par moments assourdissant. A l'élévation, les canons ont fait une salve de vingt et un coups.

Après la messe, Monseigneur nous a adressé une touchante allocution. Puis les matelots sont allés dans la cour du séminaire, former les faisceaux et enfin dîner. J'avais fait préparer sous les vastes galeries du cloître un repas de cinq cents couverts, auquel ils ont rudement fait honneur. Pendant le dîner, le chapelain de l'évêque a remis à chaque homme une médaille de sainte Anne de la part de Sa Grandeur.

A une heure, l'évêque nous a donné dans le réfectoire du séminaire, un déjeuner de cinquante couverts, où étaient la princesse, toutes les autorités du département, mes principaux officiers, et les principaux ecclésiastiques; déjeuner maigre, naturellement.

A trois heures, le corps de débarquement s'est remis en marche et est arrivé à Auray à quatre heures et demie. Nous l'y avions précédé. L'embarquement dans les canots et leur départ a été excessivement pittoresque. Nous avons rejoint le *Corse* et le *Pélican* à Kerantrech; vers sept heures et demie, nous avions rejoint l'escadre, le cœur plein des émotions de la journée; et moi, selon mon habitude, remerciant intérieurement le bon Dieu de ce que tout s'était bien passé et sans aucun accident.

J'ai vu bien des cérémonies; aucune par sa simplicité, par sa gravité, et surtout par l'impression que je sentais au cœur de chacun, n'a autant excité mon émotion.

La Roncière Le Noury.

APRÈS L'ENTRÉE DE L'ALLEMAGNE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

LE PROBLÈME DE DANTZIG

En novembre 1925, le général Morgan déclarait, dans l'*English Review*, que la Ligue des nations pourrait bien trouver à Dantzig son Waterloo.

Au moment où l'ancien représentant de la Grande-Bretagne à la commission de contrôle de Berlin formulait cette opinion, le Conseil de la S.D.N. était saisi, pour la centième fois peut-être, des inextricables difficultés du régime de Dantzig. Était-ce là de quoi justifier tant de pessimisme? Nous aurons à l'examiner; quoi qu'il en soit, cette opinion situait dès ce moment-là le problème au cœur des préoccupations de ceux qui songent à l'avenir de l'œuvre de Versailles, à l'avenir même de la paix.

Mais, depuis lors, l'Allemagne a pris place, comme membre permanent, au Conseil de la S.D.N., suzerain de Dantzig et arbitre suprême de tout ce qui touche à son statut. C'est assez dire que le problème va, de ce fait, entrer dans une phase nouvelle. Or l'Allemagne ne nous a point caché ce qu'elle pense là-dessus; on en citerait mille témoignages, que nous résumerons simplement par cette conclusion récente de Paul Lensch, dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, qui est un organe fort sérieux, et, en somme, du parti de Stresemann :

« Le monde entier nous mépriserait si nous prenions notre parti de la frontière orientale que nous a tracée le traité de Versailles. »

Et le sentiment qu'exprime cette phrase, on peut le tenir pour sincère, et commun à la majeure partie des Allemands.

De cette frontière orientale, Dantzig et le Couloir marquent, nous le verrons, la zone la plus critique; aussi peut-on désormais redouter de voir cet élément du statut actuel de l'Europe remis en cause l'un des premiers, dès que l'admission de l'Allemagne à Genève déroulera ses pleins effets.

Pour la Pologne, le problème de Dantzig, c'est surtout le problème du libre accès à la mer. Le Traité de Versailles l'a résolu de telle manière qu'il nous faut tout de suite distinguer, dans les pays de la Basse Vistule enlevés à la Prusse, deux territoires distincts, soumis à des régimes politiques différents : d'une part, le « corridor polonais »; d'autre part, la ville libre de Dantzig. Peut-être n'est-il pas inutile de préciser qu'il y a là deux questions distinctes dans le cadre du même problème général.

Le « corridor » de Pomérélie, ou Poméranie polonaise, est une bande de territoire qui, — large au sud de 100 kilomètres, et de 40 kilomètres sur la côte, — s'étend immédiatement à l'ouest de la Vistule, du nord de la Posnanie, jusqu'à la mer Baltique. En dépit du nom de « Couloir de Dantzig », qui lui est souvent donné, il ne comprend pas la ville de Dantzig. L'étroite façade maritime à laquelle il aboutit ne présentait jusqu'à une date toute récente, aucun port digne de ce nom. Mais il est une terre incontestablement polonaise : les statistiques ethnographiques d'avant-guerre, même de source allemande, en faisaient foi : aussi a-t-il été attribué à la Pologne. Il en fait aujourd'hui partie intégrante, en sorte que poser actuellement la question du « couloir », c'est entamer tout le problème polonais.

Mais il y a d'autre part la question même de Dantzig. Elle est à la fois plus restreinte et plus complexe. Plus restreinte, car elle ne met en jeu qu'un territoire exigu : la ville, le port et le delta de la Vistule; — mais beaucoup plus complexe, car il se trouve que cet unique débouché des terres polonaises est une ville de population allemande. Il se trouve que, sur ce point précis, entrent en conflit les données de l'histoire et de l'ethnographie, les exigences économiques et les passions nationales. Sous ce dernier aspect, c'est un conflit-type, l'exemple le plus caractéristique, peut-être, des antinomies auxquelles s'est

heurtée la Conférence de la paix lorsque, descendant des nuées wilsoniennes, elle voulut en mettre les principes en application, à travers les réalités enchevêtrées de la géographie, de la politique, et de l'économique. C'est sur cette question même de Dantzig que portera spécialement notre étude.

I. — LE PROBLÈME

Lorsqu'on arrive à Dantzig par mer, il faut, pour atteindre la ville, remonter pendant quelque temps un bras du delta de la Vistule, qui forme le port moderne, puis s'engager entre les quais pittoresques de l'ancien port au confluent de la Mottlau. La vieille cité apparaît alors sous des aspects qui font songer à quelque Delft de Vermeer ou à quelque Canaletto transposé sous un ciel nordique : c'est qu'elle a conservé les témoignages de son ancienne splendeur, ses bâtiments hanséatiques, ses maisons de patriciens-commerçants, ses églises rouges admirablement patinées, et les multiples canaux qui l'incitent à disputer à Stockholm le titre de Venise de la Baltique. Si maintenant nous montons sur la plus haute de ses tours, nous lirons aussitôt, dans le vaste horizon qui s'offre à nous, la vocation d'un port situé en ce point.

D'un côté, le verdoyant Delta s'étale et débouche sur la mer. De l'autre côté, vers le sud, jusqu'à perte de vue remontant la Vistule lente, le regard ne trouve plus rien où s'accrocher : c'est la plaine illimitée, la vaste plaine polonaise que draine jusqu'ici le grand fleuve. Ce coup d'œil, que l'imagination prolonge jusqu'aux Karpathes, jusqu'au bassin minier de Silésie, aux terres noires de l'Ukraine et aux forêts de Lithuanie, c'est toute l'évocation du rôle et des immenses possibilités d'un port sis à l'estuaire de la Vistule.

L'arrière-pays que nous venons d'esquisser fut celui de Dantzig aux grandes époques de sa prospérité. Mais avant d'indiquer ce que furent au cours des siècles les conditions invariables de cette prospérité, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur ses origines. Un rappel sommaire de ce très lointain passé est d'ailleurs indispensable pour comprendre les données actuelles de l'ethnographie, qui sont elles-mêmes le nœud des difficultés du problème politique.

*
* *

Au temps où le nom de « Gdansk » apparaît dans l'histoire, la grande nappe slave s'étend sur toute l'Allemagne centrale et la basse Vistule en marque la limite orientale, séparant les Wendes de Poméranie, des Prusses ou Borusses de l'actuelle Prusse orientale. Gdansk est alors un village de pêcheurs et de chercheurs d'ambre, au pied d'un château des ducs slaves de Pomérélie. L'un de ceux-ci, vers la fin du XIIe siècle, attire dans le pays les premiers colons allemands. Au XIIIe siècle, cet afflux germanique se développe rapidement tout le long de la Baltique. Marchands et artisans viennent s'établir à Dantzig où, sous la protection des princes slaves, se forme toute une bourgeoisie allemande, tandis qu'aux alentours l'immigration des paysans de même race vient peupler le Delta. A l'est de la Vistule, le « Drang nach Osten » prend une autre forme : le glaive à la main, les chevaliers teutoniques convertissent les Prusses, et créent un État allemand dont la capitale est Marienbourg, à 50 kilomètres de Dantzig.

A l'extinction des ducs slaves de Pomérélie, Dantzig, qui semblait devoir échoir à leurs suzerains polonais, tombe, en 1308, aux mains de l'Ordre teutonique. Sous cette nouvelle tutelle, la germanisation se poursuit ; de nouveaux immigrants affluent de l'ouest, la cité est en plein essor. En 1350, elle entre dans la puissante ligue des villes allemandes : la célèbre Hanse qui, de Bruges à Novgorod, va dominer pendant trois siècles le commerce du Nord de l'Europe. A l'exemple de Lübeck, Dantzig s'organise en République patricienne, et bientôt, prenant conscience de sa richesse et de sa force, elle s'impatiente de la tyrannie des Teutoniques. Non seulement, en effet, l'Ordre est un protecteur exigeant, mais voici qu'à son tour il s'est fait marchand et apparaît comme un concurrent commercial. Dantzig, dès lors, guette l'occasion de secouer ce joug : elle la trouve en 1410, dans la sanglante défaite que le roi de Pologne inflige alors, à Tannenberg, aux Teutoniques. Elle s'allie au vainqueur et mène campagne à ses côtés jusqu'à la Paix de Thorn, où l'Ordre capitule et se reconnaît vassal de la Pologne.

Mais sans attendre ce dénouement, Dantzig a transformé son alliance en un pacte d'incorporation à la République royale.

En 1454, son Conseil envoie à Cracovie une délégation qui prête serment au roi Casimir le Grand. En échange, le roi reconnaît à la ville, outre d'importants privilèges commerciaux, une constitution autonome, le droit de battre monnaie, de tenir garnison, de contracter des alliances, d'entretenir des ambassadeurs, etc. La domination teutonique a duré 150 ans, l'union à la Pologne va durer 340 ans. Mais, sous ce régime, Dantzig garde son caractère ethnique de ville allemande, et reste très jalouse de ses « droits ». Elle paie régulièrement son tribut, délègue des représentants aux diètes polonaises, participe à l'élection des rois ; mais elle montre une égale vigilance à se défendre contre toute ingérence politique en ses propres affaires, et à se ménager l'exclusivité du commerce polonais. Assurée d'une puissante protection sur le continent, elle peut déployer librement son activité maritime. Elle supplante bien vite ses rivales immédiates : Elbing et Königsberg, et dans l'ensemble même de la Hanse, elle joue auprès de Lübeck un rôle de premier plan.

Entre la fière cité et son suzerain, rares furent toujours les conflits. La prédication luthérienne même ne troubla que fort peu de temps leurs relations. C'est que la catholique Pologne fut alors le refuge de la tolérance, au point que Sigismond-Auguste laissa Dantzig adopter la Réforme, en quelque sorte comme une garantie nouvelle pour son germanisme. C'est aussi que Dantzig savait alors comprendre la raison de sa fortune et accepter la loi de sa destinée.

A l'aube du XVIIe siècle, elle est à l'apogée de sa richesse. Ses entrepôts se remplissent régulièrement de céréales, de lin et de chanvre, de goudron et de poix, achetés aux intendants juifs des nobles polonais de Masovie, de Wolhynie et même d'Ukraine. Les bois descendent le Bug et la Vistule et viennent s'entasser dans ses chantiers. Les flottes dantzikoises exportent tout cela vers l'occident ; elles vont parfois jusqu'à Lisbonne ou jusqu'à l'entrée du Tibre ; mais l'une de leurs spécialités, ce sont les expéditions à « la Baie » (Baienfahrt) sur les côtes de France : il s'agit de la baie de Bourgneuf, aujourd'hui bien délaissée, alors grand centre d'exportation du sel.

Déjà cependant apparaissent des menaces pour l'avenir. Des rivalités extérieures grandissantes : les Hollandais, les Anglais ; puis les guerres qui vont entraîner la disparition de la Hanse :

guerre de Trente ans, fatale à Lübeck et aux autres villes occidentales ; guerres suédo-polonaises fatales, à Dantzig. Solidaire de la Pologne en sa prospérité, Dantzig sut aussi lui rendre de signalés services, aux jours de l'invasion. Après le traité d'Oliva, signé sous ses murs, le roi Jean-Casimir la récompensa en élargissant son domaine. Mais il était impuissant à conjurer les causes de décadence. L'appauvrissement de la noblesse polonaise entraînait un ralentissement des importations en même temps que la perte des régions de Kiev et de Smolensk réduisait les possibilités d'exportations.

Après Sobieski et les guerres turques, dernières gloires, la Pologne, au XVIIIe siècle, devient la proie de l'anarchie et des ingérences étrangères. Dantzig pâtit alors tour à tour de Charles XII et de Pierre le Grand. Un peu plus tard, fidèle à Stanislas Leczinski, elle devient son refuge, et subit un nouveau siège ; mal soutenue par Louis XV, elle ne reçoit qu'un renfort dérisoire à la tête duquel se fait tuer, pour l'honneur français, le comte de Plélo; puis elle tombe aux mains des Saxons et des Russes qui la frappent d'une nouvelle contribution.

En 1772, le premier partage porte les frontières de la Prusse jusque sous ses murs. Frédéric II compte bien ne pas en rester là : il multiplie les empiètements et les tracasseries destinés à rendre impossible à Dantzig, sans incorporation à la Prusse, la continuation de son commerce. Cependant la vieille cité ne s'y résigne pas encore ; elle sait qu'elle y perdra ses franchises séculaires. Les commerçants, il est vrai, en espèrent un régime d'ordre propice aux affaires ; mais l'oligarchie patricienne y voit la disparition de son pouvoir. Une dernière fois, Dantzig se tourne vers Varsovie pour y chercher protection ; mais Varsovie est désormais impuissante. Bientôt survient le deuxième partage : la Prusse réalise ses ambitions ; ses troupes entrent à Dantzig, en mars 1793, mais non sans avoir dû ouvrir le feu contre un soulèvement du peuple dantzikois.

C'en était fait de l'antique autonomie. La main du maître s'appesantit lourdement. Mais déjà l'ère napoléonienne était ouverte. Dantzig n'échappa point au bouleversement général de l'Europe. C'est dans ses murs que s'enfermèrent, après Iéna, les débris les plus importants de l'armée prussienne. On sait comment le maréchal Lefebvre en mena le siège, et y conquit son titre de duc.

Quelques semaines plus tard, le traité de Tilsitt érigeait Dantzig en Ville-Libre. Mais Napoléon y maintint une garnison en majeure partie polonaise, et un gouverneur français, Rapp, qui y exerça une rude tutelle. Les circonstances étaient peu favorables à une renaissance de Dantzig ; le blocus continental lui était néfaste ; en outre, le statut qui la séparait du grand-duché de Varsovie entravait l'exercice de sa fonction naturelle. A la fin de 1813, Rapp dut capituler et le tsar en personne fit son entrée à Dantzig. Une nouvelle fois se manifesta chez les Dantzikois le désir d'un retour au statut naturel et traditionnel. Le vieux parti autonomiste et le délégué du Sénat au Congrès de Vienne, se pliant aux circonstances, demandèrent l'union de Dantzig à une Pologne restaurée sous l'autorité du tsar. Mais, déjà, l'Angleterre veillait... D'autre part, une minorité de Dantzikois, ayant apprécié les avantages de l'administration prussienne, acceptait l'idée d'une réincorporation à la Prusse. Ce fut la solution qui prévalut. Dantzig, érigée en chef-lieu de province, dotée d'une importante garnison, bénéficia en effet de quelques-uns des avantages attendus. Mais une entrave décisive paralysait désormais son essor commercial : la barrière russe, dressée en amont de Thorn. Dantzig ne put redevenir un port de premier rang.

La réalisation de l'unité allemande n'y changea rien. De par la forme même de l'Empire, de par sa politique de concentration des efforts, Dantzig se trouva sacrifiée à Stettin et même à Königsberg au point de vue de l'équipement du port et des avantages commerciaux ou ferroviaires. En revanche, on fit de la vieille cité hanséatique un centre industriel, un chef-lieu de corps d'armée et l'un des trois grands arsenaux de la flotte.

Ce passé très vivant et non dépourvu de gloire comporte un enseignement qui éclaire le présent :

1° Quoique d'origine slave, et en étroit rapport avec les pays polonais, Dantzig possède depuis six siècles une population en majorité allemande qui n'a jamais cessé d'entretenir des relations actives avec les foyers de vie et de culture allemandes.

2° Par la vocation commerciale que lui impose sa situation géographique, elle a été amenée à lier son sort à celui de l'État polonais, dont la puissance fit sa prospérité, dont les déchirements et la disparition firent son déclin.

3° Pendant des siècles, elle a joui d'une autonomie qui avait enraciné chez elle des traditions particularistes ; mais, depuis lors, une prussification intense et cinquante ans de participation à l'orgueil impérial ont transformé son caractère.

* * *

En 1918, le déclin militaire des Puissances centrales jeta les Dantzikois dans l'angoisse. Le treizième point de Wilson avait en effet posé le problème des bouches de la Vistule :

... « Il faut créer un État polonais indépendant, qui contienne tous les territoires dont les habitants sont incontestablement polonais ; il faut lui donner un accès libre sur la mer ; son indépendance politique et économique, son inviolabilité territoriale, doivent être garanties par un traité international. »

Or, depuis quelque temps déjà, la propagande polonaise, chez les Alliés et aux États-Unis, s'appliquait à mettre en lumière les liens historiques entre Dantzig et la Pologne ; elle insinuait qu'un rétablissement de ces liens correspondrait aux vœux des habitants. La municipalité de Dantzig riposta par une déclaration, où elle protestait au nom du germanisme de la population, prouvé, disait-elle par les élections de 1912, qui n'avaient pas révélé plus de 2 pour 100 de voix expressément polonaises.

Cependant, la Conférence de la Paix était ouverte et les informations qu'on en recevait montraient la thèse polonaise en train de gagner du terrain. En mars 1919, elle semblait avoir cause gagnée : un territoire dont les habitants étaient reconnus comme « incontestablement polonais » dessinait le « corridor », et M. Cambon, président de la Commission compétente, proposait d'y englober Dantzig et la rive droite de la basse Vistule pour doter l'État polonais du « libre accès à la mer » et de « l'indépendance économique » promis par le 13e point.

Du côté dantzikois, on organisait d'imposantes manifestations de fidélité au Reich. Cependant, l'idée d'une solution intermédiaire se faisait jour parmi les modérés, les opportunistes, certains commerçants ; on la puisait dans le passé même de la ville : hors du Reich, s'il fallait s'y résigner, mais hors de la Pologne aussi, Dantzig formerait une ville libre. Cette formule eut bientôt un protagoniste à la Conférence de la paix.

M. Lloyd George insista sur l'impossibilité pour la Pologne de « digérer » les millions d'Allemands qui allaient se trouver inclus dans les frontières projetées.

Chacun invoquait, en sens contraire, le même droit des peuples à disposer d'eux-mêmes! En son nom, l'Europe a lavé son « péché mortel », ressuscité la Pologne. Mais pour que vive « cette nation de 28 millions d'âmes, il lui faut son débouché maritime : la basse Vistule et Dantzig; or, 400.000 ou 500.000 Allemands dressent là une mince et artificielle barrière : on ne peut sacrifier à leurs préférences l'avenir d'une grande nation. » — Les Allemands ripostent : « Qui donc prétend, et au nom de quoi, fixer un chiffre de population au-dessus duquel s'appliquent, et au-dessous duquel ne s'appliquent plus les principes proclamés et les solennelles promesses faites? Ce serait violer ces principes et trahir ces promesses que d'arracher à la patrie allemande un territoire qui fait corps avec le reste de la Prusse. » — Là-dessus intervient la thèse britannique : « La revendication polonaise est légitime dans son but; mais la protestation allemande l'est aussi dans son principe : il faut trouver moyen d'atteindre le but sans violer le principe; et voici le compromis qui doit prévaloir :

« A l'ouest de la Vistule, on ne peut s'arrêter à la « querelle d'Allemands » qui tente de dénier aux Cachoubes la qualité de Polonais, comme on dénierait pareillement celle de Français aux Bretons; l'ethnographie étant prise comme critérium primordial, elle dessine ici un fâcheux, mais inévitable « corridor ». Au contraire, sur la rive droite (région de Marienwerder ethnographiquement mêlée), il faut procéder à un plébiscite.

« Quant à Dantzig, l'ériger en ville libre, sous le contrôle de la Société des nations, telle est la condition nécessaire et suffisante pour sauvegarder et concilier :

« D'une part, le droit de la Pologne à jouir, sans aucune entrave sérieuse, du port indispensable à son indépendance économique;

« D'autre part, le droit de Dantzig à conserver son germanisme à l'abri d'une frontière contre la poussée du polonisme qui l'enserre. » — Ainsi fut fait.

II. — LA SOLUTION ACTUELLE DU PROBLÈME

Le texte fondamental est celui des articles 100 à 108 du traité de Versailles. Ce sont de brèves stipulations qui définissent un territoire et posent les principes du régime à y mettre en vigueur.

Voyons d'abord le territoire. Il couvre 1888 kilomètres carrés. Le recensement allemand d'octobre 1919 y a dénombré 356 740 habitants. Cette population n'a cessé d'augmenter depuis lors, et on peut l'estimer actuellement à 365 000 environ. Dans ce total, la commune même de Dantzig figure pour près de 200000 (195 000 en 1919). Les deux confessions dominantes se répartissent dans la proportion de 65 pour 100 pour les protestants, et 32 pour 100 pour les catholiques. La très grande majorité de la population est de langue allemande. L'élément polonais, quand il n'a pas été germanisé depuis plusieurs générations, parle les deux langues ; il n'est guère représenté qu'à Dantzig même et dans quelques villages au sud-ouest. Il est difficile d'en préciser le pourcentage ethnique ; on peut s'en faire une idée approximative d'après le nombre des voix obtenues par les candidats polonais, ce qui représentait, aux élections de 1920, une proportion de 6,07 p. 100.

Sur ce territoire, l'Allemagne renonce, en faveur des principales puissances alliées et associées, à tous droits et titres. D'autre part, les dites puissances s'engagent à le constituer en Ville libre, sous *la protection* de la Société des nations. Celle-ci sera représentée à Dantzig par un haut-commissaire ayant qualité pour statuer en première instance sur les différends entre la Pologne et la Ville-Libre. Les anciens biens d'État seront rétrocédés partie à la Pologne, partie à la Ville-Libre. Un délai d'option de deux ans est laissé aux ressortissants allemands, etc. Enfin et surtout, il est prévu qu'une convention interviendra entre la Pologne et Dantzig, en vue de réaliser les promesses faites à la première, dont voici l'essentiel :

Placer la Ville-Libre dans les limites douanières de la Pologne. Assurer à celle-ci, « sans aucune restriction, le libre usage et le service des voies d'eau, docks, bassins, quais, etc., nécessaires à ses importations et exportations ». Lui assurer également « le contrôle et l'administration de la Vistule et de

l'ensemble du réseau ferré dans les limites de la Ville-Libre ». Pourvoir à ce qu'aucune discrimination ne soit faite dans la Ville-Libre au détriment des Polonais de nationalité, de langue ou d'origine. Confier à la Pologne la conduite des affaires extérieures de la Ville-Libre.

Les contre-propositions allemandes, du 29 mai 1919, tentèrent un dernier effort, en offrant d'assurer à la Pologne l'accès à la mer : — par la création de ports francs, non seulement à Dantzig, mais à Königsberg et Memel ; — et par des garanties internationales pour les communications fluviales et ferroviaires. Bien entendu, elles formulaient aussi une ultime protestation contre le rapt de Dantzig.

La réponse des Alliés est une fin de non-recevoir, en même temps qu'une assez hautaine leçon d'histoire. La Pologne devait être, par la suite, amenée à se réclamer en particulier du passage suivant :

«... La Pologne demande, et demande à juste titre, que la direction et le développement du port, qui est son seul débouché sur la mer, soient entre ses mains, et que les communications entre ce port et la Pologne ne soient soumises à aucune autorité étrangère, de telle manière qu'à ce point de vue, l'un des plus importants pour son existence nationale, la Pologne soit placée sur un pied d'égalité avec les autres États de l'Europe. »

* * *

Le traité entra en vigueur à Dantzig le 10 janvier 1920. Tout de suite se manifesta l'intérêt que portait l'Angleterre à cet emporium d'avenir, à l'entrée du monde slave. C'est l'Angleterre qui, à la Conférence, avait soutenu la contre-partie de la thèse franco-polonaise. Ce fut un Anglais, Sir Reginald Tower, que l'on désigna comme Haut-Commissaire interallié pour présider à l'organisation de la Ville-Libre. Anglais aussi le général Hacking, commandant les troupes interalliées où dominait d'ailleurs le contingent britannique. Sir R. Tower confirma simplement dans leurs fonctions, au nom des Puissances alliées, toutes les autorités locales, et leur permit la libre continuation de leur activité selon le rythme reçu de Berlin. Son nom reste lié au souvenir de la grande crise d'août 1920.

... Les armées rouges déferlaient vers la Vistule ; les Polonais semblaient en pleine débâcle. Seule la France s'employait

à leur venir en aide; au nom de leur neutralité, les Etats continentaux s'opposaient au transit du matériel de guerre français. Dantzig prenait alors toute son importance, apparaissait comme la seule libre voie d'accès. Mais les Dantzikois ne l'entendaient pas ainsi. Ouvriers socialistes et autorités nationalistes s'y trouvèrent d'accord pour s'opposer à l'usage de leur port pour le ravitaillement militaire de la Pologne. Le Haut-Commissaire laissait faire : il consultait les textes et trouvait bien que la Pologne devait normalement jouir à Dantzig de la pleine liberté de ses importations, mais non point qu'elle eût le droit d'en tirer un parti militaire. La victoire, heureusement, se dessina sous Varsovie sans attendre que l'intervention des Gouvernements alliés eût modifié l'attitude de Sir R. Tower et permis l'utilisation de Dantzig. Mais la leçon ne devait pas être oubliée... (1)

Quelques mois plus tard le régime transitoire interallié prenait fin, et, le 15 novembre 1920, Dantzig était solennellement proclamée Ville-Libre. Cet événement avait été préparé, au cours de l'année, par l'élaboration d'une constitution et par la négociation entre Dantzig et la Pologne, sous le contrôle des Alliés, de la convention prévue à Versailles.

*
* *

Les élections à « l'Assemblée populaire constituante » avaient eu lieu au mois de mai. En un temps où, dans le Reich, les partis de gauche disposaient encore d'une énorme prépondérance, les Dantzikois, eux, avaient nommé une majorité nationaliste. Ce « Volkstag » avait choisi comme chef du gouvernement M. Sahm. Or, M. Sahm est, certes, une personnalité de valeur, mais ce n'est point un Dantzikois; c'est un ancien fonctionnaire, né en Poméranie, et arrivé à Dantzig peu avant la « séparation », pour y prendre les fonctions de premier bourgmestre. Il avait même, auparavant, rempli à Varsovie, pendant l'occupation allemande, certaines fonctions administratives dans des conditions telles que le gouvernement

(1) C'est l'origine de Gdynia, base navale créée depuis lors de toutes pièces en terre polonaise à quelques kilomètres à l'ouest des frontières de la Ville-Libre. De vastes espoirs et des plans ambitieux ont présidé à la naissance de cette jeune rivale de Dantzig. Mais leur réalisation complète semble du domaine d'un assez incertain avenir.

polonais avait inscrit son nom sur la liste des coupables de guerre, — d'où il le raya ensuite pour donner ainsi un gage de ses dispositions conciliantes. Ce fut sous la direction de M. Sahm que s'effectua le travail constitutionnel.

Avant de donner son approbation au résultat de ce travail, le Conseil de la S. D. N. dut faire modifier, non sans peine, par le Volkstag, certaines dispositions qui reflétaient d'une manière vraiment exagérée l'esprit réactionnaire de cette assemblée. Mais il eût été sagement inspiré d'exercer une plus vigoureuse action. Le texte même du 1er article eût dû l'en avertir :

« La Ville-Libre, et le territoire qui en dépend, forment un *État libre* sous le nom de Ville-Libre de Dantzig. »

Ce libellé décèle une tactique qui depuis lors n'a cessé de se développer. Il s'agit, sans égard au cadre minuscule, de ne rien négliger ni dans les institutions, ni dans la terminologie, de ce qui peut passer pour un attribut de souveraineté, car il s'agit d'arriver à se poser, en face de la Pologne, comme un État véritable, traitant avec elle sur pied d'égalité morale et jouissant de la plénitude de ses droits, à charge d'observer certaines stipulations sous le seul contrôle de la Société des nations. En permettant aux Dantzikois d'inscrire ainsi au fronton de l'édifice ce titre d'État-Libre qu'avaient soigneusement proscrit et le traité et les conventions passées jusqu'alors, le Conseil risquait de les encourager à persévérer dans la tactique que nous venons d'esquisser. Les Dantzikois, nous le verrons, n'y ont pas manqué.

La Constitution crée deux Chambres : le Volkstag, exclusivement législatif, et le Sénat, qui constitue au contraire l'organe exécutif en même temps que la deuxième Chambre législative. Les 22 sénateurs sont élus par le Volkstag. Ils se décomposent en 14 sénateurs ordinaires et 8 sénateurs de gouvernement. Ces derniers forment une sorte de Conseil des ministres, mais doté d'un mandat de longue durée ; l'un d'eux est président du Sénat, et joue simultanément le rôle de chef du Gouvernement et de chef de l'État.

La Convention polono-dantzikoise, signée à Paris le 11 novembre 1920, devait avoir pour but de codifier, d'une manière plus complète que n'avait pu le faire le traité, les conditions dans lesquelles la Pologne exercerait ses droits dans la Ville-Libre. En fait, sous les auspices de la Conférence des

Ambassadeurs, la Convention innova, dessaisit la Pologne de l'exercice direct de certains de ces droits, qu'elle transféra à un organe mixte, le Conseil du Port.

Cet organe comprend cinq membres polonais et cinq membres dantzikois sous la présidence d'un représentant de la S. D. N. Celle-ci désigna le colonel de Reynier, Suisse romand, qui pendant toute la durée de son mandat ne cessa de faire apprécier à Dantzig son aimable impartialité et dont le successeur est actuellement un autre officier suisse. Le Conseil « exerce la direction, l'administration et l'exploitation du port, ainsi que des voies d'eau et voies ferrées » qui le desservent. En échange de ce transfert des droits de la Pologne, le Conseil a charge d'assurer à celle-ci la liberté de son trafic d'émigration, d'exportation et d'importation, ce dernier s'étendant « en tout temps et en toutes circonstances, à toutes les marchandises, de quelque nature qu'elles soient, non prohibées par les lois polonaises ». Les voies ferrées autres que les voies spéciales du port et de la ville, sont gérées directement par l'administration des chemins de fer polonais. En dépit de ces précautions, ce chapitre marque une régression nette de la cause polonaise.

Parmi les autres chapitres, notons seulement celui qui prépare la réalisation de l'union douanière en stipulant que la législation douanière polonaise sera intégralement appliquée à Dantzig, mais par l'intermédiaire de fonctionnaires de la Ville-Libre; puis celui qui prévoit l'organisation d'un service postal et télégraphique polonais ayant dans ses attributions toutes les communications empruntant le port; notons aussi le principe de l'unification ultérieure des deux systèmes monétaires.

III. — FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

La première des forces dont dispose à Dantzig la cause allemande, c'est le rude patriotisme germanique de la majeure partie de la population. Sa forme locale caractéristique est le sentiment anti-polonais. Quoi qu'il puisse nous en coûter, nous devons le voir tel qu'il est : à la fois haine et mépris. Et précisément il importe, aujourd'hui plus que jamais, de savoir tout ce qu'il entre de passion injuste et aveugle, dans ce sentiment anti-polonais qui anime, sinon tout Allemand, du moins

tout bon Prussien. A Dantzig, ce sentiment se traduit différemment selon les milieux, mais, pour les uns comme pour les autres, il aboutit à la même résolution, parfois implicite, souvent explicite : « Ce n'est pas par des Polaks que nous nous laisserons opprimer. »

A l'exception des communistes, peu nombreux, qui se sont érigés en section autonome de la IIIe Internationale, les partis que nous trouvons dans la Ville-Libre, constituent, à peu de chose près, des filiales des grands partis du Reich. Le bloc de droite est très puissant et jusqu'à la fin de 1925 il avait prévalu sans conteste dans les assemblées. Au moment même où, au temps de Wirth, sous le coup de l'assassinat de Rathenau, le mouvement républicain dans le Reich parut prendre un peu de vigueur, le drapeau noir-blanc-rouge des monarchistes continuait à flotter à Dantzig. De même, les organisations ultra-nationalistes, antisémites, etc., dissoutes en Prusse par Severing, possédaient à Dantzig de libres sections, refuge des congrès interdits à Berlin. Les partis du milieu (centre et démocrates) se sont groupés à Dantzig en un « parti allemand pour le progrès et les intérêts économiques ».

Ce qui frappe dans l'activité de la presse et des partis, c'est la place qu'y tient, à côté des questions propres à la Ville-Libre, la participation étroite à la vie politique de Berlin. Toutes les pulsations de la vie du Reich s'y répercutent fidèlement. Dantzig suit avec passion, outre les grandes questions internationales des réparations, du Rhin, etc., toutes les fluctuations de la politique intérieure. Son « âme allemande » se donne ainsi chaque jour l'illusion d'ignorer la « brutale séparation ».

Une autre force bien allemande est l'armée des fonctionnaires. La Constitution, dans ses articles relatifs à la nationalité dantzikoise, a eu des égards tout particuliers pour les fonctionnaires recrutés hors de la Ville-Libre. Nous ne saurions nous en étonner, quand nous constatons que, sur les vingt-deux membres du premier Sénat, dix-huit étaient des Dantzikois de hasard et comptaient parmi eux la plupart des anciens conseillers de gouvernement de la province de Prusse occidentale. Nous savons, d'autre part, qui est le président Sahm ; bornons-nous à un autre exemple, celui du sénateur Volkmann, qui joue le rôle de ministre des Finances, et n'est autre qu'un fonctionnaire en congé du ministère correspondant de Berlin.

Mais le cadre d'élite est la Police. Son chef s'est signalé plusieurs fois par des initiatives agressives, et les Polonais l'accusent d'être un ancien Kappiste. Il est avéré que la Schupo de la Ville-Libre se tient en relations avec celle du Reich, dont elle ne diffère ni par le recrutement, ni par l'uniforme (sauf un discret écusson aux armes de Dantzig). Nul doute que cette liaison et cette similitude ne se retrouvent dans le rôle secrètement assigné à l'une et à l'autre, dans telles éventualités que l'on peut supposer... La minorité socialiste et polonaise au Volkstag, ne manque pas de souligner que l'importance de cette police est disproportionnée aux nécessités du maintien de l'ordre.

Ainsi retrouvons-nous à Dantzig non seulement intacte, mais plus apparente encore que dans le Reich, l'armature essentielle de tout pays allemand : le fonctionnaire, prussien ou prussianisé. Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, comme dans celle d'avant-guerre, il semble bien que, derrière les partis et les hommes qui en sont les détenteurs apparents et éphémères, la réalité du pouvoir n'ait guère cessé d'appartenir à l'oligarchie des hauts fonctionnaires du grand État-Major et des ministères de Berlin, formant eux-mêmes le couronnement de toute une caste solide, compétente, honorée, orgueilleuse de sa fonction, instrument de discipline, et garant de continuité. Encore dans le Reich peut-on s'y tromper : il faut prendre la peine de chercher à voir, derrière le décor changeant, ce qui reste en place, ce qui provoque, à la demande des circonstances, les changements de façade opportuns, — au besoin le remplacement du décor monarchique par un décor républicain, ou le maquillage d'un Hindenburg en fidèle gardien de la « démocratie weimarienne ». A Dantzig, c'est beaucoup plus net ; c'est apparent, officiel, constitutionnel : la Ville-Libre a réalisé le *Beamtenstaat* et *Polizeistaat* intégral. Ce n'est que vers la fin de 1925 que l'on peut noter une assez vive réaction des milieux commerçants et industriels, stimulés par des difficultés économiques, contre l'absolutisme excessif de la bureauratie sénatoriale.

En face des Allemands maîtres de toutes les positions dominantes, les Polonais ont tout à conquérir. Il faut pour cela que les personnes, les entreprises, les services qui vont être à Dantzig les facteurs d'action polonaise, y possèdent un statut

bien défini et les garantissant contre toute discrimination hostile des autorités locales. Le traité, nous l'avons vu, y avait songé. Mais d'autre part, la Constitution, sanctionnée par la S. D. N., avait pris certaines précautions pour limiter l'acquisition de la nationalité dantzikoise. Le Sénat avait compris que s'abandonner au libre jeu des choses, c'était, par l'infiltration des Polonais, l'acquisition d'immeubles, l'ouverture de succursales, etc., vouer la Ville-Libre à une progressive colonisation, à une insensible annexion. A vrai dire, c'était sans doute aussi laisser Dantzig tirer le maximum de profits d'un régime favorable à son essor; mais tel n'est point le souci le plus impérieux des dirigeants de la Ville-Libre. Le *Beamtenstaat* y poursuit d'autres fins; l'intérêt germanique et l'intérêt personnel s'accordent à lui dicter, comme premier devoir, l'obstruction au plein exercice des droits polonais.

Comment les Polonais sont-ils organisés pour lutter contre cette obstruction ? En ce qui concerne l'action du gouvernement de Varsovie, elle s'exerce d'une part directement auprès du Conseil de la S. D. N., d'autre part, auprès du Haut-Commissaire et du Sénat, par l'intermédiaire de son « représentant diplomatique » à Dantzig, ou « Commissaire général ». Ce dernier a sous ses ordres divers services diplomatiques et administratifs; il exerce en outre une action indirecte sur les chemins de fer, postes, douanes, etc., qui, par ailleurs, relèvent des ministères de Varsovie ; enfin, il n'est pas sans inspirer la jeune presse dantzikoise de langue polonaise.

Nos amis dépensent à Dantzig, comme à Varsovie, beaucoup d'intelligence et d'activité. On regrette cependant de voir leur effort s'égarer parfois en dialectiques stériles, et manquer un peu de cette objectivité, de cette pondération et de cette continuité, par quoi ils ont intérêt à prouver l'inanité des calomnies de leurs adversaires, et à forcer en particulier l'estime de l'élément vieux-dantzikois et commerçant.

A l'énumération des forces qui servent à Dantzig la cause allemande, bien des Polonais voudraient qu'on ajoutât... le Haut-Commissaire de la S. D. N. ! Le premier qui fut désigné, après la proclamation de la Ville-Libre, fut le général Hacking, ancien commandant des troupes. Qui le connaît ne s'avisera pas de le soupçonner de germanophilie ; mais, d'autre part, c'est peut-être un euphémisme que de se borner à dire

qu'il n'était point polonophile. Est-ce le fait d'expériences personnelles qui l'auraient ancré dans le manque de compréhension, d'estime et de confiance, que l'Anglais témoigne trop souvent à l'égard du Polonais? Ou bien faut-il admettre qu'en outre, Londres ne dédaignait point de donner quelques directives complémentaires à ce fonctionnaire britannique de la S. D. N. ? Quoi qu'il en soit, sir Richard Hacking inclinait à laisser faire le Sénat lorsqu'il ne transgressait point formellement les prescriptions du statut, et à soupçonner les Polonais de prétentions envahissantes. Il s'acquittait d'ailleurs de sa tâche d'arbitre avec optimisme et jovialité, tenant visiblement toutes ces chicanes pour tempêtes dans un verre d'eau!

Il eut, au bout de trois ans, pour successeur, un autre Britannique, le colonel Mac Donnell. Le désaccord avec les Polonais semble avoir pris depuis lors un caractère sensiblement plus aigu. En particulier, la question de compétence du Haut-Commissaire, qui n'avait jamais été soulevée, a été portée par le Gouvernement de Varsovie devant le Conseil de la S. D. N., en vue de la faire préciser et limiter. Dans le courant de l'année 1925, par deux fois le Conseil de la S. D. N. rectifia, dans un sens moins défavorable à la Pologne, — et en dépit de l'intervention suédoise de l'inévitable M. Unden, — des décisions du Haut-Commissaire (Affaires des boîtes postales et du dépôt de munitions polonais). A la fin de l'année, M. Mac Donnell demanda qu'on lui donnât un successeur.

La désignation du nouveau titulaire fut, dans les coulisses de la S. D. N., l'occasion des petites compétitions habituelles. Mais les Britanniques, qui, à l'origine, avaient impérieusement mis la main sur ce poste maritime, las peut-être de l'avoir trouvé si épineux, se décidèrent à y renoncer. M. Mac Donnell quitta Dantzig le 22 février dernier, félicité, — un peu trop chaudement, — par le président Sahm, pour son impartialité... Son successeur est un Hollandais, M. Van Hamel, qui pour Dantzig abandonne Genève, où il exerçait les importantes fonctions de Directeur de la Section juridique de la S. D. N. Nourri dans le sérail, il en connaît les détours : on a estimé qu'il n'en fallait pas moins pour tenter d'implanter enfin dans la Ville-Libre un peu de l'esprit de Genève. Néanmoins, cette désignation a été assez vivement critiquée en Allemagne et à Danztig, surtout par les organes de droite. Quant à la presse locarniste,

elle n'a pas manqué de faire ressortir qu'après l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. l'attribution du Haut-Commissariat de Dantzig à un Allemand s'imposerait évidemment!...

***

La Convention de Paris avait laissé des questions en suspens et prévu des accords complémentaires. Le premier but de ces accords était de réaliser l'union douanière. Les Polonais avaient intérêt à en hâter l'aboutissement. Trop sensibles à de menues querelles d'amour-propre, ils semblent s'être quelque temps laissé prendre à la tactique retardatrice des Dantzikois. Le Commissaire était alors M. de Biesiadecki, galicien. Au milieu de 1921, Varsovie lui donna pour successeur M. Plucinski, posnanien. Depuis lors, la presse du Sénat parla plus d'une fois avec regret de « l'aimable diplomate de l'école autrichienne ». Mais, cette fois, les négociations aboutirent. Il n'est pas sans intérêt de noter que M. Plucinski avait eu pour partenaire le sénateur Jewelowski, en qui on peut voir le représentant d'un élément dantzikois très différent par son origine, des Sahm et Volkmann, encore qu'en bonne entente avec eux jusqu'à présent : c'est un Juif, gros marchand de bois, dont les affaires ont pris un essor considérable depuis le nouveau régime, et chez qui, semble-t-il, devrait prévaloir sur tout autre sentiment, le sens des intérêts commerciaux et proprement dantzikois.

L'accord du 24 octobre 1921 reprend en détail la plupart des questions traitées par la Convention, et règle, sans d'ailleurs épuiser la matière, un bon nombre d'autres points. L'échange solennel des signatures eut lieu à Varsovie, et l'on put s'imaginer qu'enfin l'ère de la bonne entente venait de s'ouvrir. Hélas! même pendant le cours éphémère de cette lune de miel, on pouvait percevoir le dissentiment fondamental. Dans l'accueil qu'ils faisaient au président Sahm, les Varsoviens entendaient renouer simplement à l'égard du premier magistrat de leur port national, la tradition des rois Jean-Casimir ou Sigismond, lorsqu'ils recevaient le bourgmestre au nom germanique de leur bonne ville de Gdansk. Les Dantzikois, de leur côté, entendaient bien interpréter ces hommages au chef de leur gouvernement, comme un traitement d'égal à égal, une

reconnaissance de leur souveraineté. Et voilà bien, précisément, le thème de l'inépuisable controverse !

Du côté des Dantzikois, on ne réclame plus, immédiatement, la réintégration dans le Reich ; mais on dénonce les ambitions polonaises qui rêvent d'une solution de coup de force, à la manière de Vilna ou de Memel. Puis on tâche de regagner peu à peu du terrain, en exploitant tout détail prêtant à contestation dans les textes en vigueur, pour tenter d'obtenir d'un nouveau texte quelque nouvelle limitation des droits polonais. Surtout on chicane sur les moindres détails des prérogatives de souveraineté, dans tous les domaines, avec âpreté, — fût-ce au prix d'un préjudice économique.

Du côté polonais, inversement, on entend revendiquer à l'égard de la Ville-Libre, non seulement la réalité des droits, mais jusqu'aux moindres apparences de la souveraineté, dans tous les domaines, et plus encore sur le terrain politique que dans le domaine économique ; — dût d'ailleurs la Pologne n'en faire nul usage, simplement pour affirmer sa situation prépondérante, sa tutelle.

Aux yeux des Dantzikois, les Polonais sont dans la Ville-Libre des étrangers. Aux yeux des Polonais, la Ville-Libre n'a été distraite de l'Allemagne que pour leur permettre d'user librement de ce territoire, où ils entendent donc se sentir chez eux.

Dans ces conditions, qu'il s'agisse de décisions du Haut-Commissaire, ou de ce qu'on nomme, sans doute par antiphrase, des « accords » polono-dantzikois, la complexité croissante des textes n'aboutit guère qu'à multiplier les occasions de conflit. M. Mac Donnell a bien tenté d'enrayer cette marée montante ; les textes antérieurs, dit-il, devraient suffire : « le nouvel accord ne modifiera en aucune manière les conventions existantes... il ne constituera qu'une nouvelle interprétation ». Hélas ! cette nouvelle interprétation, il faudra sans doute dans quelque temps l'interpréter à son tour sur quelque point. Et ainsi de suite... Certains de ces conflits, après avoir mis le feu aux poudres, s'éteignent assez facilement, lorsqu'il s'agit par exemple de quelque citerne à pétrole dont l'attribution ne permet qu'un pour et un contre bien nets à prononcer sur place. La plupart traînent en longueur. Lorsqu'ils relèvent du conseil du Port, après de vaines tentatives d'accord, le président se voit contraint de trancher d'autorité. En ce cas,

l'affaire a chance d'être transmise au Haut-Commissaire ; en d'autres matières, celui-ci est saisi directement. Parfois, il obtient un règlement amiable ; en général, il lui faut prendre une décision officielle. Immédiatement : appel de l'une ou l'autre des parties, souvent des deux, ce qui prouve, disait le général Hacking, combien la décision était mauvaise ! (A titre d'exemple, sur ses douze premières décisions, neuf ont ainsi été portées à Genève.)

L'affaire attend donc la prochaine session du Conseil de la S. D. N., qui la fait étudier par une commission. Une décision en sort parfois, et dans ce cas l'affaire est close. Plus volontiers l'affaire est renvoyée aux parties, accompagnée de judicieuses recommandations, pour entente directe sous les auspices du Haut-Commissaire. Et le cycle peut alors recommencer. A la session suivante, le Haut-Commissaire, accompagné de M. Sahm et du représentant polonais, revient à Genève : l'affaire n'a pas fait un pas, — si toutefois nulle décision nouvelle n'est venue l'envenimer ! Avant d'en saisir de nouveau le Conseil, le secrétariat général tente encore d'arranger les choses et, — rendons cet hommage à l'atmosphère de Genève, — assez souvent il y parvient sur les bases mêmes qui, à Dantzig, avaient été repoussées. Parfois, il faut qu'enfin le Conseil tranche : alors, sur place, le perdant s'abstient de montrer trop d'acrimonie ; mais il garde la ressource d'épancher à son retour, dans les colonnes de la *Gazeta Gdanska* ou des *D. Neueste Nachrichten*, son dépit agressif, — à moins que son imagination processive n'aperçoive déjà le détour qui permettra dans quelques mois de faire rebondir le conflit !

Nul ne s'étonnera donc, en feuilletant les documents de la S. D. N., de voir se reproduire presque invariablement les mêmes chefs de litige depuis 1921 jusqu'en 1925 :

Fonctionnement du Conseil du Port ou de l'Union douanière. Questions relatives à la situation de droit et de fait des ressortissants polonais (expulsions arbitraires, tracasseries policières, mesures édictées pour empêcher l'achat d'immeubles, etc.). Difficultés relatives à la conduite des affaires extérieures de la Ville-Libre par la Pologne (manœuvres plus ou moins ingénieuses tentées par le Sénat pour éluder l'obligation de passer par Varsovie ; ou interventions polonaises, plus ou moins discutables, autour desquelles le Sénat mène grand

tapage, comme atteintes à sa fameuse *Souveränität!*). Difficultés financières : l'unification monétaire n'a pas été réalisée ; pendant la grande crise du mark allemand, et avant la création du zloty polonais, un florin dantzikois a été adopté, solidaire de la livre sterling dont il est la vingt-cinquième partie.

Parfois, certaines matières à obstruction dantzikoise finissent par s'épuiser : telle la répartition des anciens biens d'État, ou l'attribution à la Pologne d'un dépôt de munitions en transit dans le port. Mais d'autres incidents surgissent, tel celui des boîtes aux lettres polonaises qui fit tant de bruit au début de 1925. Ce dernier incident nous valut de voir le Conseil de la S. D. N., suprême autorité cependant à l'égard de la Ville-Libre, transmettre la question à une juridiction nouvelle en la matière, à la cour internationale de la Haye, qui rendit un avis consultatif favorable à la Pologne.

Si d'aventure, au terme de cet exposé, on est tenté de juger précaire le fonctionnement du régime dantzikois, nous répondrons que, par bonheur, il vient d'entrer au Conseil un membre nouveau, réputé pour sa discrétion et son désintéressement : on compte grandement sur lui pour faciliter à l'avenir le règlement des difficultés de la Ville-Libre !

IV. — LE BILAN ACTUEL ET L'AVENIR

Parler de l'avenir lorsque, précisément, on étudie une partie du statut de ces frontières orientales de l'Allemagne, « les plus vulnérables et les plus névralgiques de l'Europe », — voilà qui paraît bien téméraire. Mais supposons d'abord résolu le problème de la paix ; et dans cette hypothèse, envisageons ce que pourrait être l'avenir de Dantzig dans les cadres tracés en 1919 et 1920.

A notre avis, c'est dans l'ordre économique qu'il faut chercher quelque espoir d'une lente atténuation des difficultés actuelles.

Limitons d'abord la portée de nos prévisions : si, quelque jour, Dantzig doit cesser de se sentir et de se dire allemande, ce ne sera qu'au prix d'une transformation profonde que personne, à Varsovie, ne rêve pour l'instant de voir se réaliser à bref délai. Que souhaiter dès lors pour la Pologne, et pour nous-mêmes, solidaires de tous ses intérêts essentiels ? — Que Dantzig, sans abdiquer sa culture germanique, renonce à sa

politique d'obstruction. — Comment l'y amener ? — Par l'intérêt.

Tenir compte le moins possible des chicanes d'amour-propre que suscite le Sénat, — et faire des affaires le plus possible avec ses administrés. Développer avec persévérance, et avec quelque hauteur de vues, des relations économiques où les Dantzikois et la Pologne trouveront à la fois avantage. Déjà l'élan est donné. Depuis plusieurs années, s'inscrit dans les statistiques le profit que tire du régime actuel le Dantzig commercial. Malgré toute la combativité du Sénat, on a pu, à certains moments, noter un commencement de régression des forces pangermanistes. Dans certains postes en vue, comme la présidence de la Chambre de commerce, des intransigeants ont cédé la place à de plus modérés, du jour où l'union douanière fut réalisée. D'autres symptômes dénotent un certain réveil des traditions hanséatiques : orientation de plus en plus marquée de la presse sérieuse vers les questions commerciales ; constante aspiration au rôle de « Porte de l'Est », grand entrepôt et centre de distribution pour tout l'ancien hinterland ; extrême attention accordée aux foires plus ou moins rivales de Könisgsberg, Riga, Reval, et aux foires de l'arrière-pays, Poznan, Kowno, Lwow (Lemberg), etc...

L'aveu de l'emprise économique fatale de la Pologne s'inscrit dans les faits. L'évolution de la population dantzikoise est en sa faveur. Le droit d'option, prévu par le traité, a été exercé par un total de 4 500 Allemands qui, pour une part (personnel des chemins de fer, de l'arsenal, etc.), ont cédé leurs places à des Polonais. Dans certains services, un personnel mixte a été imposé à la Ville-Libre ; des administrations exclusivement polonaises s'y sont en outre installées. Il s'y est créé des banques, des maisons de commerce, des restaurants, des hôtels, des établissements scolaires polonais. Bref, on peut augurer avec optimisme du changement de physionomie qu'aura subi Dantzig si cette pénétration peut s'y poursuivre pendant dix ou quinze ans. Ce serait d'ailleurs, croyons-nous, un mauvais calcul que de prétendre « dégermaniser » de propos délibéré et agressivement. Il s'agit surtout d'exploiter pratiquement, avec patience et pondération, la part, — trop restreinte, mais encore belle, — qui est faite à la Pologne dans la Ville-Libre.

Mettre fin aux turbulences et à la guerre de coups d'épingle

qui ont sévi jusqu'à présent : telle paraît être la seule voie raisonnable, pour qui regarde comme définitif le statut actuel, et veut réellement en tirer parti. Depuis plusieurs années les plus sages s'en aperçoivent; néanmoins, on ne constate pas que la sagesse fasse beaucoup d'adeptes.

C'est qu'il se joue, dans le cadre artificiel de la Ville-Libre, un drame latent, dont l'intérêt politique et humain déborde largement Dantzig. Il s'agit d'une lutte entre l'intérêt économique et la passion nationale, entre l'attrait des plus probables profits matériels et la somme des mobiles, instinctifs ou raisonnés, qui militent pour la défense intransigeante d'un patrimoine racial et traditionnel. Tout se passe comme si on avait créé à dessein ce champ clos pour y observer scientifiquement, sur une collectivité choisie dans des conditions particulièrement favorables pour cette expérimentation, les péripéties d'une telle lutte !

Les faits ratifiant les prévisions logiques, plusieurs années de prospérité ont fait apparaître le bénéfice matériel qui, pour Dantzig, résulte de l'union douanière. En mars 1925, enquêtant sur place, M. Ludovic Naudeau le résumait ainsi : « Dantzig est le seul port du monde qui ait déjà presque doublé son trafic d'avant-guerre. » Qu'est-ce donc qui lui vaut ce privilège ? « C'est qu'une proportion de 25 à 26 pour 100 de tout le mouvement commercial de la Pologne passe par Dantzig, et que les marchandises importées ou exportées par ce port sont à destination ou en provenance de Pologne dans une proportion de 95 pour 100. » Eh ! bien, l'impératif du nationalisme est si fort que les Dantzikois, en dépit de cette extension de leur champ d'activité, répugnent encore à considérer ces résultats comme une suffisante compensation à l'étroite solidarité qui les lie désormais à la Pologne.

Les vicissitudes de la politique monétaire et douanière de celle-ci leur fournissent toujours quelque argument. Stabilise-t-on le zloty ? Dantzig se plaint du ralentissement des exportations et se pose en victime, injustement frappée, de la crise classique qui suit toute stabilisation. Voit-on au contraire le zloty se déprécier de nouveau ? Dantzig détourne aussitôt son attention de l'activité nouvelle des exportations : charbon, blé, bois et autres produits polonais. Dantzig se plaint cette fois d'être lésée de mainte autre manière, mais en particulier dans

son industrie dont les prix de revient, au cours du florin, deviennent prohibitifs pour l'acheteur polonais.

Il est exact qu'une gène a pesé depuis un an sur bon nombre d'industries dantzikoises ; en particulier sur les industries de transformation qui se sont créées autour de ce port au moment de son réveil, plein de promesses. Les nationalistes ajoutent que la crise est aggravée par une persistante guerre de tarifs que mènent contre l'Allemagne les gens de Varsovie.

Mais le monde du commerce et de l'industrie s'en prend, de son côté, à un autre responsable : le Sénat, par sa politique dédaigneuse des vrais intérêts de Dantzig, par sa gestion financière qui écrase d'impôts les vrais Dantzikois au profit d'une bureaucratie trop fastueuse. Ces dernières plaintes ont fini par trouver écho, cet hiver, dans la masse de la population.

Jusqu'alors, celle-ci avait constamment ratifié la politique des Sahm et des Volkmann. En 1924, les élections pour le nouveau Volkstag avaient été, non seulement un échec pour les Polonais (5 sièges contre 7, au précédent Volkstag, par suite de voix ouvrières qui se sont reportées sur des candidats socialistes), mais aussi un échec pour le parti allemand modéré nuance Jewelowski. Aussi M. L. Naudeau pouvait-il se demander si les Dantzikois n'en sont pas à préférer la pauvreté sans les Polonais à une opulence dont ils devraient convenir qu'ils sont redevables à la Pologne.

A la fin de 1925, un revirement s'est néanmoins produit. Les mécontentements coalisés de la Chambre de commerce et des partis de gauche ont provoqué une modification partielle dans la composition du Sénat.

Ses membres politiques, presque tous nationalistes jusqu'alors, ont fait place à un personnel correspondant à ce qu'on nomme, dans le Reich, la grande coalition. Un socialiste a été adjoint comme vice-président au docteur Sahm. On a marqué l'intention de faire moins de haute politique, de prendre mieux conscience de la véritable et modeste situation de la Ville-Libre, d'associer davantage à la gestion de ses destinées les représentants de l'économie Dantzikoise, d'arriver enfin à un véritable accord avec la Pologne. Ce sont là, il est vrai, des résolutions verbales que nous avons déjà eu l'occasion d'entendre au cours des années précédentes... Il faut pourtant noter encore qu'en janvier le parti socialiste a provoqué la

réunion à Dantzig d'un meeting d'apaisement où l'Allemagne était représentée par Breitscheid, la Pologne par le député Diamand, et la Ville-libre par Gehl, vice-président du Sénat. Dans le parti des intérêts économiques on a même réclamé une modification constitutionnelle qui placerait les sénateurs de gouvernement dans la dépendance du Volkstag, exigerait de la part des fonctionnaires la renonciation au droit de réintégration dans les cadres administratifs du Reich, en cas d'infidélité à la Ville-Libre, etc...

Cependant, le président Sahm garde toute son autorité, et les chefs des principaux départements ministériels sont toujours là, assurés de stabilité par une constitution qui semble bien à à l'abri des velléités de modification. Sans doute, l'habileté du Haut-Commissaire Van Hamel aidant, le nouveau Sénat adoptera-t-il des formes plus conciliantes dans ses rapports avec la Pologne. Il n'en a pas moins affirmé qu'il était aussi résolu que par le passé à défendre intégralement le germanisme de la Ville-Libre. Et d'ailleurs, il peut désormais se reposer un peu sur les succès obtenus par sa tactique des années dernières. Il les a qualifiés lui-même en se laissant parfois aller jusqu'à démasquer le fond de sa pensée : c'est ainsi que, dès le 31 mars 1923, il écrivait, dans un document officiel : « L'article 104 (du traité de Versailles) a été écarté, remplacé... est devenu sans objet », du fait des textes obtenus depuis lors.

La Pologne, de son côté, se rendant de plus en plus compte du terrain initialement perdu, a essayé de remonter la pente, en se réclamant des buts poursuivis par les créateurs de la Ville-Libre, et mieux attestés, malheureusement, par le treizième point de Wilson et la Réponse de M. Clemenceau aux remarques allemandes, que par le traité même qui devait en être l'instrument de réalisation. Mais les Hauts-Commissaires montrent grand souci d'empêcher la Pologne de réduire la souveraineté tant disputée de Dantzig à une simple autonomie municipale; en tout cas, ils ont toujours paru strictement asservis à la lettre des textes diplomatiques et juridiques dont ils arbitrent la mise à exécution.

Ainsi acculée à constater que ses droits « n'ont été jusqu'à présent nullement réalisés, mais qu'au contraire l'application s'en est complètement écartée, au point que ces droits sont actuellement plus éloignés de leur réalisation qu'ils ne l'étaient

en 1919 », et désespérant de « défendre ces droits en suivant une voie qui n'a pas amené le résultat espéré », la Pologne s'était décidée, dès la session de juillet 1923, à demander à la Société des nations « une revision fondamentale de l'état de choses actuel ».

Bien entendu, le Conseil a éludé cette redoutable requête et s'est efforcé d'aplanir encore une fois les détails du conflit. Et l'on s'est, en effet, mis d'accord, — du bout des lèvres, — sur la plupart des points. Puis on s'est séparé, après congratulations réciproques et félicitations de M. Quinonès de Léon aux deux parties. Mais depuis... on nous fit bien voir ce que valait l'aune de ces rituelles homélies.

Ce statut a été conçu comme s'il devait être interposé entre deux nationalismes bien sages et, si j'ose dire, émasculés. Or, depuis six ans, son fonctionnement rend un hommage assez effrayant à la vigueur passionnée des nationalismes d'Europe centrale. Admettons que les Puissances du Conseil se convainquent de la nécessité de le remanier : mais, y porter la main, ne serait-ce point donner dans un instable édifice la chiquenaude aux répercussions illimitées? C'était déjà le danger d'hier : combien ne sera-t-il pas aggravé demain? Toute modification, en effet, se fera nécessairement au profit de l'une ou de l'autre partie : or, pense-t-on qu'au point où nous en sommes, ce soit la Pologne qui ait le plus de chances de voir sa revendication prévaloir? Tel ne semble pas être son propre avis, si l'on en juge par son attitude de ces derniers mois, si étonnamment modeste. — Ne sommes-nous pas beaucoup plus près d'un remaniement dont le bénéficiaire serait l'Allemagne, et qui s'inspirerait cette fois des *légitimes* droits de la force? Car si on affecte, dans les prêches de Genève, de se scandaliser à l'idée de force, c'est bien à elle cependant que l'on rend implicitement hommage, lorsqu'on pousse l'Allemagne au Conseil sur les talons du Brésil et de l'Espagne. Mais cette fois, il ne s'agit plus de la force aux quatre têtes, qui, maîtresse du monde en 1918 et 1919, feignait alors de se répudier elle-même ; — cette fois, c'est la force de l'autre camp, ressuscitée comme on l'a voulu, et chaque jour grandissante, avec des exigences que ne paralysent ni les dissensions internes, ni les idéologies sincères, ni les scrupules hypocrites, qui ont sévi par ailleurs. Et dès lors, ce qui est en cause, ce n'est plus

seulement la Ville-Libre, c'est aussi (et peut-être : surtout) le couloir de Dantzig. Et voici qui nous ramène à nos prémisses, — non plus à l'avenir de Dantzig dans la paix, mais à l'avenir de cette paix elle-même.

Pour n'avoir pas été fondé sur une force ayant jusqu'au bout le courage d'elle-même, voici remis en cause le régime institué au nom du droit. N'est-ce pas un ambassadeur d'Angleterre qui, dès les pourparlers relatifs au pacte de garantie, laissait espérer à l'Allemagne une revision de ses frontières polonaises ? N'est-ce pas un Premier ministre du Royaume-Uni, M. MacDonald, qui en 1924, à Genève, en séance plénière de l'Assemblée de la S. D. N., portait sur les frontières de Silésie une appréciation non équivoque ? Aujourd'hui, c'est l'existence même du Couloir que l'on s'habitue à voir remise en cause non plus seulement en Allemagne, mais en Angleterre et en France même. M. Lloyd George l'a expressément visée dans le discours qu'il a prononcé aux Communes en novembre dernier, à l'occasion des débats sur Locarno, — discours où il demandait que la S. D. N. complétée par l'Allemagne assumât l'une des tâches pour lesquelles elle a été créée, celle de reviser les traités dans leurs clauses inviables...

En Silésie, quelque compliqué qu'il soit, le problème territorial n'est point, *a priori*, par nature, insoluble : on peut concevoir que le tracé de la frontière se prête à déplacements, ajustements, dosages. En Poméranie polonaise, rien de tel. L'antagonisme est irréductible, irrémédiable. Les deux trajectoires nationales se coupent à angle droit. Ou bien la Pologne pourra respirer sur la mer, et le Reich sera coupé en deux tronçons ; — ou bien le Reich sera ressoudé, mais alors la Pologne perdra et sa façade maritime, et la bande de terres de peuplement polonais qui s'étend jusqu'à la côte, — et, du même coup, une bonne part de ses chances dans le monde et pour l'avenir... C'est un dilemme avec lequel il est impossible de ruser.

Le traité de Versailles a opté pour la première alternative et, sauf reniement des principes proclamés, il ne pouvait faire autrement. Mais, cette solution de droit, les Allemands ne cessent de nous prouver qu'elle était aussi, et au premier chef, une solution de force. De toutes les cessions territoriales qu'elle a dû consentir, celle que l'Allemagne regrette le plus cruellement est celle qui a fait de la vieille Prusse un tronçon entiè-

rement séparé du grand corps allemand. De quelques raisons que l'on justifie cette clause du « Diktat », l'Allemagne, elle, la considère comme la pire des « violences » qu'elle estime avoir subies. Et il était à prévoir qu'elle n'en prendrait jamais son parti, si ce n'est devant raison majeure, — du moins tant qu'il s'agirait de l'Allemagne bismarckienne, du Reich, amputé, mais consolidé dans son unité.

Mais, précisément, dès lors que, par la création du couloir de Dantzig, on se résolvait à imposer à l'Allemagne, non plus un refoulement local de ses frontières, mais une rupture de son unité territoriale, n'eût-il pas été dans la logique d'une telle paix de rompre aussi son unité politique ?

La restitution du Couloir à la Pologne donnait à cette partie de l'Europe une configuration qui, dans le passé, n'a vécu qu'en face des Allemagnes divisées, et dont la destruction fut le premier objectif des maîtres de Berlin et de Königsberg : n'était-il pas nécessaire, pour assurer vie au statut territorial ainsi restauré, de désolidariser à nouveau, et le plus possible, les Allemands de l'Ouest et du Sud, de cette Prusse, décidée à ne tolérer que devant la force la résurrection d'une Pologne, et surtout d'une Pologne ethniquement complète qui la coupe en deux ?

Certes, les Allemands eussent considéré la dislocation politique du Reich comme une autre violence, mais non point pire, ni plus difficilement réalisable, au contraire, que sa dislocation territoriale. Peut-être même, dans ces conditions, eussent-ils ressenti celle-ci moins vivement dans leur ensemble, moins unanimement. Et puisque celle-ci paraissait inévitable, n'eût-on pas travaillé à la paix du monde en consolidant l'une par l'autre?

Quoi qu'il en soit, l'édifice actuel existe : nous constatons qu'on aurait pu le mieux équilibrer et le cours des affaires dantzikoises jette une lumière particulière sur le système bâtard de 1919; mais nous sommes vitalement intéressés à assurer la sauvegarde de l'imparfait édifice. Nous connaissons les forces qui le menacent. La Pologne est la plus immédiatement visée. Les avertissements ne lui ont pas manqué : avant qu'il fût question de le convier à Bierville, M. Nitti en 1922, se chargeait dans le *Berliner Tageblatt*, de les résumer en invitant la Pologne à se décider, « sous peine de subir le sort de l'Arménie... à d'équitables restitutions à l'Allemagne et à la Russie »,

à commencer par l'abandon du « corridor insensé et immoral, » comme aussi, bien entendu, de toutes prétentions sur Dantzig.

Mais à cette revendication première d'autres s'enchaînent qui atteindront tour à tour la France, la Petite-Entente, et l'Italie elle aussi, — puis cet Empire Britannique qui s'est approprié la belle part de l'ancien domaine colonial allemand. Car tous les Allemands nationaux sont bien, ici, d'accord sur le but qui doit être celui de la présente génération, savoir : la revision de tous les injustes comptes de 1918 et 1919. Ils ont longuement supputé la méthode à adopter pour atteindre ce but : ce fut le fond de l'interminable crise ministérielle de l'hiver dernier, et de la vaste délibération à laquelle se livrèrent alors tous les partis. Après que Hindenburg se fut prononcé en ce sens, une majorité se forma pour suivre Stresemann sur la route de Locarno et de Genève. Ces réalistes ont considéré qu'un recours à la méthode brutale ne pouvait actuellement se discuter avec sérieux. Mais ils réservent l'avenir ; ils attendent les résultats. Si Genève est bien l'instrument que l'on dit, fructueusement utilisable par un aussi habile homme que le ministre des Affaires étrangères du Reich, alors ils pourront bien lui rester définitivement fidèles. Si au contraire on espère, à Genève, berner indéfiniment la patience de l'Allemagne, celle-ci pourrait bien ne pas s'interdire de revenir, selon les circonstances, à une autre méthode, du jour surtout que la politique du désarmement aura porté tous ses fruits.

En mars 1925, le ministre de la guerre du premier cabinet Skrzynski déclarait : « Pour la Pologne, le seul élément de sécurité, c'est encore son armée. » Il est douteux que les accords de Locarno aient entièrement modifié sa conviction. Le nouveau traité entre la France et la Pologne n'a rien ajouté de substantiel au traité antérieur de garantie mutuelle. Quant au pacte d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne, on sait combien laborieuse en fut l'élaboration : il s'agissait de trouver une formule qui n'eût point trop l'air d'être vide de substance, et que MM. Luther et Stresemann consentissent néanmoins à signer. On ne put même spécifier, comme dans le pacte rhénan, le maintien du *statu quo ;* on se contenta de l'accord des signataires « pour reconnaître que tous les droits d'un État ne sauraient être modifiés que de son consentement ».

On serait presque tenté de sourire de ce texte de subtilité, si

l'on pouvait se soustraire à l'angoisse de tout ce qu'il masque, — de tout ce qui se mêle d'amer à la bruyante joie manifestée par les grands intéressés dans l'affaire de l'admission de l'Allemagne au Conseil de la S. D. N. Chez les uns : parti-pris de confiance, fût-ce au prix d'illusions ; répudiation systématique de la force, fût-ce au dépens de la prudence ; désir impatient d'un accord, ou des apparences d'un accord qui donnât prétexte à relâcher encore certains efforts que les démocraties ne consentent qu'à contre-cœur. Chez les autres : inquiétantes arrière-pensées qui nous ramènent à ce facteur essentiel du présent et de l'avenir, l'état d'esprit réel des Allemands, tel que cette étude des affaires dantzikoises nous l'a fait apparaître à chaque pas, — état d'esprit qui se révèle à peu près inchangé, et dont on voudrait n'avoir pas à se demander s'il n'est à jamais inchangeable, dans ses fatalités héréditaires.

Devant ces dispositions profondes du nationalisme allemand et ses impossibles renoncements, il serait bien téméraire de prendre tout à fait au sérieux les récentes imprécations de M. Briand, si applaudies à Genève : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons! » Il ne faudrait tout de même pas se priver prématurément de cette *ultima ratio*, pour laquelle les derniers budgets de Gessler montrent assez effrontément la sollicitude de la « Démocratie weimarienne » ! (Voir, par exemple, les séances des 5 et 6 mars dernier, au Reichstag.)

A Genève, à La Haye, à Locarno, les Puissances pacifiques s'efforcent de multiplier les obstacles sur la route du Belliqueux de l'avenir, — du Belliqueux anonyme, dont on veut paralyser d'avance les velléités de violence : puissent-elles ne pas se démunir des moyens de l'abattre, s'il parvenait malgré tout à renverser un jour ces obstacles ; — ne pas s'en démunir, car ce serait précisément hâter le jour de la tentation pour le Belliqueux supputant ses chances nouvelles.

LOUIS CLAUDON.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre des Nouveautés : *La Famille Lavolette*, comédie en trois actes de M. Brieux.

Un des traits qui caractérisent la manière de M. Brieux, c'est la franchise. Avec lui, on a cette joie de savoir toujours où l'on va : c'est toujours en ligne droite et par le grand chemin. L'auteur de *Blanchette* et de *la Robe rouge* n'est pas l'homme des détours et des voies tortueuses. Dans sa pièce nouvelle, il est resté fidèle à cette manière, excellente en soi et qui est bien à lui : aussi, ai-je eu de la peine à reconnaître, à travers les analyses des journaux, l'œuvre, pourtant si claire, que vient de représenter le théâtre des Nouveautés. Que de secrets desseins n'a-t-on pas prêtés à M. Brieux! Que d'intentions auxquelles, je crois bien, il n'a jamais songé ! Il aurait voulu nous peindre la jeune fille d'aujourd'hui ; il aurait brossé un tableau de la société française d'après guerre : quoi encore? C'est compliquer à plaisir ce qui nous est donné en toute simplicité de cœur. Et peut-être eût-il suffi de regarder au titre : une pièce qui s'intitule *la Famille Lavolette* a grandes chances d'être quelque chose comme un chapitre dans l'histoire d'une famille.

Quelle est cette famille et comment se présente-t-elle à notre réflexion? Le premier acte nous l'apprend avec une netteté qui ne laisse rien à désirer. M. Lavolette est un musicien qui ne manque ni de talent ni d'une certaine réputation. Il vient d'accompagner au piano une cantatrice mondaine, Mme Barol, qui doit chanter dans un concert une de ses compositions. Ravi, enthousiasmé, il accable de compliments emphatiques la jeune femme, qui, grisée par tout ce lyrisme, se laisse serrer un peu fort et embrasser sur les lèvres... A cet instant précis, entre Mme Lavolette. Elle ne témoigne d'aucune

surprise ; elle n'exprime aucune indignation : elle est habituée. Seulement elle avertit la naïve et bourgeoise interprète du « cher maître » : elle l'avertit notamment du parti qu'elle a pris de mettre au courant M. Barol, quand cet honnête homme va venir la rechercher. Elle n'en fera rien, parce qu'elle est bonne et d'ailleurs désabusée. Mais elle aura avec son mari à elle une conversation qui jette, sur leur intérieur et sur la misère de cet intérieur, d'aveuglantes clartés.

M. Lavolette n'est pas un méchant homme : il aime sa femme, à sa manière; il aime de la même manière son fils et sa fille. Seulement il lui arrive de les négliger et même de les oublier complètement, étant sujet à des éclipses aussi totales que soudaines. Sa dernière fugue a duré sept ans : c'est un chiffre. Chaque fois qu'il vole à de nouvelles amours, il quitte le foyer conjugal, sans plus s'inquiéter de ce que deviennent maison, femme et enfants. Il y revient, l'aventure finie, et y reprend sa place, comme s'il était parti de la veille. C'est un inconscient. Cette fois, Mme Lavolette, qui flaire une nouvelle idylle, a résolu de se mettre en travers. Elle élève la voix, comme elle a si bien droit de le faire. Elle essaie d'ouvrir les yeux à son fantoche de mari sur la vilenie d'une inconduite qui, avec l'âge, devient plus scandaleuse. S'est-il jamais soucié d'en mesurer les conséquences ? Il a une fille, qui est aujourd'hui une jeune fille, il a un grand fils : s'est-il jamais occupé de les guider dans la vie? M. Lavolette écoute, avec une candide et comique stupeur, ces trop justes reproches qui sont pour lui autant de révélations. Il promet d'être sage à l'avenir. Il est, en le promettant, de bonne foi. Et plus énergiques sont ses promesses, plus solennels sont ses serments, plus nous sommes sûrs qu'il va les trahir.

Ce premier acte est de tous points excellent : il a obtenu le plus vif succès. Le dialogue en est rapide et savoureux. Les deux personnages principaux s'y peignent au naturel. J'ai goûté surtout l'espèce d'ironie résignée qui perce à travers chaque parole de Mme Lavolette : c'est celle de tant de mères et de tant d'épouses grondant un grand enfant qu'elles savent incorrigible. Le sujet, au surplus, est posé de façon qu'il faille de la bonne volonté pour s'y méprendre. M. Brieux est persuadé, comme l'était Dumas fils, qu'une pièce de théâtre doit avoir une portée sociale. Or le romantisme a exalté l'amour et proclamé les droits de la passion. Il a créé, spécialement à l'usage de l'artiste, une morale qui le dispense de tous les devoirs. Passe encore pour celui qui est seul dans la vie ; mais celui qui a la responsabilité d'une famille! Pendant qu'il est

tout à l'Amour, que deviendra cette famille? Comment s'assurera-t-elle le pain quotidien? Quelle figure fera-t-elle dans le monde? Et surtout dans quelle voie s'engageront les enfants, sur la jeunesse de qui n'a pas veillé un père vivant et absent?

Car il va sans dire que M. Lavolette a manqué, une fois de plus, à toutes ses promesses. Une petite absence, d'une année à peine, moins que rien. Le père prodigue rentre au bercail, et c'est son fils, c'est sa fille qui intercèdent pour lui auprès de leur mère. Ces jeunes gens vont être maintenant au premier plan. Du fils nous saurons peu de chose, et il n'y a rien de bon à en savoir. C'est sur la fille, Cécile, que portera tout l'intérêt. Jolie et pauvre, elle est aux prises avec le grand problème, que les conditions actuelles ne contribuent pas à rendre moins ardu pour les filles sans dot. Aimée d'un jeune homme qu'elle a connu dans le monde artiste, leur monde, elle s'est presque fiancée à lui. Oui, mais avec ce gentil Georges Guibal, sentimental et talentueux, quel avenir l'attend? C'est ici qu'intervient la leçon de l'intérieur familial. Elle a trop souffert de l'affreuse existence que son père a faite à tous les siens. La misère matérielle et morale, dont chaque jour lui apporte le dur et humiliant contact, lui fait horreur. Par contraste, elle aspire à l'union solide, cossue et de tout repos, des familles d'impeccable bourgeoisie. Elle impose silence à son cœur. Et elle part à la chasse du mari confortable. Un jeune Colombet (Adrien) se rencontre, fils d'une des premières maisons de soieries de Lyon, et qui remplit toutes les conditions. Pour s'en faire épouser, Cécile fera « ce qu'il faudra ». A nous d'interpréter comme nous voudrons cette expression dont le vague ne laisse pas d'être inquiétant. Le plus difficile ne sera d'ailleurs pas la conquête d'Adrien. Et pas davantage la résistance, un peu imprévue, de M. Lavolette, dont ce mariage choque l'âme scrupuleuse. L'obstacle, c'est l'opposition de M. Colombet père. Ce grand bourgeois, orgueilleux et à cheval sur les principes, jure qu'il ne laissera pas son fils faire ce sot mariage. Toute la famille, tout son passé, toute son honorabilité se dresse pour barrer la route à l'intrigante.

Mais Cécile est la plus forte. Au troisième acte, nous voyons que le mariage a eu lieu : les jeunes gens, retour du voyage de noces, — au cours duquel ils ont envoyé des cartes postales d'Italie et n'ont pas dépassé Fontainebleau, — se sont installés dans une horreur de petite bonbonnière décorée art moderne. Ils semblent fort contents l'un de l'autre. Mais on sait de reste que le mariage n'est pas seulement

l'union de deux individus; c'est celle de deux familles. Entre la bohème des Lavolette et la respectabilité provinciale des Colombet, le conflit est inévitable. M. Colombet, le père, ne s'est pas résigné à la mésalliance. Une scène violente éclate où, non content d'accabler de son mépris les Lavolette, mari et femme, il étale devant son fils ce qu'a jusqu'ici ignoré ce bon jeune homme : les ruses déployées par Cécile pour en venir à ses fins, certaine assurance prise pour l'éventualité d'un divorce, enfin l'idylle avec Georges Guibal. Voilà tout le bonheur du pauvre Adrien à jamais gâté. Car le père Colombet finit bien par proposer à Cécile de devenir sa fille et lui ouvrir ses bras, où elle se jette; mais c'est que nous sommes au théâtre. Dans la réalité, certains souvenirs ne s'effacent pas, les paroles restent.

La peinture de deux milieux si différents, de deux familles si bien faites pour ne pas s'entendre, est d'une réelle justesse d'observation comme d'une impartialité scrupuleuse. M. Brieux a présenté la bohème des uns facile, accueillante, engageante; de l'autre côté une sévérité moins plaisante, rançon de vertus qui forcent l'estime. Je crains toutefois qu'il n'ait légèrement poussé à la caricature le type du bourgeois. Colombet père a tout l'air d'un croquemitaine, qui serait d'ailleurs une girouette. C'est curieux comme, au théâtre, les honnêtes gens prennent tout de suite un air antipathique.

J'ai omis de vous dire que le jeune Guibal, désespéré, a tenté de se suicider sous les yeux de l'oublieuse Cécile. Et il est clair que cette jeune personne est terriblement égoïste et cruellement arriviste. Elle a mené avec un cynisme un peu effrayant, et comme une affaire, l'affaire de son mariage. Mais la faute en remonte à un autre. Et c'est justement ce que M. Brieux s'était proposé de montrer dans sa pièce : la démoralisation d'une famille par la défaillance du chef. Ainsi il est resté fidèle à cette formule du drame social, du théâtre élevé, à laquelle il a consacré toute son œuvre, et qui en fait la noblesse.

La pièce est montée avec goût et bien mise en scène. M. Mauloy joue avec rondeur le rôle de M. Lavolette. Mme Grumbach est parfaite de résignation désabusée dans le rôle de Mme Lavolette. Mlle Régina Camier a la grâce un peu sèche qui convient au rôle de Cécile. M. André Dubosc a trop accentué le côté rogue qui nous choque chez Colombet père.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Stresemann, ministre des Affaires étrangères, apparaît dès maintenant aux Allemands comme un candidat à la succession de Bismarck dont il se pique de pratiquer les méthodes. Il est le chef du *Volkspartei* (parti du peuple, parti populiste), dont la nouvelle appellation démocratique recouvre l'ancien parti national-libéral, qui fut toujours le fidèle soutien du chancelier de fer. L'œuvre que Bismarck accomplit avec l'appui des propriétaires terriens et des industriels qui constituaient sa majorité au Reichstag, M. Stresemann, après la formidable chute de 1918 et la débâcle des dynasties, entreprend, avec les mêmes concours, de la restaurer. Tel apparaît son dessein à ses compatriotes allemands, et tel nous devons, nous aussi, nous le représenter. Les accords de Londres, la conférence de Locarno, Genève et l'entrée dans la Société des nations, l'entretien de Thoiry, marquent, sur cette route historique, les étapes de nos abdications. Si le point d'arrivée paraît encore éloigné, du moins se rapproche-t-il chaque jour : c'est l'abolition du traité de Versailles et des résultats de la guerre.

A Genève, M. Stresemann a manœuvré avec le tact et l'habileté d'un homme d'État. Il a évité aussi bien la grimace d'une fausse humilité que l'insolence d'une attitude triomphante et provocatrice. Il est resté dans la tradition bismarckienne : ténacité, dissimulation, sentiment très vif de l'opportunité et des possibilités. A la séance historique du 10 septembre, où l'Allemagne, après une attente de sept ans, fut admise dans la Société des nations et introduite au Conseil avec un siège permanent, M. Stresemann sut ne rien abandonner des revendications que les plus intransigeants des nationalistes allemands espèrent faire aboutir à Genève et ne choquer cependant aucune des susceptibilités très éveillées qui épiaient

son langage. Il a compris que, parmi des juristes et dans une institution destinée à la sauvegarde des traités, il eût été très maladroit de se poser, de prime abord, comme un destructeur des traités. Il s'agissait, pour le moment, d'entrer dans la place ; à chaque jour suffit sa peine. M. Briand, qui lui répondit, obtint un succès d'éloquence et d'émotion ; il sut donner à cette réunion de diplomates, de légistes, de politiques, qui, comme toutes les assemblées, s'est fait une âme collective et se laisse séduire aux prestiges de la parole, l'impression d'une sincérité, d'une générosité dont l'écho se retrouve jusque dans les dépêches des correspondants de journaux allemands. La *Germania*, le grand organe des catholiques, admire « le beau geste par lequel la nation victorieuse a tendu la main de façon chevaleresque à son adversaire vaincu, en vue de la réconciliation ». M. Briand a certainement répondu à l'attente générale ; il l'a même dépassée. Autant, sans doute, en emporte le vent ! Il ne convient pas, cependant, de dédaigner les succès d'opinion ; les échos de Genève retentissent aux quatre coins du monde et il n'est pas indifférent, pour dissiper les calomnies que nos ennemis et nos envieux ne cessent d'entasser contre nous, que la France, pourvu que ce ne soit pas aux dépens de ses intérêts, se montre la plus noble après s'être révélée la plus forte.

Il n'en reste pas moins que le succès politique fut, à Genève, pour l'Allemagne, qui seule obtint un avantage réel. M. Stresemann eut l'habileté, tant au Conseil qu'à l'Assemblée, de ne prendre que le rôle effacé d'un nouveau venu et d'éviter tout échec en s'abstenant de contrecarrer, notamment pour les élections au Conseil, les desseins concertés de l'Angleterre et de la France : c'est ainsi qu'il donna à la Pologne la voix de l'Allemagne pour le siège triennal renouvelable que l'on était convenu de lui attribuer et qu'ayant exigé que l'Espagne ne fût pas admise à un siège permanent en même temps que le Reich, il joignit congrûment sa note aux regrets sincères des autres puissances déplorant sa démission. Les élections au Conseil ont ainsi paru constituer un succès pour la délégation française ; on s'est félicité de la rentrée de M. Benès pour un an, ainsi que de la Roumanie pour trois ans ; on s'est étonné de l'élection, pour deux ans, de la Chine, dont le gouvernement n'est qu'une fiction et que déchire la guerre civile. Mais l'intérêt de ces détails, si réel qu'il puisse être, s'efface en présence de la question nettement posée de l'avenir des relations de la France avec l'Allemagne.

La comédie habilement jouée à Genève par M. Stresemann lui a

servi d'abord à une manœuvre de politique intérieure qu'il est nécessaire d'expliquer. L'opposition du parti allemand-national, — qui n'est autre que le vieux parti conservateur prussien, — à la politique de Locarno et de Genève a été très utile à M. Marx et à M. Stresemann ; elle leur a permis de faire, au dedans, figure de démocrates et, au dehors, figure de pacifistes. Mais la force des partis de droite est trop considérable pour qu'il soit possible de gouverner longtemps sans eux l'Allemagne. Les populistes leur ont donc demandé, notamment par l'organe de la *Gazette de Cologne* du 8 septembre, d'ajourner leurs espoirs monarchistes et de mettre une sourdine à leurs revendications nationalistes, afin de ne pas troubler l'entrée de l'Allemagne à Genève et la mise en vigueur des accords de Locarno. Le maréchal Hindenbourg, monarchiste, n'a-t-il pas donné l'exemple de l'abnégation patriotique en devenant président d'un Reich républicain?

A l'heure même où M. Stresemann lui faisait adresser cet appel, le parti allemand-national tenait, du 8 au 11 septembre, son Congrès annuel à Cologne et le comte Westarp y prononçait un discours-programme qui peut se résumer ainsi : il faut cesser l'opposition de principe à la politique de Locarno, qui trouve à Genève son couronnement, afin d'en tirer pour le bien de l'Allemagne tout ce qui sera possible, c'est-à-dire libérer la Rhénanie et la Sarre, mettre les frontières à l'abri de la pression ennemie, recouvrer Eupen et Malmédy, supprimer le contrôle militaire et toute immixtion étrangère, obtenir le désarmement de toutes les puissances, permettre aux Autrichiens de se réunir à l'Allemagne, reviser le plan Dawes, etc. Il ne s'agit plus d'une politique de principes, « mais d'accord pratique pour des tâches pratiques ». Le comte Westarp conclut à une alliance parlementaire avec les populistes, le Centre et les autres partis modérés en vue de libérer le pays de la domination étrangère. Ainsi, en fait, le parti allemand-national reconnaît le succès de M. Stresemann, cesse de le combattre et se prépare à une entente avec lui. Cette entente, la *Germania*, au nom du Centre, ne la repousse pas, pourvu que les nationalistes ne prétendent pas exclure la social-démocratie, qu'ils reconnaissent les fondements constitutionnels et spirituels du Reich actuel et renoncent à leurs méthodes d'agitation. Ainsi se prépare, sur le terrain commun du patriotisme et de l'exploitation des succès de Locarno et de Genève, une coalition des partis.

L'Allemagne est divisée en deux parties à peu près égales, comme l'a montré l'élection de Hindenbourg, quand il s'agit de l'avenir de sa politique intérieure ; mais, pour la destruction de « l'injustice de

Versailles, » elle est unanime. Cette unanimité éclate jusque dans la joie que suscite, dans tous les partis, la journée de Genève du 10 septembre : Versailles est annulé. « La paix est faite entre la France et l'Allemagne, écrit la *Germania*... C'est pour cela que le 10 septembre est pour nous un jour d'espérance. La paix entre la France et l'Allemagne a été conclue à Genève aujourd'hui, après les négociations d'armistice de Locarno. Souhaitons qu'elle soit durable. » L'organe du Centre ne parle pas ici de cette paix morale que toute l'Europe souhaite, mais bien d'un nouveau traité qui détruit l'instrument de Versailles. Aucun journal ne le dit plus nettement que l'organe de la démocratie socialiste, le *Vorwærts* : « Notre pays entre dans la Société des nations avec beaucoup de revendications justifiées. Le traité de Versailles n'est pas encore mort; des troupes étrangères stationnent encore sur notre sol ; une commission militaire surveille encore nos armements d'une façon plus étroite que la Société des nations ne veut surveiller les armements des autres États... Ce sont là les effets militaristes du traité de Versailles, effets insupportables, effets totalement incompatibles avec l'esprit dans lequel la Société des nations veut sauvegarder et assurer la paix. Il faut que tout cela tombe. » Que M. Stresemann ait dit ou, puisqu'il le conteste, qu'il ait seulement pensé, « l'occupation doit être balayée, » toute l'Allemagne le pense avec lui, et elle est convaincue qu'elle trouvera dans l'institution de Genève l'instrument nécessaire à cette opération. Voilà ce que disait l'Allemagne au moment où M. Stresemann et M. Briand s'entretenaient, le 17 septembre, à l'auberge champêtre du charmant village de Thoiry, au pays de Gex, des destinées des deux nations.

L'entrevue de Thoiry est-elle un grand événement historique ? Est-elle un premier pas vers une paix morale définitive entre la France et l'Allemagne, voire même vers cette entente politique dont s'empressent de parler la presse allemande et même quelques journaux français ? Il ne faut ni en rabaisser l'importance, ni l'exagérer. Aucun accord n'a été conclu ; il s'agit, entre M. Stresemann et M. Briand, d'un entretien très général dont le résumé, tel que l'a présenté M. Briand au Conseil des ministres, a été approuvé à l'unanimité. Mais quand il s'agit d'un pareil problème, qui engage l'avenir de deux grandes nations, une parole imprudente peut entraîner des conséquences incalculables. Après Locarno, M. Stresemann a parlé des « promesses » de M. Briand; n'en parlera-t-il pas après Thoiry ? Tel est l'inconvénient majeur de ces rencontres, sans témoins, de ministres qui croient parler le même langage et qui ne s'accordent

que dans l'équivoque. Pour les Allemands, paix et entente signifient abolition des traités; pour les Français, ils signifient exécution des traités dans un esprit de conciliation. Nous n'avons rien à demander aux Allemands que nous n'ayons le droit strict d'exiger en vertu des traités. Ils nous demandent, eux, de renoncer à la plupart des maigres avantages qui nous restent. Peut-on trouver, entre ces deux positions, un terrain d'entente? Si c'était possible, quel Français, se souvenant de la grande tuerie, ne serait disposé à en prendre les moyens, pourvu qu'il fût assuré que ces moyens sont infaillibles et n'impliquent l'abandon d'aucun intérêt essentiel, matériel ou moral? Mais justement, quand on se remémore ce qu'a été, depuis 1914, depuis 1870, depuis toujours, la mentalité allemande, on trouve les plus fortes raisons de douter qu'un rapprochement soit possible entre les deux peuples, autrement que sur le terrain nettement délimité des intérêts et de l'exécution des traités. Même à Genève, on n'abolit pas l'histoire d'un trait de plume. On a tout de suite, surtout en Allemagne, abusé, avec une hâte inquiétante, de mots tels que : « accord, entente » qui, après l'agression de 1914 et l'invasion conduite avec les procédés les plus atroces, résonnent douloureusement dans les cœurs français. Au vrai, il n'est pas question de cela; de tels abus de langage ne peuvent que compromettre les modestes résultats positifs auxquels il serait possible d'arriver, si, d'abord, les Allemands admettaient qu'il s'agit d'appliquer et non de détruire les traités.

Dans quel esprit M. Briand abordait l'entretien de Thoiry, il l'a dit, la veille, aux représentants de la presse et il est bon de souligner ses paroles : « Les accords de Locarno ne sont-ils pas basés sur les traités? Or, l'exécution fidèle d'un traité devient difficile si un État signataire se dresse toujours contre un autre, si les relations sont empoisonnées par des malentendus ou des polémiques injustes. Que ferons-nous? M. Stresemann m'expliquera comment l'Allemagne considère la situation, comment on pourrait améliorer les relations actuelles et, de mon côté, croyez-le bien, je me charge de faire comprendre au ministre allemand le point de vue de la France sur les mêmes questions. Nous sommes animés tous deux d'un excellent esprit de collaboration. Aussi trouverons-nous peut-être le moyen d'assurer une exécution plus agréable des traités. »

Après l'entrevue, M. Briand a rapporté à Paris l'impression qu'un travail d'études en vue d'ententes pratiques pourrait être entrepris; il n'a pas eu l'intention de tromper ses collègues; mais n'a-t-il pas

été trompé lui-même? Que M. Stresemann ait deux visages et qu'il tienne deux langages différents, selon qu'il parle à des étrangers ou à ses compatriotes, l'heureuse indiscrétion d'un journal suisse nous en a donné la preuve éclatante. Dans l'intimité d'une « soirée de bière » avec la colonie allemande de Genève, M. Stresemann, le 21 septembre, a tenu le langage de son cœur, celui d'un nationaliste allemand, et il a révélé ses desseins conformes aux vœux de tous les partis allemands. Il ne s'agit que de détruire les traités et, pour y parvenir, il faut d'abord ruiner ce que les Allemands s'obstinent à appeler « le mensonge des responsabilités ». Ah ! ces responsabilités, évidentes, écrasantes, elles collent, comme une tunique de Nessus, à la conscience allemande ! M. Stresemann a compris que ses compatriotes ne lui pardonneraient pas son silence, sur ce point capital, devant la Société des nations, car, s'il n'y a pas de responsabilité allemande, tout le traité s'effondre et les réparations ne sont plus que l'effet spontané de la bonne volonté allemande. « La façon solennelle dont l'Allemagne a été admise, a dit le ministre, est la preuve certaine que les accusations morales portées contre elle ont été de cette façon retirées par les nations représentées à la Société des nations. » Ainsi la courtoisie internationale, le geste généreux de la France, voilà l'interprétation qu'en donne le gouvernement allemand; M. Stresemann prétend en tirer le désaveu de la culpabilité allemande et l'annulation du traité. Le reste s'en suit, et le ministre a pris soin de préciser : l'égalité que réclame l'Allemagne, c'est l'abolition du traité ; l'occupation de la Rhénanie doit donc cesser immédiatement, totalement, et M. Stresemann se flatte de l'avoir demandé à M. Briand ; il s'agit non de réduire les effectifs, mais de retirer toutes les troupes ; on doit encore assurer aux Allemands la libre disposition d'eux-mêmes, allusion transparente à la Sarre et à l'Autriche ; le droit du Reich à obtenir des colonies a été reconnu. Voilà tout le programme de M. Stresemann et, en vérité, dans son désir de satisfaire tout le monde, il a été, cette fois, mal inspiré ; il a détruit en un instant le fruit de manœuvres savamment conduites. Il reste à savoir comment va réagir M. Briand. Il est probable que le Conseil des ministres, s'il avait délibéré après l'incartade de M. Stresemann, aurait apporté des réserves à son approbation. Le ministre des Affaires étrangères a la parole.

Comment, à Thoiry, M. Stresemann a-t-il engagé la conversation qui, dans son esprit, doit aboutir à la suppression de l'occupation prévue pour quinze ans par le traité et susceptible d'être prolongée

si les autres clauses, notamment celles des réparations, n'étaient pas entièrement exécutées? Il a fait luire aux yeux de M. Briand la perspective de la mobilisation d'une partie des obligations industrielles et de chemins de fer qui sont déposées à Berlin entre les mains du *trustee* institué par le plan Dawes et qui représentent une valeur de 11 milliards de marks-or, propriété des créanciers de l'Allemagne au titre des réparations. Il est évident qu'une rentrée de deux milliards de marks-or, par exemple, faciliterait la stabilisation du franc et le rétablissement de la trésorerie. Nous touchons ici à un problème sur lequel la forte étude de M. Lewandowski, parue ici même, a jeté beaucoup de lumière. Mais la mobilisation des obligations industrielles ne dépend que dans une faible mesure du gouvernement allemand; il pourrait toujours se retrancher derrière l'opposition de l'agent général des paiements, M. Parker Gilbert, qui, sous couleur d'empêcher la dépréciation de la monnaie allemande, n'a pas jusqu'ici apporté beaucoup de bonne volonté à assurer aux créanciers du Reich des paiements en espèces. Tout récemment, l'Allemagne a obtenu de sa bienveillance une forte réduction de ses paiements pour 1926-27 et 1927-28; les cinq cents millions de contribution supplémentaire, prévus pour la troisième et la quatrième année, seront réduits à trois cents et ne seront pas transférés en espèces. La revision du plan Dawes est amorcée, par entente entre l'agent général des paiements américain et le ministre démocrate des finances du Reich. Toute la presse allemande de gauche exulte et accuse les anciens gouvernements conservateurs d'avoir établi des impôts d'où résultait la dangereuse possibilité de payer les annuités de réparations. Comment, avec un tel précédent sous les yeux, le gouvernement français pourrait-il se flatter d'obtenir quelque bonne volonté, voire quelque loyauté, pour la mobilisation des obligations? D'ailleurs, avec quel or le Reich pourrait-il mettre en circulation les obligations si ce n'est avec l'or américain, puisque seule l'Amérique a de l'or? Cercle vicieux dont il n'est pas au pouvoir de l'Allemagne de s'évader.

Elle n'en a d'ailleurs pas l'intention, si l'on s'en rapporte à un important article de la *Gazette de Francfort* du 3 septembre, qui écarte aussi bien une mobilisation partielle « parce qu'elle détruirait le bloc homogène des obligations » et une mobilisation totale « parce que le placement sur le marché de ce montant gigantesque de 11 milliards n'est pas réalisable ». Le dilemme est admirable, mais il est sans fondement. C'est, en réalité, aux termes du plan Dawes, non du Reich, mais du *trustee*, avec l'autorisation de la Commission des

réparations, que dépend la mobilisation partielle ou totale des obligations. Or, dans un rapport de juin dernier, le *trustee*, M. Delacroix, considère la mobilisation d'un ou deux milliards de marks-or d'obligations comme réalisable et comme constituant un placement international de premier ordre, destiné à concourir « à l'œuvre si nécessaire de la stabilisation des monnaies européennes ». Ce serait pure duperie de payer d'une réduction des délais d'occupation militaire quelques milliards que nous avons le droit d'obtenir par d'autres voies et que l'Allemagne n'a ni le moyen de nous refuser, ni la possibilité de nous fournir. Les Allemands entendent réserver les marchés étrangers, et en particulier le marché américain, pour les emprunts des États allemands, des villes, des grandes firmes industrielles. Ainsi l'État prussien vient de conclure à New-York un emprunt de vingt millions de dollars à 6 et demi pour 100. Depuis l'établissement du plan Dawes, plus de neuf cents millions de dollars ont été prêtés par les États-Unis à des collectivités allemandes. « Or, écrivent les auteurs de *la Diplomatie du dollar*, le pavillon suit les capitaux placés à l'étranger. » L'Allemagne, avec le concours américain, complète son outillage économique, exécute des travaux d'utilité publique, confirme la stabilité et la valeur internationale de sa monnaie; elle vient d'abolir le cours forcé du dollar pour rétablir la liberté des changes et elle parle de remettre en circulation la monnaie d'or. Il n'est pas possible d'être plus dupés que nous le sommes. Et nous ajouterions à cette mystification germano-américaine une évacuation prématurée des territoires occupés, une cessation du contrôle des armements, un rachat par l'Allemagne des mines de la Sarre et bien d'autres avantages encore ! Il est naturel que l'Allemagne cherche à délivrer ses provinces de l'occupation ; et c'est pourquoi l'occupation est le seul moyen dont nous disposions pour nous faire payer.

L'état d'esprit des Allemands est tel qu'il est impossible d'attendre de l'opinion publique une juste appréciation des réalités. On a leurré le peuple allemand de ce mensonge que serait « le mensonge des responsabilités » ; on lui a fait croire que ses malheurs étaient une injustice ; il reste persuadé que la résurrection des États slaves de l'Europe centrale et orientale est un attentat à la supériorité allemande ; l'enseignement, à tous les degrés, apprend aux enfants, aux jeunes gens, aux jeunes filles, que l'Allemagne est au-dessus de tout, qu'elle doit vaincre la France par les armes. Nous savons fort bien, malheureusement, où va l'Allemagne ; elle va où la poussent ses

écoles, ses gymnases, ses universités, vers le nationalisme le plus intransigeant et l'esprit de revanche le plus exalté. Si nous avions pu l'ignorer, l'enquête récente de la « dotation Carnegie » nous l'aurait appris. Tant que se prolongera cette situation scandaleuse et périlleuse, les avenues qui pourraient conduire à une paix morale resteront fermées. Comment, dès lors, ne prendrions-nous pas toutes les précautions nécessaires, comme si l'âme allemande était aussi immuable qu'une force de la nature? Une politique de faiblesse et d'abdication irait directement à l'encontre de son objet. Nous avons confiance que le gouvernement d'entente nationale, que préside M. Poincaré, pratiquera la politique pacifique mais forte qui est digne de la France et seule capable de sauvegarder ses intérêts vitaux. Deux années de cartel ont si fâcheusement laissé croire que le gouvernement de la République est disposé à toutes les abdications que nos voisins, l'Italie par exemple, et l'Espagne elle-même, ne résistent pas à la tentation d'en abuser.

Depuis le triomphe du fascisme, et surtout depuis la démission de M. Farinacci comme secrétaire général du parti fasciste au cours de l'hiver dernier, l'élément nationaliste est devenu prédominant dans les conseils de M. Mussolini ; il s'est développé en Italie un état d'esprit belliqueux, agressif et expansionniste qui crée, pour la paix de l'Europe, un danger permanent. Toute la presse qui, on le sait, n'est pas libre, obéissant au signal du chef d'orchestre, exalte le passé et l'avenir de l'Italie et lui promet l'héritage des Césars. Toute occasion est bonne pour rehausser le patriotisme et la fierté nationale des Italiens : Dante et saint François, le vieil Empire romain et la Papauté du moyen-âge deviennent des provinces de l'italianité. Pas un article de journal, pas une harangue officielle qui ne souffle le nationalisme le plus intransigeant. Le Duce qui reste, en général, prudent et conscient de ses responsabilités, a pris soin de répéter que « l'Empire italien » ne menace personne, qu'il est une idée-force; mais il indique aussi que c'est dans la Méditerranée qu'il doit trouver sa réalisation. Les organisations fascistes, à l'étranger, ne manquent pas de surchauffer les sentiments patriotiques des Italiens qui vont chercher hors de chez eux travail et salaires ; on les prépare à une tâche mystérieuse de collaboration avec la Providence. La revue du fascisme à l'étranger, que dirige M. Bastianini, reproduisait en français un article paru dans le *Legionario* du 26 juin : « Dans cette Europe pourrie, l'Italie se dresse fière de son droit, de sa saine jeunesse. On tâche de la prendre à la gorge en lui refusant l'air, la terre et le soleil. Mais

c'est une vertu de la race de grandir en face du péril... Une grande lumière s'est faite et elle vient de Rome. La vérité est ici et l'erreur est là. Dieu veut le triomphe de la vérité ; nous sommes ses soldats. Les temps sont révolus, notre heure va sonner. » Quand on répète chaque jour à un peuple des homélies d'un lyrisme enflammé dans le genre de celle-ci, il ne faut pas s'étonner qu'il devienne nerveux et trépidant. Du mouvement fasciste est née une forme nouvelle du mysticisme politique et patriotique. Les Italiens s'enorgueillissent d'avoir créé, grâce à M. Mussolini, une forme nouvelle de l'État et de l'autorité qui s'oppose au vieux libéralisme parlementaire, un système dictatorial et corporatif qui rejette les anciens errements du système électif et du syndicalisme révolutionnaire. Les Italiens se réjouissent d'avoir détruit chez eux les deux forteresses du parlementarisme giolittien et du communisme moscoutaire, et ils n'ont que mépris pour les peuples qui restent attachés à la démocratie parlementaire dont ils redoutent la contagion. Dans ces conditions, un incident peut provoquer une dangereuse effervescence.

Le 11 septembre, un jeune Italien libertaire, nommé Lucetti, lança sur la voiture de M. Mussolini une bombe qui, heureusement, manqua son but. On apprit que l'assassin venait de Marseille, où il vivait de son travail, et qu'il avait franchi la frontière, sans passeport, à Vintimille. Il est naturel qu'en présence d'un crime aussi odieux, le peuple Italien ait eu un réflexe de colère ; ce qui l'est moins, c'est qu'il s'en soit pris à la France et que le chef du gouvernement lui-même, qui est tenu par ses fonctions à plus de réserve et de sang-froid, ait désigné la France à l'irritation populaire. Quelques instants après l'attentat, haranguant la foule du haut du balcon du palais Chigi, il disait : « Je tiens à prononcer quelques paroles sérieuses qui doivent être interprétées exactement par ceux auxquels elles sont adressées. Il faut en finir avec certaines tolérances coupables et inouïes d'au delà des frontières, si vraiment on tient à l'amitié du peuple italien, amitié que des épisodes de ce genre pourraient fatalement compromettre. » Et la presse italienne de renchérir à un diapason incroyable de violence, et de souligner que le Duce n'a pas parlé sous le coup de l'émotion, mais après réflexion, et de propos délibéré. Naturellement, provoquée de haut, la foule, en plusieurs endroits, notamment à Trieste et à Livourne, se livra contre la France et le drapeau français à d'inconvenantes manifestations, pour lesquelles le gouvernement dut exprimer ses regrets. Nous sommes habitués, de la part de la presse et du public italien, à des crises périodiques de

misogallisme, mais nous espérions que le gouvernement de M. Mussolini se montrerait plus juste que celui de M. Crispi. Quelques journaux fascistes insinuèrent que la France, jalouse de la puissance italienne, aurait armé le bras de l'assassin.

Il nous plaît de dédaigner de telles injures. Il reste que, de bonne foi, certains Italiens accusent la France d'entretenir une sorte de conjuration permanente contre le régime fasciste. Ils choisissent mal l'occasion pour nous adresser de tels reproches ; l'attentat de Lucetti est le fait d'un isolé qui rappelle les tristes exploits des Caserio et des Luccheni; quand on a longtemps exporté chez les autres l'assassinat politique, on ne saurait s'étonner de le retrouver chez soi. Toutes les polices du monde savent que, s'il est possible de dépister un complot, le crime individuel d'un fanatique est impossible à prévoir et à prévenir. Depuis les temps les plus lointains, la France a été une terre d'asile pour les *fuorusciti* de toutes les révolutions d'Italie. Depuis le gibelin Dante fuyant les violences guelfes et les papes cherchant à Avignon un asile contre les brutalités des barons romains, jusqu'aux carbonari et aux patriotes du XIXe siècle fuyant la police autrichienne, tous les partis ont tour à tour éprouvé l'hospitalité française. Le régime dictatorial de M. Mussolini ne laisse guère à ses adversaires que le choix entre l'exil et les pires traitements; ses victimes sont nombreuses et elles ont, comme celles de tous les régimes de violence, des frères, des amis chez qui peut naître la passion de la vengeance. Allons-nous chasser ces Italiens qui viennent si nombreux travailler chez nous et qui enrichissent leur patrie de notre argent, ou bien faudra-t-il demander à chacun d'eux je ne sais quel certificat de civisme fasciste? L'inadmissible prétention du fascisme serait d'obtenir pour ses délégués à l'étranger une sorte de contrôle sur leurs compatriotes. La France doit à l'Italie d'empêcher toute conspiration qui se formerait sur son territoire contre le gouvernement, quel qu'il soit, qu'il lui plaît de se donner; elle peut même exercer une surveillance sur les individus qui lui seraient signalés comme dangereux; elle l'a toujours fait et elle le fera encore; mais c'est tout.

Nous sommes au courant des menées que l'Italie fasciste, « guerrière et expansionniste », conduit ou prépare contre la France et qui constituent pour l'Europe, pour la Société des nations et pour la paix, un grand danger. Les manifestations anti-françaises ont commencé bien avant l'attentat d'un anarchiste italien ou de l'Anglaise, folle, qui tira sur M. Mussolini ; elles font partie d'un plan concerté, encouragé

par le gouvernement. La politique française ne peut se reprocher que sa faiblesse et sa patience : soldats français massacrés à Fiume ; maréchal de France malmené à Venise ; ministre italien, venant en avion en Tunisie sous prétexte d'inspecter les écoles italiennes, nous avons tout laissé passer. La méthode est déplorable et incite nos voisins à tout se permettre. M. Mussolini fera bien de méditer le mot de Bismarck : « A force de peindre le diable sur le mur, on finit par le voir apparaître. » Que la presse italienne, qui enfle si volontiers la voix, soit persuadée que, s'il y a, chez nous, des admirateurs et des détracteurs du fascisme, elle ne trouvera, pour répondre à ses provocations, que des Français. Mais aussi que ces incidents déplorables apportent aux gouvernants de notre pays cet utile enseignement : depuis la révolution bolchéviste et la révolution fasciste, deux conceptions toutes nouvelles de la politique et de la diplomatie se sont acclimatées en Europe; elles s'opposent l'une à l'autre tout en se ressemblant par certains côtés de leurs méthodes et de leur propagande, mais elles s'opposent encore davantage, l'une et l'autre, aux vieilles formules sur lesquelles la France et l'Angleterre, entre autres, continuent à vivre.

A ces conceptions nouvelles se rattache le gouvernement établi en Espagne par le général Primo de Rivera, mais il en diffère par plus d'un trait : *cosas de España*. L'Espagne garde toujours son originalité. Le peuple espagnol n'est, depuis un siècle, qu'un figurant dans les luttes politiques qui se passent entre les militaires organisés en associations ou *juntes* et certains clans de politiciens professionnels. Le général Primo de Rivera a entrepris l'œuvre méritoire de chasser l'armée de la politique et la politique de l'armée. Il s'est heurté, ces temps derniers, à l'opposition de la *junte* de l'artillerie et du génie qui, à certains desseins politiques, joignait quelques revendications professionnelles; ces artilleurs et sapeurs se révoltent contre le décret royal du 6 juin qui institue l'avancement au choix; ils n'admettent pas que les officiers qui se distinguent sur le champ de bataille avancent plus vite que ceux qui restent dans leurs garnisons : étrange scrupule qui révèle dans l'armée un singulier état moral. A l'appel des chefs de l'artillerie, quelques garnisons ont pris les armes. La *junte* de l'artillerie passe pour spécialement dévouée à la monarchie, ce qui fit croire que le Roi, impatient de l'autorité dictatoriale du général Primo de Rivera, n'aurait pas vu d'un mauvais œil la tentative des artilleurs. Ce qui semblait confirmer ces bruits, c'est que Alphonse XIII a dernièrement choisi, comme chef de sa maison militaire, le général Berenguer, officier de haut mérite,

naguère disgracié et emprisonné, et qui passe pour l'ennemi personnel du général Primo de Rivera. Quoi qu'il en soit, le Roi a loyalement appuyé le gouvernement contre les officiers rebelles qui ont été assez facilement réduits à l'obéissance; la clémence royale ne s'est exercée que pour atténuer les condamnations et les punitions.

Le marquis de Estella l'emporte donc et il a demandé au peuple espagnol de lui marquer sa confiance en signant une formule d'approbation présentée par l'Union patriotique; ce plébiscite original a obtenu environ cinq millions de signatures et il a paru que c'était un grand succès dans un pays où la masse se désintéresse de la politique; la manifestation de l'opinion contraire n'était pas admise. Le chef du gouvernement a décidé de réunir prochainement une sorte d'assemblée nationale, élue par les corps de métiers et les grands organismes corporatifs, qui sera la représentation de l'Espagne laborieuse et active. Ainsi s'instaurerait une nouvelle combinaison de l'autorité gouvernementale et du pouvoir législatif; les abus du parlementarisme seraient éliminés et les excès de l'absolutisme militaire, jugé temporairement nécessaire, atténués. L'Espagne aurait trouvé une forme de gouvernement adaptée à son tempérament national.

Nous nous en réjouirons volontiers, d'autant plus que l'affaire, mal engagée, de Tanger, pourra être reprise sur de nouvelles bases. Les conseils de l'Italie avaient conduit le gouvernement espagnol dans une impasse dont nous ne demandons qu'à l'aider à sortir. L'Espagne n'insiste plus pour l'inclusion de Tanger dans sa zone de protectorat, mais elle demande que des conversations préliminaires aient lieu entre elle, la France et l'Angleterre, pour aboutir à une conférence de tous les signataires de l'acte d'Algésiras. C'est retomber dans l'erreur de l'internationalisation qui est inadmissible pour la France. Le *Times* est mieux inspiré en conseillant d'abord « des conversations officieuses entre la France et l'Espagne qui sont les deux puissances les plus directement intéressées à la question ». C'est la note juste. Nous espérons que l'Espagne s'y tiendra et nous sommes disposés à la rejoindre sur ce terrain.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

MÉMOIRES

DE LA

REINE HORTENSE

PUBLIÉS PAR LE PRINCE NAPOLÉON

VII [1]

LA CAMPAGNE DE FRANCE ET LA PREMIÈRE ABDICATION

AVANT L'INVASION

Le roi Joseph, forcé de quitter son royaume d'Espagne, s'était retiré à sa campagne de Mortefontaine; j'allai lui faire une visite (2). La Reine partageait sa retraite. C'était un modèle parfait de bonté, de douceur, d'abnégation de soi-même. Elle n'avait pas été plus que moi sensible aux avantages de sa haute position, et, pas plus que moi, elle n'avait trouvé le bonheur.

Je vis à Mortefontaine la reine de Westphalie, heureuse par son mari, jouissant avec plénitude et sans mélange de toutes les douceurs de la vie et de tout l'éclat de la grandeur. La perte d'un royaume était heureusement pour elle le seul point sensible par lequel elle eût été frappée et, satisfaite dans tout le reste, les affaires politiques l'occupaient uniquement. Aussi ce fut le sujet de tous nos entretiens et nous étions toujours d'accord sur la nécessité urgente de la paix.

L'Empereur était à Dresde où l'on croyait qu'il pouvait la

Copyright by Plon-Nourrit et Cie, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin — 1er octobre.

(2) Début d'octobre 1813.

faire ; mais dépendit-elle de lui, ou bien eut-il trop de confiance dans la force de ses armes, dans les ressources de la France, dans son alliance avec l'Autriche, dans sa fortune?... Craignit-il trop de paraître faible, s'il cédait quelque chose, et, si une fois il apparaissait faible, de voir éclater les haines longtemps comprimées?... Enfin était-ce à ses yeux s'avouer vaincu que de ne plus dicter des conditions? Peut-être la postérité jugera-t-elle que ce fut là sa faute et que, si la paix dépendait de lui, il devait l'accepter, puisque l'orgueil national avait été relevé à Lutzen et à Bautzen. Mais l'Angleterre entraîna l'Autriche. L'humiliation et le malaise d'une trop longue occupation militaire souleva les peuples. Les rois, sur leurs trônes, oublièrent qui les y avait placés; leurs soldats, sur les champs de bataille, passèrent dans les rangs opposés, et, d'alliés, devinrent tout à coup ennemis. On n'eut plus recours qu'à la trahison et l'on n'écouta plus que la vengeance.

L'armée, obligée de céder au nombre à Leipzig (1), retourna jusqu'à Mayence à travers les obstacles qui se multipliaient à chaque pas. Le nombre de nos ennemis croissait avec nos malheurs. Partout où l'armée combattait, elle était victorieuse, mais ce n'était plus que pour arriver au sol de la patrie et la défendre encore. A peine l'avait-elle touché qu'une épidémie acheva de détruire ce que la guerre avait épargné.

L'Empereur revint à Saint-Cloud (2). Les négociations de la paix parurent seules l'occuper. La France la voulait. Épuisée par ses derniers efforts, elle ne semblait pas disposée à en faire de nouveaux. Ses militaires, ruinés, épuisés par les désastres essuyés dans les deux dernières campagnes, commencèrent à se demander quel était donc le fruit de leurs travaux. Le découragement succédait déjà à l'élan si naturel dans les temps de conquête. Les anciens républicains, réduits au silence depuis si longtemps par l'état prospère de la France, élevèrent de nouveau la voix et crurent qu'il y avait encore du courage dans l'opposition. Ce n'était pas le moment : il fallait le faire lorsqu'au plus haut point de sa gloire la France semblait n'avoir plus qu'à perfectionner ses institutions. Il était donc trop tard ou trop tôt. L'approche de l'étranger devait réunir tous les intérêts, toutes les opinions pour la défense de la patrie, et il fallait se confier

(1) 16-17-18 octobre 1813.
(2) 9 novembre 1813.

au seul homme capable de la sauver encore. Mais on ne sentait que le poids de cette main qui s'était appesantie si longtemps, et l'on oubliait sa force tutélaire. Erreur trop commune et toujours fatale! Pouvait-il exister rien de plus funeste que cette division qui nous livrait à un pouvoir jaloux et destructeur? Le grand homme, même avec ses fautes, valait mieux que l'étranger avec ses promesses.

L'Empereur eut donc à lutter, seul, contre ses ennemis personnels et contre ceux de la France, et, secondé comme autrefois, il eût peut-être encore triomphé. Ses frères se réunirent près de lui. Mon mari, qui avait constamment refusé de quitter les pays étrangers, lorsqu'il les vit en guerre avec la France, vint joindre ses efforts à ceux de sa famille pour être utile dans ce moment de crise. Il alla encore demeurer chez sa mère; je ne le vis pas une seule fois.

Lorsque mon mari avait vu tous les souverains faire une loi à la France de renoncer à tout agrandissement en dehors de ses limites naturelles, il avait pensé que la Hollande ne pouvait manquer d'être rendue à elle-même et il avait proposé à l'Empereur de revenir sur son abdication et de reprendre la couronne de Hollande. L'Empereur avait refusé.

Depuis la mort du grand-maréchal Duroc, sa place restait vacante. L'Empereur nomma le général Bertrand, déjà son aide de camp, grand-maréchal du palais. Tout le monde approuva ce choix: c'était un homme de talent, modeste, doux, honnête et pur. Il avait épousé Mlle Dillon, alliée à ma famille (1); j'avais fait leur mariage à Saint-Leu. Mon aumônier, l'évêque d'Osmond, leur avait donné la bénédiction nuptiale, et c'était l'union la plus heureuse. Mlle Dillon avait de l'élan, de l'élévation, de la noblesse, mais, extrême dans ses dévouements, elle montrait particulièrement sa vivacité dans son amour excessif pour son mari, et c'était un exemple que le contraste des caractères n'est pas un obstacle au bonheur.

Cependant, on n'apprenait rien sur la paix, objet des vœux les plus ardents. La France s'agitait; les partis se ranimaient. Pour les attirer tous à lui, l'Empereur, autrefois, avait pris un moyen violent. Ce que la conviction n'avait pu faire, il l'avait entrepris par la force. Il avait réussi; les jeunes gens de l'an-

(1) Élisabeth Dillon, fille du général Arthur Dillon, guillotiné en 1794, était par sa mère, née Marie de Girardin, la nièce à la mode de Bretagne de Joséphine.

cienne noblesse qui, malgré l'opposition de leurs parents, avaient été forcés de servir à la Cour ou à l'armée, le jour où ils furent admis au partage de notre gloire, se crurent des nôtres et s'attachèrent au nouvel ordre de choses.

Cette fois, ne laissant derrière lui qu'une vieille noblesse dont il n'avait ni le besoin ni la crainte, l'Empereur fit un nouvel appel à toute la jeunesse riche et considérable de la France et la força d'entrer dans les gardes d'honneur (1). Ses ordres étaient déjà sévères, mais, par malheur, l'exécution en fut sans mesure. Il en résulta de grandes inimitiés.

Les victoires auraient tout calmé; les malheurs ont tout aigri. En un instant furent oubliés les bienfaits du législateur, les hauts faits du général. On ne vit que le conquérant; nous-mêmes, sa famille, habitués à le considérer comme l'arbitre de tout, nous osâmes nous révolter et blâmer trop une guerre qu'il n'était peut-être plus en son pouvoir d'arrêter.

Le prince de Bénévent, humilié depuis longtemps, vit la faiblesse de la position et chercha à en profiter. Il avait les moyens de nuire. Il les employa. Rarement la haine sans audace laisse échapper l'occasion qu'elle a épiée dans l'ombre.

Cependant, cette croisade de tous les peuples du Nord ligués entre eux mit enfin le pied sur le sol français, intact depuis tant de victoires. Jamais effroi ne fut semblable à celui qui saisit la capitale. L'ennemi en France! s'écria-t-on. Qu'est devenue notre armée? Qu'opposer à une invasion si formidable? En effet, aucun mouvement n'avait annoncé qu'on songeât à se défendre.

LES ALLIÉS EN FRANCE

Je m'étais rendue à la messe aux Tuileries. La duchesse de Montebello me dit, d'un air effrayé : « Madame, savez-vous la nouvelle? Les Alliés ont passé le Rhin. La consternation est à Paris. A quoi pense l'Empereur? » L'Impératrice, instruite par la duchesse, me parut fort troublée : « Je porte malheur partout où je suis, me dit-elle. Tout ce qui m'a approchée en a été plus ou moins frappé, et, depuis mon enfance, j'ai passé ma vie à fuir constamment de chez moi. »

(1) Les quatre régiments de gardes d'honneur avaient été créés par sénatus-consulte du 3 avril 1813.

Je revins le soir au dîner de famille. L'Empereur était seul avec l'Impératrice lorsque j'entrai. Il la tenait dans ses bras et avait l'air de se moquer d'elle. « Eh bien! Hortense, me dit-il en se retournant en riant, on a donc bien peur à Paris? On y voit déjà les Cosaques. Ah! ils n'y sont pas encore, et nous n'avons pas oublié notre métier. Sois tranquille, dit-il à sa femme, nous irons encore à Vienne battre papa François. » Au dîner, son fils vint au dessert. Il lui répéta plusieurs fois : « Allons battre papa François », et l'enfant répétait cette phrase si souvent et si bien que l'Empereur paraissait enchanté et riait aux éclats.

Après le dîner, il fit appeler le prince de Neuchâtel. « Allons, Berthier, mettez-vous là, dit-il en lui désignant la table à tapis vert. Il nous faut recommencer la campagne d'Italie », et il lui dicta pendant une heure devant nous et de tête toute l'organisation de l'armée qui devait se rassembler dans les plaines de Châlons. Il fit venir les quatre généraux de sa Garde, les questionna sur le nombre des hommes malades, sur celui des hommes disponibles et s'occupa de la réorganisation de leur corps en particulier. Cela dura assez longtemps, puis, ensuite, il congédia tout le monde et il nous dit : « Eh bien! mesdames, êtes-vous contentes? Croyez-vous qu'on nous prenne si facilement? »

Les finances du trésor impérial étant embarrassées dans ce moment, son trésor particulier fournit aux dépenses de cette nouvelle guerre. L'ordre de sa maison était si parfait qu'il pouvait servir de modèle à toutes les administrations.

Il était économe pour lui-même, grand et généreux pour les autres. Il citait souvent l'exemple de Charlemagne qui faisait vendre jusqu'aux herbes de son jardin, et ôta à M. de Rémusat, son chambellan, la charge qu'il lui avait donnée des dépenses de sa toilette parce qu'il lui faisait dépenser quatre-vingt mille francs par an. Il nous en parla un jour : « Concevez-vous une telle somme pour moi qui ne porte qu'un petit habit d'officier? Aussi ai-je chargé des dépenses de ma toilette M. de Turenne. Je lui ai fixé vingt-quatre mille francs et je ne veux pas que cela soit dépassé. » Comme il était fort recherché pour le linge et qu'il en perdait beaucoup aux armées, M. de Turenne, pour arriver à cette économie, était toujours aux expédients et faisait courir jusqu'après ses gants qu'il laissait dans ses calè-

ches (1). Tant d'économie donnait à l'Empereur le moyen de réparer la pénurie du trésor. Il accordait souvent aussi à des maréchaux, à des généraux, des sommes de deux cent ou trois cent mille francs pour payer leurs dettes, pour s'acheter une terre ou un hôtel.

Avant mon départ pour la Hollande, il vint à un bal chez moi. « Vous n'êtes pas aussi élégante que les autres princesses. Est-ce que votre mari ne vous donne pas une assez forte pension? Eh bien! je vous accorde cent mille francs par an sur ma cassette. » Mais il est à remarquer qu'il ne donnait jamais plus qu'on ne pouvait dépenser.

Le départ de l'Empereur ne se fit pas longtemps attendre. Un matin, toute la garde nationale fut réunie dans la salle des Maréchaux. L'Empereur fit venir le roi de Rome qu'il prit dans ses bras, et, entouré de l'Impératrice et de nous, il annonça son départ pour l'armée et la confiance qu'il mettait dans la garde nationale de Paris en lui confiant la défense de la capitale et celle de ce qu'il avait de plus cher.

L'enthousiasme qui lui répondit n'était pas feint, car la position était critique et l'intérêt général et particulier semblait reposer entièrement sur les efforts de son génie. J'ai vu des yeux remplis de larmes, dont l'émotion n'était pas jouée; et peu de jours après, ces mêmes hommes, non seulement abandonnaient la cause de l'Empereur, mais l'accablaient des injures les plus grossières!

Le soir, j'étais seule avec l'Empereur et l'Impératrice. Elle ne cessait de pleurer et l'Empereur de l'embrasser pour la consoler. Il nous fit entrer dans son cabinet. Il y fit la revue de tous ses papiers, pendant que nous étions toutes les deux à nous chauffer auprès de la cheminée. Il brûla beaucoup de lettres et, chaque fois qu'il s'approchait de la cheminée, il embrassait sa femme et nous disait : « Ne soyez pas tristes; ayez confiance en moi. Est-ce que je ne sais plus mon métier? » Et, en serrant sa femme dans ses bras, il ajoutait : « Je vais encore battre papa François. Ne pleure pas; je reviendrai bientôt (2). »

Les armées ennemies s'avançaient lentement et avec crainte. Un congrès établi à Châtillon donnait encore l'espoir d'une paix

(1) M. de Turenne donnait dix sous aux valets de pied, lorsqu'ils lui rapportaient un gant de l'Empereur laissé dans sa calèche. (*Note de la reine Hortense.*)

(2) L'Empereur quitta Paris le 25 janvier 1814.

générale. Il m'avait semblé, dans les dispositions prises par l'Empereur devant nous, que le total de cette armée qui allait résister à toute l'Europe se montait à peine à cinquante ou soixante mille hommes; j'étais effrayée de ce petit nombre; mais ses talents devaient suppléer à tout.

Jamais il ne déploya plus de moyens et plus d'activité. On le vit presque en même temps battre l'ennemi sur un point et, à trente lieues de là, le repousser sur un autre; et l'armée, le chef semblaient se multiplier. On eût dit qu'en présence de la France le génie et le courage de ses défenseurs trouvaient de nouvelles ressources. Ce fut ainsi qu'avec une poignée de braves l'Empereur arrêta cette ligue européenne que, sans la trahison, il aurait peut-être vaincue.

Le roi de Naples osa oublier tout ce qu'il devait à l'Empereur, et s'abusa assez pour espérer survivre à la chute de son protecteur naturel (1). Sa femme partagea son erreur. L'ambition aveugle toujours, et le juste sentiment de ce qu'on se doit à soi-même est le meilleur guide à suivre dans toutes les circonstances et celui qui ne trompe jamais.

Mon frère, que l'Empereur avait envoyé de Dresde organiser une armée en Italie, s'y défendait avec vigueur. Il reçut des souverains alliés les mêmes propositions que Murat. Il devait conserver la couronne d'Italie s'il abandonnait la cause de la France. Sa réponse ne pouvait être douteuse. Il refusa et en instruisit l'Empereur, qui lui ordonna d'envoyer sa femme près d'accoucher et ses enfants en France. Cet air de méfiance, excusable dans l'homme qui vient d'être trompé si cruellement par un membre de sa propre famille, offensa mon frère. La seule apparence du soupçon révolte une âme noble et délicate. Sa femme refusa avec énergie d'obéir et courut s'enfermer dans la place de Mantoue pour y faire ses couches, au milieu des horreurs de la guerre, mais trouvant qu'elle ne pouvait être mieux qu'auprès de son mari (2). Eugène eut des avantages, et, sans l'armée napolitaine, il eût fait une diversion aux grandes attaques dirigées contre nous et peut-être par là aidé puissamment les efforts de l'Empereur.

(1) Murat venait de signer le traité du 11 janvier 1814 avec l'Autriche.

(2) La princesse Auguste accoucha le 13 avril 1814 à Mantoue d'une fille, la princesse Théodelinde, qui épousa en 1841 le comte de Wurtemberg, plus tard duc d'Urach, et mourut en 1857.

La France était dans la plus grande perplexité. Le nombre de ses ennemis s'augmentait tous les jours. Les Chambres, silencieuses et dociles jusqu'alors, murmuraient hautement. Elles voulurent même s'opposer aux mesures d'un pouvoir qu'une longue habitude rendait absolu. Soulever en ce moment de telles discussions, c'était alors apprendre à l'étranger notre faiblesse et lui donner le secret de nous vaincre. Avant son départ, l'Empereur avait dissous la Chambre qui lui semblait vouloir entraver ses moyens de défense. On cria à la tyrannie ; on fit entendre le nom de liberté, et, dès ce moment, quiconque voulut se déclarer contre lui se revêtit du titre de libéral. Des généraux, des maréchaux eux-mêmes, fatigués, découragés, mêlèrent leurs plaintes à la plainte commune et, comme s'ils eussent senti renaître un républicanisme caché si longtemps sous la gloire, ils accusèrent une ambition dont ils avaient été les plus fermes appuis et dont ils avaient recueilli les fruits les plus beaux. L'Empereur voulait la paix aussi bien qu'eux, mais il la voulait honorable, et, pour cela, il fallait encore vaincre. L'on a les défauts de ses qualités. Entreprenant, hardi, inébranlable, d'une ténacité qui lui avait fait surmonter tous les obstacles et souvent rester maître d'un champ de bataille, il ne savait plus ployer assez promptement son caractère quand les circonstances l'exigeaient et se perdait par l'inflexibilité même qui avait été si longtemps sa force. Il parvint cependant, dit-on, à triompher de ses répugnances à adopter une paix dont il prévoyait trop la mauvaise foi.

Si cette paix, même désavantageuse, eût été définitivement conclue à Châtillon, nous eussions vu l'Empereur rentrer à Paris tout aussi populaire que jamais, tant elle était ardemment désirée. Mais il avait toujours compté sur son génie et sur la valeur française. Le succès inouï de Montmirail avait relevé ses espérances, et il dut croire à de meilleures conditions pour le pays, car il avait toujours préféré la gloire de la France à la sienne propre.

Quelque temps avant, voulant réunir toutes ses forces, il avait ordonné au ministre de la Guerre d'écrire à mon frère qu'il eût à abandonner l'Italie pour se concentrer en France (1). Impatient de tout délai, il écrivit à ma mère pour qu'elle com-

(1) Napoléon à Clarke, Nogent, 8 février 1814.

muniquât ses prompts désirs à son fils. « La France avant tout, mandait-il à ma mère. Elle a besoin de réunir tous ses enfants autour d'elle. »

Aussitôt que mon frère fut informé par là des intentions de l'Empereur, il lui expédia son aide de camp Tascher pour lui rendre compte de la situation de son armée. Il venait de remporter une victoire contre les Autrichiens et plusieurs avantages contre les Napolitains, ce qui lui permettait de contenir l'ennemi de ce côté en conservant la ligne de Mantoue. Au lieu de cela, en quittant sa position, il courait le risque de voir son armée d'Italiens s'amoindrir à mesure qu'il s'avancerait vers la France et il était convaincu qu'il n'amènerait avec lui qu'une poignée de Français et, en même temps, qu'il verrait l'ennemi déborder de ce côté sur la France. M. Tascher joignit l'Empereur sur le champ de bataille de Montmirail et lui rendit compte de sa mission. « Repartez sur-le-champ, lui dit l'Empereur. Racontez ce que vous avez vu, et dites à Eugène qu'il tienne, qu'il tienne bon en Italie. » Cette victoire était le dernier triomphe réservé à l'Empereur (1).

Il s'opiniâtra toutefois à retenir la France sur le penchant de sa chute. L'armée seule partageait cette noble obstination et ne raisonnait pas; fidèle à son devoir, fidèle à ses serments, comme lui elle n'avait qu'un désir, qu'un espoir : celui de défendre et de sauver la patrie, mais la fortune n'était plus pour nous.

A PARIS

Paris avait été fortifié à la hâte. Tous ces apprêts guerriers causaient de la terreur dans la capitale mais ne pouvaient altérer la gaieté française. Les autres nations sont sérieuses, graves; le malheur ne les surprend pas; elles en ont étudié toutes les chances et elles trouvent l'énergie dans la réflexion. Le Français trouve la sienne dans sa gaieté. Au moment où la capitale était menacée, toutes les fortunes compromises, l'on riait encore et l'on s'occupait à soustraire des objets précieux aux Cosaques comme l'on se serait occupé d'une partie de campagne. Les spectacles restèrent ouverts jusqu'au dernier moment.

(1) Louis Tascher, parti de Volta le 9 février 1814, rejoignit l'Empereur à Guignes le 16 février. Il le quitta le 18, après avoir assisté au combat de Nangis, et fut de retour à Volta le 25 février 1814.

La garde nationale était dans les meilleures dispositions. Tous les citoyens, à l'approche du danger, se seraient faits soldats et brûlaient de défendre leurs foyers. Il ne manquait qu'un homme, et l'Empereur ne pouvait être partout. Il tourna l'armée ennemie de façon à la renvoyer sur Paris. Il avait fait demander si cette capitale pouvait tenir quelques jours. On lui avait bien répondu que non, mais, malgré cette réponse, il effectua sans doute son projet, et, à l'instant, privé du seul guide qui pouvait le diriger, l'État fut abandonné au hasard. L'habitude de l'obéissance à un génie supérieur donne une juste défiance de soi-même, ôte à chacun la force de prendre un parti, qui, fût-il faible, est préférable à n'en prendre aucun, car agir, c'est déjà servir sa cause.

Les frères de l'Empereur se réunissaient entre eux. J'allais voir l'Impératrice nommée régente, et je semblais, comme toujours, étrangère au reste de la famille.

Mon salon devint un atelier de travail et nous faisions continuellement de la charpie pour les hôpitaux. Ces tristes occupations avaient quelque chose de consolant. Les objets de nos affections n'étaient plus emportés dans des climats glacés. A présent, en pays ami, presque sous nos yeux, une sœur, une épouse, une mère, pouvait aller secourir celui que le sort avait frappé et cette assurance de partager le malheur commun, de ne plus être isolé, donne l'énergie que réclament les circonstances et fait renfermer toute marque de faiblesse que l'impuissance d'être utile rend si ordinaire dans une femme.

Le 28 mars 1814, ma première femme entra chez moi de bonne heure et, d'un air très effrayé, m'annonça que les ennemis n'étaient pas loin de Paris et que des blessés français se réfugiaient aux barrières.

Quoique peu instruite des événements, je ne pouvais croire les Alliés si près de moi sans que personne de ma famille m'en eût dit un mot. La veille, j'avais passé la soirée chez l'Impératrice qui ne paraissait pas en savoir plus que moi. J'avais fait une partie de whist avec M. de Talleyrand et M. Molé. Nous avions plaisanté sur de prétendues prédictions qui portaient que l'ennemi devait se rendre maître de Paris, bien éloignés d'ajouter aucune foi à ces folies.

Depuis un mois, je sortais tous les jours à cheval pour ma santé. J'allai faire ma promenade habituelle sur les boulevards

extérieurs, et je ne tardai pas à reconnaître par moi-même la vérité des récits de ma femme de chambre. Beaucoup de soldats blessés que l'on renvoyait à Versailles, lieu de leur dépôt, m'assurèrent que l'ennemi était à peu de distance. Cette image de la guerre à mes côtés et sous mes yeux me causa une vive impression. Je rentrai chez moi, le cœur serré, mais sentant bien que le moment de réunir tout son courage était arrivé.

J'allai le soir, de bonne heure, chez l'Impératrice. Elle se rendait au Conseil, où, me dit-elle, on allait discuter son départ. Je m'efforçai par mille raisons de la persuader de ne jamais quitter Paris. Je lui dis qu'en s'éloignant, elle ne tomberait pas moins au pouvoir de l'ennemi, s'il devenait maître de la capitale, tandis que sa présence encouragerait tout le monde ; qu'il fallait savoir se maintenir dans la position où le sort nous avait placés et en remplir toutes les obligations ; que si le malheur était notre partage, nous devions alors nous résigner, mais qu'avant, elle avait des devoirs à remplir ; que, dans Paris seul, elle ne courait aucun risque personnel et pouvait, par sa présence, électriser tous les courages et tous les dévouements.

Je lui parlais encore lorsque le roi Joseph entra. Je continuai. Il m'écouta, mais sans répondre un mot, sans doute par l'habitude qu'on avait sous l'Empire de traiter comme vaines et légères toutes les réflexions des femmes sur la politique.

Je restai seule dans le salon à attendre la décision du Conseil. Il m'importait d'en être instruite sur-le-champ, afin de prévenir ma mère qui, seule à la Malmaison, était loin de se douter des événements et à laquelle personne n'aurait songé.

La duchesse de Montebello vint me tenir compagnie. Je connaissais son ascendant sur l'Impératrice, et je lui expliquai, plus en détail que je n'avais pu le faire avant, combien la présence de l'Impératrice était nécessaire à Paris. J'ajoutai que l'Empereur devait connaître notre position et savait trop bien manœuvrer pour ne pas s'occuper de venir nous en retirer, et que c'était une terreur bien mal calculée que d'abandonner Paris, quand, au contraire, il fallait à tout prix le défendre, ou courir le risque de tout perdre.

A son retour du Conseil avec le roi Joseph et l'archichancelier, l'Impératrice me dit, d'un air moitié riant, moitié craintif : « Je pars, et je vous conseille d'en faire autant, car le ministre de la Guerre assure qu'il est impossible de défendre Paris. » Je

restai stupéfaite. Je lui répondis : « Au moins, ma sœur, vous savez que vous perdez votre couronne. Je vois que vous en faites gaiement le sacrifice. » Elle s'approcha de moi et me dit tout bas : « Vous avez peut-être raison, mais on vient de le décider ainsi, et si l'Empereur a un reproche à faire, ce ne sera pas à moi. »

Il fut résolu qu'elle partirait dans la nuit. L'archichancelier se récria sur cette précipitation. Il déclara qu'aucune disposition n'était prise, aucun ordre donné, que l'Impératrice aurait à peine le temps d'avoir quelques effets emballés; que, pour lui, jamais il ne pourrait être prêt.

Le départ fut donc différé jusqu'au lendemain matin (1). On allait même oublier le trésor, lorsqu'on jugea à propos de le faire partir en même temps que l'Impératrice pour éviter une double escorte.

Je m'approchai du roi Joseph et je lui demandai si quelque chose avait été arrêté à notre égard. Il me répondit que, dans des circonstances si délicates, on ne pouvait donner de conseil et que chacun ferait ce qui lui conviendrait.

Je retournai chez moi, révoltée de tant de faiblesse, et, à la vue de M. Lavallette qui m'y attendait, je m'écriai : « Il n'y a que les femmes qui ont du nerf dans les grandes occasions et quand le sort des États est remis à des hommes comme ceux que je viens de voir, il ne faut pas s'étonner si tout va de travers et si on perd les meilleures causes. » Alors, mêlant au sérieux du moment un peu de malignité sur le ridicule dont j'avais été témoin, je racontai les craintes de l'archichancelier, le défaut absolu d'énergie au moment où on avait le plus besoin d'en avoir et les tristes conséquences d'une telle conduite qui faisait partir l'Impératrice et son fils en plein jour, sans troupes, sans ordres, sans une tête capable de la guider, au risque d'être prise deux jours après, et sans penser à l'effet accablant qui allait en résulter pour la capitale.

Puisqu'on me laissait ma liberté, j'étais bien tentée de ne pas courir tant de hasards et de rester à Paris. Je me couchai en remettant à prendre au lendemain matin un parti aussi important pour moi. J'avais envoyé des Tuileries un homme à cheval à la Malmaison annoncer à l'Impératrice ce qui se

(1) L'Impératrice et le roi de Rome partirent des Tuileries pour Rambouillet le 29 mars 1814, à onze heures du matin.

passait et l'engager à se rendre sur-le-champ à Navarre.

Je venais de m'endormir lorsqu'on vint me réveiller de la part de mon mari, qui m'écrivait la décision de l'Impératrice. Je répondis que je la savais, et j'essayai de me rendormir. Un instant après, il m'envoya une seconde lettre pour m'inviter à suivre l'Impératrice. Je répondis encore qu'il serait assez tôt de m'en occuper le lendemain de bonne heure, et je crus que j'allais enfin trouver quelque repos, mais, pour la troisième fois, il me fit ordonner de quitter Paris. Cette nuit si interrompue, avec ma faible santé, ne me préparait pas bien à supporter trop de fatigues et les tourments qui s'annonçaient. Pourtant, je me levai et me disposai à obéir. Depuis longtemps toujours prête en cas d'événements, je pouvais me mettre en route dans peu de moments.

L'Impératrice venait de partir. J'appris aussitôt le mauvais effet qu'avait produit ce départ. La garde nationale, auparavant décidée à se battre, était maintenant complètement découragée. Le peuple qui, le matin, ne demandait que des armes, était dans la consternation. Il avait crié après la voiture de Madame Mère, et, témoin de tous ces départs en plein jour, il s'était emporté à des propos contre une famille qui semblait l'abandonner.

Chose extraordinaire, le petit roi de Rome, qui allait se promener tous les jours, ce matin-là, par un caprice qu'on pouvait appeler pressentiment, se refusa avec obstination à quitter son appartement. Il s'accrochait à toutes les portes en criant : « Je ne veux pas sortir de chez moi. » Il fallut l'emporter de force et tout en larmes.

J'ai su depuis que M. de Talleyrand, reconduisant la duchesse de Montebello jusqu'à la voiture de l'Impératrice et l'aidant à y monter, lui serra la main et lui dit : « Ah ! ma pauvre duchesse, comme on vous joue ! » Dans le conseil il avait été d'avis que l'Impératrice ne s'éloignât pas de Paris.

J'étais dans la plus grande incertitude. Je n'avais personne auprès de moi capable de me conseiller et même de guider ma fuite, si elle avait lieu. Les officiers de service près de moi n'étaient pas militaires, et j'allais me trouver dans tous les embarras d'une retraite. On m'annonça M. de La Bédoyère, blessé à Bautzen à la tête du régiment dont il était colonel et, depuis ce temps, resté à Paris pour se soigner. Je ne l'avais pas

revu depuis son mariage (1). En apprenant nos départs précipités et comme ancien aide de camp de mon frère, il vint me prier d'accepter ses services et de disposer de sa personne. Je refusai en lui témoignant toute ma reconnaissance, mais je fus touchée de ce dévouement, lui dont la famille était si contraire à notre cause, lui qui venait d'épouser une femme dont les intérêts personnels s'identifiaient si bien avec une autre dynastie.

Un paysan avait apporté à la duchesse de Bassano un mot de son mari, alors près de l'Empereur, qui lui disait : « Nous serons bientôt près de vous. » Elle vint chez moi avec plusieurs dames de la Cour, désolées de ce départ de l'Impératrice qui paralysait tous les moyens de défense et persuadées, comme moi, que, si Paris pouvait tenir un jour, l'Empereur arrivait et sauvait la capitale. Mais, malgré notre conviction, que pouvaient faire des femmes seules et sans expérience?

Cependant, la garde nationale envoya savoir s'il était vrai que je dusse partir aussi. Le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angély, qui en commandait alors une partie, était celui qui fut envoyé chez moi. Je fis répondre que, si l'on voulait résister, je promettais de rester avec mes enfants. En effet, mes chevaux furent décommandés, et je me disposai à courir toutes les chances de la capitale.

Mon mari, en apprenant que je n'étais pas partie, malgré ses ordres réitérés, n'avait pas voulu accompagner l'Impératrice, quoiqu'il eût été désigné pour cela. Il attendait que je fusse montée en voiture pour prendre la même route que moi, sa santé ne lui permettant pas de monter à cheval. C'était ce qui l'avait fait désigner pour accompagner l'Impératrice. Les rois Joseph et Jérôme restèrent pour défendre Paris. Mon mari, apprenant ma nouvelle résolution, me fit dire que, malgré l'opinion où il était qu'on avait tort d'abandonner la capitale, cependant le ministre de la Guerre déclarait qu'elle ne pouvait se défendre et que, si je persistais, il allait reprendre ses enfants et les emmener avec lui, que je ne savais pas à quoi je m'exposais, que si mes enfants étaient pris pour otages, je répondais de ce qui pouvait leur arriver. Ce langage était trop fort pour qu'il me fût permis de balancer encore; mais j'avais engagé ma

(1) La Bédoyère avait épousé le 22 novembre 1813 Georgine de Chastellux.

parole et je ne voulais pas y manquer. D'ailleurs, j'étais convaincue que l'Empereur allait venir nous délivrer et qu'avec un peu d'énergie, Paris pouvait bien tenir un jour ou deux. Je restai donc, malgré toutes les raisons qu'on me donnait.

LE DÉPART

Vers le soir, le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angély, très agité, vint m'engager, de la part de la garde nationale même, à ne pas rester davantage, ajoutant que l'ennemi venait de s'emparer des premières hauteurs, que la ville serait sans doute bombardée et prise le lendemain matin, qu'on ne répondait plus de rien, que non seulement on me rendait ma parole mais qu'on désirait me savoir, ainsi que mes enfants, hors de tout danger. Je cédai enfin, voyant bien que personne n'était à la hauteur des circonstances, qu'on avait complètement perdu la tête, qu'il fallait se résigner aux décrets de la Providence.

Tourmentée de toutes ces craintes, je montai en voiture à huit heures du soir (1). Déjà, depuis quelques heures, on était venu m'annoncer qu'on apercevait des Cosaques dans la plaine des Vertus (2). J'avais accepté d'une dame (3) l'offre d'aller coucher à son château près de Versailles, et, au sortir de la barrière, j'avais recommandé à mon piqueur d'aller à cent pas en avant de ma voiture, et, s'il voyait des Cosaques, de tirer un coup de pistolet en l'air pour avertir mes cochers de retourner. J'arrivai sans accident à Glatigny, fatiguée de tant d'émotions différentes, incertaine si j'irais à Rambouillet près de l'impératrice Marie-Louise ou si je rejoindrais ma mère à Navarre, où elle devait être déjà. Dans les temps difficiles, l'irrésolution est ce qui nous agite le plus. La mienne venait surtout de la préoccupation continuelle où me tenait la crainte de me réunir à mon mari. Il est vrai, d'un autre côté, que les tourments domestiques avaient tant d'empire sur moi qu'ils me rendaient moins sensible aux revers de la fortune et me laissaient la liberté d'esprit nécessaire pour les envisager avec fermeté.

(1) 29 mars 1814.

(2) On appelait alors ainsi la plaine d'Aubervilliers.

(3) Mme Doumerc, ancienne compagne d'Hortense à Saint-Germain, dont la mère possédait le château de Glatigny.

Il était tard lorsque j'entrai à Glatigny. Je fis sur-le-champ coucher mes enfants. Je me jetai moi-même sur un lit. Je m'étais à peine reposée que le jour commençait à paraître, et j'entendis le canon et même la fusillade de Paris : « Voilà du canon qui tue! » Je ne l'avais entendu que pour des réjouissances! L'affreuse idée de la mort qui frappait mes compatriotes si près de moi, loin de précipiter ma fuite, me retenait au contraire par le besoin de connaître le sort de cette ville qui avait été mon berceau, et dont les habitants semblaient aujourd'hui devenus tous mes amis.

Je crus que ma position ne me permettait pas de demeurer dans une maison particulière, et je me rendis au Petit-Trianon (1). Je fis venir le général Préval, commandant les dépôts de la cavalerie à Versailles, et je lui annonçai mon intention d'attendre là les événements, le priant de m'avertir au moindre danger. Je savais très bien que, par la route de la Malmaison et de Bougival, des Cosaques pouvaient arriver à Trianon, mais je me fiais à lui pour s'occuper de ma sûreté.

J'ordonnai à mes gens de ne pas s'éloigner, et je me promenai dans les jardins d'où j'entendis des coups répétés qui me perçaient le cœur. Bientôt, je commençai à respirer lorsque le bruit du canon cessa de se faire entendre et que je pus penser qu'au moins on ne se battait plus. Assez longtemps après, je vis venir de loin, à pied, un chasseur qui demanda à me parler seul de la part du général. Son calme, sa tranquillité, cette route faite à pied ne me présageaient rien de fâcheux. Il était envoyé pourtant de la part du général pour me dire que je n'avais pas un moment à perdre, que les dépôts évacuaient Versailles, que les princes et les ministres étaient déjà passés, et que, dans peu d'heures, la ville serait sans doute au pouvoir de l'ennemi. Je fis chercher mes gens, dont quelques-uns, malgré mes ordres, s'étaient rendus à Versailles. Je tâchai de rassurer par mon sang-froid ceux qui restaient, et, enfin, je pris la route de Rambouillet, que je trouvai encombrée de voitures, de soldats, de blessés et de paysans en fuite. Cependant, qu'allais-je devenir? Que devais-je faire?

D'un côté, j'allais retomber sous la domination de mon mari,

(1) 30 mars 1814.

de l'autre, ma mère était presque abandonnée et semblait me réclamer ; enfin, mon sort était lié à celui d'une famille dont le chef avait été mon père. Devais-je m'en séparer dans le malheur? Cette dernière idée l'emporta et je me déterminai à rejoindre l'impératrice Marie-Louise.

J'étais en proie à toutes ces réflexions, tandis que mes enfants, avec la sécurité et l'indifférence de leur âge, jouaient dans ma voiture et s'agitaient autour de moi, comme s'ils eussent été à une partie de jeu, et comme si, dans ce moment, ils ne perdaient pas tout leur avenir.

J'arrivai fort tard à Rambouillet et au moment où les princes et les ministres, ayant fait reposer leurs chevaux, repartaient pour Chartres. Ils éprouvèrent une extrême surprise de me voir. Mon premier soin fut de m'informer de Paris. Le roi Joseph paraissait encore vouloir faire un mystère de la capitulation, mais le roi Jérôme m'en donna les détails et me montra même la proclamation attribuée au prince de Schwarzenberg qui engageait les Parisiens à imiter la ville de Bordeaux où les Bourbons venaient d'être appelés. Ils me conseillèrent de ne pas rester une heure de plus à Rambouillet, car les Cosaques y seraient sans doute dans la nuit. Je fis peu de cas de leur avis, les supposant, à tort peut-être, trop effrayés du danger et, d'ailleurs, je n'aurais pu continuer ma route avec des chevaux qui venaient de faire dix lieues, et j'envoyai tranquillement mes enfants se coucher. J'allais moi-même me livrer au repos, en ayant un besoin extrême, lorsqu'on m'annonça un officier d'ordonnance porteur d'une lettre de mon mari; le Roi avait traversé Versailles pendant la nuit, et, furieux, en arrivant près de l'Impératrice, de ne pas m'y trouver, il me prescrivait, dans les termes les plus durs, de m'y rendre à l'instant et il m'envoyait un ordre officiel du ministre secrétaire d'État et de l'Impératrice même. Il y avait dans la lettre de mon mari une expression si offensante que j'en fus révoltée. Elle fixa mes incertitudes; je ne balançai plus à aller me réunir à ma mère. J'écrivis à mon mari que j'allais rejoindre l'impératrice Marie-Louise, mais que sa dureté me rappelait mes anciennes souffrances et que je voulais m'y soustraire en allant auprès de ma mère et, en même temps, je le rassurai sur ses enfants. J'écrivis également à l'Impératrice et à l'Empereur pour excuser ma démarche par son véritable motif et je remis toutes mes lettres

à cet officier qui avait presque l'ordre de m'emmener comme prisonnière.

J'avais été interrompue un instant par le colonel de Carignan, désigné avec son régiment pour protéger la retraite et qui, ne trouvant personne à qui s'adresser, était dans le plus grand embarras. Il s'emportait contre le ministre de la Guerre qui ne lui avait laissé aucun ordre. Ce fut moi qui les lui donnai. Je le priai de faire rester son régiment jusqu'à mon départ et surtout de me faire avertir dès que ses vedettes apercevraient les Cosaques. Cela fait, toutes mes lettres écrites et expédiées, j'étais morte de fatigue et j'allais me reposer, quand tout à coup on vint crier et frapper rudement à ma porte. « Allons, vite, vite, partons. » Je ne doutais plus que ce ne fussent les Cosaques. Je me levai à la hâte : c'était une fausse alerte de quelques personnes qui se mettaient en route et qui, par erreur, avaient frappé à mon appartement. Le château de Rambouillet, envahi par tous ceux que la crainte chassait de Paris, était devenu comme une auberge ouverte aux passants.

A la pointe du jour (1) arrivèrent les duchesses de Raguse et de Reggio, Mmes de Sainte-Aulaire et Mollien. Elles étaient au désespoir qu'on eût abandonné Paris. Elles me répétaient que l'Empereur allait sans doute se rendre sous les murs de la capitale, que leurs maris s'y feraient tuer à ses côtés. Après mille commentaires inutiles, je les engageai à ne pas demeurer plus longtemps à Rambouillet, qu'il y aurait du danger, et je le quittai immédiatement moi-même pour me rendre à Navarre. Je devais traverser la forêt. Je me fis précéder d'un garde pour me servir de guide. J'entrais à peine dans le bois quand un de mes valets de chambre accourut à toute la vitesse de son cheval tout essoufflé, m'annonçant qu'il venait de rencontrer des Cosaques dans la plaine de La Queue. Je jetai les yeux sur une carte des environs de Paris que j'avais eu la précaution de me procurer, n'ayant autour de moi personne capable de me conduire, et je vis, en calculant l'heure et la distance, que j'allais droit aux Cosaques. Je revins sur mes pas, je repris la grande route militaire. A peine avais-je fait une demi-lieue que je vis un Cosaque sortir du bois et galoper dans la plaine. Mon piqueur s'avança sur-le-champ au galop contre lui et il rentra dans le bois.

(1) 31 mars 1814.

Je n'avais plus un moment à perdre pour traverser la plaine avant l'arrivée des masses des Cosaques, et, ne pouvant m'arrêter à Maintenon, je demandai au colonel d'un régiment français qui, heureusement, se trouvait là, une escorte pour m'accompagner au travers des terres jusqu'à Louye (1), campagne de M. d'Arjuzon, mon chevalier d'honneur, qui m'accompagnait ainsi que sa femme. C'est là que j'avais formé le projet de passer la nuit. Au même instant, passa un courrier qui m'apprit qu'il venait de quitter l'Empereur à la Cour de France; que, seul dans une calèche avec un aide de camp, il se rendait en toute hâte à Paris.

Cette nouvelle me causa un mal extrême. Je me figurais Paris en cendres, l'Empereur lui-même, après mille efforts pour arracher la capitale aux mains de l'ennemi, succombant peut-être avec tous ceux qui l'entouraient. Quelle affreuse perspective! « Ah! m'écriai-je, si l'on m'avait crue, tant de malheurs pouvaient être évités. » L'agitation de ces pensées bouleversait toute mon âme.

Une fois à Louye, je renvoyai l'escorte, et, livrée à moi-même, dans une solitude profonde, je m'abandonnai enfin à toute la faiblesse de mon sexe. Tant que j'avais été forcée de veiller à la sûreté de mes enfants, tant que j'avais été en action, le courage ne m'avait pas manqué. A présent, rassurée sur ces êtres si chers, mes amis, ma patrie se représentaient à mes yeux. Mon imagination voyait tout à feu et à sang, et ce calme répandu autour de moi formait un tel contraste avec tous les maux que je supposais avec effroi être à quelques lieues de là, que j'allais jusqu'à regretter l'agitation dont je venais de sortir. Cependant, cette nuit passée à Louye me procura un repos bien nécessaire après tant de fatigues de tous genres.

CHEZ L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

Le lendemain (2), j'arrivai chez ma mère qui, après tant d'inquiétudes et de tourments sur mon sort, éprouva un grand bonheur à me revoir. Elle ignorait encore, comme moi, tout

(1) Canton de Nonancourt, à 28 kilomètres d'Évreux. Le château de Louye appartient aujourd'hui au comte de Viel-Castel et à la comtesse, née de Bassano, sœur de la dame d'honneur de S. A. I. et R. la princesse Napoléon.

(2) 1er avril 1814.

ce qui se passait à Paris. Nous l'apprîmes bientôt par un valet de chambre parvenu à s'échapper. Il me rendit compte de l'entrée des Alliés dont il avait été le témoin, et du retour des Bourbons dont on parlait. Cette nouvelle me parut supportable en comparaison de tout ce que je m'étais figuré. « C'était donc un changement de dynastie, disais-je. Eh bien ! si la France n'en souffre pas, nous seuls nous sommes sacrifiés. » Ce malheur n'est pas aussi grand que je le pensais et ma vive émotion se calmait. Mais lorsque, parmi les jeunes femmes les plus empressées à courir au-devant des étrangers, il m'en nomma plusieurs de la maison particulière de l'Impératrice, nous souffrîmes beaucoup de voir des Françaises bien nées jouer un rôle dont des femmes de la dernière classe de la société auraient rougi, et l'honneur national ne me rendit plus sensible en ce moment qu'à la honte dont elles se couvraient, même aux yeux de l'ennemi.

La maison du prince de Bénévent, ainsi que je l'ai appris, était le centre de tous les mouvements de cette révolution. Depuis longtemps en relations avec les ennemis de la France par l'intermédiaire de la princesse de Courlande et du duc de Dalberg, il avait eu soin de se faire arrêter à la barrière le jour où il feignit de suivre l'Impératrice et il avait passé la nuit chez le duc de Raguse pour l'entraîner sans doute à la trahison qui eut lieu le lendemain. Ce dernier, en livrant ses troupes, osa stipuler pour la vie de l'Empereur que sa capitulation livrait à l'ennemi ! Il en concevait donc bien d'avance toutes les conséquences. Stipuler avec l'étranger la vie de son général ! Qui donc devait être à ses côtés pour la défendre ?

Nous attendions avec la plus grande anxiété des nouvelles de l'Empereur. Il avait appris à la Cour de France la capitulation de Paris et, ne pouvant plus y entrer seul et sans troupes, il était retourné à Fontainebleau.

M. de Maussion, auditeur employé près du duc de Bassano, fut le premier qui vint donner des détails à ma mère. Au milieu de la nuit, elle entra dans ma chambre, se jeta tout en larmes sur mon lit et s'écria : « Ah ! ma fille, ce pauvre Napoléon qu'on envoie à l'île d'Elbe ! Le voilà donc malheureux ! Sans sa femme, j'irais m'enfermer avec lui. » Je vis à quel point elle l'aimait encore, et je pensai avec amertume au courage qu'il lui avait fallu pour s'en séparer.

M. de Maussion acheva de nous donner les détails de cette catastrophe. Pendant son récit, ma mère ne semblait touchée que du malheur de l'Empereur. Son sort nous désolait, mais, pour moi personnellement, en apprenant que les Bourbons étaient appelés en France, que la paix allait s'établir, que la nation paraissait satisfaite et que nous n'avions personne à pleurer, ce dénouement me parut bien doux au prix des désastres que j'avais redoutés quelques jours avant. Il est facile de prendre son parti sur la perte de la fortune et d'une couronne ; il y a dans ces vicissitudes humaines quelque chose qui agrandit l'âme. Elle est fière et satisfaite de n'en être même pas émue, et il semble qu'on s'élève à mesure que notre position s'abaisse.

Toujours vive à embrasser une résolution, je me voyais déjà privée de tout ce que je possédais en France, n'ayant que mes diamants pour toute ressource, allant m'établir à la Martinique dans une habitation que possédait encore ma mère. Combien je me félicitais alors d'avoir de bonne heure inspiré à mes enfants de ces principes qui fortifient l'homme dans toutes les vicissitudes de la vie ! Je profitai de cette circonstance pour les habituer à ne pas compter sur tout ce qui était en dehors d'eux. Je mis une espèce de satisfaction à leur peindre leur situation présente sous de tristes couleurs, et je leur dis gaiement : « Mes enfants, vous n'êtes plus rien : plus de royauté, plus de principautés, plus de duchés. Vous en vaudrez peut-être mieux, mais il faudra pour cela être bien obéissants et bien travailler. »

Déjà, à l'approche de l'ennemi, pour leur faire partager le malheur commun, j'avais supprimé le dessert de leur dîner et ils avaient supporté cette petite privation avec joie. Cette fois, mon fils me répondit encore : « Maman, si vous voulez, je me ferai soldat, et je deviendrai peut-être un jour colonel. — Hélas ! lui dis-je tout émue, tu ne pourras peut-être plus servir en France. — Ah ! maman, s'écria-t-il vivement, jamais je ne servirai contre la France. » Je l'embrassai pour toute réponse. Son frère me demanda s'il ne pourrait plus avoir son cheval de bois. Je lui dis qu'il fallait en faire son sacrifice et il n'y pensa plus.

Mlle Cochelet (1), à laquelle j'avais parlé de mon dessein

(1) Lectrice de la Reine. Elle lui fut fidèle dans l'exil et l'accompagna à Arenenberg où elle épousa le commandant Parquin.

d'aller à la Martinique, me fit promettre de la conserver près de moi, n'importe quelle serait ma position, et elle partit avec M. de Maussion pour arranger ses affaires à Paris.

Toujours avides de détails sur l'Empereur, nous n'en recevions pourtant que par les journaux qu'un piqueur, resté à la Malmaison, nous envoyait. Ils étaient remplis de tant d'outrages contre l'Empereur, que l'Impératrice en éprouvait autant de douleur que d'indignation : « Qu'on l'accuse de trop aimer la gloire, qu'on l'accuse d'ambition, mais qu'on cesse de le calomnier sur des choses que je connais mieux que personne, » s'écriait-elle, et elle nous expliquait avec chaleur la fausseté des récits contenus dans ces journaux.

L'Empereur me paraissait trop appartenir à l'histoire pour qu'un libelle, même le plus éloquent, pût l'atteindre. Je souffrais seulement de voir des Français accabler dans l'infortune celui qu'ils avaient tant encensé dans la prospérité. Comme les autres, nous lui avions reproché depuis longtemps les guerres continuelles que nous étions peut-être assez injustes pour attribuer à lui seul ; car sa puissance, qui nous éblouissait nous-mêmes, nous le montrait toujours comme l'arbitre souverain de la guerre comme de la paix du monde, et notre cause était devenue moins belle à nos yeux par la fausse idée que nous avions nous-mêmes qu'en fatiguant la fortune, il avait attiré par sa faute tant de malheurs sur lui et sur la France.

Des nouvelles de Paris nous apprirent que les souverains alliés voulaient préserver ma mère, moi et mon frère, en nous isolant du reste de la famille impériale. On avait envoyé une sauvegarde à la Malmaison. Mlle Cochelet m'écrivit que M. de Nesselrode, ministre de l'empereur de Russie, était venu la voir. Il n'est sorte d'offres de service et de protestations de dévouement qu'elle n'ait été chargée de me transmettre. Il semblait, à la vivacité des expressions des sentiments des alliés pour nous et à l'insistance de leurs offres, qu'ils s'intéressaient plus vivement à notre avenir qu'à l'établissement même de la famille qu'ils venaient d'élever sur nos ruines.

M. de Nesselrode chargeait ma lectrice de me dire de décider moi-même de mon sort, et qu'avec la puissance de m'obliger, ils en avaient aussi la ferme volonté. Je refusai de me séparer des miens, et je n'acceptai que plus tard, lorsque, par le traité du 11 avril, on fixa aussi le sort de l'Empereur et de

toute sa famille. Je sais que M. de Talleyrand lui-même, lorsqu'il fut question de moi, appuya les arrangements faits en ma faveur en disant : « Ah ! pour la reine Hortense, je la mets à part. » Tous les partis semblaient s'occuper avec intérêt de ma mère et de moi. Enfin, l'Impératrice et moi, nous recevions chacune une lettre du prince Léopold de Saxe-Cobourg (1). Voici la copie de celle qu'il m'écrivit :

Paris, le 14 avril 1814.

« Madame,

« Je suis bien heureux de pouvoir enfin me rappeler au souvenir de Votre Majesté et en même temps d'être à même de lui donner des nouvelles qui ne lui seront pas désagréables. Depuis mon arrivée ici, je suis inquiet du sort de Votre Majesté. Dans des circonstances aussi fâcheuses pour Elle, M. de Humboldt fut le premier qui me donna des nouvelles certaines de son séjour et qui me rassura. Depuis ce moment, j'ose le dire, mon unique désir était de lui être utile, pouvant lui prouver par des actions un attachement qui jusque-là n'avait pu être exprimé que par des paroles. L'arrivée de cette excellente Cochelet me fit enfin voir ce qui serait nécessaire pour les intérêts de Votre Majesté et de son auguste Mère.

« Je résolus d'en parler à cœur ouvert à mon Empereur et maître (2), et je m'empresse de rendre compte à Votre Majesté du résultat de cette conversation qui a eu lieu aujourd'hui, et elle me pardonnera que, sans m'en avoir chargé, je me sois pris la liberté de m'occuper de ses affaires. Le meilleur (j'ose l'appeler ainsi) des Empereurs dit que son intention était depuis longtemps de faire la connaissance de princesses aussi dignes qu'aimables, et qu'il s'intéressait vivement au sort de cette famille respectable qui s'était conduite avec tant de noblesse dans des circonstances difficiles. Il loua beaucoup la conduite du Vice-roi qui, seul, avait montré de la dignité, de la noblesse. Il serait trop long de répéter tout le bien si justement mérité qu'il dit de Vos Majestés.

« Il me chargea finalement d'exprimer à Votre Majesté ainsi qu'à son auguste Mère le désir qu'il avait de faire leur con-

(1) Le futur roi des Belges, Léopold Ier, grand-père de S. A. I. et R. la princesse Napoléon.

(2) L'empereur de Russie, dans l'armée duquel servait le prince Léopold.

naissance; qu'il serait venu à Navarre, si cet endroit n'était pas si éloigné, mais qu'il proposait comme le plus agréable la Malmaison, où il espérait voir Votre Majesté ainsi que ses enfants. En même temps, il m'a donné les assurances les plus agréables relativement aux affaires de la famille de Votre Majesté. Mlle Cochelet se charge de faire partir cette lettre ainsi que celle où je rends compte du résultat de mes démarches à Sa Majesté l'Impératrice sa mère.

« J'ose supplier Votre Majesté de daigner me faire savoir quand elle sera arrivée à la Malmaison ainsi que son auguste Mère, pour que je puisse en prévenir l'Empereur et de disposer absolument de moi comme de son chargé d'affaires, pour tout ce qu'elle jugera nécessaire que je fasse et que ma plus belle récompense sera si elle daigne en être satisfaite, jusqu'au moment heureux où je pourrai en personne lui présenter mes hommages et la supplier d'agréer l'assurance du dévouement et du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Madame, de Votre Majesté.

« Le très humble et le très obéissant serviteur,

« Léopold, prince de Saxe-Cobourg,
général au service de Russie. »

La lettre adressée à l'Impératrice était à peu près semblable. Je dis à ma mère qu'elle était la maîtresse de se rendre à l'invitation de l'empereur de Russie. Le divorce l'avait isolée complètement et un appui lui devenait maintenant nécessaire. Mais, pour moi, mon devoir m'appelait ailleurs, et rien ne pouvait m'empêcher de le remplir. Je résistai à toutes les instances que fit ma mère pour l'accompagner. Je parvins à lui faire comprendre que ma place était auprès des plus malheureux, et, comme je supposais l'impératrice Marie-Louise dans un profond chagrin, je ne balançai plus à aller lui offrir mes consolations.

Ma mère partit pour la Malmaison et moi pour Rambouillet (1) par la même route que j'avais parcourue quelques jours avant dans une si grande agitation. Maintenant, j'étais plus calme. Il n'y avait plus d'incertitude. Notre malheur était décidé. Au moment où je quittai Louye, la terre de M. d'Arjuzon, où je couchai encore, M. de Marmol, mon écuyer, arriva

(1) Ce double départ eut lieu le 14 avril 1814.

de Paris avec une nouvelle lettre du prince Léopold, dont voici le post-scriptum :

« Madame,

« Je viens d'apprendre chez Mlle Cochelet que Votre Majesté s'est séparée de l'Impératrice sa mère et que son auguste Mère est arrivée seule à la Malmaison. J'ose la supplier, étant chargé officiellement de la part de l'empereur Alexandre de lui proposer cette entrevue à la Malmaison et sachant qu'il attache un prix particulier à y voir Votre Majesté, de ne pas tarder d'y venir. Je considère cette entrevue comme étant de la plus grande importance pour les intérêts de Votre Majesté et de ses enfants et je désirerais infiniment que l'Impératrice et Votre Majesté ensemble aient cette entrevue avec l'Empereur. Votre Majesté me pardonnera que j'ose lui donner des conseils, mais mon attachement pour sa personne, dont elle est, j'espère, persuadée, les a dictés et j'ose me flatter que, pour toute réponse, elle daignera venir à la Malmaison. »

Mlle Cochelet y joignait les raisons les plus fortes dans l'intérêt de mes enfants. Elle se fortifiait de l'opinion de M. de Nesselrode pour me dissuader d'aller me réunir à l'impératrice Marie-Louise. Il ne fallait pas, disaient-ils tous, sembler faire cause commune avec la famille dont la France ne voulait plus entendre parler, que c'était ôter le moyen de pouvoir m'être utile, etc.

L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE A RAMBOUILLET

Habituellement douce et facile à conduire pour toutes les petites choses de la vie, rien ne peut m'empêcher de mettre à exécution ce que j'ai reconnu une fois être bien, et, plus mon intérêt se trouve froissé, plus je mets de prix à le faire. Ni lettres, ni représentations ne firent aucun effet sur moi, et je me rendis à Rambouillet comme je l'avais décidé.

Dans ma route, je rencontrai la cavalerie française qui se retirait en Normandie. L'air morne et consterné de ces braves que leur chef, le duc de Raguse, venait de livrer au moment où ils croyaient combattre, m'arracha un profond soupir. Bientôt j'arrivai aux avant-postes ennemis. C'était le premier uniforme étranger que je voyais. J'éprouvai un serrement de

cœur qui ne fit que redoubler lorsqu'à mon entrée au château (1) je trouvai la garde russe faisant le service de l'impératrice Marie-Louise. J'arrivais bien émue et disposée à lui offrir toutes les consolations qui dépendaient de moi. J'ignorais si j'allais retrouver avec l'Impératrice les frères de l'Empereur, mais j'appris là qu'ils étaient partis pour la Suisse et que l'Impératrice était seule avec le roi de Rome à Rambouillet.

On m'annonça. Quelle fut ma surprise! Elle me fit répondre qu'elle était souffrante, qu'elle écrivait à l'Empereur, qu'elle me ferait prévenir quand elle pourrait me recevoir!

Il me semblait que dans un malheur commun, dont son cœur devait être encore plus déchiré que le mien, une marque d'intérêt devait la toucher et non la déranger. J'allai chez le roi de Rome. Pauvre enfant!... Il jouait dans son salon, paisible et ignorant de l'avenir. Je l'embrassai avec émotion et tendresse et ensuite je me rendis dans mon appartement, où, quelque temps après, on vint me prévenir que l'Impératrice me demandait.

Je la trouvai dans son lit triste et abattue. Elle me donna des nouvelles de l'Empereur, se plaignit beaucoup de ses frères et de la ténacité qu'ils avaient mise à vouloir la faire aller plus loin.

D'après les ordres exprès de l'empereur Napoléon, ils mettaient, il est vrai, le plus grand prix à ce que l'Impératrice et le roi de Rome ne tombassent pas au pouvoir des étrangers. « Je préfèrerais, avait dit l'Empereur, voir mon fils dans la Seine plutôt que dans les mains des ennemis de la France. » C'était même cette crainte qui avait si impolitiquement précipité le départ de Paris. Les frères de l'Empereur devaient donc entraîner l'Impératrice et son fils en des lieux plus sûrs. Lorsqu'ils n'avaient pas osé enfreindre ces ordres pour augmenter l'énergie dans la capitale, il devenait nécessaire encore de les exécuter (2)!

(1) 15 avril 1814.

(2) M. de Bausset, homme rempli de probité et d'attachement à notre dynastie, raconte lui-même avec naïveté dans ses *Mémoires* le courage qu'il a mis à seconder l'Impératrice dans son désir de se laisser prendre par les ennemis et fait un crime aux frères de l'Empereur d'avoir insisté avec force pour l'exécution de leurs instructions. (*Note de la reine Hortense.*) — Voir les *Mémoires* de Bausset, t. II, p. 220 et suivantes. Cette note a été ajoutée par la Reine sur son manuscrit postérieurement à la rédaction de ses *Mémoires*, car ceux de Bausset ne parurent qu'en 1827.

L'Impératrice me demanda ce que je comptais faire. Je répondis que je n'avais encore songé qu'à venir la consoler. Elle parut embarrassée et elle ajouta : « J'attends mon père demain matin, et je serai bien aise de le voir seule; d'ailleurs, comme il ne vous connaît pas, je crains qu'il ne soit gêné devant vous. »

Je l'assurai que je n'étais venue que dans l'espoir de lui être utile en quelque chose, que je n'avais consulté que mon cœur, et que, ne pouvant lui être bonne à rien, je repartirais le lendemain de bonne heure pour rejoindre ma mère qui me désirait vivement.

Après cette explication, elle parut se mettre à son aise. « Vous êtes plus heureuse que moi, dit-elle; personne ne vous a abandonnée, et moi, à peine ai-je un service d'honneur. » Ce qui l'agitait le plus, cependant, c'était l'idée de voir son père le lendemain. Je ne concevais pas d'où pouvait naître un si grand trouble, et je cherchais à la rassurer, lorsqu'elle me dit : « Ah! ma sœur, croyez-vous que mon père veuille me forcer d'aller à l'Ile d'Elbe? » Je restai, je l'avoue, dans un étonnement qui m'ôta la force de répondre. Comment! C'est la même femme qui ne pouvait pas quitter l'Empereur un seul jour et qui avait confondu tous mes raisonnements par l'apparence de l'affection la plus vive, car je ne comprenais pas cet amour excessif pour un homme qu'il était naturel d'admirer, mais qu'il me semblait, élevée comme elle dans des opinions si opposées, difficile à une jeune personne d'aimer de passion! Sa conduite pendant tout le temps de l'Empire m'avait cependant persuadé le contraire. J'avais fini par croire qu'il ne rentrait pas de politique dans toutes les démonstrations de ses sentiments. A quel moment étais-je désabusée!... C'était donc la couronne qu'elle regrettait!

Ces souffrances d'amour-propre n'avaient plus d'intérêt à mes yeux. Je me sentais plus nécessaire à ma mère dont le cœur était brisé par les souffrances de l'homme qu'elle avait toujours aimé. Elle avait seule besoin de mes soins. Aussi, je ne pensai plus qu'à aller la rejoindre. En effet, le lendemain matin (1), je quittai l'Impératrice en lui faisant mes adieux. J'étais bien moins émue que je ne l'étais en arrivant auprès d'elle.

(1) 16 avril 1814.

Sur la route, à quelques lieues de Rambouillet, je rencontrai l'empereur d'Autriche et M. de Metternich, seuls dans une petite calèche découverte.

A LA MALMAISON

A une heure, j'entrai à la Malmaison. Étonnée de voir la cour remplie de Cosaques et tout le monde en mouvement, j'en demandai la raison. On me dit que ma mère se promenait dans le jardin avec l'empereur de Russie. J'allai les rejoindre, et je les rencontrai près de la serre. Ma mère, heureuse et surprise de mon arrivée, m'embrassa avec tendresse et lui dit : « Voilà ma fille et mes petits-fils. Je vous les recommande. » Elle quitta le bras de l'Empereur qui me l'offrit aussitôt. Sans nous être à peine regardés, sans nous être dit un mot ni l'un ni l'autre, nous nous trouvâmes ainsi, l'empereur Alexandre et moi, seuls à quelques pas de tout le monde, assez embarrassés de commencer l'entretien. Ma position était difficile. Quoique, depuis longtemps, j'eusse entendu dire beaucoup de bien de l'empereur de Russie, même par l'empereur Napoléon, et que j'eusse eu autrefois un grand désir de le connaître, ce n'était pas le moment de l'exprimer. Une froide réserve était le seul sentiment que je dusse montrer en présence du vainqueur de mon pays, et, s'il ne m'eût parlé de la visite que je venais de faire à l'impératrice Marie-Louise, je crois que je serais demeurée sans trouver un mot à lui dire. Heureusement, cette conversation contrainte ne fut pas longue.

Nous arrivâmes au château où ma mère et mes enfants vinrent nous rejoindre, et, avec son amabilité ordinaire, ma mère, mieux que moi, fit tous les frais de la conversation. L'Empereur déplora avec l'accent de la vérité les malheurs de la guerre et nous assura que, sans aucune vue personnelle, son unique ambition était d'arrêter l'effusion du sang. Cette manière de sentir était du moins une consolation offerte à mon cœur dans l'état de déchirement où se trouvait la France. Je lui en sus gré, mais je gardai le silence. Il caressa beaucoup mes enfants et me dit : « Que voulez-vous que je fasse pour eux ? Permettez-moi d'être leur chargé d'affaires. » Je lui répondis que je le remerciais, que je ne désirais rien pour mes enfants, mais que j'étais sensible à son intérêt. Il partit, et je fus grondée par ma

mère de l'air de froideur que j'avais eu. Je lui fis remarquer combien il eût été déplacé de montrer de l'empressement à un homme qui venait bouleverser l'existence de mes enfants et celle de la famille dont je portais le nom.

Je n'osais point mêler la France à mes regrets, en voyant que, de toutes parts, on semblait se féliciter comme d'un bonheur d'avoir vu s'écrouler l'Empire, que, chaque jour, des adresses nouvelles venaient de tous les points du royaume s'identifier aux actes faits à Paris, et que tant de voix semblaient saluer la Restauration comme une ère de délivrance. Moins j'étais, dans ce qui concernait ma fortune personnelle, touchée de ces grands revers, et moins il m'était cependant permis de montrer cette tranquillité d'âme. Le monde n'aurait pu me comprendre. Dans sa légèreté à juger, il m'aurait crue fausse, puisque je devais être affligée du bouleversement de ma position, et que tant de déplorables événements me donnaient de si justes causes de l'être. J'avais peu d'efforts à faire pour le paraître, et mon devoir était de ne m'abaisser en rien.

J'éprouvais encore de la gêne et du malaise en entendant accuser l'Empereur d'avoir retardé par sa faute une paix si désirée, tandis que ces étrangers ne parlaient que de rétablir cette paix si nécessaire à l'humanité et prodiguaient à la France les magnifiques promesses de liberté et de bonheur. J'étais jalouse de leur voir jouer un beau rôle. J'étais bien loin d'imaginer alors que leurs paroles de liberté et de bonheur n'étaient qu'un appât trompeur, et que les pauvres peuples, si confiants, allaient se trouver plus enchaînés qu'auparavant.

HORTENSE.

(*A suivre.*)

TELS QU'ILS FURENT

PREMIÈRE PARTIE

Les pages que voici contiennent des histoires anciennes, — des histoires ordinaires telles qu'il en arrivait en ce temps-là aux gens de notre province, et qui me paraissent belles parce que dans leur paysage se sont promenées mon enfance et ma première jeunesse.

Les pays, comme les fleuves, reflètent les nuances de l'heure et, baignant des rives changeantes, peuvent sembler nouveaux sans cesser d'être eux-mêmes.

En parcourant ce qui suit, plus d'un lecteur sans doute croira pénétrer dans une France inconnue. De ceux dont je souhaite ressusciter les mœurs, les goûts et les plaisirs, rien ne subsiste plus. Ma génération partie, qui saura qu'ils existèrent?

Cependant mon âme garde la nostalgie du temps où ils vécurent et combien de vertus présentes ont pris racine dans le jardin qu'ils cultivèrent!

Ce furent tous, ou presque tous, des bourgeois.

Le mot sonne vilainement ; il a bien tort! Les castes tracent les branches maîtresses de l'arbre de la race et il est excellent qu'un peuple se divise en groupes à idéal commun.

Copyright by Édouard Estaunié, 1926.

L'idéal des bourgeois qui m'élevèrent n'était d'ailleurs ni médiocre, ni bas : il lui arriva même parfois d'être grand ; mais il le fut à la manière des grandes choses, c'est-à-dire silencieusement et sans étalage. L'habitude de la bonne compagnie crée la discrétion, et n'est-ce pas toujours la vertu médiocre qui clame son mérite ?

De même, les convictions extérieures de ceux qui vont paraître, peuvent prêter au sourire. Gardons-nous de les railler ; il en est de celles-ci comme de la mode : elles changent à chaque saison, et c'est sans doute pourquoi l'on y tient si fort. Les nôtres, plus tard, exciteront même surprise, et j'aimerais qu'y présidât, autant qu'auparavant, le souci de l'honneur familial.

Bourgeois ou non, cet honneur intact est le legs dont je suis le plus fier.

Tels quels aussi, j'aime ceux qui me le transmirent, pour ce qu'ils surent mettre en moi de confiance désabusée à l'égard de la vie. Ajouterai-je qu'en m'enseignant la valeur du passé, ils m'ont aidé singulièrement à mesurer celle du présent ?

Ainsi les passagers que nous sommes s'obstinent à suivre la lueur évanouissante du phare sur la rive, alors qu'ils ont déjà gagné la pleine mer et, d'âge en âge, les êtres font la chaîne... Après ceux-là, nous-mêmes, puis d'autres, et tous subissant la mémoire impérieuse des expériences et de l'effort des ancêtres. Le temps qui donna aux marbres du Parthénon leur couleur indicible a mis sur notre front des lumières que nul artifice rapide ne saurait reproduire. On ne vit, on ne pense et on ne se souvient à la manière de France, qu'après avoir recueilli le long héritage de siècles d'histoire.

Les héros dont je souhaite conter les aventures vivaient il y a moins de cent ans. C'est d'hier, mais qu'importe ? Eux aussi, qui sont maintenant des morts, animent, sans qu'on le sache, les vivants d'aujourd'hui.

I. — L'AÏEUL

Grâce à l'*aventure*, l'aïeul, lui, planait par delà les origines de la famille, tel Dieu dans la Genèse, avant la création du monde. De sa jeunesse, de son mariage, voire de sa fin, on ne disait que peu de chose, ou même rien. Prétendre réveiller sa mémoire, revenait à s'égarer dans un temple noyé d'ombre sacrée, mais une lumière y servait de guide, et c'était l'*aventure* encore, lampe du sanctuaire tombée de la voûte pour éclairer l'autel.

Il était né en 1758, de feu Doublet, conseiller au Parlement de Dijon, et de dame Félicité Desrousseaux, fille elle-même et arrière-petite-fille de greffiers au dit Parlement. La date, ces titres sonnent déjà l'histoire. Pour comprendre la brièveté du temps, il me suffit de réfléchir que, moi aussi, j'aurais pu voir l'aïeul. Ainsi, à travers deux générations, trois siècles arrivent à se rejoindre.

On l'inscrivit au registre de l'église Notre-Dame sous les vocables d'Augustin-Irénée, cela pour montrer la piété de sa mère à l'égard des docteurs de l'Église ; puis, il fut confié aux soins d'une domestique et l'on ne pensa plus à lui, sinon vers sa huitième année, époque à laquelle il fut remis à ces messieurs des Godrans, qui étaient, comme on sait, des Pères jésuites enseignant le grec assez bien, le latin parfaitement et la religion de même.

Au sortir du collège, âgé de dix-sept ans, il fit connaissance de son frère aîné, — lequel avait hérité de la charge paternelle, — d'une jeune sœur novice à la Visitation, et d'une autre, établie.

Le frère aîné l'invita à se persuader qu'un cadet doit conquérir fortune par ses propres moyens. La visite à la novice le confirma dans son dégoût de la cléricature. Enfin certains propos de sa sœur mariée lui donnèrent à penser qu'en dehors du mariage, la vie peut n'être pas dépourvue d'agréments. Pour compléter ces enseignements, Madame sa mère l'assura qu'il avait à Paris plusieurs oncles en état de le pousser chez Monsieur le Duc, lui glissa dans la main une bourse garnie et parla de l'utilité des voyages à la capitale.

Il jugea l'avis opportun, l'argent bon à prendre, et s'en alla. Ce qu'il advint de l'aïeul au cours de son absence prête aux conjec-

tures. On m'a rapporté de lui un propos dont j'estime qu'il doit assez bien résumer les expériences qui la traversèrent. « Il faut compter, disait-il, beaucoup sur soi, un peu sur les femmes, et jamais sur ses proches. » Admettons donc que les oncles se soucièrent peu de s'encombrer du neveu qui leur tombait de Bourgogne, et que celui-ci ne fut pas admis à Chantilly. En revanche je soupçonne que le Palais Royal se montra moins farouche, car plus tard l'aïeul a toujours acheté les œuvres de Mme de Genlis. Quoi qu'il en soit, quand il revint à Dijon, on fut à la fois surpris et charmé d'apprendre qu'il achetait une maison rue Berbisey, une terre à Messigny, et jouissait de parts enviables dans l'exploitation des Messageries Royales. Et cela se passait en 1787.

Un temps suivit, incertain et charmant, où tout restait debout bien que tout parût trembler. Si l'on n'était pas précisément inquiet du lendemain, on trouvait pourtant à la vie on ne savait quoi d'instable qui lui donnait plus de valeur et poussait à en jouir. Imbu des théories nouvelles, l'aïeul parlait avec sensibilité des égards dus aux hommes vertueux, s'accommodait d'avance de la suppression d'un droit d'aînesse dont il avait souffert, et faisait l'agrément de la société dijonnaise. On assure qu'il était prisé pour ses manières qui venaient de Paris, et son esprit qu'il tenait de son siècle. Vous verrez tout à l'heure qu'il fut probablement aimé autant qu'aimable, mais là s'arrêtent mes renseignements. C'est qu'aussi, pour les descendants, l'époque qui précéda *l'aventure* ne comptait pas. Sait-on même si elle compta jamais pour l'aïeul?

L'existence de ceux qui ont traversé la Révolution fut en effet coupée en deux tronçons. A la rupture d'équilibre social correspondit en eux une rupture mentale qui atteignit même les souvenirs. *Avant*, ils avaient bien pu être d'une certaine façon, mais *après* ils étaient devenus si différents qu'ils ne parvenaient plus à se représenter leur être primitif et n'en parlaient guère que par accident, toujours comme on parle d'un mort.

A défaut de mieux, deux documents subsistent, qui aident à évoquer cette période mal connue de la jeunesse de l'aïeul : la maison et un portrait.

La maison n'importe pas pour le moment ; au contraire le portrait vaut qu'on s'y arrête.

Il est au pastel et date, suivant les vraisemblances, de 1788.

Imaginez un jeune homme vêtu d'un justaucorps de velours

vert pomme et d'un gilet couleur gorge de pigeon. Il porte la perruque à simples marteaux qui allonge le front en formant pointe au-dessus de la tête. Un nœud, du même ton que l'habit, arrête les cheveux à la nuque. Un jabot de dentelle tombe négligemment sur la poitrine. Le tout, nœud de soie verte, perruque et dentelles blanches, semble à souhait pour encadrer le visage le plus fin, le plus spirituel, et le plus dénué de tristesse qui soit. Les yeux, d'un bleu franc, mais un peu bridés et trop écartés d'un rien, pétillent de malice : pareillement, le nez aux ailes en retroussis, les lèvres à peine marquées de sensualité sans conséquence, et la bouche où se découvre en outre une pointe de dédain. Seul, le menton, un peu lourd, et, s'il faut l'avouer, assez vulgaire, témoigne d'un appétit plus soucieux de l'abondance que de la qualité des mets.

Telle apparaît, à demi fanée sous le verre embué, toujours vivante cependant, l'effigie de l'aïeul en des temps qui ne sont plus. Hélas ! à la contempler comme je le fais en écrivant ces lignes, quelle mélancolie! car ce n'est pas seulement un être qu'elle ressuscite, mais une manière de vivre, des pensées, mille plaisirs qui existèrent et dont la réalité nous a définitivement échappé.

De grâce, avant de pousser au delà, saluons cette France que deux siècles de lente évolution avaient polie comme un diamant, et que trente mois suffirent à broyer. *Après*, a-t-on jamais connu pareille élégance dans la mise, ce détachement que l'abus même de la raillerie ne parvenait pas à vulgariser, tant de hardiesse dans les idées unie à une si parfaite reconnaissance de la sottise humaine? Il est vrai que les cataclysmes sont aveugles. Un tremblement de terre détruit au même instant et avec une égale indifférence les édifices séculaires et de misérables échoppes. Trente mois!... après quoi, un monde cessa de vivre et l'aïeul, regardant le portrait, put douter que ç'ait été là son image. Quant à ce qui lui advint durant qu'ils s'écoulaient, un fait le domine, et c'est précisément l'aventure en qui s'inclut l'honneur de la famille, l'aventure que je voulais conter.

Le 9 thermidor an III, Augustin-Irénée Doublet, qui jusqu'alors s'était refusé à quitter sa maison de la rue Berbisey, se vit appréhendé et traduit devant le tribunal révolutionnaire sous l'inculpation de complot contre la liberté et d'entente avec les factions.

On sait qu'à cette date, des instructions pressantes venues de Paris avaient ranimé le zèle et prescrit des arrestations en masse.

Au cours de l'interrogatoire sommaire auquel il fut soumis, l'aïeul nia, bien entendu, connaître le premier mot du complot auquel on le mêlait, mais ajouta négligemment que ceci ne l'empêchait pas de regretter le règne de Sa Majesté Louis XVI et d'en honorer la mémoire. Sans illusion sur le verdict et n'ayant jamais eu jusqu'alors de convictions véritables, il jugeait convenable d'en adopter une en dernière heure.

De même, sollicité de dire s'il n'avait point donné abri à de ci-devant curés, il répondit encore qu'à son regret, il n'avait jamais eu l'occasion d'exercer, à l'égard de ces personnes vénérables, les lois de l'hospitalité, mais qu'en vérité si elle se fût présentée, il n'y aurait point failli, son respect à l'égard de la sainte Religion étant au moins égal à son dévoûment au feu Roy.

Sur quoi, le tribunal conclut à l'unanimité à la peine capitale et décréta que le jugement serait exécuté dans les trois jours. L'aïeul sourit avec autant de grâce que s'il recevait son congé d'une jolie femme ; puis, satisfait d'avoir manifesté sa parfaite éducation, il se laissa mener sans dire mot à la prison, alors installée dans les caves du château de Monsieur de Condé. Il faut d'ailleurs reconnaître à l'honneur de Dijon que, depuis la fin de l'an II, malgré les instances de Paris, celle-ci était à peu près vide.

Le geôlier, un certain Dargentières, brave homme au demeurant, y accueillit le condamné comme une aubaine. Grâce à l'apport d'une chaise et d'une paillasse supplémentaire, le cachot de l'aïeul fut rendu par lui aussi confortable que le peut être une cave, c'est-à-dire assez peu. Le dit Dargentières s'offrit en outre à préparer, moyennant finance, des repas suffisants. Après tout, il était loisible de tomber plus mal.

Une fois installé et ses conventions faites, l'aïeul demanda poliment :

— Pensez-vous que ce soit pour demain ?

Dargentières, très au fait des usages du bourreau, répondit sans hésiter :

— Je ne le crois pas. M'est avis que si le tribunal a dit trois jours, vous les aurez.

— Hélas ! soupira l'aïeul, je vais m'ennuyer fort dans ce cul de basse-fosse, faute de compagnie.

— Il y a la mienne, répliqua Dargentières sans modestie. Je suis aussi disposé, si vous y tenez, à vous procurer la visite d'un ci-devant curé, qui est de mes connaissances.

— Grand merci, dit encore l'aïeul. J'ai fait mon devoir en ce qui regarde la religion : je n'en suis que plus libre pour garder à son sujet mon opinion, qui est celle de M. de Voltaire.

— Alors, conclut Dargentières, très au regret de ne pouvoir mieux vous servir, je ne puis plus que vous souhaiter bonne nuit. Vous serez au frais : à cette époque de l'année, c'est un avantage.

— Je vous en souhaite autant.

Le lendemain matin, suivant la prévision du geôlier, il ne se passa rien.

Au déjeuner, l'aïeul accueillit Dargentières avec humeur.

— L'ennui, déclara-t-il, ne faisait point partie de la peine et, positivement, il règne ici avec excès.

— Bah ! répartit Dargentières, songez qu'à tout prendre, vous n'en avez plus que pour quarante-huit heures. C'est assez court.

Il ajouta, baissant la voix :

— J'ai, d'ailleurs, une communication à vous transmettre. Elle vous aidera, sans doute, à passer le temps.

— Laquelle ?

— Plus bas, de grâce ! on ne sait jamais qui vous écoute... Une personne de vos amies désire vous adresser un cadeau à votre gré. J'ai accepté de le remettre, à condition, bien entendu, qu'il ne s'agisse ni de pinces, ni d'échelle, ni de rien, enfin, de ce qui peut m'attirer des ennuis.

— En vérité, l'on est bien bon... Et qui est cette personne ?

— Il n'est point d'usage de donner son nom quand on s'intéresse à un condamné. J'ignore qui elle est.

— Tant pis !

Tout en conversant, l'aïeul entamait son repas et le trouvait exécrable.

— Que vous en semble ? recommença Dargentières.

— C'est fort médiocre, dit tristement l'aïeul, ne songeant déjà plus qu'à sa pitance, mais demeuré poli jusque dans les circonstances suprêmes.

— Je parle du cadeau.

— Et moi du plat... Un sac de dragées serait infiniment plus agréable.

— Un sac! comme vous y allez! et par ce temps!... Enfin, je comprends que vous profitiez de l'occasion : ce n'est pas tous les jours fête.

Et au cours du même après-midi, l'aïeul reçut un beau cornet : il s'y trouvait des dragées, de quoi nourrir un homme durant deux jours.

Ce fut quelque chose comme une entrée de ballet dans un cachot.

Enveloppé de faveurs roses, le cornet avait l'air d'une danseuse qui fait des grâces. Son papier glacé, gonflé autant qu'une robe, exhalait une odeur de vanille. Sa présence suggérait l'idée de rires clairs, de minois jolis, de formes affriolantes, bref, l'image même du passé qui l'envoyait, sans aucun doute.

Reconnaissons, à la honte de l'aïeul, que son premier mouvement fut cependant tout de gourmandise. Aussitôt les faveurs dénouées, il croqua d'abord une dragée, puis une seconde, déclara :

— Délicieuses...

Et seulement ensuite, s'avisa de penser :

— D'où *cela* vient-il?

Affalé sur la table ignoble, *cela* aussi avait l'air de se demander :

— Que fais-je ici?

Attentif, l'aïeul chercha une marque sur le papier ou le long des rubans. Inspection inutile : le don charmant avait résolu de garder l'anonyme. De même et sans plus de succès, l'aïeul huma longuement le parfum de vanille, espérant en démêler peut-être un autre, révélateur.

— Bah! conclut-il philosophe, quelle qu'en soit l'origine, j'ai désormais de quoi me régaler et je finirai, par-dessus le marché, certain que quelqu'un m'a aimé. Pangloss avait raison.

On était, ce jour-là, si vous voulez bien faire le compte, au 10 thermidor.

La matinée qui suivit passa encore comme la précédente : j'entends par là que personne ne vint chercher le condamné. Dargentières était donc bien au fait des usages quand il avait garanti ses trois jours à l'aïeul. En revanche, l'heure du dé-

jeuner sonna sans qu'on vît rien paraître, ni geôlier, ni repas.

— M'oublier, songea d'abord l'aïeul, passe encore, mais que vaudra sa cuisine, qui était déjà mauvaise, si l'animal s'est avisé d'abandonner ses fourneaux?

Et un ennui prodigieux s'abattit sur son âme légère. Pour la première fois, il se prenait à considérer son état et qu'au plus tard, dans vingt-quatre heures, sa belle aventure de vivre aurait trouvé son dénouement. Bien qu'il n'eût rien à manger, il ne se sentait pas faim : le cornet de dragées même ne le tentait pas.

Cependant le temps coulait. A midi, toujours pas de Dargentières; à quatre heures, point encore.

Las de s'ennuyer, l'aïeul commença de s'irriter. Il découvrait dans un tel procédé un manque d'égards intolérable.

Tout à coup, à bout de patience, il alla battre du pied contre la porte, entremêlant son exercice de propos violents qu'il lançait à travers le guichet. Peine perdue : un silence morne s'obstinait à envelopper les abords. On eût juré la prison plus muette que d'ordinaire.

Et l'obscurité commença... Bientôt ce serait la nuit, la dernière en somme dont l'aïeul fût assuré. Alors, las de crier, las de lutter contre des planches, il revint s'asseoir sur la paillasse et, se souvenant des dragées qu'il avait négligées, en croqua une pour se distraire, puis plusieurs. Au plaisir qu'il éprouvait, il dut reconnaître qu'en somme la faim était plus forte que le souci : il ne mangeait plus seulement par gourmandise, il mangeait vraiment pour manger. Cependant le goût de la vanille, la saveur des amandes, le contact voluptueux du sucre sur la langue lui rappelaient en même temps les agréments d'une vie qu'il avait eu le tort de ne pas défendre mieux. En vain se disait-il que l'époque nouvelle était peu sympathique, la bonne compagnie en ayant disparu, que sa terre de Messigny était tombée en jachère, que, rendu à sa maison de la rue Berbisey, il y aurait mal vieilli, faute de rentes et d'amitiés; les regrets parlaient plus fort. Mécontent, — on pourrait l'être à moins, — il s'étendit tout à fait, ferma les yeux, cessa de penser, et finalement s'endormit.

La famille appelait cela : le sommeil de Condé. Pour un peu, elle aurait ajouté que l'aïeul avait fait mieux que le héros de Rocroy, puisqu'en somme Condé sur son canon était en droit

d'escompter la victoire, tandis que lui n'attendait que le bourreau.

Ce fut un sommeil extraordinaire, sans rêves, si profond qu'on a peine à l'admettre : et pourtant je dois bien reconnaître qu'il n'a rien de légendaire, puisqu'au réveil l'aïeul s'aperçut, le lendemain, qu'il était déjà midi et que le bourreau, imitant les repas de Dargentières, s'était comme eux abstenu de paraître.

— Ouais! murmura l'aïeul en contemplant son bel oignon d'or, est-ce que je dors encore, où suis-je déjà dans l'autre monde?

Toutefois dans l'autre monde il est peu probable qu'on retrouve à côté de soi un cornet de dragées, moins probable surtout qu'on ressente des tiraillements d'estomac.

Ramené à la conscience de vivre par ce double constat, l'aïeul ne put se défendre d'une involontaire allégresse. Il ne s'expliquait pas le sursis qui lui tombait du ciel, mais l'accueillait comme il convient, c'est-à-dire avec autant de joyeuse humeur que de curiosité.

— Peut-être, songeait-il, Dargentières est-il mort avant moi?

Allons! voici qui expliquait tout : le geôlier avait dû succomber devant son fourneau, dans la prison bien close : tentez donc, après cela, de vous faire ouvrir les portes pour prendre un condamné! Dargentières était mort, vous dis-je, tellement bien mort que le bourreau, las de tirer en vain la sonnette, avait dû renoncer et s'en aller bredouille!

Devant ces images irrésistiblement bouffonnes, l'aïeul commença un superbe éclat de rire... Hélas! un second et impérieux tiraillement d'estomac y coupa court. Avoir échappé, — pour le moment du moins, — à la guillotine était très bien : seulement, il apparaissait que ce serait pour mourir de faim, — combinaison déplorable et à coup sûr illégale.

Aussitôt, sa joie tombée, l'aïeul courut au guichet lancer un vigoureux appel :

— Dargentières!

Même silence que la veille. D'ailleurs, l'aïeul n'avait-il pas, deux minutes auparavant, décrété que Dargentières devait être mort? Obstiné cependant, il persistait, s'époumonnant :

— Dargentières! Dargentières! mon repas!...

Autant valait siffler au fond d'un puits. Pas même un écho qui se donnât la peine de répondre. On dit « muet comme

une porte de prison » : c'est la prison tout entière qui l'était devenue.

Hors de lui, l'aïeul abandonna le guichet, et c'est alors que, se retournant, il aperçut le cornet, papier entr'ouvert, faveurs dénouées. Ce n'était plus la petite ballerine de la veille, mais une jeune fille au matin, qui, les yeux fripés, la gorge nue, s'étonne du lieu où on l'éveille.

— Malepeste! à défaut de poulet, me faudra-t-il contenter de si peu? dit l'aïeul insensible à la galanterie de l'envoi.

D'un coup sec, il renversa le cornet et compta ses dragées. Il y en avait cinquante et une. C'est encore beaucoup de dragées, fort peu cependant quand il s'agit de faire... mettons quatre repas. Car l'aïeul s'arrêta soudain à ce chiffre. Il lui paraissait en effet évident que deux jours suffiraient au Tribunal pour reprendre ses droits et forcer une porte que Dargentières, mort, se refusait à ouvrir.

Nous touchons, ici, au vilain côté de l'aventure. Il est clair que l'aïeul à ce moment aurait dû bénir la main charmante qui avait choisi le cornet si vaste : bien au contraire, ayant séparé ses dragées en quatre tas de douze ou environ, il dévora le premier incontinent, et point rassassié le moins du monde, eut la mauvaise grâce de trouver l'envoi parcimonieux.

Puis, la gorge altérée par le sucre, il dut se résigner à prendre la cruche d'eau, — Dieu sait qu'il n'aimait guère ce liquide! — la porta à ses lèvres et s'aperçut avec stupeur qu'elle était vide.

Ainsi la soif après la faim, l'une entraînant l'autre! Décider laquelle vaut mieux, est indifférent : mais les subir toutes deux, quand, en droit, on devrait déjà être mort, voilà qui ne se supporte pas! Et l'aïeul considérant de nouveau le beau cornet n'en vit plus que les rubans avec lesquels, à l'extrême rigueur, on pouvait s'étrangler. Pour la première fois de sa vie peut-être, il ne partageait plus l'avis de M. de Voltaire et jugeait Pangloss un sot.

Des heures accablées passèrent.

On a raison de dire que ce sont les dangers immédiats qui font les grands courages. Enseveli vivant dans la pénombre de son cachot, l'aïeul, qui eût grimpé allègrement sur la charrette, non seulement avait perdu le sourire, mais trouvait exécrables les dragées qu'il croquait désormais une à une sans plus se sou-

cier des quatre repas prévus, exécrable aussi l'agencement de l'univers en général et spécialement de la prison. A chaque instant, il se levait, retournait au guichet et, las de guetter en vain, revenait à sa paillasse. De fureur, il saisit la cruche vide et la brisa contre la porte. Bref, ce n'était plus qu'un loup dans une cage, quand un grand bruit retentit : enfin ! des citoyens arrivaient, poussant des cris et armés de lanternes. Dieu merci ! le bourreau était parvenu à pénétrer !

Une seconde suffit à l'aïeul pour se retrouver aussitôt lui-même. En une seconde, dis-je, cet homme qui, une minute auparavant, oscillait entre des fureurs sans élégance et un découragement proche de la peur, eut rajusté son vêtement, ramassé le reste des dragées dans le cornet qu'il glissa dans une poche : « ceci, déclara-t-il plus tard, en souvenir de ma belle inconnue », puis, approché du guichet, attendit avec son air le plus poli et des lèvres qui ne tremblaient pas.

Cependant la troupe n'avançait pas. Allait-on encore, et faute de savoir où gîtait le gibier, remettre l'exécution ?

N'y tenant plus, l'aïeul colla sa bouche à l'huis et, une dernière fois, hurla d'une voix tonnante :

— Par ici ! c'est moi le condamné ! j'en ai assez d'attendre !

La suite fut rapide et déconcertante, comme il sied.

A son appel, on était accouru. Une grêle de coups de piques frappa la porte qui s'abattit. L'aïeul se vit ensuite saisi, happé, projeté vers la galerie. On lui criait :

— Allez-vous en ! Vous êtes libre !

D'autres prétendaient l'embrasser. Tous hurlaient :

— Vive la République !

Il demanda :

— Le geôlier est-il donc vraiment mort ?

On lui rit au nez :

— Il n'y a plus de geôlier !

— Mais vous disiez que Robespierre...

— Il n'y a plus de Robespierre !

— Enfin, ce matin, le bourreau...

— Il n'y a plus de bourreau !

— Voilà donc pourquoi je crevais la soif ! conclut-il avec un reste de rancune.

— C'est vrai ! Depuis deux jours qu'on l'avait oublié...

— Voulez-vous du vin ?

On lui passa une bouteille. Pour l'unique fois de sa vie, il but à même le goulot. Après quoi, ayant remercié, il dit encore :

— Me permettez-vous de retourner chez moi ?

Non seulement on l'y autorisait, mais on l'accompagna. Ce fut une rentrée aux lanternes tout à fait galante et l'aventure finit ainsi comme elle avait commencé, c'est-à-dire avec un air de fête où l'on n'aurait su ce qu'il fallait le plus admirer de la parfaite urbanité de l'aïeul ou de sa complète résignation aux revirements du sort.

Le lendemain, il connut les événements du 9 thermidor et qu'à leur annonce, Dargentières avait décampé, laissant ses prisonniers à qui voudrait les prendre.

Qu'importe maintenant d'où venait le cornet et quel remerciement il en fut donné? Comprenez-vous en revanche qu'après l'*aventure* et avant même que d'avoir une descendance, l'aïeul ait pris une figure d'ancêtre ? Il suffit ainsi le plus souvent de quelques heures pour déterminer le caractère d'une vie, voire d'une lignée.

Lorsqu'en 1809, Augustin-Irénée Doublet rechercha en mariage Mlle de Ballerond, héritière par sa mère de terres considérables sises dans le nouveau département du Jura, il fut accueilli comme un jeune héros, bien qu'il eût dès longtemps passé la cinquantaine, et Mlle de Ballerond, qui avait l'âge d'Agnès ou peu s'en faut, ne dédaigna point d'en être éprise, ou de le paraître, — ce qui est le principal.

Plus tard, quand il s'adressait à ses enfants, — et cela n'arrivait que rarement, — ceux-ci avaient le sentiment qu'un honneur exceptionnel leur était accordé et se levaient, comme devant l'Évêque.

Enfin, parce qu'il avait failli mourir pour une Religion à laquelle il ne croyait pas et une royauté dont il se sentait parfaitement détaché, ceux qui sortirent de lui auraient tous cru déroger s'ils n'avaient été catholiques fervents et fougueux légitimistes.

Il eut une vieillesse longue. Il n'a jamais cessé de sourire ; mais, avec le temps, ce sourire avait pris un air moins léger et plus sardonique. Pareillement, son esprit était devenu un peu cruel, n'épargnant ni Dieu qui gérait mal à son gré le siècle nouveau, ni le pouvoir décidément au service de la canaille. Vers la fin, il témoignait aussi beaucoup de faiblesse à l'égard

des femmes de chambre qu'il exigeait jolies. Cependant, on ne s'avisait pas de ces vétilles et il demeurait toujours l'honneur de la famille.

Sa mort acheva de lui donner un air de légende.

Un matin, en effet, — c'était en 1843, — il annonça la décision de ne plus se lever. Il se disait fatigué de perdre du temps à des occupations dépouillées d'imprévu.

On s'enquit s'il se sentait souffrant.

— Non, répondit-il d'un ton sec, je n'ai que le désir de changer ma manière de vivre.

Deux mois plus tard, il expira comme on s'endort, sans maladie apparente et simplement parce qu'il n'avait jamais plus quitté son lit. Après tout, c'était là, peut-être, ce qu'il appelait changer de manière de vivre.

Et toutes ces choses, je répète que je les ai apprises par ouï-dire, mais elles ont entouré mon enfance d'un halo d'orgueil inconscient. Aujourd'hui encore, évoquant l'origine quasi fabuleuse des traditions dont je suis l'héritier, je me sens participer à la grandeur de l'aïeul. Je ne connais de lui qu'une image au pastel et l'histoire de trois journées : cependant, je le sens plus près de moi que la plupart des vivants et, ranimant sa mémoire, j'ai envie de me découvrir, comme font les chanoines, à la cathédrale, quand le nom de Dieu le Père passe dans un verset.

II. — UN SOIR

L'aïeul eut d'abord une fille, Adélaïde, qui épousa mon grand père Jean Cadiran. Vinrent ensuite deux fils, Henri et Louis. En dernier lieu et après un assez long intervalle, une seconde fille, Marie, naquit encore. Au total, quatre héritiers dont les prénoms sonnaient bien tous la tradition inaugurée par l'aventure.

J'ai souvent été surpris de la rapidité avec laquelle sur certains arbres vigoureux les branches s'amincissent, dès qu'elles s'éloignent du tronc. Il en est de même dans les familles.

Louis excepté, les autres descendants n'eurent point d'héritier ou un seul : et que de décès prématurés ! Avant la trentaine, ma grand mère Cadiran avait déjà disparu. Son frère Henri n'atteignit pas cinquante ans. La tante Marie aurait aussi bien pu être morte, puisque je n'ai connu son existence que par

hasard, comme on le verra plus loin. Dans la génération suivante, mêmes catastrophes. Pour mon compte, à sept ans, je devins orphelin.

De tant de personnes énumérées plus haut, et au milieu desquelles on pouvait craindre de ne point se reconnaître, il n'y en a donc que deux auxquelles se reportent mes souvenirs d'enfant. Encore n'ai-je pas nommé l'une d'elles, puisqu'il s'agit de l'oncle Louis et de ma tante Adèle, femme d'Henri Doublet, aîné de la dynastie, et en cette qualité devenue, à dater de son veuvage, le véritable chef de la famille.

Ici plus n'est besoin, comme pour l'aïeul, de recourir à un pastel ou à des récits de seconde main. Il me suffit de fermer les yeux : du coup, un rais de lumière perce la brume des années et au présent se substitue un passé dont je me demande s'il n'est pas plus proche de moi qu'aux instants où je le vivais.

Imaginez une vaste chambre à deux fenêtres et de forme rectangulaire. Sur l'un des grands côtés, une alcôve : au fond de celle-ci, la masse imposante d'un lit en acajou massif, drapé de damas rouge, cependant que du plafond descendent vers lui des rideaux de même ton éclatant et un christ d'ivoire. En face, la cheminée. Elle est agrémentée d'une garniture composite où figurent côte à côte des torchères Louis XVI du plus beau style, deux flambeaux d'argent Louis XIV, une pendule Louis-Philippe et deux flacons représentant des Écossais, jambes nues, qui, assis sur une roche, tiennent un coude dans leur main et, oubliant leur arc inutile, contemplent pensivement le ciel.

Le mobilier alentour comprend un secrétaire, une commode, une table à jeu, six fauteuils de velours grenat, et quatre chaises recouvertes de tapisserie, le tout encore en acajou et de la forme inconcevable qui sévissait en 1840.

Point de tapis au parquet : seulement quelques ronds de sparterie devant les sièges et une peau de renard au pied du lit. Point de bibelots non plus : rien qui décèle ici la présence d'une femme. En revanche, la commode supporte deux reliquaires et un second crucifix. Quant aux murs, ils s'ornent de seules gravures pieuses : un Crucifiement d'après Rubens, une Visitation d'après Lebrun, sans compter des tableaux de première communion et des peintures sur cuivre où reparaissent la Visitation et des épisodes de la vie de la Vierge.

Il est impossible de séparer à distance les êtres du cadre qui

les entoure : là seulement et pas ailleurs, m'apparaissent encore aujourd'hui mon oncle Louis et tante Adèle. Encore ne pourrais-je les y apercevoir un jour et à une heure quelconques, mais exactement un mardi, après sept heures du soir, quand, le repas terminé, on attendait le chanoine Morillot et M. Tacotin.

Ces mardis-là, il était de tradition immémoriale que l'oncle Louis vînt d'abord dîner chez tante Adèle.

Il arrivait en général un peu avant que six heures ne sonnassent, toujours seul. Veuf lui aussi, il avait en effet essaimé ses trois fils, devenus chacun fonctionnaires et courant désormais le monde, au gré de la fantaisie administrative.

A six heures précises, tante Adèle se levait pour passer dans la salle à manger. Le repas commençait aussitôt, copieux, rapide, et parsemé de silences. Mon jeune âge interdisait qu'on abordât en ma présence d'autres sujets que de piété. Pour la même raison, j'avais à rester muet, à ne point rappeler que j'existais, enfin à absorber ce qu'il convenait à tante Adèle de mettre sur mon assiette, rien de plus et rien de moins, ceci quels que fussent mes goûts et mon appétit. « Les enfants, avait-on coutume de dire, doivent apprendre à manger de tout. » Et je m'y étudiais, en vérité !

Parfois aussi Mouchette, pénétrant à pas de velours, venait rôder autour des convives. Mouchette était, on le devine, la chatte favorite de tante Adèle. Blanche, tigrée de jaune, elle approchait d'abord avec timidité, jusqu'à ce qu'une caresse de l'oncle Louis ou de sa maîtresse l'eût assurée que son voisinage était agréé, auquel cas elle s'installait ronronnante, quémandeuse, et l'air détaché.

J'ai détesté Mouchette et, depuis elle, la gent chattière. Mouchette, à mes yeux, personnifiait l'injustice présidant au sort des hommes. Mouchette avait le droit de faire la dégoûtée sur une bouchée moins plaisante ; à Mouchette on adressait la parole, tantôt sur le ton d'une amicale gronderie, tantôt avec des propos flatteurs et une admiration non déguisée de sa parfaite tenue. On lui était reconnaissant qu'elle n'eût rien volé depuis la veille, et encore qu'elle témoignât de la gourmandise. Bref, elle faisait librement figure de personne vivante, alors que, juché sur ma chaise, avalant par ordre et muet, je paraissais tout au plus faire partie du couvert. Ainsi s'apprennent cependant les bonnes manières : paix aux cendres de Mouchette !

Le repas expédié, chacun se signait avec gravité pour réciter les grâces et l'on repassait dans la chambre. En hâte, on tirait la table à jeu ; tante Adèle installait des flambeaux à deux angles opposés, et des paniers de jetons à chaque coin ; l'oncle Louis étalait en éventail les jeux, l'un rose et l'autre bleu, ayant pour cet office une particulière habileté ; quant à moi, je me dirigeais vers une des croisées et m'y établissais pour surveiller la rue. J'avais en effet la liberté de dire :

— Ah ! voici M. le Chanoine !

Ou bien encore :

— J'aperçois au coin de la rue Piron la silhouette d'un monsieur que je crois bien être M. Tacotin.

On se représente mal le soulagement voluptueux que procure une seule phrase quand on a dû longuement se taire. Il y avait là aussi une sorte de fonction honorifique dont l'importance caressait mon orgueil. Je ressemblais au héraut qui sonne de la trompe à l'ouverture du tournoi.

A peine avais-je parlé que, reprenant leur gravité de commande, calmes et dignes, tante Adèle et l'oncle Louis gagnaient leurs fauteuils de part et d'autre de la cheminée. Je me tournais également vers eux dans l'espoir de je ne sais quelle distraction imprévue apportée par des hôtes qui ne l'étaient pas, et c'est à ce moment précis, je le répète, pas à un autre, que mon souvenir renoue la chaîne pour retrouver ceux qui m'ont élevé : ils sont là, je les vois. Tandis que je m'efforce à les décrire, j'ai peine à supporter leur regard. Pour un peu, comme jadis, je baisserais les yeux !

Tante Adèle, d'abord.

De taille moyenne, fort bien faite, mais sans beauté, elle respirait un mélange de hauteur et de simplicité. Le front encadré d'anglaises exprimait la sécurité apaisée de ceux qui se sentent aussi certains de leur propre salut qu'inquiets de celui des autres. De même, les yeux erraient, un peu vagues, par-dessus les gens que le hasard amenait à leur portée. En revanche, s'avisait-on d'une légère contradiction, plantés en vrille sur l'impudent, ils changeaient de couleur et, de gris cendré, passaient au brun sombre, cependant que le reste du visage révélait, suivant les cas, de la stupeur ou du dédain. Au total, une grande dame qui en impose et devant qui même les plus âgés s'inclinent, témoin les invités qui vont venir et l'oncle lui-même.

Bien que née Rallières et cousine des Tacotin, c'est-à-dire embourgeoisée d'hier, tante Adèle dit « Notre père » en parlant de l'aïeul. Parce que sa belle-mère était Ballerond, elle n'est plus Doublet, mais Doublet de Ballerond. Enfin quand j'ai perdu mes parents, d'office elle m'a recueilli, bien que l'oncle Louis s'y soit offert et qu'après tout les hommes puissent sembler plus indiqués que les femmes pour élever un garçon. L'asile n'est peut-être pas très réchauffant : toutefois, la hiérarchie de famille commandait que les choses fussent telles et, à tout prendre, le geste me paraît aujourd'hui assez noble : j'ai vu depuis lors tant de gens ne prendre du pouvoir que l'agrément, sans jamais en assumer les charges ou les corvées!

Face à tante Adèle, dès mon annonce, l'oncle Louis s'est, lui aussi, carré dans son fauteuil. Les coudes appuyés, il a croisé ses mains sous son menton. N'était le mouvement léger de sa jambe levée, on croirait qu'il somnole.

Avant tout, qui contemple l'oncle Louis remarque en lui deux choses surprenantes : des dents qui étincellent, des cheveux d'un noir que les années se refusent à rendre moins profond. La moustache et la mouche qui décorent ses lèvres ont eu beau grisonner; en vain la cravate de soie noire à triple tour affirme-t-elle, au lieu de l'atténuer, une courbure d'épaules due à l'âge : que la bouche de l'oncle Louis s'entr'ouvre, que sa tête remue, aussitôt ne se voient plus que l'éclair d'un émail sans tache et le lustre d'une chevelure plus sombre qu'une aile de râle.

Il paraît que Mlle de Ballerond avait des dents pareilles et des cheveux aussi noirs. Serait-ce d'elle que vient aussi la myopie contraignant à porter toujours lunettes? C'est une myopie bien particulière : la forme des yeux ne la décèle pas : reste à lui attribuer l'expression dure et peu nuancée d'un regard médiocrement désireux, en fin de compte, de courir les environs. De sa mère, en tout cas, l'oncle Louis n'a recueilli ni la légèreté d'âme ni la gaîté d'oiseau... Mais à quoi bon dessiner en ce moment autre chose que l'extérieur? De lui-même le portrait se creusera au cours des événements et déjà des pas résonnent dans la pièce voisine.

S'étant attendus suivant l'usage devant la maison, le chanoine Morillot et M. Tacotin ont sonné de concert. La servante s'est empressée de leur ouvrir. On distingue vaguement les politesses qu'ils se font avant de pénétrer :

— Après vous, M. le Chanoine.

— Je n'en ferai rien, M. le Juge : à vous, l'honneur...

Encore un tapotis de pieds sur le parquet ciré, un bruit de nez qui se mouche et de gorge qui s'apprête à parler clair. Dépassant la servante qui s'efface, les invités enfin paraissent. Bouche fleurie, dos en corbeille, ils approchent, ils s'inclinent. Pour s'enquérir des santés, pareils à un volant, ils vont du fauteuil de tante Adèle à celui de l'oncle Louis, tournent, recommencent... Spectateur amusé, je me borne à contempler cette danse sans quitter l'embrasure, puisqu'après avoir fait partie du couvert, je suis désormais incorporé au mobilier et compte juste autant que mon siège.

Les saluts achevés, tout de suite et sans plus attendre, on entoure la table à jeu. Tante Adèle allume les flambeaux avec une papillote en papier. L'oncle Louis offre des cartes à choisir. On entend les jetons cliqueter comme des osselets. Enfin, les chaises s'immobilisent. Il y a maintenant deux robes côte à côte et deux messieurs qui leur font vis-à-vis : ainsi en a décidé le sort.

Le fait qu'aujourd'hui Prosper, — c'est M. Tacotin, — est le partenaire de tante Adèle inspire à celle-ci des réflexions moroses :

— Vous allez encore commettre des bévues, dit-elle avec un sourire qui manque de bienveillance.

Au contraire, le chanoine Morillot se félicite de jouer avec M. Doublet :

— Je vous demande seulement de ne point vous emporter, déclare-t-il : cela m'enlève mes moyens.

— C'est Mme de Ballerond qui commence.

Pouf... Pouf... deux par deux les cartes volent, allant se poser d'un élan simultané sur des tas voisins. Dans l'attente de l'atout, on garde un religieux silence.

— Cœur, prononce enfin tante Adèle.

— Le cœur vous réussit généralement, soupire M. Tacotin, désireux d'amadouer son redoutable associé.

— Ne dites donc pas de fadaises!

— Quelles nouvelles de vos chers protégés? interroge M. le chanoine Morillot, tout en classant ses cartes.

— Parfaites, grâce à Dieu!

Qui sont les protégés de tante Adèle? je l'ignore. On en

parle chaque mardi mais je ne soupçonne ni où ils vivent, ni même si leur existence répond à quelque chose de concret. De grandes personnes, sans aucun doute, puisqu'on s'occupe d'eux ! Ah! y aura-t-il jamais un moment où l'on daignera m'accorder pareille attention, ne fût-ce que pour remarquer que je ne fais point partie des rideaux ?

Hélas! le voici qui vient presque aussitôt, et trop vite à mon gré, car la pendule égrène de petits coups aigrelets. Tante Adèle, bien qu'absorbée par son jeu, a dû guetter huit heures sur le cadran.

— Jean! dit-elle sans attendre que s'achève la sonnerie.

J'ai entendu, je sais, déjà je suis debout. Arraché à mon embrasure, respectueux, j'inspecte quatre visages également absorbés par une identique préoccupation qui les abstrait de l'univers : celui de l'oncle Louis sévère, celui du chanoine décoré d'une pointe de tabac au-dessous de la narine droite, celui de M. Tacotin convulsé par l'inquiétude et plus blanc que jamais (Prosper était imberbe et dès la quarantaine avait porté perruque), enfin celui de tante Adèle dont les anglaises ballottent, agitées autant que les bougies par d'imperceptibles frémissements d'air. Sur la table verte les cartes tombent, symbolisant à mes yeux tous les plaisirs et toutes les libertés !..

— Jean!

— Bonsoir, ma tante ; bonsoir, mon oncle.

— Bonsoir, petit.

Le chanoine seul a répondu, lui que je ne saluais pas. Entraîné par l'habitude, il m'a pris sans doute pour un des enfants de chœur du chapitre, et, après tout, son erreur est excusable, puisqu'il ne me regarde pas, puisque personne ici ne me regarde... Point de baiser, naturellement. En ce temps-là, on n'avait point coutume d'embrasser les enfants. On veillait à ce qu'ils fussent couchés à heure fixe et réveillés de même : pour le surplus, je demande en quoi la santé s'en trouverait ou non améliorée!

Timide, je m'incline encore devant ces messieurs. Mes lèvres balbutient je ne sais quelles formules aussi polies qu'indistinctes : je suis déjà près de la porte, je m'apprête à sortir et... je cesse d'apercevoir tante Adèle, l'oncle Louis, la grande chambre à rideaux rouges, la vision se fond dans la minute ineffable qui succède, — ma revanche!

A peine dehors, deux bras me saisissent, m'étreignent :

— Mon Jeannet!

Et Claudine et moi, nous envolons vers ma chambre. On m'envoie me coucher, mais c'est Claudine qui me met au lit. On me dit bonsoir du bout des lèvres, mais Claudine, ayant ramené les couvertures sous mon menton, met sur mes joues un double baiser sonore, à la mode de son village.

Ah! Claudine! sans ta tendresse, aurais-je jamais deviné, plus tard, ce que cachaient les dures apparences de la famille? S'il m'a été facile aussi de tenter tout à l'heure un crayon de tante Adèle ou de l'oncle Louis, comment et avec quels mots tracer le tien? Quand on a aimé passionnément un être, il est rare de pouvoir dire quel était son visage : de toi, je ne sais plus que ton âme.

Claudine n'était qu'une domestique, et c'est une domestique qui a enchanté les premiers temps de ma vie.

Son âge? quarante ans au plus, je ne sais pas au juste. Son aspect? Elle était grande, maigre, avec une expression particulière que je n'ai vue qu'à elle, un sourire qui rayonnait, des yeux qui étaient parfaitement bons et me comprenaient toujours. Elle avait servi mes parents et, après leur mort, s'était retirée dans son pays, où elle possédait du bien : mais, à la nouvelle de ma venue chez tante Adèle, tous ses projets de retraite heureuse avaient cédé devant le besoin de me défendre et, inconsciente de son sacrifice, elle était accourue, implorant de Mme de Ballerond la faveur de la servir. La sachant sûre, économe et discrète, tante Adèle, à son tour, avait daigné agréer la demande, mais rogné sur le gage : il n'est pas mauvais, quand on est bienfaisant, d'alléger son train de maison, si l'occasion s'en présente.

Depuis lors, prudemment, artificieusement, Claudine accaparait « son Jeannet » à toutes les heures où, la famille ayant accompli ses devoirs, il redevenait libre de lui-même.

Elle m'a conté des histoires ; elle m'a chanté de vieilles chansons. Pour mes pires humeurs, elle trouvait l'art d'être indulgente. Ignorant qu'elle eût donné sa vie pour moi, je la tyrannisais sans contrainte. Je lui apportais avec une égale indifférence mon habit déchiré ou mon caprice d'enfant gâté ; puis, blotti dans ses bras, telle une médaille dans son écrin, grâce à elle je découvrais la beauté du monde...

Claudine! figure adorable qu'on ne verra plus! Comme j'aimerais te dire que j'ai enfin compris ce que ton pauvre vêtement de cuisinière recouvrait de délicatesse et de sublime dévouement! Hélas! tu es morte sans savoir : les morts partent toujours ainsi.

— Mon Jeannet, moins de bruit!... viens... à mon tour, maintenant.

Nous allions ; elle surveillait mes prières, ma toilette, vérifiait la fermeture des croisées, bordait le lit.

O douceur des caresses qui bénissent enfin mon front déjà lourd de sommeil! On se prend à douter que de telles minutes aient existé... Elles étaient, et c'est pourquoi, voulant aujourd'hui évoquer la famille, il m'a paru tout à coup que Claudine devait y prendre place : c'est pourquoi encore, mes yeux se brouillent, ma plume hésite et je m'arrête...

III. — QUELQU'UN VIENT

C'est en novembre 1847 que je fus recueilli par tante Adèle et j'avais alors un peu plus de huit ans.

En pénétrant dans la maison de l'aïeul, je ne me doutais guère de l'honneur insigne que le sort m'octroyait. Apeuré et défiant, j'errai d'abord, tel un jeune chat qui, changé de domicile, se demande s'il doit ou non reprendre la clé des champs.

Il fallut, pour apaiser mon inquiétude, l'arrivée de Claudine. Le reflet de son cher visage sur tant d'objets inconnus aidait à me les rendre familiers. Bientôt, bercé par le rythme régulier d'une existence conventuelle, j'oubliai que j'avais auparavant obéi à des règles moins inflexibles. La jeunesse possède une prodigieuse aisance à s'adapter aux conditions que le hasard lui impose. Tout au plus souffrais-je parfois de me taire : encore y ai-je gagné d'apprendre à observer, et l'habitude d'une curiosité muette dont l'agrément demeure intact.

On a peine à concevoir ce qu'était, en ce temps-là, l'emploi d'une journée pour un enfant de mon âge.

Lever à six heures en hiver, à cinq heures en été. Tante Adèle en personne entr'ouvrait la porte de ma chambre pour jeter d'une voix implacable un sonore : « Benedicamus Domino! » auquel j'avais à répondre : « Deo gratias! » Il est

superflu de dire que ce « Deo gratias » venait plus ou moins vite, et sans que s'y mêlât une pensée de rendre grâce au Seigneur pour un réveil si matinal. Je doute aussi que tante Adèle y songeât plus que moi : elle n'a jamais dû envisager qu'on pût décemment invoquer Dieu quand on a, comme elle les avait encore à cette heure indue, les cheveux en papillotes.

Aussitôt hors du lit, je procédais à ma toilette, toujours à l'eau froide, quelle que fût la saison. Fort heureusement, Claudine rectifiait un peu plus tard les résultats d'une opération que la rigueur des saisons rendait trop souvent sommaire. Sans elle, je m'en serais tenu, je le crains, aux habitudes du grand siècle.

Suivaient cinq minutes de prières sur un prie-Dieu installé pour cela dans ma chambre : après quoi, j'allais à la cuisine déjeuner d'une soupe chaude ou d'une panade et y attendais le départ pour la messe.

De sa vie tante Adèle n'a manqué la première, qui se disait à six ou à sept heures, suivant l'époque, et toujours elle m'y emmenait, faute sans doute de pouvoir y conduire Mouchette.

Côte à côte nous nous rendions à Saint-Jean, sans échanger un mot. Le retour, en revanche, était pour tous deux la récompense de notre piété. Escortée par des amies, tante Adèle recueillait les nouvelles et je les écoutais avec elle. Bien que je ne connusse pas la plupart des gens dont on parlait, j'avais fini par les imaginer. Je ne comprenais pas non plus toutes leurs aventures, mais l'intérêt n'en était que plus vif. Seule, la politique me laissait incertain. Les amies de tante Adèle affirmaient, désolées : « Nous allons à la Révolution ! » Tante Adèle répliquait : « Je l'ai toujours prédit ! » Une fois rentré, je feuilletais le dictionnaire : « *Révolution* : marche circulaire des corps célestes dans l'espace. » Et découragé, je renonçais à l'astronomie.

Le reste du jour, jusqu'à quatre heures, n'était plus qu'une longue classe, coupée par le seul déjeuner de dix heures et une brève récréation à l'issue de celui-ci.

On m'enseignait le français, le latin et les rudiments du grec. Une vieille fille présidait à mes analyses logiques : l'après-midi, un prêtre s'occupait du surplus. De l'un et de l'autre, je n'ai guère retenu que des noms.

La vieille fille s'appelait Mlle Bergougnan. Tante Adèle disait d'elle qu'elle était très méritante, mais que la vie l'avait mal

servie. J'ai toujours entendu tante Adèle appliquer l'expression *très méritante* aux gens qu'elle dédaignait et je n'ai jamais su en quoi la vie avait mal servi Mlle Bergougnan.

L'abbé, lui, répondait au nom singulier de Saraméa. Il avait obtenu de l'évêché permission de lire en grec l'office quotidien, estimant que Dieu devait écouter mieux des prières prononcées en une aussi belle langue. Tante Adèle le déclarait, aussi, *méritant*; mais comme il s'agissait d'un ecclésiastique, elle supprimait le *très* et prononçait son jugement à toute vitesse. J'ai beaucoup apprécié l'abbé Saraméa, parce qu'il était distrait, ce qui me permettait de l'être plus que lui.

A pártir de quatre heures enfin, devoirs et parfois promenade au parc en compagnie de tante Adèle qui égrenait en même temps un chapelet pour n'avoir point la peine d'entretenir une conversation inutile. On dînait à six heures. La soirée s'achevait dans la chambre où j'avais le droit de feuilleter à mon gré de pieuses brochures illustrées.

Que nous voici loin des libertés d'aujourd'hui ! Et pourtant, à résumer des heures si dépouillées de grâces, je ne puis me défendre de les regretter. Faute d'expérience, on arrive à trouver aux murs d'une prison l'immensité d'un horizon. J'aurais pu longtemps encore rester ainsi insouciant et satisfait, si, quinze mois environ après mon entrée chez tante Adèle, un événement n'avait troublé la maison et par contre-coup ma vie. A dire vrai, de lui datent mes souvenirs : sans lui, aurais-je même songé à les écrire ?

Dans une atmosphère parfaitement calme, le moindre souffle attire l'attention. Si imprévu qu'ait été l'événement dont je parle, je ne crois pas qu'il m'ait surpris. Durant deux jours au moins, trop de choses insolites se succédèrent pour ne pas mettre en moi le pressentiment qu'une altération grave allait atteindre nos habitudes.

Et d'abord, je me rappelle que le samedi l'oncle Louis revint dîner chez tante Adèle, bien que le samedi fût jour maigre, peu propice aux menus. Il revint et, durant le repas, parla beaucoup plus que de coutume. Il s'exprimait d'ailleurs avec humeur, la fourchette tendue vers un adversaire invisible, ou bien encore me regardant avec des yeux sévères.

— L'éducation, disait-il, a perdu toute valeur. Où va-t-on, si les bonnes sœurs montrent de telles indulgences pour un acte d'in-

subordination caractérisé ? A vous maintenant de remonter le courant : mais en aurez-vous la force? Le moins que je demande est que vous rétablissiez ici la notion du respect.

J'eus peur à ce moment, qu'il ne s'agît de moi : mais non, il poursuivait :

— J'ai toujours dit « vous » à mon père ; on m'assure qu'une ou deux fois, elle aurait tenté de vous tutoyer dans ses lettres.

Ici, tante Adèle, qui semblait perdue dans ses réflexions personnelles, eut un brusque sursaut :

— Louis, où avez-vous la tête? Cela n'est jamais arrivé.

Il reprit du vol-au-vent, avala une ou deux bouchées :

— Bien. Quant à l'avenir, rien de plus clair. De mon temps, voici comme on faisait. Le jour ou je terminai mes études, mon père daigna m'appeler auprès de lui pour m'inviter à choisir incontinent entre la carrière sacerdotale et celle du mariage. Ma réponse donnée, il dit : « A merveille ! » Et dans le mois qui suivit, j'étais informé que j'épouserais ma chère femme. Nous nous sommes vus six fois avant la messe, toujours devant témoins, et nous avons été parfaitement unis. La prudence des personnes âgées pare aux engouements de la jeunesse. On ne se marie pas pour l'amour, mais pour fonder un foyer, ce qui est très différent.

Tante Adèle sortit de nouveau de la rêverie où elle était retombée.

— A quel propos un pareil verbiage, Louis? Je crois savoir, je pense, aussi bien que vous, comment on nous élevait.

— Alors pourquoi prendre au tragique ce qui est si simple ? Point de couvent? soit : imposez un mari.

— J'y compte : cependant dois-je auparavant faire un choix. Dans Dijon, je ne vois personne.

— Trouvez ailleurs !

— Évidemment... Toutefois, il y faudra du temps, et d'ici là, d'autres choses me gênent.

Un coup d'œil rapide lancé de mon côté suffit à me prouver que je figurais au nombre de ces choses.

— Oh ! dit Louis allégrement, n'allez pas vous inquiéter pour si peu. En ce moment, on ne le regardera même pas, et dans un an, vous le mettrez au collège.

— Au collège... voilà qui est bientôt dit : mais où le mettre?

— Chez les jésuites, cela va de soi.

— Il n'y en a pas dans le diocèse. Monseigneur, à ce sujet, ne cède pas, ce qui est, je le rappelle en passant, inconcevable.

— Dôle est moins loin que Fribourg d'où je ne revenais même pas aux vacances, bien que plus raisonnable et moins âgé que lui !

Le repas s'acheva nerveusement. Les propos étaient redevenus habituels, mais les visages ne l'étaient pas. Les seuls mots qu'on eût souhaité prononcer devaient rester au bout des lèvres, soit à cause de moi, soit plutôt parce que, trop épineux, ils s'accommodaient mieux du silence.

Il me parut cependant qu'une partie en était dite enfin durant le court passage de la salle à manger à la chambre.

— A propos, fit subitement l'oncle Louis, mais sur un ton incertain qui contrastait d'autant mieux avec sa décision habituelle, j'oubliais de vous informer que, si vous avez besoin, à défaut de gouvernante, d'une personne sûre, capable de vous remplacer pour les surveillances utiles, Antoinette est disponible et prête à vous rendre tous les services que vous pourrez désirer.

Comment oublierais-je que c'est alors que pour la première fois j'entendis prononcer ce nom d'Antoinette qui allait revenir si souvent? A défaut d'autre raison, le changement du visage de tante Adèle m'aurait obligé à le noter soigneusement au passage. Elle prit, en effet, son air de glace; je me demandai même si elle allait répondre ; cependant, après un temps, j'entendis cette phrase bizarre :

— Je vous remercie de vos intentions, Louis; mais attendons, pour en reparler, qu'il soit temps. Je ne manquerai pas, le moment venu, de vous dire tout ce que j'en pense.

A quoi l'oncle Louis répliqua, sans dissimuler une incompréhensible satisfaction :

— C'est cela, réfléchissez... Je suis sûr qu'à l'usage, vous vous rendrez compte de votre longue erreur...

Et, ce jour-là, il ne fut plus question de rien, du moins en ma présence...

Le lendemain Claudine à son tour me prit à part. Elle profita pour cela d'un moment où, sous prétexte de vêtement à examiner, elle m'avait emmené dans sa cuisine.

— Écoute bien, mon Jeannet, me dit-elle à mi-voix, nul

ne peut prédire ce qui doit arriver : mais quoi qu'on décide ici, rappelle-toi que j'irai toujours ou tu iras.

— Serait-il question de m'envoyer au collège? m'écriai-je, hanté encore par les propos de la veille.

— Non, pas que je sache... Toutefois, l'oncle Louis a tant de fois déjà insisté pour te reprendre...

— Ah! m'écriai-je, j'espère bien qu'on se moquera toujours de son insistance!

J'ignorais en quoi la perspective m'était désagréable; il suffisait qu'elle le fût, et je repris :

— Pourquoi d'ailleurs me réclamerait-il aujourd'hui plus qu'hier?

Claudine hocha la tête, visiblement embarrassée :

— Une idée qui m'est passée en tête... c'est très difficile à expliquer. Que j'aie tort ou raison, surtout demeure sage, tâche qu'on t'oublie... et laissons venir.

Au cours du même après-midi enfin, tante Adèle me conduisit au Parc. Elle avait, suivant l'usage, son chapelet au bout des doigts : seulement aucun grain ne courait. La chaîne seule s'agitait, montrant que l'heure était aux nerfs.

Soudain, je ne fus pas peu surpris de m'entendre adresser la parole :

— Au fait, quoi qu'il arrive, j'espère bien que tu sauras te conduire en garçon bien élevé. A ton âge, un homme est en état de comprendre qu'il doit se tenir à sa place et demeurer sur la réserve.

Quoi qu'il arrive!... il devait donc arriver quelque chose? J'aurais volontiers répliqué que ma tenue serait d'autant meilleure que les incidents destinés à la mettre à l'épreuve, me seraient communiqués d'avance : mais, parfaitement sûr qu'on me répondrait : « Les enfants ne doivent jamais interroger », je baissai le nez vers le sol en signe de soumission. Entendu! je me tiendrais à ma place; seulement laquelle serait-ce?

En moins de quarante-huit heures, j'acquis ainsi la certitude que mon existence se trouvait menacée par un événement mystérieux : puis, comme il arrive fréquemment, le rideau, entr'ouvert un instant, se referma.

A distance, le temps qui suivit m'apparaît comme un mélange de craintes et de désirs. Tour à tour, je tremblais d'aller chez l'oncle Louis, et frémissais de curiosité à la pensée de l'inconnu

qui s'approchait. Je me rappelle avoir bâti, à ce sujet, d'invraisemblables romans, tels que la ruine de tante Adèle, son mariage, son entrée au couvent, que sais-je encore! Cependant autour de nous, les heures coulaient sereines. Elles coulèrent jusqu'au mardi, et ce mardi lui-même aurait paru pareil aux précédents, si l'on ne s'était mis à table, cette fois, sans l'oncle Louis. Je jugeai que tante Adèle, ayant reçu son beau-frère le vendredi, se tenait pour quitte. Le whist d'ailleurs n'était pas supprimé, puisqu'à peine dans la chambre, tante Adèle prépara la table à jeu.

A sept heures et quart, j'entendis sonner à la porte. Il est inconcevable qu'une sonnette, toujours tirée de la même manière, puisse rendre des sons si différents. Au bruit de celui-ci, je n'éprouvai aucune hésitation : l'événement entrait chez nous.

D'un bond, je me précipitai vers la fenêtre : un rappel de tante Adèle m'arrêta net :

— Jean, reste en place : je sais qui vient.

Ce n'était que l'oncle Louis, en effet. Il entra, essoufflé, les joues colorées, et dit :

— Nous voilà.

Il était seul cependant. Tante Adèle demanda vivement :

— Tout s'est-il bien passé?

— Les sœurs se sont montrées parfaites, répliqua l'oncle Louis, se hâtant d'étaler les cartes à l'ordinaire. Elle fait toilette et va monter.

A cette annonce, je levai les yeux. Était-ce par hasard la mystérieuse Antoinette qu'il venait d'amener? Il s'aperçut de mon geste involontaire et me désignant de la main :

— Ne le renvoyez-vous pas tout de suite?

— Non, dit encore tante Adèle : autant vaut qu'ils fassent connaissance rapidement, ce soir.

Nous étions tous trois si préoccupés en ce moment que M. Morillot et M. Tacotin toussèrent, se mouchèrent, entrèrent enfin sans que personne songeât à s'en apercevoir.

Surpris de trouver leurs hôtes debout, les bougies pas encore allumées, les jetons en vrac, ils s'arrêtèrent interdits. Le rite des salutations solennelles en fut irrémédiablement compromis.

— Serions-nous en avance? murmura Prosper prêt à s'enfuir.

— Nullement, répliqua tante Adèle secouant avec énergie

ses anglaises : mon beau-frère et moi avons seuls un peu de retard.

Alors, rassuré, M. Morillot s'enquit :

— Rien de grave, je l'espère ?

— Je ne le pense pas.

La réplique, pour énigmatique qu'elle fût, tomba sans commentaires. D'ailleurs, l'oncle Louis se hâtait de présenter les cartes.

— Réparons le temps perdu. A qui la donne ?

On s'assit sans mot dire. Je gagnai ma place ordinaire. Les mêmes gens étaient aux mêmes places avec les mêmes gestes et les mêmes occupations. Cependant une telle nervosité flottait que les mouvements de chacun avaient l'air de commencer sans parvenir à s'achever tout à fait.

Prenant son courage à deux mains, M. Morillot tenta de renouer la chaîne :

— Je suppose que vos chers protégés...

Mais soudain la porte s'ouvrit : bouche bée, il ne put terminer sa phrase. Au bruit, tout mon être aussi avait tressailli. Un aveugle aurait compris que l'événement se dévoilait tout à fait.

— Bonjour, ma mère, dit une voix dont le timbre me bouleversa.

En même temps, une jeune fille entra. Elle portait une robe de mérinos noire toute unie. Deux bandeaux plats sévèrement appliqués sur le front ne servaient qu'à faire valoir la blancheur mate de celui-ci et sa netteté. C'était un front énorme, dressé en muraille, au-dessous duquel des yeux impérieux s'efforçaient de ne pas luire. La tournure, les mouvements, tout donnait dans celle qui apparaissait l'idée d'une force retenue, mais prête à se répandre en éclats.

Sans abandonner son jeu, tante Adèle tourna légèrement la tête.

— Ainsi, te voilà ? c'est bien.

Elle revint ensuite à ses hôtes et acheva, paisible :

— C'est Aurélie, ma fille, qui a, depuis aujourd'hui, quitté le pensionnat.

J'écoutais stupéfait : tante Adèle avait donc une fille ?

— Mademoiselle !...

Pareils au chœur antique, le chanoine et Prosper balan-

çaient leurs têtes et leurs cartes, cherchant quoi mettre après ce mot pour répondre aux révérences qu'Aurélie distribuait.

— Comme vous êtes grande ! finit par trouver Prosper.

— C'est une jeune fille..., affirma à son tour le chanoine.

Toutefois ni l'un ni l'autre n'auraient eu garde de prolonger l'interruption ; Prosper continuait d'associer ses couleurs, le chanoine faisait glisser d'un coup de pouce onctueux les siennes déjà rangées. L'attitude de tante Adèle commandait celle de tous.

— Je m'étais chargé de la ramener tout à l'heure, expliqua brièvement l'oncle Louis. Malheureusement, je n'ai pu le faire aussi vite que je comptais. De là, le trouble survenu dans notre partie... Je joue trèfle.

— Atout.

— Je coupe aussi.

— Ah ! si vous allez de ce train !...

Cependant, le tour de la table achevé, Aurélie arrêtée devant moi me considérait.

Je semblais lui paraître un phénomène inexplicable.

— Qui est celui-là ? demanda-t-elle enfin.

Tante Adèle répondit cette fois :

— Ton cousin Jean Cadiran habite chez moi depuis la mort de ton père.

Aurélie persistait à m'examiner avec une extrême curiosité.

— Oh ! comme il est petit ! dit-elle.

Et soudain je m'aperçus qu'elle riait d'un rire juvénile, irrésistiblement gai, tel en vérité que la chambre n'avait jamais entendu le pareil depuis que j'y vivais.

— Bonjour, moucheron !

Je murmurai, rageur :

— Bonjour, ma cousine.

Mon ton de cérémonie redoubla sa gaîté. Elle s'approcha de moi :

— Est-ce que, par hasard, je te ferais peur ?

D'un signe de tête je répondis non.

— Alors, viens m'embrasser.

Au même instant, la pendule sonna.

— Jean !

Obéissant à l'habitude, déjà je m'apprêtais à fuir.

— Viens d'abord, nigaud !

Le contact de deux lèvres fraîches effleura ma joue. Je me sentis devenir cramoisi.

— Une autre fois, dit sévèrement tante Adèle, je te prierai de laisser ce garçon aller se coucher en paix.

— Il faut bien qu'ils fassent connaissance, dit M. Morillot, puisqu'ils sont destinés à vivre ensemble.

— Au moins quelque temps, rectifia Prosper.

— Très peu, affirma l'oncle Louis.

— S'il plaît à Dieu, acheva tante Adèle.

Ensuite je dis bonsoir. Je devinais sur moi le regard d'Aurélie. Sa raillerie m'exaspérait et me donnait en même temps un plaisir mal défini.

Claudine attendait derrière la porte.

— Hé bien?... tu l'as vue?... A-t-elle été gentille au moins? Si elle t'aime, tout va bien...

Je me couchai sans dire un mot.

— Et maintenant, surtout dors bien, mon Jeannet, dors sans y penser...

Comme si, après avoir subi le rire d'Aurélie, il était possible vraiment de ne plus y penser !

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA
BASILIQUE DE LA PORTE MAJEURE

I
LA DÉCOUVERTE DU MONUMENT

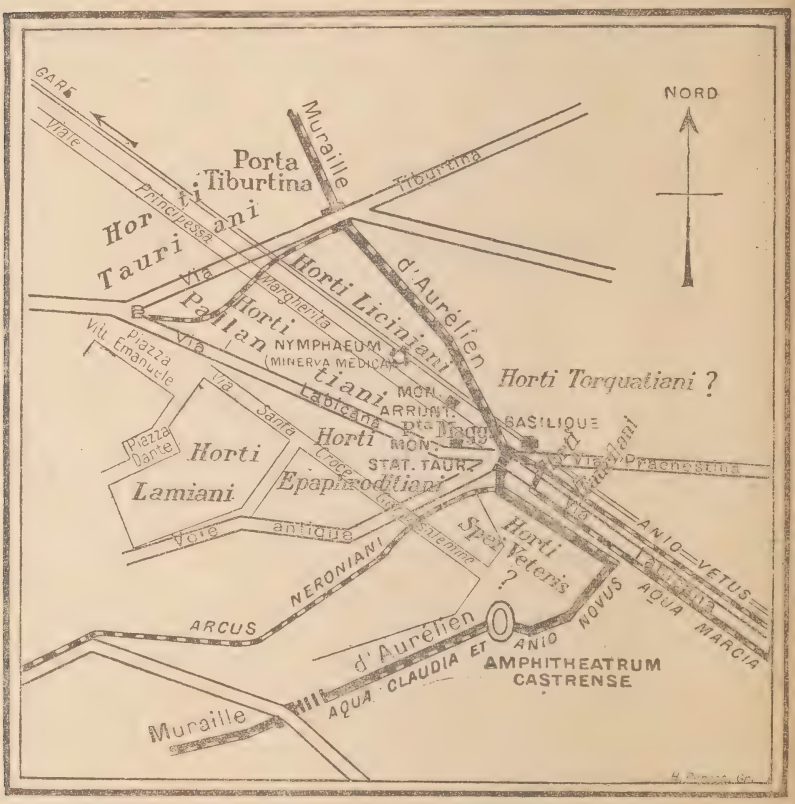
LA PORTA MAGGIORE

Le voyageur qui arrive directement de France à Rome admire déjà la ville antique avant d'être descendu dans la capitale italienne. Dans les dernières minutes du trajet, il a suivi du regard le déroulement majestueux de la fortification que l'Empire, à la fin du IIIe siècle, dressa, comme un défi aux Barbares, et dont les hautes masses de brique, si belles en leur ruineux éclat, ont résisté aux progrès modernes comme à la ruée dévastatrice des invasions et à l'anarchie du moyen âge. Au moment où le chemin de fer, pour entrer en gare, rebrousse, comme la muraille, de l'est vers le nord, surgit la porte la plus imposante, celle que les Romains désignent communément sous le nom de *Porta Maggiore*, mais qui, plus ancienne et plus récente à la fois que les murs qui l'enserrent, revêt un aspect composite auquel trois règnes ont collaboré.

Les arches de la Porte Majeure furent érigées, entre le 25 janvier 52 et le 24 janvier 53, par Claude, pour soutenir les deux canalisations superposées de ses nouveaux aqueducs, l'Aqua Claudia et l'Anio Novus, au-dessus des deux routes qui convergeaient en ce lieu : la Voie Labicane, au sud, et, au nord, la Voie Prénestine (1). Au passage de chacune d'elles et

(1) Voyez le croquis page suivante.

sous l'attique, haute de 9 mètres, dont les flancs enfermaient les conduites d'adduction, l'empereur arrondit deux grandes arcades, de 14 mètres de haut et de 6 m. 35 de largeur, dont le temps n'a pas altéré le galbe; puis, entre ces deux larges baies cavalières et de part et d'autre de chacune d'elles, il ménagea



EMPLACEMENT DE LA BASILIQUE.

trois poternes que surmontent des frontons triangulaires reposant sur des demi-colonnes corinthiennes. En 271, Aurélien incorpora le grandiose édifice à son enceinte, sans toucher à l'élégance de sa solide architecture. En 401 ou 402, Honorius le restaura, le flanqua de tours rondes, qui ont été démolies en 1838, rétrécit et crénela ses passages, et y ajouta une longue inscription. Mais ni l'ampleur que Claude lui avait donnée, ni la sollicitude avec laquelle les successeurs de Claude ont pourvu à l'entretien de la Porte Majeure ne furent dictées

par l'activité humaine ou l'opulence monumentale de la région qu'elle dominait alors comme aujourd'hui. Elles tiennent à l'importance de la fonction qui lui avait été dévolue d'abord, qu'elle ne cessa pas d'exercer ensuite, quand, par surcroît, elle eut été transformée en ouvrage défensif, et qui consistait à amener dans la Ville les sources limpides et fraîches des ravins de Subiaco. Claude l'avait dressée à la rencontre des anciens aqueducs du IVe et du IIIe siècles avant notre ère, et au terme de ceux par lesquels il avait enfin doublé et surpassé ces branchements archaïques, comme on élève un arc triomphal; et elle a continué, pendant toute la durée de l'Empire, à porter sur ses robustes épaules de travertin le texte unique des deux inscriptions qui, gravées à l'entablement supérieur de sa double façade, proclamèrent, au début de 53, au plus tard, l'orgueil du bâtisseur impérial et l'accomplissement de sa vaste tâche.

Mais la gloire de la Porte Majeure brillait dans la solitude. Autour d'elle s'étendaient seulement l'ombre des grands parcs et le silence des sépultures. Nous lisons dans le traité de Frontin qu'elle était sise aux confins d'immenses jardins : les *Horti Torquatiani*, que Néron acquit en 64 par le meurtre de leur maître légitime, D. Junius Silanus Torquatus, et les *Horti... ani*, dont les copistes ont mutilé le vocable, mais qui subirent aussi la confiscation, puisque, au IIIe siècle, la propriété impériale avait envahi l'emplacement des uns et des autres. En dehors d'eux et de leurs bâtiments, les textes anciens ne mentionnent là qu'un petit sanctuaire, qui était dédié à la Vieille Espérance, — *Spes vetus*, — et qui n'a pas laissé de vestiges.

Jusqu'à la découverte sensationnelle dont nous allons parler et à laquelle la Porte Majeure a prêté son nom, les fouilles n'avaient dégagé dans son voisinage que des tombes : celle du boulanger et fournisseur de l'État, M. Vergilius Eurysaces, à deux pas à l'est, vers la campagne, et, du côté opposé, vers la Ville, des colombaires de grandes familles : celui des Arruntii notamment, et surtout celui des Statilii, établi au sud-est du précédent, à quelques dizaines de mètres à l'ouest et en deçà de la Porte, dans l'espace extra-urbain que les morts gardèrent le droit de disputer aux vivants, tant que le tracé des murs d'Aurélien n'eut pas reculé jusqu'à elle la ligne pomériale interdite, depuis la législation des XII Tables, aux cendres comme aux cadavres des défunts. Les routes mêmes au bord desquelles

s'alignèrent ces tombeaux, des deux côtés de la Porte qu'elles franchissaient, n'étaient guère fréquentées. Ni Labicum, ni Préneste n'avaient conservé, sous l'Empire, l'importance que ces vieilles métropoles latines détenaient à l'époque républicaine et dont les convulsions des guerres civiles les avaient définitivement privées. C'étaient là de grands noms qui se survivaient en de médiocres bourgades, où les puissants du jour possédaient d'immenses domaines et de luxueuses villas, mais dont la population s'était peu à peu clairsemée, et d'où se détournaient les grands courants du commerce péninsulaire. Les voies qui y menaient ne pouvaient pas être très passantes, et à leurs carrefours il n'y avait pas à craindre d'encombrement. Il faut stimuler un peu son imagination pour retrouver, autour de la Porte Majeure, qu'ébranlent, de nos jours, les autocamions qui la traversent et les express qui la côtoient, le calme et le silence qui l'enveloppaient autrefois. Ne nous plaignons pas, du reste, de cette bruyante métamorphose, car sans les chemins de fer nous ignorerions encore l'existence de l'étonnant édifice qui s'était réfugié à ses pieds et que, par un paradoxe du sort, un banal accident nous a rendu (1).

SUR LA LIGNE DE ROME A NAPLES

Le 23 avril 1917, à une centaine de mètres à l'est de la Porte Majeure, le ballast s'affaissait sous les rails de la ligne de Rome à Naples, entre le pont en ciment armé sur lequel passe la Via Malabarba et le viaduc qui chevauche la Via Prenestina, superposée en cette section de son parcours à l'antique route de Préneste.

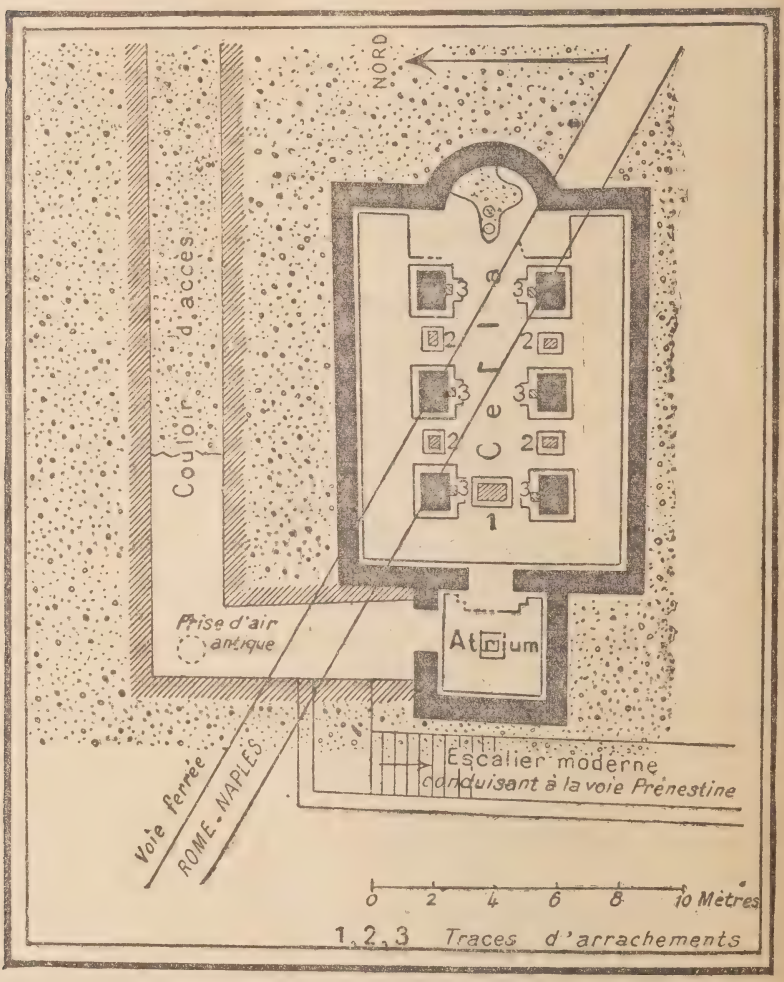
Prévenus de l'éboulement, les ingénieurs de la traction décidèrent aussitôt d'en chercher la cause, et entreprirent à cet effet un sondage dans le sol qui, sans raison apparente, venait de céder sous le poids de la voie ferrée. Ils l'avaient à peine

(1) La bibliographie, éparpillée, est dès maintenant considérable. Une page de la *Revue* ne suffirait pas à la dresser. Qu'on me permette, du moins, de citer ici, avec reconnaissance, les noms des savants aux travaux desquels, même quand je m'écarte de leurs conclusions, je me sens particulièrement obligé : les premiers éditeurs, feu Fornari et M. Edoardo Gatti; — le surintendant des fouilles de Rome, M. Paribeni ; — son illustre prédécesseur, M. Lanciani; — MM. Bendinelli, Lugli, Hubaux, Leopold ; et, enfin, Mme Strong, à qui nous devons la première description systématique de la décoration, et M. Franz Cumont, dont le Mémoire, paru dans la *Revue Archéologique*, dès 1918, mérita, par une science et une divination également remarquables, d'être initiateur et demeure fondamental.

approfondi de 3 mètres, qu'à leur vive surprise, ils rencontraient un puits circulaire de 0 m. 90 de diamètre, ménagé comme une prise d'air au-dessus d'un couloir qui, peu après, se repliait en angle droit. Ainsi les rails reposaient sur le vide creusé, à neuf mètres au-dessous du sol antique, par une vaste construction souterraine dont le couloir ne formait que la moindre dépendance. Car cette galerie, voûtée en berceau et d'une largeur de 2 mètres environ, après s'être dirigée de l'est vers l'ouest, puis du nord vers le sud, conduisait dans une première pièce, presque aussi large que longue (3 m. 62 × 3 m. 50), et couverte d'une voûte que troue, à la clé, le rectangle d'un lucernaire. De là, on pénétrait dans une grande salle de 108 mètres carrés de superficie. Même limité aux extrémités de cette grande salle, et compte tenu de l'écart de 4 m. 80 qui s'étend entre son mur septentrional et la galerie d'accès, l'ensemble couvre une surface totale de plus de quatre ares. C'est un miracle que le ballast suspendu au-dessus de lui n'ait pas fléchi plus tôt, et l'on comprend que la direction des *Ferrovie dello Stato* se soit empressée de solliciter le concours de la surintendance des fouilles. L'archéologie est accoutumée, dans Rome, à se mêler au courant de la vie journalière ; et le moyen de rendre à la voie ferrée sa solidité a consisté, d'abord à explorer à fond, puis à préserver pour l'avenir le monument qu'elle recouvre, et auquel la profusion de ses ornements, autant que la singularité de sa destination, confère la valeur d'un exemplaire unique.

A première vue et à ne considérer que son plan, on est enclin à le prendre pour une crypte chrétienne, et beaucoup de touristes, peu familiarisés avec la mythologie d'où proviennent les motifs figurés qui le décorent, se persuadent d'emblée qu'il reçut originellement cet usage. La dernière fois que je l'ai visité, au mois d'octobre 1924, j'étais seul à examiner un à un les panneaux de stuc dont il est revêtu, quand survinrent deux étrangers qui cherchaient vainement dans leur guide des renseignements que les ouvrages de ce genre n'ont pas encore eu le loisir de s'approprier. Le carnet sur lequel j'étais en train de prendre des notes, et la lorgnette que je portais en bandoulière, en grossissant à leurs yeux ma compétence, les encouragèrent à s'adresser à moi pour confirmer l'impression qu'ils avaient ressentie comme un choc, et qu'ils tenaient déjà

pour la vérité. « C'est bien ici une église, monsieur? » me demanda le plus convaincu des deux. Je lui répondis, comme je le pensais : « Oui, monsieur, c'est une église païenne. » Mon



PLAN DE LA BASILIQUE.

interlocuteur me fit grâce du reste. Il doute encore, peut-être, si je parlais sérieusement. Et pourtant je ne connais point, pour l'hypogée de la Porte Majeure, de définition sommaire qui lui convienne plus exactement.

Sa forme est celle d'une église que précède un *atrium* et que

constitue essentiellement un vaisseau à trois nefs. Celles-ci sont séparées les unes des autres par deux rangées de trois piliers et elles comportent, selon la règle, des dimensions inégales. Longues de 12 mètres, toutes trois sont voûtées en berceau, mais celle du milieu mesure 3 mètres de large entre les piliers qui la déterminent, tandis que chacune des deux autres ne comprend que 2 mètres entre le mur latéral et la rangée de piliers qui l'enserrent. Celles-ci sont terminées à leurs deux extrémités respectives par un mur plein. Celle du milieu, au contraire, aboutit à une abside qui fait face à la porte ouverte sur l'*atrium;* et sur le fond de cette abside semi-circulaire, d'un rayon de 1 m. 55, persiste la trace qu'ont laissée, sur la couche de peinture dont il était enduit à sa partie inférieure, les deux montants et la banquette du siège qui y était adossé.

Ainsi, de la grande nef aux bas côtés, de l'aître ou du porche que présentent encore nombre de nos cathédrales, jusqu'à la *cathedra* sur laquelle s'asseyait l'évêque à l'heure de l'office divin, toutes les particularités de la « basilique » de la Porte Majeure se retrouvent dans les anciennes basiliques chrétiennes. Elle semble calquée sur leur modèle, et l'on devrait, en vertu de cette identité des dispositifs, l'assimiler à l'une d'elles, si toutes les représentations qui en tapissent les murs, les piliers et les voûtes ne juraient avec le christianisme, et surtout si, à l'époque où elle fut construite, les chrétiens, qui commençaient à peine à s'assembler dans Rome, n'avaient été absolument incapables, dans leur faiblesse alors dérisoire, d'une fondation aussi considérable et somptueuse. Il nous reste donc loisible d'appeler basilique l'hypogée de la Porte Majeure. Mais cette basilique n'a pu appartenir à des disciples du Christ, puisque, comme nous l'allons voir, elle a été bâtie, — et détruite, — avant la fin du règne de Claude (41-54 ap. J.-C.)

LE MONUMENT DATÉ PAR SA DÉCORATION

Assurément, la preuve de cette chronologie ne nous incomberait point si nous disposions de l'un de ces textes épigraphiques dont la précision supplée à l'incertitude de nos raisonnements. Mais, hélas! si jamais quelque inscription fut apposée aux murs de la basilique, tout souvenir en est aujourd'hui

évanoui, et nous en sommes réduits, pour remonter vers le temps qui la vit naître, aux indices plus vagues qui résultent, par une induction qui n'est point infaillible, de l'ancienneté des monuments qui l'entourent, ou qui ressortent, par des analogies plus décisives avec d'autres édifices datés, de la nature de sa construction et de ses caractères décoratifs. Du moins ces divers éléments d'information s'accordent-ils entre eux, et, une fois tombée l'animation des premières polémiques, la plupart des érudits sont revenus à la conclusion que M. Edoardo Gatti et le regretté Fornari avaient proposée, dès l'abord, et qui me semble inébranlable.

Remarquons tout de suite que le quartier auquel appartient la basilique porte l'empreinte des premières décades de notre ère. Le tombeau d'Eurysacès, sur lequel on bute en sortant de la Porte Majeure, dut être élevé quelques années avant notre ère. Les affranchis de la *gens Statilia*, dont les cendres ont été déposées dans le colombaire qui la précède d'une soixantaine de mètres, avaient servi le consulaire Statilius Taurus qui mourut en 52 après J.-C. Le colombaire semblable, aménagé au nord-ouest du précédent pour les gens du consulaire L. Arruntius, se rapporte, peut-être une quinzaine d'années plus tôt, à la même époque. Enfin les travaux considérables qui ont valu à ce coin de banlieue la physionomie qu'il devait garder dans le cours de l'antiquité et qui n'est point encore effacée, la restauration de ses anciens aqueducs et la création de nouveaux branchements, honorent le gouvernement de Claude et furent terminés en 53 au plus tard. Certes, rien n'empêcherait *a priori* que notre basilique les eût devancés ou suivis à long intervalle. Mais, en l'assignant à la même période que les primitives arcades de la Porte Majeure et que les tombeaux environnants, on ne risque point de disséminer dans le temps ce que le terrain a ramassé, et on laisse, au contraire, au site où tous ces monuments se sont rencontrés, une homogénéité d'aspect qui, en soi, constitue déjà une vraisemblance.

Mais il y a plus : certains procédés de construction marquent leur âge et quelques-uns de ceux qu'on observe dans la basilique de la Porte Majeure sont, en quelque sorte, signés. Le blocage dont est formé son gros œuvre n'est point engagé dans un des « appareils » qui se succédèrent dans l'architecture romaine et qui ont changé avec les générations d'architectes.

Il supporte directement, soit l'enduit peint, soit le stuc dont il est partout recouvert. Mais, à défaut d'un parement dont l'armature renfermerait la date, il offre en soi de sérieux repères. Son exécution, dont sa résistance actuelle atteste le soin, témoigne en faveur d'une haute époque et l'excellent béton que pressent ses moellons n'a admis, dans sa composition, ni les débris de tuile, ni les fragments de marbre, qui, durant la seconde moitié du 1er siècle, commencent d'apparaître dans le mortier romain. C'est là une présomption qu'il n'a pas été gâché beaucoup après l'an 50 de notre ère, au plus tard. En outre, dans les parties adventices du monument, où le blocage fait défaut, dans les rebords du lucernaire, érigé au sommet de la voûte de l'*atrium* et décrit par M. Edoardo Gatti, c'est une maçonnerie en appareil réticulé, de la meilleure facture, qui l'a remplacé; et ce genre de construction a été surtout répandu à la fin de la République et sous les premiers Césars, d'Auguste à Claude (27 av. J.-C. — 54 ap. J.-C.)

Or, c'est à la fin de cette période que nous amène une étude méthodique de la décoration.

A l'origine, le monument, partout pavé d'une mosaïque à fond blanc, était, en son entier, couvert de stucs. Ceux du couloir d'accès ont été détruits. Les autres ont presque totalement survécu. Ceux de l'*atrium* sont parfois coloriés et reposent sur une plinthe peinte en rouge. Ceux de la salle principale, ou *cella*, sans trace aucune de peinture, drapent leurs blanches broderies sur tout le corps du bâtiment, à l'exception d'une plinthe, identique à celle de l'*atrium*, qui régnait sur le pourtour des murs et autour de l'abside, derrière la *cathedra* qui y était accolée. Ces stucs se répartissent en une multitude de panneaux qui sont demeurés lisses au bas de certains piliers et que rehaussent ailleurs des reliefs, tantôt simplement ornementaux, et tantôt figurés : ici, des personnages isolés et, là, de véritables compositions, tour à tour austères et plaisantes, paisibles ou dramatiques, empruntées aux usages, aux rituels et aux mythes du paganisme. Les unes se rapetissent aux proportions de tableautins; d'autres rejoignent celles des stèles et des sarcophages; une seule, qui garnit le fond de la coquille surmontant l'abside, est traitée avec l'ampleur d'une fresque, aux trois quarts de la grandeur naturelle des personnages qu'elle rassemble. L'esprit reste presque partout confondu

par le merveilleux état de conservation de ces œuvres fragiles ; l'œil est aveuglé par tant de luxe et la mémoire cherche en vain un ensemble qui soit comparable à celui-là et que n'atteignent, en effet, ni les lambeaux détachés de la Farnésine, ni les fragments ravinés de la villa de Domitien à Castel Gandolfo, ni même les voûtes, à certains égards plus parfaites, mais sensiblement plus restreintes, des tombeaux de la Voie Latine. C'est ici vraiment qu'il faudra descendre pour apprécier les ressources que prodiguait à ses maîtres cette ancienne forme de modelage : aux murs de la basilique de la Porte Majeure se déploie le triomphe des stucateurs romains.

Né en Égypte, d'où il fut introduit dès la XVIIIe dynastie pharaonique dans la Crète minoenne, délaissé par les Grecs de la période classique, l'art du stuc sculpté se développa surtout dans le monde hellénistique, sous l'influence d'Alexandrie. C'est vraisemblablement de la métropole lagide qu'il a pénétré à Carthage, en Étrurie, dans l'Italie méridionale et finalement à Rome. Mais il ne s'est pas acclimaté dans la Ville antérieurement aux premières années du premier siècle avant notre ère, et il n'y pénétra, semble-t-il, qu'après que Sylla eut achevé la soumission de la Campanie. Il y brilla alors d'un vif éclat, mais ainsi qu'un feu de paille, car sa faveur n'y a pas tout à fait duré deux siècles et s'éteignit, sur une dernière flambée, avec la dynastie des Antonins. Par conséquent, à n'envisager que sa matière, la décoration de la basilique de la Porte Majeure se place entre ces deux termes extrêmes, et il est facile de réduire davantage cette marge déjà étroite par le style dont elle relève et les sujets qu'elle a préférés.

Assurément, en fait de stucs, tout n'est pas bon à considérer du point de vue du style, ou, si l'on aime mieux, tous les éléments ne révèlent point le style. Toujours nécessaire, une prudente discrimination s'impose d'autant plus qu'il s'agit, avec la basilique de la Porte Majeure, d'un édifice où, de toute évidence, plusieurs artistes ont travaillé à la fois. Il y a la part à faire des degrés de leur dextérité et celle des originaux dont ils s'inspirèrent, aussi docilement qu'un tapissier suit son carton. Si on lève le regard vers la voûte centrale de la *cella*, on sera amusé par le mouvement des scènes qui s'insèrent à ses extrémités : pygmées qui vaquent avec une gaucherie grotesque à leurs occupations domestiques ou champêtres, magiciens qui

préparent leurs jongleries en des poses d'acrobates. Vives comme une pirouette, spirituelles comme une anecdote, elles dérivent, à n'en pas douter, de ces ouvrages hellénistiques où réalisme et fantaisie se mariaient drôlement et frisaient l'impertinence d'une caricature. Au contraire, l'Héraclès au jardin des Hespérides, qui remplit un registre supérieur du pilier central de la rangée du nord, paraît, en sa noble gravité, provenir en droite ligne d'une de ces métopes que les Grecs du ve siècle avant J.-C. sculptèrent aux frontons de leurs temples. Un éclectisme qui mêle à ce point les genres, les écoles et les siècles se dérobe à tout classement logique ou chronologique, et, en outre, la diversité de ses modèles se complique de la criante inégalité de leurs imitations. Le corps du Ganymède, qui, à la clé de voûte de la grande nef, est emporté en plein ciel par le rapt de Jupiter, fut modelé avec une science consommée de l'anatomie, avec un relief et une sûreté extraordinaires. Au contraire, les grandes figures qui se succèdent au long des frises des bas côtés ont été dessinées dans le vague, d'une main négligente et molle. Le profil du vieux pédagogue qui, sur la voûte centrale, préside sans aménité à la leçon des écoliers, a été enlevé en quelques touches rapides, tandis que les élégantes danseuses qui, non loin de là, s'élancent auprès d'un candélabre, en faisant s'envoler le bas de leurs robes, ont été façonnées avec une minutieuse application. Ces personnages sont animés d'un même souffle de vie, et pourtant la première figure, en sa vérité sourcilleuse et massive, a été saisie d'un trait, à la manière des impressionnistes ; la seconde, d'une grâce pimpante, a été rendue, à force de patience, par un ciseleur méticuleux. En somme, en tous ces tableaux éclate la diversité des manières appliquées par une équipe d'ornemanistes à une infinité de modèles ; et, à raffiner sur tant de nuances et de contrastes, l'on s'exposerait finalement à échelonner sur plusieurs générations une facture qui, sans doute, n'a demandé que quelques mois, et, suivant les compositions et les types, tantôt l'on vanterait la bravoure d'une exécution digne de la plus belle époque artistique du Haut-Empire, et tantôt l'on dénoncerait des faiblesses imputables à la décadence de la fin du IIe siècle.

La basilique de la Porte Majeure ne nous montre-t-elle donc tant de tableaux que pour mieux nous décevoir? Et vic-

time de ces cruels disparates, l'archéologue doit-il désespérer de l'utilité de sa science ? Certes, s'il étend démesurément ses ambitions, il finira par tomber dans le scepticisme. Mais, pour peu qu'il discipline sa recherche, il reprendra bien vite confiance dans l'enseignement du style. Celui-ci, dans les stucs de la basilique de la Porte Majeure, parle un langage aussi clair que la plus limpide épigraphe, mais à la condition de ne l'interroger que là où il s'affirme : dans les formes qui se reproduisent à satiété et dans l'encadrement qu'elles ont reçu, dans les motifs communs que les stucateurs puisaient à des moules confectionnés à l'avance et qu'ils n'avaient que la peine de plaquer sur les parois qui leur avaient été respectivement assignées, enfin et surtout dans l'ordonnance générale dont le chef de l'entreprise avait divisé les registres, dessiné les nervures et imposé le rythme à tous ses collaborateurs. Il nous suffira cette fois d'un ou deux exemples, choisis dans la masse des rapprochements que son immense érudition a signalés à M. Bendinelli, pour réhabiliter la méthode archéologique et éprouver la qualité de ses résultats.

Dans l'*atrium* comme dans la *cella*, les stucs ne commencent pas au niveau du pavement. Au ras de la mosaïque, court sur tous les murs une large bande de peinture rouge. Dans l'*atrium*, elle a conservé des parties du décor qui y était superposé : une colonnade, un jardin avec des perroquets, un étang où baignent des canards et qu'un héron regarde de la rive, des régimes de fruits que becquettent des oiseaux pillards. Chacun de ces registres est indépendant de ses voisins et délimité, soit par des candélabres dont une cariatide forme le fût, soit par des Ménades qui, un thyrse en une main, un tambourin dans l'autre, s'érigent sur des piédestaux, comme si, elles aussi, avaient dû servir de supports à des candélabres. Or, s'il y fut appliqué selon d'autres proportions, le principe d'une combinaison entre le stuc et la peinture, intervient dans la décoration de la villa que Livie possédait à Prima Porta (Ad Gallinas) ; et, dans le colombaire de la villa Doria-Pamphili, comme dans la chambre funéraire de la pyramide de Cestius, qui remontent l'un et l'autre à la fin de la République, des Ménades et des cariatides morcelaient pareillement une suite semblable de paysages conventionnels. Plus haut, les murs de l'*atrium* et les pendentifs qui les couronnent sont divisés avec une rigoureuse symétrie en un cer-

tain nombre de compartiments qui affectent tous une forme régulière, carrés, rectangles ou ovales et portions de cercles, et renferment des motifs de stuc se répétant ou se répondant l'un à l'autre, tantôt blancs comme le fond sur lequel ils se détachent, et tantôt peints de bleus qui alternent avec les rouges.

Or, cette segmentation géométrique, ce mélange dosé de la couleur et du relief, ce balancement de types plusieurs fois reproduits se retrouvent dans des monuments contemporains ou immédiatement postérieurs. De même, à la Farnésine, de sveltes candélabres déterminent les différents panneaux entre leurs tiges élancées qu'interceptent de minces plateaux et qu'assouplissent les frondaisons de leurs volutes. De même, dans la chambre sépulcrale de la pyramide de Cestius, des guirlandes feuillues relient ces candélabres entre eux; et à chacune d'elles est suspendu, soit un masque, soit l'orbe d'un *oscillum* par le nœud d'une bandelette. Enfin, au haut de la frise comprise entre les murs et les pendentifs, M. Bendinelli a discerné les faux guichets dont les battants ont tourné sur leurs charnières et s'ouvrent de profil, ainsi qu'à la Farnésine.

La *cella* fourmille des mêmes analogies. Sur les murs de fond, sur les murs latéraux, aux flancs des piliers, dans les courbures des arcades, s'élancent, telles de belles plantes épanouies et flexibles, les cariatides des candélabres, et les Victoires, aux ailes éployées ou recoquillées, qui, de leurs mains abaissées ou tendues, tiennent la rosace d'une fleur. Ce sont les sœurs de celles de la Farnésine, et si frappante est leur ressemblance avec elles qu'on les dirait jaillies du même moule. Près d'elles, passent des apparitions de la Méduse, dont les chevelures s'ébouriffent autour de têtes rondes et joufflues, à l'imitation du *Gorgoneion* de bronze qui avait été cloué à la proue du ponton de Caligula et que les scaphandriers ont sauvé naguère des eaux du lac de Nemi. Dans les bas côtés, vingt fois, un cratère a été placé entre deux monstres affrontés, thème qui reparaît non seulement sur les plaques de terre cuite réputées les plus anciennes, et sur la mosaïque dont fut orné, au temps de Tibère, le mausolée de Pomponius Hylas, mais, avec la même régularité, sur le soubassement de la voûte du colombaire des Arruntii, à peu de chose près contemporain. Aux quatre angles de la voûte centrale, luttent le griffon et l'arimaspe, en cette sorte de duel immobile qu'ont fixé à l'envi les stucateurs de la Farnésine

et les peintres de Pompéi qui vivaient à la même époque, tandis qu'en son milieu ressortent les masques d'Ammon, qui flanquent communément les cippes et les urnes funéraires du Ier siècle.

Aucun de ces détails n'est indifférent. Mais plus probante encore se montre l'ordonnance générale des voûtes, spécialement celle de la voûte centrale où, grâce à l'étendue de la surface, le système adopté pour la garniture des nefs a été poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences et se révèle en pleine clarté. Le plafond a été sectionné, par une série de lignes ou parallèles ou perpendiculaires à son axe longitudinal, en un échiquier de carrés égaux. Puis, de place en place, deux ou plusieurs de ces carrés ont été réunis en un seul par la suppression des divisions intérieures. A la naissance de la voûte, s'étirent de longues prédelles, cependant qu'à la clé se massent de grands carrés et que, dans l'intervalle, s'alignent ou se superposent des rectangles, tantôt équivalents, tantôt inégaux, alternativement posés dans le sens de leurs bases ou dressés sur l'un de leurs petits côtés. Ainsi l'artiste, par un procédé invariable, et sans jamais rien changer que les dimensions ou la position d'une même figure, est parvenu, non seulement à couvrir sans discordance une paroi concave d'un décor rectiligne, mais à donner l'illusion d'une savante diversité, et à dissimuler, sous l'enchevêtrement du réseau qu'il a tendu avec une habile simplicité, la monotonie de mailles uniformes.

C'est une gageure qu'il a brillamment gagnée; mais il n'a pas été autrefois, dans Rome, le seul à jouer cette partie. Elle ne sera abandonnée qu'après la chute de la dynastie julio-claudienne, timidement d'abord par les ornemanistes du temps de Domitien, qui ont multiplié aux voûtes du Palatin les losanges et les polygones, puis avec éclat par ceux qui ont tendu d'un souple manteau de stucs complexes et sinueux les plafonds resplendissants des deux tombeaux que, sous Antonin le Pieux ou Marc-Aurèle, les Valerii et les Pancratii s'étaient préparés sur la Voie Latine.

Auparavant, le système paradoxal de notre basilique avait été suivi, non seulement par les stucateurs de la Farnésine, mais par ceux du colombaire des Arruntii et par ceux à qui Néron confia la décoration des voûtes de son nouveau palais; et, s'ajoutant à toutes les autres, cette dernière et fondamentale

analogie achève de nous instruire. Le style de notre monument ne peut, ni descendre plus bas que le règne de Néron, ni remonter plus haut que la fin de la République. A son terme supérieur, il se relie au colombaire de la villa Doria-Pamphili et à la pyramide de Cestius; à son terme le plus récent, à la Maison Dorée. La basilique de la Porte Majeure est ainsi placée à coup sûr au Ier siècle de notre ère, plus exactement dans la première moitié de ce siècle, puisque c'est avec la maison de la Farnésine et avec le colombaire des Arruntii qu'elle offre les ressemblances les plus nombreuses et les plus frappantes. La maison de la Farnésine est généralement assignée au règne d'Auguste. Le colombaire des Arruntii, qui n'est guère distant que de 250 mètres de l'emplacement de notre basilique, appartenait à la maison de L. Arruntius, qui, consul en l'an 6 de notre ère, se tua en 37 par peur d'une accusation de lèse-majesté portée contre lui, dans le Sénat, par Macron, le dernier favori de Tibère. Si bien que nous n'aurons guère chance de nous tromper en l'enfermant elle-même, vers le même temps, dans la période comprise entre le règne d'Auguste, au plus tôt, et l'avènement de Néron, au plus tard ; et l'examen des sujets que ses constructeurs y ont traités va maintenant confirmer les attestations concordantes du terrain, des matériaux et du style, en resserrant encore les limites de l'attribution qu'elles ont fondée.

SCÈNES ET PORTRAITS

Les stucs, nous l'avons déjà dit et nous aurons plus d'une occasion de le voir, foisonnent en une infinité de sujets. Parmi ces sujets, il n'y en a qu'un seul, le principal, il est vrai, celui qui plafonne au sommet de l'abside, qui se soit jusqu'ici montré réfractaire à toute tentative de confrontation avec des motifs déjà connus par ailleurs. Assurément, les autres ne sont pas tous identifiés sans réserve. Mais, même pour ceux qui se prêtent à plusieurs interprétations concurrentes, c'est moins l'absence de comparaisons possibles que le choix entre de trop nombreuses réminiscences qui crée notre embarras. Il semble dès l'abord que cette abondance de biens doive faciliter la réalisation de notre dessein. Mais on s'aperçoit bien vite qu'elle la gêne, au contraire. Dans l'antiquité, comme dans l'iconographie médiévale et moderne, les sujets ont eu la vie dure. Ils s'échelonnent sur une longue suite de générations qui ne purent se

déprendre de leur accoutumance, et se les passèrent, de l'une à l'autre, sans en modifier le caractère fondamental. Nous avons déjà mentionné le bas-relief d'Hercule recevant la pomme de l'Hespéride, dans le panneau supérieur qui, face à la grande nef, termine le pilier central de la rangée du nord. Or, cet épisode célèbre est entré dans la familiarité des artistes au ve siècle avant notre ère et il n'en est plus sorti. La remarque vaut aussi pour la scène qui lui fait pendant, face au bas côté septentrional, sur le même pilier, et où Démèter, sceptre en main, enseigne Triptolème, comme sur de nombreux vases à peintures rouges du ve et du ive siècle avant notre ère. Le type des griffons, au corps de lion, à la tête et aux ailes d'aigle, dont les stucateurs de la basilique ont usé à profusion, remonterait, si l'on en croyait une découverte récente de Sir Arthur Evans dans les ruines de la Pylos préhellénique, au xvie siècle avant J.-C. Il a survécu à toutes les secousses qui ont ébranlé le monde méditerranéen depuis l'avènement de la civilisation grecque. Il a traversé les révolutions et les âges, pour refleurir, intact et toujours semblable à lui-même, aux chapiteaux des églises romanes. Décidément, l'imagination des hommes est plus courte que leur histoire, et, comme M. Salomon Reinach l'a affirmé à propos de la sculpture attique, c'est seulement dans l'adaptation de motifs quasi immuables aux progrès de la technique et aux flottements du goût que les artistes de l'antiquité ont, à l'ordinaire, déployé la leur. En sorte que, dans la grande majorité des cas, un examen des sujets qui illustrent la basilique de la Porte Majeure coïnciderait finalement avec l'étude de leur style et ne peut nous conduire plus avant.

Il existe toutefois d'heureuses exceptions à la règle générale, soit que certains sujets aient été affectés d'un fort coëfficient d'évidente actualité, soit que le fonds mythologique dont la plupart procèdent, ait profité, depuis Homère, de renouvellements dont le gain est l'œuvre appréciable d'une époque déterminée. Dans le premier cas, le sujet implique sa date. Dans le second, il indique au moins la date, plus ou moins récente, au delà de laquelle il ne put être abordé. Et cette double chance nous est échue avec quelques stucs de la basilique, rares, il est vrai, mais privilégiés.

Les piliers qui soutiennent la *cella* ont reçu une ornementation dont la symétrie demeure frappante, en dépit des dété-

riorations particulièrement regrettables qu'elle a subies. Cependant que leurs faces internes sont revêtues de stucs purement décoratifs, candélabres à cariatides superposés à des candélabres sans cariatides, les faces extérieures qu'ils présentent aux bas côtés se subdivisent en plusieurs bas-reliefs figurés dont l'agencement calculé dispose uniformément, au dessous de la scène mythologique du registre le plus haut, un cadre rectangulaire où s'inscrit, en faible relief, un buste d'homme ou de femme, de dimensions sensiblement conformes à la réalité. Comme il y a six piliers, le décorateur avait modelé au moins six de ces bustes qui s'alignaient trois par trois au long de chacun des deux bas côtés. Sans doute même y en eut-il douze à l'origine, si les vides équivalents, laissés à hauteur égale, dans les faces des piliers tournées vers la grande nef, correspondent, comme on l'a conjecturé avec vraisemblance, à l'emplacement de bustes identiques, exécutés, non dans le stuc, mais dans des plaques de marbre qui nous manquent aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, trois seulement sur les six, ou plutôt sur les douze, sont parvenus jusqu'à nous : l'un, au premier pilier de droite, à partir de l'entrée, les deux autres, aux deux premiers piliers de la rangée de gauche. Un seul, le dernier des trois, dans l'ordre de mon énumération, est un buste de femme. Les deux autres sont des bustes d'hommes ayant atteint ou dépassé l'âge mûr.

Or, si les érudits discutent sur l'identité de leurs modèles, ils sont unanimes à leur en chercher à tous les trois, comme à des portraits. Aussi bien, ces bas-reliefs paraissent-ils copiés d'après nature, celui-ci avec son visage glabre, son cou étroit et maigre, le toupet qui pointe sur son front; celui-là avec sa tête chauve au sommet, garnie sur l'occiput de cheveux bouclés, ses grosses lèvres qui ont l'air d'avoir fermé la bouche d'un homme de couleur. De cette lippe, on a spirituellement déduit que le personnage dont elle alourdit le visage devait avoir une ascendance orientale. Quant aux mèches de l'autre, elles ne sont peut-être qu'un artifice bien connu de la coquetterie masculine; mais, si la calvitie qu'elles cherchent, ici, à dissimuler et qui, là, au contraire, aurait exercé ses ravages au point de les rendre impossibles, vaut un signalement individuel, elle n'est pas plus affaire d'époque que de nationalité et n'offre pas à la chronologie les prises qu'elle donne à la plaisanterie. Il n'en va pas de même, heureusement, de la coiffure féminine. Qu'on interroge plutôt

les figures d'impératrices qui se succèdent dans les galeries de sculpture et les collections de numismatique. Les transformations de la chevelure, naturelle, adventice ou combinée, qui orne ces têtes augustes, se suivent, rapides et tyranniques comme la mode qu'elles consacraient et qu'elles reflètent. A deux exceptions près, au début du Ier siècle et à la fin du IIe, les types ne se ressemblent que par la complication commune à des formes par ailleurs très différentes. On pourrait presque retourner le vieux paradigme de Lhomond, *Quot sententiæ, tot capita*, et, d'un regard, au seul aspect d'un arrangement qui mit plus d'une fois à la torture l'*ornatrix* et sa maîtresse, l'antiquaire le plus novice n'éprouve aucun mal à distinguer la femme d'Antonin le Pieux et celle de Marc-Aurèle, qui pourtant étaient la mère et la fille ; Plotine, la femme de Trajan, et Sabine, sa nièce, qu'avait épousée Hadrien ; la triste Octavie et la hautaine Poppée. Or, le portrait de femme que la basilique nous a transmis se caractérise par la sobriété d'une coiffure qu'une raie départage, dont les bandeaux lissés couvrent les tempes et qui se relève sur la nuque par un court chignon. Cette austère simplicité débute avec Livie, lorsque la veuve d'Auguste eut renoncé à nouer au milieu du front les mèches disgracieuses que porte l'impératrice, ainsi que sa belle-sœur Octavie, sur leurs bustes de bronze, au musée du Louvre. Elle régna à la cour de Tibère et durait encore à celle de Claude, où vécurent ces délicieuses anonymes qui posèrent pour les bustes de l'antiquarium romain et de la glyptothèque de Ny-Carlsberg, deux créations, exquises entre toutes, des portraitistes anciens. Mais elle commence à s'altérer chez Agrippine. Entièrement délaissée par les princesses flaviennes pour des échafaudages orgueilleux et des frisures savantes, elle ne retrouvera jamais plus tard, même quand, par réaction contre tant d'atours, les Romaines, sous Commode et les Sévères, s'évertueront à y revenir, la pureté d'antan.

Nous ne saurons sans doute jamais le nom de l'héroïne, — ou plutôt de la simple donatrice, — dont le stucateur de la basilique prétendit immortaliser le visage. Mais, de même qu'il arrêta net chacun de ses bustes aux clavicules, ainsi que le faisaient couramment les sculpteurs du siècle d'Auguste, il a prêté à cette mortelle les traits des femmes qu'on coudoyait dans la Ville, dans le deuxième quart du premier siècle de

notre ère, après l'exemple que leur avait donné la mère de Tibère, avant celui que leur donnera la mère de Néron.

Au surplus, les apparitions des immortels dans la basilique corroborent le témoignage des portraits humains. Tous les dieux, en effet, ne sont pas nés en même temps à la foi du paganisme. Si les divinités helléniques firent l'objet, de la part des Romains, d'une adoption qui, dès la fin de la République, peut passer pour collective, celles de l'Orient n'ont été introduites qu'une à une dans un Panthéon jalousement policé. L'Égyptienne Isis, intronisée publiquement dans Rome par Caligula, n'a vraiment cessé d'y être traitée en étrangère que sous Vespasien (69-79). La propagation du culte iranien de Mithra fut plus tardive encore : des centaines de chapelles mithriaques que les fouilles ont dégagées à la surface de l'Empire, les plus anciennement datées ne remontent pas plus haut que les Flaviens. Enfin, ce n'est pas non plus avant le IIe siècle de notre ère que se groupent en masse les documents du prosélytisme syrien. Or, à la luxuriante floraison des mythes grecs dont elle est illustrée, notre basilique oppose, en une criante antithèse, l'indigence de ses emprunts aux mythologies orientales. Nulle part, on n'a relevé dans ses stucs, ni l'image du Mithra tauroctone, ni les colombes d'Astarté, ni même l'*uræus* ou le sistre d'Isis. Son silence est éloquent et, comme l'a écrit M. Cumont, « la confirmation la plus sûre de son antiquité résulte de l'absence » de ces éléments dans sa décoration.

Il est pourtant un dieu, étranger à l'hellénisme, qu'elle a accueilli sous ses voûtes ; mais c'est justement celui dont l'avènement au culte romain se place à la fin même de la période à laquelle nos investigations précédentes nous avaient arrêtés. Aux quatre angles du registre central qui, à la clé de la grande nef, représente le rapt de Ganymède, comme pour le supporter sur la volute exagérément arrondie qui termine, en la stylisant, sa houlette distinctive, ont été posées quatre figures du berger divin Attis (1), dans l'attitude méditative où, par la suite, il continuera, sur nombre de sarcophages, à exprimer l'attente de la résurrection. Il est vêtu d'une tunique à manches et d'un pantalon bouffant, ou *anaxyris*, et sa tête est ceinte du bonnet phrygien, sa coiffure nationale, selon le type classique

(1) Attis ou Atys, berger de Phrygie aimé de Cybèle qui le fit mourir pour le punir de son infidélité, puis le ressuscita.

de ses effigies. La jambe droite à plat, la gauche légèrement détendue, la main droite repliée sous le menton, il songe tristement aux péchés de sa vie ardente dans les halliers de l'Ida, au sacrifice qu'il a consenti de sa virilité, et qui l'eût envoyé à une mort éternelle si la Grande Mère Idéenne, Cybèle, au culte de qui il était voué et qu'il avait trahie pour les beaux yeux de la nymphe Sangaria, ne l'avait, en sa miséricorde, miraculeusement ranimé. Quatre fois, les décorateurs de la basilique ont répété cette image, dont les traits, empreints d'une émouvante mélancolie, sont devenus populaires dans l'antiquité romaine et restent si nettement particularisés, dans leur expression et leur emploi, que les archéologues sont convenus d'un qualificatif pour la distinguer de toutes les autres figurations du dieu : c'est l'Attis funéraire, l'Attis juvénile et songeur, douloureux et confiant, que l'Empire placera dans ses tombeaux comme un rappel de l'au-delà.

Or, Attis n'a atteint à la hauteur de cette signification spirituelle, radicalement différente des conceptions naturalistes de la Phrygie, que grâce à la réforme qui lui ouvrit toutes grandes les portes de la cité romaine. Les plus vieux Attis funéraires que nous possédions jusqu'alors avaient été trouvés à Pompéi et attribués au règne de Néron. D'autre part, la réforme qui a, pour la première fois, associé le culte d'Attis à celui de Cybèle dans le calendrier romain, mais qui tâcha, du même coup, d'en tempérer les rites orgiastiques et d'en assagir la scabreuse légende, date certainement du règne de Claude. C'est cet empereur qui, prévoyant le danger que courait la religion officielle, appauvrie dans sa substance et ébranlée sur ses bases, comprenant la nécessité de faire sa part au mysticisme des foules, pour l'empêcher de tout briser, se heurtant à l'impossibilité de déraciner du roc natal, pour y convertir le monde, la vénérable religion d'Éleusis, se flatta de pouvoir, à l'imitation de Timothée, le subtil hiérophante du IVe siècle avant J.-C., insuffler l'esprit sacré des mystères grecs à la vieille religion, sensuelle et grossière, des plateaux d'Anatolie. Il n'est certes point parvenu à chasser tous « les relents d'abattoir et de mauvais lieu » qui émanent des rites phrygiens ; mais c'est tout de même grâce à lui si le type d'Attis s'est rénové et si la figure équivoque et malsaine du pâtre émasculé, en qui les Galles (1)

(1) Prêtres de Cybèle.

méprisables et honnis adoraient le premier des leurs, s'est élevé à l'éminente dignité d'un dieu racheté et sauveur. Les idées incarnées dans Attis funéraire présupposent la réforme dont elles procèdent. La basilique de la Porte Majeure, où elles s'énoncent, n'a donc pu les réaliser auparavant; par conséquent, c'est au règne de Claude, plus probablement à la seconde partie du règne de Claude, après que sa réforme, dont la date, au reste, ne saurait être précisée davantage, eut produit ses premiers effets, qu'il convient de la rapporter; et comme la basilique a été pillée et fermée peu après sa construction, c'est aux dernières années de Claude que nous devrons, par force, en attribuer tout ensemble le commencement et la fin.

LA CATASTROPHE

Il n'y a point de doute, en effet, que la basilique de la Porte Majeure n'ait été soumise à une épreuve mortelle, déménagée de son mobilier, partiellement comblée des gravats que ses explorateurs ont eu d'abord à déblayer. De cruelles violences lui furent alors portées; et ses plaies, largement visibles, sont aisées à dénombrer.

De la *cathedra*, qui se dressait au fond de l'abside, nous ne discernons plus que les traces, sur le mur concave auquel elle s'appuyait. Nous savons aussi que, dans chacun des piliers qui flanquent la grande nef, à la hauteur des portraits de stuc qu'ils présentent aux bas côtés, s'encastraient jadis des panneaux de dimensions égales, dans lesquels d'autres portraits, semblables aux précédents, avaient sans doute été sculptés en marbre. De ces bustes absents, nous pouvons reconnaître les places, non seulement aux six brèches rectangulaires qui évident régulièrement, à ce niveau, le stuc des piliers et mettent à nu le blocage sous-jacent, mais aux petits crampons de fer qui les y avaient fixés et dont plus d'un reste enfoncé dans la maçonnerie. Avec ses consoles hautes de 0 m. 80, larges de 0 m. 35, chacun de ces cadres subsiste toujours, mais le tableau qu'ils enchâssaient a disparu.

La mosaïque à fond blanc qui pave la basilique est rehaussée dans la *cella*, comme dans l'*atrium* du reste, d'une double bordure de cubes noirs, qui suit le pourtour des murs et des piliers. Au long des murailles, cette moulure court en ligne droite, et ne s'interrompt que dans la partie où sa présence eût

paru la plus indiquée : devant l'abside. Faut-il justifier cette anomalie comme Sir Arthur Evans, en invoquant le précédent, seize fois séculaire, de la salle royale du palais de Cnossos, dont la balustrade suit un tracé analogue et s'arrête pareillement devant le trône minoen? N'est-il pas préférable, au contraire, d'imaginer que la moulure, qui règne partout ailleurs, s'effaça, dans l'abside, devant un cancel dont le marbre couvrait l'espace qu'elle eût, en cet endroit, inutilement rempli? Le sol, malheureusement défoncé à cette place, ne permet plus d'opter entre ces suppositions contradictoires. Mais, si la preuve de ce larcin nous échappe, la mosaïque en décèle plusieurs autres qui ne sont pas contestables.

La double bordure noire affecte, autour des piliers, une forme significative. Parallèle aux parois des six piliers sur leurs trois autres faces, elle se prolonge, sur celle de leurs faces qu'ils tournent vers la grande nef, par une saillie crénelée qui atteste la présence initiale, entre elle et la face correspondante, d'un cippe, ou d'une base, ou d'une stèle adossée au milieu du pilier. De fait, à la partie inférieure de chacun de ces quatre piliers, la face de la grande nef, à l'exclusion des autres, se contente d'un badigeon de stuc uni, sans addition du moindre relief, comme si, dans le plan primitif des décorateurs, elle avait dû demeurer invisible derrière le socle, plus ou moins massif, qui lui était destiné ; et, de fait encore, au pied de chacun d'eux, se creuse, vers l'axe de la grande nef, dans l'échancrure moulée par le double liséré noir de la mosaïque, un trou carré, profond de 15 à 20 centimètres et de 34 centimètres de côté, où s'emboîtait, en pleine terre, le support qu'on y avait implanté à l'origine, mais qui en fut arraché par la suite.

De même, le sol naturel, soustrait à l'application des cubes blancs qui constituent le fond de la mosaïque, reparaît, semblablement encadré d'une double moulure à cubes noirs, d'abord au milieu de la grande nef, entre les deux premiers piliers à partir de l'entrée, puis sous les arcades qui retombent, entre la grande nef et les bas-côtés, sur les quatre premiers piliers de la *cella*. La première de ces excavations, qui est considérable, et au bord de laquelle se remarquent encore les tenons d'un scellement, mesure 1 mètre du nord au sud et 0 m. 62 d'est en ouest. Les quatre autres, symétriques entre elles, sont des rectangles de 0 m. 50 de long sur 0 m. 40 de largeur. Quoi qu'on

suppose de leur nature, il est certain que les pièces d'un mobilier, à la fois précieux et transportable, y avaient été fichées : sans quoi l'on ne comprendrait, ni qu'elles y eussent été dotées d'un encadrement aussi soigné, ni qu'elles en eussent été aussi facilement enlevées. Sans doute étaient-elles de marbre blanc, d'une blancheur qui vibrait à l'unisson des stucs blancs, de la blanche mosaïque et du marbre où se taillaient, à la belle époque de l'art romain, et dans des monuments d'une telle somptuosité, les stèles et les cippes, les autels et les tables, les *cathedræ* et les cancels; et cette fastueuse richesse, évoquée soudain par la rapine qu'elle a subie, expliquerait, à elle seule, l'acharnement de ses déprédateurs.

Mais elle ne rend pas compte de la méthode avec laquelle ils semblent avoir procédé, non dans les tâtonnements et la hâte d'un pillage clandestin, mais dans la lenteur d'une effraction de tout repos, effectuée avec les précautions et l'aisance d'une opération légitime et publique. Leur sécurité démasque en eux des favoris ou des agents du pouvoir, et les circonstances de leur intervention la refoulent au delà des temps modernes et du moyen âge, jusqu'à l'antiquité. Au cours du moyen âge, les édifices antiques ont été exposés au vandalisme des fabricants de chaux qui, sans vergogne, installaient leurs fours à proximité des ruines, et alimentaient leur industrie avec les chefs-d'œuvre qu'ils déterraient. Lorsqu'en ces siècles de misère matérielle et de détresse morale, ils pouvaient poursuivre sans être inquiétés leurs manipulations sacrilèges dans les décombres de la Rome impériale, il n'est pas vraisemblable qu'ils aient perdu leur temps à descendre dans les profondeurs de notre basilique, pour en extraire, à grand peine, les matériaux qu'elle recélait dans les entrailles du sol et qu'ils trouvaient alors en abondance, soit à la surface, soit à fleur de terre. Ils ne ravageaient les gloires du passé que pour s'épargner les fatigues et les frais d'exploitation d'une carrière. Ils n'ont point entrepris une besogne qui eût exigé d'eux un aussi rude effort sans leur procurer un aussi gros profit. Admettons, néanmoins, qu'ils s'y soient obstinés. On ne s'explique plus, dès lors, ni qu'ils aient négligé de décaper les stucs, ni qu'ils aient contribué à étendre sur le champ de leurs méfaits la couche de terre qui a retardé le déblaiement récent de l'édifice, et s'élevait, à l'intérieur de la *cella*, au tiers de sa hauteur. Les chaufourniers du moyen âge

ont assez de crimes sur la conscience sans qu'on ait besoin de la charger encore de celui-là.

Restent les amateurs de la Renaissance et des temps modernes, qui, dans l'aveuglement de leur passion, rémunéraient les concours les moins avouables et laissaient saccager, au seul bénéfice de leurs galeries privées, les plus rares écrins de l'art antique. M. Lanciani les a tout de suite incriminés et il était d'autant plus fondé à les soupçonner qu'en nettoyant le bas côté nord de la *cella*, on ressentit nettement l'impression que la terre qui le remblayait partiellement avait déjà été passée au crible. Il appert de cette simple remarque que les archéologues du XXe siècle, à qui, du reste, elle ne saurait ravir l'honneur d'avoir découvert la basilique de la Porte Majeure, y ont été précédés par les pourvoyeurs à gages de quelque collectionneur indélicat. Mais le fait que cette observation ne s'étend ni à l'autre bas côté, ni à la grande nef, prouve, avec la même force, que les chercheurs se sont bien vite lassés d'un tamisage dont le néant de leurs sondages antérieurs leur avait suggéré le propos, mais dont l'inanité de ses propres résultats leur fit prestement suspendre l'exécution; et, sans que cette assurance puisse consoler notre amour-propre, il est clair que notre génération, si elle n'a pas eu la chance d'explorer la première les cryptes de la Porte Majeure, n'a pas été, non plus, la seule à éprouver la déception d'en remonter les mains vides.

Aussi bien, si nos tristes devanciers avaient été plus favorisés, en saurions-nous quelque chose aujourd'hui? Ils ne volaient pas pour détruire, mais pour vendre ou conserver, et nous aurions déjà reconnu quelques-uns des objets qu'ils auraient emportés de la basilique et dont la nature, les dimensions, parfois même, comme pour les portraits des piliers, les sujets, s'inscrivent dans les traces ineffacées de leur ancienne présence. En vain, M. Lanciani a-t-il convié le monde savant à reprendre une à une les vieilles acquisitions du Louvre, du British Museum et du Vatican, à dépouiller les catalogues qu'avaient fait dresser de leurs collections les grands amateurs du XVIIe et du XVIIIe siècle, les Ottoboni et les Barberini, le cardinal Camille Massimi, aussi bien que le cardinal Alexandre Albani. Son espoir de rattraper ainsi les fugitifs ne s'est point réalisé. Qui mieux d'ailleurs que le grand historien des

fouilles de Rome eût été capable de dépister, à travers leurs avatars successifs, les marbres dérobés? Si, pour M. Lanciani lui-même, ils restent insaisissables, c'est qu'ils ne sont jamais entrés dans nos galeries, et pour cause. Pour n'en avoir rien extrait, les archéologues de l'ancien temps se sont désintéressés de la basilique de la Porte Majeure. Ils en ont désappris ou ignoré l'emplacement, si bien que, sur les plus vieux plans de Rome, le site qu'elle occupe, ou bien est désigné par l'appellation fantaisiste et toute livresque d'*Horti Torquatiani*, comme sur ceux de Ligorio et de du Pérac de 1573 et 1574, ou bien ne porte plus de nom du tout, comme sur les plans postérieurs de Bufalini et de Nolli. Avant la nôtre, elle n'a donc reçu dans les temps modernes que la visite furtive de spoliateurs qui ne récidivèrent pas et ne se sont point vantés de leur déconvenue; et, si nous l'avons trouvée nue sous ses gravats, ce n'est pas plus la faute des collectionneurs de la Renaissance ou des derniers siècles que celle des fabricants de chaux du moyen âge; c'est bien plutôt que, dès l'antiquité, elle a été quittée brusquement, vidée alors de tout ce qui pouvait en être retiré, frappée d'une sorte de condamnation brutale qui ne lui laissa que ses murs et son pavé et en avait matériellement empêché l'accès; et, au surplus, cette déchéance n'a guère tardé à se produire : à peine si ses stucs étaient secs, quand, tout d'un coup et à l'improviste, la basilique de la Porte Majeure a été vouée à un irrémédiable abandon.

D'abord, son pavement n'a nulle part été usé ou rapiécé. Sur sa mosaïque, ni éraflures, ni raccords. Les pas semblent avoir glissé sur elle sans y mordre, comme si l'édifice qu'elle a pavé, ou bien n'avait pas été fréquenté, ou avait, très tôt, cessé de l'être.

Puis, sur les murs, on n'a relevé aucun de ces *graffiti*, jeux, dessins, devises, acclamations ou obscénités, que les Romains incisaient à la pointe dans les lieux qui leur étaient familiers. Ailleurs, on en a déchiffré partout, sur les pavés des places, sur les briques des parois extérieures, sur les peintures des lambris; et, jadis, un homme avisé prenait soin, par des malédictions appropriées, de prémunir son tombeau contre les auteurs éventuels de ces profanations courantes. Jusque dans les maisons des immortels ou des morts, les *graffiti* sont venus, à la longue, souligner le passage des vivants. L'absence du

moindre *graffito* dans la basilique présume que les vivants, ou bien n'en ont pas pris le chemin, ou bien l'ont tout de suite oublié.

A la clé des arcades qui surplombent les piliers, s'alignent des trous forés à des distances égales entre eux. Aux tenons qu'on y avait enfoncés, s'accrochaient jadis les chaînettes auxquelles étaient attachés les lampadaires éclairant les bas côtés. Or, les stucs des arcades n'ont pas plus pâti que les autres, et leur éclat n'a pas été terni davantage. Ils n'ont pas souffert de la fumée. Les lampes, ici, n'ont été, ni souvent, ni longtemps allumées. Si elles n'ont pas noirci les panneaux auxquels elles se balançaient, c'est sans doute qu'on les éteignit pour toujours presque aussitôt après les avoir suspendues.

Enfin et surtout, il semble bien que la catastrophe se soit abattue sur la basilique alors que ses ornemanistes n'y avaient pas encore rempli toute leur tâche. Miss Wadsworth a noté que les difficultés d'interprétation soulevées par la scène qui remplit le grand panneau flanquant, au nord-est, l'enlèvement de Ganymède, tiennent, pour la majeure part, à l'indécision de l'artiste qui l'a modelée. Difficilement intelligibles si on les avait constatés dans un édifice depuis longtemps en usage, ces repentirs vont de soi, s'il n'était pas encore terminé quand un accident imprévu vint couper court à son existence.

Il y a plus : pour deux stucs au moins, j'ai cru m'apercevoir que le modelage est inachevé. Dans celui qui, au sud-est de l'enlèvement de Ganymède, fait pendant au précédent et figure la délivrance d'Hésione, on distingue, vaguement sur les photographies, mais nettement sur le relief lui-même, un petit rectangle surmonté d'un trapèze, schématisant, à la droite de l'héroïne, la silhouette, qui s'estompe dans le lointain, de la ville de Laomédon. Tout de suite, la grossièreté de cette représentation rudimentaire m'avait intrigué. Je songeai, d'abord, à une dégradation du stuc, qui en aurait fait tomber les saillies, pour n'en respecter que le contour. Mais le fond ne portait pas même la raie d'une égratignure, et le reste du panneau était intact. J'accusai alors l'inexpérience du stucateur, inhabile à traduire par des moyens convenables le recul fuyant d'une perspective éloignée. Mais la continuation de ma visite confondit bientôt mon erreur. Parmi les registres rectangulaires qui accompagnent la retombée de la voûte du bas-côté droit, celui qui, vers les piliers et en partant de l'entrée, fait suite à des

dévotions autour d'un chevreau consacré, représente une scène de la liturgie dionysiaque. Une femme assise semble s'entretenir avec deux femmes qui l'encadrent debout. Celle de gauche tourne le dos à un court pilier, qui pourrait être un autel; celle de droite tient le thyrse de Bacchus, incliné dans la saignée de son bras gauche. A sa droite, devait se tenir un quatrième personnage, mais l'artiste s'est borné à préparer, par quelques incisions dans le stuc lisse, les lignes où, plus tard, il aurait appliqué l'image qu'il n'a pas eu le loisir de compléter. Ainsi, la maisonnette signalétique des murailles d'Ilion, dans le panneau d'Hésione, et la quatrième assistante des rites dionysiaques, dans le bas-côté sud, doivent être, l'une et l'autre, considérées comme des ébauches dont les circonstances ont arrêté l'exécution.

Les auteurs de la basilique n'ont pas attendu, nous le verrons, que leur monument fût achevé pour s'en servir, mais il ressort de tous ces indices accumulés, qu'ils venaient à peine d'y entrer quand ils en ont été exclus pour toujours, et le désastre qui a ruiné leurs projets en a suivi de trop près l'entreprise pour que nous ne soyons pas obligés de l'assigner, comme elle, au règne de Claude, et invités, par là même, à chercher dans les annales de cet empereur la cause qui le détermina.

LES CRUAUTÉS DE L'EMPEREUR CLAUDE

Cette cause ne saurait dériver de l'ordre physique. La basilique n'a succombé, ni à un incendie, dont la flamme n'a pas léché ses murs, ni à un tremblement de terre, dont les secousses les eussent plus ou moins infléchis ou désaxés, ni à un effondrement qu'à notre époque la formidable trépidation de cent trains par jour n'a pas suffi à provoquer. Elle fut la victime d'une raison morale ou, si l'on préfère, de la raison d'État, d'une sentence fulminée contre ses occupants, d'un interdit jeté sur son usage : à la muette protestation qu'exhalent ses salles dénudées, répondent, comme un écho grossissant, les rumeurs de l'histoire.

Claude, comme tous les réformateurs religieux, a manqué de tolérance. Il avait fait aux tendances nouvelles des concessions calculées, mais il n'en a que plus âprement pourchassé les mystiques qui ne s'en contentaient pas et visaient à les dépasser.

Fidèle à la politique de ses grands prédécesseurs, il fut, à sa manière, conservateur autant qu'Auguste, et rigoriste comme Tibère. Lui aussi monta une garde sévère autour de la religion traditionnelle dont il était le pontife suprême ; et il la protégea avec d'autant plus de zèle que, pour la mieux défendre, il y avait introduit des innovations, qu'il avait estimées inévitables et salutaires, mais dont les dévots, en leur for intérieur, blâmaient la hardiesse et redoutaient les périls.

A peine proclamé, il s'irrite de l'effervescence que manifeste la communauté juive d'Alexandrie : il lui adresse une verte semonce, intimant à ses membres l'ordre de ne pas usurper de nouvelles libertés, et les avertissant, avec colère, que, s'ils ne réfrènent pas l'ardeur de leur propagande, il les poursuivra par tous les moyens dont dispose son autorité, comme on enraye une épidémie dont la contagion pourrait gagner l'Empire. En 49, il s'alarme des troubles que propagent sans trève, dans les milieux hébraïques de Rome, les premières prédications chrétiennes, ôte aux Juifs de la Ville le droit de réunion, procède à l'expulsion des agitateurs.

Vers la fin de son règne, ses coups se précipitent. En 52, un sénatus-consulte, voté à son instigation, exila d'Italie tous ceux que le vulgaire englobait sous le nom de *mathematici*, qu'ils fussent mages, néo-pythagoriciens ou simples astrologues. Ce fut, nous dit Tacite, une cruauté inutile : *Senatus consultum atrox et irritum.* Expulsés par la porte, nos « mathématiciens » rentraient par la fenêtre. La police dut entamer des poursuites individuelles. Et les procès pour crime de lèse-religion devinrent à ce point la monnaie courante du régime que, pour se débarrasser d'un rival ou accaparer les biens d'un voisin, les grands ne se mettaient plus en frais d'imagination et, courant au plus sûr et au plus pressé, l'accusaient d'emblée de sacrilège. L'impératrice ne dédaigna pas de recourir à l'expédient pour assouvir son ambition. En 49, dès le lendemain de son mariage, elle se rappelle avec une fureur jalouse que Lollia Paulina avait osé lui disputer la main de Claude. Elle persuade à son mari que l'imprudente s'adonnait à la magie. Aussitôt l'empereur, que domine sa femme et que hante le péril religieux, défère au Sénat celle qu'il avait failli épouser quelques mois plus tôt, prononce contre elle un cruel réquisitoire et, comme si elle avait attenté à la sûreté de l'État,

obtient que Lollia soit frustrée de presque tout son immense patrimoine et impitoyablement chassée d'Italie.

En 52 après J.-C., Agrippine s'inquiète du prestige croissant de Furius Scribonianus que la haute noblesse de cet arrière-petit-fils du grand Pompée paraissait désigner comme un candidat possible à l'Empire; à tort ou à raison, elle tremble pour l'avenir de son propre fils et médite la perte de ce concurrent éventuel à une succession qu'elle ouvrira par un crime, plutôt que de la laisser échapper à Néron. L'arme de sa vengeance est tout de suite forgée, et Furius Scribonianus est banni sous prétexte qu'il consultait les Chaldéens et cherchait à savoir d'eux la fin du Prince. Quelques mois plus tard, en 53, les jardins que Statilius Taurus possédait sur l'Esquilin aiguisent sa convoitise. Comme il ne songeait pas à les donner et n'entendait pas les vendre, elle n'avait plus qu'à les confisquer. Elle recruta des complices dans le Sénat. Un ancien légat de Statilius Taurus, qui l'avait assisté au temps où il gouvernait l'Afrique en qualité de proconsul, Tarquitius, l'accuse, en pleine Curie, d'avoir prévariqué dans la province qu'ils avaient administrée ensemble. Statilius Taurus aurait probablement obtenu gain de cause devant ses pairs, que révoltaient la félonie du délateur et l'inconsistance de ses imputations, lorsqu'un grief d'impiété fut incidemment greffé sur l'accusation principale. Il aurait pu escompter un acquittement du chef de péculat. Mais quand il s'entendit reprocher ses superstitions magiques, il se sentit perdu et n'échappa que par une mort volontaire à une condamnation désormais inéluctable.

Dès 1918, le chapitre des *Annales* où Tacite a raconté la disgrâce de Statilius Taurus parut à M. Fornari éclaircir la brume dont s'enveloppaient les destinées de notre basilique. Peut-être, en effet, convient-il de lier, par une corrélation immédiate, le sort pitoyable qui lui est advenu aux malheurs qui, dans le même temps, fondirent sur l'ancien consul de 43. Le tombeau de la famille Statilia contenait plus d'une présomption en faveur de l'affiliation de certains de ses membres à quelque secte mystique ; l'un d'eux, affranchi du consulaire, avait donné à son fils le surnom significatif de *Mystes*, — le myste, — lequel préjuge moins les convictions futures de l'enfant qu'il n'atteste la foi chevillée au cœur de ses parents. Sur les flancs d'une urne cinéraire en marbre, extraite de ce colom-

baire, se déroulent en bas-reliefs, comme sur plusieurs stucs de la basilique, des scènes relatives à des mystères divins, aux initiations qu'ils dispensent, aux sacrifices qu'ils prescrivent. Or, le monument des Statilii, situé sur le bord septentrional de la Voie Prénestine, comme la basilique, n'est distant de la basilique que de 200 mètres environ, et, puisque le fonds sur lequel il s'érige dépendait d'un des plus grands propriétaires de Rome, tout porte à croire que ce fonds comprit, par surcroît, le terrain antique sous lequel elle fut disposée et qu'il appartint, avec ou sans solution de continuité, au domaine suburbain de Statilius Taurus, à ces *Horti Tauriani* dont une partie s'est sûrement étendue au voisinage de la Porte Tiburtine, mais dont la lacune du texte de Frontin, signalée au début, nous autorise à placer une autre sur les confins des *Horti Torquatiani*, aux environs et au delà de la Porte Majeure.

N'oserait-on pas néanmoins l'affirmer, que le lien subsisterait encore entre la fermeture prématurée de cet édifice à l'époque de Claude et le despotisme de cet empereur. Pour que les maîtres de la basilique l'aient fuie sans même se soucier d'en finir les derniers détails, et qu'à peine dotée du luxe qu'ils avaient rêvé pour elle, ils l'aient désertée sans espoir et livrée sans résistance au sac et aux profanations, il faut qu'ils aient obéi à une nécessité impérieuse, qu'ils aient senti passer en rafale les menaces et la puissance de l'État. La *cella* solitaire et ses nefs dévastées résonnent des pas de leur dispersion. Entre les murs spoliés et sur les mosaïques béantes flottent toujours les réprobations et les colères qu'ils s'étaient attirées dans cette crypte maudite. Ainsi, du même coup qui l'a frappée, commencent à se dissiper les ténèbres qui s'épaississaient autour d'elle. A n'en pas douter, la basilique de la Porte Majeure fut l'œuvre éphémère d'hommes qui s'écartaient des limites assignées aux Romains par la prudence soupçonneuse du Prince. Elle a abrité des pratiques et des croyances qu'abominait le pouvoir et qui, presque aussitôt, attirèrent sur elle les foudres impériales; et cette donnée essentielle implique déjà la destination religieuse qui fut la sienne, et que nous devons maintenant définir.

JÉRÔME CARCOPINO.

(A suivre.)

CHATEAUBRIAND

ET

LE GÉNIE DU CHRISTIANISME

I

LA MISE EN ŒUVRE ET LE LANCEMENT (1)

I. — CHATEAUBRIAND DE SEPTEMBRE 1798 A MAI 1800

C'est le propre des grandes œuvres de provoquer inlassablement des commentaires et des exégèses. Voici plus d'un siècle que la critique et l'histoire s'exercent en tous sens sur le *Génie du Christianisme*. On voudrait essayer ici de résumer l'état présent des multiples questions que soulève l'étude d'une œuvre dont la rayonnante influence est loin d'être encore éteinte.

« Lorsque, nous dit Chateaubriand, après la triste nouvelle de la mort de Mme de Chateaubriand, je me résolus à changer subitement de voie, le titre de *Génie du Christianisme* que je trouvai sur-le-champ m'inspira; je me mis à l'ouvrage; je travaillai avec l'ardeur d'un fils qui bâtit un mausolée à sa mère. » Chateaubriand se trompe : il n'a pas trouvé « sur-le-champ » son titre prestigieux, inspiré sans doute de celui de Montesquieu, l'*Esprit des Lois*; mais puisque, près d'un an après (2), le livre, sous sa forme première, était, semble-t-il,

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er et du 15 juin 1911, notre étude sur *la Genèse du Génie du Christianisme*.

(2) Lettre à Fontanes du 19 août 1799. — Je daterais la crise religieuse, au plus tôt, de la fin d'août 1798. A la différence de l'abbé Pailhès et d'Edmond Biré,

en grande partie rédigé, et même imprimé, il y a tout lieu de croire qu'il fut commencé sous le coup même de l'émotion qui lui rendit la foi. Un ancien bénédictin émigré, qui s'était fait libraire à Londres, Dulau, l'accueillit, commença l'impression et lui prodigua sans doute des encouragements et des conseils. Encouragements et conseils, il en trouva également parmi ses amis de l'émigration dont les entretiens et les critiques avaient pu déjà préparer de loin son évolution religieuse (1); il leur lut ses premières ébauches. L'un d'eux, parlant du jeune auteur, du « sauvage devenu sublime », ajoutait : « C'est bien la mine la plus riche, la plus fertile. C'est de l'or et des diamants. » « Votre ouvrage manquait, lui écrivait le chevalier de Panat, et vous étiez appelé à le faire. La nature vous a éminemment doué des belles qualités qu'il exige : vous appartenez à un autre siècle. »

Pour mériter de pareils éloges, Chateaubriand eut la sagesse de comprendre que l'art et le travail étaient plus que jamais nécessaires. « Mes jours et mes nuits, nous dit-il, se passaient à lire, à écrire. » Sentant bien, et de plus en plus, que le livre qu'il préparait pouvait se prêter aux développements les plus originaux et les plus divers, que, plus il serait riche de substance, plus il serait persuasif et fort, il s'ouvre aux études les plus variées : il se met à l'hébreu, « consulte les bibliothèques et les gens instruits », ramasse sur toute sorte de questions d'histoire ou de littérature ancienne et moderne d'abondants matériaux ; surtout, l'Angleterre contemporaine, sa vie littéraire, politique et sociale, ses villes et ses monuments, car il voyage, lui sont un sujet d'observation particulièrement précieux ; il voit le monde, « reçoit et rend des visites » et trouve encore le temps de poursuivre « ses opiniâtres rêveries » de poète, et peut-être d'incorrigible amoureux, car, avoue-t-il, « le souvenir de Charlotte traversait et

qui prennent trop au pied de la lettre les déclarations des *Mémoires* ou de la première préface du *Génie*, j'admets que Chateaubriand mit bien près d'une année à concevoir, préparer et rédiger sous sa première forme son grand ouvrage.

(1) Voyez F. Baldensperger, *Études d'histoire littéraire*, 2e série, Hachette : du même *Chateaubriand et l'Émigration française à Londres; le Mouvement des idées dans l'émigration française*, 2 vol. Plon; A. Dujarric-Descombes, *Dom Dulau et Chateaubriand*, Dax, Labèque, 1924; Pierre Moreau, *la Conversion de Chateaubriand* (*Revue des Jeunes*, 10 juin, 10 et 15 juillet 1925).

réchauffait tout cela ». En un mot, il se dit que son livre va bénéficier de toutes ces multiples expériences et, par tous les moyens en son pouvoir, il se prépare au grand rôle qu'il va et qu'il veut jouer. « Je voulais un grand bruit », nous dit-il ; et toutes ses lettres de cette époque sont en effet remplies de son grand ouvrage, du succès qu'on lui promet, de la satisfaction qu'il en éprouve, bref, de ses préoccupations d'auteur très désireux de bien lancer son livre, et de se ménager « les papiers publics ». Fontanes, Delille, Rivarol, d'autres encore, sont intéressés à l'œuvre nouvelle. Et tous ensemble s'accordent à pressentir dans le nouveau converti un écrivain du plus grand avenir.

Ce fut au milieu de cette « fièvre » de travail que lui arriva, — entre le 17 août et le 27 octobre 1799, — la douloureuse nouvelle de la mort de sa sœur, Mme de Farcy, celle-là même dont la conversion avait précédé la sienne et qui lui avait appris la mort et transmis le vœu de sa vieille mère. L'émotion qui l'avait rendu chrétien et apologiste se ravive alors, et avec elle, les intimes résolutions dont elle avait été l'origine ; l'épreuve que, depuis un an, il a pu faire de ses idées nouvelles redouble l'intensité des sentiments qui s'agitent en lui. « L'homme nouveau », tel qu'il s'est développé depuis, est désormais fixé, et il nous apparaît au complet dans la belle lettre à Fontanes que Sainte-Beuve nous a le premier fait connaître, et qui forme le meilleur commentaire du fameux « J'ai pleuré, et j'ai cru ». Nous avons là, dans cette lettre, un éloquent, un touchant témoignage de sa tristesse, de son sincère et croissant désir de « tourner vers Dieu toutes ses pensées », de « diriger le peu de forces qu'il lui a données vers sa gloire ». En un certain sens, Chateaubriand n'avait pas tort, dans la première *Préface* du *Génie*, d'unir les deux événements funèbres et de confondre les deux émotions : elles se sont renforcées l'une l'autre. « Ces deux voix sorties du tombeau, cette mort qui servait d'interprète à la mort m'ont frappé. » Elles l'ont frappé successivement, mais simultanément aussi.

Cependant, sous la main puissante de Bonaparte, l'ordre peu à peu renaissait en France. Beaucoup d'émigrés quittaient Londres pour Paris. Chateaubriand se laissa persuader d'en faire autant : aussi bien, « on ne peut écrire avec mesure que dans sa patrie ». Il interrompit donc le tirage du *Génie*, s'en

fit remettre les feuilles composées, détacha des *Natchez* les « esquisses » d'*Atala* et de *René*, confia, s'il faut l'en croire, le reste du manuscrit à ses hôtes, et, le 8 mai 1800, sous le nom de La Sagne, il débarquait à Calais.

II. — TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES DU LIVRE PRIMITIF

« J'arriverai auprès de vous, écrivait-il trois mois auparavant à Fontanes, avec une moitié de l'ouvrage imprimée et l'autre manuscrite : le tout formera deux volumes in-octavo de 350 pages. » Le 19 août 1799, il parlait d'un seul « octavo de grandeur ordinaire, et formant un volume d'environ 430 pages »; le 5 avril 1799, il parlait simplement d'un « pamphlet », ou « opuscule » de « trois feuilles d'impression in-8° ». Le livre s'était donc insensiblement allongé sous sa plume, à mesure qu'il y travaillait plus consciencieusement. Peut-on saisir la nature des transformations successives qu'il fit subir, chemin faisant, à son projet primitif?

Oui, dans une certaine mesure. Tout d'abord, le livre, que Chateaubriand donne comme « une sorte de réponse indirecte au poème de *la Guerre des Dieux* et autres livres de ce genre », a changé de titre. Le 5 avril 1799, il s'intitulait *la Religion chrétienne par rapport à la morale et à la poésie* (1). Le 19 août 1799, il s'intitulait : *De la Religion chrétienne par rapport à la Morale et aux Beaux-Arts*. Deux mois après, le 27 octobre, le titre est modifié : *Des beautés poétiques et morales de la Religion chrétienne et de sa supériorité sur tous les autres cultes de la terre*, — ce sera, un peu développé, le sous-titre définitif. Évidemment, et peut-être sous l'influence de l'émotion produite par la mort de Mme de Farcy, l'idée générale s'est précisée; elle s'affirme maintenant avec une vivacité singulière et volontiers provocatrice : les deux premiers titres posaient une question; le troisième y répond hardiment et dogmatiquement.

(1) Lettre à Baudus, citée par M. Hubert Morand (*Lettres inédites de Chateaubriand à M. de Baudus, Journal des Débats du 11 mars 1925*). Notons, pour être complet, que dans une lettre à Baudus du 6 mai 1799, le « petit ouvrage », « ouvrage de circonstance, commencé à la prière de Fontanes, et une sorte de réponse au poème du pauvre Parny, qui vient de se déshonorer bien gratuitement », n'est plus intitulé que *la Religion chrétienne par rapport à la poésie*.

Ce n'est pas tout. A défaut des brouillons successifs de l'écrivain qui seuls nous permettraient de nous faire une idée exacte et complète des modifications opérées par lui, nous avons, séparés par plus d'un an d'intervalle, deux plans différents du *Génie :* le premier figure dans une lettre de Chateaubriand, datée du 19 août 1799; le second, dans un article de Fontanes au *Mercure* (22 novembre 1800). Le premier distribue les matériaux dans une série de compartiments un peu vagues et qui, plus juxtaposés qu'unis, semblent devoir nous présenter les divers sujets traités à peu près sur le même plan. On sent que l'auteur n'a pas encore fait, pour se rendre maître de sa matière, l'effort de méditation et de composition qui s'impose ; il se contente de divisions un peu grosses et assez banales qui souvent accusent, par leur généralité même, leur caractère hâtif et tout provisoire. Le second, au contraire, introduit l'ordre et la symétrie, — une symétrie presque trop grande, — dans cette classification si rudimentaire : les sujets voisins sont groupés ; les divers plans s'étagent ; la matière diffuse s'organise. La partie centrale et la plus originale de l'œuvre, *la poétique du christianisme*, se développe, se précise, tend à devenir prépondérante; elle le deviendra de plus en plus. Évidemment, l'auteur, en méditant son sujet, en « essayant cent combinaisons de chapitres et de parties (1) », s'est rendu compte que c'est là qu'il devait porter son principal effort, et que son objet, sinon unique, du moins essentiel, devait être de nous rendre sensible la « poésie » du christianisme.

Peut-on préciser davantage et se représenter plus nettement encore le travail de l'écrivain en train d'élaborer et de corriger son œuvre ? Nous n'avons malheureusement pas, pour nous en rendre compte, les divers états successifs du texte. Nous ne connaissons, par une lettre à Fontanes, que deux pages, déjà retouchées peut-être, d'une rédaction antérieure à 1800. Mais, d'autre part, nous savons qu'un certain nombre de morceaux de l'*Essai sur les Révolutions* ont été repris dans le *Génie du Christianisme*. En comparant attentivement les deux ver-

(1) *Défense du Génie*. — *La Défense* donne d'ailleurs sur tous ces points des explications qui ne sont pas très claires, et qui surtout pourraient bien avoir été imaginées après coup. Voyez aussi notre *Chateaubriand, Études littéraires*, Hachette, 2e édition, 1912.

sions, on peut entrevoir la nature des transformations qu'au point de vue du style notamment, Chateaubriand a fait subir à son premier texte. Soit, par exemple, pour prendre le cas le plus significatif de ces remaniements successifs, la célèbre *Nuit chez les sauvages d'Amérique* qui, après avoir paru dans l'*Essai*, figurait déjà parmi les bonnes feuilles rapportées de Londres. Une luxuriance toute juvénile de détails, de couleurs et d'épithètes ; çà et là, des phrases trop longues, et qui ne savent comment finir ; des redondances, quelques obscurités ou impropriétés d'expression, des duretés aussi, des étrangetés, et quelque chose d'un peu essoufflé dans le mouvement et comme dans l'aspiration de la période ; et, par-dessus tout, une certaine inexpérience d'artiste qui fait que, dans ce fort beau tableau, tout est un peu sur le même plan, que l'air n'y circule pas et que les masses principales, les beautés originales, les heureuses trouvailles d'expression n'y sont pas suffisamment mises en valeur : voilà sans doute ce qu'un rhéteur trouverait à critiquer dans la version de l'*Essai*. Reportons-nous maintenant à la page, qui nous a été conservée, de l'édition de Londres : des phrases entières ont été supprimées ; les épithètes oiseuses, les longueurs de pensée ou d'expression ont été sacrifiées ; le rythme de la phrase a été assoupli, les couleurs trop voyantes éteintes; l'air, la lumière, pénètrent avec l'art dans cette forêt encore vierge ; les divers plans se distribuent et s'ordonnent; les détails significatifs soigneusement conservés viennent se placer comme d'eux-mêmes aux endroits précis où ils prennent leur maximum de valeur. Et le tableau, ainsi retouché par une main qui devient de jour en jour plus sobre, plus délicate et plus légère, est déjà digne de figurer dans la noble galerie où sont suspendues les toiles des plus grands maîtres.

Il serait un peu imprudent, sur les trop rares fragments qui nous sont parvenus des premières ébauches du *Génie du Christianisme*, de vouloir généraliser avec quelque intempérance. Il semble pourtant que l'on puisse dire que, dans les deux années de fiévreux travail qui ont précédé son retour en France, l'effort d'art qu'a poursuivi Chateaubriand tendait à se comformer de plus en plus aux exigences et aux habitudes de l'idéal classique.

III. — LES SOURCES DE L'OUVRAGE

Pour réaliser son dessein, quels matériaux a-t-il utilisés? A quelles sources a-t-il puisé? Il ne saurait être ici question de les énumérer toutes. Mais on peut en signaler quelques-unes; et à voir le profit qu'il en tire, on peut se rendre compte de ses procédés de composition et de ses méthodes de travail (1).

Quand on lit pour la première fois le *Génie du Christianisme*, au grand nombre de citations, d'allusions précises, de renvois, de notes et de références qu'on y trouve, on croit reconnaître une œuvre de curieuse information et de vaste savoir. Anciens et modernes, Grecs et Latins, Français et étrangers, théologiens et philosophes, littérateurs et savants, poètes, romanciers, dramaturges, moralistes, historiens, orateurs sont tour à tour appelés en témoignage pour mettre en évidence et en lumière « les beautés poétiques et morales » de la religion chrétienne. La simple réunion de tant d'autorités diverses suppose, à ce qu'il semble, une longue et laborieuse enquête, d'abondantes lectures poursuivies en tous sens. Mais, à la réflexion, un doute nous vient. Nous nous rappelons l'aventure du voyage en Amérique, et que Chateaubriand n'a pu visiter toutes les régions qu'il a si magistralement décrites. D'autre part, nous savons qu'il est assez facile de se donner les apparences d'une large et solide érudition et nous connaissons plus d'une honorable réputation scientifique qui s'est fondée presque uniquement sur une science de seconde main. Il y a deux petites phrases des *Mémoires d'outre-tombe* qui nous inquiètent un peu : « Mes matériaux, nous dit Chateaubriand, étaient dégrossis et rassemblés de longue main par mes précédentes études. Je connaissais les ouvrages des Pères mieux qu'on ne les connaît de nos jours; je les avais étudiés même pour les combattre, et entré dans cette route à mauvaise intention, au lieu d'en être sorti vainqueur, j'en étais sorti vaincu. » N'y a-t-il pas là quelque gasconnade? Il faut un certain cou-

(1) Voyez sur tout ceci : Joseph Bédier, *Études critiques*, Colin, 1903; — Léon Brunschvicg, *Un thème français de Chateaubriand* (*Revue d'histoire littéraire de la France*, juillet-septembre 1905); Eugène Ritter, *Un argument apologétique de Chateaubriand* (*Revue d'histoire littéraire de la France*, 1921); J. Van Ness Smead, *Chateaubriand et la Bible ;* les Presses universitaires de France, 1924.

rage pour s'enfoncer dans l'inextricable forêt des Pères de l'Église et plusieurs années d'un long et patient labeur pour se rendre maître d'un pareil sujet. Où Chateaubriand, depuis les années de Combourg, aurait-il trouvé le temps d'étudier à fond l'œuvre d'un saint Augustin, d'un Tertullien, d'un saint Ambroise, d'un saint Jean Chrysostome, et de tant d'autres apologistes grecs ou latins? Les citations qu'il en fait ne seraient-elles pas empruntées à l'un de ces charitables recueils d'extraits ou de morceaux choisis que, de tout temps, les spécialistes ont composés à l'usage des ignorants? Dans l'Introduction du *Génie*, Chateaubriand mentionne en note « l'élégante traduction des anciens apologistes, par M. l'abbé de Gourcy ». Sur la demande de l'assemblée du clergé, l'abbé de Gourcy avait composé et publié en 1785 une *Suite des anciens apologistes de la religion chrétienne, traduits et analysés :* Chateaubriand y a puisé à pleines mains, et il faut lui savoir gré d'avoir brièvement, mais aimablement, payé sa dette à son informateur. Mais il est un autre ouvrage qu'il ne cite pas, et qui pourtant semble bien lui avoir rendu d'importants services : c'est la *Bibliothèque portative des Pères de l'Église;* tous les textes des Pères qu'il enchâsse dans son ouvrage s'y retrouvent, et il est infiniment probable que c'est là, bien plutôt que dans les textes originaux eux-mêmes, qu'il est allé les chercher.

Que la crainte d'être dupes ne nous rende pourtant pas trop sévères. A un livre qui, comme le *Génie*, n'est pas de stricte érudition, on ne saurait imposer l'obligation d'être, en toutes ses parties, « documenté » de première main. Il semble d'ailleurs que Chateaubriand ne se soit pas contenté des citations toutes faites qu'il trouvait en d'opportuns répertoires, qu'il se soit souvent reporté aux textes originaux pour contrôler, rectifier et refaire les traductions, et qu'enfin s'il n'a évidemment pas lu dans l'original et d'un bout à l'autre tous les in-folios des Pères grecs et latins, il en ait feuilleté ou compulsé un certain nombre. Dans ses années d'apprentissage, à Combourg, à Paris, en Angleterre, il avait beaucoup lu, un peu rapidement sans doute, comme il voyageait; mais servi par une vive faculté d'intuition et une merveilleuse mémoire, il apercevait vite et il retenait bien l'essentiel d'un témoignage imprimé. Ajoutons qu'il connaissait tout le prix de l'exactitude et de la précision érudite. « Depuis longtemps, déclarait-il dans

la préface d'*Atala*, je ne lis plus qu'Homère et la Bible. » Or, il ne les lisait pas dans une édition quelconque. « Nous nous servons, dit-il quelque part, de la traduction de Sacy, à cause des personnes qui y sont accoutumées ; cependant nous nous en éloignerons quelquefois, lorsque l'hébreu, les Septante et la Vulgate nous donneront un sens plus fort et plus beau. » Et il le fait comme il le dit : il savait un peu d'hébreu, il avait quelque clarté des questions d'exégèse, et il utilise fort adroitement ses connaissances. La Bible est un des ouvrages, et peut-être l'ouvrage où il a le plus largement puisé pour composer son *Génie :* un peu de la grandeur et de la poésie bibliques s'est, pour ainsi dire, communiqué à son style, et là même où il ne s'inspire pas directement des Livres saints, on reconnaît, à la couleur et à l'accent de sa phrase, qu'il s'en est profondément nourri. Quant à Homère, dont il a si bien senti la majesté simple et le saisissant réalisme, il le lisait dans le texte : les traductions qu'il en donne sont calquées sur l'original et les critiques auxquelles il soumet la version de Mme Dacier attestent un goût très large et très sûr, dont l'ingénieuse vivacité ferait honneur à un helléniste de profession. Ce poète, excellent humaniste, a eu quelques-uns des scrupules que nous sommes habitués à n'attribuer qu'aux seuls philologues.

Mais il se vante quand il nous affirme que « depuis longtemps il ne lit plus qu'Homère et la Bible ». Il a lu, et souvent relu, beaucoup d'autres livres. A part les scolastiques, — je ne vois pas qu'il cite saint Thomas, — il ne semble pas qu'il ait ignoré rien d'essentiel de la longue tradition doctrinale et apologétique du christianisme. Avec l'Écriture et les Pères, il connaît et il utilise, entre autres auteurs, saint Bernard et l'*Imitation*, Pascal (1), Bossuet, Fénelon, Malebranche, Massillon, l'abbé Fleury, Maury et les *Lettres édifiantes*. A cette connaissance de la littérature religieuse il joint une connaissance, souvent approfondie, de la littérature profane. Aux citations

(1) Il a pris soin de comparer l'édition de Port-Royal, dont il se sert d'ordinaire, avec l'édition « philosophique » de Condorcet et Voltaire, et il note (éd. originale, t. IV, p. 62) que la fameuse pensée : « Le dernier acte est toujours sanglant... » a été supprimée dans l'édition voltairienne. Il ne me semble pas qu'il cite saint François de Sales, ce qui est assez curieux ; mais il n'en faudrait pas conclure qu'il ignore son illustre précurseur, car il le mentionne dans sa *Défense du Génie*.

qu'il en fait, aux jugements très personnels qu'il en porte, il est manifeste que toute l'antiquité classique lui est, depuis longtemps, familière. Et il en est de même des littératures étrangères, au moins dans quelques-unes de leurs œuvres les plus significatives : Dante, Le Tasse, Camoëns, Gessner, Klopstock, Shakspeare, Pope, Milton sont par lui cités et appréciés en des termes qui témoignent d'une information curieuse et intelligente. Enfin toute la littérature française des trois derniers siècles, de Montaigne à André Chénier, dont il a lu et dont il publie des vers inédits, lui est visiblement très présente, et lui fournit en abondance des textes et des arguments pour la défense et l'illustration de ses théories favorites. Il possède même si bien les œuvres des « philosophes modernes » qu'elles lui ont suggéré un procédé de polémique bien ingénieux. Il s'est avisé qu'il arrivait parfois, et même assez souvent, à ces farouches adversaires de la « superstition » de se contredire et qu'il leur échappait çà et là, en faveur du christianisme, des aveux fort inattendus. Ces aveux, il a jugé fort piquant de les relever, et, de propos très délibéré, il a transformé ces ennemis personnels de « l'infâme » en « apologistes involontaires », comme l'on dira après lui. Le procédé était de bonne guerre : il exigeait toute sorte de recherches et de lectures. On peut toujours rêver d'une information plus complète et plus précise. Si l'on veut être pleinement équitable, il faut reconnaître que celle de Chateaubriand l'était très suffisamment, qu'elle ne présente pas, surtout pour l'époque, de trop fâcheuses lacunes, et qu'il n'a rien négligé pour la rendre tout à fait digne du grand sujet qu'il se proposait de traiter.

Ces matériaux qu'il avait si diligemment rassemblés, comment Chateaubriand les utilise-t-il? Tantôt il cite, plus ou moins longuement, suivant l'occurrence, les passages les plus saillants des ouvrages auxquels il se réfère : ses citations sont en général très opportunes, très bien choisies et très heureuses : il y a un art de citer, et l'auteur du *Génie* le pratique à merveille. Tantôt il emprunte certaines indications, — faits, sentiments ou idées, expressions même, — à tel ou tel ouvrage, parfois à deux ou trois ouvrages différents, et il groupe ces indications éparses dans une même phrase ou dans une même page, ici abrégeant, là développant, ici supprimant tel détail oiseux, là ajoutant une métaphore, transposant un membre de

phrase, et, même quand il suit le plus près un texte étranger, arrivant à donner l'impression d'une création originale. M. Bédier a montré, par d'ingénieuses et précises comparaisons, comment ont été obtenues la plupart des pages descriptives du *Voyage en Amérique*, et comment Chateaubriand a transposé, traduit dans sa propre prose des pages entières de Bartram et de Charlevoix. Ici, le procédé est le même, et Bartram, Charlevoix, et les auteurs des *Lettres édifiantes* ont été mis largement à contribution. Voici, par exemple, une description du Paraguay, tiré d'un mémoire d'un obscur jésuite espagnol :

Ce pays est fort montagneux et rempli d'épaisses forêts. La quantité de différentes abeilles qu'on y trouve, fournissent du miel et de la cire en abondance. Il y a des abeilles d'une espèce que ces Indiens nomment *opemus*, qui ressemblent le plus à celles d'Europe. Le miel qu'elles produisent exhale une agréable odeur; leur cire est fort blanche, mais un peu molle. On y voit des singes, des poules, des tortues, des buffles, des cerfs, des chèvres champêtres, des tigres, des ours, et d'autres bêtes féroces... Le terroir de cette province est tel de sa nature; mais dans le temps des pluies, qui durent depuis le mois de décembre jusqu'au mois de mai, toutes les campagnes sont inondées, et tout commerce est interdit entre les habitants.

Cette page « un peu molle », et que j'abrège, est devenue ceci, dans le texte de Chateaubriand :

Des forêts qui renferment dans leur sein d'autres forêts tombées de vieillesse, des marais et des plaines entièrement inondées dans la saison des pluies, des montagnes qui élèvent des déserts sur des déserts, forment une partie des vastes régions que le Paraguay arrose. Le gibier de toute espèce y abonde, ainsi que les tigres et les ours. Les bois sont remplis d'abeilles, qui font une cire fort blanche et un miel très parfumé. On y voit des oiseaux d'un plumage éclatant, et qui ressemblent à de grandes fleurs rouges et bleues, sur la verdure des arbres (1)...

En grand artiste qui prend son bien partout où il le trouve, Chateaubriand n'exerce pas sa maîtrise uniquement sur de modestes proses, trop honorées d'être retouchées par lui; il

(1) *Lettres édifiantes*, éd. de 1781, t. VIII, p. 14-15. — Cf. *Génie du Christianisme*, éd. originale, t. IV, p. 162. Le dernier trait, j'imagine, doit être emprunté à une autre source, que je n'ai pas retrouvée.

emprunte de toutes mains, et il n'hésite pas à mettre à contribution les grands écrivains eux-mêmes. C'est ainsi que tel jugement sur le style de saint Ambroise est emprunté trait pour trait aux *Dialogues sur l'éloquence* de Fénelon (1). La célèbre page sur Pascal n'est qu'une transcription géniale d'une page, remarquable d'ailleurs, de Bossut, dont Chateaubriand a conservé le mouvement, et qu'il complète et développe à l'aide du beau texte de la *Vie de Pascal* par Mme Périer. Et ce travail de remaniement et de refonte, il ne l'opère pas seulement sur les textes d'autrui; il l'opère sur sa propre prose : un certain nombre des meilleures pages de l'*Essai sur les Révolutions* ont été rapportées dans le *Génie du Christianisme*, presque toujours avec des améliorations notables. Chateaubriand ne laissait rien perdre : aucun écrivain peut-être n'a su mieux utiliser tout ce qui, soit chez les autres, soit chez lui-même, s'accordait avec son dessein essentiel.

Comment se fait-il donc qu'ayant puisé, pour composer son *Génie du Christianisme*, à tant de sources diverses, Chateaubriand ait écrit un livre d'une incontestable originalité de couleur et d'accent? C'est d'abord que tous ses emprunts, s'ils en diversifient le ton et le fond, ne rompent jamais l'unité, la tonalité générale de l'œuvre : ils sont comme fondus dans la trame du « discours ». C'est ensuite qu'à chacun d'eux l'auteur a mis sa marque propre : il lui suffit d'une épithète, d'une coupe de phrase, d'une rapide image, d'une inversion pour transformer totalement, pour élever à la dignité du style tout ce qu'il doit à autrui. Et ce n'est pas assez dire : c'est son style sans doute, la « tournure originale qu'il donnait à ce qu'il disait » et qui avait tant frappé une amie de sa famille, Mlle de Langan, que Chateaubriand transportait partout avec lui, même dans ses plus littérales imitations : mais c'est aussi sa personnalité intime, dont le style n'est que le signe sensible et l'involontaire traduction. Il se vantait un jour devant d'humbles Sulpiciens, que sa grandiloquence offusquait un peu, de « mettre de l'âme à tout ». C'est bien cela. Il a mis de l'âme à

(1) *Génie*, 4e partie, livre IV, chap. II. — « Un illustre moderne qui ne l'a connu (saint Ambroise) que parce qu'il est impossible d'ignorer qu'il ait existé, répète le jugement que l'archevêque de Cambrai n'avait peut-être lui-même pas assez approfondi. » (*Bibliothèque choisie des Pères de l'Église grecque et latine*, par Marie-Nicolas Sylvestre Guillon, t. IX, p. 14-15.)

tout, et particulièrement aux innombrables pages, plus ou moins médiocres, où il a cherché un aliment pour sa pensée et un excitant pour son inspiration.

IV. — L'ÉDITION DE LONDRES

Pour saisir cette pensée et capter cette inspiration tout près de leur source, on voudrait, à défaut des premiers brouillons de l'écrivain, pouvoir reconstituer l'édition interrompue qu'il rapportait de Londres au mois de mai 1800. Cette édition n'existe plus, ou du moins on n'a pu, jusqu'ici, en retrouver aucun exemplaire ; mais, dans quelques éditions du *Génie du Christianisme*, on a publié les « variantes » de l'édition de Londres, nous ne savons malheureusement dans quelles conditions d'intelligence, d'exactitude et de conscience. Et comme, d'autre part, on a négligé de joindre à cette publication diverses indications précises qu'un éditeur contemporain n'eût pas manqué de nous fournir, nous pouvons très difficilement nous représenter l'état réel du volume ou des bonnes feuilles que le libraire Dulau remit au jeune émigré quand celui-ci l'avisa de son prochain retour en France. Néanmoins, en étudiant d'un peu près les « variantes » publiées, en les comparant avec le texte de la véritable édition originale du *Génie*, on peut se faire une idée, sinon tout à fait satisfaisante, du moins assez instructive de cette première version du livre.

Plus des deux tiers des variantes se rapportent à la première partie de l'ouvrage, à celle qui s'intitule *Dogmes et Doctrines* : d'où il faut sans doute conclure que Chateaubriand avait commencé sa rédaction par cette partie toute doctrinale, et qu'il l'avait plus particulièrement poussée. Viennent ensuite quelques développements littéraires, assez copieux encore, se rattachant à la seconde partie, intitulée *Poétique du Christianisme*. Puis quelques pages, très rapides, sur les beaux-arts. La quatrième partie, consacrée au *Culte*, sauf une page sur le repos dominical, n'est pas esquissée. Évidemment, — et ceci concorde bien avec ce que nous savons ou entrevoyons par ailleurs, — Chateaubriand se réservait de compléter, ou même d'écrire ces deux dernières parties, une fois rentré en France.

Dans l'édition de Londres, la succession des chapitres était-elle établie comme elle devait l'être dans l'édition française ?

C'est ce qu'il est assez malaisé de dire. Il semble, d'après ses déclarations mêmes, que le nouvel apologiste ait longtemps hésité sur la meilleure place à attribuer à chacun de ses développements et qu'il ait souvent modifié ses dispositions. Il semble aussi qu'en poète et en artiste beaucoup plus qu'en logicien, il ne se soit pas tout d'abord astreint à une rédaction régulière et continue, qu'il ait composé un certain nombre de « morceaux » au hasard de l'inspiration, des recherches ou des lectures, et qu'il ne se soit préoccupé qu'après coup du soin de les classer et de les raccorder. Par rapport aux éditions ultérieures, l'édition de Londres devait présenter d'assez nombreuses lacunes ; l'auteur les a probablement comblées plus tard en intercalant dans son texte de nouveaux chapitres. Les chapitres sur *l'Incarnation, l'Ordre et le Mariage, l'Extrême-onction, le Décalogue, Moïse, le Déluge, l'Athéisme, l'Élysée antique, le Jugement dernier,* les développements d'histoire naturelle figuraient dans la version de Londres ; les chapitres sur *la Rédemption, la Communion, la Foi, l'Espérance et la Charité* ne paraissent pas y avoir trouvé place. Mais peut-être sommes-nous insuffisamment renseignés.

Sur les caractères particuliers de ce premier texte nous pouvons être plus précis. Une imagination luxuriante, qui atteint tout naturellement à l'éclat et à la grandeur, et qui n'ignore pas la grâce, mais qui n'est pas exempte de mauvais goût, tel est le trait essentiel qui, dans ces pages sacrifiées ou remaniées, attire et retient l'attention. « Il a planté la charité, écrira par exemple Chateaubriand, sur la montagne stérile de la vie, comme cet arbre insulaire qui, sous un ciel aride et brûlant, cache des sources dans ses branches et où les hommes viennent remplir leurs vaisseaux et rafraîchir leur bouche altérée. » Et encore : « Il n'en est pas ainsi de Dieu ; il a parlé ; le chaos s'est tu ; les étoiles, saisies de frayeur, se sont dérobées, à pas légers, dans les ombres. » De ces nobles et fraîches images, de ces phrases harmonieuses, l'écrivain n'a pas tout répudié ; il en a extrait quelques-uns des plus beaux traits, des plus saisissants et des plus célèbres, d'*Atala* et de *René* (1).

(1) « Le grand secret de mélancolie... » — « Homme, la saison de ta migration n'est pas encore venue... » — Description du Meschacebé. — « Les reines ont été vues pleurant comme de simples femmes... » — « Les vraies larmes sont celles que fait couler une belle poésie... »

Mais il n'a pas toujours l'esprit de mesure, et ses métaphores, trop suivies, confinent parfois à la bizarrerie, et même au ridicule : « Tout à coup, dira-t-il, le soleil vient se placer dans les cieux, *ainsi qu'une immense araignée* d'or au centre d'une toile d'azur ; *avec ses pattes innombrables* ou *les soies de diamant filé qu'il tire incessamment de son sein*, il retient les planètes *comme sa proie* autour de lui ; les mers et les forêts commencent leur premier balancement sur le globe. » Et ailleurs : « Elle (la religion) prépare le baptême de cette seconde naissance ; mais ce n'est plus l'eau qu'elle choisit, c'est l'huile, qui s'étend sur l'âme enchantée du chrétien mourant ; l'huile sainte, *ce salutaire antiseptique*, qui doit prévenir toute corruption spirituelle, de même que les Égyptiens s'en servaient autrefois pour embaumer les corps au delà du lac des juges. *Amollies par ce baume*, le fidèle voit *les portes de l'éternité tourner plus facilement sur elles-mêmes* et *s'ouvrir avec lenteur* pour lui découvrir les beautés du ciel. » Cathos et Madelon n'auraient assurément pas mieux dit.

La préciosité, l'enflure, le mauvais goût ne sont pas seulement des défauts de style ; ces défauts affectent aussi la pensée. Chateaubriand ne se contente pas de traiter sans indulgence les adversaires de ses doctrines ; il les malmène avec une violence qui va parfois jusqu'à l'injure. « Cœurs gangrenés », « esprits corrompus », « horribles blasphèmes », voilà quelques-unes de ses aménités. Veut-il signaler et flétrir les inconvénients du divorce ? « Pour resserrer les nœuds de cette chaste famille, écrira-t-il, que ne donne-t-on en mariage le frère à la sœur et la sœur au frère ? Alors père et mère, femme et mari, fils et fille, frère et sœur, *vivraient tous pêle-mêle dans un inceste philosophique*... Concubinage, adultère, divorce, tout est excellent, tout est parfait pour eux, et nous n'avons rien à leur apprendre. Dieu leur a désigné d'autres maîtres : il faut qu'ils aillent s'instruire d'abord *chez toutes les bêtes* qui ont des nids, *des tanières et des bauges*, avant qu'ils puissent devenir un objet de considération pour la loi. » — « Qui pourrait penser, s'écriera-t-il encore, que des hommes qui ont vu Bailly, couvert du bonnet funèbre, conduit à la piscine de sang, sur le char de *la philosophie qu'escortait l'enfer, et que traînaient l'athéisme et la mort*, qui pouvait penser que ces hommes n'ont pas reçu une assez forte leçon ? » — « La vérité,

dira-t-il ailleurs, est que jamais il n'y eut plus de Caïns qu'au temps des encyclopédistes. » Il nous représentera « le célèbre Marc-Aurèle, *faisant du crime son trésor royal, dictant l'athéisme dans ses sentences*, et répandant le sang innocent ». Rousseau, que Chateaubriand consent un moment à « excepter » de la réprobation générale où il enveloppe tout le dernier siècle, est, quelques lignes plus loin, vivement pris à partie : « Et J.-J. Rousseau, lisons-nous, que ne restait-il dans sa Genève, au lieu de venir vilipender la nation qui l'avait reçu et la troubler de ses rêveries? Pense-t-on l'excuser *en disant qu'il était soûl?* Il y avait une loi de Charondas qui punissait doublement le crime commis dans l'ivresse. » Ce sont là de bien gros mots, et qui ont heureusement disparu du texte définitif. Chateaubriand avait bien raison de dire qu'« on ne peut écrire avec mesure que dans sa patrie ».

Ce sont là aussi défauts de jeunesse et d'inexpérience littéraire auxquels la vie ne pouvait manquer de remédier. Quelle que fût la gravité de ces intempérances de pensée et d'expression, il n'était pas niable que le livre où on les rencontrait ne fût d'un écrivain de race. On y pouvait lire un brillant tableau du bonheur des justes, trop long assurément, mais qui témoignait d'un curieux effort pour rivaliser avec les plus grands poètes chrétiens. Et que de pages aussi ingénieuses, pittoresques et charmantes sur les mœurs et les instincts des animaux, les migrations et les amours des plantes! Quel homme de goût n'eût point pardonné quelques images bizarres ou truculentes au poète capable d'écrire une phrase de ce genre : « Et la lune qui, comme une blanche et timide vestale, se lève au milieu de la nuit pour chanter les louanges du Seigneur, aurait-elle osé confier à de jeunes arbrisseaux et de naissantes fontaines ce grand secret de mélancolie qu'elle ne raconte qu'aux vieux sapins et aux rivages antiques des mers? »

Rivarol, qui lut à Hambourg cette « esquisse sur le *Génie du Christianisme* imprimée à Londres », déclarait : « Il y a du Fénelon et du Bossuet dans cette esquisse, et l'auteur, qui est jeune encore, nous promet un homme religieux et un grand écrivain. » Rivarol exprimait là ce qui eût été l'opinion de tout lecteur impartial.

V. — LA RENTRÉE EN FRANCE ET LE SALON DE Mme DE BEAUMONT

Débarqué à Calais le 5 mai 1800, Chateaubriand écrivait trois jours après à Fontanes et se mettait en route pour Paris. Il a vivement décrit dans les *Mémoires* les impressions désolées qu'il a recueillies sur son chemin : châteaux, villages à moitié démolis, futaies rasées, églises abandonnées, « partout de la boue ou de la poussière, du fumier et des décombres ». Il est à Paris le 12 mai, va immédiatement déposer ses papiers à la préfecture de police et obtient une autorisation de séjour : il lui fallut plus d'un an et bien des démarches, et la protection même de la sœur du premier Consul, Mme Bacciochi, pour se faire rayer définitivement de la liste des émigrés (1). Fontanes lui avait promis « une ruche et des fleurs à côté des siennes » : il tint parole et l'obligea de toutes manières; il mit à sa disposition sa bourse et ses relations, l'aboucha avec un libraire, Migneret, qui consentit à recommencer l'impression interrompue du *Génie du Christianisme*; enfin il le présenta à son ami Joubert, quand celui-ci, à la fin de janvier 1801, vint s'installer quelque temps à Paris.

Ce Fontanes était un homme singulier : à peu près le contraire de celui qu'on s'imagine d'après sa prose un peu solennelle et ses attitudes compassées de grand-maître de l'Université impériale. Grand mangeur, de tempérament violent et colérique, très hâbleur avec cela, il fut longtemps un franc épicurien et un joyeux sceptique. Très habile à se pousser, à prendre le vent, il traversa la Révolution sans y laisser trop de plumes, sachant donner des gages, ou tout au moins des espérances à tous les partis, sachant surtout se cacher et fuir à propos. Il était conservateur en tout : du premier coup Bonaparte fit sa conquête, et voyant le parti qu'il en pouvait tirer, ne le lâcha plus. Il avait du bon sens et du goût et un sentiment très vif de l'autorité : il était né administrateur. Au demeurant, sous des dehors un peu bourrus, ami fidèle et sûr, d'un dévouement à toute épreuve. Il s'était attaché à Lucien qui l'estimait

(1) Voyez Pierre de Vaissière, *Chateaubriand et son retour de l'émigration* (*Revue des Études historiques*, septembre-octobre 1901). — Cf. sur tout ceci la *Correspondance générale* de Chateaubriand, et André Beaunier, *le Roman d'une amitié : Joseph Joubert et Pauline de Beaumont*, Perrin, 1924.

fort et qui, ayant ressuscité le *Mercure* pour les besoins de sa politique, lui en avait confié la direction. Pour lancer son livre, Chateaubriand n'aurait pu souhaiter une meilleure tribune.

Joubert formait avec Fontanes un curieux contraste. Perpétuel valétudinaire, esprit inquiet, subtil, délicat, pénétrant, tout en nuances et en demi-teintes, âme charmante de rêveur, d'idéaliste et de poète, « un Platon à cœur de La Fontaine », « un égoïste qui ne s'occupait que des autres », comme dit Chateaubriand, il avait l'art de se faire aimer de tous ceux, et surtout de toutes celles qui l'approchaient. Il était revenu de très loin aux « préjugés » : la Révolution avait d'abord fait de lui un juge de paix; elle ne tarda pas à « chasser son esprit du monde réel en le lui rendant trop horrible ». Il comprenait toutes choses, formes d'art, sentiments et idées : sa fine et chaude sympathie, qu'accompagnait toujours la plus clairvoyante critique, fut très précieuse au nouveau venu.

Cet exquis Joubert s'était fait une amie d'une jeune femme, devenue sa voisine de campagne en 1794, et qu'il avait obligée et réconfortée dans ses malheurs. Mme de Beaumont était la fille d'un ancien ministre de Louis XVI, M. de Montmorin. On l'avait mariée à dix-huit ans au « plus mauvais sujet de Paris ». Bien vite les deux époux avaient repris leur liberté. Revenue chez son père dont elle tenait le salon, Pauline de Beaumont, pendant deux années, goûta pleinement cette douceur de vivre qui allait ménager à l'ancien régime finissant un si dur réveil : les Trudaine, Rulhière, Mme de Staël, André Chénier fréquentaient chez elle. La Révolution lui tua presque tous les siens, son père, sa mère, sa sœur, son cousin et la laissa affreusement triste, malade et désemparée. C'est alors que Joubert intervint charitablement dans sa vie. Vers la fin de 1800, elle partait pour Paris, presque en même temps que Joubert, s'installait rue Neuve-du-Luxembourg et y rouvrait discrètement son salon. Dans ce salon très simple, faiblement éclairé et où l'éclat bruyant du passé avait fait place à une sorte de grâce douloureuse, venaient, le soir, causer quelques survivants de la tourmente révolutionnaire : Bonald, Chênedollé, Guéneau de Mussy, Fontanes, Joubert. Un soir, celui-ci amena Chateaubriand.

Il avait trente-deux ans : il n'était pas grand et ses épaules étaient trop hautes ; mais la tête était superbe : un beau et

large front qu'ombrageaient des boucles de cheveux châtains ; des yeux noirs pleins de feu ; surtout un sourire délicieux et dont le charme souverain ne se pouvait, disait-on, comparer qu'à celui de Napoléon. Mme de Beaumont avait quinze jours de plus que lui. Ses portraits laissent entrevoir une grâce frêle et un peu souffreteuse : elle était, au témoignage de Chateaubriand, « plutôt mal que bien de figure » ; mais « ses yeux, coupés en amande, auraient peut-être jeté trop d'éclat, si une suavité extraordinaire n'eût éteint à demi ses regards en les faisant briller languissamment ». Elle séduisait par sa vive et souple intelligence, par le tour délicat et passionné de sa sensibilité. « L'impression que vous faites ne s'efface plus », lui écrivait l'abbé Louis. Elle aima « l'Enchanteur », et celui-ci, tout marié et apologiste qu'il fût, « se consacra à ses douleurs ».

Cependant Chateaubriand travaillait très activement à son livre, ce livre dont la publication devait « décider de son sort », et qui, s'il réussissait, lui rapporterait à la fois gloire et argent. La Révolution lui avait tout pris, avait « tout vendu » ; il était « comme au sortir du ventre de sa mère » ; il avait de mauvaises nouvelles de sa famille qui ne pouvait lui venir en aide : « il est dur, disait-il, d'être inquiet sur ma vie, pendant que j'achève l'œuvre du Seigneur ». Migneret lui avait fait quelques avances : il avait loué un entresol rue de Lille et s'y enfermait pour « se livrer tout entier au travail ». Dans les intervalles de repos, il poussait des reconnaissances de divers côtés et reprenait contact avec le Paris étrangement bigarré qui s'agitait autour de lui. Le luxe insolent des nouveaux riches coudoyait la misère décente ou débraillée de ceux que tant d'années de troubles avaient dépossédés. La fièvre de plaisirs que le Directoire avait allumée n'était point tombée encore et les milieux populaires n'étaient point les derniers à y participer. Dans les propos, dans les mœurs, dans les goûts, dans les modes, dans les idées, il régnait une confusion extrême et les tendances nouvelles qui semblaient se faire jour, — apaisement, besoin d'ordre, retour aux saines traditions sociales, — n'étaient pas assurées de triompher. L'esprit du XVIIIe siècle n'était pas mort et, à peine épuré, il se manifestait encore dans le livre *De la Littérature* que venait de faire paraître Mme de Staël. Mais il était battu très fortement en brèche : le *Mercure* avait été fondé pour « détruire dans les idées et le style modernes ces

traces de barbarie que l'influence du 18 brumaire efface de jour en jour dans les lois révolutionnaires » ; et, conformément à ce programme, dès le premier numéro, Fontanes y prenait très vivement à partie le livre de Mme de Staël. Comment Chateaubriand, — dont on annonçait le livre d'ailleurs dans une note, — n'eût-il pas été réconforté et raffermi dans ses dispositions personnelles par les sympathies et les espérances qu'il entendait exprimer autour de lui ? Lui aussi, il regardait vers « l'inter-roi », comme disait Joubert, vers l'homme prédestiné qui semblait appelé à faire cesser l'anarchie. Il avait été témoin de l'effet prodigieux produit par la victoire de Marengo ; il avait connu le fameux discours aux curés de Milan ; il n'avait pu ignorer les premières négociations relatives au futur Concordat. Il pouvait se dire, après quelques mois d'observations, de réflexions, de consultations et d'expériences, que l'idée qu'il voulait servir avait l'avenir, un très prochain avenir pour elle.

VI. — LE LANCEMENT DU LIVRE ET LES ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS

Cette idée, que le christianisme, sous sa forme catholique, était, à l'heure présente, non seulement un principe incomparable de perfectionnement moral et social, mais encore un merveilleux principe de rénovation littéraire, Mme de Staël, au cours de son livre, ne l'avait çà et là entrevue que pour l'écarter aussitôt. La Révolution ne l'avait pas découragée de croire, si l'on peut dire, au progrès rectiligne et universel, à la « perfectibilité » philosophique : tout au plus, pour tempérer la ferveur de son rationalisme, se laissait-elle aller aux troubles effusions d'un vague déisme sentimental, d'inspiration genevoise et protestante. Mais, à côté de ces conceptions rétrogrades, et auxquelles un disciple de Condorcet et de Rousseau aurait pu souscrire, il y avait, dans le livre *De la Littérature*, bien des vues fines, neuves et fécondes qui n'étaient point nécessairement solidaires des thèses discutables qu'elles accompagnaient. Ces idées justes, il s'agissait, pour un écrivain rival, de les reprendre avec plus de force et d'éclat, de les dégager des erreurs ou des préjugés qui s'y trouvaient mêlés, de les incorporer à une œuvre plus large et plus retentissante, bref, de ravir à la remuante et déjà célèbre fille du banquier

Necker l'honneur de commencer une école nouvelle. C'est ce que Chateaubriand et ses amis ont fort bien compris. A bien des égards, le futur *Génie du Christianisme* sera, tout à la fois, une réfutation et une reprise du livre *De la Littérature* (1). Et Fontanes, en attaquant ce livre dans le *Mercure*, en l'opposant déjà, publiquement, et par avance, au livre, encore inédit, de son ami, « ouvrage remarquable par la richesse de l'imagination et par l'abondance des sentiments », et où, disait-il, « l'auteur a traité d'une manière neuve la même question que Mme de Staël », Fontanes amorcera, entre les deux adversaires, un duel d'idées qui se prolongera, nous le verrons, durant de longues années.

Comme pour soutenir la cause de sa fille, Necker publiait peu après son *Cours de morale religieuse :* c'était, peut-être à l'intention de Bonaparte, une sorte d'apologie, à demi philosophique, du protestantisme et de la morale protestante. Nouvel article, très dur, de Fontanes au *Mercure* ; et nouveau prétexte pour parler de Chateaubriand. « Ce n'est point, disait Fontanes, avec de la philosophie qu'il faut défendre aujourd'hui la religion, mais avec des raisons tirées des passions mêmes, et avec tous les enchantements des beaux-arts. C'est ce que paraît avoir senti l'auteur d'un ouvrage inédit, qu'on annonça dans le *Mercure*, il y a quelques mois, et qui terminera peut-être la querelle littéraire entre les philosophes et les partisans de la religion. Cet ouvrage s'intitule : *Génie du Christianisme, ou Beautés poétiques et morales de la religion chrétienne.* » Et Fontanes reproduisait le plan du livre, et en citait deux fort belles pages qui ne pouvaient manquer d'attirer l'attention et de piquer la curiosité du lecteur. Chateaubriand n'était d'ailleurs pas nommé, et son ingénieux ami s'appliquait, par d'habiles réticences et de discrètes révélations, à intéresser à la personne et aux malheurs du « jeune homme » « qui s'annonçait par un talent si rare » et le public et le gouvernement.

Ainsi soutenu, défendu et prôné, Chateaubriand brûlait de descendre dans la lice. Mme de Staël lui en fournit l'occasion.

(1) Il semble bien que dans le milieu de Mme de Staël on ait reproché à Chateaubriand d'avoir démarqué le livre *De la Littérature*. Voyez à cet égard une lettre de Benjamin Constant citée par Sainte-Beuve (*Chateaubriand et son groupe*, t. I, p. 194) et la notice de Mme Necker de Saussure, en tête des *Mémoires* de Mme de Staël (Charpentier, 1843, p. 40).

Piquée au vif par les critiques de Fontanes, elle y avait répondu sans bonne grâce dans une seconde édition de son livre, attribuant à l'esprit de « contre-révolution » l'hostilité que le *Mercure* lui témoignait. Cette fois, ce fut Chateaubriand qui riposta. Dans une *Lettre au citoyen Fontanes*, que publia le *Mercure* du 22 décembre 1800, et dont la substance, de son propre aveu, était « tirée en partie de son livre futur », il opposait avec force et vivacité, sa propre thèse au « système de la perfectibilité »; et il y avait, dans ces pages, avec une verve fort spirituelle, et de très judicieuses observations, une si jolie flamme d'imagination et un tel éclat de talent, que le grand public impartial ne pouvait plus s'y méprendre : la « philosophie » avait trouvé son maître, et au camp des « gens religieux » un grand écrivain était né. Véritable et retentissante préface du grand ouvrage qu'elle annonçait, la Lettre était fièrement signée : l'Auteur du *Génie du Christianisme*. Déconcertée par cette vigoureuse offensive, Mme de Staël ne répondit pas et, se réservant de reprendre la question à son heure, se réconciliait peu après chez Mme de Beaumont avec son éloquent critique. Celui-ci avait atteint son but : il avait directement et fortement saisi l'opinion (1), et avant même de paraître, son livre était déjà célèbre.

« Mais cet ouvrage, quand paraîtra-t-il? disait-il dans sa *Lettre à Fontanes*. Il y a deux ans qu'on l'imprime, et il y a deux ans que le libraire ne se lasse point de me faire attendre, ni moi de corriger. » Les lecteurs risquaient de perdre patience et d'oublier un prétendu chef-d'œuvre qu'on leur promettait toujours sans le leur donner jamais. Chateaubriand était trop homme de lettres pour ne s'en point aviser. Il eut une idée admirable. Il avait, de tout temps, eu l'intention d'enrichir son grand livre de « tout ce qu'il y avait de mieux dans *les Natchez* », en particulier des deux « esquisses » d'*Atala* et de *René*. Il se dit qu'en publiant à part le petit roman d'*Atala*, il avait chance, en cas de succès, de se concilier la faveur et l'attention fidèle du très large public auquel s'adresse la littérature d'imagination, que ce serait là, pour le futur *Génie du*

(1) Le *Mercure* était le plus lu des recueils périodiques du temps. D'après une note transmise par Bonaparte à Roederer le 6 mai 1803, il avait 830 abonnés, tandis que *la Décade* n'en avait que 666 (Hatin, *Histoire politique et littéraire de la Presse en France*, t. VII, p. 412-413).

Christianisme, la meilleure des recommandations et la plus efficace des publicités ; et le 1er avril 1801, une lettre publique adressée au *Journal des Débats* et au *Publiciste*, annonçait que, « quelques épreuves de cette petite histoire s'étant trouvées égarées », l'auteur se voyait « obligé » de la publier sur-le-champ. Deux jours après, la librairie Migneret mettait en vente, en un petit volume in-18 de 210 pages, *Atala ou les amours de deux sauvages dans le désert*, par François-Auguste Chateaubriand. Le 6 avril, le *Mercure* publiait, avec d'abondants extraits, un fort élogieux article de Fontanes. Peu de livres, il faut l'avouer, ont bénéficié d'un lancement aussi habile.

Chateaubriand avait calculé juste. « C'est de la publication d'*Atala*, a-t-il dit avec vérité, que date le bruit que j'ai fait dans ce monde. » Le succès fut rapide et complet, tout à fait analogue à celui qu'avait obtenu, douze ans auparavant, *Paul et Virginie*, dont le produit, au dire d'Aimé-Martin, avait permis à Bernardin d'acheter une petite maison avec un jardin. Cinq éditions, peut-être six, — probablement à fort tirage, — toutes revues et corrigées (1), s'en publièrent en un an ; il y eut plusieurs contrefaçons. Chateaubriand a conté lui-même dans ses *Mémoires* avec une verve amusée la promptitude avec laquelle ses héros étaient devenus populaires, la multitude de « billets parfumés » qu'il recevait, la griserie de vanité juvénile qu'il éprouvait. Inconnu la veille, en moins d'un an, il était devenu presque célèbre ; il goûtait avec ravissement ces premiers sourires de la gloire qui ne laissent personne insensible. Parodies, vaudevilles, caricatures, « la fille de Simaghan » défrayait toute sorte de productions contemporaines. Classiques et encyclopédistes épuisaient tout leur esprit à dénoncer les défauts de l'œuvre nouvelle. « Les articles, les brochures pleuvaient. « Encore deux volumes sur *Atala*, disait, plus d'un an après la publication, le *Mercure de France*. En vérité, elle a donné lieu à plus de critiques et de défenses que la philosophie de Kant n'a de commentaires. » Et c'était vrai. L'apparition de cette « anecdote écrite sous les huttes mêmes des sauvages » avait pris les proportions d'un événement littéraire.

(1) Voyez Chatelain, *les Critiques d'Atala et les corrections de Chateaubriand* (*Revue d'histoire littéraire de la France*, 1902, p. 414-440), notre reproduction de l'édition originale d'*Atala* (De Boccard, 1905), et nos *Pages choisies de Chateaubriand* (Hachette, 3e édition, 1923), p. 69-77.

Nous retrouverons tout à l'heure le roman d'*Atala*. Pour l'instant, nous ne l'envisageons que comme « préparation » ou « introduction » au *Génie du Christianisme*. La lettre au *Journal des Débats* et au *Publiciste* indiquait la place que le petit « poème » en prose devait occuper dans le grand ouvrage en préparation; la préface le rattachait fort habilement aux théories générales qui seront développées dans le *Génie* et dont la Lettre à Fontanes avait été la première expression publique. Enfin, l'œuvre elle-même se présentant comme l'illustration romanesque de ces mêmes théories, le succès incontestable qu'elle obtenait ne pouvait manquer de rejaillir, par anticipation, sur le livre considérable dont elle était détachée, et dont elle était l'émouvante promesse. Déjà, à propos de la *Lettre* sur Mme de Staël, un critique du *Journal des Débats*, — probablement Geoffroy, — observant que les pages d'un « ouvrage encore inédit » citées par Fontanes « étaient très propres à donner une grande idée du talent de l'auteur », adressait de très vifs éloges à la *Lettre* elle-même : elle est « pleine de vues neuves, disait-il, suppose une instruction profonde et montre l'écrivain éloquent dont l'imagination sait agrandir les objets et les peindre avec force... C'est peut-être la première fois que la critique littéraire a pris l'accent du cœur et du sentiment, s'est élevée jusqu'au pathétique (1). » Après *Atala*, les éloges redoublent, et la curiosité et l'attente. « Ce petit ouvrage, concluait Dussault dans le même *Journal des Débats*, fait désirer encore davantage celui dont il est détaché. » Et tel était l'avis de tous les lecteurs, y compris ceux de la philosophique *Décade*, qui oubliait un instant son hostilité pour avouer qu'il y avait dans le roman d'*Atala* de grandes beautés et « des développements admirables ».

Il fallait soutenir ce succès et entretenir cette attente. Le *Génie* n'était point encore arrivé au point de perfection où Chateaubriand voulait le porter. « Malgré le mauvais état de ma fortune, je rachetai, nous a-t-il dit, les deux volumes imprimés, dans le dessein de retoucher encore une fois tout l'ouvrage. » Et vers le milieu de mai, il alla s'enfermer pour y travailler tout à loisir avec Mme de Beaumont dans une maison de campagne qu'elle avait louée à Savigny-sur-Orge. En même temps,

(1) *D'une nouvelle critique du dernier ouvrage de Mme de Staël* (*Journal des Débats* du 2 ventôse an IX).

et tandis que les critiques d'*Atala* poursuivaient leur œuvre et ne se lassaient pas d'attirer sur sa personne et sur ses écrits l'attention du public, il confiait à divers recueils, au *Paris* de Peltier, à la *Bibliothèque française* de Pougens, surtout au *Mercure de France* des fragments variés du livre qu'il avait sur le chantier, pages sur les mœurs et les instincts des oiseaux, sur les ruines de l'Ohio, nuit chez les sauvages d'Amérique, éloge des médecins, chapitres sur le serpent, sur saint Denis. Enfin, comme pour mieux étaler la souplesse de son talent et la diversité de ses aptitudes, il commençait au *Mercure* une série d'articles sur les choses anglaises. Mme de Staël avait préconisé l'inspiration des « littératures du Nord » : partisan enthousiaste de nos écrivains classiques, le nouveau venu tenait à prouver qu'il ne péchait point par ignorance.

Ils sont fort intéressants, ces articles de littérature anglaise. Tout en rendant justice aux Anglais, à leurs mœurs, Chateaubriand proteste vivement contre l'anglomanie à la mode (1), et, s'appuyant ou prétendant s'appuyer sur des jugements anglais contemporains, il se montre assez dur, et même un peu injuste pour la littérature de nos voisins d'outre-Manche. Il ne se contente pas de malmener le poète Young ; il s'en prend à Shakspeare lui-même, qu'il traite à peu près comme Voltaire dans ses dernières années. Il veut qu'on en revienne en toutes choses, et particulièrement en littérature, à la tradition nationale. « Si nous jugeons, écrit-il, avec impartialité, les ouvrages étrangers et les nôtres, nous trouverons toujours une immense supériorité du côté de la littérature française. » Cette supériorité est due, plus qu'à tout le reste, à celle du catholicisme qui en forme l'inspiration dominante. Ainsi, par mille détours, Chateaubriand retrouvait les idées maîtresses qui composaient le fond substantiel de son esthétique et de son apologétique (2).

(1) Voyez dans les *Débats* du 10 germinal an IX, l'article intitulé *De l'anglomanie*. — Les articles de Chateaubriaad au *Mercure*, *l'Angleterre et les Anglais*, *Young*, sont du 16 messidor an IX (5 juillet 1801) et du 15 germinal an X (5 avril 1802); ils ont été recueillis, avec des corrections, dans les *Mélanges littéraires*, mais Chateaubriand, on ne sait pourquoi, les a antidatés. Le premier semble avoir été en partie extrait du *Génie du Christianisme* primitif (Cf. le *Journal de Paris* du 5 thermidor an IX (24 juillet 1801), et Joseph Girardin, (*Annales romantiques* d'août-septembre 1904).

(2) Ces idées faisaient peu à peu leur chemin dans les esprits. Dans un article du *Mercure*, intitulé *Des anciens et des modernes* (1er ventôse an X, 20 février 1802) et signé B.... auteur du *Précis sur l'état de l'Europe*, — et qui doit être de

Par une curieuse coïncidence, son nationalisme littéraire et religieux se trouvait en étroite harmonie avec le nationalisme politique dont le Gouvernement consulaire était l'expression. Il le sentait bien, et à plus d'une reprise il avait fait de flatteuses avances à Bonaparte qui, peu après la publication d'*Atala*, avait enfin ordonné de le rayer de la liste des émigrés. Tenu sans doute, par son ami Fontanes, au courant des lents progrès de la négociation du Concordat, il n'a pas voulu, selon toute vraisemblance, en publiant trop tôt son grand livre, devancer les événements et faire preuve d'un zèle intempestif; et il est infiniment probable que l'idée d'assurer à son ouvrage le maximum d'opportunité, et de couronner par une magnifique mise en scène extérieure le très habile lancement auquel il avait procédé, n'a pas été étrangère aux retards successifs qu'avait subis la publication. Si telle fut la pensée secrète de Chateaubriand, elle était d'une admirable justesse. La publication du *Génie du Christianisme* a précédé de quatre jours la promulgation du Concordat et la somptueuse cérémonie de Notre-Dame. « Je voulais un grand bruit, a dit Chateaubriand, afin qu'il montât jusqu'au séjour de ma mère, et que les anges lui portassent ma sainte expiation. » Son vœu était exaucé. Quel livre, plus adroitement lancé, a jamais bénéficié d'un plus rare concours de circonstances historiques et d'un plus brillant décor?

VII. — « ATALA »

Revenons à *Atala*. Cet « épisode » du *Génie du Christianisme* et qui, comme tel, nous le verrons, contribue à la signification générale de l'œuvre, se suffit aussi à lui-même, vit d'une vie indépendante et propre, et Chateaubriand n'a pas été mal inspiré en le détachant et en le publiant à part. Il y a lieu de l'étudier d'abord séparément.

Moitié roman, moitié poème, *Atala* offre cette curieuse particularité, peut-être unique dans l'histoire littéraire, que toutes, ou presque toutes les critiques qu'on en a faites sont pleinement justifiées, et que cependant l'œuvre en est à peine

Bonald, — je lis ceci : « Le christianisme n'est pas étranger à ces progrès de l'art; et, puisqu'il est incontestablement la cause des progrès de la société, il l'est nécessairement de ceux de la littérature. Le christianisme a donc aussi son *génie* même poétique, et c'est ce qui nous sera incessamment démontré. »

diminuée, et n'en reste pas moins, au même titre que *le Cid* ou *Andromaque* par exemple, une date considérable dans la « suite » de la littérature française.

Les adversaires de Chateaubriand ont souvent contesté la nouveauté et, partant, l'originalité du livre, et ils avaient fort beau jeu, pour en rabaisser le mérite, à rappeler le souvenir de Voltaire, de Rousseau ou de Bernardin de Saint-Pierre. En fait, si l'on pouvait explorer toutes les « sources » d'*Atala*, dénombrer tous les ouvrages dont Chateaubriand s'est, plus ou moins directement, inspiré pour composer le sien, on reconnaîtrait qu'il a été tributaire de toute la littérature antérieure. Par exemple, on l'a loué d'avoir peint les conflits dans un même cœur de la religion et de la passion : mais, pour ne pas remonter à la *Jérusalem délivrée* et à *Polyeucte*, c'est déjà sur cette donnée que Voltaire avait construit sa *Zaïre* et son *Alzire*. On a aussi beaucoup goûté la couleur exotique que l'auteur d'*Atala* a su répandre sur son œuvre ; mais, pour ne rien dire d'écrivains plus obscurs, — un Bartram, un Carver, un Charlevoix, — c'était là un élément d'intérêt dont s'étaient déjà avisés Marmontel dans *les Incas*, Bernardin de Saint-Pierre dans *Paul et Virginie*, et l'auteur anonyme d'un livre curieux, les *Veillées américaines*, dont une partie, *Odérahi*, présente avec *Atala* de très suggestifs rapports (1). On a très vivement admiré la beauté, la splendeur évocatrice des pages descriptives du roman ; mais, à cet égard encore, Chateaubriand n'est pas un initiateur, et Buffon, Rousseau, Volney, Bernardin de Saint-Pierre lui avaient fourni de remarquables et fort utiles modèles. Et il n'a pas inventé non plus cette « sensibilité », cet accent passionné dont ses contemporains lui ont su tant de gré, mais dont il avait lui-même éprouvé la séduction en lisant *Manon Lescaut*, l'*Héloïse*, *Paul et Virginie*, trois livres dont il s'est nourri et qu'il a, plus d'une fois, librement imités. Enfin,

(1) Voyez Gilbert Chinard, *l'Exotisme américain dans l'œuvre de Chateaubriand*, Hachette, 1918; — Paul Hazard, *l'Auteur d' « Odérahi », histoire américaine* (*Revue de littérature comparée*, juillet-septembre 1923). — Cf. Joseph Bédier, *Études critiques* ; et les savantes études d'un jeune érudit, Louis Hogu, mort prématurément, il y a quelques années : *Atala et l'apologétique de Chateaubriand* (*Revue des Facultés catholiques de l'ouest*, juin 1908) ; *la Publication d'Atala et l'opinion des contemporains* (*Id.*, 1913) ; *Notes sur les Sources de Chateaubriand* (*Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers* (G. Grassin, 1913).

ni la grande compilation de Raynal, ni le Las Casas des *Incas*, ni le curé de *Mélanie* ne sont assurément étrangers à la conception du rôle du missionnaire dans *Atala;* mais ici, Chateaubriand avait encore un autre modèle. « Dans le plus intéressant de ses personnages, dans ce bon et si vénérable père Aubry, — observait déjà un critique du temps, — vous allez reconnaître un homme, un prêtre, dont le nom et les vertus sont consacrés par l'histoire. Les voyages du pieux missionnaire dans ces affreux climats, pour y conquérir des âmes à la foi, l'intrépidité de son rôle, ce beau caractère de douceur et de tolérance, mis en contraste avec le fanatisme cruel des sauvages, son martyre enfin à la suite d'une vie qui fut un long miracle de charité évangélique, tous ces détails se retrouvent dans le premier volume de l'*Histoire de la Nouvelle France*, par le P. Charlevoix, à l'article du P. Jogues : il n'y a de changé que le nom et le style (1). » Et ainsi l'on pourrait aisément prouver que l'auteur d'*Atala* n'a rien inventé, et qu'il a emprunté à ses devanciers tous les éléments essentiels de son œuvre.

On lui a adressé, et on pourrait lui adresser encore des critiques plus graves. Marie-Joseph Chénier, dans sa satire des *Nouveaux Saints*, — à laquelle le parti encyclopédiste fit un certain succès, — puis dans son *Tableau de la littérature française depuis 1789*, l'abbé Morellet, dans ses *Observations critiques sur Atala*, Sainte-Beuve, dans ses leçons de Liége, n'y ont point manqué. Il y a, cela est certain, bien des invraisemblances dans ce court récit, quelques scènes dont l'irréalité provoque aisément le sourire, des recherches bizarres d'expression, un abus d'images trop voyantes, des raffinements un peu morbides de sentiments, une alliance un peu désobligeante du mysticisme le plus exalté avec la plus trouble sensualité, un mélange parfois assez déconcertant de tons, de couleurs et d'idées, bref, ce que Sainte-Beuve a fort joliment appelé le tatouage. Et l'on peut aller plus loin encore. A y regarder d'un peu près, et en dépit de tous les efforts de l'artiste pour dissimuler cette faute originelle, ne semble-t-il pas que la version

(1) M. N.-S. Guillon, *Journal des Débats* du 3 vendémiaire an XI (25 septembre 1802). Sur le P. Jogues, cf. G. Goyau, *les Origines religieuses du Canada*. — Le Père Joseph Aubry a réellement existé; Charlevoix a parlé de lui, et Chateaubriand a emprunté plusieurs faits à ses biographes (voyez à cet égard l'édition d'*Atala and René*, par Caroline Stewart, New-York, Oxford University Press, 1926).

actuelle d'*Atala* soit comme le produit, ou, plus exactement encore, la juxtaposition de deux conceptions différentes, et même contradictoires? La première partie du roman, — la plus ancienne peut-être, celle qui pourrait bien dater d'avant l'émigration, et de la période d'incroyance, jusqu'à l'intervention du père Aubry, — donne assez bien l'idée d'un roman anticlérical, à la Diderot, et qui tendrait à dénoncer les dangers de la « superstition ». La seconde partie, au contraire, qui serait postérieure à la conversion, — et à la « découverte » du P. Charlevoix, — aurait pour objet de corriger cette intention primitive et de montrer que le christianisme bien compris, bien loin de les affaiblir ou de les condamner, légitime, exalte, purifie tous les justes et généreux sentiments de l'âme humaine. Qu'est-ce à dire, et si cette conjecture, assez conforme d'ailleurs aux habitudes d'esprit et de travail de Chateaubriand, — lequel n'aimait pas à perdre sa prose, — était admise, n'expliquerait-elle pas ce qu'il y a parfois d'un peu heurté et de secrètement contradictoire dans les sentiments et les caractères de ses personnages? Chrétien de fraîche date, l'auteur d'*Atala* s'est peut-être trop délibérément souvenu qu'il était aussi l'auteur des peu chrétiens *Natchez*.

Ce sont là, pourrait-on croire, d'assez graves défauts. Comment se fait-il donc que la valeur originale de l'œuvre n'en soit, au total, nullement entamée? C'est d'abord que toutes ces faiblesses d'inspiration ou d'exécution, noyées qu'elles sont, en quelque sorte, dans le talent supérieur dont témoigne le livre, n'apparaissent pas à une première lecture, et qu'il faut, pour les découvrir, un effort de réflexion critique que pourront toujours contester « ceux qui se laissent prendre par les entrailles ». D'autre part, n'est-ce pas se faire une idée bien étroite de l'originalité littéraire que de s'imaginer qu'elle consiste uniquement dans l'apport d'une ou plusieurs notes nouvelles? En littérature et en art, il n'y a jamais rien d'entièrement nouveau; et la véritable originalité consiste précisément à incorporer à la tradition des « nouveautés » dont d'autres ont pu déjà s'aviser, mais qu'ils n'ont pas toujours réussi à imposer définitivement à l'attention de leurs contemporains. Chateaubriand n'a inventé ni la « beauté morale » de l'apostolat chrétien, ni la « sensibilité », ni le style descriptif, ni l'exotisme, ni les dramatiques conflits de la passion et du sentiment reli-

gieux. Mais ces différents thèmes, il a su les mêler et les fondre ensemble, de manière à en faire un tout unique, et, en dépit de quelques menues dissonances, parfaitement harmonieux. De plus, sur chacun de ces « motifs » il a mis sa marque personnelle. S'il emprunte beaucoup à autrui, il donne à chacun de ces emprunts un tour original et imprévu qui les rend méconnaissables.

Son imitation n'est point un esclavage.

Les inspirations qu'il puise chez ses devanciers lui sont surtout un moyen de mettre en branle son inspiration propre. L'un de ceux qui lui ont servi de modèle, bien loin de revendiquer un vain droit de priorité, a reconnu très franchement la vigoureuse originalité de ce fait. « Oh ! moi, disait Bernardin de Saint-Pierre, je n'ai qu'un tout petit pinceau ; M. de Chateaubriand, lui, a une brosse », voulant dire sans doute que l'auteur d'*Atala* avait, selon le mot de Brunetière, « étendu jusqu'aux proportions de la fresque » ses propres « miniatures ». Et en effet, si charmants que soient les jolis paysages exotiques de *Paul et Virginie*, il faut bien avouer qu'ils pâlissent un peu à côté des superbes pages descriptives qui composent l' « ouverture » d'*Atala* :

Quand tous ces fleuves se sont gonflés des déluges de l'hiver, quand les tempêtes ont abattu des pans entiers de forêts, le temps assemble sur toutes les sources les arbres déracinés. Il les unit avec des lianes, il les cimente avec des vases, il y plante de jeunes arbrisseaux, et lance son ouvrage sur les ondes. Charriés par les vagues écumantes, ces radeaux descendent de toutes parts au Meschacebé. *Le vieux fleuve s'en empare*, et les pousse à son embouchure, pour y former une nouvelle branche. Par intervalles, *il élève sa grande voix*, en passant sous les monts, et répand ses eaux débordées autour des colonnades des forêts, et des pyramides des tombeaux indiens : c'est le Nil des déserts. Mais la grâce est toujours unie à la magnificence dans les scènes de la nature : et tandis que le courant du milieu entraîne vers la mer les cadavres des pins et des chênes, on voit sur les deux courants latéraux remonter, le long des rivages, *des îles flottantes de pistia et de nénuphar*, dont les roses jaunes s'élèvent comme de petits pavillons. Des serpents verts, des hérons bleus, des flamants roses, de jeunes crocodiles s'embarquent, *passagers sur ces vaisseaux de fleurs*, et la colonie, *déployant au vent ses*

voiles d'or, va aborder, endormie, *dans quelque anse retirée du fleuve* (1).

Après cela, libre à Marie-Joseph Chénier d'affirmer qu'opposer de telles pages à celles de Bernardin, « c'était comparer l'esquisse d'un écolier aux meilleurs tableaux d'un grand maître » : il ne convainquait personne. Les lecteurs sans parti pris persistaient à s'enchanter de ce grand style, aux puissantes sonorités, aux subtiles et mystérieuses harmonies, aussi apte à évoquer les grandioses spectacles de la nature qu'à exprimer, dans leurs plus fines nuances, les profonds sentiments du cœur ou à formuler d'ingénieuses ou saisissantes vérités morales :

La nuit était délectable. *Le génie des airs secouait sa chevelure bleue*, toute embaumée de la senteur des pins et de la *faible odeur d'ambre*, qu'exhalaient les crocodiles, couchés sous les tamarins des fleuves. La lune brillait au milieu d'un azur sans tache, et *sa lumière gris de perle flottait sur la cime indéterminée des forêts*. Aucun bruit ne se faisait entendre, hors je ne sais quelle harmonie lointaine, qui régnait dans la profondeur des bois : *on eût dit que l'âme de la solitude soupirait dans toute l'étendue du désert.*

Et ceci encore :

L'habitant de la cabane et celui des palais, tout souffre, tout gémit ici-bas : les reines ont été vues pleurant comme de simples femmes, *et l'on s'est étonné de la quantité de larmes que contiennent les yeux des rois.*

Il n'est pas vrai que le style soit toujours l'homme ; mais le style est quelquefois l'homme. Le style d'*Atala* était révélateur de la riche personnalité morale qui avait conçu et exécuté cet étrange petit roman. A la vibration continue de cette prose, à l'accent de mélancolie passionnée qui s'en dégageait, on sentait que l'auteur y avait mis un peu de son âme, et, peut-être, de sa vie. Il s'était laissé prendre lui-même au douloureux récit des aventures de ses héros ; il avait idéalement pleuré, comme devait pleurer Mme de Staël (2), sur les amours contrariées de

(1) M. Joseph Bédier (*Études critiques*, p. 263-265) a montré que cette page est imitée de très près d'une page de Bartram. Seulement, Chateaubriand a récrit à sa manière le passage de Bartram.

(2) « Je vous apporterai un nouveau roman qui m'a fait beaucoup pleurer, *Atala*. Il est d'un parent de M. Malesherbes. Nous en lirons quelques morceaux le soir, si vous voulez, quoique ce soit bien sauvage et bien mélancolique pour un homme aussi civilisé que M. de Cobenzel. » (Mme de Staël à Joseph Bonaparte, 18 germinal an IX.)

ses deux sauvages, sur la mort tragique d'Atala; et le désespoir de Chactas l'avait ému d'une pitié d'autant plus profonde que Chactas, à bien des égards, c'était, avec les transpositions nécessaires, son propre portrait qu'il avait dessiné. Chateaubriand a-t-il eu nettement conscience de tout le lyrisme secret qu'impliquait son œuvre? On ne saurait dire. Mais qu'il ait dû à ce lyrisme même une partie de son succès, c'est ce qui n'est point contestable. Dans l'art comme dans la vie, l'émotion seule engendre l'émotion. *Si vis me flere...* S'intéresser au sort de ses personnages, épouser leurs sentiments, sympathiser de toute son âme avec celle qu'on leur prête, bref, se donner d'abord à soi-même l'illusion que l'on veut produire, c'est encore le meilleur moyen qu'on ait trouvé de conquérir l'attention, l'intérêt, la chaleureuse sympathie de nombreux lecteurs. Quand le lyrisme, comme c'est ici le cas, est contenu dans de justes limites, il est peut-être la condition première de la vraie vie littéraire. Le lyrisme d'*Atala*, discret et comme voilé, enfermé dans une forme délibérément classique, voilà, en dernière analyse, ce qui a imposé l'œuvre nouvelle à la juste admiration des contemporains et ce qui, depuis lors, l'a fait triompher de toutes les variations du goût et de toutes les objections de la critique.

VIII. — LA REFONTE DÉFINITIVE ET L'ÉDITION ORIGINALE DU « GÉNIE DU CHRISTIANISME »

Succès oblige. Le bruit qu'avait fait *Atala* avait, nous l'avons vu, déterminé Chateaubriand à refondre une dernière fois tout son livre. Enfermé à Savigny, où il recevait la visite des Joubert, des Fontanes, de sa sœur Lucile, veuve de M. de Caud, plus triste et plus étrange que jamais, il y travaillait « comme un nègre ». Les lettres de Joubert, celles de Mme de Beaumont nous font entrevoir l'intensité et la nature de son labeur. Il lisait beaucoup, se faisait envoyer une foule de gros livres; Mme de Beaumont lui copiait ses citations, et elle s'émerveillait de la manière dont il les utilisait. « Ce qui me confond, écrivait-elle, c'est le parti qu'il a tiré des huit volumes des *Moines*, de ce fatras si sec, si aride, et qui m'a si mortellement ennuyée. Il y a véritablement là une sorte de miracle, et le secret de l'enchanteur est de s'enchanter lui-même. Il n'a

l'air d'avoir fait que rassembler des traits épars, et avec cela il vous fait fondre en larmes et pleure lui-même, sans se douter que son talent soit pour quelque chose dans l'effet qu'il produit et qu'il éprouve. » Joubert, lui, avec son goût exquis, redoutait l'étalage d'une érudition qu'il estimait superficielle et de fraîche date : « Dites-lui, au surplus, écrivait-il admirablement, qu'il en fait trop; que le public se souciera fort peu de ses citations, mais beaucoup de ses pensées; que c'est plus de son génie que de son savoir qu'on est curieux; que c'est de la beauté, et non pas de la vérité, qu'on cherchera dans son ouvrage... Ses citations sont, pour la plupart, des maladresses; quand elles deviennent des nécessités, il faut les jeter dans les notes... Écrivain en prose, M. de Chateaubriand ne ressemble point aux autres prosateurs; *par la puissance de sa pensée et de ses mots, sa prose est de la musique et des vers. Qu'il fasse son métier; qu'il nous enchante.* Il rompt trop souvent les cercles tracés par sa magie; il y laisse entrer des voix qui n'ont rien de surhumain, et qui ne sont bonnes qu'à rompre le charme et à mettre en fuite les prestiges. Ses in-folios me font trembler. Recommandez-lui, je vous prie, d'en faire ce qu'il voudra dans sa chambre, mais de se garder bien d'en rien transporter dans ses opérations. » Et Chateaubriand riait de ces sages conseils : il retranchait beaucoup de citations, mais il en ajoutait d'autres; et il n'en faisait, au total, qu'à sa tête.

Sans qu'on puisse, faute de documents assez abondants et assez précis, entrer dans le dernier détail des faits, il est possible de se représenter avec une certaine exactitude la nature des remaniements que Chateaubriand a fait subir au texte déjà réimprimé par Migneret. En comparant les fragments publiés en 1800, 1801 et 1802 dans les recueils périodiques de l'époque avec la version correspondante de l'édition originale, on se rend assez bien compte de la qualité et du sens général des corrections de l'auteur.

Et d'abord, il faut noter que l'ouvrage s'est singulièrement développé depuis le jour où il ne devait former que « trois feuilles d'impression ». Moins d'un an après, — février 1800, — il doit comprendre deux volumes, soit plus de quarante feuilles. Neuf mois se passent, et c'est trois volumes qu'on nous annonce ; or, l'édition originale de 1802 en comprendra quatre, et même cinq, le dernier n'étant d'ailleurs composé que

de notes et éclaircissements. D'autre part, cette sorte de fructification ne s'est pas étendue également, à ce qu'il semble, à toutes les parties du sujet : la partie centrale, intitulée *Poétique du Christianisme*, qui ne formait guère que le quart de l'esquisse ou du projet de 1799, occupe déjà le tiers de l'ouvrage annoncé et partiellement réimprimé en 1800, et formera la moitié du livre définitif ; manifestement, c'est dans ces deux volumes qu'il nous faudra chercher l'essentiel de la pensée de l'écrivain et le fort de sa démonstration. Enfin, d'une année à l'autre, dans les plans successifs qui ont été publiés, on saisit assez nettement un effort croissant, et généralement heureux, d'organisation et de construction : le sens de la composition classique s'est perdu au XVIIIe siècle, et, non sans de laborieux tâtonnements, Chateaubriand s'efforce de le retrouver.

Ce n'est pas tout encore. Il y avait dans les premières versions du *Génie*, et même dans les versions intermédiaires, bien des redondances de pensée et de style, des superfluités, des naïvetés aussi, des intempérances et des violences de néophyte. Ces défauts n'ont pas tous disparu de l'édition originale, et il faudra pour les atténuer encore, dans les éditions ultérieures, bien des corrections successives. Mais enfin le sérieux travail de revision auquel Chateaubriand a soumis son œuvre avant de la donner au public a porté ses fruits. Il éteint sa luxuriance naturelle, retranche des épithètes inutiles ou trop voyantes, des détails puérils, vise à la sobriété et à la concision. Quelquefois il développe sa pensée, quand il éprouve le besoin de la préciser ou d'y ajouter une nuance nouvelle. Il avait d'abord écrit par exemple : « Oh ! que la nature est belle, quand c'est un cœur simple qui n'en recherche les merveilles que pour glorifier le Créateur ! » Il se relit et écrit : « Oh ! que la nature est sèche, qu'elle est vide, expliquée par des sophistes ! mais qu'elle est productive, qu'elle est pleine, quand c'est un cœur simple... » Mais, en général, il abrège : c'est ainsi qu'il supprime des chapitres entiers, un chapitre sur *les Rois athées*, — celui-là, il est vrai, sur les injonctions de la censure consulaire, — un autre, intitulé *Éloge des médecins*, qui n'offrait avec l'idée maîtresse du *Génie du Christianisme* qu'un rapport extrêmement lointain ; d'autres sont copieusement allégés. Enfin, nombre de passages ont été adoucis. « Laissons, avait d'abord écrit Chateaubriand, laissons aux imaginations

vulgaires et corrompues à plaisanter jusqu'à la fadeur sur la séduction du serpent » : il se reprend, et dit simplement : « Notre siècle rejette avec hauteur tout ce qui tient de la merveille : sciences, arts, morale, religion, tout demeure désenchanté. » Ailleurs, il s'était tout d'abord exprimé ainsi sur le compte de Voltaire : « Il ne faut pas accuser la religion chrétienne si *la Henriade*, considérée comme poème épique, est la production la plus sèche qui soit jamais sortie du cerveau d'un auteur. M. de Voltaire doit au christianisme le peu de beaux traits répandus dans son épopée ; et c'est précisément pour n'avoir pas cru à Jésus-Christ qu'il ne nous a laissé que l'amplification d'un écolier qui se trouvait assez savant en sortant du collège pour faire l'*Iliade* et pour ne pas croire au Dieu de ses pères. » Ces lignes, un peu dures et hautaines, sont devenues ce qui suit, dans la version de 1802 : « Si *la Henriade*, malgré la perfection de la narration et la beauté des vers, dans quelques chants, n'est pas une excellente épopée, ce n'est pas parce que la machine en est puisée dans le christianisme ; mais au contraire parce que l'auteur n'était pas chrétien. M. de Voltaire doit même à la religion qu'il a persécutée les morceaux les plus frappants de son poème épique, et les plus belles scènes de ses tragédies. » Dans les *Mémoires d'outre-tombe*, Chateaubriand rapporte généreusement à Fontanes l'honneur d'avoir « encouragé ses premiers essais » : « Il m'apprit, déclare-t-il, à dissimuler la difformité des objets par la manière de les éclairer, à mettre, autant qu'il était en moi, la langue classique dans la bouche de mes personnages romantiques. » Il est infiniment probable que nous devons à l'influence de Fontanes la forme de plus en plus classique où s'est enfermé le « romantisme » du *Génie*.

Cependant, à Savigny, le *Génie du Christianisme* s'achevait : le 19 novembre, il ne restait plus que deux chapitres à écrire, sur La Bruyère et sur les écrivains de Port-Royal. Il semble bien que, vers la fin de novembre, « le dernier coup de maillet fût donné », et que Chateaubriand, rentré à Paris, put alors remettre son manuscrit à l'imprimeur. La correction des épreuves dut être longue et minutieuse ; artiste toujours insatisfait, l'auteur dut corriger son texte jusqu'au dernier moment, car dans l'édition originale, on constate de nombreux cartons. Dans son entourage, on paraît avoir été un peu inquiet sur

l'issue de la partie qu'il allait jouer : « Le grand moment approche, écrivait-il à Fontanes ; du courage, du courage, vous me paraissez fort abattu. Eh ! mordieu, réveillez-vous ; montrez les dents. La race [sans doute « l'empire voltairien »] est lâche ; on en a bon marché, quand on ose la regarder en face. » Mme de Beaumont vit dans une crainte « qui ne lui laisse pas un moment de repos ». « Ce qui m'effraye surtout, écrivait-elle, c'est la légèreté avec laquelle il énonce certains jugements, qui demanderaient, pour ne pas effaroucher, à être présentés avec une adresse et une douceur infinies. » Joubert, que son merveilleux tact critique ne trompe point, est obligé de la rassurer : « Je ne partage point vos craintes, déclarait-il, car ce qui est beau ne peut manquer de plaire... Ce livre-ci n'est point un livre comme un autre... Il y a un charme, un talisman qui tient aux doigts de l'ouvrier... *Il réussira, parce qu'il est de l'enchanteur.* »

Enfin, le 24 germinal an X (14 avril 1802), le libraire Migneret mettait en vente, à dix-huit francs, cinq volumes in-octavo intitulés *Génie du Christianisme ou Beautés poétiques et morales de la Religion chrétienne*, par François-Auguste Chateaubriand. Le lendemain, paraissait au *Mercure* un grand article de Fontanes sur l'œuvre nouvelle. Le 28 germinal, jour de Pâques, le *Moniteur* publiait la *Proclamation* de Bonaparte « aux Français » pour les convier à la réconciliation nationale et pour leur faire part de la signature du Concordat. En même temps, il annonçait la ratification du traité d'Amiens et il reproduisait l'article de Fontanes. Muet depuis dix ans, le gros bourdon de Notre-Dame sonnait joyeusement la fête de la Résurrection.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

COUPS DE COUTEAU

Au bruit du verrou et de la porte refermée, Élisabeth soupira d'aise : Maria était rentrée enfin, les petits n'étaient plus seuls; inutile de demeurer les yeux ouverts, aux écoutes d'une toux, d'un soupir, et de ces paroles confuses que balbutient les enfants endormis. Le sommeil pouvait venir. Élisabeth chercha l'endroit le plus frais du lit : l'extrême bord opposé à la ruelle, du côté de la fenêtre ouverte qui éclairait le plancher et ce vêtement blanc sur un dossier de chaise.

Mais trop de chaleur émanait du corps étendu près du sien : Élisabeth n'entendait pas Louis respirer ; sans ce foyer vivant qui la brûlait, elle se fût même inquiétée d'un tel silence ; car Louis, dans le sommeil, avait coutume de respirer à larges intervalles et puissamment. Peut-être ne dormait-il pas? Elle interrogea à voix basse : « Dors-tu? » Nulle réponse ; il faudrait le décider à voir un médecin. Élisabeth n'aurait su donner les raisons de son inquiétude : sans doute Louis n'aimait-il plus son atelier comme autrefois ; ce matin, il avait renvoyé le modèle ; jamais il ne parut si détaché de son travail que cette année, où les marchands de tableaux, pourtant, l'avaient harcelé. Ses enfants le fatiguaient et, plus encore, ses camarades. « Avec moi, songe Élisabeth, il est toujours le même... N'est-il pas toujours le même? Sans doute, un peu d'accoutumance... » Comme pour chasser une mouche, elle secoua la tête, bannit une pensée importune : « Minuit et demi, déjà ! Et il faut que je sois levée demain à sept heures, pour la gymnastique de Jean. Dormons. »

Une rumeur de trompes d'autos ne l'empêchait pas d'entendre sa montre, comme lorsqu'elle comptait les pulsations

Copyright by François Mauriac, 1926.

d'un enfant malade. Louis se retourna sans un soupir, s'étendit sur le dos. Le drap moulait ce grand corps immobile, tel qu'il reposerait un jour. Élisabeth songe que l'insomnie ne serait rien, si elle ne nous livrait sans défense à la pensée de la mort; — non de sa mort à elle, pauvre femme inutile à tous (sauf aux enfants; encore étaient-ils près de devenir des hommes); mais que Louis pût n'être plus rien, ce jour entre les jours futurs, qu'une forme rigide et froide, cette vision l'oblige de serrer les dents : quelle terreur de ne pas mourir avant lui! Pourtant, si elle s'en allait la première, une autre femme sans doute... Élisabeth secoua encore la tête, répéta à mi-voix : « Dormons; dormons. » Et comme pour conjurer une pensée funèbre, elle prit doucement dans sa main la main gisante de son mari. Ce n'était pas la main morte d'un homme qui dort : Élisabeth la sentit se refermer sur la sienne avec force, et, en même temps, cette poitrine qui avait paru immobile se gonfla, s'abaissa, se souleva, lentement d'abord, puis sur un rythme précipité, et tout ce grand corps, soudain, frémit.

— Louis! qu'as-tu?

Élisabeth imagina d'abord le pire, crut à une attaque. Elle chercha la lampe, sans pouvoir atteindre la prise de courant. Enfin, l'abat-jour d'étoffe concentra la lumière sur un verre d'eau à demi plein. Mais le corps, en proie au mal inconnu, demeurait dans l'ombre. Élisabeth se pencha sur lui, posa d'un geste peureux la main sur ce visage tourné vers le mur et la retira mouillée :

— Tu pleures, Louis?

A genoux sur le lit, stupéfaite, elle regardait cette poitrine haletante. Depuis quinze ans qu'elle était sa femme, avait-elle jamais vu Louis pleurer? Pas même pendant la guerre, lorsqu'à la fin d'une permission, il s'arrachait d'elle. Louis si pudique, si secret qu'il passait pour insensible! Elle-même s'en plaignait parfois... Élisabeth glissa son bras sous la tête pesante, la reçut au creux de son épaule, comme elle eût fait pour un de ses enfants malheureux, jusqu'à ce que, enfin, cet homme, dans sa quarante-neuvième année, s'abandonnât tout entier aux larmes. Élisabeth répétait : « Qu'y a-t-il, mon petit? » Vaguement apaisée, parce qu'il ne s'agissait pas d'une maladie, mais d'un chagrin. Nul ne peut rien contre une maladie mortelle, mais il n'était pas un seul chagrin contre lequel Élisabeth se sentit

démunie. Avec une angoisse attentive, elle observait le visage inconnu que les larmes prêtaient à cet homme : un visage d'enfant, le visage d'un de ses enfants; d'instinct, les mots lui revenaient qu'elle eût trouvés pour Jean ou pour Raymond : « Pleure, pleure; tu parleras après. » Il put enfin balbutier :

— Je suis idiot, chérie; ce n'est rien. J'ai honte, si tu savais ! Je ne me méfiais pas : c'est la pression de ta main dans l'ombre...

Comme un plongeur qui revient à la surface, il aspira l'air :

— Ça va mieux, il faut dormir, Babeth; il faut que tu oublies; rien de grave, je te jure.

Elle protesta, tenant toujours cette tête contre son épaule : croyait-il qu'elle pourrait dormir dans une telle incertitude ?

— Je te le répète : rien de grave. A toi surtout, je ne peux rien dire.

Élisabeth savait que Louis désirait ardemment de se confier, qu'il retenait avec peine son secret au bord des lèvres. Elle ne doutait pas non plus que cette confidence fût redoutable, déjà tournée du côté d'où lui devait venir le coup, et répétant ce qu'elle avait coutume de dire à ces moments-là : « Tu sais bien qu'on peut tout me dire, à moi. »

Il se défendait faiblement; elle l'avait surpris, disait-il, alors qu'il était sans armes, proie inerte de sa douleur. Mais déjà ses paroles étaient un aveu.

— Ce n'est rien, Babeth ; c'est trop violent pour durer. Tant de souffrance me rassure : il n'y a qu'à serrer les poings, à attendre que ce soit fini.

— Écoute, Louis...

Elle aurait voulu demander : « Est-ce une femme que je connais ? » Mais elle se retint, et elle le berçait. Il disait :

— Je me sens déjà mieux. Je n'aurais jamais pensé que la douleur qui nous vient d'une créature pût être, à ce degré, physique. Je saurais dire où cela me fait mal; tiens : ici...

Il prit la main d'Élisabeth, la pressa contre sa poitrine :

— C'est là que j'ai mal.

Elle pouvait être tranquille, maintenant : il parlerait, il s'abandonnerait à un flux de paroles, susciterait la présence spirituelle de l'être bien-aimé. Comment se fût-il retenu de céder à cette consolation? D'ailleurs, c'était vrai qu'on pouvait tout dire à Élisabeth : « On peut tout lui dire; elle est étonnante; elle comprend tout. »

Comme il fallait pourtant qu'elle jetât le pont où Louis souhaitait de s'engager, elle s'étonna qu'une médiocre coquette pût abattre un homme de sa trempe. Il protesta que nulle coquetterie n'inspirait celle qui le faisait souffrir, et qui ne souhaitait rien que de le rendre heureux.

— Ce qu'il y a de plus rare, Élisabeth : une femme simple, aussi simple que tu l'es toi-même; si effacée que j'ai vécu plusieurs années, lui parlant presque tous les jours, sans la voir. Le plus souvent un visage nous frappe à la première rencontre, nous pénètre d'un seul coup; mais que c'est étrange de n'avoir attaché aucune importance, pendant des années, à un être dont soudain la valeur se découvre à nous, jusqu'à nous paraître infinie, jusqu'à reléguer tout le reste, à rejeter au néant tout ce qui emplissait notre vie!... Qu'as-tu, Babeth?

— Rien, un frisson.

— Durant tout ce temps où je ne l'aimais pas, où je la regardais à peine, était-ce le même être qui me torture aujourd'hui?

— Je vois qui c'est...

— Tu as deviné?

— Je ne veux pas dire son nom.

— Sans doute m'a-t-elle, à mon insu, longuement investi : c'était de l'admiration, une ferveur à quoi d'abord je n'ai pas pris garde; puis je l'ai trouvée douce; mais j'étais si tranquille! Je ne pensais même pas que je dusse être prudent : moi cinquante ans bientôt, et elle vingt-quatre! Que d'elle à moi il pût rien y avoir de tendre, comment l'eussé-je imaginé? Je peux dire que ce simple baiser qu'elle m'a donné, un soir, m'a frappé comme la foudre... A cet endroit des Champs-Élysées, derrière Marigny... Oui, comme la foudre. Joie ou douleur? Joie et douleur; joie désespérée. Il va falloir aimer encore, avec ce visage ravagé, avec ce front chauve... Mais que vais-je te raconter là, ma chérie? Dieu merci, tu as trop de raison pour prendre cette histoire au tragique.

Elle dit : « Oui... oui... » à voix basse. Puis, après un silence :

— Tu sais bien qu'on peut tout me dire, à moi. A qui donc te confierais-tu, sinon à Babeth? D'ailleurs, me voilà rassurée, maintenant : impossible que cette personne te domine longtemps encore...

Certes, Élisabeth avait de prime abord percé à jour cette petite Andrée (car il s'agit bien d'Andrée, n'est-ce pas ?) une femme qui, à chaque instant, quitte sa maison de Bordeaux, un jeune mari occupé, un enfant de trois ans, pour se pousser à Paris...

— Et toi-même, Louis, tu disais que sa peinture ne vaut rien.

Il assura qu'Andrée, ces derniers mois, avait réalisé des progrès étonnants; elle aimait son art plus que tout. Élisabeth ne le nia pas :

— Que ne ferait-elle pour son art? Voilà des années qu'elle use de toi.

— Je ne pense pas lui avoir rendu de tels services...

— Allons donc!

Élisabeth ayant levé les épaules, il s'éloigna d'elle, chercha la fraîcheur du traversin, n'interrompit plus sa femme, soudain volubile. N'était-ce pas grâce à Louis qu'Andrée avait pu exposer au Salon des Tuileries? Et son exposition chez Druet, à qui la devait-elle? Et les ouvrages de luxe qu'elle illustrait? Ce décor qu'elle avait peint pour les ballets russes?

— A-t-elle jamais vendu une seule toile sans ton entremise? Tu sais bien qu'elle n'existe que par toi.

Élisabeth parlait très haut, comme si ce n'eût pas été une heure avancée de la nuit; le bruit de ses paroles l'empêchait d'entendre, à côté d'elle, un halètement. Il fallut que Louis l'interrompît d'une longue plainte :

— Assez, Babeth, arrête-toi; tu me fais du mal.

Elle comprit qu'elle avait appuyé de toutes ses forces sur une plaie, — et inquiète, pressa de nouveau contre son sein, contre ses lèvres, un visage mouillé et amer.

— Je mentais; je cédais à un sentiment bas... Comme si je ne savais pas qu'on peut t'aimer!

— Non : tu disais vrai; je fais partie de sa carrière, elle ne se l'avoue pas, bien sûr! Elle se persuade qu'elle m'aime. Il y a des êtres qui n'ont que des passions utiles. Andrée est sincère, parbleu! C'est inimaginable ce qu'il entre de volonté dans l'amour, — dans un certain amour du moins (car celui qui me possède, j'en suis pénétré comme les branches épaisses le sont du vent : rien à faire qu'être creusé, tordu, et que gémir). Mais Andrée, elle, a voulu m'aimer; sa tendresse pour moi entre

dans la bonne organisation de sa vie. Je lui répète que toute ma joie est de la servir... Quel mensonge! C'est parce que je suis à son service que je ne pourrai jamais croire qu'elle m'aime.

Élisabeth le serra de nouveau contre elle, répéta :

— Je sais bien, moi, que l'on peut t'adorer.

— Toi, chérie, ça ne compte pas.

Elle desserra un peu son étreinte, et comme elle murmurait : « C'est affreux, ce que tu dis... », il voulut expliquer sa pensée : les époux sont si mêlés l'un à l'autre, si confondus, que les lois ordinaires de l'amour ne les concernent pas.

— Toi et moi, c'est sur un autre plan.

— Des mots! des mots! gémit-elle.

Il soupira qu'il n'avait plus la force d'essayer de lui faire comprendre...

— D'ailleurs, il est trop vrai que la souffrance amoureuse nous sépare de tout le reste du monde; qu'y pouvons-nous?

Ils restèrent quelque temps sans rien dire; lui, étendu; elle, un coude appuyé au traversin, et elle essuyait avec un mouchoir le front suant, les joues de l'homme. Elle souffrait de ne rien pouvoir pour lui, jusqu'à ce qu'elle crût avoir découvert les paroles qu'il fallait :

— La preuve qu'elle t'aime, c'est la jalousie que de tous temps elle a éveillée en moi; la jalousie est le plus sûr instinct : avant que tu t'en fusses même aperçu, je savais qu'elle t'aimait. Que de fois ai-je empêché que tu la retiennes à déjeuner, ou que tu la raccompagnes, le soir, jusqu'au métro!

— Tu as donc un peu souffert, ma pauvre Babeth?

Il répétait : « Tu as souffert » avec un vague plaisir. Puis :

— Andrée, elle, ne souffre pas; je n'ai jamais eu ce bonheur de la voir souffrir à cause de moi. Pourtant, rien ne nous rassure que les larmes de l'autre.

— Elle pleurait dans un temps où tu ne voyais pas ses larmes, parce que tu ne la regardais jamais. Aujourd'hui, pourquoi pleurerait-elle, mon Dieu? Elle tient son bonheur : tu l'aimes. Elle a ce bonheur... Écoute, Louis, réponds-moi sans mentir : tu sais que je peux tout entendre; y a-t-il eu un moment de notre vie où tu m'as aimée : je veux dire de ce même amour qui te tourmente? T'ai-je jamais fait souffrir? Ai-je eu ce pouvoir de te faire souffrir? Je ne dis pas maintenant, bien sûr, mais lorsque nous nous sommes connus...

Il lui caressa le front, les cheveux. Comment eût-il souffert, la sentant toute à lui ?

— Et puis, jamais tu ne m'as quitté, toi ; mais vivre séparé de l'être qui pour nous compte seul, à mon âge surtout ; chaque minute loin de ce que j'aime, j'en souffre comme d'une vie perdue.

Alors Élisabeth, d'une voix étouffée :

— S'il n'y avait que moi, je m'effacerais, Louis ; mais les enfants....

Il protesta avec la plus sincère véhémence. N'était-ce pas, disait-il, le meilleur témoignage de sa tendresse pour Élisabeth : cette impuissance à imaginer la vie sans elle et sans les petits ? Elle l'embrassa dans un élan de gratitude ; mais sans doute eût-elle éprouvé, à l'entendre, plus de consolation, si elle ne se fût souvenue du plaisir de Louis lorsqu'elle amenait les enfants aux eaux de la Bourboule, et qu'il demeurait seul à Paris ; chaque année, sa cure à Vichy lui était une fête ; il trouvait son repos et sa joie dans ces mêmes séparations dont Élisabeth s'attristait plusieurs semaines d'avance. Non, non : il n'avait pas besoin d'elle. « Je ne lui sers qu'à mieux connaître que la solitude est un bonheur. »

Aucune lueur ne révélait que ce fût l'aube, mais seulement ce trille interrompu de merle, une roulade encore endormie. Depuis quelques instants, Élisabeth n'écoutait plus Louis ; elle prêta l'oreille. Ah ! c'était de l'autre encore qu'il parlait avec une abondance horrible.

— Tu dis que je ne peux douter sérieusement de son amour ? Mais comment exprimer cette idée qui me torture ? Ce n'est pas moi qu'elle aime, c'est l'être que je suis devenu à quarante-neuf ans : ce peintre qui fait école, et dont on répète les formules, les mots. *Être quelqu'un, devenir quelqu'un,* aujourd'hui je comprends ce que cela signifie ; quelqu'un : un autre que soi-même. Ce quelqu'un qui n'est pas moi, c'est cela qu'Andrée adore. Je déteste mon métier maintenant, comme je hais ce que les années ont peu à peu déposé sur mon être : cette couche épaisse et dure de ce que le monde appelle réputation, célébrité. Ceux auxquels nous élevons, après leur mort, des statues, nous ne songeons jamais qu'ils connurent, durant leur vie, ce martyre d'être des statues vivantes et que, dans cette gangue, leur être véritable périssait de solitude, d'étouffement. Oh ! je sais bien ! j'ai eu hier une lettre délicieuse d'Andrée...

— Elle t'écrit?

— Oui, les jours où nous ne nous voyons pas. Elle me dit que jeune et inconnu, elle eût aimé en moi l'artiste que j'étais déjà. Elle ajoute, avec une finesse étonnante, qu'à cette époque j'eusse pu craindre à bon droit d'être préféré pour ma jeunesse, pour un charme tout physique et qui ne dure pas. « C'est à ton âge seulement, m'écrit-elle... à votre âge (veux-je dire), c'est à votre âge seulement que l'on est aimé pour soi-même. »

D'une voix qui ne tremble pas, Élisabeth demande :

— Eh bien ! que te faut-il de plus ?

— Comprends-moi : je hais l'admiration qu'elle me voue.

La pensée d'Élisabeth fuit encore. Il fait étouffant dans la chambre. Elle s'écarte un peu de ce corps qui brûle, se tourne à demi vers la fenêtre, pour ressasser à loisir cette phrase de la lettre d'Andrée : *C'est à ton âge que l'on est aimé pour soi-même*. Élisabeth retient une question qu'il faut pourtant qu'elle pose; impossible d'y résister :

— Louis, tu ne dors pas?

— Dormir? Je ne sais plus.

— Mon petit, tu vois que je t'écoute paisiblement, comme une amie... Tout m'est égal, sauf de perdre ta confiance. Dis-moi... — tu me promets de ne pas mentir? — est-elle ta maîtresse? Oui, n'est-ce pas? Je te jure que je n'y attache aucune importance...

A genoux maintenant, et penchée sur lui, elle s'efforce de déchiffrer son secret; mais à peine discerne-t-elle, dans l'ombre, ce visage mort.

— Si elle l'était, ma chérie, je t'en ferais l'aveu maintenant : non, elle ne l'est pas.

Élisabeth poussa un soupir profond, dit à mi-voix : « Elle se refuse : elle veut se donner du prix... » Ce fut sans doute la plus basse vanité qui poussa Louis à répondre que, « s'il avait voulu, il y aurait longtemps qu'elle serait à lui ».

Il cacha, de son avant-bras replié, ses yeux ; Élisabeth, attentive, voyait la douleur remonter à la surface de cette chair comme l'eau brûlante déjà se soulève.

— Non, elle ne se refuse pas : pourquoi te le cacher? Nous sommes allés souvent à l'extrême bord de l'abandon; il n'eût tenu qu'à moi... Mais une parole d'elle, à ces minutes-là, une parole pourtant bien tendre, toujours me glace, me rejette au

désespoir : *Vous ai-je au moins donné du bonheur?* Comprends-tu ? Elle consent à se livrer toute pour que je sois heureux ; mais jamais un mot ne témoigne qu'elle puisse rien recevoir de moi... Pourquoi ris-tu ?

— Parce que si souvent tu me l'as adressée, cette question : « T'ai-je rendue heureuse? »

Il protesta que cela n'avait jamais signifié entre eux qu'il fût insensible ; chez son amie, ces paroles avaient une tout autre portée. Il se tut, crispé et songeant : « Babeth ramène toujours tout à elle. »

Le petit jour décelait la forme des meubles ; au delà des jardins, le premier tramway fit retentir la rue vide. Leurs deux corps étaient séparés maintenant. « T'ai-je au moins donné du bonheur? » Cette question obsédait Élisabeth dont l'esprit, d'habitude si chaste, enfantait des monstres qu'elle n'arrivait pas à chasser. Elle se taisait, retenait son souffle, ravalait ses larmes. Et lui, la face contre le mur, feignait aussi de dormir comme au commencement de cette nuit, ne bougeait pas. Tapis aussi loin que possible l'un de l'autre, ils reprenaient haleine ; jusqu'à ce qu'enfin Louis, s'étant à demi soulevé, regarda la fenêtre blanchissante : « Un jour encore ! soupira-t-il, un jour à vivre encore ! » Si désespéré fut ce cri de lassitude, qu'Élisabeth glissa de nouveau un bras sous les épaules de l'homme, le berça : il n'avait aucune raison de tant souffrir, assurait-elle ; lui-même ne niait pas qu'il fût aimé avec tendresse...

— Oui, oui, c'est bien cela : avec tendresse. La tendresse, c'est un des noms de la pitié. Tu ne peux pas savoir...

— Je ne peux pas savoir ?

Il n'entendit pas qu'elle riait.

— Ainsi, hier soir encore (car tu imagines que ce n'est pas pour rien que je suis dans ce désespoir !), avant le dîner, elle est venue à mon atelier, errant de tableau en tableau, indifférente à mes paroles ; entre elle et moi, soudain, ce désert où tout retombait, venait mourir. Souvent je l'avais vue ainsi déprise de son travail, de la vie même, flottant à la dérive, avec ses yeux pleins de néant. Mais à aucun moment, elle ne m'était apparue si détachée. Comme je me plaignais de ne rien pouvoir pour elle, sans oser l'interroger sur son tourment, sou-

dain elle me dit : « C'est beaucoup pour moi de pouvoir souffrir auprès de vous. » Je tremblais de provoquer un mot de plus; je savais à l'avance qu'il allait me précipiter à l'abîme : et soudain je l'entendis : « Il reste la peinture, disait-elle; mais un être qui m'occupe peut détruire, en moi, même ce goût-là. » Je profitai de ce que, le coup reçu, je ne le sentais pas encore (la souffrance chez moi retarde toujours sur le coup) et la suppliai de ne point me refuser la joie d'être son confident; sans doute la pâleur de mon visage la mit-elle en défiance, car elle se reprit, m'assura qu'il s'agissait de fantômes, que son imagination seule était malade. J'insistai encore : « Croyez-vous, lui dis-je, Andrée, que j'aie jamais espéré d'emplir seul tout l'horizon de votre cœur ? » Mais à mesure que je disais ces mots, je sentais qu'en effet j'avais follement espéré cela. Elle parut hésiter : « Je vous dirai peut-être un jour... mais pas ce soir. D'ailleurs, il n'y a pas matière vraiment. Je ne suis pas triste, vous savez ! A peine mélancolique. » Je l'ai raccompagnée jusqu'à la station des taxis, dans la cohue de ce dimanche. Elle s'est étonnée de ce que je ne prenais pas place dans l'auto, selon mon habitude. Je l'ai vue se rencogner ; elle n'a pas agité sa main... Tu vas être étonnée, Babeth : aussi abattu que tu me voies maintenant, je n'ai pas commencé d'être jaloux : j'ai ce pain de douleur sur la planche ; ce pain non encore entamé. Que tu dois me trouver bizarre, toi, cœur tranquille ! car quoi que tu en dises, c'est une justice à te rendre : tu n'es pas jalouse.

Elle rit encore, assura que, si peu jalouse qu'elle fût, elle arrivait tout de même à se représenter assez bien ce que pouvait être cette passion.

— Autant que je souffre, Babeth, je ne souffre pas encore à cause de cet inconnu qui est dans la vie d'Andrée. La jalousie, chez moi du moins, exige le pouvoir de réfléchir; le coup est trop récent et mon esprit demeure encore dans le trouble; aujourd'hui seulement, et à froid, il sera à même de forger patiemment l'arme qu'il faut pour me déchirer.

« Jusqu'à hier, je ne travaillais que sur le passé d'Andrée — par exemple ce jeune homme, l'autre jour, qui me disait l'avoir fait danser à Pontaillac, quand elle avait dix-huit ans; et qui vantait son teint de cette époque-là, « complètement abîmé depuis qu'elle se farde... » — Aussi jeune qu'elle soit encore, que reste-

t-il de l'adolescente intacte? Elle a traversé mille vies avant de m'atteindre. Son amour, c'est la lumière qui m'arrive d'un astre peut-être déjà mort. Mais maintenant, il s'agit bien du passé! Quelle autre carrière de chagrin s'offre à moi! Dormir... pouvoir dormir...

— Mon petit, il n'est que temps : partons; il faut partir. Tant pis; Maria s'occupera des enfants: je demanderai à mère de venir les voir chaque jour.

Il faisait « non » de la tête, répétait : « Impossible! impossible! »

— Il faut pourtant que tu partes, coûte que coûte, dans un mois : la villa du cap Brun est retenue; c'est là que tu travailles le mieux. Moi, je veux bien ne pas compter ; mais ton travail, Louis!

— Dans un mois, je serai peut-être guéri.

— Pars dès demain et tu guériras.

— Il y eut un moment où j'aurais pu fuir, sans doute, mais c'est trop tard.

— Ton travail, Louis!

Elle lui prenait la tête à deux mains, le regardait dans les yeux.

— Nous lui avons fait déjà tant de sacrifices, à ton travail! A cause de lui, et parce que tu voulais voyager, l'instruction des enfants est sans cesse interrompue : ils sont passés par dix collèges...

— Le métier ne m'intéresse plus. Non, n'accuse pas Andrée. Chaque fois que j'ai aimé, mon amour a comme décoloré le monde. Pour d'autres, la passion est un levain; leur univers en est embelli; ma passion, au contraire, a toujours tout anéanti à son profit; ou plutôt, elle me communique une lucidité redoutable : à sa lumière, aucun jouet ne m'aide plus à vivre. Un être qui remplit mon existence crève tous les ballons dont je me divertissais. Des toiles peintes? A quoi bon! Elles finiront comme moi, comme Andrée, entre quatre planches...

Élisabeth lui mit la main sur la bouche, mais il insistait :

— Durant mes autres amours, j'avais toujours pu réagir; la nature demeurait la plus forte; je me sens perdu aujourd'hui, parce que les formes et les couleurs ne me sont plus rien. Rien n'existe désormais à mes yeux que les êtres — qu'un seul être. Cette petite Andrée, ce corps étroit me cache le monde. Aller

ailleurs que là où elle respire, quelle agonie! Je n'ai plus même envie de la peindre : ce que je souhaite d'étreindre en elle dépasse infiniment toutes les apparences... Mais cela finira; ne pleure pas, mon petit : il faut que cela finisse. Au reste, crois-tu que je pourrais supporter longtemps ces affres, sans mourir? Tu verras, Babeth : je recommencerai bientôt à travailler près de toi, dans la joie.

— Oui, moi, je ne t'ai jamais caché le monde.

— Tu m'as aidé à le mieux connaître.

— Tu arrivais à ne plus me voir. A mes côtés, tu es toujours seul.

— De cette solitude dont j'ai besoin pour créer.

— Je n'ai jamais troublé ta vie? A aucun moment?

— A aucun moment, chérie : je te dois la paix; tu m'as donné la paix.

— Je suis bien sûre que tu n'as jamais éprouvé à mon propos le moindre mouvement de jalousie?

— Voyons, Babeth, ce serait te faire injure.

Elle éclata de ce mauvais rire, mais Louis ne comprenait pas. Il ne croyait pas qu'avec Élisabeth il y eût même à essayer de comprendre. Après vingt années vécues au plus épais de ce monde des peintres où l'instinct règne seul, Louis ne traitait pas autrement sa femme que son père, que son arrière-grand père campagnard, leurs épouses. Les femmes de sa famille entraient en mariage comme en religion. Étroitement dépendantes de leur maison, de leurs enfants, une seule avait-elle jamais songé qu'elle pût demander à son mari des comptes? Louis, adolescent, avait vu son grand père s'établir à Bordeaux, y mener grand train pour les nécessités d'un négoce et ne retourner que le samedi à cette maison landaise où sa femme vivait seule en face d'une vieille tante idiote; il avait vu cette sœur de son grand père, attachée nuit et jour au fauteuil d'un paralytique, comme si ce n'avait pas été la plus basse crapule qui avait réduit le malheureux à ce triste état et comme si ce n'était par avarice qu'il refusait les soins d'un infirmier ou d'une garde.

Au vrai, Élisabeth appartenait bien à cette race presque perdue des femmes qui s'immolent et ne savent même pas qu'elles s'immolent; de celles dont l'époux est vraiment ce dieu qui ne doit qu'à Dieu des comptes; dans une campagne du sud-ouest, Louis l'avait prise à dix-huit ans et, depuis, sans

étonnement et comme son dû, il acceptait cette ferveur modeste. Il ignorait que si rien n'avait détourné sa mère ni ses aïeules d'une soumission totale, c'était qu'elles vivaient claustrées. En ce temps-là, et dans ces provinces, il semblait déjà grave qu'on pût dire d'une femme : « Elle n'est jamais chez elle... »

Mais voilà longtemps qu'Élisabeth respire à Paris, les propos les plus libres, s'accoutume aux séparations et aux divorces dans un monde où le mariage apparaît une étrange survivance des époques de foi, et où une maladie détruit les ménages comme, certaines années, on voit tous les ormes d'une région perdre leurs feuilles. Parisienne, sans doute Élisabeth ressemble-t-elle aux épouses du vieux temps; mais, au lieu d'adorer, à leur exemple, l'homme en tant que mari et que chef, elle se voue passionnément au service d'un être, non parce qu'il est son époux, mais à cause de sa prééminence et de son génie. Il ne s'agit plus d'un culte aveugle, mais d'un choix. Elle ne subit pas son dieu, elle l'a élu.

Enfin, cette nuit, et pour la première fois de sa vie, monte du plus profond de son être une exigence : que Louis sache au moins qu'elle est faite de cette même chair qu'il chérit dans une autre femme; qu'il ne se débarrasse plus d'elle par l'admiration, qu'il ne l'exile plus au-dessus de la mêlée des cœurs.

— Mon petit, c'est bien de n'être pas jaloux; crois-tu pourtant que je n'aie jamais été provoquée?

— Rien à faire, Babeth : je suis tranquille.

Elle s'exaspérait de sentir qu'il l'écoutait à peine; il ne la regardait pas; il aurait suffi pourtant qu'il tournât la tête vers elle, à cette minute : le petit jour éclairait assez cette figure pour qu'il y pût lire les signes d'un désordre profond. Mais il demeurait étendu et les yeux clos.

— Tu as eu tort quelquefois d'être tranquille.

A ces mots, pourtant, il leva les paupières, vit enfin Élisabeth. Le bref regard qu'ils échangèrent éclaira chacun d'eux sur les coups qu'il avait portés à l'autre, au long de cette nuit. Il la prit à son tour dans ses bras, fit un effort pour s'évader de sa propre douleur et pour pénétrer dans cette douleur étrangère. Mais qu'elle lui paraissait mesquine! Il n'aurait jamais cru que Babeth fût capable de ressentir ces pauvres blessures d'amour-propre.

— C'est peu de dire, Louis, que tu ne t'es jamais inquiété à mon propos; tu ne t'es même jamais aperçu de l'acharnement

que certains ont mis à me poursuivre. Je te défie de nommer un seul de ceux qui m'ont aimée.

Cette fois, elle a capté son attention; naïvement, il s'étonne :

— T'aimer? Qui a pu t'aimer?

La figure dans les mains, elle semble rire; et comme il ajoute :

— Cite-moi un nom; je te dirai s'il éveille en moi le souvenir d'une inquiétude...

Elle se détourne et dit très vite : Paul Orgère.

Elle a obtenu du moins que Louis, un bref instant, échappe à son angoisse : Paul Orgère? cet imbécile? Il n'en revient pas; il pouffe.

— Je me disais aussi : quel étrange amour de la bonne peinture chez ce parfait homme du monde! Et puis, quelle obstination! C'est le seul de mes élèves que j'aie voulu décourager sans y parvenir. Alors, c'était pour toi? Il voulait que la maison lui demeurât ouverte! Eh bien! ma chérie, si tu veux que je m'inquiète, cherche un autre nom. Orgère! Avons-nous ri ensemble de ce nigaud!

Ainsi éclatait ce contentement de l'artiste, cette satisfaction de ne pas ressembler aux autres hommes, cette sécurité dans la prééminence, ce mépris pour tous ceux qui ne créent pas. Et c'était vrai qu'Élisabeth avait maintes fois ri de ce « nigaud d'Orgère ». Pourtant, si ce nom plutôt qu'un autre est venu à ses lèvres, ce ne saurait être sans raison : mais comment faire entendre à Louis que son indifférence faillit un jour la livrer à cet homme? L'année de leur saison à Cauterets, il avait été séduit par l'offre d'Orgère d'accomplir le voyage en auto : l'artiste inclinait parfois à profiter ingénument, et par indolence, du luxe de ses admirateurs. L'avant-veille du départ, le caprice d'une Américaine qui voulait que son portrait fût exécuté sans délai, l'obligea de demeurer à Paris (du moins usa-t-il de ce prétexte). Mais déjà les enfants avaient pris le train avec leur institutrice et les domestiques. Orgère insistait pour qu'Élisabeth ne renonçât pas à ce voyage par la route; il ne l'eût pas convaincue, si Louis lui-même n'avait ri de ses scrupules et si cette affreuse confiance ne l'avait piquée au jeu : il ne la jugeait pas désirable; il n'imaginait même pas qu'elle pût être désirée!

Et maintenant, tandis que Louis demeure la face contre le

mur, Élisabeth s'efforce de se rappeler cet étrange voyage, d'en isoler chaque épisode capable de susciter en lui, fût-ce une ombre d'inquiétude.

Elle se souvient : telle était la chaleur que se liquéfiait le goudron des routes ; il giclait sur les petites mains d'Orgère agrippées au volant. Écorchée par l'auto, la route saignait noir. La Beauce ressemblait à une mer qu'il eût fallu traverser coûte que coûte ; à un désert jaune où c'eût été mourir que de s'arrêter. Orgère, tête nue, avait enlevé sa veste, défait son col, relevé ses manches, ouvert sa chemise ; ainsi paraissait-il dépouillé de tout artifice, de toute convention. Élisabeth suivait d'un œil vague, sur le cadran où la vitesse s'enregistre, l'aiguille oscillant entre quatre-vingt-dix et cent :

Non, plus rien de factice dans ce jeune garçon ivre. Aussi violente que le souffle qui brûlait son visage, elle sentait cette joie mâle, cette frénésie de désir ; lorsque l'une des petites mains, s'étant détachée du volant, serra la sienne, elle ne s'en défendit pas. Il disait que c'était fou de conduire d'une main à cette vitesse : « un éclatement suffirait, Élisabeth, pour mourir ensemble ». Et elle recevait l'aveu de ce vertige d'un cœur complice. Elle sentait enfin qu'aux yeux d'un autre être, elle incarnait le monde et toutes ses délices ; quelqu'un, enfin, lui reconnaissait un prix infini. Assez de vivre dans un désert d'indifférence ! assez, assez de s'endormir dans les mornes bras de l'habitude ! Une motocyclette surgit d'un chemin ; l'auto fit une embardée ; Orgère, des deux mains, la redressa, freina. Comme il murmurait, très pâle : « Nous l'avons échappé belle... » elle avait répondu : « Je n'ai pas eu peur : j'ai confiance en vous. » Alors il l'avait dévisagée, sa lèvre supérieure frémissant un peu : il avait voulu l'attirer à soi ; elle s'était débattue, dégagée... Comme il fallait remplacer un pneu, Orgère étendit une couverture sur le talus, fit asseoir Élisabeth avec des soins infinis, tira du coffre une collation de fruits ; stupéfaite de ces soins dont elle avait coutume d'entourer Louis, mais qu'elle n'avait jamais reçus de personne, elle admirait les gestes précis d'Orgère, sa dextérité, son adresse pour manier les outils. A la maison, Louis eût-il été capable de remplacer un plomb ? Était-il jamais monté sur une échelle, sinon pour accrocher un tableau ? Paysan, au fond, né de race paysanne, enclin

à charger la femelle des besognes basses. L'auto avait démarré, dans la chaleur; et encore le jeune homme ne tenait le volant que d'une main, et l'autre caressait un bras immobile, une épaule nue. Il disait : « Je suis heureux. » Le vent de la course défaisait sa coiffure, gonflait sa chemise bleue. Il ne ressemblait plus à l'homme de cercle, à l'amateur dont se gaussait Louis : c'était, au déclin de ce jour, un être puissant qui a ravi et qui emporte dans la nuit une chair longtemps convoitée.

Il avait dit : « La nuit sera étouffante à Blois ; mieux vaut dormir dans ce petit hôtel, aux portes du château de Chambord. » L'auto alors avait suivi, au plus épais de la forêt, une avenue déserte au crépuscule. Élisabeth détournait les yeux pour ne pas voir, sur cette jeune figure près de la sienne, une expression d'attente. Elle se rappelle, à cette minute, sa rancune contre Louis qui n'avait jamais voulu, même dans les premiers jours de leur union, qu'elle prît part à cette angoisse délicieuse, à ce bonheur presque déchirant, lorsque deux êtres devinent toute proche une chambre inconnue. (Il disait qu'on ne peut pas voyager avec une femme.) Élisabeth se rappelle la chambre où elle s'était lavée, où elle avait changé de robe; elle entendait, derrière la cloison, l'homme s'ébrouer. Debout devant la fenêtre, elle voyait, au-dessus des futaies, dans l'azur vide, une large étoile. Elle songeait : « C'est par toi, Louis, que je succombe. » Elle ne doutait pas alors que la faute dût se consommer; elle fermait les yeux à l'extrême bord de l'abîme. Pourtant, à peine descendue au jardin où le jeune homme déjà l'attendait, Élisabeth connut qu'elle était sauvée. Rien ne restait du dieu qui, dans le feu de cet après-midi, l'avait follement emportée. Paul Orgère, en smoking, la boutonnière fleurie d'un œillet, les cheveux lisses et qui sentaient bon, avait au coin des lèvres le sourire de l'aventure. Sauvée! ce n'était plus qu'une affaire de verrou.

— Babeth, j'ai été fou, pardonne-moi!

Tandis qu'elle refaisait en esprit ce voyage sur une route trop chaude, souhaitant et redoutant à la fois de découvrir à son époux comme elle avait été près de se perdre, Louis l'observait dans le petit jour, plein de pitié pour cette figure exténuée, vieillie.

— J'ai été fou; j'aurais dû me taire. Mais je ne te sépare

pas de moi, Babeth : quand je souffre, il faut que tu souffres.

Il l'attira et elle pleurait contre son épaule.

— Tu exiges l'impossible, ma chérie. Pour qu'il y ait, entre un homme et une femme, la passion que tu souhaiterais de toi à moi, il faut qu'une zone déserte les sépare, un champ où lutter et se meurtrir dans les ténèbres. Mais tu es en moi et je suis en toi : aucun intervalle entre nous. Mes erreurs les plus tristes, je ne peux pas ne t'y pas traîner, ma bien-aimée, si étroitement nous sommes unis dans une seule chair !...

Elle se serrait contre lui et il la berçait comme elle l'avait bercé.

— L'adversaire change souvent de visage, et l'être pour qui je souffre n'est qu'un fantôme aussi vain que tous ceux qui m'ont coûté des larmes, depuis que je suis au monde ; mais toi, ma petite enfant, tu demeures.

La maison s'éveillait ; Maria, derrière la porte, brossait les habits. Dans la chambre des enfants, bourdonnaient les leçons récitées. Un parfum de café frais éveillait la faim. Élisabeth arrangeait son visage devant la glace.

— La vie, disait-elle, la vraie, l'emporte toujours, n'est-ce pas ?

— Certes ! La nuit, nous nous créons des monstres, nous devenons fous. J'ai gonflé démesurément cette pauvre histoire. Oublie ces extravagances : tout cela n'est rien.

Après un silence, il ajouta :

— Andrée ne tient pas dans ma vie la place que tu pourrais croire. Ainsi, aujourd'hui ni demain, nous ne devons nous voir. Regarde : cela n'empêche pas que je me sente heureux, ce matin. Dis-moi, Babeth, que tu es rassurée.

— Je le suis un peu. Je souffre moins. Je suis sûre que nous avons exagéré, cette nuit : il existe assez de vrais malheurs pour ne pas s'en forger de toutes pièces. Sept heures déjà ! Il faut que je voie si Jean est levé...

Elle couvrit ses épaules d'un peignoir, quitta la chambre. Alors, sur le visage de Louis, le sourire disparut. Ce visage redevint tel qu'il avait dû être pendant les affres de la nuit.

— Tout ce jour sans elle, murmura-t-il. Et encore demain... Comment vivre ?

Il s'efforça en esprit de franchir l'obstacle de ces deux jours déserts. Il vit, au delà, trois brèves semaines avant la séparation de l'été. Andrée irait dans sa famille, près de Biarritz.

Elle vivrait de cette vie idiote de golf et de jazz. Elle y rejoindrait l'inconnu peut-être, heureuse de n'être plus épiée. Elle dirait à l'inconnu : « Ce sont mes vacances, mes grandes vacances. » Ils danseraient, le soir.

Les enfants entrèrent en tempête. Les leçons étaient-elles sues ?

— Raymond, as-tu recopié ton problème? Je ne veux pas que tu remettes des copies aussi sales.

Il fut seul de nouveau, alla sur le balcon, effaroucha un ramier, se pencha sur le vide. Des deux mains, il ébranle la rampe. Non, ce n'est pas cette grille rongée de rouille qui le protège de la chute, de l'écrasement, du repos, — mais une barrière vivante : cette femme toujours attentive, ces étrangers, ces inconnus qui sont ses fils; il s'est fourni de gardiens; qu'il ne s'inquiète donc pas de sentir monter du plus profond de son être, cette sombre folie; qu'il s'abandonne à un désespoir paisible : nulle catastrophe à redouter ; rien à faire qu'avancer sur cette route droite, entre deux hauts murs ; chaque pas sans doute est un effort, une conquête; mais vivre à contre-courant jusqu'à la mort, cela dépasse-t-il les forces d'un homme? Non, il suffit de s'entraîner. Et d'abord, qu'il s'oblige sur l'heure à faire ses exercices suédois, qu'il prenne son bain, qu'il se rase. Il a été un lâche, cette nuit; il s'est livré jusqu'au fond ; cette faiblesse lui coûtera cher. Ce n'est pas qu'il ait à craindre des scènes, une persécution sourde ; Élisabeth sera sans doute plus douce qu'elle ne fut jamais. Montrera-t-elle seulement de la froideur à Andrée? Gageons plutôt qu'elle lui fera des avances, qu'elle aura le souci de se l'attacher, qu'elle voudra tenir une place dans sa vie. « Désormais, elles se verront plus souvent, et à mots couverts, parleront de moi ; elles seront complices dans la pitié : mon entrée les obligera de se taire. Je serai le grand malade qui voit, autour de son lit, les parents ennemis faire trève. Elles s'attendriront, mêleront leurs larmes, s'aimeront peut-être. Ah! leurs concessions réciproques! Si Babeth est obligée de me laisser seul à Paris, Andrée devra soudain partir aussi pour Bordeaux. Les quelques minutes de joie que je dérobais au destin, une Providence implacable va maintenant les prévenir : voyages remis, départs de domestiques, maladies d'enfants, tout servira contre mon cœur. Jusqu'à aujourd'hui, des événements imprévus, parfois, desserraient mes

liens ; rien ne peut survenir désormais qui ne me garrotte plus étroitement. Reste le travail. »

Il gravit d'un pas lourd l'escalier intérieur qui menait à son atelier. Le modèle était en retard. Il s'assit devant la toile interrompue. Un enfant lui cria :

— Papa, on vous demande au téléphone.

Comme il passait près d'Élisabeth assise et qui cousait, elle l'avertit, du ton le plus simple :

— C'est Andrée.

Il ne comprenait pas ce qu'Andrée voulait de lui ; il écoutait cette voix ; oui, c'était bien sa voix : cette fêlure, cet essoufflement ; enfin il attacha son esprit au sens des paroles :

— Il faut que je vous voie aujourd'hui. Je sais que ce n'est pas raisonnable ; mais, mon petit Louis, je suis sans courage pour attendre après-demain...

Quand il traversa de nouveau le salon, il s'étonna qu'Élisabeth fût assise à la même place avec son ouvrage : rien n'avait donc changé pour elle ; cette divine minute ne lui avait rien apporté. En passant, il la baisa au front et elle lui sourit. Il s'étendit sur le divan de l'atelier, ferma les yeux, concentra son esprit sur ce bonheur : « Elle désire me voir ; elle viendra à la fin de la journée ; elle dit qu'elle est sans courage pour attendre après-demain. Autant que j'aie souffert, me voilà payé de tout. Que la lumière est belle, ce matin ! C'est étonnant ce que mon âge garde encore de ressources pour le bonheur. Je suis heureux. Elle a dit qu'elle ne pouvait pas attendre plus longtemps ; elle veut me voir coûte que coûte ; quand elle souffre, elle ne saurait se passer de ma présence. Elle souffre... elle va me répéter : « C'est déjà beaucoup que de pouvoir souffrir auprès de vous. » Dieu ! ce n'est pas de moi que lui vient cette angoisse. »

Louis, déjà, s'était redressé. Il commença de marcher dans l'atelier, reprenant une à une chaque parole d'Andrée, jusqu'à ce qu'il en eût extrait tout le poison qui lui était nécessaire pour souffrir.

François Mauriac.

NOS TRÉSORS D'ART

I

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Notre première Bibliothèque est l'un des monuments dont la France s'honore, et où l'œuvre entreprise par les générations apparaît avec le plus de suite, de force et de grandeur. Cinq siècles d'érudite clairvoyance, de goût, de soins attentifs y ont marqué leur empreinte. Les collections s'y superposent avec leur caractère propre, leurs particularités. Les ancêtres, qui contribuèrent à recueillir, à fondre, à conserver tant de séries admirables, nous demeurent familiers. La tâche qu'ils accomplirent constitue l'armature de celle que poursuivent leurs descendants. Dans cette vaste ordonnance, nul ressaut brutal, nulle innovation capricieuse. Le passé commande le présent et assure l'avenir. Si bien que, fondée au seuil de la Renaissance, la Bibliothèque prit, durant le règne de Louis XIV, ce caractère d'universalité, qui en a fait une institution sans rivale. La Révolution, respectant les règles fixées par Colbert, décupla sa puissance. Et nous n'avons pas d'autre volonté que d'accroître encore son prestige.

Les divers régimes, avec l'aide des plus généreux bienfaiteurs, ont ainsi favorisé la même œuvre splendide. Dès le moyen-âge, monarques et princes nous ont légué la gloire de ces évangéliaires, de ces bibles, de ces psautiers, de ces « heures » qu'ont peints avec amour les Jean Pucelle, les Jacquemart de

Hesdin, les André Beauneveu, les Jean Fouquet et leurs élèves, maîtres eux-mêmes. Vers la fin du xve siècle, Charles VIII, puis Louis XII donnent à notre établissement sa première constitution, et la « librairie » royale, confondue avec celle des ducs d'Orléans, s'augmente des beaux ouvrages trouvés dans les collections des rois aragonais de Naples, des Sforza. A François Ier, la Bibliothèque est redevable du fonds des Angoulême comme de précieux volumes grecs et orientaux ; à Henri II, à ses fils, de deux cent soixante-dix reliures qui portent leurs armes et que, seuls, égalent et parfois surpassent nos cinquante-quatre Grolier, nos onze Maïoli. Durant le xviie siècle, les frères Dupuy, Gaston d'Orléans, le comte Hippolyte de Béthune, l'abbé Michel de Marolles, puis Gaignières offrent ou cèdent à Louis XIV leurs collections. Livres rares, manuscrits, textes, monnaies, médailles, estampes, gravures, dessins, désormais sans prix pour la plupart, viennent accroître le Cabinet du roi, que Colbert et Louvois développent infatigablement, par des acquisitions prescrites en France, en Europe, en Orient. Sous la Régence, les suites de « titres », de pièces et d'œuvres constituées par Charles d'Hozier, Philibert de Lamare et Baluze sont, à leur tour, incorporées. Puis les six mille imprimés et manuscrits, les documents sur la musique, les quatre-vingt-quinze mille estampes et gravures de Morel de Thoisy, de Sébastien de Brossard, de Beringhen et de Lallemand de Betz entrent à la Bibliothèque. Celle-ci, au cours du règne de Louis XV, s'augmente encore des collections, que Colbert avait formées pour lui-même, de celles que le Roi acquiert, après la mort du médecin Falconet, de Huet, évêque d'Avranches, et des antiquités que le comte de Caylus lui lègue. Malgré l'état déplorable des finances, Louis XVI prescrit l'achat des séries de médailles, dont Pellerin, le numismate fameux, avait refusé cinq cent mille livres à l'impératrice de Russie, et d'une partie des œuvres ayant appartenu au duc de La Vallière.

La Révolution éclate et voici l'énorme afflux que provoquent la suppression des maisons religieuses et la confiscation des biens d'émigrés. Dès lors, la Bibliothèque nationalisée s'annexe des fonds entiers prélevés sur les « dépôts littéraires », les manuscrits de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, les trésors de Saint-Denis, de la Sainte-Chapelle, de Sainte-Geneviève. Les guerres de la République, du Consulat et de l'Empire l'enri-

chissent, malgré les restitutions qu'il faut bientôt consentir. Ni la Restauration, ni la Monarchie de juillet ne la négligent. Napoléon III la favorise personnellement. La troisième République maintient les traditions qui, depuis l'origine, lui valurent sa magnificence.

Bien plus, dans la seconde moitié du XIXe siècle, les dons et les legs se multiplient : au département des imprimés s'inscrivent les noms d'Angrand, de Renan, d'Audéoud, de Léopold Delisle, de Le Senne, de Bruwaert; au département des manuscrits, ceux de Victor Hugo, de Lamartine, de Thiers, de Burnouf, de Chappée; au Cabinet des médailles, ceux du duc de Luynes, du vicomte de Janzé, du commandant Oppermann, du baron d'Ailly; au Cabinet des estampes, ceux du chevalier Hennin, du baron de Vinck. La famille Smith-Champion, enfin, offre à notre établissement un ensemble exceptionnel de livres, de manuscrits, de monnaies, de gravures et de dessins. Toutes séries inestimables, accumulées avec le temps, dont l'ampleur égale la haute qualité, la valeur historique et l'intérêt documentaire.

***

Aussi, après avoir erré du Louvre à Blois, de Fontainebleau à Paris, où elle occupa, tour à tour, l'hôtel de la reine Catherine de Médicis, le collège de Clermont, le couvent des Cordeliers, trois maisons rue de La Harpe, deux hôtels rue Vivienne, la Bibliothèque définitivement installée durant la Régence, dans l'hôtel de Nevers, finit-elle par s'étendre jusqu'aux limites du vaste quadrilatère, dont le conseiller Tubeuf s'était, un instant, rendu maître, pour devancer le cardinal Mazarin dans ses fastueux projets. Elle en fait aujourd'hui l'un des plus grands centres intellectuels qui existent au monde.

Ce développement comporte néanmoins quelques inconvénients techniques.

Les travaux effectués, avant nous, pèsent sur le labeur que les nécessités modernes nous imposent. Il advient que tel plan établi jadis, telles règles admises, pour résoudre des problèmes désormais plus complexes, entravent notre action. Les bâtiments, riches d'une histoire vénérable, ne correspondent plus aux exigences sans cesse accrues d'une production, dont la crise présente ne réduit ni l'élan, ni la diversité. Maints obstacles se

dressent, que seules les fréquentes innovations permettent de surmonter. L'époque n'est plus d'un cabinet ouvert à quelques privilégiés, savants ou amis. Le souci de la documentation l'emporte sur la poursuite des œuvres rares. Afin de remplir son rôle, notre Bibliothèque est contrainte de se maintenir perpétuellement au niveau de la science; elle doit donc évoluer d'une façon constante, car les connaissances humaines deviennent trop vastes. L'obligation se précise ainsi d'imaginer des synthèses, d'assigner sa place à chaque catégorie, de concevoir, de créer ailleurs des fonds spéciaux, afin d'épargner aux chercheurs le désordre et l'insuffisance. En outre, aucune des richesses merveilleuses qui nous sont confiées ne saurait souffrir d'une utilisation trop fréquente. Double charge qui veut que l'esprit d'initiative, éclairé par l'expérience, serve ici, autant que dans l'Université même, la culture de l'intelligence.

Lorsqu'en 1923, sur le pressant avis de M. l'inspecteur général Pol Neveux et avec la collaboration de M. Coville, directeur de l'Enseignement supérieur, le ministre de l'Instruction publique, M. Léon Bérard, prescrivit les premières mesures, qui tendaient à améliorer le statut commun de nos quatre grands dépôts d'État, la Bibliothèque nationale traversait une période difficile.

Durant toute la guerre, elle avait maintenu ses portes ouvertes, quoique la plupart de ses fonctionnaires et de ses agents fussent mobilisés. Sous la menace du danger, elle avait évacué à Toulouse ses ouvrages, ses documents les plus précieux. Quand vint l'heure du retour, aucune perte, aucun dommage n'était à déplorer. Mais d'inévitables retards pesaient sur les opérations bibliographiques. Les ressources financières, dont on disposait, devenaient absolument dérisoires. Malgré de louables efforts individuels, certains services ne fonctionnaient plus qu'avec peine. La crise du dépôt légal devenait préjudiciable au développement des collections. Le personnel souffrait enfin d'une évidente indigence de traitements.

Cet état de choses réclamait des remèdes immédiats. Il convenait ensuite de prendre les décisions, qui replaceraient la Bibliothèque nationale à son rang et lui assureraient les concours dont elle avait besoin.

Grâce au dévouement de tous, la situation fut rétablie, dès 1925. Une minutieuse inspection générale, la concentration des efforts

sur les points menacés, le redressement de certaines habitudes, la simplification des méthodes, le soin d'affecter chacun au poste qui lui convenait, l'exacte répartition des responsabilités permirent de franchir, sans heurts et sans déboires, une étape ingrate. Chefs et collaborateurs avaient pu, du reste, formuler librement leur opinion sur les mesures qu'il importait de prendre : les ordres furent d'autant mieux respectés qu'ils avaient eu, souvent, pour origine, l'avis de ceux-là mêmes qui les exécutèrent.

La prolongation des séances, grâce à l'éclairage électrique, la réduction du temps nécessaire aux communications d'ouvrages, les facilités données pour obtenir des renseignements, diverses réformes de détail causèrent au public une prompte satisfaction. Les lecteurs se rendirent compte que le personnel était désormais résolu à simplifier leur tâche, dans une période où leur temps doit être économisé, le travail intellectuel se trouvant moins rétribué que tout autre.

Les améliorations ne se sont pas ralenties. Les catalogues ont été, par exemple, l'objet de soins attentifs. Ainsi, au département des imprimés, la photographie permettra de reproduire, avant 1933, sous forme d'albums provisoires, les fiches du « fonds ancien », des « anonymes » et de la « musique » qui, d'après le plan initial, ne pouvaient être éditées que vers la fin du xxe siècle. L'application directe, rue Richelieu même, de la nouvelle loi sur le dépôt légal devient, d'autre part, pour la Bibliothèque, la source d'enrichissements aussi rapides que nombreux. Un consortium, qui groupe depuis vingt mois, autour de notre établissement, les autres dépôts spécialisés de Paris, favorise également une répartition méthodique des achats et des abonnements étrangers, restreint les doubles emplois et facilite les économies opportunes.

Cependant les expositions se succédaient : « Choix de chefs-d'œuvre », « Ronsard et son temps », « l'Orient », le « Moyen âge ». Estimant qu'ils avaient le devoir de révéler les trésors d'art dont ils ont la garde, l'administrateur général et ses collaborateurs organisèrent une série de manifestations qui, en épargnant aux miniatures, aux estampes, aux reliures, aux imprimés, le risque de présentations trop prolongées, multiplièrent les vues d'ensemble sur les fonds les plus différents. Établies suivant une formule propre à harmoniser les préoc-

cupations d'ordre scientifique avec le souci de créer un sujet de curiosité profitable, ces manifestations rendirent les collections accessibles au grand public et lui ouvrirent un chemin resté jusqu'alors quelque peu mystérieux. Très vite le succès consacra la collaboration nouvelle des quatre départements. De dix mille en mai 1924, le chiffre des visiteurs passa à près de cinquante mille l'hiver dernier et nul doute que, bientôt, « le Siècle de Louis XIV », « la Révolution française », « le Romantisme », n'attirent dans la galerie du cardinal Mazarin, substituée à notre salle actuelle d'exposition devenue trop étroite, une foule plus nombreuse encore.

*
* *

Les résultats ainsi obtenus, conformément au programme fixé dès le mois de février 1924, permirent d'entreprendre une utile propagande, afin d'obtenir la réforme du statut dont pâtissait la Bibliothèque.

Seule, en effet, de toutes les grandes « Librairies » du monde, la nôtre était inapte à recevoir directement des dons et des legs en argent et ne pouvait réaliser aucune recette. Régime vétuste, qui la privait de libéralités et de ressources. Les bienfaiteurs hésitaient à l'aider pécuniairement, en raison des formalités complexes qu'il leur fallait remplir. Les éditeurs, les photographes ne payaient aucune taxe pour la reproduction des œuvres, dont ils tiraient un large bénéfice, cependant que les manuscrits, les recueils d'estampes et de gravures souffraient de manipulations perpétuelles. Les moulages effectués ne comportaient nulle rémunération. Le montant des entrées aux expositions revenait à l'Assistance publique, aux Sociétés privées trésorières, et notre établissement n'obtenait, en retour, que d'accessoires restitutions.

Or, la hausse des changes, la majoration des prix nous obligeaient à réduire nos acquisitions d'ouvrages et de périodiques étrangers, nos achats dans les ventes, nos dépenses de reliure et nos publications de catalogues. La situation du budget nous empêchait toutefois de demander la moindre augmentation de crédit.

Malgré les initiatives prises pour le circonscrire et l'atténuer, le danger devenait redoutable. La documentation de tous les travailleurs et la sauvegarde des collections nationales se trouvaient compromises.

Sans doute, un projet de loi avait été déposé en 1924, sur le bureau de la Chambre des députés, pour modifier l'organisation des quatre grands dépôts d'État, c'est-à-dire la Bibliothèque nationale, l'Arsenal, Sainte-Geneviève et la Mazarine. Il instaurait leur réunion, leur attribuait la personnalité civile et les rendait financièrement autonomes. Statut analogue à celui qui constitue la base sur laquelle se fonde la prospérité actuelle de nos Musées nationaux. Malheureusement, les regrettables abus découverts dans la gestion de certains offices, l'explicable sévérité d'une doctrine qui tend à renforcer le contrôle, le principe rétabli de l'unité budgétaire paralysaient la discussion de ce projet, malgré l'avis favorable de la Commission de l'enseignement. La solution commune aux quatre bibliothèques se trouvait donc retardée et le bon sens commandait de limiter la réforme à notre seul établissement.

L'entreprise n'alla pas sans difficultés. L'opposition d'une administration financière demeurait irréductible. Toutefois, grâce à l'initiative de M. le sénateur Fernand Faure, rapporteur du budget de l'Instruction publique, une bienveillante émulation se manifesta entre les deux Commissions des finances, puis dans le Parlement même, et un texte fut voté qui devint l'article 151 de la loi de finances de 1926. Il abolissait le système dont la rigueur paralysait notre activité et reconnaissait, sous réserve d'une exacte surveillance, ce droit aux recettes, faute duquel l'avenir de la Bibliothèque semblait si gravement compromis.

Dès lors, les obstacles qui entravaient le développement des services pourront être aplanis. Il nous devient, en effet, loisible de prendre les initiatives propres à augmenter les ressources dont la médiocrité était angoissante et de remplir, dans des conditions moins précaires, les devoirs qui nous incombent, tant au point de vue de l'accroissement que de la mise en valeur et de l'entretien des collections.

La charge, du reste, sera lourde d'assumer ces responsabilités nouvelles, alors que les méthodes qui ont cours désormais, rue Richelieu, augmentent, sans cesse, le rendement du dépôt légal, des dons, des acquisitions elles-mêmes. Mieux qu'un long commentaire, quelques chiffres le démontrent avec évidence; car ceux qui suivent comportent une majoration très nette, par rapport aux statistiques de 1923 et se trouvent déjà

inférieurs à nos premières évaluations de 1926. Durant l'année 1925, pour nos quatre départements, le nombre des travailleurs dépassa 219 000, celui des communications 620 000. Au catalogue, 18 128 ouvrages ont été enregistrés et nous avons incorporé, au surplus, dans nos séries d'imprimés, 3 800 morceaux de musique, 4 132 cartes et plans, 475 000 revues et journaux français, 38 000 périodiques étrangers et 9 500 affiches. Le département des manuscrits s'est enrichi de 316 volumes de documents, celui des médailles de 2 099 monnaies, médailles ou objets divers, et 15 437 pièces (estampes, gravures, etc.) sont entrées au cabinet des estampes.

Or, le personnel de la Bibliothèque comprend 69 fonctionnaires et 84 agents de différentes catégories. Simple rapprochement, qui met en pleine lumière l'activité des uns et des autres, cet afflux considérable exigeant non seulement une suite ininterrompue d'opérations bibliographiques, de minutieuses recherches et de rappels, pour éviter toutes les erreurs, toutes les doubles cotes, tous les oublis, mais encore la mise au point, la réfection des inventaires rendues indispensables par les revisions et les reclassements. Chaque jour, cependant, le public multiplie les requêtes, sollicite les avis les plus imprévus. C'est donc avec une méthode, une ténacité dignes d'éloges, que le personnel, pourtant réduit à l'excès, remplit ses obligations techniques, maintient l'ordre dans les collections, satisfait aux moindres demandes. Nul retard ne lui incombe, en dépit des difficultés qui se présentent quotidiennement. Et cette rapide esquisse prouve combien il serait injuste de perpétuer, contre lui, les facéties dont notre corporation fournit longtemps le thème. On doit chercher ailleurs qu'à la Nationale les bibliothécaires sur qui la verve des humoristes voudrait s'exercer encore.

***

Nous nous tromperions, néanmoins, si nous restreignions notre tâche à l'application du nouveau régime, car deux autres problèmes se posent impérieux et pressants. L'un concerne l'exiguïté de notre salle de travail, l'autre l'encombrement de nos magasins. Les moyens, du reste, existent pour les résoudre.

Nul n'ignore que la Bibliothèque nationale possède un vaste

hall (1), œuvre de l'architecte Pascal et non terminé encore, qui devait, à l'origine, servir de salle publique de lecture et que la Commission de 1925, après une enquête décisive, fit réserver à la communication des périodiques et comme centre de liaisons inter-bibliographiques modernes.

Ce hall, en raison de certaines erreurs initiales, sera terminé vers 1932 seulement, à moins que des donateurs ne viennent augmenter la contribution budgétaire dont nous disposons pour son aménagement. Délai regrettable, car jamais le besoin ne se fit sentir davantage de ne point décourager les lecteurs, par le manque de places, dont ils se plaignent rue Richelieu. Aussi bien, un local manque à Paris, où l'information soit facilitée par l'emploi courant des périodiques, et où les chercheurs puissent obtenir, sur un sujet contemporain, les renseignements précis, qui leur permettraient de savoir dans quelle bibliothèque, quel office, existe la publication spéciale, dont l'usage leur est indispensable.

Tel est, en effet, le triple but vers lequel nous tendons : dégager notre salle de travail ; communiquer, sans attente préjudiciable, les plus importantes revues des deux continents ; créer, en plein cœur de la capitale, un bureau d'orientation, qui respecterait l'originalité des autres dépôts, mais faciliterait au savant, au publiciste, au technicien, la découverte de toutes les études et statistiques, grâce à une concentration méthodique des fiches et des dépouillements d'articles.

Rien ne serait plus absurde, que de prétendre rassembler, dans ce hall, l'ensemble des périodiques publiés annuellement. Mais il y aurait, en revanche, le plus évident intérêt à relier un service d'information aux nombreux établissements publics et privés, qui « exploitent » les milliers de revues et documents actuels, sans que les spécialistes eux-mêmes puissent toujours en tirer profit. Œuvre séduisante et féconde qu'une telle création, au sein de la plus riche Bibliothèque du monde, non loin de l'Institut international de coopération intellectuelle lui-même. Aussi voulons-nous croire que des bienfaiteurs se révéleront, capables de comprendre l'utilité décisive d'une semblable organisation. Elle simplifiera, en effet, les recherches des travailleurs par des moyens autrement pra-

(1) 18 m. 50 de hauteur, 43 mètres de longueur, 32 mètres de largeur.

tiques et efficaces que ceux dont rêvent certains spécialistes chimériques, épris de classifications universelles.

Quant à la menaçante insuffisance de nos magasins, les pouvoirs publics ne sauraient la méconnaître.

Actuellement, le nombre des imprimés classés dépasse 4 200 000, et celui des périodiques 42 000 séries, réparties les uns et les autres sur un total de 90 kilomètres. Nos 124 000 manuscrits occupent 8 kilomètres de rayonnages, nos recueils de 3 020 000 estampes, gravures, etc., 4 kil. 825 mètres. Enfin, le département des médailles possède 234 600 monnaies et médailles, 4 250 pierres gravées, camées, etc., et 7 500 objets d'art. Le seul dépôt légal (loi du 19 mai 1925) augmentera, sans aucun doute, nos séries de 1 200 mètres par an. Et il y a lieu de prévoir les dons et les legs de collections.

Les calculs fondés sur la moyenne des accroissements annuels démontrent, avec une évidence péremptoire, que nous ne disposerons plus d'un mètre libre le 31 décembre 1943, en admettant l'utilisation quasi désespérée du moindre recoin ténébreux. A cette date, l'ordre qui règne sera compromis et la confusion deviendra très vite intolérable.

Or, il n'existe aucun dépôt voisin apte à recevoir le surplus de nos collections, car toutes les bibliothèques parisiennes souffrent d'encombrement. Les vastes aliénations d'ouvrages ne seraient recommandables qu'après un minutieux reclassement des collections nationales. La loi nous oblige, du reste, à conserver toutes les publications déposées.

*
* *

La solution du problème se réduit donc à une seule mesure : *le transfert des séries peu consultées aux environs de Paris*, afin que toute demande de communication reste facile. C'est le parti que semble devoir prendre, après avis du Comité consultatif et sur notre rapport, la Commission d'inventaire des immeubles d'État.

Un établissement militaire désaffecté à Versailles donnerait toute satisfaction, dès lors qu'il offrirait les garanties requises de salubrité, comme d'isolement, pour éviter les risques d'incendie. Nous y transporterions nos dix-huit mille mètres de doubles, de retirages subalternes, de petits journaux et revues, de Bulletins paroissiaux, Semaines religieuses, brochures,

annuaires, catalogues, brevets, affiches, etc., ainsi que les masses d'ouvrages, que les autres bibliothèques ne savent plus où entreposer. La garde de ce magasin annexe serait aisée, puisque plusieurs services y contribueraient. Les quelques frais d'aménagement mis à part, l'économie d'une construction, — à moins qu'il parût plus opportun de créer un hôpital modèle, et que le choix se portât sur le Grand Commun, — deviendrait possible, et personne ne pourrait contester la sagesse de cette mesure. Car elle nous permettrait de trouver pour nos manuscrits précieux des emplacements meilleurs, de desserrer nos estampes, que leur compression fatigue et détériore, de maintenir dans nos magasins les seules collections d'imprimés, dont il convient d'assurer le développement. Par elle aussi, nous disposerons de vastes locaux, propres à nous faciliter le premier inventaire sérieux des périodiques et des livres, que l'État possède en plusieurs exemplaires dispersés au hasard des circonstances, exemplaires qu'il nous serait ainsi loisible, soit de reclasser, soit de donner à des bibliothèques provinciales, soit de prêter, d'échanger, de vendre même en France et à l'étranger.

Mais d'autres questions pressantes sollicitent également notre activité : extension de l'éclairage et mise au point de monte-charge électriques, afin de simplifier le mécanisme des communications ; prolongation, le soir, de la durée de nos séances, un trop grand nombre de nos contemporains se trouvant empêchés, par leur profession, de venir rue Richelieu, avant la fin du jour ; rétablissement des travaux supplémentaires, qui augmenteraient le rendement des services, sans accroître le personnel ; adaptation des capacités et des émoluments aux diverses tâches, par la substitution « d'aides de bibliothèque », véritables commis techniques, à quelques bibliothécaires, trop occupés d'un labeur tout matériel ; majoration enfin des traitements, pour ne pas contraindre la plupart des fonctionnaires et agents, lorsqu'ils sont libérés de leurs occupations professionnelles, à compléter ailleurs, non sans fatigue, leur salaire encore insuffisant.

Brèves indications, qui démontrent combien nous sommes loin du but, si nous prétendons réaliser le programme que nous impose la nécessité. Atteindrions-nous, du reste, le terme de cette étape, qu'une œuvre nouvelle requerrait nos efforts. La situation resterait, en effet, préoccupante, puisque les moyens

nous manquent, dès lors que l'on ne réduit pas les données du problème à la stricte satisfaction des besoins immédiats.

Nous l'avons écrit, répété : au sortir des établissements d'enseignement, les citoyens sans fortune ne disposent plus d'aucun centre gratuit de culture, si les bibliothèques ne leur sont pas ouvertes avec libéralisme, et s'ils n'y trouvent pas la documentation qui leur est indispensable. Chez d'autres peuples, la lecture publique, suivant les degrés qu'elle comporte, effectue des progrès rapides. Nous retardons sur ce point. Les embarras financiers expliquent, s'ils ne le justifient, en ce qui concerne le passé, notre défaut d'organisation.

Il suffirait cependant que la volonté d'entente prévalût sur l'esprit de jaloux isolement et qu'aux particularismes inquiets se substituât une harmonieuse entente, pour que les richesses de bibliothèque, dont dispose la nation, prissent une tout autre valeur.

Non que l'idée puisse raisonnablement se faire jour, d'empêcher, dans les Facultés et les grandes écoles par exemple, que les professeurs et leurs élèves ne se réservent les publications, les ouvrages indispensables à leurs travaux. Mais nul motif valable ne saurait interdire aux Bibliothèques publiques, dont l'État et les villes assument l'entretien, de se concerter et de s'unir, tant au point de vue des achats et des abonnements qu'en ce qui concerne la répartition et la communication des livres, revues et journaux.

Or, la vérité nous oblige à reconnaître qu'une telle liaison n'existe pas, sous la forme qui s'impose. État de choses regrettable, dans un temps où l'immense afflux de la production internationale aussi bien que la multiplicité des besoins rend vaine toute prétention à l'universalité comme à l'indépendance et où l'économie commande que chaque grand dépôt se spécialise.

Les heureux effets des premières mesures prises, pour atténuer une dispersion si préjudiciable aux intérêts du public, devraient convaincre, néanmoins, tous ceux qui s'obstinent dans leur résistance.

*
* *

En instaurant le Comité consultatif des bibliothèques nationales, le décret du 27 août 1923 créa un esprit nouveau. Il

oblige les représentants qualifiés de ces quatre établissements à délibérer et à formuler un avis sur toutes les affaires communes d'administration, de personnel et de discipline. Son application prend une importance et une efficacité croissantes. Évidemment, le décret complémentaire qui rattachait, pour la vivifier, la Mazarine à la Bibliothèque nationale ne put être exactement appliqué ; mais d'autres initiatives eurent de meilleurs résultats. Le consortium d'achats à l'étranger, par exemple, qui, sous une forme bénévole, groupe, autour du nôtre, les principaux dépôts de la capitale, procure, nous l'avons indiqué, de sérieux avantages, et le bulletin qu'il publie, les fiches de renvoi (1) qui se rédigent, rendent d'incontestables services à tous les chercheurs. L'arrêté de répartition, qui concerne les exemplaires d'imprimeur, est également mis à profit, pour resserrer les liens entre les bibliothèques bénéficiaires. Sous le contrôle du Comité consultatif, les doubles de Sainte-Geneviève ont été inventoriés, ceux de la Bibliothèque nationale vont l'être. Une commission spéciale vient d'être chargée de procéder à la mise en ordre des périodiques dispersés dans les magasins des principaux établissements parisiens, établissements dont les rapports avec l'Institut international de coopération intellectuelle font l'objet d'une première mise au point. La péréquation des traitements désormais acquise aux fonctionnaires des quatre bibliothèques nationales marque, au surplus, une étape décisive dans la voie où s'engagent les jeunes hommes formés aux rudes leçons de la guerre et conscients de leur rôle, tant au point de vue des accords techniques, dont ils veulent être les artisans, que de la considération professionnelle à laquelle ils prétendent.

Leur plan est très net. Ils ont, eux aussi, « le sentiment de leur mission et l'intelligence de leur époque ». Reprenant, pour l'élargir, la pensée que Renan exprimait dans *l'Avenir de la Science*, ils sont convaincus que nos bibliothèques, et singulièrement la Bibliothèque nationale, ne peuvent plus s'enrichir à l'envi, de toutes les productions nouvelles. Elles deviendraient trop exiguës et par là même impraticables ; l'ambition les paralyserait.

Il faut donc qu'elles se spécialisent. Mais cette spécialité comportera un statut, qui, avec la méthode la plus ferme, la

(1) Ces fiches indiquent aux lecteurs, dans les catalogues, la bibliothèque où se trouve soit le livre, soit le périodique nouveau qu'ils recherchent.

liaison la plus intime et la plus précise, régira enfin leurs rapports. La diversité des connaissances exige aussi un recrutement moins incertain et des avantages de carrière, propres à séduire également les candidats pourvus de titres scientifiques. Considération qui obligera l'École des chartes à établir une section de préparation spéciale aux emplois élevés des bibliothèques, section où n'accéderont que les diplômés de nos facultés et où se formeront, par des stages et des travaux pratiques, les fonctionnaires des établissements nationaux et municipaux classés. Quant aux postes d'aides de bibliothèque, ils ne devront être réservés qu'à des gardiens qualifiés, et à des jeunes gens possédant un certificat d'aptitude officiellement délivré.

Cette hiérarchie commune à tous les grands dépôts de France rehaussera le niveau professionnel, entraînera une péréquation générale des traitements, procurera les garanties de carrière qui font encore défaut, autorisera des réductions d'emplois par suite du meilleur rendement pratique des fonctionnaires ou agents et placera, partout, en face des travailleurs, une élite de personnalités vraiment capables de simplifier leur labeur.

Bien plus, grâce à cette unification corporative, le regroupement deviendra possible des nombreuses bibliothèques que, sans se connaître, l'État et les villes entretiennent, pour la plus lourde charge des contribuables. Il sera, dès lors, loisible d'entreprendre la constitution si nécessaire de ces « centres provinciaux, dont le service d'échanges, de prêts et de transports, étendra jusqu'aux communes rurales le profit d'une lecture publique enfin organisée ».

Dans cette réforme, dont certaines mesures récemment prises permettent d'entrevoir la réalisation progressive, la Bibliothèque nationale tiendra, cela va sans dire, une place éminente.

Non seulement elle deviendra la grande « Réserve », où, par mesure de sécurité, se trouveront réunis les ouvrages précieux qui, ailleurs, courent des risques indéniables, mais elle devra rester le siège du dépôt légal, la communication des imprimés ne s'y effectuant que faute d'être loisible ailleurs. Bibliothèque d'érudition, elle se doublera d'un centre d'information, que constitueront son service rapide des périodiques, organisé dans sa nouvelle salle, et un bureau de renseignements,

qui établira des bibliographies et orientera les chercheurs soit sur les séries de la rue Richelieu, soit sur les autres dépôts spécialisés.

Le service financier commun aux principales bibliothèques y sera également installé, où s'effectueront les opérations aujourd'hui éparses et désormais cohérentes autant que profitables à l'intérêt général. Enfin le comité consultatif élargi y groupera toutes les personnalités aptes à maintenir la liaison et à coordonner les initiatives, entre des établissements que les vieilles routines divisent encore et appauvrissent.

C'est ainsi que s'ouvrira l'ultime perspective, terme de nos espoirs : organiser nos dépôts, définir leur rôle, adapter leur mission aux besoins du milieu, de la ville, de la région qui leur sert de cadre, fixer leurs attributions propres, qu'il s'agisse de la garde aussi bien que de la communication ou du prêt des ouvrages et des périodiques, proportionner le personnel à leur utilité, affecter à leur entretien les seuls crédits indispensables, pourvoir à leurs besoins par des échanges, des dons judicieusement répartis, les relier enfin par un fichier commun, constamment tenu à jour (1). Et cette politique active, bien plus que toutes les ambitions individuelles et les initiatives désordonnées, garantira les collections précieuses, favorisera la tâche des lecteurs et maintiendra le prestige du travail intellectuel. Une telle entreprise est réservée à notre génération.

P. R. Roland-Marcel.

(1) L'emploi de la photographie, dont la Bibliothèque nationale a pris l'initiative, en matière de reproductions de fiches, rendra ici d'inestimables services.

LA MISSION DE LORD HALDANE

A BERLIN

Février 1912

I

Trois ans, exactement, avant la déclaration de guerre des Empires centraux à la Serbie, au mois de juillet 1911, l'Europe s'était crue déjà à la veille d'un grand conflit. A l'envoi d'un navire allemand à Agadir le 21 juillet, l'Angleterre, par un discours de M. Lloyd George, riposta en déclarant « que les intérêts vitaux de l'Angleterre, la sécurité de son commerce international étaient engagés aux côtés de la France au Maroc ». L'émoi était justifié : la Triple alliance derrière l'Allemagne, l'Entente aux côtés de la France se jetaient des défis.

Six mois plus tard, au lendemain de la négociation difficile entre Paris et Berlin, qui avait suspendu et réglé le conflit par le traité du 4 novembre, une nouvelle encore inattendue venait surprendre les chancelleries et les peuples. Le 8 février 1912, le chef du *War Office*, le ministre savant et énergique du parti libéral, lord Haldane, arrivait à Berlin pour être reçu par l'Empereur en mission confidentielle à laquelle ne participait pas l'ambassadeur anglais, sir E. Goschen, mais deux financiers et administrateurs, allemands ou d'origine germanique, sir Ernest Cassel et Albert Ballin. Cette course mystérieuse de quatre jours, ces rendez-vous secrets, sans l'être tout à fait, de noble et illustre compagnie, entre une rive de la mer du Nord et l'autre, donnèrent lieu à tous les commentaires dans les chancelleries, dans la presse européenne, dans le public même. Préparaient-ils un rapprochement entre les deux nations et les

gouvernements qui avaient failli en venir aux mains au mois de juillet 1911 ? Était-ce une fêlure de l'Entente franco-anglaise, un coup monté à Berlin pour en avoir raison par douceur plus que par violence, ce que l'ambassadeur russe à Londres, le comte de Benckendorff, appelait joliment « un nouvel Agadir pacifique »? La personnalité de lord Haldane, qu'on savait acquis, lui et son frère, à la culture germanique, de ce ministre qui, dans un banquet, au lendemain de Tanger, et d'Algésiras le 13 mai 1906, félicitait les bourgmestres des grandes cités prussiennes d'avoir pour Empereur « le vrai fils de l'esprit du siècle », que quatre mois plus tard, Guillaume II et ses ministres avaient reçu et fêté à Berlin, — semblait, avec ses acolytes allemands de la grande finance et du Commerce international, justifier les inquiétudes ressenties en France, en Russie, d'une nouvelle agression, diplomatique sans doute, mais plus perfide, de l'Allemagne contre l'Entente.

L'émoi se calma pourtant, sur une déclaration que fit, le 14 février 1912, aux Communes, le Premier anglais en réponse à une question posée par le chef de l'opposition, Bonar Law, curieux du secret de cette mystérieuse mission : « Nous ne voulons nullement sacrifier, ni compromettre d'aucun côté les rapports spéciaux d'amitié que chacun de nous entretient avec d'autres puissances ». « Si l'Allemagne, écrivait de Londres le 18 février l'ambassadeur de Russie, a voulu rompre les ententes de l'Angleterre pour aboutir à une entente générale avec elle, c'est sans aucun doute un échec complet. » Mais il ajoutait que, faute de renseignements précis sur la mission Haldane, il ne pouvait se permettre d'en juger l'objet, les origines et les résultats. Mystérieuse, elle le demeurait pour le public encore davantage, parce que les hommes d'État anglais ou allemands ne se soucièrent point, sembla-t-il, de le renseigner. On apprit seulement, en mai, toujours sans en connaître la raison, que l'empereur d'Allemagne remplaçait son ambassadeur à Londres, le comte Wolff Metternich, dont le départ inexpliqué déplut à la cour de George V et à ses ministres. Et jusqu'à la rupture de 1914 entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les deux gouvernements parurent d'accord pour faire oublier aux deux nations et à l'Europe l'incident diplomatique qui les avait émues.

Ce fut après un an de guerre avec l'Angleterre que le chan-

celier Bethmann-Hollweg crut utile à ses desseins de rompre, dans un discours au Reichstag, le 28 août 1915, la consigne de silence observée depuis plus de trois ans. Il fit le récit à sa façon des entretiens de Berlin, tel qu'il l'a repris plus tard dans ses *Considérations sur la Grande guerre*. Aussitôt sir Edward Grey opposa au récit du chancelier une longue note rédigée dans les bureaux du *Foreign Office* pour éclairer les Anglais sur les offres captieuses de rapprochement qu'en 1912 il avait cru devoir rejeter. Il devait s'expliquer de même en 1923 dans ses Mémoires, *Twenty five years*, et le fit alors déjà dans une communication au journal radical, le *Manchester Guardian*. La Grande guerre, en décidant contre Guillaume II et son peuple de la rivalité anglo-germanique, a procuré à l'histoire des éléments d'information, demeurés jusqu'à là secrets d'État. Depuis 1918 ont parlé de la mission Haldane, pour en discuter l'objet et la portée, Bethmann-Hollweg, sir Edward Grey, lord Haldane lui-même, M. Winston Churchill dans son livre *The World crisis*, l'amiral Tirpitz, le secrétaire d'Albert Ballin dans leurs Mémoires, M. Raymond Poincaré, renseigné par MM. Paul et Jules Cambon, dans ses *Neuf années de souvenirs*, récemment parus, l'empereur Guillaume II, enfin tous ceux qui ont mené ou connu cette « mystérieuse négociation ».

Abondance de documents peut nuire autant que défaut de témoignages à la connaissance de la vérité. La vérité ne demeurait pas encore facile à dégager de ces mémoires contradictoires, plaidoyers ou actes d'accusation des différents acteurs, des hommes d'État anglais incriminant la mauvaise foi germanique, de Guillaume II dénonçant, pour se justifier, la sournoise ambition des politiques britanniques, de l'amiral Tirpitz, entêté dans son hostilité contre la Grande-Bretagne et son opposition au chancelier Bethmann-Hollweg. Que signifiait cependant le propos tenu alors à Berlin par lord Haldane lui-

(1) Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen zum Weltkrieg*, 1919. — Tirpitz, *Erinnerungen*, 1920 (traduction française, Paris, 1922). — Guillaume II, *Mémoires*, Paris, 1922. — B. Huldermann, *Das Leben Albert Ballins* (traduction française, Paris, 1923). — B. von Siebert, *Diplomatische Stücke zur Geschichte der Ententepolitik* (Berlin 1921). — R. Poincaré, *Le lendemain d'Agadir*, Paris, 1926. — Viscount Haldane, *Before the War*, Londres, 1920. — Viscount Grey of Fallodon, *Twenty five years* (1892-1916), 2 vol. Londres, 1922. — Churchill, *The World crisis*, Londres, 1923 (traduction française, Paris, 1925). — Et surtout : *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette;* t. XXXI : das Scheitern der Haldane mission-1926.

même : « Une affaire comme il n'y en a pas eu une depuis cinquante ans dans l'histoire du monde (1) », sinon que les entretiens secrets de Berlin en 1912 auraient égalé en importance ceux de Biarritz en 1865, préparés par von der Goltz, préparant la fortune de la Prusse? Et s'il en est ainsi, l'enquête s'impose, malgré les démentis des uns, les divergences des autres.

Un volume est paru tout récemment en Allemagne, cette année même, le tome XXXI de la *Grosse Politik der Europäischen Kabinette* consacré aux relations de l'Empire avec la Grande-Bretagne et la France de septembre 1911 à octobre 1912, et un chapitre, le CCXLIII^e^, en particulier à la mission de lord Haldane. Sur les récits que nous avions de cette mission, ce recueil a le grand avantage d'être le dossier des dépêches échangées entre l'Empereur, ses ministres, ses agents officiels ou secrets, sur l'heure et dans l'intimité même de leurs conseils. Très nombreuses sont les pièces qui portent en marge observations, avis et décisions de Guillaume II, inscrites au courant de la lecture, d'une forme toujours violente et parfois très expressive, selon la coutume des *marginalia*, familière aux souverains prussiens. Entre les allégations fournies par les Mémoires écrits après les événements, avec une intention manifeste d'apologie ou de critique, et ces exclamations, ces jugements jaillis au contact des hommes et des choses, l'historien n'hésite pas. Il peut et doit s'éclairer aussi avec les lettres écrites par l'Empereur, par le chancelier de leur propre main pour la direction de leurs agents, révélations de leurs vrais desseins, de leurs ordres immédiats.

Le veto que les ministres anglais avaient opposé à la fin de juillet 1911 au débarquement des Allemands au Maroc avait surpris et indigné l'Empereur, ses sujets et les chefs surtout de l'armée et de la marine germaniques. Dès le 3 août, l'amiral Tirpitz réclamait une riposte à l'Angleterre, la construction de nouvelles unités navales. « C'est par la force de notre flotte, et dans l'angoisse que les Anglais viendront à composition », écrit Guillaume le 31 août en note à un article du *Times*. Par son ordre, ses amiraux dressèrent un projet d'addition à la loi navale de 1900, une *Novelle*, dont le principe essentiel était de renforcer les deux escadres de la flotte de combat par une troi-

(1) Lettre d'Albert Ballin à Guillaume II, 8 février 1912 (*Grosse Politik*, t. XXXI, p. 111).

sième escadre, passant de la réserve au premier rang, avec trois dreadnoughts construits en six ans, et des équipages appelés d'urgence au service actif. Projet analogue à celui qui se prépara dès lors pour les forces d'attaque sur terre, programme, disait-on, de Défense : « Wehrvorlagen, » propre à inspirer aux voisins de l'Allemagne le respect de sa puissance, de sa diplomatie, et de ses prétentions que l'Empereur voulait faire adopter dès l'automne au plus prochain Reichstag.

A l'automne, cependant, Guillaume II avait dû écouter d'autres avis, ceux de ses conseillers civils, les *Civilisten*, comme il les appelle, son chancelier Bethmann-Hollweg, le secrétaire d'État Kiderlen-Waechter, son ambassadeur à Londres, le comte Wolf-Metternich. Tandis que Kiderlen négociait, pour régler l'affaire d'Agadir, avec M. Jules Cambon un compromis au Congo, le chancelier s'efforçait de persuader le souverain qu'il valait mieux recourir auprès des Anglais à des offres d'entente et d'amitié qu'à des menaces d'armement.

Le ministère Asquith, composé de libéraux et de radicaux, qui ménageaient le Labour Party, et cherchaient à réduire les budgets militaires pour satisfaire aux exigences des lois sociales, soit par goût, soit par politique portés vers l'Allemagne et favorables à son Empereur, était aussi désireux de renouer avec l'Empire germanique que de ne pas se mêler davantage à sa querelle avec la France. Toujours prêt à se porter garant de leurs bonnes intentions, le comte Wolf-Metternich en coquetterie réglée avec les partis germanophiles et pacifistes, les hommes d'affaires, banquiers, industriels, sir Ernest Cassel, Brunner, les publicistes qui regrettaient depuis 1905 l'entente anglo-française, s'employa après Agadir, d'accord avec Bethmann-Hollweg, à ce rapprochement entre son pays et les Anglais. Il insistait d'ailleurs dans toutes ses dépêches sur le fait que ce rapprochement était incompatible avec le programme d'accroissement des flottes germaniques, défi à la suprématie navale de la nation britannique qu'aucun Anglais ne tolérerait, et que Guillaume II et ses amiraux soutenaient obstinément.

Pendant trois mois, d'octobre à novembre 1911, la lutte fut engagée autour de l'Empereur entre les amiraux et la chancellerie. Tirpitz pressait pour obtenir la présentation de sa Novelle au Parlement. Bethmann-Hollweg la retardait, appelait à l'aide le secrétaire d'État des finances. L'opinion publique travaillée

par les Ligues allemandes, les partis politiques, inquiets du dépit qu'avait provoqué l'accord colonial du 4 novembre avec la France dans tous les milieux allemands, blâmaient le chancelier. « Le peuple, écrivait Guillaume II, attend l'acte qu'il puisse saluer avec enthousiasme comme un geste national. » Et le 19 novembre, il semblait qu'il allait donner raison à Tirpitz. Mais en même temps il approuvait les négociations de son chancelier avec le cabinet britannique. Bethmann-Hollweg proposa à sir Edward Grey, le 22 novembre 1911, une entente navale dont la condition devrait être une convention politique, une sorte de convention de neutralité; le 14 décembre, il renouvelait son offre d'une entente politique « à large base », le seul moyen de mettre fin à la tension anglo-britannique que le ministère anglais déclarait inconciliable toujours avec le programme de la Novelle allemande (1).

*
* *

Telle fut, dans la période qui suivit l'échec d'Agadir, la politique de Guillaume II, le double jeu qu'il pratiqua, écoutant à la fois ses conseillers de la marine et de l'armée et ceux de la Wilhelmstrasse, se servant des uns pour développer sa puissance offensive, des autres pour obtenir par la négociation le consentement éventuel de l'Angleterre au libre emploi de cette puissance. En janvier 1912, il n'avait réussi ni à mettre d'accord ses ministres, ni à se mettre d'accord avec les Anglais.

Il est facile de s'expliquer l'effet que dut produire sur Guillaume II le très long rapport, que lui remit sa chancellerie, de von Kuhlmann chargé de l'ambassade de Londres pendant le congé du comte de Metternich, le 8 janvier 1912 :

Les rapports de l'Angleterre et de l'Allemagne sont en ce moment à un point critique (Wendepunkt).

...Deux chemins actuellement se présentent : ou l'Allemagne, sans rien modifier à son plan de construction navale, s'assure le consentement de l'Angleterre à des arrangements qui lui garantiront (en Afrique) l'avenir d'une grande puissance coloniale, ou, subissant la pression d'une partie de la presse, elle développe son programme naval et ruine ainsi toute possibilité d'une entente coloniale et d'une entente politique générale avec l'Angleterre et accroît le risque

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 31 et p. 78.

vraisemblable d'un conflit armé avec les puissances de la Triple Entente... Oui, clairement, brutalement, la politique allemande a à choisir entre deux voies, d'un côté la possibilité d'une paix glorieuse, d'une expansion coloniale, d'un développement fructueux de civilisation et de richesse, de l'autre le réveil de la vieille haine, l'appui donné à nos ennemis politiques, l'évocation de sérieux dangers.

« Diplomate de malheur »! a écrit l'amiral Tirpitz qui a connu ce mémoire, et s'en est souvenu sans doute comme d'un assaut dangereux contre son programme.

On reconnaît bien là l'élève du comte Metternich, dit l'Empereur dans une des notes dont il le cribla. Des colonies, nous en avons assez. Si j'en veux, j'en achèterai, ou j'en prendrai sans l'Angleterre. Ni le Congo, ni les colonies portugaises ne lui appartiennent. Elle veut nous donner des choses qui ne lui appartiennent pas! Comme le Maroc! — Le point capital, c'est d'abord un rapprochement politique de l'Angleterre avec nous. Tant qu'il ne sera pas fait, je ne m'occupe pas de négociations coloniales avec elle. Et je ne changerai pas d'un cheveu mon projet de défense navale.

Il faut croire cependant que l'argumentation serrée et pressante de von Kuhlmann avait fait impression sur le souverain. Il ne se contenta pas de l'annoter de ses critiques.

Il voulut la réfuter, par un mémoire qu'il rédigea tout entier de sa main et lui fit adresser, le document le plus complet, le plus authentique que nous ayons pour connaître et expliquer les desseins de cette fin de règne.

NOTE DE L'EMPEREUR GUILLAUME II, DE SA MAIN

Berlin, 11 janvier 12 (1).

A l'ambassade de Londres pour notification.

Remarque sur la dépêche de M. de Kuhlmann.

La dépêche part de prémisses fausses. L'Angleterre, dans l'affaire du Maroc, a blessé gravement en parole et en fait le peuple allemand et l'a profondément indigné. Cette irritation se traduira par un projet de Défense pour l'armée et la flotte. L'Angleterre le sait, et de cela aussi bien que de la tempête de mécontentement déchaînée en Allemagne par sa conduite, le peuple d'Angleterre a pris peur. Il ne souhaite pas de guerre et le fait savoir par des articles et demande raison à son gouvernement. Celui-ci veut maintenant, — même le peuple,

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 92.

— nous remettre de bonne humeur comme un enfant qu'on a fouetté, et, après le coup de cravache Lloyd George, il veut nous donner du biscuit. C'est de là que viennent toutes les insinuations sur un domaine colonial à nous constituer en Afrique. A la manière bien britannique naturellement, on nous a indiqué le bien des autres dont l'Angleterre n'a aucun droit à disposer. Le Portugal n'a pas, jusqu'ici, donné à connaître qu'il ait l'intention de se dépouiller de son domaine colonial. Et cela réclamerait une masse respectable de millions que nous n'avons vraisemblablement pas disponibles. Sur l'État du Congo la France a un droit préférentiel d'achat. Dans l'état actuel de l'opinion, il faut exclure l'idée qu'elle nous concède cela. Au contraire elle est en état, aussitôt qu'elle saurait nos vues, d'offrir au Belge un milliard dont elle dispose toujours, pour attraper le Congo à notre nez. Ainsi, les présents britanniques se montrent comme des dons de Grecs (Danaergaben) qui nous mettraient, par rapport aux possesseurs intéressés, dans la même situation que la France au Maroc vis-à-vis de l'Espagne, et l'Italie à Tripoli. Ces présents, dès que sérieusement nous voudrions les saisir, aussitôt par une agitation de presse et des mensonges diplomatiques de l'Angleterre auprès des possesseurs, nous placeraient dans les plus mauvaises situations et affaibliraient notre puissance en Europe, notre concentration et nos forces financière, militaire, aussi bien que maritime. Le jeu de l'Angleterre est clair, mais mes fonctionnaires ne le découvrent pas. Il nous arrivera, par ce mirage d'un empire colonial en Afrique, par des acquisitions aux dépens des autres, d'être entraînés dans des complications, détournés de la politique mondiale, c'est-à-dire qu'on veut résoudre sans nous la grande question d'Asie à trois : triple entente avec Japon et Amérique, si bien que nous n'y participions pas. Si l'Asie est partagée, notre exportation, — produit de notre industrie, — et notre commerce subissent un grave dommage et pour toujours, nous serions obligés de nous rouvrir cette porte actuellement ouverte par des flottes et des grenades. Pour obliger à résoudre la question asiatique avec nous, j'ai édifié toute ma politique navale, et ma concentration militaire en Europe. C'est ce qui fait son action gênante et pour cela qu'on voudrait la disperser et la gaspiller en acquisitions coloniales, afin qu'en Asie, autrement dit dans le monde, nous n'ayons plus notre mot à dire. Voilà pourquoi je n'entre pas dans ces propositions anglaises. Son Excellence le chancelier a, précisément à l'automne, avec mon aveu exprès, posé le principe, avant toutes conventions de détail, d'un traité d'action politique avec l'Angleterre, c'est-à-dire de la reconnaissance sur un pied d'égalité de notre puissance et de notre droit politique et la fixation de notre politique sur des voies générales parallèles dans le monde.

Il semble que l'Angleterre ne le veuille pas et qu'elle veuille nous rassasier de miettes coloniales, pour se débarrasser de nous dans le monde et éventuellement agir plus tard contre nous. Voilà ce qui fait sa proposition frivole. Si M. de Kuhlmann rêve d'un grand empire colonial allemand en Afrique et néglige le *comment* de l'établissement, le *parce que* de notre insuffisance financière, et le *qui* de nos fonctionnaires non préparés à de telles entreprises, et qui nous manquent, il ferait aussi bien de mettre le nez dans l'histoire des guerres maritimes. Il y pourrait apprendre qu'être une grande puissance coloniale exige d'être une grande puissance navale. Sans la dernière, la première est un clair non-sens. L'histoire d'Espagne l'apprend : c'était une grande puissance coloniale qui négligea sa flotte et perdit son empire. La dernière phase fut Santiago de Cuba. Point de grandes colonies sans une forte flotte. Pour le domaine colonial qu'on nous offre, je devrais réclamer d'abord le double du projet naval, établir de grands ports de guerre, des stations. Le projet de défense demeure, sans égard pour de telles rêveries.

« Pour obliger l'Angleterre à régler avec nous la question du partage de l'Asie, autrement dit le sort du monde, j'ai édifié toute ma politique navale, et ma concentration militaire en Europe. » Par la volonté de son Empereur, si clairement exprimée, l'Allemagne réglait sa politique sur le programme qu'en a tracé, en 1913, le prince de Bülow, et que l'amiral Tirpitz servait, en face de son chef hiérarchique, Bethmann-Hollweg, et contre lui. Le 13 janvier, le chef de la Marine croyait, enfin, l'emporter. Il pressa l'Empereur d'insister auprès du chancelier pour que la *Novelle* fût mise à l'ordre du jour; quinze jours après, l'Empereur l'annonçait, le 7 février, au Reichstag : mais, ajoute Tirpitz dans ses *Mémoires*, « un ministre étranger venait à la rescousse » : le 8 février, lord Haldane arrivait de Londres. « Nous invitions les Anglais à Berlin. »

II

Ce déplacement subit du ministre anglais, que ses collègues expliquèrent au public par le simple désir d'accompagner son frère, le professeur Haldane, en mission d'études pédagogiques, était-il une manœuvre du chancelier allemand, comme l'a prétendu Tirpitz? Il n'aurait, certes, pu y recourir sans le consentement de l'Empereur, et Guillaume II, déjà alors, niait que l'initiative du voyage fût partie de Berlin. Sir Edward Grey,

causant avec Metternich à son retour de son congé, lui dit que l'Empereur, au début de janvier 1912, avait chargé sir Ernest Cassel d'aller trouver M. Winston Churchill, pour le prier de venir le voir à Berlin. Le moment n'ayant pas été jugé favorable, la visite n'eut pas lieu, mais « ce désir, transmis par des intermédiaires privés, engagea le gouvernement anglais à y répondre par ce même canal ».

Absurde! a mis en note Guillaume. *Faux.* Il a voulu se tirer d'affaire vis-à-vis de Metternich, qui se formalisait. C'est lui qui avait écarté de la négociation les deux ambassadeurs. Je n'ai vu Cassel qu'à la fin de janvier. Pouah! c'est Grey qui a organisé ce voyage. Il prétend, pour sauver la face, avoir informé sir Ed. Goschen; c'est également faux (1).

Dans ses *Souvenirs*, Guillaume II a maintenu ce démenti; Bethmann, moins catégoriquement. Sir Ed. Grey a confirmé dans les siens que l'invitation lui était parvenue par ses collègues comme un vœu de l'Empereur transmis par des voies non officielles. Une lettre privée du 9 janvier 1912, écrite par sir Ernest Cassel à Albert Ballin, le grand armateur de la *Hamburg America*, retrouvée dans ses papiers et publiée par son collaborateur et biographe B. Huldermann, confirme absolument le langage tenu le 12 février par sir Ed. Grey au comte de Metternich : « Depuis ma dernière lettre, j'ai eu l'occasion de parler confidentiellement avec Winston Churchill. Il sent que le poste qu'il occupe depuis peu lui impose des limites qui ne lui permettent pas, dans la situation actuelle, une visite *comme celle à laquelle vous faites allusion.* » Cette lettre, de source allemande, identique au langage du ministre britannique, ne laisse aucun doute sur l'appel d'Albert Ballin, auquel le 9 janvier elle apportait la réponse sollicitée de W. Churchill.

Cet appel, Albert Ballin l'avait-il adressé à son ami de Londres, de sa propre impulsion ou d'accord avec le gouvernement allemand et l'Empereur? Son biographe a publié, en fac-simile même, un document de la *Westminster Gazette*, que Ballin transmettait à l'Empereur à la fin de 1911 et que celui-ci avait retourné, annoté de sa main. Le sujet de l'article : opinion commune à tous les libéraux anglais sur la nécessité d'une

(1) Metternich aux Affaires étrangères, 12 février 1912, et Notes de l'Empereur, t. XXXI, p. 121.

détente entre l'Allemagne et l'Angleterre. C'était le désir du grand armateur allemand, depuis longtemps encouragé, comme il disait, « par les milieux germanophiles de la Cité », à rapprocher les deux nations et y employer l'influence des financiers, lord Rothschild, sir Ernest Cassel. Ce dernier lui garantissait les bonnes dispositions de Winston Churchill, « qu'il connaissait intimement depuis sa jeunesse, qui n'avait jamais caché son admiration pour l'Empereur et la nation allemande et tenait pour absurde la froideur existant entre les deux pays ». Fut-ce pour animer la bonne volonté du banquier anglo-allemand que Guillaume II, précisément à cette date, le décora de ses ordres, et qu'Albert Ballin fut autorisé à lui suggérer une visite du chef de l'amirauté anglaise à Berlin?

Aux sollicitations de ce groupe anglo-allemand, bien vu de la chancellerie germanique, influent dans le cabinet Asquith, sir Edward Grey résista quelques jours. Il finit, mais sans beaucoup d'espoir, par donner son consentement, « par ce motif que c'eût été une grossièreté de répondre par un refus à un vœu que ses collègues lui présentaient comme un vœu du Kaiser puissant et susceptible. » Alors fut décidé ce qu'on pourrait appeler au point de départ, plus justement encore que la mission Haldane, la mission secrète de sir Ernest Cassel, de laquelle nous sommes aujourd'hui largement instruits (1).

Le banquier anglais partit de Londres le 27 janvier au soir. Il emportait avec lui une note verbale que sir Edward Grey, MM. Lloyd George et Winston Churchill s'étaient mis d'accord pour rédiger et présenter à l'Empereur lui-même. Cette note a été publiée dans le recueil allemand; elle contient trois points :

1° *Fondamental.* — La supériorité navale reconnue comme essentielle à la Grande-Bretagne. Le programme naval allemand actuel, et son budget ne seront pas accrus, mais si possible retardés et réduits; 2° L'Angleterre sincèrement ne désire pas intervenir pour gêner l'expansion allemande. Et, pour réaliser cette intention, elle est disposée par la suite à discuter quelque aspiration que ce soit de l'Allemagne en ce sens. Il plairait à l'Angleterre de connaître le domaine ou les points spéciaux où elle pourrait en cela seconder l'Allemagne ; 3° Elle accueillerait volontiers des propositions d'assurance réciproque de nature à interdire à l'une des puissances de se joindre contre l'autre à des desseins ou à des combinaisons d'agression.

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 97 et suivantes et les notes des éditeurs. *Ibid.*, p. 98.

Porteur de ces offres, sir E. Cassel fut conduit à 10 heures le lundi matin chez le chancelier, et l'après-midi chez l'Empereur où Bethmann-Hollweg le rejoignit. Il trouva, a-t-il dit, « le chancelier sérieux et cordial, l'Empereur enchanté presque comme un enfant ». Visiblement, il croyait au succès de la manœuvre qu'il avait montée avec son chancelier. Il tenait des offres de l'Angleterre. Il médita sa réponse, mais la remit le jour même à l'émissaire du cabinet libéral qui lui fit espérer un accueil favorable à ses conditions et la venue très prochaine de sir Edward Grey et de M. Winston Churchill à Berlin. Dans son désir de rapprocher son pays d'origine et son pays adoptif, sir Ernest Cassel s'avançait beaucoup. Quand on lit la réponse allemande, publiée aussi dans le recueil de l'État allemand, les différences dans l'esprit et le rapport des propositions impériales avec la note anglaise s'accusent au premier coup d'œil.

Art. I, *Fondamental.* — Le gouvernement allemand accueille avec plaisir la démarche du gouvernement anglais pour se rapprocher par l'intermédiaire de sir Ernest Cassel afin d'améliorer les relations entre les deux pays. Le gouvernement allemand accepte les termes proposés par sir Ernest Cassel, avec la réserve suivante que l'état de l'année 1912 doit être inclus dans le présent programme naval, autant que tous les arrangements en ont été jusqu'ici complétés. Le moyen le plus efficace d'arranger rapidement la négociation serait que sir Edward Grey voulût bien rendre visite aussitôt que possible à Sa Majesté l'Empereur qui verrait cette visite avec beaucoup de plaisir (1).

Il demeure assez surprenant que l'obstination de l'Empereur à faire accepter aux Anglais sa *Novelle* navale, communiquée le même jour à sir Ernest Cassel à Berlin, remise par lui à M. Winston Churchill qui la présenta le 31 janvier à ses collègues « comme une mesure sérieuse et formidable », n'ait pas arrêté dès le début la négociation. « Si l'on n'abandonne pas la *Novelle* navale, il n'y a pas lieu d'attendre un changement profond de la politique anglaise », écrivait le 21 janvier Metternich. A Berlin, le chancelier et l'Empereur se faisaient illusion. Ils escomptaient l'influence de sir Ernest Cassel et ses promesses. A Londres, sir Edward Grey céda à la pression de ses collègues du cabinet. « Une tentative de rapprochement apparent lui semblait souhaitable, écrit encore Metternich, en face de la

(1) *Ibid.*, p. 98.

condamnation presque générale de sa politique par le parti libéral lui-même. » Il se refusa du moins à la visite qu'attendait Guillaume II; M. Winston Churchill s'y déroba aussi. Ils désignèrent lord Haldane, connu par ses travaux et ses précédents voyages en Allemagne, « afin d'éclairer les routes, écrivit confidentiellement sir Cassel à son ami Ballin, pour d'autres visiteurs. »

Le même jour, 3 février 1912, sir Ernest Cassel envoyait à Ballin le télégramme, en français, qui a été conservé aux Archives de Prusse (1).

Prière transmettre réponse suivante. Esprit de communication du gouvernement allemand est très cordial, appréciation ici. Nouveau programme allemand ferait nécessaire augmentation sérieuse et immédiate des dépenses navales britanniques, qui étaient basées sur présomption que programme naval allemand resterait sans changement. Si gouvernement britannique est forcé de faire cette augmentation, la négociation sera difficile, sinon impossible. D'autre côté, si les dépenses navales allemandes pourront être arrangées par une modification du tempo, ou de toute autre manière, de façon à ne pas rendre nécessaire une augmentation sérieuse pour faire face au programme allemand, alors gouvernement britannique sera préparé continuer négociation immédiatement, entendant que le point des dépenses navales peut être discuté, et qu'il existe un *fair prospect*, pour l'arranger équitablement. Si ceci est acceptable, le gouvernement Britannique propose immédiatement, *next step they think*, que en premier lieu, visite d'un ministre britannique à Berlin devrait être d'un caractère private et non officiel. *End message. Please telegraph receipt.*

Un second télégramme suivit : « Présence ministre de la Guerre. » (En allemand) : Selon moi la voie la meilleure et la plus rapide. Croyez-vous vraiment nécessaire, (en français :) que nous deux sont aussi Berlin, quand ministre de la guerre est là ?

Entre son départ de Berlin, le 29 janvier et le jour où se décida le voyage de lord Haldane, sir Ernest Cassel avait pu se rendre compte, mieux qu'il ne l'avait fait, de la difficulté foncière de la négociation dont il avait cru pouvoir promettre le succès aisé à l'Empereur et à son chancelier : « négociation difficile, sinon impossible, si l'Angleterre n'a pas satisfaction pour les nouveaux armements allemands ».

Son télégramme, avec des formes, était une mise en demeure.

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 102.

« Le nouveau projet de la *Novelle*, écrit Guillaume dans ses *Souvenirs*, je le dis à Tirpitz, était en danger. » Et Ballin d'écrire à son correspondant (1) :

La demande transmise par votre télégramme officiel complique beaucoup la question. J'ai réussi, malgré de grands scrupules de leur part, à obtenir de nos dirigeants les promesses demandées par l'Angleterre : on est prêt à discuter, c'est-à-dire de bonne foi, le projet d'augmentation de notre flotte. Voilà donc réalisé le *fair prospect* pour les dispositions conciliantes qu'on voudra bien nous témoigner. Pour arriver aux concessions qu'on souhaite chez vous, il serait nécessaire de conclure un *accord très précis de neutralité*. Faites en sorte que le délégué se rende bien compte que c'est une question de *donnant donnant*.

Cette lettre d'A. Ballin à sir Ernest Cassel lui fut portée par le secrétaire général de la *Hamburg America*, « un modèle de discrétion », qui l'a insérée dans la biographie de son chef. Elle fut concertée avec Bethmann-Hollweg qui en autorisa, avec hésitation soi disant, l'envoi. Elle éclaire singulièrement la note officielle arrêtée entre l'Empereur et ses collaborateurs le matin du 4 février 1912, après une sérieuse discussion, cette formule transmise par télégramme à sir Ernest Cassel par Ballin :

Prière de transmettre la réponse suivante : nous sommes prêts à continuer l'explication dans un esprit amical. Dans la question de la *Novelle* navale, qui doit conduire à une discussion sur les programmes réciproques des flottes, il nous semble possible d'accéder aux vœux anglais, si en même temps nous recevons des garanties suffisantes d'une orientation amicale de la politique anglaise. Le rapprochement devrait s'exprimer par une convention des deux puissances de ne participer à aucuns plans, combinaisons ou complications de guerre, dirigées contre l'une ou l'autre. Une telle convention rendrait possible une entente sur les dépenses d'armements.

Au cas où l'Angleterre se rencontrerait avec nous dans ces idées, nous saluerions avec joie la venue d'un ministre anglais à Berlin, d'abord pour un échange de vues privé, confidentiel.

Approuvé au château de Berlin le 4 février par l'Empereur, qui, pour mieux préciser, ajouta en marge : *Points de la future négociation* :

1° Entamer la négociation en maintenant éventuellement la

(1) *Vie d'Albert Ballin*, p. 193.

Novelle. Ses motifs, histoire antérieure de la flotte et modification ;

2° Du côté anglais exposé du programme naval *a*) sur les bases de notre *Novelle*, *b*) sur la base de la loi navale (2e tempo);

3° L'Angleterre doit abandonner vis-à-vis de nous son standard de l'Angleterre supérieure à deux puissances ;

4° Un traité d'alliance bien clair, ou tout au moins un traité de neutralité (1).

« Donnant donnant », avait écrit Ballin. Par ce marchandage sur le comptoir impérial de Berlin, Guillaume II poursuivait son double jeu : avec les militaires qui servaient son dessein ambitieux, maintenir sa flotte aussi puissante que possible en face de l'Angleterre ; avec ses diplomates arracher aux Anglais qui désiraient la paix, s'il pouvait, un traité d'alliance bien claire, une neutralité au moins ruineuse pour la Triple Entente : d'une façon ou de l'autre se garder la main libre, ou forte. Lord Haldane avait raison lorsque, débutant dans le rôle que lui assignait le Cabinet tenu jusque-là par des comparses, il évoquait le souvenir du temps où la force et la diplomatie prussiennes en 1865 avaient retenu Napoléon immobile, et saisi leur proie en Allemagne. « Point de publicité alors, disait-il, ni de journaux, ni de *Daily Mail* ni de *Lokal Anzeiger*. Et surtout qu'on me laisse mon conseiller, sir Ernest Cassel, qu'il vienne et ne s'en aille pas ! » « Puisque le jeu est si gros, écrivait ironiquement l'Empereur, il peut être tranquille. On le lui laissera (2). »

Le gouvernement anglais était trop bien instruit par les confidences d'Albert Ballin à sir E. Cassel des intentions cachées de la diplomatie allemande contre la Triple Entente pour se dissimuler les risques de la mission de lord Haldane. Il ne les découvrit pas cependant, comme il l'aurait dû, peut-être, à ses alliés. A Londres, sir Edward Grey, dès le 7 février, le jour même où lord Haldane et sir Ernest Cassel quittèrent l'Angleterre, fit appeler les ambassadeurs de France et de Russie, Paul Cambon et le comte Benckendorff et leur notifia l'initiative prise par le cabinet comme une simple reprise des pourparlers engagés avant Agadir avec l'Allemagne pour la limitation des armements. Il esquiva une question indiscrète du comte de Benckendorff sur l'éventualité d'entretiens plus étendus : « S'il y

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 103.
(2) *Ibid.*, t. XXXI, p. 111.

en a d'autres, répondit-il, lord Haldane doit écouter et nous faire rapport. » Il affirma à Paul Cambon qu'il ne s'agissait nullement d'engager des négociations. Après la note de la chancellerie allemande, et les lettres des intermédiaires officieux, était-ce bien tout ce qu'à Berlin on pouvait se croire autorisé à attendre du représentant officiel du Cabinet anglais?

***

Lord Haldane arriva à Berlin le 8 février 1912. Son premier entretien fut avec le chancelier, entretien très cordial et très long que tous deux ont raconté dans leurs *Souvenirs*, de façon en somme à peu près analogue. Lord Haldane ne put se dérober et ne se déroba point aux questions politiques qui intéressaient autrement le chancelier que la question des armements. On s'expliqua franchement sur l'accord politique qu'on souhaitait à Berlin. « Nous n'avons avec personne de conventions militaires secrètes. Mais nous n'engagerions pas notre neutralité avec l'Allemagne, si elle essayait d'occuper le territoire français, et particulièrement les ports du Pas de Calais au nord de la France, ou de violer le territoire de la Belgique envers qui un traité nous oblige. »

C'était la première passe de cette négociation délicate. La seconde, plus décisive, eut lieu le lendemain, en présence de l'Empereur qui avait invité le ministre anglais à sa table, et réuni autour de lui ses collaborateurs, l'amiral Tirpitz, le chancelier. Cette discussion devait être consacrée entre Tirpitz et lord Haldane à la recherche des concessions que l'amirauté allemande pouvait faire aux inquiétudes de l'Angleterre. Comme elle traînait sans aboutir, l'Empereur intervint et sembla réussir à mettre d'accord les contradicteurs. Sur cette intervention qui fut l'élément essentiel des entretiens de Berlin, nous avons deux témoignages directs, deux lettres écrites par Guillaume II le jour même, l'une pour son chancelier, l'autre pour son fidèle ami, Albert Ballin :

Cher Bethmann (1),

La dure séance est achevée, et vraiment bien! Malgré toutes les bonnes intentions et précautions, on vint à parler naturellement du

(1) L'Empereur au Chancelier, 8 février 1912. *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 112.

standard des deux puissances, 2, 3 et de ce qu'on ne pouvait vraiment pas se promettre. Enfin on donna toute la vapeur, et je me permis de proposer la base suivante qui fut de toutes parts acceptée :

On ne dira rien dans la convention des forces navales et des standards et des constructions. Aussitôt que la convention, qui doit *être purement politique — purely political* — sera publiée, je ferai déclarer par Tirpitz, en présentant le projet relatif à la convention, qu'on désire la *Novelle* avec sa troisième escadre, mais que, pour ne pas affaiblir l'effet bienfaisant de la convention, le premier navire sera réclamé seulement en 1913, et les deux autres avec des intervalles en 1916 et 1919. Haldane est d'accord ; Tirpitz de même. L'Angleterre procédera de même et diminuera ses constructions dans la mesure correspondante. Ainsi je conserve ma position par rapport à ma *Novelle* et à mon peuple. Haldane désire savoir quand vous voudrez vous entretenir du projet de convention.

En répétant à Ballin aussitôt, ce qui prouvait d'ailleurs l'importance de son rôle en cette affaire, dans les mêmes termes, la solution proposée par lui, Guillaume II ajoutait :

J'ai poussé très loin les concessions. Mais c'est maintenant la fin. Haldane s'est montré gentil et raisonnable et il a bien compris ma position de commandant suprême ainsi que celle de Tirpitz en face du Reichstag dans la future loi navale. Je crois avoir fait tout ce qui est en mon pouvoir.

J'ai fait ma part, Cardinal! Faites la vôtre! (1).

Le ton enjoué de ces deux lettres marque le moment de la négociation où Guillaume II a cru avoir atteint son but et gagné lord Haldane à son projet, l'avoir décidé, — promettant de ralentir légèrement ses constructions navales, mais en maintenant la base fondamentale de sa *Novelle*, — à être l'avocat d'une entente politique entre les deux nations, et obtenu le même succès qu'il avait escompté, et par les mêmes moyens, de l'entrevue de Bjoerke en 1905 avec Nicolas II. Le lendemain, 10 février, lord Haldane étudiait avec Bethmann-Hollweg la convention que Kiderlen-Wœchter, revenu de congé, mais éloigné des entretiens, avait préparée avec le chancelier, « traité (*agreement*) de neutralité bienveillante pour le moins ». Tout le dossier des textes et des discussions, que l'on ne connaissait encore que par les *Mémoires* des deux parties, est désormais accessible (2). La pièce capitale est le résumé précis

(1) *Vie d'Albert Ballin*, p. 198.

(2) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 114 et suivantes.

de la discussion des deux projets, celui de lord Haldane présenté le premier, et celui des bureaux de la Wilhelmstrasse. Celui de lord Haldane, « — aucune des deux puissances ne fera ou ne préparera une agression imprévue contre l'autre ; ne se joindra à aucune combinaison ou dessein de projet d'agression, ne participera à aucun plan d'entreprise militaire ou navale », — fut jugé trop faible. Ce n'était pas la neutralité bienveillante. La proposition allemande parut trop large à lord Haldane : « point de bienveillance, dit-il, ni de neutralité au cas où l'Allemagne, avec ses redoutables corps d'armée, tomberait sur la France. Pour ce cas, l'Angleterre ne veut pas se lier. » Entre les deux textes, pas de compromis possible, déclarait lord Haldane, qui proposa et fit accepter une addition au texte allemand de l'art. 3 : « Si l'un des deux contractants se trouve engagé dans une guerre avec l'une ou plusieurs puissances, dans laquelle on ne puisse pas dire quel est l'agresseur, alors neutralité pour le moins bienveillante. »

Outre cet accord de neutralité, la promesse de ralentir les constructions neuves de la *Novelle*, dont Haldane acceptait le principe essentiel, la formation d'une troisième escadre. Mais craignant que cela ne parût pas suffisant au cabinet, il eût préféré rapporter à Londres la promesse de non-construction de cuirassés allemands pendant trois ans. C'eût été, à ses yeux, le vrai prix dont l'Angleterre aurait pu payer la convention de neutralité, si instamment désirée à Berlin.

Il offrait, d'ailleurs, à l'Allemagne, des avantages coloniaux, un partage des colonies portugaises, Angola aux Allemands, Timor aux Anglais ; le concours anglais pour des acquisitions au Congo belge, favorables à l'établissement d'un rail allemand du Katanga à la Rhodésie du Nord, la cession de Zanzibar et de Pemba contre des concessions souhaitées par l'Angleterre dans l'entreprise du Bagdadbahn, l'exclusion de toute participation française et russe à cette entreprise.

En somme, malgré les deux réserves de lord Haldane, la clause destinée à protéger la France d'une agression allemande, et son désir d'un abandon plus décisif des armements navals, la politique allemande semblait alors s'être procuré, avec le droit de se donner une troisième escadre, la promesse d'une sérieuse extension coloniale, surtout l'avantage précieux d'un traité politique de neutralité bienveillante avec l'amie de la

France et de la Russie. Deux jours après le retour de lord Haldane à Londres, le Parlement anglais entendait avec plaisir les membres du gouvernement se féliciter, dans la discussion de l'adresse, de cette heureuse mission. La presse, les hommes d'État, et l'opinion publique, dans les partis les plus opposés, que le gouvernement, d'ailleurs, se refusait « à renseigner sur une négociation en cours », s'imaginaient y trouver, chacun ce qu'ils désiraient, une assurance de paix, des économies d'armements favorables à l'accroissement des dépenses sociales, la certitude promise par M. Winston Churchill, le 10 février, que la supériorité navale de la nation serait maintenue, malgré le progrès des flottes allemandes, « *des flottes de luxe* ». L'ignorance des projets que l'Empereur croyait avoir fait accepter disposait les Anglais à une bienveillance qui lui parut de bon augure pour leur succès. Mais alors, les réserves qu'y avait apportées lord Haldane parurent à ses collègues, dans les quatre jours qu'ils prirent pour examiner ses rapports, d'une bien autre importance qu'il ne se l'était à Berlin imaginé. L'amirauté anglaise examina le projet d'armement préparé pour le Reichstag, communiqué par Guillaume II à lord Haldane, et déclara tout net, dès le 20 mars, impossible d'admettre que, dans son ensemble, le programme allemand mît les quatre cinquièmes de la flotte allemande en permanence sur le pied de guerre. « Qu'importaient les concessions offertes pour les constructions dans l'avenir si, dans le présent, la marine germanique pouvait mettre en ligne, dans la mer du Nord, vingt-neuf bâtiments de ligne en armement complet contre vingt-deux unités britanniques ? » M. Winston Churchill dressa un mémorandum que sir Ed. Grey remit le 24 février 1912 au comte de Metternich. Le *Foreign Office*, de son côté, examinait le projet de convention politique, mais sans se prononcer, subordonnant sa réponse à la satisfaction préalable que l'Angleterre allait exiger, l'abandon du principe même de la *Novelle*.

La manœuvre imaginée par Guillaume II, la double partie qu'il avait engagée et cru gagner se trouvaient déjouées et singulièrement compromises. Ce fut sur son ambassadeur à Londres qu'il passa sa colère. Il annota en tête, en marge, à la fin, la dépêche du 24 février 1912, dans laquelle Metternich lui apprenait le recul qu'il n'avait pas prévu du Cabinet anglais (1) :

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 135.

Note du début (24 février 1912). — Si l'ambassadeur avait bien compris son rôle, il aurait dû dire à sir Edward Grey depuis huit jours que, son projet étant le désaveu complet des négociations de lord Haldane avec Sa Majesté, il se refusait à suivre pareille proposition. Il avait à traiter à Londres d'un *political agreement* et non seulement du programme naval. Autrement, ce ne serait qu'une intrusion dans le règlement que l'Allemagne doit conserver pour elle seule de ses affaires, une ingérence dans les *pouvoirs du souverain maître de la guerre.*

Dans les notes en marge, ces exclamations : « Haldane et moi sommes désavoués... Je ne traiterai que sur la base dont Haldane et moi avons parlé ! »

Et en *conclusion* : « Voici ce qu'on doit encore une fois bien mettre en évidence pour notre diplomatie et notre ligne de conduite : les Anglais ont fait le premier pas en vue d'une convention (agreement.) Ils ont fait des propositions par lord Haldane arrêtées d'accord avec tout leur cabinet (prolongation des époques de mise en chantier, *Bautempo*) que nous avons acceptées à contre-cœur. Nous avons proposé une convention de neutralité ! Et notre proposition, ils ne l'ont pas encore acceptée ! Maintenant sans façon ils renversent la base que nous avions acceptée avec lord Haldane ; ils réclament plus ou moins le retrait du projet de loi navale, sans nous offrir quoi que ce soit qui les engage à la neutralité ! Une conduite à ce point unilatérale est inacceptable. Ils devraient d'abord nous faire parvenir un projet de convention de neutralité, nous verrions alors ce que nous aurions à faire.

Allons ! comme je l'ai écrit au chancelier dans ma lettre des 26 et 27, il faut que Grey avoue qu'Haldane est désavoué, et les articles convenus entre lui et moi, abandonnés. Au lieu d'une négociation d'un traité politique entre deux nations de droits égaux, il y aura « *entente, accord* » au sujet d'un projet de loi qu'un des deux contractants veut introduire chez lui, en ce sens que l'on arrêtera son exécution parce que cela convient à l'autre contractant que ce projet incommode : ainsi vraiment une ingérence insolente dans le droit qu'a une grande nation de régler librement ses affaires, de la part de l'autre. Cela ne s'appelle pas négocier, mais faire pression et sommation. Je ne consentirai à rien de semblable. Ma base de négociation est celle qui avait été établie avec lord Haldane dont le programme alors, d'après sa déclaration expresse, avait l'agrément de tout le cabinet anglais. Je n'en démords pas ; je refuse *a limine* de discuter le moindre détail de mon projet de loi. Cela n'a rien à voir avec la convention (*agreement*).

Pour le projet de défense (Wehrvorlage), ce que je verrais de mieux

à recommander serait de se faire interpeller au Reichstag sur l'état de ce projet. On répondrait par une esquisse courte et générale de l'état où il se trouve ; on ajouterait que les moyens d'y pourvoir sont à l'étude et qu'on s'occupe en conséquence d'aboutir. Aussitôt qu'on sera prêt, le Reichstag sera saisi à la fois du projet et des moyens (*Deckung*). De cette façon, l'incertitude et le souci qui chaque jour dans une plus grande proportion se sont emparés de toutes les classes de la nation et pèsent sur elles comme un cauchemar, seront allégés.

Pendant tout le mois suivant, où la négociation se poursuivit entre Londres et Berlin, Guillaume II n'eut plus que ces mots sous sa plume : « C'est l'abandon de la base du 9 février, de la base établie avec lord Haldane. » L'amirauté anglaise discutait le programme de l'amiral Tirpitz, et le *Foreign Office* se dérobait à toute discussion de la convention politique préparée par la Wilhelmstrasse. Le cabinet anglais avait pénétré le dessein impérial, le désir de lier l'Angleterre par un engagement de neutralité bienveillante et de poursuivre avec quelques réductions l'accroissement de la flotte allemande de combat, — double satisfaction que Guillaume II prétendait fournir aux exigences opposées de son chancelier et de son grand amiral. Tirpitz lui avait remis, le 1er mars, un mémorandum qui était une réfutation en règle des critiques de l'amirauté anglaise; Bethmann-Hollweg avait joint à ce mémoire le reproche « qu'il ne fût encore venu de Londres aucune proposition relative à la convention de neutralité ». « Aucune chance, disait-il, d'atteindre le but, si l'on ne traite pas en même temps la question politique et la question navale. » Quel but ? celui de l'Empereur allemand, ou celui du cabinet britannique?

*
* *

Au début de mars, ni l'Empereur ni ses diplomates ne pouvaient plus se faire d'illusion sur l'échec de leur manœuvre. Le comte de Metternich leur en laissait moins que jamais. Le 29 février, lord Haldane avait dîné chez lui et lui avait fait des confidences fort avant dans la nuit. Il s'était excusé, n'étant pas homme du métier, de n'avoir pas prévu les objections de l'amirauté au programme naval allemand qu'il avait rapporté de Berlin, sans avoir eu le temps d'ailleurs de le lire. En grand secret, il lui dit les mesures qui se préparaient à Londres, pour riposter à la *Novelle*, une plus forte concentration de la flotte

dans les mers anglaises par le rappel de la Méditerranée d'unités d'escadre. Guillaume II ne fut instruit que le 4 mars de cet entretien par Bethmann-Hollweg, qui avait attendu la dépêche pour expédier le mémorandum concerté entre les autorités civiles et militaires de l'Empire et sur son ordre. Il la reçut à Wilhemshaven, auprès d'Albert Ballin, témoin de la colère que provoqua chez l'Empereur cette nouvelle déception. Il s'en prit au chancelier, qui avait retardé sans sa permission l'envoi du mémorandum : « J'avais donné l'ordre à Kiderlen de m'instruire constamment de chaque phase, officielle ou non, de l'affaire anglaise. C'est à moi à donner les ordres pour la conduite de cette affaire, par moi-même personnellement. » Et maintenant voici les ordres que lui suggérait la dépêche de Metternich : « La concentration des escadres anglaises, *id est* la mobilisation (note marginale). » Et en conclusion : « Ce doit être considéré comme une telle menace qu'il ne peut être question chez nous de convention. Ces retards doivent cesser. J'ai décidé de déclarer à Londres à Metternich et par lui à Haldane que l'appel de la flotte de la Méditerranée dans la mer du Nord sera considéré par nous comme un *casus belli* : nous y répondrons par la *Novelle* renforcée d'après le premier projet, et la mobilisation. »

Le chancelier reçut le lendemain même ce télégramme impérial : « Le mémorandum doit être remis demain 6. Le soir du même jour nous publierons le programme de Défense. Et si vous ne le faites pas, je donnerai l'ordre au ministre de la Guerre et au secrétaire d'État de la Marine de les publier. Ma patience et celle de mon peuple sont à bout. »

Impuissant à concilier les exigences des militaires, et les habiletés des diplomates de la Wilhelmstrasse, Guillaume semblait dans sa colère avoir fait son choix. Le 7 au matin, il reçut à Cuxhaven l'offre de démission de son chancelier qui « le menaça, s'il rompait avec l'Angleterre, d'une telle exaltation du chauvinisme français à la nouvelle de cette rupture que les Allemands seraient forcés d'attaquer la France ». « Automatiquement, ce serait la guerre avec la Russie et sans doute avec l'Angleterre. Si nous sommes contraints à la guerre, nous vaincrons. Mais provoquer une guerre sans que notre honneur ou nos intérêts vitaux soient atteints, ce serait, à mes yeux, un

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 157 en note.

crime contre les destinées de l'Allemagne, même si nous pouvions, d'après les prévisions humaines, remporter une victoire complète ». Les arguments du chancelier firent réfléchir le souverain irrité : spectacle curieux de cet Empereur qui si fréquemment invoquait son droit à tout diriger en maître, armée, marine, diplomatie, obligé de compter pour se conduire, lui et son Empire, avec les conflits déchaînés parmi ses collaborateurs. L'amiral Tirpitz, à son tour, le menaça de sa démission. Kiderlen-Wæchter parlait de suivre le chancelier dans sa retraite. La crise se termina le 9 mars, par l'intervention encore, semble-t-il, du confident de l'Empereur, Albert Ballin, qui s'offrit à faire une nouvelle tentative auprès de son ami sir Ernest Cassel et du gouvernement anglais. « *Ballin informiren* », ordonnait l'Empereur en tête d'une dépêche communiquée par sa chancellerie. La diplomatie officieuse de Ballin et Cassel devait être l'épilogue de la mission Haldane, comme elle en avait été le prologue.

Le 10 mars, le collaborateur de Ballin, Huldermann, se rencontrait à Marseille avec sir Ernest Cassel qu'il venait de sa part appeler encore à l'aide. Il l'interrogea d'abord sur les motifs qu'il pouvait découvrir du revirement inattendu du cabinet britannique. L'Empereur et Ballin l'attribuaient à des influences étrangères, celle de la France. Ils n'étaient pas gens à comprendre qu'ils s'étaient heurtés en Angleterre à des forces supérieures à la politique des partis, les traditions nationales de l'Amirauté et du *Foreign Office*. Les éditeurs de leur correspondance n'ont point encore trouvé d'autre explication à ces résistances que l'intervention du ministère Poincaré. Sir Ernest Cassel, mieux informé, leur conseilla de ne pas s'attarder sur cette piste fausse et de regagner, s'ils le pouvaient, M. W. Churchill dont il avait reçu « une très méchante lettre » par des concessions sur leur programme naval. Albert Ballin se le tint pour dit et partit le 12 mars 1912 pour Londres, en passant par Paris où il tenta de s'assurer le concours des milieux financiers. Il ne réussit pas à convaincre M. Winston Churchill, qui espérait, en marchandant sur la neutralité, réduire et peut-être faire suspendre le programme de l'amiral Tirpitz. Il en vint rendre compte à Berlin le 16 mars.

Entre les deux amirautés, l'accord semblait donc décidément impossible. M. Winston Churchill, le 18 mars, dénonça au Parlement et au peuple anglais l'inutilité des négociations diplo-

matiques et marchandages, des restrictions de souveraineté. Il offrait un *Naval holiday :* accroissement de la flotte britannique proportionnel à celui de la flotte germanique, diminution aussi et très vite, également proportionnelle. Et de l'autre côté, Tirpitz insistait plus que jamais pour la présentation de sa *Novelle* au Reichstag. Tout ce qu'avait pu obtenir Bethmann-Hollweg, c'était, depuis le 12 mars, de la garder dans les bureaux, à l'étude toujours, ou de ne la présenter encore le 14 qu'au Bundesrath, gagnant un jour, un autre, avec l'espoir qu'enfin le cabinet britannique se déciderait à parler de l'accord politique. Confident de sa tactique, le ministre Kiderlen écrivait en secret à Meternich :

Je souhaiterais savoir bientôt, ce serait très opportun, quelle offre nous pourrions faire de modifications dans la Novelle de nature à satisfaire Londres. Il faudrait des sondages sous main et dans une forme non officielle. Il serait excellent qu'un officier de la marine anglaise, comme on en a parlé, vînt ici. Avec une documentation que vous lui fourniriez, on serait en état d'empêcher des demandes exagérées. Pas un mot de cela dans vos dépêches officielles (1).

« Le ministère des Affaires étrangères, dit Tirpitz dans ses *Mémoires*, était impatient d'accomplir cet acte de soumission. » Le conflit tournait au complot. On parla à nouveau, après le discours de M. Winston Churchill le 18 mars, des démissions de Bethmann et de Kiderlen. L'Empereur, qui se préparait à un séjour à Corfou, retarda son départ. « La tâche à l'intérieur, écrivait alors Bethmann-Hollweg, est insoluble. Le travail va subir un temps d'arrêt. »

Le 14 mars enfin, sir Edward Grey avait cependant consenti avec ses collègues à discuter les conditions du rapprochement politique avec l'Allemagne. Visiblement, le cabinet britannique tenait à ce rapprochement, ne fût-ce que pour empêcher Guillaume II de renvoyer son chancelier et de se livrer à l'amiral Tirpitz. La difficulté pour lui, c'étaient les ménagements qu'il devait à ses alliés. Il informa le 15 mars 1912 leurs ambassadeurs Paul Cambon et le comte Benckendorff, de la démarche qu'il ne pouvait plus cette fois présenter comme un simple examen de la question navale. Il leur donna lecture du texte arrêté en conseil des ministres : « L'Angleterre ne se livrera à aucune

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 189, 18 mars 1912.

agression non provoquée contre l'Allemagne et ne poursuivra contre elle aucune *politique d'agression*. Une agression contre l'Allemagne n'est pas l'objet et ne fait pas partie d'aucun traité, entente ou combinaison auxquelles participe l'Angleterre. Elle n'y participerait en aucun cas, si elles avaient cet objet. » A la demande de Metternich, un nouveau conseil des ministres décida d'ajouter à la première ligne du texte : « ne se livrera et ne *se joindra à* ». « Cette addition, dit Metternich, implique nettement un engagement de neutralité en cas d'attaque non provoquée. » Quant à inscrire dans la convention le terme de neutralité, et surtout de neutralité bienveillante, l'Angleterre s'y refusait absolument. Ce refus donna lieu, entre les interlocuteurs, à un dialogue curieux par les notes que l'Empereur inscrivit sur les dépêches de son envoyé (1).

« Vous nous demandez, dit sir Ed. Grey, avec ce mot de neutralité, plus que l'Angleterre n'a accordé à aucune nation, sauf au Japon, ce qu'elle n'a accordé ni à la Russie ni à la France. » Et Guillaume II de s'écrier : « Si l'Angleterre a fait des exceptions pour le Japon, si différent d'elle par la race, elle peut en faire pour nous. Je suis le petit-fils de la reine Victoria. — Attendez, ajouta Grey : avec le temps, après le règlement de la question des flottes, grâce à des cessions territoriales et coloniales !... — Ah non ! plus de convention alors, reprenait Guillaume, révélant son dernier secret : une autre base, *l'alliance* ! Grey traite comme un vrai Shylock ! »

Pendant huit jours, la discussion se poursuivit entre Londres et Berlin, provoquant chaque fois les colères de l'Empereur impuissant, s'il ne voulait pas renoncer à ses armements, à fléchir la volonté des ministres anglais obstinés à lui refuser une promesse de neutralité sans conditions. Une des raisons qu'ils donnaient de leur refus, c'était la crainte presque avouée d'un changement de personnes à Berlin, la retraite d'un chancelier qui avait leur confiance. Et l'Empereur de s'indigner :

Point de confiance en moi, alors ! Je n'ai jamais de ma vie entendu parler d'une convention avec un homme d'État, en dehors du souverain. La conclusion est que Grey n'a pas l'air de savoir qui est le maître ici et que je règne. Il me prescrit d'avoir tel ministre, au cas où l'Angleterre conclurait avec moi une convention (2).

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 191.

(2) L'Empereur au chancelier, 17 mars, *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 185 et les notes.

Quelques jours après, sir Ed. Grey se décidait enfin à remettre une réponse motivée aux désirs et même aux griefs du gouvernement allemand.

Il déclarait n'avoir jamais considéré la mission de lord Haldane que comme une négociation d'enquête *ad referendum*, qu'Haldane n'avait eu ni le temps, ni le moyen d'examiner la question navale à fond, que les pourparlers relatifs aux cessions coloniales supposaient un examen attentif aussi et, particulièrement, qu'en discutant une formule de neutralité il avait fait attention à « l'immense difficulté qui eût résulté pour les deux pays d'une formule sans condition ni réserve ».

La réplique britannique, courtoise et ferme, qui s'était fait longtemps attendre et mettait fin à la négociation, ne dut pas surprendre Guillaume II. Depuis le 19 mars, il ne se faisait plus d'illusion. « C'est une affaire réglée, disait-il à son confident Ballin. » Le dépit de l'échec l'emporta pourtant encore à une diatribe violente qu'il inscrivit à la fin de la lettre de son ambassadeur à Londres, le 21 mars 1912.

Haldane est venu en négociateur, et comme tel chargé d'établir une *base* pour des négociations ultérieures. Cette base a été trouvée. Elle a trouvé son expression dans notre *Novelle*. Et maintenant tout est à l'eau, remis en question et Haldane désavoué. Un document qui ne veut absolument rien dire, destiné à masquer une retraite lamentable. On s'est moqué de nous honteusement, et nous avons pris au sérieux ces propositions et ces discours, même jusqu'à nous lier. J'avais bien deviné quelque chose de tel, et pendant un mois j'ai réclamé la publication de notre Défense, indépendamment de ces démarches. Ma diplomatie, contre ma volonté, a été d'un autre avis : elle prenait tout ce qui venait de Londres comme argent comptant, comme définitif, concluant.

Dans l'exercice de mes droits et devoirs comme Empereur et maître suprême de la guerre, dans la conduite de la défense et de la protection de mon peuple, elle n'a cessé de soulever sur mon chemin les plus graves obstacles avec l'espoir trompeur de conclure un *agreement*. Le partage d'un empire colonial en Afrique l'aveuglait, tandis que les éléments de cet empire lui étaient offerts sur la propriété des autres, et que nous devions en attendre peut-être des complications de guerre. Notre peuple était laissé dans l'ignorance de ses mesures de défense, retardées en vain depuis six semaines jusqu'à ce que le ministre anglais les ait livrées à la publicité, au Parlement anglais. La conséquence, beaucoup de temps précieux,

de peine, de travail, et un dépit sans fin. Résultat : voyez plutôt ce papier anglais. J'espère que ma diplomatie en tirera la leçon : obéir à l'avenir plus que jusqu'ici à son maître, à ses ordres et désirs, surtout lorsqu'il s'agissait de négocier avec l'Angleterre, ce à quoi elle n'entend rien encore. Moi, je connais l'Angleterre. C'était un parfait bluff anglais contre ma Novelle et ma loi navale où mes diplomates se sont enlizés. Grâce à Dieu, rien n'a été sacrifié de la Novelle : il n'y aurait plus eu d'excuse devant le peuple allemand (1).

Ce réquisitoire contre le chancelier et les diplomates allemands que l'on retrouvera plus tard dans les *Souvenirs* de l'Empereur et de son grand amiral textuellement, ne fut encore qu'une manœuvre de Guillaume II pour ne pas paraître, aux yeux de son peuple, pris à son propre piège. Il eut même un instant l'idée, que les Archives ont conservée à l'état de projet, d'une note circulaire à toutes les ambassades allemandes conçue dans le même esprit de justification personnelle et sur le même ton de critique acerbe contre l'Angleterre. Mais une fois encore, cet accès de dépit et de colère, exploité peut-être par ses collaborateurs de la marine, fit place à des réflexions suggérées par sa chancellerie. La note ne fut pas envoyée.

* * *

Et les négociations avec le cabinet britannique ne furent pas rompues. Dès le 3 avril 1912, elles continuèrent à Londres entre le comte de Metternich, son adjoint Kuhlmann et les ministres anglais, en particulier celui des colonies, le très germanophile Harcourt, pour l'acquisition de certaines colonies portugaises ou britanniques d'Afrique. « Sir Edward Grey, disait Bethmann-Hollweg, a l'air de n'avoir pas compris nos concessions sans précédent, sans précédent en histoire. » Pour l'en persuader, le Chancelier et l'Empereur décidèrent à Corfou de rappeler le comte de Metternich et de le remplacer en mai par l'homme qui leur semblait le plus capable d'y réussir, après les succès qu'il avait eus à Constantinople, le baron de Marschall. Le baron Beyens, à propos de ce choix, faisait une fine et juste remarque. « Obtiendront-ils ce rapprochement anglo-allemand? Nul ne le souhaite plus que l'Empereur. Puisqu'il ne peut pas le négocier lui-même, il confie cette tâche ingrate

(1) *Grosse Politik*, t. XXXI, p. 209 : note de l'Empereur à la réponse anglaise du 25 mars, *Achilleion*, 31 mars.

au plus capable de ses diplomates. » On comprend qu'avec cette intention, Guillaume ait trouvé opportun de faire désormais le silence sur l'échec de sa négociation avec lord Haldane.

Le cabinet britannique l'y aida par un désir analogue d'entente avec l'Allemagne. Le 27 mars, sir Francis Bertie, « oubliant un instant qu'il était ambassadeur d'Angleterre », mais attaché à l'Entente cordiale qu'il jugeait menacée par les sentiments tenaces de certains ministres anglais pour l'Allemagne, mettait en garde M. Poincaré contre le péril toujours menaçant d'une déclaration de neutralité à Londres. La loi navale était, à cette date, encore en suspens; elle fut présentée au Reichstag le 22 avril 1912 seulement et votée le 2 mai. C'était le premier avis précis donné à la France de la négociation que sournoisement l'Allemagne avait menée contre l'Entente. M. Poincaré en savait assez pour parler ferme à Londres : « Nous ne demandons pas à l'Angleterre d'aliéner vis-à-vis de nous sa liberté d'action; mais c'est bien le moins qu'elle ne l'aliène pas à notre détriment. » La réponse de sir Edward Grey, le 29 mars, fut assez évasive, quoique apaisante. Le collaborateur de M. Cambon, M. de Fleuriau, dut tenter auprès du secrétaire permanent, sir Arthur Nicolson, de nouvelles démarches et obtint de lui ce demi-aveu : « On a continué les conversations par acquit de conscience, mais vraisemblablement on n'aboutira à rien. » Sur le ton le plus amical, les entretiens de Londres continuèrent, suivant le vœu de Bethmann-Hollweg, pour servir de base « à un règlement aussi général que possible de toutes les questions à l'étude entre les deux pays, colonies portugaises, affaires coloniales secondaires, cession de Zanzibar et de Pemba, le Bagdad, et la Perse méridionale ». L'entente de la France et de l'Angleterre, après tout, n'avait pas commencé autrement. Mais entre les deux nations, il n'y avait jamais eu cette querelle pour les flottes et les armements que l'Allemagne voulait à tout prix, où l'Angleterre mettait son orgueil et sa sécurité.

Dès que la Novelle de l'amiral Tirpitz eut été présentée et votée, M. Winston Churchill prépara la riposte. La Grande-Bretagne allait transporter toute sa flotte de bataille dans la mer du Nord et s'entendre avec la France pour qu'elle envoyât tous ses grands bâtiments dans la Méditerranée. Il lui fallut bien payer ce service d'une garantie désormais indispensable

à la sécurité des côtes françaises du nord. Ce fut presque à contre-cœur qu'elle prit l'engagement d'y pourvoir, avec la crainte très nettement exprimée par W. Churchill d'être entraînée à une alliance, d'aliéner ce qu'il appelait « sa liberté de choix ». Elle demanda au gouvernement français de réserver nettement, dans les lettres échangées, les 22 et 23 novembre 1912, entre sir Edward Grey et Paul Cambon, que « cette entente navale n'impliquait point une obligation quelconque d'action commune, cette action restant subordonnée en cas de menace de guerre à un examen mutuel de la menace, qui laissait toujours aux deux parties la liberté de leur décision ». Malgré ces réserves, dont la portée se put mesurer à l'attitude hésitante du cabinet britannique, le 31 juillet 1914, l'accord naval de 1912 ajoutait une très forte obligation morale aux liens d'amitié qui allaient se resserrant entre la France et l'Angleterre. « Tout geste de menace que faisait l'Allemagne, toute tentative pour ébranler ou pour secouer la structure d'abord si lâche de l'Entente, l'affermissait plus étroitement. » Sous la plume de M. Winston Churchill, inquiet et mécontent de se lier de plus près à la France, cette conclusion est en raccourci le jugement le plus conforme à la réalité des relations anglo-allemandes entre le conflit d'Agadir et le grand conflit de 1914

Guillaume II, sans vouloir ni pouvoir admettre ce qu'il y avait de contradictoire à développer sa puissance navale suspecte à l'Angleterre, et à lui demander en même temps sa neutralité bienveillante, voire son alliance, s'imaginait, au gré de ses amiraux et de ses diplomates complètement en désaccord, plier le cabinet britannique à ses desseins. Et durant toute cette période, le même cabinet lui en laissa l'illusion, non pour lui tendre un piège comme il l'a cru, mais parce que lui-même hésitait entre les sympathies publiques de certains de ses membres pour l'Allemagne, l'attachement de tous à la paix, la crainte d'engagements sans réserve, et d'autre part le souci de la supériorité navale et des accords politiques qui avec les flottes garantissaient la puissance et la sécurité de la Grande-Bretagne. Jusqu'à l'heure de la rupture décisive entre les deux nations, Guillaume II et le chancelier Bethmann-Hollweg escomptèrent les hésitations et la neutralité de l'Angleterre pour un profit analogue à celui qu'au temps et par les soins de Bismarck, Guil-

laume Ier avait recueilli des hésitations de Napoléon III et de son inclination pour la Prusse. Mais jamais ils ne s'y crurent plus autorisés qu'au moment de la mission confiée à lord Haldane par le ministère Asquith répondant en secret à leur appel. Leur manœuvre diplomatique, combinée avec le développement des armements sur terre et sur mer, semblait favorable aux desseins qui se formaient depuis quelque temps à Berlin.

Lorsque, le 4 août 1914, Bethmann-Hollweg s'emporta devant sir Ed. Goschen, contre les Anglais enfin décidés à la guerre, il s'excusa par la violente déception qu'il éprouvait de « voir s'effondrer comme un château de cartes une politique de rapprochement anglo-allemand à laquelle il avait travaillé depuis son arrivée au pouvoir ». Quelques jours avant, sur une dépêche de son ambassadeur en Russie, Guillaume II notait : « Et dire qu'il y a eu des gens qui ont cru qu'on pouvait gagner l'Angleterre ou l'apaiser par telle ou telle petite mesure! Sans se lasser, elle a poursuivi son but par ses notes, propositions, essais d'intimidation, *Haldane* etc..., jusqu'à ce qu'elle ait atteint ce but. » Lord Haldane avec lord Morley, et John Burnes se retirèrent du Ministère, lorsque celui-ci eut décidé, malgré M. Lloyd George et Lord Harcourt, d'adresser un ultimatum à l'Allemagne. Leur attitude, à cette heure critique, influencée peut-être par une dernière visite d'Albert Ballin à Londres, le 25 juillet 1914, acheva d'éclairer le rôle de cette diplomatie secrète qui a dissimulé à l'Europe les manœuvres suspectes de la politique allemande, et donné, deux ans avant la guerre, aux auteurs de ces manœuvres l'espoir d'enchaîner à leurs desseins la politique britannique.

ÉMILE BOURGEOIS.

POÉSIES[1]

LE PREMIER AMOUR (2)

I

C'était par une nuit chaude, amoureuse et blanche,
Une nuit de Paris, au printemps, le dimanche,
Au bout de ce quartier populaire et lointain
Bornant le Luxembourg et le pays latin.
C'était un soir joyeux, un lendemain de paie.
Des bandes d'ouvriers, foule bruyante et gaie,
Rentraient de la banlieue, un peu gris, un peu las,
Gilets ouverts, portant des branches de lilas,
Et chantant le vin frais comme on chante victoire.
Les marronniers touffus, près de l'Observatoire,
Embaumaient, énervants, et sur les piétons
Jetaient leurs fleurs avec les premiers hannetons;
Tandis que, nasillard, l'orgue de Barbarie
Entraînait, exaltait la tournante furie
Des couples enlacés sur les chevaux de bois
Qui mêlaient leurs baisers, leurs rires et leurs voix.
Des dragons en retard, soutenant leur rapière,
Couraient; il se buvait des bouteilles de bière,
Entre les petits ifs, aux portes des cafés;
Provocantes, jetant des rires étouffés,
Nu-tête et trois par trois, passaient des jeunes filles;

(1) Publiées par M. Jean Monval.

(2) De cette pièce demeurée inédite, une vingtaine de vers, au début, ont été repris par François Coppée et utilisés, avec des retouches, dans son poème : *Olivier*.

Tout près de cette foule, enfermé dans ses grilles,
Le grand parc, solitaire et calme, apparaissait,
Baigné d'un clair de lune argentin qui faisait
Plus noirs les vieux massifs et plus blancs les vieux marbres;
A quelques pas Guignol s'enrouait sous les arbres;
Et, garni de gamins, de fleurs, de mendiants,
Le seuil illuminé d'un bal d'étudiants
Offrait aux arrivants sa descente facile.
C'était un de ces soirs où l'on est plus docile
Aux instincts dangereux que les avrils nous font,
Où, tout ému, l'on trouve équivoque et profond
Le nocturne regard d'une femme qui passe;
Et, malgré le tumulte, on sentait dans l'espace
Un souffle où des langueurs étranges sommeillaient.
Les jardins sentaient bon, les étoiles brillaient.
Les arbres poussiéreux, mais du moins sans culture,
Donnaient au vieux faub u g un aspect de nature;
Peut-être un rossignol chantait parmi ces cris.
C'était bien le printemps, un dimanche, à Paris.

A la porte du bal, d'où sortaient par bouffées
Des *forte* de polkas, des odeurs échauffées,
Arrêtés à causer étaient trois jeunes gens
Dont deux, les plus âgés, gais, moqueurs, engageants,
Entraînaient le plus jeune à franchir cette porte.
Et la tentation devait être bien forte;
Car il fixait des yeux où brillait le désir
Sur les groupes riant d'avance de plaisir
Qui passaient devant lui, grand garçon gauche et mince
Et dont l'habit mal fait arrivait de province.
Il les voyait passer, chantant, faisant les beaux,
Barbes en éventail et pipes aux chapeaux,
Les piliers de café, les tyrans de guinguettes;
Il les voyait passer, mignonnes et coquettes,
Se tenant par la taille et riant avec art,
Les filles de seize ans qui se mettent du fard.
Il rêvait les baisers, la danse, la musique,
La volupté grossière, enivrante et physique.
Ses yeux s'obscurcissaient comme d'une vapeur.
Jeune, il avait envie, et, pur, il avait peur.

Enfin un des amis, l'ironie à la lèvre,
Lui dit :
« Entreras-tu ? »
Mais, serrant avec fièvre
Les mains qui l'invitaient, il reprit :
« Allez seuls. »
Puis s'éloigna, pensif, sous les sombres tilleuls
Et s'assit sur un banc de la prochaine allée,
En regardant toujours la foule échevelée
Qui poussait des clameurs ainsi qu'au carnaval
Et franchissait le seuil éblouissant du bal.

Il écoutait ainsi l'air lointain des quadrilles,
Quand dans l'ombre par là vinrent trois jeunes filles;
Et bien qu'il fît obscur, l'étudiant put voir
Que la plus jeune était toute vêtue en noir,
Petite, ayant un peu l'air des gens des campagnes,
Et que, lui parlant bas, ses deux folles compagnes
L'emmenaient vers le bal qu'elles connaissaient bien,
Elles, si l'on croyait leur air parisien,
Leurs cheveux sans bonnets et leurs claires toilettes;
Et, lorsque devant lui passèrent les fillettes,
Il saisit quelques mots du murmure léger
Qu'elles étaient en train, toutes trois, d'échanger.

« Mais viens donc. Tous les jours ne sont pas des dimanches »,
Disait à la petite une des robes blanches.
« Le bal est si joyeux, les jeunes gens si gais ;
« Et surtout comme ils sont, ma chère, distingués.
« Vous entrez, on vous suit, et vous allez plus vite;
« Le danseur vous aborde alors et vous invite,
« Et l'orchestre prélude au loin, et c'est charmant.
« Et la valse! ah! la valse est un ravissement.
« Tu valserais si bien, sais-tu ? toi, si légère.
« Et puis, ce n'est pas tout. Quand la danse, ma chère,
« Est finie, on s'en va, par deux, sous les bosquets,
« Où votre cavalier vous offre des bouquets
« Et vous conte tout bas des choses qui font rire. »

Et la petite en noir, rêveuse, laissait dire.

Mais, quand on la voulut entraîner vers le seuil,
Elle se dégagea, disant :
« Je suis en deuil. »
Et les autres alors s'en allèrent, tout comme
Avaient fait à l'instant les amis du jeune homme;
Et, suivant dans la nuit des yeux le couple blanc,
La jeune fille aussi vint s'asseoir sur ce banc
D'où l'on voyait briller la porte tentatrice.

Le hasard avait eu ce dangereux caprice
De les réunir là, les deux enfants troublés;
D'une étrange fatigue ils étaient accablés,
Bien que, dans ce dimanche, ils n'eussent rien dû faire;
Naïfs, ils accusaient l'étouffante atmosphère
Et, plus fraîches, pourtant, des brises se levaient.
Tout à coup ils voulaient s'enfuir, et ne pouvaient.
Leur innocence était effrayée et ravie;
Ils détournaient la tête et n'avaient d'autre envie
Que de se regarder longuement dans les yeux,
Et, tremblants, ils souffraient ce mal délicieux,
La soif que les baisers seulement désaltèrent.

A la fin cependant tous deux se regardèrent;
Et, bien qu'un seul coup d'œil n'eût pas permis cela,
Brusquement, le premier, le jeune homme parla :

« Aimeriez-vous le bal du moins, mademoiselle,
« Si vous n'étiez en deuil? » demanda-t-il.
Mais elle,
Bien loin de s'étonner, comme il le crut d'abord,
Sentit qu'à cette voix son cœur battait plus fort
Et répondit : « Peut-être, » en rougissant dans l'ombre.

— « Peut-être? Votre vie est-elle donc si sombre
« Et depuis si longtemps votre deuil dure-t-il »,
Reprit-il, inquiet et se croyant subtil,
« Que vous soyez restée étrangère à ces fêtes? »
« — Toujours, » dit-elle encor.
Ces deux réponses faites,
Ils se turent ensemble et baissèrent les yeux,
Tremblants d'avoir été peut-être audacieux,

Subissant tous les deux une angoisse pareille
Et l'écho de leurs voix leur vibrant à l'oreille.
Mais un nouveau désir fit s'unir leurs regards.
« Le vent fraîchit, dit-il. Restez-vous là?
— Je pars.
« — Vous logez près d'ici?
— Non, presque à la campagne,
« Vers Montrouge.
— Souffrez que je vous accompagne.
« Ces deux folles vraiment ont pour vous peu de soin,
« Elles vous laissent seule et vous demeurez loin,
« Dans un quartier désert, et l'heure est avancée. »

Comme elle avait eu peur, d'abord, à la pensée
Qu'il la suivrait, et quel était son embarras,
Lorsqu'il s'approcha d'elle et qu'il offrit son bras!
Elle hésitait.
« Avant que je vous reconduise,
« Si nous savions nos noms? Moi, Jean-Paul.
— Moi, Louise »,
Dit-elle; car enfin elle avait résisté
Bien assez, n'est-ce pas, à tant d'honnêteté.

Les voilà donc partis sous l'avenue ombreuse
Qu'abandonnait déjà la foule moins nombreuse;
Et se donnant le bras, hésitant à parler,
Ils regardaient le ciel nocturne étinceler
Sur le dôme brillant du vieil Observatoire.
Cependant il lui fit raconter son histoire.
— Lui, venait d'arriver du Nord et son dessein
Était d'étudier pour être médecin.
— Et son âge? — Il entrait dans sa vingtième année.
— C'était en Normandie, elle, qu'elle était née,
Dans un trou de pêcheurs, un port de vingt bateaux
Qu'à la haute marée on lie à des poteaux.
On voyait l'Océan au bout de chaque rue.
Elle avait grandi près d'une aïeule bourrue,
Car sa mère était morte à sa fièvre de lait.
— Et l'heureux écolier, tandis qu'elle parlait,
Levant vers lui sa tête, intelligente et pâle,
Lui trouvait en effet le gracieux ovale,

Les traits purs, le teint clair du beau peuple normand.
— Donc elle était venue à Paris, mais comment?
— Voilà! Tous étaient morts, le père avant l'aïeule,
L'homme à la mer, la vieille en pleurant. Toute seule
Au pays, il fallut bien qu'elle le quittât;
Car elle n'y pouvait exister de l'état
Qu'on apprend à Bayeux, ouvrière en dentelle,
Et dont on vit en somme à Paris, disait-elle.
— A ce seul mot d'état, — ô faible cœur humain! —
Le jeune homme inquiet lui regarda la main,
Mais vit qu'elle l'avait blanche, mignonne et grasse;
Et, content, il rêva, sous ces doigts pleins de grâce,
Quelque dessin léger comme des pas d'oiseaux
Éclos sur le métier au doux bruit des fuseaux.

Bref, ce fut la charmante et banale aventure.
Et cette fois encor l'immuable Nature
Choisit deux innocents, jeunes, aimants, pareils,
Et leur souffla tout bas ses enivrants conseils.
Encore cette fois deux chastetés s'unirent,
Encore cette fois deux désirs s'étreignirent
Des regards et des mains et du cœur, et deux voix
Répétèrent le mot : « J'aime » encore une fois.
— Ils parlèrent d'amour, déjà! font les timides.
— Oui, leurs cœurs étaient chauds, et leurs lèvres humides.
Pour fleurir le Printemps n'est jamais trop pressé,
Et cette fois encor le mot fut prononcé.
Sous les pâles clartés de l'immensité bleue,
Par les longs boulevards qui vont vers la banlieue,
Serrés l'un contre l'autre et se touchant les mains,
Choisissant le côté ténébreux des chemins,
Revenant sur leurs pas pour repartir encore,
Ils allèrent ainsi jusqu'au minuit sonore.
Tantôt rendus muets par leur sein palpitant,
Les yeux baissés, marchant en silence et prêtant
L'oreille au bruit rythmé de leurs pas sur le sable,
Tantôt laissant couler la source intarissable
Du langage d'amour exquis et puéril,
Alanguis et charmés sous les rameaux d'avril

Ils allèrent, légers ainsi que dans un rêve.
Combien cette soirée aussi leur parut brève
Lorsqu'une horloge au loin sonna les douze coups.
On voulait se revoir, on prit un rendez-vous;
Et tout près du logis qu'habitait la petite,
Devant un mur auquel grimpe la clématite,
Doucement, tendrement, un baiser retentit.
Puis on dut se quitter et l'écolier partit,
Et, le long du chemin, les lilas embaumèrent.

C'est ainsi que Jean-Paul et Louise s'aimèrent.

CHANSONS POUR MA MIE (1)

I

J'aime une fille de seize ans,
Beauté rare, perle choisie.
N'aimez-vous pas la poésie
Et le printemps?

Il émane de ses toilettes
Un parfum doucement ambré.
Au bois, avez-vous respiré
Les violettes?

Sa voix des airs du vieux Tyrol
Parcourt les gammes étourdies.
N'aimez-vous pas les mélodies
Du rossignol?

L'espiègle! quand je viens vers elle,
Elle s'effare et disparaît.
Avez-vous vu, sous la forêt
Fuir la gazelle?

Elle a surpris, pour me charmer,
Le secret de Vénus et d'Ève;
Et chaque nuit je meurs, en rêve,
De trop aimer!

(1) Sur le manuscrit de ces chansons, François Coppée a mis cette note : « Ces vers sont antérieurs à ceux contenus dans le *Reliquaire*. »

II

Tant que l'aube, rose décor,
Secouera ses nuages d'or
Et les perles de ses rosées;
Que le bois, d'hier parfumé,
Dans le ciel souriant de mai
Lancera ses vertes fusées;

Qu'à petits pas irrésolus,
Les sylvains cornus et velus,
Avec leurs vifs gestes de lièvres,
Viendront sur l'herbe et sur le thym,
Parmi les vapeurs du matin,
Pour danser leur danse de chèvres;

Que les échos scandalisés
Mêleront au chœur des baisers
Les plaintes des peupliers frêles;
Que dans les arbres rajeunis,
On entendra des petits nids
Les cris joyeux et les querelles,

Que des amours à la Prud'hon,
Aux airs d'ange et de Cupidon,
Viendront, voltigeante auréole,
Battre des ailes sur nos fronts
Et puis, s'enroulant aux vieux troncs,
Se perdre dans la vigne folle;

Qu'entre ses deux rives en fleur,
Le ruisseau, rapide et parleur,
Où le poisson transparent lutte,
Sur les cailloux fera son bruit
Charmant qui vous berce et qu'on suit
Comme un chant éloigné de flûte;

Ma chère, ton naïf amant
Désirera l'isolement

D'une chaumière ou d'un coin d'île,
Et, sans chercher la forme et l'art,
Après Théocrite et Ronsard,
Osera te parler idylle.

LA BONNE PROMENADE... (1)

La bonne promenade et la belle soirée !
Mon âme, mon amie, est encore enivrée
Aujourd'hui de ce pur et charmant souvenir.
J'aime ! Je ne veux plus douter de l'avenir.
J'espère maintenant, je crois, j'ai confiance.
Je serai sage, va, je prendrai patience.
Et quand je trouverai le temps long, vois-tu bien,
Je serai généreux et je n'en dirai rien
Puisque je serai sûr que tu souffres de même,
Et que je ne veux plus faire mal à qui m'aime.
Mais seulement pendant ta veille, et ton sommeil,
Songe à moi, souviens-toi que j'étais tout pareil
Au ramier voyageur égaré dans la brume
Et fouettant l'air glacé de ses ailes sans plume
Et qui trouve soudain sa colombe et son nid.
Songe encor que tout nous protège et nous bénit,
Que la protection est ici manifeste
De la bonne nature, et qu'elle nous l'atteste
En donnant comme hier à cette nuit d'été
Plus de limpide azur et de douce clarté.
Tâche enfin que le temps soit court qui nous sépare
Du long, du vrai bonheur si parfait et si rare,
De s'aimer librement et de s'appartenir.
Songe à l'instant divin où je pourrai venir
Quand tu diras : « Viens », songe au moment céleste
Où je pourrai rester quand tu me diras : « Reste. »
Et puis songe surtout que je t'aime et que j'ai
Par ton amour le cœur tout jeune et tout changé
Et si plein de tendresse adorable et touchante,
Chère, que je te fais des vers et je te chante.

(1) Ce poème est écrit sur un papier à en-tête du ministère de la Guerre, où François Coppée fut employé pendant neuf ans, de 1861 à 1865.

HIER, EN LA QUITTANT...

Hier, en la quittant, je fus dans le grand monde.
J'étais encor rempli de l'ivresse profonde
Que m'avait mise au cœur son baiser du départ.
Là, je fus entrepris par un monsieur bavard,
Que j'écoutais, ainsi que le bon goût l'exige.
J'aime les gens verbeux, car rien ne vous oblige
A répondre et l'on suit son rêve clandestin :
Donc je me rappelais son sourire mutin,
Quand sa bouche coquette au baiser se dérobe,
Et les grands plis que fait la traîne de sa robe
Et dans lesquels mes pieds viennent s'embarrasser,
Quand mes bras amoureux cherchent à l'enlacer.
Ce monsieur me parlait, je crois, de politique.
Il discourait avec une fureur comique,
Disant ses désespoirs, ses haines, ses projets,
Voulant sauver tout seul la France... Et je songeais
A ses jolis cheveux frisant près de la nuque;
Et pendant qu'il traitait chaque parti d'eunuque,
Blâmait tous les impôts augmentés d'un grand tiers
Et le loyal essai tenté par monsieur Thiers,
Je rêvais à la grâce exquise et sans pareille
Que, sous le bandeau noir, a sa petite oreille.

RÊVANT UN JOUR D'AIR LIBRE

Rêvant un jour d'air libre et de profond bocage,
L'oiseau privé s'était envolé de sa cage;
Mais le grand ciel fait peur aux oiseaux de Paris :
Il entra dans ma chambre et par ma main fut pris.
Je le tins un instant, tremblant sous ma caresse,
Je baisai son gentil plumage avec tendresse
Et lui parlai tout bas avec un air d'ami,
Si bien que son effroi se calmait à demi
Et que déjà l'oiseau m'acceptait pour son maître.
Mon mignon, j'aurais dû te retenir peut-être,
Te donner une cage et des colifichets,
Et, dupe de mon cœur, déjà je m'attachais
A toi, si confiant, je t'aimais presque même,

Car je suis par trop seul et personne ne m'aime.
Mais par le doute obscur mon cœur est occupé,
Gentil oiseau! L'espoir m'a si souvent trompé
Que je ne veux plus croire au bonheur qui m'arrive.
Je n'ai pris qu'un baiser à ton aile captive
Et je te laisse au ciel reprendre ton chemin.

Dis, faut-il regretter d'avoir ouvert ma main?

HÉLAS! SI JE POUVAIS...

Septembre 1874.
Pour le 20e anniversaire de la mort de sa mère.

Hélas! si je pouvais recommencer ma vie,
Comme j'en bannirais tout rêve ambitieux!
Aucune passion n'y serait assouvie.

Comme un fleuve qui coule en reflétant les cieux,
Comme un calme nuage en marche dans l'espace,
Elle suivrait son cours lent et silencieux.

Je ne marcherais pas, la tête lourde et basse,
Et poursuivant toujours d'un désir insensé
La gloire qui s'enfuit et la femme qui passe.

Je la voudrais pourtant comme elle a commencé
Et je revivrais bien cette enfance rêveuse,
Le seul bon souvenir qui soit dans mon passé.

Ma mère parmi nous courrait, vive et joyeuse,
Dont mon bras conduisait jadis les pas pesants;
Tu serais jeune et belle, ô bonne sœur berceuse.

Ceux qui nous ont quittés seraient encore présents.
Nous serions six autour de la lampe allumée
Où nous ne sommes plus que deux depuis vingt ans.

Sophie occuperait sa place accoutumée,
Et sur notre bon père et sur notre autre sœur
La porte du tombeau ne serait pas fermée...

François Coppée.

TRADE UNIONS BRITANNIQUES ET SYNDICATS AMÉRICAINS

En même temps que les Anglais se montrent si sévères à l'égard de notre politique financière et nous prodiguent les observations sur l'incohérence de nos méthodes fiscales et l'impuissance du Parlement à résoudre les problèmes techniques qui se posent chaque jour devant lui, ils ne manquent pas de comparer la prospérité industrielle de la France avec les difficultés dans lesquelles l'Angleterre se débat depuis la guerre. Tous les ans, M. Cahill, attaché commercial près l'ambassade britannique à Paris, insiste sur cette prospérité dans le rapport qu'il établit pour son gouvernement. Sympathique à notre pays, dont il admire l'effort pour la restauration des régions dévastées, il montre nos industries qui travaillent à plein, nos exportations qui augmentent, la vie plus large et plus facile que jamais pour nos ouvriers. La presse anglaise commente ce document officiel, non sans une pointe d'envie, semble-t-il. Quel contraste en effet! En Angleterre, le chômage atteint 1 200 000 hommes en moyenne d'une façon permanente depuis cinq ans, la production se ralentit, les ventes à l'étranger diminuent. Autant de symptômes d'une crise économique dont on ne prévoit pas la fin. La livre est au pair de l'or, les finances de l'État sont saines, mais le malaise industriel s'affirme chaque jour davantage.

Tandis que depuis la guerre la France a ignoré les troubles sociaux, excepté la tentative de grève générale de 1920 que l'énergie du gouvernement d'alors a brisée dans l'œuf, en Angleterre le chômage s'accompagne de grèves répétées.

Récemment les mineurs ont entraîné avec eux quelques-uns des principaux syndicats et les chefs des Trade Unions ont déclaré la grève générale. Heureusement pour elle-même et pour les autres pays de l'Europe, l'Angleterre a aujourd'hui un gouvernement conservateur, bien décidé à défendre l'ordre public et le pays. Au bout de quelques jours, les chefs syndicalistes furent obligés d'ordonner à leurs troupes de cesser la lutte. Une expérience maintes fois répétée montre qu'en face d'un pouvoir fort et indépendant, cette manifestation révolutionnaire n'a que peu de chances de réussir, parce que la masse des citoyens, avides d'ordre et d'autorité, apporte au gouvernement son appui matériel et moral.

Dans le cas présent, M. Stanley Baldwin a trouvé dans l'unanimité de l'opinion britannique un soutien d'autant plus efficace que cette opinion avait été blessée au vif dans son respect de la légalité par la déclaration d'une grève générale que ne motivait aucun conflit professionnel. L'Anglais est plus soucieux de la légalité que le Français. Il admet la grève des mineurs. Puisque ceux-ci n'ont pas pu s'entendre avec les propriétaires de mines, ils avaient le droit de cesser le travail après leur avoir donné un préavis régulier dénonçant les accords existants... Tout autre était le cas des corporations qui ont fait la grève de solidarité. C'était pour elles une rupture de contrat qu'aucune raison ne justifiait, et dont tout l'odieux devait peser sur les ouvriers. Le peuple anglais s'est dressé contre cette tentative révolutionnaire au nom de ses intérêts immédiats gravement lésés, mais autant peut-être au nom de la tradition qui lui inspire un respect profond de la loi.

Le gouvernement de M. Stanley Baldwin a donc remporté un succès, succès relatif, car les difficultés de l'industrie houillère, qui ont servi de prétexte au mouvement, restent entières. Essayons d'en donner un aperçu. Elles sont à peu près les mêmes dans les autres industries et se ramènent à un point essentiel. Le prix de revient de la production est trop élevé ; il s'ensuit que les produits ne peuvent pas soutenir la concurrence sur les marchés étrangers. Or, l'Angleterre, il ne faut jamais l'oublier, doit exporter pour vivre. La politique industrielle qu'elle poursuit depuis un siècle y a réduit la production agricole de telle sorte, que le sol britannique ne nourrit plus la population que pendant deux ou trois mois chaque

année. Il faut acheter au dehors les aliments dont elle a besoin le reste du temps, même ceux qui seraient peut-être superflus, mais sont devenus aujourd'hui nécessaires dans toutes les classes de la société. Pour les payer, il faut donc vendre des quantités équivalentes de houille ou de produits fabriqués. Qu'une cause quelconque vienne à réduire ces ventes, l'équilibre économique se trouve rompu.

C'est ce qui arrive aujourd'hui. Depuis la guerre, les exportations britanniques ont diminué; leur pourcentage dans le commerce mondial est plus faible qu'en 1913. De même, la part du tonnage britannique dans le tonnage mondial. Cette diminution est assez sensible pour les produits textiles, beaucoup plus pour les produits métallurgiques et la houille.

Rien d'étonnant à ce que l'Angleterre ait perdu une partie de ses débouchés extérieurs. C'est la suite du développement industriel que prennent les autres pays, de longtemps déjà ses concurrents : la France, l'Allemagne, les États-Unis. Mais ce qui est plus grave, les pays neufs qui étaient autrefois ses clients forcés en viennent eux-mêmes à l'industrie et poursuivent un vigoureux effort pour se suffire à eux-mêmes. Tels les pays de l'Europe centrale et sud-orientale, les républiques latines de l'Amérique du sud, les Dominions britanniques, Australie, Canada, l'Inde elle-même, qui semblait si peu faite pour devenir industrielle. La passion nationaliste aidant, elle tend à secouer le joug commercial du Lancashire, lequel chaque année voit diminuer la quantité de cotonnades qu'il vend aux Hindous.

A cet état de choses, il semble qu'il n'y ait pas de remède. C'est le sort commun des nations qui se sont industrialisées les premières. Elles n'ont aucun moyen d'empêcher les peuples jeunes de chercher leur voie dans la direction qui leur a si bien réussi à elles-mêmes. Est-ce à dire que certains de ces peuples aient raison de vouloir multiplier sur leur territoire les usines de toute sorte? Question bien complexe. La révolution industrielle qui eut son point de départ en Angleterre au début du XIXe siècle est comme la langue d'Ésope : elle produit à la fois de grands biens et de grands maux. Lorsque l'on songe qu'elle aboutit fatalement à la création du prolétariat ouvrier, on peut se demander si les pays qui y ont échappé jusqu'à présent parce qu'ils vivaient de l'exportation de leurs matières premières ou

de leurs produits agricoles ont intérêt à introduire chez eux la grande industrie avec tous les inconvénients d'ordre social qu'elle entraîne, dont le plus grave est la dépopulation des campagnes.

En tout cas, un pays soucieux de l'avenir doit attacher le plus grand soin à maintenir un juste équilibre entre sa production agricole et sa production industrielle. C'est assez qu'il soit contraint d'acheter au dehors les denrées que lui refuse son climat : il doit tout faire pour récolter sur le sol national tous les produits que celui-ci peut lui donner. Prenons bien garde qu'en France nous sommes à la limite de cet équilibre. Chaque usine nouvelle déracine des cultivateurs. Sans parler des maux, d'ordre social, il en résulte un renchérissement des produits agricoles par la difficulté croissante de les obtenir. Que demain survienne une crise industrielle, les usines renverront leurs ouvriers, puisque ni la législation, ni l'état des mœurs ne s'y opposent encore, et ce seront autant d'éléments mûrs pour la révolution et le communisme. Ce ne devrait pas être en vain que l'on a reconnu les avantages de la division du travail. Il serait bon de se les rappeler quelquefois, même dans l'ordre international. Mais les pays en mal de développement industriel ne veulent pas y penser. Ils ne semblent pas près de revenir à d'autres idées, témoin la recrudescence du nationalisme économique qui sévit depuis la guerre.

L'Angleterre souffre plus que tout autre pays de ce déséquilibre. Elle avait autrefois dans son charbon un facteur assuré de prospérité. Il représentait le dixième environ de ses exportations et surtout assurait à la marine marchande britannique une supériorité que nulle autre ne pouvait lui disputer, en lui fournissant un fret de sortie aussi régulier qu'abondant. Mais ce temps est fini. Les exportations anglaises de charbon diminuent ; la consommation intérieure elle-même est aujourd'hui moindre qu'en 1913. D'ailleurs, la crise charbonnière est générale dans le monde. Même en Allemagne, où les prix de revient sont pourtant plus bas que dans les autres pays, 10 millions de tonnes environ restaient sur le carreau des mines au moment où la grève anglaise a commencé. Tous les pays producteurs de houille ont accru leur production depuis la guerre. La Hollande en extrait quatre fois plus qu'en 1919 ; la Belgique a dépassé de 500 000 tonnes sa production de 1913. En Espagne, elle a

augmenté de 50 pour 100. La Tchécoslovaquie est passée de 11 millions de tonnes en 1923 à 14 millions en 1924. En dehors de l'Europe, nous constatons les mêmes faits : le Japon, l'Union Sud-Africaine, l'Inde britannique développent leur production houillère pour éviter non seulement les dépenses que leur a causées la cherté des frets et des combustibles importés, mais les difficultés qu'ils avaient à obtenir le nécessaire. Cette production en Asie, en Afrique, et en Australie a augmenté de telle sorte depuis 1913 qu'elle compense presque la diminution survenue en Europe et aux États-Unis.

En même temps, les besoins diminuent dans le monde entier par suite d'une meilleure utilisation des combustibles industriels, des progrès de l'électrification, de l'emploi du mazout pour la navigation. Il tend donc à s'établir une disproportion entre les besoins et la production de la houille en Europe. La crise des charbonnages britanniques n'est qu'un des éléments de la crise européenne.

Les mineurs anglais payent la politique à laquelle ils ont poussé leur gouvernement pendant la guerre. Au moment où la destruction des mines françaises et le blocus de l'Allemagne rendaient l'Angleterre maîtresse du marché, elle a porté les charbons d'exportation à un prix très élevé, grâce auquel les salaires des mineurs ont atteint un taux excessif. Les ouvriers ont pris des habitudes de vie qu'ils ne veulent plus changer et aujourd'hui le charbon anglais devient si cher qu'il trouve difficilement preneur.

Nous ne ferons pas l'étude détaillée des luttes auxquelles les salaires des mineurs ont donné lieu en Grande-Bretagne depuis la guerre. Rappelons seulement qu'après la levée du contrôle de l'État sur les mines, 31 mars 1921, une convention, remaniée en juin 1924, avait stipulé que le salaire normal serait établi périodiquement dans chaque district d'après deux éléments : salaire de base du district et bénéfice de base des exploitations. Elle a mis les propriétaires de mines dans une situation de plus en plus difficile à mesure que baissait le prix de vente du charbon. En juin 1925, ils perdaient sur chaque tonne vendue. Dans ces conditions, ils ne pouvaient pas ne pas dénoncer l'accord. Les ouvriers répondirent par l'annonce de la grève. C'est alors que le Gouvernement s'engagea à fournir à l'industrie minière les subsides nécessaires pour maintenir aux ouvriers

jusqu'au printemps 1926 les salaires minimums qui leur avaient été promis. En même temps il constitua une Commission des charbonnages, chargée d'étudier la situation houillère et d'y trouver des remèdes.

Le rapport établi par la Commission a été publié. Il en résulte que les salaires des mineurs ont été augmentés dans une proportion inférieure à l'augmentation du coût de la vie et, en tout cas, sensiblement moindre que ceux des autres professions : ouvriers du bâtiment, mécaniciens, dockers, imprimeurs surtout. Mais il faut tenir compte de ce que leur rendement a baissé dans une énorme proportion. Alors que leur nombre a augmenté de 10 pour 100 par rapport à ce qu'il était en 1913, le tonnage extrait a diminué de 8 pour 100, malgré le développement de l'abattage mécanique et l'extension de l'emploi des machines au fond de la mine. Pour les propriétaires, le prix de revient par tonne extraite a augmenté de 115 pour 100 en moyenne, augmentation à laquelle ne répond pas celle du prix de vente.

En ce qui concerne les heures de travail, les mineurs anglais ont une situation privilégiée ; leur durée de travail est limitée à sept heures à partir de la descente de la dernière cage jusqu'à la remonte de la première. Comme conséquence pratique, le mineur britannique ne travaille à la veine que cinq heures quarante-cinq au lieu de six heures, six heures trente ou sept heures dans les autres pays.

Les propriétaires estiment que le retour à la journée de huit heures réduirait le prix de revient d'au moins 2 shillings par tonne. Il n'en faudrait pas plus pour permettre au charbon britannique de reprendre avec succès la concurrence sur la plupart des marchés.

Inutile de dire que les ouvriers ne veulent pas entendre parler d'une augmentation des heures de travail; ils sont soutenus sur ce point par la Fédération internationale des mineurs, qui veut uniformiser la durée du travail dans tous les pays. Ce serait pourtant la seule manière d'abaisser le prix de revient si l'on ne veut pas réduire les salaires. Il ne faut pas fonder trop d'espoirs sur un emploi plus large des machines ; de grands progrès techniques ont été réalisés au cours de ces dernières années ; ils ne seront pas indéfinis. D'autre part, comme l'industrie minière des pays concurrents ne reste pas en arrière,

ces progrès ne peuvent pas transformer sensiblement le rapport entre les prix de revient britanniques et étrangers.

Mais les propriétaires de charbonnages vont plus loin dans les reproches qu'ils adressent aux ouvriers : ils dénoncent comme une des causes les plus actives de l'augmentation des prix de revient le mauvais rendement de leur travail. Les mineurs pratiquent de plus en plus l'absentéisme. On a noté le même jour jusqu'à 150 manquants sur 450 ouvriers d'un même puits. En 1925, les grèves perlées ont été de 104 dans les Galles du sud. Les mineurs réduisent volontairement l'extraction; ils mélangent le charbon de boue, font une opposition systématique à l'outillage et aux méthodes modernes.

Les ouvriers de leur côté reprochent aux propriétaires de mines leurs méthodes arriérées, aussi bien pour l'extraction que pour la vente. Il est certain que la production houillère anglaise souffre du morcellement des mines entre 3150 entreprises différentes. C'est la conséquence d'une législation défectueuse, qui attribue la propriété du sous-sol au propriétaire de la surface. Les Anglais n'ont pas eu un Napoléon pour leur donner une loi comme notre loi des mines de 1810, qui, en instituant le sous-sol *res nullius*, a permis à l'État de le concéder dans les meilleures conditions pour une exploitation fructueuse. Le morcellement entraîne un déplorable gaspillage de main-d'œuvre et de services.

Férus des pires doctrines socialistes, les mineurs proposent comme remède la gestion des entreprises par un propriétaire unique qui serait l'État. C'est la nationalisation. Hâtons-nous de dire que l'on ne voit pas comment ce système pourrait améliorer les conditions actuelles, car il n'y a pas de raison de supposer que l'État se montre meilleur exploitant et commerçant que les particuliers. Nous pouvons même croire, d'après les leçons de l'expérience, qu'il obtiendrait des résultats moins bons encore, faute d'être stimulé par l'appât du bénéfice. Mais en Angleterre comme dans les autres pays, les ouvriers, rebelles aux réalités, mettent une foi aveugle dans la direction des entreprises par l'État. Avec la nationalisation des mines, ils demandent aussi la création d'une sorte de caisse de compensation : les charbonnages riches venant au secours des plus pauvres pour les aider à vivoter, même si ces derniers coûtent plus cher qu'ils ne rapportent. Simple application de la vieille conception socialiste du partage.

En somme, les propriétaires de mines accusent le trade-unionisme d'être responsable de la situation présente. Ses chefs, disent-ils, ont l'intention bien arrêtée d'amener assez de dépression, de chômage et de mécontentement pour jeter le pays dans une révolution qui détruirait ce qu'ils appellent le capitalisme. « Œuvre de lâcheté où ces agitateurs sont aidés par des politiciens en quête de suffrages. » Ces derniers les secondent en votant des lois qui entravent la production, telle la loi sur la durée du travail.

L'ÉVOLUTION VERS LA POLITIQUE

Le temps est passé où les syndicats ouvriers britanniques étaient cités pour leur pondération et proposés en modèle aux institutions analogues des autres pays. Leur premier historien français, le comte de Paris, ne pourrait plus écrire aujourd'hui le livre qui a tant contribué à les faire connaître en France et dans lequel il fondait de si grands espoirs sur leur heureuse influence pour faciliter et hâter le progrès social. Au cours des vingt dernières années et surtout depuis la guerre, leur esprit s'est profondément transformé. Pour nous en rendre compte et nous faire une idée de la portée de cette évolution, il suffit de jeter un coup d'œil sur leurs congrès les plus récents.

L'origine de ces congrès annuels remonte à celui qui s'est tenu à Manchester en 1868. Pendant vingt-cinq ans, ils ne sont pas sortis du domaine professionnel, comme le faisaient les Trade Unions elles-mêmes. Mais aujourd'hui qu'elles interviennent à chaque instant en dehors des intérêts corporatifs dans les questions de politique intérieure et extérieure, celles-ci viennent forcément à l'ordre du jour du congrès. Citons entre autres, au congrès de Portsmouth, en 1920, la motion pour obliger le gouvernement à faire la paix avec les Soviets. A Cardiff, en 1921, un vœu demanda la réorganisation de la Société des nations en vue de donner à tous les peuples la représentation démocratique qui convient... Le congrès renouvela aussi les attaques coutumières contre le militarisme français. A Southport, en 1922, il s'occupa des réparations et préconisa l'emploi d'une main-d'œuvre internationale dans les régions libérées. Il demanda aussi la fin de l'occupation rhénane et de la politique des sanctions.

D'année en année, le congrès des Trade Unions accentue son évolution vers les doctrines extrêmes. En 1925, son président a fait entendre une note franchement communiste, et s'est déclaré en faveur d'une coopération des Trade Unions avec les syndicats russes. Les congressistes ne l'ont pas suivi jusque-là. Toutefois, ils ont voté une déclaration de guerre au capitalisme, et une motion pour mettre les travailleurs en garde contre toute tentative ayant pour objet de réaliser une association avec le patronat.

Quel chemin parcouru depuis 1912, quand M. Jacques Bardoux, au cours de l'enquête qu'il poursuivait en Angleterre à l'occasion de la grande grève charbonnière (1), admirait l'esprit aristocratique des syndicats de mineurs du Northumberland et du Durham, fiers de leurs origines plus de deux fois séculaires, installés dans des halls « d'un luxe distingué et sobre » dont ils sont propriétaires! Pourtant, dès ce moment, « cette corporation riche et éduquée, qui a derrière elle deux siècles d'existence et un siècle de liberté, commençait à se croire tout bas capable de gérer une industrie ». Ces mineurs privilégiés se ralliaient à la formule de la nationalisation des mines, et adhéraient à la Fédération nationale parce que le salariat doit faire bloc contre le patronat. Ils cédaient à l'influence progressive des idées socialistes.

Les Trade Unions britanniques ne furent au début « qu'une association permanente de salariés, qui se proposaient de défendre ou d'améliorer les conditions de leurs contrats de travail ». Elles sont devenues aujourd'hui des associations ayant un objet nettement politique. En déclarant la grève générale, elles voulaient beaucoup moins améliorer la condition des mineurs que bouleverser l'économie nationale, en lui donnant des assises nouvelles fondées sur l'idée socialiste de la nationalisation des mines et des industries principales.

Les Trade Unions sont en liaison intime avec le parti travailliste. Si leurs membres sont loin d'appartenir tous à ce parti, ce sont elles qui lui fournissent la presque totalité de ses adhérents. Elles lui apportent aussi, sous forme de subventions, une part importante de ses ressources pécuniaires. Lourde erreur de la part des ouvriers, car l'expérience montre que les socia-

(1) Jacques Bardoux, *l'Ouvrier anglais d'aujourd'hui*, Paris, 1921.

listes n'ont jamais amélioré leur sort : ils ne savent que détruire. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que cet appui financier est légal. En 1913, M. Asquith a fait voter une loi qui donne aux Unions le droit d'alimenter par des cotisations une caisse politique. Pour être exempts de ces cotisations, les syndiqués doivent en formuler la demande expresse. Depuis, les conservateurs ont vainement essayé de faire passer un projet de loi qui renverse cette procédure, c'est-à-dire que seuls les syndiqués qui en exprimeraient le désir seraient obligés de verser leur cotisation à la caisse politique. De plus en plus le mouvement des Trade Unions s'écarte de tout objet professionnel pour devenir politique.

Elles pouvaient se croire assez puissantes pour entreprendre leur offensive avec des chances sérieuses de succès. Elles groupent quatre millions et demi de syndiqués, et disposent annuellement de plus de onze millions de livres sterling, sans parler d'un capital qui, à la fin de 1924, atteignait onze millions et demi, soit, au cours d'aujourd'hui, 1 840 millions de francs, près de deux milliards.

Les communistes manœuvrent en Angleterre comme ailleurs. Plutôt que d'attaquer le front des organisations syndicales, ils cherchent à s'y infiltrer pour se substituer aux dirigeants actuels lorsqu'ils se sentiront assez forts. Ce sont les Anglais qui ont mené la campagne pour obtenir que l'Internationale syndicale d'Amsterdam admette sans conditions l'Internationale syndicale rouge de Moscou. Si l'unité ne s'est pas réalisée encore dans le mouvement syndicaliste international, c'est grâce à l'opposition des Belges et des Français.

D'ailleurs, durant l'année où le gouvernement fut aux mains des travaillistes, il ne put rien faire pour résoudre les difficultés ouvrières et l'angoissante question du chômage, malgré ses promesses et les espoirs démesurés que son avènement avait suscités au cœur de ses électeurs. Il avait convaincu ces derniers que tous les graves problèmes économiques et sociaux, domestiques et internationaux, dont les autres partis sont incapables de venir à bout, se trouveraient naturellement résolus par l'application des principes que soutient le parti ouvrier... Naturellement, il n'en fut rien. Néanmoins, les chefs du parti ont pu se vanter de ce que le mouvement qui tend à socialiser l'État était commencé depuis une génération. Les idées socia-

listes se réalisent peu à peu dans les conseils de villes et de comtés. Toute la nation s'imprègne de socialisme sans s'en douter. Il suffit de continuer pour le faire passer de la vie municipale dans l'organisation nationale tout entière. Inutile pour cela d'employer la violence.

Heureusement pour l'Angleterre, sa solide armature sociale doit, semble-t-il, la défendre quelque temps encore contre ce socialisme destructeur. Mais les Trade Unions ont une action détestable sur la production, et sont à ce titre pour une bonne part responsables du chômage. On imagine difficilement jusqu'à quel point elles exercent une influence despotique sur la diminution volontaire du rendement ouvrier. Le texte législatif de 1871, qui leur accorde une existence légale, les autorise à imposer à l'industrie des conditions restrictives. Ce texte consacre donc légalement, si l'on peut dire, la violation des principes fondamentaux de la morale professionnelle, puisqu'il autorise les syndicats ouvriers à employer des pratiques de nature à réduire le rendement de la main-d'œuvre.

Les Trade Unions en ont usé et abusé. Partant de ce principe erroné qu'il n'existe dans un pays donné, et même dans le monde, qu'un fonds limité de travail, elles ont accrédité chez les ouvriers l'idée que moins ils produiront, plus ils auront de chances d'échapper au chômage. De là, dans toutes les industries, l'existence de prescriptions très strictes auxquelles ils se conforment aveuglément. C'est ainsi que les maçons, de réduction en réduction, ne posent plus aujourd'hui que trois cents briques par jour, au lieu de mille deux cents qu'ils posaient il n'y a pas longtemps encore.

Les faits condamnent ce principe. La production est toujours insuffisante pour répondre à la demande qui s'accroît à mesure que les marchandises sont moins chères. Dans la société d'aujourd'hui à tous les degrés, chacun ne songe qu'à se donner le plus de bien-être possible, sinon de luxe, et n'est arrêté dans cette recherche que lorsque l'élévation des prix dépasse ses facultés d'achat. Plus l'industrie lancera sur le marché d'objets d'une qualité suffisante et d'un prix abordable, plus la clientèle en demandera. Au lieu de restreindre systématiquement la production, les syndiqués anglais devraient comprendre que plus ils produiront à bon marché et plus ils seront assurés d'avoir du travail. S'il y a en Angleterre 1 300 000 chômeurs,

c'est que les ouvriers qui ne chôment pas sont payés trop cher et ne travaillent pas assez. Lorsqu'une industrie dépend des marchés extérieurs pour écouler ses produits, il lui est impossible, toutes choses égales d'ailleurs, de donner à sa main-d'œuvre des salaires plus élevés que ceux des autres pays. C'est pour cela que le socialisme s'efforce d'être international, mais il doit compter avec certains gouvernements moins faibles que d'autres.

CRITIQUES AMÉRICAINES

Quoi qu'il en soit, il en résulte pour la production britannique une infériorité incontestable. Les Américains ne manquent pas de la signaler à l'occasion. Récemment, la grande association patronale des États-Unis, *National Association of manufacturers*, a envoyé un ingénieur, M. Noël Sargent, faire une enquête sur les conditions du travail en Angleterre. Son témoignage est des plus intéressants, en raison du rapprochement qu'il fait entre les méthodes anglaises et américaines. Il se montre en général très dur dans ses appréciations à l'égard des Trade Unions britanniques. La proportion des ouvriers syndiqués est double en Angleterre de ce qu'elle est aux États-Unis. En outre, les Unions britanniques sont bien plus puissantes, dit-il, que les Unions américaines. En Angleterre même, s'il n'y a que la moitié des travailleurs de l'industrie qui soient syndiqués, tous cessent le travail dès que l'Union ordonne de faire grève. Les syndicats ouvriers sont si fortement organisés que les employeurs anglais n'essaient même pas d'échapper à leur contrôle, parce qu'ils savent que leurs efforts seraient probablement inutiles. Enfin, les Trade Unions abusent des immunités et privilèges légaux dont elles jouissent.

Ordonnent-elles aux ouvriers de restreindre la production ? Oui, répond sans hésiter M. Sargent. Les Unions, cela va sans dire, ne l'avouent pas généralement, mais il y en a assez de preuves pour démontrer que la restriction est largement pratiquée. Dans bien des cas même, la coutume de travailler lentement est établie depuis si longtemps et si bien enracinée que ni l'ouvrier, ni l'employeur ne se rendent compte de ses effets.

Quant à l'introduction des machines nouvelles, si les Trade Unions britanniques ne l'interdisent pas formellement, elles

font en sorte de rendre leur emploi coûteux, sinon impossible, si bien que les industriels ne peuvent pas les utiliser pour améliorer la production et réduire les frais. Quand un industriel installe de nouvelles machines, ou adopte un procédé nouveau, les Unions insistent généralement pour que ces innovations n'entraînent le renvoi d'aucun ouvrier. Elles exigent que des ouvriers qualifiés soient chargés de diriger des machines que des manœuvres ou des ouvriers demi qualifiés conduiraient aussi bien. Elles limitent le nombre de machines qu'un seul ouvrier peut conduire.

Un des traits qui frappent les Américains dans l'industrie britannique est qu'elle est trop organisée, du côté patronal comme du côté ouvrier. On abuse des arrangements nationaux pour les salaires et les heures de travail. Il en résulte qu'il n'y a pas un contact assez étroit entre la direction et les ouvriers d'une même entreprise. Les Américains disent aussi que les conditions sociales en Angleterre souffrent d'un excès de la tradition : « Elle engendre un conservatisme à la fois sain et malsain. »

Les ouvriers américains eux-mêmes jugent sévèrement leurs camarades anglais. Foncièrement hostiles au communisme russe, ils ne pardonnent pas à ces derniers les avances qu'ils lui ont faites en vue de réaliser l'unité entre l'Internationale d'Amsterdam et celle de Moscou. Ils ne manquent pas l'occasion de leur faire sentir toutes les différences qui séparent à cet égard un ouvrier américain d'un ouvrier britannique. Il y a quelques mois, les Américains ont interdit à M. Arthur Henderson, regardé en Angleterre comme le plus bourgeois des trade-unionistes, de faire une conférence publique.

Un autre caractère des organisations ouvrières britanniques qui choque les Américains est qu'elles poursuivent des buts politiques. Au contraire, le syndicalisme américain rejette formellement toute collaboration entre l'action professionnelle et l'action politique. Samuel Gompers, qui a fondé il y a quarante ans la Fédération américaine du travail, s'est toujours posé comme l'adversaire implacable de cette collaboration. « Ce que nous voulons, dit-il en 1909 à la C. G. T. française qui l'avait invité, c'est une vie meilleure, plus « jolie, » afin que le travailleur jouisse aussi de l'existence, connaisse les douceurs de l'aisance et les agréments de la vie, pour pouvoir, par l'éduca-

tion, s'élever et s'épanouir. Nous ne disputons pas sur la république, l'anarchie, le socialisme, la démocratie. Ce n'est pas l'affaire de notre syndicalisme qui accueille tous les travailleurs sans s'occuper de leurs opinions. Nous ne demandons rien à l'État, nous ne demandons pas que le Gouvernement fasse quelque chose pour nous : nous voulons faire tout par nous-mêmes et user du droit de combattre pour nos droits par nos propres forces. »

Samuel Gompers a toujours refusé de constituer un parti travailliste en dehors du parti républicain et du parti démocratique. En termes vigoureux, il a opposé l'industrie, domaine de l'humanité qui travaille, de l'action intense, à la politique, domaine de la théorie, où règnent la démagogie et la basse flatterie.

Les ouvriers américains ne sont pas ennemis du capital; ils aspirent eux-mêmes à devenir capitalistes et c'est pour cela qu'ils n'ont garde de vouloir bouleverser la société. Cela ne les empêche pas de poursuivre leurs revendications de salaires avec une âpreté et une violence auxquelles nous ne sommes plus guère habitués en Europe. Les grèves sont fréquentes aux États-Unis; elles y ont une longue durée. La grève générale des mineurs de charbon, en 1922, vit des scènes de meurtre et de sauvagerie dignes de la Russie des Soviets. Mais elles restent sur le terrain professionnel et ne sont pas exploitées par un parti politique comme en Europe.

Les Américains reprochent aussi aux syndiqués anglais leurs pratiques qui gênent l'industrie en restreignant la production. Au fond, la grande différence entre l'ouvrier américain et l'ouvrier britannique, c'est que, d'une manière générale, le premier comprend qu'il est intéressé à la prospérité de l'industrie. Il y a longtemps que Roosevelt l'a proclamé, ajoutant comme conclusion que le gouvernement doit aider et encourager celle-ci. Fidèle à sa doctrine, le parti républicain a lié sa fortune à cette politique. Il est convaincu qu'il a pour devoir de faciliter à toutes les classes sociales l'accession au bien-être, que les Américains ont toujours poursuivi avec tant de passion. Aussi, ce parti s'appuie-t-il carrément sur ce qu'en France les politiciens appellent haineusement « les puissances d'argent, » parce que, dit-on en Amérique, l'aisance de la masse populaire dépend de l'enrichissement de l'élite. L'ouvrier

américain n'en doute pas. C'est donc dans un esprit de collaboration que très souvent il apporte son travail à son patron. L'ouvrier britannique, au contraire, le traite en adversaire.

Dans beaucoup d'entreprises, les ouvriers américains possèdent une partie du capital. L'ouvrier anglais, pris individuellement, ne demanderait probablement pas mieux que de devenir aussi un capitaliste. Le *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques* fait à ce propos de justes remarques. « Les chefs du mouvement ouvrier, qui dînent et soupent de la guerre au capital et au capitalisme, et qui tiennent l'ouvrier, grâce à la discipline trade-unioniste, verraient leur situation grandement menacée si le marchandage était remplacé par l'association. Le trade-unionisme a été inventé pour faciliter et développer « le marchandage collectif » entre les associations patronales et les associations ouvrières. Supprimer ce marchandage, c'est priver les Trade Unions de leur base et de leur raison d'être, c'est partant abolir la raison d'être et la profession des trade-unionistes. Énoncer le fait, c'est mettre la difficulté en évidence. L'avenir dira si elle est insurmontable, mais on sait dans tous les pays avec quelle énergie se défendent les droits acquis des fonctionnaires légitimes et autres, — des autres surtout. »

LA MÉTHODE DES HAUTS SALAIRES

Des différences profondes séparent donc l'ouvrier en Angleterre et aux États-Unis. Il en est de même pour les industriels des deux pays. En matière de salaires par exemple, leurs conceptions s'opposent formellement et il est bien possible que le patronat britannique, par la manière dont il a envisagé jusqu'aujourd'hui la rémunération du travail, ait contribué à créer chez les ouvriers un état d'esprit qui donne de si mauvais résultats.

En Angleterre, et c'est le cas à peu près général dans l'industrie européenne, le salaire ouvrier est limité à un niveau que l'on ne doit pas dépasser. On estime que de hauts salaires ne sont pas désirables, parce qu'ils élèvent fatalement le prix de revient des marchandises. Voici les réflexions que font à ce propos deux ingénieurs anglais, MM. Bertram Austin et W. Francis Lloyd, à la suite d'un voyage d'études aux États-

Unis. Ils en ont rapporté un livre qui a rencontré en Angleterre un succès considérable. On l'a même appelé le nouvel évangile industriel. Une traduction française vient d'en être publiée, avec une préface remarquable de M. J.-L. Duplan (1). Nul n'était mieux qualifié pour mettre en lumière l'intérêt de ces idées que ce Lyonnais, qui a créé aux États-Unis une industrie puissante et prospère, et montré aux Américains non seulement que les Français ne leur cèdent pas en audace et en énergie, mais que leur formation intellectuelle les rend particulièrement aptes à tirer parti des meilleures méthodes d'organisation industrielle. « Les Américains, dit-il, sont arrivés à ce résultat paradoxal : payer plus cher leurs ouvriers, abaisser le coût des produits et en même temps faire des bénéfices plus abondants. » Ils appliquent en matière de salaires une idée toute différente de celles qui ont cours dans l'industrie européenne. En Europe, on considère généralement que le salaire représente le prix payé par semaine pour un travail supposé fixe. La capacité de rendement d'un ouvrier peut cependant être très différente de celle d'un autre, selon leur habileté ou leurs aptitudes qui sont variables avec chaque sujet. On ne peut donc pas dire que le salaire représente d'une manière absolue le prix d'une somme déterminée de travail accompli.

Dans ces conditions défectueuses, le niveau des salaires et celui des prix s'élèvent et s'abaissent simultanément. Il suffit pour s'en rendre compte de rapprocher l'index des prix et celui des salaires en Grande-Bretagne au cours de ces dernières années. Il en est tout autrement, lorsque la main-d'œuvre est rétribuée proportionnellement à la production. Il devient alors possible de voir le niveau général des salaires s'élever, tandis que celui des prix reste stable ou même tombe parfois. C'est ce qui s'est passé aux États-Unis pendant les cinq premières années qui ont suivi la guerre. L'index des salaires et des prix, tel que le publie le Bureau du travail de Washington, montre que de 1920 à 1925, le taux des salaires s'élève de 199 à 228, tandis que celui des prix s'abaisse de 226 à 150.

Ce phénomène, au surplus, n'est pas particulier aux États-Unis. On l'a constaté en Grande-Bretagne pendant la seconde moitié du XIXe siècle, dans la période où la prospérité indus-

(1) *Le secret des hauts salaires*, par Bertram Austin et W. Francis Lloyd, avec une préface de J.-L. Duplan ; Payot, 1926.

trielle se développa d'une manière continue. Les salaires ouvriers s'élevèrent constamment, tandis que les prix baissaient, mais alors le rendement de la main-d'œuvre et par suite la production augmentaient aussi constamment.

Aux États-Unis, beaucoup d'industriels admettent aujourd'hui sans difficulté que plus les salaires sont forts, mieux cela vaut pour l'ensemble de la communauté. Le travailleur ayant ainsi la possibilité d'élever son niveau d'existence, recherche un certain bien-être. Il y prend goût de plus en plus et va progressivement jusqu'au luxe. La conséquence logique de cet état de choses est de l'inciter à multiplier son effort pour accroître sa capacité de production et améliorer en même temps ses conditions de vie.

Un patron vraiment soucieux de ses intérêts n'impose donc pas de limite au salaire d'un ouvrier quelconque. Il lui offre ainsi un puissant stimulant. Les enquêteurs britanniques notent à ce propos que tous les ouvriers qu'ils ont regardés travailler leur ont paru contents de leur sort. Il s'établit ainsi entre la direction et la main-d'œuvre une identité d'intérêts qui améliore leurs relations mutuelles.

Ces relations subissent en ce moment une évolution remarquable. Dans les années qui ont précédé la guerre, les États-Unis avaient vu naître les méthodes d'organisation scientifique du travail, dites système Taylor, du nom de leur créateur. Elles avaient pour objet d'augmenter le rendement de l'ouvrier en l'obligeant à employer sa force ou son habileté manuelle dans des conditions strictement déterminées d'après une rigoureuse étude scientifique. La production se trouvait ainsi accrue et le salaire de l'ouvrier augmentait dans une certaine mesure avec la production.

Mais l'organisation scientifique du travail, d'après les méthodes Taylor, avait au début soulevé la plus vive opposition de la part des syndicats ouvriers. Ils reprochaient au taylorisme d'avoir pour unique objet d'augmenter la production et les bénéfices de l'employeur, sans égard pour la personnalité, les droits, ni le bien-être des ouvriers. Il ramenait ces derniers à un rôle de machines. Cette réprobation s'explique par l'application brutale et sans intelligence que certains ingénieurs spécialisés, trop dénués de l'esprit de finesse, firent souvent de ces méthodes. Mais les ouvriers se trompaient lorsqu'ils accusaient

les salaires à prime de provoquer la surproduction, laquelle engendre le chômage.

Dans un des derniers numéros de la *Revue internationale du travail*, M. Paul Devinat vient de consacrer une étude extrêmement intéressante à l'évolution de l'opinion ouvrière américaine au sujet de l'organisation scientifique du travail. Il cite de William Green, le successeur de Gompers, chef des syndicats ouvriers, ce mot que les Trade Unions britanniques devraient bien méditer : « Des conditions d'existence toujours meilleures ne pourront être assurées que par une production accrue, à la condition toutefois que cet accroissement se fasse avec l'agrement et la participation des ouvriers. » Il ajoutait : ce que les ouvriers réclament, c'est que chacun puisse faire soi-même l'étude systématique de sa tâche.

Quelques compagnies de chemins de fer américaines, à la suite de la *Baltimore and Ohio*, ont réalisé ce désir de leurs ouvriers en acceptant la collaboration loyale des syndicats pour améliorer le rendement des services, réduire le gaspillage, accroître la production, relever l'esprit du personnel, lui assurer une régularité plus grande d'emploi et mener à bien toutes tâches analogues qui pourraient se présenter à l'avenir.

Les résultats obtenus ont été excellents, si bien que la *Fédération américaine du travail* est désormais acquise au système Taylor. Son chef déclare que les ouvriers ont abandonné un certain nombre de leurs anciennes conceptions pour adopter des vues plus modernes. Les relations entre direction et personnel ont changé et changent chaque jour ; l'attitude des ouvriers organisés à l'égard des problèmes industriels se transforme.

« La direction, ajoute William Green, comprend de mieux en mieux que, pour obtenir des économies dans la production, mieux vaut collaborer avec le personnel et lui assurer des conditions de vie meilleures que d'exercer un pouvoir sans partage ou d'exploiter la main-d'œuvre. Les ouvriers, de leur côté, se rendent compte chaque jour davantage qu'un travail bien fait, l'augmentation du rendement et la suppression du gaspillage peuvent leur procurer des salaires plus élevés. Des deux côtés, on voit plus clairement que l'accroissement des salaires et celui du rendement sont solidaires et qu'une industrie économiquement menée, utilisant un personnel entraîné et

bien dirigé est aussi celle qui peut donner à ce personnel la rémunération la plus forte. »

Il n'est pas douteux qu'une grande part dans cet heureux changement ne revienne à Henry Ford, cet homme extraordinaire, qui évoque avec tant de puissance ces « princes de l'industrie » que M. Paul Bourget avait vus sur place il y a trente ans et dont il a donné dans *Outre-Mer* un portrait qui trahit son admiration. « Ils mettent en œuvre la puissance de travail d'un premier ministre, les qualités d'un diplomate, l'aptitude au commandement d'un chef d'armée. Ils ont un pouvoir non pas décoratif et honorifique, mais réel, agissent avec une responsabilité immédiatement contrôlée par le succès ou l'insuccès. »

Les méthodes tout à fait nouvelles que Ford a introduites dans son industrie et les résultats qu'elles lui ont donnés ont beaucoup contribué à modifier l'esprit des ouvriers. En matière de salaires, il a pris le contre-pied des idées courantes. Il ne s'agit pas, dit-il, de se demander ce que doit payer l'employeur, ce que doit recevoir l'ouvrier. La question fondamentale est celle-ci : Qu'est-ce que l'affaire peut supporter? Patrons et ouvriers ne doivent avoir qu'une idée : rendre leur industrie sûre et profitable, de manière à procurer à tous une vie agréable et assurée.

Il faut pour cela de gros salaires. Mais ils ne dépendent pas du patron seul. L'ouvrier doit les gagner. Son travail est un des facteurs de la production, au même titre que la direction. « Dans une association formée entre une direction habile et une main-d'œuvre consciencieuse, c'est l'ouvrier qui rend les bons salaires possibles. »

Allant plus loin dans l'ordre social, Ford ajoute que le salaire doit faire vivre non seulement l'ouvrier, mais sa famille. Le travailleur doit même encore se constituer une réserve à titre d'épargne. Il est juste de grever la journée de travail de toutes ces charges, à moins d'envisager l'odieuse perspective du travail au dehors pour la mère et les enfants.

Ford ne pratique pas le travail aux pièces. Il paie ses ouvriers à la journée ou à l'heure, mais leur fixe un minimum de rendement, au-dessous duquel ils ne doivent pas descendre. Il s'élève contre l'usage courant d'accorder aux ouvriers le salaire le plus faible qu'ils veulent accepter. S'il a tenu à les payer largement, c'est pour donner à ses affaires un fondement solide;

une industrie à bas salaires est toujours en péril. Tout d'abord, ses intentions ne furent pas comprises. Les ouvriers se figuraient qu'ils allaient toucher 5 dollars par jour, quel que fût leur travail. Ce salaire quotidien minimum de 5 dollars se composait de deux éléments, un élément fixe et une prime variable, sorte de participation aux bénéfices, combinée avec le salaire horaire, de manière à donner à ceux qui recevaient le moindre salaire horaire la plus forte proportion de bénéfices.

Au début, l'attribution des parts bénéficiaires était subordonnée à la bonne conduite des ouvriers. Ford a renoncé à ce principe, le « paternalisme » n'étant pas de mise, dit-il, dans la vie industrielle ; la bienfaisance qui consiste à se mêler des affaires privées du personnel est chose périmée. Mais il n'a jamais dévié du principe que voici : « Si vous voulez qu'un homme consacre tout son temps et toute son énergie à son travail, donnez-lui un salaire qui le mette au-dessus des préoccupations pécuniaires. »

Enfin les salaires suffisamment élevés ont l'avantage de fixer l'ouvrier et d'éviter un va-et-vient défavorable à la bonne marche de l'industrie américaine qui souffre beaucoup plus que la nôtre de l'instabilité de la main-d'œuvre. A un certain moment, pour un effectif constant de 14 000 ouvriers, Ford devait en embaucher 53 000 par an. Il a su tellement bien s'attacher ses ouvriers qu'aujourd'hui le mouvement du personnel ne dépasse pas 6 pour 100 de l'effectif.

Au cours de leur enquête, MM. Bertram Austin et W. Francis Lloyd ont reconnu que dans beaucoup d'industries américaines, la main-d'œuvre est aujourd'hui rémunérée d'après les principes que Ford a posés et appliqués avec tant de succès, c'est-à-dire d'après la production, sans limites d'aucune sorte. Contrairement à l'opinion qui prévaut en Europe, ce mode de salaires n'implique pas nécessairement des prix de vente élevés. Nous verrons tout à l'heure à quelles conditions. Et il ne s'agit pas là de conceptions théoriques, mais de résultats acquis et tangibles. Henry Ford, dont le nom est connu partout où l'on utilise ses automobiles, les a exposés tout au long dans un livre vivant et passionnant comme un roman (1).

Gardons-nous toutefois de croire que tout soit parfait dans l'industrie américaine. Les syndicats ouvriers tout récemment

(1) *Ma vie et mon œuvre*, par Henry Ford ; Payot, 1925.

encore appliquaient exactement les méthodes que les Américains reprochent aujourd'hui aux syndicats britanniques. En 1922, l'*Association française pour la lutte contre le chômage* cite dans cet ordre d'idées des faits bien significatifs.

Les syndicats américains s'efforcent tout d'abord de réduire autant que possible les admissions de nouveaux membres. « Comme nos anciennes corporations, on voit des Trade Unions imposer aux aspirants syndiqués des droits d'entrée si élevés ou des examens si difficiles qu'ils équivalent à une éviction. » Elles limitent le nombre des apprentis; un syndicat particulièrement fort, celui des constructeurs de machines élévatoires, n'admet de nouveaux membres ou de jeunes apprentis que lorsqu'aucun de ses affiliés ne chôme et dans la limite des vacances ou des offres d'emploi qui se produisent. On a vu les ouvriers verriers refuser aux patrons, au cours d'une période très active, le droit de prendre des apprentis. Ils n'ont autorisé qu'un embauchage temporaire de non professionnels qui ne devinrent jamais membres réguliers du syndicat.

L'action des syndicats s'exerce donc pour réduire la main-d'œuvre. Dans d'autres circonstances, elle contrarie plus directement encore la production en la restreignant volontairement. Cette restriction volontaire se rencontre surtout dans les métiers saisonniers, où les ouvriers tâchent ainsi de faire durer la saison favorable aussi longtemps que possible. L'étude faite par l'*Association française pour la lutte contre le chômage* cite certaines injonctions restrictives mises en vigueur par des syndicats américains. « Celui des typographes s'oppose à tout échange de clichés, compositions ou formes entre publications d'une même localité. Celui des constructeurs de machines a institué la règle « à une machine, un mécanicien » et interdit à ses membres de conduire plus d'une machine à la fois. Il invoque des raisons de sécurité, mais tout le monde a compris qu'il s'agissait seulement de créer du travail aux mécaniciens. On trouve encore des restrictions plus curieuses dans d'autres règlements syndicaux, telle celle des plombiers de Baltimore, qui interdit aux syndiqués d'user de bicyclette ou de motocyclette pendant la journée de travail et même de se servir du téléphone pour prévenir leur patron en cas de manque imprévu ou d'achèvement prématuré d'ouvrage en ville. »

Enfin les syndicats luttent pour obtenir la journée de travail

la plus courte possible et compliquent l'emploi des heures supplémentaires en les règlementant minutieusement. L'ouvrier qui fait ces heures est regardé comme dérobant un emploi possible aux chômeurs. Pour décourager les employeurs d'y recourir, les syndicats exigent qu'elles soient payées plus que les heures normales.

EUROPE ET ÉTATS-UNIS

Si les méthodes mises en œuvre par Henry Ford ont modifié cet état d'esprit chez les ouvriers, il a rendu à ses compatriotes un service sans prix.

Mais, pour intéressantes qu'elles soient, est-ce à dire qu'elles jouent dans la prospérité industrielle des États-Unis le rôle que certains voudraient leur prêter? Les Allemands font à ce sujet des réserves qui paraissent justifiées. Ils observent d'abord que l'on allègue quelques exemples, toujours les mêmes, entre autres celui des automobiles Ford. En réalité, l'exportation américaine a moins progressé depuis la guerre que l'exportation allemande dans les dix années qui ont précédé 1914. De plus, la production américaine, uniforme et de qualité médiocre, répond au goût américain qui est celui d'un peuple neuf et sans tradition, tout prêt à accepter les marchandises en série. Il n'en est pas de même en Europe, où la clientèle est beaucoup plus exigeante.

Enfin, à supposer que l'Allemagne pût « rationaliser » son industrie, selon le mot à la mode, pour obtenir un rendement individuel près de trois fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, que ferait-elle des ouvriers, rendus ainsi disponibles, qui représenteraient les deux tiers de la main-d'œuvre allemande? Il en résulterait, au début tout au moins, un chômage qui réduirait singulièrement les capacités d'achat de la population et par conséquent les débouchés de l'industrie. Les États-Unis sont dans une condition spéciale parce qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes. Ils tirent de leur propre sol presque toutes les matières premières nécessaires à l'industrie et peuvent même renoncer à importer les produits fabriqués, pourvu que les consommateurs veulent et puissent payer les hauts prix que réclame l'industrie nationale, protégée par un tarif douanier presque prohibitif.

Il est certain que l'Angleterre se trouve dans des conditions

toutes différentes, puisque, comme nous l'avons dit, elle est obligée d'importer la plus grande partie des denrées alimentaires nécessaires à sa population, ce qui la contraint à exporter des produits fabriqués dont le prix ne peut pas dépasser celui des marchés extérieurs.

Il n'en est pas moins vrai que les ouvriers et même les industriels britanniques auraient intérêt à s'inspirer des méthodes américaines. La Grande-Bretagne, disent MM. Bertram Austin et W. Francis Lloyd, a le bonheur de posséder une main-d'œuvre qui ne le cède à aucune autre, composée d'ouvriers intelligents, respectables et respectueux, honnêtes et consciencieux. Peut-être les directeurs d'entreprises n'ont-ils pas su en tirer tout le parti possible. Ainsi ils n'ont pas compris que les machines devaient être utilisées comme un moyen d'économiser le temps et l'effort. En permettant à l'ouvrier d'augmenter sa production, elles doivent lui permettre de gagner davantage et par conséquent de relever son niveau d'existence. Au lieu de s'en servir pour économiser le travail, ils ne veulent y voir qu'un prétexte pour économiser la main-d'œuvre. Les Américains ne sont pas tombés dans cette erreur.

Il faut reconnaître aussi que la tâche du patronat est rendue singulièrement difficile par le détestable esprit des Trade Unions. Au fond, l'essentiel serait de créer entre les ouvriers et leurs employeurs l'esprit de collaboration. Ce devrait être facile en Angleterre, le pays des généreuses initiatives patronales, où ont pris naissance des institutions de conciliation sociale plus perfectionnées que dans aucun autre. Toutefois, pour la rémunération du travail, les Anglais sont en retard. C'est ainsi qu'ils ignorent à peu près totalement les caisses de compensation pour les allocations familiales qui en France ont distribué l'année dernière 200 millions en allocations de toute sorte.

Mais les conditions industrielles telles qu'elles existent aux États-Unis diffèrent tellement de celles que nous avons dans les pays européens, qu'il n'est pas certain que la méthode des hauts salaires puisse s'appliquer en Angleterre, en Allemagne, en France comme en Amérique. Elle ne peut en effet donner de résultats que si elle est combinée avec des progrès techniques importants et continus. Or, il ne faut pas perdre de vue un fait essentiel, c'est qu'en général les industries américaines retardaient sur celles de l'Europe ou tout au moins étaient mal orga-

nisées. Les États-Unis furent de tout temps le pays du gaspillage. Les matières premières s'y trouvaient si abondantes que l'on ne prenait aucun soin de les ménager. Ford a réagi justement; il se vante de ne rien laisser perdre dans ses usines et de récupérer soigneusement tous les déchets de fabrication. Mais là aussi, il fut un novateur. On peut affirmer que, dans la moyenne des usines françaises, belges, allemandes, anglaises même, il y avait moins de coulage et de temps perdu que dans la moyenne des usines américaines et que les ouvriers étaient mieux commandés. C'est le résultat de la supériorité des ingénieurs européens, due à leur culture générale, fruit d'une tradition séculaire dont les Américains, quels que soient par ailleurs leurs dons et leurs qualités naturelles, demeurent encore bien loin. N'en déplaise aux primaires qui prétendent qu'il faut être un illettré pour faire un bon technicien, rien ne vaut de solides humanités pour préparer au métier de directeur d'entreprise et de conducteur d'hommes. C'est pour cela que ceux qui s'efforcent avec une malfaisante obstination d'abaisser le niveau des études secondaires, préparent l'infériorité de la France dans le domaine économique comme dans les autres.

C'est le défaut d'organisation de l'industrie américaine qui explique le succès que le système Taylor a rencontré aux États-Unis, où il a déterminé une révolution industrielle. En France, on y a attaché moins d'importance, parce que le besoin s'en faisait moins sentir. Dans beaucoup de nos usines, la production, sans être chronométrée et systématisée suivant un taylorisme rigoureux, était néanmoins établie sur des bases scientifiques et rationnelles, généralement inconnues aux États-Unis et qui laissaient peu de place au perfectionnement. Nous ne sommes pas en vain du pays de Descartes, et ce n'est pas à nous qu'il faut présenter comme une merveilleuse innovation le précepte qu'il avait formulé il y a trois siècles, de diviser chaque difficulté en autant de parcelles qu'il se peut, et qu'il est requis pour les résoudre.

Pour en revenir aux salaires, leur hausse ne peut aller qu'avec une compression parallèle des autres éléments de la production. Or beaucoup de nos industries ont fait tout ce qu'elles pouvaient dans ce sens et, à moins de découvertes bouleversant leurs conditions, n'ont pas à espérer de progrès sensibles.

Cela voudrait dire que toute amélioration du sort des ouvriers dépend d'une augmentation de leur rendement, augmentation indispensable pour que le prix de revient des objets fabriqués ne monte pas au-dessus de la capacité d'achat de la clientèle. Dans toutes les discussions touchant les salaires, rappelons-nous que les industriels ne fabriquent pas pour le plaisir de fabriquer, mais pour vendre, ce qui implique la nécessité de maintenir les prix au-dessous du niveau que l'expérience a montré comme étant celui que l'acheteur ne peut pas ou ne veut pas dépasser. Si chaque pays se suffisait à lui-même, il pourrait faire varier ce niveau dans des limites assez étendues; c'est ce qui se passe aux États-Unis, avons-nous vu, où le marché intérieur offre à l'industrie des besoins presque illimités à satisfaire. Mais il est loin d'en être ainsi dans les pays d'Europe. La plupart des industries travaillent pour exporter et, sur les marchés extérieurs, elles trouvent une âpre concurrence, les pays rivaux ne se faisant pas scrupule de pratiquer plus ou moins ouvertement les procédés dits de « dumping », grâce auxquels ils offrent leurs marchandises à des prix avantageux, quitte à les faire payer plus cher à leurs nationaux.

C'est parce que les conditions sont très différentes en Europe et aux États-Unis, que les méthodes qui réussissent si bien aux Américains ne sont pas toujours applicables chez nous. On peut alors se demander si les pays d'Europe ne seront pas amenés à faire un front économique commun contre les États-Unis. Ce sont les Allemands qui ont lancé cette idée. Ils y poussent beaucoup et invoquent à ce sujet l'exemple des services que leur a rendus leur *Zollverein*. Les avantages que donnerait un pareil système ne sont guère contestables. Mais nous sommes encore bien loin de sa réalisation.

ANTOINE DE TARLÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Que l'opinion française appréhende, à l'égal d'une catastrophe, la prochaine rentrée des Chambres, que le pays ne dispose pas d'un moyen légal pour assurer la continuité d'une politique d'union nationale et de restauration financière qu'il reconnaît indispensable, c'est un des signes les plus caractérisés de la scission qui va s'accentuant entre un parlementarisme dégénéré et l'esprit public. Les Chambres vont se réunir à la fin du mois ; mais, d'ici là, se tiendra à Bordeaux le congrès annuel du parti radical et radical-socialiste, où il est difficile d'espérer que les motions les plus regrettables ne rallient pas la majorité. Les parlementaires radicaux et radicaux-socialistes ont pris, depuis plusieurs semaines, contact avec leurs électeurs qui leur ont reproché la faillite de leurs promesses et la banqueroute de leur politique ; ils ont trop nettement conscience des fautes accumulées qui les ont obligés, deux ans après le 11 mai, à accepter, comme l'unique moyen de salut national, un ministère présidé par M. Poincaré, pour ne pas redouter le jugement du pays ; le bon exemple de leurs chefs, M. Herriot M. Painlevé, est resté, pour beaucoup d'entre eux, lettre morte, car ils ont trop bien senti qu'il les acculait à l'aveu et au remords. Préoccupés des élections de 1928, ils redoutent l'écrasement de leur parti entre l'extrême-gauche socialiste et communiste et les républicains sans épithète, dont M. Poincaré est le type ; alors, ils s'évertuent à remonter au pouvoir, à retrouver un programme, à raviver les vieilles querelles dont ils vivent. Ils méditent de donner l'assaut au ministère et, pour les conduire à l'attaque, ils ont trouvé un chef en M. Caillaux, à qui deux échecs successifs ne suffisent pas et qui, sans doute, accepterait de tenter une troisième expérience, dût-il naufrager, avec sa propre fortune politique, les finances de la France. Au congrès de Bordeaux, vont s'affronter les deux ten-

dances, celle que représente aujourd'hui M. Herriot, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet d'union nationale et en délicatesse avec son conseil municipal socialiste de Lyon, et, d'autre part, celle que personnifie M. Caillaux. La lutte serait attrayante pour la galerie, s'il ne s'agissait du rétablissement des finances et de la pacification intérieure de la France.

La grande force du parti radical, c'est son organisation électorale dans les petites villes, les bourgs et les campagnes, ce sont ses cadres de petite bourgeoisie et de petits fonctionnaires. La réforme administrative, courageusement entreprise par le ministère Poincaré, a été, pour le parti, l'occasion de rallier et de raffermir ses troupes, désemparées par la formation d'un cabinet d'union nationale : mobilisation de petits hommes pour de petits intérêts. Il est toujours facile d'organiser une certaine agitation autour de nouveautés qui ne vont jamais sans léser quelques intérêts particuliers et de provoquer des manifestations contre l'intérêt général. Il est évident que le maire ou le député d'un arrondissement dont on supprime le sous-préfet ou le tribunal, se doit à lui-même et à sa réélection de monter une protestation. La coalition de ces mécontentements, plus ou moins factices, organisée et exploitée par les brouillons du parti radical-socialiste, voilà ce qui menace l'existence d'un gouvernement dont la durée est la condition même du succès d'une expérience d'où dépend l'avenir du pays. Au reste, tout est mis à profit pour alimenter la polémique d'une opposition acharnée, jusqu'à la hausse inévitable des prix et aux rigueurs d'une sécheresse qui compromet les dernières récoltes d'une année généralement déficitaire.

On parlait depuis bien des années, bien avant que la détresse financière vînt acculer le gouvernement à des économies, de la réforme administrative; les sous-préfets avaient même été, plusieurs fois, les heureuses victimes de suppressions platoniques. Il semblait absurde à tout homme de bon sens d'administrer un pays au temps de l'automobile et du téléphone, exactement comme à l'époque des diligences ; mais la routine et les intérêts électoraux se mettaient à la traverse des intérêts généraux et l'emportaient. Forts des pouvoirs qui leur avaient été conférés par le Parlement, M. Poincaré et ses collègues se sont mis à la besogne et ont abouti à des résultats qui ne sont sans doute ni parfaits, ni complets, mais qui ont le mérite d'inaugurer une refonte de toutes les administrations françaises, une simplification des rouages, une économie de personnel et de frais : mesures essentiellement démocratiques, puisqu'elles ont pour

objet et pour résultat l'avantage de tous les citoyens et le bien de la collectivité nationale. La plupart des réformes opérées ne nous paraissent pécher que par excès de prudence. Il est certain, par exemple, que la suppression d'une centaine de sous-préfectures est insuffisante ; l'abolition complète de ce rouage administratif aurait fait moins de mécontents que l'opération partielle, car les jalousies s'alimentent par l'inégalité. Les grandes cités comme le Havre, Dunkerque, Chalon-sur-Saône, qui possèdent des éléments prospères d'activité économique et sociale, se seraient à peine aperçues de la disparition de leur sous-préfet qui, au contraire, fait un vide dans nos vieilles petites villes, si pittoresques, si nécessaires à la vie économique du pays, où l'herbe pousse entre les pavés mais où se conservent des traditions, où se forment des réserves intellectuelles et morales précieuses.

Le réformateur paraît encore avoir manqué d'audace en respectant toutes les préfectures ; il faudra bien, un jour ou l'autre, en venir aux centres régionaux d'administration, avec de grands préfets indépendants des fluctuations politiques, largement payés, outillés pour agir rapidement et directement, préoccupés uniquement du bien général et de l'accroissement de la production. A ce point de vue, la réforme des conseils de préfecture, centralisés en dix-huit conseils régionaux, peut servir de modèle. De même la réduction du nombre des directions des postes et télégraphes, la suppression d'un grand nombre de receveurs particuliers des finances, de conservateurs des hypothèques, la fusion de l'enregistrement et des contributions directes, les mesures si bien appropriées prises par M. Tardieu pour la simplification et le meilleur rendement des services de travaux publics, les réductions, quoique trop timides, décidées par M. Herriot, bref l'ensemble d'une réforme qui n'est encore que l'ébauche d'une revision complète de tous nos rouages gouvernementaux, marque une heureuse et importante amélioration. La réforme judiciaire qui supprime, dans les petites sous-préfectures, des tribunaux à peu près inoccupés, a été la plus critiquée : elle se recommande de l'opinion éclairée des chefs de tous les ressorts judiciaires de France et de l'approbation des plus hautes compétences, mais elle a l'inconvénient de porter atteinte à des intérêts respectables, ceux des avoués, greffiers, avocats qui constituent, dans chaque petite ville, une force sociale et souvent politique. Désormais, il n'y a plus, dans chaque département, qu'un tribunal de première instance qui porte le nom de ce département et qui peut être divisé en sections détachées dans

les principales villes. De nombreuses prisons, vides de prisonniers mais non de fonctionnaires, disparaissent. Peut-être aurait-il été plus expédient d'établir la réforme sur le principe du juge unique en première instance, mais l'essentiel était d'en finir avec le régime établi par la loi de 1919 qui ne permettait que rarement de constituer régulièrement le tribunal avec des magistrats de carrière. Il faudra, dans la pratique, procéder à quelques ajustements qui tiennent compte des réalités géographiques, économiques, régionales. On regrettera aussi que le garde des Sceaux n'ait pas profité de l'occasion pour décongestionner Paris, dont le ressort est trop étendu; le rattachement à une autre cour de départements tels que l'Yonne permettrait de supprimer une ou plusieurs chambres à la cour de Paris, dont les magistrats ont des traitements plus élevés.

Mais ce sont là des détails. L'essentiel est que le gouvernement n'ait pas hésité à se servir des pouvoirs que lui avait consentis le Parlement et qu'il ait porté la hache dans l'édifice antique et vermoulu de l'administration française. La France a besoin d'un gouvernement qui gouverne. Les économies réalisées immédiatement sont loin d'être négligeables ; elles s'accroîtront à mesure que des retraites et des changements de postes permettront d'utiliser le personnel actuellement disponible. L'État doit donner l'exemple d'une administration économique et de bon rendement; il ne peut plus s'en tenir à des errements qui, s'ils étaient adoptés par les particuliers, amèneraient infailliblement la ruine des entreprises privées et des patrimoines familiaux. Il y a là toute une éducation à refaire, des mœurs nouvelles à acclimater et, pour commencer, la vieille notion libérale de l'État à corriger. Les réformes administratives n'en sont encore qu'à leur premier stade, mais déjà elles vont produire une meilleure utilisation du capital humain en limitant le nombre des jeunes gens attirés vers les fonctions publiques. Fonctionnaires excellents, bien payés, peu nombreux : tel est l'idéal. Il n'est possible de l'atteindre qu'en mettant les fonctionnaires à l'abri de la politique électorale.

Le pays, dans sa masse, approuve les réformes réalisées par le ministère d'union nationale et se rend compte que rien n'aurait abouti s'il avait fallu attendre les discussions, amendements, ajournements, des deux Chambres ; il juge l'expérience décisive et la comparaison édifiante. M. Poincaré a résisté à toutes les délégations de parlementaires qui venaient lui demander, même sans esprit d'hostilité, de modifier ou d'ajourner telle ou telle des mesures réalisées par décret; il a annoncé qu'il poserait, sur chaque article, la question de

confiance. Plus il se montrera résolu à vaincre les résistances parlementaires, plus il aura, en ce moment, l'opinion publique avec lui. Nombreux sont les députés qui, pénétrés de leurs responsabilités, ne se risqueront pas, à la rentrée, à se séparer du ministère. Les conseils généraux, tout en faisant des réserves sur la réforme des administrations, expriment, pour la plupart, leur confiance en une politique de redressement national, d'assainissement financier et d'intense production. Qui donc la pourrait faire mieux ou autrement que le ministère actuellement au pouvoir? M. Poincaré, dans une lettre aux deux Commissions des finances de la Chambre et du Sénat, a présenté un tableau saisissant de l'œuvre de sauvetage réalisée par lui et ses collaborateurs. Le 24 juillet, quand il a assumé la responsabilité d'une situation qui semblait désespérée, les caisses du trésor étaient vides; l'État a aujourd'hui devant lui une marge de 1 885 millions, bien que des paiements importants aient été effectués en livres, dollars et florins. La confiance publique s'est manifestée par la reprise des souscriptions de bons, par des dépôts importants aux caisses d'épargne, par l'apport de nombreuses espèces d'or et d'argent que la Banque de France est autorisée à acheter au cours du métal, par le paiement anticipé des impôts dont les rôles, par la faute du Parlement qui n'a voté le budget qu'en avril, ne sont encore distribués que dans la proportion de 13 pour 100. La confiance de l'étranger s'est manifestée par le succès éclatant d'emprunts limités réalisés par une compagnie de chemins de fer et par le réseau de l'État en Hollande et en Suisse.

L'œuvre d'assainissement est malheureusement contrariée par des récoltes déficitaires en céréales, en vins, en betteraves, en pommes de terre; la sécheresse oblige les éleveurs du centre et de l'Est à vendre leur cheptel; les charbons, par suite de la grève anglaise, seront, cet hiver, rares et très chers, si bien qu'il faut s'attendre à une hausse des produits manufacturés; les achats de l'étranger, favorisés par une monnaie saine, au lieu de nous enrichir, nous appauvrissent et dévorent notre substance. Les Belges et les Anglais achètent nos pommes de terre, les Allemands nos pommes à cidre, malgré des frais de transport qui atteignent 3 000 francs par wagon; l'opinion demande que des mesures soient prises pour empêcher cette sortie des denrées de première nécessité qui n'est pas compensée par une rentrée suffisante de devises étrangères. Ainsi les circonstances les plus défavorables se réunissent pour contrarier le rétablissement financier si vigoureusement commencé par M. Poincaré et pour entraver une revalorisa-

tion partielle du franc, qui permettrait de procéder à cette stabilisation sans laquelle les conditions de la vie économique restent précaires. A toutes ces difficultés, qui ne sont pas insurmontables et qui ne font que retarder le succès complet de la politique financière et monétaire de M. Poincaré, la France a le droit d'espérer que le Parlement ne viendra pas ajouter une crise politique qui ruinerait instantanément l'œuvre déjà réalisée et ramènerait le trésor aux portes de la banqueroute où il se débattait à la fin de juillet. Le devoir du Parlement est tout tracé : faire taire les rancunes de clocher et les passions de partis; revenir à la fonction essentielle de tout parlement en votant, avant le 1er janvier, un budget auquel les nouvelles lois fiscales, adoptées cette année, et les décrets de réformes administratives ont tracé par avance un cadre d'où il ne peut sortir et qu'il est impossible de remettre en question. A cette condition, l'œuvre historique accomplie par M. Poincaré et ses collègues durant les vacances, qui furent pour eux singulièrement laborieuses, se consolidera et, le temps et la persévérance aidant, s'achèvera par un succès complet.

Nous demandions, il y a quinze jours, qu'une voix autorisée répondît aux déclarations de M. Stresemann. Rien, en effet, ne serait plus dangereux qu'une entente dans l'équivoque et le seul moyen d'arriver à un résultat utile c'est de ne pas donner aux Allemands l'illusion que la France est disposée à toutes les abdications. Le président du Conseil lui-même s'est chargé de remettre les choses au point et un communiqué gouvernemental nous a appris que ses paroles avaient été délibérées et approuvées en conseil des ministres. C'est d'abord à Saint-Germain-en-Laye, le 26 septembre, que, s'adressant à l'Union nationale des mutilés et réformés, M. Poincaré apporta les précisions et aussi les distinctions nécessaires : « Vous connaissez trop les horreurs de la guerre pour n'être pas de fidèles serviteurs de la paix. Mais la paix ne sera jamais pour vous une raison d'abdiquer votre gloire ni de renier les droits que vous avez défendus. A l'heure où les Empires du centre ont déchaîné sur le monde un cataclysme sans précédent, il ne vous est pas venu à la pensée de rendre responsables de cette agression tous les Allemands sans distinction. Vous n'avez pas davantage attribué à tous les officiers et à tous les soldats de l'armée adverse les barbaries commises dans nos villages envahis. Vous ne pouvez cependant oublier ni que c'est à nous que la guerre a été déclarée, ni qu'elle

a été portée sur notre sol grâce à la violation d'un État neutre, ni qu'elle a été, par les ordres de l'État-major impérial, conduite avec une impitoyable cruauté. Ah ! mes amis ! si l'Allemagne d'aujourd'hui désavouait ouvertement certains des procédés de l'Allemagne d'hier, comme il vous serait plus aisé de détourner les yeux de vos cicatrices et de tendre la main aux auteurs de vos blessures ! » Oui, nous l'avons dit ici plusieurs fois, si les Allemands rejetaient sur l'Empereur et l'État-major les lourdes responsabilités qui pèsent sur l'ensemble de la nation, nous ferions semblant de les croire pour mettre fin à d'irritantes polémiques. Mais telle n'est pas, loin de là, la mentalité des Allemands ; la plupart d'entre eux considèrent l'ancien empire fondé par Bismarck et l'État-major créé par Moltke comme la plus haute expression de la force allemande. Presque tous les hommes qui, comme Kurt Eisner, ont essayé d'établir le bilan des responsabilités impériales et militaires, ont payé leur audace de leur vie. Le fond du caractère de l'Allemand moderne est, comme Henri Heine le savait bien, un formidable orgueil collectif, renforcé, multiplié par un système d'éducation nationale fondé sur une philosophie de la puissance.

A Bar-le-Duc, le 27, en ouvrant la session du conseil général de la Meuse, M. Poincaré a précisé la portée de l'entretien de Thoiry et fait entendre, avec l'approbation du Conseil des ministres, des avertissements solennels : « La France n'a jamais refusé de causer loyalement avec l'Allemagne sur les questions qui peuvent intéresser l'un ou l'autre des deux pays. Si légitimes que soient ses griefs passés, elle n'a pas entendu pratiquer, à l'égard de ses anciens adversaires, une politique de rancune et de haine. Aujourd'hui comme hier, elle reste prête à des essais de rapprochement, pourvu qu'ils s'accordent avec nos traités et avec nos alliances, qu'ils ne permettent pas de mettre en doute les responsabilités du gouvernement impérial dans la guerre et qu'ils se justifient par la preuve préalable et décisive du désarmement matériel et moral de nos voisins... La France se doit à elle-même, conclut le président du Conseil, elle doit à sa renommée de noblesse et de générosité, elle doit à l'Europe si gravement troublée par une guerre de quatre ans, elle doit à tous les peuples de l'univers, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour ménager à l'humanité en détresse un avenir moins sombre que le passé. Elle ne manquera pas à ce devoir, mais personne ne s'étonnera que, devant les incertitudes de demain, elle ne veuille ni sacrifier ses droits contractuels, ni se relâcher de sa vigilance. »

Ce langage ferme, modéré, national, dont tous les mots portent, et qui traduit éloquemment ce que pense la presque unanimité des Français, a refroidi, en Allemagne, certains enthousiasmes prématurés ; la presse nationaliste s'est appliquée à opposer l'opinion de M. Briand et celle de M. Poincaré ; vaine manœuvre, puisque l'accord est complet entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères. Il ne saurait exister, entre deux ministres français, une divergence de vues profonde sur ces points essentiels, mais peut-être l'un et l'autre ont-ils des méthodes d'action différentes. M. Briand, plus intuitif, plus sentimental, compte sur le temps et le hasard pour arranger les difficultés qui paraissent irréductibles et il évite de poser les questions qui divisent; M. Poincaré, plus dialecticien, plus positif, ne veut rien laisser, en si délicate matière, au hasard et à l'improvisation ; il entend ne s'avancer que pas à pas sur un terrain connu et repéré. Les commentaires mêmes qui ont accueilli, en Allemagne, les discours de M. Poincaré, ont prouvé combien sa méthode de prudence et de sécurité est justifiée : mieux vaut renoncer à toute idée d'entente que d'aboutir prématurément à un accord verbal qui ne serait qu'un leurre et que les événements ne tarderaient pas à réduire en poussière. Il est malheureusement avéré, notamment par l'enquête que vient de mener, à Berlin, M. J. Sauerwein, du *Matin*, que si quelques Allemands éclairés aperçoivent haut et loin les résultats européens que pourrait amener un accord franco-allemand, la plupart ne voient que les avantages immédiats que le Reich pourrait en retirer, c'est-à-dire l'évacuation de toutes les régions occupées. L'esprit de Locarno et les entretiens de Thoiry sont incompatibles avec le maintien de l'occupation : tel est le thème que développe toute la presse allemande.

Parmi les déclarations que l'envoyé du *Matin* a recueillies, les plus intéressantes sont celles de M. Braun, président du Conseil en Prusse, et de M. Severing, ministre de l'Intérieur, l'un et l'autre social-démocrates, l'un et l'autre honnis des nationalistes pour la vigueur avec laquelle ils ont défendu les institutions républicaines, combattu l'influence des associations secrètes et recherché les assassins des Erzberger et des Rathenau. M. Severing affirme que la majorité du peuple allemand est favorable à une politique de paix et d'entente avec la France ; il explique l'agitation nationaliste par le grand nombre d'officiers, de fournisseurs de l'armée, que la défaite et la paix ont privés de leurs moyens d'existence; il déclare que la Prusse évolue décidément vers une démocratie

républicaine. Mais, dès le lendemain, le journal de M. Stresemann, la *Tægliche Rundschau*, protestait contre de pareilles affirmations : « Dieu nous préserve de voir confier notre dignité nationale à un homme qui ose affirmer en face d'un Français que nos anciens officiers font une politique de revanche contre la France par pur égoïsme ! Leur nombre diminue, affirme M. Severing ; ce qui diminue c'est plutôt le nombre des hommes qui pensent comme M. Severing et qui osent parler comme lui devant un Français. » Il n'est rien, que je sache, de plus caractéristique qu'un pareil désaveu inspiré par l'interlocuteur de M. Briand à Thoiry. Nous savons de reste que M. Braun a été le concurrent, de loin distancé, du maréchal Hindenbourg, et que M. Severing est l'homme d'Allemagne le plus attaqué par les éléments réactionnaires et le plus menacé du sort d'Erzberger. Et nous avons appris, quelques jours après, que M. Severing, à la grande joie des hobereaux prussiens, résignait « pour raisons de santé » ses fonctions de ministre de l'Intérieur en Prusse, où il a fait preuve d'honnêteté et de fermeté. Sont-ce là des garanties que l'Allemagne veut sincèrement et efficacement la paix et l'accord avec la France ? Il se peut que tel soit, en effet, le vœu de la majeure partie du peuple allemand, mais, habitué qu'il est à la discipline et au caporalisme, saura-t-il imposer cette volonté à ses dirigeants ? Rien ne le prouve, tant s'en faut. Est-il raisonnable, dans ces conditions, de faire crédit à l'Allemagne et de compter que, par de bons procédés et des concessions, on favorisera les éléments les plus enclins à une entente ? C'est mal connaître le caractère allemand. S'il en fallait une preuve nouvelle, les graves incidents de Germersheim et de Neustadt nous l'apporteraient.

Ces incidents éclatent au moment même où toute l'Allemagne, comme un seul homme, réclame l'évacuation immédiate des deuxième et troisième zones d'occupation : il s'agit de démontrer que l'occupation pèse d'un poids intolérable sur les populations, qu'elle ne peut manquer de troubler les bonnes relations rétablies entre les deux nations ; comment, dans ces conditions, croire que ces agressions contre des militaires français soient le fait du hasard ? L'Allemand n'agit qu'en vertu d'une consigne. A Germersheim, c'est un officier français qui est assailli à deux reprises par plusieurs Allemands et qui, en état de légitime défense, tue l'un de ses agresseurs. A Neustadt, c'est un sous-officier français grièvement blessé, dans des conditions encore mal éclaircies, par un Allemand. Et aussitôt, comme sur un mot d'ordre, c'est, dans toute la presse,

un déchaînement contre les troupes d'occupation; on gémit sur les maux indicibles que souffrent les populations. Les Rhénans n'ont vraiment pas l'air assez malheureux ; il faut stimuler leur zèle patriotique. Les troupes françaises viennent d'achever, dans la région du Taunus, des grandes manœuvres (qu'il faut féliciter le ministre de la Guerre d'avoir ordonnées), et partout on a pu constater les rapports toujours corrects et souvent sympathiques entre la population et les soldats : aucun incident ne s'est produit, aucune réclamation. Si les attentats de Germersheim et de Neustadt avaient été préparés dans le dessein, prémédité par quelque société nationaliste, de démontrer la nécessité de l'évacuation et de stimuler l'indignation récalcitrante des Rhénans, ils ne seraient pas survenus plus à propos. Le maire de Verdun, dans un discours fort opportun, rappelait récemment ce qu'a été, après 1870, l'occupation allemande, prolongée à Verdun jusqu'aux extrêmes limites permises par le traité et terminée seulement par l'exécution intégrale et anticipée de toutes les clauses de la paix. Renversez les situations ; imaginez l'Allemagne victorieuse, ayant réalisé les conditions de paix que tous les Allemands, à commencer par M. Stresemann, préconisaient à l'envi, occupant la moitié de la France, et représentez-vous quelle serait la sanction immédiate d'attaques à main armée contre des soldats de l'armée d'occupation. En vérité, l'opinion mondiale est trop oublieuse et, contre la France, trop partiale !

Raison de plus, dit-on, pour mettre fin à ces haines séculaires, génératrices de guerres sans fin. Mais encore faut-il prendre les moyens les mieux appropriés, qui ne sont pas la faiblesse et l'abdication. Il s'agit d'une large politique d'avenir, à laquelle il ne convient pas de préluder par des marchandages et de médiocres transactions. Il est nécessaire de distinguer la question de la mobilisation des obligations allemandes de chemins de fer et des obligations industrielles et celle des rapports qui pourront, à longue échéance, s'établir entre les deux nations. La mobilisation des obligations dépend non de l'Allemagne, mais — comme nous l'expliquions il y a quinze jours — des États-Unis. Les financiers américains consentent à des États ou à des particuliers allemands des prêts de plus en plus importants : c'était, en septembre, 20 millions de dollars pour l'État prussien; c'est, aujourd'hui, 26 millions de dollars en obligations de la Société électrique Siemens-Halke. Il serait extraordinaire, pour employer un terme modéré, que les banquiers américains continuassent à investir leurs capitaux en Allemagne et refusassent de prêter

leurs concours à la mobilisation des obligations de réparations qui constituent un placement de premier ordre garanti par les États allemand et français et qui d'ailleurs seront en grande partie souscrites par nos propres capitaux exportés qui, sous cette forme, rentreront dans l'économie nationale. C'est afin d'ôter aux Américains le seul prétexte avouable pour refuser de se prêter à une opération d'où dépendent le relèvement monétaire et financier de la France et l'assainissement du marché européen, que M. Poincaré et le gouvernement insisteront auprès des Chambres pour la ratification des accords Mellon-Bérenger. Cette ratification serait accompagnée, si l'opinion du gouvernement l'emporte, de réserves destinées à préciser les cas de force majeure où le Trésor français se trouverait dans l'impossibilité, sinon de faire face à ses engagements, du moins de transférer à l'étranger des sommes importantes en livres et en dollars.

Mais le problème des obligations de réparations ne touche que par un côté à la question singulièrement plus ample et plus importante des relations franco-allemandes. En nous plaçant uniquement sur le terrain des intérêts économiques, nous avons à constater que la formation du cartel de l'acier est désormais un fait accompli. Autre chose est de savoir si les Allemands réussiront à renouer, par delà la grande déviation bismarckienne, la tradition libérale et démocratique interrompue en 1849. Il en est qui le souhaitent et qui s'y efforcent en Allemagne ; mais rien ne prouve encore qu'ils l'emporteront. La lutte entre les deux tendances se retrouve partout. La retraite de M. Severing réjouira les tenants du militarisme et de l'empire déchu, mais la démission du général von Seeckt est un coup qui leur est sensible. Le général, chef réel et réorganisateur de l'armée allemande, s'est entendu reprocher par M. Gessler, ministre de la Reichswehr, d'avoir toléré que le prince Guillaume, fils du Kronprinz et héritier de la couronne, fût incorporé comme officier, selon la tradition séculaire des Hohenzollern, au 1er régiment d'infanterie, sans avoir contracté l'engagement de douze ans prescrit par le traité, et participât aux récentes manœuvres de la Reichswehr. La commission de contrôle du désarmement demandait depuis longtemps que le général cessât de cumuler les fonctions de chef de la Reichswehr et de chef effectif de l'État-major ; la démission de von Seeckt permettra de lui donner satisfaction, et peut-être est-ce la véritable raison de cette retraite qui n'est probablement pas définitive. Malgré tout, le remplacement du général von Seeckt par un officier qui passe pour attaché aux idées républicaines, constitue, de

la part du gouvernement de M. Marx, une preuve de courage et d'énergie conforme à l'intention, si souvent manifestée en paroles, d'apporter dans ses actes un esprit de conciliation et d'entente.

Si l'on se souvient que l'Allemagne a, cette année même, conclu avec le gouvernement des Soviets un traité qui confirme et renforce la convention de Rapallo de 1922, le traité d'arbitrage et d'amitié que le gouvernement lithuanien vient de signer avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques prendra sa véritable valeur. La Lithuanie, géographiquement et politiquement, forme le pont entre la Prusse orientale, partie intégrante du Reich allemand, et la Russie. La signature, à Moscou, par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie, d'un traité d'amitié avec le gouvernement soviétique, ne pouvait manquer de susciter, en Pologne, de légitimes appréhensions, car la Lithuanie n'a pas accepté le fait accompli de la réunion de Wilno à la Pologne et reste sans relations diplomatiques ou économiques avec la Pologne dont les intérêts sont cependant étroitement enchevêtrés avec les siens. La nouvelle convention n'est pas contraire, dans sa lettre, au traité de Riga qui trace la délimitation polono-russe et réserve la question des frontières entre la Pologne et la Lithuanie dans la zone de Wilno aux deux gouvernements directement intéressés. Mais l'accord de Moscou est interprété, non sans raison, en Pologne, comme affirmation d'une intimité politique russo-lithuanienne et comme une réponse à l'entente militaire défensive récemment conclue entre la Roumanie et la Pologne. A Moscou, d'autre part, la présence au pouvoir du maréchal Pilsudski, qui vient d'assumer les fonctions de président du Conseil, est regardée, sans raison sérieuse, comme une menace contre la Russie. Ces alarmes sont, de part et d'autre, exagérées. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'Europe orientale, il subsiste des éléments de trouble et d'instabilité et que la France, qui se trouverait, par ses alliances, impliquée dans tout conflit grave survenant dans ces régions, a le plus grand intérêt à exercer là-bas sa mission d'arbitrage et de pacification.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVI^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-CINQUIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er septembre

Pages.

MÉMOIRES. — V. *DE JOSÉPHINE A MARIE-LOUISE*, par LA REINE HORTENSE . . 5

LA BIENFAISANCE FRANÇAISE EN TERRITOIRE OCCUPÉ, par M. LE MARQUIS DE LILLERS. 33

JOSEPH MICHAUD, HISTORIEN DES CROISADES, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 59

LA FLÈCHE D'OR, troisième partie, par J. CONRAD 91

SUR LES PAS DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE. — III. *LES NIDS DANS LA MURAILLE*, par M. LOUIS GILLET. 128

LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS ET LES *CONCESSIONS* AUX ÉTRANGERS, par LE COMTE KOKOVTZOFF 158

LAMARTINE ET MICHELET, *D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE*, par M. JEAN-MARIE CARRÉ 182

POÉSIES, par M. JEAN RENOUARD. 212

REVUE LITTÉRAIRE. — *LE* LOUIS XVIII *DE M. DE LA GORCE*, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. 217

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 229

Livraison du 15 septembre

LA PROSCRIPTION DES GIRONDINS, par M. G. LENOTRE 244

LA NOUVELLE ROUMANIE, par Mme NOËLLE ROGER. 283

SUR LES PAS DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE. — IV. *LES NIDS DANS LA MURAILLE*, par M. LOUIS GILLET 315

LA FLÈCHE D'OR, dernière partie, par J. CONRAD. 338

L'ESPRIT DE MACHIAVEL ET LES MÉTHODES POLITIQUES, par M. CHARLES BENOIST, de l'Institut 375

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT. — V. *L'INDE ET L'OCCIDENT*, par M. MAURICE PERNOT 401

LE *ROMAN DE LA ROSE* ET LA PENSÉE FRANÇAISE AU XIIIe SIÈCLE, par M. EDMOND FARAL 430

Pages.

PAGES DE GLOIRE AU MAROC. — III. *L'AFFAIRE DE TALEGHZA*, par Mme H. CELARIÉ 458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 470

Livraison du 1er octobre

MÉMOIRES. — VI. *LE ROI DE ROME*, par LA REINE HORTENSE. 481
LE BOUQUET ROUGE, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française . . . 511
L'ITALIE ET L'AGONIE DE LA PAIX EN 1914, par *** 545
SUR LES PAS DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE. — V. *L'ALVERNE*, par M. LOUIS GILLET. 563
L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT. — VI. *PASSÉ ET AVENIR DE L'INDE*, par M. MAURICE PERNOT. 595
UN CARACTÈRE DE LA BRUYÈRE : L'AMATEUR D'OISEAUX, par M. EDMOND PILON . 626
LETTRES SUR LA RETRAITE DU MEXIQUE (1867), par L'AMIRAL BARON LA RONCIÈRE LE NOURY 646
LE PROBLÈME DE DANTZIG, par M. LOUIS CLAUDON 673
REVUE DRAMATIQUE. — *LA FAMILLE LAVOLETTE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 704
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 708

Livraison du 15 octobre

MÉMOIRES. — VII. *LA CAMPAGNE DE FRANCE ET LA PREMIÈRE ABDICATION*, par LA REINE HORTENSE 721
TELS QU'ILS FURENT, première partie, par M. EDOUARD ESTAUNIÉ, de l'Académie française. 750
LA BASILIQUE DE LA PORTE MAJEURE. — I. *LA DÉCOUVERTE DU MONUMENT*, par M. JÉRÔME CARCOPINO 781
CHATEAUBRIAND ET LE *GÉNIE DU CHRISTIANISME*. — I. *LA MISE EN ŒUVRE ET LE LANCEMENT*, par M. VICTOR GIRAUD. 811
COUPS DE COUTEAU, par M. FRANÇOIS MAURIAC. 847
NOS TRÉSORS D'ART. — I. LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, par M. P. R. ROLAND-MARCEL 866
LA MISSION DE LORD HALDANE A BERLIN (*Février 1912*), par M. ÉMILE BOURGEOIS, de l'Institut. 881
POÉSIES, par FRANÇOIS COPPÉE. 911
TRADE UNIONS BRITANNIQUES ET SYNDICATS AMÉRICAINS, par M. ANTOINE DE TARLÉ. 922
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . . 947

Paris, 1926. — Typographie PHILIPPE RENOUARD 19, rue des Saints Pères. — 38225.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2568